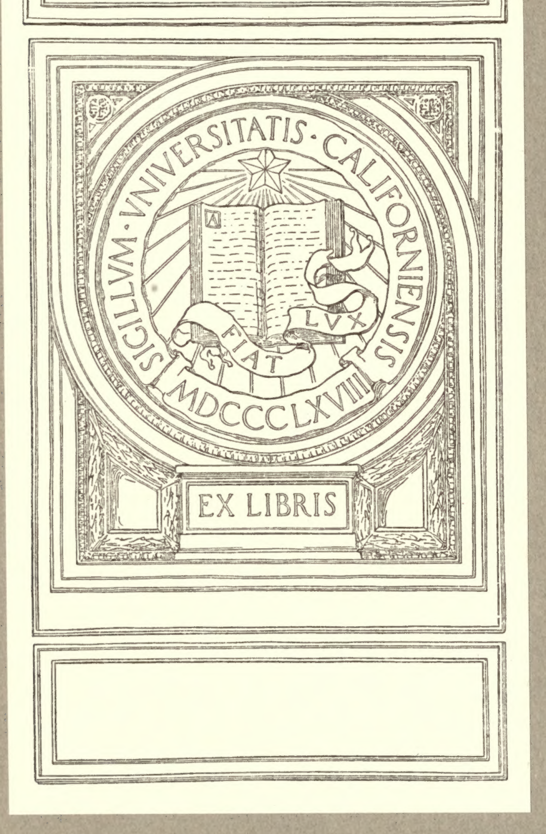



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

LE MONDE,

HISTOIRE PITTORESQUE DE TOUS LES PEUPLES,

Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

HISTOIRES D'AMÉRIQUE ET D'OCÉANIE,

PAR

M. BELLOC,
Membre de l'Institut historique.

31 Gravures sur acier.

PARIS.
P. DUMÉNIL, ÉDITEUR.
1844

LE MONDE,

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES.

TOME DIXIÈME.

HISTOIRES D'AMÉRIQUE

ET D'OCÉANIE.

Ceremonia antes de partir pª la guerra, en la época de la conquista.

Pl 1



Jeanvraine del.

Prot Sculp.

CÉRÉMONIE AVANT LE DÉPART POUR LA GUERRE AU TEMS DE LA CONQUÊTE.

HISTOIRES
D'AMÉRIQUE,
ET D'OCÉANIE,

Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours,

PAR

M. BELLOC,
Membre de l'Institut historique et de plusieurs Sociétés savantes.

OUVRAGE ORNÉ

**d'environ 31 belles planches gravées sur acier,
représentant les Usages et Cérémonies des Américains au temps de la conquête,
les principaux Sites et les Monuments les plus remarquables,
ainsi que les Costumes, Armes et Instruments des Sauvages de l'Océanie.**



PARIS.
IMPRIMERIE DE BÉTHUNE ET PLON,
RUE DE VAUGIRARD, 36.

1844

LE MONDE

OU

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS

JUSQU'A NOS JOURS

HISTOIRE

DE

L'AMÉRIQUE.

INTRODUCTION

L'étude de l'histoire est la plus importante peut-être à laquelle puisse se livrer tout homme qui croit à l'avenir de l'humanité. L'histoire, en effet, n'est pas, comme quelques personnes le pensent, une science sans conclusion pratique, bonne seulement à satisfaire la curiosité des oisifs : c'est l'expérience des peuples. Elle offre à l'observateur et au philosophe non-seulement le spectacle intéressant des sciences et des arts cultivés par ceux qui nous ont précédés sur la terre, mais encore, et c'en est là l'objet réel, elle montre, en nous retraçant leurs mœurs, les buts successifs que les peuples se sont proposé d'accomplir et les moyens qu'ils ont mis en œuvre pour remplir leur tâche. En enregistrant avec soin les revers et les succès des nations passées, l'histoire montre aux nations futures la route qu'elles doivent suivre, et, par elle, les enfants, profitant de l'expérience durement acquise par les pères, évitent les écueils où se sont brisées les générations précédentes.

Or, l'époque où fut découvert le Nouveau-Monde est l'une des plus importantes de l'histoire de la civilisation moderne. En effet, une immense activité spirituelle s'était alors développée ; la vieille Europe catholique sentait qu'il était temps enfin de mettre en acte les leçons d'égalité et de liberté prêchées jusque là par l'Église, et chacun se mettait à l'œuvre avec ardeur. Les savants, réunissant les trésors scientifiques conservés par les moines du moyen-âge, travaillaient à transformer les sciences anciennes en une science chrétienne ; et les peuples européens, unis alors dans une même croyance religieuse, dans cette croyance qui avait successivement effacé l'esclavage et le servage, cherchaient, dans leur vague désir, comment fonder dans le monde une organisation sociale plus en rapport encore avec la morale évangélique. Malheureusement le pouvoir spirituel, qui devait les guider, fit défaut. Effrayé des cris de réforme qui retentissaient de toutes parts, il abandonna l'œuvre de transformation sociale à laquelle il avait si long-temps présidé, et, forcé de choisir en-

tre les oppresseurs et les opprimés, il préféra s'allier aux oppresseurs (1). Et ce fut un grand mal, car le peuple, dès lors sans guide, marcha au hasard dans la voie de la civilisation, essayant tour-à-tour chaque système, sans connaître s'il fallait s'arrêter ou marcher encore.

Le protestantisme était né, et avec lui des idées d'émancipation, d'indépendance, que les princes furent souvent contraints de réduire par les armes.

Depuis lors la lutte n'a pas cessé. Combien de formes, depuis Luther jusqu'à nos jours, n'a pas revêtues la négation première du catholicisme! combien de sectes diverses les théologiens n'ont-ils pas enfantées! Et dans la philosophie, la confusion ne fut pas moindre : ce fut à qui mettrait au jour un nouveau système. Dès lors les sciences d'application ne furent plus qu'un chaos. Chacun, souffrant du mal qui rongeait la société, s'efforça de trouver un remède efficace, et depuis les théories politiques les plus surannées jusqu'aux hypothèses les plus absurdement gigantesques, tous les moyens ont été proposés; et, disons-le, presque tous ont été repoussés, les uns flétris du mépris public, d'autres accablés sous le poids du ridicule, d'autres enfin après avoir subi la définitive épreuve de l'expérience.

Mais, à regarder philosophiquement les choses, tous ces systèmes d'organisation sociale peuvent toujours se réduire à deux : le système unitaire et le fédéralisme, l'un qui veut tout pour la société, l'autre tout pour l'individu.

Il semble, en vérité, que la Providence ait pris en pitié les pauvres humains en leur accordant un sol vierge de tout contact étranger pour mettre à l'épreuve les deux systèmes ennemis. Nous espérons, dans cette courte histoire du Nouveau-Monde, montrer au lecteur la conclusion pratique de chacun d'eux.

Quel que soit du reste notre jugement sur les faits que nous rapporterons, nous n'avancerons rien dans le cours de ce travail qui ne soit véritable et puisé dans les auteurs les plus estimés. Nous dirons notre avis, mais nous voulons mettre chacun à même de rectifier nos erreurs : nous ne prétendons être aveuglément accepté de personne.

—

HISTOIRE DE LA DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE PAR CHRISTOPHE COLOMB.

Faire une histoire de l'Amérique sans y joindre celle de l'homme de génie qui l'a découverte, ce serait non-seulement une ingratitude, mais encore une omission historique impardonnable. S'il est vrai, comme nous le disions il n'y a qu'un instant, que l'histoire ait pour but de guider les hommes dans l'avenir en leur montrant les causes de leurs succès ou de leurs revers passés, une utile leçon ressort des faits qui ont accompagné la découverte du Nouveau-Monde. Chacun peut voir là comment, avec une croyance ferme, excluant toute ombre de ce doute qui paralyse et tue, un homme peut, pendant des années, nourrir et méditer un projet gigantesque; comment cet homme, malgré la misère, malgré la raillerie ou les dédains des savants de son siècle, persiste néanmoins dans son entreprise; comment enfin, malgré l'obscurité de sa naissance, obstacle presque insurmontable au temps où il vivait, il put approcher d'un trône et accomplir l'œuvre à laquelle, depuis tant d'années, il avait dévoué sa vie. Mais un enseignement plus grand et plus profitable que celui-là ressort encore de l'histoire que nous allons raconter. Ces grandes découvertes, faites par un homme de bien, par un chrétien fervent qui mettait sa principale joie dans l'espérance d'amener à la connaissance des vérités chrétiennes les peuples qu'il aurait le bonheur de découvrir, ces découvertes furent momentanément perdues pour le christianisme et la civilisation qui en découle. La vue de l'or tourna la tête des conquérants du Nouveau-Monde. Préoccupés de leurs in-

(1) Que le lecteur ne croie pas que nous voulions jeter ici le blâme sur la religion ; nous la respectons autant que personne, mais nous la distinguons avec soin du clergé.

térêts matériels, impatients de jouir du fruit de la découverte, ils se laissèrent bientôt entraîner dans l'égoïsme : où ils devaient voir des hommes à éclairer, ils n'aperçurent que des trésors à exploiter. Dès lors ils furent peu scrupuleux sur le choix des moyens. Nous le disons à regret, la cour d'Espagne elle-même, bien qu'animée en général de sentiments généreux, ne nous paraît pas à l'abri de tout reproche à cet égard. Trop souvent, à ses yeux, les meilleurs agents furent ceux qui tiraient des mines un plus grand bénéfice. De là des actes de barbarie qui ternirent sa gloire, de là la dépopulation des terres sur lesquelles elle établit sa domination. Ce n'est pas à dire que rien ne fut fait pour améliorer le sort des malheureux indigènes, loin de nous la pensée d'ôter aux souverains de l'Espagne le mérite de leurs charitables prescriptions (1); mais nous répéterons toujours qu'on pouvait, tout en ménageant les indigènes, tirer un grand avantage de la possession de leur pays : on fit l'objet principal de ce qui devait être une question secondaire, et de là sont venus tous les maux.

Après ce peu de mots, suffisants pour appeler l'attention du lecteur sur les faits principaux que nous allons raconter, entrons dans l'histoire de la découverte du Nouveau-Monde.

Christophe Colomb naquit dans un village de la république de Gênes, vers l'an 1436. Il avait pour père un pauvre cardeur de laine, et fut l'aîné de quatre enfants. Dès ses premières années, il montra beaucoup d'application à l'étude, et quand il sut lire et écrire, son père l'envoya à Pavie, où il s'instruisit dans la langue latine, dans l'astronomie, la géographie et la navigation. Toutes ces connaissances étaient sans doute fort bornées, car il n'avait que quatorze ans environ quand il revint dans la maison de son père. Il avait un goût décidé pour les voyages maritimes, et fit plusieurs expéditions, soit à la côte de Guinée, soit sur les vaisseaux de Gênes, alors en guerre contre Venise. En 1470 il vint se fixer à Lisbonne, où il ne tarda pas à se marier avec la fille du célèbre marin Bartoloméo de Palestrello, le même qui avait découvert l'île de Madère. L'ardeur des découvertes était alors extrême dans l'Europe, et principalement dans la péninsule, qui venait de terminer sa lutte contre les Maures, et cherchait un but d'activité nouveau. Chacun s'ingéniait à chercher une route nouvelle pour aller aux Indes (1), et Colomb avait déduit de ses connaissances géographiques, des rapports de plusieurs auteurs de l'antiquité et des informations qu'il avait prises des marins les plus célèbres, la possibilité de parvenir à ces contrées lointaines, en traversant de l'est à l'ouest l'océan Atlantique.

Après avoir mûrement réfléchi à son projet, il le proposa successivement à la république de Gênes, sa patrie, à la cour de Portugal et au roi d'Angleterre, Henri VII; nulle part ses plans ne furent goûtés (2).

Sa femme étant morte, il résolut de quitter le Portugal, et, accompagné de son fils, il partit pour la ville de Palos en Espagne. Il était alors dans un dénûment absolu; c'est à pied et en demandant l'aumône à la porte des maisons religieuses, qu'il faisait son pénible voyage. Un jour qu'il s'arrêtait à la porte d'un couvent de franciscains, situé à une demi-lieue de la ville de Palos, et dédié à Santa Maria de Rabida, le prieur distingua sur son visage une expression de

(1) Robertson, écrivain anglais et protestant, par conséquent non suspect de partialité en cette matière, rend, dans son excellente histoire de l'Amérique, une justice éclatante aux intentions de l'Espagne, qu'il venge, ainsi que le catholicisme, des attaques inconsidérées auxquels ils ont été en butte depuis long-temps à propos de la dépopulation du Nouveau-Monde. L'ouvrage de Robertson, fruit d'un travail long et assidu, contient une appréciation fort judicieuse des causes de cette dépopulation.

(1) La seule route connue et pratiquée alors, était la Méditerranée et le golfe Persique.

(2) L'hypothèse de Colomb était celle-ci : « Nous » ne connaissons de terre que dans l'hémisphère que » nous habitons ; tout le reste du globe est supposé » être de l'eau. Or, s'il en était ainsi, l'équilibre du » globe serait rompu ; donc on doit trouver, au-delà » de l'Océan atlantique, un prolongement des terres » de l'Inde dans l'hémisphère qui nous est opposé. »

noble fierté et d'intelligence dont il fut frappé. Il fit entrer le pauvre voyageur, qui lui raconta ses peines et ses espérances. Il le retint dans le couvent pendant quelque temps, et, convaincu de l'importance des projets de son hôte, il l'adressa à l'un de ses amis, Fernando de Talavera, prieur du monastère de Prado, et confesseur de la reine Isabelle de Castille, auprès de laquelle il était en grande estime. Celui-ci promit à Colomb de l'appuyer de tout son crédit ; mais c'était alors le temps des guerres que Ferdinand et Isabelle avaient à soutenir contre les Maures, et il fallut attendre, pour présenter à ces souverains les projets du navigateur, que l'Espagne jouît d'un peu de tranquillité ; c'était bien des années à attendre, pendant lesquelles on peut s'imaginer les angoisses et l'impatience de Colomb. Dégoûté enfin de solliciter toujours en vain et de voir chaque jour évanouir les espérances qu'il avait fondées la veille, le désespoir dans le cœur, il résolut de quitter Cordoue, où résidait alors la cour d'Isabelle : il était déjà sorti de la ville quand on vint lui annoncer qu'enfin ses projets étaient approuvés de la reine ; on juge avec quelle ardeur il dut revenir sur ses pas.

La reine et son mari firent avec Colomb des conventions dont voici les principales : Il devait être vice-roi de tous les pays qu'il pourrait découvrir ; il serait nommé amiral de toutes les contrées nouvelles, et revêtu des mêmes prérogatives que l'amiral de Castille : le dixième de l'or et des pierres précieuses, et des bénéfices de toute sorte qui reviendraient à la Castille par suite de ses découvertes, devait lui appartenir de droit ; enfin ses enfants ou héritiers jouiraient des mêmes avantages.

Colomb était au comble de ses vœux ; mais combien n'eut-il pas d'obstacles à vaincre pour mettre à exécution son entreprise ! combien de délais à essuyer ! combien de préjugés à détruire ! Colomb n'avait demandé, dans la crainte d'apporter encore du retard à l'exécution de ses projets, que trois petits navires, dont un seul était ponté ; et cependant les choses nécessaires n'arrivaient qu'avec lenteur ; ce n'est même qu'à force de temps et de promesses qu'il parvint à se procurer des matelots qui voulussent tenter les hasards d'un voyage que chacun regardait comme une folie.

Enfin tout était prêt ; Colomb, avant de quitter la terre, alla avec tous ses compagnons demander à Dieu de bénir son entreprise. On entendit une messe solennelle, où Colomb reçut le saint sacrement, et, plein de confiance alors, il monta sur son navire. Le 3 août 1492, les trois vaisseaux mirent à la voile. On gagna d'abord les îles Canaries, où l'on resta jusqu'au 6 septembre pour réparer l'un des vaisseaux ; puis, de là, marchant droit à l'ouest, on se lança dans l'entreprise la plus aventureuse dont jamais mémoire d'homme eût gardé le souvenir.

Un mois déjà s'était écoulé depuis qu'on avait quitté les Canaries, et rien ne faisait encore présager l'issue du voyage. Les matelots, qui ne s'étaient embarqués qu'avec une crainte superstitieuse, ébranlés dans leur résolution, parlaient depuis quelque temps de reprendre le chemin de l'Espagne ; déjà même plusieurs avaient parlé de révolte : « Que nous importe, » disaient les mutins, « la gloire dont veut se » couvrir notre chef ? Nous marchons tou- » jours sans savoir où s'arrêtera notre » course, et à peine les faibles navires qui » nous portent sont-ils capables de tenir la » mer jusqu'au retour ; les vivres nous man- » quent, et, dans ces mers inconnues, pas » d'endroit pour nous en procurer de nou- » veaux ; devons-nous sacrifier nos vies, » devons-nous hasarder le sort de nos fa- » milles dans l'intérêt d'un aventurier am- » bitieux ? etc. » Tous ces propos, chuchotés d'abord à l'oreille, firent enfin impression sur les équipages, et des murmures on en vint bientôt aux menaces ; on assure même qu'un complot fut ourdi contre la vie de Colomb.

Pendant ce temps, celui-ci ne cessait de recueillir tous les signes qui pouvaient, en annonçant une terre prochaine, ranimer l'espérance de ses matelots, et quand il voyait encore ses vœux trompés, quand une espérance nouvelle venait encore à s'évanouir, il allait se renfermer dans sa cabine, et là,

prosterné en terre, les mains jointes, les larmes aux yeux, il priait Dieu de le délivrer de cette peine et de le conduire enfin à cette terre si désirée; puis, remontant sur le tillac, il encourageait les équipages, séduisant les uns par des paroles bienveillantes, maintenant les autres dans le devoir par une juste sévérité, et donnant à tous l'exemple du courage et de la résignation.

On avait vu déjà, à plusieurs reprises, divers indices qui annonçaient la terre : des herbes vertes et qui semblaient récemment détachées du sol, s'étaient arrêtées autour des vaisseaux ; et toujours les espérances qu'elles avaient fait naître avaient été trompées. Le 8 octobre, des présages encore plus certains d'une terre voisine s'étant évanouis encore sans résultat, la révolte devint imminente, et il fallut à Colomb toute la fermeté de son caractère pour ramener les séditieux dans leur devoir. Il promit néanmoins que si dans trois jours on n'avait obtenu aucun résultat on tournerait la proue vers les côtes d'Espagne.

Combien, pendant ce temps, dut-il se présenter de pénibles idées dans l'esprit du malheureux navigateur ! Cependant diverses bandes d'oiseaux avaient entouré les navires, d'autres avaient été aperçus se dirigeant vers le sud-ouest; on vit en outre un canard, un pélican et un héron dirigeant leur vol du même côté; enfin les indices devenaient de plus en plus fréquents. Colomb fit gouverner dans la direction qu'il avait vu suivre à tous les oiseaux, et, vers la fin du troisième jour, comme la sédition allait recommencer parmi les équipages, on aperçut devant l'un des navires une branche d'arbre fraîchement cueillie et chargée de fruit; en outre, on recueillit une petite planche et un bâton grossièrement travaillé. Pour lors nul doute que la terre ne fût proche. L'enthousiasme des matelots fut à son comble. C'était le soir. Colomb monta sur le tillac, entonna, suivant son habitude de tous les jours, le *Salve, Regina*, qui fut chanté par l'équipage, et, dans la ferme conviction où il était d'avoir atteint enfin le but de son voyage, il fit aux matelots une courte et pieuse allocution dans laquelle il leur rappela la miséricorde de Dieu, qui n'avait cessé de se montrer en leur fournissant des encouragements d'autant plus grands que leur courage diminuait davantage. Il leur dit que probablement on toucherait la terre avant le jour, et recommanda à chacun la surveillance la plus active. On doit juger si, dans cette nuit solennelle, ses ordres furent ponctuellement exécutés.

Colomb, monté sur le tillac, portait des regards inquiets dans la direction que suivait le navire; mais il était nuit, et rien ne pouvait lui indiquer ce qu'il cherchait avec tant d'anxiété. Soudain il appelle l'un des hommes de l'équipage, lui montre du doigt un point de l'horizon et lui demande s'il n'aperçoit pas de la lumière; la réponse de celui-ci est affirmative. On en fait venir un second; mais, quand il arriva, la lumière avait disparu. Était-ce une illusion? Il fallut encore attendre. Il était alors dix heures du soir; combien de temps devait durer cette angoisse?

A deux heures du matin, le navire *la Pinta* était en tête du convoi, comme la meilleure voilière; elle tira un coup de canon :.... c'était le signal convenu pour annoncer la terre. L'Amérique était découverte !

On s'arrêta alors en attendant le jour. Qu'on se figure, s'il est possible, que de sentiments durent agiter pendant cette nuit les hommes qui montaient les navires; chacun se regardait comme échappé à une mort certaine; c'étaient des transports, des cris de joie, des exclamations d'admiration et de reconnaissance pour l'homme de génie que, trois jours auparavant, on voulait jeter à la mer comme un égoïste insensé. Et qui pourrait surtout peindre ce qui se passa dans le cœur de Colomb lui-même? Après tant de peines, tant de périls, tant d'amertumes et de dégoûts, ses vœux les plus ardents étaient donc accomplis! le rêve de sa vie entière était réalisé! Il avait doté l'Europe d'une découverte immense que nul avant lui n'avait eu la pensée d'entreprendre. La confiance des personnes généreuses qui n'avaient pas dédaigné l'obscur pilote allait donc être récompensée par la nouvelle de ses succès!

Et, s'il faut rappeler ici des sentiments personnels bien pardonnables en une telle circonstance, en un instant le fils du pauvre cardeur de laine était donc devenu grand-amiral et vice-roi, le méprisable fou un homme de génie !

Le 12 octobre 1492, au lever du soleil, les hommes de l'équipage aperçurent une île couverte d'arbres et de verdure, et sur le rivage de laquelle une foule d'hommes nus accouraient de toutes parts pour contempler les vaisseaux. Colomb revêtit son costume de grand-amiral, prit dans sa main le pavillon royal d'Espagne, et, suivi des commandants des autres navires et du nombre de matelots dont on put disposer, s'avança vers la terre. Il fut le premier qui la toucha du pied. Son premier acte fut de se jeter à genoux pour rendre grâces à Dieu, puis il baisa la terre en pleurant; et, déployant l'étendard qu'il tenait à la main, il prit possession de l'île au nom de l'Espagne, et se fit ensuite prêter serment par tous ses assistants en qualité de vice-roi et d'amiral.

Mais tous les indigènes avaient disparu, saisis d'épouvante en voyant les chaloupes approcher de terre; ce ne fut qu'après quelques instants, quand ils crurent s'apercevoir qu'on ne leur voulait pas de mal, qu'ils se hasardèrent à s'approcher, ce qu'ils ne firent qu'avec les plus grandes marques de respect et en se prosternant de distance en distance la face contre terre en signe d'adoration.

Il serait difficile de dire qui furent alors les plus étonnés des Européens ou des sauvages. Ceux-ci, voyant ces hommes, les uns revêtus de couleurs éclatantes, les autres couverts d'armures de fer, poussaient à chaque instant des cris de surprise et d'admiration; ils s'approchaient avec circonspection des navigateurs, et, comme des enfants, touchaient avec curiosité leurs vêtements, leurs mains et leurs visages, qui ne les étonnaient pas moins à cause de leur blancheur que par la barbe dont ils étaient ombragés. La surprise des Espagnols n'était pas moindre. Ces hommes entièrement nus, peints de couleurs diverses disséminées sur différentes parties du corps; leur visage imberbe, leurs cheveux longs, noirs et lisses, leur peau rouge de cuivre; tout cela en effet s'éloignait tellement de tout ce qu'on connaissait à cette époque sur les variétés de l'espèce humaine, qu'on aurait pu être surpris à moins. Les seules armes qu'ils virent entre les mains des sauvages étaient des sortes de javelots, les uns durcis au feu, les autres armés de dents d'animaux attachées à la pointe. Leurs seules embarcations étaient des nacelles faites d'un tronc d'arbre creusé et qui pouvaient contenir de un à trente ou quarante hommes On leur demanda par signes divers renseignements qu'ils donnèrent avec facilité. Ils nommaient leur île Guanahani, Colomb lui donna le nom de *San-Salvador.* Parmi les insulaires, il y en avait quelques-uns qui portaient sur le nez, en forme d'ornement, une sorte de plaque de métal jaune, qu'après les avoir examinées, on reconnut pour être de l'or. Ils indiquaient qu'ils allaient chercher ces plaques dans des îles voisines situées au sud. Tous ces renseignements furent donnés à Colomb par quelques Indiens qui l'avaient suivi jusqu'à bord de son vaisseau.

L'amiral remit à la voile le 15, emmenant avec lui sept sauvages, et il découvrit successivement plusieurs îles, entre autres la Conception, Fernandine, Isabelle et les îles d'Aréna, jusqu'au vingt-septième jour, où il aperçut Cuba. Étant débarqué dans cette île, il vit que, comme celles qu'il avait déjà visitées, elle était fort peuplée, et contenait diverses sortes d'animaux, tels que des perroquets, des lapins d'une espèce fort petite et des chiens complétement muets. Les sauvages qu'il aperçut prirent immédiatement la fuite. Afin de ne pas les alarmer, Colomb envoya à la découverte deux hommes intelligents de son équipage, accompagnés de deux des sauvages qu'il avait à bord. Ces hommes s'enfoncèrent dans l'île l'espace d'environ vingt lieues, trouvèrent un village fort peuplé dont les habitants les accueillirent avec toutes les marques possibles d'amitié, leur donnant tous les rafraîchissements dont ils pouvaient disposer, et leur offrant de se reposer parmi eux; Colomb ayant appris dans cette île que dans la direction de l'est il en trouverait une autre où il y avait beaucoup d'or et qui

s'appelait Haïti, il cingla dans cette direction, et il arriva le 4 décembre dans cette île, qui n'est distante de Cuba que de dix-huit lieues. La végétation offrait tant d'analogie avec celle de la Castille, que Colomb lui donna le nom d'île Espagnole. Le lendemain de son arrivée, il reçut la visite d'un jeune Indien, que les autres traitaient avec des marques d'un grand respect et auquel ils donnaient la qualification de cacique; Colomb lui fit toutes sortes de bons traitements, ce qui fit que peu de jours après il fut invité à aller trouver Guacanagari, roi de l'île, qui désirait beaucoup le voir. Il s'y rendit aussitôt, et en peu de temps il sut si bien conquérir l'estime et l'amitié de ce roi, qu'il conclut d'abord avec lui un traité d'alliance et de commerce; bientôt après, il en obtint la permission de construire un fort dans l'île, où il comptait fonder un établissement pour exploiter les mines d'or qui devaient y être fort abondantes. En effet, depuis le traité de commerce, les matelots ne cessaient d'être entourés d'Indiens qui leur apportaient des paillettes, des grains ou des lingots d'or, des paquets de coton, des perroquets de couleurs variées, pour des bagatelles, des morceaux de verre, des clous, des morceaux de faïence cassée; mais ce qui surtout excitait au plus haut point l'envie des Indiens, c'étaient les petites sonnettes. L'un d'eux en ayant reçu une pour prix d'un lingot d'or du poids de quatre onces, prit aussitôt la fuite à toutes jambes : il craignait d'être rappelé par l'Espagnol qu'il croyait avoir trompé.

Pendant qu'on travaillait activement à la construction du fort, Colomb ne cessait de fréquenter le roi Guacanagari, avec lequel il se liait étroitement de jour en jour, par des visites fréquentes et par un échange réciproque de cadeaux. Mais les travaux terminés, l'amiral, qui craignait d'être devancé en Espagne par *la Pinta*, qui avait déserté depuis quelque temps, résolut de mettre à la voile.

Il laissa dans le fort trente-neuf hommes, qui s'engagèrent volontairement à y demeurer jusqu'à son retour, sous les ordres d'officiers qu'il nomma; puis, leur ayant distribué toutes les provisions dont il pouvait disposer, et les ayant exhortés à la concorde, à la douceur les uns envers les autres et envers les insulaires, il mit à la voile le 4 janvier 1493, deux mois et vingt-deux jours après avoir touché la terre, un mois juste après son arrivée à Haïti. Après avoir reconnu les côtes de l'île, et fait la découverte de quelques autres d'une faible importance, ce qui le retint jusqu'au 16, on se dirigea directement sur l'Espagne. Après vingt-cinq jours de marche, on fut assailli, le 12 février, d'une tempête violente qui mit les vaisseaux en péril. Colomb dans cette extrémité, préoccupé principalement de cette idée que si les navires périssaient sa découverte serait perdue, écrivit le récit succinct de son voyage, qu'il renferma dans de la cire, puis dans un tonneau exactement fermé, qu'il jeta lui-même à la mer, dans l'espoir que la providence le pousserait vers quelque terre civilisée; heureusement ses soins furent inutiles; la tempête s'apaisa et le voyage continua sans obstacle jusqu'à Sainte-Marie, l'une des Açores, où l'on arriva le 18. Colomb ayant reçu les compliments que lui fit faire le gouverneur portugais de cette île, voulut que ses matelots allassent dès le lendemain en procession et en chemises accomplir à la chapelle de l'île le vœu qu'on avait prononcé pendant l'orage. Mais le roi de Portugal était jaloux de ce que Colomb avait exécuté pour l'Espagne une entreprise que le Portugal avait dédaignée d'abord. En conséquence, il avait donné ordre de saisir Colomb et ses papiers, partout où on le rencontrerait. Il fut donc heureux que celui-ci ne descendit pas à terre avec la première partie des hommes qui allaient accomplir leur vœu, car ils furent fait prisonniers par les Portugais. Colomb avait résolu de tirer vengeance de cette trahison, quand des Portugais, députés par le gouverneur, vinrent lui faire soumission et lui rendre ses hommes. Colomb ne poussa pas plus loin l'affaire et prit la route d'Espagne. Mais une nouvelle tempête vint encore l'assaillir, et le 4 mars il fut forcé d'entrer dans le Tage. Il envoya aussitôt demander au roi de Portugal la permission de mouiller, jusqu'au beau temps, dans le port de Lisbonne, ce

qui lui fut accordé avec beaucoup d'empressement. Il reçut en même temps du roi l'invitation de se rendre à terre, avec promesse d'être traité suivant son rang et son mérite. Il accepta sans hésiter cette offre, et se rendit à la cour de Portugal, où le roi le reçut avec une grande distinction et écouta avec admiration le récit merveilleux du voyage. Enfin le 13 mars, le vent étant favorable, il remit à la voile et arriva le 15 au port de Palos, sept mois et douze jours après en être parti.

Son arrivée dans la ville fut célébrée comme une fête nationale. C'est au son des cloches et aux acclamations répétées de toute la population, qu'il sortit de son vaisseau; ce jour-là on suspendit les opérations commerciales, pour que chacun pût en liberté prendre part à la joie publique.

La cour d'Espagne était alors à Barcelonne, et le roi et la reine attendaient l'amiral avec une grande impatience. Celui-ci se rendit auprès de leurs majestés catholiques, en passant par Séville : toute sa route fut pour lui une marche triomphale ; on s'empressait de toute part autour de lui, les populations entières quittaient leurs villages et leurs hameaux pour accourir sur son passage, et le saluer de leurs acclamations ; c'était à qui verrait l'homme étonnant qui venait de découvrir le Nouveau-Monde ; tout ce qu'il disait était recueilli avec soin, et circulait de bouche en bouche ; jamais conquérant ne reçut de pareils honneurs pour prix de ses victoires.

Arrivé près de Barcelone, il fut reçu par les courtisans que leurs majestés avaient envoyés à sa rencontre ; elles l'attendaient elles-mêmes en grande pompe, revêtues de leurs habits royaux, et sous un dais qu'on avait élevé devant leur palais. Colomb alla se mettre aux genoux de leurs majestés et leur baisa la main, puis, s'étant assis par ordre du roi, il raconta à haute voix son voyage. Dès qu'il eut fini, toute l'assemblée se mit à genoux et on rendit à Dieu des actions de grâces pour la protection dont il avait favorisé l'entreprise. Depuis lors, Colomb marcha toujours à la gauche du roi ; sa famille reçut des titres de noblesse et des armoiries, en un mot, il n'est sorte d'honneurs dont il ne fût comblé.

Sans perdre de temps il s'occupait des soins d'un nouveau voyage. Douze prêtres, sous la direction d'un savant bénédictin, furent destinés à aller prêcher l'Évangile dans le Nouveau-Monde, et un bref du pape leur enjoignit d'empêcher qu'aucune violence fût faite aux Américains : pourquoi faut-il que les passions humaines et cette soif de l'or, qui dévorait les Européens, aient rendu nulle cette paternelle recommandation !

Tout étant prêt pour le nouveau voyage, Colomb mit à la voile le 25 septembre 1493 : il était à la tête de dix-sept vaisseaux abondamment pourvus de vivres, de munitions, de grains, d'animaux domestiques, d'objets d'échange, et enfin de tout ce qui fut jugé nécessaire.

Étant arrivé à l'île Espagnole (Haïti), le 27 octobre, il trouva son fort détruit par l'incendie, et aucun des hommes qu'il avait laissés l'année précédente ne se présenta à sa rencontre ; les naturels qu'il avait aperçus en débarquant avaient pris la fuite comme saisis de crainte, et Colomb supposa que tout son monde avait été exterminé par eux. Un frère du roi Guacanagari vint néanmoins le trouver, et lui raconta qu'après son départ l'anarchie s'était introduite parmi les hommes qu'il avait laissés, qu'ils s'étaient livrés à toutes sortes de désordres, s'emparant des provisions des insulaires, séduisant leurs femmes, et qu'ils avaient fini par être massacrés par *Caonabo*, cacique du canton de Cibao, où était située la principale mine d'or ; Guacanagari, pour venger ses alliés, avait livré un furieux combat à Caonabo, dans lequel il avait été blessé lui-même, ce qui l'empêchait de venir au-devant de l'amiral. Colomb ne recevait ces explications qu'avec une juste défiance, il résolut pourtant d'aller voir Guacanagari, qui l'accueillit avec beaucoup de marques d'amitié, et lui fit des présents considérables.

Songeant alors à fonder un établissement solide, il chercha un lieu propre à la construction d'une citadelle et des habitations nécessaires ; le hasard le conduisit à l'embouchure d'une rivière dont les rives lui pa-

rurent fertiles et bien aérées ; il y fonda la ville d'Isabelle.

Mais déjà les provisions commençaient à manquer ; les fatigues, les privations et les maladies décimaient sa troupe ; il résolut donc d'envoyer explorer l'île, et de s'assurer de la position et de l'abondance des mines de Cibao, dont les sauvages lui parlaient toujours comme des principales du pays.

Ojeda, qui fut chargé de cette expédition, revint avant même d'avoir atteint le but de sa course, mais chargé, lui et les hommes qui l'avaient accompagné, d'une quantité considérable d'or qu'ils avaient trouvé sur la route. Aussitôt après cette expédition, Colomb renvoya en Espagne douze des dix-sept vaisseaux qu'il avait amenés, et les chargea de tout l'or trouvé par Ojeda et des présents qu'il avait reçus de Guacanagari ; puis, après avoir puni sévèrement les chefs d'une sédition qui s'était formée, il partit pour explorer lui-même les mines tant vantées de Cibao. Ayant trouvé sur sa route un endroit fertile et favorable, il s'y arrêta pour faire construire le fort Saint-Thomas, indispensable pour s'assurer du pays, et, sans avoir poussé jusqu'à Cibao, il revint à Isabelle, qu'il jugeait peu prudent de laisser plus long-temps sans la présence du chef.

Quoiqu'il n'eût quitté cette ville que depuis deux mois, il trouva que tout ce qu'on avait semé à son départ avoit cru avec une rapidité extraordinaire. Mais comme on n'avait eu que peu de temps pour s'adonner à la culture, et que les provisions qu'on avait apportées d'Espagne se corrompaient vite, ces ressources ne suffisaient pas, et la disette était imminente ; il fallut même mettre les hommes à la ration. La plupart des ouvriers qui avaient fait jusque là les rudes travaux d'un premier établissement, étant ou malades ou fort affaiblis, Colomb fut obligé d'employer la noblesse à la construction des moulins, qui devenaient indispensables. Cette mesure suscita de vifs mécontentements ; on dit même qu'à la tête des séditieux était Boyl, le chef même des missionnaires ; on reprochait amèrement à l'amiral la sévérité avec laquelle il maintenait la discipline. Nous verrons plus tard les funestes effets de ces injustes plaintes.

Cependant Colomb, désirant reprendre le cours de ses découvertes, nomma à la colonie un conseil à la tête duquel il mit don Diego, son frère, et, le 24 avril, il mit à la voile avec trois petits navires. La première découverte qu'il fit fut la Jamaïque, et ensuite il aperçut un nombre considérable de petites îles sans importance ; puis, un peu plus tard, l'île Sainte-Marthe, qui était plus grande que les autres, et il revint à l'île Espagnole. Il eut peu à se louer de l'état de cette colonie. Les vivres y étaient devenus de plus en plus rares, et quelque mécontentement se manifestait parmi les colons ; en outre un hidalgo, nommé Margarita, ayant mérité par des fautes de discipline d'être repris par le frère de Colomb, dont il méprisait la noblesse de fraîche date, conçut contre toute la famille de l'amiral une haine implacable. Il se répandit en plaintes amères contre Colomb, qu'il décria hautement, et, montant sur un vaisseau qu'avait amené d'Espagne le second frère de l'amiral, il retourna en Europe avec Boyl, l'un des adversaires déclarés de Colomb et de ses frères.

Cependant Colomb avait senti l'importance de réduire les Indiens qui s'étaient déclarés contre lui : il jugeait urgent surtout de vaincre et d'anéantir Caonabo, qui avait détruit son premier établissement, et qui manifestait des sentiments très-hostiles à la colonie. Il envoya donc à ce roi, Ojéda, dont nous avons déjà parlé, sous prétexte de lui faire des présents de la part de l'amiral et du roi d'Espagne. Ojéda s'étant emparé par ruse de la personne de Caonabo, le conduisit prisonnier à Isabelle, où Colomb le fit garder avec soin. Mais les frères du roi détrôné prirent à cœur de venger son injure ; ils réunirent une armée nombreuse qu'on s'accorde à évaluer à cent mille hommes, et présentèrent la bataille à Colomb. Celui-ci, outre les Indiens de Guanacari, son allié, ne pouvait opposer à ces forces redoutables que deux cents Espagnols à pied et vingt à cheval ; on joignit, dit-on, comme auxiliaires aux combattants, une vingtaine de dogues (1).

(1) On a beaucoup reproché aux Espagnols en général, et à Colomb en particulier, de s'être ainsi

Malgré l'immense supériorité du nombre, les Indiens de Caonabo furent mis dans une déroute complète; la crainte des armes à feu et des chevaux, qu'ils regardaient comme des animaux dévorants, joints à la morsure des chiens lancés contre eux, et qui poussaient des aboiements épouvantables, contribua plus peut-être à leur défaite que le courage des soldats de la colonie.

Après cette victoire, Colomb imposa aux vaincus un tribut mensuel, que selon le lieu qu'ils habitaient, et suivant qu'ils étaient rapprochés ou éloignés des mines, chacun dut acquiter en or ou en coton.

Pendant que Colomb travaillait ainsi activement à consolider la colonie de l'île Espagnole, ses ennemis ne négligeaient rien pour détruire la confiance que le roi et la reine lui avaient jusque là témoignée. Le résultat de ces intrigues fut la nomination d'un commissaire chargé par leurs majestés d'approfondir la vérité. Aguado, à qui fut confiée cette mission importante et délicate, s'en acquitta avec une dureté et un manque d'égards, auxquels Colomb ne répondit jamais que par des marques de déférence pour les ordres de ses souverains, et beaucoup de respect pour la personne de leur commissaire. Il résolut de retourner en Espagne avec ce dernier, afin de plaider sa cause devant leurs majestés catholiques. Il laissa donc le commandement à ses deux frères, nomma des chefs pour la garde des forts, et après avoir chargé son vaisseau d'or extrait d'une mine récemment découverte, il partit pour l'Espagne le 10 mars 1496, et arriva à Cadix le 12 juin, après s'être arrêté à la Guadeloupe, qu'il avait découverte chemin faisant.

Au lieu de reproches sur sa conduite, leurs majestés ne firent pas même à Colomb la moindre question sur les accusations qu'on avait dirigées contre lui; tout au contraire, il reçut d'elles, comme marque de leur confiance, huit vaisseaux nouveaux, qu'il équipa promptement pour retourner à Hispaniola. On convint en outre de lui donner pour colons trois cents hommes, tant soldats qu'artisans de toutes professions, et trente femmes. On y adjoignit des médecins et des religieux. En outre on promit le passage gratuit et des avantages à ceux qui voudraient se joindre au convoi. Mais une faute grave fut commise dans l'ardeur où l'on était de voir peupler la colonie; on décida d'y envoyer les malfaiteurs coupables de grands crimes. Cette mesure, adoptée sur la proposition de Colomb, devait avoir pour résultat de déshonorer le travail et en même temps d'introduire dans la colonie les mauvaises mœurs et l'insubordination, auxquelles les colons actuels n'étaient déjà que trop enclins.

Pendant que Colomb faisait ainsi en Espagne les préparatifs de son troisième voyage, ses frères étaient fort occupés à Hispaniola; et, trouvant l'exposition d'Isabelle malsaine et peu commode, ils avaient fondé plus à l'est, et sur la côte méridionale de l'île, une ville nouvelle à laquelle ils avaient donné le nom de San-Domingo, c'est la ville de Saint-Domingue. En même temps ils avaient réprimé les soulèvements de quelques tribus indiennes. De retour à Isabelle, Colomb ne tarda pas à reprendre la mer pour trouver des terres nouvelles. Ce fut dans cette expédition qu'il découvrit les îles de l'Assomption, de la Conception, et enfin le continent.

A cette même époque, Améric Vespuce et plusieurs autres obtinrent de l'évêque de Badajoz, ministre de leurs majestés catholiques pour les Indes, et l'un des ennemis de

servis de chiens pour combattre et réduire les sauvages. A Dieu ne plaise que nous approuvions les cruautés qui ont été commises dans le Nouveau-Monde, et principalement dans les Antilles; mais, nous devons l'avouer, ces reproches nous semblent avoir été exagérés. Il faut, pour juger les faits de cet ordre, se reporter aux circonstances dans lesquelles ils eurent lieu. Quant on a pour but de vaincre une armée de cent mille hommes, et que pour cela on ne peut disposer que de deux cents fantassins et vingt cavaliers (car on devait peu compter sur des auxiliaires Indiens qu'on ne connaissait pas), on doit être peu difficile sur le choix des moyens: d'ailleurs l'emploi des chiens contre les sauvages était plus humiliant, à cause qu'il assimilait en quelque sorte ces hommes à du gibier, que réellement inhumain. Ces animaux, au dire même des historiens, effrayaient plus par leurs aboiements qu'ils ne causaient de mal par leurs morsures, et d'ailleurs quel est le soldat qui, au commencement d'une bataille, ne désirerait pas en être quitte pour quelques coups de dents?

Colomb, la permission d'armer des vaisseaux et d'aller faire de nouvelles découvertes. En conséquence, Vespuce quitta les rives de l'Espagne le 20 mai 1499 et reconnut bientôt quatre-vingts lieues de côtes du continent méridional de l'Amérique jusqu'à Paria, que Colomb avait découverte et nommée le 1er août 1498. Néanmoins Améric Vespuce s'attribua l'honneur d'avoir le premier touché le continent, et l'injustice des hommes a confirmé son usurpation en donnant son nom au Nouveau-Monde.

Nous avons déjà dit que Colomb et ses frères avaient à la cour de Castille des ennemis puissants; on va voir jusqu'où ils poussèrent leur haine contre un homme dont le nom seul devait désarmer l'envie.

A force de répéter aux oreilles du roi que les Colomb étaient indignes de sa confiance, à force de lui dire combien il y avait de gens qui se plaignaient de la sévérité excessive de l'amiral et de ses frères, on avait fini par ébranler la conviction du monarque; la reine Isabelle, qui jusque là avait toujours témoigné pour Colomb autant d'amitié que d'estime, recevait moins favorablement ces accusations; mais elle fut exaspérée en apprenant qu'on venait d'amener comme esclaves, par les ordres de l'amiral, trois cents pauvres Américans. Elle avait ordonné par dessus tout qu'on ne réduisît par à l'esclavage les habitants des terres nouvelles; si l'amiral avair transgressé ses ordres en ce point capital, ne pouvait-il pas être coupable de tout ce dont on l'accusait?

Elle fit aussitôt remettre en liberté ces trois cents esclaves et résolut de retirer tout pouvoir à Colomb. Ainsi, cette reine, qui avait eu la force de donner sa confiance aux plans d'un inconnu, sous l'obscurité duquel elle avait deviné un homme de génie, cette reine, qui montrait une sollicitude digne d'une chrétienne fervente et éclairée, en ne souffrant pas qu'on privât de leur liberté des hommes que Dieu a faits nos frères; cette même reine accueille, sans l'ombre même d'une preuve, une accusation de la dernière gravité, contre l'homme dont elle connaissait pourtant la bonté naturelle et la piété sincère; elle lui retire sa main au moment même où ses ennemis acharnés s'empressent pour le pousser dans l'abîme, au moment où l'ordre, rétabli par lui dans la colonie, témoigne de sa bonne gestion et promet de prochains et grands bénéfices. A voir le petit nombre de rois qui furent exempts de ces tristes faiblesses, inhérentes à la nature humaine, on se demande si pour être roi il ne faudrait pas être plus qu'un homme. On ôta donc à Colomb son titre de vice-roi, qui lui avait été accordé pour toute sa vie; on envoya pour examiner sa conduite François Bovadilla, auquel on accorda le titre d'intendant de justice et de gouverneur général des colonies. Bovadilla arrivé à Saint-Domingue à la fin d'août de l'année 1500, usa de son pouvoir avec une rigueur qu'on pardonnerait à peine envers les plus grands criminels. Colomb, qui était absent de sa capitale depuis quelque temps, ayant appris l'arrivée du nouveau gouverneur, s'y rendit en toute hâte. Il trouva celui-ci établi dans sa propre maison; ses papiers avaient été saisis, ses meubles confisqués, et son frère don Diégo, qu'il avait laissé comme gouverneur de la ville, avait été chargé de fers et transporté sur l'un des navires qui avaient apporté Bovadilla. Lui-même, dès son arrivée, se vit mettre les fers aux pieds, et fut enfermé dans le fort. Toutes ces violences, qui causèrent à Colomb plus d'étonnement encore que de chagrin, furent approuvées de l'immense majorité des colons, qui se plaignaient de sa juste sévérité. Chacun pensait y voir l'assurance d'une plus grande liberté pour lui-même. Ainsi s'explique l'ingratitude de ces gens envers un homme qui, par son infatigable activité, et par cette fermeté même dont ils se plaignaient, leur avait assuré la paisible jouissance de tout ce qu'ils possédaient de bien-être. Ainsi fait presque toujours le peuple: il frappe et broye sans pitié ni merci ceux-là mêmes auxquels il doit tout, quand ils veulent réfréner ses passions du moment, ou qu'ils ont cessé de lui être utiles. Aussi combien de vertu, combien de dévouement ne faut-il pas à ceux qui veulent gouverner les peuples! Il est peu d'hommes capables d'une telle abnégation personnelle, et c'est

là ce qui fait que les bons gouvernants sont si rares. La plupart, ne regardant le pouvoir que comme un moyen de satisfaire leurs passions, ne voient dans les gouvernés qu'un bétail ou qu'une troupe forcenée, suivant qu'ils sont paisibles ou qu'il s'agitent, et ils les traitent en ennemis déclarés. Bovadilla remit en liberté, sans aucune forme de procès, tous les gens que Colomb avait fait arrêter pour sédition, et, ayant fait revenir celui des frères de l'amiral qui avait reçu le titre d'adelantade, il l'envoya également chargé de fers dans le navire où était déjà don Diégo. Il instruisit leur procès, et les ayant condamnés à mort, il les envoya en Espagne pour la confirmation de leur jugement, car il n'osait mettre cet arrêt à exécution contre des hommes d'une telle importance.

Colomb arriva en Espagne ayant toujours aux pieds les fers dont l'avait chargé Bovadilla; il s'était opposé à ce qu'on les lui ôtât en route, comme le commandant du navire qu'il montait le lui avait proposé; il ordonna même, dit-on, par son testament, que ces fers fussent renfermés dans sa tombe, comme une marque des vicissitudes humaines et de l'ingratitude des hommes.

Le roi et la reine exprimèrent à Colomb tout leur étonnement des rigueurs dont on avait usé envers lui. La reine même lui donna toutes sortes de marques d'estime et de bienveillance, et lui promit tout ce qu'il demandait pour entreprendre de nouveaux voyages. Néanmoins, il ne fut pas rétabli dans son gouvernement de Saint-Domingue ni dans sa dignité de vice-roi.

Pendant ce temps, Bovadilla avait comblé de grâces ceux que l'amiral avait été contraint de punir comme séditieux, et, pour se concilier l'amitié des colons, il avait forcé les caciques à leur fournir des Indiens pour les travaux des mines; en un mot, les malheureux indigènes étaient réduits à l'esclavage.

La reine Isabelle, ayant appris ces détails, en fut dans l'indignation, et ce lui fut un motif pour hâter le remplacement de Bovadilla, qu'elle avait décidé pour le seul fait de sa conduite envers Colomb et ses frères. On nomma donc pour nouveau gouverneur Ovando, qui partit à la tête de deux mille cinq cents hommes montés sur trente-deux vaisseaux. Il lui était enjoint de renvoyer Bovadilla en Espagne, après lui avoir fait rendre ses comptes; de veiller à ce que Colomb et ses frères fussent dédommagés des torts qu'on leur avait faits, et surtout de rendre la liberté à tous les esclaves indiens.

La flotte qui reportait en Espagne l'ancien gouverneur avec des trésors immenses fut assaillie, le jour même de son départ, d'une si furieuse tempête que vingt-un vaisseaux périrent, corps et biens. Dans le nombre des morts étaient Bovadilla lui-même et tous ceux qui avaient montré le plus d'acharnement contre Colomb.

Dès qu'Ovando se vit paisible et seul possesseur du gouvernement de l'île, il se mit en devoir, malgré les charitables instructions qu'il avait reçues de sa cour, de réduire les Indiens sous le joug. Rapportons en peu de mots un fait qui suffit pour donner l'idée des horribles moyens qu'il employa pour arriver a ce but.

Anacoana, reine de Xaragua, était soupçonnée, sans qu'on eût néanmoins de faits à alléguer contre elle, de vouloir détruire les établissements espagnols. Ovando, pour s'assurer du fait, alla visiter cette province, et la reine le reçut avec les plus grands honneurs, au milieu des caciques les plus nobles du pays. Le gouverneur lui proposa, en reconnaissance de cette réception brillante, de lui donner à son tour une fête à laquelle il invita tous les caciques, au nombre de trois cents. Quand les convives furent réunis au lieu du rendez-vous, Ovando fit entourer la place de troupes, et les soldats, faisant subitement irruption dans la salle du festin, lièrent tous les caciques aux poteaux qui la soutenaient, et mirent le feu à la salle. Tous ces malheureux périrent ainsi victimes de leur bonne foi. La reine elle-même fut saisie, conduite à Saint-Domingue, où on lui fit son procès, et elle expira sur le gibet. Tous les Indiens qu'on put atteindre dans cet horrible massacre furent impitoyablement mis à mort sans distinction de sexe ni d'âge, et en peu de temps tout ce qui par-

vint à s'échapper fut contraint d'accepter le joug.

Pendant que ces choses se passaient, Colomb, qui avait, comme nous l'avons dit plus haut, reçu de la reine la promesse de nouveaux secours, avait équipé quatre navires et avait commencé son quatrième voyage. Après avoir touché à la Martinique, il découvrit toute la côte Véragua; mais il fut, bientôt après, assailli de tempêtes continuelles qui, dans le mauvais état où étaient ses navires, l'obligèrent à se diriger sur la Jamaïque, où il les fit échouer.

Dans cette île, dénué de ressources, en proie à une maladie cruelle à laquelle il était sujet depuis long-temps, entouré d'un équipage composé, pour la plupart, de gens sans frein, qui plusieurs fois se révoltèrent contre lui, Colomb était livré aux chagrins les plus cuisants. Il fallait, comme il le disait lui-même, pour le soutenir dans ces misères, toute la confiance qu'il avait en Dieu, seule et dernière ressource des malheureux. Il avait envoyé deux hommes de son équipage demander du secours à Ovando; mais celui-ci, dans la jalousie qu'il portait aux Colomb, suscita tant d'obstacles, fit naître tant d'embarras, que plus d'une année s'écoula avant l'arrivée du navire qui devait conduire les naufragés à Hispaniola. Après un séjour d'un mois environ dans cette île, l'amiral fit voile pour l'Espagne, où il arriva en décembre 1504. Il eut le chagrin d'apprendre, en touchant au port, la mort de la reine Isabelle, sur laquelle il fondait sa seule espérance. Le roi le reçut d'abord avec une apparente bienveillance à laquelle ne répondit pas la conduite qu'il tint ensuite envers l'illustre navigateur.

Colomb mena une vie pieuse et retirée jusqu'au jour de sa mort, qui eut lieu à Valladolid le 20 mai 1506. Il avait alors soixante-dix ans. Son corps, inhumé d'abord à Séville, fut transporté ensuite à Saint-Domingue et placé dans la grande chapelle de la cathédrale de cette ville.

On a vivement reproché à Colomb d'avoir laissé réduire en esclavage les habitants du Nouveau-Monde. C'était là, a-t-on dit, une faute que la piété sincère dont il fut animé toute sa vie aurait dû lui faire éviter. Expliquons en deux mots cette contradiction. Sans aucun doute, le christianisme est la condamnation la plus formelle de l'esclavage, et s'il eût été, le premier jour, implanté dans une société vierge, nul doute que cette conclusion de la morale évangélique n'eût été évidente à tous les yeux; mais il n'en fut pas ainsi. Les sciences grecque et romaine étaient une contradiction perpétuelle à la morale prêchée par Jésus-Christ, et cependant elles étaient les seules dont pût se servir le christianisme naissant. Au temps de Colomb, Aristote, qu'on appelait *le maître* ou *le philosophe*, avait une telle puissance encore, que c'était un crime d'avancer quelque proposition qui lui fût contraire. A ces mots: *Le maître l'a dit*, tout argumentateur était contraint de baisser pavillon devant son adversaire. Or, Aristote disait qu'il y a plusieurs espèces d'hommes, les uns destinés à la liberté, les autres à l'esclavage, et ces propositions, si contraires à l'esprit de l'Évangile, avaient été acceptées par les docteurs chrétiens même les plus respectés, dans la confiance qu'ils avaient en la parole du *maître*. Il n'y a donc à faire ici que le reproche d'erreur. En outre, dans sa ferveur religieuse, Colomb pensait, comme beaucoup d'hommes pieux de son temps, que tout homme qui n'est pas baptisé est déchu de son *droit naturel*, et regardait à peine comme des hommes ceux qui étaient encore sous l'empire du péché originel. Et c'est là le motif qui lui fit réduire en esclavage les Indiens qui résistaient aux instructions des missionnaires.

Tout le tort, comme nous le disions plus haut, est donc plutôt au temps où Colomb vivait qu'à Colomb lui-même. Son sentiment était bon, mais sa science était fausse. Une anecdote qu'on rapporte de Las-Casas, l'intrépide et charitable défenseur des Américains, mettra dans tout son jour cette contradiction qui existait entre la science grecque et la morale chrétienne:

Charles-Quint avait réuni en conseil les hommes les plus versés dans la connaissance des mœurs des habitants du Nouveau-Monde, pour savoir quelle conduite on devait tenir

à leur égard. L'évêque du Darien soutint, d'après l'autorité d'Aristote, que les Indiens étaient d'une race inférieure, et qu'il était, par conséquent, légitime de les réduire en esclavage. Las-Casas se leva alors, et au lieu de discuter avec la science ancienne, il se borna à cette simple et chrétienne argumentation : « Je me suis assuré par moi-même, » dit-il, « que les Indiens sont capables d'entendre la » morale évangélique; il est même beaucoup » plus facile de la leur faire accepter que de » la faire pratiquer aux Espagnols, leurs op- » presseurs : *donc ils sont nos égaux de- » vant Dieu.* Quant à l'opinion d'Aristote, » qu'on allègue contre mon sentiment, je n'en » tiens aucun compte; car Aristote était un » païen qui brûle maintenant dans les flam- » mes de l'enfer. On ne doit donc jamais » avoir égard à sa doctrine, qu'autant qu'elle » ne contredit en rien la parole de notre » divin maître. »

Ce simple et touchant discours, soutenu par un franciscain ami de Las-Casas, et par don Diégo, fils aîné de Christophe Colomb, émut vivement le roi et l'assemblée entière, et fit rendre des décrets favorables aux pauvres insulaires.

Peut-être, dans les reproches qu'on a faits à Colomb sur sa conduite envers les Indiens, n'a-t-on pas tenu assez de compte des circonstances fatales dans lesquelles il se trouvait placé. Sans aucun doute, parmi les Espagnols qui purent, par leur position sociale, par les hauts emplois dont ils étaient revêtus, influer sur le sort des Américains, il y avait des hommes dont les intentions étaient pures et charitables, il y avait des chrétiens éclairés et fervents, mais aussi beaucoup d'autres ne voyaient dans les découvertes nouvelles qu'une riche métairie, dont il fallait se hâter de tirer profit, et ces hommes contribuèrent beaucoup aux résultats déplorables dont l'humanité eut à gémir. En outre, nous avons vu que les hommes qui s'embarquaient pour le Nouveau-Monde en qualité de colons étaient, pour la plupart, des gens sans aveu, sans religion, sans morale, qui ne cherchaient sur le sol américain qu'un refuge contre la justice, ou qu'un moyen de faire rapidement fortune. Pendant tout le temps que Colomb fut à la tête de la colonie espagnole, il eut à lutter sans cesse contre cette troupe insubordonnée. Nous avons vu que les révoltes éclataient à chaque nouvelle mesure qu'il voulait prendre, et que souvent il avait plus de peine à contenir ses gens que les sauvages eux-mêmes. Nous trouvons dans ce fait l'explication de la sévérité qu'il fut souvent contraint d'employer en même temps contre les colons et contre les Indiens; au reste, nous ne le voyons jamais préoccupé de ses avantages personnels, et sa carrière ne fut qu'une longue suite de travaux et de fatigues, qui, malgré son âge avancé, malgré les cruelles douleurs de la goutte auxquelles il fut souvent en proie, n'eurent de terme que la tombe. Ce grand homme se montra constamment animé d'une piété qui ne se démentit jamais. Toutes ses entreprises furent commencées par l'invocation de la sainte Trinité, et après avoir entendu la messe, à laquelle il ne manquait pas de communier. Chaque soir, dès que le soleil était couché, c'était une coutume constante, sur son navire, de chanter des cantiques d'actions de grâce et d'adresser à Dieu des prières pour l'heureuse issue du voyage. Dès qu'il mettait le pied sur une terre nouvelle, il commençait par chanter le *Te Deum ;* nous avons vu qu'en touchant le sol de San Salvador, sa première découverte, son premier acte fut de se prosterner en terre pour remercier Dieu; le second, de proclamer la prise de possession au nom de la couronne d'Espagne, et le troisième de se faire reconnaître dans ses nouvelles dignités de vice-roi et d'amiral : l'ordre même dans lequel ces choses furent faites montre l'âme de Colomb tout entière; ce n'est pas ainsi qu'aurait procédé un homme uniquement préoccupé de lui-même.

Il désirait, à la vérité, devenir riche et puissant, mais là encore il faisait voir la pureté, la générosité de son cœur : dans son zèle pour la religion, il voulait fonder des églises et des couvents d'orphelins; il avait même formé le projet d'une nouvelle croisade pour conquérir la Terre-Sainte. Quelle que soit l'opinion du lecteur sur les idées religieuses de ce grand homme, nul ne pourra

voir dans ces intentions qu'une preuve nouvelle de la sincérité de Colomb, et du désintéressement dont il fut animé dans toutes ses entreprises.

—

Coup-d'œil sur la géographie de l'Amérique.— Histoire, traditions et coutumes des peuples qui l'habitaient lors de l'arrivée des Européens.

Maintenant que nous avons assisté à la découverte du Nouveau-Monde et à la fondation des premières colonies européennes qui y furent établies, jetons un coup-d'œil rapide sur la configuration de ce continent, et sur les principales tribus qui l'habitaient lors de la découverte. Cet aperçu préliminaire, en nous faisant connaître ce qu'il y a d'important à noter sur la disposition générale du sol, et sur l'origine, l'histoire et les mœurs des populations américaines, nous évitera dans la suite des redites inutiles, et qui pourraient embarrasser la narration.

L'Amérique est bornée au nord par le 71° latitude boréale, au sud, par le 54° latitude australe; de l'est à l'ouest, elle est comprise entre le 36° et le 170° longitude occidentale du méridien de Paris.

La forme extérieure de ce continent immense est extrêmement irrégulière; on pourrait en comparer l'ensemble à deux triangles, à côtés très-irréguliers, qui viendraient se toucher par l'un des angles, vers l'isthme de Panama, qui n'a que 13 lieues de largeur. La longueur totale de l'Amérique, du nord au sud, est d'environ trois mille deux cents lieues, dont quinze cent cinquante appartiendraient à la partie septentrionale, et seize cent cinquante à la partie méridionale. La plus grande largeur est, pour l'Amérique du nord, de treize cent cinquante lieues, et de onze cents lieues seulement pour l'Amérique du sud.

C'est par erreur ou par exagération que d'anciens géographes avaient affirmé que la superficie de l'Amérique était plus grande que celle d'aucune partie du monde. M. Balby, dans son excellent abrégé de géographie, n'évalue cette superficie qu'à onze millions cent quarante six milles carrés : cette évaluation, qui comprend les îles qu'on regarde comme des dépendances de l'Amérique, est presque identique à celle de M. de Humboldt.

Les côtes du nouveau continent sont découpées par des échancrures profondes qui forment des golfes et des mers. Nous citerons, au nord, outre la mer Polaire, la mer de Baffin et la mer d'Hudson, qui se rendent dans l'Océan atlantique; sur la rive orientale, entre Terre-Neuve et le continent, est le golfe Saint-Laurent; l'Amérique septentrionale et l'Amérique méridionale sont séparées par la Méditerranée colombienne, qu'on divise elle-même en mer des Antilles et en mer ou golfe du Mexique; dans l'Amérique méridionale, nous n'avons pas de golfes proprement dits à citer; mais l'embouchure du fleuve des Amazones et celle de Rio de la Plata sont assez considérables pour être regardées comme de véritables golfes; enfin, dans toute la côte occidentale de l'Amérique, nous ne mentionnerons que le golfe de Californie, presque aussi grand que l'Adriatique, et qui pourrait à aussi juste titre prendre le nom de mer.

Nous ne nous appesantirons pas sur les caps, les baies, les détroits, etc., de l'Amérique; ces détails géographiques seraient ici superflus, et nous aurons, du reste, occasion de parler des principaux dans l'histoire particulière des différentes contrées qui la composent : donnons seulement ici quelques notions sur les principales dispositions du territoire du nouveau continent.

L'Amérique du nord est divisée de l'est à l'ouest en deux grands versants séparés l'un de l'autre par une suite de hauteurs qui courent irrégulièrement depuis les montagnes rocheuses jusqu'à l'embouchure du Saint-Laurent, entre le 40° et le 50° latitude nord. Le versant septentrional porte ses eaux dans la mer Polaire, dans la mer d'Hudson et dans la mer de Baffin ou l'Océan atlantique.

C'est dans ce versant que sont compris les grands lacs de l'Amérique septentrionale. Ces lacs que quelques auteurs ont appelés

mer du Canada, sont les plus vastes réservoirs d'eau douce que l'on connaisse sur la terre : le lac supérieur a 170 lieues de long sur 55 de largeur moyenne; le lac Michigan a 120 lieues du nord au sud, et de 12 à 30 de l'est à l'ouest; le lac Huron a 86 lieues sur 50; le lac Saint-Clair, seulement 10 sur 11; l'Érié, 83 sur 22, et enfin le lac Ontario, source du fleuve Saint-Laurent, est long de 65 lieues et large de 25 (1).

Le grand fleuve de ce versant et celui qu'il est principalement utile de connaître, est le Saint-Laurent. Ce fleuve, qui, depuis le lac Ontario, où il prend sa source, jusqu'à son embouchure dans le golfe Saint-Laurent, n'a que 200 lieues environ de longueur, est extrêmement profond et rapide, et fournit un volume d'eau considérable; on peut le regarder, à juste titre, comme le canal de décharge des grands lacs dont nous venons de parler. En effet, tous ces lacs communiquent entre eux par des détroits plus ou moins vastes, et nous avons vu que le fleuve Saint-Laurent semble être une continuation du lac Ontario. C'est en passant du lac Érié dans le lac Ontario que les eaux du premier franchissent la fameuse cascade du Niagara.

Deux grandes chaînes de montagnes partagent le versant méridional en trois parties inégales. La première, connue sous le nom d'Alléghanys, est parallèle aux rives de l'Océan atlantique, dont elle est séparée par un espace moyen de quarante-cinq à cinquante lieues; l'autre, qui suit les bords de la mer du Sud, est la continuation des andes du Pérou. Le territoire enfermé entre ces deux chaînes offre un superficie six fois plus grande environ que le territoire de la France (2).

Au milieu de cet immense espace coule, du nord au sud, un fleuve dans lequel viennent se rendre toutes les eaux des montagnes. Les Indiens lui donnaient le nom de Méca-Ceebé (père des eaux), dont les Européens ont fait Mississipi.

Ce fleuve, long de plus de mille lieues, et dont la largeur, depuis sa réunion avec l'Ohio jusqu'à son embouchure dans le golfe du Mexique, varie de quinze cents à deux mille quatre cents mètres, reçoit dans son cours les eaux de cinquante-sept grandes rivières navigables, parmi lesquelles nous citerons, sur la rive droite, le Missouri, plus long que le Mississipi lui-même; l'Arkansas et la rivière Rouge; sur la rive gauche, l'Ohio en est le principal affluent. Six cents lieues au dessus de son embouchure, le Mississipi a une profondeur moyenne de quinze pieds.

Par l'abondance qu'il répand sur tout le territoire qu'il arrose, par la communication facile qu'il établit au moyen de ses affluents entre toutes les parties de la vallée, il semble appeler sur ses rivages les efforts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, et le temps n'est pas bien éloigné peut-être où les déserts qu'il féconde seront tous conquis par l'infatigable activité de l'homme (1). Le Rio del Norte est, après le Mississipi, le plus grand fleuve de l'Amérique du nord. Il appartient à la confédération mexicaine, et vient se jeter dans le golfe du Mexique.

Entre les monts Alléghanys et le rivage de l'Océan atlantique, s'étend, sur une longueur de quatre cents lieues environ, une langue de terre aride et pierreuse; c'est là que se sont formés les premiers établissements qui sont aujourd'hui les États-Unis d'Amérique. Autant la végétation des bords du grand fleuve est forte et variée, autant celle-ci est uniforme et maigre. A voir ces côtes immenses dentelées de baies profondes et de ports nombreux, à voir cette terre mélangée de sables et de roches, on devine que ce n'est pas vers la culture de la terre, mais vers le commerce et les arts mécaniques que devait se tourner l'activité des habitants.

Les fleuves de l'Amérique méridionale sont plus gigantesques encore que ceux que nous avons décrits dans l'Amérique septentrionale. Les principaux sont :

1°. L'Orénoque, qui, après un trajet de

(1) Malte-Brun.

(2) 228,850 lieues carrées. (Darby's view of the united stades.)

(1) Déjà plusieurs États sont fondés sur les rives du grand fleuve, et, depuis quelques années, plusieurs centaines de bateaux à vapeur le parcourent.

cinq cents lieues à travers la Colombie, vient se jeter, par diverses embouchures, dans l'Océan atlantique. Dans sa partie supérieure, dit Malte-Brun, il parcourt un pays montagneux et forme plusieurs cataractes qui, au lieu de présenter de larges nappes d'eau, tombent en une innombrable quantité de cascades entrecoupées d'îlots et de rochers surmontés chacun par un massif de palmiers.

2°. Le fleuve des Amazones, ou, suivant les Espagnols, le Marânon, est le plus grand fleuve du monde. Il prend sa source dans les Andes par deux grandes rivières, la *Tonguragua* et l'*Ucayale*. La longueur totale du Marânon, depuis la source du *Tonguragua*, est d'environ mille trente-cinq lieues; la largeur, dans la partie inférieure de son cours, varie d'une demi-lieue à une lieue; et, vers son embouchure, les rives sont tellement éloignées, que, quand même l'île *Cavian*, qui la sépare en deux parties, ne s'y trouverait pas, de l'une il serait impossible d'apercevoir l'autre. La profondeur est de cent brasses, et, dans quelques endroits, on n'a pas pu la trouver. La marée s'y fait sentir jusqu'à deux cent cinquante lieues de la mer (1).

La plus grande partie, on pourrait dire la presque totalité du bassin de l'Amazone appartient à l'empire du Brésil.

3°. Enfin le *Rio de la Plata* (rivière d'argent), fleuve dont l'embouchure est plus large encore que celle du Marânon, n'a que soixante-dix lieues de longueur; mais il est formé par la réunion de deux grands cours d'eau, dont l'un, le *Parana*, n'a pas moins, de cinq cent cinquante lieues, et l'*Uraguay*, dont le cours est de trois cents lieues.

De toutes les îles qui font partie de l'Amérique, nous ne considérerons que les principales.

Archipel colombien. Il est divisé par les géographes en Antilles grandes et petites et en Lucayes. Dans les grandes Antilles sont Cuba, Haïti, la Jamaïque et Porto-Rico. Cuba, la plus considérable, est longue de deux cent soixante-quinze lieues, et large de vingt-cinq environ. Une chaîne de montagnes la traverse de l'est à l'ouest; une suite d'îlots et de bancs de sable l'environne presque sans interruption. Elle passe pour avoir le meilleur sol des Antilles. La chaleur y est douce et tempérée par les pluies et les vents de l'est et du nord. Les montagnes qu'on y remarque contiennent de l'or, de l'argent, du cuivre et du fer; mais les mines n'en sont pas exploitées. Les bois de marine y sont très-beaux et fort abondants.

Haïti n'est que d'un sixième moins étendue que Cuba : elle a cent cinquante lieues de long sur cinquante-huit de large. Elle est couverte de montagnes très-hautes, qui forment deux chaînes principales, l'une au centre, l'autre vers le sud-est. C'est la chaîne centrale qui a reçu le nom de *Cibao*. Ces deux chaînes forment cinq bassins principaux qui donnent naissance à cinq fleuves, l'*Artibonite*, la *Neybe*, l'*Osama*, l'*Youna* et le *Grand-Yaque*.

La Jamaïque est, par son étendue, la troisième des grandes Antilles; elle a soixante lieues de long sur vingt de large. Elle est traversée, dans toute sa longueur, par une chaîne de montagnes qu'on appelle les montagnes bleues. Elle fournit du cuivre et du plomb. Les bois de construction, l'acajou, le pin, le citronnier, abondent dans les forêts qui couvrent la principale chaîne de montagnes.

Enfin, Porto-Rico, située à l'est d'Haïti, est la continuation de la chaîne des grandes Antilles. On y trouve de l'or et de l'argent, mais les mines d'or ne sont plus exploitées.

Les petites Antilles, qui ferment la mer des Antilles vers l'est et le nord, sont divisées par les géographes en îles Sous-le-Vent et îles du Vent. Ces dernières sont ainsi nommées parce que les vents d'est, ou vents alizés, qui soufflent constamment dans ces parages, sont les seuls par lesquels on y arrive d'Europe. On les appelle aussi îles Caraïbes. Ces îles sont, *les Vierges, Antigoa*, *la Guadeloupe*, *la Dominique*, *la Martinique*, *Sainte-Lucie* et *Saint-Vincent*.

Les Lucayes, situées au nord-ouest des grandes Antilles, forment un groupe de cinq cents îles environ, dont la plupart sont sans

(1) Malte-Brun.

aucune importance. Nous ne citerons que les principales : *Inague*, *Andros*, *la grande Bahama, l'Ile-Longue, la Providence,* et enfin *San-Salvador*, celle où Colomb aborda lors de la découverte de l'Amérique.

Les plus importantes des îles qui bordent la côte de l'Amérique septentrionale sont *Long-Island*, qui appartient à l'État actuel du New-York, et le groupe de Terre-Neuve ou du Saint-Laurent. Les îles principales de ce groupe sont *Terre-Neuve,* qui est longue de cent vingt lieues et large de trente-cinq ; *Cap-Breton*, *Prince-Édouard,* nommé aussi *Saint-Jean*, et *Anticosti* dans l'embouchure du Saint-Laurent, et qui a de quarante à quarante-cinq lieues de longueur.

Dans cette description rapide du nouveau continent et des îles qui l'entourent, nous avons sans doute omis beaucoup de détails ; ainsi nous n'avons pas parlé des fleuves compris entre les Alléghanys et la rive de l'Océan atlantique, et cependant ces fleuves sont nombreux, et quelques-uns sont considérables ; mais, outre que ce n'est pas ici un cours de géographie que nous prétendons faire, ces fleuves, fort importants quand il s'agira de décrire les établissements des Anglais sur la rive orientale de l'Amérique du nord, sont à peu près inutiles à connaître quand on veut se former une idée de la disposition générale du sol américain.

On estime que la température du Nouveau-Monde est, sous les mêmes parallèles, de dix degrés environ plus basse que dans l'ancien continent. Cette différence tient sans doute aux lacs immenses qui baignent l'Amérique du nord, à l'absence de grandes hauteurs entre ses chaînes principales de montagnes, ce qui forme des vallées d'une immense superficie et ouvertes à tous les vents ; les forêts épaisses et les déserts humides qui couvrent de grandes étendues du sol ; les rivières nombreuses, les fleuves gigantesques qui sillonnent de toutes parts le Nouveau-Monde, doivent aussi contribuer à ce résultat.

Les pluies sont très-fréquentes dans l'Amérique du nord ; irrégulières dans la partie septentrionale, elles se régularisent en approchant de l'équateur. L'Amérique du sud offre, sous le rapport des pluies, un phénomène remarquable : le bassin situé entre les Andes et l'Océan pacifique en est tout-à-fait exempt, et n'est rafraîchi que par des rosées très-épaisses ; le bassin oriental, au contraire, reçoit des ondées fréquentes.

La température est très-variable dans l'Amérique méridionale ; dans les régions élevées, le froid se fait sentir en toute saison ; il est rare d'y voir un été sans gelées. La disposition des plaines et des vallées fait que dans l'espace de quelques lieues on passe successivement par les températures de divers lieux tempérés. Cependant, depuis le Pérou jusqu'à l'extrémité du continent, la température ressemble à celle de l'Afrique, avec cette différence que les nuits sont plus froides l'été que l'hiver.

L'élévation de certains lieux est cause que, sous une même latitude que d'autres, la chaleur y est beaucoup plus tempérée. Le Pérou, dit Malte-Brun, la vallée de Quito, celle de Mexico, doivent à leur élévation une température printanière, tandis qu'à quelques lieues de là une chaleur souvent malsaine étouffe l'habitant des ports de Vera-Cruz et de Guayaquil.

On doit penser que dans un continent d'une telle étendue, et sous des latitudes si diverses, le règne végétal doit être extrêmement varié. On retrouve dans le Nouveau-Monde un grand nombre de plantes et d'arbres semblables à ceux de nos climats, mais il y en a d'autres qui lui sont propres. Il serait trop long et complétement inutile d'en faire ici l'énumération ; disons seulement que la végétation, dans certaines parties de l'Amérique, montre une activité dont nous n'avons pas d'idée : il y a des pins, dans la Colombie, qui atteignent trois cents pieds de hauteur, et le bassin de l'Ohio nourrit des tulipiers qui ont jusqu'à quarante et cinquante pieds de circonférence. Dans les régions montagneuses, souvent sur le bord de la mer poussent les cactus, à l'ombre des palmiers et autres arbres des pays chauds, tandis que sur le milieu de la montagne, comme sur les gradins d'un vaste amphithéâtre, croissent des arbres et des plantes des climats tempérés, et qu'en se rappro-

chant du sommet on ne rencontre plus que quelques phanérogames, habitantes des zônes glaciales, et qui vont ici jusqu'aux neiges éternelles.

La zoologie de l'Amérique est fort différente aussi de celle de l'ancien continent; dans l'Amérique du nord, on trouve, vers la région de la mer polaire, l'ours blanc, et dans les monts rocheux, sur le plateau supérieur du Missouri, l'ours féroce, dont la taille atteint huit et neuf pieds; l'orignal, sorte d'élan, le wapiti, le cerf de Virginie, peuplent les forêts, tandis que le bison parcourt les prairies immenses des bords du grand fleuve; on y trouve aussi le lynx, l'hermine, le castor, la sarigue, etc.

Deux reptiles remarquables s'y rencontrent aussi, le serpent à sonnettes et le caïman à museau de brochet, qui remonte très-haut dans les fleuves.

Enfin, le dindon existe encore à l'état sauvage depuis les grands lacs du Canada jusqu'au Mexique méridional.

L'Amérique du sud produit plusieurs espèces d'animaux qui lui sont particuliers. On trouve sur les arbres du Brésil et de la Guyanne, l'aï et l'unau. Les forêts de l'Orénoque nourrissent une grande quantité de singes très différents des singes d'Asie et d'Afrique. Au Pérou et au Chili on se sert du lama pour porter des fardeaux légers. Parmi les rongeurs nous citerons l'agouti, célèbre par l'usage que quelques peuples faisaient de ses dents, pour les scarifications sacrées. Le jaguar et le couguar remplacent le léopard et le tigre de l'Afrique, mais ils sont moins féroces.

Le cheval et le bœuf qu'on a apportés d'Europe ont fini par devenir sauvages, et vivent en troupes dans les plaines de la zone tempérée.

Dans les régions méridionales se trouvent le boa constrictor et plusieurs serpents de la même espèce. Les tortues sont très-communes dans l'Amazone et l'Orénoque; on y rencontre aussi un grand nombre de caïmans.

Enfin des oiseaux d'espèces très-variées, et dont un grand nombre sont parés des couleurs les plus brillantes, habitent les mêmes régions (1).

Les hommes que les Européens trouvèrent sur ce continent différaient singulièrement de toutes les races signalées jusqu'à cette époque par les voyageurs et les naturalistes. On avait vu des nègres en Afrique, des hommes à peau blanche en Europe, et à peau jaune en Asie, mais nulle part encore on n'avait observé sur la face humaine cette teinte de cuivre rouge qui distinguait les habitants du Nouveau-Monde : la conformation extérieure de leur squelette n'offrait pas moins de différence avec les types alors connus.

Ils étaient en général grands et sveltes, mais supportaient moins facilement la fatigue que les Européens. Il étaient plus agiles que robustes, et plus capables d'une course rapide que d'un travail prolongé; leurs cheveux longs et luisants étaient presque les seuls poils qu'on remarquât sur leur peau, et ils avaient, du reste, l'habitude d'arracher avec soin les rares poils de barbe qui leur poussaient au menton : leurs oreilles étaient grandes, leurs yeux en général petits, noirs et perçants, leurs lèvres minces, et les pommettes de leurs joues, excessivement saillantes, donnaient à leur physionomie une expression singulière.

La plupart des savants s'accordent à reconnaître aujourd'hui que les hommes qui peuplaient l'Amérique lors de l'arrivée des Européens étaient venus du grand centre de la civilisation asiatique, en traversant le détroit de Behring, qui peut-être alors n'était pas un détroit.

Ce fait de la consanguinité des peuples asiatique et américain est attesté en même temps, 1° par la conformation extérieure de ces derniers, qui présente la plus grande analogie avec celle des tribus nomades de l'Asie qui avoisinent le détroit de Behring, les Mongols, les Tongouses, les Tartares; 2° par des coutumes semblables, et entre autres par celle où étaient un grand nombre des tribus américaines de se peindre différentes parties du corps de couleurs variées, coutume qu'on retrouve chez beaucoup de peuples européens sortis aussi du centre asiatique; 3° par la conformité des monuments

(1) Ces descriptions géographiques ont été principalement puisées dans les excellents traités de Malte-Brun et de M. A. Balby.

trouvés dans le Nouveau-Monde, avec ceux qui furent construits par les sociétés sorties de ce même centre; 4° enfin par l'analogie, aujourd'hui constatée, des langages des deux peuples. Il est remarquable en effet que toutes les tribus du nouveau continent parlaient des dialectes d'une même langue primitive, et que ces dialectes se rapportaient à ceux des tribus du nord de l'Asie que nous avons nommées plus haut; ce qui prouve en même temps que tous les Américains sortaient d'une souche commune, et que cette souche venait elle-même de l'Asie; nous n'insisterons donc pas davantage sur cette parenté des deux peuples; nous nous croyons fondé à la regarder comme un fait incontestable.

Partant de cette donnée, nous allons maintenant décrire les mœurs et les traditions des peuples du continent nouveau.

Voici comment M. Auguste Boulland, après de longues et consciencieuses recherches, nous transmet l'histoire de ces temps éloignés (1): Une colonie du centre asiastique ayant passé le détroit de Behring, se dirigea de l'ouest à l'est en côtoyant le pôle nord, et vint s'arrêter devant les grands lacs du Canada, et là, se divisa, suivant l'usage des colonies noachiques, en sociétés stationnaires et en sociétés nomades, et tandis que ces dernières descendaient le long de la mer et des grands fleuves jusque dans l'Amérique méridionale, les sociétés stationnaires s'établissaient au sud des grands lacs, où elles laissèrent trois espèces de monuments inconnus et inusités des Américains actuels, qui, bien que les descendants de ceux qui les ont construites, ont néanmoins perdu la tradition. Ces monuments sont d'abord des ouvertures à fleur de terre, qui sont situées sur les bords du Liking, et qui communiquent à des cavités souterraines où l'on retrouve des bouts de flèche et de lance en cristal de roche et en agate, ainsi que des fragments de plomb, de fer et de soufre. Les seconds monuments, très-communs dans le Kentucki, l'Illinois, l'Indiana, et dans le territoire du nord-ouest, consistent en des tertres élevés de main d'homme, faits, soit en terre, soit en pierres amassées et couvertes de terre et contenant une plus ou moins grande quantité d'os très-friables : la hauteur de ces tertres varie de dix à trente pieds, et ils sont couverts d'arbres d'une vieillesse prodigieuse. La troisième espèce de ces monuments consiste en des sortes de cirques qu'on trouve sur les bords de l'Ohio, et qui sont formés de deux murailles parallèles et jointes à leur extrémité de manière à former une enceinte oblongue.

(1) Essai d'Histoire universelle. 1836.

Or tous ces monuments sont les premiers qu'élèvent les hommes. En effet, ce sont ceux qu'on retrouve dans tous les pays comme signe des premiers temps des civilisations.

Les tribus nomades avaient dirigé leur course vers l'Amérique du sud, et nous les retrouvons dans le Brésil et aux environs; aussi les voyageurs s'accordent-ils tous à reconnaître aux nations brésiliennes une férocité, une ardeur guerrière, des habitudes antropophagiques et des habitudes nomades qui les distinguent d'une manière très-tranchée des Américains du nord. Ces peuplades se souviennent d'une inondation universelle, d'où se sont échappés un frère et une sœur, qui ont repeuplé le monde. — Maire-Monan, qui est éternel, a créé le ciel et la terre, et s'est incarné une fois dans le corps d'un enfant pour soulager la misère de son peuple. — Il y a des mauvais esprits qui attirent les hommes dans le mal; mais les prêtres savent les chasser. — Les vaillants se changent en esprits, et vont danser et se réjouir dans le pays des ancêtres, qui est derrière les hautes montagnes, et où il y a des campagnes agréables et toutes sortes d'arbres. La pratique morale par excellence de ces peuples est la guerre, et la guerre décidée par les anciens, qui choisissent les chefs, est terminée par l'antropophagie. Cette coutume est pratiquée par tous ces peuples sans exception. Quelques tribus, telles que les Tupuyas, les Motagés et les Lopis, qui sont les plus féroces, sont constamment en guerre avec leurs voisins.

Les prisonniers sont liés et emmenés en chantant à travers les villages; arrivés à l'aldée, on les nourrit, on les soigne, on les pare jusqu'au jour de la fête, on leur donne même des femmes, dont les enfants sont destinés à être mangés aussi. — Le jour de la cérémonie, après des danses et des chants, on amène le prisonnier, tenu par une corde au milieu du corps, et on le place auprès d'un tas de pierres qu'il lance aux assistants; puis, il dit des injures excitées par celles qu'il reçoit, et il meurt assommé d'un coup de tacape de son vainqueur. — Les femmes, alors, s'approchent et lavent le corps, découpent les membres avec une pierre tranchante, frottent les enfants avec le sang, et font rôtir la chair, qui est mangée par toute l'aldée, parée de ses plus belles plumes. — Les têtes sont gardées en monceaux, les grands os servent à faire des flûtes, et les dents sont enfilées en collier et suspendues au cou.

Quelques peuplades pratiquent une autre mode d'antropophagie. On y dépouille le corps des morts, même de la nation, on mange leur chair, et on conserve leurs squelettes, pour les porter comme étendards devant les troupes des guerriers.

Les femmes sont chargées de faire les tissus, les hamacs, les cordes, les poteries, etc., et, chez la plupart de ces nations, elles vont à la guerre comme les hommes.

Les expiations sont le jeûne, et les scarifications avec les dents d'agouti. Elles sont pratiquées sur les jeunes filles à l'âge de la puberté; par le père et par la mère au moment de la naissance d'un enfant, et par les prêtres, pour leur admission au sacerdoce (1).

Les nations que nous avons vu plus haut s'arrêter autour des grands lacs de l'Amérique, comme tous les peuples stationnaires s'avancèrent davantage dans la civilisation.

La plupart de ces nations, au moment où on les a observées, étaient en effet adonnées à la culture de la terre, pourvues de gouvernements réguliers, et le plus souvent militaires; liées entre elles par des rapports pacifiques, rarement antropophages, et celles d'entre elles qui étaient nomades et chasseresses avaient une supériorité sociale incontestable sur les peuples de l'Amérique du sud.

(1) Lery, Lafitau, etc.

Le centre le plus ancien de cette période d'organisation politique paraît avoir été vers la réunion de l'Ilinois, de l'état de Missouri, du Kentucky et du Ténessée; on trouve là, en effet, des monuments en assez grand nombre qui sont pour la plupart sur les bords de l'Ohio ou de ses affluents, et consistent en deux enceintes ou murailles de terre, l'une carrée, l'autre ronde, unies entre elles par une chaussée bordée de murs en terre et percée d'ouvertures. Des arbres très-vieux garnissent aujourd'hui ces fortifications.

Un autre monument qui indique encore une civilisation plus avancée se trouve dans l'État de l'Ilinois. Il est composé de deux enceintes bâties en pierres irrégulières ayant soixante-six pieds de long sur vingt-huit de large, l'une contenant plusieurs pièces carrées, ovales ou rondes, dont une contenait des ossements humains et un fourneau, et l'autre s'ouvrait par une porte en voûte de pierres se dépassant carrément jusqu'à réunion. L'autre enceinte, contenant une chambre ronde et deux longues, est à l'Orient et à sept cent vingt pieds de la première (1). On voit que c'est une disposition analogue à celle des monuments précédents.

De ce centre semblent avoir rayonné des nations de civilisation analogue, qui sont : au nord-ouest les Sioux; au nord-est, autour des grands lacs, les Algonquins, les Hurons et les Iroquois; au sud-ouest les Natchez; au sud-est les Floridiens; à l'est, entre les monts Alléghanys, le fleuve Saint-Laurent et la mer, les Virginiens et les Delawares; et enfin, en continuant vers le sud, de proche en proche et d'île en île, la population des Antilles, et les Galibis, qui se fixèrent sur le littoral correspondant de l'Amérique du sud.

Parmi toutes ces nations, nous prendrons pour types trois groupes : les Canadiens au nord, les Natchez au sud-ouest, les Caraïbes au sud-est.

Canadiens. — Toutes les nations du nord

(1) Warden,

disent être venues de l'ouest, comme nous l'avons déjà dit plus haut.

Leur tradition morale était la suivante: — Ataentzic, femme du maître du ciel, s'étant laissé séduire par l'un des six hommes qui habitaient seuls la terre, et qui n'avaient point de femmes, fut précipitée par son mari sur la terre, où elle accoucha de deux fils; l'un de ces fils tua l'autre, et resta seul avec sa mère. Celle-ci présida aux mauvais esprits, tandis que son fils commandait aux bons. Puis vint un déluge qui couvrit toute la terre, et il ne s'échappa qu'un seul homme qui repeupla le monde en s'unissant à une femelle de la race du rat musqué. — Ataentzic, la méchante femme, habite maintenant le pays des âmes, où elle tâche de faire manger de la chair de serpent à ceux qui y viennent, pour les attirer sous sa domination; mais le maître du ciel, Tharonia-Ouagon, son mari, tâche, dans sa bonté, de détourner les âmes des piéges que leur tend sans cesse Ataentzic (1).

Dans un temps déjà bien éloigné, les Algonquins, les Iroquois et les Hurons étaient unis; les Algonquins étaient chasseurs, les Hurons guerriers et les Iroquois agriculteurs, et chacun exerçait sa fonction sans se mêler de celle des autres; mais les Iroquois ayant voulu chasser aussi, les Algonquins les en empêchèrent; les Iroquois alors battirent les Algonquins, et depuis ce temps la guerre à toujours duré entre eux.

Les nations canadiennes étaient en général divisées en trois classes: les Jésendouans, ou nobles, les Agongoucha, ou le peuple, et les Ennaskoua, ou esclaves, formés des prisonniers à qui on laissait la vie; et chaque nation divisée en tribus, le plus souvent au nombre de trois, comme celle de l'ours, du loup et de la tortue, était dirigée par un conseil d'anciens, et chaque tribu avait un chef qui portait le nom de la tribu, et des terres qui lui appartenaient. Il était électif chez les Algonquins et héréditaire par les femmes chez les Hurons. Si une famille s'éteignait, la plus noble matrone de la tribu choisissait un nouveau chef. Il y avait en outre dans chaque tribu trois conseils; l'un pour conserver le trésor public, nommé par les femmes, et souvent parmi les femmes; le second était composé des anciens, élus par l'âge; enfin le troisième, des guerriers, qui comprenait tous ceux qui étaient en état de porter les armes.

Dans quelques nations iroquoises, les femmes pouvaient avoir plusieurs maris légitimes. — Chez les Hurons la monogamie était la loi sociale, mais la polygamie était tolérée. — Toutes les filles étaient déflorées avant le mariage. — Le femmes préparaient les peaux, les tissus, les aliments, etc. — Chez quelques-unes des nations septentrionales, les femmes étaient tuées à l'âge de trente ans, les hommes à soixante. Tous les enfants contrefaits, un sur deux jumeaux, ceux dont les mères n'avaient pas été courageuses, étaient mis à mort, et souvent les mères avec eux.

Ces nations avaient trois modes de sépulture: l'enterrement, la dessication à l'air et la combustion. — Il y avait en outre une fête générale des morts tous les dix ou douze ans, qui était appelée le festin des âmes. — On déterrait les cadavres de chaque famille, on les ornait de colliers et de peaux, puis, à un signal, toutes ces tribus se mettaient en marche, emportant chacune leurs os, et, traversant les villages, où des honneurs leur étaient rendus, arrivaient au lieu de sépulture commun, où s'ouvrait une grande fosse, et où chaque nation, chaque tribu, chaque famille déposait hiérarchiquement ses morts avec des présents. On accompagnait cela de chants, de festins, et de cris (1).

Cette cérémonie répond à des monuments qu'on trouve en Virginie, et dont l'un a neuf mille pieds de circonférence, quatre-vingt-dix pieds de haut, quarante-cinq pieds de diamètre au sommet.

On trouve dans ces monuments des couches successives d'ossements séparées par des stractifications de pierre et de terre. — Les ossements, confondus dans tous les sens, appartiennent à différents âges, et sont dans des états d'altération différents (2).

(1) Lafitau.

(1) Lafitau, Charlevoix, Brébeuf, etc.

(2) Warden.

Natchez. De même que nous venons de voir les Canadiens présenter dans leur organisation sociale la forme pluralitaire, de même nous allons voir les peuples de la Louisiane nous offrir un gouvernement à forme unitaire.

Toute la Louisiane avait eu un temple central, placé chez les Mobiliens, et auquel on était obligé de venir rallumer les feux éteints. — Mais depuis, le temple des Natchez l'avait remplacé dans cette fonction centrale. — Au milieu de ce temple était un feu entretenu par trois pièces de bois disposées en triangle et confiées à l'entretien d'un gardien.

La famille du chef était de la race du soleil, et le chef lui-même portait le nom du soleil; la fonction de chef se transmettait par la ligne féminine, et la parente la plus proche du chef était *femme-chef*, et avait, ainsi que son parent, droit de vie et de mort sur tous les Natchez. — Le chef disposait de tous les biens, de tous les travaux, et de la vie de ses sujets. Il ne reconnaissait de maître que le soleil, qu'il saluait tous les matins en lui envoyant de la fumée de tabac. On lui offrait les prémices de toutes les récoltes, de la chasse, de la pêche, avec les signes du plus profond respect.

Lorsque le chef ou la femme-chef mouraient, on leur sacrifiait jusqu'à cent personnes, en les étranglant pendant qu'elles dansaient. C'étaient des enfants, des femmes du chef, le mari de la femme-chef, et ce qu'ils appelaient *les dévoués*, espèces de clients volontaires, et aussi des personnages nobles.

Les femmes de race noble, qui épousaient des hommes de race inférieure, avaient tout droit sur eux, les traitaient comme des esclaves, et pouvaient les faire tuer (1).

Caraïbes. Ces nations réglaient en général la hiérarchie sociale par les initiations, terme moyen entre la hiérarchie, l'hérédité par la race, le mérite personnel et l'élection.

(1) Charlevoix, Lafitau.

Chez ces peuples, outre les pratiques générales d'expiation qui se faisaient à l'âge de la puberté, pour les filles et pour les garçons, comme la prise des brodequins, le percement d'oreilles, etc., il y avait des cérémonies spéciales pour l'introduction dans les hautes classes de la société, les guerriers et les piayes ou prêtres, et dans chacune d'elles il y avait des pratiques propres à chaque degré hiérarchique des classes.

Pour faire un guerrier, le père, après avoir instruit son fils dans son devoir, lui assommait sur la tête un oiseau de proie appelé mansfénis, puis il le scarifiait avec des dents d'agouti, frottait ses blessures avec l'oiseau trempé dans une infusion de graines de piment, et lui faisait ensuite manger le cœur de l'oiseau. On le faisait ensuite jeûner, et alors on l'admettait à assister à toutes les assemblées du carbet, s'il avait supporté ces épreuves avec patience et courage.

Pour être capitaine, on subissait des jeûnes absolus de six semaines, une réclusion sévère, des coups de fouet, la fumée d'herbes puantes, des piqûres de fourmis, la boisson de liqueurs enivrantes.

Enfin, pour être chef chez les Gayanais, il fallait jeûner neuf mois avec du millet, porter des fardeaux énormes, veiller toutes les nuits, subir l'enterrement dans une fourmillière. — Puis, après les épreuves, on allait chercher l'initié dans les feuillages, et chacun lui mettait le pied sur la tête; ensuite on l'élevait, chacun se prosternait, et il mettait à son tour le pied sur la tête de ses sujets. Alors on le ramenait au carbet, où il était obligé de boire toutes les tasses d'ouicou que les femmes lui présentaient, quelque nombre qu'il y en eût. Après toutes ces épreuves, il avait l'autorité suprême sur toute la nation, pour la paix, la guerre et toute espèce de choses.

L'initiation des piayes ne se faisait qu'à vingt-cinq ou trente ans, après dix ans de service sous un piaye plus ancien; des jeûnes d'un an, une longue danse, des piqûres de fourmis, des boissons de tabac, puis de nouveaux jeûnes donnaient le droit de guérir les maladies et d'évoquer les mauvais esprits.

Une dernière initiation mettait le dernier terme à la sainteté du piaye par la communication établie entre lui et son esprit particulier, à l'aide d'un ancien piaye (1).

Un caractère particulier distinguait les initiations des Virginiens ; c'est leur ressemblance avec celles des Grecs. — Le huscanawement avait pour but de former les vérovances ou prêtres. — Des jeunes gens étaient passés par les baguettes, jetés comme morts, et couronnés de feuillages dans une vallée, où, soumis à l'usage d'une boisson narcotique, ils oubliaient tout leur passé, et recevaient une nouvelle éducation qui les mettait à même d'exercer la justice en rentrant dans le village (2).

On retrouve des analogies semblables chez les Floridiens, où une fête se célébrait ainsi : trois prêtres, tous parés de plumes, accouraient sur une place, devant la cabane du chef, chantaient, dansaient en battant du tambour, puis s'enfuyaient dans les forêts, où ils couraient sans mager pendant deux jours. Les femmes pleuraient ; les filles se scarifiaient en jetant leur sang en l'air, sur des branches d'arbre, et criant : *He! Toya! Toya! Toya!* et alors les prêtres revenaient et l'on faisait une danse fort gaie terminée par un repas de viande (3). Il semble, dit M. Boulland, que nous ayons décrit le culte de Bacchus.

Il nous, resterait pour compléter ce tableau général des mœurs des populations américaines, à esquisser l'histoire des peuples du Mexique et du Pérou, les deux grands États du Nouveau-Monde lors de l'arrivée des Européens. Mais comme cette histoire est d'une grande importance, et qu'elle offre en même temps un puissant intérêt, nous n'en parlerons pas davantage dans cette introduction, nous réservant de la traiter avec quelques détails quand nous ferons l'histoire spéciale des deux peuples dont il s'agit.

Bornés comme nous l'étions par l'espace, nous avons été contraint de ménager autant que possible la matière. Pour faire connaître les mœurs des Américains, deux voies nous étaient offertes ; l'une, peut-être, aurait été de donner de nombreux détails sur la vie domestique de chaque peuplade, tels que les costumes, les instruments, les vêtements, etc. ; mais cette méthode, plus amusante peut-être que celle que nous avons choisie, ne laissait dans l'esprit aucun souvenir durable, et ne présentait, du reste, aucune conclusion générale, aucune leçon utile. L'autre, un peu plus aride, peut-être parce qu'elle est plus philosophique, avait l'avantage de montrer la déduction logique et successive d'un même dogme moral importé par les premiers habitants du continent nouveau : nous espérons que le lecteur nous saura gré de l'avoir adoptée.

(1) Rochefort, — Laneuville, — Dutertre, — Biet, — Lafitau.
(2) Lafitau.
(3) Lafitau.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

Dès qu'une société nouvelle se fonde, on peut dire qu'un but d'activité nouveau est produit ou accepté par des hommes qui veulent s'y dévouer.

Ceci explique ce que quelques écrivains ont dit de l'importance qu'on doit mettre à bien étudier le point de départ des sociétés et leur enfance.

Pour les peuples, en effet, comme pour les individus, la jeunesse peut faire pressentir ce que sera l'âge mûr ; et les institutions primitives, produits quelquefois informes d'une science encore mal formulée, contiennent en germe toutes les institutions futures.

Ces courtes réflexions trouveront dans le travail qui va suivre une application directe et complète.

Nous allons voir en effet un peuple nouveau sortir tout-à-coup du sein de la société

anglaise, porter sur une terre, vierge de tout contact étranger, les mœurs et les institutions fondamentales de la mère-patrie, développer en liberté le principe au nom duquel il s'était constitué, et donner enfin des fruits qu'il était possible de prévoir dès le premier jour.

C'est là un grand enseignement pour les peuples modernes ; puissent-ils ne pas laisser passer inaperçue cette leçon que la providence leur a mise sous les yeux !

Jamais occasion d'observer fut-elle plus favorable ? Parmi tant de peuples dont nous avons pu jusqu'ici étudier l'histoire, l'origine des uns était perdue dans la nuit des temps, les autres ont été, dès leurs premiers pas, entravés par mille obstacles que leur suscitaient leurs voisins. Le peuple français, par exemple, eut pendant des siècles entiers à combattre et à vaincre la civilisation romaine au milieu de laquelle il s'était constitué, il résulta de là que le principe chrétien dont il s'était fait le serviteur dévoué, fut mêlé dans ses applications aux lois, aux mœurs, aux actes et aux sciences des Romains et des barbares, etc., de telle sorte qu'il est difficile, même de nos jours, de démêler à quel peuple, parmi ceux qui se réunirent pour former la nation française, appartient telle ou telle coutume, telle ou telle institution.

Rien de pareil n'existe aux États-Unis d'Amérique ; dès le premier jour de leur fondation, les États furent constitués avec les mêmes principes que nous voyons encore aujourd'hui diriger toutes leurs institutions.

Aucune guerre sérieuse ne vint retarder leur marche, aucune coutume étrangère ne vint se mêler à leurs mœurs et les altérer ; quelques pauvres peuplades barbares, détruites aussitôt qu'attaquées, furent les seuls obstacles qu'on eut à vaincre, et jamais il n'y eut possibilité même que des peuples chrétiens prissent aucune de leurs sauvages coutumes.

L'expérience est donc concluante.

L'ordre que nous avons suivi dans cette histoire abrégée et qui nous a paru dicté par la nature des faits, est le suivant :

Nous ferons d'abord l'histoire des différents États depuis leur découverte et leur fondation jusqu'à la guerre de l'indépendance. Remarquons à ce sujet, et par anticipation, que deux grands centres furent fondés d'abord par les Anglais sur le sol actuel des États-Unis ; le premier, pour le sud, est la Virginie ; le second, pour les États du nord, la Nouvelle-Angleterre. La découverte de ces deux centres et l'histoire de leurs premières institutions nous occupera seule avec quelques détails. Les États actuels étant venus successivement se juxta-poser les uns aux autres autour de ces établissements primitifs, adoptèrent les mêmes principes, et se moulèrent en quelque sorte sur l'un ou l'autre modèle : nous n'aurons donc que peu de choses à en dire.

Nous consacrerons un chapitre à la guerre de l'indépendance, et nous terminerons enfin par l'histoire des institutions et de l'état actuel.

—

DÉCOUVERTES SUCCESSIVES DES TERRES DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE. — HISTOIRE ET FONDATION DES COLONIES EUROPÉENNES JUSQU'A LA RÉUNION DU NEW-YORK ET DU NEW-JERSEY AUX COLONIES ANGLAISES, A LA PAIX DE 1674.

États du sud.

Depuis cinq années le Nouveau-Monde était découvert, et les yeux de l'Europe entière étaient fixés vers ces terres dont chacun racontait à l'envi des merveilles. Henri VII, qui régnait alors en Angleterre, regrettait d'avoir laissé à un autre pavillon que le sien l'honneur d'être le premier planté sur le continent d'Amérique ; il résolut donc de réparer la faute qu'il avait commise (1), et confia à un Vénitien nommé Sébastien Cabot le soin de découvrir la route tant cherchée des Indes orientales

Cabot partit de Bristol, et, le 4 juin 1497, il découvrit l'île de Terre-Neuve,

(1) Cristophe Colomb avait proposé à Henri VII d'entreprendre, pour le compte de l'Angleterre, la découverte qu'il méditait depuis si long-temps. Henri avait refusé.

dont il prit possession au nom du roi d'Angleterre ; puis, poursuivant sa route à l'ouest, il aborda bientôt sur le continent américain, qu'il reconnut depuis le Labrador jusqu'à la Virginie. Il revint en Angleterre pour rendre compte de son voyage, dont le but n'était pas atteint, puisqu'il avait été chercher une route de l'Inde et non des terres nouvelles. Henri VII et ses successeurs, assez occupés chez eux de guerres civiles et étrangères, oublièrent pour un temps l'Amérique, et ce n'est qu'en 1580 qu'Élisabeth songea enfin sérieusement à y fonder des établissements.

Toutes les découvertes qui furent faites sur le littoral américain depuis le commencement du seizième siècle jusqu'à cette époque furent dues aux Espagnols et aux Français.

En 1512, Ponce de Léon, gouverneur de Porto-Rico pour le roi d'Espagne, entendit les Indiens parler d'un pays riche et fertile situé vers l'ouest. Les eaux qui l'arrosaient avaient, à entendre les narrateurs, la propriété attribuée à la fontaine de Jouvence, de rajeunir ceux qui s'y plongeaient, et l'archipel de Bahama contenait une île non moins merveilleuse.

Enflammé du désir de connaître ces terres lointaines, le vieux marin équipa trois navires, mit à la voile, et, le jour des Rameaux de l'année 1512, il découvrit vers le trentième degré de latitude, une terre à laquelle il donna le nom de Floride, en mémoire du jour où il l'avait touchée. Longeant ensuite la côte dans la direction du sud, il découvrit la partie la plus méridionale de cette pointe et revint à Porto-Rico.

Ponce de Léon n'avait reconnu que la côte orientale de la Floride; la côte opposée fut découverte en 1528 par Navaez. Ce navigateur, parti de Cadix en 1527, se dirigea d'abord sur Cuba, d'où, prenant sa route au nord, il vint mouiller dans la baie de Pensacola dans le courant d'avril 1528.

Il débarqua à la tête de trois cents hommes et s'enfonça dans la profondeur des terres. Mais, après trois mois d'un voyage aussi fatigant que dangereux, dans lequel il eut à souffrir en même temps de la disposition du terrain, de la rareté des vivres et des attaques réitérées des Indiens, il fut contraint de regagner les bords de la mer. Là on construisit à grand'peine quelques embarcations légères sur lesquelles on voulait côtoyer le rivage. Quand tout fut préparé, on se mit en mer, et l'on se dirigeait vers l'ouest, mais un courant auquel aucun effort ne put résister, et qu'on croit être l'embouchure du Mississipi, emporta dans la haute mer équipage et voyageurs. Tout le monde périt, à l'exception de quelques hommes qui passèrent huit années chez les Indiens, dont ils avaient su gagner la confiance, et qui parvinrent, au bout de ce temps, à retourner au Mexique.

Pendant cette expédition de Navaez, un autre Espagnol, Ferdinand Soto, avait formé le dessein de fonder dans la Floride un établissement durable (on donnait alors le nom de Floride à toutes les terres adjacentes à la découverte de Ponce Léon). Il prend avec lui douze cents hommes, arrive dans la baie de Spiritu-Santo, et s'enfonce dans les terres avec sa troupe. Après une expédition qui dura trois années et qui fut poussée jusqu'à la rivière Rouge, il mourut, laissant sa troupe en proie à l'anarchie et à la misère, et réduite à un petit nombre d'hommes qui prirent le parti de regagner les côtes du Mexique.

En l'année 1561, il ne s'était encore formé sur le continent américain aucune colonie qui pût se maintenir et vivre.

En 1562, l'amiral de Coligny résolut d'y envoyer quelques-uns de ses co-religionnaires calvinistes. Son dessein, dit-on, était de fonder dans le Nouveau-Monde un lieu de refuge pour les protestants qui craindraient la persécution.

Quoi qu'il en soit, il fit partir une expédition sous les ordres du capitaine Jean Ribaut.

Celui-ci toucha la côte de l'Amérique, un peu au nord du point où avait débarqué la première fois Ponce de Léon. Dirigeant de là sa route au nord, il reconnut l'embouchure du San-Mathæo, qu'il nomma d'abord rivière de Mai, et sur le rivage de laquelle il éleva une pyramide où furent gravées les

Trajes de los naturales de la Virginia, en tiempo de la conquista.



Demoraine del.t   Prot Sculp.t

COSTUMES DES HABITANS DE LA VIRGINIE AU TEMS DE LA CONQUÊTE.



armes de France. C'est deux lieues au dessus de l'embouchure de cette rivière que, deux ans plus tard, Laudonnière, un autre Français, construisit un fort qu'il nomma fort Caroline, en l'honneur du roi Charles IX, qui régnait alors en France. Ce nom est resté à la contrée.

Ribaut, poursuivant sa course dans la même direction, reconnut l'embouchure de toutes les rivières de ce littoral jusqu'à la baie qu'il nomma de Port-Royal. Il croyait que toutes ces côtes étaient le prolongement de celles de la Nouvelle-France (Canada), découverte par Cartier en 1534. Les Espagnols, au contraire, les regardaient comme la continuation du littoral de la Floride.

Cet établissement, abandonné d'abord, relevé plus tard par Laudonnière dont nous avons parlé plus haut, puis par Ribaut dans un second voyage qu'il fit, fut ruiné de nouveau par les Espagnols sous les ordres de Ménendez, que la cour d'Espagne avait mis à la tête de dix vaisseaux. Ménendez était un homme de résolution, et dont les principes religieux étaient poussés jusqu'au fanatisme, dans la mauvaise acception de ce mot. Son dessein, en partant d'Espagne, était, disait-il, de convertir à la foi catholique les pauvres sauvages du nouveau continent. C'était là, sans aucun doute, une noble tâche à remplir; mais les moyens qu'employa Ménendez pour arriver à son but montrent qu'il y avait dans son cœur plus de colère que de charité, plus de haine des dissidents que d'amour de ses frères aveuglés.

Vainqueur des Français et de Ribaut, leur chef, qui s'était rendu à merci avec cent cinquante des siens, Ménendez, sous prétexte qu'ils étaient protestants, les fit tous impitoyablement mettre à mort. Comme pour justifier cette violation du droit des gens reconnu par toutes les nations chrétiennes, Ménendez eut soin de faire surmonter le lieu de leur exécution d'un écriteau portant ces mots : *Non comme Français, mais comme hérétiques.*

Les guerres religieuses et les luttes politiques où la cour de France était alors engagée l'empêchaient de donner des suites à cette affaire, quand un capitaine français, nommé de Gourgues, entreprit de venger du même coup l'insulte faite au pavillon de France et la cruauté exercée contre Ribaut et ses soldats. Il vend son bien, presse quelques amis de lui avancer l'argent nécessaire, arme trois navires et part à la tête de cent cinquante hommes. Il débarque à douze lieues du fort Caroline, que tenaient alors les Espagnols, forme une alliance avec les Indiens et fond à l'improviste sur les Espagnols, qu'il taille en pièces et qui fuient, saisis d'épouvante. On ne fit aucun quartier, et le peu de prisonniers qui restèrent entre les mains du vainqueur furent conduits au lieu même où les Français avaient été, trois ans auparavant, exécutés, et on les pend avec cet écriteau au dessus de la tête : *Non comme Espagnols, mais comme meurtriers.* Vengeance terrible ! représailles cruelles que chacun peut comprendre, mais que nul ne doit approuver.

De Gourgues, après cette sanglante expédition, manquant des forces suffisantes pour garder le pays dont il était maître, prit le parti de raser les fortifications qu'avaient élevées les Espagnols, et se rembarqua pour La Rochelle, où il arriva en juin 1568.

Pendant ce temps, les guerres civiles déchiraient le royaume ; le gouvernement, sans cesse préoccupé de sa propre conservation, oublia un établissement éloigné et incertain : ainsi la Caroline fut perdue pour la France.

Établissement des Anglais en Virginie.

Comme nous l'avons dit il n'y a qu'un instant, l'Angleterre, depuis Henri VII, incessamment occupée des querelles religieuses qui, à cette époque, bouleversaient l'Europe entière, l'Angleterre n'avait plus songé à fonder des établissements dans le Nouveau-Monde. Quand la reine Élisabeth fut montée sur le trône, elle sentit l'importance dont il était pour un pays situé dans une île de se créer une marine puissante, et de fonder au delà des mers des colonies qui fussent pour la mère-patrie des soutiens et des alliés. En conséquence, elle accorda, en 1580, à Humphrie Gilbert la permission qu'il lui avait

demandée de faire des découvertes dans l'Amérique et d'y former des établissements. Elle lui donna en même temps des lettres-patentes par lesquelles elle l'autorisait à s'emparer de tous les pays non possédés par des princes chrétiens, à la condition qu'il paierait à la couronne un cinquième des produits des mines d'or et d'argent qu'il pourrait découvrir. Il devait prendre possession, au nom de l'Angleterre, des territoires situés dans un rayon de deux cents lieues à partir des points qu'il occuperait. Il avait en outre le droit de faire dans ces pays les lois et ordonnances qu'il jugerait nécessaires, à condition qu'elles ne fussent pas contradictoires aux lois générales de l'Angleterre, qui devait toujours être reconnue comme la métropole. Enfin rien, dans ces lois et ordonnances, ne devait être contraire à la foi de l'église anglicane.

On voit, par la disposition de ces lettres-patentes, qu'Élisabeth ne se proposait pas le même but que ses prédécesseurs; ceux-ci, en effet, n'avaient commandé d'expédition que dans le but de découvrir un passage qui conduisît aux grandes Indes; Élisabeth, au contraire, pensait à fonder des colonies et à découvrir des mines.

La première expédition que fit Gilbert en 1580 fut entièrement perdue; ce qui ne l'empêcha pas d'en entreprendre une nouvelle dans le courant de la même année.

Cette nouvelle tentative ne fut pas plus heureuse que la précédente. Gilbert débarqua d'abord à Terre-Neuve, où il chercha vainement des mines d'or; puis, voyant son espérance frustrée, il mit à la voile et se dirigea sur le continent américain. Mais, étant monté dans une chaloupe pour reconnaître le rivage, qu'il ne pouvait approcher à cause des écueils, il fut emporté par une vague et périt submergé avant d'avoir pu mettre le pied sur le continent, but de ses efforts et de son entreprise. L'expédition, privée de son chef, revint immédiatement en Angleterre.

Ce fut alors que Ralegh, beau-frère de Gilbert, homme aventureux et entreprenant, résolut de tenter de nouveau la fortune. Il obtint de la reine Élisabeth la confirmation des lettres-patentes qu'elle avait accordées à Gilbert, et il mit à la voile dans le courant d'avril 1584. Il découvrit dans ce voyage l'île d'Occacock et la partie du continent correspondant, auquel il donna le nom de Virginie, en souvenir, dit-on, de ce que la reine Élisabeth avait dédaigné les liens du mariage; puis il revint en Angleterre.

L'année suivante, un autre Anglais, Richard Greenwil, voulut fonder une colonie dans le pays découvert par Ralegh. Il conduisit en effet des colons au nombre de cent environ, qu'il laissa dans l'île de Roanoke. Cette première tentative ne fut pas couronnée de succès: elle fut suivie de plusieurs autres, qui se succédèrent sans interruption jusqu'au commencement du dix-septième siècle, et qui furent dirigées soit par Ralegh, soit par Greenwil, soit par d'autres spéculateurs; mais quelle que fût la persévérance de ces premiers fondateurs de la Virginie, aucun de ces établissements, maintes fois ruinés par les sauvages, par la famine et par l'insubordination des colons, ne put se maintenir et entrer en voie de prospérité. Depuis un siècle, bientôt, que l'Angleterre avait fait la première expédition dans l'Amérique, depuis plus de vingt années qu'elle essayait de s'y établir solidement, elle n'avait encore tiré de ses tentatives aucune espèce d'avantage.

Le seul événement marquant dans l'histoire de ces dernières années est la découverte du cap Cod, reconnu en 1602 par le navigateur Gosnold.

N'oublions pas cependant de remarquer en passant quelques faits qui ont plus d'importance réelle pour nous que pour les hommes qui en furent les contemporains: c'est dans cette période de l'histoire d'Amérique que nous venons de parcourir que furent importés en Europe le maïs et la pomme de terre, qui font aujourd'hui la principale nourriture d'un si grand nombre d'hommes; c'est dans ce temps aussi que commença à se répandre parmi nous l'usage de fumer et de prendre du tabac.

La reine Élisabeth étant morte, Jacques I, son successeur, poursuivit les projets qu'elle avait formés sur le Nouveau-Monde. L'ardeur

des découvertes travaillait toutes les têtes, c'était à qui rencontrerait des terres nouvelles; c'était à qui formerait des établissements durables sur ce sol que chacun se figurait comme recouvrant d'inépuisables mines d'or.

Jacques I résolut donc de tourner au profit de l'Angleterre cette soif de richesses qui tourmentait ses sujets, et, voulant régulariser les entreprises des spéculateurs, et les encourager en même temps par la certitude de jouir paisiblement des fruits de leurs travaux, il partagea [1603] le littoral américain depuis le 34° jusqu'au 45e, en deux portions qu'il donna chacune à une compagnie; l'une, sous le nom de compagnie de Londres, eut en partage le territoire compris du 34° à la baie de Chesapeake; et la seconde, qui prit le titre de compagnie de Plymouth, dut exploiter depuis cette baie jusqu'au 45°. Remarquons que la concession accordée aux compagnies ne se bornait pas au littoral connu, mais s'étendait aux îles et au continent compris sous les mêmes parallèles, à la distance de cent milles à l'est et à l'ouest du rivage.

Pour donner aux établissements projetés autant de chance de succès que possible, et ne pas entraver la marche de leur administration, on étendit beaucoup pour les nouveaux concessionnaires les priviléges accordés par la reine Élisabeth à Humphrie Gilbert et à Ralegh : le roi d'Angleterre devait rester, à perpétuité, souverain des fondations nouvelles, et en avoir l'administration suprême. Chaque société devait être régie en Amérique par un conseil supérieur, dirigé lui-même par un conseil établi à Londres, et les colons étaient autorisés à commercer avec toutes les puissances étrangères; en outre, les délits commis dans les possessions de la compagnie devaient être punis par le conseil, et on réservait l'institution des jurés pour les crimes emportant la peine capitale.

En conséquence de ces arrangements, la compagnie de Londres fit partir pour l'Amérique trois vaisseaux chargés de colons, sous les ordres du capitaine Newport : celui-ci aborda sur la rive méridionale de la baie de Chesapeake, en avril 1607; il s'établit sur une rivière, à laquelle, en l'honneur du roi Jacques, il donna le nom de James-River, et à quarante milles environ de l'embouchure de laquelle il jeta les fondements d'un fort et de la ville de James-Town.

L'établissement fondé, Newport mit à la voile et revint en Angleterre. Mais l'insalubrité des seuls aliments qu'il avait pu laisser à la colonie, jointe au changement de climat et de genre de vie des colons, eurent bientôt réduit à moitié le nombre des hommes qu'il avait laissés; pour comble de misères, le désordre se mit dans le conseil, et nul doute que tout n'eût été perdu sans le courage, le dévouement et l'intelligence d'un jeune homme nommé Smith, membre du conseil, et qui prit résolûment la direction des affaires. Il tâcha de lier amitié avec les sauvages, et fut quelquefois contraint d'employer la violence pour obtenir d'eux les provisions dont il avait besoin. Dans l'un des engagements qu'il eut un jour avec les indigènes, il fut fait prisonnier, et, suivant la coutume de la tribu victorieuse, il allait être mis à mort et dévoré; une jeune fille de treize à quatorze ans, nommée Pocahontas, et dont le père, Powatan, était chef d'une grande étendue de territoire, intercéda pour lui au moment même où il baissait la tête pour recevoir le coup mortel, et obtint enfin sa grâce et sa liberté. Nous racontons cette anecdote non-seulement parce qu'elle est un fait remarquable chez des peuples antropophages, mais parce qu'elle eut des conséquences fort importantes pour les colons. En effet, la captivité de Smith, qui pouvait causer la ruine complète de la colonie, valut à Smith et à ses associés l'amitié des Indiens et de Powatan, leur chef, et au lieu d'ennemis, toujours redoutables dans l'état de faiblesse où était encore l'établissement des Anglais, ils eurent dans les Indiens des alliés, qui leur fournirent toutes les provisions dont ils pouvaient disposer.

Les choses étaient en cet état quand le capitaine Newport revint d'Angleterre, amenant de nouveaux colons et apportant des approvisionnements qui rendirent tout-à-fait l'es-

pérance et le courage aux anciens planteurs. Smith alla présenter à son nouvel allié le capitaine Newport. Powatan accueillit les deux Anglais avec tous les honneurs et tous l'appareil qu'il put, et reçut gracieusement les présents qu'ils lui apportaient comme gage de leur amitié et de leur reconnaissance.

Les travaux de Smith, son activité infatigable, les services qu'il avait rendus lui méritèrent l'honneur d'être élevé par le conseil à la dignité de président de la colonie, et il ne cessa de se rendre digne de la confiance qu'on lui avait témoignée jusqu'à son retour en Angleterre, nécessité peu de temps après par le mauvais état de sa santé.

Cependant tous les travaux qu'on avait exécutés jusqu'à ce jour, tous les sacrifices qu'on avait faits en hommes et en argent n'avaient encore abouti qu'à prendre possession d'un point du littoral, et la compagnie de Londres était loin de retirer de son établissement tous les bénéfices qu'elle en avait espérés. Le but qu'elle s'était proposé était de découvrir et d'exploiter des mines d'or et d'argent, et nulle part encore on n'en avait trouvé, nulle part même on n'avait rien vu qui pût en faire soupçonner l'existence. La colonie coûtait plus qu'elle ne rapportait.

Jacques I, qui désirait vivement la voir prospérer, lui accorda de nouvelles lettres-patentes, par lesquelles il augmenta encore les priviléges dont elle avait joui jusqu'alors. Il nomma pour gouverneur lord Delaware, et pour commissaires, le capitaine Newport, Thomas Gates et Georges Summers.

[1609] Les trois commissaires, laissant en Angleterre le gouverneur, qui devait les rejoindre plus tard, mirent à la voile à la tête d'une expédition de dix navires. Ils montaient eux-mêmes le vaisseau amiral. Arrivée dans les eaux du détroit de Bahama, la flottille fut assaillie d'une tempête violente, qui dispersa les bâtiments; ceux-ci, pour la plupart, arrivèrent séparément à leur destination, mais sans apporter avec eux la nouvelle constitution de la colonie, que portait le vaisseau amiral. Or, celui-ci, poussé par la tempête, fut emporté au loin, et jeté enfin sur les côtes des îles Bermudes, où il se brisa. Les trois commissaires se sauvèrent avec cent cinquante hommes, et ce n'est qu'après un séjour de neuf mois aux îles Bermudes, qu'ils purent regagner la Virginie sur deux vaisseaux légers qu'ils construisirent avec du bois de cèdre et les agrès qu'on avait sauvés des vaisseaux naufragés.

Mais les colons, après le départ de Smith, s'étaient abandonnés à la débauche et à l'insubordination; ils avaient maltraité les Indiens dont Smith avait cultivé l'amitié avec tant de soin, et ceux-ci, que leur attachement pour Smith et le respect qu'ils lui portaient pouvaient seuls contenir, s'étaient jetés après son départ sur les plantations des Anglais et les avaient détruites.

Les commissaires, à leur arrivée, trouvèrent donc la colonie dans la détresse la plus affreuse; de cinq cents hommes que Smith avait laissés il en restait à peine soixante; les autres avaient été moissonnés par la misère et la faim : la famine avait été telle, assure-t-on, que les colons en furent réduits quelquefois à manger la chair de ceux qui succombaient.

Désespérant alors de jamais réussir à fonder un établissement durable, les commissaires et les planteurs prirent unanimement la résolution de retourner en Europe; ils partirent, et le gouverneur de la colonie, lord Delaware, arrivant d'Angleterre, rencontra leurs vaisseaux comme ils descendaient le James-River. Il apportait des secours, et parvint à déterminer les colons à reprendre leurs travaux. Sa sagesse et sa fermeté eurent bientôt rappelé la confiance, l'ordre et l'abondance, et malgré quelques disputes avec les indigènes, la colonie rentra enfin dans une voie de nouvelle prospérité que n'interrompit même pas d'une maniere durable le retour de lord Delaware en Angleterre, et la faiblesse de Percy, son successeur.

Un événement de peu d'importance, sans doute, si l'on ne considère que le fait en lui-même, mais d'une haute gravité quand on se place au point de vue de la civilisation, vint bientôt serrer les liens qui unissaient les Anglais aux Indiens. La jeune Pocahon-

tas dont nous avons déjà parlé, la même qui avait sauvé la vie à Smith, se convertit à la religion chrétienne, et, avec le consentement de son père, épousa, au mois d'avril 1613, un jeune Anglais nommé John Rolfe.

Ce double fait du baptême reçu par une Indienne et du mélange du sang européen avec celui des indigènes devait ouvrir les yeux aux colons et leur indiquer la route à suivre pour arriver à la civilisation du Nouveau-Monde. Mais, trop préoccupés de la prospérité matérielle de leur établissement, comme tous les égoïstes ils voulaient jouir vite sans s'occuper de leurs successeurs, et ils négligèrent ces moyens que leur prescrivaient en même temps la morale, la religion et la politique. John Rolfe ne fut imité d'aucun de ses compatriotes.

La compagnie, sentant l'importance de fixer les colons au sol qu'ils cultivaient, pensa bien, à la vérité, que le meilleur moyen pour cela était de donner à chacun d'eux une famille; mais il ne lui vint pas même à l'idée qu'il y avait là, sur les lieux mêmes, des femmes à convertir et à épouser. Qu'était-ce d'ailleurs à ses yeux que de misérables *peaux rouges?* un bétail qu'il fallait caresser tant qu'on serait faible, et exterminer dès qu'on n'aurait plus rien à en craindre. Qu'importait ce que pouvaient devenir de pauvres sauvages! ce n'était pas eux qu'on était venu chercher, c'étaient leurs richesses; ce n'était pas la civilisation qu'on voulait apporter en Amérique, c'était le sol qu'on voulait conquérir et exploiter. Mais revenons à notre sujet. La compagnie donc envoya en Virginie, dans le courant de l'année 1620, une centaine de jeunes filles de familles pauvres, mais de mœurs irréprochables, qu'elle destinait à devenir les épouses des colons. Et, comme elle voulait tirer parti de tout et qu'il y avait plus d'hommes à marier que de femmes, on n'accorda la permission d'épouser ces jeunes filles qu'à ceux des colons qui purent donner en échange d'une femme cent vingt livres de tabac!...

Ce que nous disions plus haut de la préoccupation des colons pour le bien-être matériel, auquel ils étaient disposés à tout sacrifier, est pleinement confirmé par un autre fait d'une haute importance dans les destinés des colonies anglaises. Vers cette même année [1620], un vaisseau hollandais apporta de la côte de Guinée une vingtaine de nègres, qu'il vendit aux planteurs en qualité d'esclaves. Ce funeste exemple avait été donné depuis long-temps par les Espagnols et les Portugais des Antilles.

C'est ainsi que l'esclavage, cette lèpre des temps antiques, que les chrétiens avaient eu tant de peine à combattre et à détruire, fut remis en honneur par des hommes ayant reçu le baptême, et qui se prétendaient les fils de celui qui a dit : Tous les hommes sont frères, et doivent s'aimer les uns les autres jusqu'à la mort.

Le but des colons était dès lors évident à tous les yeux ; pour eux la morale et la charité n'étaient rien; le bien-être matériel était tout.

Leur espérance ne fut pas trompée : après cet acte, qui reculait la civilisation de dix-sept siècles, leur établissement prospéra. Mais l'égoïsme est aveugle, ils avaient travaillé pour eux-mêmes sans penser aux malheureux qu'ils exploitaient, sans penser à leurs propres enfants, et peut-être, un jour, serons-nous témoins d'une lutte à mort entre les maîtres et les esclaves ; peut-être verrons-nous les Américains de nos jours recueillir les fruits de l'avide imprévoyance de leurs pères.

Mais poursuivons.

Pendant que par des mariages les Anglais se fixaient ainsi définitivement au sol américain, tandis que, pour cultiver de nouvelles terres, ils achetaient ainsi du bétail humain, Yardley, leur nouveau gouverneur depuis la mort du lord Delaware, jetait le germe de l'indépendance future, en convoquant [juillet 1619] la première assemblée des habitants pour délibérer sur les intérêts de la colonie. L'universalité des colons, divisés en onze bourgs, élurent des députés, qui se réunirent à James-Town, sous le nom de *chambre des bourgeois*. Le conseil de la colonie tint la place de la chambre des lords, et le gouverneur représenta le roi. Ainsi fut constitué un nouveau gouvernement sur le modèle de celui de la métropole.

La prospérité allait croissant, quand les Indiens, inquiets des rapides accroissements de leurs nouveaux voisins, résolurent de s'en défaire tout d'un coup.

En conséquence, après avoir mûri secrètement leur projet pendant quatre années, ils en tentèrent l'exécution le 22 mars 1622. Ayant à leur tête Opchankanouk, leur chef depuis la mort de Powatan, ils fondirent à l'improviste sur les possessions des Européens, et massacrèrent impitoyablement trois cent cinquante victimes, sans distinction de sexe ni d'âge. La ville de James-Town fut heureusement préservée par l'indiscrétion d'un Indien, qui avertit secrètement son maître, dont il voulait sauver les jours ; celui-ci prévint aussitôt le gouverneur, et l'on eut le temps de prendre des mesures et de repousser l'ennemi.

Les Anglais, alors, prirent la résolution d'exterminer des voisins si dangereux, et une guerre à outrance leur fut faite. Dans le courant de l'année 1623, leurs habitations et leurs champs furent ravagés, on tua impitoyablement tous ceux qu'on put atteindre, et le carnage ne fut arrêté que par la fuite des tribus les plus proches.

C'est ainsi que, ne pouvant ou ne voulant pas gagner l'amitié des indigènes, on fit de la place à l'établissement européen de Virginie.

En l'année 1625, le roi Charles I fit à quelques nouveaux spéculateurs des concessions dans les terres mêmes de la colonie ; en même temps, il défendit par une ordonnance de vendre du tabac, produit principal de l'établissement, à d'autres qu'aux commissaires nommés par lui à cet effet. Ces mesures excitèrent le mécontentement général ; les terres ne furent plus cultivées qu'avec mollesse, et quelque temps après les colons finirent par se révolter contre le gouverneur royal Yardley, qu'ils envoyèrent prisonnier en Angleterre. Charles maintint d'abord Yardley dans son commandement; mais en 1639, il le remplaça par Berkeley, homme capable et conciliant, qui ramena bientôt l'ordre et la prospérité dans la colonie.

Cette prospérité fut telle, qu'en peu d'années la population de la Virginie, qui n'était à la fin du règne de Jacques I que de deux mille habitants tout au plus, s'éleva en peu d'années à vingt mille.

On oublia donc les mécontentements qu'on avait eus d'abord contre Charles I, et quand la révolution d'Angleterre éclata, elle trouva la Virginie en général favorable à ce prince, auquel elle attribuait sa prospérité toujours croissante. Charles II, en montant sur le trône de ses pères, voulut remettre en vigueur le fameux acte de navigation imaginé par Cromwell, et qui interdisait à la colonie de faire aucune espèce de commerce avec d'autres vaisseaux qu'avec des vaisseaux anglais. On peut facilement imaginer le mécontentement des colons. Ce mécontentement se manifesta d'abord par l'établissement d'un commerce clandestin avec les Hollandais établis sur l'Hudson et d'autres étrangers, puis il finit par produire une conjuration ayant pour but l'indépendance de la colonie. Cette conjuration, comme tant d'autres, manqua par l'imprudence des conjurés; mais l'esprit de révolte, comprimé et non détruit, eut bientôt une occasion nouvelle d'éclater.

En 1676, un officier des milices, Nathaniel Bacon, leva l'étendard de la révolte ; il parvint à chasser le gouverneur Barkeley et mourut l'année suivante, après avoir occupé pendant sept mois l'autorité de gouverneur, que les planteurs lui avaient conférée après sa victoire. Sa mort permit à Barkeley de reprendre son poste ; il fit tout ce qui fut en son pouvoir pour ramener le repos dont la colonie avait tant besoin après les malheurs d'une guerre civile. Depuis ce temps la Virginie, malgré les entraves mises à son développement par les dures lois que lui imposait la métropole, et plus encore peut-être par la manière dont ces lois furent appliquées sous différents gouverneurs, la Virginie, disons-nous, ne cessa de marcher dans une voie de prospérité toujours croissante.

La population de colons que nous avons vue être de deux mille environ, à la mort de Jacques I, et de vingt mille lors de la révolution qui renversa son fils du trône, était de soixante mille lorsqu'éclata la révolution de 1688. La cause d'un accroisement si prodigieux ne doit pas être cherchée autre

Virginios asando pescado.

Pl. 3



Demoraine del.

Prot Sculp.

VIRGINIENS FAISANT CUIRE DES POISSONS.

part que dans les guerres civiles et religieuses qui agitaient sans cesse l'Angleterre et l'Europe depuis la naissance du protestantisme : la plupart des colons, en effet, allaient chercher dans le Nouveau-Monde la permission d'user de leur libre examen, que beaucoup n'avaient pu trouver dans l'Ancien. Chose singulière : la réforme prêchée par Luther et ses disciples avait eu pour but d'établir pour chacun la liberté d'interpréter à son gré les écritures sacrées; on trouvait absurde que Rome voulût régler les croyances de tous les peuples; il était donc naturel de conclure de ces principes la tolérance universelle, mais bien loin de là! Les nouveaux chrétiens, à peine établis, se montrèrent plus intolérants mille fois que ne l'avait jamais été l'Église romaine qu'on accusait de despotisme. Chaque secte, et il s'en formait tous les jours une nouvelle, lançait impitoyablement l'anathème sur celles qui, quoique séparées du grand tronc catholique, ne suivaient pas son symbole.

La guerre civile, les haines politiques et religieuses, l'anarchie dans toutes les croyances étaient les seuls fruits qu'on recueillit de cette réforme dont on s'était promis des merveilles! Puisque, suivant les dissidents eux-mêmes, les Écritures saintes avaient besoin d'interprétation, autant valait s'en tenir à celle que jusque là avaient acceptée les peuples, et qui, tout bien calculé, amenait leur affranchissement progressif.

Il nous resterait maintenant à retracer l'histoire de la Caroline et du Maryland, comme nous avons fait de celle de la Virginie; mais, outre que l'importance de ces colonies est fort secondaire quand on les compare à celle de la première fondation anglaise, il nous faudrait souvent entrer dans des redites tout-à-fait oiseuses. Nous nous contenterons donc de rapporter le plus succinctement possible les principaux faits qui ont accompagné la fondation de ces deux établissements.

Caroline. — Nous avons vu plus haut comment fut découvert, en 1562, par Ribaut le littoral de la Caroline; nous avons raconté les combats que se livrèrent entre eux les Français et les Espagnols, qui prétendaient également à la possession de ce territoire; nous avons vu comment les Espagnols, sous les ordres de Ménendez, restèrent maîtres du terrain. Nous allons dire en deux mots comment cette partie de l'Amérique, découverte par les Français, conquise ensuite sur eux par les Espagnols tomba définitivement dans les mains de l'Angleterre.

Le roi Charles II, après être remonté sur le trône de ses ancêtres, voulut, pour récompenser le zèle et le dévouement du lord Clarendon et de quelques-uns de ses amis, leur donner en toute propriété le littoral de l'Amérique septentrionale compris entre la rivière de Mai et la Virginie. Par l'acte de donation, le roi affranchissait les actes de la colonie du contrôle de la métropole, à laquelle il ne réservait que le droit de souveraineté sur le nouvel État. Les Anglais, en vertu de cette charte royale, vinrent s'établir en Caroline, où ils se fixèrent sans éprouver de résistance, dans le courant de l'année 1663.

Les nouveaux propriétaires, désireux de donner à l'établissement qu'ils fondaient une constitution sage et impérissable, s'adressèrent au philosophe Locke pour avoir un plan de constitution. Mais cette constitution était remplie de vices : à la honte de son auteur, elle autorisait le commerce des esclaves, qu'elle laissait complétement à la merci des maîtres; elle donnait à ceux-ci le droit de vie et de mort sur leurs serviteurs. Elle ne tarda pas à exciter le mécontentement des colons, qui se soulevèrent à plusieurs reprises et finirent par l'abandonner complètement, après s'y être soumis pendant vingt-deux années.

Quant au *Maryland*, nous aurons moins à en dire encore.

En 1632, le lord Baltimore, qui professait la religion catholique, avait obtenu de Charles I la concession du territoire situé dans la baie de Chesapeake et séparé de la Virginie par le Potomac. L'expédition était composée de deux cents catholiques environ. Ils fondèrent, après avoir payé une indemnité aux Indiens, la ville de Sainte-Marie, et en mémoire de Marie Stuart, reine de

c'est que, différents dans la définition qu'ils donnaient du bonheur, ils s'accordaient néanmoins tous à dire : chacun de nous doit faire ses efforts pour être heureux comme il l'entendra ; et, comme nous sommes placés les uns à côté des autres, arrangeons-nous pour vivre chacun avec le moins de frottements possible.

Il ne pouvait résulter de là qu'un compromis entre tous les égoïsmes individuels, et c'est ce qui fut fait, comme nous le verrons par la suite.

La logique humaine est invariable ; et les conséquences d'un principe, quelqu'éloignées, quelqu'indirectes qu'on les suppose, finissent par se faire jour tôt ou tard. Ce qu'une génération n'aperçoit pas est souvent de la dernière évidence pour la génération suivante ; et c'est pour cela que la vie des peuples nous offre le perpétuel spectacle de ces luttes acharnées qui toutes ont pour simple résultat le triomphe d'un principe.

Tel qui paraissait un rêveur et un sophiste aux yeux de ses contemporains, est pour les générations suivantes un bienfaiteur de l'humanité ; et combien d'hommes auxquels les pères avaient élevé des statues, ont été pour les enfants des sujets de risée, de mépris ou de dégoût !

Cela vient de ce que le principe étant le même, ceux-ci purent quelquefois clairement apercevoir des conséquences qui n'avaient été que confusément senties, ou même complétement ignorées de ceux-là.

Avec un tel principe religieux ayant pour conclusion de telles conséquences politiques, les puritains de la Nouvelle-Angleterre, égaux entre eux en aisance, en instruction, en talents, devaient nécessairement arriver à l'état social actuel, que ce n'est pas ici le lieu de juger. Nous remettrons à un autre chapitre à l'examiner avec quelques détails.

Occupons-nous maintenant de la fondation des premiers établissements du nord.

Nouvelle-Angleterre.

La compagnie de Plymouth formée, comme nous l'avons dit plus haut, par Jacques I, en même temps que la société de Londres pour exploiter la portion de l'Amérique septentrionale située au nord de la Virginie, n'avait encore fait, en 1620, aucune tentative sérieuse pour profiter des concessions qui lui avaient été faites ; à cette époque elle demanda que ses priviléges fussent étendus jusqu'au 48e degré latitude nord ; ce qui lui fut accordé.

La même année cent cinquante puritains achetèrent d'elle un territoire situé sur les bords de l'Hudson, dans l'intention d'y établir et d'y développer librement leurs idées religieuses et politiques. Gênés dans la vieille Europe en même temps par le catholicisme qui foudroyait tous les dissidents, et par les autres sectes protestantes, qui haïssaient leurs dogmes, et plus encore les conséquences politiques qu'ils en tiraient, ils avaient résolu de se réfugier dans le Nouveau-Monde pour accomplir l'œuvre providentielle qui leur était confiée.

Ils firent voile pour la baie d'Hudson, mais le temps contraire les fit dévier de leur route, et ce fut au cap Cod qu'ils prirent terre.

Nous ne pouvons résister au désir de mettre sous les yeux du lecteur quelques fragments de Nathaniel Morton, leur historien. Ces citations, que nous extrayons de l'ouvrage de M. de Toqueville dont nous avons déjà parlé, feront connaître, mieux que tout ce que nous pourrions dire, l'esprit qui animait les émigrants à leur arrivée sur le sol de l'Amérique.

Voici comment débute M. Morton : « J'ai » toujours cru que c'était un devoir sacré » pour nous, dont les pères ont reçu des ga- » ges si nombreux et si mémorables de la » bonté divine dans l'établissement de la co- » lonie, d'en perpétuer par écrit le souve- » nir. Ce que nous avons vu et ce qui nous » a été raconté par nos pères, nous devons » le faire connaître à nos enfants, afin que » les générations à venir apprennent à louer » le Seigneur, afin que la lignée d'Abraham, » son serviteur, et les fils de Jacob, son élu, » gardent toujours la mémoire des miracu- » leux ouvrages de Dieu (Ps. cv. 5, 6).

» Il faut qu'ils sachent comment le Sei- » gneur a apporté sa vigne dans le désert ;

» comment il l'a plantée et en a écarté les » païens ; comment il lui a préparé une » place, en a enfoncé profondément les ra- » cines, et l'a laissée ensuite s'étendre et » couvrir au loin la terre (Ps. LXXX. 15, 13); » et non-seulement cela, mais encore com- » ment il a guidé son peuple vers son saint » tabernacle, et l'a établi sur la montagne » de son héritage (EXOD. XV. 13). Ces faits » doivent être connus, afin que Dien en re- » tire l'honneur qui lui est dû, et que quel- » ques rayons de sa gloire puissent tomber » sur les noms vénérables des saints qui lui » on servi d'instruments. »

Après ce début majestueux et solennel, Nathaniel Morton raconte le départ des pélerins de l'Angleterre, et c'est en ces termes qu'il dépeint leur arrivée dans la patrie nouvelle qu'ils s'étaient choisie :

« Ils avaient passé maintenant le vaste » Océan, ils arrivaient au but de leur voyage; » mais ils ne voyaient point d'amis pour les » recevoir, point d'habitation pour leur of- » frir un abri; on était au milieu de l'hiver, » et ceux qui connaissent notre climat sa- » vent combien les hivers sont rudes, quels » furieux ouragants désolent alors nos côtes. » Dans cette saison, il est difficile de traver- » ser les lieux connus, à plus forte raison » de s'établir sur des rivages nouveaux. Au- » tour d'eux, n'apparaissait qu'un désert hi- » deux et désolé, plein d'animaux et d'hom- » mes sauvages, dont ils ignoraient le degré » de férocité et le nombre. La terre était » glacée, le sol était couvert de forêts et de » buissons. Le tout avait un aspect barbare. » Derrière eux, ils n'apercevaient que l'im- » mense Océan, qui les séparait du monde » civilisé : pour trouver un peu de paix et » d'espoir ils ne pouvaient tourner leurs re- » gards qu'en haut. »

Certes, il est impossible de voir dans cette narration simple et en même temps grave et sévère, autre chose que la vérité exprimée avec candeur et conviction. Evidemment ce n'étaient pas des spéculateurs grossiers qui venaient de débarquer sur la terre d'Amérique, ce n'étaient pas des exploiteurs avides de richesses, c'étaient des hommes religieux et austères qui croyaient avoir une mission divine, et prêts à tous sacrifier pour faire triompher le principe dont ils se regardaient comme les instruments dans la main de Dieu.

Les nouveaux apôtres, après avoir passé entre eux le contrat dont nous avons donné plus haut le préambule, se mirent aussitôt à l'œuvre.

Ils s'arrangèrent avec la compagnie de Plymouth pour le terrain qu'ils occupaient et qui n'était pas celui qui leur avait été concédé; ils établirent des lois et réglements d'administration et de police déduits de leurs principes religieux ou extraits des livres hébreux; et à la fin de la première année de leur séjour, la ville de New-Plymouth comptait déjà cent maisons.

Depuis cette époque [1620] jusqu'à la révolution anglaise de 1688 se formèrent, comme par rayonnement et d'abord pour le compte de différentes nations, les diverses colonies de Massachusetts, de Rhode-Island, de la Providence, de Connecticut, de New-Haven, de New-York, de New-Hampshire, du Maine, de Pensylvanie, de Delaware, du Maryland, et l'accroissement rapide de la population s'explique facilement par les émigrations qui se faisaient de toutes les parties de l'Europe, alors en proie aux guerres religieuses. Des Hollandais, des habitants des diverses parties de l'Allemagne, suivaient l'exemple de l'Angleterre, où il y avait alors une sorte de manie d'émigration. Cet enthousiasme fut tel que Charles I fut contraint de rendre une loi pour le restreindre. Nous ne nous arrêterons pas avec détails sur chacune de ces fondations en particulier : si l'esprit qui guida leurs fondateurs ne fut pas toujours aussi religieux, aussi absolu que celui des pélerins de New-Plymouth, au moins présentent-ils tous ce fait commun, qu'ils étaient tous protestants de diverses sectes, que la plupart fuyaient les persécutions religieuses auxquelles ils étaient en butte en Europe, et que leur législation fut toujours imitée, sinon dans ses détails, du moins dans ses principes, de celle des premiers venus sur le sol de la Nouvelle-Angleterre; cette législation, comme nous l'avons dit plus haut, était extraite pour la plupart des livres des Juifs C'était reculer

la civilisation chrétienne de vingt siècles. La peine de mort y est prodiguée avec une profusion qui répugne aux mœurs des Européens : ainsi elle s'appliquait au blasphême, à la sorcellerie, aux outrages faits par un fils à son père. L'adultère, le viol étaient punis de la même peine. A Dieu ne plaise que nous trouvions légers ces derniers crimes, mais nous pensons, et sans doute le lecteur sera de notre avis, que si la société doit les punir avec sévérité, la peine ne doit pas aller jusqu'à la mort du coupable.

Les législateurs du Code de 1650 s'attachèrent, dans la sollicitude qui les animait pour la conservation des mœurs, à une foule de détails de la vie privée. Ils vont jusqu'à prescrire la quantité de vin qu'un aubergiste devra donner aux voyageurs, et qu'il ne pourra pas dépasser. Quelques états, chose étonnante chez des gens qui s'étaient révoltés contre la tyrannie de l'Église romaine, punissent sévèrement ceux qui manquent au service divin ; il y en a qui vont jusqu'à punir de mort ceux qui ne suivront pas le même symbole qu'eux (1). Enfin nous voyons une assemblée se réunir à Boston et proscrire les longs cheveux, qu'on regarde comme des ornements mondains.

Partout la commune fut constituée et servit de modèle par la suite à l'état et même à l'union. On y voit les citoyens concourir, dans quelques États directement, mais dans tous par députés au moins, à la formation de la loi.

On décrète en principe et on applique la responsabilité des agents publics, le vote et la répartition de l'impôt, le jugement par jurés et la souveraineté individuelle.

La constitution de 1638 établit dans le Connecticut une garde nationale composée de tous les citoyens au-dessus de seize ans, et ayant le droit de nommer ses officiers.

Toutes ces lois étaient le plus souvent établies et mises en vigueur avant que l'Angleterre elle-même en eût connaissance. On la reconnaissait, à la vérité, comme métropole, mais on n'attendait pas ses ordres pour agir. C'était préluder dès lors à la déclaration d'indépendance, qui devait néanmoins être encore retardée de plus d'un siècle.

Toutes ces institutions déduites des dogmes religienx qui présidaient à la civilisation anglo-américaine, avaient pour but l'indépendance et le bien-être individuel ; bien-être qui sans aucun doute n'est pas réprouvé par le christianisme, mais qui ne devrait jamais être posé comme *but* des institutions sociales. Des chrétiens, suivant nous, qui montrent, comme l'ont fait dès leurs premiers pas les colons d'Amérique, une telle soif de richesses et de jouissances, vont directement contre l'esprit de l'Évangile lui-même. Un chrétien doit désirer sans doute d'être à l'abri des privations involontaires, il doit désirer que ses frères soient également délivrés de la misère qui déprave souvent l'âme en tuant le corps, qui voue les enfants, dès le ventre de leur mère, à l'ignorance, aux tentations, aux séductions de toutes sortes, à la maladie et à la mort ; mais son *but* ne doit pas être de procurer à lui-même ni aux autres des jouissances grossières ; il doit être de délivrer les hommes de la fatalité qui pèse sur eux et les opprime, et de leur donner les moyens de remplir librement le devoir qui leur est imposé par Dieu : l'accomplissement de la fraternité des hommes par le dévouement volontaire de tous à chacun et de chacun à tous.

Remarquons du reste ici que beaucoup d'États sentaient la contradiction qu'il y avait entre leur principe religieux de libre examen et d'indépendance individuelle, et l'établissement d'un pouvoir directeur de la société. Chacun veut, à la vérité, sa propre indépendance, mais il pose des limites à celle des autres. Tous prescrivent le respect à chacune des sectes religieuses qui se partageaient ce sol ; mais un assez bon nombre exclut de leur association tous ceux qui ne partagent pas leur croyance. C'est ainsi que nous voyons les puritains du Connecticut, de New-Haven, du Massachusetts, persécuter les catholiques, les anglicans et les quakers.

Racontons maintenant en quelques mots

(1) Loi pénale du Massachusetts contre les prêtres catholiques.

les événements principaux qui accompagnèrent la fondation des colonies du nord.

Plusieurs fois, dans l'espace de temps que nous venons de parcourir, les Indiens, qui voyaient avec inquiétude le rapide accroissement des établissements européens sur leurs terres, essayèrent de repousser ou de détruire ces voisins dangereux. Les guerres principales que les colons eurent à soutenir furent celle contre les Péquods et celle contre les Massachusetts.

Les premiers, qui étaient une peuplade belliqueuse et redoutée des autres tribus indiennes, étaient en guerre avec les Narragansetts; ceux-ci formèrent une alliance avec les colons du Connecticut et de Rhode-Island [1637], ce qui détermina les Péquods à attaquer les Anglais eux-mêmes. Ils commirent sur les plantations des dévastations considérables, et les colons alors résolurent de marcher contre eux. Les Indiens furent défaits et poursuivis impitoyablement jusqu'à leurs habitations, qu'on renversa de fond en comble. Les femmes furent emmenées et dispersées çà et là dans divers établissements européens, et les enfants transportés aux îles Bermudes pour être vendus comme esclaves.

La guerre contre les Massachusetts, postérieure à celle-ci, fut plus longue et plus terrible. Elle fut suscitée par deux frères, chefs de cette nation. Ils s'étaient d'abord rapprochés des Européens, et leur avaient même demandé en signe d'amitié des noms chrétiens; l'un avait reçu celui de Philippe, et l'autre celui d'Alexandre. Alexandre ayant été fait prisonnier au commencement de la guerre, ne tarda pas à mourir; le second, Philippe, qui restait seul alors [1675], n'avait, à la vérité, qu'un faible nombre d'hommes à sa disposition; mais, par son activité infatigable, par ses prédications vigoureuses et éloquentes, il parvint à exalter tellement le courage des tribus indiennes contre les Anglais, qu'il compta bientôt sous ses ordres jusqu'à cinq mille combattants. Les établissements européens se voyaient dès lors sérieusement menacés, non plus dans leur prospérité, mais peut-être dans leur existence. On envoya des troupes contre les Indiens; plusieurs combats furent indécis, on fut forcé d'attaquer les Indiens dans des retranchements qu'ils s'étaient construits, et ce ne fut qu'après deux campagnes extrêmement pénibles, et dix-huit mois d'une guerre acharnée, qui coûta aux colons plus de six cents hommes, qu'on parvint enfin à réduire à l'obéissance les terribles compagnons de Philippe. Celui-ci, avant la fin de la guerre, périt assassiné par l'un des siens. Les Anglais brûlèrent les villages, dispersèrent les femmes et les enfants, et vendirent comme esclaves les prisonniers de guerre qui étaient tombés dans leurs mains.

Ainsi furent détruites deux des plus puissantes nations indiennes.

Un fait d'une grande importance sur l'avenir des colonies eut lieu en 1648. Les colonies de New-Phymouth, de Massachusetts, de New-Haven et de Connecticut firent entre elles un traité d'alliance offensive et défensive pour se garantir mutuellement contre toute agression étrangère. Chaque colonie avait stipulé son indépendance propre; et les députés, élus dans chacune d'elles, devaient se réunir pour délibérer en assemblée générale sur les intérêts communs à toutes les colonies.

C'était là encore un de ces actes d'indépendance qui devait donner l'éveil à l'Angleterre, et lui faire pressentir la chute prochaine de sa souveraineté sur ses possessions d'Amérique.

Un homme dont le nom est resté célèbre, Guillaume Penn, fonda, en 1676, la Pensylvanie. Le but de Penn, qui était un quaker extrêmement fervent, était d'offrir un refuge à toutes les sectes religieuses. C'est principalement à cette tolérance et à la fondation de la ville de Philadelphie (ville des frères), qu'il doit la réputation dont il jouit encore.

En 1664, les Anglais étaient maîtres de la partie du littoral dont nous avons fait l'histoire sous le nom de Colonie du sud, jusqu'au Maryland, et en même temps de la Nouvelle-Angleterre. Ces colonies, fort importantes pour la métropole, étaient séparées entre elles par un espace considérable en la possession des Hollandais.

Depuis l'année 1609, ces derniers s'é-

taient établis sur le territoire découvert par Hudson, depuis la rive septentrionale de la Delaware jusqu'à l'embouchure du Mohawak, rivière qui vient jeter ses eaux sur la rive droite de l'Hudson, dont elle est le principal affluent. En 1638, les Suédois s'étaient établis sur la rive méridionale du même fleuve, et y avaient fondé Gothenbourg, Hupland et Hourkill; mais, en 1655, les Hollandais s'étaient emparés par droit de conquête de cet établissement, de sorte qu'ils occupaient actuellement les deux rives de la Delaware, et, en remontant au nord, tout le terrain compris entre ce fleuve et le Connecticut.

Ce fut alors que Charles II, sentant tout l'avantage que l'Angleterre aurait de posséder ces colonies, qui divisaient ainsi les deux portions du littoral américain qu'elle avait en sa puissance, résolut de s'en rendre maître.

En conséquence, il fit don au duc d'York, son frère, de tout le territoire occupé par les Hollandais. Celui-ci envoya aussitôt une expédition pour prendre possession de ses nouveaux domaines. Les agents se concertèrent avec le lord Baltimore, propriétaire du Maryland, qui était limitrophe des établissements hollandais, et les forces réunies des colons du Maryland et des Anglais du duc d'York eurent bientôt vaincu la résistance qu'opposaient les Hollandais à leur invasion. On changea le nom de la Nouvelle-Amsterdam, capitale des établissements hollandais, en celui de Nouvelle-York (New-York), qui fut donné depuis à la province elle-même qu'on venait de conquérir, et dont le New-Jersey actuel faisait partie.

Tout cela fut fait en moins d'une année.

La guerre de 1673 vint interrompre la paisible jouissance où étaient les Anglais depuis leur conquête. Les Hollandais prirent leur revanche; ils rentrèrent en possession de tout le territoire qu'ils avaient perdu, et ce ne fut qu'après la conclusion de la paix, en 1674, qu'une convention mutuelle remit définitivement le New-York aux mains de la couronne d'Angleterre.

Ainsi les Anglais devinrent possesseurs de tout le littoral depuis la Caroline jusqu'à la Nouvelle-Angleterre inclusivement.

Canada. Mais les Hollandais n'étaient pas les seuls Européens qui, avec les Anglais, eussent fondé des établissements dans l'Amérique septentrionale. Jacques Cartier, navigateur français, avait, en 1534, pris possession, au nom de la France, des rives de l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, et, en 1535, de l'île d'Anticosti. Différentes tentatives de colonisation furent faites depuis cette époque par le gouvernement français; mais aucune n'avait amené de résultat satisfaisant. Les troubles civils qui agitaient alors le royaume, détournaient l'attention des gouvernements de tout autre soin que des affaires intérieures; Henri IV le premier put tourner les yeux vers le Nouveau-Monde, et pensa sérieusement à s'y établir lorsque la France commença à goûter quelques instants de repos. En conséquence, Demonts, accompagné de Pontricourt et Champlain, partit de France et reconnut dans ce voyage toutes les côtes de l'Acadie (Nouvelle-Écosse). En 1608, Champlain, qui avait pris à cœur d'établir enfin une colonie sur ces parages, fonda la ville de Québec sur le Saint-Laurent. Des tribus indiennes, alors puissantes, vivaient sur les rives de ce fleuve; les principales étaient : sur la rive droite les Algonquins et les Hurons; sur la rive gauche les Iroquois; ces derniers étaient en guerre permanente avec les autres, et depuis longues années leurs ennemis mortels (1). Champlain, qui voulait reconnaître le pays habité par les Iroquois, forme une alliance avec les Algonquins, pénètre sur le territoire des Iroquois, qui ignoraient encore l'usage des armes à feu, et, avec l'aide de ses alliés, leur livre un combat acharné, et les met dans une déroute complète. C'est dans cette excursion de Champlain qu'il découvrit le lac auquel on a conservé son nom.

Mais les Anglais des colonies voyaient avec jalousie l'établissement des Français au Canada et dans l'Acadie. Ils résolurent de s'emparer de leurs possessions, et, après plusieurs

(1) On a vu dans l'introduction sur quelle tradition reculée était fondée cette haine des deux peuples.

tentatives, dans lesquelles les succès furent partagés, la victoire resta définitivement aux Anglais, qui occupèrent Québec en juillet 1629. Mais, en 1632, intervint le traité de Saint-Germain-en-Laye, qui remit aux mains de la France le territoire qu'elle avait perdu. Par ce traité, les colonies anglaises se trouvaient donc définitivement limitées par les établissements français, de l'Acadie d'une part, et du bassin du fleuve Saint-Laurent de l'autre.

Les Français mirent tous leurs soins à cultiver l'amitié des Indiens qui occupaient le voisinage de leurs possessions; tous les moyens possibles furent alors employés pour amener ces sauvages à une civilisation que repoussaient les mœurs de leurs ancêtres; des missionnaires furent envoyés dans leurs différentes tribus, et si, par leur ardente charité, par la régularité de leur conduite, par leur bon exemple surtout, ils ne parvinrent pas toujours autant qu'ils l'auraient désiré à amener au christianisme ces enfants perdus d'une civilisation antérieure, au moins ces hommes respectables firent-ils que les sauvages leur vouèrent une amitié et une vénération sans bornes, et furent par là disposés à aider les amis de ceux qu'ils appelaient les interprètes du grand esprit (1).

Ce fut donc avec enthousiasme qu'ils acceptèrent la proposition qui leur fut faite, dans une réunion convoquée par les autorités françaises, de reconnaître le roi de France comme leur grand chef.

Mais les missionnaires, dans les excursions lointaines qu'ils faisaient aux environs des grands lacs, avaient entendu les Indiens parler d'un grand fleuve, qu'ils indiquaient exister à l'ouest, et dont ils ne parlaient jamais qu'avec respect. On résolut de faire une tentative pour le découvrir.

Un négociant nommé Joliet, et un respectable missionnaire, le père Marquette, partirent ensemble pour cette expédition. Ils s'embarquèrent donc sur le lac Michigan, le suivirent dans sa plus grande longueur, et après avoir franchi les hauteurs qui séparent l'Amérique septentrionale en deux versants opposés, ils arrivèrent enfin [juin 1673] sur les bords d'un fleuve que les Indiens qui les accompagnaient reconnurent aussitôt, et que dans leur langage métaphorique ils nommaient le père des eaux. C'était le Mississipi. Ils le vénéraient comme le dispensateur des biens et des maux, comme la providence de la vallée.

Les voyageurs descendirent le cours du fleuve jusqu'à l'embouchure de l'Arkansas. Plus ils avançaient au midi, et plus ils étaient frappés de la richesse des productions de la nature. Des bois touffus, des arbres gigantesques, des herbes hautes et verdoyantes, montraient qu'il y avait dans le sol une prodigieuse force de végétation.

Cette excursion faite, ils revinrent dans les possessions françaises. Ce ne fut que cinq années après qu'un autre Français, nommé Lasalle, cultivateur et négociant au Canada,

(1) On ne saurait lire sans être frappé d'admiration les travaux des missionnaires dans l'Amérique du nord. Tout ce que les livres chrétiens nous racontent de plus merveilleux sur le courage, l'abnégation, l'infatigable activité des premiers apôtres, se trouve reproduit par les hommes pieux qui se dévouèrent à la conversion des sauvages du Canada. Nulle fatigue, nulle privation, nul danger n'arrêtait leur inépuisable charité. Sans cesse au milieu de tribus errantes qu'ils suivaient dans leurs chasses, dans leurs guerres, dans leurs excursions les plus lointaines, ils partageaient toutes leurs privations et toutes leurs misères. Quand ils avaient, à force de persévérance, déposé quelque germe de morale chrétienne dans une nation, ils passaient aussitôt dans une autre, où ils recommençaient leur pénible tâche. Un grand nombre d'entre eux subirent le martyre avec une foi, une impassibilité et même une bonté qui souvent touchèrent le cœur des sauvages eux-mêmes. En effet, ceux-ci étaient habitués à voir leurs prisonniers mourir en chantant et en disant des injures; mais quand ils voyaient des hommes qui leur avaient prêché la douceur, la charité et le pardon, mourir au milieu des plus épouvantables supplices, en priant Dieu, sans aucun signe de douleur, et en bénissant leurs bourreaux eux-mêmes, un grand nombre ne pouvaient retenir leurs larmes. L'un des martyrs du Canada est le père Brébeuf, jésuite, et frère du poète du même nom. Les Iroquois le prirent au milieu des Hurons, chez lesquels il demeurait. Ils lui versèrent d'abord sur la tête de l'eau bouillante en dérision du baptême, puis, l'attachant à un poteau, ils le firent brûler à petit feu. Ces cruelles épreuves furent supportées par le pauvre missionnaire avec le plus grand courage; il mourut en bénissant ceux qui le torturaient. On n'a pas assez d'admiration pour de tels actes.

résolut de pousser plus loin les découvertes de Joliet et du père Marquette. A cet effet, il sollicita et obtint de Louis XIV un navire et tout ce qui lui était nécessaire pour son expédition. Arrivé à Québec, il se mit sans retard en route [1678], parcourut, au moyen de bâtiments légers construits à cet effet, les lacs Érié, Huron et Michigan; puis de là gagna la féconde vallée de l'Illinois.

Avant d'aller plus loin, il construisit sur le bord de cette rivière un fort qu'il nomma de Crèvecœur, comme il avait fait déjà sur la ligne qu'il venait de parcourir; puis, sentant la nécessité d'assurer des communications faciles entre les pays voisins des grands lacs et le Canada, il voulut envoyer explorer la partie supérieure du Mississipi.

Disons de suite que cette reconnaissance fut faite par le père Hennepin, qui, après avoir observé l'embouchure des affluents du grand fleuve au-dessus de l'Illinois, revint à Montréal.

Pendant ce voyage du père Hennepin, Lasalle s'était solidement établi sur l'Illinois, d'où, après des préparatifs qui durèrent plus d'une année, il descendit le Mississipi sur un petit bâtiment qu'il avait fait construire exprès. Dans sa course, il prit solennellement possession, au nom de la France, de toute la vallée qu'il reconnut, et à laquelle il donna le nom de Louisiane. Enfin, après une navigation longue et souvent périlleuse, il eut la satisfaction et la gloire d'atteindre l'embouchure du Mississipi dans le golfe du Mexique.

La richesse de la végétation dans la merveilleuse vallée qu'il venait de parcourir donnait au voyageur une haute idée de sa découverte. Ces prairies immenses, où l'œil se perdait comme sur la haute mer, et qu'il ne pouvait mesurer, ces arbres vigoureux, les uns semblables à ceux d'Europe, les autres propres au nouveau continent; les uns bons à tous les travaux de l'industrie, les autres chargés de fruits nourrissants (1); ces rivières larges et nombreuses, qui venaient apporter au fleuve la moitié des eaux d'un continent immense, tout cela était bien propre à exalter à ses yeux le bienfait dont il allait doter sa patrie. Et la nature animée n'était pas moins riche ni moins merveilleuse que le brillant paysage qu'elle était destinée à peupler. Dans leurs excursions sur le rivage, et de dessus le bâtiment même qui les portait, les voyageurs avaient vu des animaux de toute espèce. C'étaient au nord, le castor, constructeur habile d'habitations moitié terrestres moitié sous-marines; et l'orignal, au bois immense, et l'ours, et le renard, et le chevreuil; puis, en approchant du tropique, les animaux carnassiers, le couguard, l'ocelot, etc., qui suivaient le rivage, où ils trouvaient une proie facile dans les paisibles animaux qui venaient se désaltérer au fleuve; mais ce qui frappa surtout leur attention, c'étaient ces troupes innombrale de buffles, qui, tantôt ruminant, étendus sur la prairie, auraient fait croire qu'on était au milieu d'une ferme entourée de gras pâturages, et tantôt, prenant leur course à travers la plaine, couchaient sous leurs pas l'herbe touffue, et semblaient un torrent qui déborde, et renverse tout ce qui s'oppose à son passage.

En un mot, l'abondance des eaux, la fertilité du sol, la beauté du ciel, jetaient nos voyageurs dans un étonnement croissant et dans une admiration inexprimable.

Que de richesses pour la France, quelle puissance elle allait acquérir, si, réussissant à s'établir dans ces fertiles contrées, elle pouvait dominer le cours du grand fleuve et joindre ainsi ses possessions du Canada au littoral du golfe du Mexique!

Pourquoi faut-il que ces espérances se soient évanouies comme un vain fantôme! Mais n'anticipons pas sur les événements. Lasalle et ses compagnons, remplis encore des merveilles qu'ils avaient vues, reprirent leur route par le même chemin qu'ils venaient de parcourir, et arrivèrent au Canada, où il racontèrent le résultat de leur voyage.

A peine arrivé, Lasalle revint en France, où il sollicita et obtint l'autorisation de fonder une colonie à l'embouchure du Missis-

(1) Les forêts de cyprès qui bordent le Mississipi ont communémant de 80 à 100 pieds de haut, et l'on y voit des sycomores dont le tronc a jusqu'à dix et douze pieds de diamètre.

sipi. On lui donna quatre vaisseaux, montés de trois cents colons ouvriers ou soldats, et de quelques femmes. L'escadre était commandée par Beaujeu, et Lasalle fut nommé chef et directeur de la colonie.

En même temps, le gouvernement français concerta une autre expédition qui devait, partant du Canada, descendre le Mississipi et rencontrer Lasalle, dont le dessein était de remonter ce fleuve. Tonti était le chef de cette seconde expédition.

Mais la tentative de Lasalle échoua complètement par la faute des deux chefs. Ils passèrent l'embouchure du Mississipi sans la reconnaître, et la mésintelligence s'étant mise entre eux, Beaujeu débarqua les hommes et le matériel dont il était chargé dans la baie de Saint-Bernard, sans que les navigateurs sussent précisément où ils étaient.

Lasalle et ses gens firent en vain des tentatives, répétées pour trouver le Mississipi, but et termes de leur voyage; et de tous ces hommes, six ou huit seulement furent assez heureux pour échapper à la mort; ils parvirent, après quatre années de peines et de fatigues inouies, à gagner l'embouchure de l'Arkansas, où, ayant retrouvé deux Français de l'expédition de Tonti, ils purent, en remontant le Mississipi et l'Illinois, atteindre le Canada. Lasalle, pendant la route, était mort assassiné par quelques hommes de l'expédition.

Ainsi finit cette entreprise dont on s'était à si juste titre promis de si grands résultats [1687-1688].

Depuis lors les projets de la France sur la Louisiane furent indéfiniment ajournés.

Ce ne fut qu'en 1698 qu'un officier français, Iberville, résolut de reprendre le projet de Lasalle. On lui confia deux vaisseaux, et il arriva heureusement à l'embouchure du Mississipi. En remontant le fleuve, il acquit la certitude qu'il ne s'était pas trompé, car il reconnut sur les rives et chez quelques tribus indiennes des indices laissés par Lasalle et Tonti lors de leur voyage en 1683.

Iberville dès lors résolut de fonder un établissement durable, mais il commit d'abord des fautes graves; on fut plusieurs fois obligé de changer le centre des opérations, qui avait été établi d'abord sur des points peu convenables, ce qui occasiona des pertes considérables en temps, en argent et même en hommes. Quoi qu'il en soit, on avait construit des forts sur divers points de la côte, et un entre autres à l'embouchure du grand fleuve : tant bien que mal l'établissement était fondé.

Pendant ces tentatives d'Iberville, les Français du Canada, qui avaient toujours Tonti pour gouverneur, ne restaient pas oisifs; on sentait l'utilité d'avoir pour amis les Indiens qui habitaient le pays intermédiaire entre le Canada et l'établissement de la Louisiane; on fit donc tous les efforts possibles pour se les rendre favorables. Les principaux de ces sauvages étaient les Illinois, qui demeuraient sur le fleuve de ce nom. Et non-seulement on avait dessein de se concilier les indigènes, mais, et nous le disons à la gloire de la France, voyant les guerres perpétuelles et meurtrières qu'ils se faisaient sans cesse entre eux, on résolut de tenter une réconciliation entre les nations ennemies.

A cet effet, on invita les Indiens des diverses tribus à se réunir à Montréal : ils y vinrent au nombre de plus de douze cents, et les principaux chefs conclurent la paix, en même temps, avec la France et entre eux. Ainsi fut réalisé le but plein de charité que se proposait Caillières, gouverneur du Canada depuis la mort de Tonti. C'était là, en effet, le seul moyen, peut-être, d'arrêter la destruction complète des hommes rouges. Pourquoi ce bel exemple fut-il si rarement suivi par les conquérants de l'Amérique! pourquoi a-t-on si souvent oublié que ces malheureux sauvages, qu'on pourchassait comme des bêtes fauves, étaient des hommes, nos frères, que nous avions mission d'éclairer et d'attirer à nous! On était alors en 1701.

Mais une longue suite de revers allait maintenant fondre sur les colonies de la France. Les Anglais essayèrent à plusieurs reprises de s'emparer de nos possessions de l'Acadie : leurs tentatives avaient toujours été repoussées, lorsque en octobre 1710, un dernier effort les rendit maîtres de Port-Royal, malgré la résistance désespérée des Français qui défendaient la

place, et qui combattaient contre un ennemi dix fois plus fort qu'eux. Les Anglais, alors, aidés des Iroquois, leurs constants alliés, dirigèrent leurs efforts sur le Canada, qui fut sauvé par une tempête dont furent assaillis les vaisseaux anglais dans la baie de Saint-Laurent. C'était alors le temps des désastres qui ont désolé notre patrie pendant les dernières années de Louis XIV. Le gouvernement était dans l'impossibilité de secourir ses établissements du Canada, sans cesse menacés par l'Angleterre ; et Louis XIV, dans le but d'arracher cette puissance à la coalition formée alors en Europe contre la France, lui céda, par le traité d'Utrecht, toutes les possessions françaises de l'Acadie et de Terre-Neuve [avril 1713].

On réserva cependant à la France le droit de pêche sur le banc de cette dernière île, et la possession de l'île du cap Breton, où se retirèrent un grand nombre de Français, qui ne tardèrent pas d'y établir des pêcheries considérables. Cette île, située sur la route du fleuve Saint-Laurent, devint un excellent entrepôt pour les marchandises qui s'échangeaient entre la France et le Canada.

Les mêmes malheurs qui forçaient Louis XIV à cette humiliante et désastreuse concession le mettaient dans l'impossibilité de faire de grands sacrifices pour les fondations nouvelles de la Louisiane ; il avait pris le parti de concéder cette colonie à Crozat, sous la condition que la France en garderait la souveraineté et l'administration ; mais la mauvaise gestion de ce spéculateur le força, cinq ans après, à renoncer à son privilége.

Louis XIV était mort ; à un vieillard débile succédait sur le trône de France un enfant plus débile encore, et les rênes de l'État avaient été remises aux mains impures de Philippe d'Orléans, en qualité de régent.

Pour réparer les désastres des dernières années du règne précédent, on avait besoin de sommes immenses, et le trésor était à sec. Ce fut alors que l'Écossais Law proposa au régent et lui fit adopter le plan de la compagnie d'Occident pour l'exploitation de la Louisiane. Entre autres conditions faites à cette compagnie, elle avait le droit d'exploiter les terres, les îles et les ports de la Louisiane, ainsi que les mines qui pourraient s'y trouver. Elle pouvait faire la paix et la guerre avec les nations indiennes, établir des forts sur ses possessions, y mettre des garnisons françaises, et le gouvernement s'engageait à la protéger contre toute attaque étrangère, et l'exempta de tout droit de douane sur les marchandises qu'elle conduisait de France à la Louisiane ; on réduisit en outre les droits sur les produits qu'elle importerait en France.

Pour obtenir des fonds on créa des actions de 500 livres, dont la valeur était fournie en billets d'État, payables au porteur, et négociables comme les effets de commerce ; on sait le succès qu'eut pour les spéculateurs cette opération, connue sous le nom de système de Law. Nous n'en parlerons donc pas sous ce rapport ; il nous suffit de dire que l'activité de la nouvelle compagnie procura à la colonie, sinon une grande prospérité, au moins un peu de solidité et d'accroissement ; et la Nouvelle-Orléans, dont, en 1717, on avait jeté les fondements près de l'embouchure du Mississipi, commençait à prendre quelque consistance. Mais la guerre qui éclata en 1719, entre la France et l'Angleterre, eut bientôt arrêté ces succès commençants. Cette guerre eut pour résultat, en Amérique, la prise, par les Français, du fort de Pensacola, qu'occupaient les Espagnols. En 1721, on cessa les hostilités, et l'Espagne rentra dans cette possession importante.

Alors, la population de la colonie s'accrut sensiblement ; la compagnie, qui avait déjà construit des forts sur les principaux fleuves, comme l'Illinois, le Missouri, l'Arkansas, en établit encore de nouveaux pour protéger les possessions françaises contre les attaques des Indiens, et on goûta enfin quelque repos. Signalons ici un fait honorable pour le caractère français, et en tout semblable à celui que nous avons rapporté de Caillères, gouverneur du Canada. Bienville, gouverneur de la Louisiane, entreprit, en 1724, d'établir la paix et l'harmonie entre les différentes tribus d'Indiens qui demeuraient à l'ouest du Mississipi, et il eut le bonheur de réussir : les Natchez, seuls, sans être en guerre ouverte contre les colons, avaient

néanmoins conservé une grande répugnance à se lier avec les Européens : une occasion de manifester leur haine leur fut bientôt fournie. Le commandant du fort Rosalie, situé sur leur territoire, leur ayant intimé l'ordre d'évacuer un village qu'ils occupaient, ils furent contraints d'obéir malgré leurs vives réclamations ; mais ils résolurent de se venger. En conséquence, ils formèrent, du consentement de leur grand chef, un complot auquel ils initièrent toutes les tribus voisines qu'ils supposaient devoir être favorables à leur desseins, et, à un jour indiqué, ils fondirent à l'improviste sur le fort Rosalie, enlevèrent les postes avant que les soldats eussent eu le temps de courir aux armes, et égorgèrent impitoyablement tout ce qui leur tomba sous la main, réservant néanmoins quelques enfants et quelques femmes, qu'ils emmenèrent en esclavage. Le massacre fut continué et s'étendit à toutes les plantations voisines dont ils purent se rendre maîtres, et un grand nombre de colons périrent [1729]. Cette sanglante exécution des Natchez leur coûta cher : après leur avoir fait une guerre partielle, qui ne leur laissa pas de repos pendant deux ans, on parvint enfin à les cerner dans un fort, où ils s'étaient retranchés, et les ayant forcés à se rendre, on emmena les hommes en esclavage à Saint-Domingue, et les femmes furent dispersées dans les différentes habitations de la colonie [janvier 1721].

C'est ainsi que périt cette nation, la plus policée de toutes celles qui avoisinaient la colonie, et peut-être de toutes la partie septentrionale du continent américain, le Mexique excepté.

Hâtons-nous de le dire, c'est là le seul acte de destruction qu'aient commis les Français dans leurs établissements du Nouveau-Monde ; on voit qu'il était, jusqu'à un certain point, motivé par les cruautés exercées par les Natchez sur nos compatriotes.

Mais revenons aux colonies anglaises, dont nous nous sommes éloignés depuis longtemps. On nous pardonnera de nous être étendu avec quelques détails sur les deux fondations françaises de l'Amérique ; l'importance de ces établissements pour la France, aussi bien que pour le Nouveau-Monde, nous a imposé l'obligation de les faire connaître au lecteur. Nous avons aussi dépassé de beaucoup l'époque où nous nous étions arrêté en faisant l'histoire des colonies de la Grande-Bretagne ; mais les événements étaient tellement enchaînés qu'il nous a été impossible d'interrompre le fil de notre narration.

—

Histoire des colonies depuis la fin du dix-septième siècle jusqu'à la conquête du Canada, par l'Angleterre, en 1763.

Nous avons vu que chacune des colonies avait été fondée par suite de concessions, par l'Angleterre, de parties déterminées du continent, soit à des compagnies, soit à des particuliers. Les colons qui s'exilaient de leur patrie pour aller sur une terre nouvelle chercher, soit la liberté de conscience, soit un peu de bien-être matériel, n'avaient, en arrivant sur le sol américain, que des projets extrêmement limités. Les habitants de chaque portion du territoire, tout absorbés dans l'intérêt du présent, ayant sans cesse à lutter contre les obstacles matériels d'un premier établissement, ne pensèrent d'abord qu'à s'assurer du lambeau de terrain qu'ils avaient sous les pieds, et chaque nouvelle colonie qui, sous l'égide de l'Angleterre, venait s'asseoir sur le littoral de l'Amérique du nord, était fortuitement juxta-posée à d'autres avec lesquelles elle n'avait aucun lien moral, aucune sympathie, et même, dans les premiers temps, aucun intérêt matériel. Chaque fraction du territoire, sous un nom différent, était, à proprement parler, un individu distinct, qui n'avait de commun avec ses voisins que l'assujettissement à la métropole ; mais à l'époque où nous sommes arrivés les choses avaient déjà changé de face ; chaque établissement particulier sentait que désormais la possession du sol lui était assurée, et savait que le joug de la mère-patrie, pesant autant sur ses voisins que sur lui-même, il aurait en eux des auxiliaires

toutes les fois qu'il demanderait ou obtiendrait de force un allégement.

L'Angleterre, dans son insatiable ambition, n'avait pas pensé qu'à force d'agrandir son domaine, elle finirait par lui donner trop d'importance, et qu'un temps viendrait où ses bras ne suffiraient plus à l'enserrer. Comme tous les égoïstes, impatiente de jouir du présent, elle ne pensait pas à l'avenir.

Or, de même que l'Angleterre ne considérait ses colonies que comme une forme productive, comme un instrument de prospérité; de même les colons, qui n'avaient quitté l'Ancien-Monde que pour vivre mieux à l'aise dans le nouveau, ne voyaient dans la métropole qu'un instrument de protection, dont ils voulaient recevoir le plus possible en lui rendant le moins possible.

Depuis la fondation des divers établissements, nous avons vu déjà beaucoup d'actes qui viennent à l'appui de l'opinion que nous venons d'émettre; toute la période que nous allons parcourir nous offrira la confirmation nouvelle de ces intentions réciproques. Soit que l'on considère les rapports de la métropole avec les colonies, soit qu'on examine ceux des colonies avec la métropole, avec les Indiens, ou avec les Européens, ou même ceux des colonies entre elles, on verra que l'appât d'un bénéfice est le mobile de toutes les pensées, de tous les actes.

Esprit des colonies en général. — Les constitutions accordées par la couronne d'Angleterre à chacune des colonies, en y introduisant les bases des institutions anglaises, n'avaient pas peu contribué à faire naître le désir d'indépendance, et ce désir devait augmenter chaque jour avec les ressources des établissements nouveaux. Ainsi la constitution du Massachusetts, qui était le modèle de toutes les autres, à quelques modifications près, consacrait la loi d'*habeas corpus*, qui donnait aux accusés la liberté sous caution; le jury, pour les causes criminelles; le gouvernement représentatif, pour l'administration des revenus de la colonie et la perception des impôts. Le gouverneur était, à la vérité, nommé par le roi, et nul acte des assemblées générales n'était valable qu'après son approbation; en outre, le droit de faire la paix ou la guerre n'appartenait qu'au roi lui-même; mais qu'était-ce que ces faibles digues en présence des éléments destructeurs de l'autorité royale, déjà tant affaiblie par la distance des lieux?

Rapport des colonies avec la métropole, et réciproquement. — Loin de regarder la liberté qu'on leur avait concédée comme une marque de la générosité royale, les colons n'y voyaient qu'une juste reconnaissance de leurs droits, et, dans les sentiments qui les animait pour la métropole, il y avait plus de jalousie de son autorité que de gratitude pour sa munificence. Ainsi, en 1703, le Massachusetts et le New-York déclarent en assemblée générale que toute taxe imposée sans leur consentement est un attentat au droit de propriété, et, en 1705, la reine Anne fut forcée de sanctionner cette déclaration. C'est ainsi qu'en 1719 une assemblée générale de la confédération, formée en 1648, entre le New-Plymouth, le Massachusetts, le New-Hawen et le Connecticut, sous prétexte de s'assurer mutuellement contre toute agression étrangère, décréta un droit d'entrée sur les marchandises anglaises: en vain le ministère anglais voulut-il annuler cet acte; le Massachusetts persista dans sa déclaration, et après une lutte de plusieurs années, le gouvernement fut obligé de céder. La même réunion avait, en 1720, déclaré la guerre à quelques tribus indiennes sans la participation du gouverneur.

Les mêmes causes qui portaient les colons à récuser ainsi l'autorité de la métropole les portaient, dans d'autres occasions, à se réfugier sous son égide. Nous voyons, en 1702, les propriétaires du New-Jersey remettre au roi la charte qui leur avait été concédée; ils étaient fatigués de l'administration et préféraient toucher l'indemnité que leur accorda le gouvernement en échange de leurs droits. En 1648, les colons, eux-mêmes, de la Caroline du sud, refusèrent d'obéir au gouverneur nommé par la compagnie, et obtinrent d'être régis sans intermédiaire par l'autorité royale. Il s'agissait de lever des

milices pour repousser l'invasion des Espagnols qu'on croyait imminente, et chacun sentait que la protection du gouvernement serait pour sa personne et ses propriétés plus efficace que celle des concessionnaires ; ainsi l'on exaltait ou l'on déprimait, tour-à-tour, l'autorité royale, suivant qu'il y avait ou non avantage à le faire.

Rapports avec les étrangers. — Les relations avec les Européens étaient dictées par le même esprit. Dès qu'un étranger mettait le pied dans l'une des colonies, on l'accueillait avec le plus grand empressement s'il venait y planter ses pénates et contribuer à l'accroissement de la force et de l'industrie; pourvu qu'il fût fort et actif, on lui demandait rarement le nom de sa patrie et ses antécédents, et l'on ne voyait en lui qu'un ouvrier nouveau de la prospérité commune. Mais tous ceux qui voulaient faire du commerce en qualité d'étrangers, soit pour leur propre compte, soit comme facteurs de compagnies ou de gouvernements européens, étaient chassés sans miséricorde.

Rapports des colonies entre elles. — Les colonies, situées sous des latitudes fort différentes, et dont l'industrie et les produits agricoles variaient beaucoup, se réservaient le droit exclusif du commerce sur tout le littoral commun; nous avons vu plus haut que cette exclusion avait été étendue en partie aux vaisseaux anglais, sur lesquels on mit une taxe. Et ces rapports commerciaux étaient, avec les intérêts de défense commune, les seuls liens actifs que les colonies eussent entre elles.

Plusieurs fois l'intolérance religieuse était venue troubler la paix de quelques États, et des colons avaient été contraints de chercher dans d'autres contrées un asile contre la persécution; mais ces accès de ferveur ne duraient guère en général; la préoccupation des intérêts matériels avait bientôt fait oublier les dissidences; et si les sectateurs des cultes différents ne s'aimaient pas entre eux, au moins chacun se résignait à ne pas troubler les autres afin d'en être supporté lui-même.

Rapports avec les Indiens. — Les Indiens furent constamment regardés par les colons en ennemis et traités comme tels. Les alliances éphémères qu'on formait avec eux n'avaient pour but que de s'en faire des auxiliaires contre un adversaire présent; jamais il n'entra dans la pensée de les initier à la civilisation européenne et de les incorporer à la colonie. Les Européens se regardaient comme légitimes possesseurs du sol qu'ils avaient découvert, et au fur et à mesure qu'ils s'y affermissaient, ils faisaient peser un joug plus dur sur les malheureux indigènes. C'était à leurs yeux une race inférieure qu'on devait subalterniser et non instruire; trop heureuse que ses maîtres voulussent lui laisser ce dont on n'avait pas encore besoin. Tous les rapports qu'on a avec eux ont pour base cette idée première : qu'il faut les éloigner ou les détruire.

Pendant la paix on fait avec eux le commerce de pelleteries, pour lesquelles on leur donne des habits grossiers ou quelques instruments aratoires; mais surtout le grand moyen d'échange est de les gorger de liqueurs fortes, moyen qui offrait le double avantage d'obtenir d'eux à vil prix le fruit de plusieurs mois de travail, et de les tuer à petit bruit et sans scandale.

Quelquefois cependant on foulait aux pieds ces craintes puériles du blâme des gens honnêtes; et, en 1724, après plus de cent ans de possession du sol, lorsque par conséquent on n'avait aucune crainte sérieuse sur leurs entreprises, on ne se fit pas scrupule de mettre leur tête à prix. Chaque chevelure d'Indien était payée 2,250 fr. Il y eut un colon qui prit à ses gages des chasseurs pour exploiter cette abominable industrie : ayant trouvé un jour dix Indiens endormis autour d'un foyer, il les égorgea, et vint à Boston rapporter les peaux de leurs crânes, pour lesquelles la somme de 22,500 fr. lui fut comptée (1). Nous concevons que dans une nation il se trouve des individus assez dépravés pour commettre de telles horreurs; mais qu'un gouvernement les autorise et les en-

(1) Ce fait est attesté par M. Barbaroux lui-même, grand admirateur de la république des États-Unis.

courage, c'est ce qui passe toute croyance. Jusqu'à quel degré d'abjection le désir effréné des richesses peut-il donc faire descendre l'homme!

Pendant la guerre c'était le même système, soit qu'on attaquât, soit qu'on se défendît Nous avons vu comment furent anéanties déjà plusieurs nations considérables. En 1712 on détruisit complètement les Totcororas, qui avaient commis des dévastations dans la Caroline; les restes de cette tribu furent contraints d'aller s'incorporer aux cinq nations de la confédération canadienne; et, en 1741, on chassa, après une bataille sanglante, les Yamassis du sol qu'ils habitaient, et l'on se partagea leurs terres. Depuis plus d'un siècle que les malheureux Indiens avaient vu les Européens s'établir sur leur sol, ils n'avaient encore recueilli que la guerre, la spoliation, l'esclavage et l'ivrognerie; en vérité s'ils devaient quelquefois dans leur misère envier la force de leur maîtres, ils devaient avoir pour eux peu d'estime et peu d'amitié.

Ce n'est pas à dire ici que nous blâmions tous les actes de vigueur employés contre les sauvages. Sans aucun doute la résistance qu'ils opposaient, violente comme elle était presque toujours, devait être annulée par les Européens, car, quelle que fût la conduite de leurs vainqueurs, la civilisation européenne, toute défectueuse qu'on la leur présentât, était encore pour eux un bienfait; mais ce que tout homme honnête doit réprouver et flétrir, c'est la froide et cruelle persévérance qu'on mettait à les détruire; c'est l'oubli complet des devoirs qu'imposait le christianisme envers ces malheureux aveugles; au lieu de les attirer à soi, pour leur faire goûter peu à peu les mœurs et les institutions de l'Europe, on semblait prendre à tâche de les repousser, on refoulait en eux le peu de germes de civilisation qu'ils auraient pu recevoir du contact de leurs maîtres. On semblait craindre qu'en montrant la même intelligence, la même aptitude que les Européens, ils ne parussent dignes d'égards qu'on était d'avance décidé à leur refuser éternellement. Quoi qu'il pût arriver, on ne voulait voir en eux ni des associés, ni des égaux, ni des frères, mais des bêtes féroces à détruire, ou des crétins à dominer.

Les colons avaient pourtant eu sous les yeux des exemples à imiter; et, nous le disons avec bonheur, c'étaient nos compatriotes qui les avaient montrés les premiers. Ainsi un Français était venu s'établir, vers 1736, dans le territoire des Chérokées qui habitaient la croupe des Alléghanys à l'endroit où prennent leur source le Ténessée à l'ouest, et le Savannah à l'est. Cet homme habita avec les Indiens, se plia d'abord à toutes leurs coutumes, apprit leur langue, et, après avoir acquis sur eux assez d'influence, il fit reconnaître pour empereur l'un des vieillards de la nation, qui se prêtait à ses vues et dont il fut le ministre.

Il avait établi des relations avec les colonies françaises du Mississipi; malheureusement un jour il fut fait prisonnier par les Crécks dans un voyage qu'il faisait à la Mobile, et ayant été mis entre les mains des Géorgiens, ceux-ci le jetèrent en prison, où il mourut.

L'empire qu'il avait fondé et maintenu pendant cinq années, trop faible et trop voisin de sa naissance pour se passer du secours de son protecteur, ne tarda pas d'être renversé; et les Chérokées retournèrent à la vie sauvage!

Les Français, établis sur les bords de l'Ohio, de l'Indiana, du Missouri, du Kentucky et des bords du lac Michigan, s'étaient mêlés aux sauvages, vivant avec eux en égaux, et épousant leurs filles; leur abandon fut tel, qu'on fut obligé d'en rappeler quelques-uns au devoir; il est des missionnaires qui se plaignaient qu'ils fussent devenus comme sauvages. C'était là l'extrême opposé des colons de l'Angleterre.

Nègres. Le commerce des nègres, introduit en 1620 à l'exemple des Antilles espagnoles et portugaises, se faisait avec une activité extrême. L'Angleterre, d'après une convention faite avec l'Espagne, avait le monopole de la traite. On en importa dans les États du sud en telle abondance, que bientôt leur nombre fut supérieur à celui des blancs; il y eut même des colonies où les es-

Las mujeres á quienes la guerra ha dejado viudas piden al Jefe de la tribu que las vengue.

Pl. 4



Pomoraine del.

Prot Sculp.

LES FEMMES DONT LES MARIS SONT MORTS À LA GUERRE PRIENT LE CHEF DE LA TRIBU DE LES VENGER.

claves africains étaient deux fois plus nombreux que leurs maîtres. On les regardait comme des bêtes de somme indispensables à la culture; nous voyons, en effet, que lors de la fondation de la Géorgie, du territoire de laquelle on s'était emparé, en 1730, malgré les réclamations des Espagnols, on avait interdit dans cette colonie l'importation des noirs; mais on fut bientôt contraint de révoquer cette mesure; les colons émigraient tous en Caroline et en Virginie, où la traite était permise. Un fait très-curieux à constater, c'est que les Indiens avaient pour les nègres un profond mépris; ils les regardaient comme une race inférieure à eux, et, quand ils en avaient pris quelques-uns à la guerre, ils leur faisaient subir un esclavage plus rigoureux, s'il est possible, que celui que leur imposaient les Européens eux-mêmes.

Arts, commerce, agriculture, navigation, industrie, instruction publique.

Le gouvernement anglais, tantôt sollicité par les réclamations des colons, tantôt dans le but d'augmenter l'importance des colonies, avait successivement levé la plupart des entraves qui gênaient le commerce et la navigation. Aussitôt après le traité d'Utrecht [1713] la pêche avait pris une grande extension; on avait construit des navires pour cet usage, et l'industrie maritime avait acquis de jour en jour une grande importance. Chaque année des vaisseaux nombreux parcouraient la baie de Baffin, la mer glaciale et les environs de Terre-Neuve pour y chercher la baleine.

Le banc de Terre-Neuve, couvert d'une quantité prodigieuse de coquillages dont se nourrissent les morues, fournissait de ces poissons en grande abondance; et, enfin, on trouvait des harengs sur les côtes du Labrador, sur celles de Terre-Neuve et sur tout le littoral de l'Amérique méridionale. Tous ces produits, importés dans les colonies, ou exportés dans les différents ports d'Europe, procuraient le double avantage de fournir du travail à de nombreux matelots qui habitaient l'Acadie et les îles voisines, et, en même temps, d'exercer un grand nombre d'hommes aux fatigues de la navigation. D'un autre côté, les navires qu'il fallait construire nécessitaient la création de beaucoup d'industries nouvelles; Boston était célèbre alors par ses chantiers, où l'on équarrissait les bois, et par ses fabriques de cordages, de voiles et d'agrès de toute sorte. — On avait établi des usines pour exploiter les mines de fer, de cuivre et de charbon qui se rencontrent dans la province de New-York et aux environs. — L'agriculture aussi avait fait des progrès rapides. Les arbres fruitiers qu'on avait apportés d'Europe avaient, pour la plupart, prospéré au-delà de toutes les espérances; leurs produits, plus que suffisants pour la consommation des habitants, étaient exportés jusqu'en Europe même. La pomme de terre, le maïs offraient aussi de grandes ressources. Enfin, pour naturaliser dans le Nouveau-Monde les animaux domestiques de l'Ancien, on avait poussé la prévoyance jusqu'à semer des graines d'herbes propres à l'Europe, et les troupeaux s'étaient rapidement multipliés.

Les colonies du sud avaient des branches spéciales d'industrie agricole. Depuis longues années le Maryland et la Virginie, célèbres par leurs tabacs, en faisaient un commerce immense; et le riz, cultivé avec succès dans la Caroline, fut bientôt assez abondant pour former la principale nourriture des habitants et même pour approvisionner les principaux marchés de l'Europe. Le sud de cette province, formé en colonie indépendante en 1729, avait, ainsi que la Géorgie, cultivé avec un grand succès l'indigo et le coton.

L'étendue du commerce, les succès des tentatives agricoles, et l'abondance des produits industriels avaient répandu l'aisance et la vie sur ces côtes, jadis presque désertes. On avait bâti des villes, on avait tracé des chemins et l'on avait partout fondé des écoles publiques et des universités. En un mot, dès cette époque il était facile de prévoir que cette prospérité désormais ne ferait que s'accroître, et que l'industrie était destinée à prendre, dans cette partie du Nouveau-Monde, un essor inconnu jusqu'alors aux populations mêmes les plus civilisées de l'Europe.

C'est à peine si dans l'espace de plus d'un demi-siècle que nous venons de parcourir, et qui avait suffi à tant de travaux, cette activité put être entravée par les guerres qu'il nous reste à raconter pour terminer l'histoire de cette période.

Guerre de 1745.

Le traité d'Utrecht avait cédé à l'Angleterre les possessions françaises de Terre-Neuve et d'Acadie; mais la France possédait encore un territoire sur le continent, au nord de la baie de Fundy. Ce territoire, quoique d'une assez mince étendue, n'était pas cependant sans importance, à cause de sa proximité de l'île du cap Breton, également restée au pouvoir de la France. Ce n'était pas sans jalousie que l'Angleterre et ses colonies voyaient la prospérité de cet établissement. L'île du cap Breton s'était en effet peuplée de plus en plus; des pêcheries considérables y avaient été formées, pour l'exploitation des côtes voisines et du golfe Saint-Laurent. On y préparait les huiles, et l'exploitation des bois de construction, des mines de houille et des résines était pour les habitants l'objet d'un commerce étendu et lucratif. Mais ce n'étaient pas là encore les avantages les plus précieux que procurait à la France la possession de cette île : outre qu'elle offrait d'excellents mouillages, elle servait pendant la paix, d'entrepôt intermédiaire entre la France et ses colonies du Canada; et en cas de guerre elle formait une excellente tête de pont pour couvrir l'embouchure du Saint-Laurent, ou ravitailler les embarcations françaises.

L'Angleterre, qui depuis long-temps convoitait tous ces avantages, saisit avec empressement l'occasion de la guerre qui éclata entre elle et la France en 1744.

Aussitôt on leva dans la nouvelle Angleterre un corps de quatre mille hommes, auxquels la métropole ajouta le secours de quatre vaisseaux de guerre, et l'attaque combinée des forces de terre et de mer fut dirigée sur Louisbourg. Cette place, la plus importante de l'île, est située sur la côte orientale, dont elle est la seule défense. Elle fut bloquée étroitement; et, après cinquante jours de siége, voyant qu'aucun secours n'avait pu lui parvenir de France, et que ses munitions étaient épuisées et ses fortifications détruites, elle se décida à capituler.

Les Anglais, maîtres de la place, traitèrent les habitants comme ils faisaient des sauvages : on les embarqua sur des vaisseaux qui les déposèrent sans ressources sur les côtes de Brest. Heureusement pour la France la paix d'Aix-la-Chapelle, imposée en 1748 à l'Angleterre par Louis XV, stipula la restitution de ces possessions importantes.

Guerre de 1754.

Mais à peine cette paix était-elle conclue, que d'autres sujets de rupture s'élevaient entre ces deux puissances à l'occasion de leurs possessions du Nouveau-Monde : lors de la découverte du littoral américain, les Anglais avaient varié sur l'étendue qu'ils attribuaient à leur nouveau domaine; on l'avait bornée tantôt à cinquante milles, tantôt à deux cents milles du point sur lequel on avait le pied; puis définitivement, comme il n'en coûtait pas davantage, on s'était déclaré possesseur de toute l'étendue de continent compris sous les mêmes parallèles que le littoral découvert, quelle que fût la profondeur de ce continent inconnu.

De leur côté les Francais, après la découverte du Mississipi, regardaient comme appartenant à leur patrie tout le bassin de ce fleuve immense; c'était prendre possession des quatre cinquièmes du continent habitable, et borner le territoire des Anglais à la crête des Alléghanys. Tant que les colonies furent à leur enfance, et trop occupées de part et d'autre à tenir ce qu'elles possédaient pour penser à s'étendre davantage, on n'avait attaché que peu d'importance à ces déclarations contradictoires; mais aujourd'hui chacun voulant s'agrandir, devait nécessairement se rencontrer face à face avec un autre prétendant. C'est ce qui eut lieu en effet. Aussitôt après le traité d'Aix-la-Chapelle [1748] les Français qui avaient déjà construit divers forts, dont un sur le Niagara et l'autre, nommé fort Frédéric, au sud-

ouest du lac Champlain, s'étaient hâtés d'en établir de nouveaux sur le cours de l'Ohio. Dans le même temps il s'était formé à Londres une compagnie sous le nom de Compagnie de l'Ohio, à laquelle le gouvernement avait concédé par une charte, six cent mille acres de terre dans cette contrée; et dès l'année 1751 un intendant y avait été envoyé pour choisir le lieu le plus propre à fonder un établissement : les deux intérêts opposés étaient dès lors en présence.

Le gouverneur du Canada, averti de l'arrivée du commissaire anglais, envoya déclarer aux gouverneurs des colonies de la Grande-Bretagne, que le territoire du bassin de l'Ohio appartenant à la France, en même temps par droit de découverte et par celui de première possession, ils eussent à empêcher les sujets anglais de tenter aucune entreprise sur ces terres; faute par eux d'obtempérer à cette invitation, les autorités françaises feraient arrêter et retenir comme prisonniers tous les étrangers qui persisteraient à vouloir s'y établir. Deux années s'écoulèrent dans des contestations qui chaque jour s'envenimaient de plus en plus, et les Français avaient mis le temps à profit en construisant le fort Duquesne à l'endroit où l'Alléghany et le Monongahéla se réunissent pour former l'Ohio. Alors les hostilités commencèrent.

Plusieurs affaires eurent lieu, dans lesquelles les Français, aidés des Indiens leurs alliés, remportèrent constamment l'avantage et s'emparèrent, vers le milieu de 1754, du fort Necessity, que les Anglais avaient construit sur les rives des grandes prairies et qui était commandé par Georges Washington, dont le nom depuis est devenu si célèbre.

L'Angleterre alors envoya plusieurs régiments en Virginie, et en février 1755 un congrès des différentes colonies, réuni par Braddock, général en chef des armées anglaises, décida qu'on attaquerait les possessions françaises en même temps sur l'Ohio, sur les lacs Champlain et Ontario, et enfin par les frontières de l'Acadie.

Les Français étaient vingt fois moins nombreux que leurs adversaires (1); dépourvus de tout secours de la France, ils n'avaient de ressource que dans l'alliance des Indiens, qui, grâce au zèle et à l'activité des missionnaires, leur étaient fort dévoués.

Braddock se dirigea en personne sur le fort Duquesne, qui était défendu par le capitaine Contrecœur; les Anglais, après une bataille sanglante, furent mis dans une déroute complète; ils perdirent le tiers de leurs troupes, tous leurs équipages et leur artillerie. Braddock fut tué lui-même à la fin du combat.

Les armes françaises étaient moins heureuses du côté du nord. Après la paix de 1748, les Français avaient érigé sur l'isthme qui sépare l'Acadie du continent américain, deux forts pour défendre l'entrée de la presqu'île. Ces forts tombèrent entre les mains des Anglais, après un bombardement et un siége de quinze jours. Ainsi ces derniers devinrent seuls maîtres de l'Acadie, dont les frontières mal limitées avaient occasioné beaucoup de démêlés entre les deux nations depuis le traité d'Aix-la-Chapelle.

L'attaque des Anglais sur le lac Champlain n'avait amené aucun résultat décisif. Après divers engagements où les avantages furent compensés, les Français se maintinrent dans toutes leurs possessions de ce côté. C'était là un résultat déjà fort heureux, car la communication du Canada avec le fort Duquesne, près duquel nous avions remporté de grands avantages, liait entre elles nos possessions de la Louisiane et du Canada.

En 1756, la France, pour se venger des attaques de l'Angleterre sur ses possessions d'Amérique, s'empara de l'île de Minorque; cet acte d'hostilité fut accueilli de la part de l'Angleterre par une déclaration de guerre; ainsi les hostilités qui s'étaient depuis plus de deux ans bornées aux colonies des deux puissances, éclatèrent entre les deux métropoles elles-mêmes. La Grande-Bretagne fit de grands préparatifs pour soutenir cette guerre. — La campagne fut peu favorable aux An-

(1) La population des colonies anglaises était à cette époque de onze cent mille individus environ. Les Français ne comptaient, tant dans le Canada que dans la Louisiane, que cinquante-deux mille habitants, dont quarante-cinq mille pour le premier établissement, et sept mille seulement pour le second.

glais, qui furent défaits par le marquis de Montcalm. L'année suivante, ils résolurent d'attaquer vivement le Canada, et ils y dirigèrent en effet toutes leurs forces.

Les Français étaient dans une pénurie extrême. Leurs ennemis étaient numériquement plus forts qu'eux; ils ne durent leur succès qu'à l'infatigable activité du gouverneur du Canada Vaudreuil, et du commandant des troupes Montcalm. Celui-ci s'était concilié l'estime et la confiance des soldats en marchant constamment à leur tête et en ne s'épargnant aucune peine, aucune fatigue. Les Indiens ne lui témoignaient pas moins d'amitié, à cause de la bienveillance qu'il avait pour eux et de la déférence qu'il témoignait à leurs chefs. Il lui arrivait souvent d'appeler ces derniers au conseil : Vous partagez les périls, leur disait-il, il est juste que vous ayez part aux avantages. Et s'ils donnaient un avis, il ne le rejetait jamais sans une discussion calme et bienveillante. La plupart du temps, ces hommes, reconnaissant la supériorité de ses lumières, s'en rapportaient aveuglément à ses décisions.

Les Anglais, attaqués dans le fort Saint-Georges [1757], furent forcés de se rendre, et la garnison jura sur l'honneur de ne pas porter les armes contre les Français avant dix-huit mois.

Le cabinet de Londres, à la tête duquel était William Pitt, voyant le succès de nos armes, résolut alors de nous susciter des ennemis sur le continent européen. Elle s'allia à Frédéric II, qui ne demandait qu'à agrandir ses possessions, et la France, qui avait alors formé une alliance avec l'Autriche, eut en même temps à soutenir la guerre en Allemagne et à défendre ses côtes sans cesse menacées par les vaisseaux anglais. Ce fut pendant cet embarras de la France, que le gouvernement britanique envoya, en 1758, une expédition pour s'emparer du Canada. La flotte anglaise, portant seize mille hommes de troupes, arriva en juin 1758 devant l'île du Cap-Breton. La place de Louisbourg, qui pouvait seule opposer quelque résistance, n'était occupée que par une garnison de deux mille hommes. Ceux-ci, sentant toute l'importance de l'île qu'ils avaient à défendre à cause de la communication qu'elle établissait avec le Canada par le golfe Saint-Laurent, résolurent de tenir jusqu'à la dernière extrémité. Ils opposèrent aux ennemis une résistance désespérée, et ce ne fut qu'après un siége meurtrier, et quand les munitions leur manquèrent complètement, qu'ils se décidèrent à proposer une capitulation. La garnison obtint les honneurs de la guerre et rendit aux Anglais l'île du Cap-Breton et l'île Saint-Jean. Désormais le Canada était ouvert aux efforts de l'Angleterre. [Juillet 1758.]

Pendant ce temps, Abercrombie, général des armées anglaises, était parti de New-York pour attaquer avec des forces considérables le marquis de Montcalm, qui avait conservé ses positions sur les lacs du Canada. Après une vive résistance, le général français avait été contraint de céder au nombre, et le fort de Frontenac, situé sur le lac Ontario, était tombé au pouvoir des Anglais, qui dès lors interceptaient toute communication du Bas-Canada avec les grands lacs. — Restait la position du fort Duquesne; mais la force en était bien affaiblie depuis qu'on ne pouvait plus recevoir de secours du Canada; cependant les Français qui l'occupaient avec les Indiens, leurs alliés, se disposaient à le défendre avec vigueur, quand un malheur imprévu vint fondre sur eux : les Pensylvaniens avaient fait depuis un an un traité de paix avec les Indiens Leni-Lénapes, ou Delawares; ceux-ci, à la sollicitation de leurs nouveaux alliés, pratiquèrent des intelligences avec les Indiens qui défendaient le fort Duquesne, et parvinrent à les détacher des Français. Toute résistance de ceux-ci devint de ce moment impossible; ils détruisirent le fort Duquesne et se retirèrent, partie sur les bords de l'Ohio pour s'y défendre, partie du côté du lac Érié. — Ainsi finit la campagne de 1758, par la perte de nos possessions sur l'Ohio et ses affluents.

Ce n'était là encore que le commencement des malheurs. On faisait en Angleterre et dans les colonies des préparatifs considérables pour s'emparer du Canada, seul point qui restât à la France dans ces parages. — Pendant que, pour faire diversion

aux forces françaises, les Anglais dirigeaient une partie des leurs sur les Antilles et s'emparaient de la Guadeloupe, de la Désirade et de Marie-Galande, ils envoyaient en même temps une flotte dans le Saint-Laurent. Celle-ci arriva devant Québec à la fin de juin 1759. Cette place importante fut forcée de se rendre le 18 septembre, malgré la résistance héroïque qu'opposèrent les soldats qui la défendaient, malgré la bravoure et l'intelligence que déployèrent les chefs, Vaudreuil, Bougainville et Montcalm; ce dernier fut tué dans l'une des attaques.

La garnison sortit, suivant les conditions de la capitulation, avec les honneurs de la guerre, et s'embarqua immédiatement pour la France.

Disons de suite, qu'après plusieurs tentatives pour reprendre Québec, les Français furent contraints d'abandonner cette place, et que le 8 septembre 1760, Mont-Réal, le dernier poste qu'ils occupassent dans le Canada, tomba, après une capitulation, aux mains de l'armée britannique. Depuis lors le Canada fut définitivement perdu pour la France. Ainsi, par l'impéritie et la lâcheté d'une cour efféminée et corrompue, cinquante mille de nos compatriotes passèrent sous le joug anglais. Malheur immense! car la France seule était digne et capable d'achever l'œuvre civilisatrice qu'elle avait entreprise, et de fonder un État qui pût un jour s'opposer aux envahissements des Anglo-Américains; malheur irréparable, car l'action prolongée de l'égoïsme anglais finira peut-être un jour par étouffer tout germe de dévouement social chez les Canadiens, dont elle ne fera que des fermiers égoïstes. Ils étaient nés pour une plus noble destination.

Les Anglais alors, libres de toute inquiétude du côté du nord, attaquèrent nos possessions des Antilles, et s'emparèrent successivement des Barbades, de la Dominique, de la Martinique, de Saint-Vincent et de Tabago.

La France, en signant la paix de 1763 (février), ratifia toutes les nouvelles acquisition de l'Angleterre sur le continent américain. Elle ne conservait par ce traité que les îles de Saint-Pierre et de Miquelon au sud de Terre-Neuve, ainsi que le droit de pêche sur le banc de cette île, que lui avait déjà reconnu le traité de 1713. Quant à l'intérieur du continent, elle renonça à toutes ses possessions sur la rive orientale du Mississipi, où elle ne conserva que la Nouvelle-Orléans. On convint que ce fleuve serait la limite des possessions de la France et de l'Angleterre, qui y auraient chacune le droit de libre navigation.

Les acquisitions déjà si considérables de l'Angleterre ne se bornaient pas là. L'Espagne s'était alliée à la France en 1761, et elle avait perdu dans la guerre avec l'Angleterre ses colonies des Philippines et de la Havane; elle donna la Floride pour rentrer dans ces possessions; ainsi tout le littoral de l'Amérique du nord sur l'Océan atlantique appartint à l'Angleterre.

Histoire des colonies depuis la paix de 1763 jusqu'à la déclaration de l'indépendance.

La joie de l'Angleterre fut vive quand elle se vit seule propriétaire de ces contrées vastes et fertiles; elle était désormais libre d'étendre ses établissements sans crainte d'être inquiétée par aucune puissance européenne, et de misérables sauvages seraient les seuls ennemis qu'elle aurait à vaincre. Or, dans l'état de prospérité où étaient actuellement les colonies, ce n'était pas là un motif sérieux d'inquiétude; elle n'apercevait pas encore que les colonies elles-mêmes, n'ayant plus rien à redouter de la part des Français, ne tarderaient pas à voir qu'à l'avenir la protection de la métropole leur était inutile, et à se demander pourquoi dès lors elles lui resteraient soumises; mais n'anticipons pas sur les événements.

Les Indiens, de leur côté, sentirent parfaitement que la rivalité qui existait entre la France et l'Angleterre était leur seule sauvegarde. Dès l'instant où l'Angleterre restait seule maîtresse du terrain, ils avaient tout à craindre de son ambition, et nulle retraite ne pouvait, croyaient-ils avec raison, les soustraire au joug qu'elle voudrait tôt

sens ; chaque matin ils faisaient circuler d'une colonie à l'autre l'état de l'opinion publique ; ils encourageaient chacun à la résistance, et dénonçaient comme mauvais citoyen ceux qui paraissaient vouloir se soumettre à l'Angleterre. Enfin le gouvernement, inquiet sur l'issue de cette résistance unanime, se décida à retirer le droit d'entrée qui pesait sur les couleurs, le papier et le verre, et ne maintint que celui du thé ; cette mesure insuffisante ne remédia à rien.

Peu de temps après [mars 1770] des ouvriers ont une rixe avec des soldats de la garnison de Boston ; des coups de feu sont tirés, le peuple s'assemble, on crie aux armes, on sonne le tocsin, et la multitude, réunie autour du poste gardé par les militaires causes du tumulte, ne se dissipa que quand le commandant eut fait retirer ses troupes au fort William, et que le détachement qui avait fait feu eut été conduit en prison. Trois hommes du peuple avaient été tués dans la mêlée ; on leur fit des obsèques magnifiques, auxquelles assistait une foule immense.

De cette époque jusqu'en 1772, les événements suivirent leur marche logique : l'Angleterre bloquait, pour ainsi dire, les ports des colonies par la ligne de douane qu'elle avait établie sur tous les ports, et, dans celles-ci, l'opinion publique devenait de jour en jour plus hostile à la métropole ; des pamphlets virulents étaient, chaque jour, répandus à profusion ; les assemblées révolutionnaires régularisaient leurs opérations, et, à Boston, il s'était formé un comité central, qui correspondait avec d'autres comités du canton : cet exemple, suivi par toutes les colonies, avait beaucoup contribué à former l'opinion publique et à lui donner de la force en la dirigeant vers un même but. On parlait vaguement d'une guerre qui allait éclater entre la France et l'Angleterre, et, tout bas, on se promettait de mettre à profit l'abaissement de la mère-patrie : définitivement tous les liens étaient brisés. Les agents de l'administration anglaise étaient partout honnis et couverts d'injures ; les huées les accompagnaient dans l'exercice de leurs fonctions. Des paroles on en vint même quelquefois aux voies de fait, et des fonctionnaires virent forcer les portes de leurs habitations et piller leurs propriétés

Un jour, des vaisseaux chargés de thé étaient arrivés dans le port de Boston ; le peuple voulut forcer les capitaines à reprendre la mer, mais le receveur des douanes, appuyé du gouverneur, leur en refusa l'autorisation : tous ces pourparlers mettent la ville en émotion ; on se réunit au club, où l'on délibère sur la collision qui semble près d'éclater ; quand, au milieu de la salle, retentit tout-à-coup le cri de guerre des sauvages ; on regarde, et l'on voit fuir rapidement un homme déguisé en guerrier indien ; il se dirige vers le port, où la foule le suit, et là, montant sur les vaisseaux chargés de thé avec une vingtaine de ses compagnons, revêtus du même costume que lui, il jette à la mer toute les caisses de thé qu'il rencontre, aux grands applaudissements de la multitude. On était alors en 1773.

Le cabinet britannique, pour sortir de ce pas difficile, ne vit pas d'autres moyens à employer que la rigueur. Il proposa et fit adopter au parlement trois lois, dont la première fermait le port de Boston à tous les vaisseaux marchands [mars 1774] ; par la seconde, on enlevait au Massachusetts le droit dont il avait joui jusqu'alors, d'élire ses magistrats et ses juges ; enfin la troisième attribuait aux cours de justice d'Angleterre le droit de juger les citoyens des colonies accusés de rébellion contre le gouvernement. Ces différentes mesures portèrent l'exaspération publique à son comble : la ville de Boston reçut de toutes les autres des témoignages de sympathie multipliés, et la ligue, qu'on avait voulu détruire, acquit encore plus de consistance. Le général Gage, gouverneur de Boston, résolut, pour réduire cette ville, de faire garder par des troupes l'isthme qui la joint au continent : toutes les colonies voisines se mirent alors sous les armes pour la défendre en cas d'attaque. Le Massachusetts, le New-Hampshire et le Rhode-Island eurent bientôt levé trente mille hommes de milices qu'on appela du nom de *minute-men* (hommes à la minute), et qui devaient se tenir prêts à marcher au premier signal. On n'avait opposé aucune résistance à la fermeture du port de Boston ; seulement, sur la proposition de

l'assemblée de la Virginie, ce jour-là fut célébré par un deuil public, pendant lequel les colons, livrés au jeûne et à la prière, adressèrent des vœux au ciel pour la réussite de leur entreprise. De telles mesures, adoptées avec une telle unanimité, devaient faire voir à l'Angleterre qu'elle était regardée maintenant en ennemie par ses sujets du Nouveau-Monde.

Pendant que ces choses se passaient, le Massachusetts avait proposé la réunion d'un congrès général des députés de toutes les colonies; cette ouverture avait aussitôt été accueillie et mise à exécution. Le 4 septembre 1774, les députés, au nombre de cinquante-cinq, se réunirent à Philadelphie, lieu désigné d'avance pour la tenue de sa session. C'était être bien près de la déclaration d'indépendance.

Le congrès entrait en fonction dans les conditions les plus favorables à tout pouvoir qui veut agir. Les membres qui le composaient étaient des citoyens choisis *ad hoc*, et environnés de l'estime et de la confiance illimitée de leurs commettants : la dictature avait presque été remise dans leurs mains. L'assemblée particulière du Massachusetts informa le congrès, dès ses premières séances, des mesures qu'elle venait d'arrêter, et pour lesquelles elle lui demandait son approbation. Cet acte était un exposé long et énergique des griefs des colonies contre la métropole. On y protestait contre la tyrannie du gouvernement anglais, et l'on s'engageait à résister par tous les moyens aux actes qui seraient contraires aux droits des colons. Le congrès approuva intégralement ce message, et encouragea l'assemblée du Massachusetts à persister dans la voie qu'elle avait jusque là suivie : puis, se mettant à l'œuvre, il débuta par proclamer la fameuse déclaration des droits, conclusion véritable de la philosophie du dix-huitième siècle, et modèle de celle qui fut adoptée quelques années plus tard par l'assemblée constituante de la France.

On a beaucoup exalté, même en France, la sagesse de cette déclaration ; mais nous sommes forcés de le dire, nous la voyons sous un jour moins favorable : suivant nous, cet acte, fort logique au point de vue où étaient placés les Américains et les philosophes du dix-huitième siècle en général, était une faute grave en morale, en religion, et même en économie sociale. En effet, tout droit ne devant jamais être que la conséquence d'un devoir accompli, il est évident que c'est par une déclaration des devoirs qu'il faut commencer toute réforme sociale. La déclaration des droits découlerait immédiatement de la précédente, et le législateur, assis sur ces deux bases invariables, ne porterait jamais de lois qui n'en fussent la conclusion logique. — Mais ce n'est pas ici le lieu de nous étendre sur ce sujet. Les autres actes du congrès furent des déclarations menaçantes contre le commerce anglais, dans le cas où le gouvernement persisterait dans son système : une supplique au roi d'Angleterre, pour le prier d'éviter les maux qui menaçaient ses sujets des Deux-Mondes ; une proclamation au peuple anglais, dans laquelle les colons rappelaient à ces derniers qu'ils avaient les mêmes droits que les habitants de l'île britannique, et que si l'on persistait à vouloir les en priver, ils seraient forcés de suspendre tout commerce avec la mère-patrie. Enfin, les habitants de toutes les colonies, ceux du Canada, ceux des Florides et de l'Acadie ou Nouvelle-Écosse, furent invités à s'unir de sentiment et d'action comme ils étaient unis d'intérêts avec les colonies insurgées. Ces mesures prises, le congrès termina sa session le 26 octobre 1774, et s'ajourna au 10 mai suivant pour reprendre ses travaux.

Déjà, dans le cours de cette narration, nous nous sommes vu forcé d'attirer l'attention du lecteur sur l'esprit qui paraissait dicter souvent les déterminations des colons : comme aux yeux de quelques personnes notre jugement pourrait paraître sévère, nous signalerons ici un fait qui en prouve la justesse jusqu'à l'évidence. La colonie de New-York, qui faisait avec l'Angleterre un commerce très-considérable, sentant bien que la fermeture de ses ports et de ses magasins lui ferait un tort plus grand, mille fois, que toutes les lois restrictives de la métropole, et craignant, du reste, que sa

prospérité ne fût tout-à-coup enrayée par la guerre, ne voyant pas, en un mot, qu'il y eût pour elle avantage à entrer dans la coalition, refusa d'en faire partie. Les autres colonies lui faisaient de vifs reproches sur sa conduite ; mais au point de vue où elles étaient placées, nous ne savons pas comment elle aurait pu lui prouver qu'elle avait tort. Comment, en effet, la forcer à réclamer un *droit* qu'elle ne voulait pas ? N'est-on pas libre de refuser un avantage ou de choisir entre deux avantages ? Il n'eût été possible de blâmer sa résistance qu'en parlant au nom du *devoir ;* or c'est ce à quoi personne n'avait seulement songé. Mais revenons. Dès le 1er février 1775, tous les ports des colonies confédérées furent fermés aux vaisseaux anglais, excepté ceux de New-York. Les clubs, les rassemblements populaires prirent chaque jour un aspect plus menaçant ; le Massachusetts avait été déclaré par le gouvernement en état de révolte, et privé par les vaisseaux anglais de la possibilité de faire aucun commerce. Les colons se mirent à faire des amas d'armes et de munitions. Les habitants de Boston les plus aisés et les plus timides, prévoyant une collision prochaine, se retiraient loin de la ville, et chacun, en un mot, attendait de graves événements : le moment approchait où l'épée allait être enfin tirée. Voici ce qui donna lieu au premier combat : la ville de Concord, située à six lieues de Boston, contenait une grande quantité d'armes que les colons y avaient rassemblées : le gouverneur de Boston, c'était le général Gage, jugea prudent de s'en saisir, et dirigea un corps de troupes sur Concord. Arrivées à Lexington, celles-ci rencontrèrent des miliciens qu'elles forcèrent promptement à se retirer, et elles enlevèrent le dépôt d'armes, but de leur expédition ; mais à leur retour elles furent assaillies par un détachement des *hommes à la minute*, qui les poursuivirent jusqu'à Boston, et leur firent beaucoup de mal. Ce combat, sans résultat décisif, n'a de valeur dans l'histoire que parce qu'il est le premier qui ait eu lieu entre les troupes royales et celles des colons ; or c'était là un pas décisif.

Maintenant que la lutte est engagée elle ne pouvait finir que par l'asservissement complet des rebelles, ou par la proclamation de l'indépendance. Désormais il y avait du sang entre les partis opposés, et la lutte devait continuer jusqu'au triomphe complet de l'un ou de l'autre. Tous les événements qui suivirent furent les conséquences logiques de ceux que nous venons de décrire. Le même esprit que nous avions signalé comme la cause de la rébellion se développa de plus en plus par la résistance qu'il trouvait, et chaque jour il produisit des formules plus précises pour marquer le but définitif qu'on se proposait. Le gouvernement anglais, qui voyait où tendait cette lutte, et qui ne pouvait se résoudre à perdre ainsi le plus beau joyau de son trésor, fit tous les efforts qu'il put pour empêcher les colonies de lui échapper. Nous ne suivrons pas avec détail tous les événements qui signalèrent les guerres de l'indépendance américaine.

Notre but, avons-nous déjà dit, est moins de satisfaire la curiosité du lecteur que de lui laisser dans l'esprit un enseignement durable ; or que reste-t-il en général dans la mémoire de ces faits de détail qu'on a lus avec plus ou moins de plaisir, et qui n'ont amené aucun résultat décisif ? Le plus souvent on les a oubliés quand on ferme le livre ; on a été momentanément ému ; mais on ne reste pas pour cela plus instruit. Les limites qui nous sont posées par la nature même de cet ouvrage nous forcent à faire un choix ; nous préférons nous étendre davantage sur les mœurs, l'état politique et les institutions sociales des habitants actuels de l'Amérique. Qu'importent, du reste, les moyens secondaires qui furent employés pour fonder l'État actuel ? qu'importe que la lutte ait été plus ou moins vive, plus ou moins prolongée ? Le résultat est toujours le même.

Les questions qu'il faut clairement résoudre sont les suivantes : 1° quel était l'esprit qui a porté les Américains à briser les liens qui les unissaient à leur métropole ? 2° quel esprit les animait dans la fondation de l'ordre nouveau ? Ce que nous avons déjà dit, quoique fort succinct, répond suffisamment à la première question ; nous espérons que la seconde ne sera pas moins clairement ré-

solue par ce qu'il nous reste à raconter.

Après le combat de Lexington, les troupes coloniales bloquèrent les Anglais réfugiés dans Boston, et la nouvelle de ce combat fit éclater l'insurrection de toutes les colonies. Celle de New-York rentra alors dans l'alliance fédérale, et d'une extrémité de la côte à l'autre, le cri de guerre se fit entendre. Pour s'emparer de Boston, les Américains avaient fortifié une des hauteurs qui la dominent dans la presqu'île où est bâti le bourg de Charles-Town. Les Anglais allèrent les y attaquer; et, après un combat opiniâtre, dans lequel ils perdirent mille à douze cents hommes, ils firent reculer les Américains, et incendièrent Charles-Town. Sur ces entrefaites, le congrès se réunit de nouveau à Philadelphie. L'un de ses premiers soins fut de pourvoir à la nomination d'un général en chef des forces coloniales, alors mal organisées, mal équipées, et plus mal disciplinées encore. Toutes les voix se réunirent sur George Washington, alors âgé d'environ quarante ans, et qui depuis vingt ans était colonel des milices. Il se mit aussitôt en devoir de pourvoir aux besoins les plus pressants des troupes, renouvela les engagements qui pour beaucoup de soldats étaient sur le point d'expirer, et accéléra la fabrication des armes et des munitions de guerre. Un service de postes fut organisé, et un camp de cinq mille hommes formé sous les murs de New-York.

En même temps, comme on sentait l'importance de se ménager l'amitié des Indiens, on défendit à tous les colons de rien faire qui pût les irriter; on décida que la guerre contre eux ne pourrait être déclarée que par le congrès lui-même, et l'on résolut de tenter une alliance avec les cinq grandes nations iroquoises. Puis, le congrès rédigea un acte d'association fédérale pour la défense commune, auquel non-seulement les colonies du littoral, mais celles du Canada et de l'Acadie furent invitées à se joindre.

Toutes ces mesures prises par le congrès étaient en général approuvées des colons; mais tant s'en faut cependant que l'adhésion fût unanime. Dans les provinces du sud l'acte fédéral éprouvait de vives contradictions; des dissensions éclataient dans la Virginie, les Carolines et la Géorgie, entre les royalistes et les partisans du congrès. Les causes en sont faciles à sentir : tant que le congrès n'avait fait que réclamer des avantages pour les colons, comme on avait tout à gagner et rien à perdre, l'approbation ne se faisait pas attendre; mais maintenant qu'un acte fédéral était proposé, c'était presque une déclaration d'indépendance, par conséquent une déclaration de guerre, dans laquelle on s'engageait sans en connaître l'issue, et dans laquelle il y aurait des dangers à courir et des sacrifices à faire. Cependant la majorité ayant approuvé l'acte du congrès, les colonies y donnèrent leur assentiment. Le Canada, qui avait été flatté par l'Angleterre depuis qu'elle voyait imminente l'insurrection américaine, et qui avait reçu à cette occasion des avantages, n'adhéra pas à l'acte fédéral, mais au moins ne prit pas les armes contre les insurgés.

Dès l'instant où fut proclamé l'acte d'union, le peu de colonies qui gardaient encore quelque respect pour les employés et les gouverneurs royaux, cessèrent d'avoir pour ces officiers aucune considération. Les assemblées provinciales agissaient sans leur participation, et ils en étaient réduits à de vaines protestations. Plusieurs d'entre eux, et notamment lord Dunmore, gouverneur de la Virginie, et Campbell, gouverneur de la Caroline du sud, formèrent des complots pour annuler les effets de l'insurrection; mais leurs tentatives échouèrent. Il en fut de même dans la Caroline du nord. Quelques-uns de ces agents royaux prenaient la fuite ou se retiraient au milieu des armées anglaises; d'autres restaient spectateurs paisibles du mouvement qui s'opérait sous leurs yeux, et présidaient pour ainsi dire à la destruction du pouvoir royal. Déjà partout on parlait publiquement d'indépendance.

Dans le mois de mars 1776, les Américains se rendirent enfin maîtres de Boston, qu'ils avaient tenue bloquée jusqu'alors. On confisqua les biens des royalistes, et le produit de la vente qu'on en fit servit à indemniser les habitants. Le surplus fut versé dans le trésor public.

prospérité ne fût tout-à-coup enrayée par la guerre, ne voyant pas, en un mot, qu'il y eût pour elle avantage à entrer dans la coalition, refusa d'en faire partie. Les autres colonies lui faisaient de vifs reproches sur sa conduite ; mais au point de vue où elles étaient placées, nous ne savons pas comment elle aurait pu lui prouver qu'elle avait tort. Comment, en effet, la forcer à réclamer un *droit* qu'elle ne voulait pas ? N'est-on pas libre de refuser un avantage ou de choisir entre deux avantages ? Il n'eût été possible de blâmer sa résistance qu'en parlant au nom du *devoir ;* or c'est ce à quoi personne n'avait seulement songé. Mais revenons. Dès le 1er février 1775, tous les ports des colonies confédérées furent fermés aux vaisseaux anglais, excepté ceux de New-York. Les clubs, les rassemblements populaires prirent chaque jour un aspect plus menaçant ; le Massachusetts avait été déclaré par le gouvernement en état de révolte, et privé par les vaisseaux anglais de la possibilité de faire aucun commerce. Les colons se mirent à faire des amas d'armes et de munitions. Les habitants de Boston les plus aisés et les plus timides, prévoyant une collision prochaine, se retiraient loin de la ville, et chacun, en un mot, attendait de graves événements : le moment approchait où l'épée allait être enfin tirée. Voici ce qui donna lieu au premier combat : la ville de Concord, située à six lieues de Boston, contenait une grande quantité d'armes que les colons y avaient rassemblées : le gouverneur de Boston, c'était le général Gage, jugea prudent de s'en saisir, et dirigea un corps de troupes sur Concord. Arrivées à Lexington, celles-ci rencontrèrent des miliciens qu'elles forcèrent promptement à se retirer, et elles enlevèrent le dépôt d'armes, but de leur expédition ; mais à leur retour elles furent assaillies par un détachement des *hommes à la minute*, qui les poursuivirent jusqu'à Boston, et leur firent beaucoup de mal. Ce combat, sans résultat décisif, n'a de valeur dans l'histoire que parce qu'il est le premier qui ait eu lieu entre les troupes royales et celles des colons ; or c'était là un pas décisif.

Maintenant que la lutte est engagée elle ne pouvait finir que par l'asservissement complet des rebelles, ou par la proclamation de l'indépendance. Désormais il y avait du sang entre les partis opposés, et la lutte devait continuer jusqu'au triomphe complet de l'un ou de l'autre. Tous les événements qui suivirent furent les conséquences logiques de ceux que nous venons de décrire. Le même esprit que nous avions signalé comme la cause de la rébellion se développa de plus en plus par la résistance qu'il trouvait, et chaque jour il produisit des formules plus précises pour marquer le but définitif qu'on se proposait. Le gouvernement anglais, qui voyait où tendait cette lutte, et qui ne pouvait se résoudre à perdre ainsi le plus beau joyau de son trésor, fit tous les efforts qu'il put pour empêcher les colonies de lui échapper. Nous ne suivrons pas avec détail tous les événements qui signalèrent les guerres de l'indépendance américaine.

Notre but, avons-nous déjà dit, est moins de satisfaire la curiosité du lecteur que de lui laisser dans l'esprit un enseignement durable ; or que reste-t-il en général dans la mémoire de ces faits de détail qu'on a lus avec plus ou moins de plaisir, et qui n'ont amené aucun résultat décisif ? Le plus souvent on les a oubliés quand on ferme le livre ; on a été momentanément ému ; mais on ne reste pas pour cela plus instruit. Les limites qui nous sont posées par la nature même de cet ouvrage nous forcent à faire un choix ; nous préférons nous étendre davantage sur les mœurs, l'état politique et les institutions sociales des habitants actuels de l'Amérique. Qu'importent, du reste, les moyens secondaires qui furent employés pour fonder l'État actuel ? qu'importe que la lutte ait été plus ou moins vive, plus ou moins prolongée ? Le résultat est toujours le même.

Les questions qu'il faut clairement résoudre sont les suivantes : 1° quel était l'esprit qui a porté les Américains à briser les liens qui les unissaient à leur métropole ? 2° quel esprit les animait dans la fondation de l'ordre nouveau ? Ce que nous avons déjà dit, quoique fort succinct, répond suffisamment à la première question ; nous espérons que la seconde ne sera pas moins clairement ré-

solue par ce qu'il nous reste à raconter.

Après le combat de Lexington, les troupes coloniales bloquèrent les Anglais réfugiés dans Boston, et la nouvelle de ce combat fit éclater l'insurrection de toutes les colonies. Celle de New-York rentra alors dans l'alliance fédérale, et d'une extrémité de la côte à l'autre, le cri de guerre se fit entendre. Pour s'emparer de Boston, les Américains avaient fortifié une des hauteurs qui la dominent dans la presqu'île où est bâti le bourg de Charles-Town. Les Anglais allèrent les y attaquer; et, après un combat opiniâtre, dans lequel ils perdirent mille à douze cents hommes, ils firent reculer les Américains, et incendièrent Charles-Town. Sur ces entrefaites, le congrès se réunit de nouveau à Philadelphie. L'un de ses premiers soins fut de pourvoir à la nomination d'un général en chef des forces coloniales, alors mal organisées, mal équipées, et plus mal disciplinées encore. Toutes les voix se réunirent sur George Washington, alors âgé d'environ quarante ans, et qui depuis vingt ans était colonel des milices. Il se mit aussitôt en devoir de pourvoir aux besoins les plus pressants des troupes, renouvela les engagements qui pour beaucoup de soldats étaient sur le point d'expirer, et accéléra la fabrication des armes et des munitions de guerre. Un service de postes fut organisé, et un camp de cinq mille hommes formé sous les murs de New-York.

En même temps, comme on sentait l'importance de se ménager l'amitié des Indiens, on défendit à tous les colons de rien faire qui pût les irriter; on décida que la guerre contre eux ne pourrait être déclarée que par le congrès lui-même, et l'on résolut de tenter une alliance avec les cinq grandes nations iroquoises. Puis, le congrès rédigea un acte d'association fédérale pour la défense commune, auquel non-seulement les colonies du littoral, mais celles du Canada et de l'Acadie furent invitées à se joindre.

Toutes ces mesures prises par le congrès étaient en général approuvées des colons; mais tant s'en faut cependant que l'adhésion fût unanime. Dans les provinces du sud l'acte fédéral éprouvait de vives contradictions; des dissensions éclataient dans la Virginie, les Carolines et la Géorgie, entre les royalistes et les partisans du congrès. Les causes en sont faciles à sentir: tant que le congrès n'avait fait que réclamer des avantages pour les colons, comme on avait tout à gagner et rien à perdre, l'approbation ne se faisait pas attendre; mais maintenant qu'un acte fédéral était proposé, c'était presque une déclaration d'indépendance, par conséquent une déclaration de guerre, dans laquelle on s'engageait sans en connaître l'issue, et dans laquelle il y aurait des dangers à courir et des sacrifices à faire. Cependant la majorité ayant approuvé l'acte du congrès, les colonies y donnèrent leur assentiment. Le Canada, qui avait été flatté par l'Angleterre depuis qu'elle voyait imminente l'insurrection américaine, et qui avait reçu à cette occasion des avantages, n'adhéra pas à l'acte fédéral, mais au moins ne prit pas les armes contre les insurgés.

Dès l'instant où fut proclamé l'acte d'union, le peu de colonies qui gardaient encore quelque respect pour les employés et les gouverneurs royaux, cessèrent d'avoir pour ces officiers aucune considération. Les assemblées provinciales agissaient sans leur participation, et ils en étaient réduits à de vaines protestations. Plusieurs d'entre eux, et notamment lord Dunmore, gouverneur de la Virginie, et Campbell, gouverneur de la Caroline du sud, formèrent des complots pour annuler les effets de l'insurrection; mais leurs tentatives échouèrent. Il en fut de même dans la Caroline du nord. Quelques-uns de ces agents royaux prenaient la fuite ou se retiraient au milieu des armées anglaises; d'autres restaient spectateurs paisibles du mouvement qui s'opérait sous leurs yeux, et présidaient pour ainsi dire à la destruction du pouvoir royal. Déjà partout on parlait publiquement d'indépendance.

Dans le mois de mars 1776, les Américains se rendirent enfin maîtres de Boston, qu'ils avaient tenue bloquée jusqu'alors. On confisqua les biens des royalistes, et le produit de la vente qu'on en fit servit à indemniser les habitants. Le surplus fut versé dans le trésor public.

Mais le Canada ne laissait pas les Américains tranquilles sur leurs derrières; en effet, tandis qu'ils étaient occupés sur les côtes de l'Océan Atlantique, une armée anglaise pouvait de cette colonie venir les prendre à revers. Déjà depuis l'année précédente, on était parvenu à occuper les forts anglais situés sur le lac Champlain, une expédition nouvelle fut résolue dans le but de se rendre maître de Mont-Réal et de Québec. Les troupes coloniales marchèrent d'abord sur la première de ces villes, dont elles s'emparèrent, puis elles se dirigèrent immédiatement sur Québec. L'assaut fut livré à cette ville, dont on parvint à occuper la partie basse; mais Montgommery, général des Américains, ayant été tué, les troupes furent obligées de battre en retraite, et, peu de temps après, d'abandonner Montréal elle-même, dans laquelle on tint cependant jusqu'à l'extrémité. Cette expédition fut totalement perdue.

Pendant ce temps, les esprits étaient extrêmement agités en Angleterre. Les partis politiques, habiles à saisir les circonstances, ne manquèrent pas de s'accuser réciproquement de tous les malheurs. C'est vous, disaient les whigs aux torys, qui, par vos folles prétentions et vos intempestives rigueurs, avez exaspéré les esprits, et rendu toute conciliation impossible. Oh! répondaient les torys, si vous n'eussiez, par vos doctrines subversives de tout gouvernement, exalté les têtes, et fait naître l'ambition des colons, les choses n'en seraient jamais venues à cette extrémité, etc... Ainsi font les hommes de parti de tous les pays et de tous les temps; retranchés chacun dans leurs passions du moment, ils ne voient que ce qui peut les flatter et leur être utile; pour eux, qu'importe l'avenir et la morale sociale? qu'importe la patrie, pourvu qu'ils soient satisfaits? Voilà pourquoi n'ayant pas de juge commun entre eux, ils en viennent toujours à se renfermer dans des injures réciproques, quelquefois sans fondement, mais trop souvent, hélas! méritées de part et d'autre. Les ministres anglais étaient décidés à sortir vainqueurs de la lutte; ils firent des préparatifs considérables, résolus d'attaquer en même temps par terre et par mer. L'armée fut portée à quarante mille hommes, au moyen de dix-sept mille recrues levées dans les petits États d'Allemagne.

Le temps approchait où le dernier fil qui rattachait les colonies à l'Angleterre allait être rompu. Des tentatives avaient été faites par les généraux et les gouverneurs anglais pour rentrer en possession de la Caroline du nord, de la Virginie et de Charles-Town; ces tentatives avaient été repoussées. Or l'Angleterre, non-seulement avait rejeté toute proposition d'accommodement de la part du congrès, mais avait déclaré que chacun pouvait s'emparer légitimement de toutes les propriétés publiques ou privées des habitants des colonies. Le congrès, que cette dernière mesure frappait dans ce qu'il avait de plus cher, fut rempli de joie en voyant les victoires de ses troupes. Il méditait depuis quelque temps l'acte décisif de la séparation, et ces succès contribuèrent à en précipiter l'adoption. On commença par déclarer nulle toute nomination faite dans les colonies par le roi d'Angleterre; puis on dispensa tous les fonctionnaires du serment qu'ils prêtaient habituellement à la couronne. En exécution de ce décret, les assemblées provinciales élurent immédiatement des fonctionnaires nouveaux; aucun employé nommé par le gouvernement ne fut maintenu dans ses fonctions. On peut considérer cet acte du congrès comme un ballon d'essai lancé pour pressentir l'opinion publique sur la déclaration d'indépendance. Ajoutons que, depuis la fin de l'année 1775, on avait changé l'ancien drapeau des colonies, qu'on trouvait trop peu différent du pavillon anglais. Le nouveau drapeau fut composé de treize bandes alternativement blanches et rouges, en mémoire des treize États qui avaient adhéré à l'acte fédératif l'année précédente.

Le 8 juin [1776], Henri Lee, député de la Virginie, après un discours où il rappela tous les griefs qu'on avait à reprocher à l'Angleterre, les avantages qu'on aurait à s'en séparer, et enfin les chances de succès qu'on avait en ce moment, proposa au congrès de déclarer l'indépendance. Cette proposition fut ajournée pour être examinée par une com-

mission (1), et en même temps pour donner aux colonies le temps d'adresser au congrès leurs observations. Enfin le 4 juillet suivant le congrès prononça solennellement l'indépendance des colonies anglaises. Voici la formule de cette déclaration :

« Nous, les représentants des États-Unis » d'Amérique, réunis en congrès général, pre- » nant le juge souverain du monde à témoin » de la droiture de nos intentions, au nom » et de l'autorité du bon peuple de ces colo- » nies, publions et déclarons solennellement » que ces colonies unies sont et doivent être » de droit des États libres et indépendants; » qu'elles sont franches de toute obéissance » envers la couronne d'Angleterre; que tout » lien politique entre elle et la Grande-Bre- » tagne est et doit être complétement dis- » sous, et que, comme États libres et indé- » pendants, elles ont pouvoir de déclarer la » guerre, de conclure la paix, de contracter » des alliances, de régler leur commerce, et » d'accomplir tous les autres actes que les » États indépendants ont le droit d'exercer.

» Et, pleins de confiance dans la protec- » tion de la providence divine, nous enga- » geons mutuellement les uns envers les au- » tres, nos biens, nos vies et notre hon- » neur. »

Des réjouissances publiques accueillirent cette déclaration célèbre, qui fut publiée en grande pompe, dans toutes les capitales des colonies, ainsi qu'à la tête des armées.

Mais avant d'être admis au rang des nations, par les vieilles puissances de l'ancien monde, les treize États-Unis d'Amérique avaient encore bien des luttes à soutenir.

—

Histoire des Etats-Unis, depuis la déclaration de l'indépendance jusqu'à la paix de 1783.

Le général Howe, commandant des forces anglaises, était à la tête de trente-cinq mille hommes, tant Anglais qu'Allemands. son plan était de s'établir sur l'Hudson et de se joindre, en en remontant le cours, avec les troupes qui partiraient du Canada; par cette disposition, on espérait couper les communications des deux parties des colonies insurgées.

Washington était dans le plus grand embarras : les miliciens refusaient le plus souvent d'obéir à ses ordres; et la bataille de Brooklyn, perdue par les Américains, ayant livré New-York aux Anglais, les soldats coloniaux n'écoutèrent plus que leur terreur et désertèrent en masse. En vain le congrès voulait-il remplir les cadres d'une armée de ligne, dont il venait de décréter la formation; personne ne venait s'enrôler sous ses drapeaux, et il fut contraint de stimuler le patriotisme par des promesses de concessions de terre aux officiers et aux soldats. Une longue suite de défaites attendait les Américains. Ils perdirent plusieurs batailles importantes et leurs meilleurs positions sur le lac Champlain.

Le Rhode-Island, le New-York et presque tout le New-Jersey étaient aux mains des Anglais. Les défections devenaient de jour en jour plus nombreuses, et en même temps que les désertions éclaircissaient les rangs de l'armée des insurgés, les armées anglaises étaient chaque jour grossies par des colons effrayés ou repentants.

Dans ces pénibles extrémités, le congrès sentant que la moindre hésitation pourrait tout perdre, résolut de confier le pouvoir suprême à un seul homme : Washington fut nommé dictateur [décembre 1776].

Des commissaires avaient été nommés [septembre] pour aller implorer l'assistance du gouvernement français : mais, malgré la vive sympathie qu'excitait en France la révolution américaine, il était difficile de déterminer le cabinet de Versailles à reconnaître l'indépendance des États. Les commissaires, au nombre desquels était Franklin, étaient accueillis avec enthousiasme de toutes les classes de la société; les commerçants envoyaient des armes et des munitions de toutes espèces; et enfin, un bon nombre de jeunes Français partirent pour soutenir de

(1) Cette commission était composée de Franklin, Jefferson, John Adams, Philippe Livingston et Shermann.

leur présence le défaillant courage des soldats américains. Ce fut alors que Lafayette équippa un vaisseau à ses frais, et prit du service dans les troupes de l'Union.

Quelques succès ayant signalé les derniers jours de l'année 1776, on reprit un peu d'espérance, et le recrutement commença à se faire avec un peu moins de difficulté.

La campagne de 1777 fut la plus mémorable de la guerre de l'indépendance. Parmi les résultats de cette campagne, on doit compter en première ligne la défaite et la capitulation du général anglais Burgoyne : il était à la tête d'une expédition qui devait, partant du lac Champlain, descendre l'Hudson et rejoindre l'armée du général Howe; celui-ci, pénétrant par la baie de Chesapeake, devait débarquer dans le Maryland, et se diriger sur Albany. Après divers avantages remportés par les Américains, l'armée de Burgoyne, réduite à trois mille cinq cents hommes, fut forcée de capituler, et se rendit prisonnière [octobre 1777].

L'armée de Pensylvanie était loin d'obtenir de tels succès; Washington avait été, le 11 septembre, mis en déroute à Brandiwine; et Philadelphie, la capitale des États confédérés, était tombée aux mains des Anglais. De part et d'autre les avantages étaient compensés.

Pendant ce temps, les commissaires auprès de la cour de France redoublaient de zèle et d'activité pour décider le faible Louis XVI à reconnaître l'indépendance. Ils parvinrent enfin au but de tous leurs efforts. Le roi leur fit déclarer, le 16 décembre, qu'il était prêt à reconnaître l'existence des États-Unis comme nation indépendante, et à faire avec elle un traité d'alliance [1777]. Ce traité, conclu entre les deux nations, fut signé le 6 février 1778.

C'était presque déclarer la guerre à l'Angleterre. Celle-ci rappela l'ambassadeur qu'elle avait auprès de la cour de France, et chacun se mit en mesure pour commencer de nouvelles hostilités. Nous n'entrerons dans aucun détail sur la guerre qui s'en suivit, et qui donna à l'Angleterre l'occasion de déployer une énergie et une persévérance qui mériteraient les plus grands éloges, si de pareils efforts eussent eu pour motifs autre chose qu'un intérêt égoïst.

En vain l'Espagne en 1779 [juin], et la Hollande peu de temps après, joignirent-elles leurs forces à celles de la France et des États-Unis; l'activité du ministère anglais et l'enthousiasme de la nation, qu'augmentait la grandeur du danger, suffirent à toutes les exigences.

Cependant, après le désastre de York-Town, où Cornwalis, à la tête de sept mille Anglais, fut contraint, après une capitulation, de poser les armes, les murmures qui depuis long-temps déjà se faisaient entendre en Angleterre, se convertirent en une clameur générale, et chacun demandait quand finirait cette lutte meurtrière et ruineuse. Les ministres furent remplacés par des hommes partisans de la paix et de l'indépendance américaine.

Alors on envoya en France des députés pour s'entendre avec les envoyés américains près du cabinet de Versailles, et bientôt après l'Angleterre reconnut l'indépendance de la république des États-Unis : à leur tour, la France, l'Angleterre et l'Espagne signaient entre elles un traité de paix dans les premiers jours de septembre 1783. L'Angleterre et la Hollande ne purent d'abord s'accorder sur la possession de Négapattnam; mais le différend ayant été terminé en faveur de la première de ces puissances, la paix fut conclue entre elles le 20 mars 1784.

Ainsi fut terminée cette guerre, qui depuis si long-temps tenait en émoi l'Europe et l'Amérique.

Qu'on nous permette ici quelques réflexions sur les événements qui viennent de passer sous nos yeux.

Plusieurs fois nous avons déjà signalé l'esprit qui animait les Anglais et les Américains au commencement de la lutte; les uns voulaient frapper des impôts, les autres refusaient de les payer; une guerre de dix ans commence par une discussion sur le prix de la tasse de thé. L'Angleterre aurait volontiers fait des colons comme ceux-ci faisaient des Nègres, et les colons, à leur tour, ne voulaient rendre à leurs maîtres que le moins de travail possible :

avec des nègres ignorants et désarmés on aurait procédé à coups de fouet, mais avec les colons d'autres armes étaient nécessaires : on envoya contre eux des armées et des vaisseaux. Si, dès le commencement de la lutte, l'Angleterre eût montré la moitié de la vigueur et de l'audace qu'elle déploya plus tard contre les forces coalisées de la France, de l'Espagne et de la Hollande, nul doute que ses colonies n'eussent immédiatement accepté la loi. Les dissidences de plusieurs colonies et les résistances du parti de l'Angleterre, lors des premières hostilités, mettent cette vérité hors de doute. Pendant le fort de la lutte, les Américains furent mis dix fois au bord de l'abîme par l'insubordination de leurs troupes, par des désertions nombreuses et par l'indolence des colons. Il y eut un moment où l'on refusait de faire de nouvelles levées, sous prétexte que la France ayant pris en main les affaires des colonies, c'était à elle à supporter le poids de la guerre, et nous avons vu que Washington fut réduit, pour stimuler le zèle de ses soldats, à leur promettre des terres et des récompenses énormes. Il y eut dans les troupes de la Pensylvanie un complot organisé contre le gouvernement, qui reçut un commencement d'exécution ; *elles marchèrent sur Philadelphie*, et le congrès fut obligé de leur accorder ce qu'elles demandaient : *il était question de toucher l'arriéré de leur solde.* Un mouvement de même nature, qui éclata parmi les soldats du New-Jersey, fut comprimé par la force : les assemblées provinciales ne montraient pas plus d'ardeur que les soldats ; ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que le congrès et Washington pouvaient en obtenir le vote des impôts nécessaires : elles se demandaient si définitivement on n'aurait pas eu meilleur marché en payant les taxes qu'exigeait la métropole. Pour elles la guerre de l'indépendance n'était qu'une question d'écus, et leur enthousiasme tant vanté pour la liberté n'était que de l'économie. Chacun cherchait son *confort ;* mais on ne s'accordait pas sur les moyens de l'obtenir ; c'était là la seule différence qu'il y eut entre les partisans de la guerre et ceux de la soumission. Ce fait ressort aussi clairement que possible des considérants mêmes qui précédèrent la déclaration de l'indépendance, et que le défaut d'espace nous a interdit de rapporter ; ces considérants ne sont qu'un calcul exact des avantages et des inconvénients qu'il y avait à rester sous la domination anglaise ; c'est une balance commerciale établie en chiffres, et rien de plus.

Qu'on ne croie pas que ces remarques nous soient dictées par une prévention injuste contre les États-Unis ; nous apprécions autant que personne les travaux industriels et commerciaux des Anglo-Américains ; mais, la vérité nous force à le dire, dans toute leur histoire nous n'avons rien vu qui ne fût dicté par l'instinct personnel, et c'est là ce que nous ne saurions approuver.

S'il nous était permis, sans blasphème, de comparer les guerres de la révolution française à la guerre de l'indépendance américaine, quelle différence n'y verrions-nous pas ! Ce n'était jamais qu'au nom du danger de la France que les généraux de la république demandaient à leurs soldats des privations et des sacrifices, et jamais ceux-ci ne restèrent sourds à leur appel : sans vêtements, sans nourriture pour réparer leurs forces, ils étaient toujours prêts à de nouveaux combats ; ni les privations, ni les dangers, ni les fatigues, ne parvinrent à obscurcir en eux l'amour sacré de la patrie ; et si, dans quelques rares occasions, leurs corps, engourdis par le froid ou énervés par un soleil brûlant, refusaient de servir leur indomptable courage, ce n'était pas en leur promettant des recompenses ruineuses pour la France qu'on les excitait au combat : on chantait la Marseillaise, et l'on criait en avant ! Aussitôt, fatigues, misères, dangers, tout était oublié : vaincre ou mourir, était le cri qu'on entendait dans tous les rangs, et les chefs n'avaient plus de peine qu'à réprimer leur ardeur : quelquefois dans les armées des murmures se firent entendre, mais c'était contre des généraux imprévoyants ou des fournisseurs avides que s'élevaient les réclamations ; et des questions de solde ou de bien-être ne firent jamais blasphémer la patrie. Une fois celui qui devait plus tard

en faire, à leur insçu, les instruments de son ambition, leur avait promis des terres en récompense de leurs travaux, et quand ils se trouvèrent dans les déserts brûlants de l'Égypte, cette promesse, jusque là toujours vaine, revint en tête de quelques-uns ; elle n'excita que le rire et la plaisanterie : si ce sont là, disaient-ils, les terres qu'on doit nous donner à cultiver, nous ne nous étonnons pas de la générosité du général ! et ils couraient se battre : si quelqu'un, parmi eux, eût parlé de marcher sur Paris, il eût été anéanti à l'instant même.

C'est que nos soldats ne pensaient qu'à la France : ceux des Américains ne pensaient qu'à eux-mêmes.

Histoire des États-Unis depuis la paix de 1783 *jusqu'en* 1815.

Le principe de l'intérêt bien entendu avait maintenant un peuple : désormais la nation qu'il avait fondée, libre de toute entrave, n'avait plus qu'à en développer, dans son propre sein, les conséquences dernières. Nous allons voir comment cela fut fait.

En demandant à l'Angleterre d'abord la suppression des taxes, et ensuite l'indépendance des États, chacun n'avait agi que dans son intérêt particulier : aussi la joie fut-elle grande dès qu'on vit la fin de la guerre ; et, dans le premier moment, on ne pensait qu'à jouir en paix du fruit de la victoire. Mais cette joie fut de courte durée : la république nouvelle avait une dette de quarante-trois millions de dollars. Or, personne ne voulait les payer. En vain le congrès décréta-t-il de nouvelles taxes, les oreilles furent sourdes à sa voix ; on l'accusa de tyrannie, et deux partis se formèrent : l'un qui voulait réduire presque à zéro son pouvoir ; l'autre qui voulait lui laisser encore quelque puissance. Les États du nord s'agitaient ; le New-York refusait net de payer les impôts ; le Massachusetts était presque en révolte ouverte ; chacun enfin tendait à sa propre indépendance. Dans cette extrémité le congrès, voyant l'État se dissoudre, prit le parti de déclarer officiellement sa propre impuissance, dans la séance du 21 février 1787.

Une convention générale se réunit, et décréta une nouvelle constitution qui fut promulguée dans le mois de septembre de la même année. Nous donnerons plus tard les dispositions fondamentales de cet acte important. Comme nous voulons en montrer les défauts et les avantages, nos réflexions ne feraient ici qu'embarrasser la narration.

Au mois d'avril 1789, le gouvernement nouveau fut institué, et la première présidence fut dévolue à Washington, qui, depuis la paix, avait résigné dans les mains du congrès (séance du 23 décembre 1783) ses fonctions de généralissime. La Caroline du nord et le Rhode-Island furent les seuls États qui refusèrent d'abord leur adhésion au pacte nouveau, mais ils s'y soumirent enfin.

Le congrès se mit à l'œuvre pour faire des lois en rapport avec les circonstances. Il vota des impôts, régla le système du crédit public et celui de la dette, créa une banque nationale et une caisse d'amortissement, et fonda les bases des relations de la république avec les Indiens et les nations de l'Europe. Le temps de sa législature ne fut signalé que par les discussions de plus en plus animées des deux partis qui menacent encore aujourd'hui l'existence de l'Union, et dont nous avons déjà dit quelques mots. Les *fédéralistes* voulaient que le pacte fédéral fût puissant ; sentant que l'unité seule fait la force, ils voyaient toute l'importance d'un pouvoir central qui dominât le pouvoir de chaque État particulier. Les *démocrates* (1), au contraire, ne redoutaient rien tant que l'influence du gouvernement central. Préoccupés sur toutes choses

(1) Ces noms de démocrates et de fédéralistes sont impropres, et nous ne nous en servons que pour nous conformer à l'histoire. Les deux partis étaient réellement fédéralistes, c'est-à-dire qu'ils ne regardaient la société que comme un moyen de procurer des jouissances à l'individu. La seule différence qu'il y eût entre eux, était que les démocrates étaient plus logiciens que les autres. Les fédéralistes s'arrêtaient à moitié chemin, effrayés des conséquences dernières de leur principe ; les démocrates allaient tête baissée jusqu'au bout. S'ils triomphent un jour, comme cela paraît probable, le lien fédéral, qui aujourd'hui ne tient qu'à un fil, se rompra sans aucun doute, et l'Union tombera en déliquescence.

Preparativos para una comida de Canibales en el Brasil, en tiempo de la conquista.



Demoraine del.^t Prot Sculp.^t

PRÉPARATION D'UN REPAS DE CANNIBALES AU BRÉSIL, (au tems de la Conquète).

de l'existence des États particuliers et de l'indépendance des individus, ils ne voyaient dans ce gouvernement qu'une force qui tôt ou tard annulerait toutes les autres, et leur unique désir était d'en diminuer les attributions et la puissance. On peut dire que si ce dernier parti eût triomphé, c'en serait fait aujourd'hui de la république des États-Unis. Malheureusement pour elle la faction démocratique n'a cessé de faire jusqu'à nos jours de nouveaux progrès, et le temps n'est pas bien éloigné peut-être où l'Europe étonnée verra se disjoindre les membres mal unis de ce corps sans tête. C'est là une conséquence qui n'a échappé à aucun des hommes d'état qui se sont occupés de cette question (1).

Pendant les premières années de la révolution française, il y eut dans quelques États des hommes qui croyaient du devoir de l'Union de s'associer aux luttes de la France, alors en guerre contre l'Europe entière pour l'établissement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des hommes; mais le gouvernement américain, fidèle à sa devise égoïste : *Chacun pour soi, chacun chez soi,* refusa constamment de faire le moindre effort en faveur de sa bienfaitrice. Il proclama la neutralité, pour jouir au milieu de la conflagration de l'Europe des bénéfices du commerc avec toutes les nations ennemies. Il y a encore aujourd'hui des écrivains français qui ont qualifié cette conduite de *prudence.*

Mais l'Angleterre et la France ne voyaient pas sans défiance les rapports des Américains avec les nations rivales; on les accusait dans les deux pays de fournir alternativement des approvisionnements à l'un et à l'autre. La convention déclara, le 9 mai 1793, que les navires neutres destinés pour les nations ennemies pourraient être saisis par les bâtiments français; on devait payer seulement aux propriétaires le prix des subsistances qui se trouveraient à bord. Ces mesures firent présager une guerre prochaine; le congrès fit même des préparatifs à tout événement; mais un accommodement intervint qui réconcilia les deux républiques.

(1) Voyez principalement à ce sujet l'ouvrage intitulé : De la Démocratie en Amérique, par M. A. de Tocqueville ; et les Lettres sur l'Amérique du nord, par M. Michel Chevallier.

L'événement le plus important qui signala les premières années du dix-neuvième siècle, fut la restitution de la Louisiane à la France par l'Espagne en 1800, et la cession de cette province par la France aux États-Unis en 1803 (30 avril). Nous passerons sous silence les faits secondaires qui eurent lieu vers ce même temps, ainsi que les discussions interminables suscitées par les mesures prises par la France et l'Angleterre à l'occasion de la navigation des neutres. Le gouvernement de l'Union, voyant ses vaisseaux exposés à être saisis par chacune des puissances, sous prétexte qu'ils fournissaient des secours à la puissance ennemie, fit pendant long-temps de pressantes et vaines représentations. Il ne savait de laquelle des deux se déclarer l'ennemi, quand des griefs nouveaux contre le gouvernement britannique vinrent enfin le déterminer à lui jeter le gant. Depuis long-temps on se plaignait que l'Angleterre exerçât sur les citoyens de l'Union *la presse* des matelots dont elle avait besoin pour ses flottes; toutes les réclamations à ce sujet avaient été vaines; le gouvernement britannique prétendait user d'un droit, alléguant que les Américains étaient d'origine anglaise. En outre, il suscita contre les États-Unis les Indiens des frontières de l'ouest; et ce n'est qu'après deux batailles sanglantes que ceux-ci avaient été repoussés. L'intérêt lésé produisit ce que n'avait pu faire la reconnaissance pour la nation française; et le 12 juin 1812 la guerre fut déclarée à l'Angleterre. C'était la première lutte vraiment sérieuse que la nation nouvelle eût à soutenir depuis son indépendance.

Mais sa faible armée comptait à peine cinq mille hommes sous les drapeaux; de telles forces étaient loin de pouvoir suffire aux exigences d'une guerre qui pouvait être longue et périlleuse; et qu'était-ce que la marine nationale, comparée aux flottes de l'Angleterre?

Dès les premières hostilités, qui eurent lieu dans le Canada, les Américains, forcés d'évacuer la ville de Détroit, après une capitulation, perdirent en outre plusieurs de leurs forts les plus importants. On forma alors deux corps principaux, dont l'un devait opérer sur les bords du lac Ontario, et

l'autre sur les rives du fleuve Saint-Laurent; mais les États de Connecticut, de Massachusetts et de New-Hampshire, *qui ne voyaient pas pour eux les avantages de la guerre*, refusèrent d'armer leurs milices, et toutes les entreprises échouèrent. Il en fut de même des combats navals du lac Ontario. Partout les Anglais restèrent vainqueurs.

Heureusement ces revers étaient compensés par quelques succès sur l'Océan atlantique, où les vaisseaux américains s'emparèrent de bon nombre de vaisseaux anglais.

Les hostilités commencées continuèrent pendant deux ans, sans résultat définitif; de part et d'autre les succès étaient partagés; mais enfin la victoire parut pencher du côté des Anglais. Le trésor public était épuisé, la force du gouvernement était insuffisante pour parer aux dangers publics, et le découragement remplaçait déjà l'ardeur guerrière des premiers jours. Dans cette pénible extrémité, les États du nord, non contents d'avoir refusé de prendre part à la guerre, menacèrent de se séparer de l'Union qui, suivant eux, leur était plutôt à charge qu'à profit (1).

Mais d'autres événements vinrent renouer le lien fédéral, près de se dissoudre. La fin de la guerre européenne (1814) mettait à la disposition de l'Angleterre des flottes exercées et nombreuses; toutes les forces qu'elle avait employées contre la France, elle allait maintenant les tourner contre l'Amérique, qu'elle parlait déjà de *recoloniser*. Ce danger fut senti de tous les États-Unis; il ne s'agissait plus de discuter sur le plus ou le moins d'avantages qu'on retirerait du pacte fédéral; une question de vie et de mort était désormais posée. Il fallait se battre ou courber le front sous le joug; *être, ou n'être pas*. De deux maux qui leur étaient présentés, les États dissidents choisirent le moindre: ils retournèrent à l'Union et fournirent enfin leur contingent de milices.

Les Anglais attaquèrent en même temps par le Canada et par l'Océan atlantique.

(1) « Durant cette guerre, quatre des États de l'est n'étaient plus liés au reste de l'Union que comme des cadavres à des hommes vivants. » *Lettre de Jefferson au général Lafayette, en date du* 17 *mars* 1817, *publiée par M. Conseil.*

Les troupes débarquées par lord Cochrane, commandant des forces navales, pénétrèrent sans beaucoup de résistance jusqu'à Washington, siége du gouvernement, et se retirèrent aussitôt après en avoir détruit les monuments publics.

Les Américains pendant ce temps remportaient d'importants avantages du côté du nord; leurs vaisseaux s'emparaient de la flottille anglaise du lac Champlain, et cette ligne fut dès lors hors des atteintes de l'ennemi. Dans le même temps, Jackson, général des armées américaines du sud, imposait la paix aux Creecks, que les Anglais avaient soulevés.

Lord Cochrane après l'expédition de Washington, avait apporté les troupes qui montaient ses vaisseaux dans Pensacola, ville frontière de la Floride, admise dans l'Union depuis 1811; Jackson, qui s'était établi à Mobile depuis la défaite des Creecks, vint l'attaquer et s'emparer de la ville; puis, songeant à défendre la Louisiane que les Anglais voulaient envahir, il se transporta à la Nouvelle-Orléans, qu'il mit promptement en état de résistance.

Le 8 janvier 1815 eut lieu devant cette place le dernier combat des troupes anglaises et américaines; celles-ci restèrent maîtresses de la ville après avoir fait perdre aux Anglais un grand nombre d'hommes, et les avoir contraints de regagner leurs vaisseaux. C'est cette victoire qui valut à Jackson la gloire militaire qu'on lui a depuis décernée, et, de nos jours, la présidence de la république.

Enfin la paix, qui avait été signée à Gand le 24 décembre 1814, fut proclamée dans les États-Unis au mois de février suivant.

ÉTAT ACTUEL DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Nous sommes maintenant parvenus à la partie de notre tâche, sinon la plus difficile à remplir, au moins la plus délicate. Les mœurs et les institutions américaines ont été de nos jours tour-à-tour attaquées avec violence ou louées outre mesure; c'est qu'elles touchent de près les idées de réforme qu'on agite incessamment parmi nous. Dans ce

peuple qui vient de naître, et qui déjà touche à sa maturité, chacun veut trouver un exemple, un enseignement dont il puisse tirer parti pour les idées qu'il professe. La religion, la morale, la politique, l'industrie, l'économie sociale, toutes les questions les plus graves, en un mot, sont là, non plus à l'état de théorie obscure ou douteuse, mais en actes, mais vivantes; mais ayant chair et os, et prêtes à répondre par des faits aux rêves des songe-creux de toutes les écoles. Devant cette expérience flagrante et irrécusable, toutes les théories peuvent venir s'essayer comme le métal dans le creuset; c'est la voix du destin, ou plutôt c'est la voix de Dieu.

Il est difficile, en présence d'un spectacle si grave et si solennel en même temps, de retenir parfois soit un cri d'admiration, soit un geste de dégoût; nous tâcherons que jamais l'émotion, de quelque part qu'elle vienne, ne nous porte à rien déguiser de la vérité. Sans doute un sujet d'une telle importance mériterait d'être traité avec plus d'étendue et de détails. Néanmoins nous pensons que, quelque restreintes que soient les limites où nous sommes enfermé, ce travail abrégé ne sera pour le lecteur ni sans quelque agrément ni sans quelque profit.

On a beaucoup discuté et l'on discute encore la question de savoir quelle est chez les peuples l'influence des lois sur les mœurs et des mœurs sur les lois. Les lois sont faites suivant les mœurs, et, à leur tour, elles créent des mœurs nouvelles, a-t-on dit souvent; et faute de savoir à laquelle de ces deux forces attribuer la principale et primitive influence, on les a laissé tourner ainsi dans un cercle sans issue, et, pour la plupart des écrivains, la question est restée insoluble.

Il faut s'entendre :

Un point incontestable et incontesté, c'est que les mœurs, pas plus que les lois, ne sont des principes, mais les déductions d'un principe plus élevé : les mœurs (*mores*) d'un peuple sont les *coutumes* que ce peuple a déduites d'un principe général qu'il reconnaît comme sa loi suprême. Les lois sont les réglements des rapports sociaux déduits logiquement du même principe général.

Les mœurs et les lois ont donc une source commune; si je voulais les différencier brièvement, je dirais que les premières découlent du sentiment, les secondes du raisonnement.

Chez les nations comme chez les hommes, le sentiment précède le raisonnement, car sur quoi porterait ce raisonnement, si le sentiment n'existait pas? Aussi voyons-nous que toujours les mœurs d'un peuple sont formées avant qu'il n'ait des lois écrites.

Or, il faut le reconnaître, le principe général au nom duquel les peuples se constituent, chez quelque nation qu'on le considère, soit dans l'antiquité, soit dans les temps modernes, est constamment une croyance religieuse. C'est donc principalement dans les croyances religieuses des Américains que nous devrons trouver les causes de leurs mœurs et de leurs lois.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, quelle différence séparait les colons qui vinrent peupler le littoral de l'Amérique du nord. Ceux de la Virginie, avons-nous dit, étaient des aventuriers sans moralité, sans famille, sans patrie, cherchant uniquement sur une terre nouvelle des jouissances que leur refusait l'Europe. Ceux de la Nouvelle-Angleterre avaient au contraire des mœurs irréprochables et une ferme croyance en un dogme religieux dont ils voulaient réaliser socialement les conséquences.

Un seul point de contact existait entre les uns et les autres, ils étaient protestants; et c'en fut assez pour que tous fondassent des institutions sociales analogues. Or, exposons brièvement les principaux dogmes du protestantisme : l'homme est né pour le bonheur. Jouir des biens d'ici-bas, dans la mesure que Dieu leur assigne, et après la mort jouir des biens célestes, tel est son but. Il doit être bienveillant envers la créature; mais le sacrifice, le devoir social ni le dévouement ne sont pas obligatoires pour être sauvé. Comme la certitude de la mort pourrait troubler les joies de la vie, l'homme ne peut exister heureux sans la certitude d'entrer au ciel au sortir de ce monde. Le dévouement de sa personne étant une obligation trop forte pour la faiblesse originelle de l'homme, il doit croire que le sacrifice a été consommé par le Christ pour la justification

de tous; que la grâce consiste dans la foi en cette justification, et qu'avec cette foi, l'œuvre, quoique plus facile à remplir, n'est plus obligatoire pour le salut (1). L'homme n'étant comptable envers personne de ses opinions ou de sa foi, chacun est libre d'examiner et d'interpréter à son gré le dogme et la morale contenus dans les livres saints. En un mot, le bonheur pour but, le libre examen et la superfluité des œuvres pour être sauvé, telles sont les affirmations générales du protestantisme.

De la souveraineté de la raison individuelle en matière de morale et de dogme, à la souveraineté de l'individu en matière d'organisation politique, la déduction était logique et forcée; c'est ce qui fut fait, comme nous allons le voir.

Toutes les institutions sociales des États-Unis ont l'individu pour principe et pour but; c'est le commencement et la fin, l'alpha et l'oméga, celui pour qui tout doit agir. Au lieu de poser la société d'abord et l'individu ensuite, les Américains disent : d'abord l'individu, puis la commune, puis le comté, puis l'État, puis enfin l'Union. Et chacun renoncerait volontiers à tous ces rouages, s'il ne les considérait comme des instruments faits pour son propre bonheur. C'est là, disons-le, le vice radical des institutions américaines. Nous en verrons plus bas les conséquences.

Avant d'entrer dans l'examen de ces institutions, nous jetterons un coup-d'œil sur les mœurs, et pour suivre l'ordre même suivant lequel fut construite la société américaine, nous commencerons par voir les mœurs privées, l'intérieur de la famille.

Le trait saillant du caractère des Américains est le désir du bien-être et la soif des richesses qui le procurent. Les premiers mots qui frappent l'oreille de l'enfant sont des calculs; les premières joies dont il est témoin sont des joies commerciales, résultant de balances de comptes. Ses jeunes années se passent à entendre parler affaires et industrie, et à peine sait-il lire et écrire qu'il devient commerçant. Ses impressions premières, son éducation, l'exemple de ses parents et de ses proches, tout se réunit pour lui persuader que la seule condition digne de l'homme est le négoce; et de ces données découlent les habitudes de sa vie tout entière. Peu à peu il s'accoutume à tout réduire en calcul; et depuis les affaires publiques jusqu'aux joies les plus intimes de son ménage, il sait tout évaluer en chiffres; il vous dira combien vaut en dollars le baiser de son premier-né, ou le triomphe de son candidat.

Il résulte de là que la vie de famille est en Amérique grave et monotone : la joie ne rapportant rien, à quoi servirait de s'y livrer? Quand l'Américain a quitté la banque, ou son comptoir, ou son navire, ou sa charrue, il entre chez lui toujours préoccupé du bénéfice qu'il vient de faire ou de celui qu'il a manqué; et ni l'aspect de sa femme, ni celui de ses enfants, n'a la puissance de le tirer de sa rêverie calculatrice (1). Il leur rapporte le gain de la journée, qu'ont-ils à demander davantage?

Jamais l'Américain ne sort de la maison sans l'appât d'un bénéfice; et s'il aborde quelqu'un, vous êtes sûr qu'il compte lui parler d'affaires et en tirer bon parti.

Pour lui le mérite se mesure au savoir-faire, et le savoir-faire à la dimension du coffre-fort. Aussi méprise-t-il souverainement les professions qui sont peu lucratives, et l'écrivain le plus habile ne vaut pas à ses yeux le négociant le plus médiocre. C'est que le commerce enrichit plus et plus vite que la littérature. Le métier des lettres est bon pour ceux qui ne se sentent pas le génie du négoce; et si Cooper a peint sous des couleurs si vraies les mœurs des Indiens des forêts, c'est qu'il n'avait pas assez d'esprit

(1) Nous parlons ici de la formule générale du protestantisme, telle qu'elle a été donnée par ses premiers auteurs. Il serait impossible, dans un ouvrage de la nature de celui-ci, d'en donner une exposition plus complète; le protestantisme admettant autant de professions de foi que d'individus, les diverses sectes n'ont de commun entre elles que la négation de toute autorité. Le reste a été admis ou rejeté, suivant les opinions individuelles.

(1) Il est si rare, dit M. de Beaumont qu'un mari donne à sa femme et à ses enfants quelque marque de tendresse et d'affection, qu'on donne un *sobriquet* aux ménages dans lesquels il les embrasse après une absence; on les appelle *the kissing families* (*familles baiseuses*)

pour mener une manufacture. La preuve en est que Cooper est moins riche que tel négociant qui a commencé son industrie en même temps que lui.

Cependant on écrit beaucoup en Amérique : le nombre des journaux y est immense. Tel État encore sauvage a son journal avant d'avoir des habitants, et rien n'est si rare qu'un homme qui ne sache ni lire ni écrire. Le journalisme est un métier qui n'est pas méprisé, car on le fait pour gagner de l'argent; mais il est moins estimé qu'un autre, parce qu'on y gagne moins. Chez nous l'écrivain qui, dans un journal, s'occupe des matières de l'ordre intellectuel, est parmi ses collaborateurs le plus haut placé dans l'estime publique; en Amérique, c'est celui qui sait le mieux rédiger les annonces et attirer les chalands dans le magasin du marchand qui le paie. En matière politique, le journaliste peut déclarer sans honte qu'il écrit dans divers journaux alternativement pour et contre, personne ne songera à le trouver mauvais; il est payé pour cela. Tous les arts libéraux sont jugés de la même manière : le peintre, l'architecte, l'avocat ne sont autre chose que des industriels.

L'utilité matérielle, tel est le but de tous et de chacun, et tout le monde y travaille avec ardeur; mais c'est un travail tout corporel, auquel ne viennent jamais se mêler d'autres pensées que celles du lucre qu'il procure. Si, pendant le temps des élections, on quitte parfois le comptoir pour le club, ne croyez pas que là au moins l'Américain fasse œuvre intellectuelle ou morale; ne croyez pas qu'il ait perdu de vue ses intérêts pécuniaires : il veut faire triompher le candidat dont l'élection lui procurera le plus d'avantages.

Les sciences, les arts ne sont estimés que par les résultats positifs qu'ils procurent. Faites la plus brillante théorie du monde, personne ne vous en estimera davantage; mais qu'un autre, saisissant votre idée, en déduise une machine productive et s'enrichisse, chacun à l'envi le portera aux nues. Cet esprit de calcul envahit tout, même les professions qu'en Europe nous sommes accoutumés à regarder comme les plus éloignées du mercantilisme

Le but d'un peintre n'est jamais là comme il a été chez nous, de reproduire les traits de courage, de dévouement ou de bienfaisance qui puissent porter au bien et donner horreur du mal; il ne s'agit pas de l'amour de la patrie ni du dévouement à l'humanité, il s'agit de gagner de l'argent; en Amérique, le peintre est un fabricant de portraits, et rien de plus. Il mourrait de faim s'il faisait des tableaux : il gagne de l'argent en flattant des vanités.

Le médecin n'est qu'un marchand de visites, le magistrat un marchand d'administration, le soldat un marchand de coups de de fusil au service des autres, et le ministre du culte un marchand de sermons.

Les rapports des hommes entre eux, dans ce pays d'intérêt bien entendu, sont constamment des rapports pécuniaires; en général les Américains sont animés de beaucoup de bienveillance les uns envers les autres, mais ce n'est pas de leur part une preuve de sympathie ou de dévouement, c'est un calcul. Chacun regardant les autres comme un moyen de plus grand bien-être pour lui, les ménage et les aime, comme il aime et ménage l'usine qui fait sa fortune.

Et c'est là un grand mal. Tant que le sol sera riche et trop vaste pour la population qu'il porte, on ne s'apercevra que faiblement de ce vice de l'éducation américaine; mais dès que toutes les places seront prises, au lieu de voir dans son voisin un aide pour l'exploitation de la terre commune, l'Américain ne verra en lui qu'un concurrent qui veut dévorer sa propre substance; il n'aura plus d'intérêt à l'aimer, il le haïra, le repoussera, le détruira s'il est logique, comme aujourd'hui il détruit et repousse l'Indien dont il veut avoir le champ.

Nulle part l'instruction n'est aussi généralement répandue qu'aux États-Unis; mais nulle part aussi elle n'est si bornée dans les matières qu'elle embrasse. Chacun apprend ce qui lui est nécessaire pour son négoce, et rien de plus; pousser plus loin ses connaissances, ce serait perdre du temps. De là vient que si les ignorants y sont rares, les hommes vraiment instruits y sont plus rares encore. La médiocrité nivelle ici toutes les intelligences.

Chacun ayant le même but, et chacun employant les mêmes moyens pour y parvenir, il en résulte qu'il y a dans les mœurs américaines un grand sentiment d'égalité; égalité toute matérielle, ayant l'argent pour niveau. Ceux qui sont riches ont presque toujours été pauvres, et ceux qui sont pauvres ont les moyens de devenir riches. Mais cette égalité même est un moyen nouveau d'isoler les individus les uns des autres. Elle n'établit entre les hommes aucune communauté de sentiments ni d'efforts; c'est l'égalité des arbres de la forêt, où chacun puise comme il peut, par lui-même et pour lui-même, les sucs qui doivent le nourrir et le fortifier.

C'est le sentiment de cette égalité qui rend les Américains hautains et fiers d'eux-mêmes, souvent jusqu'au ridicule. Il n'est pas de simple manœuvre qui ne se regarde avec orgueil comme l'égal du président de l'Union ; il se respecte lui-même, il se sait bon gré, pour ainsi dire, d'être né Américain, et ne voudrait pas pour tout au monde se trouver l'obligé de personne. N'allez pas, en débarquant aux États-Unis, offrir, outre le prix convenu, un *pour-boire* au commissionnaire qui a porté votre valise, ou au domestique qui vous sert dans un hôtel ; il vous demanderait avec dédain si vous le prenez pour un mendiant (1) : il est du bois dont on fait les riches.

Il y a un fait qui montre ce qu'on doit penser au juste de cette égalité américaine. La constitution defend de créer jamais dans l'Union des distinctions héréditaires, des titres de noblesse; c'est là une excellente mesure. Mais quel est l'esprit qui l'a dictée ? s'est-on dit : tous les hommes sont frères, et ne doivent reconnaître entre eux de distinction que celles qui résultent du plus ou moins de dévouement à la chose sociale ? tant s'en faut. On ne veut pas de nobles, parce qu'on ne l'est pas et qu'il est douteux qu'on le puisse devenir si cela était permis. Ce n'est pas par humilité qu'on veut l'égalité, c'est par orgueil. En disant les hommes sont égaux, l'Américain pense aux pairs d'Angleterre, et non aux malheureux nègres qu'il foule d'un pied dédaigneux. Aussi n'est-il pas rare de voir là des marchands enrichis qui mettent des armoiries sur les panneaux de leur carrosse.

Ils dédaignent, disent-ils, les titres de noblesse, mais ils vous montrent avec orgueil leur généalogie, et tirent vanité de la descendance de l'un des colons primitifs. Vous pouvez en conclure que c'est faute de mieux.

En votre qualité d'étranger, si vous êtes admis dans un salon, vous serez reçu avec urbanité, soit qu'on espère faire avec vous quelque affaire, soit qu'on veuille vous donner une idée favorable de l'hospitalité américaine; mais si pouvez joindre à votre nom la qualité de baron ou de comte, vous obtiendrez la faveur universelle, et l'enthousiasme n'aura plus de borne si vous vous appelez monsieur le duc.

Le plus souvent, dès qu'un négociant a fait fortune, le titre vulgaire de gentleman ne lui suffit plus, il prend celui d'esquire (écuyer), et dans quelques États, même les plus démocratiques, il ajoute à son nom la particule *de*, à laquelle il joint un nom de terre. Tout cela prouve ce que nous disions il n'y a qu'un instant, que le prétendu mépris de l'Américain pour la noblesse est de la vanité blessée, et son amour de l'égalité, un pis-aller de son orgueil (1).

(1) J'aime, à vrai dire, qu'un homme sente assez sa propre dignité pour ne pas recevoir au delà de ce qui lui est légitimement dû. J'aime à voir ce sentiment de respect pour soi-même, qui porte, par exemple, l'ouvrier américain à dédaigner de tromper son maître ; ce que je blâme, c'est *l'esprit* qui le fait agir, c'est la *raideur* qu'il y met.

On ne peut vivre en société sans être l'obligé de personne. La société suppose entre tous les hommes qu'elle renferme un échange mutuel et incessant de prévenances, de bons procédés purement gratuits. Il serait mal de les refuser aux autres ; les dédaigner serait plus mal encore peut-être.

En vain l'orgueilleux dit : « J'aurai passé sur la » terre sans rien devoir à mes semblables. » Il ne peut payer la main qui a bercé ses premières douleurs, ni celle qui, la dernière, essuie son front et lui ferme les yeux.

(1) Il y a dans la principale rue de New-York un ancien cimetière, dont les passants ne sont séparés que par une grille en fer. Une loi récente interdit les inhumations dans ce cimetière, et condamne les infracteurs à une amende de cent dollars. Cette mesure satisfait quelques familles riches, qui voient

Ce n'est pas à dire pourtant que dans un temps plus ou moins éloigné nous devions être témoins du rétablissement des titres nobilaires aux États-Unis; il serait trop étrange que les distinctions de la naissance, qui meurent de consomption en Europe, allassent se réfugier dans les comptoirs de l'Union : nous voulons seulement constater le regret des Américains et leur estime pour ces institutions aujourd'hui suranées.

Il est une cause, du reste, qui les repoussera toujours : la majorité fait la loi, et la majorité ne peut être noble.

La seule distinction réelle qui subsistera et qui chaque jour prendra plus de consistance dans les mœurs de ce peuple calculateur, c'est la distinction résultant des différences de fortune.

Quand on veut comparer deux hommes entre eux, on dit celui-ci *vaut* tant de dollards, celui-là n'en *vaut* que tant; et le jugement est porté.

La soif des richesses qui saisit l'Américain à sa naissance et ne le quitte qu'à la tombe, produit là un phénomène inouï dans les annales des peuples civilisés, et surtout chez des peuples chrétiens : nous voulons parler de la fréquence des banqueroutes. Dans nul pays du monde, la banqueroute n'est aussi fréquente qu'aux États-Unis. En vain la terre y est vaste et féconde, en vain l'industrie, dans ses progrès croissants, donne à chacun la certitude qu'avec du travail il pourra tôt ou tard acquérir au moins une grande aisance, et peut-être de grandes richesses : cette certitude ne suffit pas. Dans son impatiente avidité, l'Américain court après la fortune avec une ardeur qui lui ferme les yeux sur tous les dangers, sur tous les obstacles. Les regards fixés sur le but de ses constants efforts, il voit à peine le chemin qu'il suit en courant, et souvent, victime de son empressement, il trébuche et tombe au moment où il étendait la main pour saisir sa proie. Le voilà ruiné ; un Français se désolerait à sa place ; il penserait à sa considération perdue, à la difficulté qu'il éprouvera pour recommencer de nouvelles affaires, etc. ; l'Américain y pense à peine : ce serait perdre du temps ; il n'est pas relevé de sa chute, qu'il à déjà arrêté un nouveau projet d'établissement ; qu'importe la perte qu'éprouveront ses créanciers ? c'est un malheur auquel est exposé tout négociant; quant à lui, la considération dont il jouissait reste intacte : la loi ni les mœurs ne font aucune distinction entre le marchand imprudent ou le banqueroutier frauduleux ; il peut donc recommencer sur nouveaux frais. Cela dit, il avertit sa femme qu'il faut partir, et, prenant ce qu'il lui reste, il va planter ailleurs ses pénates jusqu'à la prochaine banqueroute ou jusqu'à la complète réussite de ses projets.

Le même individu peut indéfiniment renouveler de tels actes sans craindre l'intervention de la loi ; car, dans toute l'Union, il n'existe pas une seule loi contre les banqueroutiers. Quant à l'opinion publique, il a moins encore à en redouter ; il est sûr, sinon de son approbation, au moins de son indulgence : chacun sentant que, d'un instant à l'autre, il peut se trouver dans le même cas, craindrait en flétrissant un banqueroutier de porter une sentence qui lui fût tôt ou tard appliquée à lui-même, et s'obstine à qualifier de *malheur* ce que nous regarderions comme une véritable escroquerie ; en cela encore il ne fait que suivre la doctrine de son intérêt bien entendu (1).

Cette doctrine, insuffisante s'il en fut ja-

avec plaisir l'amende écarter la multitude de cadavres des classes inférieures, et laisser le champ libre à ceux du petit nombre de *gens comme il faut*, qui n'exécutent la loi qu'en imposant l'amende à leurs héritiers, fiers de cette distinction. (Malte-Brun, t. 2, p. 385, éd. de 1831.)

(1) Une anecdote arrivée à M. de Beaumont lui-même en dit plus sur les mœurs américaines, quant au sujet qui nous occupe, que tous les commentaires qu'on pourrait faire à cet égard ; la voici : « Peu de » temps après mon arrivée en Amérique, » dit M. de Beaumont, « comme j'entrais dans un salon où se » trouvait réunie l'élite de la société de l'une des » plus grandes villes de l'Union, un Français, fixé de» puis long-temps dans ce pays, me dit : — » Surtout n'allez pas mal parler des banqueroutiers ! » Je suivis son avis, et fis bien ; car parmi tous les » riches personnages auxquels je fus présenté, il n'en » était pas un seul qui n'eût failli une ou deux fois » dans sa vie avant de faire fortune. » (*Marie, ou l'esclavage aux Etats-Unis,* 1835, t. I, p. 284.)

mais à maintenir des hommes en société, produit aux États-Unis une extrême indulgence pour les infractions aux lois mêmes les plus vulgaires de l'équité : pour nous un voleur ou un assassin sont des êtres criminels dont la société doit se défendre, et qu'elle a pour devoir de réprimer et de punir (1), non-seulement à cause du mal matériel qu'ils ont fait, mais encore à cause de l'exemple mauvais qu'ils pourraient donner, et chacun les regarde avec horreur et dégoût. Pour les Américains ce sont tout simplement des hommes qui ont fait erreur dans le choix des moyens d'atteindre leur bonheur. Nous les regardons comme de grands coupables ; les Américains, comme des spéculateurs maladroits ; et pour eux il s'agit seulement de montrer aux fripons à mieux tirer parti de la société au milieu de laquelle ils vivent, et que personne ne regarde autrement que comme un moyen de bien-être. Entre le voleur qui vous dévalise et le magistrat qui le fait arrêter il n'y a que la différence du raisonnement, et il n'a pas tenu à chacun d'eux que les rôles n'aient été intervertis; aussi, le jugement rendu, les accusateurs, les juges et le coupable rentrent-ils chacun dans leurs droits, et sont égaux comme devant : l'accusateur public vient-il dans la prison, il débute par une poignée de main aux voleurs qu'il a fait condamner ; c'est leur dire : Mes amis, vous avez bien fait d'exploiter vos semblables, mais vous avez eu tort d'employer le vol pour cela, car le vol est quelquefois suivi de la prison ; si vous eussiez raisonné juste, vous vous seriez fait juges, il y a bien plus d'avantages; voyez-moi plutôt (2).

(1) Qu'on ne donne à nos paroles que la valeur que nous leur donnons nous-même ; nous ne prétendons pas que la société ne doive pas faire tous ses efforts pour améliorer les hommes qui ont commis une infraction à ses lois, tant s'en faut ; mais nous disons qu'elle doit en outre les punir ; et nous ne comprenons pas l'indulgence excessive de quelques personnes, bien intentionnées sans doute, qui, dans ces derniers temps, ont proposé de rendre le séjour des prisons plus commode et plus agréable que la demeure habituelle de vingt-cinq millions de nos compatriotes.

(2) « Un jour, comme j'allais visiter la prison d'un » comté de l'État de New-York, accompagné du » *districs' attorney* (c'est le magistrat qui remplit les » fonctions du ministère public), celui-ci, chemin » faisant, me raconta les circonstances fort graves » d'un crime dont, me dit-il, j'allais voir l'auteur : » il me peignit l'attentat sous les couleurs les plus » sombres, ajoutant que c'était lui-même qui avait » fait condamner le coupable. J'arrivai à la prison » plein des plus sinistres impressions, et, à l'aspect » du criminel, j'éprouvais une sorte d'horreur, quand » je vis le districs' attorney s'approcher du con» damné et lui donner une poignée de main. »

M. de Beaumont, auquel nous empruntons ce récit, ne voit là qu'une preuve de l'*égalité pratique* qui règne aux États-Unis ; nous croyons que c'est être bien indulgent : à notre avis il ne saurait exister d'égalité entre un honnête homme et un coquin.

Nous ne saurions que dire s'il nous fallait citer une seule position sociale qui ne fût pas marquée de ce cachet de froid calcul et de sec égoïsme ; il n'est pas jusqu'aux femmes qui n'en soient imprégnées dès leur enfance. Une chose, en effet, qui frappe et étonne en même temps le Français qui débarque aux États-Unis, c'est la condition des femmes, qui semble être le contre-pied vivant de ce que nous voyons parmi nous.

Aux États-Unis les femmes sont, contrairement à ce qu'on voit chez nous, généralement plus instruites que les hommes : pendant leur adolescence, elles passent à orner leur esprit le temps que les garçons de leur âge emploient déjà à s'exercer au trafic. Tandis que ces derniers bornent leurs connaissances à ce qui leur est indispensable pour comprendre les affaires, les jeunes filles prennent quelque teinture de poésie, de littérature, de musique et des langues vivantes ; la plupart d'entre elles savent parler français.

Chez nous la jeune fille passe sans intermédiaire de la protection de sa mère à celle de son époux. Du jour de sa naissance à celui de son mariage la vie s'est écoulée dans une longue enfance, et tous les soins ont été pris pour conserver en elle cette fleur d'innocence que rien au monde ne remplace (1).

(1) Nous parlons ici, chacun le sentira, des jeunes filles de la classe aisée, les seules qu'on puisse comparer aux Américaines. Nous parlons aussi principalement de l'éducation que dans les grandes villes on appelle *d'autrefois*. Nous convenons que depuis un certain nombre d'années on a introduit dans cette éducation des modifications qui tendent à la rapprocher de plus en plus de celles des Anglais et des Américains ; c'est-à-dire qu'on a substitué l'*instruc-*

Pour conserver la pureté de la jeune fille, on compte sur son ignorance, aidée d'une tendre sollicitude : en Amérique, au contraire, on lui remet de bonne heure la faculté de disposer de sa personne ; et, pour éviter les dangers de cette émancipation précoce, on lui montre à chaque instant l'*intérêt* qu'elle a de rester pure. Dès lors la vertu, pour elle, n'est plus un devoir, c'est un calcul. Il résulte de là que les jeunes filles, qui sont en France innocentes et naïves, sont en Amérique hardies et compassées : l'une et l'autre désirent être mariées, peut-être, mais l'une attend un mari, l'autre court après : les parents de celle-ci n'ayant pas le temps de s'en occuper, il faut bien qu'elle se mette elle-même en quête. On lui a dit que l'acquisition d'un mari est une bonne affaire ; on lui en a montré l'utilité et les avantages, et elle se met à l'œuvre le plus tôt possible ; de là des habitudes de coquetterie dont les Européens sont d'abord scandalisés ; de là les sourires et les tendres regards qu'elle lance de tous côtés aux jeunes gens qu'elle a l'occasion de rencontrer dans le monde. Il est juste de dire que ce manége n'a qu'un but honnête, celui de se pourvoir d'un époux.

Si vous montrez à un Américain l'étonnement où vous jettent ces manières, il vous répond qu'elles sont légitimes et sensées ; elles sont même une suite obligée du genre de vie des hommes. Ceux-ci, en effet, livrés qu'ils sont aux affaires dès l'adolescence, n'ont pas de temps à perdre pour chercher une femme ; il faut qu'ils en rencontrent une sur leur chemin : il est donc juste que celles qui sont à placer *s'étalent* devant eux comme la marchandise qui provoque les regards des passants.

Toutes les facilités possibles sont données aux jeunes personnes pour atteindre leur but. Elles peuvent, sans blesser les convenances, sortir seules ou accompagnées d'un jeune homme, pourvu que celui-ci ne leur donne pas le bras. Elles peuvent recevoir dans leur chambre qui bon leur plaît sans qu'on s'en inquiète, et sans que personne le trouve ridicule : la jeune fille a-t-elle trouvé un jeune homme qui lui convienne, elle *s'engage* (1) à lui, et dès lors la voilà tranquille, car il est rare en Amérique qu'on manque à cette sorte de promesse.

Mais dès que le mariage est conclu, toute cette liberté s'évanouit pour toujours. Chez nous le mariage pour la femme est une sorte d'émancipation ; elle sait désormais se conduire ; on l'introduit dans le monde, et l'on s'abandonne à sa foi ; confidente intime de son mari, et quelquefois conseillère habile et prudente, elle partage de moitié les peines et les plaisirs du ménage ; aux États-Unis c'est tout le contraire. L'Américain, tout occupé de ses affaires, ne rentre chez lui que pour prendre son repas ou se coucher, et l'intimité du lien qui l'unit à sa femme ne le porte pas même à lui dire comment va son négoce. La femme vit donc complètement isolée de son mari, et passe ses jours à la maison, partageant son temps entre ses enfants et la lecture de romans ou de sermons, qui, tour-à-tour, calment ses ennuis ou consolent son chagrin. En France la femme est une compagne, une amie de tous les instants ; aux États-Unis elle est une associée que l'on prend, parce qu'il serait incommode de s'en passer.

Le mariage, pour n'offrir pas les conditions qui chez nous en font tout le charme, est cependant, en Amérique, un lien sévère et respecté. Les mœurs publiques et les lois en même temps s'accordent à punir et à repousser de la société celle qui en violerait les engagements, et la honte ne rejaillit pas moins sur son complice que sur elle-même. On est fâché, quand on voit ce respect général pour le lien sacré qui unit des époux chrétiens, d'être pris involontairement de la pensée que toute cette ligue de la société contre l'adultère n'est encore, pour la plupart, que de l'intérêt bien entendu.

Ce n'est pas à dire qu'on ne trouve pas dans les États-Unis des jeunes gens débau-

tion, qui s'occupe des talents d'agrément, à l'*éducation*, qui forme le cœur ; mais nous savons aussi que déjà bon nombre de parents sentent le vice radical de cette méthode nouvelle.

(1) Aux États-Unis, quand deux personnes ont reconnu qu'elles se conviennent, elles promettent de s'unir l'une à l'autre, et sont ce qu'on appelle *engagees* ; c'est une sorte de fiançailles qui se fait sans solennité, et n'a d'autre sanction que le lien de la foi jurée. (*G. de Beaumont.*)

chés comme en Europe ; l'opinion publique s'y montre même assez indulgente pour toutes les fautes de ce genre qui se commettent hors du mariage. Voici un fait qui le démontre : il arrive souvent que des jeunes gens du nord, par exemple, s'en vont chercher fortune hors de leur pays. Quelques-uns vont, chaque année, à la Nouvelle-Orléans, où ils passent l'hiver à faire du commerce ; puis, quand vient l'été, et avec lui la fièvre jaune, ils retournent dans le nord. Cette vie nomade serait impraticable pour un ménage ; elle gêne peu un célibataire. C'est ce qui fait que ces jeunes gens ordinairement ne se marient pas. La plupart d'entre eux ont à la Nouvelle-Orléans une concubine, femme de couleur, avec laquelle ils vivent pendant leur séjour, et dont le plus souvent ils ont des enfants. Quand leur fortune est faite, ils quittent pour toujours cette famille d'occasion, abandonnant leurs fils à la honte et leurs filles à la prostitution, et viennent se fixer au foyer paternel, où ils se marient. Leurs antécédents, connus de tout le monde, n'attirent sur eux aucun blâme. Ce fait prouve jusqu'à l'évidence que, le plus souvent, ce n'est pas à cause de l'immoralité de leur conduite qu'on repousse les libertins, mais à cause du *dommage* qu'ils occasionent : ce n'est pas le vice que l'on flétrit, mais ses résultats que l'on craint. Est-ce là de la vertu ? Dans la ferveur du zèle puritain, on haïssait la débauche pour elle-même et parce qu'elle était défendue par la loi divine ; aujourd'hui le principe du libre examen a marché, et, pour beaucoup de gens, la religion n'est plus qu'une philosophie : autrefois on *croyait*, maintenant on *raisonne*.

Mais il faut reconnaître néanmoins que ces désordres sont moins fréquents aux États-Unis que parmi nous. Plusieurs causes contribuent à ce résultat : d'abord les grandes fortunes héréditaires sont rares, à cause de l'égal partage des successions et des perturbations résultant des banqueroutes. Cette égalité, jointe à l'éducation commerciale dont nous avons parlé, dirige l'activité des jeunes gens vers le commerce plutôt que vers la galanterie. Tout occupés d'affaires, ils n'ont pas le temps de se livrer à une débauche qui absorberait leurs instants. Ils consentent bien à perdre du temps auprès d'une femme quand il s'agit de l'épouser, car le mariage est encore une spéculation, mais à quoi bon une galanterie qui ne rapporterait rien ?

La grande facilité d'exercer une industrie lucrative fait qu'en Amérique on se marie très-jeune ; à vingt-cinq ans, un homme est un vieux garçon, et c'est là encore un puissant garant de la moralité publique. En outre, on n'y connaît pas de différence de condition sociale ; tous, avons-nous dit, se regardent comme égaux entre eux, et il en résulte que les mariages n'éprouvent pas la plupart des obstacles que leur opposent les mœurs européennes. Deux jeunes gens qui s'aiment se marient, et rien n'est plus rare que la persistance des parents à s'opposer à leur union. En outre, si par hasard une jeune fille a été séduite, l'opinion publique force son séducteur à l'épouser.

Mais il est une cause, à nos yeux, plus importante de la sévérité des mœurs des Américains quant au sujet qui nous occupe. Nous voulons parler des idées religieuses sur lesquelles nous sommes naturellement amené à donner quelques détails.

La supériorité morale et intellectuelle des colons qui vinrent peupler les États du nord, leur donna, dès le principe, une influence sur les autres qui subsiste encore aujourd'hui. Leurs mœurs, leurs institutions s'infiltrèrent peu à peu dans le sein de l'Union tout entière, et ce sont eux qui ont dirigé le mouvement social des colonies : on peut à juste titre les regarder comme les pères de la société américaine.

Or, chacun sait quelle était l'ardeur religieuse des puritains ; elle fut assez grande pour les porter à quitter leur patrie sans aucun autre motif que le désir de jouir complètement de leur liberté religieuse. Il n'est donc pas étonnant que les mœurs et les institutions américaines soient empreintes d'un caractère religieux que l'on retrouve partout, même dans les actes d'égoïsme qui sont la plus flagrante contradiction de la morale évangélique.

Le premier dogme du protestantisme étant la négation de l'autorité en matière d'inter-

prétation des livres saints, il en résulte que tout homme peut, aux États-Unis, choisir parmi les sectes qui s'y sont multipliées à l'infini ; mais, par une bizarre contradiction, l'opinion publique flétrirait celui qui ne tiendrait à aucun culte.

On est libre, parmi les préceptes de l'Évangile, de choisir celui qui agrée le mieux ; mais on est forcé d'y trouver quelque chose de bon.

La conséquence de ce principe sur les mœurs est une grande sévérité dans les relations sociales et dans les relations de famille. On voit partout surgir le rigorisme puritain, d'autant plus sévère que chaque secte tient à honneur de n'être effacée en zèle religieux par aucune secte rivale.

L'intérieur de la famille américaine est en général un modèle d'union et de bon accord entre tous les membres qui la composent. Repoussée de partout ailleurs par le protestantisme, l'autorité semble s'être réfugiée entière dans les mains du père de famille, et beaucoup d'entre ceux-ci ont fait revivre dans leur foyer domestique les antiques mœurs patriarcales. Le père, qui est le chef politique et le principal travailleur de l'association, en est souvent aussi le prêtre et le pontife ; réunissant ainsi dans ses mains le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, il ne parle qu'avec autorité, et sa voix est écoutée avec attention et respect. Ces mœurs religieuses, jointes à la préoccupation incessante des intérêts matériels, jettent sur la vie d'intérieur une monotonie et même une tristesse qui, pour nous autres Européens, serait intolérable. Aussi les femmes, à quelque secte qu'elles appartiennent, sont-elles, en général, très-pieuses. Isolées sur la terre, elles ont besoin de penser au ciel pour supporter la vie, et cette vie, le plus souvent, est courte : l'ennui, la tristesse, le défaut d'exercice, viennent d'ordinaire la terminer bientôt. Le nombre des jeunes femmes américaines qui succombent à la phthisie pulmonaire est incalculable.

On conçoit qu'avec une pareille éducation, avec un tel spectacle devant les yeux, avec les calculs d'intérêt bien entendu qu'on ne cesse de leur répéter, les jeunes filles soient peu portées à mal user de la liberté qu'on leur laisse.

Pour se faire une idée de la sévérité des mœurs américaines sous le rapport religieux, il faut parcourir un dimanche les rues d'une ville manufacturière de l'Union ; au bruit des marteaux, au cliquetis des manufactures, au roulement des voitures et des chariots, a tout-à-coup succédé un silence de mort. Les pas monotones des piétons qui vont au temple ou qui en reviennent sont le seul bruit qui se fasse entendre pendant le *jour du Seigneur ;* et bientôt même ce bruit cesse, chacun rentre chez soi ; au silence se joint maintenant la solitude : l'office est fini. Dans beaucoup de villes les rues sont barrées de chaînes de fer, pour que les voitures ne puissent circuler ; et l'on rencontre encore aujourd'hui des puritains de la vieille souche, qui déplorent avec amertume le relâchement religieux qui, depuis quelques années, permet aux malles-postes de circuler le dimanche.

Pendant ce jour, uniquement consacré au recueillement et à la prière, les réjouissances populaires sont interdites, et il est défendu dans quelques États de vendre ni liqueurs ni aucune espèce de marchandise. Le lendemain le mouvement des ateliers recommence avec une activité nouvelle, et chacun reprend ses habitudes de travail, de commerce et de calcul. Mais pour cela les prescriptions religieuses n'en sont pas moins en vigueur, et les lois sont en cela parfaitement d'accord avec les mœurs. On pourrait dire même que ces lois sont plus conformes aux habitudes anciennes qu'aux nouvelles, car déjà l'on rencontre bien des gens qui commencent à blâmer l'austérité puritaine.

Dans beaucoup d'États, le blasphème, l'inobservation du dimanche, les jeux de hasard, tels que le billard, les cartes, les dés, sont défendus sous peine d'amende, dans tous les lieux publics ; et la fornication entre les personnes non mariées est punie de l'emprisonnement des deux coupables. L'ivresse est aussi sévèrement réprimée, et quelquefois les ivrognes de profession sont interdits comme s'ils étaient en démence, et privés de l'administration de leurs biens.

Si les législateurs eussent déployé, pour organiser la société, la moitié des forces qu'ils usent ainsi à réprimer des fautes individuelles, ils auraient évité à l'Union bien des embarras que chacun prévoit déjà parmi nous: ils auraient détourné l'orage terrible qui se prépare contre elle dans son propre sein et menace de la déchirer et de la détruire jusque dans ses derniers fondements.

Qu'on ne croie pas cependant que ces mœurs que nous avons dépeintes si sévères soient sans souffrir de fréquentes et nombreuses infractions. Il est généralement reconnu, par exemple, que bon nombre d'Américains, retenus chez eux par l'opinion publique, s'y livrent le dimanche à des plaisirs que n'approuve pas toujours la morale chrétienne. Si les jeux de hasard sont défendus en public, beaucoup s'y adonnent avec frénésie, au coin du foyer domestique, et quelques-uns même boivent outre mesure des liqueurs alcooliques. Nous avons dit plus haut l'indulgence avec laquelle on accueille en général la débauche des jeunes gens qui vivent en concubinage avec des femmes de couleur. Évidemment le zèle religieux est maintenant en baisse aux États-Unis. Et, nous en sommes persuadé, si ce n'était la honte de chacune des sectes qui se partagent le sol à montrer la première l'exemple du relâchement, le décroissement serait bien plus sensible encore; car, pour beaucoup de gens, la pratique du culte est plutôt de l'habitude que de la conviction. Or, il est maintenant une secte, conclusion plus logique que toutes les autres du protestantisme, et qui fait chaque jour de nouveaux progrès; cette secte, connue sous le nom d'unitairianisme, nie la divinité de Jésus-Christ, l'existence du Saint-Esprit, le péché originel, la rédemption, et, tant est grande la bonne volonté des Américains, et leur respect pour la libre interprétation, elle n'en compte pas moins au nombre des sectes chrétiennes. On le voit, les unitaires sous un nom différent travaillent à la même œuvre qu'ont poursuivie, parmi nous, les philosophes du dix-huitième siècle. La seule différence qu'il y ait entre eux, c'est que ceux-ci parlaient ouvertement et prêchaient leur doctrine sous le nom de philosophie, tandis que les Américains, pour ménager l'opinion publique, la qualifient de religion. A l'ombre de ce nom ils attirent à eux les tièdes. La doctrine unitairienne compte parmi ses membres les hommes les plus capables et les plus influents de l'Union, et menace d'envahir toutes les croyances. Ce sera là un grand malheur pour les États-Unis; car, il faut le reconnaître, la sévérité des mœurs et le lien de famille, fort comme il a été établi par les puritains, sont seuls capables d'empêcher la dissolution de la société américaine. Or ce lien et ces mœurs ne peuvent subsister intacts qu'à l'ombre de la doctrine religieuse qui leur a donné naissance. La base enlevée, l'édifice croulera bientôt.

Avant d'arriver à l'unitairianisme, conclusion forcée de la doctrine du libre examen, le protestantisme avait engendré en Amérique une multitude presque innombrable de sectes, tirant chacune des conlusions diverses des mêmes préceptes évangéliques; nous devons en dire quelques mots. Les principales sont celles des « méthodistes, des anabaptistes, des presbytériens, épiscopaux, » quakers ou amis, universalistes, congré» gationistes, réformés hollandais, réformés » allemands, moraves, luthériens, évangé» listes, etc., etc. Les anabaptistes se divisent » eux-mêmes en calvinistes ou associés, » memnonites, émancipateurs, tunkers. La » congrégation protestante la plus nombreuse » est celle des méthodistes, qui compte en» viron cinq cent soixante mille mem» bres (1). »

Toutes ces sectes se tolèrent aujourd'hui avec beaucoup de bienveillance. On voit de temps à autre s'élever entre elles quelques jalousies, quelques rivalités; mais ces nuages passagers ne laissent que peu de traces et n'engendrent plus de ces haines que virent naître les premiers temps de ferveur religieuse. Autre signe de décadence.

Cette tolérance des sectes protestante les unes pour les autres ne s'étend pas néanmoins jusqu'aux unitaires ni aux catholiques. La raison en est facile à saisir : les unitaires, comme nous l'avons vu, nient, par le

(1) G. de Beaumont.

fait, toute croyance religieuse; le catholicisme est la négation formelle et absolue du dogme protestant du libre examen.

Il admet l'autorité de l'Église et la tradition, que tous les protestants repoussent; seul il est intolérant pour tout ce qui n'est pas lui, et n'admet personne à composition; *inde iræ.* Le catholicisme ne reconnaît dans les hommes aucune distinction de race ni de naissance; dans ses églises les riches sont les égaux des pauvres, les savants des ignorants, les maîtres des serviteurs; et les hommes blancs n'ont aucune prééminence sur les nègres. C'est la religion de l'égalité. Or, tout cela, et ce dernier article surtout, est un reproche vivant à chacune des sectes protestantes, qui toutes s'accordent à distinguer les blancs des hommes de couleur, et interdisent à ces derniers l'accès des temples où les blancs sont admis. En outre, le catholicisme commande un grand zèle de prosélytisme, et cette seule raison le ferait repousser de quelques sectes qui voient là une atteinte à la liberté de conscience.

Pour donner au lecteur une idée des étranges aberrations où peut tomber l'esprit humain abandonné à ses propres forces, citons quelques-uns des dogmes des principales sectes protestantes des États-Unis. Les quakers amis, qui ont fondé la Pensylvanie, voyant écrit dans l'Évangile que celui qui reçoit un soufflet sur une joue doit tendre l'autre, en on conclu qu'il est défendu de résister à aucune violence, dût-on perdre la vie, et que la société elle-même n'a pas le droit d'employer la force contre ceux qui l'attaquent: la guerre, suivant eux, est toujours illégitime et contraire à l'esprit autant qu'à la lettre des saints Évangiles. Avec une pareille interprétation de la charité, comment serait-il possible de concevoir une société chrétienne? Si l'Évangile interdit la violence dans un but d'intérêt personnel, il ordonne impérieusement de secourir ceux qui souffrent; et les quakers oublient que Jésus-Christ lui-même s'arma d'un fouet pour chasser les brocanteurs qui profanaient le temple.

Mais nous ne pouvons nous résoudre à passer sous silence la secte des quakers trembleurs que M. de Beaumont nous fait connaître avec assez de détails; comme cet auteur nous rapporte ce qu'il a lui-même vu, nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'emprunter son récit :

« La secte des quakers, *shakers,* c'est-à-» dire trembleurs, fut fondée dans le siècle » dernier par une femme nommée Anne Lee, » et se compose, moitié d'hommes moitié de » femmes, vivant ensemble sous le même » toit, on ne sait trop pour quelle raison, » car les uns et les autres ont fait vœu de » célibat.

» Leur association est fondée sur le prin-» cipe de la communauté des biens : chacun » travaille dans l'intérêt de tous. Les hom-» mes cultivent des terres appartenant à l'é-» tablissement, et dont les produits font vi-» vre les membres de la société. Les femmes » se livrent aux soins que leur sexe com-» porte.

» Ceux qui n'ont rien mis dans la commu-» nauté en retirent le même avantage que » les sociétaires dont l'apport a été le plus » considérable. Du reste, l'association paraît » profiter à tous; chacun retire d'elle un » grand bien-être matériel, la vie commune » étant beaucoup moins chère que la vie in-» dividuelle.

» Voici maintenant quelle est leur doc-» trine religieuse.

» L'examen attentif des livres saints » prouve, disent-ils, que la venue d'un se-» cond Messie a été annoncée, et que ce se-» cond Messie a dû paraître dans l'année » 1761. Ce Messie, c'est Anne Lee (fonda-» trice de la secte); vous êtes obligé de le » reconnaître, car vous ne pouvez nier la vé-» rité annoncée par les livres sacrés. Or, » nous disons que ce Messie est Anne Lee. » Prouvez-nous que c'est un autre, autre-» ment il faudra bien reconnaître que notre » religion est la seule vraie.

» Nous avons adopté le célibat des hom-» mes et des femmes, parce que Anne Lee » est venue annoncer à la terre que le monde » est si corrompu qu'il doit finir, et c'est » entrer dans les vues de la Providence que » de coopérer à ce résultat.

» Ayant souvent entendu, » poursuit M. de

Beaumont, « tourner en dérision les cérémo-
» nies qui constituent le culte extérieur des
» quakers trembleurs, j'ai voulu les voir de
» mes propres yeux.

» Non loin d'Albany, à Niskayuma, se
» trouve une congrégation de shakers, que
» j'ai visitée un jour de fête religieuse.

» L'établissement est isolé au milieu d'une
» forêt, et ses abords présentent l'aspect le
» plus sauvage; cependant il est peu distant
» de la ville, et toutes les fois qu'une céré-
» monie des trembleurs est annoncée, le dé-
» sert et ses environs se peuplent d'une foule
» de curieux américains ou étrangers, atti-
» rés par la renommée de ces singuliers so-
» litaires.

» Une portion de la salle où se célèbre
» leur culte est destinée au public; l'autre
» partie, plus étendue, forme une espèce de
» théâtre sur lequel se passe la cérémonie.
» Je venais de prendre place parmi des spec-
» tateurs fort nombreux, lorsque je vois pa-
» raître sur la scène des femmes, les unes
» vieilles, les autres jeunes, et d'autres tout-
» à-fait enfants. Elles étaient vêtues de
» blanc, et portaient un costume uniforme;
» un petit chapeau gris, à bords échancrés,
» couvrait leur tête. Elles s'avancent à pas
» comptés les unes à la suite des autres, s'as-
» seyent à la droite des spectateurs, éten-
» dent un mouchoir blanc sur leurs genoux,
» et y posent les mains avec des mouve-
» ments d'une extrême précision : alors elles
» se tiennent immobiles.

» En ce moment paraissent les hommes
» en uniforme violet, et la tête couverte
» d'un grand chapeau à larges bords; ils
» défilent gravement et vont s'asseoir auprès
» des femmes. Après une pose silencieuse de
» quelques instants, hommes et femmes se
» lèvent, et se regardent face à face pendant
» cinq minutes, sans rien dire : puis, l'un
» des quakers sort des rangs, prend la pa-
» role, et, s'adressant au public, il explique
» l'objet de la cérémonie, qui est, dit-il, de
» glorifier le Seigneur, et il termine en in-
» vitant les spectateurs à ne pas rire de ce
» qu'ils vont voir et entendre.

» A peine a-t-il achevé de parler, que
» tous entonnent un hymne religieux avec
» des voix discordantes, et, tout en chan-
» tant, balancent leur corps, secouent leurs
» mains, agitent leurs bras de la façon la plus
» étrange. Ces exercices durent environ une
» heure. Pendant tout ce temps ils se repro-
» duisent sous la même forme, avec quelques
» modifications.

» Le lecteur sait que ces cris, ces balan-
» cements ont pour objet la gloire de Dieu,
» et que tous ces mouvements du corps sont
» excités par l'enthousiasme religieux. Or,
» en s'agitant, en chantant, les shakers s'é-
» chauffent de plus en plus; leur exaltation
» s'accroît et se manifeste avec plus d'éner-
» gie..... Alors on les voit danser pêle-mêle
» au milieu de clameurs violentes et de ges-
» tes désordonnés. Tantôt une douzaine
» d'hommes rangés en file, et un même nom-
» bre de femmes, paraissent diriger tous les
» autres : ils tiennent leurs mains levées à
» hauteur de la poitrine, et les secouent sans
» relâche. Une autre fois on voit, immobiles
» au milieu de la scène, quinze ou vingt qua-
» kers, autour desquels tous les autres chan-
» tent et dansent avec une incroyable ardeur :
» c'est le plus haut degré de l'inspiration.

» Tout cela se fait gravement et avec une
» bonne foi au moins apparente. Sur plusieurs
» de ces têtes si follement agitées se montrent
» des cheveux blancs. Rien, dans cette céré-
» momonie burlesque, ne fait rire, parce que
» tout fait pitié.

» Tout-à-coup les cris cessent, les mou-
» vements s'arrêtent; au milieu d'un silence
» profond, un vieillard paraît, et, s'adressant
» aux spectateurs, il leur dit : Un intérêt
» mondain, une vaine curiosité vous ont
» attirés en ce lieu; puissiez-vous en rap-
» porter de salutaires impressions! Qui de
» vous peut se dire aussi heureux que nous
» le sommes? Le bonheur n'est ni dans la
» richesse ni dans les plaisirs des sens; il
» consiste surtout dans la raison. Tout le
» monde s'agite vainement à la recherche de
» la vérité, nous seuls l'avons trouvée sur la
» terre. »

On ne peut s'empêcher, dirons-nous avec M. de Beaumont, en présence d'un pareil spectacle, de déplorer la misère de l'homme et la faiblesse de sa raison.

La liberté des cultes est complète aux États-Unis, en ce sens qu'on n'y persécute plus personne aujourd'hui pour ses croyances religieuses; mais, pour cela, cette liberté n'est pas illimitée dans toute l'acception du mot.

Nous avons dit la répugnance que montrent les protestants, en général, pour le culte catholique et l'unitairianisme; ces restrictions de la liberté d'examen ne se bornent pas là. Dans quelques États, tout en proclamant la liberté des cultes, la loi ne protége que les protestants et ne reconnaît que les chrétiens; dans d'autres, il faut être chrétien pour être admis aux charges publiques, et même, dans l'État de New-Jersey, ces charges ne sont conférées par la constitution qu'à des protestants.

Il a été dit plus haut que les membres des diverses communions se traitent entre eux avec une grande bienveillance; on n'en saurait dire autant des ministres qui les dirigent. Pour ceux-ci, en effet, l'exercice du ministère sacré n'est pas seulement une affaire de conviction, c'est un calcul, une industrie. Le candidat n'a besoin, pour arriver au sacerdoce, que d'être élu par ses co-religionnaires; on ne lui demande aucune étude préalable, aucune espèce de garantie qu'un certificat attestant qu'il est capable de faire un sermon; encore cette dernière condition n'est-elle pas toujours indispensable. Quelquefois c'est un marchand ruiné qui veut rétablir ses affaires, ou un homme qui désire gagner quelques dollars pour se livrer plus tard au négoce. Le but qu'il poursuit principalement est le *comfort* de lui-même et de sa famille, et dès qu'il trouve une profession plus lucrative, il laisse là la chaire et la robe magistrale pour s'établir dans un comptoir ou dans un atelier. Comme les ministres sont payés par les congrégations qu'ils desservent, leur profession est d'autant plus avantageuse que la secte compte plus de membres. De là naissent entre eux des rivalités, des jalousies, qui, pour n'être pas toujours scandaleuses, n'en sont pas moins peu d'accord avec la morale chrétienne. Un ministre ne voit le plus souvent dans son collègue qu'un concurrent qui nuit à son industrie; il le tolère, mais il ne l'aime pas. Cet esprit de commerce et de lucre, appliqué à la fonction la plus respectable parmi celles que peut embrasser un homme, ôte à la parole du ministre protestant toute sa dignité et la plus grande partie de son influence: on croit peu aux discours de celui qu'on sait n'avoir en vue que son propre intérêt. Quelques ministres, il faut le dire, font exception à la loi générale, et remplissent leurs fonctions avec zèle et charité; mais malheureusement ces exceptions sont rares, et l'on peut dire avec vérité qu'elles ne font qu'affirmer la règle.

Parmi tous les ministres du culte, le curé catholique seul est exempt de ces taches qui déparent le sacerdoce protestant; il est le seul qui doive sa charge, non à l'élection de la majorité, mais à la nomination de son évêque; et c'est à celui-ci, et non à d'autres, qu'il doit rendre compte de sa conduite. Il résulte de là pour les prêtres catholiques une grande indépendance vis-à-vis de leur troupeau. Ils agissent comme bon leur semble, sans crainte du blâme public, sans redouter que leur résistance aux caprices de la majorité ne fasse révoquer leur nomination. Au lieu de s'inquiéter des murmures de leurs ouailles, ils disent: Tous les hommes sont frères devant Dieu, sans acception de couleur ni de race. Il faut donc qu'à l'église les noirs soient les égaux des blancs. Et il en est ainsi. Aucun ministre protestant, quelle que fût sa pensée à ce sujet, n'oserait jamais tenir un pareil langage: ceux qu'il prêche sont ses maîtres; sur un mot imprudent en faveur de la race noire, ils peuvent le faire, d'un souffle, rentrer dans le néant; ils tiennent en leurs mains la bourse qui le fait vivre, lui, sa femme et ses enfants. Il a fallu les flatter pour être élu; pour conserver sa place, il faut les flatter encore. L'intérêt bien entendu se révolte à l'idée de perdre un emploi lucratif: meurent les noirs plutôt qu'un principe!...

Dans l'esquisse rapide que nous venons de tracer des mœurs américaines, c'était principalement le nord de l'Union que nous avions en vue. Nous avons vu l'influence que cette partie des anciennes colonies anglaises

avait constamment exercée sur toutes les autres ; nous devions nécessairement, dans une exposition générale, la prendre pour type. Non-seulement l'Yankée (1) a infusé ses mœurs politiques et religieuses dans le reste des États-Unis, mais encore il est devenu le type du pionnier, du manufacturier, du négociant, de l'industriel. Il n'est pas un coin de l'Union où un enfant de la Nouvelle-Angleterre ne soit venu montrer le parti qu'on pouvait tirer du sol. Il a exploité les mines, défriché les forêts, sondé les fleuves; nulle difficulté ne l'étonne; seul, avec sa hache et son marteau, il méprise les obstacles et dompte la nature. Nous avons dit qu'il ne parle guère, mais, en revanche, il est dans un mouvement perpétuel. Le mouvement pour lui est nécessaire comme la nourriture; il faut qu'il spécule, qu'il défriche, qu'il plante, qu'il bâtisse, ou même, au besoin, qu'il détruise. Il ne connaît ni père, ni mère, ni parents, ni amis, ni famille, ni berceau de son enfance qui soit capable de l'arrêter s'il a dans l'idée de sauter à trois ou quatre cents lieues dans l'ouest pour y faire fortune. *Ubi bene, ibi patria;* voilà sa devise. Son projet arrêté est mis aussitôt à exécution ; il prend les outils indispensables, quelques provisions de bouche, et, le cœur rempli d'espérance, il dit un éternel adieu aux lieux qui l'ont vu naître.

Arrive-t-il dans un lieu désert, dont un coin de forêt lui dispute la possession, avec des branches d'arbre, en un clin d'œil il a construit un abri pour lui et pour sa femme, dont il ne se sépare jamais. Le lendemain, il incendie la forêt : voilà un champ. La forêt est son ennemie naturelle; avec le lait de sa mère il a sucé la haine des vieux arbres; ils sont pour lui la marque de l'état sauvage. Aussi les poursuit-il à outrance; il aimerait mieux griller au soleil que d'en conserver quelques-uns pour abri : il craindrait de devenir peau-rouge. L'Yankée sait, au besoin, se contenter de peu ; mais la vie de privation n'est pas son fait. Aussi, pour obtenir son comfort, objet constant de tous ses vœux, aucun travail ne le rebute, et où d'autres mourraient de faim, il sait trouver de quoi vivre dans l'abondance.

Il n'est donc pas étonnant que de tels hommes aient pris la direction des affaires dans un pays qu'il fallait défricher; la principale différence qui soit entre les hommes du sud et ceux du nord, vient de ce que dans le sud les esclaves ont toujours existé et deviennent de plus en plus nombreux chaque jour. Depuis plus de trente ans, au contraire, les États du nord ont affranchi les rares esclaves qui étaient disséminés parmi la population.

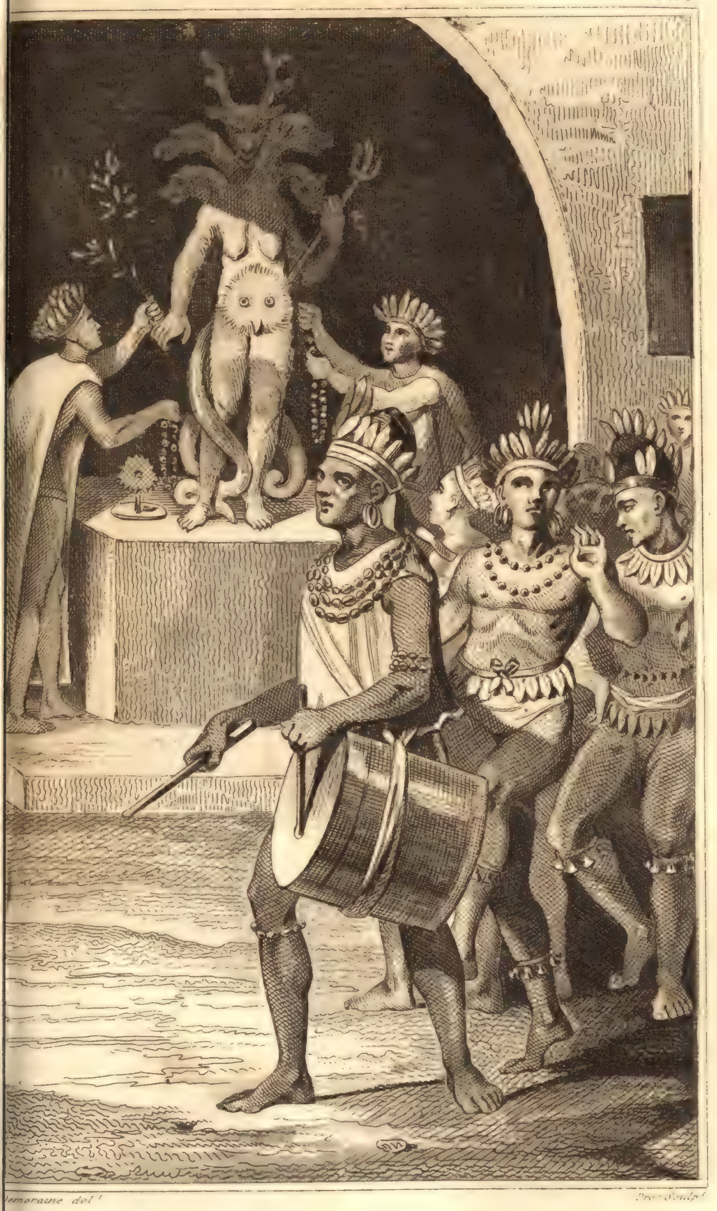
L'Yankée est habitué à ne compter que sur lui-même; il est en même temps son propre ingénieur et son propre ouvrier; l'homme du sud, nourri dès l'enfance au milieu des esclaves, qu'il est accoutumé à regarder comme devant travailler pour lui, s'est laissé gagner insensiblement par l'indolence et même un peu de paresse. Vivant dans un pays où le travail manuel est une honte, car il assimile l'homme libre à l'esclave, il sait moins ce que coûtent de peines les mille objets qui font les jouissances de la vie, aussi il est moins parcimonieux que l'homme du nord. Celui-ci, toujours préoccupé d'affaires, prend à peine le temps de répondre aux questions que lui fait un ami; celui-là, souvent ennuyé de son oisiveté, reçoit avec plaisir ceux qui le visitent. Le premier regarde l'étranger qu'on lui recommande comme un passe-temps agréable; le second comme un obstacle à ses travaux.

Si vous abordez un homme du sud, ne vous réjouissez pas de la réception cordiale qu'il vous fait; si vous abordez un homme du nord, ne vous attristez pas de l'air souvent impatienté dont il vous accueille, et tenez-vous pour dit que son plus grand avantage sera, dans presque tous les cas, le baromètre auquel l'Américain, de quelque contrée qu'il soit, mesurera votre arrivée: avec cette règle vous pourrez vous tromper quelquefois; mais vous tomberez souvent juste.

(1) On a donné d'abord ce nom par dérision aux habitants de la Nouvelle-Angleterre. Ils le conservent aujourd'hui, et s'en font gloire. C'est ainsi que, pendant la révolution française, le titre de sans-culotte, injurieux d'abord, devint pour ceux à qui on l'appliquait un titre d'orgueil et une sorte de distinction dont ils faisaient parade.

Culto de los Indios de la Florida, en tiempo de la conquista.

Pl. 6



Demoraine del.

Pre Sculp.

CULTE DES INDIENS DE LA FLORIDE, (au Tems de la Conquête)

AMÉRIQUE

L'indolence, l'inaction forcée de l'homme du sud, en lui donnant plus de générosité, plus de grandeur dans les manières, l'ont aussi rendu beaucoup moins industrieux que son confrère du nord. Comme celui-ci il aime l'argent et les richesses de toute sorte; mais il serait la plupart du temps embarrassé pour en gagner là où ce dernier en découvrirait à monceaux.

Il faut souvent qu'un Yankée, ruiné dans son pays par quelque spéculation hasardeuse, émigre forcément dans le sud pour montrer au fouetteur d'esclaves les trésors enfouis dans sa terre.

Si l'on pouvait donner à l'Yankée un peu des manières du Virginien, si l'on pouvait donner au Virginien un peu de l'activité de l'Yankée, le peuple américain serait heureusement modifié.

Le planteur du sud, qui a reçu des manufacturiers du nord un grand nombre de leurs coutumes religieuses, et qui a adopté dans son intérêt les principes politiques que ceux-ci avaient formulés, leur envie encore leur industrieuse et lucrative activité; au point de vue de son propre bien-être, il voudrait imiter l'activité de ceux que tant de fois il a acceptés pour mentors; mais sa volonté, quelque forte fût-elle, ne suffit plus aujourd'hui pour cela. L'esclave est là, qui, comme pour venger l'injure faite à l'humanité dans sa personne, s'est transformé en un ulcère hideux auquel on ne connaît plus de remède. Il enferme ses maîtres dans un cercle sans issue, et leur défend d'aller plus loin.

Il nous resterait, pour terminer ce tableau des mœurs américaines, à parler des États de l'ouest, qui furent fondés successivement depuis la naissance de la république; mais ce que nous avons à dire à cet égard est lié de si près au développement du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, que nous croyons devoir le réserver pour le paragraphe où nous parlerons de ces éléments de la prospérité des États-Unis.

Avant d'exposer les institutions politiques, nous allons dire quelques mots de la condition des Nègres, et des rapports des Anglo-Américains avec ce qui reste des indigènes.

DE L'ESCLAVAGE ET DE LA CONDITION DES NÈGRES AUX ÉTATS-UNIS.

Il nous est difficile, à nous Français, de nous figurer ce que c'est qu'un esclave; et les idées d'égalité des hommes sont tellement infuses chez nous, que nos philosophes les ont regardées comme innées. Quelque classe de la société qu'on examine, on retrouvera partout ce sentiment formulé de toutes manières : ceux-là même qui, dans ces derniers temps, ont exposé les systèmes les plus opposés à l'égalité des conditions, entendaient toujours par inégalité, non la différence de nature, mais la différence des rangs; pour eux il n'était jamais question que de préséances et de hiérarchie sociale, et non de séparation absolue. Entre tel et tel homme ils voyaient bien une barrière, mais jamais un abîme; et Louis XIV lui même prenait, suivant l'expression du marquis de Saint-Simon, ses ministres et ses conseillers dans *la plus vile roture.*

Telle n'est pas la relation qui existe entre le maître et l'esclave.

L'esclave n'est pas un homme, ayant une personnalité à lui, une intelligence à lui, un libre arbitre à lui : c'est une *chose*, une propriété qu'on peut vendre, changer, donner, dont on peut user suivant son bon plaisir. Il est, dès le jour de sa naissance, condamné à la mort civile.

Il suit de là que les lois et la morale n'existent pas pour l'esclave. Il n'y a pour lui ni père, ni mère, ni frère, ni sœur, ni patrie; car il faut qu'à toute heure il soit prêt à tout quitter pour suivre le maître d'aujourd'hui auquel le vend son maître d'hier. Tous les rapports qu'il peut entretenir avec ses semblables sont purement matériels; la femme pour lui n'est qu'une femelle, et souvent ses enfants sont vendus dès le ventre de leur mère (1). Il n'est pas question de décider

(1) J'ai vu, il n'y a pas bien long-temps, dans les papiers provenant de la succession d'un ancien planteur, un contrat d'échange conçu à peu près en ces termes :

« Entre les soussignés, M...... et N......, il a été » convenu ce qui suit :

s'il est juste et légitime de le posséder, il s'agit seulement de savoir si l'esclave est un immeuble. Il est un meuble dans quelques États; dans d'autres, au contraire, il est un immeuble.

Mais l'homme n'est pas comme les animaux une machine purement passive, obéissant aveuglement à la loi de ses grossiers instincts; il a reçu de Dieu la faculté de comprendre une loi morale et de la pratiquer; cette loi lui enseigne ses devoirs et en même temps les droits qui en découlent. En vain tiendrez-vous son corps dans les fers; du fond d'un cachot obscur son âme est libre, et nul obstacle ne saurait mettre de borne à sa pensée. On a senti que tout en retenant son corps on n'aurait sur l'esclave qu'une puissance éphémère et contestée, tant qu'on n'aurait pas détruit en lui tout germe d'intelligence : ce n'était rien que de l'avoir asservi, il fallait l'abrutir; on y a pourvu.

Toutes les lois interdisent l'instruction aux esclaves. Un maître qui apprendrait à son esclave à lire et à écrire, est condamné, suivant la loi de quelques États, à la même peine que quand il les tue.

Sous un tel régime, auquel les générations de noirs se sont habituées depuis deux siècles, le but qu'on se proposait a été atteint. Le malheureux nègre, aujourd'hui, n'a plus souvenir de sa patrie, il en ignore la langue, l'histoire et les mœurs; le champ qu'il cultive et le fouet de son maître, voilà sa science, voilà la seule idée qu'il ait de ses rapports avec la société. Dans l'abjection profonde où l'ont plongé ses maîtres, il a perdu jusqu'à l'idée d'une destination plus noble; et dans ce qui lui reste d'intelligence, il ne peut seulement trouver de quoi comprendre sa position. Il n'est plus, à ses propres yeux, qu'un animal domestique.

Mais un animal peut fuir; et comme dans les États du nord l'esclavage a été aboli depuis 1799, si l'esclave fugitif eût pu trouver un refuge dans les États où ses semblables ont été reconnus pour faire partie de l'espèce humaine, la propriété de son maître aurait été perdue : en conséquence il a fallu dire que, non-seulement dans l'État qu'il habite, mais dans aucun des États de l'Union, l'hospitalité ne peut être accordée à l'esclave qui quitte la terre de son propriétaire. Malheur au pauvre nègre fugitif! quand il était chez son maître il recevait au moins un asile et le peu d'aliments qu'il lui faut pour se nourrir; aujourd'hui la société tout entière est liguée contre lui. En quelque lieu qu'il porte ses pas, il est traité en ennemi, il est poursuivi, chassé, traqué comme un animal féroce. Désormais celui qui le tuera, au lieu de payer une amende, recevra sa récompense : il est hors la loi, chacun peut tirer sur lui, le prendre, le fouetter, le mutiler à son choix; non-seulement les lois, mais les mœurs l'y autorisent : le meurtrier d'un nègre fugitif a bien mérité de l'Union tout entière.

La prévoyance a même été plus loin; il y a des États, la Caroline du sud, par exemple, où non-seulement le fugitif, mais celui qui aurait favorisé son évasion, sont punis de mort.

La loi qui défend de montrer aux esclaves leurs devoirs et leurs droits est-elle au moins indulgente pour leur ignorance? les traite-t-elle avec d'autant moins de rigueur qu'ils ont une connaissance plus imparfaite de ce qui est bien ou mal? Tant s'en faut! Sentant bien qu'on ne pouvait compter avec eux sur une morale qu'il est défendu de leur enseigner, on a pris le parti de les tenir dans une crainte perpétuelle : à leur égard règne une terreur permanente.

Toutes les lois des États américains portent la peine de mort contre l'esclave qui tue son maître; mais elles ne portent qu'une simple amende contre le maître qui tue son esclave. Le maître peut frapper un esclave; mais l'esclave qui frappe un homme libre est puni de mort. Si le maître d'un nègre est attaqué par un blanc, l'esclave peut défendre son maître, il peut blesser, il peut même tuer l'agresseur; la loi lui en accorde la permission. Mais s'il était attaqué lui-même, et qu'il blessât un blanc en défen-

»M...... cède à N...... la nommée Louise, femme »de couleur, âgée de vingt-quatre ans, et son enfant »Louis, âgé de trois ans. Moyennant quoi, N...... »donnera à M...... sa jument bai-brun, âgée de »quatre ans.»

dant sa propre vie, il serait puni de mort.

Il est cependant pour le malheureux esclave une condition de salut; la voici : La peine de mort prononcée contre lui nuit à l'intérêt de son maître : il a donc fallu que, pour ne pas faire porter sur celui-ci la peine infligée à celui-là, la loi déclarât que les condamnés à mort seraient payés par le trésor. L'indemnité ne peut dépasser la somme de trois cents dollars. Or l'emprisonnement de l'esclave étant pour le maître une perte sans compensation, il en résulte que, par économie, dès qu'un de ses esclaves est accusé, le maître désire qu'il soit condamné à la mort plutôt qu'à la prison, et pour peu même que le nègre soit vieux ou atteint de quelque infirmité, il le livre avec empressement, dans l'espoir qu'avec le prix qu'il en obtiendra il pourra le remplacer par un autre plus jeune ou plus vigoureux. Mais si le maître désire recevoir l'indemnité, les jurés qui jugent l'esclave ont intérêt à ménager la bourse de l'État, et, par économie, ils acquittent le plus souvent le nègre. C'est dans cette lutte de cupidités rivales que le malheureux rencontre sa sauve-garde.

Dans l'embarras où l'on était de trouver une peine qui réprimât l'esclave sans nuire aux intérêts du maître ni à ceux du trésor, on a imaginé d'appliquer celle du fouet dans le plus grand nombre des cas; le pilori, la marque, la mutilation, telle que l'amputation des oreilles, sont encore des peines assez souvent employées. Le jour même où il a été meurtri de coups, le nègre peut reprendre sa tâche. Il y a même des États, comme ceux de la Caroline du sud et de la Louisiane, où la loi donne aux maîtres le pouvoir absolu de punir leurs esclaves comme ils l'entendent.

Il semblerait que la faute une fois définie, la répression en dût rentrer dans la loi de la justice ordinaire; mais, d'après la relation qui existe entre les maîtres et les esclaves, l'application de cette règle de la morale la plus vulgaire est impossible; tant il est vrai qu'une fois entré dans un principe mauvais, on n'est plus maître d'en récuser les conséquences.

En effet, pour appliquer à l'esclave l'institution du jury fondée sur ce principe que nul ne doit être jugé que par ses pairs, il faudrait instituer un jury d'esclaves; chose complétement impraticable. L'esclave est donc jugé par un jury composé de ses maîtres, c'est-à-dire de ses ennemis naturels; il n'a devant eux, pour sauve-garde, que leur désir de ne pas léser les intérêts du propriétaire, ou de ne pas payer l'indemnité qu'il faudrait donner pour sa mort.

En présence de tant d'iniquités, devant une si indigne violation de toutes les lois divines et humaines, il n'est pas d'homme généreux qui ne se sente ému jusqu'au fond des entrailles; aussi n'est-il pas étonnant que, même en Amérique, des hommes se soient élevés avec énergie contre l'esclavage, et demandent avec persévérance l'affranchissement des nègres.

Au nombre des causes qui militent en faveur de cet affranchissement, se présentent d'abord les idées religieuses, qui, comme nous l'avons dit, sont très-répandues dans toute l'Union. Le principe de l'égalité chrétienne est si formellement contenu dans les Évangiles, qu'il est impossible au sophiste le plus habile de se soustraire entièrement à ses conséquences. Quelque loin que soit poussé le principe du libre examen, comment faire pour nier la fraternité des hommes après les enseignements positifs du Christ à ce sujet? Les législateurs des États à esclaves ont si bien senti l'influence de ce principe, qu'ils ont cru devoir déclarer dans leurs codes que l'esclave qui aura reçu le baptême ne sera pas libre pour ce seul fait.

Mais le motif le plus puissant qui milite en faveur de l'affranchissement, c'est l'intérêt des propriétaires. On se demande, en effet pourquoi les États où l'esclavage est aboli sont plus heureux, plus riches, plus florissants que ceux où il est encore en vigueur; on se demande s'il ne serait pas plus avantageux d'employer des ouvriers libres, qui sont plus intelligents, plus actifs, et si leur salaire ne serait pas moins onéreux que les frais d'entretien exigés par l'esclave, dont il faut nourrir la famille, soigner les maladies, soulager les infirmités et la vieillesse.

Des objections graves viennent malheu-

reusement infirmer la valeur de ces calculs personnels, et faire perdre à ces pensées d'affranchissement ce qu'elles pouvaient faire naître d'espérances.

Quelques partisans de l'esclavage disent : Il est incontestable que l'intelligence des noirs est inférieure à celle des blancs ; donc la domination de ces derniers sur les premiers est légitime. Le fait affirmé fût-il démontré vrai, nous n'admettrions pas la conséquence qu'on en tire. Mais tant s'en faut qu'il en soit ainsi. Des expériences récentes, faites dans les États où l'esclavage est aboli, démontrent que, soit dans les écoles, soit dans les ateliers, soit dans le commerce, soit dans l'agriculture, les jeunes nègres montrent une intelligence égale à celle des blancs. Et quand même cette intelligence serait actuellement inférieure, en faudrait-il conclure que jamais elle ne prendra plus de développement, et que l'infortunée race africaine est destinée pour toujours à la servitude et à l'abjection ? Dieu nous garde de le croire. Qui ne sait l'influence de l'éducation sur l'homme, surtout quand elle a été prolongée pendant un grand nombre de générations successives ? Croit-on, par exemple, que les Francs, les Gaulois, les Bretons, les Normands, etc., dont les descendants forment aujourd'hui les peuples les plus intelligents et les plus policés de l'Europe, auraient montré la même aptitude que nous aux sciences et aux arts qui nous sont aujourd'hui familiers ? Si cependant les apôtres du christianisme, en descendant au milieu des hordes sauvages qui peuplaient l'Europe il y a seize siècles, eussent dit, Voilà des barbares dont l'intelligence est obtuse, dont les mœurs sont hideuses, et qui ne sont propres qu'à l'esclavage, où en serions-nous aujourd'hui ?

L'intelligence une fois admise comme règle pour classer les hommes, on ne sait jusqu'à quelle absurdité conduirait un tel principe. Non-seulement il n'est pas une seule nation, mais même une seule famille où l'intelligence soit également répartie entre tous les membres ; dira-t-on que ces hommes ne sont pas égaux, qu'ils ne sont pas frères ? Bien plus : les hommes, dans leurs premières années, sont toujours inférieurs à leurs parents quant à l'intelligence : faudra-t-il, à cause de cela, les repousser de la famille humaine ? bien plus, si, sous prétexte que l'intelligence des noirs est inférieure à la nôtre, nous sommes autorisés à les réduire en esclavage, que ferons-nous des idiots chez qui l'intelligence est nulle ? Il faudra les tuer.

Vouloir distinguer les hommes par leurs aptitudes physiques ou intellectuelles, c'est repousser les faibles, les malades et les infirmes, c'est nier la charité, ce premier et sublime dogme du christianisme ; c'est nier la société dans sa base.

Battus sur ce terrain par les partisans de l'affranchissement, les propriétaires d'esclaves se rejettent sur ce qu'ils appellent la *nécessité*. Le climat des États du sud est trop chaud, disent-ils, pour que des blancs puissent s'y adonner aux travaux de la culture ou de l'industrie.

Cette objection a reçu un rude échec par l'expérience qui s'est faite dans le Maryland depuis quelques années. En effet, on a vu que la culture non-seulement y est plus productive depuis que quelques blancs ont essayé de s'y livrer, mais encore que nul inconvénient n'en est résulté pour la santé des cultivateurs. Il est probable que cette expérience sera renouvelée dans d'autres États plus méridionaux encore : Dieu veuille qu'elle réussisse au gré des hommes généreux qui veulent la liberté des noirs !

Mais supposons que la culture soit impossible aux blancs dans la partie méridionale des États-Unis, qu'en faudrait-il conclure ? Dût-on rire de mon opinion, je la dirai tout entière. On devrait en conclure logiquement que les blancs doivent quitter un sol qui les repousse : la nécessité ne peut jamais être alléguée pour excuser un crime, et quel crime plus grand peut commettre un homme que de réduire son frère à l'esclavage ? La liberté est un don de Dieu : malheur à celui qui veut en étouffer le germe

Qu'on ne pense pas que je suis assez simple pour croire à la possibilité d'un tel sacrifice de la part des Américains. Pour renoncer à son bien-être, à ses jouissances, à l'espoir de les transmettre à ses descendants,

il faut une force, une grandeur d'âme, une abnégation dont peu d'hommes sont capables; et quant aux planteurs eux-mêmes, il ne faudrait pas les connaître pour croire qu'une telle pensée pût leur venir un seul instant dans l'esprit. Un jour viendra sans doute où les nègres seront libres, mais c'est seulement quand à force de se multiplier ils seront assez forts pour mettre le couteau sous la gorge de leurs maîtres. On ne peut y songer sans horreur; mais je ne suis pas le premier auquel ce résultat de l'état actuel paraisse inévitable dans un temps plus ou moins éloigné.

L'objection du climat tombant aussi bien que celle du défaut d'intelligence, restent celles de la difficulté matérielle de l'affranchissement, si une fois il était admis en principe.

Deux moyens se présentent pour l'opérer: 1° Déclarer libres tous les noirs qui sont actuellement sur le sol de l'Union; 2° affranchir, comme cela fut fait dans les États du nord, seulement les enfants qui naîtraient à partir d'une époque déterminée.

Ce dernier moyen, quelque facile qu'il paraisse à appliquer au premier abord, offre néanmoins des inconvénients graves; le nègre, dans l'état d'abrutissement où l'ont jeté ses maîtres, ne pense pas aujourd'hui à un sort meilleur; mais s'il voyait ses enfants libres et supérieurs à lui, peut-être lui prendrait-il quelqu'envie de réclamer sa portion de l'héritage des enfants de Dieu; et qui peut prévoir les conséquences de son réveil?

La position actuelle des États à esclaves n'est pas comparable à ce qui existait dans le nord lors de l'affranchissement des enfants des nègres. Le nombre des esclaves dans ces États était, dans ceux qui en contenaient le plus, de huit ou neuf pour cent habitants; on n'avait donc à craindre de leur part aucune tentative de révolte; aujourd'hui la Caroline du sud contient cinquante-quatre à cinquante-six esclaves contre cinquante hommes libres. Il y a vraiment de quoi trembler.

Mais quel que soit celui de ces deux systèmes que l'on adopte, il faudra toujours payer aux maîtres la valeur non-seulement des esclaves, mais encore de leur lignée. Cet achat, qui ne pourrait être fait que par l'Union entière, coûterait des sommes énormes; il faudrait élever les taxes, et c'est là un sacrifice auquel personne ne voudra consentir. D'un bout à l'autre des États-Unis, on reconnaît aujourd'hui que l'esclavage est un chancre rongeur, une épée suspendue sur l'Union tout entière, et l'on sent le besoin de remédier au mal; mais on espère que ce mal peut durer quelque temps encore sans produire les malheurs que l'on prévoit pour l'avenir. Chacun donc serre sa bourse en disant comme Louis XV: « Cela durera bien » autant que moi. » D'ailleurs les États du nord, qui ont aboli l'esclavage, ne consentiraient pas à s'imposer pour éviter des maux qui menacent principalement les États du sud. Si quelque jour les nègres révoltés égorgent leurs oppresseurs, ce sera sur les maîtres qu'ils ont sous la main, et non à trois ou quatre cents lieues plus loin, que s'exercera leur vengeance.

Le même intérêt bien entendu qui empêcherait aujourd'hui le nord de faire quelques sacrifices pour délivrer le sud, empêche le sud lui-même de provoquer l'affranchissement. Si les planteurs actuels se privaient de leurs esclaves, leurs fortunes éprouveraient de profondes perturbations; la question de morale étant éliminée, il ne s'agit plus pour eux que d'un simple calcul: or à quoi bon faire un sacrifice actuel pour parer à un mal qu'on ne voit encore que dans un avenir éloigné? Quand viendra la crise, ceux qui seront là s'en tireront comme ils pourront. La raison est concluante.

Mais, quand même tous les obstacles seraient vaincus, un embarras fort grand résulterait de l'affranchissement des nègres. Il n'est pas un planteur qui se croirait en sûreté au milieu de ses anciens esclaves devenus libres, car, pensent-ils, quel homme pourrait oublier les infâmes traitements qu'on fait subir aux noirs? Il faudrait donc les éloigner. Les transporter dans l'ouest pour en former une colonie particulière, ce serait planter là un ennemi pour l'avenir, un obstacle à l'agrandissement de l'Union; les mettre sur des vaisseaux et les reporter en

repousse, et de leur côté, les journaux accablent de leurs sarcasmes le jeune homme qui veut épouser une négresse. Les amis des nègres avaient pris un rendez-vous pour une nouvelle réunion qui devait avoir lieu le surlendemain 9 juillet : une opposition puissante s'organise. A l'heure marquée on se dirige au rendez-vous; mais la police, craignant les excès de la multitude, avait défendu la réunion. La foule qui était venue dans l'espoir de commettre quelque désordre ne peut se retirer sans avoir fait de mal; elle apprend qu'il y a au théâtre de Bowery un acteur anglais qu'on accuse d'avoir mal parlé du peuple américain; la foule s'y porte en tumulte, et bientôt après le théâtre n'offre plus qu'une scène de désordre et de confusion. Puis les perturbateurs reviennent à leur première idée.

Un Américain, nommé Arthur Tappan, s'était constamment montré l'ami des nègres; il avait été vu quelquefois dans leur compagnie et en recevait même dans sa maison. Une voix crie : « *A la maison » d'Arthur Tappan!* » La multitude s'y précipite aussitôt, brise les fenêtres, enfonce les portes; ne trouvant personne dans la maison on jette les meubles dans la rue et l'on y met le feu. Ces scènes durent jusqu'à deux heures du matin. L'attroupement dissipé par la police, prend rendez-vous pour le lendemain, et se promet de détruire les magasins d'Arthur Tappan comme elle a détruit sa maison; en même temps, elle doit attaquer la demeure du docteur Cox, ministre presbytérien que l'on sait être attaché à la cause des nègres. En effet, le 10 au soir, on se porte vers l'église du docteur Cox, on lance des projectiles contre les portes et les fenêtres; puis de là la foule se dirige sur la maison du ministre lui-même; mais heureusement celui-ci, averti des dangers qui le menaçaient, avait, ainsi que sa famille, quitté New-York. Alors les factieux entreprennent de démolir la maison, et ils étaient déjà à l'œuvre quand un détachement de miliciens arrive et les dissipe après une assez vive résistance. Le même jour une autre église, appartenant à des gens de couleur, avait été l'objet des mêmes attaques et des mêmes violences. Les insurgés en avaient entrepris la démolition.

Une grande foule s'était aussi réunie autour de la chapelle de Chatam, où avait eu lieu la première assemblée; mais elle s'était dispersée sur l'assurance donnée par le propriétaire de cet édifice, que jamais on n'y admettrait à l'avenir de réunion ayant pour objet l'abolition de l'esclavage. Des troubles plus graves furent annoncés pour le lendemain.

« Il paraît bien constant, dit M. de Beaumont, que si, pendant la journée du 10 et le 11 au matin, l'autorité eût pris des mesures énergiques, le mouvement séditieux n'aurait pas eu de suite. Il suffisait d'ordonner à la milice de repousser la force, et de faire usage contre les insurgés de toutes ses armes *sans aucune exception.* »

Quelques journaux et plusieurs citoyens réclamèrent l'emploi de moyens énergiques, et osèrent dire que si les séditieux reparaissaient il fallait tirer sur eux

Dans cette circonstance les habitants de New-York étaient partagés entre deux impressions contraires. Des habitudes régulières, des idées de légalité et des besoins de paix leur faisaient sentir la nécessité d'arrêter la sédition. « Et cependant le sort des victi-
» mes n'excitait pas leur intérêt. A vrai
» dire, la majorité s'associait du fond de
» l'âme à toutes ces violences; et, cependant,
» par respect pour les principes, par amour
» de l'ordre, et aussi par pudeur, elle était
» forcée de la combattre. Cette situation
» étrange explique la mollesse des mesures
» prises par l'autorité civile contre l'insur-
» rection. »

« Dès la matinée du 11, la milice était sur pied; mais on savait qu'elle n'avait pas reçu l'ordre de faire feu sur le peuple en cas de nouvelle émeute. Le maire de New-York, qui avait le droit de donner cet ordre, n'avait pas cru devoir le faire.

» Les premières violences des insurgés se portèrent sur les magasins d'Arthur Tappan. Ils lancèrent des voiées de pierres dans les vîtres de la maison, et se disposaient à des voies de fait plus graves, lorsque l'arrivée des miliciens leur fit prendre la fuite. Le soir, vers

neuf heures, l'église du docteur Cox, qui la veille avait été attaquée, est assaillie de nouveau par une multitude furieuse; mille projectiles sont lancés contre ses murs; les hommes de la police arrivent, mais ils sont repoussés par le peuple. Dans le même moment, un autre rassemblement d'insurgés se livre à des violences plus criminelles et plus impies. L'église du docteur Ludlow, que son dévouement à la cause des nègres recommandait à la fureur des factieux, est envahie, les fenêtres sont brisées, les portes enfoncées, les murs démolis; les ruines et les décombres de l'édifice religieux servent à faire des barricades derrière lesquelles les rebelles se retranchent; un combat s'engage entre le peuple et la milice; on sonne le tocsin, l'alarme est dans toute la cité; après plusieurs alternatives de succès et de revers la victoire reste aux miliciens. Les insurgés se retirent, mais c'est pour aller tenter ailleurs d'autres œuvres de destruction : ils se rendent au domicile du docteur Ludlow, brisent les portes et les fenêtres de sa maison, entrent et se livrent à toutes sortes de violences. Au même instant, une église appartenant aux noirs était livrée à la fureur populaire. On avait répandu le bruit que, plusieurs jours auparavant, le ministre de cette église, le révérend Peter Williams, aussi recommandable par ses vertus que par son caractère religieux, avait marié un homme de couleur à une femme blanche; dès lors, l'exaspération de la multitude ne connaît plus de bornes. Les portes et les fenêtres sont arrachées, brisées, démolies, aux applaudissements des spectateurs; tout ce qui se trouve dans l'intérieur de l'église est saisi et jeté dans la rue. Bientôt les maisons adjacentes, occupées par des gens de couleur, sont attaquées; on en brise les fenêtres, on en force les portes, on en démolit les murs; les meubles sont saccagés, pillés; dans plusieurs quartiers de la ville les mêmes actes de violence se reproduisent. D'autres églises sont profanées; tout ce qui appartient aux gens de couleur est frappé d'anathême. Leurs personnes ne sont pas plus respectées que leurs propriétés : partout où un homme de couleur paraît il est aussitôt assailli. Cependant, comme tous étaient frappés de terreur, tous se cachaient. Alors la populace, ingénieuse dans sa stupide fureur, exige de tous les habitants qu'ils illuminent leurs maisons. Ceux-ci sont donc forcés de se montrer. Obéissant à l'injonction du peuple, une négresse paraît à ses fenêtres afin d'éclairer sa demeure; alors une grêle de pierres tombe sur elle. Plusieurs familles de couleur, craignant le même sort, n'illuminent pas, mais le peuple en conclut qu'il y a là des nègres; il attaque les maisons et les démolit (1). »

« En présence de ce vandalisme, ceux qui la veille sympathisaient avec les destructeurs furent saisis de dégoût et d'horreur. « Tous » ceux qui dans la cité ont *des intérêts à* » *conserver éprouvèrent un sentiment* » *d'effroi*. Il se fit dans l'esprit public une » réaction générale, *non en faveur des* » *nègres, mais contre leurs oppresseurs*. » Chacun comprit le *danger* de laisser plus » long-temps maîtresse de la ville une popu» lace factieuse et sacrilége. » On savait que le lendemain les insurgés devaient détruire de fond en comble les églises et les écoles publiques des noirs. Le maire alors crut qu'il était temps de donner des ordres rigoureux à la milice; et la sédition fut alors vaincue pour ne plus relever la tête. Le jour suivant le maire rendit compte de ses actes au conseil de la ville. Il avoua que, jusqu'au dernier jour, il avait jugé suffisants, pour réprimer l'émeute, des moyens que l'événement avait fait reconnaître inefficaces. Cet aveu parut tout-à-fait satisfaisant : le maire n'avait fait que suivre les mouvements de l'opinion publique. »

L'insurrection terminée, chacun songea bien vite à en éluder la responsabilité; le plus grand nombre s'efforça même d'en mettre les conséquences à la charge des victimes. Il y eut un journal qui demanda « qu'on mît » en accusation, comme coupables d'attentat » à la paix publique. MM. Tappan et le » docteur Cox. »

De tels faits n'ont pas besoin de commentaire.

On croirait peut-être que ces excès abo-

(1) Voy. New-York American, 12 juillet 1834.

punir en Amérique l'oubli des devoirs chrétiens et l'outrage fait par des hommes à leur frères; mais quand on considère combien ce châtiment peut être terrible, quand on voit dans l'avenir la destruction de deux races nombreuses, on pense encore que ces hommes sont aussi nos frères, et l'on fait des vœux pour que Dieu envoie dans le cœur des uns et des autres un rayon de sa charité.

—

ÉTAT ACTUEL ET SORT FUTUR DES RACES INDIENNES DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Pour compléter le tableau des mœurs des Anglo-Américains, il me reste à exposer le sort actuel et l'avenir prochain de la race cuivrée, dont la disparition rapide n'est point un des phénomènes les moins remarquables de la civilisation des États-Unis (1).

Lorsque les Européens arrivèrent sur le sol de l'Amérique, ils y trouvèrent des populations nombreuses, et quelquefois puissantes. Les indigènes, restes d'une civilisation antique, dont ils avaient, à la vérité, perdu le dogme primitif, avaient cependant conservé des mœurs, des coutumes, des traditions qui, quoiqu'insuffisantes pour les conduire à une organisation sociale plus avancée, avaient assez de puissance encore pour conserver long-temps ces peuples.

Ils n'avaient plus, à la vérité, d'activité qui leur fût propre; mais ils conservaient un reste du mouvement des âges antérieurs, comme ces projectiles qui, soustraits à l'influence de la force qui les a lancés, continuent quelque temps encore leur course à travers l'espace.

Pourvoir à leurs besoins matériels était pour les Indiens l'unique soin de la vie; or ces besoins étaient peu nombreux, et il était alors aisé de les satisfaire. Un sol vaste et fertile, entrecoupé de fleuves et de lacs où le poisson abonde, des côtes d'une grande étendue, des forêts vieilles comme le monde, telles étaient leurs ressources pour subvenir aux nécessités de chaque jour.

Outre la culture du maïs et la pêche, une chasse facile dans le bois ou dans la prairie fournissait abondamment de la chair pour se nourrir et des fourrures pour garantir la famille de la rigueur des saisons. Ils ne demandaient rien davantage. Mais le contact des Européens leur fit bientôt connaître des besoins nouveaux sans leur donner de nouveaux moyens pour les satisfaire. Jadis quand l'Indien était repu, rien ne manquait à son bonheur; imprévoyant pour le lendemain, comme il était insoucieux de la veille, sa vie coulait sans qu'il comptât les jours, et les fatigues de la chasse ou de la pêche, les périls de la guerre n'étaient pour lui que des épisodes qui remplissaient son existence sans en compromettre la sécurité : maintenant tout était changé. Il lui fallait des armes à feu, des munitions, des instruments de chasse et de pêche, des étoffes européennes, des objets de luxe; il lui fallait cette eau-de-vie, cette liqueur de feu, comme ils l'appelaient, qu'il aimait avec passion, et qui devait, de génération en génération, amoindrir et décimer sa race, bien plus peut-être que n'auraient pu faire les combats les plus acharnés. Les dépouilles des animaux n'étaient plus pour lui de simples vêtements, mais des objets de commerce, et, pour s'en procurer la difficulté devenait chaque jour plus grande. Autrefois on chassait souvent, maintenant il fallait chasser sans cesse : les animaux sauvages devenaient moins nombreux tantôt repoussés par les chasseurs, tantôt effarouchés par le bruit des villes qui surgirent tout-à-coup dans leurs antiques solitudes, il s'enfoncèrent de plus en plus dans les forêts il fallut les suivre. Les fatigues croissaient au fur et à mesure que décroissaient les ressources : la misère, la faim, les intempéries les privations de toutes sortes vinrent bientôt assaillir des nations jadis heureuses, et décimer des générations entières. Combien de femmes, combien d'enfants ne purent supporter les fatigues des courses lointaines et succombèrent au milieu du chemin! Combien de vaillants guerriers, d'adroits et hardis chasseurs perdirent la vie dans les con

(1) On doit se rappeler ce que j'ai déjà dit à ce sujet (pag. 47 et 48) sur les rapports qui existaient entre les colons et les Indiens.

bats qu'il fallut soutenir contre les nations dont on traversait le territoire! Outre tous ces maux, des guerres longues et terribles surgissaient de temps à autre entre les sauvages et les Européens, et l'avantage restait toujours à ces derniers : il fallait alors quitter la place, et les restes de la nation, prenant les ossements des ancêtres, seule patrie qui leur restât désormais, emportaient ailleurs leur misère et leur désespoir.

Quand les Européens furent définitivement maîtres du sol, leurs forces augmentant sans cesse pendant que celles des Indiens s'affaiblissaient de plus en plus, les guerres devinrent moins fréquentes, car avec quoi les indigènes les auraient-ils soutenues? La paix était encore un nouveau symptôme de destruction.

Pour s'emparer de leurs terres, on imagina de faire avec eux des traités qu'on jurait solennellement d'exécuter avec franchise et bonne foi; mais à peine étaient-ils fixés sur le sol nouveau, que l'accroissement du commerce et de l'industrie *forçait* bientôt à violer la foi des serments. J'ai déjà cité plusieurs de ces exemples, en voici un nouveau. Pendant la guerre de l'indépendance, une alliance offensive et défensive avait été conclue entre les Américains et les Delawares, dont on avait alors besoin; on les avait reconnus comme nation indépendante, on avait fixé leur territoire et on leur avait accordé le droit d'envoyer un député au congrès. Mais aussitôt que la paix fut conclue avec l'Angleterre, ils cessèrent d'être redoutables; on s'empara donc de leurs terres, et ils furent contraints de se disperser et de s'enfoncer dans l'ouest.

Aujourd'hui ce mode d'acquisition est tout-à-fait régularisé; c'est un usage établi, qui par le temps a pris force de loi.

« Lorsque la population européenne commence à s'approcher du désert occupé par une nation sauvage, le gouvernement des États-Unis envoie communément à cette dernière une ambassade solennelle; les blancs assemblent les Indiens dans une grande plaine, et, après avoir mangé et bu avec eux, ils leur disent : « Que faites-vous dans le pays » de vos pères? bientôt il vous faudra déterrer leurs os pour y vivre. En quoi la contrée que vous habitez vaut-elle mieux » qu'une autre? N'y a-t-il des bois, des marais et des prairies que là où vous êtes? et » ne sauriez-vous vivre que sous votre soleil? » Au delà de ces montagnes que vous voyez » à l'horizon, par delà de ce lac qui borne à » l'ouest votre territoire, on rencontre de » vastes contrées où les bêtes sauvages se » trouvent encore en abondance; vendez-nous vos terres, et allez vivre heureux » dans ces lieux là. »

« Après avoir tenu ce discours, on étale aux yeux des Indiens des armes à feu, des vêtements de laine, des barriques d'eau-de-vie, des colliers de verre, des bracelets d'étain, des pendants d'oreilles et des miroirs. Les femmes, les enfants qui veulent avoir ces objets précieux tourmentent alors les hommes pour que la vente ait lieu. Si, à la vue de toutes ces richesses, ils hésitent encore, on leur insinue qu'ils ne sauraient refuser le consentement qu'on leur demande, et que bientôt le gouvernement lui-même sera impuissant pour leur garantir la jouissance de leurs droits. Que faire? A demi convaincus, à demi contraints, les Indiens s'éloignent; ils vont habiter de nouveaux déserts où les blancs ne les laisseront pas dix ans en paix. C'est ainsi que les Américains acquièrent à vil prix des provinces entières, que les plus riches souverains de l'Europe ne sauraient payer (1) »

Sous l'influence de tant de causes de destruction la dépopulation fut rapide, et l'homme rouge dut prévoir l'anéantissement prochain de sa race. Dans ces pénibles extrémités, ce qui restait de sentiments humains dans le cœur du pauvre sauvage fut bientôt affaibli ou complètement effacé. Il perdit les dieux, les traditions et les mœurs antiques de ses pères, et tomba de jour en jour dans une misère et une barbarie de plus en plus profonde.

Quand on considère la position des indigènes et la conduite des Américains à leur égard, on ne peut douter qu'il y ait parti pris de détruire, jusqu'au dernier, ce qui

(1) Toqueville, t. 2, p. 278.

reste dans l'Amérique du nord des populations indiennes.

La seule chance de salut qu'aient ces malheureux, serait de se mettre au niveau de la civilisation de leurs voisins; mais des obstacles nombreux s'y opposent.

D'abord leur ignorance. On ne saurait douter, en effet, que pour les peuples comme pour les individus, une transformation soit une œuvre longue et difficile. Il faut pour cela vaincre des habitudes acquises, changer des mœurs auxquelles on est habitué dès l'enfance, rompre, en un mot, avec son passé tout entier. C'est là une lutte qui demande de grands efforts, et avant tout une volonté forte et inébranlable. Or comment avoir la volonté d'acquérir ce dont on n'a nulle idée? Il y a long-temps qu'on l'a dit, « on ne *voit* ja» mais que ce que l'on *regarde*. » Les Indiens, nés dans les bois, élevés dans un état complet d'indépendance, ne peuvent se former une idée de la vie régulière et industrieuse des cités. De la civilisation qu'on leur vante, ils ne connaissent que quelques résultats matériels; ils font usage d'étoffes pour se vêtir, d'armes à feu pour atteindre leur proie; mais ils n'ont pas même la curiosité d'apprendre comment se fabriquent ces objets. Que cela n'étonne pas : combien d'hommes parmi nous ne se sont jamais demandé d'où viennent les choses dont ils font journellement usage?

Un obstacle non moins grand résulte de leurs mœurs. Quand par hasard l'Indien vient à apprendre au prix de combien de travail, et surtout de combien d'assiduité on obtient les produits de l'agriculture et de l'industrie, il est aussitôt dégoûté. Pour lui la vie sédentaire est non-seulement un supplice, mais une honte. Labourer la terre, tisser des étoffes, sont des occupations bonnes pour les femmes; elles souilleraient la main d'un guerrier.

La guerre, la chasse et la pêche, voilà, suivant lui, les seuls travaux dignes d'un homme; et dans sa sauvage fierté il dédaigne aussi bien le marteau que la houe.

Pour dissiper l'ignorance du sauvage, et détruire les préjugés de son éducation, il ne faudrait que quelques hommes dévoués qui consentissent à porter dans sa hutte les lumières et la religion des peuples civilisés de l'Europe; il ne faudrait qu'un initiateur. Mais ces premiers obstacles, fussent-ils vaincus, il s'en présente d'autres qui sont bien plus formidables encore.

Les premiers essais qu'il fait en agriculture, en industrie, en travaux de toutes sortes, sont toujours imparfaits et souvent improductifs; quand, à force de persévérance, il est parvenu à réussir au gré de ses vœux, il lui manque encore l'habitude des hommes, qui seule pourrait lui montrer à tirer parti de son travail; il ne suffit pas de produire, il faut encore placer et vendre ses produits; et c'est ce qu'il ne sait pas faire. En même temps il a à côté de lui des Américains qui de longue main connaissent tous les secrets de l'industrie et du commerce, qui produisent mieux et plus vite que lui, qui, par conséquent, peuvent offrir à plus bas prix, et qui, en outre, ne sont jamais embarrassés pour trouver le placement de leurs marchandises; il ne peut donc soutenir la concurrence. Pour entrer dans la vie civilisée il lui faudrait maintenant une main secourable, il faudrait qu'un frère vînt à lui pour soutenir et guider ses premiers pas dans la carrière, pour éclairer son inexpérience et baisser devant lui la barrière qu'il est près de franchir; nulle part il ne le trouve. Tant s'en faut : l'Américain qui demeure à sa porte voit son embarràs, et ses soucis, et sa faiblesse; et il s'en réjouit : c'est un concurrent qui va tomber. Déjà des yeux avides mesurent son champ qu'ils convoitent, et bientôt la main du prêteur, tremblante de joie, s'appesantira sur sa pauvre demeure. Il faut qu'il succombe. Alors, sa vie d'autrefois se retrace involontairement à sa pensée; il songe à sa liberté, à son indépendance, qu'il a perdues pour courir après un vain fantôme. Qui le retient désormais parmi les hommes dont il maudit la civilisation, et les lois, et les mœurs? La forêt n'est-elle pas là toujours prête à le recevoir? Ne peut-il pas à tout instant y retrouver les joies de son enfance et la fierté de ses jeunes années? D'esclave il peut redevenir un homme, un chasseur, un guerrier, et il hésiterait! Il dit

et, quittant pour toujours une civilisation qui le repousse, il retourne à la vie sauvage porter à ses pareils la haine des institutions sociales, de la religion, du commerce et de l'industrie.

Autrefois il voyait la vie civilisée avec indifférence, il la voit aujourd'hui avec horreur et dégoût.

Et ce n'est pas là un fait individuel; la cupidité que montrent les particuliers dans leurs rapports avec quelques Indiens, les États (1) la montrent également à l'égard de nations tout entières.

J'ai dit, il n'y a qu'un instant, quel moyen on emploie généralement pour refouler dans l'intérieur des terres les tribus dont le gouvernement convoite le sol. Mais il est arrivé aujourd'hui que quelques-uns de ces restes des anciens habitants, qui, par suite de traités antérieurs, étaient demeurés propriétaires du sol qu'habitaient leurs ancêtres, ou qui s'étaient retirés loin des Européens, ont été enveloppés par les établissements nouveaux, et forment ainsi des sortes d'îles barbares au milieu de la civilisation américaine. C'était là, pour les Anglo-Américains, une belle occasion d'essayer leur puissance civilisatrice : ils avaient sous la main des élèves qui ne pouvaient fuir, entourés qu'ils étaient de toutes parts; comment s'est-on acquitté de la tâche qu'imposaient en même temps la religion et l'humanité?

Je vais raconter ce qui est arrivé à la nation des Chérokées, si l'on peut donner le nom de nation à ce misérable reste (2) d'un peuple jadis puissant.

Les Chérokées habitaient un territoire situé entre les États de Géorgie, d'Alabama, de Mississipi et de Ténessée. Fixés là de temps immémorial, ils avaient vu s'avancer peu à peu vers eux les établissements européens, et avaient fini par se trouver complétement englobés. Ne pouvant mieux faire, ils s'étaient décidés à se civiliser; et, grâce au zèle de quelques missionnaires (3), et à l'influence de quelques métis qui habitaient parmi eux, ils avaient fait dans les arts industriels tous les progrès qu'on pouvait attendre d'un début : ils cultivaient la terre, nourrissaient du bétail; ils avaient institué des écoles, ils apprenaient à lire et à écrire; l'un d'eux avait même inventé un alphabet pour écrire leur langue, et, suivant la spirituelle expression de M. de Toqueville, « ils eurent un » journal avant d'avoir tous des habits. »

L'État de Géorgie, qui depuis long-temps enviait leur territoire, sentit que si on les laissait s'ancrer plus avant dans la civilisation, il serait difficile ensuite de les chasser; en conséquence, on imagina de les contraindre par mille vexations, par des exactions de toutes sortes, à retourner à la vie sauvage. L'État commença donc par se déclarer propriétaire de tout le sol qu'ils habitaient; on le morcela et on en mit les lambeaux en loterie. Puis, comme les missionnaires auraient pu les engager à la résistance et leur indiquer des moyens de rentrer dans leurs droits, on défendit à tout homme blanc de rester au milieu d'eux. Les missionnaires ayant refusé d'obéir à cette décision, on s'empara d'eux à force ouverte et on les jeta dans la prison de l'État, où ils restèrent pendant deux ans [1831-1833], malgré la décision de la cour suprême des États-Unis, qui avait déclaré leur arrestation arbitraire et illégale. En même temps les Géorgiens s'emparent à force ouverte des habitations des Chérokées, où ils s'installent après les en avoir chassés. Sur ces entrefaites le gouvernement des États-Unis veut se permettre quelques représentations à la Géorgie; mais celle-ci résiste sans rien craindre, et le gouvernement, de peur d'ébranler le lien déjà si fort aminci de l'Union, abandonne les malheureux Indiens à la discrétion de leurs spoliateurs. Dès le commencement de la lutte les Chérokées avaient adressé au congrès la pétition suivante. Je me croirais coupable si j'omettais de la faire connaître au lecteur.

« Par la volonté de notre Père céleste, qui » gouverne l'univers, la race des hommes rou» ges d'Amérique est devenue petite; la race

(1) Pour connaître la sigification des mots États, congrès, Union, gouvernement central, etc., qui reviennent quelquefois, consultez le chapitre suivant, où il est parlé des institutions sociales.

(2) 18,000 individus environ.

(3) Voir page 48 ce que j'ai déjà dit de la première tentative qui fut faite par un Français pour civiliser les Chérokées.

» blanche est devenue grande et renommée. »

» Lorsque vos ancêtres arrivèrent sur nos » rivages, l'homme rouge était fort; et, » quoiqu'il fût ignorant et sauvage, il les » reçut avec bonté, et leur permit de reposer » leurs pieds engourdis sur la terre sèche. » Nos pères et les vôtres se donnèrent la main » en signe d'amitié, et vécurent en paix.

» Tout ce que demanda l'homme blanc » pour satisfaire ses besoins, l'Indien s'em- » pressa de le lui accorder. L'Indien était » alors le maître, et l'homme blanc le sup- » pliant. Aujourd'hui la scène est changée : » la force de l'homme rouge est devenue fai- » blesse. A mesure que ses voisins s'accrois- » saient en nombre, son pouvoir diminuait » de plus en plus; et maintenant, de tant de » tribus puissantes qui couvraient la surface » de ce que vous appelez les États-Unis, à » peine en reste-t-il quelques-unes que le » désastre universel ait épargnées. Les tribus » du nord, si renommées jadis parmi nous » pour leur puissance, ont déjà à peu près » disparu. Telle a été la destinée de l'homme » rouge d'Amérique.

» Nous voici les derniers de notre race : » nous faut-il aussi mourir ?

» Depuis un temps immémorial, notre » Père commun qui est au ciel a donné à » nos ancêtres la terre que nous habitons; » nos ancêtres nous l'ont transmise comme » leur héritage. Nous l'avons conservée avec » respect, car elle contient leur cendre. Cet » héritage, l'avons-nous jamais cédé ou » perdu ? Permettez-nous de vous demander » humblement quel meilleur droit un peuple » peut avoir à un pays que le droit d'héri- » tage et la possession immémoriale ? Nous » savons que l'État de Géorgie et le prési- » dent des États-Unis prétendent aujourd'hui » que nous avons perdu ce droit; mais cela » nous semble une allégation gratuite. A » quelle époque l'aurions-nous perdu ? quel » crime avons-nous commis qui puisse nous » priver de notre patrie ? nous reproche-t-on » d'avoir combattu sous les drapeaux du » roi de la Grande-Bretagne lors de la guerre » de l'indépendance ? Si c'est là le crime » dont on parle, pourquoi, dans le premier » traité qui a suivi cette guerre n'y décla- » râtes-vous pas que nous avions perdu la » propriété de nos terres ? Pourquoi n'in- » sérâtes-vous pas dans ce traité un article » ainsi conçu : Les États-Unis veulent bien » accorder la paix aux Chérokées; mais pour » les punir d'avoir pris part à la guerre, il » est déclaré qu'on ne les regardera plus que » comme fermiers du sol, et qu'ils seront as- » sujétis à s'éloigner quand les États qui les » avoisinent demanderont qu'ils le fassent. » C'était le moment de parler ainsi; mais » nul ne s'avisa alors d'y penser, et jamais » nos pères n'eussent consenti à un traité » dont le résultat eût été de les priver de » leurs droits les plus sacrés, et de leur ra- » vir leur pays. »

Ces sentiments nobles et élevés, cette pieuse et touchante résignation, exprimés dans un langage à la fois mâle et solennel, ces derniers mots d'un peuple qui sent qu'il lui faut dire adieu aux ossements de ses pères, à tout ce qu'aiment et vénèrent les hommes, rien ne fut capable d'arrêter les effets d'une détermination prise à l'avance : on voulait leurs terres. M. Bell, dans son rapport au congrès, prouva invinciblement que la foi jurée, que des traités antérieurs (1) ne sont que des mots creux et vides de sens; que la morale et la raison ne sont que des *principes abstraits et théoriques* (2), qui ne peuvent, dans aucun cas, être mis en balance avec l'utilité d'un État qui compte trente-huit habitants par lieue carrée (3); et, généreu-

(1) On trouve dans le traité fait avec les Chérokées, en 1791 ; les clauses suivantes : « Les États-Unis » garantissent solennellement à la nation des Chéro- » kées toutes les terres qu'elle n'a point précédem- » ment cédées.

» S'il arrivait qu'un citoyen des États-Unis, ou » tout individu autre qu'un Indien, vînt s'établir » sur le territoire des Chérokées, les États-Unis dé- » clarent qu'ils retirent à ce citoyen leur protection, » et qu'ils le livrent à la nation des Chérokées pour » le punir comme bon lui semblera. » Art. 8.

Le traité conclu avec les Creecks en 1790 contient ce qui suit :

« Les Etats-Unis garantissent solennellement à la » nation des Creecks toutes les terres qu'elle possède » dans le territoire de l'Union. » (Toqueville.)

(2) Séance du 24 février 1830.

(3) C'est là le chiffre de la population de la Géorgie ; 1006 Français vivent sur le même espace. (Malte-Brun.)



COSTUMES DES CHEFS, (au temps de la Conquête)



sement, le gouvernement proposa aux Chérokées de les transporter à ses propres frais au-delà du Mississipi, dans le territoire inculte de l'Arkansas, où ils pourront à leur aise reprendre la vie sauvage. Le désespoir dans l'âme, ils acceptèrent, et ils y vivent en paix, jusqu'à ce qu'une nécessité nouvelle force à les jeter derrière les montagnes rocheuses.

Ce que la Géorgie fit aux Chérokées, l'Alabama le fit aux Creecks, qui, au nombre de vingt-deux mille, tâchaient de se civiliser sur un coin de son territoire.

Ainsi les malheureux Indiens, s'ils font quelques tentatives de civilisation, sont repoussés impitoyablement à la vie sauvage; et la vie sauvage, telle qu'on la leur a faite, c'est la fatigue, le froid, la faim, la misère et la mort (1).

C'est donc avec raison que M. de Tocqueville, que j'ai déjà souvent cité et que je citerai souvent encore, termine ainsi son aperçu sur l'état actuel et le sort futur des populations indigènes de l'Amérique du nord :

« Pourvu que les Indiens demeurent dans » l'état sauvage, les Américains ne se mêlent » nullement de leurs affaires, et les traitent » en peuples indépendants; ils ne se per- » mettent point d'occuper leurs terres sans » les avoir duement acquises au moyen d'un » contrat; et si, par hasard, une nation in- » dienne ne peut plus vivre sur son terri- » toire, ils la prennent fraternellement par » la main, et la conduisent eux-mêmes mou- » rir hors du pays de ses pères.

» Les Espagnols, à l'aide de monstruosités » sans exemple, en se couvrant d'une honte » ineffaçable (2), n'ont pu parvenir à exter- » miner la race indienne, ni même à l'em- » pêcher de partager leurs droits; les Amé- » ricains des États-Unis ont atteint ce dou- » ble résultat avec une merveilleuse facilité, » *tranquillement*, *légalement*, *philan-* » *tropiquement*, sans répandre de sang, » sans violer aux yeux du monde un seul des » principes de la morale. On ne saurait dé- » truire les hommes en respectant mieux les » droits de l'humanité. »

—

INSTITUTIONS SOCIALES DES ÉTATS-UNIS.

Voyons maintenant comment furent formulées en lois les conséquences du même principe qui a engendré les mœurs dont je viens d'esquisser le tableau.

Si j'avais à parler des institutions sociales de la France, je commencerais par exposer le but d'activité nouveau que se posa cette nation à son origine (1), et de là je descendrais aux détails de l'organisation qui fut commandée par les circonstances. Il serait impossible de suivre cette marche en traçant l'histoire des institutions des États-Unis : En effet, toutes les fractions qui se réunirent pour composer la France firent œuvre de dévouement par le seul fait de leur adhésion : il leur fallut renoncer à leur individualité propre pour devenir membres de la nation nouvelle, et se modifier en vue du but qu'on se proposait de réaliser en commun.

Les États-Unis, au contraire, furent com-

(1) D'après les statistiques de 1835, les tribus indiennes renfermées dans le sol que l'Union occupe, ou sur lequel elle prétend avoir des droits, ne formaient ensemble qu'une population de 316,080 individus, dont 82,000 sont contenus dans les États organisés. (Michel Chevalier.)

(2) J'ai déjà dit dans l'introduction que les auteurs du siècle dernier me semblent avoir exagéré les torts des Espagnols dans leurs possessions d'Amérique. Nous verrons, quand nous étudierons l'histoire de ces possessions, ce qu'on doit penser au juste de la conduite des Espagnols avec les Indiens.

(1) Voyez à ce sujet le travail dont MM. Buchez et Roux ont fait précéder leur Histoire parlementaire de la Révolution française. Ces auteurs y démontrent que la France fut fondée par Clovis pour résister à l'hérésie arienne et conserver le catholicisme. Quelque neuve, je dirai même quelque étrange que m'ait paru au premier abord cette manière d'envisager la formation de la nationalité française, je suis contraint d'avouer que les preuves apportées à l'appui de l'opinion de MM. Buchez et Roux m'ont semblé irréfutables, et aujourd'hui je ne suis pas le seul qui me sois rangé à leur avis.

Voyez aussi, sur le même sujet, la dissertation prononcée par M. Buchez devant le Congrès historique, et insérée dans le journal *l'Européen* (n° 7, mai 1836, pag. 197 et suiv.).

posés d'un certain nombre d'individualités distinctes qui toutes voulurent conserver leur existence séparée et les droits qu'elles avaient peu à peu arrachés à la couronne d'Angleterre. L'Union ne fut pas un but nouveau proposé aux États qui voulurent en faire partie, mais la confirmation des droits que chacun d'eux avait acquis.

En France, la nation existait avant la commune, et celle-ci fut constituée par la nation et pour la nation. Aux États-Unis, la commune existait avant l'État, et l'État avant l'Union.

On peut dire qu'en France les matériaux ont été taillés pour l'édifice, et qu'en Amérique l'édifice a été construit pour conserver et utiliser les matériaux.

C'est donc par l'étude des institutions communales que nous devons commencer.

De la commune. La commune, aux États-Unis, n'a pas une organisation identique dans tous les États; mais on peut dire que partout elle est fondée sur les mêmes bases. Partout le bien-être matériel des individus est le but à atteindre, et partout aussi le peuple entier est le seul juge des moyens à employer pour arriver au but. Les États de la Nouvelle-Angleterre ayant été les premiers à se constituer, et leur législation ayant eu une grande influence sur celle du sud, nous prendrons pour type l'organisation communale de cette partie de l'Union.

Dans la commune, comme partout ailleurs, la souveraineté réside dans le peuple; mais ici cette souveraineté, n'ayant à s'exercer que sur des objets embrassant des intérêts fort restreints et un territoire peu étendu, reste entière dans les mains des citoyens. A l'exception de quelques grandes villes, où l'administration par le peuple entier serait impossible, on ne connaît, aux États-Unis, rien de semblable à nos conseils municipaux. Les select-men, magistrats auxquels est confié le soin des affaires communales, ne sont que les exécuteurs des mesures votées par l'assemblée entière des électeurs, et n'ont pas le pouvoir d'en décréter de nouvelles. Ils doivent, quand il est nécessaire, réunir les électeurs; eux seuls ont ce droit, mais dix électeurs peuvent les forcer à convoquer une réunion générale.

Le peuple, en même temps qu'il nomme les select-men, dont la fonction est d'administrer la commune, nomme aussi les différents officiers publics nécessaires à la répartition et à la levée des taxes, au maintien des réglements de police, etc. Il nomme aussi un greffier chargé d'enregistrer les délibérations, et un caissier. Chacun de ces fonctionnaires a des attributions fort restreintes et bien limitées. Ils reçoivent tous à peu près une indemnité pour le temps qu'ils donnent aux affaires communales, et nul ne peut, sous peine d'amende, refuser l'emploi que lui impose la confiance de ses concitoyens.

Il est de maxime, aux États-Unis, que chaque individu est le meilleur juge, en tout ce qui ne touche que lui-même, de ce qui lui est utile ou nuisible: or, la commune étant dans l'État un individu distinct, il s'ensuit que chaque commune est complètement maîtresse de prendre les mesures qui lui paraissent convenables, sans que l'État ait le moins du monde à intervenir. La commune, en France, est toujours mineure; aux États-Unis, elle est maîtresse absolue d'elle-même dès le jour de sa naissance. Elle peut vendre ou acheter, augmenter ou diminuer son budget, etc.; personne n'a de compte à lui demander. Cet état de choses, qui laisse aux communes une grande somme de liberté, n'est pas sans présenter de nombreux et graves inconvénients; il laisse aux caprices de la majorité *actuelle*, au hasard de circonstances fortuites, l'administration de biens qui appartiennent aux générations futures tout autant qu'aux générations présentes, de telle sorte que les enfants n'ont aucune garantie contre la mauvaise gestion des pères. Cette conséquence découle directement et logiquement du principe de l'intérêt bien entendu, qui ne peut jamais prescrire autre chose que de jouir de ce qu'on possède. Or quel *intérêt* les hommes qui vivent aujourd'hui ont-ils à s'imposer des privations pour ceux qui vivront dans dix ou cent ans?

Cette conséquence montre à son tour combien est faux le principe dont nous avons parlé plus haut, savoir, que chacun doit

être juge en tout ce qui ne touche que lui-même. Il est impossible, en effet, que l'homme vive séparé de ses semblables; je défie qu'on me cite une seule action privée qui ne touche directement ou indirectement la société tout entière. Une nation est une unité comme l'organisme humain; et dans celui-ci, la moindre piqûre d'épingle est ressentie par le corps tout entier. C'est là une condition indispensable à sa conservation. Cette observation s'applique à la commune aussi bien qu'à l'individu : une commune a toujours des voisins et des descendants qui ne sont jamais indifférents à aucun de ses actes, et par lesquels ceux-ci se transmettent de proche en proche jusqu'aux extrémités les plus reculées de l'État.

Cette indépendance de la commune a pour limites les droits de l'État, auquel elle refuser obéissance : soit qu'il prescrive l'exécution de travaux, soit que sa législature vote des taxes, la commune est forcée d'obéir. Mais là s'arrête l'action de l'État. Il a le droit d'ordonner, mais non celui de s'enquérir de la manière dont on exécute ses prescriptions. Il demande de l'argent; on lui en envoie; il n'a rien à demander davantage. Aussi les impôts demandés par l'État sont-ils perçus par les fonctionnaires communaux.

On voit qu'ici tout a été combiné pour laisser à chacun une indépendance aussi complète que possible. L'État est pour la commune un assureur contre certains dangers déterminés à l'avance; on lui paie sa prime parce qu'on ne peut faire autrement, mais on ne veut pas pour cela le laisser s'immiscer en rien dans les affaires d'intérieur. L'État n'est donc pas à l'égard de la commune comme un père de famille, ou comme un chef prévoyant qui aime et dirige ceux qu'il a sous son autorité : c'est un créancier qui fait valoir ses droits, et rien de plus.

Cette préoccupation de l'indépendance personnelle a fait que l'autorité des magistrats a été restreinte autant que possible. Pour cela on a employé deux moyens : d'abord on n'a concédé les fonctions municipales que pour un temps extrêmement limité, une année, par exemple; ensuite on a disséminé l'autorité dans un grand nombre de mains. Les fonctionnaires communaux sont ordinairement au nombre de dix-neuf. On ne peut disconvenir que ces mesures soient bien calculées pour atteindre le but qu'on se propose; mais elles ont un autre résultat qu'il n'est pas moins important de signaler. La fréquence des élections et le grand nombre de fonctions qu'il faut remplir chaque année permettent, dans une population de deux à trois mille individus tous à peu près également capables, de promener, pour ainsi dire, les fonctions municipales sur toutes les têtes. Chacun s'accoutume à regarder la prospérité de la commune comme son propre ouvrage; il y prend intérêt et l'aime en raison de l'importance qu'il y a acquise et de la somme de bien-être qu'il en retire. C'est là un résultat heureux dans l'état actuel des États-Unis; mais je crois qu'il serait dangereux de susciter par un tel principe l'amour de la patrie parmi les hommes.

Un tel amour, en effet, n'est qu'un amour égoïste et stérile, qui diminue de force en raison de la distance des lieux, et qui habitue chacun à se regarder lui-même comme le centre de la nation. Il peut bien suffire à stimuler l'activité des citoyens quand la prospérité est grande et que nul danger ne menace la chose publique; mais jamais il ne portera personne à ces grands sacrifices qu'exige quelquefois le salut de la patrie.

Sans aucun doute, je voudrais que dans notre France les pauvres paysans goûtassent enfin de ces fruits de la terre qu'ils arrosent de leur sueur; mais ce serait là, suivant moi, une juste récompense de leur travail, et non une garantie de leur dévouement. Depuis quatorze siècles ils ont montré au monde combien on peut aimer une patrie qui donne à peine un pain noir pour prix des sacrifices qu'elle impose; et leur amour, que n'a pas vaincu la misère, résisterait à la prospérité

Du comté. Le comté n'a qu'une existence purement administrative; la circonscription en est tout-à-fait arbitraire : il est le centre judiciaire de plusieurs communes. Chaque comté possède une cour de justice, un shérif pour exécuter les arrêts, et une prison.

Les administrateurs du comté n'ont en

général aucun droit sur la direction des communes, et n'ont de rapport avec elles qu'en ce qui touche les affaires du comté.

Il y a dans chaque comté un certain nombre de juges de paix nommés par le gouverneur de l'État. Les fonctions de ces magistrats sont en général d'assez longue durée ; au Massachusets, ils sont nommés pour sept ans. Trois d'entre eux, désignés par le gouverneur, forment ce qu'on appelle la cour des sessions.

La fonction des juges de paix consiste principalement à punir les citoyens sur la dénonciation des magistrats communaux, ou à punir les magistrats communaux sur la dénonciation des citoyens. Cependant, dans le plus grand nombre de cas, c'est à la cour des sessions qu'est réservée la punition des fonctionnaires prévaricateurs.

On voit que les magistrats du comté réunissent dans leurs mains les fonctions administratives et judiciaires.

Quand une commune refuse d'exécuter une mesure décretée par l'État, c'est la cour des sessions qui la juge; la peine qu'elle prononce est presque toujours une amende assez élevée, et la sentence est exécutoire par corps contre chacun des citoyens de la commune.

Les magistrats municipaux devant tous leur emploi à l'élection, il était impossible d'appliquer la destitution comme peine des infractions dont ils peuvent se rendre coupables; on y a suppléé par l'amende dans le plus grand nombre des cas. Mais une difficulté se présentait.

Il s'agissait, en effet, de punir les délits que pouvaient commettre des fonctionnaires nombreux, ayant tous des relations plus ou moins étendues de parenté ou d'amitié dans la commune.

Il n'y a pas près de la cour des sessions de magistrat représentant le ministère public, et ce magistrat existât-il, ne pourrait poursuivre tous les délinquants, d'abord parce qu'il devrait résider au chef-lieu du comté, et ensuite parce que la cour des sessions ne se réunit que deux fois par an. Or, il fallait une surveillance active et incessante. Certains délits peuvent être dénoncés par le ministère public ordinaire, ou par les grands-jurés, ou par le fonctionnaire chargé de percevoir les amendes; mais on n'était pas sûr que ces magistrats suffiraient à leur tâche; qui donc investir de la surveillance des officiers municipaux? On pensa que l'amitié et la parenté céderaient facilement à un mobile tout-puissant aux États-Unis : on promit une récompense aux dénonciateurs.

« L'intérêt personnel, » dit M. de Tocqueville, « est le grand principe qu'on retrouve » sans cesse quand on étudie les lois des » États-Unis.

» Les législateurs américains ne montrent » que peu de confiance dans l'honnêteté » humaine; mais ils supposent toujours » l'homme intelligent. Ils se reposent donc » le plus souvent sur l'intérêt personnel » pour l'exécution des lois. »

Ainsi, peine d'argent contre les délinquants, récompense d'argent aux dénonciateurs, tel est le pivot sur lequel roule l'organisation sociale des Anglo-Américains.

Une telle législation est plus propre que tous les commentaires à détromper les lecteurs, auxquels le tableau des mœurs que j'ai tracé plus haut aurait paru entaché d'exagération.

Nous concevons en France qu'un citoyen ait le courage d'en dénoncer un autre dans l'intérêt général; jamais dans son intérêt particulier. Serait-ce que, comme quelques-uns l'assurent, nous serions en arrière de la *civilisation*? J'ai peine à le croire.

De l'État. L'État, aux États-Unis, n'est pas comparable à nos départements. Ceux-ci, en effet, ne sont que des divisions territoriales du sol appartenant à la nation, et leur administration relève intégralement du pouvoir central qui représente la nation elle-même. Ils n'ont par eux-mêmes aucun pouvoir, et ne peuvent s'administrer sans le contrôle du gouvernement. L'administration départementale est un intermédiaire entre les citoyens de chaque commune et le pouvoir central.

L'État, au contraire, a une existence qui lui est propre. C'est une véritable république indépendante, ayant ses lois à elle, ses administrateurs à elle, et ne relevant, dans

ce qui concerne l'exercice du pouvoir et l'administration, d'aucune autorité supérieure. l'État peut changer sa constitution et ses lois; il peut vendre ou acquérir sans que personne ait le droit d'intervenir et de contrôler ses actes.

Dans tous les États le pouvoir législatif appartient à deux assemblées, qui sont toutes les deux le produit de l'élection; et, en général, les conditions d'éligibilité sont les mêmes partout.

L'une de ces assemblées porte le nom de sénat; l'autre, ordinairement, est appelée chambre des représentants.

Ces deux chambres législatives diffèrent en ce que les membres du sénat sont toujours moins nombreux que ceux de la chambre des représentants (il y en a trente-deux dans l'État de New-York); il est rare que le mandat de ces derniers soit valable pour plus d'un an; les sénateurs, au contraire, restent en fonction deux ou trois années.

La chambre des représentants est renouvelée intégralement; le sénat se renouvelle par séries, de telle sorte que l'assemblée des sénateurs contient toujours des membres anciens, habitués au maniement des affaires.

Nous allons faire connaître les dispositions principales de la constitution de l'État de New-York; elles suffiront pour donner une idée de celles des autres États.

Dispositions principales de la constitution de l'État de New-York.

Les séances des deux chambres sont publiques; elles peuvent cependant avoir lieu à huis-clos, si l'intérêt général l'exige. (§ 1, art. 4.)

Les représentants sont élus par les comtés, chaque comté nommant un nombre de députés proportionnel au nombre de ses habitants. Les étrangers, les pauvres et les hommes de couleur qui ne paient pas de taxes, ne sont point compris dans ce calcul. A la session qui suivra un recensement, la législature fixera le nombre de députés que doit envoyer chaque comté, et ce nombre restera le même jusqu'au recensement suivant. (Art. 7.)

Le recensement des habitants de l'État aura lieu tous les dix ans. (Art. 6.)

Les deux chambres possèdent également le droit d'initiative pour tous les bills.

Un bill adopté par une chambre peut être amendé par l'autre. (Art. 8.)

Il sera alloué aux membres de la législature, comme indemnité, une somme qui sera fixée par une loi et payée par le trésor public. (Art. 9.)

Aucun membre des chambres, tant que durera son mandat, ne pourra être nommé à des fonctions de l'ordre civil par le gouverneur, le sénat ou la législature. (Art. 10.)

Aucun membre du congrès (1), ni aucune personne remplissant une fonction judiciaire ou militaire pour les États-Unis, ne peut siéger dans les deux chambres.

Si un membre de la législature était appelé au congrès, ou était appelé à un emploi civil ou militaire pour le service des États-Unis, son option, pour ces nouvelles fonctions, rendra son siége vacant. (Art. 11.)

Tout bill qui aura reçu la sanction des deux chambres devra être présenté au gouverneur avant de devenir loi de l'État.

Si le gouverneur approuve le bill, il le signera; dans le cas contraire il le renverra aux chambres. Celles-ci devront discuter de nouveau le bill, et s'il est de nouveau adopté aux deux tiers des voix, il aura force de loi.

Si le gouverneur néglige pendant dix jours de renvoyer aux chambres le bill qui aura été présenté, celui-ci aura force de loi. (Art. 12.)

§ 2.

Aura le droit de voter dans la ville ou dans le quartier où il fait sa résidence, et non ailleurs, tout citoyen âgé de vingt-un ans qui aura résidé dans cet État un an avant l'élection à laquelle il veut concourir; et qui aura payé à l'État ou au comté une taxe foncière ou personnelle; ou qui, étant armé et équipé, aura, durant l'année, rempli un service militaire dans la milice.

(1) Voyez plus bas, dans la constitution de l'Union, ce que c'est que le congrès.

Auront également le droit de voter, les citoyens de l'âge de vingt-un ans qui résideront dans l'État depuis trois ans à l'époque de l'élection, et qui, dans le cours de la dernière année, auront contribué de leur personne à la réparation des routes, ou auront payé l'équivalent de leur travail.

Aucun homme de couleur n'aura le droit de voter, à moins qu'il ne soit, depuis trois ans, citoyen de l'État; qu'il ne possède, un an avant l'élection, une propriété foncière de la valeur de 250 dollars (1337 fr. 50 c.), libre de toutes dettes et hypothèques.

Si les hommes de couleur ne possèdent pas un bien foncier tel qu'il a été désigné plus haut, ils ne paieront aucune contribution directe. (Art. 1.)

§ 3.

Le pouvoir exécutif sera confié à un gouverneur, dont les fonctions dureront deux années. Un lieutenant-gouverneur sera choisi en même temps et pour la même période. (Art. 1.)

Pour être éligible aux fonctions de gouverneur, il faut être citoyen-né des États-Unis, être franc-tenancier, avoir atteint l'âge de trente ans, et avoir résidé cinq ans dans l'État, à moins que, pendant ce temps, l'absence n'ait été motivée par un service public pour l'État, ou pour les États-Unis. (Art. 2.)

Le gouverneur sera commandant en chef de la milice, et amiral de la marine de l'État; il pourra, dans les circonstances extraordinaires, convoquer la législature ou seulement le sénat. Il promulguera les décisions de la législature, et veillera soigneusement à l'exécution des lois. (Art. 4.)

En cas d'accusation du gouverneur ou de sa destitution, de sa démission, de sa mort, ou de son absence de l'État, les droits et les devoirs de sa place seront remis au lieutenant-gouverneur, qui les conservera pendant le reste du temps déterminé, ou, si la vacance est occasionée par une accusation ou une absence, jusqu'à l'acquittement ou le retour du gouverneur. (Art. 6.)

Le lieutenant-gouverneur sera président du sénat; mais il n'aura voix délibérative qu'en cas d'égalité des votes. (Art. 7.)

§ 4.

Les officiers de la milice seront nommés de la manière suivante :

Les sous-officiers et officiers, jusqu'aux capitaines inclusivement, par les votes écrits des membres de leurs compagnies respectives.

Les chefs de bataillon et officiers supérieurs des régiments, par les votes écrits des officiers de leurs bataillons ou de leurs régiments.

Les brigadiers généraux, par les officiers supérieurs de leurs brigades respectives.

Enfin, les majors généraux, les brigadiers généraux, et les colonels des régiments ou chefs de bataillon nommeront les officiers d'état-major de leurs divisions, brigades, régiments ou bataillons respectifs. (Art. 1.)

Le gouverneur nommera, et, avec l'autorisation du sénat, installera les majors généraux, les inspecteurs de brigade et les chefs d'état-major, excepté le commissaire et l'adjudant général. Ce dernier sera installé par le gouverneur seul. (Art. 2.)

Aucun officier ne pourra être privé de son emploi que par le sénat et sur une demande du gouverneur, indiquant les motifs pour lesquels on réclame sa destitution, ou par décision d'une cour martiale. (Art. 4.)

Le sécrétaire-d'État, le trésorier, le contrôleur, l'avocat général, l'inspecteur général, et le commissaire général, seront nommés au scrutin par le sénat et l'assemblée des représentants réunis. (Art. 6.)

Le gouverneur nommera par message écrit, et, avec l'assentiment du sénat, instituera tous les officiers judiciaires, excepté les juges de paix, qui seront nommés ainsi qu'il suit :

La commission des surveillants (1) et

(1) Les surveillants (*supervisors*) sont des magistrats chargés en partie de l'administration des communes, qui, en outre, forment en se réunissant le pouvoir législatif de chaque comté. (A. de Tocqueville.)

l'assemblée des juges du comté présenteront chacune un nombre de candidats égal au nombre de juges de paix à nommer; puis, à un jour fixé les surveillants et les juges de la cour du comté s'assemblent et examinent leurs choix respectifs. Les candidats qui ont été choisis par les deux assemblées sont de droit juges de paix.

S'il y a dissentiment, le gouverneur choisit parmi les candidats présentés par les deux assemblées autant de juges de paix qu'il en faut pour remplir les places vacantes.

Les juges de paix resteront en place pendant quatre ans. Ils ne peuvent être révoqués que par les cours de comté, qui doivent spécifier les motifs de la révocation. (Art. 7.)

Tous les fonctionnaires qui aujourd'hui sont nommés par le peuple, continueront à être nommés par lui. Les fonctions à la nomination desquelles il n'est pas pourvu par cette constitution, ou qui pourront être créées par la suite, seront de même à la nomination du peuple, à moins que la loi n'en dispose autrement. (Art. 15.)

§ 5.

La chambre des représentants a le droit de mettre en accusation tous les employés civils de l'État pour corruption ou malversation dans l'exercice de leurs fonctions, pour crimes ou pour délits; mais il faut pour cela l'assentiment de la majorité de tous les membres élus.

Le tribunal chargé de prononcer sur cette accusation ne pourra condamner qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents. La peine à prononcer ne peut être que la révocation des fonctions, et une déclaration d'incapacité pour le condamné d'exercer aucune fonction dans l'État; mais le condamné peut alors être accusé de nouveau suivant les formes ordinaires, et puni conformément à la loi. (Art. 2.)

§ 7.

Aucun membre de l'Etat de New-York ne pourra être privé des droits et priviléges assurés à tous les citoyens de l'État, si ce n'est par les lois du pays et par le jugement de ses pairs. (Art. 1.)

La profession et l'exercice libre de toutes les croyances religieuses et de tous les cultes sans aucune prééminence, sont permis à chacun, et le seront toujours; mais la liberté de conscience ne peut s'étendre jusqu'à exercer des actes licencieux et des pratiques incompatibles avec la paix et la sécurité de l'État. (Art. 3.)

Aucun ministre de l'Évangile ou prêtre d'aucune dénomination ne pourra, dans quelque circonstance que ce soit, être appelé, par élection ou autrement, à aucune fonction civile ou militaire. (Art. 4.)

Tout citoyen peut librement exprimer, écrire et publier son opinion sur tout sujet, et il demeure responsable de l'abus qu'il peut faire de ce droit. Aucune loi ne pourra être faite pour restreindre la liberté de la parole ou de la presse. Dans toutes les poursuites ou accusations pour libelles on sera admis à la preuve des faits; et si le jury pense que les faits sont vrais, et qu'ils ont été publiés dans de bons motifs et pour un but utile, l'accusé sera acquitté. Le jury, dans ces causes, décidera en droit comme en fait. (Art. 8.)

§ 8.

Il est permis au sénat ou à la chambre des représentants de proposer un ou plusieurs amendements à la présente constitution. Si la proposition d'amendement est appuyée par la majorité des membres élus des deux chambres, l'amendement ou les amendements proposés seront transcrits sur leurs registres, avec les votes pour ou contre, et remis à la décision de la législature suivante.

Trois mois avant l'élection de cette législature les amendements seront publiés, et si, lorsque cette nouvelle législature entrera en fonctions, les amendements proposés sont adoptés par les deux tiers de tous les membres élus dans chaque chambre, la législature devra la soumettre au peuple, à l'époque et de telle manière qu'elle prescrira.

Si la majorité de tous les citoyens ayant droit de voter pour l'élection des membres de la législature approuvent et rectifient ces amendements, ils deviendront partie intégrante de la constitution. (Art. 1.)

Ces articles fondamentaux de la constitution de New-York suffisent pour faire juger l'esprit général qui a dicté la formation de l'État.

On y voit que tous les pouvoirs émanent médiatement ou immédiatement du peuple. Le pouvoir exécutif lui-même n'a de véritable puissance que lorsqu'il s'agit de faire exécuter les décisions des assemblées; à cet effet, il est commandant supérieur des forces de terre et de mer, et peut vaincre la résistance qui s'opposerait à l'exécution de la loi; mais il n'a aucune influence sur l'administration des communes et des comtés; il y a des États où la nomination des juges de paix n'appartient pas même au gouverneur, et dans tous ceux où il nomme lui-même ces magistrats, il ne peut les destituer ensuite.

Le gouverneur ne prend part à la confection de la loi que comme conseil; et jamais il ne peut en arrêter la promulgation : nous avons vu que le véto qu'il a le droit d'apposer sur les décisions de la législature n'est que suspensif.

En outre, il est toujours, pour ainsi dire, dans la main du peuple; car ses fonctions ne durent en général que un ou deux ans. Il ne peut donc, dans un si court espace de temps, opposer de résistance sérieuse aux volontés de la multitude; la pensée de le faire ne peut même lui venir à l'esprit : l'expiration de son mandat viendrait bientôt le faire rentrer dans le néant d'où il est sorti.

Il résulte de là qu'aucune espèce de prévoyance n'est possible, et que c'est toujours un intérêt présent qui guide le peuple américain; car, combien peu d'hommes sont capables d'élever leurs pensées au-delà de ce qui les touche immédiatement !

Ce n'est pas la tête qui conduit les membres, ce sont les membres qui guident la tête, ou, pour mieux dire, il n'existe pas de tête.

Examinons maintenant la constitution fédérale qui unit les États entre eux (1).

(1) Nous ne pouvons donner ici cette constitution dans son entier; mais nous en reproduirons les dispositions fondamentales, comme nous avons fait pour les constitutions de l'État.

CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS.

ARTICLE I.

Section 1.

Un congrès des États-Unis, composé d'un sénat et d'une chambre des représentants, sera investi de tous les pouvoirs législatifs déterminés par la présente constitution.

Section 2.

1. La chambre des représentants sera composée de membres élus tous les deux ans par le peuple des divers États; les électeurs, chargés dans chaque État de choisir les représentants, devront avoir les qualifications exigées des électeurs de la branche la plus nombreuse de la législature de leur État.

2. Personne ne pourra être représentant à moins d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans, d'avoir été pendant sept ans citoyen des États-Unis, et d'être, au moment de son élection, habitant de l'État qui l'aura élu.

3. Les représentants et les taxes directes seront répartis entre les divers États de l'Union selon le nombre respectif de leurs habitants; ce nombre sera déterminé en ajoutant au nombre total des personnes libres, trois cinquièmes de toutes autres personnes (1).

5. La chambre des représentante élira ses orateurs et autres officiers; elle exercera seule le pouvoir de mise en accusation pour cause politique.

Section 3.

1. Le sénat des États-Unis sera composé de deux sénateurs élus dans chaque État par la législature provinciale; chaque sénateur aura un vote.

2. Immédiatement après leur réunion, ils seront divisés, aussi exactement que possible, en trois classes. Les siéges des sénateurs de la première classe seront vacants au bout de la seconde année, ceux de la seconde classe au bout de la quatrième année, et

(1) On sent qu'il est ici question des esclaves; les législateurs, par une sorte de honte, se servent constamment d'une circonlocution pour les désigner.

ceux de la troisième classe au bout de la sixième année, de manière à ce que tous les deux ans un tiers du sénat soit réélu.

3. Personne ne pourra être sénateur à moins d'avoir atteint l'âge de trente ans, d'avoir été, pendant neuf ans, citoyen des États-Unis, et d'être, au moment de son élection, habitant de l'État qui l'aura choisi.

4. Le vice-président des États-Unis est président du sénat; mais il n'a pas droit de voter, à moins que les voix ne soient également partagées.

6. Le sénat aura seul le pouvoir de juger les accusations intentées par la chambre des représentants. Aucun accusé ne peut être déclaré coupable qu'à la majorité de deux tiers des membres présents.

7. Les jugements rendus en cas de mise en accusation n'auront d'autre effet que de priver l'accusé de la place qu'il occupe, de le déclarer incapable de posséder quelque office d'honneur, de confiance ou de profit dans les États-Unis; mais la partie convaincue pourra être mise en jugement, jugée et punie, selon les lois, par les tribunaux ordinaires.

Section 6.

1. Les sénateurs et les représentants recevront pour leur service une indemnité qui sera fixée par une loi et payée par le trésor des États-Unis. Dans aucun lieu ils ne pourront être inquiétés ni interrogés en raison des discours et des opinions prononcés dans leurs chambres respectives.

2. Aucun individu occupant une place sous l'autorité des États-Unis ne pourra être membre d'une des deux chambres tant qu'il conservera cette place.

Section 7.

1. Tous les bills établissant des impôts doivent prendre naissance dans la chambre des représentants; mais le sénat peut y concourir par des amendements comme aux autres bills.

2. Tout bill approuvé par les deux chambres sera avant de devenir loi, présenté au président des États-Unis. Si celui-ci l'approuve il y apposera sa signature, sinon il le renverra, avec ses observations, à la chambre dans laquelle il aura été proposé.

Les deux chambres alors doivent soumettre le bill à une nouvelle discussion. Si les deux tiers des membres de chaque chambre lui donnent leur approbation, il devient loi.

Si dans les dix jours le président ne renvoie pas un bill qui lui aura été présenté, il aura force de loi.

Section 8.

Le congrès aura le pouvoir :

1°. D'établir et de faire percevoir les taxes, droits et impots; de payer les dettes publiques, et de pourvoir à la défense et au bien général de tous les États-Unis. Les impôts devront être les mêmes dans tous les États.

2°. D'emprunter de l'argent sur le crédit des États-Unis.

3°. De régler le commerce entre les divers États et avec les nations étrangères et les tribus indiennes.

4°. D'établir une règle générale pour les naturalisations, et des lois générales sur les banqueroutes (1).

5°. De battre monnaie, d'en régler la valeur ainsi que celle des monnaies étrangères.

6°. D'assurer la punition de la contrefaçon de la monnaie et du papier public.

8°. D'assurer les progrès de l'industrie en accordant des brevets aux inventeurs et auteurs de découvertes.

9°. De constituer des tribunaux subordonnés à la cour suprême.

10°. De définir et de punir les crimes de piraterie, et les offenses contre la loi des nations.

11°. De déclarer la guerre.

12°. De lever et d'entretenir des armées; mais aucun argent pour cet objet ne peut être voté pour plus de deux ans.

13°. De créer et d'entretenir une force maritime.

(1) Nous avons vu plus haut que le congrès n'a pas établi de lois pour punir la banqueroute.

14°. D'établir des règles pour l'administration et l'organisation des forces de terre et de mer.

15°. De pourvoir à ce que la milice soit convoquée pour exécuter les lois de l'Union, pour réprimer les insurrections et repousser les invasions.

16°. De pourvoir à ce que la milice soit organisée, armée et disciplinée, et de disposer de cette partie de la milice qui peut se trouver employée au service des États-Unis, en laissant aux États respectifs la nomination des officiers et le soin d'établir dans la milice la discipline prescrite par le congrès.

17°. Le congrès aura seul le droit de faire des lois et réglements applicables au district qui sera le siége du gouvernement fédéral, ainsi que sur tous les lieux qui serviront à l'établissement de forteresses, de magasins, d'arsenaux, de chantiers et autres établissements d'utilité publique.

18°. Enfin, le congrès aura le pouvoir de faire toutes les lois nécessaires pour mettre à exécution les pouvoirs qui lui ont été accordés, et tous les pouvoirs dont cette constitution a investi le gouvernement des États-Unis ou une de ses branches.

Section 9.

2. Le privilége de l'*habeas corpus* ne sera suspendu qu'en cas de rébellion ou d'invasion, et lorsque la sécurité publique l'exigera.

7. Aucun titre ne noblesse ne sera accordé par les États-Unis.

Section 10.

1. Aucun État ne pourra contracter ni traité ni alliance; nul ne pourra donner des lettres de marque ou de représailles, battre monnaie, remettre des bills de crédit, changer les droits acquis, ni accorder aucun titre de noblesse.

2. Aucun État ne pourra, sans le consentement du congrès, entretenir des troupes ou des vaisseaux de guerre en temps de paix, contracter de traité avec une puissance étrangère ou un autre État, ou s'engager dans une guerre, si ce n'est dans le cas d'un danger assez imminent pour n'admettre aucun délai.

ARTICLE II.

Section I.

1. Le président des États-Unis sera investi du pouvoir exécutif; il occupera sa place pendant quatre ans; son élection et celle du vice-président, nommé pour le même terme, auront lieu ainsi qu'il suit :

2. Chaque État nommera un nombre d'électeurs égal au nombre total des sénateurs et des représentants qu'il envoie au congrès.

3. Les électeurs, dans leurs États respectifs, voteront au scrutin pour deux individus, dont un au moins n'habitera pas le même État qu'eux. Ils feront une liste de toutes les personnes qui auront obtenu des suffrages, et la transmettront scellée au siége du gouvernement, sous l'adresse du président du sénat, qui, en présence du sénat et de la chambre des représentants, ouvrira tous les certificats et comptera les votes. Celui qui aura obtenu le plus grand nombre de votes sera président, si ce nombre forme la majorité des électeurs.

Si plusieurs réunissent cette majorité, ou si deux ou un plus grand nombre réunissent la même quantité de suffrages, alors la chambre des représentants choisira parmi eux le président.

Si nul n'a obtenu la majorité, la chambre choisira le président parmi les cinq personnes qui ont obtenu le plus de voix. Mais en choisissant ainsi le président, les votes seront pris par État, la représentation de chaque État ayant un vote. Un membre au moins des deux tiers des États doivent être présents. Celui qui, après le président, réunira le plus grand nombre de voix sera vice-président.

4. L'élection du président doit avoir lieu le même jour dans tous les États-Unis.

5. Le président doit être âgé de trente-cinq ans au moins.

6. En cas d'empêchement, de maladie, de mort, de démission, ou d'inhabileté du président, il sera remplacé par le vice-pré-

sident. Si ce dernier ne pouvait, par une cause quelconque, remplir la place de président, elle serait confiée par le congrès à l'un des magistrats qu'il désignerait.

7. Les honoraires du président ne peuvent être augmentés ni diminués pendant tout le temps que dureront ses fonctions.

Section 2.

1. Le président est chef des forces de terre et de mer. — Il a le droit de remettre tout ou partie des peines prononcées pour délits envers les États-Unis, excepté en cas de mise en accusation par la chambre des représentants.

2. Il aura le pouvoir de faire des traités, de l'avis du sénat, pourvu que les deux tiers des sénateurs présents y donnent leur approbation. Il nomme, de l'avis du sénat, tous les hauts fonctionnaires aux nominations desquels il n'aura point été pourvu d'une autre manière dans cette constitution.

3. Il aura le pouvoir de remplir toutes les places vacantes pendant l'intervalle des sessions du sénat, en accordant des commissions qui expireront à la fin de la session prochaine.

Section 3.

1. Le président peut, dans les occasions extraordinaires, convoquer les deux chambres. Il reçoit les ambassadeurs et les autres ministres publics; il commissionne tous les fonctionnaires des États-Unis.

Section 4.

Les président, vice-président, et tous les fonctionnaires pourront être renvoyés de leurs places, si, à la suite d'une accusation, ils sont convaincus de trahison, de dilapidation du trésor public, ou d'autres crimes d'inconduite.

ARTICLE III.

Section 1.

Le pouvoir judiciaire des États-Unis sera confié à une cour suprême, et aux autres cours inférieures que le congrès peut de temps en temps former et établir. Les juges des cours suprêmes et des cours inférieures conserveront leurs places tant que leur conduite sera bonne. Leurs honoraires ne pourront être augmentés ni diminués tant qu'ils conserveront leurs places.

Section 2.

1. Le pouvoir judiciaire s'étendra à tous les procès qui auront leur source dans l'interprétation de la constitution; à toutes les causes concernant les ambassadeurs ou autres ministres, aux contestations dans lesquelles les États-Unis seront partie, aux contestations entre deux ou plusieurs États, entre un État et des citoyens d'un autre État, entre des citoyens d'États différents, entre un État ou les citoyens de cet État, et des États, citoyens ou sujets étrangers.

ARTICLE IV.

Section 1.

Pleine confiance et crédit seront donnés en chaque État aux actes publics et aux procédures judiciaires de tout autre État; et le congrès peut, par des lois générales, déterminer quelle sera la forme probante de ces actes et procédures, et les effets qui y seront attachés.

Section 2.

2. Un individu accusé dans un État de trahison, félonie ou autre crime, et qui, ayant pris la fuite, sera trouvé dans un autre État, sera reconduit vers l'État où il a commis le crime, si cet État le demande.

3. Une personne tenue au service ou au travail (1) dans un État, sous les lois de cet État, et qui se sauverait dans un autre, ne pourra être dispensée de ce service ou travail, mais elle sera livrée sur la réclamation de la partie à laquelle ce service et ce travail sont dus.

ARTICLE V.

Le congrès, toutes les fois que les deux tiers des deux chambres le jugeront néces-

(1) Circonlocution pour désigner les esclaves.

saire, proposera des amendements à cette constitution; ou, sur la demande des deux tiers des législateurs des divers États, il convoquera une convention pour proposer des amendements. Ces amendements, pour être valables comme partie de la constitution, devront être approuvés par les législateurs des trois quarts des États; ou par les trois quarts des conventions formées dans le sein de chacun d'eux, selon que l'un ou l'autre mode de ratification aura été prescrit par le congrès

ARTICLE VII.

1. La ratification donnée par les conventions de neuf États sera suffisante pour l'établissement de cette constitution entre les États qui l'auront ainsi ratifiée.

2. Fait en convention par le consentement unanime des États présents, le dix-septième jour de septembre, l'an du Seigneur 1787, et de l'indépendance des États-Unis le douzième.

Signé, George Washington, président et député de Virginie.

Des amendements furent ajoutés à cette constitution; ils ne font, en général, que développer et préciser les dispositions de la constitution elle-même. Nous ne citerons que les deux suivants; l'un est relatif au pouvoir accordé au peuple, et l'autre au mode d'élection du président et du vice-président.

Amendements.

ARTICLE X.

Les pouvoirs non délégués aux Étas-Unis par la constitution, ou ceux qu'elle ne défend pas aux États d'exercer, sont réservés aux États respectifs ou au peuple.

ARTICLE XII.

1. Les électeurs, dans leurs États respectifs, voteront au scrutin pour la nomination du président et du vice-président, dont un au moins ne sera pas du même État qu'eux. Dans leurs bulletins ils nommeront la personne pour laquelle ils voteront comme président; et dans des bulletins différents, celle qu'ils portent à la vice-présidence.

Ils feront des listes distinctes de toutes les personnes portées à la présidence et à la vice-présidence, et du nombre des votes obtenus par chacune d'elles; ces listes seront transmises au siége du gouvernement sous l'adresse du président du sénat. Celui-ci, en présence des deux chambres, ouvrira les procès-verbaux, et les votes seront comptés. La personne réunissant le plus grand nombre de suffrages pour la présidence sera président, si ce nombre forme la majorité de tous les électeurs réunis. Et si aucune personne ne réunissait cette majorité, alors, parmi les trois candidats ayant réuni le plus grand nombre de voix pour la présidence, la chambre des représentants choisira immédiatement le président par la voie du scrutin. Mais, dans ce choix du président, les votes seront comptés par État, la représentation de chaque état ayant un vote; un membre au moins de deux tiers des États devront être présents pour cet objet, et la majorité de tous les États sera nécessaire pour le choix. Et si la chambre des représentants ne choisit point le président, quand ce choix lui sera dévolu, avant le quatrième jour du mois de mars suivant, le vice-président sera président, comme dans le cas de mort ou d'inhabileté constitutionnelle du président.

2. La personne réunissant le plus de suffrages pour la vice-présidence sera vice-président, si ce nombre forme la majorité du nombre total des électeurs réunis; et si personne n'a obtenu cette majorité, alors le sénat choisira le vice-président parmi les deux candidats ayant le plus de voix. La présence des deux tiers des sénateurs, et la majorité du nombre total est nécessaire pour ce choix.

3. Aucune personne constitutionnellement inéligible à la place de président ne sera éligible à celle de vice-président des États-Unis.

Examinons maintenant ces institutions, qu'il était d'abord nécessaire de faire connaître.

Les États étaient dès long-temps constitués lorsque l'Union fut formée. Chacun d'eux consentait à faire avec les autres une association fédérale contre les dangers communs ; mais prétendait en même temps conserver sa souveraineté, son indépendance personnelle.

Deux partis se formèrent dont j'ai déjà parlé : les fédéralistes, ai-je dit, voulaient, en donnant une grande puissance à l'Union, annihiler pour ainsi dire la souveraineté des États ; les démocrates prétendaient au contraire que chaque État était un peuple différent, qui n'était l'allié des autres que dans certains cas où il s'agissait d'intérêts communs à tous.

Pour concilier ces prétentions rivales, les législateurs avaient à vaincre deux ordres de difficultés, les unes administratives, les autres législatives.

On détermina d'abord avec toute l'exactitude possible les attributions de l'État et celles de l'Union, et on limita le pouvoir de cette dernière aux objets qui n'étaient que d' un intérêt tout-à-fait général, comme le service des postes, le droit de battre monnaie et de régler la valeur de l'argent, de faire la paix et la guerre, etc., etc. ; on laissa dans tout le reste aux États une indépendance complète; il leur fut seulement interdit de créer des nobles et de faire des lois rétroactives.

Puis, comme il pouvait arriver, quelque soin qu'on eût mis à limiter les attributions des deux souverainetés rivales, que des conflits s'élevassent entre elles au sujet de ces attributions, on créa la cour suprême des États-Unis, tribunal unique, chargé souverainement et sans appel, de l'interprétation de la loi.

Pour organiser le pouvoir législatif de l'Union, on prit modèle sur ce qui existait dans l'État, c'est-à-dire qu'on divisa d'abord ce pouvoir en deux branches : le sénat et la chambre des représentants. Mais c'était surtout ici qu'il importait de savoir si l'Union serait une confédération pure et simple d'États isolés, ou bien un seul et même peuple; en effet, dans le premier cas, tous les États, petits ou grands devaient avoir la même part de souveraineté et le même nombre de représentants au congrès ; dans le second, la population de chaque État devait être la règle de sa part d'influence dans les affaires générales : les grands États rejetaient le premier mode, les petits refusaient de s'annihiler en accédant au second ; on fit un compromis.

Il fut convenu que le nombre de sénateurs envoyés par les États au congrès serait le même pour chaque État, tandis que les représentants seraient en nombre proportionnel à la population de l'État qui les nommait. De cette manière le sénat fut composé d'après le principe de l'isolement des États, et la chambre des représentants d'après celui de la fusion.

De cet arrangement il résulte, dit M. de Tocqueville, que « de nos jours, l'État de New-» York a au congrès quarante représentants, » et seulement deux sénateurs ; l'État de » Delaware, deux sénateurs et seulement un » représentant.

» L'État de Delaware est donc dans le » sénat l'égal de l'État de New-York ; tandis » que celui-ci a dans la chambre des repré» sentants quarante fois plus d'influence que » le premier. Ainsi, il peut arriver que la » minorité de la nation, dominant le sénat, » paralyse entièrement les volontés de la » majorité représentée par l'autre chambre ; » ce qui est contraire à l'esprit des gouver» nements constitutionnels. »

Une telle contradiction dans la loi fondamentale des États-Unis est un germe de mort. Jusqu'ici la prospérité commune a été croissant, et l'on doit peu s'étonner que ce germe n'ait pas encore porté les fruits qu'on doit tôt ou tard en attendre ; mais vienne une calamité publique, vienne seulement un intérêt particulier à l'un ou à plusieurs États, et l'on verra le mal dans toute sa difformité.

Déjà depuis la naissance de la république américaine, l'Union a été plusieurs fois mise à deux doigts de sa perte, par l'égoïsme des États qui la composent : ainsi, en 1794 quelques États de l'ouest s'insurgent et menacent de se séparer ; les uns, parce que l'Union ne peut leur garantir la rive du Mississipi ; d'autres pour ne pas payer les

droits imposés sur les liqueurs qu'ils vendent aux Indiens. Il faut que quinze mille hommes soient dirigés contre les insurgés pour obtenir d'eux ce que le gouvernement n'a pu gagner ni par ses invitations, ni par ses ordres, ni par ses menaces.

L'État d'Ohio, mécontent de la ligne que le congrès lui a assignée pour frontière, déclare la guerre au Michigan son voisin, pour reculer ses limites de vive force (1).

On a lu aussi le conflit qui s'éleva entre l'État de Géorgie et le congrès, à propos des Chérokees; conflit dans lequel le congrès fut obligé, pour conserver l'Union, de manquer aux engagements solennels qu'il avait pris antérieurement envers les Indiens.

Mais jamais la faiblesse de l'Union ne s'est manifestée plus au grand jour que dans la fameuse affaire du tarif, que je veux rapporter dans les termes mêmes de M. de Tocqueville.

« Les guerres de la révolution française, et celle de 1812, en empêchant la libre communication entre l'Amérique et l'Europe, avaient créé des manufactures au nord de l'Union. Lorsque la paix eut rouvert aux produits de l'Europe la route du Nouveau-Monde, les Américains crurent devoir établir un système de douanes qui pût tout à la fois protéger leur industrie et acquitter le montant des dettes que la guerre leur avait fait contracter.

» Les États du sud, qui n'ont pas de manufactures à encourager, et qui ne sont que cultivateurs, ne tardèrent pas à se plaindre de cette mesure.

» Dès l'année 1820, la Caroline du sud, dans une pétition au congrès, déclarait que la loi du tarif était *inconstitutionnelle, oppressive et injuste*. Depuis, la Géorgie, la Virginie, la Caroline du nord, l'état d'Alabama et celui de Mississipi firent des réclamations plus ou moins énergiques dans le même sens.

» Loin de tenir compte de ces murmures, le congrès, dans les années 1824 et 1828, éleva encore la loi du tarif, et consacra de nouveau le principe.

Alors on produisit, ou plutôt on rappela au sud une doctrine célèbre qui prit le nom de *nullification*.

» Les nullificateurs du sud prétendent qu'en s'unissant, les Américains n'ont point prétendu faire un même peuple; mais qu'ils ont seulement voulu former une ligue de peuples indépendants; d'où il suit que chaque État ayant conservé sa souveraineté complète, sinon en action, au moins en principe, a le droit d'interpréter les lois du congrès, et de suspendre dans son sein l'exécution de celles qui lui semblent opposées à la constitution ou à la justice.

» Toute la doctrine de la nullification se trouve résumée dans une phrase prononcée en 1833 devant le sénat des États-Unis, par M. Calhoun, le chef avoué des nullificateurs du sud:

« La constitution, » dit-il, « est un contrat dans lequel les États ont paru comme » souverains. Or, toutes les fois qu'il intervient un contrat entre des parties qui ne » connaissent point de commun arbitre, chacune d'elles retient le droit de juger par » elle-même l'étendue de son obligation. »

» Lorsque la Caroline du sud vit que le congrès se maintenait sourd à ses plaintes, elle menaça d'appliquer à la loi fédérale du tarif la doctrine des nullificateurs. Le congrès persista dans son système; enfin l'orage éclata.

» Dans le courant de 1832, le peuple de la Caroline du sud (trente mille habitants contre dix-sept mille) nomma une convention nationale pour aviser aux moyens qui restaient à prendre; et, le 24 novembre de la même année, cette convention publia, sous le nom d'ordonnance, une loi qui frappait de nullité la loi fédérale du tarif, défendait de prélever les droits qui y étaient portés, et de recevoir les appels qui pourraient être faits aux tribunaux fédéraux. Cette ordonnance ne devait être mise en vigueur qu'au mois de février suivant; et il était indiqué que si le congrès modifiait, avant cette époque, le tarif, la Caroline du sud *consentirait à ne pas donner d'autre suite à ses menaces*. Plus tard on exprima, mais d'une manière vague et indéterminée, le désir de soumettre la question à une assemblée

(1) Michel Chevalier

extraordinaire de tous les États confédérés.

» En attendant, la Caroline du sud armait ses milices et se préparait à la guerre.

» Que fit le congrès ? Le congrès, qui n'avait pas écouté ses sujets suppliants, prêta l'oreille à leurs plaintes dès qu'il leur vit les armes à la main. Il fit une loi suivant laquelle les droits portés au tarif devaient être réduits progressivement pendant dix ans, jusqu'à ce qu'on les eût amenés à ne pas dépasser les besoins du gouvernement. Ainsi le congrès abandonna complétement le principe du tarif. En même temps, il passa une loi en vertu de laquelle le président était investi d'un pouvoir extraordinaire pour surmonter par la force les résistances qui, dès lors, n'étaient plus à craindre.

» La Caroline du sud ne consentit même pas à laisser à l'Union ces faibles apparences de la victoire. La même convention nationale qui avait frappé de nullité la loi du tarif, s'étant assemblée de nouveau, accepta la concession qui était offerte ; mais en même temps elle déclara n'en persister qu'avec plus de force dans la doctrine des nullificateurs ; et, pour le prouver, elle annula la loi qui conférait des pouvoirs extraordinaires au président, quoiqu'il fût bien certain qu'on n'en ferait point usage.

Pendant ce temps, les États du nord, qui avaient intérêt à la conservation de la loi du tarif, étaient contraires à la nullification, qu'ils soutenaient lors de la guerre de 1812, comme je l'ai raconté plus haut.

Tout cela prouve qu'une association est bien faible quand elle n'a pour lien que l'intérêt des membres qui la composent, car cet intérêt peut varier à chaque instant.

Or, plus l'Union vieillira, et plus les États dont elle est formée se créeront d'intérêts distincts, et plus par conséquent se multiplieront les occasions de demander la dissolution de la société. On peut donc sans crainte en prédire la dissolution plus ou moins prochaine. Comment arrivera cette catastrophe ? c'est ce qu'il est difficile de prévoir. Il serait plus difficile encore de prévoir comment faire pour l'éviter.

Un seul moyen reste pour y parvenir, ce serait la fusion de tous les États en un seul peuple ; mais on peut affirmer que les Américains n'y consentiront pas Il leur faudrait pour cela renoncer à leurs intérêts individuels, il faudrait que chez eux le principe social du devoir fût substitué au principe désorganisateur du droit ; et c'est là ce que nulle puissance au monde n'aura la force d'obtenir.

Combien de temps, que de travaux et de persévérance n'a-t-il pas fallu aux rois de France pour réunir en un seul faisceau les provinces qui peu à peu tendaient à une indépendance complète (1) ! Or, en Amérique, je vois bien les mêmes tendances ; mais qui pourra jamais y remplir le rôle de Louis XI et de Richelieu ?

Deux obstacles puissants s'opposent d'ailleurs à ce que des hommes de cette trempe opèrent forcément la fusion des États-Unis : 1° il n'existe pas de combinaison dans le gouvernement qui puisse mettre en une seule main la force nécessaire pour opérer un tel changement ; 2° cette force existât-elle, elle ne saurait comment agir. En effet, les rois de France, pour soumettre un vassal rebelle, avaient en main des troupes et des ressources de toute sorte que leur fournissait leur domaine particulier ; ils avaient en outre l'assistance des vassaux restés fidèles. En Amérique, on ne trouverait rien de pareil. De plus, les vassaux d'un seigneur étaient accoutumés à l'obéissance ; et peu leur importait le plus souvent d'obéir à un chef plutôt qu'à l'autre : il suffisait donc de vaincre celui-ci, et souvent de se l'attacher par une alliance, pour s'assurer de la province qu'il commandait. En Amérique, on n'obéit qu'à la majorité, et l'on ne s'attache à personne.

A la moindre démarche de la part d'un État en faveur de la fusion, on verrait les communes proclamer la nullification du lien qui les unit à l'État, comme nous avons vu dans des circonstances analogues les États nullifier le lien qui les tient à l'Union.

Ce principe d'isolement que proclament les États les uns à l'égard des autres, l'Union

(1) Je constate le fait sans juger ici le sentiment des hommes qui l'ont produit.

elle-même le reconnaît dans ses rapports avec les autres peuples. On peut se former une idée de la politique extérieure des Anglo-Américains par les maximes de leur diplomatie. Or, voici ces maximes telles que les ont posées les deux plus grands citoyens de l'Union américaine.

Washington a écrit ces mots dans une lettre à ses concitoyens, qui forme son testament politique : « Étendre nos relations » commerciales avec les peuples étrangers, » et établir aussi peu de liens que possible » entre eux et nous, telle doit être la règle » de notre politique. Nous devons remplir » avec fidélité les engagements déjà con- » tractés; mais nous devons nous garder » d'en contracter d'autres...... *Notre vraie » politique est de ne contracter d'alliance » permanente avec aucune nation étran- » gère*... Plaçons-nous toujours de manière à » faire toujours respecter notre position, et » des alliances temporaires suffisent pour » faire face à tous les dangers. »

Jefferson pousse plus loin encore le principe de Washington. Il proclame cette maxime : « Que les Américains ne devaient jamais » demander de priviléges aux nations étran- » gères, afin de ne pas être obligés, eux- » mêmes, d'en accorder. »

Il est difficile, comme l'on voit, de formuler plus nettement le principe d'isolement d'une nation en face du genre humain. Ainsi isolement de l'individu dans la commune; isolement de la commune dans l'État; isolement de l'État dans l'Union; isolement de l'Union parmi les autres peuples, tel est en résumé le principe de l'organisation sociale des États-Unis. Toutes les parties de ce corps, uniquement préoccupées d'elles-mêmes, ne s'intéressent aux autres qu'autant qu'elles en peuvent tirer bénéfice; elles ne connaissent rien au-delà. Chacun, renfermé dans le cercle qu'il a tracé autour de soi, s'en fait tour-à-tour une embuscade pour saisir au passage les avantages que lui offre la société, ou un camp retranché du milieu duquel il peut en refuser les charges : cercle d'une texture singulière, en même temps inflexible et élastique, d'airain ou de caoutchouc, suivant qu'on le presse de dehors en dedans, ou de dedans en dehors.

Si je me suis fait comprendre, chacun peut voir maintenant avec la dernière évidence qu'une société fondée sur de telles bases ne peut subsister qu'à une condition; c'est que les individualités qui la composent ne suivent pas les conséquences rigoureuses du principe au nom duquel elles sont unies. Supposons, en effet, que les communes et les individus veuillent mettre en pratique la doctrine de nullification proclamée par les États, que deviendra le peuple américain? C'est pourtant à ce résultat que pousse invinciblement aujourd'hui la voix toute-puissante de la majorité.

Puisque j'ai prononcé ce mot, je m'arrêterai un instant à considérer les résultats de l'omnipotence de la majorité aux États-Unis.

De l'omnipotence de la majorité et des conséquences qu'elle entraîne aux États-Unis.

On a pu voir, en étudiant les constitutions de l'Union et de l'État, que tout pouvoir est donné en Amérique à la majorité. Depuis un certain nombre d'années, on a beaucoup écrit parmi nous contre la tyrannie; mais peu d'auteurs ont pensé à la tyrannie de la majorité : c'est pourtant celle-ci qui de toutes est la plus irrésistible, la plus impitoyable.

Quel prince, en effet, ne vit souvent sa volonté contrariée, annulée même par la résistance des tribunaux que lui-même avait établis? quel despote a pu jamais répondre de la soumission des peuples qu'il opprime? Quels que soient son ambition et son mépris des hommes, sa tyrannie a toujours pour limites les bornes de sa puissance.

Aux Etats-Unis aucune limite ne saurait être posée à la puissance de la majorité; elle peut ce qu'elle veut : elle fait la loi, elle fait les juges qui l'interprètent et les magistrats qui l'appliquent; et, dans son inquiète jalousie, ne cesse de tenir ouvert un œil menaçant sur les magistrats et les juges eux-mêmes. Nulle puissance n'est capable de lui résister; quel que soit l'arrêt qu'elle prononce, elle est sûre d'être ponctuellement obéie, car elle exécute elle-même la sentence.

Honores tributados á la reina. Costumbres de la Florida en tiempo de la conquista.



Lemoraine del. Froc sculp.

HONNEURS RENDUS À LA REINE. (Mœurs de la Floride, au tems de la Conquête)

AMÉRIQUE



La loi, qui met souvent des bornes aux mauvais désirs d'un tyran, ne saurait arrêter la marche impétueuse de la majorité : celle-ci a tout prévu pour que rien ne contrarie ses instincts du moment; chaque année elle peut changer la loi en changeant les législateurs; elle peut même, comme il est souvent arrivé, enjoindre aux députés qu'elle nomme pour ce court intervalle de suivre telle ou telle ligne de conduite, de voter dans tel ou tel sens.

« Lorsqu'un homme ou un parti, » dit M. de Toqueville, « souffre d'une injustice » aux États-Unis, à qui voulez-vous qu'il » s'adresse? A l'opinion publique? c'est elle » qui forme la majorité. Au corps législatif? » il représente la majorité et lui obéit aveu- » glément. Au pouvoir exécutif? il est nom- » mé par la majorité et lui sert d'instrument » passif. A la force publique? la force pu- » blique n'est autre chose que la majorité » sous les armes. Au jury? le jury, c'est la » majorité revêtue du droit de prononcer des » arrêts; les juges eux-mêmes, dans certains » États, sont élus par la majorité. Quelque » inique ou déraisonnable que soit la me- » sure qui vous frappe, il faut donc vous y » soumettre. »

S'il fallait citer des exemples à l'appui de ce que dit M. de Toqueville, je n'aurais que l'embarras du choix : il existait, à une lieue de Boston, dans un village nommé Charles-Town, un couvent d'ursulines où l'on recevait comme pensionnaires des jeunes filles de toutes les religions. Le bruit se répandit, on ne sait comment, qu'une jeune fille avait disparu sans qu'on sût ce qu'elle était devenue. Quoique ce bruit fût dénué de vraisemblance et de fondement, l'anathème fut lancé contre les religieuses catholiques, des furieux se portèrent, à onze heures du soir, au couvent; ils en forcèrent les portes, jetèrent dans la rue les malheureuses femmes qui s'y trouvaient, sans même leur donner le temps de se vêtir, et incendièrent l'édifice. Dans Boston, ville de soixante-dix mille âmes, où l'on n'ignorait rien de ce qui se passait, il ne se trouva personne pour porter secours aux religieuses : la majorité approuvait l'exécution (1).

La majorité veut la guerre, quelques journalistes désirent la paix et osent le dire; on se porte en foule à leur domicile, on brise leurs presses; on les cherche; l'un d'eux est tué sur la place, les autres sont laissés pour morts, et la majorité d'applaudir

Ni dans ce cas ni dans le précédent, il ne se trouve de jury assez courageux pour punir les coupables; ils sont tous acquittés.

On se rappelle ce qui a été dit plus haut à propos des Indiens, des nègres et des abolitionistes. Lors des attentats commis à New-York contre les propriétés de ces derniers, les témoins oculaires s'accordent à dire que les démolitions furent effectuées par une poignée d'hommes de la plus vile populace; mais les démolisseurs travaillaient sous les yeux de leur maître, la majorité, qui leur donnait hautement son approbation. Les dames, dit M. Chevalier, étaient à leurs fenêtres, agitant leurs mouchoirs, et du geste et de la voix encourageant les vandales. La multitude qui encombrait les rues criait *hourrah!* quand un pan de muraille tombait avec fracas sur le pavé.

Ce despotisme de la majorité n'est pas sans influence sur le caractère et les mœurs politiques des Américains : non-seulement la majorité veut qu'on lui obéisse, mais, comme tous les tyrans, elle exige qu'on la flatte. Quoi qu'il puisse penser de ses décisions, nul parmi ses sujets ne serait assez téméraire pour lui dire ouvertement son avis; dès qu'elle a parlé, toute bouche doit se taire; je me trompe, toute bouche doit entonner des louanges. Si par hasard un homme se

(1) A l'occasion de ce crime, divers hommes pris en flagrant délit furent arrêtés et jugés à Boston en 1835. Mais les témoins *n'osèrent* déposer contre eux; ils furent tous acquittés, à l'exception d'un jeune homme, auquel le gouverneur fut bientôt contraint de faire grâce *pour satisfaire l'opinion publique;* et les principaux accusés furent portés en triomphe après leur acquittement. Les ursulines demandèrent une indemnité pour le tort que l'autorité leur avait laissé faire, mais la législature rejeta leur demande à une immense majorité. L'année suivante, deux des incendiaires demandèrent à leur tour une indemnité pour le tort que leur avait fait le procès; le comité chargé d'examiner leur pétition proposa d'accorder à chacun cinq cents dollars. Le bill ne fut rejeté qu'à *la seconde lecture!..*

rencontre, qui ose en quelque point la contredire, il pourra bien avoir le bonheur de n'être ni assommé, ni emplumé, ni pendu; mais, à coup sûr, il ne trouvera personne pour approuver sa conduite. Courtisan tombé dans la disgrâce, il doit s'attendre au dédain de ceux mêmes qui pensent comme lui, sans avoir son courage, car l'amitié qu'on lui témoignerait serait le signal du courroux du maître.

Du reste, il faut en convenir, si la majorité veut être flattée, elle met chacun à l'aise sur le choix des moyens qu'il veut employer pour la satisfaire.

Comme tous les gens d'un grand appétit, elle regarde plus à l'abondance qu'à la délicatesse des mets. Du calembourg au poème épique, vous pouvez parcourir toutes les formes laudatives, et, pourvu que vous chantiez des louanges, personne ne s'apercevra que vous parlez en fausset.

Dites avec emphase que nulle part vous n'avez trouvé peuple plus généreux, plus sociable et plus poli; dites que les parfums des bosquets de l'Andalousie ne valent pas l'odeur des usines de New-York, et que l'Italie serait jalouse de son beau ciel (1); louez les artistes, les peintres, les musiciens, les architectes américains, extasiez-vous sur la solidité des bateaux à vapeur (2), n'ayez peur d'offenser la modestie de personne, vous êtes sûr d'être écouté avec intérêt et bienveillance.

J'ai ouï dire que l'un de nos professeurs de chimie les plus haut placés, faisant un jour des expériences devant le duc d'Angoulême, laissa, dans la chaleur de son zèle, échapper cette phrase remarquable : « Monseigneur, voici deux liquides qui vont » avoir l'honneur de se combiner devant votre altesse royale. » Si le fait est exact, l'illustre professeur était digne d'exercer ses talents devant la majorité du peuple américain.

Ces exigences de la majorité sont aujourd'hui unanimement acceptées et ont passé dans les mœurs : on rencontre du moins peu d'hommes qui ne les trouvent justes et légitimes. Il est résulté de là un phénomène qui semble étrange dans un pays démocratique, c'est que nulle part au monde l'esprit courtisanesque n'est plus universellement répandu qu'aux États-Unis. Et cela se conçoit sans peine : un roi veut voir ramper à ses pieds tous ceux qui l'entourent; mais le nombre de ceux qui l'approchent est fort limité; les courtisans s'abaissent, mais le peuple reste debout. Aux États-Unis, le souverain est là toujours en votre présence, et nulle part vous n'échappez à son œil observateur; au moindre signe d'indépendance, il peut vous anéantir ou vous couvrir de honte : il faut donc tomber à genoux.

C'est surtout à l'époque des élections qu'il faut voir jusqu'à quel point peut aller l'esprit d'adulation envers la majorité. Aucun de ceux qui briguent ses suffrages n'ose alors se montrer réellement ce qu'il est; chacun est aux aguets de l'opinion le plus généralement admise, pour l'adopter bien vite, ou au moins ne rien faire qui puisse lui porter ombrage. C'est à qui préviendra les moindres désirs de la multitude, à qui flattera ses instincts du moment.

« Je me souviens, » dit M. de Beaumont, « d'avoir vu M. Henri Clay, redoutable antagoniste du général Jackson pour la présidence des États-Unis, parcourir le pays » avec un vieux chapeau et un habit troué : » il faisait sa cour au peuple. »

Jamais tyran exigea-t-il un servilisme plus mesquin?

En présence de tels résultats, quels yeux ne seraient enfin dessillés?

Lorsque, en commençant ce travail, j'affirmais l'insuffisance et la fausseté du principe de l'intérêt bien entendu pour conserver et diriger les hommes en société, j'ai paru peut-être, aux yeux de certains lecteurs, en exagérer à dessein les conséquences, dans l'intérêt d'une doctrine opposée; maintenant chacun peut juger.

(1) « Pour avoir des lecteurs, Washington Irving, » malgré tout son esprit, se croit forcé d'admirer la » chaleur tempérée des étés et la douceur des hivers » dans l'Amérique du Nord. » (G. *de Beaumont.*)

(2) Si je m'en souviens bien, une statistique publiée dernièrement a porté à deux mille cinq cents seulement le nombre des personnes qui ont sauté en l'air cette année sur les bateaux à vapeur américains.

Un principe au nom duquel les mœurs autorisent la banqueroute et l'esclavage ; qui empêche des jurés de condamner des voleurs, des incendiaires et des assassins, dans la crainte de se compromettre ; en vertu duquel la majorité peut asservir la minorité à ses plus ridicules caprices ; qui commande aux individus une telle servilité, qu'ils ne rougissent, pour complaire au plus grand nombre, ni du mensonge ni de l'hypocrisie, et tout cela dans la vue de quelques jouissances matérielles ; un tel principe, je le répète, est faux ; car il superpose la matière à l'esprit et assimile l'homme à la brute.

On m'objectera peut-être que les vices que je reproche aux Anglo-Américains se retrouvent dans notre hémisphère, chez des nations qui ne sont pas constituées en vertu du même principe, et l'on en pourra conclure que j'ai attribué à tort au principe lui-même les vices des hommes qui l'ont appliqué. Je sais que partout on rencontre des hommes impurs dont le contact souillerait les choses les plus saintes ; je sais qu'en France même on trouverait des jurés lâches, des banqueroutiers frauduleux, et des adulateurs de la puissance, plus bas, s'il est possible, que ceux mêmes des États-Unis ; j'accorderai, si l'on veut, que ces sortes d'hommes ne sont pas rares parmi nous ; mais l'opinion publique les condamne, on les flétrit, on les évite, on sait, en un mot, et l'on dit qu'ils font le mal. Leur conduite est donc une contradiction à notre principe social, ils sont une exception ; en Amérique, la majorité les approuve ; ils forment la règle.

Ce serait peut-être ici le lieu d'examiner l'influence qui appartient légitimement à la majorité dans la direction d'un peuple ; mais, outre que ce n'est pas un traité de politique que je me suis proposé de faire, la place me manque pour traiter un tel sujet avec les développements qu'il mérite. Je compte d'ailleurs, lorsque j'examinerai les institutions mexicaines, présenter au lecteur quelques considérations à ce sujet.

—

Développements du commerce et de l'industrie. Accroissements du territoire et de la population.

Nous autres Français nous n'aurions jamais fait, sur le littoral de l'Atlantique, la moitié des travaux qu'y fit la race anglaise. Notre activité, toute portée du côté des choses intellectuelles, s'exerce volontiers à élaborer des idées que nous transmettons ensuite au monde par la prédication et l'exemple, et assez volontiers même à la pointe de la baïonnette. Si nous parvenons à détruire une erreur, à faire adopter un principe généreux, c'est pour nous un triomphe ; nous avons des joies d'enfant, et les larmes nous viennent aux yeux quand on nous dit qu'à mille lieues de Paris les idées françaises se répandent. Nous sommes toujours prêts à combattre les obstacles de l'ordre intellectuel, mais nous dédaignons la matière ; elle nous semble indigne de nos efforts, et si, pour obtenir quelque amélioration dans notre bien-être, la terre nous demande un travail long et assidu, nous passons outre et nous semblons lui dire : Tu ne vaux pas seulement la peine que je m'occupe de toi.

Nos soldats sont pieds-nus, sans pain, sans habits, exposés à la pluie, au froid, à des fatigues inouïes ; un courrier arrive, on bat à l'ordre, et on lit en tête de l'armée : « La Convention nationale déclare que la » 32e demi-brigade a bien mérité de la pa- » trie. » C'en est assez ; on crie vive la nation, et, sans penser qu'on n'a rien mangé depuis vingt-quatre heures, on court se battre. C'est qu'on voit dans l'ennemi le représentant d'une idée mauvaise : depuis les Francs de Clovis juqu'aux soldats de la république, c'est toujours le triomphe d'une idée qu'on poursuit. Les premiers se battaient en criant : Vive Christ ! les seconds : liberté, égalité, fraternité ! c'est presque tout un : les uns voyaient le principe, les autres les conséquences.

Il n'en est pas ainsi de l'Américain ; le comfort est son but et la nature son ennemie, car elle n'accorde ses dons qu'à ceux qui la maîtrisent de vive force. Il n'a, depuis sa jeunesse jusqu'à sa mort, qu'une seule oc-

cupation, celle de trouver des moyens de la vaincre. En vain multiplie-t-elle autour de lui les obstacles; il les détruit, ou, s'il ne peut les détruire, il les franchit ou les tourne; il s'entête, il se bute, et fait tant qu'à la fin, bon gré mal gré, il tire profit des obstacles eux-mêmes.

Le comfort est là devant ses yeux comme un point fixe, c'est son étoile polaire; il y subordonne tout ce qui l'entoure, et n'aperçoit aucun être, de quelque règne que ce soit, animal, végétal ou minéral, qu'il ne songe aussitôt au moyen de s'en faire un outil. Dans un grand arbre, il ne voit qu'une poutre; dans un petit arbre, qu'un lévier. Vous admirez une cascade, et lui aussi; mais quelle différence! vous faites une églogue, et lui une usine. Avant que vous n'ayez contemplé la majesté du spectacle, il a mesuré la hauteur de la chute et calculé le volume d'eau; il sait quelle dimension devra avoir sa roue pour obtenir une force de vingt chevaux, quelle pour une force de cinquante.

Il n'est pas étonnant que de tels hommes, jetés sur une terre nouvelle, à quatorze cents lieues de l'ancien monde, aient obtenu des résultats matériels qui, pour nous autres Européens, tiennent vraiment du miracle.

Une si prodigieuse activité, qui ne se dément dans aucun instant de la vie, et semble s'accroître en passant de génération en génération, doit tôt ou tard changer la face du continent américain; et l'on peut dire que si les habitants des États-Unis ont pris pour spécialité de vaincre et dompter la matière, ils s'acquittent de leur tâche avec un zèle, une intelligence, une ardeur qui seraient dignes des plus grands éloges, si tant d'efforts avaient un plus noble but.

Quoi qu'il en soit, sous leurs mains infatigables la Nouveau-Monde a vu créer des merveilles, et j'imagine que si les pélerins qui vinrent planter à New-Pymouth le drapeau du travail et de l'industrie pouvaient un instant revenir au monde, ils seraient bien étonnés du spectacle qui s'offrirait à leurs yeux, et béniraient leurs enfants pour la fidélité qu'ils ont mise à accomplir l'œuvre commencée par les pères. Ceux même qui moururent dans la guerre de l'indépendance ne reconnaîtraient plus leur pays. Les terres incultes ont été défrichées; l'industrie et le commerce ont transformé des lieux jadis déserts en cités populeuses et florissantes; des ports nouveaux ont été fondés, des chantiers immenses construits; les fonderies de machines, les ateliers couvrent le sol; ce n'est partout que bruit de marteaux, roulement de voitures et cliquetis de mécaniques. Au delà des Alléghanys, d'infatigables pionniers ont été conquérir le sol; ils l'ont disputé pied à pied aux forêts et aux animaux sauvages. Depuis long-temps ils en sont maîtres, ils en triomphent et s'y fixent, pendant que de nouveaux travailleurs, remplissant à leur tour le rôle des précédents, courent plus loin préparer la terre à la civilisation qui les suit. Les bords du grand fleuve, il y a cent ans à peine connus des Européens, sont aujourd'hui le centre d'une activité merveilleuse. Les forts construits par les Français dans la magnifique vallée qu'il arrose sont devenus le noyau de villes aujourd'hui rivales des cités les plus commerçantes de la vieille Europe, et les États nouveaux de l'ouest aperçoivent déjà le jour où leur importance effacera celle des États des bords de l'Atlantique.

Le sol que l'Union occupe aujourd'hui, huit fois aussi vaste que celui de la France, était par son étendue même un obstacle à la libre communication des diverses parties entre elles. Aux routes déjà faites, aux canaux creusés dans tous les sens, on ajoute aujourd'hui des chemins de fer d'une immense étendue, et les vagons disputent aux bateaux à vapeur le transport des voyageurs et des produits de l'agriculture et de l'industrie.

Le chemin de fer semble être le véritable moyen de communication du peuple Anglo-Américain; il annule la distance des lieux par la rapidité de la course et satisfait cette impatiente ardeur de jouir qui caractérise aussi bien le Floridien que l'Yankée, l'industriel des rives du Potomac que le pionnier des bords de l'Arkansas.

Aussi le chemin de fer est-il partout à l'ordre du jour; tous les regards y sont

fixés, toutes les spéculations s'y dirigent, et chacun aspire avec ardeur à l'instant où l'on pourra franchir en huit jours la distance qui sépare New-York de la Nouvelle-Orléans. Cette manie, je dirais presque cette rage de chemins de fer est merveilleusement servie, il faut l'avouer, par la facilité qu'on trouve à les exécuter et le bon marché qu'ils coûtent. *Un grand nombre d'entre eux sont construits en bois*, et les bois sont communs aux États-Unis. Aussi n'est-il guère d'établissement public ou industriel de quelque importance qui n'ait son chemin de fer; on en trouve dans les prisons, les usines, les ateliers, et si leur vogue continue, ils ne tarderont pas à envahir le foyer domestique.

Cette préoccupation des Américains pour les chemins de fer ne détourne pas leurs yeux d'autres moyens de communication non moins importants. Ils sont gens, en fait d'industrie, à tout mener de front; des canaux nombreux sont chaque jour entrepris et achevés pour lier entre eux les points que les chemins de fer ne peuvent atteindre, et l'on se sert simultanément des deux moyens pour assurer le prompt et facile transport des marchandises et des voyageurs. « Il n'est » personne, » dit M. Michel Chevalier, « qui ne doive être frappé de ce fait, qu'en » ce moment les travaux publics achevés ou » en construction, en Amérique, ont à peu » près la même longueur que tout ce qui a » été fait depuis deux siècles par les puis- » sances de l'Europe réunies. »

Voici les tableaux comparatifs que cet ingénieur a dressés dans son ouvrage ayant pour titre : *Lettres sur l'Amérique du nord* (1).

ÉTATS D'EUROPE.	Canaux en lieues de 4,000 mètres.	Chemins de fer en lieues de 4,000 m.
Angleterre.	1,100.	313.
France.	998.	50.
Belgique.	115.	74.
Autres États (2).	400.	50.
Total.	2,613.	487.

Total général de l'Europe, 3,100 lieues.

(1) Ch. Gosselin (1836).

(2) Approximativement.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	Canaux.	Chemins de fer.
Travaux exécutés	1,321.	801 3/4.
Total	2,122 3/4.	
A ajouter : petits travaux peu importants	27 1/4.	
Total des travaux achevés	2,150.	
Travaux en construction	900.	
Total général	3,050 lieues.	

Un tel fait en dit plus que tous les commentaires sur l'accroissement du commerce et de l'industrie des États-Unis. Il est la marque non moins évidente d'un accroissement prodigieux de la population, et présage pour la suite un accroissement plus rapide encore.

Treize nouveaux États ont été fondés depuis la déclaration de l'indépendance; et les villes qui existaient à cette époque sont aujourd'hui méconnaissables. Baltimore, qui, en 1780, comptait six mille habitants à peine, en renferme au moins cent mille aujourd'hui; et je pourrais citer bien d'autres exemples d'une augmentation non moins étonnante.

Des statistiques exactes montrent que, tous les vingt-deux ans environ, la population se double : jamais aucune partie du globe n'avait jusqu'ici donné le spectacle d'un tel phénomène.

Voici le tableau du mouvement de la population des États-Unis depuis 1790 jusqu'en 1830 (1).

Années.	Nombr total.	Augmentation en dix ans.
1790	3,929,326.	
1800	5,319,762.	1,390,436.
1810	7,239,903.	1,920,141.
1820	9,638,226.	2,398,323.
1830	12,866,020.	3,227,794.

Il ne faut pas croire cependant que ce fait de l'accroissement rapide de la population américaine ait pour cause unique le nombre considérable de naissances qui ont lieu aux États-Unis. Chaque année de nombreux émi-

(1) Extrait de l'ouvrage déjà cité de M. Michel Chevalier.

grants viennent de diverses parties de l'Europe apporter au Nouveau-Monde leurs bras et leur industrie, et féconder de leur sueur un sol moins ingrat que celui qui les a vus naître : déplorable résultat des vieilles routines européennes, qui force des enfants dévoués à chercher ailleurs une existence que leur refuse la patrie, comme si la terre manquait sous nos pieds ou qu'elle fût stérile! Ceci est plus grave qu'on ne pense; la perte annuelle de cinquante ou soixante mille hommes mérite considération, mais la conséquence morale de ces émigrations est immense et des plus funestes. Les émigrants écrivent bientôt à ceux qu'ils ont laissés, de quel bien-être ils jouissent dans leur nouvel État; ils vantent leurs habitations saines et commodes, leurs vêtements appropriés aux saisons, leur nourriture abondante et recherchée en comparaison de celle qu'ils avaient autrefois. Ils engagent leurs amis et leurs proches à suivre leur exemple, et leur promettent la même réussite. Alors ceux-ci font de pénibles réflexions sur leur position malheureuse; le pain noir et les pommes de terre ont perdu leur saveur, et pour la première fois ils s'aperçoivent qu'ils couchent sous le chaume et portent des habits troués. L'envie se glisse dans leur cœur à la suite des regrets; et, rejetant sur le principe un résultat qu'ils ne devraient attribuer qu'aux fausses conséquences qu'on en a tirées, ils sont tout disposés à croire que le dévouement qu'on leur prêche n'est qu'un leurre au moyen duquel on exploite leur crédulité et leur ignorance : ils se font égoïstes. Ainsi se propage cette fausse et malheureuse idée que les institutions des États-Unis sont les meilleures possibles, et que, pour prospérer, les peuples, aussi bien que les individus, doivent toujours et avant tout penser à eux-mêmes. Que les gouvernements de l'Europe y prennent garde! une terrible responsabilité pèse aujourd'hui sur leur tête.

Tous ces travaux, tous ces efforts des Américains, ai-je dit, ont pour unique but le comfort des individus; il faut convenir que ce but jusqu'à présent a été réalisé au delà de toute espérance. Nulle part au monde on ne vit un exemple d'une prospérité plus générale. A côté d'hommes qui possèdent des richesses immenses, on en voit d'autres, à la vérité, qui n'ont encore que leurs bras pour vivre, mais on peut dire que le nécessaire ne manque à personne, et un nécessaire tel que la plupart des Européens y trouveraient du superflu. Pour peu qu'un homme ait la volonté de faire valoir sa force ou son industrie, il est sûr de trouver de l'emploi, et, en Amérique, un emploi, quelque minime qu'il soit, nourrit toujours son maître. Malheureusement il n'en est pas de même chez nous; c'est qu'en Amérique la concurrence ne se fait réellement qu'entre les maîtres, et jamais le salaire des ouvriers ne subit de diminution notable. L'ouest est là, qui offre une ressource assurée à ceux qui voudront aller y défricher la terre, et l'ouvrier quitterait bien vite son atelier, s'il n'y était fixé par l'espérance du gain. On voit par là que la prospérité des travailleurs des États-Unis tient plus à l'ampleur du sol qu'aux institutions elles-mêmes; et l'on peut prévoir l'instant où, le sol étant rempli comme il l'est chez nous, il faudra changer de système ou se résigner enfin à la vie de privation.

C'est là une remarque que l'on ne fait pas assez; cependant on pourrait l'appliquer à mille autres objets.

Quelques écrivains, pour exalter le système américain et rabaisser, au contraire, les institutions françaises, ont comparé le bien-être général dont jouissent les habitants de l'Union au malaise qu'éprouvent les classes laborieuses en France.

Je suis loin de penser, à Dieu ne plaise! que le sort des malheureux travailleurs doive rester ce qu'il est aujourd'hui chez nous; mais je dis que la comparaison dont je parle est essentiellement erronée. Comment peut-on peser dans la même balance les résultats obtenus dans des pays si différents? *soixante-trois* Français vivent sur la même étendue de terrain que *trois* Américains; c'est là, je pense, une différence qui mérite qu'on en tienne compte.

Il est encore une source d'erreur qu'il ne faut pas négliger; on voit les Américains tirer d'immenses produits de leur terre et

faire un commerce énorme. Ils couvrent la mer de leurs vaisseaux, et jettent à foison leurs produits dans les ports de l'Europe, et réalisent par là des bénéfices considérables. Que n'en faisons-nous autant? disent quelques publicistes. C'est oublier que cela est impossible. Si toutes les nations se mettaient à produire au delà de leurs besoins, et à exporter dans la même proportion que les États-Unis, la consommation ne suffirait pas à la production : alors, adieu le commerce et les bénéfices. On peut, dans l'état actuel des choses, considérer l'Amérique comme une immense usine chargée d'approvisionner une partie de l'Europe; or une usine suppose des consommateurs.

Les Américains sont fiers de leur prospérité commerciale; ils devraient penser qu'elle est due à leur position particulière bien plus qu'à leur propre génie. Je ne veux pas nier qu'ils tirent habilement parti de leur position, mais je dis qu'ils ne l'ont pas créée. Placés entre un sol qui produit trop, et l'Europe, qui a besoin de leurs produits, il était naturel qu'ils se livrassent au négoce; ils l'ont fait avec ardeur et persévérance, et ont réussi au delà de leurs vœux. C'est là tout ce qu'ils demandaient; et je ne crois pas qu'on doive leur tenir grand compte de leurs efforts, car ils ne travaillent que pour eux-mêmes.

Ils ont néanmoins, je pense, rendu deux services importants au monde :

1° Ils ont montré quel parti un peuple actif et laborieux peut retirer du sol qu'il habite;

2° Ils ont fait voir aux hommes que, pour les peuples comme pour les individus, la préoccupation du bien-être matériel conduit à la violation des plus saintes lois de la justice et de l'humanité.

HISTOIRE DES ANTILLES.

J'ai raconté, en parlant de l'histoire de Christophe Colomb, la découverte des Antilles, ou, du moins, des principales d'entre ces îles; il ne me reste que peu de choses à en dire, car elles sont toutes des colonies; et quel champ une colonie peut-elle présenter à l'observation? elle n'a pas, pour ainsi dire, d'existence qui lui soit propre, et le mouvement qu'on y peut remarquer est un mouvement d'emprunt, communiqué par la métropole.

Le phénomène le plus digne d'intérêt que présente l'histoire des Antilles est l'anéantissement de la race des hommes rouges, dont il ne reste plus de traces aujourd'hui. Or, cette destruction eut lieu de la même manière dans toutes les colonies européennes. Partout la rapacité des conquérants, l'oubli complet des préceptes du christianisme, joints à la faiblesse des Indiens, en fut la seule cause. Il suffit donc d'étudier l'histoire de l'une des îles dont il est question pour connaître la marche qu'a suivie la dépopulation dans toutes les autres; et voilà pourquoi je me suis borné à raconter avec quelques détails l'histoire de Saint-Domingue, la principale d'entre elles. J'avais plus d'un motif pour la choisir de préférence à toute autre. Outre qu'elle est la première où les Européens aient formé des établissements après la découverte du Nouveau-Monde, elle est la seule jusqu'à ce jour qui ait conquis son indépendance. Elle m'offrait du reste l'occasion de montrer au lecteur le spectacle étrange d'avares qui vont à grands frais chercher dans une terre lointaine ceux qui devaient les expulser de leur domicile; spectacle terrible, où l'on voit des conquérants impitoyables punis de leurs iniquités, traqués, chassés, égorgés par des vainqueurs aussi impitoyables qu'eux-mêmes.

HISTOIRE DE HAITI,

OU SAINT-DOMINGUE.

—

Après la cruelle exécution que j'ai racontée (p. 12, c. 2), et la mort de la reine Anacoana, les malheureux Indiens perdirent courage, et se résignèrent à supporter le joug du vainqueur. Dès que la reine Isabelle, la pieuse protectrice des Indiens, eut fermé les yeux, aucun frein ne put arrêter leurs persécuteurs, et Ovando partagea les indigènes entre ses amis. On vit tout-à-coup des fortunes immenses comme sortir de terre, et des hommes, la honte du christianisme et le fléau de l'humanité, insulter au malheur de leurs pauvres esclaves par leur mollesse et leur luxe effréné. Ovando se montrait envers les Espagnols aussi sage et aussi modéré qu'il était cruel et injuste à l'égard des Indiens. Il introduisit dans l'île plusieurs améliorations importantes; ce fut lui qui favorisa la culture de la canne à sucre, et fit établir les premiers moulins destinés à l'exploitation de cette plante précieuse.

Le roi Ferdinand, voyant les sommes immenses que lui produisait la colonie, tourna enfin ses yeux vers le Nouveau-Monde, et, dans la crainte que le représentant de la puissance morale, supérieure à tous les rois, mît un frein à son avarice, il déclara qu'aucune bulle du pape ne serait reçue dans les possessions espagnoles de l'Amérique; c'était affranchir les gouverneurs des devoirs chrétiens envers les indigènes. En même temps défense fut faite aux étrangers de s'établir dans l'île et d'y exporter aucune espèce de marchandise.

Les travaux excessifs auxquels on condamnait les Indiens, joints à la faiblesse de leur constitution, à leur habitude de l'indolence, eurent bientôt les résultats qu'on en devait attendre. De plus d'un million d'hommes rouges que Christophe Colomb avait trouvés dans l'île en 1492, à peine en restait-il soixante mille en 1507. Ovando imagina alors, pour les remplacer, d'aller chercher les indigènes des Lucayes. Il fit approuver son projet du roi Ferdinand, en alléguant qu'il serait plus facile de les instruire dans la religion chrétienne lorsqu'ils seraient à Hispaniola sous la direction immédiate des missionnaires. Quarante mille de ces malheureux furent donc amenés dans les mines de la colonie, où bientôt ils expirèrent comme leurs prédécesseurs.

Pendant ce temps, Ponce de Léon, sous la direction d'Ovando, formait un établissement à Porto-Rico, et les naturels de cette île, soumis aux mêmes travaux que ceux d'Hispaniola, ne tardèrent pas à subir le même sort.

Dans cette même année, don Diégo, fils de Christophe Colomb, obtenait contre le roi une sentence qui obligeait ce dernier à le mettre en possession des titres accordés à son père; en conséquence, Ovando fut rappelé en 1509, et remplacé par don Diégo, qui obtint du roi le titre de gouverneur; mais non celui de vice-roi que lui avait accordé le conseil.

Sous l'administration du nouveau gouverneur, les malheureux Indiens ne furent pas mieux traités que sous l'ancien. A peine arrivé, don Diégo se hâta de partager entre ses amis et les seigneurs de sa suite ceux des indigènes qui avaient échappé jusque là à l'esclavage. Aux causes de destruction que j'ai mentionnées, on en ajouta bientôt une autre non moins puissante. On avait découvert que sur les côtes d'une petite île nommée Cubagna, se trouvait une grande quantité d'huîtres à perles; don Diégo força les Indiens à plonger au fond de la mer pour en retirer ces coquillages; cette occupation pénible autant que malsaine causa la mort d'un grand nombre d'entre eux.

La dépopulation rapide des Indiens d'Hispaniola ne tarda pas à entraver l'exploitation des mines; en outre, comme l'appât de l'or avait fait négliger la culture des terres, le besoin de subsistances commençait à se faire sentir, et quelques fortunes se trouvaient ébranlées; on cherchait un moyen de remédier à ces maux. Diégo Colomb pensa à conquérir enfin l'île de Cuba, dont on n'avait pas songé à tirer parti depuis qu'elle était

découverte. Il envoya en conséquence Vélasquès, qui s'empara de l'île sans éprouver de résistance (1511), et enrichit ainsi la couronne d'Espagne d'une possession importante.

Mais Ferdinand était jaloux du pouvoir qu'il avait été contraint d'accorder au fils de Colomb; il voyait aussi avec envie, assure-t-on, l'influence qu'acquérait ce dernier par l'activité et l'exactitude qu'il mettait à remplir ses fonctions de gouverneur; en conséquence il résolut de lui retirer la plus grande partie de sa puissance. Il lui ôta le droit de répartir les Indiens entre les colons, et créa pour cette distribution une charge spéciale qu'il donna à Albuquerque. Don Diégo passa alors en Espagne pour réclamer contre cette injustice, et laissa à Albuquerque le commandement de la colonie. Celui-ci, dit Robertson, « entra en fonction (1517) avec toute la » rapacité d'un indigent aventurier impatient » de faire fortune. » Il se fit donner la liste exacte des Indiens qui restaient dans l'île, et il se trouva que, de soixante mille qui existaient encore en 1508, quatorze mille seulement avaient survécu. Albuquerque les divisa en lots qu'il vendit à l'enchère au plus offrant. Il résulta de là que bon nombre de ces malheureux furent emmenés loin de leurs anciens maîtres, et qu'ils furent accablés par leurs maîtres nouveaux de travaux encore plus pénibles; car ceux-ci avaient à se dédommager de leurs avances. Cet accroissement de malheurs précipita encore la destruction des derniers représentants de la race rouge.

Tant d'actes de violence ne s'accomplirent pas cependant sans que des âmes généreuses réclamassent contre cet oubli des devoirs les plus saints du christianisme. Au nombre des plus ardents défenseurs des indigènes étaient les dominicains, qui ne cessaient de s'élever avec force contre les distributions (*repartimientos*) qu'on en faisait. L'un de leurs prédicateurs, le père Montesimo, prêchant devant don Diégo et les seigneurs de sa cour, ne craignit pas, en 1511, de condamner du haut de la chaire de la principale église de Saint-Domingue, cette inique violation des lois divines et humaines, et flétrit sans pitié ceux, quels qu'ils fussent, qui s'en rendaient coupables. Ce fut en vain que don Diégo se plaignit de ce moine à ses supérieurs; ceux-ci répondirent que, loin de blâmer le conduite du père Montesimo, ils l'approuvaient de toutes leurs forces. Mais les franciscains, au contraire, par jalousie, à ce qu'on assure, soutenaient la légitimité des *repartimientos*, sous prétexte qu'il n'y avait que ce seul moyen de fixer les Indiens et de les amener à la civilisation chrétienne. Les dominicains, méprisant ces raisons d'une politique intéressée, déclarèrent qu'ils refuseraient les sacrements à tous ceux qui oseraient retenir les Indiens en esclavage; on convint, pour vider la question, de s'adresser au roi lui-même. Ferdinand assembla les théologiens et les jurisconsultes les plus célèbres en un conseil qui donna raison aux dominicains. Cette décision n'empêcha pas les *repartimientos* d'avoir lieu comme par le passé. Nouvelles remontrances des dominicains, plus énergiques que jamais, et décision nouvelle de Ferdinand et de son conseil, qui, contradictoirement à la première, déclare qu'après un plus mûr examen, attendu qu'il était impossible d'amener les Indiens à la foi chrétienne tant que les Espagnols n'en seraient pas les maîtres absolus, il était légitime de les réduire en esclavage. Le roi et son conseil déclarèrent en outre qu'ils prenaient sur leur conscience le résultat moral de cette décision. Ordre fut donné aux dominicains de s'abstenir de toutes nouvelles remontrances à ce sujet.

Ce fut alors que Las-Casas, prêtre, qui depuis long-temps sympathisait avec les Américains, prit ouvertement leur défense. Il fit plusieurs voyages en Espagne, et fut même admis au conseil assemblé par le roi; il employa tous les moyens qu'il put pour obtenir quelque soulagement à la misère des pauvres hommes rouges, et ce fut dans l'une des séances du conseil qu'il fit à l'évêque du Darien la belle réponse que j'ai citée au commencement de ce volume (p. 14, c. 1). Voyant que tous ses efforts étaient inutiles, il proposa, pour alléger les misères de ses protégés, un moyen qui surprendra sans doute

le lecteur, et qui prouve jusqu'à quel point une préoccupation peut faire oublier la logique : c'était d'acheter aux Portugais des nègres de leurs établissements d'Afrique pour les porter à Hispaniola, où on les vendrait comme esclaves.

Ce projet fut approuvé de Charles-Quint, qui venait de monter sur le trône d'Espagne; et dès lors commença entre le Nouveau-Monde et l'ancien ce commerce impie, tache ineffaçable des chrétiens qui s'en sont souillés.

Mais le prix exorbitant auquel les marchands vendaient leurs nègres ne permit qu'à un petit nombre de colons d'en acquérir, et le sort des Indiens ne fut pas sensiblement amélioré.

Las-Casas alors vit bien qu'il lui serait impossible d'arrêter la destruction de tout ce qui restait d'indigènes dans la colonie espagnole; et pour prouver au monde qu'ils étaient susceptibles de civilisation, il résolut d'employer, pour les amener au christianisme, la persuasion, moyen qu'on avait jusque là négligé. Son projet était d'établir sur la côte du continent une colonie de cultivateurs et d'artisans qui se mêleraient aux Indiens et les attireraient par la douceur. Les bons traitements, les bons exemples surtout, devaient plus faire, suivant Las-Casas, sur le naturel pacifique des Indiens, que la violence et la rigueur. Il avait tant de confiance en son système, qu'il s'engageait à en convertir et à en civiliser un nombre considérable avant peu d'années. C'étaient là les rêves d'un homme de bien. Il fit tant auprès de l'empereur Charles-Quint, qu'il obtint enfin la permission de tenter son entreprise. Il fut autorisé à embarquer les artisans et les cultivateurs qui auraient confiance en lui, et à établir une colonie sur la côte de Cumana.

Après bien des peines, il finit par persuader environ deux cents cultivateurs et artisans, et fit voile pour la nouvelle colonie [1520].

Lorsqu'il avait quitté Hispaniola en 1517, les colons étaient en paix avec les Indiens de la côte de Cumana; mais, depuis lors, tout était bien changé, et quand il arriva à Porto-Rico, il apprit de fâcheuses nouvelles. Les habitants d'Hispaniola, dans la pénurie où ils étaient d'Indiens pour exploiter leurs mines, avaient pris l'habitude de faire des descentes sur toutes les côtes qu'ils connaissaient, pour enlever les indigènes, dont ils emmenaient des peuplades entières. Les sauvages de la côte de Cumana n'avaient pas été oubliés dans ces excursions, et, dans leur désir de vengeance, ils avaient mis à mort deux missionnaires qui s'étaient hasardés à s'approcher d'eux. Cet attentat avait enflammé la colère des Espagnols, et, pour les punir, ils avaient fait une descente nouvelle sur la côte, où ils avaient porté la dévastation et la mort; après quoi tous les sauvages qu'on avait pu saisir avaient été emmenés en esclavage. Ces fâcheuses circonstances ne purent déterminer le généreux missionnaire à abandonner son dessein; mais, au moment de mettre à la voile, surgirent des difficultés d'un autre ordre : un grand nombre de ses colons étaient tombés malades à Porto-Rico; quelques-uns étaient morts, et parmi ceux qui s'étaient conservés en santé, beaucoup avaient été dégoûtés de leur entreprise et refusaient d'aller plus loin. Il s'embarqua donc avec le petit nombre de ceux qui lui étaient restés fidèles, et commença son nouvel établissement. Mais bientôt sa faible colonie, attaquée avec furie par les naturels, fut entièrement détruite pendans un voyage qu'il fit à Hispaniola pour se procurer des secours. Réduit alors au désespoir, il revint à Saint-Domingue, où il prit l'habit de dominicain.

Depuis cette époque, la décadence de la colonie marcha sans interruption; le dernier des Indiens ne tarda pas à succomber, et les colons furent réduits, pour exploiter les mines et cultiver les terres, au travail de leurs esclaves noirs.

Peu à peu il devint difficile et bientôt même impossible de faire de ces fortunes rapides qui avaient ébloui les premiers colons; avec l'espoir du gain, seul mobile des Espagnols qui avaient quitté leur patrie pour le Nouveau-Monde, s'en alla toute autorité; chacun ne songea plus qu'à jouir du présent, sans s'inquiéter de l'avenir, et s'abandonna

à la paresse et à la débauche. La misère augmenta de jour en jour, et dans les mêmes lieux où brillait naguère la cour des gouverneurs espagnols, on ne vit plus qu'une race grossière de planteurs ignorants et demi-barbares.

En 1586, Élisabeth, reine d'Angleterre, voulut joindre l'île de Saint-Domingue aux nouvelles conquêtes que quelques-uns de ses sujets avaient faites sur le continent américain; son amiral, Francis Drake, s'empara des villes de Saint-Iago, de Carthagène et de San-Domingo. Il commit partout les plus grands ravages; le tiers des édifices de cette dernière ville furent complétement détruits, et l'Espagne fut obligée de racheter du vainqueur ce qui restait de cette capitale.

Quoique les Espagnols ne tirassent plus aucun avantage de leurs possessions, ils voulurent néanmoins empêcher les autres puissances de s'en emparer, et se mirent à arrêter tous les bâtiments européens qu'ils rencontraient au-delà du tropique. Les Anglais et les Français s'unirent alors pour réprimer ces pirateries, et deux corsaires appartenant, l'un à la France, l'autre à l'Angleterre, ayant attaqué de concert la ville de Saint-Christophe le même jour par deux points opposés, s'en rendirent maîtres et se partagèrent l'île.

L'expédition de Frédéric de Tolède, partie d'Espagne en 1630 pour aller combattre les Hollandais dans les parages du Brésil, détruisit, en passant, la plus grande partie des nouveaux insulaires, et le peu qu'il en restait alla s'établir à la Tortue, petite île déserte située au nord-ouest de Saint-Domingue. Bientôt leur petite colonie fut augmentée d'un certain nombre de Hollandais chassés de Santa-Cruz par les Espagnols. Les hommes des trois nations vivaient en paix les uns avec les autres; les femmes et les enfants se livraient à la culture du tabac, pendant que les hommes allaient à la pêche, ou faisaient des excursions dans les plaines de Saint-Domingue, où ils trouvaient du gibier en abondance. Mais l'Espagne, qui voulait interdire à tous ceux qui n'étaient pas nés ses sujets la faculté de s'établir dans ses possessions, ne put se résoudre à la laisser en repos. Un jour que les habitants de la Tortue étaient allés à Saint-Domingue faire une chasse, selon leur coutume, des Espagnols descendirent dans leur île, et tuèrent les femmes et les enfants qu'ils purent rencontrer.

L'histoire de Saint-Domingue, pendant tout le reste du dix-septième siècle, n'offre rien d'intéressant à connaître. L'Espagne et la France s'en disputèrent souvent la possession, et ce ne fut qu'en 1697 que l'Espagne consentit enfin, lors de la paix de Riswick, à céder à la France la partie occidentale de l'île, qui contenait à peine cent habitants vivant dans la plus grande misère.

Le gouvernement français, pour peupler sa nouvelle colonie, la céda pour trente ans à une compagnie, à la condition d'y envoyer, dans l'espace de cinq ans, quinze cents blancs et deux mille cinq cents nègres. Mais la mauvaise administration de cette compagnie ne fit qu'augmenter la misère et la détresse des habitants; elle fut donc obligée de résilier son privilége, qui fut transféré, en 1726, à la compagnie des Indes. A partir de cette époque, la prospérité de la colonie alla croissant, tellement que trente ans après on y comptait quatorze mille blanc, quatre mille mulâtres et cent soixante quinze mille nègres esclaves.

Je ne m'étendrai pas sur les lois et réglements qui régissaient l'établissement français. Un gouverneur général et un intendant, nommés par le roi, étaient à la tête de l'administration et de la justice. Le gouverneur était le chef de la force armée. Les mêmes préjugés qui existaient dans les colonies anglaises contre les hommes de couleur existaient aussi dans la colonie française. Un blanc qui aurait épousé une négresse eût été déshonoré. Et la loi consacrait cette inégalité des deux races, car les délits contre les personnes étaient punis de peines différentes, suivant la couleur des hommes qui les avaient commis : un nègre qui frappait un blanc était puni le plus souvent de la mutilation d'un membre, tandis que le blanc qui frappait un nègre ne subissait qu'une simple amende. Tant il est vrai qu'un principe injuste entraîne partout les mêmes conséquences!

[1789] Le bruit que fit dans le monde en

tier la convocation des états-généraux de France ne tarda pas à retentir jusque dans la colonie. Les colons, de leur propre autorité, nommèrent dix-huit députés aux états-généraux ; et ceux-ci arrivèrent à Versailles quelques jours après que ces états se furent déclarés assemblée nationale constituante. Quelques personnes trouvèrent mauvais que les colons eussent, en nommant des députés, usurpé un droit qui ne semblait pas leur appartenir ; néanmoins six de leurs envoyés furent admis au sein de l'assemblée.

Une réunion ayant pour titre *Société des Amis des Noirs* s'était formée à Paris. Le récit de ses travaux et de ses réclamations en faveur des hommes de couleur ne tarda pas à jeter dans la colonie une grande fermentation, et, pour en prévenir les conséquences, le gouvernement avait ordonné au gouverneur de convoquer les notables habitants en assemblée législative. Mais ces derniers n'avaient pas attendu l'ordre du roi : des assemblées s'étaient formées d'abord dans le nord de l'île, et bientôt le midi et l'ouest avaient imité cet exemple.

Les assemblées particulières se réunirent en une assemblée générale, le 16 avril 1790, dans la ville de Saint-Marc ; elle était composée de deux cent treize membres, et vota un plan de constitution dont l'un des articles portait que « les décrets rendus par l'Assem» blée nationale dans les affaires de la colo» nie ne seraient exécutoires qu'après avoir » été approuvés par l'assemblée générale. » De ce moment la France dut prévoir la fin de son autorité sur Saint-Domingue.

Ce projet ne fut pas néanmoins accepté sans opposition ; un assez grand nombre de paroisses avaient cru devoir protester de leur obéissance au gouvernement français.

Les affaires des colonies occupèrent longtemps le comité nommé par l'Assemblée nationale; et, enfin, après deux discours éloquents prononcés, l'un par Grégoire, l'autre par Robespierre, en faveur des hommes de couleur, l'Assemblée rendit un décret par lequel tous les hommes de couleur, habitants des colonies françaises et issus de parents libres, étaient reconnus égaux des citoyens blancs. Ils avaient le droit de concourir à l'élection des représentants de l'assemblée générale, et même de siéger au sein de cette assemblée [15 mai 1791].

Ces mesures de l'Assemblée nationale furent accueillies des colons blancs avec un vif mécontentement ; des réunions se formèrent où l'on se répandit en invectives contre la métropole, et la cocarde tricolore fut foulée aux pieds. En même temps les noirs, pour qui le décret du 15 mai était un appel à l'indépendance, étaient fort irrités de la résistance qu'ils trouvaient auprès des blancs ; d'une fermentation sourde ils passèrent bientôt à une révolte ouverte, et dans la nuit du 23 au 24 août 1791, ils massacrèrent sans pitié les blancs qu'ils purent atteindre ; ce fut là le signal d'une insurrection générale des noirs dans tout le nord de la colonie française. Le nombre des victimes qui furent immolées de part et d'autres est immense, quand on considère le peu d'étendue et la faible population des pays insurgés : dix mille nègres et deux mille blancs perdirent la vie en moins de deux mois ; un nombre considérable de plantations furent détruites par les insurgés, et plus de douze cents familles réduites à la plus profonde misère. Alors la révolte gagna la partie occidentale, et la guerre continua encore jusqu'à ce qu'un traité eût été signé entre les deux partis. Ce traité stipulait l'oubli complet du passé, et l'assemblée coloniale reconnut la légitimité du décret du 15 mai : on crut que la guerre était enfin terminée. Mais, pendant que ces choses se passaient, l'Assemblée nationale, qui ne pouvait avoir connaissance de l'accord fait entre les blancs et les hommes de couleur, avait retiré son décret pour calmer le mécontentement des colons. Les mulâtres alors, n'écoutant plus que leur fureur, jurèrent d'exterminer tous les blancs. Ils appelèrent de toutes parts les hommes de couleur à leur aide, et incendièrent la ville de Port-au-Prince, dont la moitié devint la proie des flammes.

Une lutte terrible s'engagea entre les deux partis ; chacun vit bien qu'il n'y aurait de paix possible que par l'extermination de l'une des deux races, et de part et d'autre on devint impitoyable : les prisonniers furent

égorgés, et les femmes ni les enfants ne trouvèrent de pitié chez les vainqueurs.

Pour mettre fin à ces désastres, l'Assemblée constituante, où chaque jour les idées généreuses prenaient le dessus, réhabilita le décret du 15 mai, et rendit, le 4 avril 1792, un décret nouveau qui reconnaissait aux hommes de couleur libres les mêmes droits dont jouissaient les blancs. Il les déclarait admissibles à toutes les fonctions civiles et militaires, et accordait aux assemblées coloniales le droit d'envoyer des députés à l'Assemblée nationale de France.

On peut dire, à la louange de cette dernière, que le désir de se conformer à la justice eut plus de part à l'adoption de ces mesures que la crainte de la révolte; en effet le décret précédent s'appliquait non-seulement à Saint-Domingue, mais aux autres colonies françaises où la tranquillité n'avait pas été troublée, la Martinique, la Guadeloupe, Sainte-Lucie et Tabago. Des commissaires nommés par le roi devaient être envoyés sous la protection de forces suffisantes pour rétablir l'ordre dans les colonies où il en serait besoin.

Ailhaud, Santonax et Poverel, membres de l'Assemblée, et nommés commissaires pour Saint-Domingue, arrivèrent au cap Français vers le milieu du mois de septembre 1792; ils étaient accompagnés de huit mille gardes nationaux.

Ils ne tardèrent pas à se déclarer en faveur des nègres libres et des mulâtres, et firent embarquer pour la France ceux des colons qui s'opposaient à leurs desseins : bientôt aussi ils nommèrent, au lieu d'assemblée coloniale, une commission de douze membres, composée moitié de blancs et moitié de mulâtres. Ces mesures irritèrent vivement les colons, qui voyaient peu à peu crouler tous leurs priviléges.

Le pouvoir royal avait été aboli en France, et la Convention nationale, cette terrible ennemie des aristocraties, paraissait peu disposée à maintenir l'aristocratie de la peau, et elle comptait, par conséquent, peu de partisans parmi les planteurs. Beaucoup de ceux-ci n'attendaient qu'une occasion pour éclater; elle se présenta bientôt : Galbaud, gouverneur de Saint-Domingue, ayant été destitué par le pouvoir conventionnel, refusa de s'embarquer pour la France, suivant l'ordre que lui en avaient transmis les commissaires Poverel et Santonax; bien loin de là! Secondé par l'un de ses frères, il arma douze cents marins, à la tête desquels il proclama l'insurrection contre la Convention, et attira dans son parti bon nombre des planteurs mécontents. Les révoltés marchèrent d'un air menaçant sur la demeure des commissaires, dans l'intention de se saisir de leur personne. Alors ceux-ci, réduits à une telle extrémité, ne virent d'autre ressource que d'appeler à leur aide les mulâtres et les nègres révoltés, qui, comme on le pense bien, ne furent pas sourds à cet appel. Ils s'emparèrent de la ville du Cap et l'incendièrent, après avoir massacré tous les blancs qui leur tombèrent sous la main [21 juin 1793].

Les colons qui furent assez heureux pour échapper au massacre gagnèrent comme ils purent différents ports où ils s'embarquèrent, les uns pour les États-Unis, d'autres pour l'Angleterre. Ces derniers, dans l'espoir de ressaisir leurs propriétés, n'eurent pas honte de demander au gouvernement anglais des vaisseaux et des troupes suffisantes pour rentrer en possession de l'île; pour prix du service qu'ils demandaient, ils promettaient d'abolir le pouvoir conventionnel à Saint-Domingue, et d'arborer le drapeau de la Grande-Bretagne. Ainsi leur égoïsme leur fermait les yeux sur une trahison infâme. Dès que la guerre eût éclaté entre la France et l'Angleterre, le gouvernement anglais voulut mettre à profit les offres des colons : l'un de ces derniers, nommé Charmilly, porta au général Williamson, gouverneur de la Jamaïque, l'ordre de se présenter devant Saint-Domingue, et de recevoir la soumission des colons qui voudraient se rendre à l'Angleterre. Des vaisseaux furent en conséquence armés et dirigés contre la colonie française.

Les deux commissaires, Santonax et Poverel, se trouvaient alors dans le plus grand embarras ; ils avaient à leur disposition vingt-cinq mille hommes environ, mais ces troupes, disséminées sur une grande étendue de territoire, étaient loin de suffire à

repousser une invasion bien dirigée. Ils ne virent d'autre parti à prendre que d'appeler à leur secours tous les habitants de la colonie, quels qu'ils fussent. Ils publièrent donc un arrêté par lequel ils déclaraient libres tous les nègres de la colonie et les assimilaient, sans aucune restriction, aux autres citoyens. Cette mesure n'eut pas tout le succès que s'en étaient promis ses auteurs. Les nègres profitèrent de grand cœur de la liberté qui leur était accordée, mais la plupart d'entre eux, loin de se ranger sous les drapeaux des commissaires conventionnels, se retirèrent dans les montagnes, où ils se construisirent des habitations pour y vivre en paix ; tant il est vrai que, pour jouir de sa liberté, l'homme a besoin d'une éducation préalable. Avant de rompre les fers d'un esclave, il faut être sûr qu'à défaut d'un maître il sera lui-même son propre maître, et qu'il a en lui une force morale assez grande pour réprimer ses passions.

Le 19 septembre, la ville et le port de Jérémie se rendirent avec acclamations aux Anglais, et le 22, le port et le havre du cap Saint-Nicolas imitèrent cet exemple; mais la ville de Saint-Nicolas résista et se joignit aux troupes républicaines. Les villes de Jean-Rabel, Saint-Marc, Arcahaye, Boucassin et Léogane accueillirent successivement les troupes ennemies, qui, aidées des colons rebelles, portèrent la guerre sur le territoire de l'île et parvinrent, après plusieurs tentatives, à entrer dans Port-au-Prince le 5 juin 1794.

Peu de temps après cet échec, les commissaires s'embarquèrent pour la France, laissant les principaux points occupés par les mulâtres, sous le commandement de deux hommes de couleur ; le premier était Rigaud, et le second, un mulâtre nommé Toussaint-Louverture, que nous allons voir acquérir par la suite une grande célébrité.

La guerre alors s'engagea plus vive que jamais entre les hommes de couleur et les Anglais alliés aux colons. Les troupes des assaillants éprouvèrent de la part de leurs adversaires une résistance à laquelle ils ne s'étaient pas attendus, et bientôt une épidémie cruelle vint décimer leurs rangs et affaiblir considérablement leurs forces. La guerre traînait en longueur sans qu'aucun avantage décisif eût été remporté ; et, comme pour faire sentir aux Anglais le peu de sûreté qu'il y a à s'allier à des traîtres, ils eurent à déjouer plusieurs conspirations tramées contre leurs chefs par les colons, leurs alliés, qui voulaient se débarrasser tout d'un coup des mulâtres et des Anglais eux-mêmes.

On atteignit ainsi le 12 juillet 1795, époque à laquelle la république française conclut la paix avec l'Espagne. Par le traité qui fut signé entre les deux puissances, l'Espagne renonçait, en faveur de le république, à toutes ses possessions dans l'île de Saint-Domingue; et il fut convenu que les troupes espagnoles devaient remettre aux Français les places et les villes aussitôt que ceux-ci se présenteraient pour les occuper.

Les mulâtres résistèrent aux troupes anglaises avec un courage digne des plus grands éloges; ils construisirent des forts dans tous les points menacés, et pendant deux ans entiers ils soutinrent la guerre sans perdre de terrain. A cette époque, le gouvernement français confia à Toussaint-Louverture le commandement en chef de toutes les forces de l'île. Celui-ci déploya dans ce nouveau poste toute l'activité qu'il avait montrée jusque là dans un poste moins éminent; il fit aux ennemis une guerre terrible, et leur nombre diminuait chaque jour. En vain le cabinet de Londres envoya-t-il des renforts à plusieurs reprises: en vain changea-t-il ses généraux ; il lui fallut se décider à quitter la place. Le général Maitland avait pris le commandement de l'armée anglaise en avril 1798, et quelques mois plus tard il fit avec Toussaint un traité par lequel il cédait à ce dernier tous les points occupés par les troupes anglaises, ainsi que les régiments de nègres qu'il avait formés à grands frais. I reconnaissait en même temps Saint-Domingue comme puissance neutre et indépendante.

Dès lors Toussaint (1), qui depuis long-

(1) Le lecteur sera bien aise sans doute d'apprendre quelques détails biographiques sur Toussaint.

Il était né de parents esclaves et fut esclave lui-même jusqu'à l'époque de l'insurrection de l'île. Il

temps avait montré sa supériorité sur tous les autres généraux, acquit dans l'île une puissance presque sans limites. Il restitua à un grand nombre de planteurs les propriétés qu'ils avaient perdues, mais il déclara que l'esclavage, aboli par les commissaires de la Convention, ne serait jamais rétabli dans l'île. En conséquence, les anciens esclaves furent considérés comme de simples ouvriers; une police sévère fut instituée à défaut de code, et l'île entière fut soumise à un régime militaire.

Sous l'influence de cette administration, les travaux ne tardèrent pas à reprendre de l'activité; bientôt les récoltes furent plus abondantes qu'elles ne l'avaient jamais été et la population augmenta sensiblement.

Le luxe même commença à renaître; on donna des bals et des soirées; on s'adonna à la peinture, à la musique et aux divers arts d'agrément; enfin peu à peu les traces de la guerre civile s'effaçaient du sol. On fit des constructions nouvelles, on éleva des édifices publics, et on n'oublia pas d'en consacrer un aux deux représentants Poverel et Santonax, qui les premiers avaient proclamé l'abolition de l'esclavage; enfin on rouvrit en grande pompe les églises qu'on avait négligées pendant les guerres. Tous ces travaux d'organisation civile ne firent pas négliger les mesures militaires; les soldats s'exerçaient au maniement des armes, et le général en chef avait soin d'entretenir la discipline par des revues fréquentes. Soixante mille hommes étaient présents sous les drapeaux.

Suivant la convention faite entre la France et l'Espagne, cette dernière puissance avait évacué successivement toutes les places fortes, et la ville de Saint-Domingue (1) restait seule en sa puissance. Toussaint résolut de faire une tournée dans l'île entière pour visiter les places et passer les troupes en revue; il fut partout accueilli en triomphateur.

Au retour de ce voyage, il pensa sérieusement à établir dans l'île une organisation ferme et durable, et il présenta un plan de constitution à l'assemblée des représentants. Cette constitution fut acceptée; et, le 1er juillet 1801, au milieu d'une pompe extraordinaire, on proclama l'indépendance de l'île.

Ce serait ici le lieu peut-être d'examiner jusqu'à quel point une colonie a le droit de s'affranchir du lien qui la tient à sa métropole; mais la discussion de cette question m'entraînerait bien loin des bornes tracées par la nature même de cet ouvrage. On pourra d'ailleurs consulter ce qui est dit à ce sujet à propos des États-Unis et du Mexique.

Quoi qu'il en soit, la France et l'Angleterre ayant signé, au mois d'octobre 1801, les préliminaires de paix, la république eut à sa disposition des vaisseaux et des troupes, et Bonaparte, alors premier consul, résolut de reconquérir Saint-Domingue. Quelques personnes ont dit que ce projet lui fut suggéré par les colons, toujours avides de rentrer dans leurs anciens droits; d'autres assurent, au contraire, qu'il n'avait d'autre but que d'envoyer mourir, sous le climat pestilentiel des Antilles, les vieilles phalanges républicaines dont il redoutait le patriotisme et l'influence dans l'exécution de ses projets ultérieurs. Vingt-cinq mille hommes, commandés par le général Leclerc, beau-frère du premier consul, furent donc embarqués pour cette expédition; une flotte de vingt-six vaisseaux de guerre et d'un grand nombre de bâtiments de transport portait cette vaillante armée. La flotte était commandée par l'amiral Villaret.

Leclerc partagea ses forces en quatre di-

ne prit aucune part au premier soulèvement de 1791; ce n'est que plus tard qu'il se mêla au mouvement général. Il se rangea d'abord du parti des royalistes, mais il les abandonna bientôt pour suivre les drapeaux de la Convention. Il monta rapidement en grade, et la supériorité de ses talents lui fit bientôt obtenir celui de général en chef. Ses égaux mêmes ne contestaient jamais sa supériorité. On le retrace comme un homme bon, charitable et généreux; il s'attira l'estime et le respect de tous ceux qui eurent avec lui quelques relations.

(1) Ou San-Domingo. Les auteurs donnent indistinctement à cette ville le nom espagnol ou le nom français qui en est la traduction littérale. Il en est de même pour l'île entière, qui est nommée par les historiens tantôt Hispaniola, tantôt l'île espagnole. J'ai cru devoir me conformer à cet usage, pour familiariser le lecteur avec les deux noms.

visions; il se rendit avec la sienne devant le Cap-Français, tandis que Saint-Domingue, Port-au-Prince et le fort Dauphin étaient attaqués par les autres corps.

Toussaint-Louverture était dans l'intérieur de l'île lorsque, le 2 février 1802, Leclerc envoya à Henri Christophe, lieutenant de Toussaint, qui commandait au Cap, une sommation de se rendre; Christophe répondit qu'il ne pouvait remettre la place que d'après les ordres de Toussaint, duquel seul il tenait ses pouvoirs; il demanda le temps d'envoyer un courrier à celui-ci pour prendre ses ordres, et signifia aux Français que s'ils persistaient à vouloir débarquer, il se retirerait après avoir incendié la ville. Leclerc ne tint compte de ces menaces, et le 6 au matin il effectua le débarquement de ses troupes; mais Christophe, fidèle à ses promesses, fit allumer l'incendie en même temps dans un grand nombre de points, et se retira. Les Français, entrés au Cap, n'y trouvèrent plus que des cendres et quelques maisons qu'ils eurent beaucoup de peine à garantir des flammes.

Cette agression des troupes républicaines emflamma la colère des hommes de couleur contre les blancs; des rassemblements se formèrent où l'on résolut la mort de ces derniers, et de sanglantes exécutions recommencèrent. Toussaint ne put arrêter ces assassinats; mais dès que le calme fut un peu rétabli, il en punit sévèrement les auteurs; un conseil de guerre fut institué par ses ordres, et tous ceux qui avaient excité au meurtre des blancs furent condamnés à mort et exécutés à l'instant. Au nombre de ces derniers était un neveu de Toussaint lui-même, son lieutenant et son ami.

Leclerc fit à Toussaint, de la part du premier consul, différentes propositions qui furent rejetées, et le 17 février les hostilités recommencèrent. Depuis cette époque jusqu'au milieu du mois suivant la guerre fut poursuivie avec acharnement de part et d'autre; mais alors les promesses du général français trouvèrent sensibles un grand nombre de nègres déjà fatigués de la lutte. Leurs généraux eux-mêmes prirent le parti de la France, et les postes les plus importants furent remis aux mains de Leclerc ou de ses lieutenants. Toussaint, retiré dans l'intérieur de l'île, continuait une résistance opiniâtre; mais on avait l'espoir de l'amener bientôt à poser les armes, et l'on prévoyait déjà le succès complet de l'expédition. Alors Leclerc, dans la joie que lui causait sa victoire, ne tarda pas plus long-temps à découvrir les intentions du gouvernement français; il lança une proclamation qui rétablissait l'esclavage et remettait aux anciens colons tous leurs droits sur leurs nègres.

Toussaint profita de cette imprudence pour réveiller le courage endormi des hommes de couleur et des noirs. En effet, dès que ceux-ci virent que les promesses de liberté qui leur avaient été faites au nom du premier consul n'étaient qu'un leurre au moyen duquel on voulait les replacer seus le joug, ils rejoignirent Toussaient, et attaquèrent les Français avec tant d'ardeur, que vingt jours à peine suffirent pour les chasser de toutes leurs positions, et pour les enfermer dans la ville du Cap, où ils furent comme assiégés.

Pour comble de maux, une épidémie terrible se répandit sur les troupes françaises, qui, resserrées de plus en plus par les insurgés, se virent bientôt réduites à l'extrémité.

Leclerc alors, voyant qu'il n'avait plus rien à espérer de la force, publia une nouvelle proclamation, dans laquelle il invitait les nègres au repos, et leur promettait une constitution ayant pour bases la liberté et l'égalité de tous les citoyens, sans distinction de couleur. Cette tentative réussit au delà de ses espérances: les défections détruisirent l'armée des nègres, dont les généraux furent bientôt réduits à poser les armes; et Toussaint lui-même, abandonné de ses soldats, se résolut à entrer en composition. La paix fut conclue, et il se retira dans une de ses terres, non loin de la ville de Saint-Marc. Ces événements se passaient à la fin d'avril et dans les premiers jours de mai 1802.

S'il était besoin d'une preuve nouvelle de l'insuffisance du principe de l'intérêt bien entendu pour unir les hommes, on la trouverait frappante dans les événements que je viens de raconter. Au nom de son intérêt,



Demoraine del.　　Prot Sculp.

COSTUMES DES PRINCIPAUX HABITANS DE LA FLORIDE. (au tems de la Conquête)

AMÉRIQUE



le général d'une grande nation fait une promesse que son intérêt le porte bientôt à violer ; d'autre part, des nègres deux fois courent aux armes, et deux fois abandonnent leurs généraux, suivant que leur intérêt l'exige : quel lien social qu'une doctrine qui conduit tour-à-tour ses adeptes du parjure à la lâcheté! Nous allons la voir commander un assassinat.

Quinze jours après la pacification de l'île, Toussaint, tranquille au sein de sa famille, goûtait enfin quelque repos, quand une nuit il vit entrer dans sa chambre un détachement de soldats français commandés par le général Brunet; celui-ci signifia à Toussaint, de la part de Leclerc, qu'il eût à se rendre prisonnier : Toussaint ne fit aucune résistance. Il fut à l'instant même transféré, avec sa famille, sur un vaisseau qui fit immédiatement voile pour la France. A peine eut-il touché la terre, qu'on le fit monter dans une voiture fermée, et il fut conduit au château de Jouy, sur la frontière de la Franche-Comté et de la Suisse. A l'automne suivant on le transféra à Besançon. Il y mourut en prison à la fin d'avril 1803.

Dès que les nègres virent le sort de Toussaint, pressentant celui qu'on leur réservait à eux-mêmes, ils résolurent d'expulser définitivement les Français. L'occasion était favorable : une chaleur excessive avait fait naître dans les troupes républicaines des maladies terribles, qui chaque jour enlevaient un grand nombre d'hommes; il ne fut donc pas difficile de réduire à l'extrémité des soldats accablés de fatigues. Le général Leclerc, dans la colère où le mettait cette résistance opiniâtre, ordonna de ne faire aucun quartier aux prisonniers. Ceux-ci étaient fusillés sans pitié. Souvent même il arriva qu'on mit à mort ceux qu'on saisissait sans armes dans leur domicile, et un grand nombre de ces malheureux furent conduits sur les vaisseaux français, d'où Leclerc les faisait jeter à la mer. Ce général mourut le 1er novembre, à la suite d'une maladie qui le tourmentait depuis quelque temps; il fut remplacé par Rochambeau, qui suivit les traces de son prédécesseur. Les choses en vinrent au point que la fureur, de part et d'autre, ne connut bientôt plus de bornes : Rochambeau, vaincu à Acul. condamne à mort cinq cents prisonniers, et Dessalines, général des nègres depuis le départ de Toussaint, usant de représailles, fait pendre, à la vue de l'armée française, cinq cents officiers et soldats qui étaient tombés entre ses mains.

Sur ces entrefaites, les hostilités recommencèrent entre la France et l'Angleterre; une flotte anglaise vint bloquer les Français dans le Cap, pendant que Dessalines les serrait du côté de la terre. Rochambeau, contraint de capituler, obtint du général nègre de sortir de la ville à la tête de ses troupes pour gagner ses vaisseaux. Il espérait pouvoir échapper à la flotte ennemie à la faveur de la nuit; mais il échoua dans sa tentative, et le lendemain il fut contraint de se rendre aux Anglais [30 novembre 1803]. Ainsi finit cette guerre, qui coûta à la France plus de quarante mille de ses plus vaillants soldats.

Aussitôt après leur victoire, les généraux de l'armée haïtienne publièrent des proclamations pour engager les hommes de couleur à persister dans l'amour de la liberté. Il fut déclaré qu'à l'avenir l'île ne porterait aucun des noms que lui avaient imposés les Européens qui l'avaient possédée, et qu'elle reprendrait celui d'Haïti, que lui donnaient les naturels lors de l'arrivée des Européens. Enfin, le 1er janvier 1804, la déclaration d'indépendance fut solennellement proclamée; on l'accompagna d'anathèmes contre la France, à laquelle on jura de ne jamais se soumettre; et Jean-Jacques Dessalines fut nommé gouverneur général à vie.

Il profita de cette espèce de dictature pour exciter les hommes de couleur à se venger des Français qui restaient dans l'île, et comme les noirs montraient peu d'empressement pour ces exécutions, il se mit lui-même à présider aux massacres. Tous les Français, sans exception, qu'il découvrit, furent fusillés ou pendus.

Quelque temps après, le titre de gouverneur général ne suffisant plus à son ambition, il prit celui d'empereur d'Haïti, et fut proclamé, en cette qualité, le 8 octobre 1804, presque dans le même temps où Napoléon saisissait la couronne de France. Le recen-

cement fait l'année suivante dans toute la partie de l'île soumise à Dessalines porta le nombre de ses sujets à quatre cent mille environ.

Dessalines ne jouit pas long-temps des honneurs qu'il avait amassés sur sa tête. Une insurrection militaire et un coup de sabre débarrassèrent bientôt Haïti de la tyrannie de son empereur improvisé [17 octobre 1806].

Il eut pour successeur Christophe, général nègre dont j'ai déjà parlé; mais celui-ci refusa le titre d'empereur, et prit celui, plus modeste, de chef du gouvernement d'Haïti.

Mais un nouveau prétendant au pouvoir suprême ne tarda pas à se présenter : c'était un mulâtre, nommé Pétion, commandant en chef des troupes du Port-au-Prince. Les deux rivaux se mirent en bataille rangée le 1er janvier 1807, et Pétion, vaincu, se retira dans Port-au-Prince. Des affaires pressantes empêchèrent Christophe de poursuivre plus avant ses avantages.

On fit une autre constitution qui conférait au chef du gouvernement, Christophe, le titre de président et de généralissime des troupes de terre et de mer, avec le droit de nommer son successeur parmi les généraux. Aussitôt qu'il fut proclamé, le nouveau président adressa aux habitants d'Haïti une longue proclamation dans laquelle il indiquait diverses réformes à faire, et les améliorations qu'on devait s'efforcer d'introduire dans les diverses parties de l'administration. Pendant long-temps Christophe eut à lutter contre Pétion qui lui disputait le souverain pouvoir, mais une victoire complète qu'il remporta sur son rival, en octobre 1810, mit celui-ci dans l'impossibilité de soutenir plus longtemps la guerre; il se retira dans sa ville de Port-au-Prince, qui lui resta constamment fidèle.

Quelques mois avant cette bataille, en juillet 1810, les Espagnols, aidés des Anglais, avaient repris San-Domingo, capitale de leur colonie, et dernière place que les Français occupassent encore dans l'île. Mais bientôt le titre de président ne suffit plus à l'ambition de Christophe; au commencement de 1811, le conseil d'état de la partie de l'île qui lui était soumise lui conféra le titre de roi d'Haïti sous le nom de Henri I. On flanqua la royauté noire de l'hérédité de la couronne, de princes du sang, de noblesse héréditaire. Il y eut là, comme alors il y en avait en France, des chambellans, des grands dignitaires, des grands maréchaux du palais, des grands et petits levers, une cour complète enfin, et qui ne différait des autres que par la couleur.

Pétion n'avait pas perdu les instants de calme que lui avaient laissés les dernières années; il s'était appliqué à organiser les provinces qui l'avaient reconnu pour président, de sorte que des deux côtés on sentit le besoin du repos pour permettre aux institutions naissantes de se développer sans obstacle. Les deux chefs rivaux prirent donc spontanément le parti de vivre en paix l'un à côté de l'autre; ainsi l'île comptait dans ses étroites limites trois modes divers de gouvernement : à l'est, elle était colonie espagnole; la partie nord-ouest était un royaume, et le sud-ouest une république.

Dès que Louis XVIII fut remonté sur le trône de France, tous les privilégiés de l'ancien régime accoururent en foule autour de lui pour réclamer les biens ou les honneurs que la révolution leur avait ravis. Au nombre des solliciteurs les plus ardents se firent remarquer les colons dépossédés de Saint-Domingue. Le gouvernement, pour satisfaire leurs désirs et pour rentrer lui-même en possession de la colonie, résolut d'envoyer une expédition maritime. On comptait la soumettre aisément en offrant aux principaux chefs de grands avantages pécuniaires.

Christophe, dès qu'il fut informé de ce dessein, déclara au gouvernement français qu'il était prêt à admettre dans les ports de son royaume tous les bâtiments de commerce qui s'y présenteraient, mais qu'il en refuserait l'entrée aux bâtiments de guerre. Le conseil décida que si la France essayait un débarquement, on se retirerait dans l'intérieur des terres après avoir incendié les villes; en outre, il fut déclaré solennellement qu'on ne traiterait avec la France qu'en qualité de puissance indépendante.

Douxion-Lavaysse, nommé par Louis XVIII pour traiter cette affaire, se rendit à la Ja

maïque, d'où il écrivit à Christophe et à Pétion pour les engager à se soumettre. Il leur promettait en récompense la protection du gouvernement français et de grands avantages personnels; et, pour lever les scrupules qui pourraient leur rester, son message était terminé par la menace d'une coalition européenne contre tous les gouvernements qui s'étaient établis pendant la révolution, et contre Haïti en particulier. Dans sa réponse à M. Lavaysse, Pétion engageait ce diplomate à se transporter à Port-au-Prince, où les négociations seraient plus promptes et plus faciles. Celui-ci accéda à cette demande. Ce fut alors que Pétion, insistant pour l'indépendance de l'île, proposa à l'envoyé français une indemnité pécuniaire pour les colons dépossédés. M. Lavaysse, qui n'avait aucun pouvoir pour entamer une négociation sur ces bases, retourna en France sans rien terminer.

La France, aussitôt après le retour de son envoyé, équipa une flotte pour aller soumettre l'île, mais le retour de Napoléon vint mettre un terme à ces préparatifs.

En 1818 (mars), Pétion mourut, désignant pour son successeur le général Boyer, homme de couleur, actif et intelligent, qui fut accueilli par les acclamations unanimes des citoyens. Il se montra digne de la confiance qu'on lui avait témoignée, et donna tous ses soins à la prospérité de la partie de l'île soumise à sa puissance. La justice, la fermeté et l'activité qu'il déploya pour maintenir les factions et améliorer les institutions, lui attirèrent des témoignages unanimes de respect et de reconnaissance. Il n'en était pas de même de Christophe : depuis quelques années, son avarice, ses cruautés et son orgueil insupportable l'avaient rendu l'objet de l'animadversion publique, quand le 6 octobre 1820 il fut renversé du trône par une sédition qui éclata dans ses troupes. Se voyant abandonné de tout le monde, il mit fin lui-même à ses jours en se tirant un coup de pistolet qui lui perça le cœur [8 octobre].

Le 26 du même mois, la province soumise à Boyer et le royaume de Christophe furent réunis par une même constitution en une seule république, qui prit le nom de république d'Haïti, et dont Boyer fut proclamé président à vie.

Treize mois plus tard, l'Espagne céda à la république Haïtienne toute la portion de territoire qu'elle occupait dans l'île; la France n'avait pas encore affranchi sa colonie.

Les négociations qui, depuis 1816, avaient été reprises, amenèrent enfin une solution depuis si long-temps désirée. En 1825, la France, ayant stipulé une indemnité de cent cinquante millions de francs en faveur des anciens colons, reconnut enfin l'indépendance de la nouvelle république.

J'ai dit plus haut que les Antilles, autres qu'Haïti, dont je viens de faire l'histoire, sont toutes possédées aujourd'hui par des puissances européennes : je me contenterai d'ajouter quelques mots aux détails géographiques que j'ai donnés en leur lieu (pag. 17 et 18).

ANTILLES ANGLAISES.

Les îles de la mer des Antilles au pouvoir de l'Angleterre sont : la Jamaïque, Antigoa, Saint-Christophe, la Barbade, plusieurs des îles vierges, dites Vierges anglaises; la Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Grenade, la Barbade, Tabago et la Trinité.

De toutes ces îles, la Jamaïque est sans contredit la plus importante, non-seulement par son étendue, mais encore par son commerce. On y compte plusieurs villes considérables, parmi lesquelles je citerai d'abord *Kingston*, bâtie sur la côte méridionale de l'île, au fond d'une baie magnifique, et défendue par deux forts. Des maisons bien bâties, des rues larges et droites en indiquent la récente origine. Elle est le centre d'un commerce fort étendu et contient plus de trente-huit mille habitants. *Spanish-Town* est la résidence du gouverneur; elle est l'une des premières villes construites par les Espagnols après la découverte. *Port-Royal* contient une population de quinze mille habitants : elle est défendue par des fortifica-

tions qui en font une des places les plus importantes de l'île.

Outre ces îles, les Anglais possèdent encore l'archipel des Lucayes ou de Bahama, composé de six cent cinquante îlots environ, parmi lesquels quatorze seulement ont quelque valeur. L'archipel des Bermudes leur appartient encore.

Le fait le plus remarquable de l'histoire des Antilles anglaises est l'affranchissement des esclaves noirs, qui eut lieu en 1835. Le gouvernement anglais accorda, dit-on, cette mesure aux instances des méthodistes influents du royaume uni bien plus qu'à des calculs d'intérêt matériel. S'il en est ainsi, félicitons les hommes qui ont sollicité ce grand acte de justice et ceux qui l'ont accompli, mais regrettons en même temps qu'un tel exemple n'ait pas été donné par notre France. Depuis quatorze siècles, elle marche à la tête de la civilisation moderne, et c'est elle qui a guidé les peuples dans la voie de la réalisation de la morale chrétienne; la première elle a affranchi les esclaves dans son sein, la première elle a affranchi les serfs, la première elle a affranchi les communes et fondé la liberté.

A l'imitation de l'Église catholique, elle a sapé dans sa base le droit anti-chrétien de la race en détruisant progressivement l'hérédité des fonctions et l'hérédité des titres. Elle était digne de donner au monde l'exemple de l'affranchissement des nègres. Ce qui fut fait par sympathie pour quelques malheureux esclaves, elle le devait faire pour l'enseignement de l'humanité tout entière. Espérons que la leçon que nous a donnée l'Angleterre ne sera pas perdue.

Quand il voulut affranchir ses nègres, le gouvernement anglais eut à vaincre une partie des difficultés que j'ai indiquées en parlant de l'esclavage aux États-Unis : je rappellerai en deux mots les principales.

Pour tenir l'esclave sous le joug, on est obligé de l'abrutir; on lui cache avec soin jusqu'aux devoirs sociaux, dans la crainte qu'il ne devine les droits qui en découlent. La force brutale est la seule loi qu'il connaisse, et c'est la seule aussi qu'il soit disposé à invoquer d'abord. On a pu voir, quelques pages plus haut, à quels effroyables excès se portèrent les nègres d'Haïti dès qu'on leur eut déclaré qu'ils étaient libres.

Outre l'ignorance où il est de la morale, l'esclave a un autre point de contact avec la brute, c'est l'imprévoyance. A quoi lui servirait-il, en effet, de prévoir? comme le bœuf couché dans l'étable de son maître, et auquel l'assimile l'injustice des hommes, il vit dans une apathie complète; il n'a besoin de penser au lendemain, ni pour lui-même, ni pour sa femme, ni pour ses enfants; car l'intérêt de son maître veut qu'il vive et qu'il soit en santé. Son pain quotidien lui est assuré quand il travaille, et si la maladie vient le saisir, les secours de la médecine ne lui manquent jamais. Il est plus heureux en cela que les ouvriers de l'Europe.

Comme exemple d'imprévoyance, on cite des esclaves qui ne pouvaient comprendre l'utilité des semailles; ils regardaient comme perdu le grain qu'ils jetaient dans la terre.

Réduit à cet état moral et intellectuel, le nègre serait un danger permanent pour la société qui le recevrait dans son sein; il faut donc, avant de l'affranchir, lui donner une morale pour le guider et un état pour vivre. Ainsi fit-on dans les colonies anglaises; avant d'accorder la liberté aux esclaves, on les tint pendant trois ans en *apprentissage :* état intermédiaire entre l'esclavage et la liberté, dans lequel ils apprirent, tant bien que mal, les règles élémentaires de la vie sociale. Il y a trois mois à peine [août 1838] que cet apprentissage est fini; quelques troubles ont signalé l'entrée des esclaves dans le monde, mais il paraît qu'aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre. Espérons que par leurs déréglements ils ne donneront pas un nouvel argument aux partisans de l'esclavage.

ANTILLES ESPAGNOLES.

Les Espagnols ne possèdent maintenant dans les Antilles que Cuba, Porto-Rico et quelques petites îles dans le groupe des Vierges.

Cuba est la plus belle et la plus riche colonie que les Européens aient fondée dans le Nouveau-Monde, et contient des villes de

premier ordre par leur étendue, l'importance de leur commerce et leur population. Au nombre de ces dernières je citerai la Havane.

« Cette ville, » dit M. Balbi, « est sans » contredit une des plus riches et des plus » peuplées du Nouveau-Monde. Son heu-» reuse situation, la sûreté et l'étendue de » son port, la variété et l'abondance des » produits qu'elle offre à l'exportation, l'ac-» croissement progressif de sa population, » lui donnent sur les autres places, ses ri-» vales, des avantages immenses. La popu-» lation, tant de la ville proprement dite » que des faubourgs, s'élevait, en 1827, » à plus 112,000 âmes; dans ce nombre, » 23,830 étaient esclaves. Le mouvement » de son port, à cette époque, surpassait » celui de Bristol et des principales villes » maritimes de l'Europe. » La population de l'île entière était, lors du dénombrement de 1827, de 730,562 habitants, parmi lesquels 286,942 étaient esclaves.

Porto-Rico est la moins étendue des grandes Antilles. Depuis la fin du siècle dernier, cette colonie a joui d'une prospérité toujours croissante, et sa population, qui n'était, en 1778, que de 80,650 habitants, s'est élevée, en 1827, à 288,473, sur lesquels 28,408 esclaves.

ANTILLES FRANÇAISES.

Les possessions de la France dans les Antilles se reduisent maintenant à la Martinique, la Guadeloupe, Petite-Terre, la Désirade, Marie-Galande et Saint-Martin.

La Martinique est la plus importante de toutes ces îles. Les villes principales sont : *Saint-Pierre*, peuplée de 18,000 habitants, et *Fort-Royal*. Cette dernière ne contient que 7,000 âmes environ, mais elle est le chef-lieu de la colonie et le siége d'une cour royale et d'un tribunal de première instance.

Le chef-lieu de *la Guadeloupe* est la petite ville de *Basse-Terre*, qu'on nomme aussi Guadeloupe proprement dite. On n'y compte que 9,000 habitants.

ANTILLES DANOISES ET SUÉDOISES.

Enfin les îles de Sainte-Croix, de Saint-Thomas et de Saint-Jean appartiennent au Danemarck, et la Suède ne possède dans le Nouveau-Monde que la petite île de Saint-Barthélemi, que la France lui a cédée en 1784 (1).

HISTOIRE DU MEXIQUE.

Christophe Colomb avait à peine découvert l'Amérique, que déjà plusieurs navigateurs s'étaient élancés à la fois dans la carrière ouverte sous de si brillants auspices. Toutes les têtes étaient en fermentation; il n'y avait pas d'homme hardi et entreprenant qui ne fût jaloux d'attacher à son nom le souvenir d'une expédition lointaine, utile et glorieuse. Christophe Colomb avait sollicité de cour en cour les vaisseaux qui lui étaient nécessaires; reçu avec indifférence quand il n'était pas renvoyé avec les railleries de l'incrédulité, il avait triomphé, à force de persévérance, des obstacles que lui opposaient d'aveugles préjugés, et il avait justifié ses audacieuses espérances par la découverte d'un monde nouveau. Ceux qui vinrent après lui n'eurent pas à essuyer les mêmes dégoûts; ils purent s'exposer aux périls, sans subir auparavant de dures humiliations. Les rois d'Espagne rivalisèrent avec ceux de Portugal pour favoriser ces héroïques aventuriers qui

(1) Tous ces détails, qui tiennent plus à la géographie qu'à l'histoire, ont été extraits de l'ouvrage de M. A. Balbi.

étaient impatients de se signaler par de grandes entreprises. Du vivant même de Colomb, des marchands de Séville avaient obtenu la permission d'équiper des vaisseaux pour tenter des découvertes. Partis des ports d'Espagne, Alonzo d'Ojéda et Améric Vespuce avaient reconnu le continent d'Amérique; Vincent Pinson avait passé la ligne; Bastidas avait parcouru cent lieues de côtes. En même temps, Alvarez Cabral prenait solennellement possession du Brésil au nom d'Emmanuel, roi de Portugal.

Après quelques essais malheureux pour fonder des colonies, les Espagnols, dont le courage grandissait avec les revers, parvinrent à conquérir Cuba, et à s'établir près du golfe de Darien. De ces deux centres partaient sans cesse des expéditions qui étendaient sur le continent et dans les îles l'influence des Espagnols. La découverte de la mer du Sud et des riches contrées qu'elle baigne exalta leurs espérances et prépara la conquête du Pérou. Les excursions de Cordova sur les côtes de la presqu'île de Yucatan et sur les plages désertes de la Floride avaient été malheureuses; cependant elles conduisirent les Espagnols à la découverte du Mexique En 1518, vingt-six ans après le premier voyage de Colomb, une grande partie du Nouveau-Monde avait été reconnue. Les Anglais avaient parcouru l'Amérique septentrionale, depuis le Labrador jusqu'au golfe du Mexique. L'empire du Mexique, celui du Pérou restaient seuls à explorer. On en disait des choses merveilleuses qui excitaient la curiosité inquiète et les violents désirs des Espagnols. Mais, faibles et délaissés comme ils l'étaient, devaient-ils se flatter de l'espoir de pénétrer dans les vastes domaines soumis au roi du Mexique et défendus par ses nombreux sujets? La grandeur de l'entreprise n'était-elle pas au-dessus de leurs forces? Ils n'en jugèrent pas ainsi. Ils eurent assez de courage pour la tenter, assez de constance pour la faire réussir.

L'Espagne venait de prendre glorieusement sa place parmi les nations européennes. Pendant huit siècles, opprimée par les musulmans, elle avait à peine entrevu quelques lueurs de la civilisation chrétienne; elle ne s'était point associée aux travaux de l'Europe catholique. Tout-à-coup elle se produisit sur la scène historique avec une imposante majesté, et se trouva digne de compter dans la grande famille. Elle repoussa les barbares en Afrique; elle eut pour général Gonzalve de Cordoue, pour ministre Ximénès, pour roi Ferdinand-le-Catholique, l'époux d'Isabelle de Castille; elle fut dotée par Colomb d'un monde tout entier. Mais elle passa rapidement, son âge héroïque fut court; elle eut beau monter, s'agrandir, prendre partout ses champs de bataille, et devenir un instant l'arbitre de l'Europe, elle ne retrouva point ce moment de brillante jeunesse qui apparaît dans son histoire comme un point radieux, moment unique, que toutes les grandeurs de son âge mûr ne peuvent faire oublier. Il est marqué par la prise de Grenade, la découverte de l'Amérique et la conquête du Mexique, qui inaugura si glorieusement le règne de Charles-Quint.

Diégo Vélasquez, gouverneur de Cuba, vivement frappé du récit de l'expédition tentée inutilement par Cordova, résolut de poursuivre activement la découverte d'Yucatom. Ceux qui avaient échappé aux dangers du premier voyage désiraient en faire un second; ils demandaient à être enrôlés pour retourner sur les côtes qu'ils avaient déjà visitées. Vélasquez profita de ces dispositions; il équipa trois petits vaisseaux et un brigantin, en donna le commandement à Jean de Grijalva, jeune homme dont le mérite égalait la valeur. Le 8 avril 1518, la petite escadre partit de Saint-Iago de Cuba; après quelques jours de navigation, elle aborda à l'île de Cozumel, qui n'avait pas encore été découverte, doubla le cap Catoche, et arriva à l'embouchure du Tabasco. Les deux plus petits navires remontèrent le fleuve dont le cours était assez rapide: Jean de Grijalva descendit sur la rive avec ses compagnons, établit des communications avec les indigènes, reçut d'eux de très-riches présents, et remit à la voile pour continuer sa route. Chemin faisant, il apprit que du côté de l'ouest et du nord s'étendaient au loin les domaines d'un puissant monarque, nommé Montézuma. Accueilli partout avec des dis-

positions pacifiques et comblé de dons précieux, il aurait pu sans doute jeter les fondements d'une colonie importante; mais il craignit d'outrepasser les pouvoirs qu'il avait reçus du gouverneur, et il se borna à faire, avec les naturels, des échanges très-avantageux pour les Espagnols : un vaisseau chargé d'or et d'objets de curiosité fut dirigé sur Cuba. Bientôt les pilotes de Grijalva, rebutés par les difficultés de la navigation, opinèrent pour le retour. Grijalva crut prudent de céder à leurs avis, et il ordonna de faire voile pour Cuba. Sa timidité lui fut imputée à crime par Velasquez; la modération qu'il mit dans sa justification ne le sauva pas de la disgrâce du gouverneur. Cette expédition de Grijalva pouvait être sans doute plus brillante; mais si elle ne répondit pas aux espérances qu'elle avait fait concevoir, elle fut cependant très-utile; elle servit de prélude à celle que Vélasquez voulait rendre décisive. Plusieurs côtes des provinces mexicaines avaient été soigneusement explorées, des indications certaines avaient été recueillies : on savait désormais, à n'en pouvoir douter, qu'il existait à l'ouest et au nord des contrées vastes et opulentes, et que les peuples répandus sur les rivages nouvellement reconnus étaient soumis à un grand monarque. Aussi, le but de la seconde expédition n'était pas douteux : elle n'était pas, comme la première, destinée à faire des découvertes, mais elle était préparée pour une conquête; sa route était tracée.

Cependant la petite flotte, équipée avec promptitude, allait mettre à la voile; les soldats, accourus en foule, se disputaient l'honneur d'y monter. Vélasquez, qui aspirait à se rendre indépendant du gouverneur de Saint-Domingue, se montrait impatient de tout retard; il flattait son ambition des plus brillantes espérances, et, se croyant au moment d'effacer l'éclat de ses rivaux, il pressait le départ. Le chef de l'expédition n'était pas encore nommé. Vélasquez cherchait un Espagnol qui fût brave et habile, doué de toutes les qualités du général et du soldat, et pourtant assez modeste pour s'oublier lui-même, et rapporter au gouverneur toute la gloire de l'entreprise. Grijalva avait de beaux talents, et l'expérience leur donnait un nouveau prix; il avait déjà parcouru les mers qu'on allait traverser une seconde fois; il pouvait peut-être se contenter des périls, et abandonner la gloire à Vélasquez; mais il n'était plus en faveur. Antonio et Bernardino Vélasquez, Balthasar Bermudez, Vasco Porcalla étaient ardents et d'une valeur éprouvée; mais fiers et jaloux les uns des autres, au point de se refuser mutuellement l'estime que tout le monde leur accordait. De tels hommes ne convenaient point aux vues de Vélasquez.

Il y avait alors à Cuba un Espagnol qui semblait attendre de grandes occasions pour déployer toutes les ressources de son esprit et tout l'héroïsme de son caractère. Né à Medellin, petite ville de l'Estramadure, issu de parents illustres, il avait été destiné par son père à l'étude de la législation; mais il s'était dégoûté promptement de la vie sédentaire qu'elle exigeait de lui, et il avait cherché ailleurs un aliment à son activité. Il se sentait entraîné vers la carrière des armes; il assistait, par la pensée, aux combats de Gonzalve de Cordoue, en Italie, et aux travaux de ses compatriotes dans le Nouveau-Monde. Sa vocation l'emporta. En 1504, âgé de dix-neuf ans, il se rendit à Hispaniola, où il fut bientôt entouré de l'estime générale. Puis il suivit à Cuba Vélasquez, en qualité de secrétaire, se concilia sa bienveillance et son affection par plusieurs actions d'éclat, et fut nommé alcade de Saint-Iago. Il s'appelait Fernand Cortez. Il était alors dans la maturité de l'âge, capable encore de tout oser et de tout exécuter, car la prudence tempérait heureusement son courage. Il plaisait aux soldats par sa noble figure et sa belle taille; aux officiers, par les grâces de son esprit; à tous, par ses vertus.

Tandis que Vélasquez hésitait sur le choix qu'il devait faire, Amador de Lariz, trésorier du roi, et André de Duero, tous deux amis intimes de Cortez, engagèrent le gouverneur à lui confier le commandement de l'expédition. Vélasquez s'empressa de le nommer capitaine général de la flotte, des pays découverts, et de tous ceux qu'on pourrait encore découvrir (1). Cortez reçut ce titre

(1) Antonio de Solis, liv. I, chap. 9.

avec reconnaissance. Il se hâta de faire ses préparatifs, et après quelques jours il fut prêt à partir. Ses rivaux, sur lesquels il avait obtenu la préférence, le voyaient avec peine élevé subitement sur un théâtre où tant de gloire l'attendait; ils ne cachaient pas même leur dépit et leur mécontentement; ils travaillaient ouvertement à le rendre suspect au gouverneur. D'abord Vélasquez ferma l'oreille à leurs insinuations perfides; il témoigna la même bonté à celui qu'il avait honoré de son choix. Il reçut les adieux de Cortez, l'embrassa avec effusion, le conduisit au port, et ne le quitta que quand il fut monté dans son vaisseau (1).

La petite flotte, partie du port de Saint-Iago, le 18 novembre 1518, en plein jour, aux yeux de tout le peuple qui était accouru, arriva en peu de jours à la Trinité. Cortez y fit publier son dessein; plusieurs de ses amis, des gentilshommes puissants dans la ville se joignirent à lui: quelques-uns d'entre eux avaient accompagné Grijalva en qualité de capitaines. Tous les volontaires qui demandèrent à s'associer à l'entreprise furent bien accueillis par le chef. Les renforts qu'avait reçus la flotte fournirent aux ennemis de Cortez de nouveaux prétextes pour l'attaquer devant le gouverneur. Ils parvinrent à exciter enfin la défiance et à faire naître les regrets de Vélasquez, qui eut la faiblesse de partager leur ressentiment. L'ordre de faire le procès à Cortez et de le dépouiller du commandement fut expédié au premier alcade de la Trinité. Le capitaine prit ses amis et ses soldats pour juges de l'insulte qu'il recevait; il se présenta devant l'alcade chargé de son arrestation, lui parla avec tant de fermeté et de sincérité, que celui-ci refusa de se faire l'instrument de la jalousie de Vélasquez.

Délivré de ce premier danger, Cortez se rendit à la Havane, plein d'espoir et de confiance, depuis que ses troupes lui avaient donné une marque si éclatante de leur attachement à sa personne. Il fit déployer son étendard autour duquel vinrent se ranger plusieurs gentilshommes riches et braves, qui achevèrent de fournir la flotte de ce qui lui manquait. Il fit mettre à terre son artillerie pour qu'elle fût nettoyée; il s'approvisionna d'armes défensives, de munitions de toutes sortes. En même temps il mettait les jours à profit; il exerçait sa petite troupe à se servir des armes à feu, à exécuter toutes les évolutions nécessaires dans un combat; enfin il s'instruisait dans tous les éléments de l'art militaire. Ces retards nécessaires faillirent lui être fatals. Vélasquez, plus irrité que jamais, avait enjoint, sous les peines les plus sévères, au gouverneur de la Havane de faire saisir Cortez et de l'envoyer captif à Saint-Iago. Le capitaine se croyait déjà à l'abri des poursuites; à la vue de tant d'acharnement et de haine, il ne put modérer son indignation. Le moment était décisif: d'un côté, la prison et l'ignominie, la ruine de ses espérances, peut-être même le mépris des soldats qui s'étaient attachés à sa fortune; de l'autre, la résistance au gouverneur, mais avec elle la liberté, une gloire impérissable, la reconnaissance de ses compagnons. D'ailleurs Vélasquez avait-il des droits bien établis sur la flotte? Sans doute il avait fourni quelques sommes d'argent, mais enfin c'étaient Cortez et ses amis qui avaient équipé les vaisseaux, et les avaient pourvus de munitions de toutes sortes. Les Espagnols qui les montaient étaient moins les soldats du gouverneur que des gens admirateurs de Cortez, et désireux de s'illustrer sous sa conduite. Le capitaine ne demeura pas long-temps dans l'irrésolution; il se voyait réduit à une dure nécessité, mais il ne recula point. Loin de se démettre de la charge qu'il avait reçue, ou de se livrer à la discrétion de Pierre Barba, gouverneur de la Havane, Cortez protesta devant ses compagnons qu'il n'avait pas mérité les persécutions opiniâtres de Vélasquez. Il les trouva sensibles aux affronts qu'on lui prodiguait, et prêts à s'opposer de tout leur pouvoir à l'exécution des ordres partis de Cuba. Le gouverneur de la Havane, craignant une explosion dans la petite troupe, ou peut-être convaincu de l'injustice qui était faite à Cortez, n'obéit point à Vélasquez, et lui écrivit pour le ramener à la modération. Mais celui-

(1) Antonio de Solis, livre I, chap. 10.

ci persista dans son ressentiment, et résolut de marcher en personne pour saisir Cortez au milieu de ses amis. Il n'eut pas le temps de pousser plus loin la bravade, et d'exposer son autorité aux mépris des soldats.

Cortez partit du port de la Havane, le 10 février 1519, avec onze petits vaisseaux qui portaient six cent dix-sept combattants, deux aumôniers, seize chevaux, dix petites pièces de campagne et quatre fauconneaux. Dans cette troupe si faible, treize soldats seulement étaient armés de mousquets, trente-deux avaient des arquebuses, les autres portaient des épées et des piques. Le jour où l'expédition quitta l'île de Cuba, on célébra avec beaucoup de solennité la messe du Saint-Esprit : tous les soldats y assistèrent avec recueillement, se recommandant à Dieu au commencement d'une expédition dont ils attendaient le succès de sa protection toute-puissante. Fernand Cortez, qui honorait d'un culte tout particulier l'apôtre saint Pierre, et qui l'avait choisi pour son patron dès sa plus tendre enfance, plaça l'entreprise sous son invocation; le mot d'ordre et de ralliement fut *Saint-Pierre* (1). Il partagea ses troupes en onze compagnies, décerna le titre de capitaine aux plus braves et aux plus expérimentés, et nomma premier pilote de l'expédition Antoine Alaminos, qui avait accompagné, en cette qualité, Cordova et Jean de Grijalva. Il se réserva le commandement du navire amiral; son étendard portait le signe de la croix avec ces mots : *In hoc signo vinces* (2).

La flotte cingla vers l'île de Cozumel, qui avait été indiquée pour le lieu du rendez-vous, en cas de séparation. Le capitaine Pierre d'Alvarado y aborda le premier; il était intrépide et plein d'ardeur; il ne voulut pas attendre l'amiral dans l'inaction, et pénétra dans l'intérieur de l'île. Les Indiens, effrayés, se retirèrent devant lui, abandonnèrent sans défense un village qu'il pilla, et un temple dont il enleva les dépouilles. Quand Cortez, après avoir rallié ses vaisseaux, fut arrivé à Cozumel, il fut bien loin d'approuver une attaque qui dérangeait ses plans, et irritait les Indiens contre les Espagnols. Il fit mettre en prison le pilote d'Alvarado, adressa publiquement au capitaine de sévères réprimandes, fit relâcher trois Indiens qu'on avait pris, leur rendit l'or qu'on leur avait enlevé, leur donna les vêtements qu'ils voulurent choisir, et leur exprima, par un truchement, combien il blâmait la conduite de ses soldats. Son intention était, en effet, de n'employer la force qu'après avoir essayé tous les moyens de douceur pour contracter des alliances avec les Indiens.

Ayant donc renvoyé ces trois prisonniers, il attendit que les bons traitements qu'ils avaient reçus produisissent leur effet sur les habitants de Cozumel. Il passa ses soldats en revue, leur adressa une allocution simple et touchante propre à les remplir d'ardeur et d'espérance : « Ils avaient couru déjà bien » des dangers, mais peu redoutables, si on » les comparait à ceux qu'il fallait désor- » mais affronter. Dieu qui les avait toujours » secourus ne leur retirerait pas sa protec- » tion dans la nouvelle entreprise qu'ils ten- » taient pour la gloire de son nom et pour » la grandeur de leur patrie; l'union ferait » leur force; ils devaient n'avoir qu'un avis » dans les délibérations, un seul bras dans » l'exécution; ils trouveraient dans Cortez » un chef plein de dévouement; ils auraient » bien plutôt à suivre ses exemples qu'à » obéir à ses ordres. Lui-même se sentait » assez de courage pour conquérir le monde, » et toute sa confiance, il la puisait dans son » estime pour ses compagnons (1). »

Les insulaires avaient des communications très-fréquentes avec plusieurs peuplades de la terre ferme. Une idole, fort révérée de tous les Indiens, attirait à Cozumel les habitants des provinces continentales les plus voisines; il était donc très-important pour les Espagnols de laisser des alliés dans cette île. Aussi, quand le cacique se présenta avec sa suite dans leur camp, il y fut accueilli avec bonté par Cortez, qui lui offrit son amitié,

(1) Ant. de Solis, liv. I, ch. 14.
(2) Ant. de Solis, ch. 10.

(1) Tels sont les principaux traits du discours que met en la bouche de Cortez Antonio de Solis, historien de la conquête du Mexique, liv. I, ch. 14.

celle de ses soldats, et l'assura de ses intentions pacifiques. Il fut très-flatté de ces offres, les accepta, et se montra très-disposé à favoriser les étrangers. Les Espagnols s'avancèrent dans l'île pour la reconnaître : Cortez leur ordonna de marcher en ordre, et de s'abstenir de toute attaque contre les insulaires pauvres et sans défense dont la bonne foi méritait une récompense. Ils arrivèrent bientôt au temple de l'idole adorée à Cozumel. Cette idole avait une figure humaine, mais d'un aspect hideux et repoussant. Le temple était rempli d'Indiens; au milieu d'eux, un prêtre presque entièrement nu, gesticulait comme un forcené. D'abord les Espagnols se mirent à rire; mais Cortez s'adressant au cacique : « Pour conserver l'amitié qui existe entre » nous, » dit-il, » il faut renoncer au culte » de cette idole, et persuader à vos sujets » de vous imiter. » En même temps il lui parla en termes vifs et touchants de l'aveuglement dans lequel il était plongé, lui enseigna quelques points de la doctrine chrétienne. Le cacique ne répondit pas; il s'avança vers les prêtres et le peuple pour les consulter. Le peuple hésitait; mais les prêtres, menacés de perdre leur crédit, ne se laissèrent point persuader; ils prédirent que la colère de leurs dieux frapperait aussitôt les téméraires qui oseraient porter la main sur les statues. Les Espagnols ne furent guère effrayés de ces impuissantes menaces. Remarquant sur le visage de Cortez des signes d'impatience et de colère, ils renversèrent l'autel et détruisirent l'idole. La prédiction ne s'accomplissait point; alors le peuple, méprisant des dieux qui ne se défendaient pas, abandonna leur culte. Un autel fut élevé sur les débris de l'idolâtrie; on y plaça une image de la Sainte-Vierge, on érigea une croix à la porte du temple, et le lendemain on célébra la messe sur le nouvel autel (1).

Les Espagnols partirent quelques jours après. Ils venaient de retrouver l'un de leurs compatriotes, long-temps prisonnier dans la presqu'île d'Yucatan. Il se nommait Jérôme d'Aguilar, et avait été jeté par une tempête, avec vingt autres Espagnols, dans le pays des Indiens Caraïbes. Les plus gras d'entre ses compagnons avaient été sacrifiés aux idoles, et ensuite mangés par les cannibales. La maigreur d'Aguilar le sauva : enfermé dans une cage où on l'engraissait, destiné à être sacrifié et mangé comme ses amis, il parvint à s'échapper. Cortez ayant appris que plusieurs Castillans étaient captifs chez les peuples sauvages d'Yucatan, avait envoyé les Indiens de Cozumel pour les racheter. Deux de ces malheureux vivaient encore; l'un ne voulut pas rejoindre les Espagnols; l'autre, Jérôme d'Aguilar, eut la joie d'embrasser ses frères d'armes. Il fut dans la suite très-utile aux Espagnols, parce qu'il connaissait la langue des Indiens.

La flotte doubla le cap Catoche et arriva à l'embouchure du Tabasco, que Grijalva avait remonté. Les Espagnols demandèrent instamment à prendre terre, espérant trouver dans le pays de l'or en abondance. Cortez céda à regret à leurs sollicitations pressantes, car il voulait conserver intacte sa petite armée pour entrer dans l'empire du Mexique et faire le siége de la capitale. Les plus grands vaisseaux furent laissés à l'ancre et les soldats se jetèrent dans des chaloupes. Les Espagnols, ayant surmonté la force du courant, s'avançaient rapidement, lorsqu'ils aperçurent des deux côtés de la rivière une multitude de canots remplis d'hommes armés. Ils eurent beau protester de leurs intentions pacifiques, ils furent attaqués par les insulaires, qui ne tinrent pas long-temps contre leur impétuosité. Ils descendirent sur le rivage, chargèrent bravement et dissipèrent les Indiens qui s'opposaient à leur descente. La guerre une fois engagée, Cortez résolut de frapper un grand coup pour la terminer promptement. Il se porta avec toutes ses troupes sur Tabasco, capitale de la province, et ordonna l'assaut avant que les Indiens fussent remis de leur surprise et eussent réuni leurs forces dispersées, avant que l'ardeur de ses compagnons fût refroidie. Animés par les succès qu'ils venaient de remporter, les Espagnols n'écoutèrent que leur valeur; ils s'élancèrent sur les fortifications défendues par des nuées de sauvages. Ils les enlevèrent après un combat long et

(1) Ant. de Sol., ch. 15.

vivement disputé. Le soir du même jour, ils entrèrent à Tabasco. Aucun d'eux n'avait été tué; ils eurent quinze blessés, et dans ce nombre Bernard Diaz de Castillo, qui accompagna Cortez jusqu'à la fin de l'expédition, Diaz, l'historien véridique d'une conquête à laquelle il eut tant de part. Les Indiens éprouvèrent de grandes pertes; ils abandonnèrent la ville, emportant tous leurs objets précieux. Les vainqueurs trouvèrent seulement des vivres en abondance. Le lendemain, ils furent informés que tous les caciques des environs avaient rassemblé leurs forces pour secourir celui de Tabasco. Le danger devenait imminent; il était peut-être sage et prudent de s'y soustraire. Mais si l'on remportait une grande victoire sur cette multitude, la nouvelle ne pouvait-elle pas s'en répandre au loin, pénétrer même jusque dans le Mexique? Ses effets étaient incalculables. Cortez fit venir de la flotte les chevaux et l'artillerie, plaça les blessés en lieu sûr, et disposa tout pour une bataille décisive. Elle fut donnée le jour de l'Annonciation. Dès le matin, les Espagnols entendirent la messe, et marchèrent à l'ennemi. A une lieue de leur camp, ils aperçurent les Indiens, dont les rangs couvraient au loin la plaine.

L'armée des sauvages présentait un aspect à la fois bizarre et effrayant; les uns portaient de longues épées de bois munies de cailloux tranchants; d'autres combattaient avec de lourdes massues hérissées de pierres aiguës. On en voyait aussi qui marchaient presque nus, le visage et le corps peints de vives couleurs, comme dans les jours de bataille, la tête couronnée de plumes ou de hauts panaches. Ils avaient même des instruments militaires au son desquels ils s'animaient en s'avançant au combat : c'étaient des flûtes faites de roseaux, des coquilles de mer, et encore des troncs d'arbres creusés, sur lesquels ils frappaient avec des bâtons. Ils s'élançaient en poussant de grands cris.

A la vue de ces barbares, les Espagnols n'éprouvèrent pas un seul instant de trouble. Ils prirent leurs postes sur une petite éminence du haut de laquelle leur artillerie pouvait plonger dans les rangs des sauvages. Ceux-ci s'ébranlèrent en jetant des cris perçants, et se brisèrent plusieurs fois contre la valeur calme et mesurée des Espagnols : toujours repoussés, ils revenaient toujours à la charge avec une nouvelle furie. Il y eut un moment où les Espagnols ne pouvaient pas même se servir de leurs armes à feu, et étaient obligés de se défendre avec leurs épées. Mais lorsque Cortez, à la tête de sa cavalerie de quinze hommes, sortit du petit bois où il s'était embusqué, les lignes des Indiens furent rompues et renversées, les Espagnols reprirent l'offensive, et leurs ennemis commencèrent à fuir. Après cela, ce ne fut plus un combat, mais un carnage. Cortez arrêta les coups de ses soldats et se borna à faire quelques prisonniers. Il ne perdit que deux hommes et en eut soixante-dix blessés légèrement. Le merveilleux ne manqua point à cette victoire, la plus grande que les Européens eussent remportée dans le Nouveau-Monde. Saint Jacques, patron de la Castille, avait, disait-on, combattu dans les rangs des Espagnols. C'est ainsi que les croisés, le jour où ils donnèrent l'assaut à Jérusalem, avaient vu, sur le haut d'une colline, saint George, monté sur un cheval blanc, les animer du geste et de la voix à fondre sur les musulmans.

Cortez traita avec douceur et bonté les prisonniers qui étaient tombés en son pouvoir; il leur fit quelques présents et les remit en liberté. Quelques heures après, il vit arriver à son camp des Indiens chargés de provisions de bouche envoyées par le cacique de Tabasco. Le lendemain, il reçut dans sa tente les ambassadeurs qui vinrent en suppliants lui demander la paix. Elle fut conclue et cimentée par des présents réciproques : le cacique donna aux Espagnols des vivres, des vêtements, un peu d'or et vingt femmes esclaves fort habiles à préparer les aliments.

Ayant ainsi terminé la guerre avec les Tabascans, Cortez songea à reprendre sa route. Le jour du départ fut fixé au dimanche des Rameaux; avant de prendre congé du cacique et de ses sujets, il leur donna le spectacle d'une des cérémonies de la religion catholique. Au milieu du camp s'élevait, en

forme de chapelle, un autel couvert de ramée; la bénédiction des rameaux s'y fit avec les solennités d'usage; on les distribua entre es soldats, qui tous assistèrent avec dévotion à la procession. Le jeudi-saint, à midi, les Espagnols abordèrent à San Juan de Ulua. Deux petits canots remplis d'Indiens s'approchèrent de la flotte (1), ils étaient envoyés par Pilpatoé et Teutilé, l'un gouverneur, l'autre commandant général de la province pour le roi du Mexique. Cortez écouta les envoyés mexicains, refusa de leur faire connaître ses intentions, disant qu'il s'expliquerait au loug devant les gouverneurs. Sans différer, il débarqua ses troupes, son artillerie, ses chevaux, et construisit plusieurs baraques dont il fit un camp retranché pour s'y défendre, en cas d'attaque. Dans celle de ces baraques qui était la plus grande et la mieux bâtie, il fit ériger un autel et l'orna avec un grand soin, y plaça une image de la sainte Vierge, et devant la porte de cette chapelle une grande croix. On était au vendredi-saint, et Cortez voulait célébrer avec toute la solennité possible les fêtes de Pâques. Cette journée et la suivante se passèrent tranquillement. Le matin du jour de Pâques, Teutilé et Pilpatoé arrivèrent avec une suite nombreuse au camp des Espagnols; Cortez les reçut poliment, mais avec une certaine réserve : il ne voulut pas parler d'affaires avant d'avoir entendu l'office divin. La messe fut dite avec beaucoup de pompe et de recueillement; le chapelain, Barthélemi d'Olmedo, officia, assisté du second aumônier, Jean Diaz, et de Jérôme d'Aguilar, qui avait autrefois reçu quelques ordres sacrés; plusieurs soldats un peu versés dans le chant de l'Église se placèrent au chœur. Les Indiens remplirent la petite chapelle (1). Après la cérémonie, Cortez servit un repas assez splendide aux officiers de Montézuma, et leur annonça d'un ton plein d'assurance « qu'il venait au nom de don » Carlos d'Autriche, puissant monarque de » l'est, pour faire à Montézuma des commu» nications de la plus haute importance; » qu'il désirait être promptement conduit » vers lui, et qu'il voulait parler à lui » seul. »

Teutilé et Pilpatoé lui offrirent de riches présents, et le prièrent timidement de continuer sa route et de ne pas persister dans sa résolution de voir Montézuma. Cortez leur parla avec plus de fierté que la première fois et leur déclara qu'il ne sortirait pas du pays avant d'avoir obtenu une audience du monarque; il leur accorda quelques jours pour instruire leur souverain de son arrivée et de la résolution inébranlable qu'il avait prise. Il permit à plusieurs peintres mexicains de représenter sur leurs toiles les vaisseaux, les armes, l'artillerie et tous les détails du camp des Espagnols. Pour donner plus de vivacité à ces tableaux et pour laisser dans l'esprit des Mexicains des impressions fortes et durables de sa puissance, il fit manœuvrer ses troupes. Les évolutions rapides et régulières des soldats, la vitesse, la docilité des chevaux étonnèrent beaucoup les Indiens. Mais quand ils entendirent l'explosion des arquebuses et le tonnerre des canons, les uns tombèrent renversés de frayeur, les autres, plus hardis, demeurèrent dans un silence stupide. Pour représenter les effets de ces armes terribles, les Mexicains peignirent sur leurs toiles tous les objets d'alentour agités et tremblants. Ils prenaient pour des êtres surnaturels ces étrangers qui avaient de pareils divertissements. Après cela Cortez les laissa partir. Quelques jours s'étant écoulés, des envoyés de Montézuma revinrent au camp et y déposèrent, de la part de leur maître, des dons

(1) Ces Indiens s'énonçaient dans une langue que Jérôme d'Aguilar ne comprenait pas. Heureusement pour les Espagnols, il y avait parmi les femmes qu'ils avaient reçues du cacique de Tabasco une Indienne qui put servir d'interprète. Elle connaissait bien la langue du Mexique, et elle fut d'un grand secours aux Espagnols. Elle était d'une naissance illustre et d'une remarquable beauté. Elle avait reçu le baptême sous le nom de dona Marina. Grâce à son heureuse mémoire et à la vivacité de son esprit, elle parla bientôt le castillan. Elle fut toujours dévouée et fidèle aux Espagnols : elle les aimait dans la personne de leur général.

Antonio de Solis, que nous avons suivi, ne dissimule pas les faiblesses de son héros. Il les rapporte sans les excuser, Liv. I, chap. 21.

(1) Ant. de Sol., liv. 2, chap. 1.

magnifiques, consistant en pierres précieuses, en armures artistement travaillées, en vêtements somptueux, en joyaux de toute espèce. On remarquait surtout deux grands plats qui représentaient le soleil et la lune; l'un était d'or, l'autre d'argent. Mais Montézuma refusait de recevoir les Espagnols, alléguant plusieurs raisons spécieuses qui laissaient deviner ses vrais sentiments. Cortez ne changea rien à sa résolution; il voulut bien cependant user de patience et de modération, et promit d'attendre le retour des nouveaux émissaires, qui se rendirent aussitôt à Mexico.

Qu'on juge de la surprise du roi, quand on lui annonça que les étrangers s'obstinaient à demeurer dans ses États. Lui qui faisait trembler ses sujets, lui dont les caprices étaient respectés et satisfaits, se voyait braver jusque dans son empire par quelques aventuriers! Dans le premier transport de sa colère, il parla d'exterminer ces téméraires; ensuite il s'apaisa, et passa des menaces à la crainte. On avait vu dans la capitale des prodiges sans nombre qu'il regardait comme autant de présages sinistres. Les prêtres superstitieux augmentaient encore ses frayeurs en lui rappelant les prédictions qui annonçaient la ruine prochaine de son empire. Long-temps suspendu entre sa fierté et son effroi, il se décida derechef à refuser aux Espagnols l'entrée de ses États: en même temps il leur envoya plusieurs objets d'un grand prix; c'était à la fois irriter les Espagnols et exciter leurs convoitises. Teutilé, chargé de communiquer à Cortez les ordres du roi, n'en reçut pour toute réponse que ces paroles: « Un des principaux objets » de mon ambassade est d'établir ici la » religion catholique, et d'extirper les » erreurs de l'idolâtrie. Chargé des inté» rêts de la religion, je dois continuer » mes efforts pour obtenir l'audience que » je réclame. — Le grand Montézuma, » reprit Teutilé, « vous a jusqu'ici traité avec » bonté; ne le forcez pas à employer sa » puissance, craignez son courroux. » Et il se retira brusquement, donnant des marques d'une violente colère. Le général, se tournant vers ses compagnons: « Nous ver» rons, mes amis, comment ils soutiendront » ce langage hautain. »

Et Cortez, qui paraissait s'inquiéter si peu des menaces de ses ennemis, était-il bien dans une situation qui justifiât ses mépris? quel était le téméraire? le Mexicain ou le chef des Espagnols? Ceux-ci étaient exposés, sur une plage aride et sablonneuse, à toutes les ardeurs d'un soleil brûlant; leurs vaisseaux étaient continuellement battus par les vents du nord. Les Indiens ne paraissaient plus; ils cessaient d'apporter au camp les provisions qu'ils avaient jusque-là échangées avec les soldats: la disette était à craindre, et tout annonçait le commencement des hostilités. Le découragement se répandit dans l'armée, les partisans de Vélasquez murmurèrent et demandèrent qu'on retournât à Cuba. Diégo d'Ordaz se fit l'interprète de tous les mécontents, et il adressa à son général de dures remontrances. Cortez les essuya sans récriminer; il feignit de céder au vœu de ses compagnons, et ordonna qu'on fît les préparatifs du départ. C'était un moyen infaillible de ramener ses soldats égarés. Ceux qui tenaient pour lui s'indignèrent qu'il eût montré de la condescendance aux fantaisies de quelques mutins; ils se pressèrent autour de lui, et lui déclarèrent que s'il se désistait d'une entreprise si glorieusement commencée, ils sauraient bien trouver un chef digne de les guider. Cortez, joyeux de les trouver dans ces nobles sentiments, sut en profiter habilement; son discours fut interrompu par des acclamations unanimes: ceux qui avaient demandé le retour furent entraînés comme les autres.

Cette sédition était à peine apaisée que l'on vit arriver au camp des ambassadeurs du cacique de Zempoalla. La renommée des Espagnols était parvenue jusqu'à lui, et il recherchait leur alliance. D'ailleurs, il détestait Montézuma et les Mexicains; il avait refusé de reconnaître leur souveraineté, et il s'efforçait d'organiser contre eux une ligue formidable. Cortez fut ravi d'apprendre ces nouvelles; Montézuma était moins redoutable puisqu'il était haï, et que plusieurs princes n'attendaient qu'un signal pour se révolter. Les ambassadeurs furent bien ac-

cueillis, et on leur promit d'aller bientôt visiter leur cacique. Avant de partir, Cortez s'occupa du soin de protéger ses vaisseaux, en les mettant à l'abri d'un port. Il songea aussi à fonder sa colonie, et à lui donner un gouvernement de forme régulière. Les principaux officiers étant assemblés, il leur distribua les emplois les plus importants, conservant dans les dignités la hiérarchie espagnole. Ces nouveaux magistrats prirent possession de leurs charges et commencèrent à les exercer. La colonie fut appelée Villa Ricca de Vera Cruz, nom qui renfermait une allusion au jour où les Espagnols avaient pris terre en cet endroit, et à la grande quantité d'or qu'ils y avaient trouvée. La première assemblée du conseil de la colonie fut remarquable par une démarche hardie du général. Il entra au conseil pour faire, disait-il, une proposition qui intéressait hautement la colonie tout entière. Il se dépouilla des insignes de sa dignité, et représenta aux magistrats que son autorité était illégale, puisqu'elle n'avait point reçu la sanction de Vélasquez. « C'était à eux qu'il appartenait de légitimer » son autorité, ou d'accorder le commande- » ment à celui qu'ils en jugeraient le plus » digne. Il se soumettrait avec joie aux dé- » cisions des magistrats qui représentaient le » roi d'Espagne; et, simple soldat, il servi- » rait sa patrie avec le même zèle qu'il avait » déployé dans les fonctions de général. »

Il fallait que Cortez fût bien assuré des dispositions des Espagnols à son égard pour vouloir tenir son autorité de leur libre élection. Son espérance ne fut pas trompée : le conseil accepta sa démission, le réélut aussitôt à l'unanimité, et lui délivra sa nouvelle commission au nom du roi de Castille. On fit part aux soldats de cette nomination, et ils l'accueillirent par leurs applaudissements. Il y eut bien quelques partisans de Vélasquez qui se récrièrent contre cet acte du conseil; mais leurs voix se perdirent dans les acclamations de l'armée. Dès que son autorité fut affermie, Cortez partit pour la province de Zempoalla. Le cacique le reçut avec une grande joie, le traita comme un sauveur, et lui témoigna un respect qui tenait de l'adoration; il lui parla en pleurant des cruautés de Montézuma, qui enlevait les enfants pour les sacrifier à ses dieux, et les filles pour les déshonorer. Il lui fit entendre que les Zempoallans comptaient trouver dans les Espagnols des auxiliaires contre la tyrannie des Mexicains. Cortez lui fit donner des espérances, et continua sa route vers Quiabislan, petit village situé au nord, où les Espagnols pensaient trouver un poste commode et avantageux. Il y fut visité par les deux caciques; il entendit de nouveau le récit des violences de Montézuma. Durant leur entretien, des commissaires du roi mexicain se présentèrent pour réclamer le tribut ordinaire. Ils demandaient en outre vingt Indiens pour être immolés aux dieux. Telle était l'expiation sanglante que Montézuma exigeait des habitants de la côte qui avaient osé communiquer avec les étrangers. Cortez intervint, défendit aux caciques de consentir à cette abomination, et même les força à arrêter les commissaires. Ces malheureux étaient déjà condamnés à être sacrifiés aux dieux du Mexique. Cortez leur sauva la vie, sans perdre pour cela la confiance des caciques. Cette bonne action lui ménagea la reconnaissance et l'amitié de Montézuma. Les Indiens de Quiabislan et de Zempoalla ne tardèrent pas à contracter une alliance avec les Espagnols. Leur exemple entraîna trente caciques des montagnes voisines où habitait la courageuse nation des Totonacas. Ils vinrent visiter le général, lui offrirent leurs troupes pour l'aider à la guerre, et se soumirent à lui en jurant hommage et fidélité au roi d'Espagne.

Il y avait déjà trois mois que Cortez était dans la Nouvelle-Espagne, et tout le temps qui n'avait pas été marqué par des combats avait été consacré à des opérations moins brillantes, mais cependant d'une haute importance. Tout semblait l'encourager et exalter ses espérances; pourtant il n'était pas dans une entière sécurité; son pouvoir n'avait pas de sanction : Vélasquez pouvait se plaindre au roi, le représenter comme un rebelle et le poursuivre comme tel. Un ordre émané de la cour de Madrid suffisait pour faire évanouir toutes ses espérances. Il voulut prévenir Vélasquez et tenir son commandement du roi lui-même. Il résolut donc de

faire partir en Espagne Porto-Carréro et Montéjo, les principaux magistrats de la colonie. Ils devaient rendre compte au roi des succès de l'expédition, parler des provinces déjà soumises à la Castille; vanter la richesse, la fertilité de celles qui restaient à conquérir. Cortez ne laissa point partir ces envoyés sans leur donner de magnifiques présents pour offrir au roi; ses soldats renoncèrent généreusement à leur part des trésors qu'on avait rassemblés, afin de grossir ceux qu'on déposerait à la cour. Porto-Carréro et Montéjo partirent sur le meilleur vaisseau de la flotte; ils avaient ordre de ne relâcher à Cuba sous aucun prétexte.

Ce plan si bien concerté fut près d'échouer: des mécontents formèrent le dessein d'avertir secrètement Vélasquez du départ du navire, ainsi que du contenu des dépêches. Le complot fut découvert : les conjurés furent arrêtés, les deux plus coupables condamnés à mort. Il était temps de prévenir le retour de ces conspirations qui pouvaient compromettre le succès de l'entreprise; il fallait enchaîner les soldats à la conquête par une invincible nécessité. Cortez y parvint par un trait d'énergie extraordinaire qui n'est pas sans exemple dans l'histoire. Pour ôter à ses compagnons tous les moyens de retraite, et les placer dans l'alternative de vaincre ou de périr, il résolut de détruire sa flotte. Il communiqua son projet à des amis fidèles, et obtint leur approbation; il le soumit ensuite au conseil, qui ne le combattit point. Enfin, on parvint à persuader aux pilotes et aux matelots que les vaisseaux avaient trop souffert pendant la traversée pour tenir encore la mer. Il n'y eut bientôt plus qu'une voix dans l'armée sur l'opportunité de la mesure conseillée par le général. On mit à terre les voiles, les cordages, les ferrements; on fit échouer sur la côte tous les gros vaisseaux; on ne réserva que les bateaux pour la pêche.

Qu'on vante tant qu'on voudra l'antiquité, elle n'a rien à opposer à cette héroïque résolution de Cortez. Qu'on se figure une armée composée de cinq cents fantassins et de quinze cavaliers, qui a seulement six petites pièces d'artillerie, et qui s'enferme volontairement dans un vaste empire inconnu où elle aura à combattre des peuples redoutables par leur puissance et la férocité de leurs mœurs; une armée qui ne laisse derrière elle que cent cinquante hommes et deux chevaux en garnison, et se prive elle-même de tout moyen de retraite; qu'on se figure une pareille armée, et qu'on ne parle plus d'Agathocle et de Fabius Maximus !

Antonio de Solis rapporte que les Espagnols ayant renversé une idole fort révérée des Zempoallans, et ayant lavé les murailles du temple, rouges encore du sang des hommes immolés en sacrifices, bâtirent un autel et y élevèrent une statue de la sainte Vierge. Quand ils quittèrent le pays, un soldat fort avancé en âge et trop faible pour supporter les fatigues de la guerre refusa de les accompagner. Il avait pris la résolution de rester seul au milieu des sauvages mal réduits pour veiller à la conservation de la sainte image. Une armée qui renferme de tels hommes n'est-elle pas invincible ?

Désormais rien ne retenait plus Cortez, et il se mit en marche le 16 août 1519. Pour se rendre à Mexico, il devait traverser les États de la république des Tlascalans, peuples fiers et belliqueux, qui détestaient le joug de Montézuma, et avaient formé de solides alliances avec les provinces voisines pour leur défense mutuelle. Avant de parvenir sur les frontières de leur territoire, l'armée espagnole avait éprouvé d'inexprimables souffrances; pendant trois jours elle suivit, sur les flancs de montagnes désertes, des sentiers étroits et bordés de précipices; elle fut obligée de transporter l'artillerie avec des machines et à force de bras; les pluies étaient continuelles, le froid très-rigoureux. Les soldats ne pouvaient se construire aucun abri; ils passaient les nuits, couverts seulement de leurs armes; ils marchaient et travaillaient pour s'échauffer et pour oublier la faim qui les pressait.

Dès qu'on fut arrivé sur les limites de la province des Tlascalans, Cortez songea à exécuter un dessein qu'il méditait depuis long-temps; c'était celui de conclure une alliance durable avec une nation indienne qui fût ennemie des Mexicains. Les Tlascalans, il est vrai, étaient passionnés pour l'indé-

pendance; ils ne souffraient pas même la tyrannie d'un chef, et vivaient sous l'autorité d'un conseil choisi par leurs différentes tribus; mais enfin ils n'avaient pas voulu plier sous le joug de Montézuma; ils avaient bravé sa puissance, et Cortez se flattait qu'étants instruits du désir qu'il avait d'arracher les Indiens à la domination de ce monarque, ils se montreraient disposés à accueillir favorablement ses ambassadeurs et à contracter avec lui une amitié solide. Il leur envoya donc quatre Zempoallans des plus distingués de ceux qui l'accompagnaient, pour obtenir un passage sur leurs terres. Les Tlascalans se saisirent de ces envoyés, se disposèrent à les sacrifier à leurs dieux pour venger les profanations commises par les Espagnols dans les temples des divinités mexicaines. Cortez, ayant attendu pendant huit jours ses Zempoallans et ne les voyant point revenir, passa outre et se mit en marche pour s'approcher de Tlascala. Sur sa route il rencontra une nombreuse armée de Tlascalans, qui fondirent sur les Espagnols avec la rapidité de la foudre. Ceux-ci durent la victoire à la supériorité de leurs armes et de leur tactique; ils n'eurent que neuf hommes blessés légèrement, tandis que des milliers de Tlascalans furent tués dans la bataille. Une tête de cheval qu'ils avaient coupée parut aux Indiens un trophée d'un prix inestimable; ils la sacrifièrent à leurs dieux avec une grande pompe. Loin d'être découragés par ce premier échec, ils se préparèrent à livrer une bataille décisive; cinquante mille hommes furent mis sous les armes; les alliés de la république envoyèrent des renforts considérables. L'aigle d'or de Tlascala fut déployé comme dans les circonstances extraordinaires. La république affecta même de se montrer généreuse à l'égard des Espagnols; elle leur fit annoncer qu'ils seraient attaqués sous peu de jours. Son général informait en même temps Cortez qu'il serait pris vivant, ainsi que tous ses Espagnols, et qu'ils seraient immolés aux dieux des Tlascalans. Tout cet appareil militaire, ces menaces qui ressemblaient tant à des bravades ne pouvaient inquiéter beaucoup les Espagnols. Les Tlascalans, se disaient-ils, ne sont pas plus redoutables que les Tabascans, dont nous avons dissipé les armées, et nous savons maintenant comment il faut combattre les Indiens pour les vaincre. Ils virent bien cependant que ces nouveaux ennemis n'étaient pas à mépriser; les Tlascalans étaient innombrables; ils chargèrent avec tant de violence, qu'ils rompirent les Espagnols et les Zempoallans; ce ne fut pas trop du feu des arquebuses et des canons, de toute l'activité de Cortez et du courage de ses compagnons, pour repousser cette furieuse attaque. Les Espagnols perdirent un homme seulement, mais ils rentrèrent dans leur camp, tristes et mécontents; leurs rangs avaient été ouverts par les Indiens; il leur semblait qu'un charme était rompu.

De leur côté, les Tlascalans étaient mornes et abattus. Ce n'était pas sans raison, car, après quatorze jours de combats continuels, ils n'avaient pas entamé le petit bataillon espagnol, ils n'avaient pas même un seul prisonnier à manger. Les prêtres furent consultés; ils conseillèrent d'attaquer pendant la nuit ces étrangers, enfants du soleil, qui étaient invincibles quand ils étaient éclairés des rayons de cet astre vivifiant, et qui, dans l'obscurité, devenaient semblables aux autres hommes. Les Tlascalans, dociles à la voix de leurs prêtres, se disposèrent à attaquer dans la nuit le camp des Espagnols. Ceux-ci étaient sur leurs gardes, tout prêts à marcher au premier signal. Ils attendirent de pied ferme que les Tlascalans se missent en mouvement; ils les laissèrent s'avancer jusqu'à la portée du canon, puis tout-à-coup sortirent de leurs retranchements et les mirent en fuite. Cortez ne perdit qu'un Zempoallan dans ce combat nocturne; il remporta une victoire complète, qu'il regarda comme miraculeuse, lorsqu'il vit la multitude incroyable de dards et de flèches qui étaient sur le champ de bataille. Vaincus malgré les prédictions de leurs prêtres, les Tlascalans en sacrifièrent quelques-uns pour punir leur imposture, et songèrent sérieusement à négocier la paix. Le sénat s'assembla tumultueusement, et, après une courte délibération, il envoya une ambassade conduite par le général lui-même,

Indios de la Florida matando á un cocodrilo.

Pl. 10.



Vernier del.[illegible] Pret Sculp

INDIENS DE LA F[illegible]OR[illegible]E TUANT UN CROCODILE. (au tems de la Conquête)

pour solliciter la clémence de Cortez en lui demandant la paix et une alliance. Le sénat faisait supplier les Espagnols de vouloir bien honorer de leur présence la ville de Tlascala; ils devaient y trouver des vivres en abondance et recevoir tous les respects qui leur étaient dus; on leur demandait une seule grâce, non comme condition de la paix, mais comme preuve de leur générosité, celle de ne point maltraiter les habitants, de respecter les femmes et les dieux de la république.

Montézuma, effrayé des succès toujours croissants des Espagnols, avait envoyé des émissaires dans leur camp pour rompre les négociations. Leurs efforts furent inutiles, ils en furent pour leurs présents. Le sénat de Tlascala se rendit lui-même en corps vers Cortez, se mit à sa discrétion, lui demanda instamment la paix et le supplia de venir établir ses quartiers dans la ville. Cortez ne pouvait refuser d'acquiescer à des offres qui étaient faites avec tant de persévérance et avec toutes les apparences de la sincérité; il promit de se rendre aux désirs et aux instances des Tlascalans. Il fit une entrée triomphante dans leur ville. Les Indiens s'empressaient à l'envi autour des Espagnols et se disputaient l'honneur de porter leurs bagages; les femmes jetaient des fleurs dans les rues, quelques-unes même mettaient des couronnes entre les mains des soldats, tandis que les prêtres, en habits de cérémonie, les encensaient et brûlaient des parfums. Ainsi fut réduite la province de Tlascala. Cette paix glorieuse pour les Espagnols devait avoir sur la conquête du Mexique la plus puissante influence. En mémoire de sa fermeté et de sa fidélité, la province de Tlascala jouit pendant long-temps de plusieurs priviléges et de droits d'exemption.

La paix ne pouvait être conclue en temps plus opportun; les Espagnols avaient besoin de respirer un peu, ils étaient épuisés par les fatigues de la guerre. Chaque nuit, la moitié des soldats veillaient en armes, et ceux qui prenaient quelque repos se couchaient tout armés, afin d'être prêts à courir à leur poste. Il y en avait un grand nombre de blessés; plusieurs étaient attaqués de la terrible maladie particulière au climat; Cortez lui-même était atteint et avait vu succomber près de lui quelques-uns de ses compagnons. Telle était la détresse des Espagnols, qu'ils en étaient réduits à panser leurs plaies avec un onguent fait avec la graisse des Indiens. La paix qu'ils firent avec les Tlascalans vint fort à propos pour arrêter le cours de leurs misères, pour bannir de leurs cœurs le désespoir, et pour leur persuader qu'ils ne rencontreraient jamais en Amérique de résistance invincible.

Pendant les vingt jours qu'ils passèrent à Tlascala, ils s'attachèrent à gagner la confiance de leurs nouveaux alliés, et ils y réussirent même au-delà de leurs espérances. Le sénat leur offrit les meilleurs capitaines et les meilleures troupes de la nation pour les accompagner jusqu'à Mexico, capitale des États soumis à Montézuma. Les dispositions favorables que Cortez trouvait dans les Tlascalans l'enhardirent à expliquer aux chefs les principaux dogmes de la religion chrétienne; il les pressa même de renoncer au culte de leurs fausses divinités pour embrasser celui du vrai Dieu. Les Indiens déclarèrent qu'ils voulaient conserver les divinités qu'avaient adorées leurs ancêtres. Cortez insistant, ils le prièrent de ne plus revenir sur ce sujet. Le général, mécontent et irrité, proposait déjà à ses soldats de détruire les idoles, de renverser leurs autels et de renouveler toutes les scènes violentes qui avaient failli détacher de son alliance les Zempoallans. L'aumônier de l'armée, le père Barthélemy d'Olmédo, l'empêcha de commettre cette imprudence, qui pouvait avoir des suites si funestes. Il lui représenta « que de » pareilles violences ne s'accordaient pas » avec les maximes de l'Évangile; qu'en » user ainsi avec les Indiens, c'était abattre » les autels et laisser les idoles dans leurs » cœurs; que l'entreprise de convertir ces » infidèles demandait plus de temps et de » douceur; qu'il fallait employer, pour cette » conversion, l'instruction, qui porte la » lumière dans l'esprit, et les bons exem- » ples, qui subjuguent les cœurs. » Ces raisons firent impression sur l'esprit de Cortez et modérèrent l'impatience de son zèle.

On obtint seulement des Indiens qu'ils abandonneraient leur abominable coutume des sacrifices humains. On délivra les captifs destinés à la mort, on brisa les cages où on les avait enfermés pour les engraisser (1).

S'étant assuré de la fidélité des Tlascalans, Cortez prit la route de Cholula, ville considérable, qui appartenait à Montézuma. Long-temps elle avait été la capitale d'un État indépendant, et elle avait été récemment soumise à l'empire du Mexique. Elle était comme la ville sainte des Indiens; ils y venaient en pélerinage et y sacrifiaient plus de victimes humaines que dans les temples de Mexico. Les Tlascalans, soupçonnant quelque trahison de la part de Montézuma, engageaient Cortez à ne point passer par cette ville; mais le général, qui voulait se montrer également supérieur à la force et à la ruse, persista dans son projet. Il leur donna de si bonnes raisons de sa conduite, qu'ils applaudirent à sa magnanimité. Il partit donc avec six mille Tlascalans et s'approcha de la ville; il y fut reçu avec des acclamations, mais il ne put y faire entrer avec lui ses fidèles alliés. Cortez se croyait en sûreté; cependant, chaque nuit, on faisait sortir de la ville beaucoup de femmes et d'enfants des premières familles; six enfants étaient sacrifiés dans le principal temple, comme aux approches d'un moment solennel et terrible; on creusait des fossés et des trous légèrement recouverts, au sommet des temples et des principaux édifices, on faisait des amas de pierres et de javelots. De sourdes rumeurs se répandaient dans la ville; déjà, à travers les démonstrations d'amitié qu'on prodiguait aux Espagnols, il leur arrivait un bruit confus de conspiration tramée contre leur vie. Deux Tlascalans pénétrèrent à Cholula, sous un obscur déguisement, et vinrent annoncer à Cortez qu'il était menacé de grands périls. Dona Marina avertit le général que l'heure fatale des Espagnols approchait : six mille Mexicains étaient cachés à peu de distance de la ville.

Il fallait une punition exemplaire, qui frappât de terreur Montézuma et ses sujets. Les Espagnols fondirent sur les Indiens surpris; ils les passèrent tous au fil de l'épée. A un signal convenu, les Tlascalans entrèrent dans la ville et y mirent tout à feu et à sang. Chaque temple devint une forteresse où les habitants se défendirent avec la rage du désespoir. Les vainqueurs s'arrêtèrent quand ils ne rencontrèrent plus d'ennemis; la ville fut désolée; plus de six mille hommes furent tués, et dans ce nombre il n'y eut pas un Espagnol.

On n'a pas manqué d'accuser Cortez et ses compagnons de s'être montrés, dans cette circonstance, cruels à l'excès, et de n'avoir pas mesuré la punition à la faute. Mais il était nécessaire d'effrayer les Mexicains, qui pouvaient être tentés d'imiter la perfidie des Cholulans. Les Espagnols avaient à peine commencé leur conquête; il leur importait de rendre terrible le premier exemple, pour n'être pas obligés de le renouveler dans la suite. On ne peut invoquer contre eux les lois ordinaires de la justice. Les philanthropes, qui se sont indignés de cette exécution militaire, qui ont pesé goutte à goutte tout le sang versé, ont condamné les Espagnols sans vouloir prendre en considération les dures nécessités qui naissaient de leur position. A peine s'ils ont fait mention de la clémence et de la modération que montrèrent les vainqueurs lorsqu'ils eurent imprimé dans l'esprit de leurs ennemis une crainte salutaire. Un pardon général fut publié, les prisonniers furent relâchés; on permit aux habitants de revenir dans leurs maisons avec leurs familles. Cortez força les Tlascalans à rendre le butin qu'ils avaient fait. Bientôt les Cholulans rentrèrent dans leur ville et se livrèrent à leurs occupations ordinaires. Ce ne fut pas assez pour Cortez; il étendit plus loin les soins de sa prévoyante politique; il voulut unir entre elles les nations qu'il avait soumises, détruire leurs animosités et les attacher à ses intérêts. Il réconcilia les Tlascalans et les Cholulans, long-temps ennemis implacables. Par là il se ménageait des communications faciles avec Tlascala, et préparait sa retraite, en cas de défaite.

Le chemin de Mexico était ouvert; les Es-

(1) B. Diaz, ch. 77 et 83; Ant. de Sol., liv. III, ch. 3.

pagnols s'avançaient, lents, mais irrésistibles; ils déjouaient sur leur passage les piéges que leur tendait Montézuma, ce roi que la frayeur avait rendu lâche et perfide. Ils n'étaient pas loin de la capitale, à en juger par le trouble qui y régnait. Montézuma ne savait à quoi se résoudre; il immolait des milliers de victimes à ses craintes superstitieuses; il consultait les oracles, il questionnait ses magiciens, et ne décidait rien. A la fin, voyant qu'il n'avait pu réussir, à force d'embûches et de complots, à écarter les Espagnols, il se persuada qu'ils étaient ces étrangers désignés par les prédictions, et auxquels était promis l'empire du Mexique. Il se prépara donc à les recevoir. La marche des Espagnols fut triomphale; complimentés sur leur heureuse arrivée par les caciques et les gouverneurs, ils recevaient leurs hommages respectueux et leurs présents. Ils apprenaient que Montézuma était abhorré à cause de ses cruautés, même dans les villes qui avoisinaient la capitale, et se croyaient à la veille de renverser un royaume affaibli par les divisions. Ils contemplaient avec admiration les villes opulentes, les champs fertiles dont la possession les dédommagerait de leurs souffrances, et ils croyaient rêver. En apercevant le lac immense du milieu duquel s'élevait Mexico, avec ses temples et ses tours, ils se demandaient s'ils n'étaient point transportés dans un monde enchanté. Quand ils furent près de la ville, ils découvrirent le cortége du monarque qui venait à leur rencontre dans tout l'appareil de sa puissance. Cortez et Montézuma échangèrent des présents et se donnèrent mutuellement des marques de respect. Montézuma conduisit Cortez et ses soldats dans les quartiers qu'ils devaient occuper : « Vous êtes chez » vous, » leur dit-il, « au milieu de vos » frères; reposez-vous de vos fatigues et » soyez heureux. » Quand les Espagnols firent leur entrée dans la ville de Mexico, il y avait neuf mois qu'ils avaient quitté le port de la Havane.

Au point où nous sommes parvenus, à l'entrée des Espagnols dans Mexico, il s'en faut bien que leur conquête soit achevée. Quelles longues et pénibles épreuves ils doivent subir encore! que de souffrances à supporter, que de combats à rendre! Tels dangers, tels hommes. Plus leur position devient difficile à défendre, plus leurs ennemis se multiplient; et plus ils se raidissent, plus ils portent haut leur courage et leurs prétentions.

Pendant les premiers jours qui suivirent celui de son installation à Mexico, Cortez reçut de Montézuma et lui rendit plusieurs visites. Il s'attachait surtout, dans ses entretiens, à vanter le courage et la supériorité des Espagnols; et, ne pouvant plus les représenter comme des êtres surnaturels, il se bornait à les peindre comme des êtres fort au-dessus des Mexicains, et pour leur intelligence et pour leur force. D'anciennes traditions mexicaines disaient qu'un grand prince, fondateur et souverain légitime du Mexique, était autrefois parti de ce pays pour subjuguer les régions de l'Est, et que ses descendants devaient y revenir pour lui donner des lois et le soumettre à leur domination. Cortez usait habilement de ces antiques prédictions; il ne soutenait pas que le roi de Castille fît remonter son origine jusqu'au grand Quéralcoal, ni qu'il eût envoyé ses soldats prendre possession de l'héritage de ses ancêtres; mais il laissait croire ces absurdités. Ce qu'il disait hautement, c'est qu'il était venu pour ouvrir le commerce entre les deux monarchies et pour établir le règne de la vraie religion sur les ruines de l'erreur et de la superstition. Montézuma n'accueillait jamais favorablement Cortez quand celui ci mêlait à ses discours de pressantes exhortations à abandonner le culte des divinités mexicaines; il ne comprenait point que les ennemis eux-mêmes fussent le prochain. Il trouvait naturelle, et même excellente, la coutume de sacrifier aux dieux les prisonniers de guerre. Tout ce que Cortez put obtenir de lui, ce fut qu'il bannît de sa table les plats de chair humaine qu'on y servait habituellement.

Les Espagnols étaient traités avec les plus grands honneurs; ils étaient reçus au palais dans toutes les occasions, sans être assujettis aux cérémonies d'usage. La noblesse leur témoignait un respect servile; le peuple les

prenait pour des dieux et fléchissait le genou devant les moindres soldats. Cependant les Tlascalans, qui n'avaient point été admis dans la ville, n'étaient point rassurés; ils avaient cherché à les dissuader d'entrer dans Mexico et de se mettre ainsi à la merci de Montézuma. Ils n'avaient pas été écoutés. Les vainqueurs comptaient tellement sur le souvenir de leurs premières batailles, qu'il ne leur venait point en pensée que Montézuma pût songer un instant à se venger. Des nouvelles inattendues les arrachèrent à cette sécurité qui pouvait leur devenir funeste. Deux Tlascalans, déguisés sous des habits mexicains, pénétrèrent dans la ville et remirent au général une lettre de la colonie. Jean Escalante, gouverneur de la Vera-Cruz, insolemment défié par Qualpopoca, général de Montézuma, l'avait attaqué et avait reçu dans le combat une blessure mortelle; sept Espagnols avaient été tués, un autre fait prisonnier. Qualpopoca avait-il obéi aux ordres de son souverain? avait-il agi de lui-même? c'était ce qu'il importait beaucoup de savoir. Cortez apprit bientôt que la noblesse de Mexico était pensive et mystérieuse; on parlait secrètement de rompre les ponts des chaussées qui conduisaient à la capitale; on ajoutait que la tête d'un Espagnol avait été envoyée à l'empereur, et qu'elle avait été portée en triomphe dans plusieurs villes, pour faire voir aux Mexicains que leurs ennemis n'étaient pas immortels. Il était donc certain que Montézuma n'avait rien ignoré et qu'il avait lui-même donné des ordres à son général. Cortez, alarmé par les nouvelles que lui avait transmises la colonie et par les récits de ses fidèles Tlascalans, assembla ses capitaines, leur fit part de ce qu'il venait d'apprendre. Plusieurs avis furent ouverts pour assurer le salut de l'armée; tous étaient trop timides, au gré du général. Il proposa le sien, qui était d'une audace, d'une témérité qui effrayèrent d'abord les plus courageux. Cortez le développa avec tant de chaleur et de conviction, qu'il entraîna tous les suffrages; ses amis s'écrièrent avec lui : « Saisissons la personne de l'empereur et amenons-le prisonnier dans notre » quartier. » Les Espagnols s'armèrent et se tinrent prêts à combattre; le général se rendit au palais avec ses principaux capitaines et quelques hommes de confiance; trente soldats d'élite suivaient à quelque distance; des pelotons, distribués de place en place dans les rues qui menaient au palais, n'attendaient qu'un signal pour se mettre en mouvement. Dès que Cortez fut en présence de l'empereur, il se plaignit vivement de l'attentat commis par Qualpopoca, lui demanda réparation publique de la mort de ses compagnons, et lui dit qu'il n'avait qu'un seul moyen de prouver aux Espagnols son innocence, c'était de se remettre entre leurs mains et de venir résider dans leurs quartiers, où on lui rendrait tous les honneurs dus à son rang. Montézuma fut anéanti par cette brusque apostrophe; son indignation lui donna pourtant le courage de répondre : « Jamais les princes de mon sang ne se ren» dent prisonniers d'eux-mêmes. » Il offrit aux Espagnols de faire arrêter et d'abandonner à leur vengeance Qualpopoca et ses officiers, de leur laisser en otage ses propres fils, pour leur garantir l'exécution de sa promesse. Ce n'était pas assez pour Cortez; il voulait avoir l'empereur lui-même sous sa main. La dispute s'échauffa et devint très-vive. Elle durait depuis trois heures, lorsque Vélasquez de Léon, jeune homme impétueux, perdant patience, s'écria : « Laissons là les » paroles; qu'il marche, ou je lui perce le » cœur. » Ce mot produisit son effet : Montézuma fit appeler ses officiers et ses ministres, leur annonça qu'il allait passer quelques jours au milieu des étrangers. Il leur enjoignit de faire arrêter sans délai Qualpopoca et de l'amener prisonnier à Mexico. Le peuple s'assembla en tumulte pour voir passer son souverain; les uns poussaient des cris de douleur, les autres répandaient des larmes, plusieurs se roulaient à terre de désespoir. Le pauvre monarque essayait de paraître calme et serein; mais son visage trahissait son émotion; il avait beau dire qu'il allait se divertir avec ses amis les étrangers, personne ne le croyait. Il se rendit au quartier des Espagnols et y fut bien gardé. Dans la journée, il recevait ses ministres et s'occupait avec eux des affaires de l'État; le

soir, il jouait avec Cortez; il ne pouvait, disait-il, se passer de le voir. Cet excellent ami n'oubliait pas de venger Jean d'Escalante. Lorsque Qualpopoca et ses officiers furent conduits à Mexico et remis en son pouvoir, il les interrogea et obtint d'eux des aveux accablants contre l'empereur. Montézuma fut mis aux fers, Qualpopoca fut condamné au feu. L'arrêt fut exécuté sans délai. Sur la place publique et en face du palais impérial, on éleva un bûcher avec toutes les armes amassées dans les arsenaux de la ville pour la défense publique; Qualpopoca et ses officiers y montèrent; ils subirent leur supplice en présence d'une foule innombrable de spectateurs. Pas un cri ne s'éleva de la foule; l'effroi glaçait tous les cœurs.

Il devenait inutile de prolonger davantage la captivité de l'empereur; on lui ôta ses chaînes et on lui persuada qu'il était libre. Il put se montrer à ses sujets, aller visiter les temples de sa capitale, partager les divertissements du peuple, même aller à la chasse au delà des lacs avec quelques Espagnols; mais tous les soirs il revenait volontairement au quartier des étrangers; les Mexicains ne tentaient point de l'enlever. Cortez était le véritable souverain; il faisait destituer les magistrats dont il redoutait les talents et l'indépendance; il employait les Mexicains à construire sur les lacs des vaisseaux qui assuraient sa retraite; les donnait pour guides à des Espagnols qui visitaient les provinces de l'empire, en examinaient le sol et les productions, observaient celles qui fournissaient l'or et l'argent, reconnaissaient les lieux où l'on pouvait établir des colonies. Enhardi par l'ascendant qu'il avait pris sur l'empereur, il lui imposait sans cesse de nouveaux sacrifices. Un jour il le pressa de se reconnaître vassal du roi d'Espagne et de consentir à lui payer un tribut annuel. Les grands de l'État furent convoqués en une assemblée solennelle. Le roi l'ouvrit par un discours; il leur rappela que les prophéties promettaient l'empire du Mexique à des étrangers venus de l'Est, et leur déclara que, les Espagnols étant ceux que désignaient les oracles, il était décidé à se reconnaître vassal de leur souverain. Motézuma s'interrompit souvent lui-même par des soupirs et des sanglots, et, au milieu de tous les assistants frappés d'une muette stupeur, il prêta serment de fidélité à Charles V, roi d'Espagne.

Était-ce assez d'humiliations ? L'empereur n'avait-il pas bu le calice jusqu'à la lie? Cependant Cortez ne s'arrêta point. Il revint sur une proposition qu'il avait déjà faite plusieurs fois sans succès; il exigea de Montézuma qu'il embrassât le christianisme; celui-ci puisa dans son désespoir la hardiesse de refuser. L'Espagnol, irrité de son obstination, voulut arracher par la force ce qu'il ne pouvait obtenir par la persuasion. Il se mit à la tête de ses meilleurs soldats pour renverser les idoles et détruire les temples. Le peuple n'y tint plus; excité par les prêtres, il prit les armes pour défendre ses dieux, et força les étrangers à se retirer avant d'avoir achevé leur entreprise : une seule idole fut brisée et remplacée par une statue de la Sainte-Vierge.

Une seule étincelle peut allumer un incendie; une seule goutte fait déborder la coupe. Cette tentative audacieuse fit éclater une conspiration pour délivrer Montézuma et pour chasser les Espagnols. Gualimozin, neveu de l'empereur et souverain de Tezenco, profita de l'effervescence générale, et jura d'exterminer les ennemis de sa patrie et de sa religion. Tout son zèle échoua devant la vigilance de Cortez; il fut trahi, arrêté au milieu de ses troupes par les ordres de son oncle, et conduit prisonnier au quartier espagnol. Déclaré coupable de haute trahison, il fut déposé et mis en prison; son successeur dut son élévation au chef des étrangers Pour prévenir le retour de semblables conspirations, et pour ne pas s'aliéner entièrement l'esprit de ses sujets, Montézuma, excité par les prêtres et les grands de l'État, signifia à Cortez « que l'objet de son ambassade » étant rempli, la volonté des dieux et le » désir des peuples exigeait qu'il partît avec » son armée. » Ces paroles annonçaient un nouveau complot. Cortez répondit qu'il songeait depuis quelque temps à retourner vers son souverain, et qu'il demandait seulement le temps nécessaire pour construire des vais-

seaux. L'empereur ordonna aussitôt aux Mexicains d'abattre des arbres et d'aider les Espagnols dans leurs travaux. Mais Cortez ne cherchait qu'à gagner du temps, attendant le retour des officiers qui devaient lui apporter d'Espagne la confirmation des pouvoirs qu'il s'était arrogés. Un incident imprévu vint compliquer encore sa position et redoubler ses perplexités. On lui annonça tout-à-coup que des vaisseaux avaient été vus à l'horizon; d'abord, ne doutant point que Porto Carréro ne fût revenu d'Espagne, il se livra à une joie immodérée, qui fut bientôt troublée par l'arrivée d'un nouveau courrier. Les douze vaisseaux qu'on avait vus en mer portaient quatre-vingts hommes de cavalerie, huit cents hommes d'infanterie, dont quatre-vingts mousquetaires, cent vingt arbalêtriers et douze pièces de canon. Ils étaient partis de Cuba, et avaient été armés par Vélasquez. Pamphile de Narvaez, qui les commandait, avait ordre de saisir Cortez et ses plus fidèles officiers, de les envoyer sous bonne garde à Cuba, où ils recevraient le châtiment de leur trahison : Vélasquez voulait le leur infliger lui-même. Cortez reçut bientôt la confirmation de ces sinistres nouvelles; Sandoval, gouverneur de la Vera-Cruz, lui envoya prisonnier l'ecclésiastique Guevara et quelques autres qui l'avaient insolemment sommé, au nom de Narvaez, de rendre la ville. Que résoudre dans ce péril extrême? Attendre Narvaez à Mexico, c'était s'exposer à une défaite certaine; les Mexicains combattraient contre leurs oppresseurs. L'aller trouver près de la Vera-Cruz, et abandonner la capitale, c'était perdre des avantages conquis à force de patience et de courage, c'était se mettre dans l'impossibilité de les recouvrer jamais. Alternative terrible! Avant de prendre un parti irrévocable, Cortez voulut tenter les voies d'accommodement; il envoya son aumônier, Barthélemi d'Olmédo, pour porter à Narvaez des propositions de paix. Narvaez l'accueillit durement; il se répandit en invectives contre Cortez, lui déclara formellement une guerre acharnée, menaça de punir ceux qui parleraient de paix, et, s'abandonnant sans mesure, sans dignité, à tous les mouvements de son aveugle colère, il mit à prix la tête de son ennemi, et faillit s'emporter aux plus indignes violences sur la personne sacrée de l'ambassadeur. Cortez n'hésita plus; il avait rempli son devoir. On ne lui laissait plus que la guerre, il l'accepta avec toutes ses conséquences. En quittant Mexico, il y laissa un officier non moins éminent par son habileté que par son courage, Pédro d'Alvarado, avec cent cinquante hommes, pour contenir la population et garder le roi prisonnier. Il chercha à donner le change à celui-ci sur les motifs de son départ, lui annonça son prochain retour, et il se mit en marche pour attaquer un ennemi qu'il n'avait pu fléchir. Il passa par Cholula et par Tlascala, et il trouva ces deux villes bien disposées pour lui. Il rejoignit la garnison de la Vera-Cruz; ses troupes réunies montaient à deux cent cinquante hommes. Il désirait sincèrement la paix, puisqu'il la fit proposer de nouveau à Narvaez; il poussa même la générosité jusqu'à lui offrir de lui abandonner ses conquêtes et de servir sous ses ordres. Narvaez ne fut point touché de cette générosité; il y répondit par la plus insigne lâcheté : il feignit d'accepter une entrevue avec son rival, et prépara une embuscade pour se rendre maître de lui. Que la guerre éclate donc! Cortez a tout fait pour prévenir l'effusion du sang; celui qui sera versé retombera sur la tête de Narvaez.

Les deux armées étaient séparées par la rivière de Canoas, grossie par les pluies et les torrents. Une nuit, tandis que le vent soufflait avec violence, au bruit de la foudre, les soldats de Cortez se jettent dans la rivière et la traversent, ayant de l'eau jusqu'au cou. La petite troupe, partagée en trois corps, s'avance silencieusement vers Zampoalla. Narvaez était dans une profonde sécurité, à l'abri des murs de la ville. Il n'avait laissé que deux sentinelles; l'une est prise, l'autre court donner l'alarme; on l'accuse de lâcheté, et on ne veut point croire à son rapport. Les cris des assaillants se font entendre quelques instants après, et le combat s'engage. Le corps de Sandoval, qui était chargé de s'emparer de l'artillerie, attaque la principale tour du temple où Narvaez avait

établi son quartier; l'impétuosité de son choc est telle qu'il est maître de l'artillerie, après avoir essuyé un seul coup de canon. Les deux autres corps le soutiennent; Cortez est partout. Narvaez, éveillé en sursaut, s'arme à la hâte. A peine s'est-il mêlé aux combattants qu'il est blessé à l'œil d'un coup de pique, renversé et mis aux fers. Ses soldats, ne pouvant se remettre de leur surprise, se défendent mal; foudroyés par leur propre artillerie, ils se débandent; l'obscurité augmente leur terreur et la confusion. Enfin, après une courte résistance, ils obligent leurs chefs à capituler. Au point du jour, ils avaient tous déposé les armes, et s'étaient soumis au vainqueur. La bataille n'avait pas été sanglante : Cortez avait perdu deux hommes seulement; du côté de Narvaez, deux officiers et quinze soldats avaient été tués. Les vaincus furent traités comme des compatriotes et des frères; on leur laissa le choix de retourner à Cuba ou de s'associer aux travaux des vainqueurs. Ils étaient tellement frappés de la grandeur et de la générosité de Cortez qu'ils voulurent presque tous marcher sous sa conduite. Le général se trouvait à la tête de mille Européens, et la veille il était menacé d'une ruine qui paraissait inévitable. Il ne se vengea point de Narvaez; il se contenta de lui dire avec une noble fierté : « Sans vanité, je puis mettre cette » victoire au rang des actions les moins ex- » traordinaires que j'ai faites depuis que je » suis arrivé ici. »

Ce succès inespéré, cet accroissement subit de puissance, n'inspirèrent aucune présomption au vainqueur; il n'oublia point qu'il avait laissé Pierre d'Alvarado et quelques soldats exposés à de grands périls au milieu d'un empire vaste, et rempli de mécontents. Leur sûreté n'était garantie que par la promesse qu'avait faite Montézuma de demeurer au quartier des Espagnols. Cette promesse, il pouvait ne pas la tenir, ou bien encore être forcé de la violer. Les dangers que couraient ses compagnons à Mexico ne permirent pas à Cortez de demeurer longtemps absent de cette ville : il avait déjà fait ses préparatifs pour y retourner, et il allait se mettre en marche, lorsqu'une lettre d'Alvarado vint lui annoncer que sa présence était impatiemment attendue par ses amis. Les Mexicains avaient pris les armes malgré leur souverain, avaient attaqué plusieurs fois les quartiers des Espagnols, et ils renouvelaient chaque jour leurs assauts avec tant d'acharnement, que ceux-ci ne pouvaient manquer de succomber s'ils n'étaient promptement secourus. Il fallait se hâter si l'on voulait arriver encore à temps. Cortez mit dans sa marche toute la célérité possible, et il eut bientôt la joie de se retrouver au milieu de ses amis. Son entrée dans la ville fut accueillie par les Mexicains avec un morne silence : il s'aperçut facilement que leurs dispositions à son égard étaient bien changées; les deux brigantins qu'il avait laissés sur le lac étaient brisés et à moitié brûlés; les faubourgs, les forts des portes étaient abandonnés; les ponts qui établissaient la communication entre plusieurs rues étaient rompus; il voyait partout les symptômes inquiétants d'une sombre haine. Il n'avait pas encore été attaqué; mais si les Mexicains l'avaient laissé entrer, c'était, sans doute, afin d'écraser d'un seul coup les étrangers réunis. Il ne s'étonna point cependant de ne plus retrouver ces témoignages de respect et d'amitié dont les Mexicains l'avaient autrefois comblé; le récit d'Alvarado lui expliqua tout.

Pendant son absence, un jour qu'ils célébraient une fête solennelle, les principaux citoyens avaient été brusquement attaqués, dépouillés, passés au fil de l'épée par les Espagnols. Avaient-ils réellement conspiré contre la vie des étrangers, ainsi que l'affirme Antonio de Solis (1)? Ou bien, les ornements précieux qu'ils portaient auraient-ils excité l'avidité des Espagnols au point de les rendre capables d'une lâche trahison, d'une inutile cruauté? On ne sait; les avis des historiens sont partagés, et il faut dire que le témoignage de Barthélemy de las Casas donne beaucoup de poids à la dernière opinion. Quoi qu'il en soit, les Mexicains étaient décidés à poursuivre à outrance les hostilités qu'ils avaient commencées. Diégo

(1) Livre IV, ch. 12.

d'Oraz étant sorti à la tête d'un corps de quatre cents hommes, fut soudainement attaqué dans les rues de la ville, et enfermé entre deux armées : à ces ennemis qui les pressaient par devant et par derrière, se joignaient d'autres assaillants, qui, retranchés dans les maisons, lançaient une grêle de pierres et de flèches. Il eut beaucoup de peine à opérer sa retraite ; il rentra cependant au quartier, mais il avait perdu huit hommes, et presque tous les autres étaient blessés. Les Mexicains ne prirent aucun repos. A peine eurent-ils forcé leurs ennemis à se mettre à l'abri de leurs remparts qu'ils se préparèrent à donner au quartier un assaut général. Leurs cors, leurs timbales retentirent, et le combat recommença avec plus de fureur qu'auparavant. Les archers qui s'avancèrent les premiers firent leurs décharges avec une incroyable célérité ; le quartier fut comme inondé de leurs flèches ; elles obstruaient le chemin des remparts, et il fallut employer plusieurs hommes pour les ramasser et les écarter. L'artillerie des Espagnols ouvrait les rangs des Mexicains, et y faisait d'horribles ravages ; mais tel était l'acharnement de ces derniers qu'ils s'avançaient intrépidement sur des monceaux de cadavres, et présentaient toujours des lignes menaçantes. Les uns montaient sur les épaules de leurs voisins pour escalader les fortifications, et pour rendre leurs armes plus meurtrières ; les autres joignaient leurs piques et leurs lances pour en faire des échelles, se poussaient jusque sous la bouche des canons, recevaient la mort, et étaient aussitôt remplacés (1). Ces hommes, naguère si timides, combattaient avec toute la férocité du désespoir ; mais leur valeur impétueuse et aveugle se brisa toujours contre le courage tranquille des Européens. La nuit sépara les combattants sans suspendre les attaques des Mexicains. Ils lançaient des flèches embrasées qui incendiaient le quartier, et forçaient les Espagnols à abattre des pans de murs pour arrêter les progrès de la flamme. Ces démolitions firent plusieurs brèches qu'on n'eut point le temps de réparer : ces brèches étaient comme autant de portes par lesquelles l'ennemi pouvait pénétrer. Au point du jour, les Mexicains se tenant éloignés des murailles, provoquèrent les Espagnols par des paroles insultantes ; ils les défièrent de quitter leurs fortifications. La patience de Cortez étant à bout, il divisa son armée en trois corps, et fondit sur les Mexicains, qui soutinrent le choc sans perdre de terrain. Les pierres et les flèches lancées des maisons incommodaient beaucoup les Espagnols ; ils trouvaient dans leurs ennemis cette même bravoure, ce même mépris de la mort qui les avaient étonnés la veille. Ils furent obligés de mettre le feu à quelques maisons pour en chasser ceux qui s'y étaient cachés. Le combat durait déjà depuis plusieurs heures, lorsque les Mexicains lâchèrent pied : ils perdirent tant de monde dans leur fuite, que les rues étaient encombrées de cadavres, et les eaux des canaux étaient rougies par le sang. Les Espagnols et leurs alliés, les Tlascalans, firent des prodiges de valeur : Cortez se distingua entre tous par ses exploits. Il crut d'abord que la défaite de ses ennemis les disposerait à accepter la paix, il les trouva plus intraitables que jamais, et se prépara à faire une seconde sortie avec des forces plus considérables. Elle ne fut pas plus heureuse que la première : les Mexicains furent repoussés, mais non abattus ; cinquante Espagnols furent grièvement blessés ; le général lui-même fut atteint d'une flèche à la main gauche, lorsqu'il combattait au plus fort de la mêlée. Il devenait de jour en jour plus difficile aux Espagnols de se maintenir en possession de la ville ; leurs ennemis, exaspérés par les défaites qu'ils essuyaient, rejetaient avec indignation toute proposition de paix ; aguerris par ces combats continuels, apprenant à leurs dépens l'art militaire, ils ne désespéraient pas de pouvoir à leur tour remporter la victoire.

Cortez, en proie à de vives inquiétudes, eut recours à un moyen dont il se promettait un grand succès. Il pressa beaucoup Montézuma d'employer tout son ascendant sur ses sujets pour apaiser leur fureur. Le lendemain, comme les Mexicains, ayant re-

(1) Antonio de Solis, liv. IV, chap. 13.

nouvelé leurs attaques, avaient déjà gagné le pied des remparts, l'empereur, entouré d'une suite nombreuse, monta sur une terrasse qui dominait le palais où se défendaient les Espagnols, et fit annoncer par un héraut qu'il allait se faire voir à son peuple. Il était revêtu du manteau impérial ; son front était orné du diadème ; autour de lui les soldats espagnols étaient rangés en haie. A cette vue, les armes tombèrent des mains des Indiens ; il se fit un profond silence. Montézuma s'adressant aux principaux seigneurs, leur reprocha doucement d'avoir fait une guerre si furieuse aux Espagnols, ses amis, dont il n'avait reçu que de bons traitements, et les supplia de mettre bas les armes. Il y eut dans la foule un instant de muette surprise ; des menaces, des cris, des injures succédèrent bientôt à l'étonnement. On prit en haine ce faible monarque qui trahissait ses sujets, et leur préférait les étrangers ; on lança contre lui une grêle de flèches et de pierres ; en vain les soldats espagnols qui étaient à ses côtés cherchèrent-ils à lui faire un rempart de leurs boucliers et de leurs corps ; blessé de plusieurs flèches, il fut atteint à la tête d'une pierre qui lui brisa le crâne, et il tomba sans mouvement. Après l'outrage vinrent les remords ; le peuple, frappé de terreur, s'enfuit en désordre. Cortez se rendit auprès de Montézuma, fit visiter sa blessure ; mais dès que ce prince eut repris ses sens, il comprit à quel excès d'humiliation et d'infortune il était parvenu : alors, repoussant tous les soins dont il était l'objet, il refusa obstinément toute nourriture, arracha l'appareil de sa plaie, et mourut dans des transports de rage. Cortez fit de vains efforts pour le déterminer à abjurer l'idolâtrie et à recevoir le baptême (1).

Ainsi périt Montézuma, captif dans la capitale de ses États, méprisé et haï de ses sujets, qui l'avaient vénéré comme un Dieu. Antonio de Solis rapporte (2) que les Mexicains lui firent de magnifiques funérailles, et le pleurèrent sincèrement. D'autres historiens espagnols disent au contraire que son corps fut traîné par les rues et mis en lambeaux ; que la fureur du peuple s'étendit encore sur ses femmes et ses enfants. Quelques écrivains mal intentionnés ou mal instruits ont accusé Cortez d'avoir fait tuer Montézuma pour se débarrasser de lui. Cette imputation, évidemment calomnieuse, ne soutient pas l'examen : les faits lui donnent un démenti formel ; le noble caractère de Cortez ne permet pas qu'on s'y arrête un seul instant.

Cette mort, bien loin d'être utile aux Espagnols, leur fit perdre tout espoir d'accommodement avec les Mexicains. Quetlavaca fut élu monarque à l'unanimité, et il dut son élévation à sa haine violente, implacable, contre les étrangers. Il se hâta de reprendre les armes ; par ses ordres, les rues voisines du quartier furent remplies de soldats, une garnison, composée des principaux guerriers, occupa les tours du grand temple, pour atteindre les Espagnols jusque dans leur fort. Aucun Européen ne pouvait se montrer sans courir le risque d'être à l'instant frappé. Cortez chargea deux cents soldats, choisis dans ses meilleures troupes, d'attaquer le temple, sous la conduite d'Escobar, et d'en chasser les Indiens. L'escalier, sur les côtés duquel de grandes tours avaient été construites, avait cent marches ; les Espagnols voulurent entrer dans l'édifice en franchissant les degrés ; mais les Mexicains avaient préparé de grosses pierres et d'immenses pièces de bois enflammées qu'ils faisaient rouler du haut de l'escalier, et chaque fois qu'ils poussaient ces masses énormes, ils voyaient les rangs de leurs ennemis s'ouvrir et se rompre. Trois fois les Espagnols s'élancèrent avec impétuosité ; trois fois ils furent repoussés avec perte. Cortez, ne pouvant plus se contenir, se fit attacher au bras son bouclier, malgré la blessure qu'il avait reçue quelques jours auparavant, et se jeta au milieu des combattants. La vue du général ranima les Espagnols : ils firent une nouvelle charge, enfoncèrent les rangs des Mexicains, se rendirent maîtres du temple, et atteignirent la plate-forme qui en couronnait le faîte. Il y eut alors un effroyable carnage : deux jeunes Mexicains, exaltés jusqu'au dé-

(1) Ant. de Sol., liv. IV, ch. 14 et 15.
(2) Liv. IV, ch. 15.

sespoir par les malheurs de leur patrie, voulurent lui donner en mourant une dernière marque de leur dévouement : ils résolurent de se précipiter ensemble du sommet du temple, et d'entraîner Cortez dans leur chute. Quand ils le virent sur le bord de l'abîme, ils déposèrent leurs armes, et s'approchèrent de lui dans l'attitude de suppliants, mettant genoux en terre. Cortez, sans défiance, leur fit signe de se relever; aussitôt ils se jetèrent sur lui, le saisirent au corps, et s'élancèrent par dessus la balustrade, le tirant de toutes leurs forces. Le général ne dut son salut qu'à son adresse et son agilité; il se débarrassa de leurs étreintes. Les deux Mexicains tombèrent seuls, et expirèrent dans les accès d'une rage impuissante. La tour fut livrée aux flammes, et les Espagnols rentrèrent dans leur quartier avec d'abondantes provisions. Dans la suite, Cortez parlait de cette journée comme de la plus heureuse de sa vie; jamais il ne vit la mort de plus près. Elle laissa dans l'esprit des Mexicains de profonds souvenirs; leurs peintres reproduisirent sur leurs toiles grossières tous les événements extraordinaires qui l'avaient signalée (1).

Quoique la victoire fût restée aux Espagnols, ils songèrent à la retraite; les Mexicains commençaient à barricader les rues, à rompre les chaussées pour fermer toute communication avec le continent, et pour réduire les étrangers par la famine. Le conseil s'assembla et décida qu'on partirait pendant la nuit, avant que l'ennemi eût achevé les travaux qui devaient rendre la retraite impossible. Les préparatifs furent faits en silence et avec une extrême promptitude; on construisit un pont de bois pour passer l'ouverture de la chaussée principale; quarante hommes le transportèrent sur leurs épaules. On s'en servit avec succès pour franchir le premier canal, mais le poids de l'artillerie et des chevaux l'enfoncèrent tellement dans le sable, qu'on ne put le relever. Cet accident inattendu présageait de grands malheurs. Tout-à-coup on sonna l'alarme; l'ennemi attaquait l'arrière-garde, commandée par Pierre d'Alvarado et Jean Vélasquez. Les deux côtés de la chaussée étaient couverts de canots. Tous les habitants de Mexico s'étaient mis à la poursuite des Espagnols; les uns, impatients de combattre, s'étaient jetés à la nage et avaient pris terre, tandis que les autres augmentaient le trouble et la confusion en poussant des cris sauvages. Les Espagnols furent donc pressés par devant, par derrière, à droite et à gauche, resserrés sur une chaussée étroite. L'obscurité était profonde. Sans doute ils périssaient tous, si les Mexicains eussent soutenu le combat avec la même furie qu'ils avaient mise à le commencer. Tel était le désordre qui régnait dans leurs rangs, qu'ils mouraient sans savoir qui les avait frappés. Les fantassins et les cavaliers étaient mêlés ensemble, la voix des chefs ne pouvait les rallier. La multitude des assaillants était innombrable : ce fut ce qui sauva les Espagnols. A force de massacres, ils comblèrent le canal, et le traversèrent sur un pont de cadavres (1). Cortez fut des premiers à toucher la terre ferme; il rangea en bataille ses soldats à mesure qu'ils arrivèrent, et protégea la retraite de ceux qui n'avaient point encore franchi la brèche. Il parvint ainsi à sauver plusieurs de ses compagnons, mais ce fut au prix d'un grand sacrifice, car il fallut jeter dans l'eau toute l'artillerie qui obstruait le passage; encore ne put-il pas délivrer ceux que les Mexicains avaient pris vivants, et qu'ils conduisaient en triomphe à la ville. Les cris lamentables de ces malheureux voués au supplice se mêlaient, dans les ténèbres, aux cris de ceux qui se noyaient dans le lac, et son cœur en était déchiré (2). Au point du jour il passa ses troupes en revue, et connut toute l'étendue de ses pertes. Deux mille Tlascalans, six cents Espagnols, tous les chevaux avaient été tués; on n'avait plus ni artillerie, ni munitions, ni bagages. Plusieurs officiers éminents par leur mérite avaient trouvé la mort dans cette nuit désastreuse. Jean Vélasquez de Léon, l'intime

(1) Antonio de Solis, livre IV, chap. 16.

(1) Herrera, Decad. 2.

(2) Pierre d'Alvarado dut la vie à son extrême agilité : pressé de toutes parts sur les bords du fossé, il s'appuya sur sa lance et le franchit d'un bond. Ce fossé fut appelé plus tard *Saut-d'Alvarado*.

ami du général, avait péri en faisant des prodiges de valeur. La mort de cet héroïque jeune homme coûta bien des larmes à Cortez (1). Les Espagnols gardèrent bien long-temps le souvenir de cette nuit néfaste : *Noche-Triste* est le nom qu'ils lui donnent encore.

L'armée n'était pas arrivée au terme de ses souffrances et de ses malheurs. Elle était bien éloignée de Tlascala, seule ville dans laquelle elle espérait trouver des amis. Pour joindre la route qui y conduisait, il fallait faire le tour de l'extrémité septentrionale du lac. Elle traversa un pays stérile et montagneux, sans cesse harcelée par des corps nombreux de Mexicains qui ne lui laissaient aucun repos; pendant le jour elle combattait, et elle passait les nuits dans des alarmes continuelles. Tous les maux l'accablaient à la fois : les blessures des soldats s'aggravaient, parce qu'on ne pouvait leur appliquer aucun remède; on était réduit à mettre en morceaux les couvertures des chevaux pour en tirer du fil et des bandes; on n'avait pour nourriture que des herbes sauvages, des racines, du maïs vert, les membres d'un cheval mort de maladie. Des paroles sinistres échappées aux Mexicains et recueillies par Marina redoublaient l'inquiétude; on les avait entendus répéter plusieurs fois : « Allez, tyrans, allez au lieu où vous périrez tous. » On s'attendait chaque jour à une grande bataille. Quand les Espagnols furent parvenus au sommet de la haute montagne qui domine la vallée d'Otumba, ils aperçurent une immense armée qui couvrait la plaine aussi loin que la vue pouvait s'étendre. C'était la même armée qui les avait poursuivis depuis Mexico, mais elle était grossie de nouvelles troupes. Ils ne s'effrayèrent point; ils voulaient en finir avec les Mexicains, n'importe à quel prix. « Mes » amis, » leur dit le général, « voici l'oc» casion de mourir ou de vaincre; nous com» battons pour la cause de Dieu, il sera avec » nous. » Puis, ayant crié : *Saint Jacques et saint Pierre!* il donna le signal. La victoire, long-temps incertaine, fut encore décidée par son courage; il distingua dans la mêlée le grand étendard de l'empire qu'on ne déployait que dans les occasions importantes, et il se souvint heureusement que, dans l'opinion des Mexicains, le sort de la bataille était attaché à celui de cet étendard. Alors, prenant avec lui quelques officiers dont les chevaux n'étaient pas encore tout-à-fait hors de service, il poussa droit à la troupe choisie qui défendait le palladium sacré. D'un coup de lance il renversa celui qui le portait. Dès que fut saisi l'étendard royal, les Mexicains, frappés d'une frayeur superstitieuse, se débandèrent et se laissèrent tuer presque sans résistance : vingt mille cadavres jonchèrent la plaine; un immense butin dédommagea les vainqueurs de leurs longues souffrances. Cette bataille, la plus célèbre que les Espagnols remportèrent dans le Nouveau-Monde, est en même temps une des plus mémorables dont l'histoire fasse mention; elle fut livrée au commencement du mois de juillet 1520. Le lendemain l'armée entra sur le territoire des Tlascalans; elle y fut accueillie avec enthousiasme. Les Espagnols virent bien qu'il était sincère. Cortez ayant été saisi d'une fièvre ardente, à la suite d'une blessnre qu'il avait reçue à la tête dans le dernier combat, le sénat consterné assembla les médecins les plus habiles, et leur promit des récompenses s'ils parvenaient à lui rendre la santé. Toutes les réjouissances publiques furent suspendues jusqu'à son entière guérison; tant qu'on craignit pour ses jours, le peuple parla de le mettre au rang de ses dieux.

La fidélité inviolable des Tlascalans était d'autant plus méritoire qu'elle fut mise à l'épreuve des séductions. L'empereur du Mexique leur envoya des ambassadeurs pour leur offrir un traité de paix et d'amitié qui unirait à jamais les deux nations : il n'y mettait qu'une seule condition, c'était que la république abandonnât les Espagnols pour se joindre aux Mexicains. Le sénat répondit qu'il ne pouvait pas accepter ces offres sans se rendre coupable d'une noire ingratitude, sans violer les lois de l'hospitalité, sans trahir une amitié consolidée par des services mutuels, garantie par les plus saints engagements. Cette ambassade donna cependant

(1) Ant. de Sol., liv. IV, ch. 19. — Bernal Diaz, *Histoire véridique*, ch. 128.

aux Espagnols de grandes inquiétudes; les pertes qu'ils avaient essuyées dans leur retraite avaient tellement diminué leur nombre, que le prestige de leur puissance pouvait bien s'effacer aux yeux de leurs alliés. En outre, ils avaient appris qu'un caporal et huit soldats de la colonie de Vera-Cruz avaient été massacrés dans la province de Tépéaca; le même malheur était arrivé à quarante-deux soldats de l'armée de Narvaez qui se rendaient à Mexico pour y joindre leurs compagnons. Cortez ne laissa point énerver le courage de ses troupes; il les mena contre les Tépéacans, châtia ces peuples perfides, s'empara de leur capitale, et laissa à quelques Espagnols la garde de cette place, qu'il nomma Ségura de la Frontéra. Ce fut la seconde ville peuplée d'Européens dans l'empire du Mexique. Nous ne devons point passer ici sous silence un fait grave omis à dessein par plusieurs historiens, parce qu'il ne fait pas honneur aux Espagnols. Il s'était introduit une coutume dans les îles d'Amérique nouvellement conquises; on mettait aux fers et on vendait comme esclaves les prisonniers indiens faits à la guerre. Cette pratique abominable, que rien ne peut justifier, fut suivie par Cortez et ses compagnons, dans le but de répandre l'épouvante dans le pays. Un si grand désordre ne fut pas long-temps toléré; on le condamna et on y apporta le remède nécessaire. En vain on chercha à l'excuser devant l'empereur par toutes les raisons imaginables; la question de savoir si l'esclavage est autorisé par la loi chrétienne fut chaudement débattue de vive voix et par écrit. L'empereur la décida spontanément; il ordonna que les Indiens seraient mis en liberté aussitôt qu'on le pourrait; qu'ils seraient traités en captifs, non en esclaves. Ainsi, malgré Aristote et les savants théologiens infatués de ses doctrines, l'esclavage fut proscrit comme une violation odieuse de la loi de charité. Héroïque décision que la prudence partageait avec la piété; « parce que la bonne politique ne » souffrait pas qu'on diminuât le nombre des » vassaux pour augmenter celui des esclaves, » et parce que la religion n'enseigne pas à » décrier par le fouet et la chaîne l'autorité » de la raison (1). » Que Cortez ait pu souffrir et même ordonner ces abus réprouvés par la morale chrétienne, cela s'explique par l'empire de certaines doctrines émanées de la philosophie grecque : il subit leur influence et tomba ainsi dans une déplorable contradiction. Car, au même moment qu'il faisait vendre comme esclaves des Indiens que le sort de la guerre avait mis en son pouvoir, il donnait tous ses soins à la conversion des principaux Tlascalans, et prodiguait à tous ses alliés des secours assidus pour les sauver d'une maladie meurtrière qui faisait alors de grands ravages dans le Mexique.

Il ne perdait point l'espoir de recouvrer ses conquêtes, et chaque jour il s'occupait de faire de nouveaux préparatifs. Les anciens soldats de Narvaez sentaient défaillir leur ardeur; ils s'effrayaient à l'idée de courir encore les dangers auxquels ils avaient échappé avec tant de peine, et ils souhaitaient de retourner à Cuba pour s'y reposer de leurs fatigues. Des circonstances aussi heureuses qu'inespérées permirent au général de laisser partir ces soldats qui ne pouvaient élever leur courage à la hauteur de ses desseins. Vélasquez fit sortir de Cuba un petit armement qui devait s'unir à celui de Narvaez, dont le succès ne lui paraissait pas douteux. D'un autre côté, François de Garay, gouverneur de la Jamaïque, possédé de la fureur des découvertes, désirait partager avec Cortez la gloire de la conquête de la Nouvelle-Espagne, et il avait équipé trois vaisseaux pour pénétrer dans quelque province mexicaine. La réputation éclatante de Cortez disposait les aventuriers qui montaient ces deux petites flottes à s'attacher à sa fortune; son habileté fit le reste. Il se trouva donc encore à la tête de cinq cents hommes d'infanterie, dont quatre-vingts étaient armés de mousquets et d'arquebuses; il avait, en outre, quarante cavaliers et neuf pièces de canon de campagne. Convaincu que la prise de Mexico était attachée à l'occupation du lac, il avait fait couper dans les montagnes de Tlascala des bois pour servir à la construc-

(1) Ant. de Sol., liv. V, chap. 3.

tion de douze brigantins qu'il voulait lancer sur les eaux, quand viendrait le moment de l'attaque. Quelques jours avant de partir, il ordonna de publier un réglement qu'il avait tracé lui-même, dans le but de discipliner ses troupes et de prévenir les désordres. Tous les soldats étaient tenus de l'observer exactement. Il leur était défendu, sous peine de mort, de tirer l'épée les uns contre les autres, de maltraiter les Indiens, de faire violence ou quelque injure aux femmes des prisonniers, de s'écarter de l'armée pour piller, de jouer leurs armes ou leurs chevaux. L'infamie ou la dégradation devaient punir les jurements et les blasphèmes. Les Espagnols et leurs alliés se mirent en marche le 28 décembre 1520, le jour de la fête des saints Innocents; la messe fut célébrée avec solennité en présence de l'armée, et on y fit une prière particulière pour l'heureux succès de l'entreprise.

Après quelques jours de marches fatigantes, ils arrivèrent devant Tézenco, la seconde ville de l'empire, et y entrèrent sans aucune résistance. Plusieurs provinces ennemies de l'empereur envoyèrent à Cortez des députés pour lui porter leurs soumissions. Il les reçut avec bonté, leur promettant appui et protection. Ensuite il visita tous les postes dont il pouvait tirer un parti avantageux pour le siége de la capitale; il explora les bords du lac. Ces expéditions, qui n'étaient que le prélude du siége, furent toutes extrêmement périlleuses; dans l'une d'elles, le général faillit être victime de son courage : il s'avança si avant dans les rangs des Mexicains, que la fatigue ayant épuisé ses forces, son cheval ayant été tué sous lui, il fut fait prisonnier. Heureusement Christoval d'Olla, qui l'avait vu sortir, parvint à le délivrer. Ce brave soldat montra toute sa vie avec orgueil les trois profondes blessures qu'il avait reçues en couvrant de son corps le général blessé lui-même.

Quand toutes ces excursions, plus utiles que brillantes, furent terminées, la construction des brigantins se trouvait presque achevée, et les canaux qu'on avait creusés depuis Tézenco jusqu'au lac étaient assez élargis pour recevoir des bâtiments plus considérables. Déjà on avait marqué aux caciques alliés le jour précis auquel ils devaient amener leurs troupes au rendez-vous, lorsqu'une conspiration fut tramée par quelques Espagnols contre la vie du général et des principaux officiers. Les conjurés avaient pour chef un soldat connu seulement pour son crime, Antoine de Villafagna. Ils voulaient se venger sur le général des terreurs que leur causait son opiniâtreté à poursuivre la conquête; ils avaient juré de l'égorger avec ses plus braves capitaines et de retourner à Cuba. Leur lâcheté seule les portait à se souiller de ce meurtre. L'un d'eux fut épouvanté, et courut dénoncer le complot à Cortez. Villafagna fut arrêté, convaincu; il avoua ses détestables projets et fut pendu. Le général usa de clémence envers ses complices; quoiqu'il connût tous leurs noms, il feignit de les ignorer, afin de ne point les couvrir de déshonneur aux yeux de l'armée (1).

Enfin, on lança les brigantins. On s'était préparé à cet ouvrage par la célébration d'une messe du Saint-Esprit. Cortez y avait communié avec tous ses soldats (2). A mesure que les brigantins entraient dans le canal, le P. Olmédo les bénissait et leur donnait un nom; tous les assistants les suivaient des yeux jusqu'à ce qu'ils fussent entrés dans le lac; et lorsque les voiles se déployaient, ils poussaient des cris d'allégresse [28 avril 1521]. L'armée fut divisée en trois corps; l'un, sous la conduite d'Alvarado, eut l'ordre d'emporter la chaussée de Tacuba; le second, commandé par Sandoval, devait attaquer celle d'Iztapatapa; le troisième avait pour chef Christophe d'Olid, et marcha sur Cayoacan. Cortez se chargea de la flotte; il devait se rendre maître du lac, et porter des secours à celui des trois corps qui en aurait besoin. Les brigantins excitèrent l'admiration des Mexicains; cependant ils résolurent de les attaquer tout d'abord, espérant les détruire en lançant contre eux la multitude innombrable de leurs canots. Les nobles de la ville remplissaient la flotte; tous les habitants

(1) Ant. de Sol., liv. V, ch. 19. — Relation de Cortez, dans le recueil de Ramusio.

(2) Ant. de Sol., liv. V, ch. 20.

étaient montés sur les maisons, sur les terrasses, paraissaient aux fenêtres et attendaient le signal du combat. Un vent favorable s'étant élevé, Cortez fit déployer les voiles; les brigantins, conduits par des rameurs vigoureux, s'élancèrent avec tant de violence qu'ils ouvrirent, au premier choc, la ligne des canots. La flotte mexicaine fut complètement défaite; plusieurs centaines de canots furent coulés à fond, et plusieurs milliers de combattants furent tués ou noyés. La terreur se répandit dans la ville : cette première bataille rendait les Espagnols maîtres de la navigation du lac. Ils rompirent les aqueducs qui portaient l'eau douce dans l'intérieur des murs; ils poussèrent avec activité l'attaque sur les trois digues. Chaque jour ils détruisaient les barricades élevées sur les chaussées, franchissaient les tranchées, et tâchaient d'arriver jusqu'à la ville; mais la nuit les arrêtait toujours avant qu'ils y fussent entrés; ils retournaient dans leurs quartiers, et les Mexicains reprenaient leurs premières positions, et relevaient leurs fortifications. Un mois entier s'était écoulé sans que ce système d'attaque eût donné aux Espagnols de grands avantages; mais comme il était commandé par la prudence, Cortez ne voulut point l'abandonner avant d'avoir tenté un dernier effort. Le 3 juillet, il ordonna à Alvarado et à Sandoval d'attaquer à la fois par les deux digues qu'ils occupaient, tandis que lui-même marcherait sur la troisième avec le corps d'Olid. Il chargea Julien Aldérète de rester sur la digue pour combler et garder les fossés, et pour protéger la retraite, si elle devenait nécessaire. Ayant ainsi tout combiné pour le succès de l'attaque, il s'élança sur la chaussée avec son intrépidité ordinaire, franchit toutes les brèches, renversa toutes les barricades, chassa les Mexicains de leurs retranchements, et mit le feu à plusieurs maisons. De leur côté, Alvarado et Sandoval avaient vaincu toutes les résistances, avaient pénétré dans les rues, et commençaient à incendier la ville. Les Espagnols pouvaient croire qu'ils étaient vainqueurs; car bientôt l'ennemi, qui avait jusque là combattu avec ardeur, lâcha pied. Mais Cortez apprit que les Mexicains avaient reçu de l'empereur l'ordre de céder. Soupçonnant alors quelque stratagème, il commença lui-même à se retirer, pour pouvoir regagner son quartier avant la nuit. Il était déjà trop tard : on lui avait coupé la retraite. Julien d'Aldérète, ne pouvant rester tranquille spectateur de la bataille, avait quitté son poste, et s'était joint aux assaillants. Cette faute irréparable n'avait point échappé à la sagacité de Gualimozin, et il avait envoyé un détachement nombreux et bien armé pour s'emparer des brèches abandonnées. Tout-à-coup les Espagnols entendirent les cris d'une multitude innombrable, et le son lugubre de la *trompette sacrée*, dont l'usage n'était permis qu'aux sacrificateurs. Le son brusque et lamentable de cet instrument animait les barbares d'une rage féroce, et leur inspirait le mépris de la mort. Les Indiens se jetèrent sur les Espagnols avec furie, et les poussèrent jusqu'à la dernière tranchée. Là il y eut une sanglante mêlée; Castillans et Tlascalans, cavaliers, fantassins y furent précipités. Ceux qui voulaient passer le canal à la nage y trouvaient des troupes de Mexicains qui les perçaient de flèches ou les noyaient dans le lac. Cortez était partout, s'oubliait lui-même et ne songeait qu'à ses compagnons. Il demeura le dernier, avec quelques cavaliers, pour soutenir l'effort des ennemis; son cheval ayant été tué à coups de dards, il fut saisi par six nobles mexicains qui l'entraînaient en triomphe : deux Espagnols le sauvèrent : l'un d'eux mit pied à terre et lui donna son cheval; mais ce généreux soldat fut victime de son dévouement; il fut emmené, et tout effort pour le délivrer fut inutile. Les brigantins arrivèrent alors, et emportèrent Cortez blessé, vaincu et accablé de douleur. Les Espagnols perdirent soixante hommes, et dans ce nombre il y en eut quarante qui tombèrent vivants au pouvoir des Mexicains. Dans la nuit qui suivit ce fatal combat, toute la ville fut illuminée, et retentit des cris de fête des vainqueurs. Les Espagnols entendaient de loin les voix de leurs malheureux compagnons; ils les distinguaient à la blancheur de leur peau, les apercevaient dansant de force autour de l'idole affreuse à laquelle on les im-

molait ; ils voyaient les sacrificateurs leur arracher les entrailles, et, fumantes encore, les étaler sur l'autel. Ils apprirent quelques jours après que les têtes des victimes avaient été envoyées aux gouverneurs des provinces. « Avant que j'eusse vu la poitrine de mes » compagnons ouverte, leurs cœurs palpi- » tants offerts à de monstrueuses idoles et » leurs chairs dévorées par nos cruels enne- » mis, j'étais accoutumé à marcher aux com- » bats, non-seulement sans crainte, mais » avec une grande intrépidité ; mais depuis » ce moment-là, je ne m'approchai jamais » sans une secrète terreur des Mexicains pour » les combattre. » Celui qui parle ainsi n'est pas suspect de pusillanimité ; c'est Bernard Diaz de Castillo, soldat espagnol qui se trouva dans sa vie à cent dix-neuf batailles.

Guatimozin fit rendre un oracle déclarant que dans huit jours les étrangers seraient anéantis; il envoya des émissaires au camp des Indiens alliés, pour leur porter les menaces des dieux irrités. Dans l'espace de trois nuits, Cortez fut presque abandonné ; mais, après huit jours, cet oracle ne s'étant point accompli, les Tlascalans, honteux de leur crédulité, retournèrent au camp. Les Mexicains, qui s'étaient un instant réjouis, se virent accablés de toutes parts. La famine augmentait de jour en jour, le peuple souffrait extrêmement de la disette d'eau : l'empereur commençait à craindre une révolte. Les Espagnols avaient appris par les prisonniers ces nouvelles importantes. Aussitôt ils reprirent leurs attaques avec la plus grande vigueur par les trois chaussées, se rendirent maîtres de plusieurs rues dont les maisons étaient ruinées. Les trois divisions restèrent séparées pendant quatre jours ; le cinquième, après des efforts inouïs, elles purent opérer leur jonction sur la grande place de Tlatélenco, qui était le rendez-vous général. Il fallut employer plusieurs compagnies des Indiens confédérés pour enlever les cadavres amoncelés sur cette place. Les Mexicains disputaient pied à pied l'étroit terrain sur lequel ils étaient resserrés : Guatimozin jurait de s'ensevelir sous les débris de son trône. Inutiles efforts d'une bravoure impuissante qui ne retardèrent point la chute de cette ville condamnée ! Sa dernière heure était arrivée, et si elle inspirait encore l'effroi par ses menaces, cet effroi n'était plus ennobli par l'idée de la puissance. Une attaque vigoureuse des Espagnols détruisit les fortifications que les habitants jugeaient imprenables, et dont ils avaient fait leur dernière barrière. Dès ce moment, ils virent qu'il fallait céder à la nécessité, et pourvoir à la sûreté de l'empereur. On amusa Cortez pendant quatre jours, en feignant de vouloir entrer en négociations, tandis qu'on préparait à la hâte des vaisseaux pour emporter le monarque. Cortez fut averti de tout ce qui se passait sur le lac, et il reconnut qu'il avait été trompé ; il se tint prêt à donner l'assaut, prescrivant à Sandoval de surveiller les canots et les pirogues qui traversaient le lac. Sandoval fut aussitôt attaqué par une multitude de canots qui, pour protéger la retraite de l'empereur, soutenaient bravement les décharges de l'artillerie espagnole. Les pirogues qui portaient Guatimozin et sa suite se sauvaient à force de rames. Le capitaine Garcia de Holguin se mit à les poursuivre ; il attaqua la pirogue qui commandait toutes les autres ; l'empereur fut reconnu et saisi. Conduit devant Cortez, Guatimozin essaya de paraître au-dessus de son infortune. « J'ai rempli, » lui dit-il, « le devoir d'un roi ; j'ai défendu mon peu- » ple jusqu'à la dernière extrémité. Il ne me » reste qu'à mourir : prends ton poignard et » termine une vie désormais inutile. » A ces mots, les pleurs et les sanglots étouffèrent sa voix ; l'impératrice s'abandonna à toute sa douleur, et Cortez aussi, ému de pitié, répandit des larmes. La nouvelle de la captivité de l'empereur fit tomber les armes des mains des Mexicains ; ils jetèrent des cris lamentables, et offrirent de se soumettre à la discrétion des vainqueurs. Quelques jours après, les caciques voisins apportèrent leurs hommages et leur soumission.

Ainsi fut achevée la conquête du vaste empire du Mexique. Le siége de la capitale dura quatre-vingt-treize jours : selon le calcul le plus modéré, plus de cent mille Mexicains y périrent. Cette ville si grande, si redoutée des peuples qu'elle dominait, fut défendue par ses habitants avec une persévérance et

un dévouement dignes d'un meilleur sort : elle tomba victime de la haine des nations voisines.

Existe-t-il dans les annales des nations beaucoup d'épisodes aussi brillants que celui de la guerre dont nous venons de retracer les événements principaux ? L'histoire de l'établissement des Européens dans le Nouveau-Monde offre-t-elle rien qui égale en beauté ce drame qui s'ouvre par une héroïque témérité, se noue par des actions glorieuses, et se termine par une conquête plus glorieuse encore ? La scène n'est jamais vide : l'intérêt qu'il inspire est toujours animé, toujours croissant ; les moindres circonstances attachent et captivent l'attention. Le vénérable dom Antonio de Solis y voit partout le doigt de Dieu : comment s'en étonner ? Tout y est merveilleux et y tient du prodige !

Que des aventuriers, avides de richesses et de jouissances, tentent la fortune avec audace, se signalent par de hauts faits d'armes, et laissent après eux une grande renommée ; ils étonnent sans exciter l'admiration, ils éblouissent sans réveiller aucune sympathie durable : ce sont toujours des aventuriers. Qu'une poignée de braves soldats s'abandonnent à la conduite d'un chef ambitieux, se dévouent à sa gloire, et exécutent sous ses auspices de vastes entreprises dont il recueillera seul le fruit ; on les admire parce que le dévouement est toujours méritoire, et pourtant on les plaint de n'avoir été que des instruments entre les mains d'un orgueilleux. On demande plus à ceux qu'on veut admirer sans réserve. Mais que des hommes s'associent sous l'invocation d'une même croyance, puisée dans la vraie religion ; qu'ils se consacrent à la propager ; qu'ils se donnent pour chef celui qui joint à la plus haute intelligence le dévouement le plus parfait, alors le spectacle change, la scène s'agrandit. Les exploits qui signalent leur bravoure, la confiance qu'ils déploient, l'héroïsme qu'ils prodiguent servent aux siècles suivants d'enseignement et d'exemple. Ces hommes vivent dans l'histoire ; ils en écrivent une page éternellement mémorable qui traverse les âges, toujours glorieuse, toujours digne des regards et de l'admiration de la postérité. Vainqueurs ou vaincus, ils sont des héros : leurs actions apprennent à quelle hauteur peut monter l'homme quand il met un courages sans borne au service d'une volonté inébranlable. Peut-on reconnaître les Espagnols à ces traits ? Qu'on se reporte au récit qu'on vient de lire.

Nous n'ignorons pas qu'il s'est rencontré des hommes ennemis et envieux de toute gloire que pouvait revendiquer à juste titre le catholicisme. Au siècle dernier des méchants se sont arrogé le nom d'historiens : toutes les grandes entreprises qu'avait inspirées le zèle de la religion, ils les ont traitées comme des hommes mutilés traitent les femmes, avec le dépit de l'impuissance. Injustes jusqu'à l'aveuglement, jusqu'à la sottise, ils ont empoisonné la source de la vérité. Il n'est pas un dévouement qu'ils n'aient flétri, auquel ils n'aient controuvé quelque motif bas et sans vertu. Vous falsifiez l'histoire, vous outragez indignement la vérité, leur criait-on de toutes parts. Mais ils se bouchaient les oreilles ; ils auraient volontiers demandé : qu'est-ce que la vérité ? Ils poursuivaient leur œuvre d'iniquité ; ils continuaient, disaient-ils, à éclairer les peuples ; mais c'était à la manière des forbans, qui placent des fanaux sur les écueils pour y faire échouer les navires. Ils ont rempli leurs ouvrages de déclamations forcenées contre les excès commis par les Espagnols après leur établissement dans le Mexique. Si nous admettions sans restriction les principes de la philosophie du dernier siècle, nous trouverions certainement quelque raison sans réplique pour justifier ces déplorables excès ; mais au nom de la morale chrétienne nous les condamnons hautement. Aussi n'essaierons-nous point de les excuser. Aux morts comme aux vivants l'histoire ne doit que la vérité et la justice. Ses enseignements n'ont aucune influence durable quand ils ne s'appuient pas sur une appréciation exacte des faits : tôt ou tard on réclame, on proteste contre des jugements empreints de partialité ; on révise et on casse des arrêts rendus sous la préoccupation exclusive d'une idée systématique. Mais si nous avons des paroles sévères pour blâmer les cruautés des

Suplicio de los prisioneros en el Perú.



Demoraine del. Prot sculp.

SUPPLICE DES PRISONNIERS AU PÉROU, au tems de la Conquête.

Espagnols, nous nous garderons bien aussi de tomber dans ces exagérations passionnées par lesquelles on a voulu souiller à jamais la mémoire de Fernand Cortez et de ses compagnons.

Que la colère est injuste et que la malignité est aveugle! Un Mexicain moderne (1) prodigue sans pudeur à ce grand homme les qualifications les plus injurieuses : s'il se borne à l'appeler un monstre, c'est qu'il ne trouve pas d'expressions ples énergiques pour le flétrir comme il voudrait. D'autres historiens prétendus le comparent à ces chefs de pirates qui infestaient autrefois les mers de leurs brigandages et désolaient l'empire de Charlemagne. *Credo quia absurdum.* Acceptons un instant cette insultante comparaison, pour faire ressortir tout ce qu'elle a de faux et d'odieux. Quand, au neuvième ou au dixième siècle, les pirates se ruaient sur une province, ils la parcouraient dans tous les sens, versaient le sang comme l'eau ; les profanations, les viols ne coûtaient rien à leur brutalité féroce. Les monastères pillés et détruits, les reliques dispersées, les cendres des saints jetées au vent attestaient leur passage. Ils se retiraient à la lueur des incendies qu'ils avaient allumés ; contents quand la capture avait été bonne, frémissants de rage quand leur cupidité avait été trompée. On reconnaît là de vrais corsaires.

Les Espagnols ne sont point des soldats ordinaires, qui tentent la fortune pour amasser du butin ; Cortez n'est point un chef vulgaire, qui s'expose aux plus grands périls pour immortaliser son nom. Ici les aventuriers sont transfigurés en héros. On voit bien qu'il ne s'agit pas uniquement pour eux de conquérir des richesses ou d'étonner par la hardiesse de leurs entreprises : sur leur étendard brille l'image de la croix, et on y lit ces mots : *Vous vaincrez par ce signe.* Ils placent leur expédition sous l'invocation de la religion ; ils ne s'embarquent qu'après avoir appelé sur eux, par des prières, la protection du Dieu qu'ils adorent : chaque fois qu'ils vont courir un grand danger, ils implorent son assistance, et retrempent leur courage en célébrant avec candeur et simplicité les cérémonies de leur religion. Souvent même le chrétien efface en eux le soldat, et la résignation que donne la foi germe sur les débris de l'ambition trompée. S'ils combattent d'une main, de l'autre ils détruisent les temples des idoles, et élèvent sur leurs ruines des images vénérées : partout ils enseignent et professent leur religion. Sans doute leur zèle impéteux les pousse quelquefois au-delà des bornes de la charité chrétienne ; mais jusque dans leurs emportements éclate la ferveur de leur foi. On leur souhaiterait, il est vrai, plus de lumières et une ardeur moins impatiente ; et cependant il y a tant de sincérité dans leurs âmes, que, tout en condamnant leurs actions, on n'a pas toujours le courage de déverser sur eux un blâme sévère. Dire qu'ils n'ont eu d'autre but que de propager la religion catholique, et en donner pour preuve les déclarations de Cortez, ce serait, selon nous, avancer un paradoxe insoutenable, et défigurer l'histoire. Mais affirmer que la soif de l'or leur mit seule les armes à la main, et leur donna la force de résister à toutes les fatigues de l'entreprise, en faire des gens avides, qui ne croient pas acheter trop cher, au prix des plus grandes souffrances, la possession des trésors qu'ils convoitent ; c'est les calomnier au-delà de toute vraisemblance ; c'est mentir effrontément. Non, l'égoïsme seul, cette passion stérile, ce sentiment avilissant, ne souffle point dans les cœurs cette ardeur qui les rend capables d'efforts surhumains. Il peut bien leur communiquer une énergie passagère ; mais jamais il ne lui fut donné de les tremper assez fortement pour les porter jusqu'à la hauteur de l'héroïsme. Il faut une puissance plus féconde que la sienne pour les relever quand tout les abat ; pour les ranimer quand tout les épuise. En vérité, c'est un système par trop abominable que celui qui réduit à l'intérêt personnel tous les motifs des actions humaines. Ne faisons donc point à notre nature l'injure de croire que les Espagnols ne furent poussés à leur grandes entreprises que par un grossier égoïsme. Et quel qu'ait été dans ce prodigieux Cortez l'entraînement de l'orgueil

(1) M. de Bustamente.

et de l'ambition, reconnaissons, si nous voulons être justes, qu'il fut aussi mû par de plus nobles sentiments. Il est pénible, sans doute, de trouver dans la vie d'un héros qu'on voudrait pouvoir admirer d'une admiration sans bornes, des taches qui ternissent l'éclat de ses vertus ; mais où l'homme de bien rencontre-t-il cet idéal de perfection qu'il a rêvé? S'il n'existait des saints, ne serait-il pas tenté de croire que poursuivre cet idéal c'est courir après une chimère? Quand il pense avoir atteint la fugitive image de cette beauté céleste, qui peut seule combler l'immensité de ses désirs, ses yeux s'ouvrent sur des défauts inattendus, et il reste avec le regret d'avoir été le jouet d'une illusion trompeuse.

Ces actions, qui attachent au nom des grands hommes une flétrissure infamante, ce n'est pas sans une douloureuse surprise qu'on les rencontre dans la vie de Cortez. Plusieurs annalistes se sont complus à les narrer au long ; il semble qu'ils en aient triomphé. Nous en parlerons aussi, mais ce sera dans le moins de mots possible, et nous ne prendrons certes pas comme eux plaisir à nous y arrêter.

Les Espagnols avaient espéré qu'une fois maîtres de Mexico ils auraient de l'or en abondance. Ils furent bien trompés dans leur attente ; les trésors de Montézuma avaient disparu : Guatimozin, pour frustrer l'avidité des conquérants, les avait fait jeter dans le lac. Irrités de voir leur échapper une proie qu'ils avaient déjà dévorée en idée, les soldats se mutinèrent et accusèrent leur général d'être de connivence avec l'empereur du Mexique. Les historiens les plus favorables à Cortez ont dit que ce fut seulement à la dernière extrémité, et parce qu'il ne voyait aucun autre moyen de se laver aux yeux de l'armée des soupçons qui pesaient sur lui, qu'il ordonna de faire étendre sur des charbons ardents Guatimozin et son premier ministre. Ces infortunés avaient refusé de parler dans les supplices, ils restèrent aussi muets dans les tortures : un instant le courage du ministre chancela ; il se tourna vers son maître avec un regard suppliant, qui semblait demander la permission de tout révéler : Guatimozin, avec un air de fermeté résignée et cependant hautaine, lui dit : « Et moi, suis-je donc sur un lit de roses (1)? » Parole à jamais célèbre, qui a peut-être plus d'une fois retenti aux oreilles de Cortez avec toute l'importunité d'un souvenir accablant, pour jeter dans son âme le trouble des remords !

« Cette barbarie fut le prélude d'atrocités » plus révoltantes encore ; ce ne fut pas sans » difficulté que l'empire du Mexique fut » réduit à former une colonie espagnole. » Ce peuple, poussé à bout par l'oppression, » oublia souvent la supériorité des Espagnols, » et courut aux armes pour recouvrer sa li» berté ; mais la discipline et la valeur des » Européens l'emportèrent partout. Malheu» reusement pour la gloire de l'Espagne, les » vainqueurs souillèrent leur triomphe par » la manière dont ils traitèrent le peuple » vaincu. Aussitôt qu'ils furent maîtres de » la capitale et de la personne de Guatimo» zin, ils supposèrent que le roi de Castille » entrait dès ce moment en possession de » tout les droits du monarque prisonnier, et » affectèrent de considérer les moindres ef» forts des Mexicains pour assurer leur in» dépendance comme une rébellion de vas» saux contre leurs souverains, ou une ré» volte d'esclaves contre leur maître. Sur le » prétexte de ces maximes arbitraires, ils » violèrent tous les droits de la guerre entre » les nations. A chaque mouvement d'une » province, ils y réduisaient le peuple à la » plus humiliante des conditions, la servi» tude personnelle. Les chefs, regardés » comme les plus criminels, étaient mis à » mort par les supplices les plus honteux et » les plus cruels que pussent imaginer l'in» solence et la férocité du vainqueur. Les » progrès des Espagnols étaient marqués » par des traces de sang et par des actions » d'une barbarie repoussante. Dans celle » de Panuco, soixante caciques ou chefs et » quatre cents nobles furent brûlés vifs à la

(1) Ce fait est attesté par B. Diaz del Castillo, historia Verdadera ; par Gomera, Cronica de la Nueva Espagna ; par Herrera, Décad. 3 ; par Torquemada, Mond. Ind.

» fois, et cette exécrable férocité ne fut pas » commise dans un moment d'emportement, » ni par un subalterne. Elle fut l'ouvrage de » Sandoval, officier dont le nom tient le » premier rang après celui de Cortez, dans » les annales de la nouvelle Espagne, et elle » avait été concertée avec Cortez lui-même. » Pour mettre le comble à l'horreur de cette » scène, on assembla les parents, et on les » força d'en être les témoins. Il paraît im- » possible d'ajouter à ces excès ; ils furent » cependant suivis d'une atrocité qui révolta » les Mexicains plus fortement encore, en » leur faisant sentir tout leur avilissement, » et le mépris insultant de leurs vainqueurs » pour l'ancienne dignité de leur empire. » Sur un léger soupçon, appuyé sur des » témoignages sans force, que Guatimozin » avait formé le projet de secouer le joug » et d'exciter ses anciens sujets à prendre les » armes, Cortez, sans forme de procès, fit » pendre le malheureux monarque avec les » caciques de Tezcuco et de Tacuba, les deux » personnes les plus qualifiées de l'empire. » L'exemple de Cortez et de ses principaux » officiers encouragea le moindre Espagnol » à commettre les plus grands excès (1). »

Hâtons-nous de détourner les yeux de cette scène d'horreur, et portons-les où nous pourrons voir se signaler de nouveau l'active prévoyance et le noble courage de Cortez.

(1) Robertson, Histoire d'Amérique, liv. V. — Nous avons emprunté à cet historien impartial et modéré le récit des violences qui rendirent les Espagnols si odieux aux Mexicains ; il a su éviter les exagérations dans lesquelles tant d'auteurs sont tombés volontairement. Barthélemi de Las Càsas est le premier qui ait manifestement dépassé les bornes de la vraisemblance. Emporté par son zèle, cet homme, qui a d'ailleurs si bien mérité de l'humanité, n'a reculé devant aucune supposition déshonorante pour ses compatriotes ; il les accuse d'une brutalité effrénée, d'une scélératesse inouie ; il elève à quinze millions le nombre de leurs victimes en Amérique. Les détracteurs des Espagnols n'ont pas hésité à adopter ces évaluations mensongeres. La narration de Robertson est appuyée des autorités les plus authentiques ; à savoir du témoignage de Cortez lui-même, de celui de Goméra, son chapelain particulier, de Diaz, qui raconte ce qu'il a vu, et enfin du témoignage de Herrera, qui est en général si soigneux de la gloire des Espagnols. Cette narration ne peut être suspecte de partialité.

Les provinces de l'empire s'étant soumises les unes après les autres, de petites troupes d'Espagnols y pénétrèrent et y fondèrent plusieurs colonies. Cortez ne s'occupa plus alors que du soin de rétablir la paix dans l'empire ; il établit des tribunaux où la justice fut rendue comme en Espagne. Il fit partir pour Madrid deux ambassadeurs, Alonzo d'Avila et Antonio de Quimanès : ils devaient rendre compte à Charles Quint de l'heureuse issue de l'entreprise ; lui offrir des présents magnifiques ; le supplier de confirmer les pouvoirs de Cortez et ceux des magistrats nommés par lui ; enfin, d'envoyer au Mexique plusieurs ecclésiastiques pour prêcher l'Évangile, et veiller aux intérêts de la religion. En 1522, Cortez fut déclaré par son souverain bon et loyal sujet, et reçut la commission de gouverneur et de général de la Nouvelle-Espagne. Cette dignité n'était que la récompense bien méritée de sa fidélité à la couronne de Castille : il l'obtint cependant avec beaucoup de peine, à cause du crédit de ses deux ennemis irréconciliables, Vélasquez, gouverneur de Cuba, et Fonzeca, président du conseil des Indes, évêque de Burgos. Investi d'un pouvoir légal, il redoubla d'efforts pour assurer à son maître l'empire du Mexique. Il imagina de trouver un passage du golfe de Honduras à la mer du Sud. Il fit plus de trois mille lieues à travers un pays hérissé de forêts épaisses, de montagnes escarpées ; souffrant de la famine, des rigueurs du climat, des attaques des naturels. Il employa plus de deux ans à cette dangereuse expédition, qui ne fut marquée par aucun événement important ; il y déploya, disent les historiens, plus de courage, de persévérance et de talents qu'à aucune autre époque de sa vie (1). Pendant qu'il s'exposait ainsi pour la gloire de sa patrie, les commissaires indépendants de lui, nommés par Charles-Quint pour administrer les revenus de la couronne, se vengeaient lâchement de la supériorité qu'il avait toujours voulu conserver sur eux. Ils l'accusaient devant l'empereur, d'ambition et de tyrannie ; disaient qu'il aspirait à l'indépendance, et

(1) Herrera, Gomera et B. Diaz.

qu'il était assez puissant pour s'affranchir et soutenir sa rebellion. Le bruit de sa mort s'étant répandu, ils s'abandonnèrent à tout ce que la haine a d'emportement et d oubli; ils vendirent tous ses biens et ceux de ses principaux officiers; firent arrêter, mettre à la torture, et attacher au gibet son parent et son trésorier, qu'ils soupçonnaient d'avoir caché les richesses de son maître; ils condamnèrent à être fouettée publiquement une femme espagnole qui avait paru douter de la mort de Cortez [1525].

Tant d'outrages auraient blessé une âme moins fière que la sienne, et auraient poussé à la révolte un sujet moins loyal que lui. Menacé de comparaître devant un tribunal inique, il se rendit en Espagne pour porter au pied du trône ses justes plaintes, et pour dissiper les craintes puériles de l'empereur [1528]. Il fut fort bien accueilli par Charles-Quint, et même admis à sa familiarité; créé marquis del Valle de Guaxaca, et gratifié de la propriété d'un territoire fort étendu dans la Nouvelle Espagne. Cependant on ne lui donna pas le pouvoir illimité qu'il désirait : toute l'administration civile fut confiée à un conseil, et dans la suite, lorsque l'empereur reconnut la nécessité de constituer en Amérique un pouvoir unique, il envoya Antoine de Mendoza en qualité de vice-roi [1536]. A toutes ces criantes injustices Cortez n'opposa qu'un patriotisme sincère : il continua à soumettre des provinces, à faire des découvertes; il reconnut la péninsule de la Californie, et parcourut une grande partie du golfe qui la sépare du Mexique. Il eut même la modération de prêter à son rival l'appui de ses conseils et de son expérience. En 1542 il fit un second voyage en Espagne pour demander que ses droits fussent respectés : l'empereur le reçut avec une froide politesse, et ne tint aucun compte de ses réclamations : il ne fut pas même touché en voyant avec quel dévouement Cortez l'avait suivi, comme simple volontaire, dans son expédition d'Alger. On raconte qu'il s'obstinait depuis long-temps à lui refuser audience, lorsque un jour Cortez fendit la foule qui entourait sa voiture et monta sur le marche-pied pour se faire entendre. « Quel » est ce homme? » demanda brusquement l'empereur. — « Celui, » répondit Cortez, « qui vous a donné plus d'États que vos » pères ne vous ont laissé de villes. »

L illustre conquérant du Mexique passa le reste de sa vie dans la solitude; il mourut dans un petit village près de Séville, le 2 décembre 1547, âgé de 62 ans. Il fut dans sa destinée comme dans celle de Christophe Colomb, de succomber sous les traits empoisonnés de l'envie. L'évêque de Burgos, Fonzeca, qui avait persécuté Colomb, ne fut pas moins ardent à poursuivre Cortez : l'ingratitude de Ferdinand le Catholique, l'injuste abandon de Charles-Quint, sont plus célèbres, mais non plus haïssables que l'acharnement de ce prélat, ennemi né de toute supériorité.

Deux grands hommes sacrifiés en moins d'un demi-siècle à une ombrageuse politique! Et par qui? Par deux monarques puissants, encore tout émus de leurs triomphes, et qui n'ont pas rougi cependant de s'abaisser aux misérables inquiétudes de la jalousie. Ces exemples, trop fameux, témoignent hautement de la violence des mauvaises passions et de leur fol aveuglement. Le repentir, une réhabilitation tardive peuvent bien jeter un voile sur ces iniquités, mais n'en effacent jamais le souvenir. Et cependant elles n'arrêtent point l'essor des plus nobles sentiments : du milieu des nations il s'élève toujours des hommes inaccessibles à la crainte, qui bravent l'injustice, s'oublient eux-mêmes pour donner des exemples de cette généreuse abnégation, dont la source est dans le sentiment profond du devoir : disons-le aussi à la gloire de l'espèce humaine, quoiqu'il y ait parfois dans nos cœurs d'étranges mouvements excités par l'égoïsme, il n'est pas vrai que l'éclat des grandes actions, les hommages qu'on lui adresse égarent toujours jusqu'à l'envie ou la haine ceux qui ne peuvent monter à elles : pour se délivrer des inquiétudes qu'elles leur causent, souvent ils les imitent au lieu de les proscrire. Cette lutte entre le bien et le mal, qui a pour théâtre le cœur humain, devons-nous désirer qu'elle finisse? Elle est aussi ancienne que l'homme; mais qu'elle dure à jamais, puisqu'elle fait

éclater la grandeur et la dignité de notre nature!

—

Description géographique du Mexique. Ses premiers habitants. Leurs traditions, mœurs et usages. Monuments qu'ils ont laissés.

Nous avons cru devoir exposer d'abord l'histoire de la conquête du Mexique et des efforts qui y établirent la domination espagnole. Maintenant il nous semble non moins important de jeter un coup d'œil général sur le pays qui forma plus tard les États-Unis mexicains, et de considérer les populations primitives qui y avaient développé une civilisation si imposante. Ces États présentent aujourd'hui une étendue considérable. Au nord, des limites incertaines les séparent des États-Unis de l'Amérique septentrionale; au sud, ils sont bornés par le Guatemala; l'est, séparé par quelques rivières des possessions anglo-américaines, forme principalement les bords de l'immense échancrure qu'on appelle golfe du Mexique; l'ouest est baigné par le grand Océan. La limite nord-ouest présente, entre les 42° et 30° latitude nord, une immense ligne courbe de plus de mille lieues de longueur. De là le terrain descend vers le sud est en se rétrécissant toujours jusqu'aux États de Chiapa et de Tabasco, où il n'offre plus qu'une largeur d'une cinquantaine de lieues; mais la base de la presqu'île de Yucatan lui rend bientôt une étendue plus vaste. Une immense chaîne de montagnes, la partie la plus importante du système orégo-mexicain, liée au nord aux montagnes rocheuses des États-Unis, se rattachant, au sud, aux Andes colombiennes, parcourt longitudinalement ce vaste territoire et le divise en deux versants. Cette chaîne prend différents noms et détache plusieurs branches latérales. Parmi celles ci, les plus importantes sont la *chaîne orientale*, qui prend naissance aux environs de Guanaxato, se prolonge vers le nord-est et va s'éteindre dans le Texas; et la chaîne occidentale qui se sépare de la grande chaîne au même endroit, suit une ligne parallèle à celle-ci et se perd vers le 32° de latitude.

Les montagnes du Mexique, formées en grande partie de masses porphyriques et basaltiques, et qui recèlent dans leur sein des richesses minérales innombrables, présentent les accidents naturels les plus variés : des pics d'une hauteur prodigieuse, des vallées profondes et abruptes, des plateaux élevés, une foule de volcans fumants, des torrents rapides et des cataractes, voilà les phénomènes généraux qu'elles offrent aux regards du voyageur étonné. Mais un des résultats les plus importants de la présence de ces chaînes si diversement constituées, c'est la nature du climat mexicain Sous ce rapport, la contrée du Mexique présente trois régions bien distinctes, suivant l'élévation du sol. Là où l'élévation des terres au dessus de l'Océan ne dépasse pas trois cents mètres, il fait excessivement chaud et humide. La température moyenne est de 25° du thermomètre centigrade, c'est-à-dire de 8 à 9° plus grande que la chaleur moyenne de Naples. Ce sont les *tierras calientes*, c'est-à-dire terres chaudes, qui forment, au sud du 30° latitude, les parties voisines de la mer. La végétation y est magnifique; elles produisent du sucre, du coton, des bananes et de l'indigo en abondance; mais souvent elles sont ravagées par des ouragans terribles, et depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de mars, il y souffle de violents vents du nord. La seconde région s'étend sur les pentes des Cordilières, à la hauteur de 1,200 à 1,500 mètres. Là règne constamment la douce température du printemps : ce sont les terres tempérées, *tierras templadas*, où les fortes chaleurs et le froid excessif sont également inconnus. Mais souvent des brumes épaisses couvrent les terres de leur froide enveloppe. La troisième région enfin comprend les plateaux élevés de plus de 2,200 mètres. Là viennent les *tierras frias*, les terres froides, qui cependant sont encore bien chaudes en comparaison de nos températures moyennes de l'Europe, car rarement le thermomètre y descend au dessous du degré de congélation. Mais si on s'élève encore plus haut, on trouve avec les neiges éternelles,

toutes les rigueurs de l'hiver le plus rude.

Du reste, les saisons présentent, au Mexique, un caractère bien différent de celui qu'elles ont chez nous. Dans les parties méridionales de cet État se produisent les véritables effets de la zone torride. Deux saisons seulement s'y succèdent, celle des pluies, qui commence au mois de juin ou juillet, et finit au mois de septembre et d'octobre, et celle des sécheresses, qui dure depuis cette époque jusqu'à la fin de mai. C'est sur la pente occidentale des Cordilières que se forment les nuages. Poussés par les vents alizés, ils s'étendent de l'est à l'ouest, et s'annoncent d'abord par de violentes tempêtes et des orages terribles; mais bientôt le ciel se couvre d'une teinte grise et monotone, et la pluie tombe tranquillement pendant le temps qui lui est assigné. Il est remarquable que c'est pendant que le soleil se tient au nord de l'équateur que tombent les pluies, et qu'au contraire la saison des sécheresses a lieu quand celui-ci a passé de l'autre côté de la Ligne : de manière que l'été et l'hiver physiques sont en opposition directe avec l'été et l'hiver célestes. On explique ce phénomène par la raréfaction continuelle de l'air d'une contrée qui a le soleil au zénith; l'équilibre est rompu à chaque moment; l'air froid des contrées plus voisines du pôle se précipite dans ce vide; il y condense les vapeurs suspendues dans l'atmosphère, et c'est ce qui donne lieu à ces pluies continuelles.

Examinons maintenant avec un peu plus de détails les bassins qui sortent de la grande Cordilière du Mexique; voyons d'abord le versant oriental.

La partie nord-ouest du Mexique doit être comprise dans le bassin du Mississipi. Elle est arrosée, en effet, par deux de ses affluents, l'Arkamas et le Rio-Rouge, qui sortent tous deux des montagnes du Mexique et forment en partie la limite entre ce pays et les États-Unis anglo-américains. Plus au sud, nous trouvons un bassin plus important, celui du Rio del Norte, ou Rio Bravo. Ce fleuve sort de la Sierra-Verde, nom que porte, sous le 40° de latitude, la grande Cordilière. Il descend vers le sud et traverse d'abord une grande contrée tributaire de la confédération mexicaine, le nouveau Mexique, terrain fertile, mais dépourvu de richesses minérales, offrant tous les caractères d'une contrée septentrionale. En sortant de là, il sépare l'État de Chilalhua des vastes solitudes parcourues par quelques peuplades féroces. Enfin il entre dans la confédération proprement dite, et se jette dans le golfe du Mexique après avoir arrosé les États de Cohahuila-et-Texas et Tamaulipas, célèbres par leurs montagnes couvertes de forêts, leurs terres fertiles en céréales et en vin, leurs immenses pâturages, leur climat salubre et tempéré.

Nous arrivons au grand plateau central, qui s'étend depuis le trentième degré de latitude jusqu'au dix-huitième. Il est à une élévation de six cents à douze cents toises au-dessus du niveau de l'Océan, mais n'offre que des cours d'eau assez faibles. Les plaines les plus élevées de ces contrées sont naturellement très-arides. Cette aridité a été augmentée depuis l'arrivée des Européens par de nombreux desséchements qui y ont été opérés, et la destruction de la plupart des forêts. Les sources s'infiltrent dans les couches poreuses et fendillées de ces roches qui, presque toutes, sont d'origine ignée, et cette eau ne sort qu'au pied de la Cordillère, très-près des côtes, où elle forme une foule de petites rivières. Ce premier mal en a entraîné un autre. Les éléments salins dont ce sol se compose en grande partie, se sont développés à la surface et ont produit des efflorescences très-nuisibles à la culture, et qui font ressembler en quelques endroits le plateau mexicain aux steppes salées de l'Asie centrale.

Voilà l'aspect général des hauteurs du plateau; mais ce pays présente en outre une grande variété dans les détails. Pour en saisir la généralité, parcourons les États qui le composent en partant du nord : nous trouverons successivement ceux de Chihahua, qui ressemble beaucoup au Nouveau-Mexique; Zatacecas, auquel son grand nombre de montagnes donnent une grande ressemblance avec la Suisse; Guanaxatos, où se trouvent les plus riches mines d'argent du monde; la Cordillière y prend le nom de Sierra-Madre; le

Queretaro, pays aride, dont le principal cours d'eau, le Rio-Tula, coule dans une vallée élevée de six mille trois cent six pieds au-dessus du niveau de l'Océan; le district fédéral, avec la capitale Mexico, dont le bassin est assis sur le dos même de la Cordillière, et qui, malgré l'enfoncement considérable qu'il présente, se trouve encore à deux mille deux cent soixante-dix-sept mètres au-dessus du niveau de la mer. Il est traversé par une série de cinq lacs, dont le plus considérable, celui de Tescuco, a dix lieues carrées de surface. Ses plaines sont couvertes de ces efflorescences salines dont nous avons parlé; il est entouré de montagnes porphyriques d'une grande élévation, et jouit d'une température moyenne de dix-sept degrés centigrades. Les États de Mexico et de la Puebla, qui s'offrent ensuite à nos regards, s'étendent d'une mer à l'autre; ils sont célèbres par leur fertilité. Dans la partie septentrionale de l'État de la Puebla s'élève un immense volcan qui brûle encore, le Popocatepetl, une des montagnes les plus élevées de l'Amérique. Les États qui forment la pente du grand plateau, vers la mer, sont le Nueva-Léon, San-Luis Patori et la Vera-Cruz. Parmi les fleuves qui traversent les premiers, et qui coulent du sud au nord, le plus remarquable est le Tampico ou Panuco, dont un des affluents, le Tuhla, est mis en communication par des travaux hydrauliques avec le bassin de Mexico. Mais, de ces trois États, le plus important est la Vera-Cruz. C'est là que les pics les plus abruptes alternent avec les plus profondes vallées, et que s'offrent à chaque instant les contrastes les plus extraordinaires. « Il y a peu de régions » au Nouveau-Continent, » dit M. de Humboldt, « dans lesquelles le voyageur soit plus » frappé du rapprochement des climats les » plus opposés. Dans l'espace d'un jour, les » habitants y descendent de la zone des » neiges éternelles à ces plaines voisines de » la mer, dans lesquelles règnent des cha- » leurs suffoquantes. Nulle part on ne recon- » naît mieux l'ordre admirable avec lequel » les différentes tribus de végétaux se suivent » comme par couches les unes au-dessus des » autres, en montant depuis le port de la » Vera Cruz vers le plateau de Pérote. C'est » là qu'à chaque pas on voit changer la phy- » sionomie du pays, l'aspect du ciel, le port » des plantes, la figure des animaux, les » mœurs des habitants, et le genre de cul- » ture auquel ils se livrent. » L'État de Vera-Cruz offre deux immenses volcans, l'Oribaza et le Nauhcanpatepetl, et un plus petit, le Tuxtca, qui, dans la dernière éruption, en 1793, lança des cendres à plus de quatre lieues à la ronde. Les bords de la mer, formés de sables arides et brûlants et de vastes marais desséchés, présentent le climat le plus malsain.

A la Vera-Cruz se termine le grand plateau. Trois États nous restent à parcourir pour terminer la description de ce versant. L'État de Chiapa est chaud et humide dans ses parties basses, tandis qu'un froid très-vif règne dans les montagnes. Celui de Tabasco est couvert de forêts peuplées de pins, de cyprès, de cèdres et de bois de teinture, tandis que les plaines produisent du maïs, du coton, du poivre et du tabac. La péninsule de Yucatan, pays plat traversé seulement par une chaîne de collines, est remarquable par son climat chaud et sain à la fois, ses bois de campêche et ses cochenilles. Ces trois provinces n'offrent que de faibles cours d'eau. Toutes les contrées que nous venons de nommer en dernier lieu sont baignées par le golfe du Mexique; mais elles offrent peu d'endroits abordables : des rescifs nombreux, des bancs de sable sont un danger continuel pour les navigateurs, et le danger redouble lorsqu'aux époques des équinoxes de violentes tempêtes jettent partout la consternation.

Le nord du versant occidental est très-peu connu. Il est arrosé par plusieurs cours d'eau, dont le plus important est le Colorado, qui, après le Rio-del-Norte, est le plus grand fleuve des États mexicains, et se jette dans le golfe de Californie après avoir reçu un affluent considérable, le Rio Gila. Nous pouvons citer encore le Sacramento, qui se jette dans le grand Océan, et l'on dit que plusieurs fleuves vont se perdre dans un grand lac salé appelé Teguayo. Si l'intérieur de ce pays est peu connu, les côtes le sont davantage. Ce sont

elles qui forment les deux Californies. La Vieille-Californie est une longue presqu'île traversée par une chaîne de montagnes dont le point culminant est un volcan éteint. Ce pays manque d'eau et de terre végétale. Il est inculte et faiblement peuplé. « Le ciel, » dit M. de Humboldt, « y est constamment » serein, d'un bleu foncé et sans nuages. Si » ces derniers paraissent momentanément au » coucher du soleil, c'est en se colorant des » plus belles nuances de violet, de pourpre » et de vert. Toutes les personnes qui ont » séjourné en Californie ont conservé le sou- » venir de la beauté extraordinaire de ce » phénomène, qui tient à un état particulier » de la vapeur vésiculaire et à la pureté de » l'air dans ces climats. La chaîne des mon- » tagnes de la Vieille-Californie se prolonge » le long de la mer dans la nouvelle, et va » aboutir bien loin du Mexique, dans la pres- » qu'île d'Alaska. La Nouvelle-Californie » diffère beaucoup de la vieille. Autant le sol » de celle-ci est aride et pierreux, autant » celui de la nouvelle est arrosé et fertile. » C'est un des pays les plus pittoresques que » l'on puisse voir. Le climat y est beaucoup » plus doux qu'à égale latitude sur les côtes » orientales du nouveau continent. Le ciel » est brumeux, mais ces brouillards fré- » quents donnent de la vigueur à la végéta- » tion, et fertilisent le sol, qui est couvert » d'un terrain noir et spongieux.»

Quittons ces pays, tributaires du Mexique, et entrons dans les États du versant occidental. Les bassins peu importantes du Rio de l'Ascension, du Hiaqui, du Cinaloa, du Culiacan traversent le grand État de Sonora-et-Cinaloa, et se jettent dans le golfe de Californie. Le terrain montueux de cet État et de celui de Durango, sur lequel il s'appuie, est entrecoupé de ravins qui roulent l'or, et où l'on a trouvé des *pépites* d'or pur du poids de deux ou trois kilogrammes. Mais plus au sud se trouve le bassin remarquable du San Iago, qui court du sud au nord, prend naissance dans l'État de Mexico, traverse les États de Méchoacan et de Xalisco, et se jette dans l'Océan par trois embouchures. Plusieurs accidents naturels, dit M. Balbi, rendent ce fleuve très-remarquable. C'est à environ trente mille de Guadalaxara, non loin d'un pont qui traverse ce fleuve, que l'on voit le salto de Guanacualtan, où les eaux du Rio-Grande se précipitent d'une hauteur de quatre-vingts pieds. Immédiatement au dessous de cette magnifique cataracte, commence une suite de grandes chutes, connues dans ce pays sous le nom de *barrancas*. Elles offrent pendant plusieurs milles une suite de vues les plus romantiques, les plus agrestes; on prétend que dans plusieurs endroits la profondeur de l'abîme est de deux cents toises, et ajoute, par la beauté agreste de ses environs montagneux, à l'intérêt qu'inspire au naturaliste le bassin de ce fleuve encore si peu connu. L'État de Méchoacan offre en son entier la distinction des trois climats. Cet état est remarquable par le Jorullo, volcan élevé de cinq cent dix-sept mètres au-dessus de la plaine, qui s'y est formé subitement en 1759, au centre d'un millier de petits cônes enflammés. L'État de Xalisco, chaud et malsain, est couvert de vastes forêts; on y trouve le volcan brûlant de Colima. Les États de Puebla et de Mexico occupent la suite de ce versant, qui se termine par celui d'Oaxaca. Ce pays, traversé par le Rio-Verde, formerait, par la beauté et la salubrité de son climat, la fertilité de son sol, la richesse et la variété de ses productions, la contrée la plus délicieuse du monde, s'il n'était exposé aux ravages des tremblements de terre. Dans cet État aboutit le Chimalapa, petite rivière qu'on pourrait joindre par un canal au Passo, affluent du Guazacualco, dans l'État de la Vera-Cruz, et au moyen duquel on opérerait ainsi la réunion des deux mers.

Il nous reste à donner une idée des richesses minérales, végétales et agricoles du Mexique. De nombreuses mines de fer, de cuivre, d'étain et de plomb, et surtout de sel gemme, forment une première source d'exploitation importantes. L'or est abondant dans la Pimeria alta, district de l'État de Sonora et Sinaloa. Mais celui des métaux précieux qui constitue la supériorité minérale du Mexique est l'argent : dans 3,460,000 marcs qu'en fournissaient, en l'année 1804, les colonies américaines de l'Espagne, le Mexique seul entrait pour 2,340,000 marcs : les

mines de Guanaxuato étaient les plus riches ; mais les travaux de ce filon ayant été interrompus lors de la révolution mexicaine, les eaux s'en sont emparées, et aujourd'hui il est improductif. Les autres mines d'argent les plus importantes sont celles de San-Luis de Potosi et de Zacatecas. Au milieu de toutes ces richesses le Mexique se voit dépourvu d'un produit bien important ; il est presque absolument privé de houilles. Mais en remplacement de ces végétaux fossiles, son sol est couvert de la plus riche végétation vivante. La variété des climats entraîne une variété semblable dans les plantes, et si les terres chaudes et humides du bord de la mer produisent les plantes tropicales, tels que les palmiers, les bananes, les calebassiers, tous nos arbres fruitiers fleurissent dans les régions tempérées, couronnées par des forêts de chênes, tandis que celles de sapin gravissent vers les neiges éternelles. Une flore magnifique, à laquelle nos jardins ont emprunté, entr'autres, les riches dahlias, porte un charme nouveau au milieu de cette brillante nature. Sous le rapport animal le Mexique est le séjour de la plupart des espèces particulières à l'Amérique ; les ours, les buffles et les bisons du nord parcourent la Cordillère, les plaines du Nouveau-Mexique, et les contrées à l'est de la Nouvelle-Californie. Les contrées méridionales, patrie de nombreux genres de singes et de perroquets, sont infestées aussi par des espèces plus féroces, tels que les serpents à sonnettes et les tigres américains (1).

Voilà quel était ce pays. Abordons maintenant la question bien plus intéressante de la population qui l'habitait lors de l'arrivée des Espagnols. On a déjà vu que ceux-ci y trouvèrent un puissant empire, gouverné par Montezuma, ayant pour capitale la ville de Ténochtitlan ou de Mexico, regorgeant de richesses et offrant des traces d'une civilisation assez avancée. Quelle était l'origine de cet empire ; sur quels principes se basait cette civilisation ; quelle en était la valeur et où pouvait-elle aboutir : voilà des problèmes dignes de l'historien qui veut mesurer les progrès de l'humanité.

Les Mexicains conservaient eux-mêmes des traditions nombreuses sur les époques les plus reculées de leur histoire. Une partie de ces traditions se transmettait oralement par des hommes institués exprès pour les apprendre par cœur. D'autres étaient peintes en écriture hiéroglyphique, sur des toiles de coton ou des écorces d'arbres, ou gravées sur la pierre. Les premières ont été recueillies par les moines espagnols, premiers historiens du Mexique : une partie des autres existe encore, et, dernièrement, un riche anglais, lord Kingsborough, les a recueillies dans un magnifique ouvrage, que malheureusement son trop grand luxe met à la portée de peu de lecteurs. En outre, de nombreux monuments architecturaux, dont les débris couvrent encore aujourd'hui le Mexique, forment une nouvelle source pour cette histoire primitive.

Les plus anciens peuples du Mexique furent les Chichimèques. Ils étaient venus de terres très-éloignées, divisés en douze ou treize tribus marchant à la suite les unes des autres (1). Ils étaient presque tout-à-fait sauvages, n'avaient d'autres demeures que les cavernes, ne semaient point de grains, ne faisaient pas cuire la chair des animaux qu'ils prenaient à la chasse, et vivaient dans un état nomade absolu. Le nom d'une de leurs tribus, celle des Ottomies, célèbres par leur lourdeur et leur grosièreté, est restée comme une injure. Les Chichimèques furent bientôt vaincus et détruits en grande partie par une nation plus puissante, celle des Nahuatlaques, venus, suivant le moine Sahagun, du nord de la Floride. La tradition rapporte plusieurs longues migrations auxquelles ils se livrèrent pour obéir à leurs dieux. Enfin ils s'arrêtèrent dans une vallée dont on ne connaît pas la position, qui fut appelée vallée des Sept-Cavernes, où ils éprouvèrent de grands désastres. De ces sept cavernes sortirent sept tribus qui peuplèrent successivement le plateau central du Mexique et principalement la

(1) La plupart de ces détails géographiques ont été tirés des traités de Balbi et de Malte-Brun.

(1) Boulland, Essai d'histoire universelle, liv. III, chap. 4.

vallée de Mexico. Les principales de ces tribus furent les Toltèques, les Tlascaltèques et les Aztèques ou Mexicains. Les Toltèques furent les plus anciens. On les place vers le neuvième siècle de notre ère, mais nous devons avertir que, dans ces traditions, les dates sont fort incertaines, et qu'on ne doit pas être étonné de trouver des évaluations très-différentes dans les différents historiens. Les Toltèques, qui s'appelaient d'abord Suchimilcos (semeurs de roses), formèrent leur premier établissement fixe à Tullan, dans l'État de Tabasco, et c'est là que leur civilisation prit son plus grand développement. Ils avaient une science théologique complète, où l'on gardait, à l'aide de peintures, le souvenir de la création, du déluge, et la prédiction d'un temps où le monde serait détruit par le feu. Ils étaient habiles astrologues et devins, et trouvaient les métaux précieux avec beaucoup d'adresse. Leur chef ne pouvait régner plus de cinquante-deux ans : nous verrons que c'était là une période sacrée chez tous les peuples du Mexique. Il paraît que de nombreux désordres éclatèrent bientôt dans cette société, et qu'alors vint un réformateur, à la fois politique et religieux, nommé Quetzalcohuatl, qui institua des formules de pénitence et imprima une nouvelle activité à la nation Toltèque. Ce royaume se trouvait au plus haut point de sa puissance, lorsque Topilzin, fils bâtard de Tupancalzin, voulant monter sur le trône, plusieurs peuplades de Xalisco l'attaquèrent, le vainquirent, prirent Tullan, détruisirent tous ses édifices et exterminèrent tout ce qu'ils y trouvèrent. C'est ainsi que fut détruit ce grand empire qui avait duré quatre cents ans, et dont la puissance s'étendait à près de mille lieues du nord au sud, et à trois cents lieues du levant au couchant. Les tribus qui en avaient fait partie restèrent indépendantes, et plusieurs nouvelles migrations eurent lieu. Le centre religieux de Tullan fut transporté à Cholula, ville à laquelle on portait encore une vénération profonde lors de l'arrivée de Cortez.

Une autre des grandes nations sorties des sept cavernes fut celle des Tlascaltèques ou Tlascalans. Ils s'établirent, dit M. Boulland, aux environs du lac de Mexico, où ils exterminèrent les géants indigènes, appelés Quinamétius. Leur organisation sociale était celle-ci : il y avait quatre maisons ou familles héréditaires, par l'un des fils de la femme légitime, élu en assemblée. Le chef de la famille, appelé Técuthle, habitait au milieu du bourg une maison héréditaire, appelée Pilcalli, d'où dépendaient des terres, montagnes, rivières, lacs, etc., dont le técuthle gardait la meilleure part et répartissait le reste entre ses parents, amis, familiers, soldats, lesquels étaient obligés de reconnaître la souveraineté de la maison principale, de l'aider, la réparer, la rebâtir, de lui fournir des redevances en oiseaux, fleurs, aliments, etc. Le técuthle était, en revanche, obligé de les régaler, de leur donner à manger dans sa maison : aussi les seigneurs, quoiqu'ils fussent presque *adorés comme des dieux*, étaient-ils en général fort pauvres, à cause des charges qui pesaient sur eux. Les Tlascalans formaient une république fédérale que les Mexicains avaient en vain tâché de soumettre, et que nous avons vus devenir les fidèles alliés de Cortez.

Les derniers sortis des sept cavernes furent les Aztèques ou Mexicains. Ils y étaient arrivés, selon la tradition, à la suite d'un oiseau qui disait toujours : Partons. Ce fut leur dieu Huitzipotzli qui les avait forcés de quitter les Sept-Cavernes. Il leur avait prédit qu'ils régneraient sur les tribus qui les avaient précédés et qu'ils posséderaient un pays abondant en belles plumes, en métaux précieux, en or, en argent, et en pierres du plus grand prix. Ils firent ainsi une longue route pendant laquelle ils prirent le nom de Mexicains, portant leur dieu sur leurs épaules dans un temple de joncs odorants. Ils laissèrent des colonies derrière eux, entre autres dans la Californie et le bassin du Rio-Gila, où l'on a trouvé des monuments importants qui se rapportent à la civilisation Nahuatlaque. Arrivés à Méchoacan, ils se proposèrent d'y rester; mais leur dieu ne s'y plut pas, et l'on trouva, une nuit dans le temple, un grand nombre d'entre eux ayant la poitrine ouverte et le cœur arraché. Il leur arriva encore beaucoup d'aventures rap-

portées dans les traditions. Enfin ils arrivèrent à Mexico, où se réalisa une prédiction faite par leur dieu : ils s'établiraient là où, sur un rocher au milieu de l'eau, s'élèverait un figuier sur lequel serait perché un aigle. On trouva cet aigle au milieu du lac de Mexico, perché, comme le dieu l'avait dit, sur un figuier, les ailes étendues, les yeux fixés sur le soleil, et étreignant dans ses serres un petit oiseau qui se débattait en vain. Les Mexicains bâtirent alors une ville appelée Ténochtitlan sur l'île principale de ce lac; ils en établirent de plus petites sur les autres îles, qu'ils joignirent à la première par des digues, et de ce centre ils portèrent bientôt leurs conquêtes sur les peuples voisins. Cet établissement eut lieu environ deux siècles avant l'arrivée des Espagnols.

Voilà le résumé succinct des traditions des Mexicains sur leur origine. Comme l'on voit, elles jettent peu de jour sur la question de savoir d'où ils vinrent définitivement. C'est dans les analogies de caractères physiques, de langue, mais surtout de croyances et de civilisation, qu'il faut chercher la solution de ce grand problème. Quant à la conformation physique, les Mexicains, comme tous les autres peuples de l'Amérique, se distinguent principalement par leur couleur cuivrée et leur barbe très-faible. Ils offrent tant de ressemblance avec la race qui habite les grandes steppes de l'Asie centrale, que M. de Humboldt a supposé qu'ils en formaient une branche rejetée jusqu'en Amérique par une révolution semblable à celle qui ébranla l'Enrope au cinquième siècle de l'ère chrétienne. La langue, de même, offre des ressemblances d'origine avec celle de ces peuples. Quant aux croyances et à la civilisation, elles nous apprennent que les peuples mexicains furent l'expression la plus fidèle et à la fois la plus puissante de cette civilisation primitive qui se présente avec des caractères identiques non-seulement dans le Nouveau-Monde, mais aussi dans l'Ancien, dans les forêts de la Gaule et de la Germanie comme sur les glaciers de l'Islande, dans les vastes steppes de l'Asie centrale comme dans les déserts brûlants de l'Afrique et dans les délicieuses îles de l'Océanie; du Canada à la Louisiane et à la Floride, du Brésil aux Patagons. Nous retrouvons là cette même morale de lutte contre la matière, cette obligation de marcher toujours, de conquérir, de s'emparer de tous le lieux habitables, premier devoir que Dieu imposa à l'humanité pour qu'elle peuplât le monde et prît possession de son domaine. Chez ces peuples aussi, on retrouve cette croyance fondamentale de toutes les nations primitives, que les races royales sont des races divines, et ils adoraient après leur mort ces dieux qui gouvernaient la terre. Enfin le sol où elles ont vécu nous offre encore les débris de monuments d'art des civilisations primitives; ces autels gigantesques, ces montagnes taillées en pyramides, et des pyramides proprement, aussi parfaites que les pyramides égyptiennes. Si ces analogies si frappantes ne suffisaient pas pour la preuve, la tradition américaine même, le souvenir d'un si long voyage dont tous les accidents sont décrits dans les hiéroglyphes, la connaissance de la création et du déluge, les nombreuses analogies de conformation physique et de langue, toutes les circonstances enfin ne concourent-elles pas admirablement à démontrer que les peuples américains ne sont qu'une branche de cette grande famille humaine à laquelle Dieu a dit par la bouche de Noé : Croissez et multipliez, répandez-vous sur la terre et remplissez-là. Et ce fait, dont les preuves matérielles sont si claires, ne vient-il pas s'élever à la hauteur d'une certitude morale et renverser à jamais ces vaines théories qui supposent que l'humanité se compose de plusieurs espèces d'hommes, lorsqu'on les compare à ces paroles que Dieu prononça quand il vint clore la série des progrès anciens et enseigner un but nouveau à l'humanité : Vous êtes tous frères, vous êtes tous fils d'un même père qui est au ciel.

Revenons aux Mexicains. Le but d'activité de toutes ces nations était de s'étendre et de conquérir, et, dans l'origine, c'était juste en effet, car il fallait que la terre fût peuplée. Mais on conçoit que plusieurs nations pareilles étant en présence, il devait en naître des guerres continuelles. C'est ce qui arriva en effet aux tribus dont nous parlons. La

race mexicaine s'était établie au milieu des autres, et leur était hostile. Elle se composait elle-même d'un certain nombre de familles nobles, égales en droit, et d'une foule populaire soumise à l'exploitation. L'unité de commandement et d'action manquait; et avec les dissensions intestines qui déchiraient la tribu, il n'était pas même possible de résister à l'ennemi, à plus forte raison de le combattre. Mais le sentiment de la morale prédominait encore : les différents chefs de famille résolurent de sacrifier leur indépendance personnelle, et élirent un roi unique. Ils s'adressèrent au roi de Culhoacan, avec lequel ils avaient été long-temps en guerre. Celui-ci leur donna son petit-fils, Acamapixtli, et depuis ce moment les deux royaumes furent réunis. Au commencement de chaque règne, un vieillard devait instruire le roi de ses devoirs, et l'on établit comme loi fondamentale et comme condition indispensable de l'élection d'un roi, la nécessité pour celui-ci de commencer son règne par quelque conquête importante. Acamapixli s'attaqua aux Tepeacans, mais il fut malheureux dans cette guerre, et le Mexique vaincu resta assujetti à un tribut sous lui, son fils et son petit-fils, élus par les Mexicains. Mais sous Izcoalt, prince brave et prudent, les Tepeacans furent vaincus, ainsi qu'un grand nombre d'autres peuplades environnantes. De notables changements furent introduits aussi dans la constitution de l'État; le droit d'élire les souverains fut enlevé à la masse des familles, et confié à six électeurs, qui étaient les rois de Tezcuco et de Tacula, et quatre princes du sang. Le héroïque Tlacaellec avait été l'instrument décisif des victoires de ce règne. Son influence continua sous les règnes suivants, et sa puissance alla jusqu'à indiquer les rois qu'on devait choisir. Montézuma succéda à Iscoalt, et eut un règne glorieux. Ce fut sous son gouvernement que les sacrifices humains prirent un énorme développement. On soumit les Chalci, mais on échoua contre les Tlascalans. Tezazic fut un prince faible; mais Acacaya et Autzal, ses successeurs, poursuivirent le cours de leurs conquêtes, et parvinrent à subjuger tout le plateau central du Mexique. On doit à Autzal de grands travaux hydrauliques. Son successeur fut Montézuma II, dont l'histoire est intimement liée à celle de la conquête. Voici maintenant, d'après M. Boulland (1), la religion et l'organisation sociale des Mexicains.

Les Mexicains avaient une science théologique qui comprenait des dieux nombreux mâles et femelles, ayant chacun leur histoire, leur fête périodique, et leur temple dans le grand temple. Les deux plus grands dieux étaient Tezcallipoca, dieu triple, miroir resplendissant, ami du monde; puis Huitzlipotzli, dieu de la guerre. Sa grande fête était celle ci : on enfermait une statue de ce dieu avec des semences farineuses détrempées avec du sang d'enfants sacrifiés exprès; puis pendant une procession on sacrifiait de nombreux captifs. On consacrait de la même manière le dieu Paynal, lieutenant d'Huitzlipostli. Les statues étaient portées ensuite dans une salle consacrée à cet objet; et là, en présence du roi, d'un prêtre appelé Tehua, de quatre autres grands-prêtres et de quatre jeunes prêtres du temple de Tlalaque, ce même prêtre frappait d'un javelot l'idole à la poitrine : cela s'appelait tuer le dieu Huitzlipotzli pour le manger. Et en effet, les prêtres accouraient : on donnait le cœur au roi; mais on partageait le corps en deux, une part pour Tlatetulco, l'autre pour Mexico; là on le divisait en une infinité de petits morceaux aux hommes de tous les âges; mais les femmes n'en recevaient aucune.

Les sacrifices humains étaient fort nombreux au Mexique; on les adressait principalement au dieu Mexitli. On ne sacrifiait pas seulement tous les prisonniers de guerre, mais encore une foule de gens du peuple, même des seigneurs et des enfants de seigneurs. Le temple était une haute pyramide, au sommet de laquelle on arrivait par un grand nombre de gradins. Là se trouvaient deux niches contenant les statues du dieu, et, devant ces niches, l'autel du sacrifice. La victime était étendue sur cet autel. Le grand prêtre, appelé Papa ou Topilzin, pre-

(1) Tom. I, liv. III, chap. IV; et tom. II, notes.

nait alors la pierre tranchante qu'Huitzlipotzli avait donnée aux Mexicains ; et, assisté d'une grande-prêtresse, ouvrait la poitrine de la victime et en arrachait le cœur, qu'il présentait tout fumant au soleil, en lui offrant cette chaleur et cette vapeur du sang. On jetait ensuite le cadavre au bas de l'escalier de la pyramide du temple. Si la victime était un prisonnier de guerre, celui qui l'avait pris venait, avec ses parents et ses amis, le prendre en grande solennité, le faisait cuire et en faisait un grand festin avec d'autres mets. Si c'était un esclave non pris à la guerre, on le mangeait aussi, mais avec moins de cérémonies et de réjouissances. Souvent on écorchait les victimes, et les prêtres se revêtaient de leurs peaux encore fraîches pour danser aux fêtes des dieux. On sacrifiait plus de vingt mille enfants par an, en les enterrant vifs pour faire venir les moissons, en les noyant dans le lac, en les égorgeant sur les montagnes.

La science des Mexicains était assez avancée sous certains rapports ; sous d'autres elle était fort arriérée : leur année était beaucoup plus parfaite que celle des Grecs et des Romains ; elle était divisée en seize mois de vingt jours ; les jours qui restaient étaient consacrés à des fêtes. Leur siècle était de cinquante-deux ans, ou de quatre semaines d'années. Le calendrier présentait le système du monde tout entier (1) : ils traçaient un grand cercle qu'ils divisaient en cinquante-deux degrés, dont chacun formait une année ; au centre était la figure du soleil, d'où procédaient quatre rayons de différentes couleurs, pour marquer les aspects heureux ou malheureux du soleil. Dans un grand cercle, qui entourait le premier, ils marquaient avec des caractères hiéroglyphiques tous les événements du siècle, pour les transmettre à la postérité. Ces hiéroglyphes étaient des peintures symboliques. Mais ce mode imparfait de transmettre l'histoire était suppléé par un autre plus sûr : il y avait des écoles où on enseignait à la jeunesse à célébrer les actions des héros et les événements les plus mémorables des siècles passés ; du reste la fin de chaque siècle était marquée par une cérémonie solennelle. On renouvelait les statues de tous les dieux ; on blanchissait les temples : tout le royaume était en grande crainte, car si le feu n'était pas rallumé cette nuit-là le monde, les hommes, le soleil devaient périr : une procession se rendait au haut de la montagne de Culhuacan ; on y égorgeait un esclave, et on rallumait le feu, que des messagers, dans une joie extrême, portaient dans toutes les directions ; alors tous se livraient à la joie, et de grandes réjouissances étaient célébrées.

L'organisation sociale était la suivante : Il y avait un grand prêtre, un pontife des prêtres, et des communautés de jeunes gens attachés au service des temples. Tous les prêtres étaient chastes, réservés, graves, et regardés comme des êtres parfaits, gouverneurs de la terre qu'ils régissaient au moyen des oracles qu'ils recevaient des dieux, et qu'ils transmettaient au roi. Le pontificat était transmissible, ou par élection ou par hérédité du fils du roi, ou par des pénitences très-dures, consistant en neuf à dix mois de jeûnes, en isolement, sacrifices, scarifications, saignées des différentes parties du corps à diverses heures du jour, etc. ; toutes austérités qui avaient pour but de demander aux dieux la faveur de bien gouverner, et d'expier les fautes et les péchés du peuple. Le roi, après être élu, était porté nu dans le temple, y était consacré par diverses cérémonies, qui consistaient en admonitions sévères, en jeûnes, pénitences, prières, sacrifices de sang, etc. Mais aussitôt qu'il était sorti du temple son pouvoir devenait absolu ; personne ne pouvait lui parler que par l'entremise d'un secrétaire : il sortait porté sur les épaules des seigneurs, et tout homme du peuple qui le regardait était mis à mort : il avait trois mille femmes, comme Montézuma, et ne pouvait être servi que par des nobles.

Il y avait trente seigneurs principaux, ayant chacun cent mille vassaux : trois mille seigneurs particuliers et limités, ayant aussi des vassaux ; puis venait la classe inférieure, ou le peuple, divisée elle-même en deux, les propriétaires laboureurs et héritiers du sol,

(1) Antonio de Solis.

puis les fermiers. Toutes les classes payaient tribut; mais les fermiers payaient des rentes si énormes, soit aux propriétaires héritiers, soit au roi, qu'on leur réglait ce qui devait leur rester pour se nourrir.

La condition des esclaves était fort incertaine; il y en avait de plusieurs sortes : les enfants nés d'une femme esclave; les débiteurs ou fils de débiteurs; les voleurs condamnés à servir; ceux qui se vendaient volontairement, eux ou leurs enfants. Un esclave pouvait se libérer en s'enrichissant, en se mariant et mettant quelqu'un à sa place, ou en se réfugiant dans le palais du roi, ou par la liberté que lui donnait le seigneur en mourant.

Dans certaines familles le mariage entre frères et sœurs, entre le fils et les femmes du père, était permis; dans d'autres il était défendu.

Aux funérailles des seigneurs on sacrifiait de leurs femmes ou des centaines de leurs esclaves; puis, pendant quatre-vingts jours, de temps à autre, des esclaves étaient encore sacrifiés pour les aider dans leur marche vers le séjour céleste. A la mort des rois on sacrifiait une quantité innombrable d'hommes et de femmes, et même les médecins, pour qu'ils allassent achever la cure dans l'autre monde.

Les guerriers mort en combattant, ou esclaves de leurs ennemis, allaient dans la demeure du soleil, et, quatre ans après, se changeaient en oiseaux colorés. Ceux qui mouraient d'accidents ou de maladies allaient dans un paradis terrestre, lieu frais et agréable; ceux qui mouraient de mort naturelle allaient dans un lieu obscur, d'où ils ne sortaient qu'après quatre ans, pour être punis suivant leurs fautes dans un lieu d'où on ne sortait plus.

Tout bourg bâti par les Mexicains avait au centre un lieu élevé, entouré d'une enceinte carrée, ayant quatre portes qui regardaient aux quatre parties du ciel et aux quatre rues principales du bourg, disposé en croix; au milieu de l'enceinte s'élevait une pyramide quadrilatère (en mexicain, teocali); sur la plate-forme étaient placés deux autels, devant lesquels se faisaient les sacrifices humains. Dans l'enceinte il y avait d'autres petits temples ou chapelles, et les logements des prêtres.

Il ne nous reste plus, pour terminer cette exposition, qu'à donner une idée des monuments construits par les Mexicains, et dont une partie existe encore aujourd'hui.

A Mexico existait un grand temple, tel que celui que nous venons de décrire : la pyramide qui se trouvait au centre avait cinquante-quatre mètres de hauteur et quatre-vingt dix-sept de largeur à la base. Parmi les temples, au nombre de trente-neuf, qui environnaient le temple principal, on voyait un vaste édifice tout revêtu des têtes des individus qui avaient été sacrifiés. Le nombre de ces têtes s'élevait à plus de cent trente mille. Les palais de Montézuma étaient immenses : ils étaient construits en pierre et en chaux, et contenaient des salles capables de recevoir trois mille personnes. De vastes jardins, de magnifiques galeries de colonnes de marbre les ornaient; mais ce qu'il y avait de plus remarquable c'était une ménagerie extraordinaire, dont les bâtiments, suivant Cortez, auraient suffi pour loger deux grands monarques avec toute leur suite. On admirait en outre l'arsenal et le marché, entouré d'un immense portique. Tout cela a disparu aujourd'hui; des antiquités de Mexico il ne reste plus qu'un calendrier pareil à celui que nous avons décrit; l'ancien autel de sacrifice, et une des idoles qui ornaient le sommet de la pyramide. Un voyageur récent, M. Beulloc, qui en fait la description, la croit digne, par son aspect horrible, du culte affreux dont elle était l'objet. Si la ville de Mexico même offre peu de débris, ses environs en sont jonchés : à Huehuetoca on voit l'immense canal d'écoulement, long de plu de vingt mille mètres, passant à travers de hautes chaînes de montagnes, et qui condui sait les eaux du lac de Tezcuco au Rio-Tula à Otumba s'élèvent encore les deux fameuses pyramides de Teotihuacan, dont la plus élevée a cent soixante-onze pieds de haut et six cent quarante-cinq pieds de long à la base; l'intérieur de ces pyramides est composé d'argile mêlée de petites pierres, noyau revêtu d'un mur épais : en outre une couche

de chaux enduit ces pierres au dehors. Ces deux teocallis sont accompagnés d'une foule d'autres pyramides de vingt-sept à trente pieds de haut, formant des rues très-bien alignées : à Tezcuco, aujourd'hui petit village, autrefois la ville savante des Mexicains, on trouve les ruines de l'immense palais du vice-roi. A Cholula une autre pyramide a cent soixante-douze pieds de hauteur et une base d'une largeur de mille trois cent cinquante-cinq pieds. Tous les États Mexicains offrent du reste des débris nombreux. Nous citerons le retranchement militaire Xochicalco, près le Cuernavaca, dans l'État de Mexico, colline tronquée, dont la plateforme a neuf mille mètres carrés de surface : la montagne isolée, coupée en pyramide parfaite, dans l'État de Tamaulipas; les magnifiques palais de Mitla (Oaxaca) ; les ruines nouvellement découvertes de Palenqué, dans l'État de Chiapa, ruines qui, d'après tous les voyageurs, offrent incontestablement *les monuments les plus curieux, les plus remarquables et les plus grandioses du Nouveau-Monde*. C'est une ville entière de six à sept lieues de tour, couverte de temples, de fortifications, de tombeaux, de pyramides, de ponts, d'aqueducs, de maisons, de statues colossales, de bas-reliefs : on l'a surnommée, à juste titre, la Thèbes américaine, et la ressemblance frappante que quelques-unes de ses sculptures présentent avec les sculptures égyptiennes, ont fait croire à quelques savants qu'une colonie de l'Égypte ou de l'Inde avait abordé à cet endroit ; ce qui nous paraît peu probable. Nous sommes loin d'avoir énuméré toutes les curiosités de ce genre que possède le Mexique ; mais ce que nous avons dit suffira pour donner une idée de cette antique civilisation.

De toute cette exposition nous pouvons conclure que parmi toutes les civilisations primitives, celle des Nahuatlaques fut une des plus brillantes. Cependant cette splendeur n'est que relative, et ici nous trouvons une vérification de la grande loi du progrès, cette découverte de la science moderne. Des dieux barbares, l'ébauche de la science, les sacrifices humains, l'anthropophagie, l'adoration divine des chefs, une inégalité complète, l'esclavage le plus hideux, l'asservissement des vaincus, comme droit des gens ; la consanguinité et l'unité de race, comme lien social ; voilà les bases de la société mexicaine. Quelle différence avec les idées et les institutions qu'a engendrées le christianisme !.. Remarquons aussi que si cette nouvelle doctrine, apportée par les Espagnols, n'était venue modifier les Mexicains, jamais ils ne seraient sortis des idées où ils se trouvaient alors. Depuis combien de siècles en effet ces populations ne parcouraient-elles pas la vaste étendue des deux Amériques ! combien de sociétés puissantes ne s'étaient pas élevées pour retomber plus tard, sans que les doctrines et les institutions reçussent la moindre modification dans leur principe ! Tellement il est vrai que la morale éternelle vient d'une source plus pure que le cœur humain. Pour ce qui regarde les Mexicains, leur rôle était joué. Il est douteux que leur empire eût pu se soutenir long-temps encore, attaqué comme il l'était par des ennemis acharnés, tels que les Tlascalans, et rongé par une immoralité profonde. Celle-ci, à ce qu'il paraît, avait fait des ravages effrayants, et ôté aux Mexicains la vigueur du corps en même temps que l'énergie spirituelle : l'amour des plaisirs sexuels et une paresse excessive avaient énervé leur activité sociale, et peut-être eussent-ils disparu peu de temps après, ne laissant que des monuments sans souvenirs, comme il en est tant resté dans l'Amérique du nord, si les Espagnols n'étaient venus apporter, avec une religion nouvelle et une morale toute différente, les germes d'une activité sociale qui pourra se prolonger pendant des siècles encore sans s'épuiser,

—

Le Mexique sous la domination des Espagnols.

Nous connaissons maintenant l'histoire de la conquête, le terrain sur lequel vinrent s'établir les conquérants et le peuple qu'ils durent modifier. Actuellement nous avons à voir quels furent les résultats de cette conquête, et s'il devait en sortir les germes d'une

nationalité nouvelle. Ici va s'offrir à nos regards un spectacle tout différent de celui que nous a présenté l'Amérique anglaise : d'autres circonstances vont engendrer des faits tout nouveaux ; au lieu d'une société nouvelle, composée d'hommes imbus des principes protestants, qui marchent à leur but avec une liberté complète, et qui aboutissent par la logique de leur croyance, d'un côté à la destruction des indigènes, de l'autre à une forme politique la plus individuelle, la plus anti-sociale possible, nous allons trouver une colonie catholique complètement soumise à la métropole, ne recevant d'autre impulsion que celle de cette métropole, et dans laquelle s'établit, sous cette influence, un double ordre de travaux ; l'un, qui consiste dans la conversion des naturels du pays et leur aggrégation à la grande famille chrétienne ; l'autre, qui a pour but la production industrielle, commandée par un système commercial, particulier entre la colonie et la métropole. Plus tard nous verrons cette colonie se séparer de sa mère-patrie, et tenter de constituer une nationalité nouvelle ; mais cette nation, basée sur les principes de la nation espagnole, se trouvera en présence des mêmes obstacles qui embarrassent la marche progressive de l'Espagne : elle aura les mêmes luttes à soutenir pour se constituer définitivement, et d'autres encore qui naîtront soit de circonstances propres à la colonie elle-même, soit de l'imitation maladroite de la constitution protestante des États-Unis.

Nous allons exposer chacun de ces faits avec tous les détails convenables ; mais auparavant jetons un coup d'œil sur l'établissement définitif des Espagnols.

La prise de Mexico avait entraîné la chute de toutes les provinces soumises à Montézuma ; l'ancien Anahuac, c'est-à-dire tout le plateau central du Mexique, fut bientôt soumis. Mais ce territoire était loin de comprendre celui qu'embrassent aujourd'hui les États Mexicains ; l'Anachuac, lui-même, ne fut occupé que peu à peu. Bientôt un nombre immense d'Espagnols débarquèrent au Mexique ; plusieurs des anciennes villes mexicaines devinrent des centres habités par des Européens ; ceux-ci, en outre, en bâtirent de nouvelles dans des positions commandées par l'exploitation des mines. L'ancienne Ténochtitlan resta sous le nom de Mexico, la capitale de la colonie : ce fut Cortez qui la releva de ses ruines. Il fit déblayer les rues, rebâtir les maisons ; on se servit des édifices publics pour en faire des églises ; les quartiers de Teopan, d'Atzacualco, de Moyotla et de Haquechiuhcan furent consacrés à saint Paul, saint Sébastien, saint Jean et sainte Marie, et ils ont conservé jusqu'aujourd'hui ces noms nouveaux. Du reste, Cortez, qui avait conquis cette belle province pour l'Espagne, fut le premier à l'agrandir. Pour lui, comme pour tout homme dévoué, agir c'était vivre. Son sentiment catholique lui disait qu'une œuvre achevée en commandait une nouvelle, et que, quoi qu'on eut déjà fait, le repos était un mal, vis-à-vis de la morale, tant qu'on pouvait se dévouer encore. Non-seulement Cortez envoya des émissaires dans les provinces les plus reculées pour y rechercher les mines ; établit quelques exploitations des plus productives, fonda en beaucoup d'endroits des centres agricoles et des villes nouvelles ; dirigea dans tous les sens des expéditions lointaines ; mais il se mit lui-même à la tête d'une entreprise hasardeuse, et forma les premiers établissements en Californie. En 1534, Grijalva avait découvert les côtes de ce pays ; mais les résultats qu'il avait obtenus ne suffirent pas à l'activité de Cortez. Celui-ci mit donc à la voile avec quatre cents Espagnols et trois cents nègres esclaves ; il parcourut le golfe qu'on appela, de lui, mer de Cortez ; occupa plusieurs points de la vieille Californie, et revint mouiller à Acapulco, après avoir beaucoup souffert et couru des dangers de toute espèce Cependant cette presqu'île, dont il avait à peu près déterminé toute la forme, resta longtemps peu connue : le manque de mines fut cause que peu de travailleurs s'y établirent. En 1683, les missions en Californie furent concédées aux jésuites, qui s'occupèrent à y former un État semblable au Paraguay. La Nouvelle-Californie ne devint que plus tard le siége d'établissements espagnols : les premiers colons y arrivèrent en 1769 ; ils y

Habitantes de la Florida recogiendo oro.



Demoraine del. Bulliant sculp.

HABITANS DE LA FLORIDE RAMASSANT DE L'OR. (au temps de la Conquête)

furent bientôt suivis par les Franciscains, auxquels appartient, depuis, l'œuvre de civilisation dans ce pays.

Les autres États furent conquis peu à peu : en 1559, sous Vélasco, second vice-roi, on bâtit Durango, qui dut servir de rempart contre les peuples sauvages des montagnes. Sous le vice-roi, comte de Monterey, une expédition, conduite par Jean d'Onate, peupla les bords du Rio-Grande, et fonda l'État du nouveau Mexique. Les États de Zacatécas, de San-Luis de Potosi, de Nuevo Léon, de la Sonora furent peuplés par des colonies de diverses époques, ayant pour but principal de découvrir des mines. Les États méridionaux, Yucatan, Tabasco, ne furent définitivement soumis que sous le même comte de Monterey, vers l'année 1596.

Après ce coup-d'œil préliminaire, examinons les résultats généraux de l'administration espagnole sur les provinces mexicaines.

D'abord, quels étaient les principes de cette administration? A l'époque où nous sommes arrivés, les idées générales qui régissaient le droit public au moyen-âge, s'étaient déjà modifiées sensiblement. Dans le moyen-âge, en effet, la fonction royale était considérée comme confiée aux souverains pour qu'ils dirigeassent les nations vers le but catholique, pour qu'ils fissent le bien et le fissent faire. L'accomplissement du devoir moral était la condition de la royauté, et l'on connaît l'histoire de nombreux rois que le sentiment populaire, appuyé sur la puissance énergique de Rome, précipita de leur trône parce qu'ils se livraient à leurs passions, et qu'ils oubliaient le devoir pour lequel ils étaient institués. C'était la souveraineté du peuple sanctionnée par la religion et la morale. Cet état de choses changea, et, vers le quinzième siècle, on considéra les rois comme des maîtres absolus, tenant directement leur droit de Dieu, et n'étant sujets à aucune responsabilité devant les hommes. Ce principe, qui, dans la métropole, était limité par un certain nombre de droits provinciaux, reçut une pleine application de la part des rois d'Espagne dans les colonies, confirmé comme il l'était par une bulle d'Alexandre VI, qui avait donné en pur don, à Isabelle et Ferdinand, toutes les contrées découvertes ou à découvrir. Le régime de la royauté absolue fut donc établi dans le Mexique; mais nous devons dire tout d'abord, pour arrêter toute prévention fâcheuse, qu'il résultera clairement de l'exposé des faits, que ce régime fut ce qu'il pouvait y avoir de plus heureux pour la colonie; et que si, en Europe, la politique des rois d'Espagne fut celle de la plupart des rois des derniers siècles, c'est-à-dire, une politique d'égoïsme et de despotisme, elle se montra toute paternelle et animée des sentiments de la charité chrétienne la plus pure dans ses rapports moraux avec les populations nouvellement conquises. Il n'en fut pas de même du système commercial qu'elle introduisit dans ses colonies; mais ce fut là plutôt une erreur économique qu'un crime moral.

Le gouvernement fut confié à un vice-roi, représentant la personne du souverain, et jouissant de toutes les prérogatives de la couronne : ce furent les vice-rois qui exercèrent l'autorité suprême dans le civil, le militaire et le criminel; ils eurent la nomination à la plupart des emplois; une pompe extérieure, qui rappelait celle de la cour de Madrid, fut proportionnée à la dignité et à l'étendue de leur pouvoir. Cette grande puissance d'un simple administrateur dut être contrebalancée, dans l'intérêt du souverain lui-même, aussi bien que dans celui des administrés. Deux institutions durent limiter la puissance du gouverneur. La première de ces barrières fut placée dans le pouvoir judiciaire. L'administration de la justice fut confiée à des tribunaux connus sous le nom d'audiences, et formés sur le modèle de la chancellerie d'Espagne; ils étaient au nombre de onze, et rendaient la justice à autant de districts. Le nombre des juges était plus ou moins grand dans chacun, en proportion de l'étendue et de l'importance de leurs juridictions. La place de juge, dans un tribunal d'audience, fut aussi honorable que lucrative, et remplie ordinairement par des personnes de mérite et de talent : ils connaissaient des causes tant civiles que criminelles. Un grand nombre de lois furent

faites par les rois d'Espagne, qui défendirent, dans les termes les plus exprès, aux vice-rois, de se mêler des affaires pendantes aux audiences, et de donner leur avis ou leur voix sur aucun point contesté devant ces tribunaux; les cas particuliers, liés à la question générale du droit civil, et même les réglements portés par les vice-rois, durent être soumis à la révision de la cour d'audience, qui put être en cela regardée comme un pouvoir intermédiaire, placé entre le vice-roi et le peuple, et comme une barrière à l'accroissement illégal de sa juridiction. En cas de conflit, l'autorité devait rester au vice-roi; la cour d'audience n'avait qu'un droit de remontrance, et le droit plus important de mettre la matière sous les yeux du roi et du conseil des Indes.

Ce conseil des Indes fut une des institutions les plus bienfaisantes pour les colonies. Établi en 1511 par Ferdinand, il devint le régulateur suprême de l'administration de tous les domaines espagnols en Amérique. Sa juridiction embrassa les affaires ecclésiastiques, civiles et militaires, et le commerce. De lui émanèrent toutes les lois relatives au gouvernement et à la police des colonies, et elles devaient être approuvées des deux tiers des membres avant d'être publiées par le roi. Tous les offices, dont la nomination était réservée à la couronne, furent conférés par lui. Toute personne employée en Amérique, depuis le vice-roi jusqu'au dernier des officiers, fut soumise à son autorité, et toutes les affaires relatives aux colonies, quelles qu'elles fussent, durent passer entre ses mains. Depuis le premier établissement de ce conseil, l'objet constant des rois catholiques a été de maintenir son autorité, et de lui donner de temps à autre de nouvelles prérogatives qui pussent le rendre redoutables à tous leurs sujets du Nouveau-Monde. On peut attribuer, en grande partie, aux sages réglements et à la vigilance de ce tribunal respectable, le bien qui a été fait dans les colonies (1).

Depuis la conquête, le Mexique comprenait 1° le royaume de Mexico; 2° le royaume de la Nouvelle-Galice; 3° le nouveau royaume de Léon; 4° la colonie du nouveau Saint-Ander; 5° la province de Texas; 6° la province de Cohahuila; 7° celle de la Nouvelle-Biscaye; 8° celle de la Sonora; 9° celle du Nouveau-Mexique; 10° celle des deux Californies. Le ministre des Indes, don Joseph Galvez, les remplaça par douze intendances et trois districts fort éloignés de la capitale (Nouveau-Mexique et Californies).

Nous venons de donner une idée générale de l'administration du Mexique sous les Espagnols; il serait inutile de nous étendre sur tous les agents subalternes qui formaient les rouages inférieurs de cette administration. On n'attend pas plus sans doute que nous donnions la liste des vice-rois du Mexique: l'histoire, pour nous, est l'expression de l'activité sociale des peuples, et ce serait la réduire à une sèche nomenclature. Bornons-nous, sous ce rapport, à exposer les faits les plus intéressants. Cortez, qui avait déployé tant d'énergie et de prévoyance dans la lutte qu'il venait de terminer, Cortez, dont le dévouement n'avait été surpassé par personne, et dont la fidélité au gouvernement espagnol était restée inébranlable malgré les dégoûts dont on l'avait abreuvé, malgré les occasions brillantes qui s'étaient offertes à lui pour fonder un pouvoir indépendant, Cortez avait mérité avant tout qu'on lui confiât le gouvernement des provinces nouvelles. Nous avons vu comment ses services furent récompensés, nous avons vu la calomnie et l'ingratitude obscurcir les travaux de ce grand homme, et lui ravir le juste prix de ses exploits. Ferdinand écouta de vils courtisans, et envoya au Mexique Christoval de Tapia, qui eut l'ordre de destituer Cortez, de s'emparer de sa personne, et de faire un rapport au conseil des Indes sur celui qu'on appelait un conspirateur. Mais Cortez, dont l'habileté égalait la bravoure, sut dominer le diplomate, qui revint en Espagne sans avoir rien conclu. Ces tentatives réitérées inquiétèrent notre héros; en vain son activité infatigable ajoutait tous les jours un service nouveau à tous ceux qu'il avait déjà rendus; au-delà des mers il était facile de déguiser les faits les plus

(1) Robertson, liv. VIII.

évidents, d'obscurcir les vues les plus bienveillantes. Ce fut alors qu'il envoya à Charles-Quint la députation dont nous avons parlé. Les exploits de Cortez avaient rempli tout le monde d'admiration; Charles-Quint céda à l'opinion publique en donnant la sanction de la légalité aux grands actes qu'il avait accomplis. Cortez fut donc nommé capitaine général et gouverneur de la Nouvelle-Espagne, malgré les réclamations de Vélasquez et la résistance de l'archevêque de Burgos.

Nous avons parlé de la nouvelle activité qu'il déploya dans cette fonction, et des vexations sans nombre dont on l'accabla bientôt. Dans cette circonstance, il sut remporter sur lui-même une victoire plus grande que les batailles dans lesquelles il avait exposé sa vie. Il supporta avec humilité les affronts qu'on lui faisait subir, et résista à la tentation de secouer la domination de la métropole; comme nous l'avons dit, il résolut de se rendre lui-même en Espagne pour dissiper les mauvais bruits qu'on avait répandus sur son compte. Nous connaissons le résultat de ce voyage : Cortez retourna au Mexique avec un pouvoir moindre que celui qu'il avait eu d'abord. Cependant son activité ne se ralentit pas. Ce fut à cette époque qu'il découvrit la Californie. L'ancien système d'opposition à son égard recommença. Un second voyage en Espagne ne lui réussit pas mieux, et nous l'avons vu consumer tristement ses derniers jours dans un petit village, et mourir sans avoir revu le théâtre de ses grandes actions (1).

Nous avions à cœur de présenter avec quelques détails l'histoire de ce grand homme, non pour pleurer, avec beaucoup d'historiens, sur l'ingratitude humaine (car nous ne pensons pas que la récompense des grandes actions doive être le repos et la jouissance sur cette terre, et que le prix de l'activité sociale puisse être autre chose que le sentiment d'un devoir accompli, l'estime et l'amour des hommes de bien de tous les âges, et la sanction que Dieu promet au bien dans un autre monde); mais pour faire voir que l'humilité peut s'allier avec la foi vive et l'énergie, et que cette vertu de l'anachorète ennoblit aussi le caractère du guerrier.

Nous serons courts sur les autres gouverneurs. La plupart des vices-rois ont eu une très-mauvaise réputation; on leur reproche un égoïsme effréné qui les poussa à mille usurpations dans le but de leurs jouissances personnelles. Rétribués assez faiblement, ils faisaient leur fortune aux dépens de la colonie, et n'avaient nul scrupule à violer toutes les lois, assurés comme ils l'étaient de l'impunité par l'éloignement de la métropole. C'est à eux qu'on attribue la naissance de la profonde animosité qui sépara dans les derniers temps les créoles, c'est-à-dire les hommes blancs natifs du pays, des Espagnols venus d'Europe, qu'on traitait avec une faveur décisive et auxquels on donnait tous les emplois, tandis que les premiers étaient sous le poids de l'oppression. Cependant, au milieu de tous ces vice-rois, dont un grand nombre fut mauvais, on en cite quelques-uns auxquels la Nouvelle-Espagne doit une éternelle reconnaissance. Tels sont le comte de Revillagigedo et le chevalier de Azanza, également recommandables par leur vie privée et par leur vie publique, et dont l'administration fut des plus utiles. On cite aussi, comme remarque curieuse, le nom de deux vice-rois dont l'un fut un descendant de Christophe Colomb, et l'autre un descendant de Montézuma. Tous les vice-rois furent natifs d'Espagne, à l'exception d'un seul, le Péruvien don Juan de Acuna.

Voyons maintenant quels furent les résultats de la conquête espagnole sur les Indiens. Nous entrons dans une matière sur laquelle on a répandu les plus graves erreurs. La férocité et la cruauté des Espagnols ont été le sujet de récriminations amères; et, sur la foi de mille déclamations, la plupart des personnes considèrent aujourd'hui la question comme jugée, et passent condamnation sans examen ultérieur sur les rapports des Espagnols avec les Mexicains. Aujourd'hui cependant que tant de faussetés historiques sont redressées, on revient aussi sur ce point à la vérité (1). En effet, un premier fait qui saute

(1) Robertson, liv. 4.

(1) Cette erreur historique a été redressée pour la

aux yeux des moins clairvoyants, c'est qu'aujourd'hui la population indienne forme les trois cinquièmes de la population totale du Mexique ; que tous ces Indiens sont convertis au christianisme, et qu'ils sont, du point de vue politique du moins, dans une égalité complète avec les blancs. Nous n'avons pas besoin de nous appuyer sur le contraste qu'offre cet état social avec celui que présentent les pays protestants de l'Amérique anglaise. Cette modification fut-elle le résultat d'une volonté suivie et raisonnée? c'est ce que les faits démontrent avec la dernière évidence.

Il paraît certain que la race indienne diminua rapidement après la conquête espagnole. Cette dépopulation, sans doute beaucoup exagérée, fut attribuée à un plan réfléchi de la part du gouvernement espagnol. Robertson rejette avec indignation une hypothèse aussi absurde. « Les rois d'Espagne, » loin d'adopter un tel système de destruc» tion, furent continuellement occupés de la » conservation de leurs nouveaux sujets. Le » désir d'étendre la foi chrétienne et de por» ter la connaissance de la vérité et des » consolations à des peuples privés des lu» mières de la religion fut le principal motif » des encouragements qu'Isabelle donna à » l'expédition de Colomb. Après la décou» verte, elle s'occupa de ses pieux desseins, » et montra le plus grand zèle non-seulement » pour instruire les Indiens, mais encore » pour assurer un traitement doux à cette » race d'hommes paisibles devenus ses sujets. » Ses successeurs adoptèrent les mêmes idées, » et leur sollicitude pour les Indiens semble » s'être augmentée à mesure que leurs con» quêtes se sont étendues. Elle alla jusqu'à » leur faire promulguer et maintenir des lois » qui excitèrent une révolte dangereuse dans » une de leurs colonies et répandirent le » mécontentement dans les autres. » Ces paroles d'un auteur anglais, ennemi religieux et politique de l'Espagne, sont irrécusables. Les causes de la dépopulation furent la guerre, la fuite d'un grand nombre de tribus dans l'intérieur des montagnes, où elles périrent faute de nourriture, mais principalement plusieurs maladies épidémiques qui exercèrent de cruels ravages.

Sans doute, comme l'a fort bien observé M. Chevalier, les conquérants ne furent ni des philantropes ni des philosophes. La philantropie, qui souvent enrichit ceux qui l'exercent, ne suffit pas pour fonder une nation ni pour la conserver. La poignée de braves qui conquit le Mexique était composée en grande partie de soldats grossiers tels que l'Espagne pouvait en fournir.

Nous ne pouvons nous empêcher ici de citer les paroles mêmes de cet auteur, qui ont d'autant plus de poids, qu'elles ne peuvent être suspectes de partialité, ni en faveur des Espagnols, ni en faveur du catholicisme : « En place de philosophie, »dit-il, « les Espa» gnols portaient en eux une foi robuste qui » était souvent aveugle, mais qui leur inspi» rait des prodiges, et leur donnait la force » de les exécuter. En place de philantro» pie, la plupart d'entre eux avaient des pas» sions ardentes, une ambition inaltérable et » la soif des richesses; mais ils eurent, dès » l'origine, un chef auquel ils étaient dé» voués, et dont la main énergique savait » contenir leurs appétits frémissants. Les » souvenirs d'une reine magnanime, protec» trice de Colomb et des pauvres Indiens, et » dont ils étaient habitués à invoquer le nom, » ravivaient dans leurs consciences la charité » qu'y étouffaient l'ambition et les habitudes » de la guerre. Aux côtés des soldats de Cor» tez, et au-dessus d'eux, se tenait un clergé » vigilant que les détracteurs du catholicisme » ont indignement calomnié, et qui sans » cesse interposait la croix entre les vain» queurs et les vaincus. » Nous avons déjà dit que la couronne, suivant le vœu exprimé dans le testament d'Isabelle, faisait tous ses efforts pour adoucir le sort des Indiens. Ainsi, si des excès eurent lieu, et avec les excès il ne faut pas confondre les exécutions nécessaires pour inspirer la terreur à cette aristocratie ancienne du Mexique toujours conspi-

première fois, à notre connaissance, dans une des préfaces de l'*Histoire parlementaire de la révolution française* de MM. Buchez et Roux, et depuis, les *Lettres* de M. Michel Chevalier au *Journal des Débats* ont jeté une lumière complète sur ce sujet.

ratrice, si des excès eurent lieu, ils sont dus à des circonstances individuelles. Voici, du reste, la marche de la législation à cet égard :

Dans le premier moment de la conquête, on avait assujéti avec violence les Indiens, et on s'était emparé non-seulement de leurs propriétés, mais encore de leurs personnes. Mais bientôt la puissance législative de Charles-Quint intervint dans ce désordre. Un réglement célèbre établit qu'aucune distinction n'existerait désormais entre les conquérants, les colons et les naturels; tous devaient être également admissibles à tous les emplois, et la noblesse mexicaine eut le même rang que la noblesse castillane. Relativement aux propriétés, on établit d'abord une sorte de féodalité agricole, les commanderies, qui fut pour les Indiens une première garantie. Les feudataires bâtirent de grandes fermes, dans le voisinage desquelles furent établis des couvents et des églises, asile et appui du pauvre cultivateur rouge. En vertu des ordres formels de la cour d'Espagne; ces fiefs s'éteignirent bientôt et ne furent pas renouvelés. Nulle liberté ne manqua alors aux Indiens; ils ne restèrent soumis qu'à des corvées qui elles-mêmes s'éteignirent peu à peu : l'une d'elles consistait dans la culture du maïs et autres graines de première nécessité, la garde des bestiaux, la confection des routes, etc.; l'autre, en un certain travail dans les mines, la mita. A beaucoup d'égards la loi les maintint encore dans une minorité légale, mais en cela elle ne fit que constater un fait réel. Les Indiens n'étaient pas encore de force à supporter le poids d'une entière indépendance, ainsi ils furent déclarés inhabiles à contracter sans l'intervention d'un tuteur pour des valeurs supérieures à 25 fr. Mais cette clause était conçue dans leur intérêt; elle était destinée à empêcher qu'ils ne tombassent dans les piéges que les blancs leur tendaient sans cesse. Pour tout impôt, on leur fit payer un tribut personnel prélevé sur chaque individu, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à cinquante.

Une pareille législation aurait sans doute pu servir de modèle à beaucoup de princes européens vis-à-vis de leurs sujets chrétiens. Mais ces bons traitements eussent été une œuvre vaine, si l'Espagne n'y eût joint en même temps celle de civilisation, c'est-à-dire la conversion au catholicisme, d'où est sortie toute la civilisation moderne. Le pouvoir espagnol ne manqua pas à ce grand devoir, et les moines missionnaires, pour lesquels on n'a pas trouvé assez de paroles outrageantes, ont conquis, par le dévouement, la charité et la prudence qui les dirigèrent dans l'accomplissement de cette œuvre, des titres immortels à l'admiration de la postérité. Ici encore j'ai à cœur de citer notre auteur protestant, qui lui-même s'appuie sur des sources protestantes : « Les premiers » missionnaires de l'Amérique, quoique sim- » ples et sans lettres, étaient des hommes » pieux. Ils épousèrent de bonne heure la » cause des Indiens, et défendirent ce peuple » contre les calomnies dont s'efforçaient de » le noircir les conquérants, qui le repré- » sentaient comme incapable de se former à » la vie sociale et de comprendre les prin- » cipes de la religion, et comme une espèce » d'hommes que la nature avait marqués du » sceau de la servitude. Ce que j'ai dit du » zèle constant des missionnaires espagnols » pour la défense et la protection du troupeau » commis à leurs soins, les montre sous un » point de vue digne de leurs fonctions. Ils » furent des ministres de paix pour les In- » diens, et s'efforcèrent toujours d'arracher » la verge de fer des mains de leurs oppres- » seurs (1). » M. Michel Chevalier nous explique parfaitement l'habileté et la prudence avec laquelle se fit la conversion des Indiens au christianisme. « Les Espagnols, » dit-il, « comprirent du premier coup que les peu- » ples d'Anahuac étaient des Indiens et non » des fils de bourgeois de Séville et de To- » lède; ils ne purent avoir l'idée d'en faire » immédiatement des Espagnols. Persuadés » que la religion prime toutes les autres in- » stitutions sociales, ils s'aperçurent que tout » rapprochement entre les indigènes et eux, » et par conséquent toute civilisation de la » race indienne, serait impossible tant que » subsisterait l'idolâtrie aztèque. Ils sentirent » que la domination castillane, en Amérique,

(1) Robertson, livre XIV.

» serait éminemment précaire tant que l'on » adorerait d'autres dieux que le Dieu des » chrétiens. Les Espagnols se montrèrent » donc de la plus dure intolérance à l'égard » des sacrifices humains. Malheur à quicon- » que était tenté de relever les autels ensan- » glantés du féroce dieu Mexitli. Mais ils » admirent toutes les transactions que la na- » ture intime et le passé des Indiens pou- » vaient commander. Ils firent même fléchir » la rigidité de la liturgie catholique. Les » missionnaires consacrèrent la passion pour » les fleurs, qui caractérise les Indiens du » Mexique. Il est vrai que quelquefois ils » employèrent la force pour les convertir, » mais peut-on le leur reprocher? La masse » des Indiens n'était pas susceptible d'une » conversion raisonnée; c'étaient des gens » qu'il fallait faire chrétiens d'autorité. Il » est difficile aussi de taxer Cortez de van- » dalisme parce qu'il fit briser toutes les » idoles, démolir tous les temples dégoût- » tants de sang, et planter à la place la croix » du Christ, symbole d'une religion de paix » et de charité (1). » Ces réflexions de M. Chevalier nous paraissent fort justes, et nous pourrions les confirmer par des exemples choisis dans notre propre histoire. Chez nous aussi le clergé commença par sanctifier plusieurs coutumes celtiques et germaniques, comme le duel judiciaire, qu'il abolit plus tard lorsque la foi fut devenue plus robuste. Les peuples sauvages sont comme les enfants; et, nous le demandons, que deviendraient ceux-ci si on les abandonnait à leur propre raisonnement? Dans ce cas, l'enseignement doit donc toujours être forcé, sauf aux fils à dépouiller peu à peu les superstitions qui auront pu rester aux pères.

Les Espagnols produisirent ce grand résultat de la conversion des Indiens avec des moyens très-faibles. Nulle part il n'y eut moins de prêtres que dans le Mexique. Ainsi, quand, au commencement de ce siècle, il y avait seize prêtres sur mille habitants en Espagne, il n'y en avait pas plus de seize pour un nombre dix fois plus grand au Mexique. Neuf évêchés seulement y furent établis. Le nombre des chanoines et des bénéficiers, la partie la plus oisive du clergé, y fut toujours très-petit. Le gouvernement religieux des colonies du Nouveau-Monde avait été accordé par les papes Alexandre VI et Jules II à la couronne d'Espagne, et celle-ci usa très-honorablement du pouvoir qui lui était confié. Elle mit tous ses soins à prévenir toute espèce de sinécures ecclésiastiques, et n'autorisa d'autres ordres religieux que ceux qui faisaient vœu d'extrême pauvreté, et auxquels leurs statuts défendaient de posséder des propriétés territoriales et d'exercer des droits seigneuriaux.

Ce fut là ce clergé, soutien et protecteur constant des Indiens. Ajouterons-nous que parmi ses membres il y eut des hommes corrompus, vicieux, débauchés; qu'au milieu de cette population aux mœurs charnelles il dut y avoir souvent des scandales! Prétendre le contraire serait s'éloigner autant de la vérité historique, que ceux qui, en exagérant quelques faits particuliers, n'ont vu partout que le mal. Certes les prêtres espagnols furent des hommes et non des anges. Mais n'oublions pas que lorsque le résultat social est le bien, le mal n'est qu'individuel et sort du domaine de l'histoire. Flétrissons de tout notre pouvoir ceux qui, sans respecter la sainteté de leur mission, en font, comme cela arrive trop souvent aujourd'hui, un moyen d'égoïsme et de libertinage; mais n'allons pas confondre le bien avec le mal, et adresser à tous les reproches qui n'appartiennent qu'à quelques-uns.

Les Indiens acceptèrent facilement le nouveau régime qu'on leur imposait; les nobles seuls eurent à se plaindre, et fomentèrent des révoltes. Le peuple mexicain se trouva dans une position bien meilleure : habitué au plus dur esclavage, payant des tributs énormes, sacrifié sur les autels de ses dieux, la conquête le faisait passer de l'oppression à la liberté; aussi ne fallut-il que de faibles forces militaires pour le contenir. Nous citerons encore M. Chevalier : « Jamais œuvre ne » se maintint pendant des siècles avec d'aussi » faibles moyens militaires. Les Espagnols » avaient imprimé aux Indiens de telles habitu- » des d'ordre et de vie régulière, que le ser- » vice des places, la défense du littoral, et la

(1) *Journal des Débats* des premier et 15 août 1835.

»police d'un pays, cinq fois plus étendu que »la France, n'exigeaient pas ensemble une »force armée aussi considérable que notre seule »gendarmerie. L'autorité morale et moralisante du clergé, et avant tout celle des curés, »toute paternelle, à la façon antique, tenait »lieu de baïonnettes, et dispensait le gouvernement de solder des soldats et des espions. »Le régime espagnol avait si bien préparé la »liberté des Indiens, que, naturellement et »sans efforts, l'égalité des races fut proclamée »en même temps que l'indépendance définitive par les créoles eux-mêmes, c'est-à-dire, »par la caste qui, partout ailleurs, est la plus »violemment opposée à l'émancipation des »hommes de couleur. Il avait si bien miné le »préjugé de la peau, qu'un homme qui avait »dans les veines non-seulement du sang indien, mais aussi du sang nègre, le général »Guerrero, put s'élever au premier rang pendant la lutte contre la métropole, et devenir »enfin président de la confédération mexicaine. Si les Espagnols avaient imité les autres nations de l'Europe, les races indiennes auraient disparu de la terre. Par quelle »percussion d'idées a-t-on pu persuader »au monde qu'ils en avaient été les bourreaux (1)? »

« Que l'on juge l'arbre par les fruits, » ajoute M. Michel Chevalier. C'est aussi en invoquant cet axiôme de la morale chrétienne que nous terminerons cette histoire de la conversion des Indiens. Deux doctrines diverses se sont trouvées placées sur un même terrain, vis-à-vis d'un même but. Dans les États-Unis de l'Amérique anglaise comme au Mexique ce furent des Européens qui s'implantèrent au milieu de populations très-arriérées à leur égard. L'avantage était du côté des Anglais, car ils vinrent bien plus tard, et pendant ce temps la civilisation avait marché. Eh bien! les uns détruisirent les populations indigènes, les autres en firent des frères: quelle était donc la meilleure des deux doctrines? Nous laissons au lecteur à en juger.

L'Espagne fut moins heureuse dans le système commercial qu'elle établit dans ses colonies: ceci résulta de deux causes, de l'infériorité où se trouvait le gouvernement espagnol en science administrative, et des richesses immenses qui furent dispersées dans le vain but de la domination européenne, poursuivi avec tant d'acharnement par Charles-Quint et Philippe II. Nous entrerons plus loin dans le détail de ces causes; qu'il nous suffise, pour le moment, de dire que le premier principe sur lequel se basa tout le système espagnol était fort raisonnable en lui-même, et c'est ce principe qui devra prédominer un jour sur toute l'économie politique. On voulait que l'Espagne produisît pour elle-même et les colonies les objets qui se trouvaient le plus à sa portée, tels que les produits de l'industrie manufacturière, et que les colonies, de leur côté, se livrassent à l'exploitation des trésors minéraux, végétaux et animaux, qui formaient un besoin nouveau pour toute l'Europe. Il était naturel qu'on voulût régulariser cette production, et que dans ce but on établît un certain ordre légal. Ce n'est pas là encore que fut le mal, et les tristes effets de la concurrence nous font voir aujourd'hui où mène la liberté indéfinie accordée à la production et au commerce. Le mal vint de la manière vicieuse dont on établit ce système, des exagérations dans lesquelles on entra, des abus auxquels il donna lieu: ainsi l'on défendit tout commerce des colonies avec les nations étrangères et entre elles. Pour que ce réglement fût exécutable, un seul port espagnol, celui de Séville, plus tard celui de Cadix, devint l'entrepôt de tout le commerce des colonies. Tous les ans on équipait deux flottes, consistant en deux escadres, l'une sous le nom de galion, l'autre sous celui de flotte: le galion allait approvisionner le Pérou et le Chili; la flotte arrivait avec toutes les marchandises espagnoles à Vera-Cruz, et repartait de là, chargée des produits du Mexique: comme seule exception, on doit remarquer le galion qui allait tous les ans de Manille à Acapulco. On exagéra injustement les prohibitions; ainsi l'on défendit certaines cultures très-utiles dans le Mexique, par exemple: le tabac, la vigne, l'olivier, le lin. Des abus nombreux s'en suivirent; tout le commerce des colonies

(1) *Journal des Débats*, 15 août 1835.

se concentra entre les mains de quelques grandes maisons, qui firent des fortunes immenses, et qui, pour faire hausser le prix des marchandises, fournissaient insuffisamment les objets de première nécessité. La circonstance de l'appauvrissement de l'Espagne en hommes et en richesses matérielles, par suite des guerres et de la mauvaise administration intérieure de l'Espagne, redoublèrent les résultats funestes de cet abus. Bientôt l'Espagne, privée de manufactures, fut obligée de tirer de l'étranger ce qu'elle envoyait aux colonies. Cette dernière cause de misère subsiste encore aujourd'hui dans la métropole même; mais la plupart des autres abus furent coupés dans leur racine par la sage législation de Charles III [1764-1774]. Celui-ci régularisa le service des bâtiments de registres, qui approvisionnèrent plus régulièrement les colonies. Il donna la liberté du commerce à tous les sujets espagnols, et lui ouvrit tous les ports de l'Espagne. Il abolit de nombreuses taxes et prohibitions, et donna la faculté, aux colonies de commercer entre elles. Différents ports des colonies furent ouverts à des époques diverses à certaines nations étrangères, principalement à l'Angleterre et à la France.

Nous avons insisté sur les faits importants de la colonisation espagnole. Nous ne nommerons quelques autres événements que pour mémoire. Ainsi nous dirons, relativement aux Indiens, qu'à la fin du seizième siècle il y eut une grande révolte des Chichiméques, qui fut terminée définitivement par le comte de Monterey en 1596; et qu'en 1692, dans une émeute occasionnée par une famine, les Indiens se portèrent en foule au palais du vice-roi don Gaspar de Sandoval, l'incendièrent, ainsi que l'hôtel-de-ville et les prisons, et mirent la vie du vice-roi en danger; en ce qui concerne les entreprises d'utilité publique, de grands travaux furent exécutés pour favoriser l'écoulement des eaux du lac de Mexico et pour dessécher ce lac; ces travaux durèrent depuis la conquête jusqu'au milieu du dix-septième siècle, et pendant ce temps la ville de Mexico resta inondée cinq années, durant lesquelles la misère s'accrut horriblement. Nous dirons enfin, pour ce qui regarde les missions lointaines, que sous Charles III les jésuites furent expulsés de la Californie, et qu'à cette même époque le père François Garcés porta les premiers établissements dans les environs du fleuve Gila, où l'on trouva des ruines qui attestent que la grande migration nahuatlaque laissa des colonies sur ce point.

Maintenant procédons à un sujet non moins intéressant que ceux que nous avons déjà parcourus, à l'histoire de la formation de la nouvelle nation mexicaine.

—

Histoire du Mexique depuis le commencement de la guerre de l'indépendance jusqu'à nos jours

En commençant l'histoire des États-Unis de l'Amérique anglaise, nous avons dit que chaque fois qu'une nouvelle société se fonde, un nouveau but d'activité est produit ou accepté par les hommes qui veulent s'y dévouer, et que c'est ce fait qui explique l'importance qu'on doit mettre à bien étudier le point de départ des sociétés et leur enfance. Nous avons appliqué ce principe à l'étude de la société américaine, et nous avons acquis la certitude que cette nation, qui a développé librement les germes du protestantisme, n'avait aucune chance de force et de grandeur dans l'avenir. Maintenant l'histoire du Mexique va-t-elle devenir pour nous une nouvelle vérification de cette thèse? et de même que nous avons vu les doctrines protestantes engendrer le fédéralisme et l'individualisme absolu en politique, le désir effrené de l'argent et des jouissances matérielles en morale, verrons-nous sortir du catholicisme une unité puissante et respectable, des institutions d'égalité et de fraternité, un dévouement sans bornes de l'individu à la chose sociale? Nous devons dire que, si aujourd'hui des éléments nombreux surgissent au Mexique, pour cette vérification, elle est néanmoins impossible encore; il y a trop peu de temps que cet état s'est séparé de l'Espagne, l'influence de l'ancien régime est encore trop

enracinée dans les mœurs et les sentiments pour que la nationalité mexicaine ait pu se revêtir d'un caractère propre. Mais ce qui surtout a arrêté le développement de cette nationalité, c'est l'adoption irréfléchie d'une constitution évidemment contraire aux principes fondamentaux de sa croyance, de cette constitution fédéraliste des États-Unis. C'est contre ses institutions que se débat le Mexique depuis qu'il a secoué la domination espagnole, et dans cette lutte abominable non-seulement tout progrès moral a été impossible, mais, comme nous le verrons, le bien-être matériel même a disparu.

Du reste la position du Mexique était bien différente de celle des États-Unis. Les Anglais arrivés en Amérique, quoique sous la dépendance de la mère-patrie, avaient pu développer en toute liberté les principes dont ils étaient imbus. Le Mexique, au contraire, avait suivi pas à pas la marche de la métropole. Or, l'Espagne avait parcouru au quinzième et au seizième siècle une période brillante et glorieuse. Elle avait vaillamment combattu les Maures et en avait délivré son sol. Elle s'était mise à la tête de vastes découvertes et de grandes conquêtes. Nous l'avons vu introduire le christianisme chez les peuples païens et leur apporter le germe de la civilisation moderne. Mais l'Espagne, pleine d'énergie dans la guerre et la prédication, n'avait pas le génie des transformations sociales. Les habitudes de l'arianisme, qui fut sa première religion, la longue fusion avec les Arabes, qui agirent de toute leurs forces sur les Espagnols, laissèrent dans les mœurs et le caractère de ceux-ci quelque chose de cette apathie fataliste, résultat des doctrines musulmanes, qui permet bien quelquefois un vif élan de foi ou de colère, et pousse alors à une action impétueuse, mais replonge aussitôt dans l'indifférence et l'inactivité, c'est-à-dire dans l'obéissance aveugle aux lois de la nécessité. Ce fut là la grande cause du progrès presque nul de l'Espagne en administration et en politique (1). Ce fut cet esprit qu'elle légua à ses colonies. Mais n'oublions pas que sous cette enveloppe éteinte brille l'étincelle chrétienne, et qu'il ne s'agit pour les hommes que de vouloir pour briser tous les liens de la chair.

La cause qui sépara le Mexique de l'Espagne fut un sentiment profond que la fonction espagnole de civilisation était accomplie dans ce pays et que le peuple qui s'y était constitué se trouvait apte à réaliser lui-même

(1) Nous avons tiré cette considération d'un article inséré dans le journal philosophique *l'Européen* (juillet 1837), et dont l'auteur semble être parfaitement au courant de la question. Nous ne pouvons nous empêcher de citer un passage de cet article, qui jette une si vive lumière sur la situation actuelle de l'Espagne et de ses colonies :

« Si l'on observe que les Arabes débarqués en Espagne n'amenèrent aucune femme, et que tous en prirent dans le pays, on peut juger de l'union qui exista entre les familles musulmanes et chrétiennes, et de l'influence qu'elle eut sur les mœurs; et cette influence se répandit même sur la religion, ainsi qu'on le voit dans ce qui est relatif au culte mozarabique, qui se continua si long-temps en Espagne. Il est à remarquer même que les chrétiens d'Espagne, pour complaire aux musulmans, imitaient leurs coutumes jusqu'au point de s'abstenir de porc et de circoncire leurs enfants.

» Ces faits suffirent pour faire voir quel rôle important dut jouer l'influence arabe dans l'état social de l'Espagne; et il suffit de jeter un coup d'œil sur les mœurs actuelles de ce pays pour être convaincu que cette influence s'y est conservée. Ainsi ce qui distingue le plus le caractère espagnol, c'est la passivité dans l'action et la présomption dans le langage. Dans l'impassibilité avec laquelle l'Espagnol donne la mort et la reçoit, on retrouve les habitudes musulmanes; on les retrouve encore dans la persévérance de sa dissimulation, dans son mépris de la souffrance, dans sa sobriété, dans sa patience, dans la persistance de sa vengeance, dans l'exagération de son triomphe. Mais on retrouve surtout les habitudes orientales dans l'intérieur de la vie espagnole : ces danses si voluptueuses ne sont que des divertissements provocateurs du harem descendus sur la place publique; ces sérénades nocturnes ne sont que la reproduction des mystérieuses amours des musulmans. Cet entraînement irrésistible des femmes, cette sombre jalousie des hommes, ne sont que les résultats de cette idée de la propriété transportée dans les relations des deux sexes, telles que le musulmanisme les a établies......

» Il est facile de voir dans tout cela l'influence du fatalisme : c'est cette influence qui, substituée à la liberté morale du christianisme, et favorisée par certaines circonstances historiques, a donné au peuple espagnol cette apathie sociale qui, hors de ce qui est du ressort de la guerre, a annulé entièrement sa vie politique et civile. »

le but social. Ce sentiment fut exalté et irrité par les procédés de l'administration espagnole elle-même. Tous les employés de cette administration venaient de la métropole, et les créoles, c'est-à-dire les blancs nés en Amérique se trouvaient en des rapports remarquables d'infériorité vis-à-vis des Européens en ce qui concernait la faveur et la considération. En outre, les prohibitions dont le travail mexicain était l'objet, constituaient un gêne horrible pour la population et envenimait la haine contre la métropole, qui, à la vérité, ne voyait plus dans ses colonies qu'un moyen d'exploitation. Ces sentiments ne tardèrent pas à se traduire en actes, l'insurrection éclata et l'Espagne perdit ses colonies. L'histoire de cette révolution offre deux périodes principales. La première, qui s'étend de 1810 à 1817, offre le spectacle d'une lutte courageuse, mais sans résultat. Les noms qui la dominent sont ceux de Hidalgo, de Morelos, de Mina. La seconde, qui commence en 1821 pour finir en 1824, est l'époque d'Iturbide. Elle se termine par la délivrance définitive du Mexique.

La lutte de Napoléon contre la nation espagnole devint la cause occasionelle de la révolution du Mexique. Les Créoles et les Indiens manifestèrent pendant cette guerre la sympathie la plus vive pour la mère-patrie. Ils restèrent fidèles à l'ancienne famille régnante et refusèrent énergiquement de reconnaître la domination des Bonaparte. Cependant Charles II, ainsi que Ferdinand, avaient abdiqué, et ordonnaient, du moins par la forme, aux colonies de se ranger sous les nouveaux drapeaux de l'Espagne. Une vive fermentation se déclara alors, et le vice-roi Iturrigaray, pour prévenir l'effet des divisions qui existaient entre les Créoles et les Européens, et aviser aux mesures à prendre dans la circonstance, proposa de convoquer une junte dont les membres fussent pris parmi les uns et les autres, et qui serait chargée de l'organisation du gouvernement provisoire de l'empire [1808].

Ce projet excita l'animosité des Européens; ils ne voulaient pas des Créoles dans la junte. Une conspiration fut tramée; Iturrigaray, surpris dans son palais, fut expédié pour l'Espagne. La faction des Européens, maîtresse du gouvernement, opprima cruellement les indigènes et alla jusqu'à ordonner diverses exécutions capitales. Bientôt arriva le nouveau vice-roi Vénégas. La junte de Cadix avait approuvé tout ce que la faction européenne avait fait, et le successeur qu'elle donna à Iturrigaray fut un des membres les plus violents de cette faction. Ses excès portèrent l'irritation des Mexicains au plus haut degré. Un complot est ourdi; à sa tête se trouvent les ecclésiastiques, les légistes, les hommes honorables de la colonie. Le peuple des Créoles et des Indiens est prêt à leur obéir. En vain un prêtre viole le secret de la confession et va tout dévoiler; la révolution éclate avant que Vénégas ait pu la prévenir [1810].

Le curé Hidalgo se trouvait à la tête. Cet homme, dont le dévouement ne s'était exercé jusque là qu'à soigner les malades et à élever les enfants des pauvres, et qui par sa bonté s'était attaché tous les Indiens, Hidalgo, n'ignorant déjà plus que le vice-roi veut le faire arrêter, monte en chaire et s'écrie : « Dieu, mes enfants, Dieu et Jésus-» Christ vous commandent enfin de sortir de » l'esclavage. Allez, nouveaux Israélites, » secouez le joug de ce Pharaon. Aux ar-» mes! » Aussitôt les Américains se soulèvent, une bande nombreuse se forme autour de lui, armée de piques, de couteaux, de haches, de bâtons, de mousquets. Il abolit une foule d'impôts onéreux et gagne l'amour du peuple. Partout on s'insurge sur sa route; cinq ou six villes de l'intendance de Guadalaxara se soumettent au *libérateur américain*. En vain Venégas dirige contre lui force proclamations; en vain il organise des milices, enrégimente des brigands; leurs excès ajoutent encore à la haine des Mexicains.

Guadalaxara, Guanaxuato, Valladolid tombèrent successivement au pouvoir de Hidalgo. A Valladolid il organise son armée et s'empare d'un million deux cent mille dollars. Il est nommé, à l'unanimité, général en chef; sous lui commandent de braves guerriers. Quatre-vingts régiments de cent hommes sont à ses ordres. Ils marchent sous

une ancienne bannière mexicaine, et sous l'invocation de la vierge de la Guadeloupe, la patrone chérie du peuple mexicain.

Hidalgo s'avançait vers Mexico, qui était à peine défendu. Avec la sympathie qu'il savait exciter dans cette ville, il était sûr d'y entrer sans coup férir. Vénégas eut recours alors à un moyen moral : l'archevêque de Mexico et le tribunal du saint-office consentirent à lancer une sentence d'excommunication contre Hidalgo et toute son armée. Cet expédient réussit pour un moment et empêcha du moins le général des insurgés d'arriver à Mexico.

Une victoire seulement pouvait lui rendre la confiance ébranlée; il refoule le colonel royaliste Truxillo contre la montagne de Las-Cruces, lui enlève toute son artillerie, et ne lui laisse que trois cents hommes sur deux mille. Truxillo à cette occasion acquit une odieuse célébrité; les deux chefs étaient convenus d'une entrevue; Truxillo, pour ôter tout soupçon aux parlementaires d'Hidalgo, les invite à venir le trouver, munis d'une bannière de la Vierge. Les Américains s'avancent sans défiance et sont inhumainement fusillés. Truxillo parle ainsi de cette perfidie dans son rapport : « Par ce moyen et avec l'entremise de la » sainte vierge Marie, je me suis débarrassé » d'eux et de leurs propositions. » Les gazettes de Madrid célébrèrent cette infâme trahison comme une victoire remportée par les royalistes, et une médaille portant les noms de Truxillo, de Bringar et de Mendivil, fut frappée à la Vera-Cruz pour en perpétuer le souvenir (1).

Cette atrocité et la victoire d'Hidalgo avancèrent considérablement les affaires des indépendants. Plusieurs villes se révoltèrent en leur faveur ; Vénégas était sur le point d'abandonner Mexico. Hidalgo alors résolut de frapper un grand coup ; il se porta sur Mexico et se trouva bientôt en présence de Calléja, général royaliste, qui vint au secours de la ville. Malheureusement les chances du combat lui furent defavorables. Il s'était placé sur les flancs d'une montagne triangulaire qui domine le village d'Acullo ; son armée, rangée en deux lignes entre lesquelles se trouvaient placés les Indiens indisciplinés, était protégée latéralement par quatorze pièces de canon. Les Espagnols se déployèrent en bon ordre et commencèrent l'attaque. Aussitôt une terreur panique saisit les troupes mexicaines ; elles s'enfuirent en désordre, et Calléjà leur prit ou tua près de dix mille hommes.

Hidalgo, serré de près par l'ennemi, se retira sur Guanaxato, en faisant des pertes continuelles. L'animosité des combattants était au plus haut degré, et la guerre prit un caractère de férocité difficile à décrire. Les indépendants surprirent l'Alhondiga, et massacrèrent deux cents Espagnols qu'ils y trouvèrent. Le lendemain les royalistes emportèrent la place et se livrèrent à des excès non moins sanguinaires. La terreur pesa sur les pays qu'ils occupèrent ; les soldats eurent ordre de tirer sur tout rassemblement de plus de trois personnes.

Hidalgo se retira sur Guadalaxara, en écrasant les détachements espagnols qui voulaient lui barrer le passage. Son lieutenant, le prêtre Mercado, s'empara du port de San-Blas, où il trouva quarante-trois canons. Tous les pays du nord, d'une mer à l'autre, reconnaissaient son autorité.

Calléja marcha bientôt à sa poursuite. Don J. Cruz avait battu les indépendants à Zamora. Calléja pensait en finir en peu de temps. Hidalgo se fortifia à onze lieues de Guadalaxara, sur la montagne de Calderon. Dans une première attaque, les royalistes furent repoussés. Mais, aidés de nombreux renforts, ils parvinrent encore à enlever le poste des indépendants, en leur faisant subir des pertes considérables.

Toutes ces défaites avançaient peu les royalistes. Les indépendants, battus sur un point, se reformaient sur un autre. Leurs bataillons se recrutaient sans cesse de nouveaux soldats, tandis que ceux des Espagnols s'épuisaient. Hidalgo rallia ses forces à Zacatecas, et rétablit son artillerie. Des corps de guérillas se formaient dans l'intendance de San-Luis de Potosi. Plusieurs États se déclaraient en sa

(1) Eugène de Montglave, Résumé de l'histoire du Mexique, liv. 5.

faveur. Les Espagnols eurent alors recours à la trahison pour se débarrasser de leur glorieux ennemi. Le capitaine J. Elisondo, qui doutait de l'issue de la guerre, et qui voulut s'assurer son pardon, gagna quelques traîtres; et, attaquant à l'improviste son ancien général, le fit prisonnier avec ses principaux officiers. Livré aux Espagnols, Hidalgo gémit pendant quatre mois dans un cachot, et n'en sortit que pour périr martyr de la cause de l'indépendance américaine [1811].

La mort d'Hidalgo ne termina pas l'insurrection; d'autres chefs encore se trouvaient à la tête des guérillas; Villagran, Morelos, Rayon occupaient différents points avec des corps armés. Rayon proposa un accommodement sur les bases projetées par Iturrigaray, c'est-à-dire une junte composée par moitié de Créoles et d'Européens. On ne répondit pas à sa demande; mais on lui offrit l'amnistie s'il voulait mettre bas les armes. Rayon ne voulut pas se sauver aux dépens de sa cause. Le colonel Lopez avait battu les royalistes et s'était fortifié dans Zitaquara. Rayon en fit son quartier-général, et y livra bataille à Truxillo, qui vint l'y attaquer. Après un combat acharné, les Espagnols furent repoussés avec perte.

Tout le Mexique était dans une grande fermentation. Les royalistes ne pouvaient s'y maintenir que par la terreur. A Mexico, de nombreuses exécutions assurèrent leur puissance. Rayon, en attendant, forma à Zitaquara une junte composée du docteur Berdusco, de J. M. Liceaga et de lui. Elle reconnut l'autorité de Ferdinand, et agit au nom de celui-ci. Mais bientôt elle fut forcée de se retirer, après l'attaque que Calléja dirigea contre Zitaquara avec toutes ses forces. La résistance fut énergique : les enfants et les femmes y prirent part; mais l'ennemi était en nombre. Calléja s'empara de la ville, en chassa tous les habitants, et la détruisit de fond en comble.

La junte se retira à Zultepec, et tenta des voies de conciliation. Repoussée par l'orgueil de Vénégas, elle porta ses membres au nombre de quarante, et publia un manifeste et une constitution qui déclaraient l'indépendance du Mexique, sans toutefois rompre les liens avec l'Espagne et rejeter la dynastie de Ferdinand. De nombreux corps de guérillas tenaient la campagne.

Un curé, successeur d'Hidalgo, Morelos, reprenait en ce temps la carrière de ce général. Bientôt il força les Espagnols d'abandonner la poursuite de la junte de Zitaquara, en soumettant toutes les côtes méridionales du Mexique, en battant les troupes espagnoles en plusieurs rencontres, principalement à Tixtla, en s'emparant de Quantla-Amilpas et d'Izucar. Les Espagnols firent des pertes nombreuses en essayant de reprendre ces villes. Calléja cependant assiégeait Morelos avec des forces supérieures dans Quantla-Amilpas. Pressé par la famine, celui-ci essaya d'évacuer pendant la nuit; mais sa retraite fut désastreuse. Néanmoins il s'empara successivement de Chilapa, de Tehuacana, d'Oribaza, dont il fit brûler le magasin royal de tabac, estimé à plusieurs milliers de dollars, et d'Antequera. Bientôt Acapulco tomba en son pouvoir, et, d'un autre côté, il intercepta les communications entre Vera-Cruz et Mexico par des guérillas. Pendant ce temps, le colonel Gutierrez et J. M. A. Toledo essayaient de porter la lutte dans le Texas, à l'aide de quelques corps recrutés dans les États-Unis; mais ils furent dispersés par le commandant Arredondo.

Une nouvelle défaite vint abattre les Mexicains. Morelos avait attaqué Valladolid; poursuivi par le royaliste Llano, il tombe la nuit sur un corps d'indépendants. Une funeste erreur donne lieu à un massacre épouvantable, et Llano profite du désordre pour achever la défaite. L'armée espagnole, ranimée par ce succès, bat les indépendants sur tous les points. Ceux-ci remplacent leur junte nationale par un congrès séant à Chilpanzingo, au nord d'Acapulco, qui commence par déclarer le gouvernement du Mexique indépendant de celui de la métropole. Une constitution démocratique est proclamée. Mais sur ces entrefaites Morelos est fait prisonnier dans une expédition qu'il dirigeait sur Oaxaca; et, malgré les réclamations énergiques et menaçantes du congrès, il est fusillé à Saint-Christophe, à six lieues de Mexico [1812].

La mort de Morelos fut une perte irréparable pour le parti mexicain, et avec ce chef dévoué périt pour le moment la cause de l'indépendance. Le congrès s'était dissous, et une nouvelle junte s'était organisée, composée de Manuel Tarau, Alas et Cumpledo; mais les faibles bandes de guérillas ne pouvaient rien contre les forces espagnoles. La terreur pesait sur les cités mexicaines; d'héroïques tentatives d'insurrection furent étouffées dans le sang. Les États-Unis d'Amérique avaient refusé toute assistance : quoiqu'ils trouvassent un intérêt évident dans cette révolution; eux qui n'avaient pu se délivrer de l'Angleterre qu'à l'aide de la France, ne voulurent en rien se compromettre dans une cause qui ne les regardait pas directement eux-mêmes. Le Mexique semblait définitivement rentré dans l'obéissance.

Tout-à-coup, cependant, le parti de l'indépendance rentra dans la lice avec une énergie nouvelle, mais ce fut pour briller un moment et retomber aussitôt. Xavier Mina, le neveu du celèbre Mina, avait été expulsé de l'Espagne par les effets de la politique absolutiste de Ferdinand; il se dévoua à la cause de l'indépendance mexicaine. Après avoir rassemblé des armes, de l'argent et quelques soldats en Angleterre, il passe par les États-Unis, où il augmente sa petite troupe, et débarque subitement, avec quatre cent cinquante hommes, à Soto-la-Marina, dans le Nouveau-Santander. Il laisse cent trente hommes au lieu de débarquement, et s'avance, avec trois cent vingt hommes, vers l'intérieur des terres. Mais aussitôt les créoles accourent sous ses drapeaux; tous les guérillas se rangent sous ses ordres. En vain les Espagnols s'emparent de Soto-la-Marina sur ses derrières; il défait à San-Luis-de-Potosi le premier corps espagnol qu'il rencontre. Toujours vainqueur, il s'empare de Guanaxato et menace la capitale.

Mina s'arrêta à Guanaxato pour organiser son armée. Pendant ce temps le nouveau vice-roi, Apodaca, rassembla ses forces; mais tout souriait à Mina, lorsque la trahison sauva de nouveau les Espagnols. Les royalistes eurent avis d'une reconnaissance qu'il devait faire avec un faible détachement; ils le surprirent en nombre. Mina, pris vivant, fut fusillé. Il avait vingt-huit ans, et promettait un riche avenir (1817).

Un découragement profond saisit alors tous les patriotes mexicains. Tout se soumit, à l'exception de quelques bandes retranchées dans les montagnes. Mais les sentiments n'étaient pas changés, la haine fermenta sourdement dans les cœurs.

Ce fut à cette époque que s'établit, dans le Texas, la colonie de militaires français connue sous le nom de Champ-d'Asile. Ces glorieux débris de notre révolution s'étaient vus expulsés du sein de la France pour laquelle ils avaient versé leur sang. Un pouvoir odieux à la nation française, parce que, sous le masque du christianisme, il était l'antagoniste le plus obstiné des idées chrétiennes d'égalité et de fraternité, les avait forcés de chercher un refuge sur une terre lointaine. Ils voulurent fonder dans le Texas une ville française, et déjà ils avaient commencé leurs travaux, lorsque le général Arredondo, commandant de cette province, encore sous la terreur de la tentative de Mina, envoya des troupes pour dissoudre cette colonie naissante. Les Français obéirent sans résistance, et leur phalange glorieuse fut dispersée (1817).

La cause mexicaine, qui semblait abattue, se releva subitement plus éclatante que jamais, et quelques jours suffirent pour consolider une révolution que tant d'efforts n'avaient pu faire triompher. En 1821, une révolte sérieuse éclate à Acapulco : Apodaca y envoie le colonel Iturbide, qui, au lieu de combattre les insurgés, se met à leur tête. Bientôt une armée nombreuse se forme sous ses ordres et menace les Espagnols, qui eux-mêmes étaient livrés aux querelles intestines. Apodaca avait perdu leur confiance, et on l'avait remplacé par Novella. En même temps la révolution des cortès éclatait dans l'Espagne. Un nouveau vice-roi, Odonoju, fut envoyé, mais il ne croyait pas lui-même qu'il fût possible de conserver la province. Effrayé par les forces que déployait Iturbide, il signa le traité de Cordoue, par lequel on déclarait l'indépendance du Mexique, tout en reconnaissant la dynastie espagnole. Itur-

bide entra à Mexico, y institua une junte provisoire, et fut nommé généralissime des armées de terre et de mer de l'empire du Mexique. Iturbide avait agi pour lui-même dans tout ceci : ancien officier royaliste, il avait saisi l'occasion favorable à son ambition, et maintenant il ne cachait plus ses projets, il voulait imiter Napoléon, il voulait devenir maître du Mexique. Les cortès d'Espagne ne ratifièrent pas le traité de Cordoue. Iturbide profita de la circonstance ; il fit décréter par la régence que, vu l'urgence de la situation du Mexique, elle élisait un empereur indépendant de la métropole, et qu'elle conférait cette dignité à Iturbide. Les vœux de celui-ci étaient atteints. Il s'installa avec une pompe impériale et commença son règne.

Ces actes, cependant, n'avaient nullement excité les sympathies de la nation mexicaine : une opposition hostile s'annonça immédiatement contre le nouvel empereur. Les généraux Vittoria, Santa-Anna et Guerrero, appuyés sur la minorité du congrès, s'avancèrent vers la capitale. Iturbide, digne imitateur de Napoléon, a recours à l'oppression et à la terreur ; il gagne des généraux par la corruption. Des arrestations nombreuses ont lieu, elles sont bientôt suivies d'exécutions. La junte ose s'élever contre ce système inique, elle reçoit d'abord une réprimande, et peu de temps après elle est dissoute [1822].

Iturbide courait à sa perte ; Santa Anna, gouverneur de Vera-Cruz, proclame tout-à-coup la république : il marche à la tête de ses troupes contre le tyran [1823]. La guerre civile recommence ; des combats acharnés sont livrés : enfin l'empereur se voit forcé d'abdiquer ; le congrès proclame sa déchéance et le condamne à l'exil. Cet empereur éphémère marchanda son abdication ; il sollicita diverses faveurs et en obtint quelques-unes ; entr'autres une rente de 25 mille dollars et le titre d'excellence : vain hochet, destiné à consoler son orgueil (1). Une nouvelle constitution républicaine et fédéraliste devint la loi politique du Mexique.

Avant de donner une idée de cette constitution, terminons l'histoire d'Iturbide. Celui-ci voulut contrefaire en tout l'empereur des Français. Il se retira d'abord à Livourne, et y rédigea un mémoire apologétique : bientôt après il passa en Angleterre, et y prépara son retour de l'île d'Elbe. Il s'embarqua en effet pour le Mexique, avec sa femme et deux de ses enfants [11 mai 1824]. Il portait avec lui quelques caisses d'armes et beaucoup d'uniformes et d'ornements impériaux ; il s'imaginait qu'à la seule nouvelle de son débarquemen la population accourrait sous ses drapeaux Il se trompa cruellement ; la nouvelle de son arrivée l'avait précédé au Mexique, et le congrès avait pris toutes les mesures nécessaires : il fut arrêté presque immédiatement après avoir mis le pied à terre, par le général Philippe de la Garza, et fusillé quelques jours après. On renvoya en Europe sa femme et ses enfants, avec une rente de huit mille dollars.

Nous avons assisté à l'enfantement de la nation mexicaine. Les puissances de l'Europe ne la reconnurent pas immédiatement ; mais aujourd'hui que la durée a sanctionné cette révolution, toutes les oppositions ont disparu, et l'Espagne elle-même semble avoir définitivement renoncé à son ancienne colonie.

Jetons maintenant un coup d'œil sur les institutions que se donnèrent les Mexicains ; nous y trouverons la source de la plupart des troubles qui ont éclaté jusqu'à nos jours, et qui ont arrêté le libre développement de leurs principes catholiques.

La constitution, adoptée en 1824 [4 octobre], fut servilement imitée de celle des États-Unis. Deux articles cependant consacrèrent le principe et la conséquence de la différence fondamentale qui séparait le Mexique de cette nation voisine. L'art. 4 de la constitution portait en effet : « La religion de la nation mexicaine est et sera perpétuellement la religion catholique, apostolique et romaine. La nation la protége par des lois sages et justes, et défend l'exercice de tout autre culte. » Dans les lois organiques qui l'accompagnèrent, on posa le principe fondamental de l'égalité des différentes espèces de races qui habitaient le Mexique, et de l'abolition définitive de l'esclavage. Par ces institutions, la nation mexi-

(1) Eugène de Montglave.

caine se plaçait dans la voie des progrès catholiques, et constitua entre elle et les États-Unis le même abîme qui sépare les païens de Rome et de la Grèce, des États modernes de l'Europe. Mais, malheureusement, on adopta les autres principes des États-Unis; on forma de chaque intendance un État particulier, et on divisa ce qui avait toujours été uni; on confia le pouvoir législatif de la fédération à un congrès formé d'un sénat et d'une chambre de députés électifs. Un président fut mis en tête du pouvoir exécutif. Le pouvoir judiciaire fut établi sur les mêmes bases qu'aux États-Unis. Comme dans ce pays toutes les fonctions furent attribuées à l'élection et soumises à une durée fort limité. Le président était élu pour trois années, le congrès, pour une seule. Chaque État eut un gouvernement particulier, qui fut constitué suivant les mêmes règles, et au lieu d'une seule nation, comme il en avait été jusque là, le Mexique se composa d'une foule de nations particulières, liées par un système fédératif très-faible.

Le général Vittoria fut le premier élevé à la place de président. Mais dès cette époque deux partis commencèrent à diviser la nation. Jusqu'ici, en effet, un gouvernement central avait régné sur le Mexique, et le système fédératif qu'on venait d'y établir non-seulement répugnait aux idées catholiques des Mexicains, mais était contraire à toutes leurs habitudes. Il se forma donc bientôt un parti qui demanda l'unité de la nation et du pouvoir. L'histoire du Mexique jusqu'à nos jours n'est autre chose que la lutte de ce parti contre le parti fédéraliste. Aujourd'hui ce sont les unitaires qui ont triomphé, et la constitution de 1824 est abolie.

Avant d'exposer cette lutte, faisons une remarque qui en donnera l'intelligence : de même que dans toutes les colonies espagnoles du Nouveau-Monde, de même que dans l'Espagne continentale elle-même, l'esprit public, les idées politiques sont bien arriérés au Mexique. Toutes ces populations sont fort ignorantes, fort paresseuses, et en même temps fort mobiles et vaniteuses. L'esprit personnel est pour beaucoup dans toutes les révolutions qui agitent ce pays; et, du reste, vis-à-vis de la nation même, comme vis-à-vis de l'Europe, la question de l'unité et du fédéralisme est très-mal posée; les unitaires, en même temps qu'ils veulent une chose fort louable, l'indivisibilité de la nation et la destruction du fédéralisme, tendent à imiter les gouvernements absolutistes de l'Europe : ils ont désapprouvé la révolution de juillet, et désirent instituer une royauté héréditaire. Les fédéralistes, au contraire, se présentent sous les apparences libérales; mais il est évident qu'ils concluent à la dissolution de la société mexicaine : aussi, si nous devons dire notre avis, mieux vaudrait aujourd'hui pour le Mexique une dictature ferme, qui constituât l'unité de la nation, et la mît dans une voie de progrès, qu'une constitution républicaine, même conforme aux doctrines catholiques et unitaires, mais à la hauteur de laquelle ne se trouve pas encore l'esprit public dans ce pays.

Dès les premières années la république nouvelle fut en proie à la discorde. Plusieurs conspirations furent étouffées dès le commencement, entre autres celle de Favas, en 1827; et celle du moine Zoachim Arénas, en faveur de la religion et du roi, dans la même année. Les sociétés politiques, principalement la loge maçonnique des Yorkins, excitaient des troubles continuels. On supprima cette dernière; en 1828 les généraux Bravo et Barragan tramèrent une conspiration, qui fut découverte. La république envoya dans ce temps au congrès de Panama, invoqué par Bolivar, ses délégués pour y discuter en commun les moyens d'unir toutes les républiques centrales par une confédération commune. Ce congrès n'eut aucun résultat. En 1829, Gomez Pedroza, qui penchait vers les unitaires, fut élu à la présidence; mais le général Santa-Anna s'opposa à cette élection : appuyée par la force militaire, la minorité du congrès proclama président, Guerrero chef du parti fédéraliste, et on éleva à la vice-présidence Bustamente. Un parti se forma immédiatement contre Guerrero.

A cette époque, Ferdinand essaya une dernière tentative pour ressaisir le Mexique; Barrados, à la tête d'une expédition, débar-

que à Cabo Rojo, et s'empare bientôt de Tampico. Plein de confiance, il renvoya sa flotte, et crut soumettre le Mexique en peu de jours; mais le général Santa-Anna avait pris l'initiative de la défense; Barrados, renfermé à Tampico, vit ses quatre mille hommes décimés par la fièvre et la misère; poursuivi vigoureusement, il se soumit à une honteuse capitulation, et revint en Espagne, sans autre résultat.

Guerrero rassembla à Jalapa un corps de réserve pour le cas d'une nouvelle invasion. Il en confia le commandement à Bustamente. Celui-ci était pour la centralisation, ainsi que tous ses soldats. Il se prononça donc contre Guerrero, et proposa ce qu'on a appelé le plan de Jalapa, qui du reste était très-peu clair, et où l'ancienne constitution était conservée. Avec trois mille hommes il marcha sur Mexico. En vain Santa-Anna voulut-il soutenir Guerrero, celui-ci fut obligé de fuir dans les montagnes du sud.

Bustamente s'installa au pouvoir : il expulsa du congrès les députés qui lui étaient contraires, créa un ministère centralisateur dont le chef fut Alaman, et saisit d'une main ferme les rênes de l'État. Il eut l'adresse de faire nommer des hommes de son parti aux principaux évêchés, de maintenir les formes fédérales, quoiqu'il gouvernât despotiquement, et de ne pas se livrer à des persécutions individuelles. Cependant Guerrero avait soulevé les États du sud-ouest, et s'était emparé d'Acapulco. Il y eut un instant où il fit trembler Bustamente. Le général Barragan, pour concilier les partis, voulut qu'on formât une junte composée de dix-huit personnes, parmi lesquelles on désignait des gouverneurs d'État, des gouverneurs ecclésiastiques, ainsi que les généraux Guerrero, Bustamente, Bravo et Santa-Anna. Mais ce projet ne convint à personne. Bustamente envoya le général Bravo contre Guerrero et la guerre continua.

L'administration d'Alaman avait répandu dans le Mexique une prospérité à laquelle on n'était plus habitué. Les élections de 1830 furent favorables à Bustamente. Bientôt aussi la trahison le débarrassa de son plus redoutable ennemi. Picalonga, capitaine sarde mouillé à Acapulco, invita Guerrero à monter à son bord; celui-ci s'y rendit en toute confiance. Le traître avait reçu la somme de 50,000 pesos. Il mit à la voile, et livra Guerrero au gouvernement. Peu de jours après ce général fut exécuté.

Cette infâme trahison, en arrêtant l'insurrection pour le moment, eut une influence très-fâcheuse sur l'opinion publique. La presse, qui jusque-là avait été servile, vit apparaître des organes plus indépendants. Différentes vexations irritèrent la population, et le sentiment fédéraliste commençait à reprendre le dessus. Un abus d'autorité du général Ynclan, qui commandait à Guadalaxara, acheva d'alarmer les libéraux. Ce général avait arrêté un imprimeur pour avoir imprimé un pamphlet contre lui, et, malgré l'intervention de l'autorité fédérale de l'état de Xalisco, il avait voulu le faire fusiller. Tout se prépara pour une nouvelle révolution.

Subitement, le 2 janvier 1832, les chefs de la garnison de Vera-Cruz se déclarèrent contre le gouvernement. Ils se mirent sous la direction de Santa-Anna, et demandèrent avant tout le renvoi du ministère centralisateur. Celui-ci donna en effet sa démission, mais Bustamente refusa de l'accepter. Quelques négociations eurent lieu sans amener aucun résultat, et la guerre recommença.

Les troupes du gouvernement marchèrent sur Vera-Cruz, quartier-général de Santa-Anna. Dans un premier combat, celui-ci fut victorieux, et une partie de l'avant-garde du général Calderon, qui la commandait, passa de son côté. Plein de confiance, il s'avança contre ce général lui-même; mais ici la chance fut différente : Santa-Anna, battu complètement à Tolomé, y perdit ses plus braves officiers et son artillerie, et revint presque seul à Vera-Cruz.

La cause de Santa-Anna était perdue, si elle ne se fût relevée subitement sur un autre point. La nouvelle de la bataille de Tolomé produisit à Tampico un effet tout différent de celui que le gouvernement en attendait. Une conspiration fut tramée, et dans la même nuit on arrêta les commandants de Tampico et de Pueblo-Viejo, les généraux Ramirez et Mora. On adopta les conclusions

Vista de la escalera principal del Capitolio en Washington

Pl. 15



Bartlett del.

Léonce Lhuillier Sculp.

AMÉRIQUE

VUE DU GRAND ESCALIER DU CAPITOLE DE WASHINGTON.

de Santa-Anna : le général Moctezuma se mit à la tête des conjurés. Bientôt les États de Tamaulipas, de Zacatecas et de Xalisco se soulevèrent contre le gouvernement.

Le général Pedraza avait été le premier inconstitutionnellement dépouillé de la présidence. Ce fut donc lui qu'on y porta pour quelques mois [décembre 1832]. Bustamente et son ministère se retirèrent avec amnistie complète, après avoir éprouvé un échec sous Puebla. Aux prochaines élections Santa-Anna devint président. Le parti fédéraliste triomphait (1).

Ici s'arrêtent les documents que nous fournit la *Revue Britannique,* et nous arrivons aux événements les plus récents. Nous devons dire que les nouvelles du Mexique sont très-rares et très-incomplètes en Europe, et que ce n'est qu'après les plus pénibles recherches que nous sommes parvenu à établir les faits qui suivent.

Une réaction suivit la retraite de Bustamente et d'Alaman. On parla de réformer le clergé, d'établir la liberté des cultes, d'expulser les étrangers, car une haine violente contre les Européens se trouvait liée au sentiment fédéraliste. Cependant le parti centralisateur n'était nullement abattu, et une foule d'ambitions personnelles surgissaient de toutes parts. Plusieurs révoltes eurent lieu ; la plus importante éclata en même temps à Valladolid et à Cuernavaca. Les insurgés demandèrent la centralisation, et, pour rattacher le gouvernement à leur cause, ils proclamèrent Santa-Anna dictateur. Celui-ci ne se laissa pas prendre au piége, il marcha contre les insurgés. Surpris et fait prisonnier dans une première rencontre, il parvint bientôt à s'échapper, et quand il fut de retour à Mexico, il prit des mesures efficaces pour arrêter les efforts des centralisateurs. Une trentaine d'entre eux furent expulsés, entre autres l'ancien président Bustamente. Mais pour parvenir à ce résultat, le congrès avait lui-même revêtu Santa-Anna d'un pouvoir dictatorial. Le sentiment centralisateur était véritablement prédominant au Mexique, et Santa-Anna, après avoir ballotté encore pendant un certain temps entre les deux partis, après s'être prêté encore aux volontés du parti fédéraliste en abolissant les dîmes ecclésiastiques et la sanction légale des vœux religieux, soit ambition, soit tout autre motif, finit lui-même par marcher dans des voies unitaires. Plusieurs révoltes eurent lieu : l'une d'elles, dans le Zacatecas, le fit trembler pour son pouvoir ; mais il parvint à la vaincre, et, à la suite des événements qui résultèrent de cette victoire, fut proclamée une nouvelle constitution par laquelle on établissait le gouvernement central [23 octobre 1835]. Voici les articles dérogatoires à l'ancienne constitution. Celle-ci fut maintenue dans tout le surplus :

Art. 2. Aussi long-temps que les voyageurs résidents et habitants du territoire mexicain respecteront la religion et les lois du pays, la nation leur garantira leurs droits. Le droit des gens spécifie le droit des étrangers ; les droits des citoyens mexicains seront spécifiés par une loi particulière (1).

Art. 8. Le territoire mexicain sera divisé en départements ; une loi en déterminera le nombre, l'étendue et la population.

Art. 9. Il y aura dans chaque département un gouverneur et une junte départementale dont les membres seront nommés périodiquement par le gouvernement suprême, mais avec l'assentiment préalable des assemblées.

Art. 10. Le pouvoir exécutif dans les départements appartiendra au gouverneur, qui sera soumis au gouvernement suprême. Les juntes départementales auront le droit de régler les intérêts municipaux, électoraux et législatifs, ainsi que le prescrira la loi qui sera rendue sur leur organisation.

Quelle que fut la manière dont on obtint cette constitution, elle était un progrès évident pour le Mexique, et, appliquée par une main énergique, elle était un moyen puis-

(1) Nous avons tiré ces détails d'un article inséré dans la *Revue Britannique*, octobre 1838.

(1) Cet article repondait aux demandes continuelles d'expulsion des étrangers, qu'une haine aveugle inspirait aux Mexicains. Nous en parlerons plus tard.

sant pour la régénération de ce peuple. Mais elle ne termina pas immédiatement les guerres intestines. Les habitants du Texas d'abord s'en firent un prétexte de révolte. Cette province, presque inhabitée, avait reçu dans son sein une foule d'aventuriers des États-Unis, qui, ne trouvant pas d'exploitations convenables dans les États du sud de l'Amérique anglaise, s'étaient établis dans le Texas, et commençaient à y former une population anglaise, hostile aux idées mexicaines, surtout aux tendances catholiques et unitaires qui se faisaient jour dans ce pays. Déjà, en 1827, ils s'étaient insurgés, et le gouvernement des États-Unis, qui convoitait depuis long-temps cette riche contrée, leur fournissait des armes et des munitions. Mais, à cette époque, les Anglo-Américains étaient encore en trop petit nombre pour lutter contre le Mexique. Depuis ce temps, cette population s'accrut toujours et apporta les germes d'une contradiction manifeste aux principes mexicains. En effet, ces nouveaux colons amenaient avec eux des esclaves, et l'esclavage était expressément défendu au Mexique. Ce fut une nouvelle cause de dissensions, et les Texiens profitèrent de l'occasion que leur offrait le changement opéré dans la constitution mexicaine pour se révolter contre le pouvoir central, se proclamer indépendants du Mexique, et se donner une constitution particulière (copiée sur celle des États-Unis). Les États-Unis les encouragèrent dans cette prétention ; mais les Mexicains tenaient au Texas. Le général Santa-Anna marcha contre l'armée des insurgés, à la tête d'une force assez considérables. Mais, au moment de livrer bataille, une terreur panique saisit les troupes mexicaines ; la déroute fut complète, et Santa-Anna, qui s'était caché sur un arbre, fut fait prisonnier [22 avril 1836]. Un armistice fut conclu avec les Texiens. Les États-Unis reconnurent aussitôt leur indépendance. Immédiatement les relations diplomatiques furent rompues entre cette nation et le Mexique ; mais aucune guerre ne s'en est suivie jusque aujourd'hui, et le Texas se trouve toujours séparé de fait du Mexique. A la nouvelle de la captivité de Santa-Anna, le parti fédéraliste se remua au Mexique ; mais les centralisateurs portèrent Bustamente à la présidence. Celui-ci persévéra dans l'ancien système gouvernemental. Les Texiens alors relâchèrent Santa-Anna, espérant qu'il ferait une diversion. En effet, il se mit à la tête de quelques troupes et proclama la constitution de 1824. Mais Bustamente le vainquit, ainsi que quelques autres conspirateurs, et aujourd'hui il est encore président du Mexique.

Le dernier événement dont nous ayons à parler relativement à cette république est le différend survenu entre elle et la France. Par suite de l'envie aveugle dont ils sont animés envers tous les Européens, les Mexicains portèrent les décrets les plus iniques contre les étrangers, principalement en ce qui concerne l'exportation et l'importation de l'argent et des marchandises, et le commerce en général. Plusieurs négociants français en souffrirent considérablement dans leur honneur et leur fortune. On alla plus loin, on maltraita leurs personnes, on pilla leurs propriétés. En vain ils eurent recours à la justice du pays ; ils n'en purent rien obtenir. Le gouvernement français demanda satisfaction, et comme elle lui fut refusée, une escadre française bloqua le port de la Vera-Cruz. Ce blocus dure depuis plusieurs mois ; mais un événement dont nous apprenons la nouvelle au moment de mettre sous presse, va hâter, nous l'espérons, le dénouement de cette mésintelligence. Le fort de Saint-Jean d'Ulloa, citadelle de la Vera-Cruz, *le Gibraltar du Mexique*, réputé imprenable, s'est rendu après un bombardement de quatre heures par les frégates *l'Iphigénie*, *la Néréide* et *la Gloire*, et la bombarde *la Créole*, qui fit sauter la poudrière du fort en y jetant quelques obus. Le contre-amiral Baudin commandait l'escadre. Dans cette circonstance, notre brave marine a orné d'un nouveau fleuron la couronne déjà si riche et si brillante de la gloire militaire de notre patrie (1).

Nous terminons ici l'histoire moderne du Mexique, nous réservant de manifester les réflexions qu'elle nous inspire dans l'expo-

(1) Novembre 1838.

sition à laquelle nous allons procéder maintenant de l'état actuel de ce pays.

ÉTAT ACTUEL DU MEXIQUE.

Plusieurs voyageurs modernes nous ont donné des notions suffisantes sur l'état actuel du Mexique. M. de Humboldt a parcouru ce pays peu avant la révolution qui le sépara de l'Espagne (1); depuis ce temps, M. Beulloch, voyageur anglais (2), et M. Michel Chevalier (3), nous ont fourni des données très-récentes. Il résulte de la comparaison de ces documents que, depuis la révolution, la prospérité morale et intellectuelle a été en décroissance continuelle. Cela s'explique facilement par le défaut de gouvernement et d'administration, et par le manque absolu d'esprit public et d'activité nationale. Nous allons, du reste, laisser parler les voyageurs eux-mêmes.

L'étendue totale du Mexique, en y comprenant le Texas, est de deux cent dix mille lieues carrées. Les États qui en font partie sont les suivants : le Guanaxato, ou État occidental de l'intérieur, dans lequel sont comprises les provinces de la Sonora et de Cinaloa ; l'État oriental de l'intérieur, qui renferme les provinces de Cohahiula, de la Nuevo-Léon et du Texas (aujourd'hui séparé de fait) ; l'État de l'intérieur au nord, composé des provinces de Chihahua, de Durango et du Nouveau-Mexique ; l'État de Mexico, ceux de Méchoacan, de Oaxaca, de la Puebla, du Nouveau-Santander, qui a pris le nom de Tamaulipas, de Tabasco, de la Vera-Cruz, de Xalisco, de Yucatan et de Zacatécas. De même que la confédération des États-Unis, celle du Mexique possède plusieurs territoires qui ne jouissent pas des avantages accordés aux États confédérés : ce sont les deux Californies, le Nouveau-Mexique, contrées peu habitées et parcourues par des tribus sauvages ; le district de Colima et celui de Tlascala, qui ont une organisation spéciale.

La population actuelle se compose de plusieurs classes distinguées par leur origine, savoir : les blancs, les Indiens, les nègres et les races mêlées. Les blancs se subdivisent eux-mêmes en deux classes : les Européens, appelés Cachupines, dont le nombre se compose, d'après M. de Humboldt, de quatre-vingt dix mille individus, et les créoles, qui sont à peu près au nombre d'un million deux cent mille. Les Indiens, les nègres et les races mêlées constituent le reste de la population, qui, d'après les calculs les plus récents, s'élevait, en 1824, à sept millions d'âmes, en tout. Cette population pourrait être beaucoup plus considérable sur un territoire aussi fertile que le Mexique. Mais, outre l'inactivité sociale qui en a arrêté le développement, plusieurs maladies épidémiques ont ravagé cruellement ce pays : la petite-vérole, qui y fut introduite en 1520, a enlevé, à plusieurs reprises, plus de la moitié des habitants. Les épidémies les plus célèbres furent celles de 1763 et 1797. La vaccine, qui fut introduite au Mexique en 1804 par le respectable Thomas Murphi, en préservera sans doute à l'avenir cette malheureuse contrée. Une autre maladie, spéciale aux Indiens, le matlazahuatl, causa à plusieurs reprises de grands désastres. La fièvre jaune et le vomissement noir ravagent les bords de la mer, chauds et humides. Les races mêlées se subdivisent en plusieurs classes ; on compte principalement les métis, issus de blancs et d'Indiens ; les mulâtres, issus de blancs et de nègres ; les Zambos, issus de nègres et d'Indiens ; toutes ces races donnent lieu à des subdivisions spéciales en s'alliant entre elles ou avec des races non mêlées, et ce sont les individus qui naissent de ces alliances qu'on appelle chinois, quarterons, quinterons, etc., suivant la dose de sang blanc qui coule dans leurs veines.

Du temps de M. de Humboldt, le préjugé des races était encore assez fort ; l'Européen surtout était honoré et estimé par-dessus tous les autres, et cette position exceptionnelle n'a pas peu servi à développer l'esprit de haine et d'envie que les Américains nour-

(1) De Humboldt, Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne. 5 vol., 1811.

(2) Beulloch, le Mexique en 1823. 2 vol., 1824.

(3) Lettres au Journal des Débats, dans les numéros du 1 au 15 août 1835, et 15 août 1837.

» que le vaincu s'embarque à Tampico ou à » Vera-Cruz avec tous les honneurs de la » guerre. »

Cette décadence du sentiment moral a entraîné une décadence semblable dans les richesses matérielles. Malgré leur mauvaise administration, les Espagnols avaient réussi à fonder une certaine aisance; on trouvait une foule de propriétaires possédant plusieurs millions de rentes, et un grand nombre de villes avaient pris naissance. Parmi elles on en comptait de fort peuplées; en 1802, Mexico avait cent soixante-huit mille habitants; la Puebla soixante-dix mille; Queretaro, soixante-huit mille; Zacatécas, trente-cinq mille; Oaxaca, vingt-quatre mille. La ville de Mexico, qui, aujourd'hui, se trouve assez éloignée du lac, par suite des désséchements, brillait par ses beaux édifices. Le culte catholique y étalait ses magnificences, ainsi que dans beaucoup d'autres villes; les Espagnols avaient accumulé de grandes richesses dans les églises; ils les avaient ornées de statues, de vases, de candélabres en argent massif. Le port de Vera-Cruz, malgré les ravages de la fièvre, était l'entrepôt d'un commerce considérable, et comptait dix-sept mille habitants. Celui d'Acapulco était vivifié par le galion de Manille et un cabotage étendu. Aujourd'hui les monuments publics se délabrent, tout dépérit, rien n'est réparé; la chaussée superbe, comparable à celle du Simplon et du Mont-Cenis, construite au travers des déserts et des précipices, pour franchir l'intervalle du bord de la mer au sommet du plateau, et qui gravit une hauteur de près de dix mille pieds, fut dégradée et defoncée sur plusieurs points pendant les guerres de l'indépendance, et, au 1er janvier 1835, les Mexicains n'y avaient pas replacé un seul pavé, n'y avaient pas comblé une ornière, n'y avaient pas coupé un seul des grands arbres qui, sous l'influence du soleil des tropiques, se sont mis à croître en l'absence des voyageurs et des marchandises, au milieu du chemin (1). En 1829, Vera-Cruz ne comptait plus que sept mille habitants, et était très-misérable. Le commerce d'Acapulco était complétement ruiné. Du reste, toute sécurité a disparu; les abords des cités les plus populeuses sont peuplés de malfaiteurs : il y a de nombreux exemples de gens dépouillés le dimanche à l'heure où il y a le plus de promeneurs dehors, dans un rayon d'une lieue autour de Mexico, quoique ce soit une plaine aride et nue. C'est un hasard quand la diligence de Mexico à Vera-Cruz n'est pas arrêtée. Il faut des régiments entiers pour conduire à Vera-Cruz les convois d'argent qui doivent partir pour l'Europe, tandis qu'anciennement toute escorte était inutile.

Les finances mexicaines ont toujours été dans un état fort déplorable, et il s'est passé peu d'années où l'on n'ait été forcé de faire des emprunts. Le produit des mines s'est singulièrement réduit; il était de cent vingt millions, à peu près, avant la guerre de l'indépendance; il était tombé à soixante à la fin de la lutte contre la métropole, et aujourd'hui, malgré les sacrifices énormes des compagnies anglaises, il atteint quatre vingt-dix millions à peine. L'agriculture est négligée; on a peu ou point profité de ce qu'il n'était plus défendu de planter la vigne et l'olivier; à peine connaît-on aujourd'hui quelques pieds de cacao au Mexique, et c'est pourtant de ce pays qu'est venu le chocolat. L'exploitation de la cochenille, la pêche des perles et de la baleine, les vastes forêts de bois de Campêche formeraient, si on le voulait, une branche importante de l'industrie mexicaine. On aurait pu supposer qu'une fois les ports ouverts au commerce et aux habitants de l'Europe, des fabriques perfectionnées s'établiraient dans un pays où la main d'œuvre n'est pas chère, où l'ouvrier est soumis et possède à un haut degré le talent d'imitation; sur un sol qui produit déjà le coton, où les Espagnols avaient multiplié les bêtes à laine, où la culture de la soie serait prodigieusement aisée Malheureusement les Mexicains, riches et pauvres, sont dépourvus de tout esprit d'entreprise, et pour les Européens, leur position précaire ne leur permet pas de fonder des établissements durables. A chaque session du congrès ils sont périodiquement menacés d'être chas-

(1) M. Michel Chevalier.

sés du sol de la république. Un déploiement industriel quelconque exciterait la jalousie des habitants, et l'entrepreneur français ou anglais dont les ateliers feraient parler de lui courrait grand risque d'être pillé à la première émeute.

Le commerce n'est pas plus florissant que les manufactures. Le transport intérieur se fait à dos d'âne et de mulet. Jamais on ne rencontre un chariot sur les routes. Le commerce extérieur sur le golfe du Mexique a lieu par le port de Vera-Cruz, de Tampico, du Nouveau-Santander, de Campêche et de Huasacualco; celui de Vera-Cruz est le plus important, et nous avons dit dans quel état il se trouve. Les autres ports sont des rades pleines de bas-fonds, des embouchures de rivières fermées de barres. Sur l'Océan-Pacifique, le Mexique possède les ports d'Acapulco, qui est un des plus beaux du monde, de San-Blas, de Mouterey et de San-Francisco; mais ils sont presque abandonnés aujourd'hui.

L'exportation de Vera-Cruz consiste en or et argent en lingots ou monnoyé, vaisselle plate, cochenille, sucre, farines, indigo, viande salée, légumes secs et autres comestibles, cuirs coupés, salsepareille, vanille, jalap, savon, bois de Campêche, poivre de Tabasco. L'importation comprend les étoffes, les toiles de fil, de coton, les draps, les soieries, le papier, l'eau-de-vie, le cacao, le vif argent, le fer, l'acier, le vin, la cire. Suivant M. de Humboldt, l'exportation se montait, en 1803, à 22 millions de piastres, et l'importation à 15 millions. Aujourd'hui le grand commerce a cessé. Les seuls travaux qui assurent quelques bénéfices sont les états manuels, tels que ceux de tapissiers, tailleurs, bottiers, selliers, brodeuses, lingères. Les usages commerciaux du pays sont arriérés de cent ans, comme ceux de l'Espagne. On n'y connaît pas la lettre de change, ni les réglements négociables. Le taux de l'intérêt varie, pour les bonnes maisons, de un et demi à deux et demi pour cent.

Ce triste exposé de la situation actuelle du Mexique justifiera, nous le pensons, ce que nous avons dit en commençant l'histoire moderne de ce pays, qu'il lui faudrait une dictature sage et ferme, qui sût réprimer toutes les mauvaises passions individuelles, et imprimer à la nation l'esprit d'activité et de travail. Car il ne suffit pas qu'une bonne doctrine soit déposée dans le sein d'un peuple, il faut encore que l'ivraie n'étouffe pas le bon grain; il faut la pratique du bien pour réaliser ce que la loi contient en puissance. Sans hommes dévoués pour les mettre en œuvre, les meilleures idées resteront stériles, et c'est là l'exemple que nous présente aujourd'hui le Mexique. C'est le désordre et l'inactivité qui en forment les plaies les plus profondes. Toute l'activité des Mexicains consiste à faire des émeutes; du reste, ils ne mettent pas plus d'ardeur au mal qu'au bien, à faire leur propre fortune qu'à se dévouer à la patrie. Ce sont ces vices destructeurs de toute société que le gouvernement doit déraciner les premiers. Ce travail sans doute ne peut se faire que lentement; mais s'il réussit, si une nouvelle énergie sociale sort du sentiment catholique mieux compris, si surtout la forme centrale parvient à se consolider, le Mexique réparera facilement tous ses désastres, et donnera sans doute au Nouveau-Monde l'exemple brillant d'une nationalité fondée sur les principes de l'unité, de la liberté et de la fraternité.

HISTOIRE DU GUATEMALA,

OU

DES ÉTATS DE LA CONFÉDÉRATION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE.

Au sud du Mexique, et sur la plus grande partie de l'isthme qui unit les deux Amériques, une région peu étendue, comparativement à celles qu'occupent les peuples américains, mais qui en Europe suffirait à une grande nation, forme le territoire d'un État séparé du Mexique depuis 1823. Le Guatemala, ou les États de la confédération centrale, n'ont été jusqu'aujourd'hui d'aucune importance historique, et ne méritent pas encore une histoire : aussi nous aurons peu de chose à en dire ; et, si nous en parlons, c'est pour ne pas laisser subsister la moindre lacune dans notre publication.

La république de Guatemala, bornée au nord par le Mexique, à l'est par la Colombie, s'étend, entre le grand Océan et la mer des Antilles, du nord-ouest au sud-est. Elle est comprise entre le 85e et le 97e degré de longitude occidentale, et entre le 8e et le 17e parallèle au nord de l'équateur. Elle a trois cent soixante lieues de long, et cent trente dans sa plus grande largeur. Les côtes, parsemées d'un très-grand nombre d'îles et d'écueils, offrent un développement de plus de cinq cents lieues. La grande Cordillière du Mexique la traverse dans toute sa longueur, et la couvre en grande partie de ses pics élevés et de ses volcans terribles. On y trouve plus de quarante de ces derniers en pleine activité ; et, à plusieurs reprises, ils ont porté la mort et la destruction dans les cités les plus populeuses. L'élévation du terrain, combinée avec l'ardeur tropicale du soleil, exerce une heureuse influence, et fait jouir la plupart des contrées du Guatemala d'un climat doux et printannier. Mais les bords de la mer offrent une chaleur excessive, et les nombreux cours d'eau qui sortent des montagnes pendant la durée de la saison pluvieuse se gonflant démesurément, deviennent des torrents impétueux, et répandent dans l'air une humidité, germe des maladies les plus pernicieuses.

Le versant occidental et méridional de la chaîne de l'Amérique centrale offre très-peu de largeur. Il est occupé par le district fédéral et par les États de Guatemala, de San-Salvador et de Nicaragua ; il n'offre que des cours d'eau d'une faible importance. Le versant opposé forme un vaste territoire couvert de forêts et d'immenses pâturages, riche en mines d'or et d'argent et en végétaux de toute espèce, l'état de Honduras. Le grand Rio-Segovia le traverse en entier ; on y trouve en outre une foule d'autres cours d'eau moins considérables, tels que le Rio de Perlas et le Rio-Tinto. Au nord de ce versant, le lac Izaval ou Dulce, occupe une longueur de dix-neuf lieues sur onze de large, et déverse ses eaux dans le golfe de Honduras par le Rio-Dulce.

L'extrémité sud-ouest du Guatemala est formée par l'État de Costa-Rica, presque entièrement couvert par la Cordillière. Mais, avant d'y arriver, cette chaîne immense se trouve interrompue par le grand lac Nicaragua, long de cinquante lieues, et large de quinze. De ce lac sort un fleuve large et profond, le San-Juan, dont le cours a plus de quarante lieues de long, et qui va se jeter dans la mer des Antilles. D'un autre côté, le bord occidental du lac n'est séparé de l'Océan-Pacifique que par une branche de la Cordillière, large de cinq à six lieues à peine, qui, malgré sa grande élévation, pourrait facilement être coupée. Ce projet existe en effet, et on se servirait de la présence du lac et du fleuve San-Juan pour opérer la jonction des deux mers, jonction qui demanderait moins de dépenses et de travaux sur ce point que sur tous les autres. Ce serait là un travail

qui trouverait bientôt sa récompense, car, certes, le Guatemala deviendrait l'entrepôt du commerce des deux mondes, et il est difficile de prévoir les immenses résultats qu'une pareille opération pourrait entraîner.

Les Espagnols s'emparèrent de Guatemala (1) en même temps que des autres parties méridionales du Mexique. Cette province, soumise au vice-roi du Mexique, ne formait d'abord qu'un district; bientôt on en fit une capitainerie générale, qui reçut le titre de royaume: elle offrait de grandes ressources aux Espagnols, entr'autres, le territoire de Honduras était célèbre pour ses bois de Campêche; celui de l'État de Guatemala donnait le plus bel indigo du monde: cependant on la négligea toujours, et même les Anglais parvinrent à enlever pendant quelque temps une partie du commerce du bois de teinture aux Espagnols. Quelques aventuriers de la Jamaïque firent une première tentative au cap Catoche, situé au sud-est de celui de Yucatan, et firent un grand profit en y coupant des bois; lorsque les arbres les plus proches de la côte furent abattus, ils se portèrent à l'île de Trist, dans la baie de Campêche; enfin ils portèrent leur principal établissement à la baie de Honduras. Les Espagnols, alarmés de cette entreprise, tâchèrent, par la voie des remontrances ou des négociations, et enfin à force ouverte, d'empêcher les Anglais de mettre les pieds dans cette partie du continent américain, sans pouvoir y parvenir. Ils employerent alors un moyen plus sûr, et comme le bois de Yucatan était meilleur, ils ruinèrent les établissements anglais par la concurrence (2).

Plusieurs villes s'élevèrent dans le Guatemala. Guatemala la Vieja, ou Santiago de los Caballeros de Guatemala, aujourd'hui chef-lieu de l'État de Guatemala, offre à elle seule un exemple des catastrophes auxquelles la nature semble réserver l'Amérique centrale. Située au pied du mont Agua, à dix lieues du grand Océan, elle remplaça, en 1524, la ville antique qui avait servi de résidence aux rois Rachiquèlès, et que les feux souterrains avaient renversée. La nouvelle ville, ayant été fondée le jour de saint Jacques, reçut le surnom de Santiago : mais, placée entre deux volcans, elle fut détruite, au bout de vingt ans, par les torrents de laves de l'un et les torrents d'eau bouillante de l'autre: une partie de ses habitants fut même ensevelie sous ses ruines. Ceux qui échappèrent à ces désastres la rebâtirent un peu plus loin. Ils se croyaient à l'abri des ravages des deux monts ignivômes, lorsque, en 1775, un tremblement de terre renversa la nouvelle ville. Avant cette terrible catastrophe, Santiago de Guatemala était une des plus belles cités du Nouveau-Monde; de ses trente-huit églises il ne reste plus que sa cathédrale; de ses trente-quatre mille habitants cinq mille seulement persévérèrent à rester au milieu de ses ruiues; les autres allèrent fonder, à dix lieues au sud, une nouvelle ville sous le même nom. Guatemala-la-Vieja est cependant repeuplée au point qu'elle compte aujourd'hui près de dix-huit mille individus (1).

Guatemala-la-Nueva jouit d'un climat délicieux. Cependant les accidents très-variés du terrain produisent dans ses environs les variétés les plus étonnantes de température, et, dans un rayon de vingt lieues, ils offrent les climats les plus divers. A la distance de huit lieues se trouvent plusieurs coteaux volcaniques, appelés Mastratons, aux environs desquels la terre est dans une agitation continuelle. La nouvelle ville de Guatemala, aujourd'hui capitale de la confédération, et chef-lieu du district fédéral, possède une population de cinquante mille âmes. Après Guatemala les principales villes de cette république sont celle de San-Salvador, forte de quarante mille habitants, et celles de Léon et de Nicaragua, dans l'État de ce nom, dont la première a trente-huit mille habitants, et la seconde vingt-deux mille, en y comprenant les villages qui forment leurs faubourgs.

La superficie totale de l'État de Guatemala est de vingt-six mille six cents lieues carrées; on évalue le nombre de ses habitants à deux millions cinq cent mille. Beaucoup de points

(1) Le nom de Guatemala vient d'un mot indien qui signifie lieu couvert d'arbres.

(2) Robertson, Histoire de l'Amérique, liv. III.

(1) Maltebrun, Traité élémentaire de Géographie.

du territoire ne sont nullement occupés par les Européens, et les peuples sauvages, que ceux-ci y trouvèrent lors de leur arrivée, en sont encore les maîtres, et vivent dans une complète indépendance. Il en est ainsi des Mosquitos, qui occupent la partie occidentale de l'État de Honduras, et au milieu desquels se trouve une tribu de Zambos, race mêlée, provenue de nègres et d'Indiens.

Le Guatemala n'avait pris aucune part aux guerres de l'indépendance mexicaine, et n'avait jamais essayé de secouer la domination espagnole. Cependant, en 1821, quand Odonoju traita avec Iturbide, ces provinces furent également évacuées par les Espagnols. Mais, en 1823, une insurrection y éclata subitement; la cause en résidait dans la diversité des intérêts commerciaux : le Guatemala se trouvait plus intéressé, sous ce rapport, à entrer dans le système de la Colombie. Le Mexique était occupé alors des troubles suscités par Iturbide; il ne put rien faire pour arrêter l'insurrection qui allait lui enlever un territoire important : celle-ci eut son plein effet, le Guatemala se donna une constitution décrétée par une assemblée nationale, le 22 novembre 1824, semblable à celle du Mexique, à l'exception que le pouvoir exécutif put être remis en plusieurs mains. Comme au Mexique, la religion catholique fut proclamée religion dominante, et l'esclavage fut aboli. Voici ce que dit à ce sujet M. Maltebrun dans son Précis de Géographie : « Depuis la promulgation de la constitution, » l'esclavage a été aboli sur cette terre nou» vellement affranchie, et tous les esclaves » ont été mis en liberté. Le gouvernement » s'engagea à rembourser aux propriétaires » le prix d'achat de chacun d'eux; mais les » riches citoyens, se faisant un devoir d'a» dopter franchement les principes de mo» rale et de justice qui servaient de base à » ce nouvel état social, refusèrent l'indem» nité proposée. » Nous notons ici un nouvel effet de l'esprit catholique, dont les applications sociales sont si fécondes, et qui, dans le cas présent, poussa les individus de la classe ordinairement la moins généreuse, à un sacrifice admirable. Nous savons combien il en est autrement dans les États-Unis Anglo-Américains.

Don José d'Arce fut le premier élu à la présidence; mais à peine le nouvel État fut-il constitué que les mêmes partis qui déchirent le Mexique se prononcèrent, et que la guerre civile éclata. En 1825, plusieurs prêtres excitèrent des troubles en faveur de la métropole; en 1827, les gouvernements des États refusèrent obéissance au gouvernement central; depuis ce temps, la guerre civile n'a pas cessé de désoler le Guatemala : peu de détails sont arrivés sur ce point en Europe, et, en outre, ils n'offrent aucun intérêt. En 1827, le gouvernement central fut victorieux, et les fédéralistes se trouvaient repoussés dans la province de San-Salvador; mais, en 1829, le parti fédéraliste eut le dessus, et depuis ce temps il occupe le pouvoir. Le général Mocazan fut élu président. En 1831, don José d'Arce, qui avait été expulsé et qui s'était retiré sur les frontières du Mexique avec un certain nombre de partisans, tenta un nouveau mouvement; mais les fédéralistes furent encore victorieux [1832]. Aujourd'hui le Guatemala est dans une anarchie complète; la guerre civile subsiste sur plusieurs points; les fédéralistes ont marché dans la voie de leurs principes, et ont établi la liberté des cultes; il est impossible de dire quel sera le résultat de cette lutte, qui détruit les sentiments moraux comme la richesse matérielle.

Nous n'en dirons pas plus sur le Guatemala, nous renvoyons pour le surplus à notre histoire du Mexique. Tout ce que nous avons dit relativement aux anciens habitants, à l'influence espagnole, à l'état actuel de la population et des partis de ce pays, peut s'appliquer aussi au Guatemala, qui s'est développé dans des circonstances identiquement les mêmes.

HISTOIRE DU BRÉSIL.

Nous nous proposons, dans ce résumé de l'histoire du Brésil, de donner une idée générale et, nous l'espérons, suffisante de l'état où se trouvait cette partie du nouveau continent lors des premiers établissements portugais ; des travaux que cette nation entreprit et exécuta pour rattacher à la grande famille européenne les peuplades éparses qui en couvraient le sol, et du résultat de ces travaux pour l'accomplissement final de la parole qui, depuis dix-huit cents ans, remue le monde.

Dans cette histoire, comme dans celle de toute autre partie de l'Amérique, nous verrons les mêmes faits se représenter, les mêmes erreurs se commettre, la même cause les produire. Pour que la conduite des Européens vis-à-vis des populations américaines eût été pure de toute violence et féconde en résultats, il aurait fallu, ou que la science de l'histoire eût été faite et connue : or nous savons qu'elle date d'hier et que les savants de nos jours en sont les pères (1) ; ou que l'Amérique eût été découverte deux siècles plus tôt. Dans le premier cas, les nations chrétiennes auraient su la différence que met entre les hommes la diversité des croyances, par suite celle des buts à atteindre et des moyens propres à leur réalisation, et elles auraient agi en conséquence. Dans le second, la foi puissante qui les guidait alors leur eût tenu lieu de science. En effet, au treizième siècle, l'Europe marchait, comme un seul homme, sous la direction que lui avaient imprimée Grégoire VII et Innocent III. Il n'en fut plus ainsi au quinzième. Les mœurs dissolues des directeurs de la chrétienté, leur ignorance complète des tendances de leur époque, brisèrent le lien qu'avait formé le dévouement des générations précédentes. La conséquence de cette halte dans la voie du progrès devint fatale aux tribus indiennes. La plupart des Européens, chefs ou soldats, qui émigrèrent à cette époque en Amérique, furent avant tout des aventuriers qui allaient chercher fortune, et qui, peu scrupuleux sur le choix des moyens, commirent quelquefois les plus grandes atrocités pour parvenir à leur but. Le clergé, contre lequel grondait déjà de toutes parts une hostilité sourde et menaçante, ne voulut pas ou ne put empêcher le mal : il portait la peine de la mauvaise voie dans laquelle il était entré. Plus tard, quand le protestantisme, cette négation du devoir, et qui trouva surtout asile et protection dans les hautes classes de la société européenne, vint à son tour appliquer ses théories individuelles et fédéralistes dans le Nouveau-Monde, les indigènes trouvèrent en lui un ennemi d'autant plus dangereux, que l'intérêt, lorsqu'il est admis comme principe social chez un peuple, est, de sa nature, insatiable et sans pitié. Nos lecteurs ont pu, du reste, s'assurer complétement de la vérité de notre assertion en parcourant notre histoire des colonies anglaises dans l'Amérique du nord. La conduite des Anglais fut, en effet, plus fatale aux populations indiennes que celle des Espagnols et des Portugais, contre laquelle les écrivains du siècle dernier se sont si fort déchaînés. C'est que la violence et le fanatisme ne durent qu'un temps, et ne produisent que des maux passagers comme eux, tandis que ceux qui résultent de l'égoïsme froidement calculateur d'un peuple ne cessent que par l'anéantissement complet de ce qui lui fait obstacle. De nos jours, ce serait donc donner une preuve d'ignorance ou de mauvaise foi, que de faire porter aux Européens qui, aux quinzième et seizième siècles, allèrent fonder des établissements en Amérique, le poids des

(1) Voir l'*Introduction à la Science de l'Histoire* de M. Buchez.

fautes qui ne furent commises que parce que ceux qui devaient donner l'exemple manquèrent à la tâche que leur imposait leur haute mission. Ce n'est point avec les yeux des écrivains du dix-huitième siècle qu'il faut lire l'histoire du Nouveau-Monde, si on veut la comprendre.

Nous diviserons notre résumé en trois parties. Dans la première, nous parlerons de la position géographique, de l'aspect général et des productions diverses du Brésil; puis nous retracerons les croyances religieuses, les institutions et les mœurs des deux principales races qui l'occupaient. La seconde, qui embrassera tout le temps qui s'est écoulé depuis l'année 1500 jusqu'à nos jours, sera consacrée à l'histoire de la découverte de ce pays par les Portugais, et à celle des différentes révolutions que subirent les établissements qu'ils y fondèrent. Dans la troisième, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur les institutions et les mœurs, et avoir exposé l'état des tribus indiennes et celui des Noirs, nous dirons quelques mots de l'agriculture et du commerce; et nous examinerons si les faits qui se sont accomplis dans cette partie de l'Amérique du sud ont été, oui ou non, nuisibles à l'avenir de l'humanité.

Position géographique, aspect général et productions du Brésil.

Le Brésil, en y comprenant l'ancienne Guyane portugaise, occupe toute la partie orientale de l'Amériqne du sud. Situé entre le 4e degré de latitude nord et le 33° de latitude sud d'une part, et entre les 37° 5' et 74° de longitude ouest de Paris de l'autre, il compte, du nord au sud, neuf cent cinquante lieues de longueur sur une largeur de neuf cent vingt-cinq de l'est à l'ouest, et offre une superficie de 2,250,000 lieues carrées. La république de Colombie, les Guyanes anglaise, hollandaise et française, et l'Océan-Atlantique le bornent au nord et à l'est. Ses limites sont, à l'ouest, la confédération du Rio de la Plata, le dictatorat du Paraguay, les républiques de Bolivia, du Pérou et de Colombie, et, au sud, la république orientale de l'Uraguay et l'Océan-Atlantique. Sans entrer dans des détails qui fatigueraient le lecteur, nous allons faire une énumération rapide des principaux fleuves qui arrosent son territoire. En se plaçant au centre et en allant du nord au sud, on rencontre le Parana, qui a ses sources dans la province de Minas-Geraès, et qui court se confondre avec l'Uraguay, après avoir reçu, sur sa droite, le Paraguay, et, sur sa gauche, l'Aguapey, le Rio-Pardo et le Tiété. Viennent ensuite l'Uraguay et le Paraguay : l'un naît dans les serras de Rio-Grande-do-Sul, l'autre dans la province de Matto-Grosso; et tous deux, après un long cours, forment, avec le Parana, le Rio de la Plata, qui ressemble plutôt à un bras de mer qu'à un fleuve. Si nous allons au contraire du sud au nord, nous trouvons le Rio de San-Francisco, le seul fleuve considérable qu'il y ait entre Bahia et Pernambouc; le Parahiba-do-Sul, qui baigne deux provinces, Saint-Paul et Rio-Janeiro; et le Tocantin, que l'on désigne sous le nom de Para dans la partie inférieure de son cours. Que dirons-nous des nombreux affluents de l'Amazone, du Javari, qui prend naissance dans le Pérou, et sépare cette république du Brésil; de la Madeira, qui doit son nom aux arbres qu'elle charrie; du Topayos, qui vient des Campos-Parecis; du Xingu et du Rio-Negro? Celui-ci naît dans la Serra de Tunuhy, dans la république de Colombie, et va se jeter dans l'Amazone après un cours de sept cents lieues. Celui-là, sorti de la partie orientale des Campos-Parecis, traverse le pays des Bororos, dans la province de Matto-Grosso.

Que dirons-nous enfin de l'Amazone lui-même? Ce fleuve, que l'on considère comme le plus grand fleuve du monde, est formé par la réunion du Nouveau-Maranan, appelé aussi Tunguragua, avec l'Ucayali, ou Vieux-Maranan. Suivant M. Balbi, ce serait à tort que l'on aurait considéré, jusqu'à nos jours, le Tanguragua comme la branche principale, et fixé conséquemment la source de l'Amazone au lac Lauri, dans les Andes du Pérou. « Quant » à nous, » dit-il, « nous n'hésitons pas à

» regarder le Béni ou Paro, qui, après sa » jonction avec l'Apurimac forme l'Ucayali, » comme le véritable Maranan. » Aussi cet auteur place-t-il la source de l'Amazone dans les montagnes de Sicasica dans la république de Bolivia.

Le Brésil n'a point, comme l'Amérique du nord, de ces lacs immenses qui lient certaines provinces les unes aux autres. Deux seuls méritent d'être cités. Le premier est le lac dos Pastos; il peut avoir quarante-cinq lieues de long sur dix de large, et s'étend parallèlement à la côte. Le second est le lac Mirim : sa plus grande largeur est de dix-huit lieues sur une longueur de vingt-six. Un canal naturel et navigable les fait communiquer ensemble.

Nous empruntons au Traité de Géographie de M. A. Balbi, en l'abrégeant toutefois, la description du système de montagnes de cette partie de l'Amérique du Sud :« Les explora» tions faites dans les dernières années ont » prouvé, » dit-il, « combien on avait exa» géré la hauteur qu'on accorde aux monta» gnes du système brésilien; elles ont aussi » beaucoup rétréci le domaine que les géo» graphes lui assignaient, en le regardant à » tort comme une dépendance de celui des » Andes. Toutes les véritables chaînes de » montagnes se trouvent à l'est de l'Uraguay » et du Parana; elles commencent après le » confluent du Tiété avec ce dernier. Le sys» tème brésilien offre trois grandes chaînes » qui courent, avec différentes inclinaisons, » du sud au nord. Nous croyons qu'on pour» rait regarder comme la chaîne principale, » celle que M. Eschwège nomme Serra-do» Espinhaço, parce que c'est la plus élevée, » et que c'est celle qui paraît être la plus » continue, mais elle n'est pas la plus lon» gue ; nous proposons de la nommer chaîne » centrale. Elle s'étend depuis la rive droite » du San-Francisco jusqu'à l'Uraguay, ou » depuis le 10° jusqu'au 28° parallèle. A » l'est de la chaîne centrale ou d'Espin» haço, s'étend, à peu près parallèlement à la » côte, une autre chaîne, depuis le 16° jus» qu'au 30° de latitude. C'est elle que les » Brésiliens appellent Serra-do-Mar ou chaîne » maritime, et que, relativement aux deux » autres, on pourrait nommer chaîne orien» tale. Elle ne le cède en hauteur qu'à celle » d'Espinhaço, à laquelle elle tient par des » contreforts qui partent de cette dernière, » notamment dans les provinces de Minas » Geraes et de Bahia. La plus longue de » toutes les chaînes de ce système, mais en » même temps la plus basse des trois princi» pales, est celle que M. Eschwège nomme » Serra-dos-Vertentes, parce qu'elle sépare » les affluents de l'Amazone, du Tocantin et » du Parnahyba, de ceux du San-Francisco, » du Parana et du Paraguay. La Serra-dos» Vertentes, que nous proposons de nommer » chaîne occidentale, s'étend depuis la fron» tière méridionale du Seara jusqu'à l'extré» mité occidentale de celle de Matto-Grosso, » en décrivant un demi-cercle immense. Nous » ferons observer que ce n'est que dans sa » partie centrale, nommée Pirineos, que » cette chaîne atteint une hauteur assez con» sidérable, et qu'à l'ouest de l'Araguay elle » n'offre point de chaîne continue et élevée, » mais bien une série d'arêtes et de monti» ticules qui forment la séparation des eaux, » et qui ne sont, à proprement parler, que » les aspérités du plateau qui occupe le cen» tre de l'Amérique méridionale. »

On ne doit pas s'étonner si une extrême variété de climats se fait sentir sur un territoire d'une aussi grande étendue. Avant donc de passer à la description générale des productions du Brésil, nous allons jeter un coup d'œil sur le climat, qui a tant d'influence sur elles.

On n'a pu, jusqu'à présent, vu la grande inégalité des terrains, faire des observations thermométriques assez nombreuses pour en déduire des moyennes. Toutefois, sur le littoral, on peut dire que la température ordinaire, vers midi, ne varie guère que de 21° 1/2 à 25° de Réaumur. Il n'y a, à proprement parler, que deux saisons : celle de la sécheresse et celle des pluies. L'une va de la fin septembre à la fin février; l'autre commence au mois de juin et finit à la mi-septembre. Nous devons dire cependant qu'il ne faut envisager ces divisions que comme une généralité. On sait assez quelles modifications peuvent apporter, à la saison régnante, les

accidents du sol, le voisinage des montagnes et la diversité des expositions.

Personne n'ignore qu'après le Mexique et le Pérou, aucune contrée du globe n'a fourni à l'Europe autant de métaux précieux que le Brésil. L'or s'y trouve abondamment dans les provinces de l'intérieur, telles que Minas-Geraes, Goyas et Matto-Grosso. L'argent et le platine s'y rencontrent en plus petite quantité. Il n'en est pas de même des autres métaux. La province de Minas-Geraes contient, à elle seule, assez de fer pour en fournir le monde entier. Le plomb, l'étain, le cobalt, le bismuth et le zinc se trouvent également dans différentes provinces. Les pierres précieuses y sont aussi très-répandues. Les plus connues sont le diamant, l'éméraude, l'aigue-marine, l'améthyse, la chrysolite et la topaze.

Mais c'est au Brésil que la végétation déploie toute sa grandeur et toute sa puissance. Ce qui, dans nos climats, s'élève à peine à la surface du sol, atteint, dans cette partie de l'Amérique du sud, la hauteur des pins et des palmiers. C'est, dans toute l'acception et toute la rigueur du mot, la domination du règne végétal. L'homme y paraît arrivé d'hier. Ce roi de la création, que Dieu a jeté nu et sans défense, mais qu'il doua de raison et de liberté, n'a pas encore accompli dans ces lieux cette partie de la parole divine : « Crois, multiplie et couvre le monde. » Tant il est vrai que ce n'est qu'au prix de longs et laborieux efforts, que l'humanité doit parvenir à se créer un milieu, où, libre de toute fatalité extérieure, elle pourra réaliser jusqu'à la dernière lettre les prescriptions qui lui furent données dans les limites de sa durée sur la terre.

Sans nous arrêter à décrire l'aspect de ces belles forêts, dont, au rapport des voyageurs, nous ne pouvons nous faire une idée, nous allons dire quelques mots des trois formes principales qui attirent les regards de l'Européen à son arrivée au Brésil ; nous voulons parler des palmiers, des bananiers et des fougères arborescentes.

De tous les végétaux qui croissent au Brésil, la famille des palmiers est la plus nombreuse et la plus répandue. On la rencontre aussi bien sur les bords de l'Océan qu'au milieu des forêts, et c'est elle qui a donné l'exemple de la hauteur la plus considérable à laquelle un végétal soit jamais parvenu. Tantôt mince et allongé comme un fuseau, tantôt difforme et très-épais, tantôt renflé par le milieu, cet arbre présente les formes les plus différentes.

Le bananier fuit la sombre obscurité des bois. C'est sur le bord des ruisseaux ou la lisière des forêts, qu'il aime à déployer ses larges feuilles satinées. L'air libre et la chaleur bienfaisante des rayons solaires lui sont nécessaires, et c'est dans ses fruits que repose la subsistance de tous les habitants des tropiques.

Loin de présenter cet aspect humble qu'elles ont dans nos climats, les fougères arborescentes offrent, par leur hauteur, un coup d'œil admirable à l'Européen qui aborde pour la première fois sur ces plages. Il n'est pas rare de les voir s'élever à une hauteur de trente-cinq pieds, et elles ont alors avec le palmier une analogie frappante.

Si, à cette esquisse rapide des trois formes principales que revêtent les végétaux au Brésil, nous ajoutons la description de quelques arbres remarquables, soit par leur utilité, soit par la singularité de leur port ou le brillant de leur feuillage, nous aurons à peu près épuisé tout ce que nous avions à dire sur cette branche intéressante de l'histoire naturelle.

Et d'abord, parlons un peu de l'hirapitanga, ou *pao do Brazil,* que l'on ne rencontre guère plus que dans les forêts vierges de l'intérieur, et qui fut, dès l'origine de la découverte du Brésil, l'objet d'un trafic considérable entre l'Europe et cette contrée. Laissons parler Lery, voyageur français du seizième siècle. « Entre les arbres les plus » célébrez et cogneus maintenant entre nous, » le bois de Brésil (duquel ceste terre a prins » son nom à notre esgard), à cause de la » teinture qu'on en a fait, est des plus esti» mez. Cest arbre doncque, que les sauvages » appellent araboutan, croist communément » aussi haut et branchu que les chesnes qui » sont ès forests de ce pays ; et s'en trouve » qui ont le tronc si gros, que trois hommes

» ne sauroyent embrasser un seul pied. Quant » à la feuille, elle est comme le buys : toutesfois, de couleur tirant plus sur vert gay, » et ne porte aucun fruit... Durant le temps » que nous avons esté dans ce pays-là, nous » avons fait de beaux feux de ce bois de » Brésil. J'ai observé que n'étant point hu» mide comme les autres arbres, ains comme » naturellement sec, qu'il ne fait que bien » peu, et presque pas de fumée en bruslant. » Je dirai davantage, qu'ainsi qu'un jour un » de notre compagnie se voulant mesler de » blanchir nos chemises, sans se douter de » rien, mit des cendres de Brésil dans la » lessive, qu'au lieu de les faire blanches, il » les fit si rouges, que quoy qu'on les sceust » laver, puis après, il n'y eut ordre de leur » faire perdre cette couleur : de façon qu'il » nous les fallut ainsi vestir et vser. »

N'oublions pas l'arbre de fer (ibiriratea), avec lequel les Indiens fabriquaient ces terribles tacapes, qui leur servaient à la fois de haches d'armes et de massues. La hauteur en est d'environ quinze mètres; le bois, d'un grain serré et d'un brun noirâtre, a une pesanteur spécifique considérable. Nous citerons encore un arbre, le sapoucaya, que la majesté de son port, l'éclat de son feuillage et la bonté de ses fruits, font remarquer au milieu de cette végétation si variée et si vigoureuse. Si, sur le soir, vous apercevez à l'horizon d'une plaine comme un immeuse fût de colonne, débris solitaire de quelque temple détruit, vous pouvez affirmer, sans crainte d'erreur, que c'est un barrigudo que le temps a dépouillé de sa cîme.

Nous allons maintenant passer en revue quelques plantes, soit alimentaires, soit propres à diverses industries. Nous mettrons au premier rang le manioc, dont on compte jusqu'à trente-cinq variétés, et qui est la base de la nourriture des habitants du littoral. Viennent ensuite l'igname, dont on mange la racine, le maïs et le riz.

Ajoutons ensuite à ces productions qui se consomment dans le pays même, celles que l'on cultive principalement pour l'exportation. Les plus importantes sont la canne à sucre, le cacaotier, le caféier, le tabac et le coton.

Les deux espèces de canne à sucre que l'on cultive le plus au Brésil sont la cana Crioula et la cana Cayana. L'une fut apportée en 1531 de Madère, par Martin Alfonso de Souza; l'autre, originaire d'Otahiti, fut introduite par le général portugais Narcissa. Le cacaotier réussit très-bien dans quelques provinces du nord, et croît même sans culture sur les rives du Rio-Negro, de la Madeira et de l'Amazone.

Le caféier ne commença à se répandre que vers l'année 1770; il fut long-temps peu estimé en Europe, à cause du peu de soin que l'on mettait à sa dessiccation. Le tabac, que les indigènes connaissaient sous le nom de pétum, fut, dès l'origine, une ressource importante pour les Européens. C'est aux environs de San-Salvador que la culture en est le plus répandue, et il est devenu, pour cette province, l'objet d'un commerce important.

Le cotonnier, que les Indiens employaient à la fabrication de leurs hamacs et de leurs filets de chasse, n'attira l'attention des Européens que vers la fin du dix-septième siècle, et ce ne fut que vers le milieu du siècle suivant que la culture s'en étendit avec rapidité.

Si, comme nous venons de le faire voir, le Brésil est un des pays les plus riches en productions minérales et végétales, nous pouvons affirmer aussi que peu de contrées offrent, comme lui, à l'étude des zoologistes, une matière plus fertile.

On rencontre à peine aujourd'hui quelques grands quadrupèdes, qui, lors de la découverte, erraient le long des côtes de l'Océan-Atlantique. Il nous faudra pénétrer bien avant dans l'intérieur pour y retrouver ces animaux que les populations européennes ont chassés devant elles.

L'anta, que les indigènes appelaient tapir-assou, et auquel ses formes massives et son muffle allongé donnent une physionomie si particulière, est le plus grand de tous les quadrupèdes de l'Amérique du Sud. Les Indiens mangeaient sa chair et utilisaient sa peau en se faisant avec elle une sorte de bouclier qui leur servait à se garantir des flèches et du tacape.

Parmi les carnassiers les plus connus, nous citerons le jaguar, le conguar, le jaguarète, le sucuarana et le loup noir. La plupart d'entre eux offrent cela de particulier, qu'ils sont dans des proportions infiniment plus petites que ceux de leurs genres et de leurs espèces qui habitent les contrées équinoxiales de l'Afrique. La chasse qu'on leur fait est difficile et dangereuse, à cause des obstacles nombreux que présentent les forêts brésiliennes. Outre ces animaux que l'on poursuit parce qu'ils sont nuisibles, ou parce qu'ils offrent un gibier délicat, comme l'agouti, le paca, le coutia et le pécari, espèce de cochon sauvage qui marche en troupe et qui porte sur le dos des glandes suintant une humeur fétide, il y en a quelqnes-uns qui doivent leur destruction à la singularité de leur conformation ou de leurs habitudes.

Nous voulons parler du tamandua cavallo et du tamandua mirim, grand et petit fourmillier, à la langue extensible; du paresseux, que son cri plaintif avait fait nommer aï par les indigènes; et de cette famille tout américaine, dont les espèces sont protégées par des cuirasses solides, telles que les tatous encoubert, noir, des bois, etc.

Que dire des singes qui peuplent les forêts de ce pays, et dont les genres et les espèces sont sans analogues avec les singes d'Afrique et d'Asie? C'est, en effet, dans ces régions que l'on voit tous ces logotriches à queue prenante, ces sajous cornus, ces tamarins au pelage noir à crinière dorée, ces atèles à longs bras, et tant d'autres qu'il serait trop long d'énumérer. Mais celui qui a acquis le plus de célébrité, celui qui, de nos jours, est encore un objet de crainte superstitieuse pour les indigènes et les colons campagnards, le guariba mérite notre attention. Ce grand singe barbu ne vit qu'en troupe, et ne cesse de faire entendre, au point du jour et au coucher du soleil, des hurlements prolongés qui ont quelque chose de lamentable et de sinistre.

Quant aux bestiaux que les Européens ont naturalisés, leur nombre s'est accru dans certaines provinces d'une manière prodigieuse. On peut dire, en général, que l'on apporte peu de soin à leur éducation. Passons-nous des mammifères aux oiseaux, le Brésil nous étonnera encore par sa fécondité. Le plus remarquable de tous, par sa grandeur, est le nandu ou autruche d'Amérique. Cet oiseau peut avoir quatre pieds de longueur, et peser de cinquante-neuf à soixante livres.

Après lui nous citerons les perroquets, si nombreux et si variés. On en distingue trois espèces principales : l'ara aux ailes bleues et à la poitrine jaune, l'ara rouge et l'ara aux ailes entièrement bleues. Viennent en seconde ligne les amazones au plumage vert, les perruches à tête bleue, et les araras aux joues nues. Les colibris et les oiseaux mouches y sont aussi très-répandus : que dire de ces frêles créatures sorties des mains de Dieu brillantes de mille couleurs? Les Indiens avaient donné à l'oiseau mouche quelques noms d'une délicatesse extrême : ils l'appelaient yayault quitoll stioei, le petit roi des fleurs; guainumbi ou guaracinga, le rayon, le cheveu du soleil. Sur les bords des fleuves du nord, ou dans les lagunes qui, dans les forêts, surgissent à la suite des pluies, le voyageur est toujours frappé de la multitude des oiseaux aquatiques : on y voit les innombrables martins-pêcheurs se croiser en tous sens, et leur plumage, d'un vert métallique, prendre aux rayons du soleil une teinte dorée. Ici, sur une plage solitaire, le soco boy se promène lentement; et, plus loin, le garca réal montre son plumage, qui se détache, éclatant de blancheur sur le fond vert des eaux. Des phénicoptères aux plumes brillantes, des échâssiers et des canards viennent encore animer ces solitudes, tandis que des frégates, des pélicans, des tantales et des hérons peuplent les rivages de la mer. Les gallinacées sont aussi très-nombreuses au Brésil : la poule commune importée d'Europe, le dindon, le hocco et une foule d'autres remplissent les bois, et donnent une nourriture excellente. Nous terminerons cette aride nomenclature par l'urnb-rey, le roi des vautours, que ses plumes blanches et ses caroncules rouges rendent si remarquable, tandis que sa force et sa grandeur le mettent à la tête de tous les oiseaux de proie du Brésil. Les aigles de la petite espèce et les éperviers se rencontrent

Habitantes de las inmediaciones de Santiago de Chile, trajes modernos.



Pernotte del. — Taillant sculp.

HABITANS DES ENVIRONS DE SANTIAGO. (CHILI) Costumes Modernes.

assez fréquemment le long des rivages de la mer et dans l'intérieur.

Rien n'est plus commun et plus rebattu tout à la fois que les récits des voyageurs sur le nombre et la grandeur des reptiles de l'Amérique du Sud. Les plus connus, au Brésil, sont le caïman, le boa constrictor, le serpent à sonnettes et le sucurin; ce dernier atteint quelquefois une longueur de vingt-cinq pieds, et ressemble, quand il est en repos, à la tige d'un palmier renversé. Veut-il attaquer un animal, il roule sa queue autour d'un arbre ou d'un rocher, se jette sur lui, et, après lui avoir brisé les os dans ses nombreux replis, l'avale lentement par une sorte de succion. La chasse de ce reptile est peu dangereuse, car il est stupide et craintif : elle a lieu, le plus ordinairement, à la suite de l'engourdissement qui accompagne sa digestion.

Dès l'époque de la conquête, les côtes du Brésil furent renommées pour l'excellence et la variété de leurs poissons. Outre une foule d'espèces appartenant aux gals, aux murènes, aux squales, aux raies, etc., il y en a d'autres, telles que le cavallo et le garupa, qui suffisent à elles seules pour former un objet de commerce considérable. Les poissons des lacs et des fleuves ont une valeur moindre. Celui de tous le plus recherché et le plus singulier, quant à ses habitudes, est le piranha, ou poisson du diable : il peut avoir deux pieds de longueur, va par bandes, et doit son nom à la blessure qui résulte de sa morsure.

Bien qu'en plus petit nombre, les baleines se montrent encore sur les côtes, et leur pêche acquiert de l'importance dans la baie de San-Salvador.

Les coquillages et les crustacés, n'offrant aucune particularité remarquable, nous ne croyons pas devoir nous y arrêter.

Il n'en sera pas de même des insectes. Tous les naturalistes se sont accordés à regarder cette contrée comme l'une des plus riches en productions de ce genre. Les papillons y prennent toutes les formes et y étincellent des couleurs les plus brillantes : les charançons, les leilus aux ailes noires, rayées de vert; la phalène agrippine et le nestor aux ailes d'un bleu azur, sont les plus remarquables. Parlerons-nous de ces nombreux coléoptères qui, durant les nuits, sillonnent les airs de traits lumineux ? Le P. du Tertre raconte comment il disait son bréviaire à l'aide de ses petites chandelles vivantes, quand la lumière venait à lui manquer. Les abeilles, dont les variétés sont très-nombreuses, se distinguent de celles de l'Europe en ce qu'elles n'ont point d'aiguillon. Elles sont encore à l'état sauvage et donnent un miel excellent. Nous citerons aussi la cochenille, si précieuse à l'industrie, et le bicho de taguasa, sorte de chenille, que les Malalis mangent dans leurs repas. Ce dernier insecte, lorsqu'il est avalé avant l'extraction du tube intestinal, produit les mêmes effets que l'opium chez les Orientaux. Nous n'avons cité, jusqu'ici, que les insectes qui se faisaient remarquer, soit par leur éclat, soit par leur utilité, soit enfin par certaines propriétés particulières; nous terminerons en disant quelques mots de ceux qui sont incommodes et nuisibles. Nous mettrons en première ligne les fourmis, et parmi leurs espèces nombreuses la formica mandica et la formica correaceo. On est obligé, aux environs de San-Salvador, de planter les orangers au centre d'un vase de terre entouré d'eau, afin de les garantir d'une entière destruction. Le cankerlat et le bichodope, ou puce pénétrante, viennent ensuite : le premier se distingue par son extrême voracité; le second, par les accidents, quelquefois graves, qui résultent de son introduction dans l'orteil ou dans la plante des pieds. Joignons à ces insectes les mosquites, les mille-pieds, l'araignée crabe, le scorpion et le carapate, et nous aurons à peu près épuisé ce qui nous restait à dire sur cette branche de l'histoire naturelle.

Voilà la terre que Pedro Alvarez Cabral découvrit le 24 avril de l'année 1500. Une loi, qui, jusqu'à ce jour, n'a point souffert d'exception, c'est que, partout où l'homme croît et prospère, la nature brute et sauvage s'amoindrit et disparaît; que partout, au contraire, où il cesse un instant de faire effort, elle reprend son empire. L'homme au Brésil n'a pas encore pris possession de son do-

maine ; mais il est facile de prévoir que si jamais une société puissamment organisée vient à surgir, elle trouvera autour d'elle des moyens puissants et nombreux pour réaliser dans son sein et à l'extérieur le but que le Christ a imposé à l'humanité. Lorsque Amerigo Vespucci aborda au Brésil, il se crut dans le voisinage du paradis terrestre, et, quelques années plus tard, quand un Français, Lery, vint y débarquer, il s'écria avec le prophète, à la vue de la magnificence que la main de Dieu avait déployée dans cette belle contrée :

« O Seigneur Dieu, que tes œuvres divers sont merveilleux ! »

—

Croyances religieuses. Institutions et mœurs des deux races principales qui occupaient le Brésil.

Deux races principales, les Tapuyas et les Tupis, habitaient le Brésil quand les Européens y abordèrent. Nous ne reviendrons point sur la manière dont cette partie de l'Amérique du sud avait été peuplée ; nous renvoyons nos lecteurs à notre introduction générale. Nous nous bornerons seulement à exposer l'état social de ces deux races, ce que l'on sait de leur migration, et à raconter comment la première fut chassée du littoral, et refoulée dans l'intérieur par la seconde. Nous nous arrêterons principalement à décrire les mœurs des Tupinambas, qui paraissent avoir joué le principal rôle chez les Tupis, nous réservant de parler dans le courant de cette histoire, lorsque l'occasion s'en présentera, des différentes petites sociétés qui se formèrent des débris de ces deux grands peuples. On ne sait rien de positif et de certain sur la manière dont les Tapuyas occupèrent le Brésil, et sur les contrées dont ils étaient sortis. La même incertitude règne sur leur nom générique, car celui de Tapuyas veut dire ennemi, et leur avait été imposé par les tribus environnantes qu'ils avaient chassées, et avec lesquelles ils étaient toujours en guerre. Ils se divisaient en soixante-seize tribus, ayant chacune leur nom et leur langue. Les traits saillants de leur caractère physique étaient les suivants : ils avaient la pommette proéminente, la taille ramassée, l'angle de l'œil remontant vers les tempes, et le teint cuivré. Leurs cheveux noirs et lisses flottaient sur leurs épaules, et ils se peignaient le visage et le corps de couleurs diverses. Ils se perçaient la lèvre inférieure et y introduisaient soit un morceau de résine ou de bois, soit une pierre de jade verdâtre. Soumis à une espèce de théocratie, bien qu'ayant quelquefois des chefs héréditaires, la route que devait suivre la tribu, le lieu où elle devait fixer sa résidence, l'époque des fêtes, celle du percement de la lèvre des jeunes enfants, tout, chez ces peuples, se faisait par l'ordre des prêtres. Leurs croyances religieuses étaient empreintes d'un caractère sombre. Houcha, chef des démons, veut qu'on l'implore avec mystère ; et le plus souvent les prières qu'on lui adresse sont vaines et stériles. Le culte qu'ils lui rendaient est assez simple ; une gourde creuse remplie de cailloux est déposée sous une couverture de coton ; et qui veut implorer le génie supérieur doit jeter quelques bouffées de tabac au-dessus de l'ouverture. Cette espèce de tabernacle était en grande vénération chez tous les peuples qui habitaient le Brésil ; et chez les deux races principales il prenait le nom de Maraca ; seulement, chez les Tupis, il paraît avoir eu un caractère moins sacré. Ces peuples adoraient certains astres et principalement la constellation de la Grande-Ourse. L'immortalité de l'âme et la croyance dans une vie future formaient une des bases principales de leur dogme. Seulement, quiconque était frappé d'une mort accidentelle, ce qui était, à leurs yeux, une marque de la colère divine, ne jouissait point de la vie éternelle. L'âme, à la séparation du corps, se dirigeait vers l'occident et arrivait vers de tristes marécages. Là, après avoir subi un jugement, un démon la transportait sur l'autre bord et lui permettait l'entrée des demeures éternelles, où elle avait en abondance du miel, des fruits et du gibier. Houcha se révélait aux prêtres par des ordres immédiats, et c'était au milieu d'horribles convulsions que ceux-ci transmettaient au peuple la volonté suprême.

Chez toutes les tribus de cette race l'antropophagie était en usage, et une hiérarrarchie sévère présidait à ses manifestations. Les chefs dévoraient les chefs, les guerriers les guerriers, les mères leurs enfants, et les vieillards s'offraient en holocauste à leurs fils, qui les dévoraient après leur avoir donné la mort. Les os pilés avec le maïs devaient alimenter la tribu, et l'on servait dans un repas funéraire les cheveux mêlés avec du miel. Un autre usage les distinguait encore des autres tribus indiennes. Fallait-il changer de lieu, ou les jeux avaient-ils commencé après le repas du soir, des jeunes gens s'emparaient d'une poutre pesante, et, après l'avoir portée en courant avec rapidité, la déposaient entre les mains d'un autre. La victoire restait à celui qui avait fourni la plus longue carrière. Souvent la tribu fixait sa demeure où les plus habiles coureurs s'étaient arrêtés. Jamais, au temps de leur plus haute prospérité, les Tapuyas n'avaient formé une nation véritable. Près de cent langues différentes avaient cours dans les soixante-seize tribus, qui toutes étaient divisées entre elles par des inimitiés profondes. Aussi, quand la tribu des Tupiaès, de la race de Tupis, vint à les expulser du territoire qu'elles occupaient, se trouvèrent-elles sans force pour lui résister.

Les diverses peuplades qui composaient la race des Tupis parlaient la même langue et avaient un gouvernement semblable. Les inimitiés de tribus à tribus étaient moins vives et moins tenaces, et l'antropophagie n'existait qu'entre tribus ennemies. Avait-on découvert un lieu fertile, on y campait quelquefois trois années. La culture du manioc, du maïs et de l'igname n'était point étrangère à ces peuples, ainsi que la fabrication de certains tissus, des hamacs et de la poterie. Lorsque les Portugais abordèrent les côtes du Brésil, la race des Tupis formait seize nations, qui pour la plupart avaient conservé le nom de la société-mère, modifié par des terminaisons particulières à chacune d'elles.

Selon la tradition de ces peuples, la race des Tupis se serait avancée des régions tempérées du sud vers le tropique, et la première émigration aurait eu lieu sur les côtes du Brésil, au cap Frio. Là, après avoir trouvé le pays désert et s'y être établi sans obstacle, une querelle survenue entre deux femmes aurait, dès le moment même, causé la dispersion de la race entière. C'est seulement alors que les Tupis auraient rencontré les Tapuyas, et que, les ayant encore trouvés assez forts pour craindre de les attaquer, ils se seraient répandus dans l'intérieur et y seraient demeurés plusieurs siècles. Puis, suivant ce que quelques vieillards, témoins oculaires de ce grand fait, racontèrent aux Portugais, les Tupiaès, une des plus fortes tribus des Tupis, auraient expulsé pour toujours les premiers dominateurs. Bientôt après, les Tupinambas, accourus des pays situés au-delà du San-Francisco, attaquèrent les Tupiaès et les chassèrent des bords de la mer. Ceux-ci, refoulés dans l'intérieur, y rencontrèrent leurs anciens ennemis les Tapuyas, et les forcèrent de s'enfoncer plus avant encore. Les vainqueurs se divisèrent sur-le-champ en deux tribus ennemies, qui depuis n'ont cessé de se faire une guerre d'extermination. La cause de cette scission fut l'enlèvement d'une jeune fille appartenant à une tribu de l'île Itaparica par une autre tribu occupant le plateau de Bahia. Ainsi, à l'arrivée des Européens, la guerre rayonnait en tous sens sur cette partie de l'Amérique du Sud.

Comme, de toutes les tribus de race tupique, celle des Tupinambas paraît être la principale, et comme c'est également celle sur laquelle on a les données les plus positives, nous allons exposer avec quelques détails ce qui, dans leurs croyances, leur état social et leurs mœurs, s'écarte des généralités posées dans notre introduction.

Religion et culte des Tupinambas.

Ce peuple se rappelle un déluge universel d'où s'est échappé, en montant avec sa famille sur le haut d'un palmier, un vieillard nommé Témandaré, qui a repeuplé le monde. Tupa ou Tupan, l'être par excellence et qui n'a ni commencement ni fin, a créé le ciel, la terre et toutes choses. Il s'est incarné une

fois dans le corps d'un enfant, sous le nom de Sumé, a enseigné aux hommes la culture du manioc, et leur a laissé, avant sa disparition, les traces de ses deux pieds empreints sur un rocher. Tupacanunga est le tonnerre, le bruit que Dieu fait quand il veut être entendu. Tupabéraba, ou l'éclair, désigne la lueur divine. Anhanga, chef des démons, est l'être opposé au dieu favorable. Géropary représente le chef des génies secondaires, et est l'intermédiaire entre le prêtre et Tupan. Les bons génies, Apoïauéué, font venir la pluie quand il le faut et dirigent la température. Les mauvais génies, Ouiaoupia, fréquentent les habitations abandonnées ; ils sont sous les ordres de Géropary. Les Tupinambas croyaient à l'immortalité de l'âme et à une sanction. Le culte de Dieu et des génies secondaires était confié à une certaine classe d'hommes désignés sous le nom de pagès (prêtres). Ils étaient médecins et devins tout à la fois, et habitaient des cabanes séparées et obscures. Ce sont eux qui, la veille d'une bataille, interprétaient les songes des guerriers, et soufflaient l'esprit de courage aux Tupinambas en les inondant de la fumée de tabac, dans certaines cérémonies qui avaient lieu tous les trois ans. Ils rendaient leurs oracles durant certaines danses consacrées.

A leur arrivée dans chaque aldée (1), ils plantaient le Maraca et ils vivaient du produit des offrandes dont on l'environnait. Tout Indien auquel ils annonçaient la mort perdait tout espoir et mourait souvent de terreur. Les Tupinambas adoraient aussi certaines idoles. Voici comment le P. Ives d'Évreux raconte cette dernière circonstance :

« Et de fait, » dit-il, « c'est une chose » assez fréquente, tant dedans l'île que ès » autres pays voisins, que les sorciers bâ- » tissent de petites loges de palmier, ès » lieux les plus cachés des bois, en forme » d'hommes, les uns moindres, les autres » plus grands ; mais les plus grands ne sur- » passent une coudée de haut. Là, en cer- » tains jours, ces sorciers vont seuls, portant » avec soi du feu, de l'eau, de la chair ou » poisson, de la farine, maïs, légumes, plu- » mes de couleur et des fleurs. De ces vian- » des, ils en font une espèce de sacrifice à ces » idoles, et aussi brûlent des gommes de » bonne odeur devant elles. Avec les plumes » et les fleurs ils en paroient l'idole et se » tenoient un long temps dans ces logettes. » Il faut croire que c'étoit à la communica- » tion de ces esprits. »

(1) On donne ce nom aux villages indiens.

Gouvernement, lois et manière de faire la guerre.

Le chef était électif et héréditaire à la fois, c'est-à-dire qu'on choisissait de préférence le fils pour succéder au père. Les grands intérêts de la peuplade s'agitaient dans des conseils dont les délibérations étaient soumises aux pagès. Dans le cas de meurtre avec préméditation, on remettait celui qui qui s'en était rendu coupable aux parents du mort. La peine du talion s'appliquait dans tous les autres cas. La femme surprise en adultère était sur-le-champ punie de mort. Fallait-il déclarer la guerre à quelque tribu, le conseil s'assemblait dans l'aldée, et, réunis autour du chef, le calumet passait de main en main jusqu'à ce que chaque guerrier eût donné son avis. L'expédition était-elle résolue, on élisait un chef, séance tenante, et, par ses ordres, des envoyés allaient convier la tribu au rendez-vous qui avait été fixé. On préparait alors avec le manioc et le carima une espèce de farine qui pouvait se garder pendant plusieurs mois à l'abri de l'humidité, et l'on partait quelquefois au nombre de huit à dix mille. Arrivés sur le territoire ennemi, on s'avançait avec une prudence extrême. Le chef envoyait des espions à la découverte, et, aussitôt son retour, invitait chaque guerrier aux songes pour les soumettre aux pagès. Si, sur l'avis de ces derniers, l'attaque était résolue, on s'élançait sur le village ennemi. Tout était massacré sans pitié, et l'on abandonnait près du cadavre le tacape qui lui avait donné la mort. Mais il arrivait quelquefois que l'aldée était fortifiée ; dans ce cas, on en faisait le siége, et des flèches garnies de coton en-

flammé étaient lancées contre la tribu. La rencontre avait-elle lieu en plaine, le combat prenait un aspect des plus terribles et des plus menaçants.

L'habileté de ce peuple sur mer était prodigieuse; il n'était pas rare de voir des combats de cents canots. Ces canots, faits d'un seul tronc d'arbre, étaient manœuvrés par trente rameurs. En temps de guerre, la proue était ornée du maraca sacré.

Nous ne dirons rien ici du sort des prisonniers; nous renvoyons nos lecteurs à notre introduction générale.

Sort des femmes.

Comme chez tous les peuples sauvages, le sort des femmes était très-précaire. Tant qu'elles étaient jeunes filles elles jouissaient d'une assez grande liberté, et celles d'entre elles qui participaient au sacerdoce avaient une certaine influence. Mariées, tout changeait pour elles. C'était à elles qu'était dévolu le soin de la toilette du guerrier, à elles encore celui de la fabrication du hamac et de la poterie. Le labour, les semailles, la conservation des viandes les regardaient également. Chargées des bagages, elles accompagnaient leurs maris à la guerre, en venaient souvent aux mains et partageaient leur sort. Loin d'être parées comme les hommes, elles allaient complétement nues, laissant croître leurs cheveux, ou les tressant avec des cordons rouges. Elles se perçaient le lobe de l'oreille pour y introduire un coquillage, et portaient aux jambes et aux bras des bracelets d'os humains. Elles se peignaient aussi quelquefois le visage et le corps.

Mariages, naissances, sépultures.

La polygamie était tolérée chez les Tupinambas; mais le plus souvent un guerrier ne prenait qu'une seule femme. Le père ni le frère ne pouvaient épouser leur fille ou leur sœur, ni celle du parfait ami. Les mariages entre oncles et nièces n'étaient point défendus, et les degrés immédiats de parenté étaient bien plutôt un motif d'union qu'une raison d'empêchement. Le guerrier qui veut prendre femme, après avoir su sa volonté, s'adresse au père ou à la mère, ou, à leur défaut, à ses plus proches parents, et la demande en mariage. Si l'on y consent, sans plus de formalités il l'emmène dans sa cabane. Si on la lui refuse, il s'adresse à une autre.

Sitôt qu'un enfant vient au monde, le père, quel que soit son sexe, lui écrase le nez. Est-ce un garçon? après l'avoir lavé, on le peint de noir et de rouge et on le suspend dans un hamac, en ayant soin de placer auprès de lui un petit arc et des flèches. Le père lui impose alors le nom qu'il doit conserver pendant tout le premier âge; et s'il a un prisonnier, il le garde et le nourrit jusqu'à l'adolescence de son fils, qui le tue et prend un autre nom.

A la mort d'un guerrier, on le parait de ses ornements et on l'exposait, oint de miel et peint de noir et de rouge, dans le hamac qui devait lui servir de linceul. Alors sa femme, ses enfants et ses amis l'entouraient en se livrant à toutes les démonstrations de la douleur. On faisait son éloge; les exclamations et les interrogations se succédaient avec rapidité. Puis les pagès entonnaient un hymne exprimant la félicité que l'on goûte au delà des montagnes. L'hymne terminé, le plus proche parent creusait une fosse profonde au milieu de laquelle on suspendait le corps, ployé en deux et soigneusement enveloppé. Le maraca qu'il portait aux fêtes solennelles, l'arc, le tacape et les flèches, étaient déposés aux côtés du mort. On entretenait un feu près de la couche pour en éloigner Anhanga, le génie du mal. Pendant plusieurs jours on apportait des provisions, qu'on ne cessait de renouveler que lorsqu'on croyait l'âme partie vers les régions bienheureuses. On formait alors au-dessus la fosse, au moyen de poutres verticalement rangées, un plafond que l'on recouvrait de terre. Le mari ensevelissait sa femme, le frère sa sœur; et l'enfant d'un chef, placé dans un vase de terre, était enterré dans la cabane.

—

Fêtes, habitations, et moyens de subsistance.

Chez ce peuple, les fêtes précédaient d'ordinaire ou suivaient les grandes guerres. La danse et la boisson favorite, appelée caouin, en étaient la base principale. La danse, chez tous les peuples du Nouveau-Monde, était liée aux affaires les plus sérieuses et les plus importantes de la vie. En effet, soit qu'ils veuillent apaiser la colère divine ou célébrer ses bienfaits, soit qu'ils se réjouissent de la naissance d'un fils ou qu'ils pleurent la mort d'un ami, tous ont pour chacune de ces situations des danses convenables, et appropriées aux sentiments divers dont ils sont animés. C'est une occupation importante qui se mêle à toutes les circonstances de la vie publique; aussi la plupart sont-elles graves et martiales, et s'exécutent-elles par les hommes et les femmes à part. Cet art, chez ces peuples, était ce qu'il devrait toujours être, un moyen d'éducation sociale. Chez les Tupinambas, la plus solennelle de toutes était celle où les guerriers, formant un rond immense, racontaient sans changer de place, et chacun à son tour, leurs exploits dans un chant grave et mesuré. Les femmes, renvoyées dans une cabane voisine, répondaient à leurs chants. Un chœur général, exaltant la gloire des ancêtres et invitant chaque guerrier aux combats, terminait la danse : trois pagès, ensuite, déposaient les maracas, qui, dans cette circonstance, leur servaient à battre la mesure; et, après avoir inondé chaque guerrier des vapeurs du tabac, l'engageaient à recevoir l'esprit de force et à vaincre ses ennemis. La préparation du caouin était aussi une des principales fêtes de ce peuple; mais elle n'avait plus le caractère social de la précédente. C'était une pure débauche, qui entraînait souvent à sa suite la mort de quelques-uns des assistants. Voici comment on préparait cette boisson : de vieilles femmes, réunies autour d'immenses jarres de terre, mâchaient la racine de manioc déjà ramollie par une précédente cuisson, et la rejetaient ensuite dans ces jarres. On faisait bouillir cette racine ainsi mâchée, et on l'abandonnait alors à la fermentation. Au jour fixé, les femmes allumaient un feu doux autour des jarres; et, quand la liqueur était tiède, elles puisaient avec des gourges qui pouvaient contenir trois bouteilles, et les présentaient à chaque guerrier, qui devait vider le tout d'un seul trait.

« Et de fait, » dit Léry, « je les ay vues, » non-seulement trois jours et trois nuits » sans cesser de boire, mais si yvres qu'ils » n'en pouvaient plus, d'autant que quitter » le jeu eust esté pour estre réputé efféminé. » Ainsi, pour continuer mon propos tant » que ce caouinage dure, nos friponniers et » gâte-bon-temps de Brésiliens, pour s'es- » chauffer tant plus la cervelle, chantans, » sifflans, s'accourageans et exhortans l'un » l'autre de se porter vaillamment et de pren- » dre force prisonniers quand ils iront en » guerre, estant arrangés comme grues, ne » cessent de danser et aller et venir parmi la » maison où ils sont assemblez; et certaine- » ment pour mieux vérifier ce que j'ai dit » qu'ils sont les premiers et superlatifs » en matière d'ivrognerie, je crois qu'il y » en a tel qui, à sa part, en une seule as- » semblée, avale plus de vingt pots de » caouin. »

Les moyens de subsistance de ce peuple étaient, parmi les végétaux, la racine de l'igname et du manioc, et les différentes espèces de maïs et de bananier; mais leur principale ressource reposait sur la chasse et la pêche. Quand le gibier et le poisson avaient été abondants, on disposait de vastes grils en bois, nommés boucans, et on y plaçait ce qu'on voulait conserver. La manière dont nous faisons rôtir nos viandes leur était tout-à-fait inconnue. Leur mode de prépation, pour les faire cuire, était le suivant : l'on creusait une fosse que l'on garnissait de longues feuilles, et, après y avoir déposé la pièce de gibier et l'avoir recouverte de terre, on allumait le feu dessus.

Quand il fallait changer de lieu, le moussacat (chef de famille) allait lui-même choisir l'emplacement où devait s'élever la nouvelle aldée. Une aldée se composait de quatre à cinq cabanes arrangées de manière à former au centre une place régulière, où se

tenaient les assemblées générales. Une construction en charpente, faite en forme d'arche et recouverte d'un toit de feuilles de palmier ou de jonc, pouvait servir d'asile à vingt ou trente familles. Une ouverture, pratiquée à chaque extrémité, permettait à l'air de circuler, et des pieux, fixés parallèlement, servaient à suspendre les hamacs. La nuit, on entretenait, entre chacun d'eux, un petit feu pour en chasser les insectes. Une sorte de grenier, formé de longues gaules attachées aux traverses supérieures qui soutenaient le toit, servait à déposer ce que possédait chaque famille. Si l'on était dans le voisinage d'une tribu ennemie, on fortifiait l'aldée avec des palissades revêtues de nattes et élevées à hauteur d'homme. Les issues, ménagées avec art, étaient tellement basses, qu'il fallait y passer à plat-ventre.

Caractères physiques et costumes des Tupinambas.

La taille des Tupinambas était ordinaire, et leur force musculaire supérieure à celle des Européens dans certains exercices. Leur teint était légèrement cuivré. S'il faut en croire Léry, ils ne devaient leur manque de poil qu'au soin qu'ils mettaient à l'arracher aussitôt qu'il commençait à poindre, et ils en agissaient ainsi de même à l'égard de leurs paupières et de leurs sourcils. Leurs cheveux noirs étaient lisses et raides, leur front élevé, leurs yeux assez beaux. Tous avaient le nez épaté, car à leur naissance on le leur écrasait avec le pouce.

Teints en noir-bleuâtre et en ronge-orangé, les guerriers se traçaient avec soin sur le corps et sur le visage une foule de dessins plus ou moins bizarres. Leur tête était rasée à la manière des moines de saint François. Dans leur jeunesse, ils portaient à la lèvre inférieure un os blanc qui ressortait d'un ou deux pouces, et qu'ils remplaçaient, dans leur vieillesse, par une pierre de jade verdâtre, retenue avec une cheville.

Le jour des grandes solennités, un manteau court, tissu avec les plumes d'oiseaux divers, couvrait leurs épaules, et une juppe, faite de la même manière, leurs reins. Une espèce de hausse-col, composé d'os d'une blancheur éclatante, descendait sur leur poitrine, tandis que leur tête était parée de l'arassoya ou yempénambi (1). Enfin des bracelets et des colliers ornaient leurs jambes et leurs cols. En guerre, les teintes noires du génipa se mêlaient sur la face du guerrier aux raies sanglantes de vermillon. Son bras était armé d'un bouclier fait avec la peau d'un tapir, et sa tête ceinte du yempenambi aux plumes rouges d'ara. Une de ses mains tenait un arc immense, l'autre un faisceau de longues flèches. Une espèce de massue, appelée tacape, complétait l'équipement. Dans les temps ordinaires, le vêtement était plus simple.

Pour la seconde contemplation du sauvage, nous rapporte Léry, « lui ayant osté toutes » les susdites fanfares, après l'avoir frotté » de gomme glutineuse, couvrez-lui tout le » corps, les bras, les jambes de petites plu- » mes hachées menues comme de la bourre » teinte en rouge, etc. »

Retracer maintenant les croyances et les mœurs des différentes tribus qui, à l'exception de quelques-unes, tiraient toutes leur origine des Tapuyas et des Tapis, serait répéter ce que nous avons déjà dit des deux sociétés-mères. Comme nous l'avons du reste annoncé au commencement de ce chapitre, nous aurons assez souvent occasion d'en parler, soit à propos de leurs guerres avec les Européens, soit lorsque nous ferons un résumé général de leur état actuel, pour ne pas anticiper sur notre travail.

—

Histoire du Brésil depuis sa découverte par les Portugais jusqu'à nos jours.

Dès la fin du quinzième siècle le Portugal s'était placé au premier rang des puissances maritimes. Les côtes occidentales de l'Afrique, jusqu'alors inconnues, avaient été décou-

(1) L'arassoya était une sorte de diadême fait de plumes raides qui diminuaient de hauteur à mesure qu'elle s'éloignaient du front. Le yempenambi était un ornement plus compliqué, ressemblant assez à la coiffure des dames du seizième siècle.

vertes, et, sous le règne d'Emmanuel, une flotte, commandée par Vasco de Gama, avait doublé le Cap des Tempêtes, parcouru la côte orientale du continent africain, et repris la route de l'Europe, après avoir abordé au royaume de Calicut en Asie. Moins de trois années avaient suffi pour assurer aux Portugais la possession de Goa, de Malaca, d'Aden et d'Ormus. Bientôt leurs vaisseaux fréquentèrent l'Éthiopie orientale, la Mer-Rouge, l'Océan-Indien, et établirent des comptoirs depuis Ceuta jusqu'aux frontières de la Chine.

(DE 1500 A 1521.)

Au mois de mars de l'année 1500, une flotte, prête à mettre à la voile, sous les ordres de don Pedro Alvarez Cabral, mouillait dans la rade de Lisbonne. Les instructions de l'amiral portaient qu'il devait se rendre à Sofala, visiter les rois de la côte de l'Inde, faire des alliances avec eux, se diriger ensuite vers Calicut, obtenir du zamorin le droit d'y établir un comptoir, et lui déclarer la guerre en cas de refus. Le départ fut signalé par une de ces grandes cérémonies religieuses qui, à cette époque, sanctionnaient toujours une expédition maritime.

Emmanuel et Cabral se rendirent en grande pompe à la cathédrale, suivis d'une foule immense. Là, après la célébration de la messe, l'évêque monta en chaire, fit un sermon, dans lequel il exalta le courage de celui qui osait s'aventurer dans une entreprise aussi périlleuse; et, prenant ensuite sur l'autel l'étendard qu'on y avait placé, le consacra et le donna au roi, qui le remit, en présence de tous, entre les mains de l'amiral. On sortit alors de l'église, et l'on se dirigea, bannière en tête, vers le rivage, où l'embarquement s'effectua au bruit de l'artillerie du port et aux acclamations générales du peuple.

Après une navigation de treize jours, la flotte aborda aux îles du Cap-Vert. On y attendit quelque temps un navire qui s'en était écarté, et l'on remit à la voile lorsqu'on eut perdu toute espérance de le revoir. Cabral, afin d'éviter les calmes de la côte d'Afrique, fit prendre le large; mais, battu par la tempête, il se vit contraint de dériver vers l'occident. Le 24 avril, une terre inconnue, située à l'ouest vers le dixième degré de latitude sud, parut aux yeux des Portugais. La côte était abondante en arbres et couverte d'hommes nus qui allaient et venaient le long de la mer. Poussée par la force des vents, la flotte courut ainsi le long du rivage jusqu'au seizième degré de latitude australe, et mouilla dans une baie à laquelle on donna le nom de Porto-Seguro. L'entrevue avec les Tupiniquins (car, ainsi qu'on l'apprit dans la suite, tel était le nom de ce peuple) fut pacifique et amicale.

Le dimanche de Pâque, Cabral descendit à terre avec ses principaux officiers et une partie de ses équipages. Les Tupiniquins se pressaient en foule autour des Portugais, taillant à coups de hache la croix qui, dans des temps meilleurs, eût été pour eux le signe de leur régénération, et aidèrent à la porter jusqu'au lieu où elle devait être élevée. On y construisit au pied un autel, et le P. Henrique y célébra la messe, assisté de tous les religieux. Les indigènes, accourus à un spectacle si nouveau, prêtaient l'attention la plus vive à tout ce que l'on faisait. L'on remarqua que, pendant l'office divin, ils imitèrent tous les signes d'humilité et d'adoration des prêtres et des assistants; se mettant à genoux comme eux, se relevant comme eux, se frappant comme eux la poitrine. Cabral donna au pays le nom de Santa-Cruz, fit planter sur le rivage un poteau aux armes de Portugal; et, après avoir dépêché à la cour de Lisbonne Gaspard de Lemos, un de ses capitaines, remit à la voile pour sa destination. Tel fut la découverte du Brésil.

Aussitôt après l'arrivé de Lemos, Emmanuel fit équiper une flotte, dont il confia le commandement à Orejo. Amerigo-Vespucci lui fut adjoint, et eut pour mission de déterminer l'étendue des terres que Cabral venait de découvrir. L'expédition ne fut de retour qu'après une navigation de seize mois. Amerigo-Vespucci avait exploré les côtes depuis le huitième degré de latitude sud jusqu'au trentième. Ses notes ne s'accordaient nullement avec les rapports de Cabral : aussi

la cour de Lisbonne fit-elle d'abord peu de cas de cette découverte.

Le navigateur florentin entreprit bientôt un second voyage. Gonzalès Coelho fut nommé commandant en chef de cette seconde expédition destinée à visiter Santa-Cruz. La mésintelligence se mit entre eux. En vue du Brésil, Coelho ayant rejeté les avis d'Amerigo-Vespucci, perdit quatre caravelles. Il bâtit, de leurs débris, un fort qu'il laissa à la garde de vingt-quatre hommes échappés du naufrage, et revint en Eu rope après avoir reconnu près de deux cent soixante lieues de pays. Ses observations, d'accord avec celles de Cabral, représentaient le Brésil comme une contrée d'une fertilité extrême. Toutefois Emmanuel ne jugea point convenable d'y établir des colonies permanentes.

Vers l'année 1516, le roi d'Espagne, à la sollicitation d'Amerigo-Vespucci, qui, rentré à son service, le pressait de s'emparer du Brésil, mit en mer une escadre dont il partagea le commandement entre ce dernier, Janez Pinson et Jean Diaz de Solis, grand pilote de Castelle. La dissension des chefs fit avorter le but principal de l'entreprise, et l'on se borna à élever quelques croix le long du rivage. Diaz y périt, dévoré par les indigènes en parcourant la rive occidentale du Rio de la Plata. Cette tentative de l'Espagne donna lieu à une réclamation de la part du gouvernement portugais. Charles-Quint y répondit par la promesse de ne plus chercher à l'avenir à s'établir au Brésil. Cependant les expéditions devenaient de jour en jour plus fréquentes et plus nombreuses. La plus célèbre fut celle de Magellan, en 1519.

Quelques spéculateurs commencèrent alors à entreprendre le commerce du bois de Brésil. De nombreux aventuriers allèrent également se fixer dans ces contrées en qualité de facteurs, d'interprètes ou de correspondants. De temps à autre la cour de Lisbonne y dirigeait quelques vaisseaux chargés des plus grands scélérats du royaume et de femmes perdues. Tels furent les ancêtres des premiers colons. Ces nouveaux arrivants se montrèrent, dans leurs rapports avec les indigènes, d'une cruauté que rien ne saurait exprimer. Étrange erreur que celle de regarder, comme propres à fonder une colonie, des hommes que la société a flétris et qu'elle a rejetés de son sein! Cette faute fut commune à tous les gouvernements de cette époque, et l'est encore à ceux de nos jours. Le résultat immédiat d'une pareille mesure fut l'accroissement d'une population inquiète, avide, impatiente de tout frein et de toute discipline, et qui, plus tard, devint le plus grand obstacle aux projets saintement civilisateurs des missionnaires de le compagnie de Jésus. Voilà quelle était à peu près la situation du Brésil vingt ans après sa découverte, lorsque mourut Emmanuel. Sous son règne, les expéditions dans le Nouveau-Monde n'eurent pour objet que des recherches et des vérifications. Toutes les expériences, tous les efforts de la nation portugaise étaient dirigés vers l'Orient. Là, en effet, les succès et les conquêtes; au Brésil, au contraire, l'incertitude et les dangers à chaque pas.

Pendant les premières années du règne de Jean III, son successeur, le Brésil ne cessa d'être fréquenté par les navires sortis des différents ports de l'Europe. Les Portugais se souciaient peu d'un pays dont les principales ressources paraissaient reposer plutôt sur l'agriculture que sur le commerce. De nombreux armateurs normands croisaient en tous sens dans ces parages, entretenant des relations amicales avec les indigènes, et obtenant d'eux, par voie d'échange, du bois de teinture. Les excursions des Français, devenant de plus en plus multipliées, ouvrirent enfin les yeux de la cour de Lisbonne. Jean III fit faire des représentations, par son ambassadeur, à la cour de France; mais, voyant qu'elles étaient inutiles, il se résolut à traiter en ennemis tous les navires étrangers qu'on trouverait dans ses possessions d'Amérique. Une flotte fut envoyée à cet effet au Brésil, sous les ordres de Christovao Jacques. Celui-ci devait chasser les Français partout où il les rencontrerait, et examiner les points qui lui paraîtraient les plus convenables à l'établissement de factoreries. Muni de ces instructions, Christovao Jacques, après avoir visité différents points de la côte, entra dans une baie à laquelle il donna le

Correa fixa son séjour à l'endroit où s'est élevé depuis Villa-Velha (Vieille-Ville). Une foule d'habitations grossièrement construites vinrent se grouper autour de la sienne. Aimé et respecté des indigènes, il était parvenu à introduire au milieu d'eux une sorte de discipline, et son petit État prenait déjà un accroissement considérable, lorsqu'un navire normand, sorti du port de Dieppe, parut à l'entrée de la baie. Correa résolut de profiter de l'occasion pour retourner en Europe, et aller à Lisbonne rendre compte à Jean III de son naufrage et de son établissement. On raconte que lorsqu'il s'embarqua avec Paraguassou, sa favorite, une de ses femmes, désespérée de son départ, se jeta à la nage, et périt en s'efforçant de gagner le navire. Arrivé en France, il fut présenté avec sa femme à la cour de Henri II. Catherine de Médicis voulut tenir elle-même sur les fonds baptismaux la jeune Indienne, et fit célébrer par des fêtes le mariage de la nouvelle convertie. Son mari, n'ayant pu obtenir de la cour de France la permission de se rendre en Portugal, fit parvenir des notes à Jean III, par l'intermédiaire d'un étudiant portugais, et revint à Bahia avec deux navires chargés d'objets utiles et de munitions de guerre. Il était convenu de donner en échange une cargaison de bois de Brésil. Il retrouva sa colonie dans l'état où il l'avait laissée. Ses premiers soins furent de la fortifier, tandis que sa femme, Catherine Alvarez, élevait une église, et s'efforçait de convertir ses compatriotes au christianisme. Bientôt les indigènes accoururent autour d'eux. Correa leur distribua plusieurs plantations de sucre, et commença la culture des terres. Tel était l'état des choses lors de l'arrivée du concessionnaire Coutinho. Ce dernier vécut d'abord en bonne intelligence avec le premier possesseur ; mais, bientôt, sur de légers soupçons, il le fit arrêter et transférer à bord d'un navire. Son caractère hautain, et les désordres commis par ses soldats lui avaient déjà aliéné les indigènes. Catherine Alvarez, indignée du traitement qu'on fait subir à son mari, arme les Tupinambas, et appelle les Tamoyos, leurs alliés, aux combats. Sous sa conduite, les Brésiliens brûlent les sucreries, détruisent les plantations, tuent un des fils de Coutinho, et, après une guerre sanglante, emportant d'assaut les retranchements que les Portugais avaient élevés, forcent Coutinho lui-même à prendre la fuite. Celui-ci mit à la voile pour la capitainerie d'Os Ilheos, emmenant avec lui Correa. Rappelé peu de temps après par une tribu de Tupinambas, il eut l'imprudence de se rendre à son invitation, et fut massacré, avec tous ceux qui l'accompagnaient, dans l'île d'Itaparica, contre laquelle les vents l'avaient poussé. Alvarez Correa fut seul épargné. Rentré dans ses possessions, il releva la colonie avec le secours des indigènes, et, quelques années plus tard, fut d'un puissant secours à Thomé de Souza, premier gouverneur général du Brésil.

Près d'un demi-siècle s'était écoulé depuis la découverte de cette contrée, et, à l'exception d'un petit nombre, la plupart des colonies étaient dans un état peu florissant. L'indépendance des concessionnaires vis-à-vis les uns des autres, et la manière dont avait été composée la population des colonies, en étaient les deux causes principales. Toute institution humaine demande, pour arriver à un résultat fécond, unité de direction dans le pouvoir, et moralité chez ceux que ce pouvoir a mission de diriger. Sans ces deux conditions, point de progrès possibles. C'est ce que sentit l'homme qui gouvernait alors le Portugal. Les pouvoirs des concessionnaires furent révoqués, et Thomé de Souza fut nommé gouverneur général des colonies du Brésil. Chargé de fonder une capitale dans la baie de Tous-les-Saints, et d'établir l'unité dans l'administration, Thomé s'embarqua au mois d'avril 1549. Il y avait à bord, avec lui, quelques troupes régulières, trois cents familles nobles, quinze cents condamnés et six jésuites, sous la direction de don Manuel de Nobréga, un des pères les plus distingués de son ordre. La flotte arriva en vue de l'établissement d'Alvarez Correa, dans le courant de juin. Celui-ci vint au-devant du gouverneur, et sut lui concilier les populations indigènes. On jeta les fondements de la ville à une demi-lieue de l'ancien établissement, et on lui donna le nom de San-Salvador. La

rapidité avec laquelle on l'éleva fut telle, qu'en moins de quatre mois cent maisons furent bâties, et l'année n'était pas écoulée, que la cathédrale et les principaux monuments étaient achevés. Rien surtout ne fut épargné pour la construction des églises. Disposées de manière à commander la baie et toute la plaine, elles pouvaient, en cas d'attaque, servir de retranchements et de citadelles. Les Tupinambas aidèrent beaucoup les Portugais dans cette circonstance. L'assassinat d'un colon par l'un d'eux fut sur le point de troubler cette bonne harmonie. Thomé de Souza réclama le meurtrier. La tribu le remit sur-le-champ entre les mains des Portugais, qui l'attachèrent à la bouche d'un canon auquel on mit le feu. Cet exemple répandit la terreur parmi les indigènes; mais, depuis lors, les relations furent moins fréquentes et moins amicales. Nous verrons plus tard comment, par suite de la conduite des colons, ce premier refroidissement se changea en une haine qui ne cessa qu'avec la dispersion générale de ce peuple. Les premiers soins du gouverneur furent de visiter les différentes capitaineries; d'en examiner les fortifications, et d'y établir des tribunaux civils relevant tous du tribunal royal séant à San-Salvador. Il défendit expressément aux concessionnaires d'entreprendre, à l'avenir, aucune expédition contre les indigènes, ou de nouvelles découvertes, sans un ordre émané de lui. En outre, la cour de Lisbonne envoya la troisième année plusieurs orphelines de familles nobles. Ces orphelines étaient dotées sur les domaines royaux, et on les mariait avec les officiers et les employés du gouvernement. Depuis on en fit autant chaque année. Toutefois, si, grâce à ces mesures, on n'avait rien à désirer sous le rapport matériel, tout, sous le rapport religieux et moral, était à créer. On ne saurait se faire une idée des désordres et des excès que les colons commettaient à cette époque. Dès l'origine, la traite des Indiens s'était établie d'une manière régulière dans les colonies du Sud, et principalement dans la capitainerie de Saint-Vincent. Dès l'année 1527, il y avait dans cette dernière une factorerie où l'on faisait la traite des indigènes. L'on a un écrit de Martim Affonso, en date de 1533, concédant à Pedro de Goès le droit d'exporter dix-sept esclaves francs de tous droits. Nous allons voir les pères de la compagnie de Jésus faire tous leurs efforts pour abolir une coutume si anti-chrétienne, et appliquer, pour la première fois, au Brésil, ce système de civilisation progressive qui, plus tard, fut le plus beau titre de gloire de leurs confrères du Paraguay.

(DE 1552 A 1560.)

Les missionnaires eurent, à leur arrivée, deux obstacles principaux à surmonter. D'une part, la résistance que la croyance et les mœurs des indigènes leur opposèrent; résistance d'autant plus grande, que cette croyance et ces mœurs étaient mieux conservées; et de l'autre, celle des colons. Ils ne purent vaincre entièrement cette dernière, et elle finit même par triompher. En effet, elle avait ses racines dans l'incrédulité et l'avarice. Accueillis avec bienveillance par les indigènes, les Portugais s'étaient bientôt érigés en maîtres durs et impitoyables. Le joug qu'ils faisaient peser sur les Brésiliens était tel, que déjà plusieurs de leurs tribus avaient pris les armes. Nobrega et ses compagnons commencèrent leurs prédications aux environs de San-Salvador. Ils parvinrent assez facilement à persuader aux Tupinambas de ne prendre qu'une femme; mais tout ce qu'ils tentèrent pour abolir l'antropophagie fut d'abord inutile. Il faut avoir étudié les moyens divers qui furent employés par ces nouveaux apôtres dans le Nouveau-Monde; il faut avoir connu les dangers sans cesse renaissants qu'ils coururent, pour se faire une idée de tout ce qu'il y a de force dans une conviction profonde. Tantôt c'est un prisonnier tombé sous le tacape du sacrificateur, qu'ils enlèvent et vont enterrer en secret. Cet acte devient une cause de danger pour eux et pour la colonie. Les Tupinambas, revenus de leur surprise, marchent contre San-Salvador pour venger ce qu'ils croient une insulte : quelques coups de canon tirés au-dessus de leur tête suffisent pour les disperser. Le danger passé, les colons murmurèrent et crièrent contre ce qu'ils appelaient le fanatisme des

Correa fixa son séjour à l'endroit où s'est élevé depuis Villa-Velha (Vieille-Ville). Une foule d'habitations grossièrement construites vinrent se grouper autour de la sienne. Aimé et respecté des indigènes, il était parvenu à introduire au milieu d'eux une sorte de discipline, et son petit État prenait déjà un accroissement considérable, lorsqu'un navire normand, sorti du port de Dieppe, parut à l'entrée de la baie. Correa résolut de profiter de l'occasion pour retourner en Europe, et aller à Lisbonne rendre compte à Jean III de son naufrage et de son établissement. On raconte que lorsqu'il s'embarqua avec Paraguassou, sa favorite, une de ses femmes, désespérée de son départ, se jeta à la nage, et périt en s'efforçant de gagner le navire. Arrivé en France, il fut présenté avec sa femme à la cour de Henri II. Catherine de Médicis voulut tenir elle-même sur les fonds baptismaux la jeune Indienne, et fit célébrer par des fêtes le mariage de la nouvelle convertie. Son mari, n'ayant pu obtenir de la cour de France la permission de se rendre en Portugal, fit parvenir des notes à Jean III, par l'intermédiaire d'un étudiant portugais, et revint à Bahia avec deux navires chargés d'objets utiles et de munitions de guerre. Il était convenu de donner en échange une cargaison de bois de Brésil. Il retrouva sa colonie dans l'état où il l'avait laissée. Ses premiers soins furent de la fortifier, tandis que sa femme, Catherine Alvarez, élevait une église, et s'efforçait de convertir ses compatriotes au christianisme. Bientôt les indigènes accoururent autour d'eux. Correa leur distribua plusieurs plantations de sucre, et commença la culture des terres. Tel était l'état des choses lors de l'arrivée du concessionnaire Coutinho. Ce dernier vécut d'abord en bonne intelligence avec le premier possesseur ; mais, bientôt, sur de légers soupçons, il le fit arrêter et transférer à bord d'un navire. Son caractère hautain, et les désordres commis par ses soldats lui avaient déjà aliéné les indigènes. Catherine Alvarez, indignée du traitement qu'on fait subir à son mari, arme les Tupinambas, et appelle les Tamoyos, leurs alliés, aux combats. Sous sa conduite, les Brésiliens brûlent les sucreries, détruisent les plantations, tuent un des fils de Coutinho, et, après une guerre sanglante, emportant d'assaut les retranchements que les Portugais avaient élevés, forcent Coutinho lui-même à prendre la fuite. Celui-ci mit à la voile pour la capitainerie d'Os Ilheos, emmenant avec lui Correa. Rappelé peu de temps après par une tribu de Tupinambas, il eut l'imprudence de se rendre à son invitation, et fut massacré, avec tous ceux qui l'accompagnaient, dans l'île d'Itaparica, contre laquelle les vents l'avaient poussé. Alvarez Correa fut seul épargné. Rentré dans ses possessions, il releva la colonie avec le secours des indigènes, et, quelques années plus tard, fut d'un puissant secours à Thomé de Souza, premier gouverneur général du Brésil.

Près d'un demi-siècle s'était écoulé depuis la découverte de cette contrée, et, à l'exception d'un petit nombre, la plupart des colonies étaient dans un état peu florissant. L'indépendance des concessionnaires vis-à-vis les uns des autres, et la manière dont avait été composée la population des colonies, en étaient les deux causes principales. Toute institution humaine demande, pour arriver à un résultat fécond, unité de direction dans le pouvoir, et moralité chez ceux que ce pouvoir a mission de diriger. Sans ces deux conditions, point de progrès possibles. C'est ce que sentit l'homme qui gouvernait alors le Portugal. Les pouvoirs des concessionnaires furent révoqués, et Thomé de Souza fut nommé gouverneur général des colonies du Brésil. Chargé de fonder une capitale dans la baie de Tous-les-Saints, et d'établir l'unité dans l'administration, Thomé s'embarqua au mois d'avril 1549. Il y avait à bord, avec lui, quelques troupes régulières, trois cents familles nobles, quinze cents condamnés et six jésuites, sous la direction de don Manuel de Nobréga, un des pères les plus distingués de son ordre. La flotte arriva en vue de l'établissement d'Alvarez Correa, dans le courant de juin. Celui-ci vint au-devant du gouverneur, et sut lui concilier les populations indigènes. On jeta les fondements de la ville à une demi-lieue de l'ancien établissement, et on lui donna le nom de San-Salvador. La

rapidité avec laquelle on l'éleva fut telle, qu'en moins de quatre mois cent maisons furent bâties, et l'année n'était pas écoulée, que la cathédrale et les principaux monuments étaient achevés. Rien surtout ne fut épargné pour la construction des églises. Disposées de manière à commander la baie et toute la plaine, elles pouvaient, en cas d'attaque, servir de retranchements et de citadelles. Les Tupinambas aidèrent beaucoup les Portugais dans cette circonstance. L'assassinat d'un colon par l'un d'eux fut sur le point de troubler cette bonne harmonie. Thomé de Souza réclama le meurtrier. La tribu le remit sur-le-champ entre les mains des Portugais, qui l'attachèrent à la bouche d'un canon auquel on mit le feu. Cet exemple répandit la terreur parmi les indigènes; mais, depuis lors, les relations furent moins fréquentes et moins amicales. Nous verrons plus tard comment, par suite de la conduite des colons, ce premier refroidissement se changea en une haine qui ne cessa qu'avec la dispersion générale de ce peuple. Les premiers soins du gouverneur furent de visiter les différentes capitaineries; d'en examiner les fortifications, et d'y établir des tribunaux civils relevant tous du tribunal royal séant à San-Salvador. Il défendit expressément aux concessionnaires d'entreprendre, à l'avenir, aucune expédition contre les indigènes, ou de nouvelles découvertes, sans un ordre émané de lui. En outre, la cour de Lisbonne envoya la troisième année plusieurs orphelines de familles nobles. Ces orphelines étaient dotées sur les domaines royaux, et on les mariait avec les officiers et les employés du gouvernement. Depuis on en fit autant chaque année. Toutefois, si, grâce à ces mesures, on n'avait rien à désirer sous le rapport matériel, tout, sous le rapport religieux et moral, était à créer. On ne saurait se faire une idée des désordres et des excès que les colons commettaient à cette époque. Dès l'origine, la traite des Indiens s'était établie d'une manière régulière dans les colonies du Sud, et principalement dans la capitainerie de Saint-Vincent. Dès l'année 1527, il y avait dans cette dernière une factorerie où l'on faisait la traite des indigènes. L'on a un écrit de Martim Affonso, en date de 1533, concédant à Pedro de Goès le droit d'exporter dix-sept esclaves francs de tous droits. Nous allons voir les pères de la compagnie de Jésus faire tous leurs efforts pour abolir une coutume si anti-chrétienne, et appliquer, pour la première fois, au Brésil, ce système de civilisation progressive qui, plus tard, fut le plus beau titre de gloire de leurs confrères du Paraguay.

(DE 1552 A 1560.)

Les missionnaires eurent, à leur arrivée, deux obstacles principaux à surmonter. D'une part, la résistance que la croyance et les mœurs des indigènes leur opposèrent; résistance d'autant plus grande, que cette croyance et ces mœurs étaient mieux conservées; et de l'autre, celle des colons. Ils ne purent vaincre entièrement cette dernière, et elle finit même par triompher. En effet, elle avait ses racines dans l'incrédulité et l'avarice. Accueillis avec bienveillance par les indigènes, les Portugais s'étaient bientôt érigés en maîtres durs et impitoyables. Le joug qu'ils faisaient peser sur les Brésiliens était tel, que déjà plusieurs de leurs tribus avaient pris les armes. Nobrega et ses compagnons commencèrent leurs prédications aux environs de San-Salvador. Ils parvinrent assez facilement à persuader aux Tupinambas de ne prendre qu'une femme; mais tout ce qu'ils tentèrent pour abolir l'antropophagie fut d'abord inutile. Il faut avoir étudié les moyens divers qui furent employés par ces nouveaux apôtres dans le Nouveau-Monde; il faut avoir connu les dangers sans cesse renaissants qu'ils coururent, pour se faire une idée de tout ce qu'il y a de force dans une conviction profonde. Tantôt c'est un prisonnier tombé sous le tacape du sacrificateur, qu'ils enlèvent et vont enterrer en secret. Cet acte devient une cause de danger pour eux et pour la colonie. Les Tupinambas, revenus de leur surprise, marchent contre San-Salvador pour venger ce qu'ils croient une insulte : quelques coups de canon tirés au-dessus de leur tête suffisent pour les disperser. Le danger passé, les colons murmurèrent et crièrent contre ce qu'ils appelaient le fanatisme des

de discussions religieuses, il finit même par se prononcer contre Calvin et ses sectateurs. Un édit du gouverneur, qui défendait, sous peine de mort, toute liaison avec les femmes ou filles des Tupinambas, sauf le cas de légitime mariage, acheva de mécontenter les colons. Un complot fut ourdi contre sa vie par un interprète normand, qui ne voulait pas s'y conformer, et les protestants y trempèrent. Villegagnon fit pendre trois des principaux coupables, et saisit cette occasion pour chasser les protestants de la colonie. Lui-même revint, peu de temps après, en France, laissant la garde de l'île à une centaine de soldats, auxquels il promit un prompt secours. Son but était de solliciter près de Henri II le commandement d'une escadre de sept vaisseaux, d'intercepter la flotte des Indes, et de détruire tous les établissements portugais au Brésil. La mort de Henri II et les troubles qui survinrent en France, firent avorter ses desseins. Les écrivains modernes ont accusé ce chef d'une ambition sans bornes, et les calvinistes de l'époque l'ont flétri du nom de Caïn de l'Amérique. Nous nous contenterons de répondre aux premiers. La grande majorité de la population de la colonie était composée, ou de protestants, ou de ces aventuriers dont nous avons parlé plus haut. Villegagnon, aussitôt après son retour à la foi catholique, persécuta les calvinistes avec un tel acharnement, que, lors de son départ, il fit jeter un de leurs ministres à la mer; et nous avons vu qu'il défendit, sous peine de mort, à tout Français de vivre en concubinage avec les femmes indiennes. Si cet homme eût été un ambitieux, loin d'en agir ainsi, il se fût, au contraire, montré d'une tolérance extrême vis-à-vis la croyance religieuse des uns, et vis-à-vis le genre de vie des autres. Nous croyons que, si son plan de colonisation n'eut pas le succès qu'on aurait pu espérer, cela tint à la fausse position que lui donna son changement de croyance, par suite du peu d'autorité morale qu'il dut avoir sur les colons, et principalement aux événements qui se succédèrent en France et qui l'empêchèrent de pouvoir faire adopter ses projets. Une lettre de Men de Sa à la cour de Lisbonne en dit plus, relativement au jugement que l'on doit porter sur cet homme, que tout ce que nous pourrions ajouter. « Ce commandant n'agit point comme nous envers les sauvages. Il est libéral à l'excès et d'une justice inflexible. Pour peu qu'un des siens fasse une faute, il est pendu. Aussi les Français le craignent et les naturels l'aiment. Il a fait apprendre à ces derniers l'usage des armes à feu : ils sont en grand nombre, et appartiennent à une des plus braves tribus du Brésil. Si Villegagnon revenait avec les renforts qu'il a lui-même promis, les Français, aujourd'hui refugiés sur le continent, parmi les Tamoyos, auraient, dans peu, repris l'île dont j'ai fait la conquête, et, dominant de nouveau la côte, deviendraient, dès lors, plus redoutables que jamais. Hâtez-vous donc de m'envoyer des renforts du Portugal, pour que je tente l'expulsion totale de l'ennemi. »

(DE 1560 à 1565.)

L'établissement des Français à Rio-Janeiro n'avait rencontré, de la part du gouvernement de la colonie, aucun obstacle. Il fallut que les jésuites, qui seuls prévoyaient le danger d'un pareil voisinage pour les possessions portugaises du Brésil, donnassent l'éveil à la cour de Lisbonne. Don Édouard da Costa reçut l'ordre de s'assurer des moyens de défense des Français, et, sur son rapport, on enjoignit à Men de Sa, son successeur, de s'emparer sans délai du fort Coligny. Le moment était favorable : une centaine d'hommes au plus avaient été laissés à sa défense. Cependant, lorsque les Portugais parurent devant la baie de Rio-Janeiro, ce ne fut qu'après deux assauts meurtriers et des renforts venus de Saint-Vincent qu'ils parvinrent à s'emparer de l'île. Encore les Français purent-ils se refugier sur le continent parmi leurs alliés les Tamoyos et les Tupinambas, et demeurer quelque temps maîtres de la rade.

Men de Sa, ne se trouvant pas assez fort pour garder l'île, en fit raser les fortifications et mit à la voile pour le port de Santos. Ce fut pendant son séjour dans cette dernière ville qu'il fit transporter, sur les avis de

Monumento sepulcral erigido á la memoria de Kosciusko en West Point, (Virginia).

Pl.



MONUMENT ÉLEVÉ À LA MÉMOIRE DE KOSCIUSKO À WEST POINT. (Virginie)

Nobrega, l'établissement de Saint-André à Piratininga. A dater de cette époque, la colonie des jésuites prit le nom de Saint-Paul, qui par la suite s'étendit à toute la province. De retour à San-Salvador, Men de Sa célébra par des fêtes la victoire qu'il venait de remporter. Mais bientôt un danger plus réel et plus redoutable menaça la colonie : nous voulons parler de l'invasion des Aymorès et de la ligue des tribus du sud.

Les Aymorès parurent pour la première fois près de Porto-Seguro, et les ravages qu'ils firent dans cette capitainerie et dans celle d'Os-Ilhéos furent tels, qu'aujourd'hui encore on en voit des traces profondes. A leur approche, les Tupiniquins s'enfuirent, et laissèrent ainsi le pays à découvert. En vain le gouverneur défit-il ces barbares en plusieurs rencontres, en vain mit-il le feu aux forêts qui leur servaient de refuge; malgré ses succès, la capitainerie d'Os-Ilhéos fut en peu d'années presque entièrement détruite.

Voici ce qu'un auteur contemporain raconte de l'origine et des mœurs de ces barbares :

« Dans des temps très-reculés, » dit-il, « quelques tribus de Tapuyas se séparèrent » de la société-mère et s'en allèrent habiter » des montagnes presque inabordables. Elles » y demeurèrent un grand nombre d'années, » ne fréquentant aucun peuple, et finirent par » oublier la langue ancienne. Plus grands et » plus robustes que les Tapuyas dont ils sont » sortis, ces sauvages ne vivent point réunis » en aldées comme les autres. Sans chefs, » sans habitations, entièrement nus, ils dorment couchés sur la terre, ou accroupis » sous un arbre touffu, lorsqu'il pleut. Quand » ils parlent, le son de leur voix est rauque, » et sort en sifflant du fond de leur poitrine. » Ils sont habitués à marcher sur les mains » comme les bêtes, ne connaissent point de » culture, vivent de fruits, de gibier et de » chair humaine. S'ils n'ont point de feu » pour faire rôtir la chair, ils la mangent » crue et sanglante. Un arc et des flèches, » voilà leurs armes. Jamais on ne les a » vus réunis plus de vingt-cinq; jamais on » ne les a vus faire face à l'ennemi. C'est » cachés derrière un arbre, et chacun pour » soi, qu'ils lancent leurs flèches, qui toujours vont au but. Une horreur invincible » de l'eau les distingue encore des autres » tribus indiennes. Ils ne savent point nager, » et le moindre ruisseau suffit pour qu'on » soit à l'abri de leurs attaques. »

Nous doutons fort que les soi-disant partisans de l'homme à l'état de nature se fussent souciés de vivre en pareille compagnie. Un tel degré d'abrutissement est la preuve la plus convaincante de l'impuissance de l'homme en dehors d'un principe social. La société seule fait les hommes : sans elle, nous descendrions au-dessous de la bête, et nous serions plus imprévoyants qu'elle car au moins Dieu a voulu que, chez celle-ci, l'instinct remplaçât ce qui, chez nous, est le fait de l'enseignement.

Pendant que les Aymorès dévastaient ainsi les capitaineries de Porto-Seguro et d'Os-Ilheos, les Tamoyos, maîtres du pays situé entre Rio-Janeiro et Saint-Vincent, ne cessaient, à l'aide des Français, qui les avaient en quelque sorte disciplinés, de faire la guerre aux Portugais et à leurs alliés de Piratininga. Ceux-ci rassemblèrent toutes leurs forces, marchèrent contre eux et furent vaincus. Ce fut le signal d'une insurrection générale, et s'ils furent repoussés par les habitants de Saint-Paul qu'ils étaient venus assiéger, les Indiens demeurèrent victorieux sur tous les autres points.

Ils parcoururent dans tous les sens la capitainerie d'Esperitu-Santo, brûlant tout sur leur psssage, et vinrent mettre le siége devant la ville de Victoria. Men de Sa envoya son fils au secours de la capitainerie. Battus dans une première rencontre, les Tamoyos prirent bientôt leur revanche, et le fils du gouverneur resta sur la place avec la plupart des siens. Cette seconde défaite répandit partout la terreur et la consternation. Bientôt la petite vérole et la famine mirent le comble aux malheurs de la colonie. Près de trente mille Indiens convertis périrent de l'épidémie. La mortalité fut telle, que, sur onze de leurs établissements, les jésuites en perdirent six par suite de la désertion ou de la mort des néophytes.

La guerre n'en continuait pas moins, et devenait de jour en jour plus exterminatrice, lorsque Nobrega et Anchieta demandèrent et obtinrent du gouverneur la permission de se livrer entre les mains des ennemis, pour tâcher d'en obtenir la paix. On avait vu ces pères, durant cette guerre, parcourant les villes et les campagnes, et prêchant que les Tamoyos n'étaient partout victorieux que parce que la justice et le bon droit étaient de leur côté. « Dieu les protége, » s'écriaient-ils ; « c'est au mépris des » traités, c'est contre le droit de la nature et » des gens que vous les avez attaqués. Vous les » avez faits esclaves quand ils sont tombés en » votre pouvoir; vous avez même souffert que » vos alliés les dévorassent : ne vous étonnez » donc pas si la vengeance divine vous frappe » et vous accable. » Le danger était imminent : trois cents canots de guerre allaient porter la dévastation sur toutes les côtes. Après cinq mois de négociations, la paix fut enfin conclue dans la cathédrale de Saint-Paul. C'est au dévouement de ces négociateurs que le Portugal dut la conservation de ses colonies. Mainte fois en danger de mort, ils ne furent sauvés que par l'admiration que leur courage devant le danger et leur chasteté excitèrent parmi les indigènes. Ceux-ci leur avaient offert les plus belles et les plus jeunes de leurs vierges. Étonnés du refus de leurs hôtes, ils leur demandèrent comment ils faisaient pour se priver d'un tel plaisir. « C'est » avec cet instrument, » répondit Nobréga en montrant une discipline qu'il avait tirée de dessous sa robe, « que nous apprenons à » l'esprit à dompter la chair. » Qui aurait pu leur résister!

(DE 1565 A 1572.)

Dès que la nouvelle de la pacification des Tamoyos fut connue à Lisbonne, le conseil de régence expédia sur-le-champ au Brésil Eustache de Sa, neveu du gouverneur, pour fonder une colonie à Rio-Janeiro, et en chasser définitivement les Français. Son oncle avait l'ordre de mettre à sa disposition les forces de la colonie. Le gouverneur rassembla toutes celles dont il pouvait disposer, et conseilla à son neveu de s'en rapporter entièrement aux conseils de Nobrega. Arrivé en vue du cap Frio, Eustache de Sa apprit que les Tamoyos de Rio-Janeiro avaient rompu la trêve, s'étaient alliés avec les Français, et que ceux-ci avaient élevé des forts sur divers points de la côte. Jugeant dès lors l'attaque impossible, il se détermina à aller à Saint-Paul demander des secours. Une année s'écoula en préparatifs, et, lorsqu'on eut opéré le débarquement, le 12 mars 1565, une autre année s'écoula sans aucune action décisive. Nobrega, indigné, accourut au camp, et dépêcha Anchieta près du gouverneur. Celui-ci vint en personne à Rio-Janeiro. Les Français, vaincus sur tous les points, furent forcés de s'embarquer et de prendre le large. Peu d'entre eux avaient péri dans cette guere, dont les Tamoyos seuls avaient soutenu le poids. Après la victoire, Men de Sa jeta les fondements d'une nouvelle ville ; il lui donna le nom de Saint-Sébastien, plus tard Rio-Janeiro; Salvador Correa en fut nommé gouverneur en remplacement d'Eustache de Sa, qui avait été tué. Les fortifications étaient à peine achevées, que les Français reparurent. Ils avaient essayé inutilement de s'établir dans la province de Pernambuco; ils furent encore repoussés dans leur nouvelle tentative. Ce fut la dernière dans cette partie de l'Amérique du Sud.

Sébastien venait enfin d'atteindre sa majorité. Un des premiers actes de son règne fut d'envoyer au Brésil une flotte chargée de munitions de toute espèce; il y avait également à bord un nouveau gouverneur, Louis de Vasconcellos, et soixante-neuf pères, sous la direction de François-Ignace d'Avezedo. Attaquée, pendant la traversée, à deux reprises différentes, par Jacques Sores, corsaire normand et huguenot, elle fut entièrement détruite. Louis de Vasconcellos périt, et, des soixante-neuf missionnaires, un seul arriva à sa destination.

Nobrega ne vécut point assez pour apprendre le malheur qui avait frappé son ordre ; il était mort quelque temps auparavant, âgé de cinquante-trois ans. Men de Sa le suivit bientôt dans la tombe. Tout avait décliné pendant la minorité de Sébastien. Jean III, en moins de dix années, avait fondé sur tout

le littoral du Brésil de nombreux établissements. A sa mort, loin d'en créer de nouveaux, on laissa tomber les anciens. Les flottes, qui chaque année apportaient des secours en hommes et en munitions de guerre, n'arrivaient plus qu'à de longs intervalles ; les services étaient oubliés ou méconnus ; les familles des patriotes, morts les armes à la main, languissaient dans la misère : la métropole paraissait enfin avoir totalement oublié le Brésil. Si, malgré cette coupable négligence, la puissance portugaise acheva de se consolider dans cette contrée, c'est aux efforts réunis de Men de Sa et de Nobrega qu'il faut l'attribuer. Ces deux hommes marchèrent ensemble pendant quatorze années, se vouant sans réserve aux intérêts et à l'agrandissement de la colonie. Pour elle, l'un perdit ce qu'il avait de plus cher, son fils unique; pour elle, l'autre mourut, jeune encore d'âge, mais vieux de travaux, après avoir été le véritable fondateur de ce système de civilisation qui ne reçut son entier développement que dans les plaines du Paraguay.

(DE 1572 A 1581.)

A la mort de Men de Sa, la cour de Lisbonne, jugeant ses possessions d'Amérique trop vastes pour être administrées par un seul homme, divisa le Brésil en deux gouvernements indépendants l'un de l'autre. L'ancien gouverneur général, Luis de Britto, continua à résider à San-Salvador et à régir les provinces du Nord. Les capitaineries du Sud furent confiées à Antonio Salema, qui fixa sa résidence à Saint-Sébastien. Celui-ci signala son entrée en fonction par l'expulsion définitive des Tamoyos et des Tupinambas. Ces deux tribus n'avaient cessé d'entretenir avec les Français des relations qui pouvaient devenir, tôt ou tard, menaçantes pour la colonie. Salema marcha contre elles avec des forces considérables; il rencontra une résistance opiniâtre, et promit alors la vie sauve aux Français qui mettraient bas les armes. L'offre fut acceptée, et les Brésiliens, livrés à leur inexpérience, furent vaincus. On fait monter de huit à dix mille le nombre des indigènes que les Portugais massacrèrent. Les Tamoyos furent entièrement anéantis. Les Tupinambas, d'après les conseils de leur chef Japi-Ouassou, livrèrent leurs habitations aux flammes, et se résolurent à chercher, dans l'immensité des déserts, quelque terre inconnue qui pût servir d'asile à leur indépendance. On dit que, parvenus au confluent de la Madeira avec l'Amazone, ils se dispersèrent par suite de dissensions, et se répandirent sur les rives du grand fleuve. Débarrassé de ses formidables ennemis, Salema s'occupa activement à faire fleurir l'agriculture.

Pendant que ces événements se passaient [1573], Luis de Britto, gouverneur de Bahia, donnait toute son attention à la découverte des mines dans l'intérieur. Par ses ordres, Sébastien-Fernandez Tourinho, habitant de Porto-Séguro, remonta le Rio-Dolce, traversa les terres jusqu'au Jiquithihnonha, découvrit la province de Minas-Géraès, et rapporta quelques échantillons de pierres précieuses. D'autres expéditions eurent lieu dans le même but; mais, soit faute de direction, soit avidité de la part des explorateurs, elles ne produisirent aucun résultat.

On revint à cette époque sur la mesure que l'on avait prise. Le gouvernement de la colonie ne fut plus divisé, et Diego-Laurenço de Vega fut chargé de l'administration générale.

C'est au moment où tout faisait présager pour le Brésil une ère nouvelle [1578], que la mort de Sébastien, à la bataille d'Alcacer, en Afrique, et les événements qui en résultèrent, changèrent complètement l'état des choses. Le cardinal Henri monta sur le trône, et laissa bientôt, par sa mort, le Portugal en but à l'ambition de différents compétiteurs. Philippe II, roi d'Espagne, l'emporta malgré l'opposition du peuple. Les colonies portugaises partagèrent le sort de la mère-patrie, et passèrent sans opposition sous la domination espagnole.

A l'époque où nous sommes parvenus, si l'on jette un coup d'œil sur l'état du Brésil, on verra qu'à l'exception des capitaineries de Bahia, de Saint-Paul et de Pernambuco, les autres colonies commençaient à peine, ou bien avaient été ravagées et détruites. Toutes

les tentatives de colonisation vers l'embouchure de l'Amazone avaient échoué. Au nord de Pernambuco, les Tapuyas occupaient encore deux cents lieues de côtes; mais, entre cette province et celle de Saint-Paul, toutes les tribus brésiliennes, sauf quelques-unes, avaient été soumises, vaincues ou expulsées.

Les Cahétès, presque détruits dans le Pernambuco, avaient abandonné la province. A Bahia, les Tupinambas du nord n'étaient plus qu'en petit nombre. Les Tupiniquins convertis vivaient dans une étroite union avec les colons d'Esperitu-Santo et de Porto-Seguro. La confédération des tribus du sud, dissoute par l'habileté des jésuites, ne pouvait plus se renouveler depuis la destruction des Tamoyos et l'émigration des Tupinambas. Enfin la conversion entière des Guaynazes mettait la province de Saint-Paul à l'abri de toute agression.

C'est alors qu'on vit s'élever, dans cette dernière, une race d'hommes intraitable, et acquérant, par ses alliances avec les indigènes, une vigueur et une activité prodigieuses. Nous voulons parler des Paulistes, connus également sous le nom de Vincestistes et de Mamalucos. Nous nous contentons d'indiquer le fait, nous réservant de donner, en son lieu, l'histoire de ces hardis aventuriers. La traite des Indiens avait continué, malgré la défense de la cour de Lisbonne, les efforts de jésuites et ceux des gouverneurs généraux de la colonie, et quand le Brésil passa sous la domination de l'Espagne, elle s'accrut en raison des édits promulgués par la cour de Madrid en faveur de la liberté des Indiens. En effet, c'était ponr les colons portugais une sorte de protestation contre la domination espagnole. Aussi les jésuites, qui étaient avant tout chrétiens, et qui s'appuyaient sur l'autorité du gouvernement d'alors pour abolir cet odieux trafic, furent-ils enveloppés dans la haine commune.

(de 1581 a 1608.)

On s'aperçut peu, d'abord, au Brésil, du changement de métropole; mais, à la suite de la tentative de Philippe II pour conquérir l'Angleterre, les côtes furent ravagées par de nombreux pirates sortis des ports de ce dernier pays. C'est, en 1588, l'expédition de Robert Withrington; c'est celle de Thomas Cavendish, en 1591; c'est, enfin, dans la même année, celle de James Lancaster. Celui-ci s'empara du Récif, dans la province du Pernambuco, y demeura quinze jours, et ne remit à la voile que chargé d'un immense butin.

A la mort de Philippe II, la paix qui fut signée entre son successeur et le cabinet de Saint-James assura la tranquillité des côtes. On se mit à la recherche de la contrée fabuleuse d'Eldorado, et l'on commença à s'avancer dans le nord. Sous l'administration de don Pedro Bothelho, qui avait remplacé Francisco de Souza dans le gouvernement de la colonie, Pedro Coelho de Souza marcha contre les Tapuyas de la Serra-d'Hybiapaba et les défit. Il ne put toutefois fonder un établissement. La conduite de cet homme, après la victoire, fut infâme : non-seulement il vendit comme esclaves les Tapuyas pris les armes à la main, mais il en fit autant à l'égard des Indiens alliés. La cour d'Espagne avait cependant porté un décret annulant les lois sur l'esclavage, et portant que tout Brésilien ne pouvait être réduit en captivité qu'en cas de guerre, et sur un ordre émané du gouvernement. Les réclamations qui s'élevèrent contre Coelho le forcèrent à se dérober, par la fuite, à la haine des Tapuyos. Les traitements qu'il leur avait fait subir avaient rendu les Portugais tellement odieux, que lorsque les jésuites vinrent leur prêcher le christianisme, l'un d'eux fut massacré avec toute sa suite.

La même époque fut signalée par de nouvelles perfidies exercées envers les Pitagoarès. Appelés par le gouverneur au secours de Bahia, que menaçaient les Aymorès, ils n'y avaient consenti que sous la condition de retourner dans leurs familles aussitôt après la guerre. A leur arrivée à Bahia, le danger n'existait plus : on les retint toutefois, au mépris de la convention.

Les Aymorès continuaient toujours leurs ravages, et s'opposaient à toute culture dans les lieux situés entre San-Salvador et Rio-Janéiro. Saint-Amaro, os Ilheos, Porto-Seguro et Espiritu-Santo n'offraient plus qu'un amas de ruines. Une

femme de la race de ces barbares, qu'un colon des environs de Bahia avait faite prisonnière et traitée avec bonté, commença leur pacification, qui ne fut complètement achevée que par les soins du jésuite Domingo-Rodriguez. « La guerre est finie, » disaient-ils à ce missionnaire, « les prêtres » chrétiens n'ont ni arcs ni flèches ; ils ne » font de mal à personne. Pourquoi leur re» fuserions-nous ce qu'ils nous demandent ? » Deux villages, entièrement composés d'Aymorès, s'élevèrent sous la direction des jésuites. On en avait également transporté dans l'île d'Itiparica. Un changement si subit et si complet dans le genre de vie fut nuisible à la plupart d'entre eux. Une grande partie fut décimée par les maladies. Ceux qui survécurent retournèrent dans leurs forêts.

(DE 1608 A 1624.)

Sous l'administration de Diégo de Menezès, successeur de don Pedro Botelho, on se résolut à coloniser l'embouchure du fleuve des Amazones. Martim Soares Moreno, qui s'était distingué dans la guerre contre les Tapuyas, fonda le premier établissement qui ait eu lieu dans la province de Seara, et en fut nommé capitan-mor. Les Portugais n'avaient pas encore jeté les yeux sur les contrées les plus rapprochées de la ligne, que déjà les côtes en avaient été explorées par des armateurs français et hollandais. Dès 1594, un Dieppois avait abordé à l'île de Maranham, et y avait laissé une partie de ses équipages sous le commandement d'un gentilhomme nommé Charles Devaux. Cette île était habitée par une tribu de Tupinambas, qui s'en était emparée, lors de la grande émigration de ce peuple. Devaux y resta une année entière, sut se concilier l'affection des indigènes, et les détermina à permettre aux Français de venir s'établir au milieu d'eux. Il s'embarqua sur-le-champ pour la France, et présenta son plan à Henri IV, qui l'approuva, mais voulut, avant d'en permettre l'exécution, s'assurer de la possibilité de l'entreprise. On renvoya donc Devaux au Brésil, et on lui adjoignit Daniel de la Touche sieur de la Ravardière, marin habile. Celui-ci devait s'assurer par lui-même de l'exactitude des rapports de Devaux. La Ravardière demeura six mois dans l'île de Maranham, trouva les rapports exacts et revint en France. Dans l'intervalle, Henri IV avait été tué. Sa mort retarda l'exécution de l'établissement projeté jusqu'en 1611. La Ravardière, alors, après s'être associé à François de Rasilly et à Nicolas de Harley, obtint de la reine régente l'autorisation de fonder une colonie dans l'île de Maranham. Quatre religieux de l'ordre des capucins, sous la direction de Claude d'Abbeville, faisaient partie de l'expédition. La flotte arriva en vue de l'île le 11 juin de l'année 1612, et le débarquement s'opéra les jours suivants.

Les Français furent très-bien reçus par les Tupinambas, qui les aidèrent à élever un fort auquel on donna le nom de Saint-Louis. La conduite des missionnaires fut très-prudente, et leur attira l'amitié et le respect de la tribu entière. Comme la colonie prenait chaque jour un accroissement plus considérable, on décida que Rasilly repasserait en France, et que, pendant son absence, La Ravardière resterait chargé de la direction des affaires.

A la même époque, Gaspard de Souza, gouverneur général du Brésil, recevait l'ordre de conquérir les bords du fleuve de l'Amazone, et de fixer sa résidence à Olinda, afin d'être plus à même de surveiller et de presser les armements. Jeronymo d'Albuquerque fut chargé de l'expédition. Il s'avança au-delà des provinces de Seara, construisit un fort dans le Piauhi, y attendit vainement Martim Soarès Moreno, qu'il avait envoyé en avant pour prendre connaissance de l'île de Maranham, et revint à Olinda après une absence de trois mois.

Moreno avait découvert la colonie française ; mais, repoussé par les vents sur les côtes d'Espagne, il s'était vu contraint d'y aborder. Il se rendit aussitôt à Madrid, et avertit le ministère de l'établissement des Français. Celui-ci expédia sur-le-champ, au gouverneur-général, l'ordre de faire la conquête de l'île. Ce fut Jéronymo d'Albuquerque que l'on chargea de cette mission importante. Les Portugais débarquèrent sur la partie du continent qui regarde l'île, et

s'empressèrent d'y élever un fort. La Ravardière, instruit de leur arrivée, fit reconnaître leur position, attaqua leur flotte le lendemain et s'en empara. Il s'attacha ensuite à intercepter tous les secours, soit en vivres, soit en armes, qu'on cherchait à leur faire parvenir. Cette mesure mit bientôt la disette dans leur camp. Alors, au lieu d'attendre, La Ravardière fit attaquer le fort. Après un combat meurtrier où périt de Harley, les Français furent forcés de se rembarquer. Ce n'était toutefois qu'un échec : nous étions maîtres de la mer; et les Portugais se trouvaient dans l'alternative, ou de capituler, ou de rétrograder par terre dans un pays désert et inconnu.

La Ravardière, au lieu d'agir ainsi, leva le blocus, et signa, avec le général portugais, une convention provisoire dont les dispositions principales étaient les suivantes :

1° Suspension d'armes entre les deux partis jusqu'à l'année suivante; 2° départ de deux officiers français et portugais pour aller mettre sous les yeux de leurs gouvernements respectifs le sujet de la contestation, et les prétentions réciproques sur l'île et son territoire; 3° évacuation complète de l'île et de son territoire continental par le parti qui en recevrait l'ordre final des deux gouvernements; 4° libre entrée de la baie aux secours que les Portugais pourraient recevoir du Pernambuco.

Ce dernier article, comme on le voit, rendait les premiers tout-à-fait illusoires. Des renforts arrivaient chaque jour au camp portugais; de son côté, la cour de Madrid envoya à la hâte quelques secours en hommes et en munitions de guerre : aussi Jeronymo fit il signifier à La Ravardière la reprise des hostilités. Ce chef, loin de faire la moindre défense, s'empressa de remettre tous les forts entre les mains des Portugais dans le courant du mois d'octobre de l'année 1614, et mit à la voile pour la France.

Nous ne pouvons ici nous empêcher de faire quelques réflexions. Les mêmes historiens qui ont attaqué avec tant d'amertume la conduite de Vellegagnon se sont montrés très-indulgents envers celle que tint La Ravardière, et ont cherché à l'atténuer en quelque sorte. « Celui-ci, ont-ils dit, était » protestant, et avait appris que la cour de » France avait à cœur de le remplacer. Il n'est » pas étonnant qu'il eût perdu une partie » de ce *zèle* qui aurait pu faire prolonger sa » défense. »

Une pareille justification nous paraît extraordinaire, pour ne pas dire plus. Si La Ravardière eût été un honnête homme, il eût continué, en attendant son successeur, d'agir comme par le passé. Dans d'autres temps, sous la Convention, par exemple, ce chef eût payé de sa tête l'abandon du Maranham. En effet, tout homme qui sacrifie aux mécomptes de son amour propre le devoir qui lui est imposé, est un traître, et doit être par conséquent traité comme tel.

Une grande ville fondée, trois cents lieues de côtes reconnues, des tribus soumises et converties, l'antropophagie détruite : tels avaient été les suites du séjour des Français dans l'île de Maranham, et ce furent les Portugais qui en profitèrent. Ceux-ci continuèrent de s'avancer de plus en plus vers le nord. Caldeiro de Castello Branco fonda la ville de Belem, dans la province de Para. C'est alors que les Tupinambas prirent les armes, et commencèrent cette guerre qui ne se termina que par leur entière extermination. Les historiens portugais les ont accusés d'avoir été les agresseurs, mais la conduite antérieure de leurs compatriotes, et celle qu'ils tinrent par la suite, donnent peu de vraisemblance à leur accusation.

Il est inutile de nous arrêter sur les événements qui suivirent l'établissement de ces colonies et menacèrent leur prospérité; tous sont dus à des querelles nées d'intérêts particuliers.

En 1624, la cour d'Espagne trouva ses nouvelles possessions assez importantes pour en former un gouvernement séparé du Brésil. On lui donna le nom d'Estado-de-Maranham. Francisco Coelho do Carvalho en fut le premier gouverneur.

De 1624 a 1625.

A l'époque où nous sommes parvenus, le Brésil paraissait définitivement acquis aux Portugais. Les populations indigènes, sou-

mises ou dispersées, ne pouvaient plus s'opposer aux progrès de la colonie. Des villes s'élevaient de toutes parts sur les côtes, et des bandes d'aventuriers, sortis de la province de Saint-Paul, commençaient à explorer l'intérieur. Tout enfin semblait présager l'occupation complète de cette partie du Nouveau-Monde.

Un peuple, né de l'oppression, vint arrêter cet essor, et arracher, pour un temps, une partie du Brésil aux premiers possesseurs. La Hollande, après avoir secoué le joug de Philippe II, s'était emparée, dans les Indes, de la plupart des colonies portugaises, et avait forcé Philippe III à signer une trève de douze années, et à reconnaître son indépendance. A l'avénement de Philippe IV au trône d'Espagne, la guerre s'était de nouveau rallumée entre les deux nations. C'est alors que la question de la conquête du Brésil fut vivement agitée dans le conseil des Provinces-Unies, et affirmativement résolue. On fonda une compagnie à l'instar de celle des Indes orientales, et on lui accorda le privilége de faire seule, pendant vingt-quatre ans, le commerce de l'Amérique du sud. La conquête du Brésil n'était point le but définitif que se proposait le gouvernement hollandais. Il espérait pouvoir un jour parvenir à s'emparer des richesses du Pérou.

La compagnie, pourvue des renseignements nécessaires, équipa une flotte de soixante voiles. Jacob Villekens et l'Anglais Picter Haynes, plus connu sous le nom d'amiral Petrid, eurent le commandement de la première division; Hans Vendort celui de la seconde. Chassé par la tempête sur les côtes d'Afrique, Hans Vandort ne put rejoindre à temps Villekens, qui parut seul, le 7 mars de l'année 1624, devant la baie de Tous-les-Saints. Deux jours après, San-Salvador était au pouvoir des Hollandais.

Une conquête si prompte et si facile ne peut s'expliquer que par la négligence du pouvoir. En effet, Olivarès, ministre tout-puissant en Espagne, averti par l'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas, du but de l'expédition, n'en avait tenu aucun compte. Au Brésil, l'incurie avait été poussée plus loin encore. A l'apparition de l'escadre hollandaise, Diego de Mendoza, alors gouverneur-général, n'avait, pour défendre San-Salvador, que quatre-vingts hommes de troupes réglées. Hans Vandort se hâta de relever les fortifications qui tombaient en ruines, et prit le commandement de la ville. Villekens retourna en Europe; et, lorsque l'amiral Petred, après deux tentatives inutiles, l'une contre le royaume d'Angola, l'autre contre la ville de Victoria, dans la capitainerie d'Esperitu-Santo, reparut devant Bahia, les Hollandais n'en étaient déjà plus maîtres.

Revenus de leur suprise, les Portugais, en attendant l'arrivée de Mathias d'Albuquerque, gouverneur de Pernambuco, désigné par les ordres ministériels pour remplacer Diego de Mendoza, élurent don Marcos Texeira, évêque de San-Salvador, commandant en chef de l'armée Brésilienne. Ce vénérable vieillard quitte ses vêtements sacerdotaux, revet la robe des pénitents, et, ceint de l'épée, fait faire des prières publiques et arborer l'étendard de la croix. « Effacez la honte dont vous êtes couverts, criait-il aux Portugais; vengez la foi menacée par les hérétiques, et rappelez-vous la gloire de vos ancêtres. » Enflammée par ces paroles, la petite armée portugaise vint camper à une lieue de San-Salvador, et réduisit bientôt les Hollandais au rôle d'assiégés. Le général Vandort est tué dans une reconnaissance. Albert Schoutens lui succède, et a le même sort.

Les Portugais prennent alors l'offensive et taillent en pièces un corps d'ennemis. Il y avait trois mois que Texeira supportait le fardeau de la guerre, quand Marinho de Sa vint prendre le commandement. Le prélat patriote mourut, peu de temps après, des fatigues qu'il avait essuyées, emportant dans la tombe les regrets de ses concitoyens. Son successeur adopta son système, harcelant sans cesse l'ennemi et lui enlevant ses fourrages et ses convois.

La nouvelle de la prise de Bahia plonge la ville de Lisbonne dans la consternation. Le conseil de Portugal, résidant à Madrid, représenta vivement à Philippe IV la néces-

sité d'arrêter les progrès de la Hollande et de s'attacher le dévouement des Portugais. A la suite d'une discussion orageuse on se résolut enfin à envoyer des secours au Brésil. Les mesures les plus promptes et les plus vigoureuses furent prises dans cette circonstance. On enjoignit aux gouverneurs des différentes provinces d'examiner et de punir les crimes qui avaient attiré sur la nation la vengeance du ciel; et en Portugal, le Saint-Sacrement fut exposé dans toutes les églises. La noblesse portugaise signala surtout son patriotisme. Il n'y eut pas une seule famille qui n'offrît un volontaire pour cette œuvre nationale. En peu de temps une flotte de vingt-six vaisseaux, ayant à bord quatre mille hommes de troupes régulières, sortit du port de Lisbonne, sous les ordres de don Manuel de Menezès. Elle fut rejointe, au Cap-Vert, par la flotte espagnole, forte de quarante vaisseaux de haut bord et de huit mille hommes. Don Fabrique de Tolède était commandant en chef de l'expédition. Le 28 mars de l'année 1625 les deux escadres combinées vinrent jeter l'ancre devant la baie de Tous-les-Saints. Au bout d'un mois de siége les Hollandais capitulèrent, et deux semaines après, la flotte envoyée à leur secours entra dans la baie. Se voyant inférieur en forces, l'amiral Baldwin Henrick gagna la haute mer, vivement poursuivi par les vainqueurs. Ce fut le terme de leur triomphe. Une tempête horrible submergea la plupart de leurs vaisseaux. Fabrique de Tolède rentra à Cadix avec quelques navires désemparés, et Menezès n'en ramena qu'un seul à Lisbonne. Aussi la reprise de Bahia ne fut-elle célébrée par aucune fête, dans les deux royaumes.

La flotte hollandaise n'avait pas eu un sort plus heureux. A la suite de plusieurs attaques infructueuses sur les côtes de Brésil et d'Afrique, Baldwin Henrick avait été enlevé par une maladie épidémique, ainsi que la plus grande partie de ses équipages. Le reste s'était mutiné, et avait forcé ses officiers à regagner la Hollande.

(de 1625 a 1630.)

Un vif mécontentement éclata dans les provinces unies lorsqu'on y eut appris la perte de San-Salvador. On abandonna momentanément les projets de conquêtes. De nombreux croiseurs infestèrent les côtes du Brésil et portèrent au commerce de graves atteintes. En 1627, l'amiral Pétrid vint enlever, jusque dans le port même de Bahia, quarante vaisseaux qui y mouillaient, porta, pendant un mois, la dévastation dans toute la baie, et s'empara, à son retour en Europe, des galions du Mexique. Cette capture valut à la compagnie 15,000,000 de tournois, et la mit à même de poursuivre son but.

Pendant que ces événements se passaient, des dissensions intérieures déchiraient les capitaineries de Maranham et de Para. Les indigènes, entièrement livrés à la rapacité des colons, gémissaient sous la plus dure oppression. Bento Maciel, gouverneur de ces deux provinces, s'empara, sous prétexte de conspiration, de vingt-quatre chefs tupinambas et les livra aux Tapuyas, qui les coupèrent en morceaux. Un cri général d'indignation s'éleva contre le gouverneur, qui fut révoqué. C'était toute la justice que les Brésiliens pouvaient attendre de leurs dominateurs. En Hollande, la compagnie préparait une seconde expédition contre le Brésil. Les plus grandes précautions furent prises pour en cacher la véritable destination, qui toutefois ne put échapper à l'infante Isabelle. Un aviso, expédié par elle au ministère espagnol, lui apprit que la province de Pernambuco était le point menacé. Le comte d'Olivares se contenta d'y envoyer Mathias d'Albuquerque avec quelques soldats. Celui-ci, loin de mettre la ville d'Olinda en état de défense, passa son temps à fêter la naissance du prince royal. De leur côté, les habitants vivaient dans la sécurité la plus complète. Les avertissements cependant ne leur avaient point été épargnés. Lors de la prise de Bahia, un moine avait tonné, en chair, contre leurs vices et leur corruption, et leur avait déclaré, au nom de Dieu, qu'ils tomberaient sous le joug des hérétiques s'ils ne se repentaient. On le chassa de la ville. En vain une flotte fut-elle signalée au cap Saint-Augustin; malgré le gouverneur, les habitants persistèrent dans leur incrédulité. Aussi, lorsque les Hollandais parurent, la ville d'Olinda

fut-elle aussi promptement conquise que l'avait été San-Salvador [16 février 1630].

Nous sommes arrivés maintenant à la partie la plus intéressante de l'histoire du Brésil, pour quiconque aime les grandes actions. Nous allons voir les habitants de la province de Pernambuco, abandonnés non-seulement par le gouverneur-général de la colonie, mais encore par la métropole, puiser dans le malheur même une nouvelle énergie, et disputer, avec une armée de moitié inférieure en nombre, le terrain pied à pied aux envahisseurs. Mathias d'Albuquerque déploya, pendant les sept années qu'il fut à la tête de l'armée, une persévérance et une habilité que ses antécédents n'avaient point annoncées, et employa les moyens les plus propres à relever le moral de ses troupes. Nous n'en citerons qu'un exemple. Comme les soldats manquaient de chaussures et rougissaient d'être ainsi assimilés aux esclaves, Mathias et ses officiers, pour leur épargner une comparaison humiliante, marchèrent pieds nus. Le général portugais établit son camp sur une éminence qui dominait une plaine demi-circulaire, située entre les villes d'Olinda et de Récif, et se mit à faire une guerre de partisans, dans laquelle il fut puissamment aidé par l'indien Caméran et le nègre Diaz. Il parvint tellement à intercepter toute communication, que les Hollandais furent obligés, pour se chauffer, de faire venir le bois d'Europe. Théodore Vanderburg, alors, afin de détruire d'un coup le système de défense adopté par Mathias, se résolut à donner un assaut général au camp. Repoussé avec perte, il mit tous ses soins à fortifier le Récif et en fit en peu de temps la place la plus forte de la province. D'Albuquerque ne cessait d'écrire au comte d'Olivares pour lui exposer le danger qu'il y avait à laisser les Hollandais s'établir solidement au Brésil. Voyant ses lettres sans réponse et l'ennemi se fortifier de jour en jour, il fit un dernier effort pour reprendre Olinda. Le combat fut opiniâtre. Les Portugais enfin lâchèrent pied et rentrèrent dans leurs lignes. La défection se mit au milieu d'eux : plusieurs colons, convaincus d'intelligence avec les Hollandais, furent pendus. Ceux-ci cherchèrent à profiter de leur victoire pour s'emparer de l'île d'Itamarica. On confia le commandement de cette expédition au colonel Canefelt, qui, jugeant la chose impossible, se borna à élever un fort sur la plage.

(DE 1631 A 1633.)

Un nouvel armement, composé de vingt-six vaisseaux de guerre et de trois mille cinq cents hommes de troupes de débarquement, se préparait en Hollande. L'amiral Adrian Patry, chargé du commandement de cette escadre, devait aussi transporter au Brésil un grand nombre de familles hollandaises, et aller, à son retour, à la recherche des galions du Mexique. Ce dernier projet donna de grandes inquiétudes au comte d'Olivarès, qui, peu soucieux de la conservation des colonies portugaises, tenait beaucoup à l'or que l'Espagne retirait de ses mines. En conséquence, des ordres furent donnés à Antonio Oquendo pour l'équipement d'une flotte dans le port de Lisbonne. Elle était particulièrement destinée à accompagner et protéger les convois en or et en argent que l'on expédiait chaque année pour l'Espagne. Les Portugais, qui supportaient seuls tous les frais de cette expédition, obtinrent qu'une partie des forces seraient employée à la défense du Brésil. Oquendo, forcé de suivre ses instructions, se dirigea d'abord vers la baie de Tous-les-Saints. L'absurdité d'un tel ordre était évidente, car on donnait le temps à la flotte hollandaise de débarquer les renforts et les munitions nécessaires. En effet, Adrian Patry, après avoir abordé au Récif, remit en mer, et vint attendre l'amiral portugais à sa sortie de Bahia. Le combat fut des plus meurtriers. L'amiral batave y périt; mais la flotte portugaise avait été si maltraitée, qu'Oquendo ne put tenir la mer, et se vit dans la nécessité de gagner le port le plus voisin. Cette action navale coûta aux deux nations près de trois mille hommes et plusieurs vaisseaux, et tourna au désavantage du Brésil. De mille hommes primitivement destinés pour la province du Pernambuco, sept cents seulement débarquèrent à Bara-Grande, sous les ordres du

général napolitain Bagnuolo, et parvinrent à rejoindre l'armée portugaise.

Les Hollandais, informés de l'arrivée de ce renfort et le croyant plus considérable, jugèrent nécessaire de concentrer leurs forces au Récif, et livrèrent Olinda aux flammes. Ils eurent bientôt lieu de se repentir de leur précipitation, quand ils eurent appris la faiblesse du secours, et surtout la mésintelligence qui existait entre le nouveau général et Mathias. Ils profitèrent de cette dernière circonstance pour ouvrir des négociations avec Bagnuolo, qui leur donnèrent le temps de solder et de corrompre quelques mécontents. Comme en se confinant au Brésil, ils avaient mis les Portugais à même de porter leurs principales forces sur un seul point, ils cherchèrent à réparer cette faute et à utiliser les renforts qu'on leur avait envoyés, en attaquant successivement les villes de Paraïba et de Rio-Grande. N'ayant pu réussir dans leur entreprise, ils essayèrent de s'emparer du port de Nazareth, qui, depuis la perte d'Olinda, était devenu, pour les Portugais de Pernambuco, d'une très-grande importance. Ils échouèrent encore dans cette troisième tentative.

Maîtres depuis deux ans du Récif, les Hollandais n'avaient fait aucun progrès, et l'on ne sait, en vérité, ce qui mérite le plus l'admiration, ou de la persévérance qu'ils mirent à poursuivre leur but, ou de celle que déployèrent les colons dans la résistance qu'ils leur opposèrent. Sous un gouvernement plus soucieux de ses véritables intérêts, une résolution un peu énergique eût suffi pour les expulser à jamais du Pernambuco. Mais il semblait que l'Espagne prît plaisir à réveiller dans le cœur des Portugais le souvenir de leur ancienne liberté, et fût entrée déjà dans cette voie fatale qui devait aboutir à la révolution qui éleva sur le trône de Portugal la maison de Bragance. Un traître fit alors ce que ni le courage, ni la ténacité n'avaient pu faire : le mulâtre Calabar, qui s'était distingué dans cette guerre, et y avait reçu plusieurs blessures, passa du côté des Hollandais. Actif, entreprenant, connaissant très-bien le pays, cet homme leur apprit de plus à faire cette guerre toute locale contre laquelle ils s'épuisaient en vain depuis deux années. Son premier acte fut de les conduire contre l'établissement de Garassou, dans l'île d'Itamarica. Parfaitement au fait des mœurs du temps, il attendit un dimanche, et ne commença son attaque que lors de la célébration de la messe. Tout fut détruit et livré aux flammes.

La compagnie envoya à la même époque une nouvelle escadre au Pernambuco, avec trois mille hommes de troupes, des vivres, des munitions et deux commissaires investis de pleins pouvoirs. La grande autorité dont ils étaient revêtus donna lieu à des débats entre eux et Théodore Vanderburg, à la suite desquels celui-ci donna sa démission.

(DE 1633 A 1635.)

Enhardis par les succès qu'ils venaient d'avoir, les Hollandais, à l'instigation de Calabar, marchèrent contre le camp royal. Arrivés au pied des retranchements, ils essuyèrent, à bout portant, une décharge qui tua sur place le général Ramback et six cents hommes. Le reste, épouvanté, battit en retraite dans le plus grand désordre. Calabar, afin de recouvrer son crédit, offrit à Sigismond Van Schopp, qui avait pris le commandement, de lui livrer l'île d'Itamarica. Guidé par le transfuge, le général hollandais s'en rendit facilement maître. On marcha de nouveau contre le camp; mais, cette fois, on en fit le siége dans les formes. Les assaillants furent encore obligés de se retirer après avoir perdu beaucoup de monde et leur artillerie. Toutefois, grâce à l'activité de Calabar, le district d'Alagoas et la province de Rio-Grande tombèrent au pouvoir des Hollandais. Ces nouvelles conquêtes les dédommagèrent amplement de l'échec qu'ils venaient de recevoir.

On trouva dans les prisons de Rio-Grande un chef indien nommé Jaguari, que les Portugais y tenaient depuis huit ans pour avoir passé, à la prise de San-Salvador, du côté de l'ennemi. En vain avait-il protesté n'en avoir agi ainsi que pour réclamer sa femme et ses enfants, on ne l'avait pas écouté. Remis en liberté, il se rendit en toute hâte vers les siens et leur dit : « Mes

» membres portent encore l'empreinte de » mes fers; mais le crime seul est infâme et » non la captivité! Si les Portugais ont été » injustes à mon égard, nous aurons plus de » mérite, vous et moi, à leur rester fidèles, » maintenant qu'ils sont dans le malheur. » Et l'Indien vint au camp avec ceux de sa tribu.

Dans la même année, une flotte envoyée au Brésil avait été attaquée et détruite par l'escadre hollandaise, à la hauteur de Paraïba; et, sur six cents hommes, cent quatre-vingts avaient pu seulement rejoindre Mathias. C'est alors que les vainqueurs excitèrent les Janduins, tribu de Tapuyas, à tirer vengeance de leurs premiers maîtres. Les Indiens répondirent à l'appel de leurs nouveaux alliés, et ne laissèrent partout, pour traces de leur passage, que le pillage, la dévastation et le viol. On vit des femmes, pour échapper à la férocité de ces barbares, se précipiter du haut des toits, se jeter dans les eaux, ou s'ensevelir dans des cavernes profondes.

La ville de Nazareth était le seul point important qui restât aux Portugais dans le Pernambuco. Cette dernière ressource leur fut encore enlevée. Sigismond après avoir simulé une attaque contre la province de Paraïba, parut tout-à-coup devant la ville de Nazareth. Il y avait à une demi-lieue, vers le sud, un détroit pratiqué dans le récif, qui menait droit au port. Ce détroit était tellement resserré, qu'il paraissait impossible que le moindre canot s'y frayât un passage. Calabar, avec un sang-froid et une habileté sans exemple, y fit entrer une escadre de treize vaisseaux. Cet acte d'audace valut aux Hollandais la possession de la ville et du port. Les Portugais restèrent maîtres du fort de Nazareth et de la barre; néanmoins, comme port, la ville était perdue pour eux. Ils dépêchèrent un aviso en Espagne pour rendre compte de leur position et demander des secours. De son côté, le conseil du Récif renvoya en Europe les deux commissaires, afin de déterminer la compagnie à achever son entreprise. Celle-ci, sur leur rapport, fit passer au Brésil trois mille cinq cents hommes, sous le commandement du colonel polonais Artisjoski. La cour de Madrid se contenta d'y expédier trois caravelles n'ayant à bord qu'un renfort de cent cinquante soldats. Quel contraste!

La conquête de la province de Paraïba signala le retour des commissaires. Elle fut due, en grande partie, au transfuge Calabar. Mathias d'Albuquerque y avait pourtant envoyé Bagnuolo avec trois cents hommes. Celui-ci, au lieu d'agir avec vigueur, montra une hésitation continuelle, et n'arriva que pour être, en quelque sorte, spectateur de la reddition du fort Cadebello. Restait la ville. En s'y retranchant et en y attendant les milices, ce général aurait pu s'opposer à la marche des Hollandais : c'est ce qu'il ne fit pas. Loin de là, il conseilla aux habitants de l'abandonner; la livra au pillage, et revint au fort Nazareth, chargé du reproche de n'avoir paru dans le Paraïba que pour en présager la perte et en causer la ruine. Sigismond, après avoir laissé dans cette province les troupes nécessaires à sa garde et à sa défense, peignit, dans un conseil de guerre tenu au Récif, la consternation des Portugais, et conclut qu'il fallait profiter de la fortune pour s'emparer des deux points qui restaient encore en leur pouvoir dans le Pernambuco. Son projet fut adopté. En conséquence, deux corps d'armée de trois mille hommes chacun reçurent l'ordre d'attaquer, l'un le camp royal, l'autre le fort de Nazareth.

A la nouvelle de la marche des Hollandais, Mathias d'Albuquerque laissa quatre cent cinquante hommes pour la défense de la forteresse royale, un peu moins pour celle de Nazareth, et alla établir son camp dans le territoire de Villa-Formosa. Quelques troupes furent en même temps dirigées sur Porto-Calvo. Au bout de trois mois de siége, la garnison de la forteresse royale fut obligée de capituler. Peu de jours après, celle du fort Nazareth subit le même sort. Sigismond qui l'avait investi, étonné de sa résistance, et soupçonnant que des secours lui parvenaient du camp, avait fait attaquer celui-ci par un détachement considérable. Les Portugais plièrent d'abord; mais, ramenés à la charge par Mathias et son frère, ils

culbutèrent les Hollandais, et les obligèrent à tourner le dos.

C'est dans cette rencontre que périt Estevam Velho, fils de Maria Souza. Cette femme avait déjà perdu dans cette guerre deux fils et son gendre. Lorsqu'elle eut appris la mort de son troisième, elle fit venir les deux qui lui restaient et leur dit : « Les Hollandais ont tué votre frère Es-» tevam ; il faut maintenant remplir, à votre » tour, les devoirs que la religion, le roi et » la patrie imposent à la noblesse portugaise. » Tirez vos épées, mes enfants, et jetez-en » le fourreau. N'allez pas combattre par dé-» sespoir ; mais, en vous rappelant le triste » jour où vous vous êtes armés, combattez » uniquement pour l'honneur et la vengeance. » Que vous succombiez ou que vous vengiez » la mort de vos frères, vous serez toujours » dignes d'eux et de moi. » Et elle les conduisit à Mathias, le priant de les recevoir dans son armée comme simples soldats.

La ville de Porto-Calvo, au secours de laquelle on avait envoyé Bagnuelo, avait été prise par l'amiral hollandais Litchard. Les troupes du général portugais se conduisirent, dans cette circonstance, avec une telle lâcheté, et lui-même s'enfuit avec une promptitude si grande, qu'il fut fortement soupçonné de trahison.

Les Portugais se décidèrent alors à évacuer la province du Pernambuco. Mathias fit une proclamation aux habitants, offrant d'accompagner tous ceux qui voudraient émigrer : huit cents familles seules se décidèrent à suivre l'armée. Comme on approchait de Porto-Calvo, Sébastien Sauto, colon de cette ville, la livra aux Portugais. Calabar s'y trouvait : pris par eux, il fut pendu, et l'on cloua sa tête sur la porte principale. Ce succès d'un moment n'aveugla point Albuquerque ; il fit raser les fortifications, enfouit les canons dans les bois, et se remit en marche pour Alagoas, qui était retombé au pouvoir des Portugais.

(DE 1635 A 1636.)

La cour d'Espagne paraissait avoir totalement oublié le Brésil. Une tentative de l'amiral Corneille Jol pour s'emparer des galions du Mexique, tentative qui n'échoua que par l'insubordination des équipages, la fit sortir de son assoupissement. Philippe IV apprit aussi que les Hollandais avaient fait des conquêtes importantes dans cette partie du Nouveau-Monde. Olivarès rejeta la perte des capitaineries portugaises sur l'incapacité et la fausse politique du général en chef. Le rappel de Mathias fut donc décidé, et l'on envoya au Brésil don Luis de Roxas y Borgia avec un secours de dix-sept cents hommes. Celui-ci, à peine au commandement, voulut, contre l'avis des principaux officiers, en venir à une action générale. Il paya de la vie cet acte de témérité, et les débris de l'armée portugaise ne durent leur salut qu'au dévouement de l'Indien Caméran. Celui-ci tint en échec les Hollandais avec une poignée de braves, et donna ainsi aux vaincus le temps d'opérer leur retraite. Comme l'armée se trouvait sans chef, on ouvrit les dépêches ministérielles. Elles désignaient pour successeur Jean Ortiz, et, en cas de mort, le général Bagnuolo. Celui-ci se trouva, de la sorte, revêtu du commandement. Cette nomination déplut au peuple et à l'armée. Cet homme, en effet, n'avait montré jusqu'alors qu'un caractère irrésolu mêlé à beaucoup d'orgueil. Battu dans tous les combats qu'il avait livrés, on se rappelait de plus que la province de Paraïba avait été perdue par sa faute. Que pouvait-on espérer de lui ? Après avoir passé trois mois à fortifier le district d'Alagoas, le général napolitain se mit en campagne, et suivit entièrement le système de Mathias d'Albuquerque. Des bandes de maraudeurs portuguais, nègres et indiens, parcoururent le pays dans toutes les directions, livrant tout aux flammes. Caméran et le nègre Diaz se distinguèrent surtout dans cette guerre de partisans. Quatre mille d'entre les colons se déterminèrent alors à quitter un pays où l'on ne trouvait nulle sécurité. Ainsi, deux émigrations successives et les désastres qui accompagnent toujours ces sortes de guerres laissèrent à peine aux vainqueurs la possession du sol. L'opiniâtreté des vaincus eût-elle peut-être fini par l'emporter, si l'arrivée d'un homme, à la fois administrateur et guerrier, n'eût fait pan-

cher la balance du côté des Hollandais.

(DE 1637 A 1639.)

Maîtres de quatre provinces, ceux-ci n'avaient encore retiré aucun fruit de leurs conquêtes : à mesure qu'elles se multipliaient, les obstacles même paraissaient s'accroître. Des incursions faites jusqu'aux portes du Récif empêchaient la mise en valeur des sucreries, et le manque d'unité dans les opérations militaires rendait celles-ci en quelque sorte inutiles. Déjà Arliajoski avait été obligé de se replier et d'abandonner Porto-Calvo aux Portugais. Le conseil du Récif, sentant la nécessité d'un pouvoir directeur, en écrivit au gouvernement des Provinces-Unies, qui nomma commandant en chef des forces de terre et de mer Jean-Maurice de Nassau. Celui-ci débarqua au Brésil le 23 janvier de l'année 1637. Son premier soin fut de prendre des renseignements exacts sur l'état des provinces conquises. Cela fait, il distribua deux mille six cents hommes dans les différentes garnisons, forma un noyau de trois mille soldats toujours prêts à combattre au premier signal, et, après avoir ordonné des prières publiques, marcha sur Porto-Calvo. Le général portugais agit, dans cette circonstance, avec son indécision habituelle. Au lieu de faire occuper tous les passages et de harceler l'ennemi, il se renferma dans une des forteresses de la ville, et laissa la plus grande partie de ses troupes sous la conduite de son lieutenent. L'armée portugaise présenta la bataille aux Hollandais ; et, quoique de moitié inférieure en nombre, elle se battit avec un courage digne des plus grands éloges (1). Forcée de céder, elle se retira en bon ordre, et vint prendre position sous les murs de la place. Là elle tint les Hollandais en échec le reste de la journée. Bagnuolo, loin de livrer un second combat, abandonna tout-à-coup la position de la veille, et s'éloigna de Porto-Calvo à la faveur de la nuit. Le lendemain la garnison trouva les redoutes désertes. Plus jalouse de son devoir que ne l'avait été son chef, elle obtint, après treize jours d'une défense héroïque, une capitulation honorable. Nassau se mit sur-le-champ à la poursuite du général portugais, le força à évacuer le district d'Alagoas, à passer le Rio-San-Francisco, et à ne s'arrêter que dans la province de Seregipe. Ayant ainsi entièrement chassé les Portugais du Pernambuco, il n'eut d'autre but que de couvrir ses conquêtes. A cet effet, il fortifia la ville de San-Francisco, située à l'embouchure du fleuve de ce nom, et ne remit à la voile, pour le Récif, qu'après y avoir laissé une garnison de seize cents hommes. Dès son arrivée, il consacra son temps à réformer les abus qui s'étaient glissés dans l'administration, et à mettre un frein aux désordres de l'armée. La ration de chaque soldat fut fixée selon son arme et son grade ; l'unité de poids et de mesures établie, et l'observation du dimanche remise en vigueur. On reconstruisit les églises ; une discipline sévère mit les habitants à l'abri de toute insulte de la part du soldat. Les Portugais furent, comme les Hollandais, justiciables des mêmes lois ; rien, enfin, ne fut négligé pour déterminer les planteurs à rentrer dans leurs possessions. Il écrivit en même temps à son cousin, le prince d'Orange, le priant d'insister près de la compagnie pour obtenir des renforts.

Comme des bandes de partisans continuaient à porter le ravage dans les possessions hollandaises, Maurice, fatigué de ces courses dévastatrices, envoya deux mille hommes joindre Sigismond au fort Maurice, avec ordre de se porter sur Sérégipe.

Bagnuolo tint alors conseil pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire. Les uns furent d'avis d'attendre les Hollandais de pied ferme ; les autres, de se retirer à San-Salvador ; car, disaient-ils, en sauvant la capitale, on sauve la colonie. Bagnuolo suivit ce dernier avis. Par son départ la province de Ségésipe se trouva dans l'impossibilité de résister à Sigismond, qui la dévasta complétement. La conduite du général hollandais, en cette circonstance, fut très-impolitique : elle forçait en effet les colons à fuir vers Bahia, et

(1) Dans la mêlée, une balle perce le poignet du nègre Diaz ; il se le fait amputer à l'instant même et retourne au combat. « J'ai assez d'une main pour » servir mon Dieu et mon roi ! » s'écrie-t-il ; » chacun des doigts de celle qui me reste me donnera » les moyens de me venger. »

augmentait ainsi les forces de cette capitainerie.

La conquête de Séara suivit de près cette invasion ; elle ne coûta à Nassau que la peine d'y envoyer quelques soldats.

Encouragé par ces succès, celui-ci tourna ses vues sur la capitainerie d'Os Ilheos. L'amiral Litchard, chargé de cette expédition, s'empara d'abord de la ville sans obstacle ; mais ses soldats s'étant livrés au pillage, les habitants se rallièrent, et le forcèrent de se rembarquer. Si l'entreprise eût réussi, la province de Bahia se fût trouvée enclavée dans les possessions hollandaises, et n'eût pas tardé à y être réunie.

Peu découragé par cet échec, Maurice de Nassau, après avoir consulté ses principaux officiers et le conseil suprême, résolut de s'emparer de San-Salvador. Averti par ses espions des préparatifs des Hollandais, Bagnuolo, que le gouverneur général avait à peine admis dans la province, vint, malgré les habitants, camper non loin de la ville, à Villa-Velha.. On apprit bientôt que la nouvelle n'était que trop certaine. Pedro da Sylva, jugeant que, dans un tel danger, deux autorités égales ne pouvaient qu'entraîner la perte de la colonie, céda le commandement au général napolitain. Le 14 avril de l'année 1638, la flotte hollandaise jeta l'ancre devant la baie. Au bout de quarante jours de siége, Maurice de Nassau fut obligé de se retirer, après avoir perdu près de trois mille hommes, sans compter les blessés et les malades. Deux causes contribuèrent à sauver San-Salvador : d'une part, les fausses mesures prises par le général hollandais; de l'autre, l'activité et le talent que déploya Bagnuolo. Ce fut véritablement aux mesures qu'il prit pendant la durée du siége et au courage des troupes qu'il avait ramenées du Pernambuco, que le Portugal dut la conservation du Brésil. Il semblait que ce général voulût effacer, dans cette circonstance, les soupçons que sa conduite passée avait fait naître.

Nous allons interrompre un moment notre récit pour parler d'une expédition à laquelle on doit les premiers renseignements positifs que l'on ait eus sur le cours de l'Amazone, et sur les populations répandues le long de ce fleuve. Depuis la réunion du Portugal à la monarchie espagnole, les côtes du Brésil et les mers du Sud étaient infestées par un grand nombre de corsaires de toutes nations que tentaient les richesses du Chili et du Pérou. De tous les plans proposés pour tromper leur avidité, aucun ne parut plus propre à atteindre ce but que celui d'ouvrir la navigation du fleuve des Amazones. On évitait ainsi la circumnavigation de l'Amérique du Sud, et, par suite, les dangers des retours partiels en Europe. Une communication se trouvait dès lors établie entre les villes de Quito et de Belem ; de telle sorte que la première pouvait servir d'entrepôt général, et la seconde, de rendez-vous aux flottes chargées de convoyer en Espagne les produits de ces mines. Mais il fallait, avant tout, que le cours de l'Amazone fût connu. Orellana, lieutenant de Gonzalès Pizarre, qui, le premier, en avait parcouru l'étendue, n'avait laissé que des notions vagues et incertaines. Plusieurs tentatives mal combinées et mal conduites avaient eu lieu depuis, et n'avaient été d'aucun résultat.

En 1636, des missionnaires franciscains, qu'on avait envoyés de Quito pour convertir des tribus situées au confluent de la Napo et de l'Amazone, s'étant enfuis et dispersés à la suite du massacre de leur escorte par les indigènes, deux d'entre eux se confièrent, à l'exemple d'Orellana, au cours du fleuve, et arrivèrent l'année suivante à Bélem. Jacomo Raymondo de Noronha, qui, après la mort du gouverneur Coelho, avait usurpé l'autorité dans le Maranham, résolut de profiter de cette circonstance pour mettre à exécution ce que l'on avait inutilement tenté jusqu'alors, et ordonna à don Pedro de Texeira d'explorer la rivière de l'Amazone depuis son embouchure jusqu'à son entrée dans les possessions espagnoles. Celui-ci partit de Belem le 28 octobre de l'année 1637, et n'arriva à Quito qu'après huit mois d'une navigation pénible. Le clergé, la chambre de justice et les habitants allèrent à la rencontre du voyageur portugais, et les communautés de la ville firent célébrer un service solennel en

actions de grâces. Le vice-roi du Pérou assembla le conseil souverain à Lima. Il fut décidé que Texeira retournerait au Brésil, afin d'achever la reconnaissance du fleuve. On lui adjoignit deux commissaires espagnols, le P. Cristoval d'Acunba et Andrès de Arteida, professeur de théologie à Quito, et on fixa le départ au 16 janvier 1639. Le 12 décembre de la même année, Texeira était de retour à Belem.

Près de douze cents lieues de pays avaient été explorées. S'il faut en croire la relation du P. d'Acunha, cent cinquante nations habitaient les bords du grand fleuve. Les tribus étaient tellement rapprochées les unes des autres, qu'en plusieurs lieux, le bruit de la hache s'entendait d'un village dans le village voisin; ce qui supposait un degré de population étonnant, surtout pour des peuples sauvages. C'est à dater de ce voyage que l'on eut des connaissances certaines sur cette partie du nouveau continent.

La révolution de Bragance fit évanouir les espérances que l'Espagne avait fondées sur la navigation de l'Amazone. Philippe IV craignant même que le Portugal ne cherchât un jour à s'ouvrir une route jusque dans ses colonies, fit détruire, en Espagne, tous les exemplaires de la relation du P. d'Acunha. De leur côté, les Portugais, occupés à secouer le joug de l'Espagne et à reconquérir le Brésil, ne purent profiter de cette expédition.

(DE 1639 A 1643.)

Quoiqu'ayant échoué dans le but principal de son entreprise, Maurice de Nassau avait acquis, sur la position et les moyens de défense de San-Salvador, des lumières qui, plus tard, pouvaient lui en faciliter la conquête. Il écrivit donc à la compagnie et aux états-généraux pour leur demander des secours.

« Il nous faudrait ici quatre mille soldats » seulement pour les garnisons, » leur mandait-il, « et nous n'avons que ce nombre. » Comment voulez-vous que nous puissions » reprendre l'offensive ou arrêter l'ennemi? » De plus, les marches, les maladies et la » guerre ont considérablement diminué l'ar- » mée; trois mille six cents hommes de ren- » fort nous sont, en conséquence, absolu- » ment nécessaires. »

« Voulez-vous conserver le Brésil? » marquait-il dans une autre lettre, « envoyez- » nous des colons, et distribuez-leur les » immenses pâturages qui vous appartien- » nent. Donnez des terres aux vétérans, et » vos colonies vous serviront d'avant-postes » contre les Portugais. C'est en agissant » ainsi que Rome a conquis le monde. »

Malheureusement il s'adressait à un peuple qui, marchand avant tout, ne basait son opinion, relativement au Brésil, que sur l'état de ses recettes ou de ses dépenses. La compagnie ne tint donc aucun compte de ses demandes. Elle se borna seulement, d'après ses conseils, à abolir le privilége qu'elle avait de faire, seule, le commerce du Brésil.

Nassau, hors d'état d'agir, se livra tout entier à l'administration des provinces conquises.

C'est alors que quelques victoires remportées par les Espagnols en Europe donnèrent occasion aux Portugais de renouveler leurs plaintes sur l'abandon dans lequel on laissait leurs colonies d'Amérique. Cette fois leurs réclamations furent écoutées. Une flotte mit à la voile pour le Brésil vers la fin de l'année 1638. Forcée de relâcher au Cap-Vert, elle y perdit un tiers de ses équipages, et échoua, en outre, dans le but principal que l'on s'était proposé. A la suite de quatre actions navales où elle fut toujours victorieuse, les vents l'entraînèrent dans les mers occidentales. Deux mille hommes à peine parvinnrent à débarquer dans la province de Rio-Grande. Ils furent rejoints par les bandes de Cameran et de Henrique Diaz. Cette poignée d'hommes, éloignés de trois cents lieues de San-Salvador, sans munitions et en pays ennemi, forma le hardi projet de franchir cet espace, en portant le ravage dans les possessions hollandaises, et le mit à exécution. Nassau usa de représailles: par ses ordres, l'amiral Jol mit tout à feu et à sang dans le Reconcave, et ne cessa ses dévastations qu'à l'approche des troupes portugaises.

La révolution qui éclata à Lisbonne, le 1er décembre 1640, loin d'être favorable aux colons, parut devoir assurer définitivement

aux Hollandais la possession de leurs conquêtes. Jean IV, en effet, conclut avec les Provinces-Unies une trève de dix ans, dans laquelle il était stipulé que désormais les deux puissances se partageraient paisiblement l'immense territoire du Brésil : comme si un trait de plume a jamais suffi pour effacer ce qui sépare profondément deux peuples, la religion. Au mépris de la trève, Maurice de Nassau s'empara de Christoval, de Sérégipe et de l'île de Maranham ; et, lorsque Antonio Tellès da Sylva, nouveau gouverneur du Brésil, vint à lui reprocher cette violation, il se contenta de répondre qu'il n'en avait nulle connaissance. L'arrivée des commissaires fit cesser les hostilités. Le général hollandais tourna alors son activité vers l'agriculture et le commerce, qui prirent, sous sa direction, un accroissement des plus rapides. C'est à cette époque qu'il proposa au conseil souverain de bâtir une nouvelle ville dans l'île de Santo-Antonio. On accepta son offre, et la vraie capitale du Pernambuco fut fondée. La Hollande avait retiré tous les avantages qu'on pouvait attendre de la trève. Nassau opinait ouvertement pour la reprise des hostilités.

Mais la puissance de la maison d'Orange avait jeté l'alarme dans les États-Généraux. L'impulsion rapide que Maurice avait donnée aux colonies hollandaises fit craindre qu'il n'eût l'intention d'y créer une souveraineté héréditaire. On le dépouilla donc du commandement général. Le 6 mai 1643, le prince dans une assemblée des principales autorités de la colonie, remit la direction des affaires aux mains du grand conseil, et s'embarqua pour Amsterdam. En examinant l'état du Brésil hollandais au moment du départ de Nassau, on voit qu'il était parvenu, sous l'administration de cet homme habile, à un haut point de prospérité. Avant lui, nulle sécurité, nul ordre, nulle prévoyance. La plupart des sucreries étaient abandonnées, et les revenus publics suffisaient à peine pour défrayer la compagnie des dépenses que lui nécessitait la conquête. Il arrive, et tout change : cent vingt sucreries sont relevées et mises en activité. Les revenus s'élèvent, terme moyen, à 288,000 florins par année. Ils montent, dans les exercices de 1640 à 1641, à un chiffre tel, que la compagnie peut, avec ses propres fonds, se livrer au commerce des sucres. La vente des biens confisqués produisit une somme de 1,963,250 florins, et le butin de guerre 2,017,478. Pendant toute la durée de la gestion de ce prince, on exporta 218,160 caisses à sucre, et 2,600,000 livres de bois du Brésil. Enfin, par son habileté, sept provinces furent acquises à la Hollande. Son départ fut le signal de la décadence de la puissance hollandaise, et accéléra le mouvement qui devait se terminer par le triomphe complet des Portugais.

(DE 1643 A 1645.)

Plusieurs causes contribuèrent à l'affranchissement du Brésil. L'abrogation du privilége, qui avait été concédé en 1624 à la compagnie, eut pour effet immédiat l'anéantissement complet de son commerce. Le contre-coup de la révolution de Bragance et du rappel de Maurice de Nassau réveilla les espérances des colons portugais; et le fédéralisme du pouvoir, en brisant l'unité que commande toujours la réussite des affaires humaines, mit ces espérances en demeure de se réaliser un jour. Mais, de toutes les causes, celle qui eut sur la marche des événements l'influence la plus grande, fut la différence des croyances religieuses. Sous Hamel, Bas et Ballestrate, simples marchands investis du pouvoir suprême, les catholiques étaient devenus l'objet de persécutions acharnées. Il ne se passait pas de jour sans que quelque nouvelle injure ne vînt tracer, entre les vainqueurs et les vaincus, une ligne de démarcation profonde. C'étaient des églises livrées au pillage, des prêtres insultés dans les fonctions de leur ministère; des tribunaux vendus, ne garantissant plus aux Portugais ni l'honneur, ni la sécurité, ni la vie. Excités par tant de motifs, les colons de Pernambuco résolurent de réunir leurs efforts pour renverser un pareil pouvoir. Mais il fallait, pour mener à bien une entreprise aussi périlleuse, un homme qui, par sa position, son dévouement et son énergie, pût donner au mouvement une impulsion une, et mettre, dans la poursuite du but que l'on se proposait

Habitantes de Chuquisaca, Républica de Bolivia, trajes modernos.

P. 16



Demoraine del. Fauant sc.

HABITANS DE CHUQUISACA. (RÉPUBLIQUE DE BOLIVIA) Costumes Modernes

AMERIQUE

d'atteindre, la persévérance et la ténacité nécessaires. Joam Fernandez Vieira fut cet homme. Fermier des droits de la compagnie sur les sucres, inspecteur de la coupe des bois du Brésil, dont celle-ci s'était seule réservé l'exploitation, journellement en rapport avec les membres du grand conseil, personne plus que lui n'était à même de pénétrer les desseins des Hollandais, et d'apprécier leur situation. D'un autre côté, ses richesses et le courage dont il avait donné des preuves au début de la guerre, lui donnaient sur les colons une grande autorité. Il rédigea un mémoire dans lequel l'état de délabrement des ports, la diminution des forces militaires et l'impéritie de l'administration étaient exposés dans les moindres détails, et l'envoya, par un de ses affidés, à son ami Vidal de Negreiros, le priant de le mettre sous les yeux du gouverneur général.

Tellès da Sylva, avant de se prononcer, crut devoir s'assurer de la vérité, et chargea Vidal lui-même de cette importante mission. Celui-ci part aussitôt pour le Récif, s'empresse, dès son arrivée, de présenter ses respects aux gouverneurs hollandais, en est très-bien accueilli, et les prévient qu'il a obtenu la permission d'aller à Paraiba rendre ses devoirs à son père. Quelques jours, passés dans le Pernambuco, lui suffisent pour connaître au juste l'état moral des esprits. Alors, à la suite d'un repas que lui avait donné son ami Vieira, et où assistaient les principaux d'entre les planteurs, il n'hésite pas à leur déclarer, au nom du roi et du gouverneur-général, qu'il a reçu l'ordre de les délivrer du joug de l'étranger, et de leur donner pour chef Fernandez Vieira. A peine a-t-il parlé, que tous les convives se lèvent, et jurent de prendre les armes pour l'amour de Dieu, la propagation de la foi catholique, le service du roi et la liberté commune. Sans plus tarder, Vidal, muni d'un passeport des membres du grand conseil, s'embarque pour la province de Paraiba. Là, dans la maison de campagne de son père, il annonce aux colons qui s'y trouvaient rassemblés la nomination de Vieira ; et, après avoir examiné la province à loisir, retourne à San-Sàlvador rendre compte au gouverneur du résultat de sa mission.

Celui-ci fut un moment tenté de se mettre à la tête du mouvement; mais, craignant d'enfreindre les ordres qui lui avaient été donnés, il se borna à écrire à Vieira pour l'engager à persister dans son entreprise. Sa lettre se terminait par ces mots : « Je laisse à votre zèle et à votre prévoyance le soin de fixer l'époque et d'arrêter l'exécution. »

Comme ces choses se passaient, les provinces de Maranham et de Seara s'insurgèrent. Après plusieurs combats, où les succès et les revers furent contrebalancés, les colons, aidés des indigènes, parvinrent à expulser les Hollandais. Cependant l'insurrection de ces deux provinces avait donné l'éveil : des avis secrets arrivaient de tous côtés et désignaient Vieira comme le chef d'un complot tendant à soulever le peuple. Les membres du grand conseil traitèrent ces imputations de calomnies. Enfin, les conjurés décidés à agir, arrêtèrent, dans une assemblée nocturne, que le 21 juin 1645, jour de la Saint-Jean, on célébrerait, dans la maison de campagne de Vieira le mariage de la fille de l'un d'entre eux, et que l'on y convierait les trois régents hollandais et les principaux officiers civils et militaires. Chaque colon eut l'ordre de s'y trouver avec ses esclaves et ses adhérents. C'est alors qu'au milieu des joies du festin, les conjurés devaient, à un signal convenu, faire main basse sur les convives hollandais; se présenter ensuite, couverts des vêtements et des insignes de leurs ennemis, aux portes du Récif, et s'emparer de la place, à la faveur du mot d'ordre et de leur déguisement. On arrêta également que des tentatives semblables auraient lieu au même jour et à la même heure sur les forteresses de Paraiba et de Rio-Grande. Déjà la fête nuptiale avait été annoncée dans toutes les campagnes environnantes; déjà les invitations avaient été faites et acceptées, lorsque deux des conjurés, en voyant approcher le moment, se résolurent à révéler la conspiration. Ces deux misérables s'appelaient Sébastien Carvalho et Fernandez Vale. Redoutant toutefois les suites d'une révélation directe, ils écrivirent aux régents une lettre anonyme. Cette lettre

jeta dans le conseil le trouble et la consternation. Bientôt d'autres rapports, et la nouvelle certaine de l'approche de l'indien Caméran et du nègre Diaz achevèrent d'ouvrir les yeux au pouvoir. Les principales autorités du Récif furent convoquées à l'instant même. On décida à l'unanimité l'armement des forts et la mise en état de siége des provinces hollandaises. Mais il fallait, avant tout, s'assurer de Vieira. On le fit donc mander au Récif, sous prétexte de terminer avec lui une affaire relative aux droits qu'il tenait à ferme de la compagnie. Averti à temps par ses espions, celui-ci évita le piége, et quand on vint pour se saisir de lui et des principaux conjurés, les soldats trouvèrent les ateliers déserts, et les maisons abandonnées.

L'insurrection gagnait de proche en proche et menaçait de devenir générale. Les régents hollandais crurent, en véritables marchands, pouvoir réparer avec de l'or les fautes qu'ils avaient commises, et firent proposer à Vieira 200,000 ducats, s'il voulait quitter le Brésil. Ayant échoué dans leur tentative de corruption, ils mirent sa tête à prix, et intimèrent, sous peine de mort, aux femmes portugaises dont les parents se trouvaient au camp des insurgés, l'ordre d'évacuer leurs domiciles dans le délai de cinq jours. Vieira, dans une proclamation où il s'intitulait protecteur de la liberté divine, autorisa, au contraire, les femmes des Hollandais à rester dans leurs demeures, s'engageant à les indemniser, de ses propres deniers, de toutes les pertes qu'elles pourraient essuyer dans le courant de cette guerre. Du reste, usant du droit de représailles, il taxa à 12,000 florins la tête de chaque membre du grand conseil. Au point où en étaient venues les choses, la force seule pouvait trancher la question. Le colonel Haus sortit donc du Récif à la tête d'un corps de troupes considérable, et, après avoir débloqué les forts de Saint-Antoine et de Saint-Augustin, marcha droit au camp des Portugais.

Vieira n'avait reçu jusqu'alors du gouverneur-général que des promesses stériles. De son côté la cour de Lisbonne n'avait répondu à son appel que par un refus péremptoire. Seul adversaire d'une république puissante et n'ayant à opposer à ses ennemis qu'une poignée d'hommes, il ne recula point devant le danger. « Mes amis, » dit-il aux siens, « le sort de la guerre dépend de ce premier » combat. Il est inutile, je pense, de vous » encourager par des paroles. Que voulons-» nous? Reconquérir notre liberté. La vic-» toire ne saurait être douteuse. Marchons : » Dieu qui nous protége et notre courage » vont, en ce jour, assurer le triomphe de » notre patrie. » Et il donna le signal de l'attaque. En même temps, Emmanuel Moris, aumônier de l'armée portugaise, parcourait les rangs, un crucifix à la main. Les Hollandais furent vaincus. Cette défaite et le bruit qui courait d'une prochaine intervention de la part du gouverneur de Baya, jetèrent l'alarme dans la ville du Récif. Le grand conseil dépêcha à Tellès deux députés, pour se plaindre d'une infraction aussi manifeste aux clauses de la trève. Celui-ci répondit aux réclamations des envoyés par une dénégation formelle; mais, à peine étaient-ils partis, qu'une flotte, ayant à bord deux mille hommes, commandés par Vidal, sortit de San-Salvador.

Tandis que le but apparent de cette expédition était le rétablissement de l'ordre dans la province du Pernambuco, des instructions secrètes autorisaient Vidal à rejoindre Vieira, et à s'emparer de quelques points fortifiés si l'occasion s'en présentait. Le débarquement eut lieu dans la baie de Témendré, le 28 juillet de l'année 1645. Aussitôt après, l'escadre portugaise, rejointe en route par la flotte de Rio-Janeiro, vint jeter l'ancre devant le port du Récif. Deux parlementaires, portant des dépêches pour le grand conseil, furent envoyés sur-le-champ à l'amiral hollandais. Dans ces dépêches les amiraux portugais cherchèrent à convaincre les régents de la droiture de leurs intentions, et offraient de les aider à soumettre les rebelles. Ceux-ci, simulant la confiance, les remercièrent de leur bon vouloir, cherchèrent, sous différents prétextes, à les éloigner, et finirent par faire pointer sur leurs vaisseaux les canons des forts. Salvador Corréa et Payva, après avoir inutilement essayé d'attirer les forces

inférieures qui mouillaient au Récif, se séparèrent, l'un pour se rendre à sa destination, l'autre pour retourner à Baya. Cornélius Litchard se mit aussitôt à la poursuite de ce dernier, l'atteignit dans la baie de Téméndré, et détruisit complétement sa flotte. Cependant Vidal avait opéré sa jonction avec Vieira, et tous deux avaient forcé le général Haus, qui avait repris l'offensive, à mettre bas les armes avec toute son armée. Par cette victoire, les insurgés se trouvaient en quelque sorte maîtres de l'intérieur. La trahison du major Hoogstrate, qui leur livra le fort de Nazareth, ouvrit un libre accès aux secours qu'on pouvait leur envoyer de Baya. Bientôt le feu de l'insurrection éclata à la fois dans toutes les provinces hollandaises; les villes de Paraiba, Porto-Calvo et Rio-San-Francisco, tombèrent au pouvoir des Portugais. Vieira vint alors bloquer le Récif, et resserra tellement la place que les habitants furent, en peu de temps, réduits à la dernière extrémité; en vain Litchard essaya-t-il de la ravitailler en faisant des excursions sur les côtes, celles-ci étaient si bien gardées qu'il ne put faire une seule descente.

C'est au moment où les événements prenaient une tournure si favorable, que la cour de Lisbonne intima au gouverneur général l'ordre de notifier aux chefs de l'insurrection qu'ils eussent à se soumettre. Jean IV, qui craignait que les provinces unies et l'Espagne, récemment réconciliées, n'attaquassent simultanément le Portugal, voulait, en laissant aux Hollandais la possession des provinces qu'il avait conquises, s'assurer de leur neutralité. Ce furent les jésuites, que Tellès da Sylva chargea de cette délicate mission. Deux d'entre les pères se rendirent donc au camp des insurgés, et exposèrent dans une assemblée générale les motifs de leur venue. Lorsqu'ils eurent parlé, Fernandez Vieira se leva et dit : « Si le roi de Portugal, mon » maître, connaissait mieux l'état des affaires » et le dévouement de ses fidèles sujets; » certes, et j'en ai l'intime conviction, loin » de m'enjoindre de poser les armes il m'au» rait envoyé sa propre épée pour le triom» phe de la sainte cause, au succès de laquelle » nous prodiguons notre fortune, notre repos » et notre sang. Je jure donc à la face du » ciel, je jure de ne cesser cette guerre » que lorsque les hérétiques auront été tota» lement chassés du Brésil. C'est alors » qu'ayant remis la couronne en possession » de son héritage, je pourrai m'accuser aux » pieds de mon souverain de ma désobéis» sance, et lui présenter ma tête. Allez, » ajouta-t-il, en se tournant vers les envoyés, « allez rendre compte au gouverneur, de » ma résolution : elle est inébranlable. »

(DE 1646 A 1654.)

L'exemple de Vieira entraîna les chefs et l'armée. L'île d'Itamarica fut attaquée et prise, et le Récif, en proie aux horreurs de la famine, était sur le point de se rendre, lorsque l'arrivée de Sigismond Van Schoppe, qui s'était signalé dans les premières guerres du Brésil, releva le courage des assiégés. Ce général fit plusieurs sorties, qui n'amenèrent aucun résultat décisif; il se détermina alors, afin de forcer les Portugais à lever le siége, à faire sur mer des diversions puissantes. Après s'être emparé de l'île d'Itaporica, dans la Baie de tous les Saints, et y avoir élevé un fort d'où il pouvait à chaque instant menacer la capitale, Sigismond ravagea toute la côte. Sur les ordres du gouverneur, le maréchal de camp Rebello marcha contre lui, fut vaincu, et resta sur la place avec six cents des siens.

Le général hollandais ne put profiter de sa victoire; rappelé au Récif, dont Vieira poursuivait le siége avec vigueur, il fut obligé d'abandonner l'île, après en avoir fait raser les fortifications. A la même époque, Henriquez Diaz prenait d'assaut la forteresse de Rio-Grande, et Tellès de Sylva était remplacé par un nouveau gouverneur. La cour de Lisbonne avait cru devoir donner cette satisfaction aux provinces unies.

De jour en jour la puissance hollandaise déclinait au Brésil : les états-généraux firent un dernier effort pour conserver une conquête qui, bientôt, allait leur échapper. Une flotte de quarante-quatre vaisseaux mit à la voile du Texel : elle portait neuf mille hommes, qu'elle devait débarquer au Récif.

Informé de cet armement formidable, Jean IV fit partir pour le Brésil François Baretto de Menezès, avec le titre de commandant en chef de l'armée portugaise. C'était une faute grave. En effet, cette mesure pouvait mécontenter ou décourager l'armée, et cela, au moment où toute son énergie était nécessaire pour faire tête à l'ennemi ; elle pouvait aussi jeter des germes de discorde entre le nouveau chef et celui qu'il avait ordre de remplacer. Le désintéressement de Vieira et la conduite prudente de Baretto réparèrent cette faute. Étranger à tout sentiment d'orgueil, l'un quitta, sans murmures, un pouvoir qu'il n'avait accepté que pour la liberté commune, et fut le premier à jurer au nouveau chef obéissance et fidélité ; l'autre, comprenant toute la grandeur du sacrifice, ne prit aucune mesure sans avoir auparavant consulté son prédécesseur.

La flotte hollandaise avait abordé au Récif : Sigismond se mit alors en campagne à la tête huit mille hommes. Il devait attaquer l'armée portugaise partout où il la rencontrerait : telle avait été la décision de la régence. Les Portugais délibèrent pour savoir s'il fallait éviter ou attendre l'ennemi. Vieira prit la parole : « Mon sentiment, » dit-il, « est qu'à la guerre, le danger de la retraite » est plus grand que celui du combat. Ce » n'est qu'en relevant le moral de l'armée » qu'on peut espérer de vaincre. Dieu protége notre cause : pourquoi douter de la » victoire ? » Vidal, Caméran et Diaz parlèrent dans le même sens. Baretto se rangea sans peine de leur avis, et alla camper sur les montagnes de Gararapi, à quatre lieues du Récif. Bientôt l'armée hollandaise se déploya devant lui. L'action fut des plus sanglantes, et dura quatre heures. A la fin les catholiques l'emportèrent : un immense bagage, vingt drapeaux et autant de canons demeurèrent en leur pouvoir. Cette bataille, livrée en novembre 1648, termina la lutte en rase campagne. Nous ne pouvons ici nous empêcher de donner l'ordre du jour des deux généraux. Le lecteur nous en saura gré ; il verra par la différence des moyens que les deux chefs employèrent pour parvenir au même but, la différence des deux causes, et de l'esprit qui devait animer les deux armées. D'après le conseil de Vieira, Baretto fit publier à haute voix, dans tout le camp, qu'il fallait, pour obtenir la victoire, en venir à l'arme blanche dès la première décharge ; Sigismond fit proclamer la peine de mort contre les fuyards et les lâches.

A dater de cette époque, non-seulement la division se mit parmi les Hollandais, entre les autorités civiles et militaires, mais encore entre les généraux eux-mêmes. Brenck blâma hautement les opérations de Sigismond. Détaché avec deux mille hommes pour reprendre le fort d'Albuquerque, il fut repoussé par Diaz, et accablé, à son tour, de reproches par son collègue. Les gouverneurs du Récif, voulant arrêter les dissensions qui menaçaient de tout perdre, envoyèrent Sigismond ravager la baie de San-Salvador. Celui-ci dévasta entièrement le Reconcave, détruisit de fond en comble les sucreries, et rentra au Récif chargé de butin. Indigné de cette infraction, dom Antonio, qui, jusqu'alors, avait observé la plus stricte neutralité, expédia immédiatement aux insurgés des secours en hommes et en munitions de guerre. Le grand-conseil voulut encore tenter la fortune : sept mille hommes, commandés par le général Brenck, sortirent du Récif, et vinrent prendre position sur ces mêmes montagnes de Gararapi, qui devaient, une seconde fois, être témoins du triomphe de leurs adversaires. Les Hollandais furent partout enfoncés, et Brenck tué en s'efforçant de rallier les fuyards. Cette défaite, plus funeste que la première, mit pour toujours les vaincus hors d'état de reprendre l'offensive. A la nouvelle de ces désastres, une émeute des plus violentes éclata à La Haye ; Coutinho, ambassadeur de Portugal, fut insulté jusque dans son hôtel. Toutefois, grâce à son habileté et à sa prudence, la trève fut maintenue. D'un autre côté, la guerre entre l'Angleterre et la Hollande était imminente : les états-généraux décidèrent qu'à l'imitation de la circonspection de la cour de Lisbonne, ils n'enverraient plus de secours au Brésil. Cette détermination n'était favorable qu'aux insurgés. Il était facile de prévoir que la lutte, en se prolongeant, devait tourner à l'avantage

de ces derniers, qui trouvaient, dans leur haine contre une domination étrangère et dans le pays même, des ressources qui échappaient à leurs ennemis.

Sept ans s'étaient écoulés depuis que Vieira avait arboré l'étendard de l'insurrection, et les Hollandais étaient toujours maîtres du Récif. Dépourvus de forces navales, les insurgés ne pouvaient rien : toutes leurs espérances reposaient sur le retour de l'escadre de la compagnie fondée par Jean IV, à l'instar de la compagnie hollandaise. On avait appris au camp qu'elle avait appareillé du port de Lisbonne, sous les ordres de Pedro Jacques Magaglionés. En effet, elle vint jeter l'ancre devant le port de Nazareth, dans les premiers jours de janvier de l'année 1654. C'est alors que, sur les instances de Baretto, l'amiral portugais tint un conseil de guerre auquel assistaient les principaux officiers de l'escadre et les chefs de l'armée portugaise. Baretto prit le premier la parole. Après avoir flétri, dans un discours énergique, le système politique suivi par la cour de Lisbonne à l'égard du Brésil ; après avoir insisté sur l'urgence d'une intervention maritime, après avoir cité l'exemple de Correa, qui n'avait pas balancé entre l'obéissance passive et la résolution de servir son roi contre ses ordres : « Pourquoi n'agiriez-vous pas de même? » ajouta-t-il en s'adressant à l'amiral. « Je » vous réponds de l'assentiment et de la re- » connaissance de mon maître. Maintenant, » si d'autres considérations vous arrêtent en- » core ; si, contre le vœu de nos braves, et, » j'ose le dire, contre les plus chers intérêts » de la patrie, vous nous refusez votre con- » cours, retardez au moins votre départ » pour être spectateur des derniers efforts » que suivra notre défaite ; et, lorsque vous » aurez vu nos soldats répandre sans fruit la » dernière goutte de leur sang, vous pourrez » alors rendre à votre maître un témoignage » irrécusable de ce dévouement qui, secondé, » aurait affranchi le Brésil. »

L'amiral répondit, en opposant ses instructions. « Vous n'ignorez pas, » dit-il, « que » le roi s'est prononcé contre toute espèce » d'intervention dans cette guerre. Quant à » l'exemple que vous me citez, vous saurez » qu'un chef, lorsqu'il s'agit de désobéir à » son souverain, doit y regarder à deux » fois. Cependant je n'ignore pas que dans » une âme bien née, l'amour de la patrie » l'emporte sur la prudence. Si les officiers » de mon escadre partagent votre sentiment, » je suis prêt à céder à la majorité. — Pour- » quoi tant de discours? » reprit aussitôt le vice-amiral Britto. « Je ne vois, dans tous » les cas, que de la gloire à seconder les in » surgés du Brésil. Si nous réussissons, » la faveur du roi nous est acquise ; si nous » succombons, l'estime des gens de bien » nous mettra au nombre des hommes qui » se sont dévoués pour leur patrie. Restons » au Pernambuco. » Tous les officiers de l'escadre se rangèrent de son avis, et l'attaque du Récif fut décidée. Le général Baretto confia à Vieira le commandement de l'avant-garde, en lui disant que c'était à celui qui avait commencé l'insurrection à couronner l'œuvre. Les ouvrages extérieurs furent emportés avec une rapidité prodigieuse. Bientôt le tumulte le plus effrayant régna dans la ville : peuple et soldats demandaient à capituler. En vain Sigismond voulut s'opposer à ce qu'il regardait comme une action déshonorante, les membres du grand-conseil, redoutant les conséquences d'une guerre civile, cédèrent, et, le 27 janvier 1654, la capitulation fut signée. Le port du Récif et la ville de Maurice furent remis au général Baretto, ainsi que les forts qui en dépendaient. Toutes les autres provinces que les Hollandais possédaient encore devaient être évacuées dans le plus bref délai. Le 17 janvier, Vieira prit possession de la ville au nom du roi de Portugal ; et il ne resta bientôt plus dans le Brésil un seul coin de terre qui ne fût affranchi du joug de l'étranger.

Cette lutte des colons portugais contre la Hollande est l'épisode le plus fécond en enseignements qu'offre l'histoire du Brésil. On y voit ce que peuvent, chez un peuple, l'abnégation et la persévérance, lorsqu'elles s'appuient sur la religion, source unique de la stabilité et de la prospérité des empires. Chefs et peuple firent leur devoir ; et si Vieira semble être la grande figure qui domine

ce drame si plein d'intérêt et de mouvement, il le dut autant à l'énergie et à l'intelligence de ceux qui le secondèrent, qu'à ses propres talents. L'histoire d'un peuple, quelque faible qu'il soit, est toujours d'une haute importance, car c'est le flambeau à l'aide duquel on marche dans l'avenir.

(DE 1654 A 1808.)

Jean IV survécut peu de temps à ce triomphe; il mourut le 6 novembre de l'année 1656. Plus redevable aux circonstances qu'à son caractère propre de l'élévation de sa famille, ce prince ne se maintint au pouvoir que par l'habileté de Louise de Gusman, sa femme. Celle-ci, nommée régente du royaume, se hâta de faire couronner l'aîné de ses fils, et sut par sa fermeté déjouer les complots de l'aristocratie portugaise. Un traité qu'elle fit avec l'Angleterre lui assura définitivement la possession du Brésil. Le règne d'Alphonse VI fut de courte durée; ses débauches et sa férocité le précipitèrent du trône. Dom Pedro, son frère, prit alors les rênes du gouvernemont [1667]; administrateur éclairé, il mit tous ses soins à réformer les abus et à rétablir le commerce, qui, sous les règnes précédents, avait reçu de graves atteintes. Toutefois on doit lui reprocher l'influence qu'il laissa prendre à l'Angleterre, influence qui ne fit que grandir sous ses successeurs, et qui conclut enfin à l'annihilation complète du Portugal.

Avant d'aller plus loin, nous allons parler d'un fait qui, nous le pensons, est demeuré sans analogue dans l'histoire du Nouveau-Monde.

Vers l'année 1650, dans le district d'Alagoas, une quarantaine de noirs fugitifs se retirèrent dans le voisinage de Villa de Anadia, à une vingtaine de lieues de la mer. Leur nombre s'accrut, en peu de temps, de tous les nègres mécontents des environs, et la ville de Palmarès fut fondée. En moins d'un demi-siècle la population se montait à vingt mille individus des deux sexes. Le pouvoir appartenait à un chef électif nommé *Zombé*, qui le conservait durant sa vie. Des magistrats secondaires veillaient au maintien des lois, que l'on conservait par tradition. L'adultère, le vol et le meurtre étaient punis de mort. Les noirs qui avaient eux-mêmes recouvré leur liberté, la conservaient; ceux, au contraire, que l'on avait enlevés des habitations, restaient esclaves. La peine de mort frappait l'homme qui, après avoir brisé ses fers, retournait chez son maître : une peine moins grave était réservée aux esclaves noirs qui parvenaient à s'échapper. La religion des Palmarésiens était un mélange bizarre de cérémonies empruntées au culte catholique et au fétichisme. Des progrès si rapides de la part d'une race si méprisée alarmèrent enfin le gouvernement; la destruction de Palmarès fut résolue. L'armée portugaise, battue dans une première rencontre, se vit obligée de se retirer sur Porto-Calvo. L'affaire était devenue sérieuse; on ne pouvait plus reculer. De nouvelles forces arrivèrent; on établit alors le blocus dans les formes. Bientôt la famine se fit sentir dans la ville assiégée. Les Palmarésiens, à la vue des boulets qui battaient les fortifications en ruines, ne montrèrent plus la même énergie. Il y avait au centre de Palmarès une éminence sur laquelle le zombé s'était retiré avec les principaux d'entre ses officiers; de là les regards plongeaient dans la plaine. Lorsque les trois portes eurent été enfoncées, ces hommes, ne voulant pas survivre à la perte de leur liberté, se précipitèrent volontairement du haut de la roche. Palmarès fut détruit de fond en comble [1696]; ses habitants furent réduits en esclavage, et, de nos jours, nulle trace ne vient rappeler au voyageur le souvenir de cette terrible catastrophe.

Nous allons maintenant retracer rapidement l'histoire des Paulistes, qui, morcelée, eut perdu de son intérêt. Nous avons vu quelle avait été l'origine de la colonie de Saint-Paul et celle de sa population; nous ne reviendrons donc point sur ces détails. A l'avénement de don Pédro au trône, l'Amérique portugaise ne se composait que d'habitations et de villes maritimes parsemées sur un immense littoral. A dater du règne de ce prince, elle s'agrandit par la découverte de nouvelles provinces plus vastes encore que les pre-

mières. Ces découvertes furent dues à l'infatigable activité des Paulistes. Ce fut d'abord par le commerce des esclaves que ces hardis aventuriers s'enrichirent, opposant une résistance invincible au système de civilisation chrétienne que les jésuites portugais avaient introduit au Brésil. On les voit, dès 1620, commencer à porter la guerre dans les réductions jésuitiques, et ils poursuivirent leurs incursions à main armée jusqu'en 1679. Bravant la domination espagnole, quand tout pliait devant elle, les Paulistes attaquèrent d'abord les colonies chrétiennes de la Guayra, et réduisirent en esclavage plus de quarante mille néophytes. Douze mille Indiens, déplorables restes des cent mille que les jésuites avaient civilisés et convertis, échappèrent à ce désastre. Les missionnaires, désespérés, en appelèrent à la cour de Rome, et obtinrent d'Urbain VIII un édit qui excommuniait les détenteurs d'Indiens. A la lecture du bref tous furent chassés de la province. Les Paulistes, dès-lors, secrètement excités par les Portugais, s'érigèrent en république indépendante. Méprisant les ordonnances de la cour de Madrid et les brefs du saint siége, ils attaquèrent les provinces de l'Urugay et du Paraguay, ruinèrent les villes de Cieutad-Réal et Cieutad de Xérès, et emmenèrent en captivité une grande partie des Indiens Quarames. En vain l'édit de 1611, portant défense d'ôter la vie aux Indiens, fut-il renouvelé; en vain un nouvel édit déclara-t-il les incursions des Paulistes contraires aux lois divines et humaines; en vain le tribunal du saint office fut-il chargé de poursuivre et punir les auteurs de pareils attentats, les habitants de Saint-Paul continuèrent leurs dévastations, et, quand éclata la révolution de Bragance, ils marchèrent en corps d'armée contre les possessions espagnoles. Cédant alors aux pressantes sollicitations des missionnaires, la cour de Madrid autorisa l'usage des armes à feu dans les colonies chrétiennes. Cette mesure changea totalement la face des choses; les Paulistes, éprouvant une résistance sérieuse, tournèrent leur activité vers un autre but, et se mirent à la recherche de l'or.

Les écrivains modernes ont beaucoup accusé les missionnaires d'avoir calomnié les Paulistes, et ont combattu l'opinion de Joseph Vaissette et de Charlevoix, qui représentaient comme des brigands sans frein les fondateurs de Saint-Paul. Cependant ils n'ont pu opposer que de simples allégations aux faits et aux témoignages des contemporains. Personne ne met en doute l'énergie et l'activité que les Paulistes déployèrent; mais un voleur de grand chemin peut faire preuve de beaucoup de talents dans la manière dont il détrousse les voyageurs, sans que pour cela on ait un motif suffisant pour l'excuser ou l'admirer. On dirait, en vérité, qu'à notre époque, il suffit de faire preuve d'intelligence et de courage pour être à l'abri de tout reproche. Or, les facultés de l'homme ne lui ont été données que comme moyens d'accomplir sa tâche dans ce monde, moyens que l'on flétrit ou que l'on admire, suivant qu'il les emploie pour une bonne ou mauvaise cause. Toute action contraire à la morale, quelle que soit la capacité de l'homme qui l'a commise, est mauvaise. Donc les incursions des Paulistes contre les Indiens sont une des choses les plus monstrueuses qui aient jamais souillé l'histoire du Nouveau-Monde.

Nous allons interrompre un moment notre récit, et parler d'une tentative du gouvernement portugais pour fonder une colonie dans cette partie de l'Amérique du sud qui porte aujourd'hui le nom de Benda Oriental. Au mois de septembre de l'année 1679, dom Manuel de Lobo, gouverneur de Rio-Janeiro, après s'être emparé des îles de Saint-Gabriel, situées sur la rive gauche du Rio de la Plata, éleva en face d'elles un fort sur la terre ferme. Ce fut là l'origine de la fameuse colonie du Saint-Sacrement. Il était aussi pourvu des matériaux nécessaires à la construction d'une ville. Le gouverneur de Buénos-Ayres fit demander aussitôt des explications sur cette prise de possession inattendue. Le général portugais allégua les ordres de son souverain, et répondit à la sommation qu'on lui fit d'évacuer, que le territoire appartenait à son maître et qu'il y resterait. Dom Philippe alors expédia sur-le-champ un aviso à Lima, et reçut du vice-roi l'ordre

d'attaquer et de détruire la colonie nouvelle. Dans l'intervalle, dom Manuel était retourné à Rio-Janeiro, laissant une nombreuse garnison dans le fort, et promettant un prompt retour.

Le 6 août 1680, les Portugais, assaillis avec la plus grande impétuosité par l'armée espagnole, furent forcés de se rendre. Le succès de leurs adversaires fut dû en grande partie au courage des Indiens convertis. Accourus la plupart de deux cents lieues, mal armés et à demi nus, ceux-ci, dirigés par les jésuites, furent les premiers à escalader les murailles. Cette action décisive entraîna l'abandon de la colonie du Saint-Sacrement, et fut suivie d'une convention provisoire entre les deux gouverneurs

Comme nous l'avons déjà dit, les Paulistes s'étaient entièrement livrés à la recherche des mines. Les courses gigantesques qu'ils firent alors dans l'intérieur des terres, les obstacles sans nombre qu'ils eurent à surmonter, et la ténacité qu'ils mirent dans la poursuite de leur but, ont fait de leur histoire un épisode à part dans celle du Brésil. Avant d'entrer dans le récit de leurs expéditions, nous croyons utile, pour donner une idée sur la manière dont elles se faisaient, de mettre sous les yeux de nos lecteurs un passage extrait d'un écrivain moderne, passage dans lequel les mœurs de ces hommes intrépides nous paraissent avoir été rétracées avec la plus grande fidélité.

« Une ressemblance de plus entre les Paulistes et les Flibustiers, » dit M. Théodore Lacordaire, « c'est la manière dont s'organisaient leurs expéditions, et le mélange de superstitions, de mépris de la vie et de férocité qui formait le fonds de leur caractère. De même que chez les frères de la côte, c'était ordinairement quelque vieux coureur des bois, bronzé de corps et d'âme, et initié à tous les secrets du désert, qui concevait le plan de l'expédition, ou bien quelque jeune débutant dans la carrière, désireux de se signaler. Ils ne manquaient jamais de volontaires pour s'enrôler sur leurs pas. Les conditions de partage du butin futur arrêtées, et tous les préparatifs terminés, une dernière formalité restait à remplir, celle de régler ses comptes avec le ciel et d'attirer sa faveur sur l'entreprise. Une messe, à laquelle assistaient avec recueillement tous les intéressés, faisait ordinairement l'affaire. Les plus dévots allaient ensuite purifier leur âme de ses vieux péchés auprès d'un prêtre, qui souvent recevait en même temps leur vœu de consacrer aux autels une partie de l'expédition. Si le moine était sévère, avant de donner l'absolution il s'enquérait soigneusement de l'objet de l'entreprise, et n'absolvait qu'autant qu'il était simplement question de découvrir des mines ; mais le plus grand nombre passait prudemment cette question sous silence, recommandant seulement, en termes généraux, de traiter avec douceur les Indiens qui se présenteraient sur la route, afin de les attirer au giron de l'Église. Le pénitent n'avait d'ordinaire en ce moment aucune objection à faire; une fois en route, Dieu sait comment il tenait ses promesses ! Enfin, soit par terre, soit par eau, l'expédition se mettait en campagne; les parents, les amis l'accompagnaient à quelque distance, faisant des vœux pour sa réussite ; tous savaient le peu de chances qu'ils avaient de se revoir. Alors commençait dans toute son énergie la lutte de l'homme avec la nature sans frein et terrible du désert. Il fallait souvent, la hache à la main, s'ouvrir une route dans l'épaisseur des forêts, camper pendant des semaines entières dans des terres noyées et pestilentielles, affronter les rivières débordées, les chutes d'eau, la flèche de l'Indien caché en embuscade ; les feux d'un soleil vertical pendant l'été, les pluies diluviennes de la saison opposée, la famine, les maladies; braver, en un mot, tout ce que l'imagination peut se représenter de dangers de toute espèce. Partout où la terre était rouge et offrait certains indices à lui connus, le chef de l'expédition faisait fouiller le sol. Si un peu d'or s'offrait à ses regards, les fatigues passées étaient oubliées et les travaux d'exploitation commençaient aussitôt ; dans le cas contraire, on poussait plus avant. Des mois, des années entières se passaient de la sorte. Enfin, on

»voyait arriver à Saint-Paul quelques malheureux, hâves, méconnaissables aux yeux »même de leurs proches, restes de l'expédi»tion déjà à moitié oubliée. S'ils avaient de »l'or à montrer, des promesses brillantes à »faire, peu importait la distance; une fièvre »générale s'emparait de toute la province; »des familles entières, y compris les femmes, »se mettaient en route pour le nouvel Eldo»rado. Ce qui survivait aux dangers du tra»jet s'établissait sur les lieux, et une nou»velle colonie était fondée. Quelquefois, »lorsque les expéditions se composaient d'un »petit nombre d'individus, on n'en entendait »plus jamais parler. »

Telle fut, en effet, la vie que menèrent la plus grande partie des aventuriers célèbres.

Après que Sébastien Tourinho, habitant de Porto Seguro, eut découvert la province de Minas Geraës [1573], ce fut un Pauliste, Fernando Diaz Paez, qui en parcourut le premier toute l'étendue, et qui y périt à l'âge de quatre-vingts ans, abandonné de tous les siens. Ce fut encore un Pauliste qui en rapporta les premières parcelles d'or [1696]. Cette découverte donna une telle impulsion, que tout ce qu'il y avait d'hommes d'énergie se dirigèrent sur Minas Geraës. Pendant le cours du dix-huitième siècle, l'intérieur du Brésil est parcouru en tous sens par des bandes d'aventuriers sortis de Saint-Paul. Les mines de Matto-Grosso et de Goyaz sont découvertes et mises en activité : les premières, en 1718, par Antonio Paez de Campos; les secondes, en 1739, par Bartholomeo Buenno. On voit alors, dans chacune de ces trois provinces, s'élever successivement les villes de Villa-Rica, Mariana, Saint-Joao del Rey, Guyaba, Villa-Boa et Tijuco, capitale du district Diamantin. Il ne faut pas croire que les Paulistes restèrent longtemps paisibles possesseurs du fruit de leurs travaux. Sur le bruit de leurs richesses, des bandes d'explorateurs se mirent en marche pour la province de Minas-Geraës. Les nouveaux venus eurent à lutter contre les prétentions de ceux qui les avaient précédés. On en vint aux mains, et les Paulistes furent vaincus.

Ceux-ci, ignorant probablement la fable de l'huître et des deux plaideurs, en appelèrent à la cour de Lisbonne. Antonio d'Albuquerque, alors gouverneur de San-Salvador, eut ordre de pacifier la province, et fut revêtu du titre de gouverneur du district des mines. Cette mesure mécontenta les deux partis; des troubles éclatèrent, mais ils furent promptement apaisés, et rien ne s'opposa désormais à l'action du pouvoir central [1711]. L'exploitation fut d'abord laissée libre aux explorateurs; seulement un provedor du Quint (directeur de l'impôt) prélevait un cinquième sur la masse générale. Six ans après, on ouvrit des routes et l'on forma une administration, afin que l'impôt fût levé avec plus de facilité. En 1719, une fonderie royale fut établie, sur un décret de la cour. Tout l'or recueilli devait y être apporté pour être fondu. L'opération faite, les officiers royaux prélevaient le quint; le reste était divisé en lingots aux frais du gouvernement. Ces lingots, essayés et marqués suivant leur valeur, étaient délivrés aux propriétaires, avec un certificat qui en autorisait le cours. Vers la fin du dix-huitième siècle et le commencement du dix-neuvième, les mœurs des Paulistes subirent un changement remarquable. Les émigrations, devenues plus régulières, par suite des divers centres qui s'étaient fondés dans les différentes provinces de l'intérieur, durent faire perdre aux hommes qui en faisaient partie ce caractère indomptable que développe toujours la vie aventureuse et incertaine des forêts. D'un autre côté, les progrès de l'agriculture et les travaux réguliers des mines durent aussi contribuer à ce changement. Les Paulistes de nos jours n'ont conservé de leurs ancêtres qu'un courage à toute épreuve. Cet esprit de violence et de cruauté, qui était la marque distinctive du caractère de leurs devanciers, a complétement disparu.

Dans cet exposé rapide des faits qui se sont accomplis dans la province de Saint-Paul, nous avons cru devoir en présenter l'ensemble, plutôt que de les morceler en suivant l'ordre rigoureux de la chronologie. Il faut savoir préférer quelquefois, au lien purement matériel, celui que l'esprit perçoit,

En 1821, les événements qui se passaient en Europe rappelèrent le roi à Lisbonne. A la nouvelle de son prochain départ, les Brésiliens résolurent de former une chambre représentative, et une première assemblée préparatoire se tint à Rio-Janeiro dans la salle de la Bourse. Les débats furent orageux. Il ne pouvait en être autrement chez un peuple qui naissait à la liberté. Bientôt de sourdes rumeurs sur une dissolution à main armée et sur l'enlèvement d'une somme considérable circulèrent dans la ville. On convint que les navires seraient visités et l'on donna des ordres en conséquence. A minuit la salle où se tenaient les électeurs fut tout-à-coup envahie par des soldats. Il s'en suivit une scène de carnage; plus de trente personnes restèrent sur la place. La terreur, causée par ce massacre, fut telle, qu'aucune instruction ne fut commencée contre les fauteurs d'une pareille mesure. C'est ainsi que Jean VI fit ses adieux au Brésil.

Cet acte, inspiré par la faiblesse, fut le précurseur de la révolution qui brisa sans retour les liens, qui, depuis deux siècles, unissaient le Brésil et le Portugal. Les limites que notre travail nous impose, ne nous permettant pas de nous étendre nous allons raconter le plus brièvement qu'il nous sera possible les événements qui survinrent.

Tout le monde sait qu'après avoir porté le titre de prince-régent et de défenseur perpétuel du Brésil, dom Pedro, second fils de Jean VI, fut proclamé empereur constitutionnel. Le coup une fois porté, il fallut songer à donner une constitution au nouvel empire. On convoqua à Rio-Janeiro les députés des provinces. Les tendances radicales d'une partie des membres de l'assemblée effrayèrent l'empereur; la chambre des représentants fut dissoute avec violence, et l'exil frappa les membres les plus influents. Ce coup d'état, loin d'affermir le pouvoir naissant de dom Pedro, ne servit qu'à le rendre un peu moins populaire. Les écrivains contemporains ont beaucoup parlé des bonnes intentions de ce prince; ils se sont aussi étendus avec complaisance sur la variété de ses talents. « Mécanicien habile et musicien » remarquable, » ont-ils dit, « il savait » encore manier un cheval avec grâce, et » montrer dans l'exercice de la chasse une » ardeur et une intrépidité des plus grandes. » Nous leur répondrons que de bonnes intentions ne suffisent point pour diriger un peuple, prévoir les événements et savoir les maîtriser. Quant à la diversité de ses talents, nous leur dirons comme le misanthrope :

> Je louerai, si l'on veut, son train et sa dépense,
> Son adresse à cheval, aux armes, à la danse :
> Mais pour louer ses vers, je suis son serviteur.

Un projet de constitution, offert par dom Pedro, fut accepté; le 25 mars 1824 les autorités prêtèrent serment; le lendemain, l'empereur lui-même jura, en présence de tous, le maintien du nouveau pacte social. Comme l'a fort judicieusement observé M. Auguste de Saint-Hilaire, « cette charte, » tout en consacrant des principes justes, » ne différait pas essentiellement de tant de » combinaisons de même genre; elle n'avait » rien de brésilien, et elle aurait peut-être » tout aussi bien convenu au Mexique qu'au » Brésil, à la France qu'à l'Allemagne. » Nous ajouterons qu'avant de tenter l'éducation politique du Brésil, il fallait commencer par refaire son éducation morale.

Pendant plusieurs mois le gouvernement parut devoir se consolider. La province de Pernambuco, qui s'était refusée à l'acceptation de la constitution nouvelle, se vit même contrainte de la reconnaître. Ce fut alors que l'empereur prit la funeste résolution de déclarer la guerre à la république de Buénos-Ayres. L'issue en fut malheureuse. L'armée brésilienne fut battue. Cet échec, et les dépenses que l'entretien de cette guerre avaient nécessitées, excitèrent un mécontentement général. De son côté, dom Pedro sembla prendre plaisir à l'augmenter, en s'entourant de Portugais. Enfin, à la suite de la formation d'un nouveau ministère, d'où les Brésiliens se trouvaient exclus, une seconde révolution éclata dans la capitale, et l'empereur fut obligé d'abdiquer en faveur de son fils [1831].

Depuis lors les éléments de discorde n'ont cessé de croître en puissance. En 1837, la province de Rio-Grande do Sul brisa l'unité,

n se déclarant république indépendante. ncore quelques années, et nous assisterons la dissolution complète de l'empire brésien.

INSTITUTIONS.

Nous allons donner ici les principales dispsitions de la constitution de 1824. Nos cteurs y verront, comme nous l'avons préedemment avancé, une imitation de nos iartes européennes.

« L'empire du Brésil est l'association potique de tous les citoyens brésiliens ; ils rment une nation libre et indépendante, ii n'admet, avec aucune autre, de liens de dération ou d'union, qui s'opposerait à n indépendance.

» Son gouvernement est monarchique, héditaire, constitutionnel et représentatif.

» La religion catholique, apostolique et maine, continuera d'être la religion de empire ; toutes les autres religions seront rmises.

» Les pouvoirs politiques, reconnus par la nstitution de l'empire du Brésil, sont au mbre de quatre : le pouvoir législatif, le uvoir modérateur, le pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire.

» Les représentants de la nation brésilienne nt l'empereur et l'assemblée générale ; us ces pouvoirs dans l'empire du Brésil nt délégués par la nation.

» Le pouvoir législatif est délégué à une semblée générale, avec la sanction de l'empreur.

» L'assemblée générale se compose de deux ambres : la chambre des députés et la ambre des sénateurs.

» Le sénat se compose de membres nommés vie, et il sera formé par des élections prociales.

» La chambre des députés est élective et nporaire ; à la chambre des députés seule partient l'initiative, 1° sur les impôts, sur le recrutement, 3° sur le choix d'une nastie nouvelle en cas d'extinction de l'anenne.

» Les nominations des députés et des sénars à l'assemblée générale, et des membres des conseils généraux de provinces, sont faites par des élections indirectes. La masse des citoyens actifs dans les assemblées paroissiales, élira les électeurs de province, et ceux-ci les représentants de la nation et des provinces.

» Tous ceux qui sont électeurs sont habiles à être députés, excepté ceux qui ne retirent pas de leur bien, de leur commerce et de leurs emplois un revenu net de 4,000,000 de reis.

» Le pouvoir modérateur est délégué à l'empereur, dont la personne est inviolable et sacrée ; il l'exerce en convoquant extraordinairement l'assemblée générale, en la prorogeant ou en l'ajournant, en nommant et en dissolvant à sa volonté les ministres d'état, en cassant la chambre des députés, pour en convoquer immédiatement une autre, etc.

» L'empereur est chef du pouvoir exécutif, et il exerce ce pouvoir par ses ministres d'état.

» Les ministres d'état seront responsables. »

Le sénat se compose de cinquante-quatre membres, et la chambre des députés de cinq cent quarante-huit.

Les ministres sont au nombre de six. Ils ont dans leurs attributions les affaires étrangères, la marine, l'intérieur, la justice, les cultes et les finances. Le pouvoir judiciaire est formé de sept cours de justice.

Les provinces, au nombre de dix-huit, sont administrées par des présidents, sous le nom de présidentes de provincias.

Après l'abdication de dom Pedro, la régence, confiée d'abord à trois membres, fut, par suite d'un arrêté des deux chambres, remise entre les mains d'un seul, que l'on doit renouveler tous les quatre ans, jusqu'à la majorité du jeune empereur.

La création des législatures provinciales en 1835, a profondément modifié la constitution, et a fait de l'empire du Brésil une sorte d'État fédératif. Sous le rapport de l'instruction, de grandes améliorations ont eu lieu. Outre deux facultés de médecine et de droit, outre une académie de marine et une académie militaire, divers instituts scientifiques et littéraires ont été établis

En 1821, les événements qui se passaient en Europe rappelèrent le roi à Lisbonne. A la nouvelle de son prochain départ, les Brésiliens résolurent de former une chambre représentative, et une première assemblée préparatoire se tint à Rio-Janeiro dans la salle de la Bourse. Les débats furent orageux. Il ne pouvait en être autrement chez un peuple qui naissait à la liberté. Bientôt de sourdes rumeurs sur une dissolution à main armée et sur l'enlèvement d'une somme considérable circulèrent dans la ville. On convint que les navires seraient visités et l'on donna des ordres en conséquence. A minuit la salle où se tenaient les électeurs fut tout-à-coup envahie par des soldats. Il s'en suivit une scène de carnage; plus de trente personnes restèrent sur la place. La terreur, causée par ce massacre, fut telle, qu'aucune instruction ne fut commencée contre les fauteurs d'une pareille mesure. C'est ainsi que Jean VI fit ses adieux au Brésil.

Cet acte, inspiré par la faiblesse, fut le précurseur de la révolution qui brisa sans retour les liens, qui, depuis deux siècles, unissaient le Brésil et le Portugal. Les limites que notre travail nous impose, ne nous permettant pas de nous étendre nous allons raconter le plus brièvement qu'il nous sera possible les événements qui survinrent.

Tout le monde sait qu'après avoir porté le titre de prince-régent et de défenseur perpétuel du Brésil, dom Pedro, second fils de Jean VI, fut proclamé empereur constitutionnel. Le coup une fois porté, il fallut songer à donner une constitution au nouvel empire. On convoqua à Rio-Janeiro les députés des provinces. Les tendances radicales d'une partie des membres de l'assemblée effrayèrent l'empereur; la chambre des représentants fut dissoute avec violence, et l'exil frappa les membres les plus influents. Ce coup d'état, loin d'affermir le pouvoir naissant de dom Pedro, ne servit qu'à le rendre un peu moins populaire. Les écrivains contemporains ont beaucoup parlé des bonnes intentions de ce prince; ils se sont aussi étendus avec complaisance sur la variété de ses talents. « Mécanicien habile et musicien » remarquable, » ont-ils dit, « il savait » encore manier un cheval avec grâce, et » montrer dans l'exercice de la chasse une » ardeur et une intrépidité des plus grandes. » Nous leur répondrons que de bonnes intentions ne suffisent point pour diriger un peuple, prévoir les événements et savoir les maîtriser. Quant à la diversité de ses talents, nous leur dirons comme le misanthrope :

> Je louerai, si l'on veut, son train et sa dépense,
> Son adresse à cheval, aux armes, à la danse :
> Mais pour louer ses vers, je suis son serviteur.

Un projet de constitution, offert par dom Pedro, fut accepté; le 25 mars 1824 les autorités prêtèrent serment; le lendemain, l'empereur lui-même jura, en présence de tous, le maintien du nouveau pacte social. Comme l'a fort judicieusement observé M. Auguste de Saint-Hilaire, « cette charte, » tout en consacrant des principes justes, » ne différait pas essentiellement de tant de » combinaisons de même genre; elle n'avait » rien de brésilien, et elle aurait peut-être » tout aussi bien convenu au Mexique qu'au » Brésil, à la France qu'à l'Allemagne. » Nous ajouterons qu'avant de tenter l'éducation politique du Brésil, il fallait commencer par refaire son éducation morale.

Pendant plusieurs mois le gouvernement parut devoir se consolider. La province de Pernambuco, qui s'était refusée à l'acceptation de la constitution nouvelle, se vit même contrainte de la reconnaître. Ce fut alors que l'empereur prit la funeste résolution de déclarer la guerre à la république de Buénos-Ayres. L'issue en fut malheureuse. L'armée brésilienne fut battue. Cet échec, et les dépenses que l'entretien de cette guerre avaient nécessitées, excitèrent un mécontentement général. De son côté, dom Pedro sembla prendre plaisir à l'augmenter, en s'entourant de Portugais. Enfin, à la suite de la formation d'un nouveau ministère, d'où les Brésiliens se trouvaient exclus, une seconde révolution éclata dans la capitale, et l'empereur fut obligé d'abdiquer en faveur de son fils [1831].

Depuis lors les éléments de discorde n'ont cessé de croître en puissance. En 1837, la province de Rio-Grande do Sul brisa l'unité,

en se déclarant république indépendante. Encore quelques années, et nous assisterons à la dissolution complète de l'empire brésilien.

INSTITUTIONS.

Nous allons donner ici les principales dispositions de la constitution de 1824. Nos lecteurs y verront, comme nous l'avons précédemment avancé, une imitation de nos chartes européennes.

« L'empire du Brésil est l'association politique de tous les citoyens brésiliens; ils forment une nation libre et indépendante, qui n'admet, avec aucune autre, de liens de fédération ou d'union, qui s'opposerait à son indépendance.

» Son gouvernement est monarchique, héréditaire, constitutionnel et représentatif.

» La religion catholique, apostolique et romaine, continuera d'être la religion de l'empire; toutes les autres religions seront permises.

» Les pouvoirs politiques, reconnus par la constitution de l'empire du Brésil, sont au nombre de quatre : le pouvoir législatif, le pouvoir modérateur, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

» Les représentants de la nation brésilienne sont l'empereur et l'assemblée générale; tous ces pouvoirs dans l'empire du Brésil sont délégués par la nation.

» Le pouvoir législatif est délégué à une assemblée générale, avec la sanction de l'empereur.

» L'assemblée générale se compose de deux chambres : la chambre des députés et la chambre des sénateurs.

» Le sénat se compose de membres nommés à vie, et il sera formé par des élections provinciales.

» La chambre des députés est élective et temporaire; à la chambre des députés seule appartient l'initiative, 1° sur les impôts, 2° sur le recrutement, 3° sur le choix d'une dynastie nouvelle en cas d'extinction de l'ancienne.

» Les nominations des députés et des sénateurs à l'assemblée générale, et des membres des conseils généraux de provinces, sont faites par des élections indirectes. La masse des citoyens actifs dans les assemblées paroissiales, élira les électeurs de province, et ceux-ci les représentants de la nation et des provinces.

» Tous ceux qui sont électeurs sont habiles à être députés, excepté ceux qui ne retirent pas de leur bien, de leur commerce et de leurs emplois un revenu net de 4,000,000 de reis.

» Le pouvoir modérateur est délégué à l'empereur, dont la personne est inviolable et sacrée; il l'exerce en convoquant extraordinairement l'assemblée générale, en la prorogeant ou en l'ajournant, en nommant et en dissolvant à sa volonté les ministres d'état, en cassant la chambre des députés, pour en convoquer immédiatement une autre, etc.

» L'empereur est chef du pouvoir exécutif, et il exerce ce pouvoir par ses ministres d'état.

» Les ministres d'état seront responsables. »

Le sénat se compose de cinquante-quatre membres, et la chambre des députés de cinq cent quarante-huit.

Les ministres sont au nombre de six. Ils ont dans leurs attributions les affaires étrangères, la marine, l'intérieur, la justice, les cultes et les finances. Le pouvoir judiciaire est formé de sept cours de justice.

Les provinces, au nombre de dix-huit, sont administrées par des présidents, sous le nom de présidentes de provincias.

Après l'abdication de dom Pedro, la régence, confiée d'abord à trois membres, fut, par suite d'un arrêté des deux chambres, remise entre les mains d'un seul, que l'on doit renouveler tous les quatre ans, jusqu'à la majorité du jeune empereur.

La création des législatures provinciales en 1835, a profondément modifié la constitution, et a fait de l'empire du Brésil une sorte d'État fédératif. Sous le rapport de l'instruction, de grandes améliorations ont eu lieu. Outre deux facultés de médecine et de droit, outre une académie de marine et une académie militaire, divers instituts scientifiques et littéraires ont été établis

Nous nommerons l'académie des beaux-arts, le séminaire de San-Joachim, l'institut de commerce, l'université, la bibliothèque impériale, le musée et le jardin botanique. Les écoles, connues sous le nom de primeiras letras, ont été fondées dans les principales provinces, et on en comptait onze à Rio dans le courant de l'année 1836. Nous ferons remarquer à nos lecteurs, en passant, que dans ces différentes institutions, le gouvernement brésilien ne s'est occupé que de la partie de l'enseignement relative à l'instruction, et que celle qui a trait à l'éducation a été totalement négligée. Or, donner de l'instruction sans l'éducation, c'est donner le moyen sans le but, c'est faire, en un mot, des individualités et non pas des hommes.

Mœurs.

Si des institutions nous passons à l'état moral des Brésiliens, nous trouverons, en général, un grand relâchement dans les mœurs, et une tendance matérialiste qui, si elle n'est arrêtée, amenera inévitablement la dissolution de la société. Là, comme en Europe, on n'a conservé de la religion que les pratiques extérieures. Le clergé séculier a donné le premier l'exemple. Écoutons un écrivain dont les opinions morales et religieuses sont un sûr garant de la véracité de son témoignage.

» Sous prétexte d'être indemnisés de la » communion pascale, » dit M. Auguste de Saint-Hilaire, « prétexte que les catholiques » européens auront heureusement quelque » peine à concevoir, les curés parvinrent à » introduire l'usage de faire payer 300 reis » (1 franc 95 centimes) par chaque commu» niant. Un ecclésiastique charitable n'exi» gera rien des indigents; mais on a vu des » curés, on ose à peine le dire, qui, au mo» ment de donner la communion dans un » temps de Pâques, suspendaient cet acte » solemnel pour demander à des hommes » pauvres la rétribution accoutumée. C'est » sans doute de cette manière que certaines » cures rapportent jusqu'à 9,000 cruzades... » La confession, » ajoute-t-il, « est, de » toutes les fonctions sacerdotales, celle qui » prend le plus de temps, et j'ai vu cinq » nègres expédiés en un quart d'heure. Si » les ecclésiastiques disent leur bréviaire, il » faut que ce soit bien secrètement, car il ne » m'est arrivé qu'une seule fois d'en sur» prendre un remplissant ce devoir. Être » prêtre, c'est une sorte de métier, et les » ecclésiastiques eux-mêmes trouvent tout » naturel de considérer ainsi le sacerdoce... » Il n'est pas sans exemple de voir des ec» clésiastiques s'adonner au commerce et » même vendre en boutique. »

Cet exposé seul en dit plus que toutes les réflexions que nous pourrions faire. On ne doit pas s'étonner alors des symptômes de démoralisation qui se manifestent au Brésil, lorsque les directeurs de la morale sociale mènent une pareille conduite.

Les communautés religieuses ont été maintenues dans une discipline plus sévère. Quelques-unes d'entre elles sont très-riches. Les deux ordres les plus répandus sont les Bénédictins et les moines de Saint-François.

Nous avons peu de chose à dire sur les usages et les coutumes des habitants des villes. En général, dans celles du littoral et surtout à Rio, les habitudes anglaises et françaises sont prédominantes. Il n'en est pas de même dans celles de l'intérieur, les traditions de la mère-patrie s'y sont conservées pures de tout mélange. Nous nous arrêterons quelques instants sur les habitants des campagnes, et nous parlerons ensuite des nègres et des indigènes. On peut les diviser en trois classes : les Mineiros, qui occupent les provinces de Goyas, Matto-Grono et Minas-Géraës; les Sertanejos, qui habitent le Céara, le Piauhi et Rio-Grande-de-Norte; enfin les agriculteurs.

Les Mineiros ou mineurs tirent leur origine des Paulistes. Un sens droit, une sagacité naturelle, des habitudes hospitalières forment leurs qualités distinctives; seulement, il est malheureux qu'elles soient ternies par une ignorance et une corruption profondes. En contact moins immédiat avec les Européens, ils ont conservé, en grande partie, les vieilles coutumes portugaises.

Les Sertanejos sont les pasteurs de ces vastes contrées qui s'étendent au nord du

Pernambuco. Ils passent leur vie à surveiller les troupeaux qui leur sont confiés, et à servir de guides aux voyageurs qui parcourent l'étendue des déserts. Une petite cabane en terre couverte de feuilles de palmier, un hamac, rarement une table, quelques calebasses ou jattes en terre composent leur habitation et leur ameublement. Leur vêtement consiste en une sorte d'armure de cuir qui les couvre des pieds à la tête. Ils ont pour armes offensives un sabre ressemblant assez aux briquets de nos soldats, et une lance qu'ils manient avec une dextérité peu commune. Le vol est inconnu parmi eux. Rarement ils quittent leurs familles, et vivent avec elles en bonne intelligence.

Francs, courageux, hospitaliers, leur désintéressement est tel, que ce serait leur faire une insulte des plus graves que de vouloir leur payer le lait de leurs troupeaux. Ils sont jaloux et vindicatifs.

Nous ne pouvons mieux faire connaître les agriculteurs qu'en citant ce que M. de Tollenare dit de ceux de la province de Pernambuco. Ce passage peut s'appliquer au reste du Brésil.

« Les senhores d'Engenho sont les seuls propriétaires des terrains; je ne connais d'exceptions qu'en faveur de quelques chapelles édifiées, il y a cent ans ou cent cinquante ans, par la piété des Portugais, et dotées de quelque cinquante à soixante arpents de terre restée inculte. L'étendue des terrains possédés par les sucreries est donc immense; les capitaux qui les exploitent sont bien moins considérables qu'ils ne l'étaient dans nos îles françaises; ce sont les plus forts établissements qui ont de cent quarante à cent cinquante nègres. Il ne faudrait compter l'importance des sucreries que par le nombre de leurs nègres, s'il n'existait ici l'etablissement des lavradores.

» Les lavradores sont des métayers sans baux; ils cultivent la canne, mais n'ont point d'usines : ils envoient à la sucrerie, dont ils relèvent, les cannes qu'ils ont recueillies. Là elles sont converties en sucre; moitié appartient au lavrador, moitié au suzerain. Celui-ci garde le sirop, mais fournit les caisses : chacun paie séparément la dîme de sa portion.

» Les lavradores ont communément de six à dix nègres en propriété, et manient eux-mêmes la houe. Ce sont des Brésiliens d'origine blanche, peu mélangés de mulâtres. J'ai compté de deux à trois lavradores par sucrerie.

» Cette classe est vraiment digne d'intérêt, puisqu'elle a quelques capitaux et qu'elle travaille; mais la loi protége moins les lavradores que les seigneurs d'Engenho. Ils n'ont point de baux; et, à peine se sont-ils efforcés de mettre un terrain en rapport, que le seigneur a le droit de les renvoyer sans indemnité. On conçoit que les fermages qui ne durent qu'un an sont bien peu favorables à l'agriculture. Le lavrador ne construit qu'une misérable case, ne s'occupe d'aucune amélioration du sol, ne fait que des clôtures provisoires, parce qu'il peut être chassé d'une année à l'autre, et qu'alors tous ses travaux sont perdus. Il emploie son capital en nègres et en bestiaux, qu'il peut toujours emmener avec lui. Les lavradores ont participé aux bénéfices que l'affranchissement a procurés aux cultivateurs. Si je compte huit nègres, l'un dans l'autre, par métairie, et le produit à cinquante arrobas de sucre par tête de nègre, ce qui n'est pas trop, vu la vigilance et le travail du maître lui-même, je puis estimer le revenu de chaque lavrador à au moins six milliers presant de sucre par an, qui, depuis six à sept ans, se sont vendus pour environ 3,000 francs : or, ce revenu est net, parce que le lavrador n'achète rien pour vivre, lui et ses nègres, et qu'il vit, sobrement et sans luxe, du manioc qu'il cultive. Cette classe capitalise; et, si le gouvernement la favorise, elle est appelée à jouer un grand rôle dans l'économie politique du Brésil. Qu'on juge de l'influence qu'elle exercerait si le gouvernement garantissait des baux de neuf ans, et surtout s'il venait à adopter une loi agraire qui obligerait les propriétaires actuels à faire des concessions, à prix estimés, de certaines portions de terrain qu'ils laissent en friche.

» Les moradores sont de petits colons auxquels les seigneurs d'Engenho ont concédé la permission de se construire une case au milieu des bois, et de cultiver un petit coin

de terre. La redevance qu'ils payent est très-faible; à peine va-t-elle au dixième du produit brut, sans préjudice de la dîme royale. Comme les lavradores, ils n'ont point de bail; le seigneur peut les renvoyer quand il le veut. Ce sont ordinairement des mélangés de mulâtres, de nègres libres, d'Indiens; les nègres et les Indiens purs se rencontrent rarement parmi eux. Cette classe libre est aujourd'hui le vrai peuple brésilien; elle est très-pauvre, parce qu'elle travaille peu... Les moradores vivent isolés loin de toute autorité civile et religieuse, sans connaître, pour ainsi dire, le prix de la propriété. Ils ont remplacé les sauvages brésiliens, car ceux-ci admettent au moins un lien politique et national. Les moradores ne connaissent que leurs enclos, et considèrent presque comme ennemi tout ce qui y est étranger. En général on méprise et on craint cette classe. Les planteurs qui usent du droit de congédier leurs moradores, parce qu'ils paient peu, mal, et qu'ils volent souvent, les planteurs tremblent en prenant cette mesure dangereuse dans un pays de forêts, sans police. Les assassinats sont fréquents et ne donnent lieu à aucune poursuite... J'apprécie, ajoute plus loin l'auteur, la population des moradores aux dix-neuf vingtièmes de la population totale des campagnes, les esclaves exceptés. Cette classe si nombreuse est toute à civiliser. »

Etat des noirs.

Le sort des noirs, au Brésil, est généralement assez doux, non pas tant par la protection qu'ils trouvent dans les lois, que par l'empire que les mœurs exercent sur l'opinion. Toutefois, le régime auquel l'esclave est soumis diffère de province à province : peu rude dans celles de l'intérieur, plus sévère dans les pays des mines, il est assez pénible dans les terres de grand culture. Dans les provinces où la population indigène s'est mêlée facilement aux Européens, l'importation a été presque nulle. C'est surtout à Rio-Janeiro et à San-Salvador que la population noire a pris le plus d'accroissement. Avant l'abolition de la traite, les résultats de cet odieux trafic montaient à quatre-vingt-dix-mille âmes pour tout l'empire, et à quarante-cinq mille pour Rio seulement. Les peines destinées à réprimer les délits sont moins rigoureuses que dans toute autre partie de l'Amérique-Méridionale. Elles consistent d'ordinaire dans la fustigation et dans la réclusion plus ou moins prolongée. Deux usages contribuent beaucoup à en atténuer la barbarie. Le premier veut qu'un étranger, en entendant les cris d'un esclave que l'on fustige, puisse, par le seul son de sa voix, arrêter le châtiment à l'instant même. Par le second, un noir fugitif peut, s'il trouve quelqu'un assez humain pour implorer son pardon, reprendre immédiatement ses travaux sans encourir les châtiments habituels. Les moyens que les noirs ont à leur disposition pour obtenir leur liberté sont aussi plus nombreux. Ces modes d'affranchissements sont au nombre de trois : ou la liberté leur est donnée par leurs maîtres, soit par testament, soit de leur vivant; ou ils se rachètent d'eux-mêmes, ou bien ils sont affranchis par le seul fait du consentement d'un riche propriétaire à se porter parrain d'un de leurs enfants.

« La population noire libre, » dit M. Augendas, « est, à beaucoup d'égards et surtout » par son avenir, l'une des classes les plus » importantes des colonies. » Cela est vrai, surtout des créoles proprement dits, et des nègres nés en Amérique. En les comparant à ceux d'Afrique, on acquiert la consolante certitude que la race africaine, nonobstant les tristes circonstances qui accompagnent sa translation dans le Nouveau-Monde, y gagne beaucoup sous les rapports physiques et moraux. En général les créoles sont des hommes très-bien faits et très-robustes; ils sont résolus, actifs, et beaucoup plus tempérants que les nègres d'Afrique. Ils accordent une certaine préséance aux blancs dans leurs relations sociales; mais, somme toute, c'est plus au rang qu'à la couleur qu'ils ont voué cette déférence. De leur côté, ils ont aussi une juste fierté, fondée sur la conscience de leur force et sur le sentiment de leur liberté. Ils sont d'autant plus faciles à blesser et d'autant plus défiants à cet égard, qu'ils savent que

Vista del rio de Connecticut, tomada desde el monte Holyoke.

Pl.



Bartlett del.t Leonce Lhuilier Sculp.t

VUE DE LA RIVIERE DE CONNECTICUT, PRISE DU MONT HOLYOKE.

leur couleur est celle des esclaves. Ils tiennent beaucoup à ce que, dans les petits détails de la vie, on ne les traite jamais comme esclaves, à ce qu'on n'oublie pas leur qualité d'hommes libres. Lorsqu'un blanc leur montre de la franchise et des égards, et lorsqu'il ne fait aucune différence de couleur, ils saisissent toutes les occasions de lui rendre des services et de lui témoigner de la considération. Au contraire, toute allusion méprisante à leur couleur excite leur orgeuil et leur colère, chose qui n'est aucunement indifférente. Pour se procurer satisfaction, ils ne manquent pas d'audace en pareille occasion. Les créoles ont coutume de répondre au sarcasme : *negro sim, porem direito:* je suis nègre, il est vrai, mais je suis droit. Les nègres libres, et surtout ceux des classes inférieures, prennent dans la société le rang que l'on accorderait, sous les mêmes conditions, aux hommes d'autre couleur. Cependant il est fort rare de voir des mariages entre des femmes vraîment blanches et des noirs.

Peu de familles, au Brésil, sont pures de tout mélange, et la fusion des deux races devient de jour en jour plus complète. Dans cette contrée la qualification de mulâtre appartient beaucoup plus à la législation qu'à la physiologie. Comme, dans l'origine, les mulâtres se trouvaient exclus, par la loi, de plusieurs fonctions, celle-ci était éludée sans cesse. L'État accordait le titre de blanc sans mélange à tout homme de couleur, à la condition que son teint offrît une nuance un peu claire. De nos jours on peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que les mulâtres forment la plus grande partie des habitants du Brésil.

État des indigènes.

Nous avons vu, dans le courant de cette histoire, comment les principaux peuples qui occupaient cette partie du nouveau continent, lors de l'arrivée des Européens, avaient été anéantis et dispersés. L'expulsion des jésuites mit le comble à leur misère. Livrés au caprice des gouverneurs de chaque province, protégés quelquefois par eux, le plus souvent en butte à leur cruauté, la plupart ont complétement disparu. Il ne faut pas croire cependant que leur destruction ait été aussi entière qu'aux États-Unis. Les indigènes forment encore au Brésil le cinquième de la population. Dans les provinces du sud, et surtout à Saint-Paul, les habitants actuels tirent leur origine des alliances nombreuses qui eurent lieu entre les premiers colons, la famille Guarani et les Gnaynazes. Comme, des tribus nombreuses qui ont subi la loi du vainqueur, aucune n'a conservé son caractère propre, nous nous bornerons à dire quelques mots des trois tribus principales, qui, jusqu'à ce jour, ont maintenu leur indépendance; nous voulons parler des Mundrucus, des Guaycourous et des Botocoudos.

Les Mundrucus demeurent entre le Xingu et le Topayos. Ils sont guerriers et féroces. Les tribus qui les avoisinent les ont surnommés *coupe-têtes*, parce que leur habitude à la guerre est de trancher la tête à leurs ennemis. Avant leur conversion au christianisme, ils tuaient leurs vieillards et leurs parents infirmes. On fait monter le chiffre de leur population à seize ou dix-huit mille individus. Depuis quelques années, presque toutes leurs tribus sont alliées et amies des Portugais.

Les Botocoudos, ou Endgerekmound, occupent principalement les bords du Rio-Dolce et du Belmonte. Ils descendent de ces terribles Aymores, qui ruinèrent, au seizième siècle, les provinces d'Os Ilheos, de Porto-Seguro et d'Esperitu Santo, et ont conservé une grande partie des mœurs de leurs ancêtres. Ils sont anthropophages comme eux, vivent par familles, et ont un idiôme qui diffère essentiellement de celui des autres tribus. La guerre est leur occupation principale. Au commencement de notre siècle la terreur qu'ils inspiraient était encore si grande que les colons ne craignirent pas d'employer les moyens les plus infâmes pour les détruire. L'observation ayant fait reconnaître que la petite vérole sévissait avec plus de force sur les hommes de la race américaine, on remit aux Botocoudos des présents imprégnés de ce virus, et des familles entières périrent. Depuis douze années, grâce

au dévouement d'un Français, ces tribus ont subi des modifications profondes.

Nous empruntons à M. Auguste Saint-Hilaire quelques lignes sur les travaux de notre compatriote.

« M. Marlière, dit-il, après avoir porté les armes en Europe, passa au Brésil vers 1808, et fut placé dans le beau régiment de Minas-Géraës. La qualité de Français attira d'abord à M. Marlière quelques persécutions absurdes ; mais bientôt on lui rendit une justice éclatante, et, depuis cette époque, il consacra son existence entière au bonheur des indigènes. La civilisation des Coroados, des Coropos et des Puris fut l'objet de ses premiers travaux. Il était plus difficile d'éteindre la haine que portaient aux Brésiliens-Portugais les Botocoudos, irrités par une longue guerre et de barbares traitements. La philanthropie de Guido Marlière triompha de tous les obstacles... Afin de s'attacher de plus en plus les Botocoudos, M. Marlière fit faire pour eux plusieurs plantations. C'étaient les soldats des divisions militaires qu'il employait à ce travail, et souvent il avait le plaisir de voir ces derniers serrer dans leurs bras les sauvages que, naguères, ils exterminaient comme des bêtes féroces.

» Un de ses premiers soins fut d'établir une discipline plus sévère parmi les soldats des divisions. Il avait obtenu la réforme des vieux bouchers des Indiens (ce sont ses expressions), et les avait remplacés par des hommes moins barbares : il avait établi pour règle qu'il n'y aurait aucun avancement pour les soldats dont la conduite tendrait à éloigner les indigènes. Marlière fixa son qnartier général au lieu appelé Gallo, au dessus du confluent du Rio-de-Santo-Antonio, et il y fit faire des plantations de bananiers, de manioc, de maïs, de riz, d'ananas, de caféiers, qui surpassèrent ses espérances. »

Il ne cessait de répéter aux colons ces belles paroles : *Amor e lealdade para come elles, meus amigos, e temos homens,* (aimons-les, soyons loyaux envers eux, mes amis, et nous aurons des hommes). M. Marlière vient de mourir : on l'avait nommé directeur général de la civilisation des Indiens.

Les Guaycourous, surnommés Cavalleiros, parce qu'ils font toujours leurs expéditions militaires à cheval, habitent les deux rives du Haut-Paraguay. Ils vivent du produit de la chasse, de la pêche et de leurs nombreux troupeaux de bœufs. Ils sont divisés en trois castes : les chefs, les simples guerriers et les esclaves. Les chefs, suivant eux, seuls ont une âme, les esclaves sont exclus du paradis, et ne peuvent, sous aucun prétexte, s'allier avec les personnes libres. Presque toutes les tribus du sud reconnaissent leur suprématie, et sont soumises envers eux à une sorte de vasselage. Ils se distinguent aussi des autres Indiens, en ce qu'ils ont un cimetière général pour ensevelir leurs morts. Depuis 1791 ils vivent en paix avec les Brésiliens.

Agriculture et commerce.

A quelques exceptions près, les provinces du Brésil peuvent, sous le rapport des produits agricoles et commerciaux, se diviser en trois groupes. Celles de l'extrémité sud et de l'extrémité nord sont plus adonnées à l'éducation des bestiaux, celles du centre à l'exploitation des mines, celles du littoral, depuis Santa-Catharina jusqu'à Rio-Grande-do-Norte, à l'agriculture.

En général, dans les premières, l'éducation des bestiaux est loin d'offrir les résultats qu'elle pourra donner un jour. Les moutons n'ont aucune valeur et leur laine se vend au plus bas prix. Les chevaux, quoique nombreux, sont d'une race peu estimée. Les bœufs seuls et les mulets forment une des branches principales du commerce d'exportation.

L'exploitation des mines a fait jusqu'ici la seule richesse des secondes.

Comme nous avons précédemment parlé de la législation qui gouvernait ces provinces, nous allons citer ce que M. Auguste Saint-Hilaire nous raconte des procédés que l'on emploie pour recueillir l'or.

« Ce que les mineiras entendent le mieux, c'est la manière d'amener l'eau dans les lieux où le lavage de l'or la rend nécessaire. D'ailleurs, l'art d'exploiter les mines n'est chez eux qu'une routine imparfaite et aveugle. Sans prévoyance pour l'avenir, ils jettent

dans les vallées la terre des montagnes; ils recouvrent avec les débris des lavages des terrains qui n'ont point été encore exploités, et qui eux-mêmes contiennent une grande quantité d'or; ils encombrent le lit des rivières de sables et de cailloux, et souvent ils compromettent l'existence de leurs esclaves.

» On distingue en général au Brésil deux modes principaux de minération; ce mot indique l'exploitation des mines d'or, considérée d'après la nature de leur gisement. Ces deux modes sont la minération des montagnes et la minération de cascalhao. Toute minière en exploitation se désigne sous le nom de lavra, et l'on peut distinguer les lavras d'après leur mode de minération.

» Quand il s'agit de la minération des montagnes, c'est-à-dire, lorsque l'or n'est pas sorti de son gisement naturel, les mineurs, dans leur langage, reconnaissent deux sortes de formation : celle de sable et celle de pierre, suivant que le métal précieux se trouve renfermé dans des matières divisées ou compactes, quelle que soit d'ailleurs la nature de ces matières.

» L'or se rencontre, soit à la surface, soit à l'intérieur des mornes, tantôt en poudre, en grains ou en paillettes, tantôt en lames peu épaisses et plus ou moins grandes, très-rarement en morceaux d'un volume considérable; l'or est, ou disséminé dans sa matrice, ou disposé en veines ou filons. Cette matrice est très-ordinairement du fer, et la poudre fine à laquelle celui-ci se trouve souvent réduit porte le nom d'esméril. Les veines ou filons reposent sur un lit appelé piçarra, qui quelquefois contient lui-même une poudre d'or extrêmement fine, aisément emportée par l'eau.

» Deux méthodes sont mises en usage pour extraire des montagnes les substances aurifères : l'une, que l'on appelle la minération de talho aberto (travail à ciel ouvert), consiste à couper les mornes perpendiculairement au sol, jusqu'à ce qu'on arrive à l'or qu'ils contiennent dans leur sein; ouvrir des galeries, afin de suivre les filons dans l'intérieur des montagnes, constitue la seconde méthode, appelée mineraçao de mina. On pourrait être tenté de faire aux mineurs brésiliens un reproche d'employer le travail à ciel ouvert; mais on doit considérer que, dans certaines localités, le manque de bois ne leur permet pas de creuser des voûtes souterraines, qu'il faudrait, pour la sûreté des travailleurs, soutenir avec des étais.

» Lorsque les matières qui renferment de l'or ont été extraites de la minière, il est nécessaire de les briser avant d'exécuter l'opération du lavage. J'ai vu employer à cet effet deux procédés différents, dont l'un consiste à faire écraser le minerai par des esclaves armés de masses de fer, et l'autre, à le soumettre à des bocards analogues à ceux qui sont en usage chez les Européens. »

Les produits des mines d'or ont considérablement diminué, moins par l'épuisement que par l'emploi des moyens. En 1753 le quint royal montait, pour la seule province de Minas-Géraës, à cent dix-huit arrobas; en 1815 cet impôt n'en rapportait plus que vingt. En 1824, une compagnie anglaise s'est établie avec l'autorisation de dom Pedro, et a imprimé aux mines d'or du Brésil une nouvelle direction. Nous ne quitterons pas ce sujet sans dire quelques mots des mines de diamant. La découverte du fameux district diamantin, dont l'entrée, jusqu'à ces dernières années, était sévèrement interdite à tous les étrangers, ne remonte guères au-delà des premières années du dix-huitième siècle. Ce ne fut que sous l'administration de Pombal que l'extraction du diamant fut soumise à une législation régulière. De 1807 à 1817, ce district fournissait, année moyenne, de vingt-cinq à trente mille carats.

Nous divisons les végétaux que l'on cultive au Brésil en deux classes. La première renferme ceux que l'on consomme ou dont on fait usage dans le pays même; tels sont : le manioc, l'igname, le riz, le maïs, le froment, le seigle, les haricots, le chanvre et le lin. La seconde renferme ceux que l'on conserve pour l'exploitation. L'indigo, le vanillier, le caféier, le cacaotier, le tabac, le cotonnier et la canne à sucre sont dans ce cas.

C'est sur la culture de ces trois derniers végétaux que repose le commerce du Brésil. Les principaux objets d'exportation sont

ensuite : les cuirs, le caoutchouc, la salsepareille, l'ipécacuanha, les bois de teinture, etc.

Sur les côtes de San-Salvador et de Santa-Catharina, la pêche de la baleine est la source de gains considérables. Dans l'année 1818 cette pêche donna, pour la seule province de Bahia, un bénéfice net de 2,000,000. On évalue à 11,750 le produit net de chaque cétacée.

En examinant l'état actuel du Brésil, la fertilité de son sol, la richesse de ses mines, la beauté de son climat, la grandeur et le nombre des fleuves qui l'arrosent, le développement que le commerce et l'industrie ont pris dans ces dernières années, les auteurs modernes se sont écriés qu'une nation forte et pleine d'avenir surgissait dans le Nouveau-monde, nation qui éclipserait un jour les vieilles puissances du continent européen. Pour nous, qui croyons peu à l'influence du sol et du climat sur la fondation d'une nationalité; pour nous, qui avons appris de nos pères et de nos maîtres, que les peuples les plus célèbres dans l'histoire n'avaient acquis leur puissance, et ne s'étaient constitués qu'au nom d'un principe moral au-dessus d'eux, principe qui leur enseignait le but qu'ils devaient poursuivre et les moyens de l'atteindre, nous ne voyons, pour le moment, au Brésil qu'une agglomération d'hommes, et rien de plus. Si, au lieu de s'arrêter à l'apparence, on eût creusé plus avant, on se fut aperçu, à la démoralisation générale et à l'esprit fédéraliste de chaque province, de la faiblesse du lien qui unissait les diverses parties de l'empire, et on eût vu alors que, loin de se consolider, celui-ci menaçait ruine de toutes parts. Comme les autres prétendues nations de l'Amérique, le Brésil se fractionnera en une infinité de petites provinces qui ne cesseront de se faire la guerre, jusqu'au jour où l'Europe viendra une seconde fois les réunir sous une même loi et dans une même pensée.

HISTOIRE DE LA GUYANE.

On comprenait jadis sous le nom de Guyane une vaste étendue de terre située au nord-est de l'Amérique-Méridionale. L'Orénoque et l'Amazone la bornaient au nord et au sud; l'Océan-Atlantique à l'est; à l'ouest ses limites étaient indéterminées.

La partie purement historique de cette contrée étant d'un intérêt tout-à-fait secondaire, il nous suffira de quelques mots pour en donner une idée satisfaisante.

Diego de Ortaz est le premier explorateur de la Guyane [1535]. Après deux voyages successifs sur l'Orénoque, voyages dans lesquels il perdit la plus grande partie de ses compagnons et de ses vaisseaux, ce hardi navigateur fonda la ville de Saint-Thomas. D'autres expéditions eurent lieu à la même époque. Les plus importantes d'entre elles sont celles de Gonzalès Pizarre et d'Antoine Perreo. Toutes eurent une issue malheureuse. Dès les premières années qui suivirent la découverte de l'Amérique, les Français avaient eu des relations commerciales avec les indigènes de ce pays. En 1624, les marchands de Rouen envoyèrent dans la Guyane une colonie d'agriculteurs qui s'établit sur les rives du Sinnamary, où elle fut, en peu de temps, détruite. Une seconde, aussi infructueuse, suivit bientôt la première.

En 1643, une compagnie se forma de nouveau à Rouen; Poncet de Brétigny fut chargé de la direction des affaires. Cette troisième tentative eut le sort des précédentes. Tant de désastres, loin de refroidir le zèle des spéculateurs, ne firent que l'augmenter. Une quatrième compagnie s'organisa : l'abbé Mari-

vaux, Boiville, Levandangeur et Laboulaie, intendant de la marine, furent mis à la tête de l'expédition. A peine embarqués, la dissension se mit entre les chefs. Toutefois, après une alternative de revers et de succès dans la guerre qu'on eut à soutenir contre les indigènes, les colons parvinrent à se maintenir à Cayenne.

Les Anglais vinrent, à leur tour, fonder une colonie sur les débris de celle que les Français avaient établie à Surinam. Elle leur fut enlevée, en 1666, par les Hollandais. Le traité de 1668 la donna définitivement à ces derniers.

Vers les années 1654 et suivantes, les Portugais franchirent l'Amazone, et s'emparèrent de la partie méridionale de la Guyane, qui leur fut concédée sans retour par la France, en vertu du traité d'Utrecht [1714].

Les choses étaient en cet état, lorsqu'une nouvelle compagnie française se forma sous les auspices de Colbert. Sur ses ordres, Lefebvre de la Barre, administrateur habile, se rendit à Cayenne muni de pleins pouvoirs. Celui-ci, à son arrivée, chasse les Hollandais, traite avec les indigènes, et déploie la plus grande activité dans les travaux de la colonisation. Des revers fâcheux arrêtent ces premiers succès; de la Barre est rappelé. Bientôt la guerre se déclare entre l'Angleterre, la Hollande et la France; nos établissements nous sont enlevés. Enfin, en 1774, le vice-amiral d'Estrées les fait rentrer sous notre domination. Depuis lors, le gouvernement français ne cessa de faire ses efforts pour coloniser la partie de la Guyane qui lui était échue. Malheureusement, à l'imitation des Espagnols et des Portugais, il crut faire prospérer la colonie en y transportant, des côtes d'Afrique, des cargaisons de nègres. Les cruautés inouies auxquelles ceux-ci furent en butte poussèrent plusieurs d'entre eux à chercher un refuge dans les forts de la Guyane hollandaise. Dès l'année 1766, une république de nègres-marrons se fonda dans ces déserts, république dont la Hollande a depuis reconnu l'indépendance. En 1763, la France prépara pour la Guyane une expédition qui fut la plus désastreuse de toutes, tant par ses résultats que par le nombre des émigrants. L'intendant Chavalon et le gouverneur Turgot, chargés de la réussite de cette importante entreprise, en causèrent la ruine par leur incapacité et leurs dissensions. Les émigrants, au nombre de quatorze mille, périrent tous de maladie, de faim ou de misère.

Nous sommes parvenus à l'époque où la Guyane devint un lieu de déportation pour tous ceux que frappaient tour à tour les différents partis qui se disputaient alors la direction des destinées de la France.

La révolution française, après avoir sapé le despotisme jusque dans ses fondements, après avoir proclamé les principes de fraternité, d'égalité et de liberté enseignés par l'Evangile, sauvé l'indépendance nationale, et fondé des institutions pleines de bienfaisance et d'avenir, succomba, étouffée sous le poids des intrigues de toute sorte et des mauvaises passions.

La révolution, tombée aux mains des intrigants et des égoïstes, fut détournée de son but; et, dans les luttes que se livrèrent les partis rivaux, on songea à transformer la Guyane en un lieu de déportation.

Les premiers noms historiques qui figurent en tête de la liste des déportés sont ceux de Billaud-Varennes et de Collot-d'Herbois. Cette peine leur était due à juste titre : chefs de la faction des hébertistes, tous deux s'étaient signalés par leur athéisme et les actes les plus sanguinaires; seulement il est à regretter que les promoteurs de cette mesure eussent mené la même conduite et eussent été aussi coupables que ceux qu'ils punissaient. Collot-d'Herbois mourut à Cayenne [1796] d'une fièvre inflammatoire causée par les excès de la débauche et de l'intempérance. Lorsqu'il tomba malade et qu'il fallut le transporter à Cayenne, on fut obligé de faire intervenir la force armée pour contraindre les nègres à se charger de lui. « Nous » ne voulons pas, » disaient-ils, « porter » celui qui a assassiné Dieu et les hommes. »

Cependant une conspiration royaliste, conséquence de la réaction, menaçait la France d'une guerre civile et d'une invasion prochaines. Le général Pichegru en était le chef, et elle avait des partisans nombreux dans les deux chambres. Si le Directoire eût

été uni et composé d'hommes remarquables par leur probité et la fermeté de leur caractère, on eût prévenu le complot sans avoir besoin de recourir à un coup d'État. Mais il n'en était pas ainsi, et, le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), Pichegru et les principaux meneurs de la conspiration furent arrêtés. Le lendemain le Directoire proposa et fit décréter la peine de la déportation contre les personnes dont les noms suivent : Aubry, J.-J. Aymé, André (de la Lozère), Boissy-d'Anglas, Bornes, Bourdon (de l'Oise), Cadroy, Couchery, Clercmonteau, Delahaye (de la Seine-Inférieure), Delarue, Doumerc, Dumolard, Duplantier, Duprat, Gilbert-Desmolières, Henri Larivière, Imbert-Colomès, Camille Jordan, Jourdan (des Bouches-du-Rhône), Gau, Lacarrière, Lemérer, Mersan, Madier, Maillard, Noailles, Marc-Curtin, Pavie, Pastoret, Pichegru, Polissart, Quatremère de Qincy, Saladin, Siméon, Vauvilliers, Vaublanc, Villaret-Joyeuse, Wilat, membres du conseil des Cinq-Cents;

Barbé-Marbois, Detorcy, Dumas, Ferrant-Vaillant, Laffon-Ladebat, L'Homont, Muraire, Murinais, Paradis, Portalis, Rovère, Tronçon-Ducoudray, Belin (des Bouches-du-Rhône), membres du conseil des Anciens.

Carnot et Barthélemy, membres du Directoire, etc. (1).

Plusieurs échappèrent à la déportation; les autres furent conduits à Rochefort, et, de là, dirigés sur Cayenne : la plupart y périrent. Huit d'entre eux, dans la nuit du 3 au 4 juin 1798, se jetèrent dans un canot, et gagnèrent la Guyane hollandaise. Le reste revint en France en vertu d'un arrêté des consuls du 5 nivose an VIII (26 novembre 1799).

En 1809 la Guyane tomba au pouvoir des Hollandais. Les Portugais la leur enlevèrent, et elle fut rendue à la France en 1814.

Depuis cette époque, de nombreux essais de colonisation ont été tentés. On a voulu tantôt en faire une colonie agricole, tantôt une colonie militaire; une foule de projets ont tour-à-tour été essayés et rejetés. Ces fluctuations n'ont servi, jusqu'à ce jour, qu'à empêcher les progrès de la colonie, et à donner un semblant de raison aux adversaires de la colonisation.

Comme, en ce qui regarde les diverses productions de la Guyane, nous ne ferions que répéter ce que nous avons fait connaître dans notre introduction générale, et particulièrement dans notre histoire du Brésil, nous n'en dirons rien ici. Nous nous contenterons d'énumérer rapidement les tribus indiennes qui l'occupaient. Les deux principales étaient les Caraïbes et les Oyampis. Les premiers étaient répandus sur toute la surface de cette contrée, et ont joué un grand rôle par leur activité guerrière et commerciale; les seconds occupaient les rives du Oyapock, et étaient très-belliqueux. Venaient en seconde ligne les Aravaques, les Cabres, les Waraones et les Galibis. Le christianisme a fait peu de progrès chez ces différentes tribus, qui sont encore de nos jours adonnées à la vie nomade.

La Guyane espagnole ayant été depuis annexée à la république de Venezuela, et la Guyane portugaise réunie à l'empire du Brésil, nous nous bornerons à parler des trois autres.

Guyane anglaise.

Gouvernement d'Esséquébo-Démérari. Elle peut avoir quatre cent dix milles géométriques carrés. Georges-Tow (jadis Stabrock) en est la capitale. Cette ville est la plus importante de la Guyane anglaise par son commerce et sa population, que l'on évalue à dix mille âmes. Cette contrée est arrosée par le Pouramoun, l'Esséquébo et le Démérari.

Guyane hollandaise.

Elle est bornée au nord par l'Océan-Atlantique; à l'est, par la Guyane française; au sud, par cette dernière et le Brésil; à l'ouest, la Guyane anglaise en forme les limites. Trois fleuves princi-

(1) La probité de Carnot lui valut cette proscription : elle gênait trop ses collègues.

paux, le Maroni, le Surinam et le Sarameca arrosent son territoire et se jettent dans l'Océan-Atlantique. Elle offre une superficie de quatre cent quatre-vingt-dix milles géométriques carrés. Paramaïbo, situé sur la rive gauche du Surinam, en est le chef-lieu. Ses rues sont larges et bien alignées, son port vaste; elle ne compte pas moins de vingt mille habitants. Elle est en partie occupée par des tribus indépendantes et par trois petites républiques de nègres marrons, qui se sont formées depuis plusieurs années, et dont on a reconnu l'indépendance.

Guyane française.

Ses limites sont, au nord, l'Océan-Atlantique et la Guyane hollandaise; à l'est, l'Océan-Atlantique et l'empire du Brésil; au sud, la même contrée; à l'ouest, la Guyane hollandaise. Ses principaux fleuves sont l'Oyapock, le Kourou, le Sinnamary et le Maroni. Sa superficie est de deux mille sept cent milles géométriques carrés. Sa population était, en 1831, de vingt-trois mille habitants, dont trois mille sept cents libres, et dix-neuf mille trois cents esclaves. Les tribus indiennes ne sont pas comprises dans ce nombre. Cayenne en est le chef-lieu. C'est une petite ville dont la faible population ne s'étend pas au-delà de trois mille âmes. Elle possède deux jardins botaniques de naturalisation, une cour royale et un tribunal de première instance. Cette colonie peut devenir un jour d'une grande importance, à cause de la fertilité de son sol et de l'exploitation que l'on pourrait faire de ses forêts.

HISTOIRE DU PÉROU

En 1525, trois des plus riches habitants de Panama obtinrent de Pedro Arias d'Avila, gouverneur pour le roi d'Espagne, l'autorisation de former ensemble une association, à l'effet d'explorer et de conquérir les pays situés au sud de la nouvelle Espagne.

Les trois associés, dont l'unique but, si l'on en croit les historiens de l'époque, était d'augmenter encore leurs richesses, s'engagèrent solennellement à rester fidèlement unis, et à surmonter tous les obstacles qui pourraient s'opposer à l'exécution de leur entreprise. Le premier d'entre eux, et celui sur lequel était fondé le principal espoir de succès, était François Pizarre, gentilhomme de l'Estramadure, déjà d'un âge assez avancé, et qui s'était acquis une grande réputation dans les expéditions du Nouveau-Monde. Il avait pris part aux guerres d'Hispaniola et de Cuba; il avait suivi Ojéda au golfe d'Uraba, et, par la persévérance et la prudence de sa conduite, il avait puissamment contribué à la conservation de la colonie du Darien. Lors de la fondation de la colonie de Panama, Pédrarias, qui venait d'en être nommé gouverneur, l'avait chargé de réduire Véragua, et il était, en outre, un des premiers qui eussent vu la mer du Sud.

Almagro était né dans la ville de Malagon; on ignore quelle fut précisément son origine, et, suivant quelques auteurs, il était orphelin et avait été trouvé à la porte d'une église. Enfin, Fernand de Lucque était un ecclésiastique qui possédait de grandes richesses.

Dès qu'ils eurent obtenu l'autorisation qu'ils sollicitaient, les trois associés achetèrent deux vaisseaux; on convint que Pizarre commanderait le premier, et partirait d'abord seul pour reconnaître le pays. En conséquence, il sortit du port de Panama, en no-

vembre 1525, à la tête d'une petite troupe, que les différents auteurs évaluent diversement : Herrera la porte à quatre-vingts hommes et quatre chevaux, tandis que Garcilasso la fait monter à cent quatorze hommes. Arrivé à l'embouchure de la rivière de Biru, il débarqua ses soldats et remonta la rivière, espérant trouver dans les États du cacique de Biruquetta les vivres dont il avait besoin. Après plusieurs jours d'une marche pénible, il fut contraint de revenir sur ses pas et de se rembarquer sans avoir atteint le but qu'il se proposait. On remit en mer sous de fâcheux auspices, chaque homme n'ayant pour ration journalière qu'un peu de viande, deux coques de maïs et une pinte d'eau. Cette pénurie obligea Pizarre de relâcher, et d'envoyer le vaisseau chercher des provisions aux îles des Perles près de Panama. En attendant le retour du navire, la petite troupe fut réduite aux plus dures extrémités, et vingt de ses soldats périrent de misère.

Dès que le retour du vaisseau eut ramené l'abondance, Pizarre employa tout l'ascendant de son éloquence à ranimer le courage de sa troupe; il parla de la gloire qu'en retireraient ceux qui auraient pris part à l'expédition, et surtout des richesses immenses que chaque soldat ne manquerait pas de conquérir; les plus timides furent saisis d'enthousiasme.

Ils abordèrent bientôt en un pays qu'ils nommèrent *Pueblo Quemado* (peuple brûlé). Après avoir, sur leur route, renouvelé leurs provisions dans un village d'Indiens, dont les habitants avaient pris la fuite, épouvantés à l'aspect des étrangers, on débarqua les troupes et l'on renvoya à Panama le vaisseau, qui avait besoin de réparations. Les habitants de Pueblo Quemado opposèrent de la résistance aux Espagnols, et, dans un combat qu'il eut à soutenir contre eux, Pizarre perdit trois de ses hommes. Cependant le bon ordre et la résolution de sa petite troupe triomphèrent du nombre, et les sauvages furent mis dans une déroute complète. Quelques jours après cette victoire, les soldats virent avec joie leur vaisseau revenir de Panama, chargé de provisions, et amenant un renfort de troupes. On fit alors voile pour Chinchama, où Almagro, à la tête de soixante-quatre Espagnols, ne tarda pas d'arriver.

Pizarre, Almagro et Fernand de Lucque, ayant tenu conseil, virent qu'il leur serait impossible de tenter une expédition sérieuse avec le petit nombre d'hommes dont ils pouvaient disposer; en conséquence Almagro retourna à Panama pour engager de nouveaux soldats. Il revint bientôt après, muni d'une commission du gouverneur, qui lui donnait le même titre et le même rang qu'à Pizarre, ce qui piqua vivement la susceptibilité de ce dernier. Cependant on reprit la mer, et les deux vaisseaux mouillèrent bientôt dans une rivière à laquelle on donna le nom de *Saint-Jean*. On s'empara d'un village d'Indiens, dans lequel on trouva des provisions et de l'or pour une valeur considérable, et il fut décidé qu'Almagro, pour tenter de nouveaux aventuriers, porterait ce trésor à Panama. Pendant son voyage, Pizarre demeura à terre avec ses soldats, et le pilote Barthélemi de Ruyz, chargé d'explorer la côte, découvrit la baie de Saint-Matthieu, et rejoignit Pizarre après avoir poursuivi son expédition jusqu'à l'équateur. Il ramenait deux enfants et trois femmes indiennes qu'il avait surpris sur un petit radeau.

Pendant que ces choses se passaient, Pedrarias avait été remplacé dans le gouvernement de Panama par Pedro de los Rios. Celui-ci était plus favorable que son prédécesseur aux tentatives de découvertes. Il favorisa les enrôlements des soldats dont Almagro avait besoin, et ce dernier rejoignit Pizarre avec des soldats aguerris et quelques chevaux. Bientôt après, les deux commandants, jaloux l'un de l'autre, eurent ensemble des difficultés, qui mirent l'expédition à deux doigts de sa perte; mais l'intérêt commun les réunit bientôt, et Almagro retourna à Panama, d'où il voulait encore ramener de nouveaux renforts; il laissa Pizarre et ses soldats à l'île del Gallo, dans la plus grande détresse, en proie à la disette, aux intempéries, aux maladies de toutes sortes, et aux attaques répétées des

naturels de l'île. Toutes ces circonstances, jointes au mécontentement de sa troupe, engagèrent Pizarre à retourner sur le continent.

Pendant qu'il s'y disposait, un vaisseau de Panama lui ayant apporté des instructions d'Almagro, une insurrection éclata parmi ses soldats, qui, fatigués des privations qu'ils avaient souffertes, épouvantés des privations nouvelles qu'ils avaient à subir encore, et des dangers qui les menaçaient, et dont ils n'entrevoyaient pas le terme, voulurent saisir l'occasion qui se présentait de retourner à Panama. Aucun effort ne fut capable de changer leur résolution, et ils laissèrent Pizarre avec treize hommes résolus à partager sa fortune, bonne ou mauvaise. Ce fâcheux contretemps ne fut pas capable d'ébranler la résolution de Pizarre. Il resta dans l'île jusqu'à l'arrivée d'un renfort que lui fit parvenir Almagro, et, quelque faibles que fussent ses forces, il se décida à poursuivre ses découvertes. Après avoir vogué pendant vingt jours dans la direction du sud-est, il arriva, sur la côte de Tumbez, dans une île où il trouva beaucoup d'or, dont les habitants se servaient pour faire des vases et divers ustensiles. C'était là un heureux présage; l'espoir des soldats fut ranimé par ce premier succès, et l'on continua gaîment le voyage. Quelques jours plus tard, le vaisseau aperçut plusieurs embarcations montées par des Indiens. On s'approcha d'eux, et ils firent entendre qu'ils allaient combattre les habitants de l'île de Puna, contre lesquels ils étaient en guerre. Pizarre les combla de présents, et, après les avoir chargés d'assurer leurs chefs de ses intentions bienveillantes, il les laissa poursuivre leur route. Il ne tarda pas à ressentir les effets de cette sage conduite : des radeaux arrivèrent bientôt à son bord, chargés de provisions et de cadeaux de toute sorte, que lui envoyaient les caciques. Un noble péruvien monta à bord de son vaisseau, et fut reconduit dans Tumbez par un soldat espagnol, qui fit, à son retour, un tableau merveilleux de toutes les richesses qu'il y avait vues.

Pizarre, craignant que le récit de cet homme ne fût exagéré, envoya l'un de ses officiers de confiance, qui vérifia de point en point l'exactitude des descriptions du soldat. Il reçut du cacique ou gouverneur de Tumbez un accueil distingué, et vit avec la plus vive satisfaction la terreur qu'inspirait aux naturels le bruit de son fusil, qu'il déchargea sur l'invitation du cacique. Il parla, à son retour, d'un temple d'une grande richesse, qui était consacré au soleil, et renfermant deux cents jeunes vierges nobles. Tous les vases qu'il y avait vus étaient d'or et d'argent, et un grand nombre d'ouvriers étaient occupés dans la citadelle à travailler ces métaux précieux. A ce récit, capitaine et soldats sentirent s'enflammer leurs désirs; c'était là une proie dont il fallait à tout prix s'emparer; mais on avait besoin pour cela d'être en nombre. On résolut de poursuivre l'exploration de la côte, se promettant de revenir quand les forces de l'expédition seraient suffisamment accrues. On poussa la navigation au sud jusqu'au 7° de latitude australe, limite à laquelle on s'arrêta. Les soldats, fatigués par deux années de travaux et de privations de toute espèce, demandèrent à grands cris le retour à Panama, et Pizarre accéda à leurs désirs, pensant que le succès de ce voyage lui donnerait un crédit suffisant pour en pouvoir combiner un nouveau. On rebroussa donc chemin, et le vaisseau mouilla dans le port de Panama à la fin de l'année 1527.

L'expédition qu'il venait de faire avait épuisé les ressources pécuniaires de Pizarre et de ses associés; mais les résultats qu'il avait obtenus et ceux qu'il se promettait d'une expédition nouvelle eurent bientôt levé cette difficulté. Des associés nouveaux se présentèrent en foule, offrant tout l'argent nécessaire, dans l'espoir de décupler leur fortune. Mais, le gouverneur ayant refusé de renouveler la commission des associés, ce fut un nouvel obstacle qu'il fallut préalablement surmonter. Pizarre, d'accord avec Almagro et Fernand de Lucque, partit pour l'Espagne, où il présenta à Charles-Quint les échantillons des richesses du pays qu'il avait découvert.

Il reçut de l'empereur l'accueil le plus fa-

vorable, et le brevet d'adelantade et de gouverneur-général de tous les pays que les Espagnols pourraient soumettre à la couronne d'Espagne.

Pizarre, au comble de ses vœux, reprend la route de Panama, suivi de ses quatre frères, Fernand, Juan et Gonzale Pizarre, et François d'Alcantara.

Dans l'enivrement où le jetait la réussite de ses projets ambitieux, il avait négligé de solliciter auprès de l'empereur aucun grade pour Almagro, qui ne dissimula ni son mécontentement ni sa jalousie. Des amis communs réunirent les deux associés, et Pizarre ayant nommé Almagro son lieutenant, avec promesse de faire ratifier ce titre par l'empereur, la confédération fut renouée comme par le passé, avec la condition formelle que le bénéfice serait également partagé entre Pizarre, Almagro et Fernand de Lucque.

Trois vaisseaux furent équipés, et montés par cent quarante-quatre fantassins et trente-six cavaliers. Il semble fabuleux aujourd'hui qu'on ait pu, avec de si faibles forces, entreprendre la conquête du vaste et puissant empire des Incas; mais, à l'époque dont nous parlons, après la conquête du Mexique par Cortez, il n'était aucune entreprise qui semblât téméraire à des soldats européens, quand ils avaient à combattre les guerriers du Nouveau-Monde. L'événement justifia leur espérance.

Pizarre mit à la voile de Panama au mois de février 1530, avec l'intention de se rendre directement à Tumbez; mais des courants très-rapides le long de la côte et des vents contraires le forcèrent à relâcher à cent lieues au nord de cette ville, dans la baie de Saint-Matthieu. Il résolut de continuer la route par terre, en suivant les bords de la mer. Il n'est sorte d'obstacles que les Espagnols n'eussent à vaincre dans ce voyage. Il fallut traverser des pays déserts, des marais profonds, des montagnes escarpées, et cela au milieu de la plus affreuse disette. Pizarre suffisait à tout. Par sa patience à supporter les fatigues et les privations, par son courage à vaincre les dangers, il animait le zèle de sa troupe. Il fallut souvent traverser des rivières fort larges à leur embouchure, et quelques pièces de bois mal jointes ensemble étaient les seules embarcations dont on pût se servir; quelquefois même cette ressource manquant, on en fut réduit à passer à la nage : rien ne rebutait l'ambitieux capitaine. Plus d'une fois on le vit transporter les malades sur ses épaules, et soutenir contre le courant des soldats près de se laisser entraîner. Cette pénible marche ne put s'effectuer sans qu'on eût à vaincre la résistance de quelques indigènes; les soldats, en proie aux besoins de toutes sortes, pillèrent plusieurs villages dont ils s'étaient emparés, et perdirent ainsi la réputation de douceur et de générosité que les Espagnols s'étaient acquise pendant le premier voyage.

Pizarre s'établit dans les environs de Coaqui, résolu d'y attendre le retour de deux vaisseaux qu'il avait envoyés à Almagro, auquel il avait fait parvenir de l'or et des pierres précieuses, fruit de ses nouvelles conquêtes, et dont il attendait quelque secours.

Mais les maladies cruelles auxquelles furent en proie ses soldats, alternativement exposés aux chaleurs excessives et aux froids les plus rigoureux, l'engagèrent, après trois mois d'attente, à marcher droit à Tumbez; chemin faisant, il fut rejoint par soixante-quatre Espagnols qui arrivaient de leur propre gré de Panama, sous la conduite de Juan Fernandès et de Sébastien Benalcasar. Ce renfort, quelque faible qu'il fût, était précieux dans de telles circonstances, et contribua à ranimer le courage languissant des soldats de Pizarre. Dès lors celui-ci jugea ses forces suffisantes pour réduire la citadelle de Tumbez et l'île de Puna, d'où il avait été repoussé. Les habitants de cette dernière île étaient en guerre avec ceux de Tumbez. Pizarre, voulant tirer parti de cette heureuse circonstance, résolut de former une alliance avec les Tumbezans, se réservant de les subjuguer plus facilement ensuite. Les habitants de Puna, pour prévenir ce dessein dont ils étaient informés, envoyèrent proposer au commandant espagnol un traité d'amitié qui fut accepté par celui-ci. Le dessein de ces Indiens était, à ce qu'on assure, de détruire par ce moyen tous les Espagnols d'un seul

coup. Pizarre, auquel on avait fait pressentir les intentions des insulaires, se rendit néanmoins au milieu d'eux, en s'entourant de précautions. Il y fut accueilli de la façon la plus amicale, et commençait à oublier toute crainte de trahison, quand on l'avertit que lui et les siens devaient être massacrés dans une grande partie de chasse dont on avait offert de leur donner le divertissement. Quelques historiens révoquent en doute la réalité de cette conspiration, et pensent qu'elle a été imaginée par les Espagnols pour justifier leur conduite à l'égard des habitants de Puna. Quoi qu'il en soit, Pizarre fondit à l'improviste sur eux à la tête de ses troupes, les défit, fit prisonniers seize de leurs caciques, et se rendit complétement maître de l'île. Le butin qu'il y fit fut considérable, et il le partagea avec ses alliés de Tumbez. Les naturels de Puna essayèrent à diverses reprises de chasser les étrangers de leur sol; mais ils furent constamment repoussés, et lorsqu'ils virent arriver un renfort qu'envoyait Almagro, composé de deux vaisseaux et de nouveaux soldats, ils perdirent enfin tout espoir de reconquérir leur indépendance.

Pizarre comptant, outre les nouvelles forces qu'il venait de recevoir, sur l'amitié des habitants de Tumbez, crut qu'il pouvait entreprendre la conquête du continent; il envoya donc à ses alliés des messagers pour leur faire part de son dessein; mais les Tumbezans accueillirent les Espagnols en ennemis, et firent périr misérablement ceux dont ils purent s'emparer. Un tel acte de perfidie alluma la colère de Pizarre et de ses soldats; Tumbez fut attaqué; et, après plusieurs combats dans lesquels les Espagnols restèrent constamment vainqueurs, la ville et la citadelle furent réduites et pillées, et les habitants traités avec la dernière rigueur. Ces derniers, croyant les Espagnols invincibles, se soumirent enfin, et, pour apaiser leurs vainqueurs, leur offrirent tout ce qu'ils possédaient de plus précieux en or, en argent et en pierreries. Pizarre contracta bientôt une amitié très-intime avec l'un des principaux habitants de Tumbez, qui lui donna tous les renseignements dont le capitaine espagnol avait besoin pour faire la conquête qu'il méditait. Il apprit quelles richesses renfermait le Pérou; et, ce qui était plus précieux pour lui, il fut instruit de l'histoire du pays et des discordes intestines qui divisaient l'empire.

Avant d'aller plus loin, jetons un coup d'œil rapide sur les traditions, les mœurs et l'état social des peuples que Pizarre allait bientôt conquérir à la couronne de Charles-Quint.

Suivant la tradition des Péruviens, un homme, nommé Manco-Capac, et une femme, Mama-Oëllo, enfants du Soleil, étaient venus d'une distance de huit cents lieues jusqu'à l'endroit où ils fondèrent la ville de Cusco (1). Manco-Capac instruisit les peuplades sauvages qui habitaient alors le pays. Il leur montra à se construire des habitations et à cultiver la terre, tandis que Mama-Oëllo, sa femme, instruisait les femmes à servir leurs maris, à filer la laine et à tisser les étoffes. Manco-Capac subjugua les peuples voisins, et après les avoir policés alla se reposer dans le sein du soleil son père. Il donna naissance à la race des incas, dont douze rois s'étaient succédé jusqu'à la venue des Espagnols.

Lors de l'arrivée de ces derniers, les populations qui vivaient sur le sol péruvien étaient de trois espèces. Les unes, comme celles de Chiruanas, étaient complètement étrangères à la civilisation fondée par Manco-Capac. Ces hommes vivaient dans les montagnes, sans villages, sans maisons; ils se nourrissaient de chair humaine, soit de celle de leurs prisonniers, soit de celle de leurs parents morts, dont ils déposaient ensuite les ossements dans des creux d'arbre, ou dans des fentes de rocher. Ils n'avaient aucune limite pour le mariage dans la famille. — D'autres étaient d'anciennes nations, civilisées par la conquête des incas; tels étaient les Collas, les Huancas, les Chincas et d'autres. — Enfin, la troisième société était celle des Péruviens, dont voici la généralité :

Il y avait trois mondes : un d'en haut, un d'en bas et un du milieu. Ce dernier était corrompu dans la génération même, et c'é-

(1) Ou Cozco.

tait pour cela qu'on le nommait *Hurin-Pacha*. — Mais les hommes pouvaient se racheter en observant la loi, et ils allaient alors dans le monde d'en haut, *Hanan-Pacha*, où ils jouissaient d'une vie paisible et douce, pleine de contentement, de délices et de repos. — Au contraire, s'ils n'accomplissaient pas la loi, ils allaient dans le *Vue-Pacha*, le monde d'en bas, situé au centre de la terre, demeure du mauvais esprit, où étaient accumulées toutes les douleurs, toutes les maladies, et où l'on ne pouvait jamais goûter un instant de repos. Ces mondes parcouraient trois temps successifs; l'un de création, l'autre de conservation et d'activité terrestre; le dernier de destruction, de résurrection et de repos; et, après bien du temps, il devait venir sur la terre des hommes étranges, qu'on n'aurait jamais vus, qui détruiraient tous les dieux, et alors tous les hommes ressusciteraient avec leurs corps, et c'était pour cela qu'ils conservaient leurs cheveux et leurs ongles, afin de les retrouver alors (1).

Un dieu créateur, qui avait fait le ciel et qui instruisait le monde, appelé Pachayachacher, était l'opposé d'un méchant esprit, appelé Cupay, et que l'on ne nommait jamais qu'avec le signe du plus profond mépris. — Un troisième dieu, appelé Pachachamac, était l'âme et le centre du monde, et se manifestait sous une forme appelée Viracocha.

Le monde du milieu était régi par Ynti, le soleil, grande et unique puissance, source de tout pouvoir et père de la race des incas, par Manco-Capac.

La société péruvienne était composée de trois classes : les incas, race divine, fils du soleil; les curacas, seigneurs ayant des vassaux, et le peuple.

La dignité royale était héréditaire par ordre de primogéniture, de mâle en mâle, né de l'incas et de sa sœur. Deux autres espèces d'enfants sortaient de l'inca et de ses autres femmes. — Le grand prêtre du soleil était frère ou oncle du roi; tous les prêtres devaient être incas.

(1) Garcilasso.

L'inca, roi, donnait la loi d'une manière absolue, car il la recevait du soleil, son père, et ne se trompait jamais; il résidait à Cusco, ombilic de la terre, et transmettait directement ses ordres aux quatre incas, vice-rois des quatre parties de l'empire. — Dans chacune de ces parties se trouvaient trois conseils : un pour la guerre, un pour la justice, un pour l'administration économique. — Au-dessous venaient les curacas, commandants de provinces et de villes. — Le peuple était compté par dix âmes, commandées chacune par un chef, et additionnées par cinq, dix, cinquante et cent, en ajoutant à chaque fois un chef supérieur. Les chunca-camayu, ou chefs, étaient chargés de toute espèce de rapports entre le gouvernement et le peuple.

A une certaine époque de l'année, l'inca, les incas-gouverneurs et les curacas, mariaient ou plutôt accouplaient les jeunes gens d'une même classe, d'une même ville, d'une même famille, dernière condition qui n'était pas indispensable; mais les nouveaux mariés ne pouvaient aller habiter une autre province, ni même un autre quartier, car cela aurait dérangé l'ordre des décuries.

Les terres étaient divisées en trois parties : celles du soleil, celles de l'inca, et celles de la communauté. — Les meilleures de ces dernières terres revenaient aux incas et aux curacas, suivant leur rang et suivant le nombre des membres de leurs familles et de leurs serviteurs. Chaque homme du peuple avait une part d'un tapu, et les filles un demi-tapu, appartenant toujours à leur père ou à leur mari. — Aucune terre n'était héréditaire; chaque année le partage se faisait de nouveau, et chaque année le labourage se faisait en commun par toute la nation, en commançant par celles du soleil, puis celles des veuves, des orphelins, des infirmes et des vieillards, et enfin après, celles de tous les particuliers; on terminait par les terres de l'inca (1).

Une grande enceinte, à laquelle on arrivait par quatre rues, répondant aux quatre points cardinaux, contenait cinq maisons ou temples dédiés au soleil, à la lune, aux étoi-

(1) Garcilasso.

les, à la foudre et à l'arc-en-ciel. Une sixième maison servait de logement aux prêtres.

Le temple du soleil était carré, couvert en bois et en paille, et les murailles en étaient garnies de plaques d'or.

Des filles vierges étaient chargées de filer et tisser les vêtements de l'inca, et de préparer la boisson aca et le pain cancu, dont on se servait dans les grandes fêtes.

Ces grandes fêtes étaient au nombre de quatre : celle du soleil, celle de l'initiation des jeunes incas, celle des semailles et celle de la purification.

La première commençait par le partage, que se faisaient entre eux les incas et les curacas, de la boisson aca ; puis venaient des sacrifices d'animaux, dont on offrait le cœur et le sang au soleil, et dont on partageait la chair rôtie, avec du pain cancu et de l'aca, aux incas et aux curacas assistants. L'inca avait une boisson et du vin à part. Et le pain et les autres aliments que le peuple mangeait aussi à ces fêtes était préparé par d'autres femmes. — Tout cela s'appelait le régal donné par le soleil à ses enfants.

L'initiation des jeunes incas se faisait par les épreuves du jeûne, de la course, du combat, de la lutte, du saut, etc.

La fête des semailles consistait dans le sacrifice d'animaux, dont on jetait le cœur et les entrailles dans le feu.

Enfin la purification consistait à chasser le mal, avec des lances et des torches, à une certaine distance de la ville, et se terminait par des festins, des chants et des danses.

Aux funérailles des rois, leurs femmes et leurs serviteurs étaient enterrés vivants; ensuite on embaumait le corps du roi, et on le plaçait dans le temple du soleil, où il recevait des offrandes.

Parmi les incas il y avait des amautas, qui exerçaient la profession de savants et d'artistes, et des poètes appelés haranec, qui composaient des drames sur les victoires des rois, et même des scènes familières qui représentaient la vie des champs (1).

Les successeurs de Manco-Capac avaient étendu la domination péruvienne à un vaste territoire, et les Indiens subjugués marchaient peu à peu dans la voie de la civilisation, qui avait fait des habitants du Pérou le peuple le plus policé et le plus puissant de l'Amérique méridionale. Dans tout ce vaste empire il n'y avait cependant que Cusco qui pût véritablement porter le nom de ville. La plus grande partie de la population habitait des villages ou des maisons isolées. Toutes les constructions particulières étaient faites de briques séchées au soleil; elles étaient très-basses, et la hauteur de leurs murs n'excédait pas, en général, huit pieds.

L'usage de l'écriture était totalement ignoré des Péruviens, et les traditions se transmettaient de génération en génération par des chants cadencés, sortes de cantiques que les Indiens apprenaient dès leur bas-âge. Pour fixer dans la mémoire des peuples les événements importants, sans altération, on avait suppléé l'écriture par les *quippos*, sortes de registres publics, consistant en des cordes, où des nœuds diversement combinés représentaient les actions mémorables. Des monuments publics, soumis à la garde d'hommes spéciaux, renfermaient un grand nombre de ces quippos, archives des traditions nationales.

Les Péruviens connaissaient l'art de fondre les métaux et de leur donner des formes variées. Ils s'en servaient pour faire des vases et des ornements. Ils savaient filer et tisser le coton et la laine pour en faire des vêtements et des tapisseries d'un travail assez remarquable. Des ponts d'osier avaient été jetés sur plusieurs rivières, et des routes, d'une grande étendue, joignaient entre elles les diverses parties de l'empire. L'une de ces routes s'étendait, lors de l'arrivée des Espagnols, de Cusco à Quito, c'est-à-dire dans une distance de quatre cents lieues; elle était d'une largeur suffisante pour que six cavaliers pussent aisément y passer de front.

Huana-Cupac, douzième inca, avait soumis à l'empire le royaume de Quito, jusque là sous la domination d'un prince indépendant. Après avoir vaincu son rival, il fixa sa rési-

(1) Ces détails sont extraits de l'ouvrage déjà cité de M. A. Boulland.

dence à Quito même, dont il voulait à jamais s'assurer la possession ; et, dérogeant aux lois fondamentales de l'empire, qui défendaient à l'inca d'épouser une femme qui ne fût pas descendante du soleil, il avait pris pour femme la fille du roi détrôné, et en avait eu un fils, auquel il portait la plus vive affection. La tendresse qu'il ressentait pour ce fils, nommé Atahualpa (1), l'engagea à lui donner en héritage le royaume de Quito, qu'avaient possédé ses ancêtres.

L'inca était loin de prévoir que cette faiblesse paternelle allait causer la ruine de l'empire entier et la destruction de sa propre famille. En effet, dès qu'il fut mort, la guerre civile éclata entre Atahualpa et son frère Huascar, né d'une princesse du sang des incas. Celui-ci, en sa qualité d'inca et d'aîné, revendiquait la totalité du royaume de son père, tandis qu'Atahualpa, se fondant sur les dernières volontés de celui-ci, prétendait à la souveraineté du royaume de Quito. On en vint aux mains, et la guerre civile était dans toute sa fureur lorsque les Espagnols touchèrent les côtes du continent.

Atahualpa ayant remporté de grandes victoires dès le commencement de la guerre, sentit s'agrandir son ambition, et résolut de conquérir le royaume entier; il marcha droit à Cusco. Ce fut dans cette marche, tandis qu'il était à Caxamalca (2), qu'il apprit avec détail les succès qu'avaient remportés les Espagnols à Puna et à Tumbez. Il résolut donc de rester à Caxamalca, tandis que le reste de ses troupes s'avancerait à la rencontre d'Huascar. Une bataille terrible, entre les troupes des deux frères, fut livrée dans la vallée de Xauxa, et la victoire resta au roi de Quito. Plusieurs autres défaites réduisirent Huascar à l'extrémité, et bientôt ce prince fut lui-même livré par perfidie au pouvoir d'Atahualpa victorieux. Celui-ci usa rigoureusement de sa victoire: tous les enfants du soleil qu'il put saisir furent impitoyablement mis à mort ; le seul Huascar fut épargné, car on comptait se servir de lui pour réduire les provinces qui pourraient opposer quelque résistance.

Atahualpa était fort indécis sur le parti qu'il devait prendre à l'égard des étrangers récemment arrivés sur ses terres : à ne considérer que leur nombre, il n'avait rien à en redouter ; mais ce qu'il apprenait de leur supériorité, de leur courage et de leurs succès lui causait parfois de vives alarmes. Il envoya donc un de ses officiers auprès de Pizarre, qui, à la tête de soixante-sept cavaliers et de cent deux fantassins, était parti de Saint-Michel, se dirigeant sur Caxamalca, dont il était séparé par douze journées de marche. Pizarre accueillit l'envoyé de l'empereur avec la plus grande distinction, il le combla de présents; et, ainsi que Cortez l'avait fait au Mexique, il s'annonça comme l'ambassadeur du plus grand monarque du monde, qui l'envoyait former avec Atahualpa un traité d'amitié et de commerce. Celui-ci résolut d'accueillir Pizarre avec une bienveillance au moins apparente, et, dès lors, rien n'entrava plus la marche des Espagnols. Un second envoyé vint bientôt, de la part de l'empereur, apporter à Pizarre de nouveaux présents et de nouvelles protestations d'amitié, et il fut, quelques jours plus tard, suivi d'un troisième d'un rang beaucoup plus élevé ; c'était le propre frère de l'inca, qui, accompagné d'une suite brillante, venait au devant des étrangers. Il offrit à Pizarre des présents plus riches et plus nombreux que tous ceux qu'il avait reçus jusqu'alors, et lui tint le discours suivant :

« L'inca se fait le plus grand plaisir de » voir ses parents, qui, comme lui, descen- » dent du soleil, inca Virachoca. Je me » félicite d'avoir été choisi par l'empereur » pour venir à vous, et je vous supplie de » m'accorder trois choses : la première, que » vous vouliez bien regarder l'inca Atahualpa » comme votre ami, et faire avec lui un » traité d'amitié et d'alliance éternelle; la » seconde, que vous oubliiez tous les crimes

(1) Ce nom est écrit de manières fort diverses par les différents auteurs, mais il est facile d'en suivre les altérations successives. Les auteurs contemporains l'écrivent Atabaliba et Atabalipa ; les auteurs de l'Histoire universelle, Atahualipa, dont les modernes ont fait Atahualpa.

(2) Caxamasca, suivant Garcilasso ; Caxamarca, suivant d'autres auteurs.

» que ses sujets peuvent avoir commis, soit » par ignorance, soit faute de réflexion ; la » troisième enfin, que vous ayez la bonté » d'épargner aux habitants de Caxamalca » les châtiments que, par ordre de votre » dieu et de votre père, le suprême Vira- » choca, vous avez infligé aux insulaires de » Puna et aux Tumbezans, et, qu'étant » vous-même inca, descendant du soleil, vous » vouliez bien, dans cette circonstance, n'é- » couter que la clémence, qui est un de vos » attributs. »

Pizarre, après une réponse qui satisfit l'envoyé de l'empereur, continua, non sans précaution, sa marche sur Caxamalca. A mesure qu'il avançait, l'inca se laissait aller à la crainte ; il lui revenait sans cesse à l'esprit une ancienne prophétie qui prédisait l'anéantissement de la race royale et la destruction de l'empire. Il assemblait souvent son conseil, où les avis étaient partagés sur le parti qui restait à prendre. Sur ces entrefaites, les Espagnols arrivèrent en vue de la ville, et ils reçurent là un nouveau messager qui leur défendait d'entrer dans les murs sans un ordre formel de l'empereur. Celui-ci, saisi de crainte, s'était retiré avec sa suite et son armée dans un camp, à une lieue de l'autre côté de la ville.

Pizarre, sans tenir compte de cette injonction, fait son entrée, s'empare d'un temple du soleil, où il établit une partie de sa troupe, et place le reste dans un des palais de l'inca. A peine installé, il fait visiter minutieusement la ville pour découvrir si l'apparente tranquilité ne cachait pas quelque trahison, et voir si des troupes n'étaient pas cachées dans quelque embuscade ; puis, de l'avis de son conseil, il envoya son frère Fernand et Ferdinand Soto au camp de l'inca, pour le remercier de toutes les marques d'amitié qu'il avait prodiguées aux Espagnols depuis leur arrivée dans son royaume. Les deux ambassadeurs, à la tête de vingt cavaliers, se dirigèrent vers Atahualpa, qui les reçut avec la plus grande magnificence. Il était assis sur un trône d'or, à la tête de ses troupes, rangées en bataille, et entouré d'une suite éblouissante d'or et de pierreries. Les chefs espagnols s'approchèrent de l'inca, en donnant les marques du plus profond respect, et, dès que Soto fut à portée de l'empereur, celui-ci se leva, l'embrassa avec effusion, et dit : « Voilà la vraie figure, le » port et l'habit de notre dieu Virachoca, » exactement décrit par l'inca Virachoca, no- » tre ancêtre. » Après ce discours, de jeunes garçons et de jeunes filles s'avancèrent et servirent aux envoyés de Pizarre des fruits et des rafraîchissements de toutes sortes. Avant que Soto pût remplir la mission dont il était chargé, l'inca le pria de vouloir bien faire manœuvrer devant lui son cheval ; Soto accéda volontiers à cette demande; il remonta en selle, il fit franchir à l'animal des haies et des fossés; il le fit parader et caracoler avec beaucoup d'adresse, ce qui remplit l'inca d'admiration, et la plupart des Indiens de trouble et de crainte.

Le résultat de la conférence est rapporté fort diversement par les auteurs espagnols : les uns assurent que l'inca fit à Fernand et à Soto une réponse des plus amicales ; d'autres, qu'il leur parla avec fermeté des excès commis par les Espagnols. Quoi qu'il en soit, il promit de se rendre à Caxamalca, où il devait avoir une entrevue avec Pizarre.

Dès la pointe du jour [16 novembre 1530], Pizarre remarqua dans le camp des Péruviens un mouvement qui lui fit préjuger que toutes les assurances d'amitié qu'on lui prodiguait étaient un piége ; en conséquence, il se tint sur ses gardes, passa ses soldats en revue, les excita à combattre courageusement, s'il en était besoin, et attendit l'arrivée de l'empereur.

Celui-ci s'avançait avec une telle lenteur, qu'il mit quatre heures à franchir l'espace qui le séparait de la ville, c'est-à-dire environ trois lieues. Il était porté dans une litière d'or sur les épaules de seigneurs indiens; les grands de sa cour étaient portés aussi sur des litières enrichies de pierreries et de métaux précieux. Le cortége était entouré d'une armée nombreuse, dont les divers auteurs font une appréciation bien différente. Quelques-uns la portent à quinze ou vingt mille hommes, d'autres la font monter à cent mille. Le bon ordre dans lequel s'avançait cette troupe, les sortes de cottes de mailles dont étaient cou-

verts les principaux chefs, et qui étaient faites de feuilles de palmier, les armes cachées sous les vêtements des seigneurs, tout faisait présumer à Pizarre qu'il pouvait être la victime d'une perfidie. Il fut encore confirmé dans cette pensée par un nouveau message que lui envoya l'inca pour le prier d'éloigner ses chiens et ses chevaux, dont la vue effrayait les Indiens. Il divise ses forces en trois corps, fait braquer ses deux pièces d'artillerie sur l'avenue par laquelle devait arriver l'inca, et recommande à ses soldats le silence et l'immobilité jusqu'au signal qu'il donnerait.

L'inca s'avançait toujours avec lenteur, précédé de trois cents Indiens, qui nettoyaient le chemin sur son passage, et de coureurs nombreux, qui lui rapportèrent que Pizarre, avec quinze hommes seulement, l'attendait à pied sur la grande place de Caxamalca. Enfin il entra dans la ville, entouré de ses troupes, qui s'emparèrent avec empressement des principales avenues. Il leur avait fait, si l'on en croit quelques auteurs, une exhortation pour les encourager à combattre vaillamment; d'autres disent, au contraire, que ses paroles n'avaient exprimé que de la bienveillance pour les étrangers.

Pizarre, vivement ému, envoie au-devant de l'empereur le dominicain Valverde, qui fait au prince un discours sur les mystères de la religion chrétienne, sur la puissance de Charles-Quint, et l'autorité universelle du pape. L'inca fait au moine plusieurs questions sur le Christ, l'empereur et la sainte Trinité, et demande où il a appris toutes ces choses dont il vient de faire le détail. Celui-ci montre l'Évangile. L'inca prend le livre, en tourne avec curiosité les feuillets, le porte à son oreille; et, voyant qu'il n'en peut tirer aucun éclaircissement sur ses doutes, le jette à terre avec des marques de dédain. Ce fut là le signal de l'attaque : les trompettes sonnent la charge, le canon gronde, la mousqueterie porte dans les rangs des Péruviens la mort et la terreur. Percés de coups, foulés aux pieds des chevaux, épouvantés par les aboiements des dogues, les Indiens sont bientôt dispersés.

Pizarre alors, sachant tout le parti que Cortez avait tiré, lors de la conquête du Mexique, de la possession de Montézuma, se précipita, suivi de quinze cuirassiers, sur la litière de l'Inca. Il y rencontre une résistance désespérée; les Indiens, fidèles à leur roi, l'entouraient de toutes parts, lui faisant un rempart de leur corps : ministres, généraux et soldats se disputent l'honneur de mourir en le défendant. En vain le fer les abat, en vain les chevaux les foulent aux pieds, ils expirent avec joie, et sont aussitôt remplacés par d'autres. L'inca troublé s'efforce de donner des ordres; dans cette confusion, sa voix ne peut être entendue; le carnage est affreux. Enfin la tactique, le courage et l'audace triomphèrent du nombre, et Pizarre, aidé d'un soldat nommé Michel, pénétrant jusqu'à la litière d'Atahualpa, réussit à le prendre vivant. De ce moment la victoire fut décidée; les Indiens consternés ne songèrent plus qu'à prendre la fuite; et les historiens rapportent que, dans leur empressement à regagner la campagne, un grand nombre périt, étouffé par la foule qui se pressait dans les rues. Un pan de muraille, ébranlé par les efforts de cette multitude, s'écroula avec fracas et ensevelit une foule de ces malheureux, pendant que les vainqueurs, poursuivant les fuyards, les foulaient aux pieds de leurs chevaux et les égorgeaient sans pitié. Atahualpa, prisonnier, fut porté en triomphe jusqu'au quartier des Espagnols, où on l'enferma sous une forte garde. Gomera affirme qu'on lui mit les fers aux pieds, mais que Pizarre les lui fit ôter le lendemain.

Le butin que firent les Espagnols fut immense, et dépassa tout ce que, dans leur insatiable désir de richesses, ils avaient pu rêver de plus prodigieux. Ils trouvèrent le camp de l'inca rempli de vases d'or et d'argent et de pierres précieuses : il semblait que toutes ces richesses eussent été à dessein réunies dans un même lieu pour offrir aux vainqueurs une proie plus facile.

Les Indiens, dans le premier moment de terreur, avaient cru que l'inca avait été massacré; quand ils apprirent qu'il était prisonnier, un grand nombre d'entre eux fit éclater son amour et son respect pour l'infortuné monarque. Cinq mille d'entre eux,

1 y 2 Indios Guaragas. 3 y 4 Indios mestizos de la Paz (Bolivia) trajes modernos.

Pl. 18.



Demoraine del. Taillant sculp.

1 ET 2. INDIENS GUARAGAS. 3 ET 4. INDIENS MÉTIS DE LA PAZ (REPUBLIQUE DE BOLIVIA) Costumes Modernes

assure-t-on, revinrent à Caxamalca pour partager sa prison. De tels témoignages d'attachement devaient avertir les Espagnols de se tenir constamment sur leurs gardes.

Le général de l'inca, Ruminavi (1), consterné de la défaite de Caxamalca, s'était enfui, emmenant avec lui un corps d'armée à l'aide duquel il espérait se rendre indépendant. Il ne s'arrêta que dans la province de Quito, à deux cents lieues du champ de bataille. Plusieurs seigneurs, imitant son exemple, voulurent profiter de la captivité de leur prince pour s'affranchir de toute domination et vivre en souverains dans leurs provinces. Ces symptômes de division étaient pour les Espagnols une nouvelle assurance de succès.

Cependant Pizarre s'attachait avec soin à gagner la confiance de l'inca en semblant prendre part à ses malheurs. Il ordonna qu'on le traitât avec beaucoup d'égards et de respect, et lui permit de recevoir dans sa prison ses femmes et les seigneurs qui lui étaient restés fidèles. Ces bons traitements rendirent au prince un peu d'espérance et de tranquillité. Dans les conférences qu'il avait eues avec le général espagnol, il avait vu avec quelle avidité les étrangers convoitaient l'or et l'argent, et cette découverte avait fait naître en lui l'espoir de recouvrer sa liberté en leur offrant une rançon qui comblât leurs prétentions, quelque demesurées qu'elles fussent. Il proposa donc de remplir de vases d'or et d'argent la chambre dans laquelle il était; et, comme les Espagnols paraissaient élever quelques doutes sur la possibilité de réaliser un tel engagement, il traça autour de sa chambre une ligne à la hauteur la plus grande que sa main put atteindre, et assura que tout l'espace compris entre le pavé et cette ligne, serait bientôt comblé de métaux précieux. La chambre avait, dit-on, vingt-deux pieds de long sur seize de large. Pizarre n'eut garde de rejeter une telle proposition, et permit à Atahualpa d'envoyer dans les principales villes de l'empire des messagers chargés de recueillir cette énorme rançon.

(1) Yumiravi, suivant quelques auteurs; Ruminagui, selon Zarate.

Quelque diligence que l'on fît, les trésors qu'on apportait chaque jour de toutes les provinces du royaume étaient loin d'approcher de la quantité fixée par Atahualpa. Comme les Espagnols murmuraient et commençaient à craindre que la promesse faite par l'inca ne fût une ruse pour gagner du temps et permettre aux Péruviens de rassembler de nouvelles forces, celui-ci proposa à Pizarre d'envoyer quelques-uns de ses officiers à Cusco pour accélérer le transport des richesses de cette ville impériale. Cette offre fut acceptée, et Pizarre nomma, pour cette mission périlleuse, Ferdinand Soto et Pierre Barco, qui partirent incontinent, munis des recommandations de l'inca.

Ils voyageaient dans des litières somptueuses, portées sur les épaules d'Indiens exercés à ce genre de service, et qui se relayaient de distance en distance. Ce moyen de transport, usité par les grands du pays, leur permettait de voyager presque aussi vite qu'en chaise de poste.

Les deux envoyés, arrivés à Sansa, ville située à quelques journées de marche de Caxamalca, rencontrèrent des troupes d'Atahualpa, qui gardaient prisonnier Huascar. Ils se firent présenter à ce prince, qui les accueillit avec les plus grands honneurs, et, sur l'assurance qu'ils lui donnèrent que l'intention des Espagnols était de vivre en bonne intelligence avec les Péruviens, et de rendre à chacun la justice qui lui était due, leur proposa de faire avec eux une alliance. Les conditions qu'il proposait pour obtenir sa liberté étaient plus magnifiques encore que celles qu'avait présentées son frère : il dit qu'Atahualpa, ayant usurpé l'empire, ne connaissait que la plus petite partie des trésors des Incas, et que, si Pizarre consentait à le prendre sous sa protection et l'aidait à rentrer dans son légitime héritage, non-seulement il remplirait d'or et d'argent la chambre d'Atahualpa jusqu'à la ligne tracée par celui-ci, mais qu'il la comblerait jusqu'au toit. C'était tripler la rançon proposée par son frère.

Quelque émerveillés que fussent les deux chefs espagnols de ces offres brillantes, ils ne purent néanmoins les accepter, n'ayant

pas de pouvoirs pour traiter des propositions de cette nature ; ils n'osèrent pas davantage retourner à Caxamalca pour les transmettre à Pizarre, car leur devoir leur prescrivait d'exécuter leur mission en toute diligence. Ils quittèrent Huascar en lui promettant qu'à leur retour de Cusco ils le prendraient avec eux et le conduiraient à leur général. Les espérances que le malheureux Huascar fondait sur cette entrevue furent cruellement trompées : Atahualpa, ayant appris par ses officiers la conférence de son frère avec les envoyés espagnols, et pressentant l'avantage que celui-ci retirerait auprès de Pizarre de son droit légitime et de ses immenses richesses, résolut sa perte. En conséquence, pour sonder les sentiments de Pizarre sur cet objet, il feignit un violent chagrin, et comme Pizarre lui en demandait la cause, il lui dit que quelques-uns de ses officiers, profitant de sa captivité et croyant lui être agréables, avaient tué son frère Huascar, pour lequel il avait toujours nourri l'affection la plus vive, et qu'il n'avait combattu qu'à regret, non pour le déposséder de l'empire, comme ses ennemis l'avaient dit, mais seulement pour obtenir de lui la tranquille possession du royaume de Quito que lui avait légué leur père commun. L'inca, voyant que Pizarre accueillait la nouvelle de la mort d'Huascar avec indifférence, ordonna que celui-ci fût étranglé sans délai, et cet ordre fut exécuté avec tant de diligence que, par la suite, il fut difficile de constater si cette exécution avait précédé ou suivi l'entretien que je viens de rapporter.

Arrivés à Cusco, les deux Espagnols furent reçus par le peuple et les grands avec des honneurs inaccoutumés. Ils traversèrent la ville sur leur palanquin, entourés d'une foule immense d'Indiens, qui accouraient de toutes les parties de la province pour contempler ces étrangers dont chacun, à l'envi, racontait des merveilles. Ils ne furent pas moins éblouis de l'aspect de la ville impériale qu'étonnés de l'adoration dont ils étaient l'objet. De toutes parts s'élevaient à leurs yeux des monuments magnifiques, les palais impériaux occupaient une grande partie de la ville, car chaque inca tenait à honneur d'en élever un pendant son règne; des dômes, des flèches de formes variées, brillaient dans les airs, éblouissants d'or et d'argent. Mais ce qui les frappa surtout d'admiration, ce fut le temple du Soleil, dont les murs étaient revêtus de ces métaux précieux. Jamais trésors pareils n'avaient encore frappé les regards d'aucun Européen. Toutes ces richesses furent transportées sans résistance à Caxamalca, où elles frappèrent d'étonnement Pizarre lui-même, déjà accoutumé aux merveilles du Nouveau-Monde.

Sur ces entrefaites, Almagro amena de Panama un renfort de cent cinquante Espagnols et de cinquante chevaux, et vint rejoindre Pizarre à Caxamalca. Cet accroissement de forces porta le désespoir dans l'âme de l'infortuné Atahualpa, qui vit bien dès-lors que son empire lui était à jamais ravi. Déjà il avait fait de vaines instances pour recouvrer sa liberté; mais il avait constamment vu repousser ses demandes, sous prétexte que tout l'or réuni dans sa chambre formait à peine le cinquième de sa rançon.

Le désir immodéré des richesses qui dominait les Espagnols, officiers et soldats, faillit amener un conflit entre les troupes. Voici à quelle occasion : les soldats d'Almagro, qui venaient d'arriver sur le sol du Pérou, ne pensaient pas sans jalousie que toutes les richesses accumulées sous leurs yeux allaient être partagées, à leur exclusion, par les soldats qui avaient accompagné Pizarre, et ils prétendaient, dans ce partage, à une part égale à celle de ces derniers. D'un autre côté les soldats de Pizarre alléguaient que les trésors actuellement en la possession des Espagnols étaient le fruit de leurs travaux, de leurs fatigues et de leurs dangers, et ne pensaient pas qu'il en dût justement rien revenir à leurs compétiteurs. Pizarre, pour prévenir un conflit qui pouvait avoir les plus funestes conséquences, satisfit les soldats d'Almagro en leur faisant distribuer de l'or pour une somme de cent mille ducats; puis, après avoir prélevé le cinquième de l'empereur, il partagea le reste aux hommes de sa troupe. Chaque fantassin eut pour sa part une valeur d'environ quatre-vingt mille francs, somme qui, dans ce

temps, équivalait à une somme dix fois plus considérable qu'aujourd'hui ; les cavaliers eurent le quart en sus de la part des fantassins, et les officiers furent rétribués, chacun suivant son grade et ses services. La soif de l'or, au lieu d'être apaisée par ces richesses, ne fit qu'augmenter dans l'armée des Espagnols. Ils se livrèrent à l'envi à une débauche effrénée, et le jeu, auquel ils s'adonnèrent avec fureur, vint bientôt bouleverser toutes les fortunes.

Cependant, le joug des étrangers n'était pas supporté avec indifférence par quelques chefs indiens ; un certain nombre d'entre eux forma le projet de reconquérir le royaume et de remettre l'inca sur son trône ; mais celui-ci, jugeant de l'insuccès de toutes les tentatives qu'on pourrait faire à cet égard par les revers passés, leur ordonna de se tenir en repos, ce qu'ils exécutèrent sans murmurer. En outre, ces démarches n'avaient pas échappé à Pizarre, qui fit redoubler les gardes du prince, et recommanda à ses gens la surveillance la plus active. Aucun soulèvement n'eut lieu.

Pizarre envoya alors en Espagne son frère Fernand, pour porter au roi sa part des richesses qui, d'après les règles, appartenaient à la couronne. Lorsque Atahualpa fut informé de cette nouvelle, il en éprouva un violent chagrin, car il avait conçu pour Fernand la plus vive affection et une telle confiance, qu'il l'avait choisi pour le confident de ses pensées les plus intimes. En faisant ses adieux au frère de Pizarre, il fondit en larmes et dit du ton le plus touchant : « Adieu, capi» taine ; je perds le seul ami et le seul con» fident qui me soit resté ; je n'ai plus d'es» pérance. » Et comme Fernand s'étonnait de cette émotion et des craintes que manifestait le prince, celui-ci lui répondit : « Je » ne doute pas qu'en votre absence ce gros » ventre et ce borgne ne me fassent tuer. » Il voulait parler, dit Zarate, de don Diègue d'Almagro, qui avait perdu un œil dans un combat contre les Indiens, et d'Alphonse de Requelme, trésorier du roi, dont il connaissait les mauvaises dispositions à son égard. Ses prévisions n'étaient que trop fondées : dès que Ferdinand fut parti, les chefs espagnols, qui, dit-on, avaient depuis long-temps dessein de se défaire de l'inca détrôné, dont la garde était difficile et exigeait un nombre d'hommes qu'on voulait employer ailleurs, résolurent sa perte. En conséquence, on instruisit son procès ; les chefs principaux d'accusation étaient les suivants : 1° N'étant que bâtard et n'ayant aucun droit à la couronne, il s'en était emparé et avait fait mourir Huascar, son frère et son légitime souverain ; 2° il avait donné les ordres du supplice de ce dernier depuis qu'il était prisonnier des Espagnols ; 3° il avait vécu dans l'idolâtrie ; 4° il avait autorisé et même commandé des sacrifices humains ; 5° il avait suscité des guerres injustes qui avaient donné lieu à beaucoup de cruautés, et qui avaient fait périr un grand nombre d'hommes ; 6° il avait levé des taxes depuis l'arrivée des Espagnols au Pérou, et avait dissipé le trésor public, qui était la propriété des vainqueurs ; 7° enfin il avait excité les Indiens à se révolter contre les Espagnols.

Atahualpa protesta vainement de son innocence ; il déclina la compétence de ses juges dans tout ce qui regardait la religion et les mœurs des Péruviens, et demanda à être conduit en Espagne pour être jugé par l'empereur : tout ce qu'il put dire pour sa justification fut inutile : Almagro et François Pizarre, qui présidaient ce tribunal, le condamnèrent à être brûlé vif. Avant l'exécution de la sentence, Vincent Valverde réussit à le convertir au christianisme en lui promettant, assure-t-on, que s'il recevait le baptême, ses juges adouciraient les horreurs de son supplice : le malheureux prince consentit à ce qu'on voulut, et fut étranglé dans sa prison. Son corps fut inhumé en grande pompe, et reçut, de la part des Espagnols et des Indiens, tous les honneurs accoutumés.

Le supplice du dernier inca rendait les Espagnols maîtres absolus du Pérou ; cependant la nouvelle en fut accueillie des Indiens avec les marques du plus profond chagrin. Plusieurs d'entre eux vouèrent aux vainqueurs une haine éternelle, et les reproches de barbarie qu'ils faisaient à Pizarre et à Almagro trouvèrent même des échos parmi les soldats

de ces derniers. Il ne fallut même, au rapport de quelques historiens, rien moins que la nécessité pressante de l'union entre les Espagnols pour arrêter une révolte qui fut sur le point d'éclater parmi les troupes, indignées de cet acte de perfidie.

Ces mécontentements ne laissaient pas les chefs espagnols sans quelques appréhensions, mais, ce qui les toucha vivement surtout, ce fut la perte considérable que leur causa la mort d'Atahualpa : en effet, un grand nombre de charges d'or et de pierres précieuses étaient, par ordre de ce prince, en route pour Caxamalca quand il mourut, et ces trésors furent reconduits à Cusco par les Indiens, dès qu'ils furent instruits du supplice de leur roi. C'était punir les Espagnols par l'endroit qui leur était le plus sensible.

Les amis d'Huascar qui étaient à Cusco et dans les environs se hâtèrent de proclamer inca son frère Manco-Capac, pendant que Pizarre, de son côté, ceignait du bandeau royal la tête de Taparpa, fils d'Atahualpa, dont il comptait se faire un instrument docile pour l'exécution de ses desseins.

La première mesure qu'il eût à prendre, était de s'emparer de Cusco : il y marcha en personne, accompagné d'Almagro, et traînant à sa suite l'inca qu'il venait de proclamer. Il y avait sept mois qu'il séjournait à Caxamalca quand il quitta cette ville, où généraux et soldats s'étaient efféminés dans les excès du luxe et des débauches de toute sorte. Il eut à combattre dans la vallée de Xauna un corps considérable d'Indiens, qui voulaient s'opposer à son passage; il les dispersa, en fit un grand carnage, et s'empara d'un temple dédié au soleil, où il trouva encore de grandes richesses. Il résolut d'établir une colonie dans ce lieu, mais elle fut transférée à Lima, qui fut fondée peu de temps après.

Pendant ce temps, Soto, à la tête de soixante cavaliers, avait été envoyé pour éclairer la route de Cusco; ayant rencontré un fort parti d'Indiens, qu'il désespérait de vaincre avec sa petite troupe, il députa bien vite à Pizarre l'un de ses officiers pour demander que l'inca vînt le rejoindre; il espérait que la présence du prince engagerait les Indiens à la soumission; mais, sur ces entrefaites, l'inca mourut et laissa les Espagnols sans autre secours pour poursuivre leur conquête que leur persévérance et leur valeur. Soto, par son audace, déconcerta tellement les Indiens qu'ils prirent la fuite et lui livrèrent le champ de bataille, sans qu'il eût seulement un seul homme blessé. Résolu de poursuivre cet avantage, il suivit les ennemis sur la route de Callao, jusqu'à un passage étroit et difficile dans lequel ils s'étaient retranchés avec soin. Leur principale défense contre les chevaux, qu'ils craignaient beaucoup, consistait en des trous qu'ils perçaient de distance en distance, et en des piquets dont ils hérissaient le chemin pour faire trébucher ces animaux. Ils soutinrent le premier choc des Espagnols avec plus d'ordre qu'ils n'avaient jamais fait jusque là, et l'hésitation saisissait déjà ces derniers, quand Soto, voyant l'imminence du péril si sa troupe donnait le moindre signe de terreur, ranima le courage de ses soldats en leur rappelant leurs succès passés et en leur disant qu'ils n'avaient plus qu'à périr ou à vaincre. Après cette allocution, les Espagnols fondirent avec impétuosité sur leurs ennemis, renversèrent tout ce qui s'opposait à leur passage, franchirent le défilé et parvinrent au faîte de la montagne, après avoir fait un massacre immense. Le lendemain de cette affaire importante, ils virent arriver à leur camp Almagro à la tête d'un renfort; cette circonstance doubla le courage des Espagnols, et jeta parmi les Indiens une telle consternation qu'ils laissèrent leurs ennemis libres de poursuivre leur route.

Mais les partisans d'Atahualpa étaient encore nombreux à Cusco. L'un de ses généraux, nommé Quizquiz (1), s'avança, à la tête de douze mille Indiens, à la rencontre des Espagnols; il leur livra deux batailles succesives, dans lesquelles il remporta la victoire, leur tua dix-sept hommes et fit vingt prisonniers, parmi lesquels étaient Sanchez de Cuellar, François de Chaves et Fernand de Haro; puis il poursuivit sa marche sur Caxamalca par des chemins détournés, en prenant la précaution de brûler derrière lui

(1) Quizquaz, suivant quelques auteurs.

les ponts, dans la crainte d'être poursuivi par les Espagnols. Avant d'arriver à Caxamalca, il rencontra le prince Titu, frère d'Atahualpa, qui, ignorant la mort de son frère, portait aux Espagnols de l'or pour sa rançon. La nouvelle du supplice de l'inca jeta Titu dans un violent chagrin ; il accompagna Quizquiz jusqu'à Caxamalca, et ils décidèrent ensemble de reconnaître pour inca Manco, frère d'Huascar, dont nous avons déjà parlé.

Quizquiz et Titu firent à Caxamalca une entrée triomphale, traînant à leur suite les prisonniers espagnols, qu'ils traitèrent néanmoins avec beaucoup de douceur. Dès qu'ils furent établis dans la ville, ils instruisirent le procès des chefs espagnols; s'étant convaincus que Cuellar avait pris une part active à la mort d'Atahualpa, et que François de Chaves et Fernand Haro avaient, au contraire, opiné pour la liberté de ce prince, ils condamnèrent le premier à mort, et firent immédiatement exécuter la sentence. Les deux autres furent comblés de présents, et la liberté leur fut rendue, ainsi qu'à tous les soldats prisonniers. Ils retournèrent au camp de Pizarre, accompagnés d'Indiens, qui leur servaient en même temps d'escorte et de guides, et présentèrent au général un traité de paix qu'ils avaient conclu avec Quizquiz, et pour lequel ils s'étaient engagés d'obtenir sa ratification. Par ce traité, la paix était stipulée entre les deux peuples, les Espagnols s'engageaient à reconnaître et à protéger le nouvel inca, et à rendre la liberté à tous les prisonniers péruviens. L'exercice de la religion serait libre pour les deux nations, et Pizarre devait prendre l'engagement d'envoyer le traité en Espagne pour le faire accepter de l'empereur. Les intentions pacifiques de Quizquiz et de Titu, et les bons traitements qu'ils firent aux prisonniers espagnols, sont interprétés différemment par les auteurs contemporains : les uns en font honneur aux sentiments généreux des Péruviens vainqueurs; d'autres les attribuent à la crainte où ils étaient de voir leur succès se tourner bientôt en défaite.

Pendant ce temps, Sébastien Bénalcazar, qui avait été laissé par Pizarre à Saint-Michel, comme commandant de cette colonie, résolut de s'illustrer par quelque action importante; il comptait, pour réussir dans son projet, sur les nombreux renforts arrivés de Panama depuis que Pizarre avait quitté le Mexique. Il partit donc, muni d'une commission expresse du conseil colonial, ayant à sa suite cent quarante Espagnols, cavaliers et fantassins, dans le but de soumettre Quito. Arrivé, après beaucoup de peines, à Tomabamba, l'un de ses détachements rencontra une troupe d'Indiens que Ruminavi avait envoyée en reconnaissance. Il la dissipa sans aucune peine et presque par la seule terreur que les chevaux inspiraient aux indigènes.

Bénalcazar continua sa marche sur Quito, après avoir reçu dans son alliance quelques Indiens qui s'étaient rangés à son parti. Il eut bientôt à soutenir contre Ruminavi deux batailles sanglantes, dont il ne sortit vainqueur que par le courage incroyable de ses troupes, et par l'aide que lui fournirent quelques Indiens en lui indiquant des chemins détournés pour parvenir à Quito. Ces deux combats, dans lesquels les Indiens se croyaient sûrs de la victoire, eurent pour résultat de les décourager complètement; se voyant constamment vaincus par une poignée d'étrangers, auxquels ne pouvaient résister ni le nombre, ni l'audace, ni le courage, ils furent persuadés qu'une divinité protégeait les Espagnols, et la plupart voulaient se soumettre; il fallut, pour les engager à continuer leur résistance, toute la confiance qu'ils avaient en Ruminavi, leur chef, qui ne cessa dans cette guerre désastreuse de les soutenir par son courage et plus encore par son exemple.

Bénalcazar, après des combats multipliés, et à force de persévérance, arriva enfin devant Quito, qu'il enleva après un nouveau combat, dans lequel il tua un nombre considérable d'Indiens. Lorsqu'il entra dans la ville, il la trouva déserte. Tous les habitants s'étaient retirés dans les montagnes par les ordres de Ruminavi, qui avait fait massacrer trois cents familles parce qu'elles avaient refusé de le suivre.

Le premier soin des Espagnols, dès leur entrée à Quito, avait été de rechercher les trésors qu'ils supposaient y être renfermés, mais tous leurs soins furent inutiles. Ils ap-

prirent que le général, avant son départ, les avait fait cacher dans un lieu que personne ne put ou ne voulut leur indiquer.

Cependant le bruit des exploits de Pizarre était parvenu jusqu'au Mexique, et avait excité parmi quelques officiers de Cortez le désir d'aller conquérir de la gloire et des richesses dans la contrée récemment découverte. Au nombre de ces derniers était Pedro de Alvarado, qui, suivant quelques auteurs, avait été autorisé par Charles-Quint à faire des conquêtes et à fonder des colonies sur toute la côte de la mer du sud non encore occupée par les Espagnols.

Alvarado, après avoir envoyé un petit bâtiment pour prendre connaissance des lieux et de la position de Pizarre, s'embarqua à la tête de deux cents cavaliers et de cinq cents fantassins. Après une traversée de trente jours, il débarqua avec ses troupes au cap Saint-François. Il envoya son pilote pour côtoyer et reconnaître la côte jusqu'à la limite des découvertes de Pizarre, puis il s'empara de la ville de Mantu, dans laquelle il trouva de grandes richesses. Désirant respecter les droits de Pizarre, il avait résolu, disent quelques historiens, d'attendre dans cette ville le retour de ses vaisseaux; mais une insurrection, près d'éclater dans ses troupes, le força de se diriger sans délai sur Quito, dont les soldats convoitaient les richesses tant vantées. Chemin faisant, il eut à supporter les plus rudes fatigues : les privations de toutes sortes, les intempéries, le manque de vivres décimèrent sa petite armée, qui fut bientôt réduite à une telle extrémité qu'on fut contraint, pour vivre, de manger les chiens et les chevaux morts.

L'expédition d'Alvarado causait de vives alarmes à Pizarre et à Almagro, qui ignoraient ses desseins; celui-ci envoya à sa rencontre une troupe de cavaliers qui furent faits prisonniers par Alvarado. Les bons traitements qu'ils en reçurent engagèrent Almagro à proposer à Alvarado un arrangement qui fut aussitôt accepté, et dont voici les clauses principales : Alvarado devait recevoir de Pizarre et d'Almagro une somme considérable pour lui, à la condition qu'il retournerait au Mexique après avoir vu Pizarre qui était à Cusco; les officiers et soldats de sa troupe seraient admis dans l'armée de Pizarre et d'Almagro avec le rang qui leur était dû. Ces conventions furent ponctuellement exécutées de part et d'autre.

J'ai déjà dit que Pizarre avait quitté Caxamalca, dans le dessein de s'emparer de Cusco; il espérait que la possession de cette capitale le rendrait maître de tout le Pérou. Il opéra donc sa jonction avec Soto, qu'il avait envoyé pour éclairer la route, et, sans éprouver de vive résistance, il entra à Cusco au mois d'octobre 1534.

Gomara donne le détail suivant des richesses que les Espagnols trouvèrent dans cette ville : « Leur premier soin fut de détacher l'or et » l'argent des murs des temples; de fouiller » les tombeaux, pour en enlever les vases » d'or et d'argent qu'on y avait cachés; de » piller les idoles, les maisons et les forteresses dans lesquelles le dernier inca avait » réuni des trésors immenses. Ils trouvèrent » à Cusco plus d'or et d'argent qu'Atahualpa n'en avait fourni pour sa rançon. » Cependant la part de chaque soldat ne fut » pas aussi forte qu'à la première distribution, parce que leur nombre était beaucoup » plus considérable depuis la réunion des » troupes d'Alvarado, et la gloire de cette » expédition ne fut pas non plus aussi brillante, parce que, à la conquête des richesses » de Caxamalca, on avait joint celle d'un » grand monarque. Un Espagnol découvrit » un souterrain où il trouva un tombeau fait » en entier d'argent fin et d'un prix inestimable; d'autres eurent des rencontres pareilles, mais la découverte n'était pas aussi » précieuse. Il était assez ordinaire que les » riches Péruviens se fissent ainsi ensevelir » comme les idoles. Cependant les Espagnols » n'étaient point encore satisfaits. Plus ils » découvraient de richesses, plus ils avaient » d'ardeur à en rechercher d'autres; ils n'oublièrent rien pour découvrir les trésors » d'Huascar et des autres princes de Cusco; » mais ils n'y réussirent point, quoiqu'ils » missent à la torture de pauvres Indiens » pour les obliger de dire ce qu'ils n'avaient » jamais su, et indiquer le lieu de la sépulture des riches. »

Dès que Pizarre se vit maître de Cusco, il appliqua tous ses efforts à s'attirer l'affection des Péruviens ; il les engagea à revenir dans leurs habitations, leur assurant qu'il veillerait à ce qu'ils ne fussent en butte à aucun excès de la part de ses soldats. Un bon nombre céda à cette invitation du chef espagnol, et Manco lui-même, résolu de tout entreprendre pour ressaisir le pouvoir de ses ancêtres, forma le projet d'aller en personne trouver Pizarre. Si l'on en croit quelques écrivains, il voulait lui proposer d'embrasser le christianisme, et de se reconnaître tributaire du roi d'Espagne, à condition que les Espagnols respecteraient les propriétés et les usages des Péruviens. Comme le conseil du jeune inca, craignant une nouvelle perfidie de Pizarre, s'opposait à cette résolution, il insista de tout son pouvoir, et, dans une réunion solennelle, prononça le discours suivant, dans lequel on remarque plus de nobles sentiments que dans toute la conduite des conquérants espagnols :

« Mes enfants, mes frères et sujets, je me » suis déterminé à demander justice en per- » sonne à ces étrangers qu'on croit être des- » cendus du grand Virachoca, et qui, à leur » entrée dans notre pays, annoncèrent l'in- » tention de rétablir la justice parmi les » hommes. Je ne pense pas qu'ils puissent » rester sourds à mes réclamations, elles sont » trop conformes à la raison et à la justice. » S'ils sont vraiment les enfants du soleil, » comme le furent nos ancêtres, dont la vé- » rité était le premier principe, leurs actes » répondront à leurs paroles, et ils tiendront » les engagements qu'ils auront pris. Quant » à moi, j'ai plus de confiance en la justice » de ma cause que dans la force des armes; » s'ils sont, comme ils le prétendent, les en- » envoyés du dieu Pachacamac, ils crain- » dront de l'offenser en commettant des in- » justices, qui sont incompatibles avec la » divinité de leur origine. Laissez-moi aller » hardiment à eux, armé de la seule justice » de ma cause; et, puisque nous les croyons » d'une nature divine, ils se conformeront à » leur glorieuse naissance. Mes ancêtres ne » privaient pas les Curacas de leurs droits, » même en cas de rébellion. Je ne puis » m'imaginer que les Espagnols veuillent » me priver de mon légitime héritage, moi » qui ne leur ai fait aucune injure, et qui, » loin de m'opposer à leur entrée dans ma » capitale, veux les traiter en amis et en » alliés. J'irai avec l'appareil de la paix; » car, si nous étions armés, ils pourraient » nous supposer des desseins hostiles, et s'en » feraient un prétexte pour refuser mes de- » mandes. L'avarice saisit tous les moyens » de se satisfaire. Ainsi, au lieu d'armes, » portons-leur des présents; ils serviront, ou » à nous gagner l'affection de ces hommes » avides, ou à apaiser le courroux de ces » dieux irrités. Rassemblons tout l'or et » l'argent et toutes les pierres précieuses que » nous pourrons trouver, et, en leur offrant » nos richesses, éloignons d'eux l'idée de nous » opprimer. Il est vrai que l'ancienne auto- » rité de nos rois est détruite; mais qu'il » me soit permis de faire revivre leur inté- » grité, leur honneur et leur prudence; et » si, après la démarche que je vais faire, les » étrangers ne me rendent pas l'empire, nous » pourrons conclure que la prophétie de » l'inca, mon père et mon prédécesseur, est » accomplie; que notre monarchie est passée » à des étrangers; que notre gouvernement » est anéanti, et notre religion abolie. Si le » dieu Pachacamac le veut ainsi, qu'avons- » nous à faire que de nous soumettre? La » raison et la justice nous le conseillent éga- » lement. »

Les grands ne voulurent ou n'osèrent pas s'opposer au désir de leur jeune roi : en conséquence, on fit tous les préparatifs nécessaires, et l'inca, porté dans un palanquin d'or, se dirigea sur Cusco, où Pizarre l'attendait avec impatience. Il fut accueilli de celui-ci avec des marques du plus profond respect, et conduit en grande pompe, entouré des soldats espagnols et des Indiens, mêlés ensemble, jusqu'au palais de Huana-Capac, qui avait été disposé pour le recevoir. Le lendemain, Pizarre, de l'avis de son conseil, fit mettre toutes les troupes sur pied, et le jeune inca, conduit dans la plus grande pompe au milieu de la place principale de Cusco, reçut du général espagnol le bandeau royal, marque d'une puissance dont

il ne possédait que le vain simulacre.

Ruminavi et Quizquiz, malgré l'alliance formée par leur roi et les marques de déférence que lui donnaient les Espagnols, n'avaient pas cependant perdu tout espoir d'arracher le prince à la domination des étrangers. Le dernier de ces généraux réussit à soulever de nombreuses tribus d'Indiens, qui vinrent attaquer les Espagnols; mais ils furent entièrement défaits dans deux batailles successives, et Quizquiz obligé de se retirer sur Quito avec les troupes qui lui restaient fidèles.

Pizarre résolut de mettre à profit le temps de repos que lui donnaient ses victoires. Il avait depuis long-temps le projet d'établir des colonies, seul moyen qu'il eût de consolider ses conquêtes. Il fonda la ville de Lima à 12° 5' latitude méridionale, et à deux lieues et demie du port de Callao, l'un des meilleurs de tout le littoral (1). A quelque temps de là, il jeta les fondements d'une autre ville, Truxillo, vers le 8° latitude sud. Les terres des deux villes nouvelles furent partagées entre les compagnons de Pizarre; et les Indiens distribués à chacun d'eux en qualité d'esclaves.

Pendant ce temps, Fernand Pizarre avait obtenu de la cour d'Espagne presque toutes les demandes qu'il avait faites pour son frère. Charles-Quint, ébloui des richesses que lui avait envoyées son gouverneur, avait accordé à ce dernier une grande extension de son gouvernement au sud des pays occupés; il l'avait nommé marquis de la province d'Atalibos, qu'il lui donna pour en jouir, lui et ses descendants; mais, quant aux vingt mille Indiens que Pizarre avait demandés pour cultiver les terres, l'empereur avait répondu qu'il ne voulait rien statuer avant de s'être informé si la demande pouvait s'accorder avec la justice. Almagro ne fut pas non plus oublié dans cette distribution de récompenses : il obtint le titre de marquis du Pérou, l'autorisation de faire de nouvelles découvertes au sud du gouvernement de Pizarre, avec promesse d'être nommé gouverneur de tous les pays qu'il aurait conquis, dans une étendue de deux cents lieues de côtes.

(1) Quelques historiens font remonter la fondation de Lima à quatre années avant l'époque à laquelle nous sommes parvenus. J'ai cru devoir me ranger de l'avis de Garcilasso et de Herrera, qui la placent à cette époque.

Ces faveurs qu'obtinrent les deux chefs ne tardèrent pas à faire éclater entre eux la jalousie et la discorde; chacun se prétendait lésé par les avantages qu'avait obtenus son rival, et des amis ambitieux ne contribuaient pas peu à entretenir la désunion.

Almagro et Pizarre prétendaient tous deux à la possession de Cusco, chacun disant que cette ville impériale était comprise dans le gouvernement qui lui avait été accordé; et Almagro, méprisant le pouvoir de Pizarre, fit des démonstrations pour s'en emparer à force ouverte. On allait en venir aux mains, quand une convention réunit enfin les deux gouverneurs [12 juin 1535]. Par les termes de ce traité, Almagro devait entreprendre la conquête du Chili, à condition qu'il recevrait, comme indemnité, une portion du Pérou, si le pays à conquérir ne lui présentait pas des avantages suffisants. Des serments solennels furent la seule garantie que purent s'offrir réciproquement les deux parties intéressées; mais qu'est-ce qu'un serment pour des ambitieux, sinon un moyen de leurrer leurs adversaires?

Almagro, à la tête de six cents Espagnols et de quinze mille Indiens destinés à porter les bagages et les provisions, se dirigea vers le Chili. Afin d'être mieux accueilli des indigènes, il avait demandé à l'inca Manco quelques hommes influents, qui, par leur caractère, pussent commander l'obéissance et le respect. L'inca avait désigné pour cette mission le grand-prêtre du soleil, Vilehoma, et son propre frère Topu, que quelques écrivains nomment Paullu.

Dès qu'Almagro fut parti pour son expédition, l'inca s'aperçut que les forces des Espagnols étaient maintenant divisées, et jugea que le moment était favorable pour réclamer de Pizarre l'exécution du traité de Caxamalca, qui devait le remettre en possession de l'autorité suprême. Mais ses demandes étaient constamment éludées par Pizarre, sous prétexte que l'empereur n'avait pas encore ratifié cette convention.

On s'observait de part et d'autre. Fernand Pizarre, qui avait été nommé par son frère gouverneur de Cusco, engagea, sous prétexte de lui rendre les honneurs dus à son rang, l'inca à venir habiter le palais impérial, où il le traita avec le plus grand respect; mais les soldats Espagnols qui en gardaient les portes étaient véritablement les geôliers du malheureux prince péruvien. Il s'aperçut trop tard qu'il était le prisonnier de Fernand, mais il dissimula son ressentiment jusqu'à ce qu'il eût une occasion de rompre sa chaîne; il sut même la faire naître avec une adresse qu'on n'aurait pu attendre de son jeune âge et de son inexpérience. Il connaissait depuis long-temps l'avarice des Espagnols, et l'ardeur avec laquelle ils convoitaient les richesses qu'ils supposaient avoir été enfouies à leur approche. Il parla donc à Fernand d'une riche statue d'or qui était cachée dans la plaine d'Yucaya (1), lieu de sépulture des Incas, et lui promit que, s'il voulait le lui permettre, il montrerait aux soldats espagnols de sa garde le lieu où ils devraient la trouver. Le désir de posséder un tel trésor fit oublier à Fernand toute prudence, et il s'empressa d'accorder à Manco l'autorisation d'aller, accompagné d'une escorte d'Espagnols, visiter les tombeaux de ses pères.

Celui-ci, chemin faisant, trouva le moyen d'échapper à la surveillance de ses gardes, et se réfugia au milieu d'une armée d'Indiens, que de vieux généraux, prévenus du desein de leur maître, avaient réunie à la hâte.

Dès que l'Inca se vit au milieu de ses troupes, il réunit autour de lui tous les curacas et les grands de l'empire, et, dans un discours énergique, retraça la conduite des Espagnols depuis leur arrivée sur le sol du Pérou. Il les peignit comme des envoyés du génie du mal, qui, à l'aide d'inventions produites par le mauvais esprit, avaient usurpé le titre d'enfants du soleil pour satisfaire leurs honteuses passions et leur insatiable avarice. « A Lima, à Quito, à Cusco, » ils s'étaient partagé les terres et les Indiens » eux-mêmes, dont ils avaient fait leurs esclaves; aucun traité n'était respectable à » leurs yeux, aucun serment n'était sacré » dès qu'il fallait sacrifier leur avantage à la » foi jurée. La religion et l'honneur, aussi » bien que l'intérêt des Péruviens, faisaient » une loi d'exterminer, par tous les moyens, » cette race d'étrangers, sur qui les bons » traitements s'étaient jusque là montrés sans » empire. »

A ce discours de leur jeune prince, généraux et soldats firent éclater leur enthousiasme, et jurèrent solennellement la perte et la destruction des Espagnols.

L'armée péruvienne fut divisée en trois corps, destinés l'un contre Lima, l'autre contre Almagro, dont on craignait le retour, et le troisième, composé, disent les historiens, de deux cent mille hommes, et commandé par l'inca en personne, devait marcher sur Cusco. Les dispositions pour investir cette place furent faites avec tant d'ensemble et d'activité, que les Espagnols connaissaient à peine le plan d'insurrection, qu'ils étaient déjà circonvenus de toutes parts. Juan et Gonzale Pizarre mirent aussitôt la garnison sous les armes, et, après l'avoir rangée sur la grande place de Cusco, attendirent l'attaque de l'ennemi. Elle fut terrible, et coûta la vie à un tel nombre d'Indiens, que l'inca fit retirer ses troupes sans avoir remporté d'avantage important. Les Espagnols se réjouissaient déjà de la retraite de leurs adversaires; mais, pendant la nuit, ceux-ci revinrent en plus grand nombre encore, et, couvrant la ville de traits et de flèches enflammés, portèrent partout l'incendie et la terreur. Heureusement pour les Espagnols, le respect des Péruviens pour le temple du Soleil et pour le palais des vierges consacrées à son culte les engagèrent à ménager ces édifices; ce fut là le salut des troupes de Pizarre, qui trouvèrent dans les quartiers restés intacts un abri contre les flammes qui dévoraient la ville entière. Les Péruviens étaient maîtres de la citadelle, et les Espagnols allaient infailliblement succomber, sans la présence d'esprit, le sang-froid et le courage de Pizarre. Ils placèrent leur petite armée, composée de deux cents hommes, tant cavaliers que fantassins, sur la grande place. L'infan-

(1) Ou Incaya.

terie se forma en bataillon carré, tandis que la cavalerie, la terreur des Indiens, pénétrant leurs rangs, en faisait un horrible massacre, et que l'artillerie, pointée sur les différentes avenues, en emportait des files entières. Plus de la moitié de la ville était réduite en cendres, et les cadavres des Indiens couvraient la grande place et les rues adjacentes. L'inca, touché de ce spectacle, et désespérant de vaincre ses ennemis à force ouverte, retira ses troupes hors de la ville, et résolut de la bloquer, espérant réduire les Espagnols par la famine. Un secours inespéré vint sauver ces derniers du danger où les mettait l'exécution de ce plan.

Les esclaves Péruviens, émus à la vue des fatigues et des dangers de leurs maîtres, ou, suivant l'opinion plus probable de quelques auteurs, souffrant les premiers de la famine occasionnée par le blocus, vinrent trouver Pizarre, auquel ils offrirent leur aide contre ses ennemis. L'extrémité où était réduit le gouverneur le força d'accepter ce renfort, quelque précaire qu'il parût au premier abord ; l'événement lui montra qu'il ne pouvait placer sa confiance en de plus fidèles auxiliaires.

Depuis long-temps le blocus durait, et tous les combats étaient réduits à des escarmouches sans résultat possible : les Espagnols, qui avaient perdu trente hommes dans les batailles précédentes, étaient réduits à la dernière extrémité : la faim, les privations, les fatigues avaient exténué même les plus vigoureux ; et des blessures cruelles, d'une guérison difficile en de telles circonstances, éloignaient du combat un grand nombre de leurs meilleurs soldats ; chacun entrevoyait avec chagrin le moment où il faudrait abandonner une conquête si chèrement achetée. On résolut de tenter une affaire décisive : on vit alors, en ce moment suprême, tous ces conquérants, jadis si fiers de leurs succès, implorer avec ferveur la protection divine ; officiers et soldats, tournant leurs pensées vers Dieu, qu'ils avaient tant outragé par leur avarice, leurs rapines et leurs débauches, confessaient humblement leurs crimes, et demandaient à les expier par une mort glorieuse Après ces prières ferventes, on attendit impatiemment l'ennemi. Les Péruviens, non moins impatients de combattre, tant il leur semblait désormais facile de vaincre cette poignée d'hommes affaiblis, fondirent sur les Espagnols avec une impétuosité inaccoutumée. Leur premier choc fut terrible, mais il leur coûta un nombre immense de leurs plus vaillants guerriers. Après un combat long et meurtrier, ils furent encore contraints de se retirer sans avoir remporté la victoire. Pendant treize jours ils revinrent chaque matin à la charge avec une intrépidité qui ne se démentait jamais.

Le blocus dura neuf mois entiers, pendant lesquels les combats se renouvelèrent sans cesse, et le défaut de vivres se faisait de plus en plus sentir. Réduits à une telle extrémité, les Espagnols ne purent trouver d'autre chance de salut qu'en se faisant des auxiliaires de tous les Indiens renfermés dans Cusco : ils affranchirent donc leurs esclaves, et promirent des récompenses à ceux qui combattraient avec eux et leur resteraient fidèles. Cette mesure réussit selon leur espoir, et bientôt ils eurent la satisfaction de voir les troupes de Manco évacuer la citadelle. Dès lors ils purent faire quelques excursions dans la campagne, et faire entrer dans la ville des troupeaux entiers qui ramenaient l'abondance au milieu des habitants. Parmi les hommes qui se signalèrent par leur courage dans cette guerre désastreuse, tous les historiens s'accordent à nommer Gonzale Pizarre, qui, pendant toute la durée du siége, ne cessa de soutenir les Espagnols par son exemple et ses conseils. Les marques d'intrépidité qu'il donna furent si grandes et si fréquentes, que les Indiens, aussi bien que les Espagnols, le voyant sans cesse combattre au milieu de la mêlée et faire un horrible massacre sans être atteint de la moindre blessure, s'accordaient à le croire sous la protection divine. On rapporte qu'un Curacas défiait un jour les Espagnols en leur criant : « Vous seriez bientôt vaincus si » vous n'aviez parmi vous ce Virachoca au » cheval blanc qui vous protége. » Juan Pizarre avait perdu la vie à l'assaut de la citadelle. Pourquoi faut-il que de tels hommes n'aient eu pour mobile, comme il le paraît, qu'une ambition insatiable et un désir im-

modéré de richesses et d'honneurs ! S'ils eussent été pénétrés des devoirs sociaux que leur imposait la religion chrétienne, leur vie eût été glorieuse et leur mort plus glorieuse encore ; et la postérité, qui flétrit aujourd'hui leur mémoire, les eût considérés comme les apôtres de la civilisation. Ils n'ont emporté dans la tombe que leurs vains titres et la réputation d'égoïstes vaniteux.

François Pizarre était à Lima lorsqu'il apprit l'évasion de l'inca, la révolte des Indiens et le siége de Cusco ; on l'informait en même temps de la marche des troupes péruviennes sur Lima. Sans perdre de temps il pourvut à la défense de cette place et envoya à la hâte des courriers à Panama, à Mexico, à Nicaragua, et jusqu'à Saint-Domingue pour réclamer des secours contre l'insurrection qui menaçait le Pérou, la plus brillante de toutes les conquêtes des Espagnols dans le Nouveau-Monde ; puis, après avoir rappelé tous les détachements épars dans les provinces, il envoya à Cusco un corps de cent hommes, commandés par son frère Diégo, auquel il ordonna de secourir la garnison de Cusco, si elle n'avait pas péri toute entière, ou de venir en toute hâte l'informer de ce qu'il y avait à craindre ou à espérer. Mais le chef des troupes péruviennes dirigées contre Lima, informé de la marche de ce détachement, fit garder avec soin tous les passages, et quand les Espagnols furent arrivés à soixante lieues de Cusco, dans un passage étroit, ils se virent tout-à-coup assaillis d'une multitude innombrable d'Indiens, qui les attaquèrent avec impétuosité : ils firent d'abord bonne contenance, mais, à la fin, accablés par le nombre, écrasés par d'énormes masses de pierre que leurs ennemis faisaient rouler du sommet de la montagne. Ils succombèrent jusqu'au dernier.

En même temps, différents corps d'Espagnols, plus ou moins nombreux, qui, suivant les ordres de Pizarre, accouraient au secours de Lima, furent également taillés en pièces. Les historiens varient dans les évaluations du nombre des Espagnols qui périrent dans ce vaste massacre ; il paraît certain, néanmoins, qu'on ne peut le porter à moins de huit cents hommes, sans compter quatre cents, environ, qui avaient quitté leurs habitations isolées pour se réfugier dans les murs de la place.

Les Péruviens, que ce succès inaccoutumé avait rempli d'enthousiasme, s'avançaient alors sur Lima, dans la ferme persuasion qu'ils allaient s'emparer sans obstacle de cette ville, gardée par une poignée d'hommes découragés ; une première défaite les rappela à la prudence : ils coururent donc dans les montagnes appeler à la guerre tous les hommes en état de porter les armes, et, au nombre de quarante mille combattants, ils se présentèrent devant Lima, dans laquelle ils enfermèrent les Espagnols. Bientôt cette place, investie par soixante mille hommes, commença à ressentir la disette, et la famine n'aurait pas tardé d'arriver sans la fidélité des esclaves, qui, feignant de déserter, allaient au camp ennemi, d'où ils rapportaient des provisions. En même temps, ils instruisaient les Espagnols des projets de leurs ennemis, et leur servaient tout à la fois de pourvoyeurs et d'espions. Malgré ce secours, la pénurie des Espagnols était extrême et leur perte presque assurée, quand un phénomène, fort ordinaire cependant, vint, comme par miracle, les tirer du danger ; une pluie abondante tomba pendant plusieurs jours, occasionna le débordement de tous les cours d'eau, et fit périr un grand nombre d'Indiens, surpris par l'inondation. Cet événement, que les Espagnols et les Indiens regardèrent comme un signe manifeste de la protection divine en faveur des premiers, ranima le courage des uns et jeta la consternation parmi les autres. C'est en vain que les chefs péruviens voulaient mener leurs hommes au combat, ceux-ci leur refusaient l'obéissance, alléguant qu'il était inutile de lutter contre des hommes couverts de la protection des dieux. Le siége de Lima fut enfin levé.

Pendant que ces choses se passaient, Almagro, qui était au Chili, comme il a été dit plus haut, apprit enfin l'insurrection des Péruviens. Cette nouvelle, qui devait lui causer le plus vif chagrin s'il eût eu quelques sentiments généreux dans le cœur, lui occasionna au contraire une grande joie : les soldats de Pizarre n'étaient pour lui, ni des

compatriotes qu'il devait se hâter de secourir, ni des chrétiens malheureux dont il devait au moins déplorer la perte, c'étaient des obstacles à ses dessins et à sa fortune; que lui importait leur sort? Il reprit en toute hâte la route du Pérou, dans l'espérance de battre les Indiens et en même temps de profiter de l'affaiblissement de Pizarre pour s'emparer de Cusco, qu'il prétendait toujours lui appartenir d'après les patentes que lui avait accordées l'empereur. Il fit ses dispositions pour faire face aux deux ennemis qu'il allait avoir à combattre, et se dirigea sur la ville impériale. A son approche, l'inca, qui croyait qu'Almagro venait au secours des Espagnols, leva précipitamment le siége de Cusco, et ce ne fut pas sans surprise qu'il reçut bientôt après, de la part d'Almagro lui-même, une proposition d'alliance contre Pizarre. Quoique les conseils des généraux fussent unanimes pour accepter ce traité, qui aurait eu pour résultat de diviser les forces des Espagnols, et de permettre aux Indiens de les exterminer l'un après l'autre, le jeune inca le refusa généreusement. Les historiens s'accordent, pour la plupart, à placer dans sa bouche ces paroles, qu'il dit à l'envoyé d'Almagro: « J'ai pris les armes » pour recouvrer mes droits et rendre la » liberté à mon peuple, et non pour proté- » ger les vils desseins d'un usurpateur contre » un autre. » Cette louable fierté de l'inca causa sa perte.

Peu de temps après, ce malheureux prince, désespérant de jamais reconquérir son pouvoir et l'indépendance de son empire, renonça de lui-même à la puissance souveraine, et, dans la crainte qu'une plus longue résistance allumât encore le courroux des étrangers, invita les Péruviens à se disperser et à le laisser vivre dans la retraite. Cette abdication et la dispersion des troupes indiennes laissaient les Espagnols définitivement maîtres du Pérou; mais l'ambition et l'avarice des vainqueurs réservait à cette malheureuse contrée des malheurs plus grands que ceux qu'avait occasionnés la conquête: combien d'années de guerres civiles devaient la déchirer avant que l'autorité des lois y fût paisiblement établie!

Histoire du Pérou sous la domination des Espagnols.

Almagro ne voulait rien ménager pour s'emparer de la ville impériale; il envoya donc sommer Fernand Pizarre, qui en était gouverneur pour son frère, d'évacuer cette place, dont, suivant lui, les patentes de Charles-Quint lui attribuaient la possession. Fernand répondit qu'il était prêt à se soumettre aux ordres de l'empereur, mais qu'il ne pouvait remettre un poste qu'à celui même qui le lui avait confié; et que, dès qu'Almagro et le marquis se seraient entendus ensemble, il ferait ce qu'ordonnerait ce dernier. Plusieurs jours se passèrent en pourparlers, qui n'empêchaient pas les deux partis de préparer des moyens plus efficaces, et pendant lesquels les deux chefs essayèrent mutuellement d'introduire la corruption dans les armées l'un de l'autre. Almagro réussit à corrompre les soldats de son rival, et, après avoir séduit les sentinelles, il entra dans Cusco pendant la nuit. Fernand et Gonzale Pizarre étaient dans leur lit quand ils apprirent que la ville était au pouvoir de l'ennemi, et que leur propre palais était investi de toutes parts. S'étant levés à la hâte, ils se préparaient, aidés de quelques amis fidèles, à opposer une vigoureuse résistance; mais, le feu ayant été mis dans leur palais, ils furent contraints de se rendre, et immédiatement chargés de chaînes. Tous leurs soldats, faits prisonniers de guerre, s'incorporèrent volontiers dans les troupes d'Almagro, qui se vit, sans coup férir, possesseur de la capitale de l'empire

Pendant ce temps, François Pizarre, inquiet de ne recevoir de ses frères aucunes nouvelles, envoya cinq cents hommes, sous les ordres d'Alonzo de Alvarado, pour porter secours à Cusco, et rétablir les communications entre cette ville et Lima. La marche d'Alvarado se fit avec tant de célérité et si peu de prévoyance, que quatre mille Indiens auxiliaires périrent de fatigue et de faim pendant la route. Après avoir attendu que Pizarre lui eût envoyé un renfort pour réparer cette perte, il marcha sur Cusco, dont

Almagro se disposait à lui disputer l'entrée.

Avant que les deux armées fussent en présence, Almagro envoya prévenir le lieutenant de Pizarre que Cusco était légitimement en sa possession, et qu'il tenait cette ville de l'empereur lui-même. Il invitait Alvarado à s'abstenir de toute hostilité jusqu'à l'arrangement à intervenir entre lui et François Pizarre.

Alvarado, loin de répondre à cette ouverture d'Almagro, retint prisonniers ses envoyés, et s'avança sur Cusco. Almagro marcha à sa rencontre, et l'on en vint aux mains le 12 juillet 1539. Les soldats de Pizarre furent mis dans une déroute complète, et Alvarado, leur général, fait prisonnier. Après cette victoire, Almagro doubla ses forces en incorporant dans son armée les troupes du vaincu.

Almagro triomphait; mais il n'était cependant pas dans une sécurité complète. Il avait tout à craindre de Pizarre, dont les forces étaient chaque jour augmentées par de nombreux renforts qu'il recevait de Panama. Cependant il ne pouvait rester ainsi isolé dans Cusco, et sentait la nécessité d'étendre sa domination pour s'assurer de cette place; il résolut, en conséquence, d'ouvrir une communication jusqu'à la mer, et partit à la tête du plus grand nombre d'hommes qu'il put distraire de la garnison de Cusco.

Mais François Pizarre, qui n'avait reçu aucune nouvelle des troupes qu'il avait envoyées à Cusco sous la conduite de ses frères, sentait chaque jour redoubler ses alarmes. Pour s'assurer de l'état des choses, il prit en personne la route de Cusco, suivi de sept cents hommes de toutes armes. Chemin faisant, il apprit les événements qui s'étaient passés : la révolte d'Almagro, la défaite de ses frères et d'Alvarado, et la captivité de ces trois généraux. S'il n'eût écouté que la fureur où le jetèrent ces funestes nouvelles, et le désir de se venger qui le dévorait, il eût incontinent marché contre Almagro; mais ce n'était pas des Indiens qu'il allait avoir à combattre, comme il l'avait pensé en quittant Lima : ses forces se trouvant insuffisantes, il résolut d'employer la voie des négociations, qui, dans tous les cas donnerait peut-être à un renfort qu'il avait demandé le temps de le rejoindre. Il envoya donc à Almagro le licencié Espinosa avec une lettre, dans laquelle il lui disait en substance : que leur intérêt commun devait les engager à s'unir ensemble, parce que Charles-Quint ne manquerait pas de les rappeler l'un et l'autre, s'il venait à être instruit de leurs fatales dissensions. Cette observaaion, dont la justesse frappa subitement Almagro, le fit hésiter un moment, et fut cause qu'il perdit un temps précieux. Ce fut néanmoins à cette époque qu'il sortit de Cusco, comme il vient d'être dit il n'y a qu'un instant, emmenant avec lui Fernand Pizarre, et laissant dans cette ville Alvarado et Gonzale Pizarre, à la garde de Royas, l'un de ses officiers. Mais bientôt les deux prisonniers trouvèrent moyen de corrompre leurs gardes, et prirent la fuite après avoir fait prisonnier Royas lui-même, et suivis d'une centaine d'Espagnols qui leur étaient restés fidèles. Ils purent, en employant beaucoup de précautions, parvenir jusqu'à Lima sans rencontrer les troupes d'Almagro. La nouvelle de cette évasion, qui jeta l'alarme dans l'âme d'Almagro, doubla le courage de Pizarre, qui conçut aussitôt l'espoir d'obtenir la liberté de Fernand lui-même.

Il s'avança, sans rencontrer d'obstacles de la part des Indiens dispersés, à la rencontre d'Almagro, qui était avec son armée dans la vallée de Chinca. Celui-ci proposa à son tour un accommodement. Pizarre accueillit cette ouverture, qui lui donnait l'espérance d'obtenir la liberté de son frère, et demanda que les deux partis restassent possesseurs des lieux qu'ils occupaient respectivement jusqu'à la fin des négociations. Bovadilla, religieux de la Merci, homme d'une probité reconnue et d'un zèle infatigable, fit accepter des deux rivaux une entrevue qui devait avoir lieu dans dans un village intermédiaire aux deux camps, et où chacun promit de venir accompagné seulement de douze gentilshommes.

Pizarre et Almagro, dès qu'ils s'aperçurent, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre avec les marques de la plus sincère amitié; mais la conférence n'eut aucun résultat, et ils se quittèrent persuadés chacun qu'il avait

failli devenir victime de la perfidie de l'autre. La vérité est que l'un et l'autre, dans la crainte d'une trahison, avaient aposté des soldats non loin du lieu du rendez-vous.

Les conférences ultérieures entre les arbitres communs ayant enfin amené l'élargissement de Fernand Pizarre, le marquis, ne craignant plus pour la vie de son frère, et renforcé par des troupes nouvelles qu'il avait reçues de Panama, leva enfin le masque, et envoya à Almagro une sommation de lui rendre Cusco, dont le gouvernement lui avait été confié par l'empereur lui-même. Dans le même message, il se déclarait gouverneur de toute la côte de l'Amérique méridionale jusqu'au détroit de Magellan. C'était enlever à Almagro même la portion que lui avait attribuée Charles-Quint. De part et d'autre on se disposa à combattre.

Almagro, vieux, infirme et accablé de fatigues, se retira précipitamment à Cusco, résolu de se tenir sur la défensive, afin de mettre tout le tort de l'aggression sur le compte de son rival, tandis que Pizarre, suivant le conseil de ses frères, se retirait lui-même à Lima, laissant le commandement supérieur à son frère Fernand, qui brûlait du désir de venger la honte de sa captivité.

Une bataille sanglante eut lieu dans la plaine de Cusco. Almagro, qui n'avait plus la force de se tenir à cheval, se fit porter sur une litière pour encourager les combattants, tandis que Fernand Pizarre excitait les soldats à se montrer dignes de la réputation qu'ils s'étaient acquise. Dès le commencement du combat, l'avantage sembla pencher du côté des troupes d'Almagro; mais Orgognos (1), son général, ayant été tué, le découragement et la terreur s'emparèrent aussitôt de ses troupes, qui s'enfuirent en désordre, abandonnant le champ de bataille. Les vainqueurs entrèrent dans Cusco pêle-mêle avec les vaincus, dont ils firent un horrible massacre. Orgognos, et Pédro de Lerma, déserteur du camp de Pizarre, faits prisonniers, furent à l'instant mis à mort, et Almagro lui-même tomba au pouvoir de Fernand. Celui-ci, après avoir retenu le vieux général en prison pendant quelques mois, fit instruire son procès. Almagro, condamné à mort, fut étranglé dans son cachot, malgré ses supplications et l'appel qu'il faisait à la justice de l'empereur. Les principaux chefs d'accusation dirigés contre lui étaient : de s'être emparé par la force de Cusco, dont le commandement appartenait à Pizarre; d'avoir fait des propositions d'alliance à l'inca Manco, en guerre avec les Espagnols, et d'avoir enfin soutenu deux batailles contre les troupes de l'empereur, commandées par son lieutenant François Pizarre. Almagro, disent les historiens, avait des qualités de cœur qui le faisaient aimer des Indiens bien plus que son rival, et qui compensaient, jusqu'à un certain point, l'ambition dont il était dévoré. Son cadavre, exposé nu sur la grande place de Cusco, fut enseveli par un vieil esclave, qui, au péril de ses jours, n'hésita pas à rendre les derniers devoirs à son ancien maître.

Pizarre était maintenant seul possesseur du Pérou. L'enivrement où leur triomphe jetait ses frères et ses amis ne les empêchait pas de voir le mécontentement des troupes. Officiers et soldats avaient compté sur le partage des richesses d'Almagro, et leurs plaintes avaient éclaté dès qu'ils les avaient vues passer en entier dans les mains des Pizarre, qui, disaient-ils, les destinaient à l'empereur. Il fut décidé qu'on enverrait en Espagne Fernand, dont on connaissait l'habileté, pour rendre compte à Charles-Quint de la conduite des conquérants du royaume des incas. Il partit malgré les avis de quelques-uns de ses amis, qui craignaient pour lui le ressentiment du monarque, en recommandant au marquis la plus grande circonspection et la plus stricte surveillance à l'égard des soldats d'Almagro, qu'il savait être ses ennemis irréconciliables. Disons de suite que, peu de temps après son arrivée à Madrid, il fut arrêté, malgré les efforts que purent faire les hommes de cour qu'il avait gagnés par des largesses; et que, renfermé dans une prison, il y mourut après vingt-trois années de souffrances, qu'il supporta avec un courage et une grandeur d'âme qui, peut-être, diminuent

(1) Que quelques écrivains appellent Orgonnez.

la force des accusations d'égoïsme qu'on a portées contre lui.

Pizarre, voulant mettre à profit les instants de tranquillité que lui laissait sa victoire, résolut d'entreprendre de nouvelles conquêtes. Après avoir envoyé de nombreux détachements pour soumettre quelques tribus indiennes qui prenaient les armes, soit pour venger la mort d'Almagro, soit pour reconquérir leur indépendance, il voulut s'assurer la possession du Chili, et fit partir pour cette province Pierre de Valdivia, à la tête d'une expédition. En même temps il nommait son frère Gonzale gouverneur de Quito, au mépris des droits de Bénalcazar, qui avait conquis cette ville et la contrée environnante.

Gonzale, non moins désireux que son frère de s'illustrer par quelque découverte importante, après avoir réduit les insurgés de la province de Charcas, partit à la tête de trois cent quarante Espagnols et de six mille Péruviens auxiliaires, pour découvrir et soumettre le pays situé à l'est des Andes, qui, suivant le rapport des indigènes, produisait en abondance de la canelle et beaucoup d'autres denrées précieuses. Les dangers et les fatigues de cette expédition dépassent toute idée : après avoir traversé les montagnes, où la plupart des Indiens périrent de froid, les Espagnols supportèrent, pendant deux mois entiers, une pluie incessante contre laquelle ils ne trouvaient aucun abri. Il leur fallut traverser des forêts immenses, des marais inconnus, où les hommes et les chevaux enfonçaient, et craignaient à chaque instant d'être engloutis. D'un autre côté, des tribus sauvages de Cannibales venaient chaque jour les assaillir, et les combats qu'il fallait livrer dans une telle détresse exténuaient les hommes, depuis long-temps en proie aux privations de toute espèce, et le plus souvent réduits à manger, pour toute nourriture, quelques fruits et des racines. Pas un Espagnol n'eût échappé peut-être, sans le courage et la constance de Gonzale, qui, par sa bonne humeur et la tranquillité qu'il affectait, ranimait l'énergie presque éteinte de sa troupe. On parvint ainsi aux bords du Napo, l'une des plus grandes rivières qui se jettent dans le fleuve des Amazones. Là, Gonzale fit construire une barque, dans laquelle il envoya à la découverte un jeune homme nommé Orellana, à la tête de cinquante hommes. Orellana devait descendre le Napo, et attendre l'expédition au confluent de cette rivière et du fleuve. Dès qu'il eut quitté son chef, le désir d'attacher son nom à quelque découverte importante s'empare du jeune ambitieux, qui s'abandonne au courant du fleuve, le descend dans toute sa longueur, franchit, sur sa barque faite à la hâte, les bouches terribles de l'Amazone, redoutables aux vaisseaux eux-mêmes, et, sans guide, sans instruments et presque sans provisions, traverse l'Océan, et arrive en Espagne, après le voyage le plus aventureux peut-être dont l'histoire ait gardé le souvenir. Il aurait pu, en publiant la narration exacte de ce qu'il avait vu, mériter la gloire qu'il ambitionnait et la reconnaissance de l'Europe; il préféra semer sa narration de récits merveilleux et mensongers qui le relèguent au rang des plus vaniteux imposteurs. Il avait vu, disait-il, sur les rives du fleuve qu'il avait descendu, un pays où l'or était plus commun que les plus vils métaux ne le sont en Europe; et avait abordé dans une république d'Amazones, dont il décrivait les mœurs et les lois. Cette fable fut cause que le fleuve reçut le nom qu'il a conservé depuis.

La désertion d'Orellana enlevait à la troupe de Gonzale tout moyen de subsistance. Il fallut reprendre la route de Quito, dont on était éloigné de quatre cents lieues. Dans cette longue marche, la disette devint telle, qu'on fut réduit à manger des reptiles, des herbes, des insectes, et jusqu'au cuir de la selle des chevaux. Quatre mille Indiens succombèrent, et, lorsque l'expédition rentra dans Quito, elle n'était plus composée que de quatre-vingts hommes exténués de fatigue et de misère. Ils étaient partis depuis deux ans.

Mais Gonzale allait trouver les choses bien changées depuis son départ. Pendant l'absence de ses frères, François Pizarre avait tenté de pacifier le Pérou, et son principal soin avait été de détruire la faction d'Almagro. Suivant le texte du jugement qui avait

condamné ce dernier, ses biens avaient été confisqués, et son fils retenu prisonnier à Lima. Ceux qui passaient pour être ses partisans, destitués de tous leurs emplois, vivaient dans la gêne la plus grande. Réduits à cette extrémité, ils ne virent de ressource que dans la mort du marquis, auquel il avaient juré une haine implacable, et résolurent de se débarrasser de lui par un assassinat. Réunis dans Lima, au nombre de trois cents conjurés, ils nommèrent pour leur chef le jeune Almagro, qui alors était prisonnier sur parole, et fixèrent le jour de la saint Jean pour l'exécution de leur projet. Mais Pizarre, averti qu'il devait être assassiné en allant à la messe, se dispensa d'assister à cette solennité, et déjoua ainsi les projets de ses ennemis. Ceux-ci, voyant leur coup manqué, attendaient une occasion plus favorable, quand ils apprirent que Pizarre connaissait tous leurs desseins et se disposait à tirer d'eux une vengeance exemplaire. Dès lors toute hésitation cesse; treize des plus déterminés, réunis dans la maison d'Almagro, en sortent à midi, l'épée à la main, en criant : Mort au tyran ; vive le roi ! Et ! traversant la foule ébahie, qui était accourue au bruit de leurs vociférations, arrivent à la porte du palais, la trouvent abandonnée des gardes, qui s'étaient enfuis saisis d'épouvante, parviennent à l'escalier de l'appartement du gouverneur, égorgent François de Chaves, qui s'avançait pour s'informer de la cause de ce tumulte, et, brandissant leurs épées nues, se présentent devant Pizarre. Celui-ci saisit précipitamment ses armes, et, aidé de trois amis fidèles, fait tête à tous les assaillants; mais enfin le nombre l'emporte, tous ceux qui le défendaient ont péri. Pizarre, resté seul, fait mordre la poussière à quatre de ses assassins, et succombe enfin, percé de mille coups [26 juin 4541]. Ainsi périt, à l'âge de soixante-trois ans, cet homme illustre, qui, par son courage, sa persévérance et son habileté, avait conquis le royaume le plus vaste et le plus riche qu'eût jamais possédé la couronne d'Espagne; d'une condition obscure il était monté presque jusqu'au trône des rois, et, sans connaissance des lettres, ignorant même, au dire de beaucoup d'historiens, les éléments de la lecture, il avait conduit des armées et gouverné des empires. Pourquoi faut-il que tant de brillantes qualités aient été ternies par une ambition insatiable, qui, trop souvent, lui fit oublier ses devoirs envers l'humanité et envers Dieu ?

Il aurait pu égaler la gloire de Cortez; mais, en voyant ses actes marqués au cachet de l'égoïsme, la postérité le reléguera au rang d'un conquérant vulgaire, d'un habile et ambitieux aventurier.

Dès que Pizarre fut tué, ses meurtriers sortirent du palais, et, avec leurs complices, coururent dans la ville, annonçant partout la mort du tyran ; leurs rangs furent bientôt augmentés de la masse des hommes flottants et timides, toujours prêts à se ranger du parti le plus fort, et le jeune Almagro, proclamé gouverneur du Pérou, fut installé dans le palais et dans les meubles de Pizarre; puis les maisons de Pizarre, de ses parents et de ses amis furent pillées, et leurs biens partagés aux partisans d'Almagro.

Cusco et la plupart des villes principales acceptèrent la révolution de Lima, mais quelques-unes, cependant, voulurent attendre, pour prendre un parti, l'arrivée de Vaca de Castro, qui avait été envoyé en Espagne pour rendre compte de l'état de la colonie.

Le premier soin du jeune gouverneur fut de destituer de leurs emplois tous les amis et partisans de Pizarre qui remplissaient quelque fonction publique, et de les dépouiller de leurs richesses dont il gratifia ses créatures. La réaction ne s'arrêta ni devant le nom ni devant les titres des victimes, dont le nombre est incalculable.

La cruauté de ces exécutions et la dureté des nouveaux administrateurs ne tarda pas à soulever l'indignation de beaucoup d'hommes qui n'avaient pris le parti d'Almagro que par indifférence pour Pizarre; des insurrections s'organisèrent dans diverses provinces, et bientôt Holguin, après avoir pris, de sa propre autorité, le titre de capitaine-général, entra victorieux dans Cusco, après avoir vaincu un nouveau détachement des troupes du nouveau gouverneur.

Vista del Ferrocarril desde Litle Falls hasta Utica

Pl.





Barlett del.

Leonce Lhuilier Sculp.

AMERIQUE

VUE DU CHEMIN DE FER DE LITTLE FALLS À UTICA.

Dès lors le parti des opposants s'augmenta rapidement de jour en jour; les mécontents arrivèrent à Cusco de toutes les provinces environnantes, et confirmèrent unanimement Holguin dans son titre de capitaine général pour le roi. En même temps Alonzo Alvarado, autre ami de Pizarre, levait l'étendard de la révolte dans la province de Charcapuyas.

Almagro sentit l'importance d'empêcher la réunion des forces des insurgés, et se disposait à sortir de Lima pour intercepter la communication entre les deux camps des ennemis, quand Vaca de Castro revint d'Espagne, avec des pouvoirs de Charles-Quint.

Dès qu'il fut arrivé à Quito, le gouverneur royal nomma des magistrats pour les villes restées fidèles au roi, et ne tarda pas à recevoir de Holguin et d'Alvarado l'assurance de leur soumission à la couronne d'Espagne, et une invitation de venir à Truxillo prendre le commandement de leurs forces réunies. Il s'empressa d'accéder à leur demande. Chemin faisant, sa troupe fut grossie des Indiens et des Espagnols, aux yeux desquels la tyrannie de Pizarre n'excusait pas la violence et l'usurpation d'Almagro; puis, de Truxillo, il marcha sur Lima, où il fut reçu avec la pompe et les honneurs réservés à un vice-roi.

Pendant ce temps Almagro reprenait Cusco sur les troupes royales, destituait les fonctionnaires et réinstallait ceux qu'avait destitués Holguin. Ce fut à cette époque qu'il faillit être victime de la perfidie de l'un de ses généraux; voici à quelle occasion :

Ruda, général en chef de ses armées, étant mort, il avait partagé sa confiance entre Garcia d'Alvarado et Christophe de Sotello; la jalousie n'avait pas tardé à désunir ces deux chefs, et un duel avait eu lieu, dans lequel Sotello avait succombé. Almagro, qui l'aimait beaucoup, avait déguisé son ressentiment pour éviter la division parmi les troupes; mais Garcia s'était aperçu que l'amitié que continuait de lui témoigner Almagro n'était rien moins que sincère, et avait résolu de l'assassiner. Celui-ci, averti à temps, fit arrêter Garcia, qui, convaincu de son crime, fut immédiatement mis à mort.

Nous rapportons ces détails, qui pourront paraître futiles à beaucoup de lecteurs, pour donner l'idée des sentiments qui animaient les conquérants du Pérou; il faut remonter jusqu'à l'époque du Bas-Empire pour trouver une telle suite de crimes, de perfidies et de trahisons; tant il est vrai qu'en tout temps, en tous lieux et chez tous les hommes les mêmes principes engendrent les mêmes résultats. De tels excès doivent être flétris d'autant plus énergiquement qu'ils ont été commis par des hommes qui, connaissant la loi chrétienne, la réduisaient à quelques pratiques extérieures, et faisaient de la religion un masque pour déguiser leur égoïsme et satisfaire leurs passions les plus honteuses.

Almagro, dès qu'il eut rétabli l'union dans ses troupes, se disposa à marcher contre le gouverneur royal. Après des tentatives infructueuses de conciliation, une bataille eut lieu dans la vallée de Chapas; Almagro, mis en déroute, avait formé le projet de se retirer dans les montagnes avec ses partisans et l'inca Manco qui suivait son armée; mais étant rentré dans Cusco pour y prendre les trésors qu'il y avait laissés, il fut arrêté dans cette ville par ceux mêmes auxquels il en avait confié le commandement, et qui espéraient, par cette trahison, mériter la bienveillance du nouveau gouverneur. Nouvelle preuve du peu de confiance qu'on doit avoir aux hommes qui n'ont que leur intérêt pour mobile. Almagro, prisonnier, fut bientôt puni de mort comme traître et rebelle, et son parti complétement dispersé par les proscriptions et les supplices.

Dès que Vaca de Castro se vit tranquille possesseur de l'autorité suprême, il songea à introduire d'importantes améliorations dans l'éducation publique, dans le commerce, les lois et les mœurs. Il fonda des écoles, où les enfants des Indiens recevaient une éducation chrétienne, et apprenaient les devoirs que la morale impose. Il fit un partage plus équitable des terres, et ne dédaigna pas, pour faire cette répartition selon les règles de la justice, de s'entourer des conseils des Curacas et des Indiens eux-mêmes.

Des peines furent portées contre les Espagnols qui feraient quelque violence aux Indiens, et il réintégra plusieurs caciques dans leurs possessions. Le soin qu'il mit à protéger les Péruviens, depuis si long-temps opprimés, à réprimer la violence des soldats et à punir les généraux qui, pendant la guerre, avaient fait des fortunes scandaleuses, lui attirèrent de vifs reproches et des haines implacables de la part de ses compatriotes, mais le firent chérir des Indiens, qui respectaient ses lois comme celles de leurs incas eux-mêmes. De nouveaux établissements furent fondés, et les mariages, encouragés entre les soldats espagnols et les femmes indiennes, commencèrent la fusion des deux races en même temps qu'ils donnaient chaque jour à l'Espagne de nouvelles garanties d'une occupation durable. Le Pérou commençait à respirer.

Les choses étaient en cet état lorsque Gonzale Pizarre arriva à Quito, au retour de l'expédition au-delà des Andes, dont nous avons parlé plus haut, et sa jalousie fut extrême quand il apprit que, au mépris de ce qu'il appelait ses droits, le gouvernement du Pérou était passé en d'autres mains que les siennes; aidé de quelques seigneurs, dont l'administration de Castro avait lésé les intérêts, il résolut de tenter une insurrection, au risque de replonger le Pérou dans le désordre et l'anarchie dont il avait eu tant de peine à sortir; quelques auteurs même assurent qu'il avait le projet de faire assassiner le nouveau gouverneur. Celui-ci, instruit des desseins de Pizarre, le fit appeler dans une entrevue particulière, où il lui remontra les dangers de sa désobéissance. Pizarre, qui n'avait nul moyen de résister, prit le parti de retourner dans la province de Charcas, où il se livra à l'exploitation des riches mines d'or qu'il y possédait.

Cependant les réformes que Castro avait introduites dans l'administration ne pouvaient produire que lentement les fruits qu'il en attendait : un grand nombre d'Indiens, déplacés ou ruinés par les guerres, gémissaient encore dans la misère, et beaucoup d'entre eux, contraints à travailler dans les mines, périssaient chaque jour, accablés par l'excès de la fatigue et les privations de toutes sortes.

La cour d'Espagne, qui recevait des plaintes fréquentes sur la dureté avec laquelle les Espagnols traitaient ses nouveaux sujets, avait fait des réglements pour protéger les Indiens, et, pour éviter toute équivoque, elle en ajouta de nouveaux : « Il fut ordonné, » sous les peines les plus sévères, de ne » point contraindre les Indiens à porter des » fardeaux, à travailler aux bâtiments, ni à » sortir de leur province, quand même ils » seraient nés esclaves. On accorda quelques » priviléges aux caciques et aux Indiens » libres, et, pour les empêcher d'être réduits » en servitude, il fut enjoint aux Espagnols » de fournir aux magistrats un état de leurs » esclaves, et de justifier de la légitimité de » leur possession. On permit aux Indiens de » posséder des mines d'or et d'argent et » d'en exposer le produit au marché, suivant » qu'ils le jugeraient convenable à leurs » intérêts. Tout Espagnol, propriétaire de » terres, eut ordre de veiller à ce que les » Indiens de sa juridiction fussent instruits » dans la religion chrétienne, et l'on éta» blit des visiteurs pour leur rendre justice, » avec ordre d'exercer leur charge en per» sonne, sans qu'ils pussent envoyer à leur » place des commissaires, si ce n'est en cas » de maladie ou d'une extrême nécessité. »

A cette époque, Charles-Quint, circonvenu par quelques ennemis de Castro, avait nommé pour le remplacer Blasco Nunez Vela, dans lequel il avait la plus entière confiance, et auquel il donna le titre de vice-roi et de président de toutes les conquêtes espagnoles du Pérou. L'intention de l'empereur était de faire exécuter avec la plus grande ponctualité les nouveaux réglements concernant les Indiens.

Le vice-roi débarqua à Nombre-de-Dios le 20 janvier 1545, et, de là, passa à Panama, où il resta vingt jours. Son séjour en cette ville lui donna lieu de montrer de quel esprit il était animé. Il remit en liberté et fit reconduire au Pérou un grand nombre d'Indiens qui en avaient été amenés comme esclaves, et soutint, quoi que pussent lui objecter les

partisans de l'esclavage, que des chrétiens ne devaient pas attenter à la liberté de leurs frères; puis, conséquent avec ce principe, il remplaça, pour porter ses bagages, les esclaves par des mules, et n'emplòya jamais d'Indien sans lui payer le prix de son travail. On peut juger quel nombre d'ennemis cette mesure lui fit parmi les Espagnols, et les marques d'affection qu'il recueillit de la part des Indiens. Les provinces les plus éloignées apprirent promptement l'arrivée du vice-roi et la rigueur avec laquelle il faisait exécuter les réglements relatifs à la liberté et à la sûreté des Indiens. Des mécontentements éclatèrent de toutes parts, et dans beaucoup de villes on n'attendait qu'une occasion et un chef pour se déclarer en révolte ouverte.

La circonstance était favorable à Gonzale Pizarre, qui, depuis long-temps, gémissait sur la nullité à laquelle il était réduit; il saisit avec empressement l'occasion qui lui était offerte ; et, aidé de quelques amis, dont il flattait les idées ambitieuses, il prit le titre de procureur et agent général du Pérou, qui le plaçait comme médiateur entre le vice-roi et les Espagnols, et se rendit à Cusco, rendez-vous de tous les mécontents.

Dans ce moment critique, où le vice-roi avait besoin de toutes ses forces, il eut le malheur de perdre un puissant auxiliaire, l'inca Manco-Capac, qui, dans sa haine contre les Pizarre, avait soulevé un grand nombre d'Indiens en faveur du vice-roi.

Ce malheureux prince jouait un jour aux boules avec quelques Espagnols ; une altercation s'étant élevée entre lui et son adversaire, celui-ci lança une boule qui l'atteignit à la tête et le renversa mort.

Cependant Pizarre s'avançait sur Lima, à la tête de vingt mille Indiens et de cinq cents Espagnols; Véla fit, de son côté, de vigoureux preparatifs de résistance, et chacun put alors prévoir l'instant où la guerre civile allait recommencer avec toutes es fureurs. Ce fut alors que les juges de Lima, qui, tout en détestant Pizarre, nourrissaient une haine implacable contre le vice-roi, dont l'inflexibilité bouleversait leurs fortunes, crurent prévenir tous les malheurs en arrêtant ce dernier, et en s'emparant eux-mêmes des pouvoirs suprêmes; puis ils envoyèrent dire à Pizarre que le vice-roi étant en leur pouvoir on n'avait plus rien à redouter de sa tyrannie, et qu'il eût lui-même à poser les armes devant leur propre autorité.

Gonzale, loin de tenir compte de cette injonction, retint leur envoyé et continua sa marche sur Lima: arrivé à portée de canon de la ville, il allait en commencer le bombardement, quand une insurrection des habitants força les juges à le recevoir. Son entrée dans Lima fut un triomphe, et il prit immédiatement l'exercice du pouvoir souverain, en sa qualité de successeur de son frère.

Mais le vice-roi, qui était parvenu à s'évader de la prison où il avait été enfermé, s'était retiré dans les environs de Quito; il leva des troupes, mais ne put jamais réunir une force suffisante pour présenter la bataille à son adversaire. Pizarre le poursuivit sans relâche, le força de battre en retraite et de traverser Quito sans avoir à peine le temps d'y respirer, et ne cessa de lui tenir l'épée dans les reins jusqu'à ce qu'il eût atteint le Popayan ; alors il rentra à Quito pour se reposer de ses fatigues [octobre 1545].

On espérait jouir enfin de quelque tranquillité, quand Véla, qui était parvenu à lever de nouvelles troupes, revint attaquer Quito; il comptait, sur de faux avis, pouvoir s'en rendre maître par surprise : il rencontra devant cette place l'armée de Gonzale; une bataille sanglante eut lieu [19 janvier 1546], et l'armée royale fut mise dans une déroute complète ; le vice-roi, lui-même, périt dans la mêlée, au milieu d'un monceau d'ennemis qu'il avait tués de sa propre main.

Dès lors rien ne s'opposait plus à la puissance de Gonzale : proclamé hautement gouverneur du Pérou, il donna à ses amis les emplois qu'occupaient dans l'administration les partisans du vice-roi, exila quelques-uns de ces derniers dans le Chili et les provinces lointaines, et engagea tous les citoyens à rentrer dans le devoir, et à reconnaître son autorité.

Pendant que Pizarre s'occupait à réparer dans Quito et les environs les désastres de cette longue guerre, son lieutenant, Carvajal, marchait à Callao pour détruire quelques troupes royalistes qui, sous les ordres de Centeno, tenaient encore cette province en échec. Après quelques combats insignifiants, dans lesquels les avantages furent compensés, les troupes de Centeno furent totalement défaites et contraintes de se disperser. Centeno se retira lui-même dans les montagnes, en attendant une occasion plus favorable, ou de nouveaux ordres de la cour.

Les amis et les courtisans de Pizarre, le voyant débarrassé de tous ses adversaires, et jugeant le parti royaliste à jamais abattu, lui conseillaient de prendre le titre de roi et de se déclarer indépendant de la couronne d'Espagne; mais, quoiqu'il eût été accueilli avec acclamations dans toutes les villes où il s'était présenté depuis sa victoire, Gonzale rejeta constamment ces insinuations, et refusa de faire son entrée dans Lima et Truxillo, en marchant sous un dais, comme on le lui avait proposé. Pour s'assurer une ressource dans le peuple, dans le cas où le pouvoir royal viendrait à conquérir de nouveaux partisans, il changea ses manières hautaines en l'affablilité la plus grande. Mais là ne se bornèrent pas ses précautions contre un revers de fortune : après avoir envoyé l'un de ses officiers s'emparer du Nombre-de-Dios, point qui lui donnait la clef de la mer du côté du nord, il fit partir pour la cour de Madrid Aldano, qu'il chargea d'assurer l'empereur de sa fidélité. Cet envoyé devait en outre persuader à Charles-Quint que si Gonzale s'était emparé de l'autorité suprême, c'était uniquement pour rétablir l'ordre et la tranquillité troublée par l'inflexibilité de Vela; enfin, et ce dernier moyen paraissait à Gonzale devoir être tout-puissant auprès de la cour obérée, Aldano devait promettre à l'empereur le remboursement intégral des sommes prises par Pizarre dans le trésor, pour les frais de la guerre, et, en outre, des trésors considérables, s'il était confirmé dans son gouvernement.

L'arrivée de Centeno à la cour de Madrid y fit renaître l'espérance, depuis quelque temps perdue, de reconquérir le Pérou. Une démarche de cette nature, de la part d'un homme tel que Pizarre, dont on connaissait l'orgueil et les prétentions, fit comprendre qu'il ne se sentait pas sûr de sa conquête, et détermina l'empereur à envoyer La Gasca, pour reconnaître le véritable état des choses, et faire ce qu'il jugerait convenable au rétablissement de l'autorité royale. La Gasca arriva à Nombre-de-Dios, muni de pouvoirs, dont on n'a pas exactement connu l'étendue; il avouait le titre de président du conseil; mais on assure qu'il était armé d'une véritable dictature, et qu'il avait mission de destituer Pizarre ou de le nommer vice-roi, suivant que les circonstances commanderaient l'un ou l'autre parti. La cour aimait mieux perdre la moitié de son autorité que le tribut considérable qu'elle pouvait tirer de cette riche possession.

La Gasca se conduisit avec tant d'habileté à Nombre-de-Dios, qu'il parvint à séduire Mexia, que Pizarre avait nommé gouverneur de cette place. Bientôt après les troupes de terre et la flotte avec son amiral suivirent cet exemple et abandonnèrent le parti de Gonzale. En même temps, le président envoyait à Pizarre l'un de ses officiers, homme adroit et insinuant, qui devait remettre à celui-ci une lettre de Gasca, et une autre de l'empereur lui-même. Ces deux messages assuraient Gonzale de la bienveillance de l'empereur, qui, bien loin de lui faire aucun reproche sur sa conduite, le remerciait des peines qu'il s'était données pour rétablir la paix et la tranquillité dans son gouvernement.

Tant de bienveillance étonna quelques-uns des conseillers de Pizarre, qui n'y virent qu'un piége dont il fallait se défier, pendant que d'autres, touchés de la bonté de l'empereur, opinaient pour une soumission immédiate et sans réserve.

Pendant les discussions que soulevèrent ces avis opposés, Paniagua, l'agent de Gasca qui avait apporté les lettres, s'empara si bien de l'esprit des principaux habitants de Lima, qu'il les détermina à reconnaître l'autorité du roi dès que l'occasion serait favorable.

La flotte de Gonzale, prenant elle-même le parti de Gasca, affermit davantage les citoyens dans leur résolution.

Dans cette conjoncture, Pizarre, qui ignorait ces défections, se détermina à refuser de reconnaître et de recevoir le président; il lui écrivit en conséquence, pour l'assurer de son respect pour l'autorité royale et de sa fidélité à la personne de l'empereur; il rejetait les troubles sur l'opiniâtre inflexibilité du vice-roi, et excusait les mesures qu'il avait prises par la nécessité où se trouvait le Pérou, livré à la fureur des factions, et par la confiance que lui avaient témoignée les Espagnols. Puis il songea à députer à l'empereur lui-même quelques-uns de ses officiers, pour expliquer à ce monarque tous les motifs de sa conduite; mais au lieu de remplir leur mission, ceux-ci se tournèrent du côté de l'empereur et se retirèrent à Panama auprès du président, qui les accueillit et les récompensa par des emplois élevés.

Pizarre, successivement abandonné de ses partisans et de ceux qu'il avait regardés comme les plus dévoués à sa cause, vit bien qu'il fallait de nouveau combattre; il leva des troupes en toute diligence, et envoya dans les provinces des émissaires qui publièrent partout que le président avait dépassé de beaucoup ses instructions et ses pouvoirs. Pour donner plus de poids à ces accusations, il réunit le tribunal de Lima, pour instruire le procès de tous ceux qui avaient déserté sa cause. Le président, l'amiral et tous les principaux officiers qui s'étaient rangés sous l'étendard du roi, accusés de dol, de trahison et de malversations, furent déclarés traîtres et condamnés à mort, sentence qui, n'ayant pas de sanction possible, attira le ridicule sur les juges, et n'empêcha pas un seul homme de déserter.

Sur ces entrefaites, Aldana, amiral de la flotte royale, arriva au port de Callao, d'où il envoya un député à Pizarre, pour l'engager à la soumission; toutes les remontrances étant inutiles, l'envoyé prit le parti de faire connaître à l'armée toute l'étendue des pouvoirs du président; il publia le retrait des lois sur les Indiens, qui avaient causé les troubles, et l'amnistie générale pour tous ceux qui avaient résisté au vice-roi. Dès lors la désertion devint générale, et bientôt Gonzale, réduit à une petite troupe de deux cents hommes, sur la fidélité desquels il ne comptait que médiocrement, fut contraint à quitter Lima, où il laissa un gouverneur. A peine était-il sorti de la ville, que tous les magistrats se déclarèrent contre lui, et qu'Aldana en prit possession au nom du roi, aux acclamations unanimes des habitants.

Bientôt le président lui-même arriva à Callao, à la tête d'une armée considérable, et fit aussitôt toutes ses dispositions pour réduire Pizarre à l'obéissance. Il comptait beaucoup sur la coopération de Centeno, qui tenait la province de Charcas, et s'était emparé de Cusco et de la Plata. Mais Centeno, battu près du lac de Titicaca, fut contraint d'abandonner le terrain à Pizarre, qui rentra dans Cusco en triomphateur. Cette fâcheuse nouvelle, loin d'abattre les espérances de Gasca, lui fit déployer une nouvelle ardeur dans ses préparatifs d'attaque. Il se mit en marche sur Cusco, à la tête de toutes ses forces, et eut le plaisir d'être rejoint pendant la route par un grand nombre d'officiers ou de soldats qui, des provinces éloignées, accouraient se ranger sous ses drapeaux.

Carvajal, général de Pizarre et homme de guerre expérimenté, sentait tout ce qu'il y avait à craindre de ces dispositions; il fit à Pizarre toutes les représentations possibles pour le faire sortir du repos où il se tenait depuis sa dernière victoire, qu'il regardait comme décisive; tous ses efforts furent superflus.

Cependant les royalistes, ayant le président à leur tête, s'avançaient sur Cusco, et Pizarre comptait leur livrer, non loin de cette ville, un dernier combat, dans lequel il se croyait sûr de les anéantir; en conséquence, il s'avança à leur rencontre avec neuf cents hommes de troupes d'élite, depuis long-temps accoutumées aux périls et aux fatigues de la guerre. Le 9 avril 1548 les deux armées furent en présence. De part et d'autre, les généraux firent leurs dispositions de bataille, et l'on allait commencer l'attaque, quand Garcilasso, saisissant une occasion favorable, passa du camp de Pizarre à celui

du président; il fut aussitôt suivi de Cepeda, général auquel, sur le refus de Carvajal, Pizarre avait confié le commandement supérieur de cette journée. Cette double désertion de deux des principaux chefs de l'armée de Gonzale entraîna au parti du président un grand nombre d'officiers et de soldats; bientôt la désertion devint générale; des compagnies entières passaient en corps à l'ennemi, sans qu'aucune représentation réussît à les retenir, et le président, jugeant la bataille inutile, se retira dans ses quartiers pour y attendre les nouveaux déserteurs qui ne manqueraient pas d'arriver. Sa prévision ne fut pas déçue : Pizarre, resté presque seul, prit le parti de se rendre prisonnier, tandis que Carvajal, qui dans ce désastre s'enfuyait de toute la vitesse de son cheval, fut arrêté par des soldats. Ceux-ci, sans égards pour ses malheurs et son grand âge, firent subir au général octogénaire les plus durs traitements.

Dès le jour suivant, Gonzale et Carvajal furent jugés et condamnés à mort, comme traîtres à l'Espagne et à l'empereur, et tous deux subirent leur sentence avec résignation et fermeté. Avant de présenter sa tête à l'exécuteur, Gonzale fit un discours, dans lequel il rappelait aux assistants que la conquête du Pérou était l'ouvrage de sa famille et le sien propre; que beaucoup d'entre eux lui devaient les biens et les honneurs dont ils étaient comblés, tandis qu'il mourait lui-même pauvre et délaissé de ceux qu'il avait cru ses meilleurs amis. Puis, après avoir recommandé son âme aux prières des fidèles, il plaça sa tête sur le billot, et le bourreau la trancha d'un seul coup [10 avril 1548]. Carvajal, âgé alors de quatre-vingt-quatre ans, expira sur un gibet, et, par la dignité qu'il montra dans cet instant suprême, imposa le respect et l'admiration à ceux même qui avaient été ses constants ennemis.

La tête de Gonzale fut, selon la teneur du jugement, exposée au gibet de Lima; sa maison fut rasée; et l'on éleva, sur la place qu'elle occupait, une pyramide portant ces mots : *Ici fut la maison du traître Gonzale.*

Une telle mort, suivie d'une telle marque d'infamie, fit oublier les fautes de Gonzale, et bientôt on ne parlait plus que de ses qualités brillantes. Chacun à l'envi exaltait sa bienveillance, sa générosité, sa charité et son infatigable courage; et c'était à qui rappellerait de lui quelque action digne d'admiration. Il faut convenir que la plupart de ces éloges étaient mérités. Sans aucun doute Gonzale fut loin d'être irréprochable, et les historiens s'accordent à parler de sa passion immodérée pour les femmes; mais ce vice était racheté par des vertus. Ce n'est pas à dire que nous ayions l'intention d'atténuer la gravité d'un tel vice; nous voulons dire seulement que, malgré ce vice, Gonzale avait encore d'éminentes qualités. Il fut l'une des plus illustres victimes de l'ingratitude des hommes. Il avait eu le tort de ne jamais stimuler l'ardeur et le courage de ses officiers et de ses soldats qu'en leur parlant de leur gloire, des honneurs et des richesses qu'ils allaient conquérir, et qui devaient être le prix de quelques instants de privations et de fatigues. Il dut sentir, en voyant la défection de ses créatures, que le dévouement est bien peu durable quand il n'est fondé que sur l'intérêt. Si Gonzale fût demeuré vainqueur, il n'est pas un de ceux, peut-être, qui l'appelèrent traître et rebelle, qui n'eût porté aux nues son courage et sa magnanimité. Les ambitieux, les courtisans, les égoïstes, en un mot, de quelque titre qu'ils soient décorés, de quelque nom qu'ils soient revêtus, ont, en tous temps et en tous lieux, été constamment les mêmes.

On pourrait croire que la mort de Pizarre ramena enfin la paix dans la colonie, depuis si long-temps en proie aux guerres civiles; il n'en fut rien. L'ambition et l'avidité des conquérants espagnols ne tardèrent pas à faire naître de nouveaux troubles. Quelque parti qu'ils eussent embrassé, quelque drapeau qu'ils eussent défendu, le désir des honneurs et des richesses était le seul mobile des aventuriers; et, pour eux, la victoire n'était rien, si elle ne fournissait une nouvelle proie à dévorer. L'anéantissement du parti de Pizarre donna à toutes les prétentions des royalistes l'occasion de se montrer au grand jour, et chacun d'eux à l'envi

se précipita autour du vice-roi pour réclamer le prix de ses services, dont il exagérait l'importance outre mesure. Celui-ci, pressentant que, quelque impartialité qu'il pût mettre dans la répartition des récompenses, il y aurait toujours des mécontents, mit en œuvre la plus adroite politique; il commença par éloigner Pedro de Valdivia et Diego de Centeno, en chargeant le premier de soumettre le Chili, et le second de reconnaître et de conquérir tout le bassin de la Plata. Un grand nombre d'ambitieux suivirent ces deux chefs, et débarrassèrent ainsi le vice-roi, qui n'eut plus dès lors qu'à s'occuper de la distribution des récompenses. Il montra, dans la répartition qu'il eut à faire, une équité et un désintéressement dignes des plus grands éloges; et, sans se laisser émouvoir par les importunités des intrigants qui l'assiégeaient, assigna à chacun des chefs des terres et des Indiens, dans la proportion des services qu'il avait rendus. Les soldats ne furent pas oubliés, et obtinrent des pensions ou des retraites qui furent prises sur les revenus des riches.

Tous ses soins pour prévenir les accusations d'injustice, furent inutiles, et la vanité des mieux rétribués leur fit croire que leur mérite était méconnu; et ce n'est qu'avec la promesse d'une répartition nouvelle que La Gasca parvint peu à peu à calmer les esprits.

Le vice-roi mit à profit les premiers instants de repos pour régler l'administration de la colonie. Il réforma les formes judiciaires et simplifia le mode de perception des impôts; diverses ordonnances furent rendues pour protéger les indigènes et déterminer le tribut que les Indiens libres devraient payer à la cour d'Espagne. Puis, quand il eut déposé dans le sein de la colonie ces germes de prospérité, il reprit la route de Madrid, où il remit aux mains de l'empereur son autorité souveraine et les trésors qu'il avait acquis à la couronne. Tant de grandeur d'âme et de désintéressement excitaient l'admiration de tous les hommes généreux de l'époque, en même temps que la surprise des égoïstes. Charles-Quint récompensa son ministre en l'élevant à la dignité d'évêque de Palencia, où cet homme de Dieu mourut quelque temps après, emportant les bénédictions et les regrets de tous ceux qui avaient pu admirer ses vertus chrétiennes.

La Gasca, avant de quitter le Pérou, avait laissé aux juges de l'audience de Lima le soin de publier en temps opportun un édit qu'il avait rendu en faveur de la liberté des Indiens. A peine était-il embarqué, que les juges voulurent mettre en vigueur ce nouveau réglement. Ce fut un nouveau signal de guerre civile. Les seigneurs espagnols, depuis long-temps irrités de la marche qu'ils voyaient prendre aux affaires, parce qu'ils apercevaient que le but de la métropole était l'affranchissement progressif des Péruviens, songèrent à reprendre les armes, pour défendre ce qu'ils appelaient leurs droits. A peine l'arrivée du nouveau vice-roi, Antonio de Mendoze, retarda-t-elle l'insurrection.

Bientôt des soulèvements considérables ont lieu sur différents points, et les rebelles signalent partout leur passage par des excès et des cruautés inouies. Aucun crime ne les arrête, et, dans leur désir de triomphe et de vengeance, il ne craignent pas de recourir à l'assassinat. Leurs chefs eux-mêmes ne sont pas à l'abri de leurs coups, et dès qu'ils sont soupçonnés de ne pas prendre assez à cœur la réussite de l'entreprise, ils sont impitoyablement massacrés. Un ambitieux en remplace un autre, et ce n'est de toutes parts que luttes sanglantes d'égoïstes, avides de pouvoir, de richesses et d'honneurs, Quels exemples pour les peuples péruviens! Quelle idée ils devaient se faire de l'excellence de la morale et de la religion de leurs nouveaux maîtres! Était-ce donc là les conséquences pratiques de cet évangile dont les conquérants se proclamaient les apôtres? Et l'idolâtrie ne valait-elle pas la religion qui inspirait de tels hommes? Telles étaient les réflexions des Péruviens opprimés.

La dernière tentative des seigneurs contre l'autorité royale fut commandée par Hernandez Giron, dont on vantait en même temps la fortune, l'intelligence et le courage. L'insurrection qu'il avait organisée, après avoir obtenu de brillants succès, fut bientôt anéantie, et Giron lui-même, abandonné de

ses soldats, fut contraint, pour sauver sa tête, de s'enfuir dans les montagnes, où il erra misérablement pendant quelque temps, n'ayant d'autre nourriture que quelques racines; pour gîte, que l'épaisseur des bois ou le fond des cavernes. Quelques-uns de ses soldats, restés fidèles à sa cause, ne tardèrent pas à le rejoindre; mais bientôt, traqués comme des bêtes fauves par les royalistes, ils furent saisis et condamnés à mort. Giron, conduit à Lima, perdit la vie sur un échafaud, et sa tête, séparée du tronc, fut exposée au même gibet qui avait porté celles de Pizarre et de Carvajal [1554].

En 1557 [juillet] arriva au Pérou le marquis de Canetta, que Philippe II, successeur de Charles-Quint, avait nommé vice-roi, en remplacement de Mendoze. Le premier soin de ce nouveau représentant du pouvoir royal fut d'apaiser les discordes civiles; il employa pour y parvenir tous les moyens qui furent en son pouvoir, et réussit à comprimer les ambitions rivales, par la fermeté qu'il mit à punir les moindres actes d'insubordination. Il exila ou fit emprisonner tous les seigneurs qui s'étaient insurgés, sous ses prédécesseurs, contre l'autorité royale, qu'ils appartinssent au parti Pizarre ou à celui d'Almagro, qu'ils eussent suivi les drapeaux de Gomez ou ceux de Giron. Il nomma de nouveaux juges, et établit une police sévère, pour découvrir les conspirateurs. Par tous ces moyens il parvint à donner un peu de tranquillité dont la colonie avait tant besoin.

Mais les seigneurs espagnols n'étaient pas les seuls dont l'autorité de l'Espagne eût quelque chose à craindre. Parmi les Indiens il y en avait encore beaucoup qui regrettaient leur antique indépendance, et n'attendaient pour la reconquérir qu'un chef et une occasion propice. Le vice-roi ne l'ignorait pas.

L'inca Manco, dont nous avons raconté la mort, avait laissé deux fils, que ses capitaines avaient élevés avec grand soin dans les montagnes de Vilcapampa, dernier asile de leur père. L'aîné de ces deux fils, Sayri-Tupac, était reconnu par les Indiens pour le légitime successeur du trône des descendants du soleil. Canetta sentit de quelle importance il était de l'attacher à la cause royale, ou d'annuler moralement son influence. En conséquence, ayant mis dans ses intérêts dona Beatrix Corja, tante de l'inca, il envoya cette dame auprès du jeune prince, pour lui offrir, de la part du représentant de l'Espagne, une pension digne de son rang et un établissement convenable. Après beaucoup de pourparlers, qui restèrent long-temps infructueux, Sayri accepta enfin cette proposition. On fit un acte par lequel l'inca consentit à quitter les montagnes et à aller vivre parmi les Espagnols. Il reçut le titre de seigneur de la vallée d'Yuy, dans la juridiction de Cusco, avec un nombre considérable d'Indiens, et l'Espagne devait lui payer annuellement une pension très-élevée. Lorsque l'acte fut signé et qu'on remit au prince le papier doré, sur lequel il était écrit, il prit un coin du tapis du velours qui couvrait la table, et s'écria d'un ton douloureux: « Cette » table et cette frange m'appartenaient il » n'y a pas long-temps, et aujourd'hui les » Espagnols ne m'en donnent qu'un fil, pour » soutenir ma dignité, ma maison, mes amis » et ma famille (1)! »

Quelque temps après l'acte de haute politique par lequel le marquis de Canetta avait réconcilié les incas avec le gouvernement espagnol, il fut rappelé en Espagne par le roi Philippe II. Cette mesure avait été dictée au prince par les plaintes que faisaient journellement les Espagnols, dont la vigueur du vice-roi rabaissait l'orgueil et diminuait les richesses et la puissance. François de Tolède, l'un des successeurs de Canetta, était à peine arrivé au Pérou, qu'il renouvela la persécution contre les successeurs des incas; et Sayri-Tupac, étant mort subitement, on fit courir le bruit qu'il avait été empoisonné par les ordres du nouveau vice-roi.

Il laissait comme héritier du trône l'un de ses frères, Tupac-Amaru, qui n'avait pas quitté sa résidence de Vilcapampa, où il vivait au milieu d'une petite cour, formée de ses curacas les plus fidèles. François de Tolède résolut de l'annuler comme l'avait été

(1) Garcilasso.

son frère, en lui offrant, pour le déterminer à venir parmi les Espagnols, les mêmes avantages dont avait joui ce dernier.

L'avis unanime du conseil de l'inca fut qu'il devait refuser ces offres. Tous les Indiens fidèles, effrayés de la mort inopinée de Sayri-Tupac, redoutaient le même sort pour le dernier descendant de leurs rois, et pensaient qu'il valait mieux tenter le sort des armes que de compromettre une tête si chère. Dès que ce refus fut connu du vice-roi, il leva des troupes qui, sous la conduite de Garcia de Loyola, se mirent à la poursuite de l'infortuné Tupac. Ce malheureux prince, n'ayant pas de forces suffisantes pour résister à l'armée espagnole, ne vit d'autre parti à prendre que de se retirer plus loin dans les montagnes. Il y fut en proie, avec toute sa suite, aux privations les plus cruelles, exposé à toutes les intempéries, et réduit à la plus extrême misère. On assure que le descendant de tant de rois, maîtres du plus riche pays du monde, n'eut pas toujours dans cette retraite de quoi satisfaire sa faim. Cependant les Espagnols ne se relâchaient point de leur poursuite, et bientôt l'inca, voyant l'impossibilité d'échapper plus long-temps aux mains des vainqueurs, prit le parti de se confier à leur générosité.

Mais il n'était plus temps. L'apparence de résistance qu'il avait opposée aux troupes espagnoles était un prétexte que le vice-roi saisit avidement pour éviter l'exécution des conventions qu'il avait proposées, et pour se débarrasser tout d'un coup du dernier prétendant à la domination du Pérou. En conséquence, on instruisit le procès de l'inca; le procureur-général l'accusa de trahison envers la couronne d'Espagne, de pillage des sujets espagnols, et de conspiration avec les caciques, dans le but de chasser du Pérou les nouveaux possesseurs.

Tupac-Amaru fut condamné à perdre la tête sur l'échafaud. Ses parents, ses amis, tous les caciques qui lui étaient restés fidèles, furent ou condamnés comme ses complices, ou renfermés dans les murs de Lima. La plupart y périrent de misère ou de maladie. Lorsque l'inca apprit quelle sentence avait été rendue contre lui, et quels étaient les griefs qu'on lui reprochait, il s'écria, saisi d'une vive indignation : « C'est donc » là le prix que les perfides Espagnols me » donnent en échange de mon empire! Est-ce » là la récompense de la confiance que j'ai » mise en eux? C'est moi qui suis l'offensé, » c'est moi qu'on dépouille, et c'est moi » qu'on punit par une mort ignominieuse! La » justice des dieux ne laissera pas un tel » crime sans vengeance, et bientôt le tyran, » déchiré de remords, expiera la cruauté » d'une telle action. » Il prophétisait, comme nous le verrons bientôt.

Les plaintes touchantes du prince, et le sentiment de l'injustice qui lui était faite, portèrent les Espagnols eux-mêmes à demander sa grâce au vice-roi, mais il fut inflexible. Le jour de l'exécution arrivé, l'inca, la corde au cou et monté sur une mule, s'avança vers l'échafaud. La place de Cusco était couverte d'Indiens et d'Espagnols, accourus de toutes parts pour assister à ses derniers moments. Le cortége était précédé d'un crieur, qui répétait à haute voix que l'inca allait être mis à mort comme traître et rebelle à la couronne d'Espagne. Arrivé au lieu du supplice, le prince, qui ne comprenait que très-difficilement l'espagnol, s'étant fait expliquer les paroles du crieur, s'écria de toute sa force : « Qu'on publie, au contraire, dans » tout le monde, que je suis faussement ac» cusé, et que je ne meurs aujourd'hui que » parce que c'est la volonté d'un tyran. » Ayant dit ces paroles, il monta avec sang-froid les marches de l'échafaud, où le bourreau l'attendait. Quand les Indiens, qui encombraient la place, les terrasses, les croisées et jusqu'aux toits des maisons, virent tirer le coutelas qui devait trancher la vie du dernier de leurs princes, ils firent retentir l'air de leurs cris de désespoir et des gémissements les plus pitoyables. « C'est nous, » disent les hommes, « qui, par notre lâcheté, » avons laissé tomber l'empire aux mains des » féroces Espagnols. C'est nous qui sommes » les vraies coupables, » s'écrient les femmes péruviennes; « par amour pour les Espagnols » nous avons trahi nos époux et nos incas. » Que le dieu Pachacamac nous punisse; » c'est à cause de nous qu'on va verser le

» sang du dernier de nos rois. » A ces cris, l'hésitation s'empare des Espagnols et du bourreau lui-même; mais un signe de l'inca suffit pour ramener le calme dans cette multitude, et l'exécuteur saisit ce moment pour remplir son office : d'un seul coup il abattit la tête du prince. Aussitôt les cris de désespoir et de terreur retentissent de nouveau parmi les Indiens; ils s'écoulent lentement, l'abattement peint sur le visage, et portent dans leurs campagnes la nouvelle de la mort du dernier des incas, et la certitude de la perpétuité du joug espagnol.

Bientôt après cette exécution, qui avait indigné l'Europe, le vice-roi Tolède fut rappelé à Madrid [1581]; il s'attendait à recevoir du roi des félicitations et des récompenses pour le service qu'il lui avait rendu en exterminant les restes de la famille impériale; mais Philippe II le reçut très-sévèrement : « Sortez, » lui dit-il, « je ne vous » avais pas choisi pour être le bourreau des » rois, mais pour soulager les malheureux » de toutes les conditions. » Tolède, consterné d'un tel accueil, se retira sans mot dire. Ses biens furent confisqués; et, jeté lui-même en prison, il y traîna, jusqu'à sa mort, une vie languissante et misérable, expiant, dit-on, par ses remords les crimes qu'il avait commis contre Dieu et l'humanité.

—

État des possessions espagnoles de l'Amérique du Sud, depuis la mort du dernier inca jusqu'à la guerre de l'indépendance.

Nous n'ajouterons que peu de mots sur les événements qui se passèrent au Pérou jusqu'à la révolution par laquelle les possessions espagnoles s'affranchirent de la domination de la mère-patrie. Qu'aurions-nous à apprendre de quelques notes chronologiques, de luttes d'ambitions rivales, ou de détails administratifs ?

Les Indiens, convaincus enfin de leur impuissance, courbèrent tranquillement la tête, et peu à peu s'accoutumèrent au joug du vainqueur. Il faut dire que les efforts de la cour d'Espagne tendirent sans cesse à rendre ce joug plus léger, et que, long-temps avant les réclamations des philosophes du siècle dernier, les pieuses recommandations d'Isabelle et de Las-Casas avaient déjà porté leurs fruits. Des mesures furent prises pour soustraire les Péruviens à la brutale avarice des conquérants du Nouveau-Monde. Les *repartimientos*, sortes de fiefs féodaux, ne tardèrent pas à être abolis, et les Indiens, ne dépendant plus que de la couronne d'Espagne, eurent une protection assurée contre leurs oppresseurs. Ils furent répartis, soit dans les villes, soit dans les villages, dont il leur était défendu de s'éloigner (1), et ils obtinrent le droit de se choisir leurs magistrats immédiats. Chacun d'eux eut en partage une portion de territoire pour son entretien et celui de sa famille, à la condition de payer une taxe au trésor royal. Cette taxe était destinée à rétribuer le cacique administrateur de la bourgade, et une portion en était réservée pour les besoins impérieux de la communauté. L'administration générale était la même que celle que nous avons vue au Mexique; nous ne nous arrêterons donc pas à des redites inutiles.

Les créoles ou descendants des premiers conquérants ont toujours été, au Pérou comme au Mexique, repoussés des emplois publics par la cour d'Espagne, qui redoutait leur ambition et leurs désirs d'indépendance. Tous les emplois supérieurs ont constamment été aux mains des *Chapetons* ou Espagnols venus de la mère-patrie, sur la fidélité desquels la cour avait bien plus de raison de compter. Sur cent soixante-six vice-rois et cinq cent quatre-vingt-huit capitaines-généraux, présidents ou gouverneurs nommés dans la colonie, depuis les premiers temps de sa fondation jusqu'à la guerre de l'indépendance, dix-huit seulement étaient

(1) Ces restrictions apportées à l'exercice de la liberté individuelle pourront paraître tyranniques; mais elles étaient effectivement favorables aux Indiens. Dans leur simplicité, ils étaient le jouet du premier intrigant qui voulait prendre la peine de les tromper, et le gouvernement espagnol, qui les regardait comme des enfants, s'était constitué leur tuteur.

des créoles, et encore avaient-ils été élevés en Espagne. Peu à peu cette race abâtardie s'est résignée au rôle secondaire auquel on la contraignait; elle s'est consolée des mépris de la mère-patrie par les titres pompeux qu'on avait bien voulu lui laisser, et par les plaisirs que lui procuraient les immenses richesses qu'elle avait reçues de ses pères. L'étranger parcourant ces vastes contrées, qui, jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle, furent le plus bel apanage de la couronne d'Espagne, avait lieu d'être frappé d'un étrange étonnement : ces villes, où tout respire la mollesse la plus voluptueuse et l'élégance la plus raffinée; ces concerts amoureux, préludes de danses érotiques, sont bien loin des coutumes des Indiens de Manco; et, dans ces seigneurs efféminés, couverts de rubans et d'étoffes somptueuses, passant leur vie dans l'oisiveté aux pieds de courtisanes impudiques, qui reconnaîtrait les fils des rudes hommes qui ont conquis le Nouveau-Monde? Ceux-ci avaient des vices, nous l'avons assez dit; ils étaient ambitieux, avides de renommée, et quelques-uns se sont souillés d'une sordide avarice; mais au moins avaient-ils des qualités pour voiler tous ces défauts. Leur bravoure, leur persévérance, leur résignation, qui les faisaient braver tous les dangers et surmonter toutes les fatigues, méritent les éloges de tous les hommes impartiaux. Rien ne rachète les vices de leurs enfants. Uniquement occupés de leurs sales et futiles plaisirs, ils semblent avoir oublié la destination de l'homme sur la terre. Pour eux, la morale est sans force et la société sans valeur, et leur soin principal est de s'affranchir des devoirs qu'elle leur pourrait imposer. Dans la crainte de voir leurs plaisirs enchaînés par le lien sacré du mariage, ils en ont éludé le joug, et la plupart d'entre eux passent leur vie dans le concubinage et la débauche. Ces excès ont été portés si loin, que le gouvernement a été obligé d'intervenir pour restreindre l'abus du célibat.

La religion n'est pas un frein à tous ces débordements des créoles : réduite à des pratiques, vaines quand elles n'ont pas pour but de demander à Dieu la force d'accomplir les devoirs qu'elle nous impose envers nos semblables, elle a dégénéré, au Pérou comme au Mexique, en une véritable superstition; et les plus débauchés s'imaginent pouvoir racheter auprès de Dieu la licence de leur vie par des dons aux églises, et quelques legs aux maisons religieuses.

Au dessous de ces grands seigneurs crétins se trouve la classe des métis, provenant du commerce des Espagnols avec des Péruviennes; et enfin les noirs et leurs descendants de toutes les nuances. Les premiers se livrent aux travaux industriels et au commerce; les seconds vivent le plus souvent dans la domesticité. Ces classes inférieures, dominées par la précédente, qui les méprise, en prennent, le plus qu'elles peuvent, les mœurs et les plaisirs; aussi la démoralisation est-elle à son comble. Quelle génération pour fonder une république! Quels soldats pour la défendre! Quels magistrats pour la gouverner! Les Indiens de sang pur sont devenus de plus en plus rares dans l'étendue de territoire soumise à la couronne d'Espagne; non qu'on les détruise à plaisir, comme ont voulu nous le faire croire quelques historiens du siècle dernier, mais à cause du mélange et du croisement perpétuel des races, signe matériel de l'égalité. Les moyens de protection qu'employa le gouvernement espagnol pour garantir ces hommes faibles contre l'avarice des créoles et des sujets espagnols, furent les mêmes que ceux que nous avons décrits en faisant l'histoire du Mexique. Nous n'ajouterons rien aux réflexions que nous avons faites à ce propos (pages 179 à 183).

Les possessions de l'Espagne, dans l'Amérique du Sud, avaient été définitivement divisées [en 1778] en trois grandes vice-royautés : la Nouvelle-Grenade, Lima et Buenos-Ayres. La Nouvelle-Grenade a été formée en ajoutant à la province de Terre-Ferme, découverte par Colomb, le vaste territoire de l'ancien royaume de Quito. — La vice-royauté de Lima s'étendait sur tout l'ancien Pérou, à l'exception de la province de Charcas et de Saint-Yago, annexées à la vice-royauté de Buenos-Ayres (ou de la Plata).

La république actuelle du Pérou est située entre le troisième degré vingt-cinq minutes,

et le vingt-unième trente minutes latitude sud, et les soixante-neuvième et quatre-vingt-quatrième degrés longitude occidentale. Elle a pour limites : au nord, le golfe de Guayaquil, la république de Colombie et l'empire du Brésil ; à l'est, le Brésil ; au sud, la république de Bolivia et le grand Océan ; à l'ouest, le grand Océan.

La longueur moyenne du Pérou est de deux cent cinquante lieues, et sa largeur d'environ deux cent vingt. On en évalue à cent cinquante-cinq mille lieues carrées la superficie totale. La population actuelle est d'un million sept cent mille habitants ; c'est environ onze habitants par lieue carrée. Mais on se tromperait étrangement si l'on se basait sur ce calcul, pour se former une idée de la répartition de la population sur le sol du Pérou : les travaux des mines et de l'industrie ont accumulé les habitants sur certaines parties du territoire, tandis que des terrains immenses ne sont encore peuplés que de quelques restes de tribus errantes, ou par les animaux sauvages.

Le Pérou est traversé par les Andes dans sa plus grande longueur. Ces montagnes se dirigent parallèlement aux bords de la mer, et se divisent vers la frontière du sud en trois chaînes ou Cordillières, qui, parvenues au sixième degré latitude méridionale, se réunissent de nouveau. Entre les Andes et la mer Pacifique, s'étend une plaine dont la largeur varie entre douze et trente lieues ; elle est formée en général par un sol sablonneux et aride. Les chaînes occidentales et centrales des Andes sont séparées par une suite de plaines élevées de deux à trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer ; des vallées profondes coupent ces plaines en divers endroits.

Ces dernières sont en général stériles, excepté vers le bord des rivières qui les arrosent ; mais les plaines comprises entre les Andes offrent le spectacle d'une végétation toujours active, d'une verdure incessante, et produisent en même temps les fruits les plus variés de l'Europe et ceux de la zône Torride.

La côte fournit du vin, de l'huile et de la canne à sucre.

Aucune rivière importante ne coule dans le Pérou entre les Andes et l'Océan-Pacifique ; mais, à l'est de ces montagnes, prend sa source le fleuve des Amazones et plusieurs de ses affluents, qui permettent, dans quelques endroits, d'aller de la mer du Sud à l'Océan-Atlantique, en faisant une route de moins de vingt lieues par terre.

Plus de cinquante villes ont été fondées par les Espagnols depuis la conquête ; mais elles sont en général mal situées, parce que les fondateurs, principalement préoccupés de l'exploitation des mines, en ont jeté les fondements dans des lieux souvent stériles. La plupart, florissantes d'abord, ont vu graduellement décroître leur importance à mesure que s'épuisaient les mines auprès desquelles elles étaient bâties. Ainsi les enfants portent-ils souvent la peine des fautes commises par les pères.

Lima et Cusco sont les deux villes les plus importantes du Pérou ; elles en sont les plus commerçantes et les plus industrieuses.

La première, autrefois capitale de la vice-royauté du Pérou, est aujourd'hui le chef-lieu du département de Lima, et la capitale de la république. Des campagnes délicieuses en ornent les environs ; le climat de cette ville est très-agréable, et les chaleurs y sont tempérées. Elle est le siége d'un archevêché et d'une université, l'une des plus anciennes et des plus renommées de l'Amérique. Trois colléges pour les jeunes gens et trois autres pour les demoiselles, y reçoivent un grand nombre d'élèves de l'un et l'autre sexe. Lima possède en outre une des plus riches bibliothèques du Nouveau-Monde. On y publie neuf journaux.

Lima est la ville la plus riche de toutes celles des possessions espagnoles de l'Amérique du Sud ; et il y en a peu qui puissent rivaliser avec elle pour les produits industriels. On y fabrique différentes étoffes de coton ou de laine ; et elle est le centre d'un commerce très-étendu, à cause de l'heureuse position de Callao, son port, qui lui permet de communiquer facilement avec tous les ports de la mer du Sud. On y compte soixante-dix mille habitants.

Cusco, ancienne capitale du royaume des

Incas, est aujourd'hui le chef-lieu du département du même nom. On la regarde avec raison comme la seconde ville de la république. Elle est le siége d'une université, et possède trois colléges de garçons et deux de filles. On y publie plusieurs journaux.

La principale industrie des habitants de Cusco sont des ouvrages en broderies ; la peinture et la sculpture y sont, dit-on, cultivées avec succès. Elle compte environ quarante-sept mille habitants.

Il est inutile de nous étendre sur la quantité et la richesse des mines de cette partie de l'Amérique ; il n'est personne qui ne les connaisse de réputation, et les *trésors du Pérou* ont une renommée populaire. La vice-royauté du Pérou, comprenant environ ce qui forme aujourd'hui la république du Pérou et celle de Bolivia, contenait soixante-neuf mines d'or, sept cent quatre-vingt-quatre mines d'argent, quatre mines de mercure, quatre de cuivre et douze de plomb. Le produit annuel de ces mines s'élevait à la somme de quatre millions cinq cent mille dollars. Les plus célèbres et les plus productives étaient sans contredit les fameuses mines d'argent de Potosi, dans la province de Charcas.

Malheureusement le sol qui fournit ces immenses richesses métalliques est comme suspendu sur des volcans, et menace à chaque instant d'engloutir les Péruviens sous des laves ou des décombres. Dans aucune partie du monde les volcans et les tremblements de terre ne sont aussi fréquents et aussi redoutables.

Depuis sa fondation, Lima a vu ses murailles ébranlées par plus de vingt tremblements de terre, qui ont causé la mort à une immense quantité d'habitants. En vain a-t-on remplacé le mode des constructions européennes par des habitations légères à un seul étage et sans fondements ; le mal n'a été que pallié, et le tremblement de 1828 a renversé de nouveau la ville presque tout entière.

En 1797, quarante mille personnes furent ensevelies sous les ruines de Quito.

Le plus redoutable de tous les volcans de l'ancien royaume de ce nom, est, dit M. Balbi, le Cotopaxi. « En 1738, ses flammes s'élevèrent au-dessus des bords du cratère à la hauteur de neuf cents mètres (quatorze fois environ la hauteur des tours de Notre-Dame de Paris). En 1748, ses mugissements furent entendus jusqu'à Honda, à une distance de deux cents lieues communes. La quantité de cendres qu'il vomit en 1768 fut si grande, que, dans les villes de Hambato et de Tacunga, la nuit se prolongea jusqu'à trois heures du soir, et que les habitants furent obligés d'aller avec des lanternes dans les rues. »

Avant d'arriver à la guerre de l'indépendance, il me reste à dire quelques mots des tentatives que les Indiens firent, à plusieurs reprises, soit pour reconquérir leur liberté, soit dans des vues d'intérêt local : les plus célèbres de ces insurrections sont celles de 1740 et de 1780.

La première eut pour instigateur et pour chef un certain Léon, originaire des îles Canaries. Son but était de renverser la compagnie de Guipuscoa, qui avait obtenu le monopole du commerce avec Vénézuéla. Il avait déjà réussi à se former d'assez nombreux partisans, quand, le complot ayant été découvert, Léon fut pris, condamné à mort, et exécuté sans délai. Son supplice fit rentrer les insurgés dans l'ordre.

La révolte de 1780 fut plus sérieuse; c'était une véritable tentative d'indépendance de la part des Indiens. Depuis long-temps de sourds mécontentements grossissaient parmi ces derniers, quand un seigneur péruvien, Tupac-Amara, se mit à la tête du mouvement. Aidé de quelques hommes actifs, il envoie des émissaires pour disposer le peuple à la révolte, et, en peu de temps, elle éclata sur une étendue de trois cents lieues de pays. Alors Tupac se fait déclarer inca, et songe sérieusement, dit-on, à reconstituer l'ancien empire de Manco ; mais son incapacité et celle des généraux qu'il avait sous ses ordres, le manque d'unité dans les vues des chefs, la difficulté de se procurer des munitions, des vivres et des armes, eurent bientôt dégoûté ses partisans, et mis à néant ses vastes projets. Après une guerre de trois ans, Tupac, abandonné de la plupart de ses In-

diens, tomba dans les mains des Espagnols, et termina sa vie dans les supplices.

Guerre de l'indépendance, et fondation de la république.

La guerre que Napoléon fit à l'Espagne eut moins de retentissement, et produisit moins de fermentation au Pérou que dans les autres parties des possessions espagnoles du continent américain. Quelques insurrections partielles éclatèrent à la vérité, çà et là, mais elles étaient faibles, car le but n'en était pas nettement formulé ; et les royalistes, d'ailleurs, se montrèrent en assez grand nombre, non-seulement pour les réprimer à leur naissance, mais encore pour faire rentrer sous le sceptre de Ferdinand VII les provinces adjacentes, qui tentaient de secouer le joug. C'est ce qui arriva, par exemple, lors de la première insurrection de la Nouvelle-Grenade, comme nous le verrons plus bas ; c'est ce qui arriva encore, lorsqu'en 1813, le Chili s'insurgea pour conquérir son indépendance. Ce ne fut qu'en 1817 que le général San-Martin, commandant des forces chiliennes, parvint à expulser du territoire du Chili les troupes royales arrivées du Pérou. Trois ans plus tard, le Chili, devenu république, devait être assez fort pour appeler le Pérou lui-même à l'indépendance, ainsi que je vais le raconter.

Le 20 août 1820, le général San-Martin, à la tête d'une armée chilienne de trois mille huit cents hommes, s'embarqua à Valparaiso sur une flotte commandée par lord Cochrane. Il débarqua à Pisco le 8 septembre ; et, après avoir laissé à terre le quart de ses troupes, qu'il destinait à insurger le pays, il se dirigea vers Callao, où il jeta l'ancre pour maintenir l'ennemi, et faire diversion aux forces que les royalistes pourraient envoyer contre les soldats débarqués à Pisco.

Dès que les Péruviens furent instruits de l'arrivée des troupes chiliennes, une insurrection éclata dans les provinces les plus peuplées, et gagna bientôt jusque dans les troupes elles-mêmes, et l'on vit un bataillon entier passer en masse sous les drapeaux de San-Martin. Dans tous les lieux où elle se présentait, l'armée libératrice était reçue aux acclamations de la multitude, et l'on put, dès lors, prévoir l'anéantissement de la puissance espagnole.

Les partisans de cette puissance attribuèrent d'abord l'insurrection au seul mécontentement produit par l'administration du vice-roi Pezuela ; et, dans l'espoir de ramener le calme, ils déposèrent de leur propre autorité cet officier, et choisirent, pour le remplacer, La Serna, que la cour maintint plus tard dans cette fonction. Cette mesure n'arrêta pas le mouvement : la guerre continua avec la même ardeur que par le passé ; et bientôt les royalistes, investis de toutes parts dans Lima, et sentant d'ailleurs qu'il leur était impossible de résister à l'explosion du ressentiment populaire, prirent le parti d'évacuer la ville, et se retirèrent dans l'intérieur du pays après avoir placé une forte garnison dans Callao. San-Martin entra à Lima en juillet 1821. Le 3 août de la même année, il était nommé protecteur de la liberté du Pérou, et chargé, en même temps, de l'organisation civile et de la direction des opérations militaires. Vers le milieu de septembre, il réduisit la garnison de Callao à accepter une capitulation et à poser les armes.

L'un des premiers soins du protecteur, dès qu'il fut investi de ces hautes fonctions, fut de proposer une constitution provisoire qui, acceptée des principaux habitants, fut aussitôt publiée dans tout le pays insurgé.

Des ministres furent nommés pour diriger les affaires, en attendant la réunion d'un congrès auquel était réservé le pouvoir de formuler une constitution définitive. En même temps, des décrets importants étaient rendus par San-Martin pour l'administration publique. Il ordonna que les naturels du pays reprissent leur ancien nom de Péruviens, à la place du nom d'Indiens que leur donnaient les Espagnols ; il établit des tribunaux réguliers, abolit l'esclavage, au moins en principe, et fonda des établissements pour la propagation des lumières et de l'industrie. Ces mesures prises,

Il profita d'un instant de relâche que lui donnait la cessation des hostilités, pour aller s'entendre avec Bolivar, le principal auteur de l'indépendance de la Colombie, sur les mesures à prendre pour l'affranchissement complet du Pérou. Il confia donc le commandement, pendant son absence, au marquis de Torre-Tagle, et s'embarqua pour Guayaquil, où Bolivar s'était rendu de son côté. Ces deux hommes célèbres convinrent ensemble que la république colombienne enverrait au secours des insurgés péruviens toutes les forces dont elle pourrait disposer. Ces mesures arrêtées, San-Martin reprit la route de Lima. Pendant son absence, le congrès s'était réuni; bientôt ses travaux furent en pleine activité; et ce fut alors que le protecteur, espérant tout de la prudence, des lumières et de la fermeté des législateurs, remit en leurs mains le pouvoir suprême, et rentra dans les rangs des simples citoyens.

Cependant l'Espagne n'avait pas perdu l'espoir de faire rentrer les insurgés sous le joug. La Colombie venait d'envoyer à leur secours onze mille hommes, commandés par Bolivar et par le général Sucre. Les instants étaient précieux ; il fallait agir ou se décider à perdre définitivement la colonie. Canterac, général en chef des troupes espagnoles, sentit de quelle importance étaient les moindres instants, et, par un mouvement habilement combiné, se porta rapidement sur Lima, qu'il se proposait d'enlever avant que les Péruviens pussent accourir à sa défense [juin 1823]. Dès que le congrès fut informé de ce dessein, il transféra le siége du gouvernement à Truxillo, et confera au général Sucre des pouvoirs militaires extraordinaires; deux décrets nouveaux, rendus successivement quelques jours après, l'investirent d'une sorte de dictature, et il fut même interdit au président Aguero de donner aucun ordre sur tous les points occupés par l'armée colombienne, avant de s'être préalablement concerté avec le général en chef. L'orgueil d'Aguero, vivement blessé par cette mesure, qui seule pouvait sauver la patrie, le porta à refuser obéissance au décret, et le congrès se vit contraint de le destituer. Alors, sans s'inquiéter du danger auquel une guerre civile pouvait exposer la république, le président ne pensa qu'à conserver un pouvoir qu'il avait long-temps convoité. Au lieu de se soumettre au décret de déchéance, il résolut d'élever autel contre autel, et d'opposer sa puissance à celle du congrès lui-même. Il prononce la dissolution du congrès, et nomme, au lieu de cette assemblée, une commission de douze membres, dont il se déclare président. La majorité des membres du congrès, sans opposer de résistance, se retire à Callao, y reprend ses séances, se constitue en assemblée souveraine, et élève à la présidence le marquis de Torre-Tagle, dont il a été question plus haut, le même qui avait rempli les fonctions de président sous le gouvernement provisoire.

Le général espagnol ne perdait pas son temps pendant ces contestations qui divisaient les républicains; persuadé qu'il aurait bon marché d'un ennemi ainsi divisé contre lui-même, il avait porté toutes ses forces sur Lima, et s'était emparé de la ville. Bientôt après, menacé par Bolivar, qui arrivait à la tête de nouvelles troupes envoyées par le congrès de Colombie, il fut contraint d'évacuer la place, et le congrès, ainsi que le président Torre-Tagle y transférèrent de nouveau le siége du gouvernement. Pendant ce temps Aguero s'était retiré dans les environs de Truxillo avec trois mille hommes qui lui étaient restés fidèles.

On était dans les premiers jours de septembre quand Bolivar arriva à la tête de ses troupes. Dans la nécessité pressante où se trouvait le nouveau gouvernement, on ne vit d'autre chance de salut que de confier la dictature à ce général, dont on connaissait les talents et la fermeté; et, comme cela avait été fait pour Aguero, le président lui-même eut ordre de ne rien entreprendre avant d'en avoir conféré avec lui. Le premier soin de Bolivar devait être de terminer les divisions intestines : il fit donc tous ses efforts pour montrer à Aguero les dangers où son ambition et son fol entêtement réduisaient la république ; il lui représenta la joie des ennemis de l'indépendance, qui déjà marquaient l'instant où ils mettraient la main sur leur proie, après avoir exterminé

tout ce que le Pérou renfermait d'hommes généreux; rien ne fut capable d'ébranler l'ancien président. Loin de là, il chercha à former une alliance avec les royalistes, et fit des démarches pour entraîner sous ses drapeaux le général San-Martin. Dès lors, Bolivar vit bien que la force des armes était seule capable de réduire ce rebelle, et, dans le courant d'octobre [1823], il dirigea ses troupes sur Truxillo. Il n'y était pas encore arrivé, qu'Aguero et ses principaux officiers étaient arrêtés dans la ville même par le colonel de l'un des régiments sur la fidélité desquels il comptait le plus. Aguero, remis au pouvoir du gouvernement républicain, fut exilé à Guayaquil, et ses principaux partisans déportés au Chili. Aussitôt après cet heureux événement, l'autorité du gouvernement ne trouva plus de contradicteurs.

Pendant que ces choses se passaient, le congrès réuni à Lima poursuivait le cours de ses travaux : après une longue discussion, la nouvelle constitution avait enfin été adoptée; tous les fonctionnaires prêtèrent serment, et elle fut solennellement proclamée dans la ville [20 novembre 1823]. Néanmoins, on déclara que certains articles, adaptés à la marche d'un gouvernement régulier, ne pouvaient être mis en vigueur, tant que l'indépendance ne serait pas entièrement établie. Les pouvoirs extraordinaires de Bolivar lui furent provisoirement continués.

Tout faisait présager la fin prochaine de la guerre, quand une insurrection, suscitée dans la garnison de Callao par quelques partisans de l'Espagne, remit cette place importante aux mains des royalistes. Pendant l'émotion qu'avait produite cette fâcheuse nouvelle, un événement plus grave encore augmenta le trouble des esprits : le président Torre-Tagle, que chacun regardait comme entièrement dévoué à la république, se déclara ouvertement pour l'Espagne. Cette défection du chef de l'État pouvait en entraîner immédiatement la perte. Bolivar sentit que le moindre retard pouvait tout perdre, et que c'était le cas, dans cette circonstance décisive, de faire usage de la dictature qui lui avait été conférée. Il nomme, pour l'exercer pendant son absence, Jose Sanchez Carion, homme en qui il avait la plus entière confiance, et marche droit à l'armée royale. Après différents combats partiels, les deux armées se rencontrent enfin dans les plaines de Junin, et là, une bataille sanglante est livrée; l'armée espagnole est mise dans une déroute complète, et sa perte était certaine sans la fatigue extrême des troupes de Bolivar, qui, exténuées par de longues marches, ne purent la poursuivre long-temps. Ce fâcheux contre-temps donna à Canterac, général espagnol, le temps de reployer ses forces dans la vallée de Janja, qu'il assigna comme lieu de rendez-vous à tous les partisans de l'Espagne. Des renforts considérables lui arrivèrent de divers côtés, et bientôt il se vit à la tête d'une nouvelle armée de neuf mille hommes. Le courage des royalistes était relevé. Canterac, sachant que les forces républicaines étaient divisées en deux armées principales, conçut l'espoir de les vaincre successivement; en conséquence, il marcha en toute diligence à la rencontre du général Sucre, et l'ayant rencontré non loin de Guamanguilla, le 9 décembre 1824, il le contraignit à accepter la bataille. Le corps de Sucre n'était pas composé de plus de cinq mille cinq cents hommes. Malgré cette infériorité numérique, il ne perdit pas l'espoir de vaincre l'ennemi par des dispositions habiles. Le signal est donné, et les soldats marchent à l'attaque avec une égale ardeur de part et d'autre. Après un combat long et meurtrier, les Espagnols, qui avaient laissé enfoncer leur centre à la première charge, commencent à perdre contenance, les soldats péruviens redoublent de courage, et bientôt une victoire complète couronne leurs efforts. Les Espagnols perdirent dans cette journée mémorable six de leurs généraux et deux mille six cents soldats; le vice-roi, blessé, tomba aux mains des indépendants, et le jour même ce qui restait de l'armée royaliste accepta du général Sucre une capitulation, dont voici les clauses principales :

« Les troupes espagnoles doivent évacuer tout le territoire qu'elles occupent, jusqu'à Desaguora, et livrer tout leur matériel à l'armée colombienne.

Trajes de los Chiquitos, (Bolivia.)



COSTUMES DES CHIQUITOS (BOLIVIA).

AMÉRIQUE

» L'armée tout entière se rendra prisonnière de guerre. Tous les officiers ou soldats auront la faculté de rentrer librement dans leurs foyers, ou de prendre du service dans l'armée péruvienne, en conservant leurs grades. Le Pérou se charge de transporter à ses frais jusqu'en Espagne ceux des Espagnols qui voudront retourner dans leur patrie.

» On respectera les propriétés des Espagnols absents.

» La forteresse de Callao sera remise à l'armée péruvienne. »

Tel fut le résultat de la bataille mémorable connue sous le nom de bataille d'Ayacucho, et qui affranchit la vice-royauté du Pérou de toute dépendance de la cour d'Espagne.

Mais cette victoire décisive, en détruisant l'armée principale des royalistes, n'empêchait pas l'explosion des mécontentements partiels, et, comme il arrive toujours après les révolutions, pendant long-temps encore le gouvernement nouveau devait avoir à combattre bien des résistances. Aussitôt après la capitulation d'Ayacucho, des parlementaires avaient été envoyés au général Rodil, commandant de Callao pour l'Espagne. Celui-ci, loin d'adhérer à la convention faite par Canterac, refusa positivement de recevoir les envoyés de Bolivar, et déclara qu'il était résolu de défendre jusqu'à la dernière extrémité le poste qui lui avait été confié par son souverain légitime. Bolivar, espérant vaincre cette résistance par une mesure énergique, rendit un décret par lequel il déclara que « par le fait même de leur refus d'accéder à la capitulation signée par le chef supérieur des forces du roi d'Espagne, les hommes de la garnison de Callao se séparent de la nation espagnole, et qu'ils sont en conséquence mis par la république du Pérou hors de la loi des nations.

» Tout individu surpris à faire parvenir des vivres ou des munitions dans la place, ne sera pas considéré par les Péruviens comme prisonnier de guerre, mais puni de mort comme pirate. »

En même temps des mesures furent prises pour serrer de près la ville rebelle.

Le 10 février 1825, le congrès péruvien ouvrit ses travaux à Lima, par une séance solennelle, dans laquelle Bolivar vint déclarer que désormais la liberté de la république étant assurée, les pouvoirs extraordinaires qu'il avait reçus du congrès devenaient dans ses mains une arme inutile. En conséquence, il priait les législateurs de vouloir bien accepter sa démission de la dictature. Il ajouta que son intention était de se mettre, comme simple général, à la disposition du congrè pour reprendre la place de Callao, et de donner en même temps ses soins à l'affranchissement du Haut-Pérou, encore menacé par les Espagnols. Le congrès, après de vaines instances pour engager le dictateur à conserver l'exercice du souverain pouvoir, le pria de rester à la direction des affaires jusqu'au 1er janvier 1826, époque à laquelle la liberté, encore au berceau, aurait eu le temps de se consolider. Bolivar accepta. Les représentants du peuple péruvien pensèrent alors à témoigner leur reconnaissance aux hommes et aux peuples qui avaient contribué à secouer le joug de l'Espagne : différents décrets furent rendus à cet effet dans les premières séances. Une députation devait aller remercier le congrès et le vice-président (1) de la Colombie des secours qu'ils avaient envoyés aux républicains. Bolivar reçut le titre de père du peuple et de sauveur du Pérou ; une médaille devait être frappée en témoignage des services qu'il avait rendus à la nation péruvienne ; enfin, le général Sucre reçut le titre de grand-maréchal d'Ayacucho.

Cependant le Haut-Pérou était loin d'être pacifié, et le général espagnol Olaneta tenait encore sur quelques points assez importants du territoire. Bolivar, pour achever la délivrance de cette province importante, était parti de Lima, après avoir publié une proclamation, dans laquelle il engageait les habitants à l'union, à la concorde et au dévouement à la chose publique. Quand il arriva

(1) Bolivar, comme nous le verrons plus bas, était alors président de la république colombienne. Santander, vice-président, remplissait les fonctions de président, pendant que Bolivar dirigeait la guerre du Pérou.

dans le Haut-Pérou, il trouva que les Espagnols, battus par les troupes péruviennes, avaient perdu toute influence dans cette contrée, et que de toutes parts des insurrections éclataient en faveur de l'armée libératrice. Bientôt il n'y eut plus un seul point de l'ancien empire des incas qui n'eût proclamé l'indépendance.

Le premier soin de Bolivar fut d'organiser le gouvernement des nouvelles provinces acquises à la liberté. La première question qui se présentait à vider était celle de savoir si le Haut-Pérou appartiendrait à la république péruvienne, ou à celle de Buenos-Ayres, qui la réclamait comme partie intégrante de l'ancien vice-royauté du même nom. Pour trancher la difficulté, Bolivar convoqua à Potosi une assemblée des habitants des provinces de La Paz, Potosi, Charcas, Cochabamba et Santa-Cruz, à l'effet d'émettre leur vœu. La décision qui serait prise par ces députés ne devait être exécutoire qu'après la sanction du congrès péruvien. Cette proposition de Bolivar avait été accueillie avant la convocation des députés par les républiques du Pérou et de Buenos-Ayres, qui reconnaissaient aux habitants du Haut-Pérou la liberté de régler la forme et le principe de leur gouvernement.

En conséquence, le 6 août 1825 l'assemblée de Potosi déclara que les provinces du Haut-Pérou formeraient à l'avenir une seule république, indépendante de tout autre État, et qui porterait le nom de république de Bolivia, en mémoire des services que lui avait rendus le libérateur Bolivar.

Ainsi prit naissance la septième république, issue du démembrement des possessions espagnoles de l'Amérique du sud.

Pendant ces travaux d'organisation, Rodil, de plus en plus resserré dans Callao, envoyait au général Sucre, alors à Potosi, des propositions de capitulation que celui-ci crut devoir refuser. Le général espagnol demandait que les troupes sous ses ordres sortissent de Callao avec les honneurs de la guerre; les officiers et les soldats devaient conserver leurs propriétés mobilières ou immobilières, et ceux d'entre eux qui désireraient rentrer en Espagne, devaient y être transportés au frais du gouvernement péruvien. Le refus du général Sucre mettait Rodil dans un embarras extrême. Depuis long-temps, une escadre péruvienne bloquait la place du côté de la mer, tandis qu'une armée de quatre mille républicains la circonvenait du côté de la terre. La pêche était presque l'unique ressource de la garnison, et chaque jour la famine se faisait sentir davantage, à mesure que les autres provisions s'épuisaient. En outre, depuis plus de trois mois, il ne se passait pas de jour où il ne fallût combattre, et déjà les troupes assiégées, qui ne prévoyaient pas le terme de leurs maux, laissaient percer leur mécontentement.

Dans ces difficiles circonstances, Rodil, qui ne voulait se rendre qu'à des conditions avantageuses, comprimait de toute sa puissance les moindres marques de sédition; bientôt il fut obligé, pour maintenir la discipline dans la garnison, de recourir à des moyens de répression d'une sévérité excessive, et la mort fut appliquée à la punition des moindres délits. Ce code draconien, qui empêchait, à la vérité, les manifestations extérieures, eut pour résultat d'augmenter le nombre des mécontents. Rodil, qui n'ignorait pas ce qui se passait, résolut de maintenir, par un exemple terrible, les mutins dans leur devoir : un jour il rassemble la garnison, et déclare que tout espoir de sauver la place étant perdu, il ne reste plus qu'à vendre chèrement sa vie; mais il ne veut, poursuit-il, tenter le hasard d'une plus longue résistance qu'avec des hommes entièrement décidés à périr. En conséquence, il laisse à chacun la liberté de sortir de la ville; et ceux qui voudront profiter de la permission qu'il accorde n'ont qu'à laisser leurs armes et à s'avancer à lui. A ce discours, une quarantaine d'hommes, tant officiers que soldats, sortent des rangs; ils sont aussitôt saisis, accablés de reproches et fusillés à l'instant même.

Racontons de suite, quoique ce soit anticiper sur les événements, comment Callao retourna enfin au pouvoir des troupes républicaines.

La disette ne tarda pas à se changer en

une affreuse famine. Les assiégés, après avoir mangé leurs chevaux et toutes leurs bêtes de somme, furent réduits à se nourrir d'animaux immondes; il paraît même certain qu'on en vint jusqu'à manger la chair des hommes tués par l'ennemi. Il était impossible de rester plus long-temps dans une telle situation. Rodil fit donc proposer aux assiégeants une capitulation nouvelle. Il demandait une amnistie générale pour tous les royalistes enfermés dans la place, quelle que fût leur profession ou leur emploi. Les vaisseaux péruviens devaient transporter à bord des vaisseaux anglais, ou dans tout autre lieu qu'ils désigneraient, les fonctionnaires, officiers ou soldats qui voudraient quitter le sol de la république. Tous ceux qui exprimeraient le désir d'y rester en obtiendraient la permission, avec garantie de la sûreté de leurs personnes et de leurs propriétés. On accorderait aux uns et aux autres un délai de six mois pour aviser à leurs moyens d'existence, et prendre le parti qu'ils jugeraient convenable.

La capitulation, acceptée avec quelques modifications, fut signée le 22 janvier 1826, et le 23, les troupes républicaines, commandées par le général Tolon, entrèrent dans la ville, qui, depuis vingt-trois mois, était au pouvoir des royalistes.

Ainsi l'Espagne perdit la seule place qui restât encore en son pouvoir sur le sol du Pérou.

Pendant ces dernières luttes contre la mère-patrie, Bolivar s'occupait de donner à la république péruvienne une constitution définitive. Un congrès avait été réuni à Potosi pour discuter les bases de cet acte important. Il présenta à cette assemblée un projet de constitution jusque là sans exemple dans les républiques américaines, et dont voici les dispositions principales :

Les députés devaient être nommés par les électeurs, et le nombre de ces derniers serait égal au dixième du nombre des électeurs primaires. La législature était composée de trois chambres : 1° Celle des tribuns, dont la fonction consistait à régler le revenu public, et à laquelle appartiendrait le droit de paix et de guerre. 2° Celle des sénateurs, qui avait dans ses attributions les tribunaux et le culte. 3° Enfin, à la chambre des censeurs était confiée la garde de la constitution, et un pouvoir politique et moral semblable à celui des censeurs de Rome.

Le pouvoir exécutif appartenait à un président à vie, irresponsable, et dont l'unique fonction se bornait à commander les armées de terre et de mer, et à nommer les employés supérieurs de l'administration.

Ce président nommait un vice-président, qui lui succédait de droit.

Enfin les ministres, seuls responsables, étaient chargés de tous les détails de l'administration.

Ce projet excita de vives réclamations dans toutes les parties de la république, et attira sur son auteur des accusations multipliées d'ambition personnelle. La plupart, ayant pour unique modèle la démocratie des États-Unis de l'Amérique du nord, ne pouvaient supposer qu'un peuple pût être fort et heureux avec un pouvoir vigoureusement constitué, et ne voyaient dans la constitution nouvelle qu'un germe de royauté que se réservait le libérateur. Je ne veux pas ici plaider la cause de Bolivar, et le décharger des accusations graves auxquelles il devait bientôt être en butte. J'ignore, à vrai dire, quelle était sa pensée intime, et les projets qu'il méditait sur les républiques du Sud; mais je conçois que le désordre, on peut même dire le dévergondage démocratique, dont il était depuis long-temps témoin, ait vivement frappé son attention, et qu'il ait cherché à y porter remède. Qu'était-ce, pour tout homme sensé, que toutes ces républiques vides de citoyens, dans lesquelles la souveraineté tendait à se morceler de plus en plus? Quel résultat pouvaient avoir ces rivalités de provinces et d'individus se disputant sans cesse la suprématie, et donnant au monde l'exemple de l'égoïsme et de toutes les mauvaises passions qu'il engendre? Sans aucun doute, un homme honnête et dévoué, qui aurait saisi, usurpé, si l'on veut, le pouvoir dans les républiques naissantes, et qui les aurait dirigées d'une main ferme et habile, leur eût rendu un signalé service; il aurait évité ces déchirements dont

nous allons être témoins. Mais revenons.

Les mécontentements suscités par le projet de constitution étaient encore augmentés dans le peuple par la gêne extrême de toutes les classes de la société, par la difficulté des transactions commerciales, et par une misère que chacun disait, avec raison, plus grande que sous l'administration de l'Espagne.

Néanmoins, dans l'impossibilité où l'on était de se passer de l'assistance de l'armée colombienne, le congrès accueillit la nouvelle constitution avec des marques de joie apparente.

Elle fut proclamée à Lima le 9 décembre 1826, pendant que Bolivar, rappelé par les divers partis qui déchiraient sa patrie, allait jouir à Bogota des acclamations populaires que les Péruviens commençaient à lui refuser.

La nouvelle constitution, que le congrès n'avait acceptée que sous l'influence de la crainte, fut reçue par le peuple avec une froideur marquée, et bientôt une grande fermentation se manifesta dans l'esprit public; on commençait à exprimer hautement les inquiétudes qu'inspiraient l'ambition de Bolivar et l'arrogance des troupes colombiennes. Chaque jour une explosion devenait de plus en plus imminente.

La capitale du Pérou donna la première l'exemple de l'insurrection contre *les nouveaux oppresseurs*. Les principaux habitants formèrent une réunion dans laquelle ils rédigèrent une réclamation au conseil du gouvernement alors existant. Ils représentaient à ce conseil que « la constitution de Bolivar »ayant été imposée par la violence, et adop»tée contre la volonté du peuple, il plût au »gouvernement de déclarer cette constitu»tion nulle et non avenue au Pérou; et »priaient le président du conseil suprême de »convoquer le plus promptement possible »un congrès des représentants légitimes de »la nation pour délibérer sur ce qu'il y au»rait à faire de plus convenable dans la cir»constance. » En conséquence, le général Santa-Cruz, président du conseil, rendit un décret par lequel il convoquait à Lima un congrès extraordinaire constituant. Ce congrès, qui devait se réunir le 1er mai, devrait étudier, discuter une nouvelle constitution, et nommer le président et le vice-président de la république.

Cependant la défiance publique contre les troupes colombiennes qu'on supposait être, avant tout, dévouées à Bolivar, jetait l'inquiétude dans tous les esprits, et rendait une collision imminente entre ces troupes et les soldats péruviens. Il fut décidé que les premières retourneraient dans leur patrie. Le 19 mars elles s'embarquèrent pour Guayaquil, laissant les Péruviens dans la plus grande joie de leur départ.

En même temps que le gouvernement se débarrassait de l'oppression des troupes colombiennes, il chassait du Pérou les partisans connus de Bolivar, et réintégrait dans leurs fonctions tous les citoyens que celui-ci avait destitués ou exilés. Enfin, la tranquillité étant un peu rétablie, on put s'occuper des élections, et le congrès se réunit à Lima le 4 juin 1827.

Le général Santa-Cruz ouvrit la session par un discours, dans lequel il traçait un tableau assez satisfaisant de l'état de la république; puis il déposa immédiatement entre les mains des députés du peuple sa démission de président du conseil. Le congrès fit quelques instances au général pour l'engager à conserver le pouvoir, mais elles furent inutiles, et, quelques jours plus tard, la présidence fut confiée au général Joseph Lamar.

Le tremblement de terre du 30 mars 1828, en jetant l'épouvante parmi les Péruviens, mit pendant quelques jours un terme aux discordes civiles; mais, dès qu'on fut un peu revenu de la terreur qu'avait inspirée ce terrible fléau, les partis commencèrent à s'agiter de nouveau.

Le Haut-Pérou (république de Bolivia) était en feu, et la république péruvienne, occupée à réformer son pacte fondamental, tiraillée par les partis unitaire et fédéraliste, accablée sous une dette dont rien ne pouvait faire pressentir la diminution, et menacée en outre par la guerre que venait de lui déclarer la Colombie, touchait véritablement à sa ruine. Cette guerre peu meurtrière de part et d'autre, si l'on ne considère que les com-

bats qui furent livrés, fatigua néanmoins les deux républiques, et principalement le Pérou. Elle fut terminée par le traité du 22 septembre 1829, qui rétablit enfin la paix entre les deux puissances.

A peine est-il besoin de noter dans l'histoire de ces pays classiques de l'anarchie, qu'une révolte avait, pendant l'espace de temps que nous venons de parcourir, renversé le président Lamar, peu de temps après son élection, et l'avait remplacé par le général Antonio Gutierez de la Fuente, qui bientôt avait été contraint de céder à son tour le fauteuil au général Gamara [1830].

Depuis cette époque, aucun événement important ne s'est passé au Pérou, qui mérite de fixer notre attention.

Qu'ajouterions-nous donc pour compléter l'histoire de la république péruvienne? Raconterons-nous longuement les querelles d'ambition et les rivalités d'antichambre qui n'ont cessé de l'agiter jusqu'à ce jour? Des discours pompeux, prononcés avec l'emphase espagnole à l'ouverture de chaque session des assemblées législatives, sont les seuls monuments que l'histoire puisse conserver de la grandeur et de la prospérité de la république; nous connaissons d'ailleurs les bases sur lesquelles elle est constituée; nous avons vu l'esprit qui anime ses législateurs et la façon dont ils conçoivent la liberté; nous pouvons prévoir que les maux qui l'accablent ne sont pas près de toucher à leur terme.

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIA.

Nous n'avons que peu de mots à dire de cette république, fondée, comme nous l'avons vu, au moment de la plus grande popularité de Bolivar et du général Sucre.

Dans l'excès de la reconnaissance publique pour les deux libérateurs, il avait été décrété que la république serait appelée Bolivia, et qu'une ville nouvelle, destinée à en être la capitale, serait fondée et porterait le nom de Sucre. Cet enthousiasme ne fut pas de longue durée.

Dès l'année 1826, la constitution imposée par Bolivar à Bolivia, comme à la république péruvienne (voir page 307), avait singulièrement refroidi les esprits; et le général Sucre, laissé par le libérateur à la tête de la république, exerçait le pouvoir avec une dureté qui ne tarda pas à éloigner de lui le plus grand nombre de ses partisans. Un an s'était à peine écoulé, qu'une conspiration, tramée par ses officiers, faillit lui coûter la vie, et il fut contraint de recourir aux supplices pour faire rentrer les mutins dans l'obéissance. Cette mesure, qui retint momentanément l'explosion du mécontentement public, n'empêcha pas les haines de s'accumuler contre *le tyran*, et bientôt une insurrection nouvelle devait lui ravir à jamais le pouvoir.

Il était à Chuquisaca (1), lieu ordinaire de sa résidence, quand, le 18 avril 1828, un soulèvement presque général le contraignit à paraître sur la place publique. Plusieurs hommes furent tués à ses côtés, et lui-même eut le bras traversé d'une balle. Cette révolte, vaincue comme la première, coûta également la tête à ceux qui l'avaient soulevée, mais elle eut des suites plus graves.

En effet, dès que les Péruviens avaient appris ces événements, ils avaient songé à envoyer du secours à la Bolivie; le gouver-

(1) Cette ville est la même que Charcas, ou La Plata.

nement et le peuple avaient été unanimes dans cette résolution, tant on avait conservé de fâcheux souvenirs de l'administration du libérateur colombien. On se souvenait d'ailleurs que, lors du soulèvement du Pérou contre les troupes colombiennes (voir p. 308), le général Sucre avait envoyé à Lima des agents secrets, pour fomenter la discorde civile et rétablir l'influence des partisans de Bolivar.

Une armée péruvienne, sous les ordres de Gamara, pénétra sur le territoire bolivien, et rencontra, non loin de Potosi, les troupes du général Sucre, commandées par l'un de ses lieutenants. De part et d'autre on montrait peu d'ardeur à engager la bataille, et une convention intervint, dans laquelle il fut stipulé : 1° que les Colombiens quitteraient le sol de la république; 2° qu'un congrès général se réunirait à Chuquisaca pour y recevoir la démission du président Sucre; 3° que ce congrès nommerait un gouvernement provisoire, en attendant l'adoption d'une constitution nouvelle.

Toutes ces conditions furent ponctuellement exécutées, et le président, après avoir remis ses pouvoirs au congrès, partit pour la Colombie avec les troupes qui lui restaient fidèles. Nous verrons plus bas, qu'à peine arrivé dans cette république, il fut nommé par Bolivar général en chef des troupes destinées à envahir le Pérou (1).

Aussitôt après le départ de Sucre, le congrès éleva à la présidence de Bolivia le général Santa-Cruz, et commença ses travaux sur la constitution.

Le nouveau président était le même que nous avons vu (page 308) à la tête de la république péruvienne. A la suite de sa démission de la présidence, le gouvernement péruvien l'avait envoyé au Chili, en qualité de ministre plénipotentiaire, et il était dans cette dernière république lorsqu'il fut élevé à la première magistrature de la Bolivie. Cette absence fut cause de nouveaux malheurs. En attendant son arrivée, les factions, suivant l'usage, se livrèrent des combats acharnés. Velasco usurpe la présidence; mais bientôt, destitué par le congrès, il est remplacé par le général Blanco, qu'une révolution nouvelle ne tarde pas à renverser à son tour. Enfin, un gouvernement provisoire est installé, qui appelle de nouveau Santa-Cruz, et convoque un nouveau congrès. Celui-ci, confirmant la décision du gouvernement provisoire, porte définitivement Santa-Cruz à la présidence.

Lorsque ce général débarqua à Aréquipa pour entrer dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, il fut reçu comme un libérateur impatiemment attendu, et prit possession de la présidence le 24 mai. Son premier acte fut une proclamation, dans laquelle il retraçait vivement la situation de la Bolivie, et invitait les citoyens à la patience et à la concorde, sans laquelle il était impossible de remédier aux malheurs publics.

Sous le gouvernement du nouveau président, la tranquillité parut enfin vouloir renaître. Quelques efforts furent faits pour organiser les diverses branches de l'administration, mais ils étaient sans cesse contrariés par les rivalités des ambitieux, et par la perpétuelle dispute des fédéralistes et des unitaires, qui, il faut en convenir, étaient moins acharnés dans cette contrée que dans d'autres parties du continent méridional.

Lors de la première session de l'assemblée législative, qui eut lieu le 24 juin 1831, le président Santa-Cruz annonça au congrès la récente reconnaissance de la république par le gouvernement français. C'est là le dernier événement important que nous ayions à signaler à nos lecteurs. Nous ne nous arrêterons pas à noter les changements de personnes survenus dans l'administration depuis cette époque. Qu'il nous suffise de savoir, en terminant, que la Bolivie passe pour la plus heureuse des républiques de l'Amérique du sud, parce qu'elle est enfin parvenue à végéter.

(1) Nous avons dit, à propos de l'histoire du Pérou page 308), quelle fut l'issue de la guerre de cette république contre la Colombie.

HISTOIRE DE LA COLOMBIE.

La Colombie était la partie de l'Amérique du Sud comprise entre le 5° 50' latitude méridionale, et le 12° 30' latitude australe; et les 58° et 83° 15' de longitude occidentale.

Elle avait pour bornes: au nord, la mer des Caraïbes; au nord-est, l'Océan-Atlantique; à l'est, la rivière d'Essequibo, qui la séparait de la Guyanne; au sud, le Brésil et le Pérou; à l'ouest, elle était bornée par l'Océan-Pacifique, et au nord-ouest, par l'Océan-Pacifique et l'état de Costa-Rica, qui fait partie de la confédération de l'Amérique centrale. La population de cette vaste contrée, qui n'a pas moins de trois cent quarante-quatre mille lieues carrées de superficie, ne s'élève qu'à deux millions huit cent mille habitants; c'est-à-dire environ huit habitants par lieue carrée.

La république de Colombie ayant été formée tout récemment (1) par la réunion de la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade avec la capitainerie générale de Caraccas, nous croyons devoir écrire séparément l'histoire des deux divisions anciennes. Et, comme les faits qui composent cette histoire offrent peu d'importance, nous les raconterons le plus succinctement possible.

HISTOIRE DE LA NOUVELLE-GRENADE.

Il a été dit que, lorsque Christophe Colomb arriva d'Espagne, lors de son quatrième voyage, l'entrée de Saint-Domingue lui fut refusée; il se dirigea vers l'ouest, et découvrit, après quelques jours de navigation, une petite île, à la hauteur du cap de Honduras. Il envoya à terre son frère, accompagné de quelques hommes; celui-ci se mit en relation avec les naturels de l'île, fit avec eux quelques échanges, et revint au vaisseau. Après avoir pris possession du cap au nom du roi d'Espagne, Colomb reprit la mer en longeant la côte. Mais les vents d'est s'étant mis à souffler avec violence, mirent la flotte en grand danger de périr, et ce ne fut qu'après des peines infinies qu'on parvint à doubler un cap auquel on donna le nom de Gracias-a-Dios, en mémoire d'une délivrance qu'on regardait comme miraculeuse. Colomb toucha à Nombre-de-Dios, à Veragua, à Belos, à Porto-Belo, etc.; et, comme il avait trouvé beaucoup d'or chez les Indiens de ces parages, il résolut d'y fonder une colonie; il n'eut ni le temps ni les ressources nécessaires pour mettre ce dessein à exécution.

Depuis cette époque, divers autres navigateurs reprirent le projet de Colomb. Les plus célèbres furent Ojéda et Améric Vespuce : ils n'obtinrent pas plus de succès. On doit néanmoins à ce dernier la première description exacte qu'on ait eue sur cette partie du continent, et les mœurs des Indiens qui l'habitaient. C'est cette relation de son voyage qui valut à Améric Vespuce l'honneur d'imposer son nom au continent découvert par Colomb. La postérité a irrévocablement consacré cette usurpation, et il a fallu, pour que le nom de Colomb fût attaché à quelque partie de l'Amérique, qu'une république au berceau réparât l'injustice des contemporains de ce grand homme.

La cour d'Espagne accorda, en 1508, à Ojéda et à Nicuessa des concessions immenses de territoire dans ces contrées. Ojéda obtint la partie comprise entre le cap Vela et le golfe de Darien, à laquelle on avait donné le nom de Nouvelle-Andalousie; et Nicuessa avait reçu en partage la Castille-d'Or, com-

(1) Le 7 décembre 1819.

prise entre le golfe de Darien et le cap Gracias-a-Dios.

Ojéda, dès qu'il fut arrivé à Carthagène, fit une guerre opiniâtre aux naturels; mais ceux-ci lui opposèrent une résistance désespérée, et il allait succomber sous leurs coups, quand l'arrivée de Nicuessa le tira de cette position critique. Ils s'embarquèrent ensemble pour le Darien, et bientôt après ils fondèrent la colonie de Saint-Sébastien. Les attaques réitérées des indigènes ne laissèrent aux Espagnols aucun instant de repos; c'est pourquoi, désespérant de jamais s'établir solidement dans cette contrée inhospitalière, ils résolurent de reprendre la route de Carthagène. Ils avaient mis à la voile, quand ils rencontrèrent deux vaisseaux qui leur apportaient des renforts en provisions, en munitions de guerre et en hommes. Remplis de joie, ils revinrent sur leurs pas; mais, arrivés à Saint-Sébastien, ils ne trouvèrent plus que des ruines à la place du fort qu'ils avaient construit : les habitations et les plantations avaient été renversées de fond en comble par les Indiens. On résolut de tenter de nouvelles découvertes; on remonta le cours de la rivière de Darien, et l'on eut à combattre de nombreuses tribus d'indigènes, qu'on parvint néanmoins à soumettre par la force des armes; et, dès qu'on put jouir de quelque tranquillité, on jeta une nouvelle colonie, à laquelle on donna le nom de Sainte-Marie-du-Darien.

Il y avait peu de temps que cet établissement était fondé, quand Ojéda, accablé de fatigues et de soucis, tomba malade et mourut, laissant les Espagnols sans chef, car Nicuessa était resté à Nombre-de-Dios pour y fonder un établissement. Aussitôt après la mort du seul homme auquel ils se crussent obligés d'obéir, les colons se livrèrent à toutes les passions de soldats grossiers et d'aventuriers avides. La colonie allait s'abîmer dans une anarchie complète, quand on résolut d'envoyer un message à Nicuessa pour le prier de venir rétablir l'ordre et la subordination. Celui-ci accéda volontiers à cette prière de ses compatriotes; mais, à son arrivée, l'exaspération causée par les rivalités était telle, que sa voix fut impuissante à calmer l'irritation des esprits. Les mutins, pour se débarrasser de ses remontrances importunes, le saisirent, l'embarquèrent de vive force sur un vaisseau démâté, et le poussèrent à la mer. Depuis ce temps on n'entendit plus parler de lui.

Dom Pedro Arias d'Avila reçut, en 1514, le gouvernement de la Castille-d'Or et de la Nouvelle-Andalousie. Tout ce vaste territoire prit alors le nom de Terre-Ferme (Tierra-Firme). D'Avila fonda la ville de Panama, sur la côte occidentale de la province de ce nom, et établit la puissance espagnole dans le Darien, et le long de la côte de Véragua, jusqu'au cap Blanc.

Tout le sud de la Nouvelle-Grenade fut soumis à la couronne d'Espagne, vers 1536, par Sébastien Bénalcazar, dont il a été question dans l'histoire du Pérou. Cet officier fonda des colonies dans toutes les provinces conquises. Vers la même époque, Ximenès de Quesada s'emparait des provinces du nord depuis Sainte-Marthe. Il est impossible de se faire une idée des peines et des dangers qu'eurent à surmonter les Espagnols pour se rendre maîtres de ces dernières provinces. Les indigènes employèrent tous les moyens pour exterminer le petit nombre d'Européens qu'ils voyaient s'emparer de leur pays; enfin ils furent vaincus, et toute la province fut érigée en royaume [1547]. Après divers changements dans la forme du gouvernement, ou plutôt dans le mode d'administration, elle conserva définitivement le titre de vice-royauté jusqu'aux premières années du dix-neuvième siècle.

Entre ces deux époques, l'histoire de la Nouvelle-Grenade ne nous offre aucun intérêt. Nous avons donné, en faisant l'histoire du Mexique et du Pérou, les détails de l'administration; les mêmes habitudes s'y formèrent, les mêmes relations s'établirent entre les diverses classes d'individus, et ce que nous pourrions en dire ne serait qu'une répétition oiseuse.

Le dix-huitième siècle avait fini, et la révolution française avait proclamé dans le monde le dernier mot de la civilisation moderne. Les idées d'affranchissement, bravant les douaniers des gouvernements absolus,

avaient pénétré jusque dans les contrées les plus incultes du Nouveau-Monde, et déjà, depuis quelques années, germaient dans les têtes des hommes les plus influents, lorsque l'on apprit l'invasion de la mère-patrie par les Français, et la captivité des rois d'Espagne.

A ces nouvelles, une grande agitation s'empara des esprits; Charles IV, avant de mourir, avait déshérité son fils Ferdinand, et légué le trône d'Espagne à Napoléon, ainsi que ses droits sur les colonies espagnoles. Mais les peuples de l'Amérique, dans leur haine contre l'homme qui avait abaissé la mère-patrie, refusèrent de reconnaître son autorité; dans beaucoup de provinces on chassa les agents français, et l'on brûla les proclamations dans lesquelles le vainqueur de l'Espagne promettait aux colonies un régime cent fois préférable à celui qui les avait régies jusqu'alors.

De leur côté, les fonctionnaires de l'ancienne monarchie, conservés, pour la plupart, dans leurs emplois par le nouveau souverain, montraient beaucoup de propension à se soumettre à ses ordres : des discussions s'élevèrent, et, peu à peu, le mécontentement gagna même les plus timides. Dans cet état des esprits, il ne fallait qu'une étincelle pour allumer l'incendie.

Quito donna le signal; une junte, ou assemblée provinciale des notables habitants de la province, s'y réunit spontanément; Moralès et Quiroga en furent les ministres. Le but qu'on se proposait était de renverser les autorités espagnoles, qui penchaient pour le parti de Napoléon, et d'administrer la colonie au nom de Ferdinand VII, alors prisonnier à Valençay. Le 10 août 1809 la junte se constitue; son premier acte est de retirer le commandement au comte Ruis, président de Quito, et elle reçoit des nouveaux fonctionnaires qu'elle nomme le serment de fidélité à Ferdinand VII.

En même temps on élève à la dignité de chef du gouvernement le marquis de Selva Alègre, homme recommandable par d'éminentes qualités, mais que sa faiblesse aurait dû faire exclure d'un emploi aussi important.

Mais la désunion ne tarda pas à naître parmi les membres de la junte; la plupart d'entre eux étaient guidés par l'intérêt personnel, et l'on ne put s'entendre sur les mesures qu'il convenait d'adopter; l'embarras fut à son comble quand on apprit que le gouverneur de Guayaquil, joint aux vice-rois du Pérou et de Santa-Fé, se disposait à envahir la province.

On fut trop fier, après trois mois d'indépendance, d'envoyer au comte Ruis une députation, pour le prier de reprendre ses fonctions [8 novembre 1809]. Celui-ci accéda à cette invitation, et rentra dans Quito au milieu des acclamations de la multitude. Il avait promis qu'aucune recherche ne serait faite, aucune poursuite exercée contre les membres de la junte, non plus que contre aucun des insurgés; la seule condition qu'il leur eût imposée était de se retirer dans leurs domiciles.

Chacun était tranquille sur les suites de cette affaire, quand, trois semaines après la réinstallation de Ruis, les troupes royales, arrivées de Guayaquil et de Lima, entrent dans Quito sous les ordres d'Aredonda. Les habitants, comptant sur les promesses de Ruis, les reçoivent à bras ouverts; mais bientôt les yeux furent dessillés. Aredonda obtint de Ruis la permission d'arrêter tous ceux qui avaient pris part au mouvement insurrectionnel, et plus de cinquante d'entre eux furent jetés dans les prisons. Bientôt les arrestations s'étendirent jusqu'aux plus obscurs citoyens, et la consternation publique fut à son comble quand on apprit que quatre-vingt-quatre des insurgés avaient été condamnés à mort. A peine un peu d'espoir vint-il ranimer les courages lorsqu'on sut que Ruis refusait d'autoriser l'exécution de la sentence, et que l'affaire allait être portée devant le vice-roi de Santa-Fé.

Les soldats arrêtés avaient été enfermés dans une prison distincte de celle des principaux auteurs de l'insurrection. Pendant que le messager, chargé de porter les pièces de la procédure à Santa-Fé, était en route, ils parviennent à tromper la vigilance de leurs gardes, sortent en foule de leur prison, se transportent, saisis de fureur, à celle qui contenait les chefs du mouvement, et les massa-

crent au nombre de soixante-douze. De là ils se répandent dans la ville, mettent à mort tous les individus qu'ils rencontrent, sans distinction ni de sexe ni d'âge, et se livrent au pillage et à tous les excès. Quiroga et Moralès furent au nombre des victimes de cette journée, qui coûta la vie à environ trois cents habitants de Quito [2 août 1810]. Peu de jours après cet événement, le docteur San-Miguel, qui avait été chargé de porter à Santa-Fé les pièces de la procédure, revint à Quito : il raconta qu'à son arrivée à Santa-Fé, il avait trouvé la ville en insurrection [23 juillet 1810], les autorités royales dispersées, et que le gouvernement nouveau avait fait brûler par le bourreau tous les papiers relatifs au procès. Presque en même temps on avait appris à Quito la révolte de Caraccas : elle avait eu lieu le 19 avril 1810, jour du jeudi saint.

Ces nouvelles doublèrent le courage des insurgés, et bientôt le mouvement révolutionnaire gagna les villes principales. Mais l'insurrection marchait sans ordre et sans chefs, abandonnée pour ainsi dire aux passions de la multitude et à l'égoïsme des intrigants. Loin d'offrir le spectacle du dévouement à une cause sainte, les villes montrèrent en général un esprit étroit de localité, qui mettait à chaque instant la cause commune en péril. Chacun, ne cherchant dans la révolution que son avantage personnel, se constitua l'ennemi des autres, et de futiles querelles de préséance mirent parfois les armes à la main à des cités rivales. C'est ainsi que Carthagène envoya des troupes pour combattre Mompox, qui s'était donné un gouvernement particulier. Une junte s'était formée dans la première de ces villes, et elle avait décrété une déclaration de principe, ayant pour but de démontrer l'excellence du fédéralisme provincial. Ce même principe, adopté par le congrès réuni à Ibague en janvier 1811, relâcha tout d'abord les liens qui devaient unir les districts aux provinces, et bientôt la plupart de celles-ci eurent assez affaire de ramener à elles les districts dissidents; il fallut que le congrès attendît que ces querelles intestines fussent un peu calmées pour reprendre l'œuvre d'affranchissement qu'elles avaient fait abandonner. Enfin, le 27 mars 1811, l'union des provinces et l'indépendance de la république furent solennellement proclamées par le congrès. Cette déclaration fut rejetée par Santa-Fé et par Carthagène, qui prétendaient à une indépendance complète, et nommèrent chacune un président particulier.

Bientôt on vit Socorro, Neyba et Mariquita se déclarer contre le congrès pour se réunir au gouvernement de Santa-Fé, qui avait pris le nom de république de Cundinamarca. La guerre civile fut ouvertement déclarée.

Narino, président de Cundinamarca et général des troupes de cette république éphémère, fut battu dans deux combats successifs par l'armée du congrès, et bientôt Santa-Fé vit l'ennemi sous ses propres murs. Narino, désespérant de défendre la ville avec le peu de troupes dont il pouvait disposer, proposa au général des troupes confédérées une capitulation dont les conditions furent refusées avec dédain. Une nouvelle bataille eut lieu, et cette fois l'avantage resta du côté du petit nombre : l'armée du congrès fut battue ; mais la victoire de Narino ne produisit pas le rapprochement des provinces, et chacune d'elles, exclusivement occupée de son organisation intérieure, n'en resta pas moins l'ennemie de toutes les autres.

Pendant ce temps, Carthagène était en proie à la plus horrible anarchie. Après avoir chassé les troupes espagnoles, elle les avait vues rentrer dans ses murs, et dès lors, l'égoïsme, qu'avait montré la province entière, les citoyens le montrèrent à leur tour. Les marchands, qu'elle renfermait en grand nombre, se demandèrent enfin quel avantage leur procurait une révolution qui depuis long-temps entravait les transactions commerciales et bouleversait les fortunes, et beaucoup d'entre eux se prirent à regretter le joug espagnol, aimant mieux la honte avec le bien-être, que la misère avec la liberté.

Sur ces entrefaites, les districts de Tolu et de San-Benito étant tombés aux mains des royalistes, le désordre fut à son comble. Le congrès, dans cet embarras extrême, prit enfin le parti de députer à Panama deux de

ses membres; ils étaient chargés de traiter avec don Perès, vice-roi envoyé par les cortès d'Espagne, de la soumission de la province entière. Ainsi, ces fiers négociants, ces républicains intrépides, qui dédaignaient d'être les égaux des autres provinces, courbaient humblement la tête, et se prosternaient devant quelques écus. — Malheureusement pour l'Espagne, son agent de Panama ne sentit pas de quelle importance il était de s'assurer une place maritime telle que Carthagène. Dans sa colère contre les insurgés, il fit mettre aux fers les deux envoyés du congrès, et, par son refus d'entendre leurs propositions, força la province à une résistance désespérée.

Bientôt des corsaires nombreux, envoyés par Carthagène dans la mer des Antilles, firent le plus grand mal aux bâtiments espagnols, pendant que de nouveaux soldats, levés à la hâte, attaquaient leur armée de terre. San-Benito, Tolu et Sainte-Marthe furent bientôt reprises par les indépendants. Ce fut à cette époque que Bolivar vint de Curaçao offrir ses services au congrès de Carthagène. Il obtint le commandement d'une division, à la tête de laquelle il culbuta les restes des royalistes réfugiés sur le cours supérieur du Magdalena, et affranchit par cette victoire le territoire de Carthagène de la domination des Espagnols.

Ce succès du général venezuelien était d'autant plus heureux pour l'indépendance des colonies espagnoles, qu'il mettait le congrès de Carthagène en position de lui accorder les secours dont on avait besoin pour délivrer le Venezuela, alors en lutte contre l'Espagne.

Mais avant d'aller plus loin, disons deux mots de l'histoire de cette province, dont Caraccas était la capitale.

HISTOIRE DE CARACCAS OU VENEZUELA.

En 1498 Christophe Colomb avait découvert les côtes de cette vaste contrée. Des tentatives furent faites par diverses compagnies pour y fonder des établissements; mais les fautes des administrateurs, la brutalité et l'avidité de leurs agents, firent constamment échouer les efforts des Européens. Le gouvernement espagnol, s'apercevant que les efforts des particuliers seraient toujours insuffisants pour établir des colonies durables, résolut de prendre lui-même la direction des établissements déjà fondés. En conséquence, il envoya dans ces contrées quelques expéditions, et confia, en général, le soin de civiliser les indigènes au zèle de quelques religieux dévoués. La capacité administrative de ces hommes était loin d'égaler leurs vertus, et la plupart périrent victimes de leur zèle, tantôt égorgés par les sauvages, auxquels ils portaient les bienfaits du christianisme et de la civilisation, tantôt accablés par les fatigues, les privations ou les maladies. Nous avons vu comment Las-Casas avait essayé de fonder sur la côte de Cumana une colonie modèle, et comment les hommes qu'il y avait laissés avaient été massacrés par les Indiens; l'histoire de la plupart des missionnaires-fondateurs est presque la même : presque tous avaient réussi à planter dans ces régions sauvages quelques centres de civilisation; ils étaient en général aimés des indigènes, qu'ils protégeaient contre les insultes des Européens; mais les excursions que les Espagnols de Saint-Domingue venaient faire sur la côte pour y renouveler leur provision d'esclaves, ne tardaient pas à détruire les germes semés avec tant de peine. Le vol, le meurtre et l'incendie signalaient partout le passage des aventuriers, et les naturels, poussés à bout par tant d'excès, finissaient par ne voir dans les colons que les associés de leurs ennemis. Dès lors, toute l'influence qu'on avait acquise sur eux était perdue, et il arrivait un jour où, à la suite d'une bataille contre les pirates espagnols, ils se portaient, saisis de fureur, aux habitations des missionnaires, qu'ils massacraient sans pitié, ainsi que les colons.

Le gouvernement espagnol, désespérant de s'établir dans ces contrées en employant des moyens pacifiques, avait substitué aux missionnaires des colonies militaires, qui étaient enfin parvenues à soumettre la plupart des tribus rebelles, quand Charles-Quint céda la propriété de toute cette côte à une compagnie allemande. Celle-ci, à peine établie,

ment définitif de cette province. De cette époque, les révolutions de la nouvelle Grenade et de Venezuela marchèrent de front, appuyées l'une sur l'autre, et il est impossible de séparer leur histoire.

Continuation de la lutte de la Nouvelle-Grenade et de Venezuela contre l'Espagne.

Le premier soin de Bolivar, après sa campagne des bords du Magdalena, fut de solliciter de Carthagène des secours pour délivrer sa province natale. Le congrès, par reconnaissance pour les services que Bolivar lui avait rendus, lui accorda aussitôt sa demande, et mit à sa disposition le corps même qu'il avait commandé. Mais ce renfort ne lui suffisait pas, et, comme il ne pouvait raisonnablement demander davantage, il confia (mars 1813) à son lieutenant Rivas (1) le soin d'aller demander au congrès de la Nouvelle-Grenade, siégeant à Tunja, les troupes dont il pourrait disposer. Rivas obtint ce qu'il demandait.

Les circonstances dans lesquelles Bolivar entreprenait l'affranchissement du Venezuela étaient extrêmement favorables : Monteverde avait usé de la victoire avec une dureté qui avait exaspéré tous les habitants. Des actes d'une vengeance implacable, d'une cruauté inouïe, contre tous ceux qui étaient seulement soupçonnés d'avoir pris part au mouvement, avaient partout signalé son administration ; un grand nombre de provinces étaient sur le point de s'insurger ; et déjà même le Cumana et le Paria, ayant levé l'étendard de la révolte, avaient culbuté les troupes royales dans les plaines de Maturin et de Barcelonne, et des guérillas s'organisaient autour de cette dernière ville.

Bolivar, à la tête de sa division, s'avança, en traversant les Andes de Pamplona, à la rencontre des royalistes ; il les surprit à Cucuta, et les mit dans une déroute complète. Profitant de cet avantage, il dépêcha, aussitôt après sa victoire, le colonel Nicolas Briceno, pour organiser à Guadalito un corps de cavalerie, à l'aide duquel il pût envahir la province de Varinas. Pendant que cet officier s'acquittait ponctuellement de la mission qui lui avait été confiée, Bolivar, vainqueur des royalistes à Grita, s'emparait du département de Mérida. Mais Briceno, vaincu à son tour par les forces royales, fut fait prisonnier ; et, par les ordres de Tiscar, gouverneur de Varinas, fusillé avec huit des principaux habitants de Varinas, comme traître et rebelle à l'Espagne. La nouvelle de la mort de son ami jeta Bolivar dans une fureur extrême, et il déclara que désormais tous les prisonniers qui tomberaient entre ses mains seraient impitoyablement livrés à la discrétion de ses soldats. La réflexion, heureusement, vint modérer ce premier transport du général colombien ; et, une fois seulement, durant cette *guerre à mort* (*guerra a muerte*), l'humanité eut à gémir des cruelles représailles exercées par ses soldats sur les vaincus. De tous côtés, des renforts de volontaires arrivaient à l'armée des insurgés.

Bolivar divisa ses forces en deux corps principaux. Il prit le commandement du premier, et confia le second au colonel Rivas. On marcha droit sur Caraccas, alors en insurrection contre les royalistes, et, dans cette marche rapide, on remporta sur ces derniers d'immenses avantages. Niquitao, Betyoque, Carache, Barquisimeto, Varinas, furent successivement témoins des triomphes des insurgés ; et enfin, Monteverde lui-même, mis en déroute devant Lostaguanes (31 juillet), fut contraint de se retirer à Porto-Cabello avec le reste de son armée. Bolivar entra en triomphe à Caraccas, le 4 août 1813. Il y fut reçu avec les marques du plus vif enthousiasme, et salué de ses compatriotes comme un libérateur.

Pendant que Bolivar délivrait ainsi tout l'ouest de la présence des troupes royales, Marino, dans la partie orientale, remportait des avantages non moins décisifs, et bientôt les royalistes n'eurent plus en leur puissance qu'un petit nombre de points, parmi lesquels étaient la ville et le port de Porto-Cabello Bolivar, après plusieurs batailles, dans lesquelles il resta constamment vainqueur, assiégea par

(1) Ou Ribas.

terre et par mer cette place importante; mais il éprouva de la part des royalistes une résistance désespérée, et renonça, après d'infructueuses tentatives, à l'espoir de s'en emparer de vive force. Ayant appris, sur ces entrefaites, que les Espagnols de Coro, renforcés par des troupes nouvellement arrivées de Porto-Rico, avaient défait les indépendants à Barquisimeto, il se porta rapidement à leur rencontre, et, le 5 décembre 1813, il remporta sur eux une victoire décisive à Araure. Le 2 janvier suivant, une assemblée générale des principaux habitants de la province, réunie à Caraccas, lui donnait le titre de libérateur de Venezuela, et lui confiait la dictature jusqu'à la réunion de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade en une seule république.

La province de Venezuela était définitivement perdue pour l'Espagne, si l'on ne trouvait quelque moyen nouveau de la subjuguer. Les chefs royalistes imaginèrent alors de soulever contre les insurgés tous les esclaves des provinces rebelles, en leur promettant la liberté en cas de réussite. A ces hommes, dont le nombre montait à soixante mille dans le seul gouvernement de Venezuela, on joignit tous les vagabonds et les gens sans aveu qu'on put rencontrer. Les agents des Espagnols auprès de ces bandes, étaient des hommes depuis long-temps flétris dans l'opinion publique : les principaux étaient Rosette, Boves, Puy et Palomo ; ce dernier était un nègre condamné à mort pour assassinat; les deux autres, nés en Espagne, étaient venus chercher en Amérique un refuge contre les recherches de la justice. Tandis que Palomo et Puy insurgeaient le Varinas, Boves et Rosette, partis des bords de l'Orénoque pour soulever la partie occidentale, s'avançaient, avec environ huit mille hommes, sur Caraccas, en semant partout sur leur passage le vol, le meurtre et l'incendie. Ils parvinrent, après une marche de près de quatre cents lieues, à soumettre Vittoria et Ocumare, villes situées à une journée de Caraccas. Ils devaient y attendre Puy, qui avait réussi à s'emparer de Varinas [février 1814]. Ces fâcheuses circonstances n'étaient pas les seules qu'eussent à vaincre les indépendants : un soulèvement des prisonniers de guerr avait eu lieu à Caraccas et à Guayra, e leur garde exigeait un nombre d'hommes considérable; c'était autant de force enlevée à l'armée de Bolivar. Dans ces conjonctures difficiles, le dictateur, exaspéré du reste par les cruautés exercées par les royalistes contre les Venezueliens, ordonna l'exécution de huit cents de ces prisonniers, et marcha à la rencontre de Boves. Il reprit Vittoria, tandis que le colonel Rivas dispersait les forces de Rosette. Ces succès ne furent pas de longue durée, et bientôt les troupes républicaines, disséminées sur un immense territoire, furent successivement battues par les royalistes. Bolivar lui-même, rencontré par Boves dans les plaines de la Puerta, essuya un échec considérable; et Marino, peu de jours après, était contraint de se retirer à Cumana. Dès lors le découragement s'empara des indépendants; ils laissèrent Caraccas sans défense, et Boves y entra au mois de juillet 1814. Bolivar alors, désespérant du triomphe actuel de la cause venezuelienne, s'embarqua pour Carthagène, pendant que Rivas, retiré près de Maturin, appelait à lui tous les patriotes. Plusieurs engagements eurent lieu, dans lesquels ces derniers remportèrent l'avantage; mais le 5 décembre 1814, la bataille d'Erica, livrée contre des forces de beaucoup supérieures, finit d'anéantir les troupes républicaines. Boves perdit la vie dans le combat, et Rivas, fait prisonnier par les royalistes, fut immédiatement fusillé.

Bolivar, en arrivant à Carthagène, trouvait la Nouvelle-Grenade entière dans une position plus critique encore, peut-être, que celle dont nous avons esquissé le tableau. Depuis 1812, les rivalités entre les chefs-lieux de provinces n'avaient cessé d'entretenir la guerre civile dans cette malheureuse contrée. Santa-Fé avait continué sa résistance au congrès; et les royalistes, profitant de ces dissensions, s'étaient emparés, en 1813, de toutes les positions les plus importantes. Narino, général des troupes de Santa-Fé, fait prisonnier par les troupes espagnoles, avait été, avons-nous dit, conduit à Cadix, mais il avait laissé à son oncle le soin de continuer la guerre. D'un autre côté, Ferdinand VII,

replacé sur le trône d'Espagne, et d'accord avec les rois coalisés contre la France, avait ordonné l'armement de forces considérables, pour soumettre sans retard les insurgés de l'Amérique. La guerre civile d'un côté, l'Espagne de l'autre, mettaient l'indépendance dans un extrême péril.

Il devenait urgent de terminer au plus tôt les guerres intestines : le congrès de Tunja, auprès duquel Bolivar venait de se rendre, offrit au général venezuelien le commandement supérieur des troupes destinées à soumettre les rebelles. Bolivar marcha contre Alvarez, général de Santa-Fé, le défit, et proposa un arrangement qui fut immédiatement accepté. Les provinces dissidentes devaient s'unir à la confédération ; mais le siége du congrès devait, à l'avenir, être transporté à Santa-Fé. Cette capitulation, en satisfaisant jusqu'à un certain point les prétentions de la capitale du Cundinamarca, donnait à la confédération dix provinces qui, depuis trois années, n'étaient occupées que de leurs querelles intestines.

Cette union produisit le meilleur effet sur tout le pays insurgé; on pensa alors exclusivement à repousser les royalistes, et, de tous côtés, l'enthousiasme se manifesta par des enrôlements et des dons volontaires. Les dominicains, entre autres, offrirent une somme considérable, destinée à subvenir aux besoins des soldats de l'indépendance.

En même temps, on prenait les mesures les plus énergiques contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Les Espagnols récemment établis sur le sol de la république étaient expulsés sans miséricorde; on envoyait des troupes contre Quito, qui soutenait alors les royalistes; et Bolivar fut chargé de se diriger sur Sainte-Marthe, où l'on craignait que les Espagnols ne tentassent un débarquement. C'est à cette occasion que le libérateur reçut le double titre de capitaine-général de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela.

Tout semblait préparé pour une vigoureuse résistance, quand de nouvelles rivalités vinrent encore porter dans l'armée le germe de la division. Carthagène, sommée par Bolivar d'envoyer son contingent de troupes, refusa toute obéissance aux ordres du congrès et de son général. On fut contraint d'en venir aux mains, et les troupes du congrès essuyèrent plusieurs défaites. Aussitôt la province de Sainte-Marthe, qui renfermait beaucoup de royalistes, se déclara contre les indépendants; tandis qu'une flotte espagnole, arrivée sur les côtes du Venezuela, et déjà maîtresse de l'île Marguerite [11 avril 1815], menaçait déjà Carthagène. Toute résistance était impossible; et Bolivar, dont le projet était de préparer une expédition nouvelle, s'embarqua pour la Jamaïque, après avoir réuni ses troupes à celles qui défendaient Carthagène. Après quatre mois d'un siége mémorable, cette ville tomba aux mains de Morillo général des forces royales [6 décembre 1815].

La soumission de cette ville importante jeta le découragement dans l'intérieur des provinces, en même temps qu'elle doublait l'ardeur des royalistes. Après plusieurs combats, où les indépendants furent vaincus, Santa-Fé ouvrit ses portes au général Latorre le 6 mai 1816, et Morillo lui-même y fit son entrée dans le mois de juin suivant. Bientôt, malgré la résistance de Santander, qui s'était retiré avec quelques républicains au nord-ouest de Cundinamarca, l'insurrection parut étouffée jusque dans ses derniers germes, et l'Espagne pouvait remercier Morillo de lui avoir rendu intacte toute son ancienne vice-royauté. Ce général célèbre ternit l'éclat de sa victoire par des actes de rigueur, blâmés même des partisans de l'autorité royale: mais il s'attachait, en même temps, à réparer les désastres causés par une guerre qui durait depuis cinq ans. Quelques mois s'étaient à peine écoulés, que la province pacifiée commençait à renaître à l'ancienne activité commerciale.

Pendant que Morillo triomphait dans la Nouvelle-Grenade, les cruautés exercées par ses officiers dans les provinces antérieurement conquises excitaient des mécontentements, et préparaient une nouvelle guerre; des guérillas, formées l'année précédente dans le Venezuela, prenaient chaque jour plus de consistance, et inquiétaient les troupes royales. Le gouverneur que Morillo avait laissé à Margarita publia une ordon-

Trajes de los Gauchos en las Pampas.



COSTUME DES GAUCHOS DANS LES PAMPAS.

nance qui prescrivait de fusiller sans délai tous les déserteurs de la cause royale, ainsi qu'un cinquième de leurs parents jusqu'à la cinquième génération. On devait également passer par les armes une personne du district où la désertion avait eu lieu. En outre, une amende de 1,000 dollars devait être payée par le district du déserteur; l'amende était décuplée pour la province. De telles mesures devaient, tôt ou tard, occasionner une insurrection; le signal en fut bientôt donné.

Arismendi, chef du premier mouvement de Margarita, s'était tenu caché à tous les yeux depuis la soumission de cette île à Morillo. Ayant appris, au fond de sa retraite, les mécontentements que soulevaient les Espagnols, il prévient plusieurs de ses amis, partisans comme lui de l'indépendance, soulève en une nuit la capitale, et, quelques jours plus tard, l'île entière était insurgée. Bientôt, malgré les efforts et les cruelles exécutions des généraux espagnols, les royalistes, expulsés de toutes les places de l'île, n'y possédaient plus que le seul fort de Pampatar.

L'insurrection de Marguerite offrait un puissant point d'appui aux patriotes de Venezuela. Cette île, située en face de Caraccas, dont elle n'est séparée que par un canal de huit lieues, pouvait servir d'entrepôt et de lieu de refuge, en même temps qu'elle permettait d'inquiéter les vaisseaux espagnols dans la mer des Antilles.

Depuis quelques mois, Bolivar avait quitté la Jamaïque pour aller demander du secours à la république haïtienne, dans laquelle s'étaient réfugiés un grand nombre de patriotes de Carthagène et de Venezuela. Le moment parut favorable : un négociant de Carthagène, Brion, fournit les fonds nécessaires pour une expédition maritime, et Bolivar, à la tête de trois mille cinq cents hommes, mit à la voile des Cayes, le 30 mars 1816. Dans les premiers jours de mai il réunit ses forces à celles d'Arismendi, dans l'île Marguerite, et le 1er juin il était maître du port de Carupano, situé sur la côte de la terre-ferme opposée à l'île Marguerite.

Sans perdre de temps, il prend avec lui cinq cents hommes et s'embarque pour Ocumare, où il descend le 5 juillet. A peine a-t-il touché la terre, qu'il se dirige sur Caraccas, dont il croyait pouvoir s'emparer sans beaucoup de peine. Déjà même son avant-garde, commandée par Mac-Gregor, avait remporté de grands avantages à Macaray et à Cabrera, quand Moralès, général espagnol, parvint à couper les communications entre les deux chefs insurgés. Bolivar, forcé d'accepter la bataille contre des forces trois fois plus considérables que celles qu'il commandait, eut la douleur de voir tailler en pièces sa petite armée, et fut contraint, encore une fois, de se réfugier à la Jamaïque.

Heureusement Mac-Gregor, qui avait évité la rencontre de Moralès, répara le désastre de Bolivar : après avoir battu deux fois les troupes royales à Suncal et à Alacran, il s'était emparé de Barcelonne, d'où il pouvait facilement communiquer avec les insurgés de Caraccas. Bientôt Arismendi, qui avait complètement délivré la Marguerite, vint lui apporter de nouveaux renforts; tandis que Bolivar, à la tête de nouvelles troupes, arrivait pour prendre le commandement supérieur. Un gouvernement provisoire fut immédiatement installé à Barcelonne. Mais, à peine quelques mois s'étaient-ils écoulés, que cette ville, après plusieurs combats opiniâtres, fut reprise par les royalistes [7 avril 1817], qui se virent, en peu de temps, maîtres de presque toutes les côtes.

Les républicains se trouvaient dans une position vraiment critique, quand Bolivar imagina un expédient inoui pour les en tirer : c'était de porter l'insurrection et la conquête dans la Guyanne, restée jusque là fidèle au gouvernement d'Espagne. Cette campagne eut un succès inespéré, et trois mois à peine furent nécessaires pour soumettre cette riche et vaste province aux armes du libérateur. Le 17 juillet, l'armée républicaine entrait triomphante dans San-Tome (1), sa capitale.

Pendant cette expédition lointaine du général en chef, divers avantages avaient été remportés sur d'autres points, et l'île Mar-

(1) Saint-Thomas de Angostura.

guerite, assiégée pendant un mois entier par Morillo en personne, avait enfin contraint la flotte espagnole à s'éloigner de ses côtes [août 1817].

Avant la fin de la même année, le siége du gouvernement fut transporté dans Angostura (San-Tome), capitale de la Guyanne, et Bolivar, pour récompenser les sacrifices des soldats indépendants, ordonna la répartition des propriétés nationales.

La campagne de 1818 est célèbre dans les annales de l'indépendance colombienne. Elle fournit l'occasion aux généraux des deux partis de montrer leur courage et leur habileté militaire; mais nous n'aurions rien à apprendre de détails stratégiques sans résultat immédiatement décisif, nous ne nous y arrêterons pas.

Le résultat matériel de cette campagne fut de peu d'importance, à la vérité, et les républicains n'y gagnèrent que la possession de San-Fernando; mais des événements d'une immense portée vinrent ranimer leur courage, et exalter l'enthousiasme général. Le gouvernement des États-Unis avait reçu officiellement deux commissaires venezueliens, et envoyé à Angostura un chargé d'affaires auprès de la nouvelle république. C'était en reconnaître l'existence. En même temps, l'un des agents secrets des insurgés à Londres, prenait le titre d'envoyé du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, et passait, en cette qualité, des marchés pour la fourniture d'armes et de munitions. L'Espagne devait prévoir, dès lors, que sa colonie serait bientôt rayée de la carte.

A cette même époque, un grand nombre d'Anglais étaient venus, soit de la métropole, soit des colonies, grossir les rangs des insurgés, et leur avaient apporté, en même temps que des forces matérielles, l'espérance de la sympathie d'un grand nombre d'Européens pour la cause de l'affranchissement.

L'année 1818 se termina par de nouveaux préparatifs de guerre; et bientôt les Espagnols, attaqués de tous côtés à l'improviste, soit en bataille rangée, soit par des corps de guérillas, qui fuyaient dans les montagnes après avoir porté le désordre dans leurs rangs, se virent réduits à l'extrémité.

Pendant ce temps Bolivar était à Angostura. Après avoir donné ses soins à l'organisation de l'administration, de l'agriculture et du commerce, il songea à réunir dans cette ville un congrès pour donner des lois et une constitution à la nouvelle république.

Vingt-six députés, assemblés en congrès souverain, ouvrirent leurs séances le 15 février 1819, avec toute la pompe que commandait un acte si solennel. Bolivar, entouré d'un brillant état-major, se rendit au lieu des séances, au milieu des acclamations de la multitude; il fut reçu par les législateurs avec les marques du plus profond respect et de la plus vive reconnaissance. Il prit le premier la parole, et, après un exposé succinct de la position de la république, il exposa au congrès ses vues sur un plan de constitution; il fit vivement ressortir les inconvénients du système fédératif, et les avantages de l'unité gouvernementale et administrative; puis, après avoir attiré la sollicitude des députés sur les besoins des défenseurs de la patrie, et les récompenses qu'avaient justement mérités les étrangers auxiliaires, il termina en remettant entre les mains du congrès la dictature dont il était revêtu. Le lendemain de cette journée mémorable, il accepta, sur les instances du congrès, la présidence provisoire de la république, jusqu'à l'acceptation de la constitution. Zea fut nommé vice-président.

A peine le congrès était-il installé, que Bolivar, songeant à consolider l'indépendance, marcha à la rencontre de Morillo. Après plusieurs batailles, dans lesquelles il remporta l'avantage sur le général espagnol, il parvient, après des peines inouïes, à opérer sa jonction avec Santander, qu'il emmène au secours de la Nouvelle-Grenade. Les deux armées réunies poursuivent leur marche à travers des plaines inondées par des pluies continuelles, passent les rivières débordées, franchissent les andes escarpées de Tunja, et arrivent enfin sur le Paya, après avoir perdu, dans cette marche difficile, une grande partie de leurs chevaux et de leurs équipages [27 juin]. De nouveaux combats les attendaient. Quoique plus faibles en nombre que leurs adversaires, les républicains restent

vainqueurs dans plusieurs batailles, et, parvenus au pont de Boyaca, ils remportent enfin sur les partisans de l'Espagne une victoire décisive.

Dès que ces succès furent connus dans la province, l'insurrection éclata de toutes parts, plus violente que jamais, et les autorités espagnoles ne virent de salut que dans une fuite précipitée. Santa-Fé ouvrit ses portes aux indépendants le 10 août 1819, et Santander fut immédiatement nommé président du gouvernement provisoire.

La révolte se progageant de proche en proche, les troupes royales, bientôt attaquées sur tous les points, abandonnèrent définitivement toutes les provinces centrales.

Pendant ce temps, la flotte de la Marguerite, sous les ordres de l'amiral Brion, emportait d'assaut le fort et la ville de Barcelonne [18 juillet]; et, dans les premiers jours de septembre, les vaisseaux espagnols rentraient dans Guayra, après une tentative infructueuse sur la Marguerite. De tous côtés les républicains triomphaient.

Cependant les soins de la guerre n'avaient pas empêché le congrès d'Angostura de poursuivre ses travaux. Depuis quelque temps les rivalités de provinces s'étaient effacées dans les pays insurgés, et la plupart des hommes politiques sentaient l'importance d'une union intime entre tous ceux qui voulaient secouer le joug de l'Espagne. Le congrès, d'accord avec l'opinion publique, après de mûres délibérations, avait enfin proclamé la fusion des deux républiques en une seule. Le 17 décembre 1819 il rendit le décret suivant :

« Le souverain congrès de Venezuela, à l'autorité duquel se sont volontairement soumis les villes et le peuple de la Nouvelle-Grenade, récemment délivrés par les armes de la république, considérant :

« 1° Que les provinces de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, unies en une seule république, posséderont les facultés et les moyens d'atteindre au plus haut degré de puissance et de prospérité;

» 2° Que, constituées en république séparées, quelque forts que soient les liens qui pourraient les unir, ces provinces, loin d'être en état d'augmenter les avantages naturels qu'elles renferment, ne pourraient que difficilement se consolider et faire respecter leur indépendance;

» 3° Que ces vérités, profondément imprimées dans l'âme d'hommes d'un talent supérieur et d'un patriotisme éclairé, ont porté le gouvernement de chaque république à convenir d'une réunion que les vicissitudes de la guerre avaient jusqu'à présent retardée;

» En conséquence, mu par ces considérations de nécessité et d'intérêt réciproques, et d'après le rapport du comité spécial des députés de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela, au nom et sous les auspices de l'Être suprême, le congrès a décrété et décrète la loi fondamentale suivante :

» ARTICLE 1er. Les républiques de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade sont, à partir de ce jour, réunies en un seul état, sous le nom glorieux de *République de Colombie.*

» ART. 2. Son territoire embrassera, dans leur totalité, l'ancienne capitainerie générale du Venezuela et la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, comprenant une étendue de cent cinquante mille lieues carrées. Ses limites seront exactement déterminées.

» ART. 3. Les dettes que les deux républiques peuvent avoir contractées sont, par la présente loi, reconnues *in solidum* comme dette nationale de la Colombie; toutes les propriétés nationales en sont l'hypothèque, et les branches les plus productives du revenu public sont destinées à leur paiement.

» ART. 4. Le pouvoir exécutif de la république sera exercé par un président, et, en son absence, par le vice-président. Tous deux seront nommés provisoirement par le présent congrès.

» ART. 5. La république de Colombie sera divisée en trois grands départements : Venezuela, Quito et Cundinamarca; ce dernier comprendra les provinces de la Nouvelle-Grenade, dont le nom sera à l'avenir supprimé. Les capitales de ces trois départements seront : Caraccas, Quito et Bogota : l'addition de *Santa-Fé* demeure supprimée.

» ART. 6. Chaque département aura une

administration supérieure et un chef, provisoirement nommé par le présent congrès, avec le titre de vice-président.

» Art. 7. Une nouvelle ville, portant le nom du libérateur, *Bolivar*, sera la capitale de la république de Colombie ; le plan et la situation en seront déterminés par le premier congrès général, d'après les besoins et les intérêts des trois départements, et la haute destinée que doit atteindre cette riche contrée.

» Art. 8. Le congrès général de Colombie s'assemblera le 1er janvier 1821, dans la ville de Rosario de Cucuta, qui, sous tous les rapports, est le lieu de réunion le plus convenable aux intérêts des villes de la République. Le 1er janvier 1820, le président de la République fera connaître sa convocation, ainsi que le mode des élections, qui sera réglé par un comité spécial, et approuvé par le congrès actuel.

» Art. 9. La constitution de la république de Colombie sera décrétée par le congrès général, auquel le congrès actuel en présentera le projet. Cette constitution, ainsi que les lois promulguées par le congrès, seront immédiatement mises en exécution, *par manière d'essai*.

» Art. 10. Les armes et le pavillon de la Colombie seront déterminés par le congrès général. Jusque là les armes et le pavillon du Venezuela seront employés comme les plus connus.

» Art. 11. Le présent congrès suspendra sa session le 15 janvier 1820, et dès lors commenceront les élections pour le congrès général de Colombie.

» Art. 12. Un comité de six membres, avec un président, siégera en l'absence du congrès. Ses attributions seront déterminées par un décret.

» Art. 13. La république de Colombie sera solennellement proclamée dans les villes et aux armées par des fêtes et des réjouissances publiques. Cette cérémonie aura lieu dans la capitale le 25 du présent mois, pour célébrer la naissance du Sauveur du monde, sous la protection duquel a lieu l'union si désirée qui régénère l'État.

» Art. 14. L'anniversaire de cette régénération politique sera désormais célébrée comme une fête nationale, où, comme aux jeux d'Olympie, la vertu et l'instruction seront récompensées. »

Il s'en fallait encore de beaucoup que la nouvelle république fût délivrée des maux de la guerre. Si les provinces du centre lui étaient définitivement acquises, Quito, Carthagène, toutes les côtes de l'ouest étaient encore au pouvoir des Espagnols, dont les troupes étaient commandées par des généraux d'un grand mérite. Les hostilités ayant recommencé dès les premiers jours de 1820, le sort des armes fut défavorable d'abord aux républicains, qui ne durent la conservation de Santa-Fé qu'à l'intervention de dix mille esclaves. Ceux-ci avaient pris les armes sur la proposition que leur avait faite Santander de leur accorder la liberté pour prix de trois années de service. Après trois mois de campagne, les républicains, aidés de ces nouveaux auxiliaires, avaient repoussé l'ennemi, et conquis de nouveaux avantages.

Mais, pendant ce temps, de grands événements agitaient la péninsule espagnole : Ferdinand VII, contraint par l'opinion publique, et plus encore par les mouvements hostiles qui se manifestaient de toutes parts, et principalement dans l'armée, avait renoncé à son titre de roi absolu pour prendre celui de roi constitutionnel ; les cortès espagnoles avaient été convoquées, et la constitution de 1812 remise en vigueur.

Morillo, politique habile et général expérimenté, sentit quel parti il pouvait tirer de ces événements pour relever le courage abattu des partisans du roi d'Espagne. Après avoir proclamé la constitution de 1812 dans les provinces encore soumises à ses armes, il songea à entrer en négociations avec les républicains, qu'il désespérait de vaincre. Il avait d'ailleurs reçu du gouvernement espagnol des instructions à ce sujet. Il députa donc au comité siégeant à Angostura, ainsi qu'aux différents chefs de corps des insurgés, quelques-uns de ses officiers chargés de proposer une suspension d'armes, pendant laquelle on pourrait traiter définitivement de la paix.

Mais le comité fit prévenir les envoyés,

que, quel que fût son désir de voir cesser les hostilités qui, depuis si long-temps, désolaient les provinces, il ne pouvait écouter aucune proposition du roi d'Espagne avant que la souveraineté et l'indépendance de la colonie fussent formellement reconnues. Les généraux républicains, avant même de s'être concertés, avaient fait des réponses analogues.

Pendant ces pourparlers, qui avaient duré depuis les derniers jours de juin jusqu'à la fin d'août, les troupes républicaines avaient remporté de grands avantages. Rio de la Hacha était tombée en leur pouvoir, la province de Maracaïbo était menacée par la prise de Mompox et de Ténérife, et ils se voyaient bientôt maîtres du Popayan, grâce au zèle et à l'activité du général Valdès, qui avait battu les armées espagnoles en plusieurs rencontres. En outre, l'amiral Brion, après s'être emparé du cours inférieur de la Magdalena, avait mis le siége devant Carthagène. Ces succès des armées, joints à l'agitation qui avait suivi la promulgation de la constitution des cortès, excitèrent un grand enthousiasme dans les populations. L'esprit d'indépendance gagna bientôt jusqu'au sein même des troupes royales, et l'on vit des bataillons entiers passer du drapeau de Ferdinand VII à celui des républicains. Des villes, des cantons entiers imitant cet exemple, avaient hautement adhéré aux actes du congrès, et proclamé leur indépendance de l'Espagne.

Ce fut dans cet état de choses, si favorable à la nouvelle république, que Bolivar, entraîné par on ne sait quel sentiment de courtoisie chevaleresque, écrivit à Morillo une lettre presque affectueuse pour demander à ce général espagnol la reprise des négociations relatives à l'armistice qu'il avait proposé. Morillo n'eut garde de rejeter une telle ouverture au moment où le reste du Quito et du Venezuela allaient tomber définitivement aux mains des républicains, et, le 26 novembre 1820, Bolivar et Morillo ratifièrent les conditions de l'armistice qui avait été conclu la veille par les commissaires qu'ils avaient délégués à cet effet.

Les clauses principales de ce traité stipulaient [illegible] de la ville et du port de Maracaïbo; il y était dit, en outre, que le blocus de Carthagène ne devait pas s'étendre aux relations commerciales de cette ville avec l'intérieur du pays; et, par conséquent, elle avait la liberté de renouveler ses approvisionnements presque épuisés; enfin la suspension des hostilités devait durer six mois, et chaque partie contractante s'engageait à dénoncer la reprise des hostilités quarante jours avant de la rompre.

Le lendemain du jour de la signature de ce traité, Bolivar et Morillo, accompagnés chacun d'un brillant état-major, eurent ensemble, au village de Santa-Anna, intermédiaire aux deux camps, une entrevue, dans laquelle ils s'embrassèrent avec effusion, et qui fut terminée par un banquet, signe et gage de l'estime et de l'amitié que se vouaient dès ce jour les chefs des armées ennemies. De tels actes, quoi qu'on en ait dit, ne prouvent jamais, de la part des hommes qui s'y livrent, qu'une grande inconséquence, ou une absence complète de principes. Quelques qualités que l'on reconnaisse au représentant du principe contraire à celui que l'on défend, il est impossible de ne pas voir en lui un instrument volontaire du mal; et comment aimer celui qui fait volontairement le mal? Je conçois qu'en de telles circonstances la charité chrétienne prescrive de ne voir dans un ennemi qu'un frère égaré; je conçois l'indulgence pour l'erreur et l'aménité des manières; mais je ne puis comprendre une effusion amicale avant une explication préalable, dans laquelle on mette son adversaire en demeure de choisir avec connaissance de cause.

Les peuples ratifient rarement ces expansions sympathiques de ceux qui les dirigent; étrangers aux subtiles distinctions qu'ont voulu établir certains publicistes entre l'homme privé et l'homme public, ils ne voient jamais dans un ennemi qu'un ennemi, et ils ont raison. Qu'importe au peuple que tel ou tel général montre pour ceux qui mangent à sa table une grande affabilité? qu'importe qu'il soit bon père, époux fidèle et ami sincère, s'il combat sous les drapeaux des ennemis de ce peuple? Morillo, soutenant la

cause du roi d'Espagne contre l'indépendance de la Colombie, faisait bien, ou il faisait mal : dans le premier cas, il fallait se ranger à son parti ; dans le second, il fallait le convaincre ou le combattre.

Il y eut peu de personnes qui partageassent l'enthousiasme de Bolivar pour son nouvel ami, et bientôt des difficultés s'élevèrent sur l'interprétation des clauses de l'armistice ; vingt jours s'étaient à peine écoulés depuis la touchante entrevue de Santa-Anna, que Morillo, prévoyant la reprise des hostilités, remit le commandement supérieur au général Latorre, et s'embarqua pour l'Espagne ; il craignait d'être contraint à violer les serments d'amitié qu'il avait faits au chef de la républipublique colombienne.

Ainsi l'affection que les deux généraux avaient témoignée l'un pour l'autre les portait à méconnaître leurs devoirs : Bolivar, en compromettant les intérêts évidents de sa patrie, Morillo, en retirant à la sienne l'appui de ses talents militaires. Malheur aux nations dont les chefs ignorent que le devoir social doit primer toutes les affections personnelles !

Pendant que ces choses se passaient, le Pérou avait, de son côté, commencé la lutte qui devait l'affranchir : c'était pour l'Espagne un nouvel embarras à ajouter à tant d'autres. Le 9 octobre 1820, Guayaquil avait proclamé son indépendance, et son exemple avait été imité, dans l'espace de quelques mois, par Cuença et par les districts de Quaronda, de Riobamba et de Hambato, limites du Quito du côté du sud.

Le traité conclu par Bolivar, repoussé par l'opinion publique, avait été impuissant à contenir tous les corps de l'armée, et moins encore l'esprit d'indépendance qui gagnait quelques provinces. A la fin de janvier 1821, le Rio-Hacha et le Maracaïbo s'étaient ouvertement déclarés pour le parti républicain. De toutes parts des réclamations multipliées parvenaient à Bolivar sur les suites funestes de l'armistice ; contraint enfin par le vœu général, il se décida à dénoncer à Latorre la reprise des hostilités dans le délai fixé par la convention du 26 novembre. Des deux parts on se disposa de nouveau à combattre.

Dès les premiers jours de mai, la ville et le territoire entier de Coro se rendit à la division commandée par le général républicain Urdanetta, et huit jours après Caraccas et la Guayra ouvrirent leurs portes à Bermudez ; mais ce dernier, attaqué vivement par Moralès, fut bientôt contraint de remettre ces deux places importantes aux mains des Espagnols.

Cependant tous ces combats partiels n'amenaient aucun résultat définitif ; et, de part et d'autre, on désirait une affaire décisive. L'armée royaliste, forte de sept mille hommes environ, rencontra les forces républicaines dans la plaine de Carabobo. C'est là qu'eut lieu, le 24 juin 1821, la fameuse bataille de ce nom. Les indépendants remportèrent une victoire complète, et anéantirent à jamais la domination de l'Espagne dans cette partie de l'Amérique.

Valence ouvrit ses portes le soir même, et douze jours après Caraccas et la Guayra étaient définitivement acquises aux républicains. Il ne restait plus à l'Espagne que deux places fortes dans le Venezuela : Cumana et Puerto-Cabello.

Pendant que ces choses se passaient, le congrès, réuni, aux termes de la constitution provisoire de 1819, dans la petite ville de Rosario de Cucuta, capitale provisoire de la nouvelle république, s'occupait activement de la rédaction de la constitution.

Cet acte fut proclamé solennellement le 30 août 1821. Il consacrait l'indépendance absolue de l'Espagne ou de tout autre gouvernement étranger, et déclarait le territoire de l'ancienne vice-royauté de la Nouvelle-Grenade et la capitainerie générale de Caraccas, ou Venezuela, partie intégrante du territoire de la nouvelle république.

Comme ce pacte fondamental contient quelques dispositions qu'il importe de connaître, et qui lui donnaient un tout autre esprit que celui des constitutions de l'Amérique du nord, nous croyons utile d'en donner ici les dispositions principales :

Le gouvernement est populaire, représentatif. — Le peuple n'a d'autre droit d'exercer sa souveraineté que dans les élections primaires. — Au congrès seul appartient le

pouvoir de faire des lois ; le président de la république les fait exécuter ; les tribunaux les appliquent.

Les élections populaires sont à deux degrés : — Les assemblées de paroisse nomment les électeurs ; — les assemblées électorales, ou de province, nomment :

1° Le président de la république,

2° Le vice-président,

3° Le sénateur du département,

4° Le représentant, ou les représentants de la province.

Le pouvoir législatif, attribué à un congrès, est divisé en deux chambres : le sénat et la chambre des représentants. — Chacune des deux chambres jouit de l'initiative pour la proposition des projets de loi.

Tout projet de loi discuté et adopté dans les deux chambres n'aura force de loi qu'après la sanction du pouvoir exécutif. Les observations de ce dernier, s'il en a à faire, doivent être envoyées au pouvoir législatif dans les dix jours qui suivront l'époque de la réception du projet de loi. — Si, après ce délai de dix jours, le pouvoir exécutif n'a transmis à la législature aucune observation relative au projet de loi, celui-ci sera considéré comme loi de l'État.

Outre le pouvoir de faire des lois, le congrès est investi d'attributions spéciales :

Il régle les dépenses publiques pour chaque année ;

Il règle tout ce qui intéresse la conservation ou la vente des propriétés nationales ;

Il contracte les emprunts jugés nécessaires ;

Il fixe uniformément la valeur, le poids, le type et le nom des monnaies, ainsi que les poids et mesures ;

Il décrète la conscription, et fixe la durée du service militaire ;

Il décrète la guerre sur la proposition du pouvoir exécutif ;

Il peut requérir, en cas de guerre, le pouvoir exécutif d'entamer des négociations pour conclure la paix ;

Il sanctionne les traités de paix, d'alliance, d'amitié, de commerce, de neutralité, et toute autre négociation du pouvoir exécutif ;

Il a le droit d'accorder des amnisties générales dans le cas de nécessité ;

Il fixe le lieu de la résidence du gouvernement ;

Il détermine les limites des départements, des provinces, et autres divisions du territoire de la république.

Il peut faire enfin toutes les autres lois ou ordonnances, de quelque nature qu'elles puissent être, modifier ou abroger les lois actuellement en vigueur. Le pouvoir exécutif n'a d'autre droit que de lui présenter des propositions sur un objet quelconque, afin que le congrès le prenne en considération.

Le président et le vice-président de la république ne peuvent être ni sénateurs ni représentants.

Les membres des deux chambres reçoivent du trésor public une indemnité déterminée par la loi.

Élection du président et du vice-président. — Pour être président de la république, il faut avoir obtenu les deux tiers des voix des électeurs qui ont assisté aux assemblées provinciales. Celui qui a réuni cette majorité est proclamé président.

Si aucun citoyen n'a obtenu la majorité voulue, le congrès forme une liste des trois qui ont obtenu le plus de suffrages, et choisit lui-même, par voie de scrutin, entre ces trois candidats. Celui d'entre eux qui réunit les voix des deux tiers des membres présents est président de la république.

Si, après le scrutin, aucun des trois candidats n'a obtenu les deux tiers des suffrages, on procède à un balottage entre les deux qui ont obtenu le plus de voix.

L'élection du président doit être faite en une seule séance, qui est permanente.

Le vice-président est élu de la même manière que le président.

De la chambre des représentants. — Pour être représentant il faut, outre les qualités requises pour être électeur, posséder les qualités suivantes :

1° Être né ou avoir son domicile dans la province qui confère le mandat ;

2° Résider sur le territoire de la république depuis deux années à l'époque de l'élec-

tion; cette condition ne s'applique point aux citoyens absents du territoire pour le service de la république, ni aux exilés pour leur attachement à la cause de l'indépendance, ni à ceux qui auront été faits prisonniers de guerre, etc.;

3° Posséder une propriété foncière de la valeur de deux mille piastres, la jouissance ou l'usufruit d'un revenu annuel de cinq cents piastres, ou la qualité de professeur d'une science utile.

A la chambre des représentants appartient le droit exclusif d'accuser devant le sénat le président et le vice-président de la république, ainsi que les magistrats de la haute cour de justice, dans tous les cas où leur conduite serait contraire au bien de la république ou aux devoirs de leurs places, et dans le cas aussi de délits graves contre l'ordre social.

La durée des fonctions de représentant est de quatre années.

Du sénat. — Le sénat de Colombie se compose des sénateurs nommés par les départements de la République, conformément à la constitution. Chaque département nomme quatre sénateurs.

La durée des fonctions de sénateur est de huit ans.

Pour être sénateur, outre les qualités requises pour être électeur, il faut posséder les suivantes :

1° Être âgé de trente ans;

2° Être né ou avoir son domicile dans le département qui nomme;

3° Résider depuis trois années sur le territoire de la République à l'époque de l'élection;

4° Posséder une propriété foncière de la valeur de quatre mille piastres, et, à défaut de cette propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un revenu annuel de cinq cents piastres, ou être professeur d'une science utile.

Au sénat seul appartient le droit de juger souverainement les hauts fonctionnaires de la République, sur l'accusation de la chambre des représentants, et dans les cas prévus par la constitution.

DU POUVOIR EXÉCUTIF.

Nature et durée de ce pouvoir. — Le pouvoir exécutif de la République est confié à un citoyen qui prend le titre de président de la république de Colombie.

Pour être président, il faut être né sur le sol de la République et posséder les qualités requises pour être sénateur.

Le président est nommé pour quatre ans.

Il ne peut être réélu plus d'une fois sans intermittence.

Il y aura un vice-président pour exercer les fonctions de président, en cas de mort, de destitution ou de démission, jusqu'à ce que le successeur à la présidence soit nommé, ce qui aura lieu par la réunion immédiate des assemblées électorales.

Le président est le chef de l'administration générale de la République. Il est chargé du soin de maintenir la tranquillité intérieure, et doit veiller à ce qui pourrait compromettre la sûreté générale.

Il convoque le congrès aux époques fixées par la constitution; il promulgue les décrets et ordonnances votés par la législature.

Il est le chef supérieur des armées de terre et de mer; mais il ne peut commander en personne, sans l'autorisation préalable du congrès.

Il déclare la guerre, quand elle a été votée par le congrès, et traite avec les gouvernements étrangers.

Il peut commuer la peine des condamnés, d'accord avec les juges qui ont prononcé la sentence, soit qu'il en fasse la proposition, soit que les juges la lui fassent eux-mêmes.

Le président ne peut être accusé et jugé que par le sénat.

Du conseil de gouvernement. — Le président est assisté d'un conseil de gouvernement composé du vice-président, d'un membre de la haute cour de justice, nommé par le président, et des ministres secrétaires-d'État.

Il prend l'avis de ce conseil quand il le juge convenable; mais il n'est obligé, dans aucun cas, de s'y soumettre dans ses résolutions.

Des ministres secrétaires-d'État. — Il y aura cinq ministres secrétaires-d'État; mais le congrès peut, suivant qu'il le jugera convenable, en augmenter le nombre.

Chaque ministre est l'organe obligé par lequel le pouvoir exécutif transmet ses ordres aux autorités inférieures. Toute ordonnance non contresignée par le ministre compétent ne doit être exécutée par aucun tribunal, ni par aucune personne publique ni privée.

DU POUVOIR JUDICIAIRE.

Attributions de la haute cour de justice, élection et durée des fonctions des membres qui la composent. — La haute cour de justice est composée de trente membres au moins.

Pour être membre de cette cour, il faut :

1° Jouir des droits d'électeur;

2° Être avocat;

3° Être âgé de trente ans révolus.

Les membres de la haute cour sont proposés par le président à la chambre des représentants, sur une liste triple. La chambre réduit la liste d'un tiers, et la présente au sénat, qui nomme les membres de la haute cour.

Les attributions de la haute cour sont de connaître :

1° Des affaires contentieuses des ambassadeurs, ministres résidents, consuls et agents diplomatiques;

2° Des difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des traités et négociations du pouvoir exécutif;

3° Des conflits élevés entre les tribunaux supérieurs.

Les membres de la haute cour conservent leur emploi, tant que leur conduite ne fournit pas un motif suffisant pour les en priver.

DE L'ORGANISATION INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE.

Des départements. — Le congrès divisera le territoire de la République en six départements, ou plus, s'il le juge convenable pour l'avantage et la facilité de l'administration (1).

Chaque département est administré par un magistrat, qui prend le nom d'intendant, subordonné au président, dont il est l'agent naturel et immédiat.

Les intendants sont nommés par le président; leurs fonctions durent trois années.

Des provinces et cantons. — Il y a dans chaque province un gouverneur qui la régit, sous la dépendance de l'intendant du département. Ce gouverneur est nommé de la même manière que les intendants, et ses fonctions durent le même espace de temps.

Les *cabildos*, ou municipalités de canton, sont conservés; le congrès en fixera le nombre, les limites et les attributions.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Tous les Colombiens ont le droit d'écrire et de publier leurs pensées et leurs opinions, sans qu'ils soient tenus de les soumettre à une censure préalable. Ceux qui abuseront de cette liberté seront punis conformément aux lois.

Le droit de se plaindre des abus et de présenter des requêtes aux autorités compétentes ne saurait jamais être restreint.

Enfin, après de longues dispositions relatives à la garantie de la liberté individuelle et du droit de propriété, la constitution défend de fonder aucun majorat ou toute autre espèce de substitution; elle abolit les titres de noblesse, et interdit à jamais d'en créer de nouveaux. Elle déclare, en outre, que les étrangers qui auront fait une ou plusieurs campagnes dans la guerre de l'indépendance, seront admissibles, comme les Colombiens, à tous les emplois pour lesquels la condition d'être né sur le territoire de la République n'est pas indispensablement exigée, pourvu que d'ailleurs ils possèdent les autres qualités requises. Le dernier article porte qu'après une expérience de dix années, le con-

(1) La Colombie avait été divisée en douze départements.

grès convoquera une convention nouvelle pour introduire dans la constitution les améliorations et changements qui seront jugés convenables.

On voit que cette constitution, calquée en grande partie sur celles des États-Unis du Nord, est cependant empreinte d'un caractère de centralisation qu'on ne rencontre pas dans celles-ci. Le pouvoir exécutif y jouit de priviléges plus grands, il est moins gêné dans son action que ne l'est le gouverneur aux États-Unis. Les magistrats chargés de faire exécuter ses ordres sont, ou nommés par lui, ou au moins sous son influence immédiate. Les intendants et les gouverneurs ne doivent leur existence qu'à lui seul, et les membres de la haute cour ne peuvent être élus sans sa participation. Par malheur, ces qualités de la constitution Colombienne sont ternies par des défauts que nous avons assez signalés dans la constitution des États-Unis du Nord, et dans celle du Mexique, pour que nous puissions nous dispenser d'y revenir ici. Au surplus ce n'est pas la forme de la constitution d'un état, qui est la principale cause de sa force; c'est l'esprit qui l'a dictée. Or, cet esprit est ici évidemment le même qu'au Mexique et dans les États-Unis du Nord. Dans l'une comme dans l'autre contrée, c'est le même but qu'on cherche : la jouissance du moment; et ce but est impuissant à rien fonder de durable, car ceux qui le poursuivent tombent dans le découragement s'ils ne l'atteignent pas, et dans l'inertie s'ils l'atteignent. Mais nous ne reviendrons pas sur ce sujet, déjà longuement discuté. Nous verrons bientôt, d'ailleurs, dans la Colombie, découler du principe anglo-américain les mêmes résultats que nous avons vus dans le Mexique et dans l'Amérique centrale. Il est temps de reprendre notre narration.

Bolivar, dès l'ouverture de la session du congrès, vint offrir sa démission de la présidence, qu'il occupait depuis la fondation de la république. Il craignait, disait-il, que ses fonctions militaires s'accordassent mal avec la première magistrature, et affirmait qu'il était prêt à s'exiler plutôt que d'en conserver plus long-temps le fardeau. Il consentit néanmoins à la reprendre, sur les instances du congrès et du peuple, et donna, par là, à ceux qui déja l'accusaient d'ambition, l'occasion de dire que cette abnégation prétendue n'était qu'un leurre à l'aide duquel il voulait capter la faveur populaire. Santander fut nommé vice-président.

Les succès des armes colombiennes ne se ralentirent pas. Carthagène, en proie à la plus grande détresse, accepta enfin, le 5 octobre 1821, une capitulation; et, dix jours après, Cumana suivait cet exemple. Les troupes de cette dernière place, qui s'étaient vaillamment défendues, obtinrent d'être transportées à Cuba et à Porto-Rico. A la fin de la même année, Panama et Porto-Bello se débarrassèrent, par une insurrection, des autorités espagnoles, et proclamèrent leur indépendance.

Le Quito et le Pasto résistaient encore aux républicains, qui comptaient de nombreux adhérents dans la première de ces deux provinces. Bolivar et le général Sucre marchèrent à leur conquête, et ce dernier, jeune encore, eut l'honneur de soumettre le Quito. Il entra dans la capitale de cette province le 25 mai 1822.

Il ne restait plus sur le sol de la Colombie qu'une seule ville, Puerto-Cabello, qui tînt pour le gouvernement espagnol. Cette place maritime faisait beaucoup de mal aux indépendants; ils dirigèrent contre elle toutes les forces dont ils purent disposer, et parvinrent enfin à s'en rendre maîtres dans le mois de novembre 1823.

A cette époque, Bolivar, de l'aveu du congrès colombien, était depuis quelques mois au Pérou, qui avait réclamé son assistance. Il y avait été précédé par le général Sucre, à la tête de trois mille hommes. On a vu, dans l'histoire du Pérou, les succès militaires que remportèrent les deux généraux colombiens, et les résultats définitifs de leur séjour dans la république qu'ils avaient affranchie; nous n'en parlerons pas ici.

Pendant cette absence du libérateur, le gouvernement essayait de s'affermir de plus en plus sur ses bases; tout marchait suivant ses désirs : la Hollande, en 1824, conclut avec la Colombie un traité de commerce; et, le 2 janvier 1825, le roi d'Angleterre

reconnut solennellement l'indépendance de la nouvelle république; et cependant elle était tourmentée d'un mal intérieur, qui bientôt allait montrer à tous les yeux ses affreux ravages; le temps approchait où de cruels déchirements allaient séparer ses membres mal joints. Le temps de la présidence de Bolivar était expiré. Le congrès, réuni à Bogota, lui conféra de nouveau, dans sa séance du 14 mai 1826, la première magistrature; sur six cent huit votants, il obtint cinq cent trois suffrages. Santander fut maintenu dans la vice-présidence.

Le ministère fit, à l'ouverture de cette session, un rapport assez satisfaisant sur l'extension de l'industrie et de l'agriculture dans la république; mais il annonça que les finances étaient dans l'état le plus déplorable : à peine le revenu public suffisait-il pour solder l'armée.

J'ai dit plus haut que depuis les premiers jours de la république, le parti fédéraliste et le parti unitaire n'avaient cessé d'être en lutte. A l'époque où nous sommes parvenus, leurs querelles avaient pris un caractère d'aigreur de plus en plus prononcé, et déjà des menaces partaient des camps opposés. Les fédéralistes, surtout, montraient une activité plus grande que jamais, et agitaient quelques provinces. La constitution de 1821 devait être soumise, dix ans après sa promulgation, à la révision d'un congrès spécial, et chaque parti, espérant la voir modifiée suivant ses désirs, appelait de tous ses vœux l'époque fixée; on parlait même hautement d'en avancer le terme, et des réunions tumultueuses avaient eu lieu, dans lesquelles on parlait avec mépris du gouvernement central.

Enfin, le 6 novembre 1826, les habitants de Caraccas, réunis en assemblée générale, déclarèrent le département de Venezuela indépendant de la république, et invitèrent les départements limitrophes à imiter l'exemple qu'ils donnaient. Quelques jours plus tard, le 13 novembre, le général Paez, commandant du département insurgé, et chef des fédéralistes, ordonna la convocation des députés qui devaient composer la législature de la nouvelle république. Il fut décidé que cette législature ouvrirait sa session le 10 janvier 1827.

Pendant que ces troubles déchiraient le sein de la Colombie, Bolivar était toujour au Pérou; son nom, jusque là resté populaire, était invoqué par tous les partis avec une égale confiance, et des messages lui avaient été envoyés pour l'engager à venir apaiser les troubles de sa patrie.

Après une absence de cinq ans, il toucha enfin le sol de la république, et fit son entrée solennelle à Bogota le 19 novembre, quelques jours après la révolte de Caraccas. Il fut accueilli au milieu des transports de joie de la population entière : le son des cloches, les décharges d'artillerie, les acclamations universelles annoncèrent au loin son arrivée. Une telle réception devait l'enivrer d'orgueil, ou le pénétrer de l'importance de la mission qu'il avait à remplir. Il répondit à ces marques d'estime en promettant de consacrer sa vie entière à la prospérité de la Colombie, et à la conservation de son indépendance.

Quelques jours après son arrivée, considérant l'état de dissolution où était tombée la république, la désunion qui régnait entre les citoyens, et le danger dont la menaçaient les armements que l'Espagne préparait dans l'île de Cuba, Bolivar crut que le moment était venu d'user des droits que lui donnait la constitution, d'assumer sur lui le pouvoir suprême : il se déclara dictateur, et décréta que la dictature serait exercée par Santander, pendant son absence de la capitale.

Ces mesures prises, il partit de Bogota, et visita successivement Maracaïbo, Porto-Cabello, Valence et Caraccas. Il fut reçu dans chacune de ces villes avec les mêmes marques de confiance qui l'avaient accueilli à Bogota, et ne cessa, pendant tout ce voyage, de recommander aux citoyens l'union, la concorde et la modération.

L'enthousiasme suscité par l'arrivée de Bolivar dans sa patrie ne fut pas de longue durée, et la confiance illimitée que lui avaient témoignée tous les partis ne tarda pas à se refroidir. Tous ses discours, disaient ses ennemis, retentissaient encore des mots de liberté, de république, de droits de l'homme;

mais ses actes étaient un démenti permanent à toutes ses protestations démocratiques. Bientôt on remarqua l'inimitié qu'il nourrissait contre Santander et Paez, et l'on n'entendait pas sans inquiétude ses amis intimes parler sans cesse des vices de la constitution, et de l'admirable réforme que Bolivar avait introduite dans celle de Bolivia et du Pérou; l'autorité dictatoriale qu'il s'était ouvertement attribuée portait en même temps le doute dans l'esprit même d'un grand nombre de ses plus chauds partisans.

Santander avait offert sa démission au président du sénat, qui ne s'était pas cru autorisé à la recevoir; Bolivar offrit aussi la sienne, persuadé, assurait-on, que le congrès, dès qu'il serait réuni, le supplierait avec instance de conserver le pouvoir suprême pour le salut de la république.

Le congrès réuni à Bogota le 12 mai 1827, ajourna d'abord au 6 juin la discussion sur les démissions offertes. Les adversaires de Bolivar ne craignirent pas, dans cette séance solennelle, d'exprimer amèrement leur blâme sur les violations de la constitution qu'on reprochait au libérateur, et leurs craintes sur les suites de l'ambition dont ils le croyaient tourmenté. « Non, non, » disait, en terminant son discours, le sénateur Miguel Uriba, « la »fédération plutôt que l'esclavage! le ban»nissement plutôt que le vasselage envers un »homme, quel qu'il soit. Je vote pour que la »démission du général Bolivar soit accep»tée. » Évidemment le crédit du libérateur était fortement ébranlé. Néanmoins le congrès refusa d'adopter les démissions qui lui étaient offertes.

Bolivar, dès qu'il fut informé du résultat de cette délibération, annonça l'intention de réprimer par tous les moyens possibles les ennemis de la république. Il quitta Caraccas pour se transporter à Carthagène, où il avait beaucoup de partisans, et où il avait le dessein de réunir des troupes pour marcher sur Guayaquil, qui venait de s'insurger contre sa dictature. En même temps, il ne cessait de répéter que la seule chance de salut de la république était la réunion d'une convention générale, qui eût pour but d'apporter à la constitution des modifications nécessaires, qui chaque jour devenaient plus urgentes. Il s'en fallait de beaucoup que le vice-président Santander fût de cet avis; il soutenait, au contraire, que rien, dans les circonstances actuelles, ne forçait à avancer l'époque de la réunion de l'assemblée conventionnelle, que la constitution avait fixée à l'année 1831.

Le congrès, accédant au vœu de Bolivar, décida [3 août] que la grande convention nationale se réunirait à Ocana le 2 mars 1828. Le même décret ajoutait que, jusqu'à cette époque, la constitution actuelle resterait en vigueur.

Les troubles de Guayaquil étaient enfin un peu apaisés; Bolivar revint de Carthagène à Bogota, où une réception magnifique l'attendait; il accueillit, dit-on, les hommages qu'on lui présentait comme un juste tribut payé aux services qu'il avait rendus à la Colombie, et, par la hauteur de ses manières, s'aliéna encore quelques-uns de ses anciens partisans (1).

Le calme qui suivit ces agitations n'était qu'apparent, et cachait les haines sourdes des partis.

Le président et le vice-président s'éloignaient chaque jour davantage l'un de l'autre, et leurs dissentiments éclatèrent surtout lors des élections des députés à la convention générale.

Ces élections eurent lieu sous la double influence de Bolivar et de Santander. Le premier, ai-je dit, représentait le parti unitaire, et le second le parti fédéraliste. Ce dernier parut être numériquement le plus fort.

La convention convoquée pour le 2 mars ne se constitua, faute d'un nombre de membres suffisants, que le 9 avril suivant, et, dès ses premières séances, les discussions prirent une tournure personnelle, qui dénotait dans les nouveaux législateurs plus d'esprit de parti que de patriotisme véritable.

(1) Je me borne ici à une simple narration. La vie de Bolivar n'ayant été écrite jusqu'à ce jour que par des admirateurs enthousiastes, ou par des détracteurs aveugles, il est extrêmement difficile d'apprécier cet homme célèbre. Historien impartial, j'ai dû mettre sous les yeux du lecteur également l'éloge et le blâme, ce sera ensuite à lui à juger.

Il fut décidé d'abord qu'il y avait lieu à réformer l'ancienne constitution ; puis, un projet de constitution nouvelle fut présenté par l'un des partisans de Bolivar. Cet acte attribuait au libérateur des prérogatives plus étendues que par le passé, et rappelait en certains points la constitution du Pérou et de Bolivia. Ce fut un nouveau brandon de discorde entre les partis opposés. Les fédéralistes n'y voyaient qu'une tentative de gouvernement absolu, tandis que les unitaires, principalement préoccupés de l'anarchie qui dévorait la république, insistaient sur la nécessité d'un pouvoir fort, et qui pût agir sans entraves contre les ennemis intérieurs ou extérieurs de la république.

Après plusieurs semaines consommées en intrigues et en rivalités mesquines, les partisans de Bolivar, voyant leurs tentatives inutiles, prirent le parti d'abandonner la convention, et quittèrent même Ocana. Cette retraite, réduisant les membres de la convention à un nombre moindre que celui qu'exigeait la constitution pour que ses délibérations fussent valides, força les membres restants à se dissoudre.

On était à délibérer sur le parti qui restait à prendre, quand Bolivar, à la tête de sa garde, entra à Ocana, au moment où personne ne l'attendait, et, tout en protestant du chagrin qu'il éprouvait de voir ainsi la convention se retirer sans avoir achevé son œuvre, renvoya les députés dans leurs provinces; et en même temps, dans une dépêche qu'il écrivait au ministre de l'intérieur, il annonçait sa résolution de se rendre sans délai dans la capitale, pour aviser aux mesures que dicterait l'intérêt des affaires nationales.

L'espèce d'abdication que la convention avait faite de ses pouvoirs, donnait aux partisans de Bolivar une belle occasion de lui rendre l'autorité suprême ; ils réussirent à organiser à Caraccas, à Bogota, à Carthagène, etc., des assemblées populaires, dans lesquelles on décida que le libérateur serait instamment prié de sauver la patrie, en reprenant la dictature. Il accepta sans hésiter, et dès lors ses ennemis perdirent momentanément tout crédit sur les masses. C'est pendant ces dissensions de la Colombie, que les républiques du Pérou et de Bolivia s'étaient unies pour détruire jusqu'aux moindres vestiges des constitutions que leur avait imposées Bolivar, et chasser les Colombiens de leur territoire. Bolivar, vivement blessé de ces révoltes contre ses volontés, avait déclaré la guerre aux deux républiques, qu'il accusait d'ingratitude envers la Colombie.

En même temps, il convoquait pour le 2 janvier 1830 une assemblée nationale constituante, et publiait un décret organique, qui devait être exécutoire comme loi de la république jusqu'à cette époque.

Tout réussissait au gré du libérateur, quand une insurrection militaire faillit mettre un terme à ses desseins et à sa vie. Dans la nuit du 25 au 26 septembre [1828], une brigade d'artillerie, sous les ordres de plusieurs officiers, se porta en trois divisions sur le palais du président, aux cris de *Mort au tyran! Vive Santander! Vive la liberté!* Le palais fut investi, et les insurgés, après avoir égorgé ou mis en fuite les gardes intérieurs et extérieurs, pénétrèrent jusqu'à la chambre à coucher de Bolivar, qui ne dut son salut qu'à l'agilité qu'il mit à sauter par une fenêtre dans la rue.

Cette conspiration n'eut d'autre résultat que de serrer encore les liens qui unissaient Bolivar à ses partisans, et elle fournit l'occasion au président d'arrêter et de faire condamner à mort ses ennemis les plus influents. Les uns furent fusillés, les autres bannis du sol de la république. Le vice-président Santander, le rival détesté de Bolivar, et que la voix publique accusait hautement d'avoir acquis une fortune colossale en dilapidant les deniers publics, avait été saisi et condamné à mort par une commission militaire; mais Bolivar avait obtenu que cette peine fût commuée en un exil. Santander alla attendre au fond d'une prison l'exécution de cette sentence.

Depuis la conspiration de septembre et la dissolution du congrès d'Ocana, tout espoir de conciliation entre les deux partis rivaux était anéanti. Bolivar, débordé de toutes parts par le mouvement populaire, ne pouvait espérer de concilier tant de prétentions

rivales, et chacun s'attendait à le voir ressaisir la dictature. La révolte de Bogota avait produit le soulèvement du Popayan, et ne s'apaisa pas sans coûter beaucoup de peines au libérateur. Ce fut en ces circonstances difficiles que Santander, depuis long-temps renfermé dans le fort de Boca-Chica, fut envoyé en Europe, après la commutation de sa peine.

En même temps qu'il donnait ses soins à la répression des complots ourdis contre sa puissance, le libérateur prenait toutes les mesures pour que le congrès, qui devait se réunir le 2 janvier 1830, le maintînt au pouvoir. Ce fut, dit-on, dans ce but qu'il publia, le 15 février 1829, un décret qui changeait le mode d'élection, en élevant le cens électoral, tant pour les assemblées de paroisses que pour les assemblées électorales. En outre, le 4 mars suivant, il avait divisé le sol de la république en quatre préfectures militaires, composées chacune de trois départements, et à la tête desquelles il plaça ses généraux les plus dévoués. Peut-être était-ce le seul moyen qu'il y eût de maintenir l'unité qui croulait de toutes parts.

Mais ces discordes civiles n'étaient pas les seuls embarras de la république ; elle avait en outre à soutenir la guerre contre le Pérou, dont il a été parlé plus haut.

Le général Lamar, président du Pérou, s'avançait à la tête de huit mille hommes, et, dès les premières hostilités, il s'était emparé d'un district de la Nouvelle-Grenade, tandis qu'il combinait en même temps une attaque par mer contre Guayaquil.

Le 28 février 1829 eut lieu, dans les plaines de Jiron, une affaire, dans laquelle la victoire, vivement disputée, resta néanmoins assez indécise pour que les généraux des deux camps s'en attribuassent la gloire. Le général Lamar, écrivant à Lima le bulletin de cette bataille, disait, qu'enfin « le » Pérou était affranchi pour toujours du » joug étranger, et que le *visir du dictateur* » avait été réduit à accepter une capitulation » honteuse, » tandis que, de son côté, le chef des troupes colombiennes, après avoir pompeusement énuméré les avantages remportés par son armée, décrétait qu'une *colonne de jaspe* serait élevée sur le champ de bataille, afin de perpétuer le souvenir de cette éclatante victoire (1). Qui ne reconnaîtrait là la jactance espagnole? Les troupes colombiennes étaient commandées par le général Sucre, grand maréchal d'Ayachuco, revenu depuis peu de la Bolivie, d'où il avait été chassé, comme il a été dit dans l'histoire de cette république.

Quelques mois se passèrent après la bataille de Jiron en nouveaux préparatifs de part et d'autre, sans qu'il ait été livré de combat décisif, et l'on allait de nouveau en venir aux mains, quand une révolution, qui éclata à Lima, renversa de la présidence le général Lamar, qui fut remplacé par Antonio Gutierez de la Fuente.

Dès que cette nouvelle parvint à l'armée péruvienne, Lamar donna sa démission. Des négociations furent entamées par des commissaires, qui se réunirent le 10 juillet, et enfin, après plus de deux mois de discussions, la paix fut conclue, le 22 septembre, entre le Pérou et la Colombie.

Voici, d'après Lesur, quelles en étaient les dispositions principales :

« Les limites des deux républiques seront » fixées par une commission, composée de » Colombiens et de Péruviens. Jusqu'à la » délimitation des frontières, les anciennes » limites seront reconnues. La dette du Pérou » sera liquidée à Lima, par des commissaires » des deux républiques. S'ils ne s'accordent » pas, une nation neutre décidera la question » en litige. Les Péruviens rendront à la » Colombie les armes et les munitions qu'ils » ont emportées lors de l'évacuation de » Guayaquil. La Colombie renonce au droit » d'exiger du Pérou l'indemnité de toutes » les pertes qu'elle a faites en délivrant le » Pérou. S'il s'élève quelque contestation » entre les deux républiques, elle sera sou- » mise à la décision d'une puissance amie ; » la guerre ne pourra être déclarée avant » d'avoir fait cette démarche. L'érection de » la colonne, ordonnée par le général Sucre, » n'aura pas lieu. Les décrets contre les Co- » lombiens, adoptés par le congrès péruvien, » seront annulés. »

(1) Lesur.

Pendant que Bolivar était occupé, non loin du théâtre de la guerre, à rétablir l'ordre, profondément ébranlé, une révolte nouvelle éclatait à Antioquia contre son pouvoir dictatorial. Elle prit en peu de temps assez de consistance pour exiger qu'on envoyât des troupes contre les rebelles. Le 17 octobre ils furent taillés en pièces à Santuario, près de Marillina; et Cordova, leur général, perdit la vie dans la bataille. C'était encore un danger auquel on était échappé.

Pendant ces troubles, la réunion du congrès du 2 janvier 1830 était vivement attendue de tous les partis. Il circulait mille bruits divers sur les changements que Bolivar avait l'intention d'introduire dans la constitution. Les uns disaient qu'il voulait s'emparer du pouvoir suprême, d'autres que son intention était d'ériger la Colombie en royaume, et qu'il appellerait un prince de l'Europe pour en occuper le trône; d'autres enfin, qu'il avait résolu d'abandonner pour toujours la Colombie. Il serait difficile, à vrai dire, de savoir quelles étaient les desseins véritables du libérateur.

Quoi qu'il en soit, les élections lui avaient été favorables; il se montra alors plus disposé que jamais à se retirer des affaires, et à faire les plus grands sacrifices pour assurer la prospérité de la Colombie. Une circulaire, qu'il envoya dans les provinces, invitait tous les citoyens à donner librement et sincèrement leur avis sur les changements qu'ils croyaient devoir être faits à la constitution; la seule chose qu'il y recommandait, était de ne rien proposer qui pût compromettre la dignité et la sûreté de la république.

Quelle que fut l'intention qui eût dicté cet écrit, son auteur fut loin d'en obtenir un résultat qui lui fût favorable.

Une assemblée des principaux habitants de Caraccas, composée de plus de cinq cents personnes, se réunit le 25 et le 26 novembre 1829. On y tint les discours les plus violents contre le libérateur; il fut accusé hautement d'ambition, ses offres réitérées de démission furent traitées de démonstrations hypocrites, et le vœu général fut pour l'établissement du système fédéraliste. Avant de se séparer, l'assemblée décida que la province de Venezuela se considérait désormais comme irrévocablement séparée du gouvernement de Bogota, et qu'elle ne reconnaissait plus le pouvoir de Bolivar, tout en restant en paix avec les provinces du centre et du midi de la Colombie (1).

Une invitation fut immédiatement envoyée dans les départements limitrophes, pour les engager à entrer dans les desseins de Caraccas, et bientôt la Guayra et Cumana envoyèrent leur adhésion, et proclamèrent l'indépendance et la souveraineté de la province.

Depuis la déclaration du 6 novembre 1826, le Venezuela n'avait cessé d'être en fermentation pour faire prévaloir le système fédéral; cependant Bolivar, usant de douceur et d'adresse, était parvenu à ranger à son parti Paez et quelques-uns des fédéralistes influents; l'appel qu'il fit aux citoyens, pour avoir leur avis en ces graves circonstances, fut l'occasion de troubles nouveaux et d'une rupture définitive.

Le général Paez, qui était alors à Valence, avait accepté de nouveau des députés de la réunion de Caraccas l'honneur de diriger le mouvement insurrectionnel; il se mit en devoir de lever des troupes, et bientôt, de part et d'autre, on fut prêt à recommencer la guerre civile.

Bolivar avait résolu d'abord de marcher en personne contre les rebelles; mais, par des motifs qu'on a diversement interprétés, il s'arrêta au moment de se mettre en route. Le 20 janvier 1830, il envoya au congrès un message qui jeta l'étonnement dans les rangs de ses amis et de ses ennemis : après y avoir développé les services qu'il avait rendus à sa patrie, et les calomnies auxquelles il était en butte, calomnies qui, répandues jusqu'en Europe, étaient de nature à ternir sa gloire, et à le présenter aux générations futures comme un ambitieux vulgaire, il insiste fortement sur l'urgence qu'il y a de changer la constitution, et termine enfin en disant que, dès ce jour, il renonce à la présidence, et que rien au monde ne sera capable de le déterminer à reprendre les rênes du gouvernement.

(1) Lesur.

On crut peu, en général, à cette détermination du libérateur, qui resta dans la capitale pendant tout le temps que dura la disdiscussion de la constitution. Cet acte fut enfin adopté trois mois après l'ouverture du congrès. Voici les bases fondamentales sur lesquelles il était établi :

« La république colombienne aurait les »mêmes limites qui avaient été garanties par »la loi fondamentale de 1819. Le pouvoir »était divisé en trois branches : législatif, »exécutif, judiciaire.

»Le pouvoir législatif appartenait au con»grès, composé d'un sénat et d'une chambre »des représentants, à raison de un par qua»rante mille habitants, dont les actes de»vraient recevoir la sanction du pouvoir exé»cutif.

»Le pouvoir exécutif, résidant dans la per»sonne du président de la république, devait »être exercé par l'intermédiaire des minis»tres responsables. Le président ne devait »pas l'être, excepté dans le cas de haute tra»hison. Son élection devait être faite, comme »celle du vice-président, la première fois par »le congrès, mais ensuite par les assemblées »électorales, à la pluralité des voix. La durée »assignée à leurs fonctions était de huit ans, »passé lesquels ils n'étaient éligibles qu'après »huit années.

»L'élection des députés était soumise à »des conditions d'âge, de fortune, comme »aux États-Unis. La durée des pouvoirs des »représentants était de quatre ans.

»La liberté individuelle, le droit de pro»priété, l'égalité devant la loi, la liberté de »la presse, le droit de pétition, et la faculté »de parvenir à tous les emplois étaient ga»rantis par la constitution nouvelle (1). »

On voit que cette constitution se rapprochait beaucoup plus de celles des États-Unis de l'Amérique du Nord que la constitution de 1821. Elle était, par conséquent, beaucoup plus propre que cette dernière à relâcher de plus en plus les liens, déjà si faibles, qui unissaient les provinces et les citoyens les uns aux autres.

Le 27 avril, la constitution étant terminée, Bolivar envoya au congrès un nouveau message, dans lequel il déclarait formellement que sa détermination de refuser la présidence, dans le cas où elle lui serait offerte, était désormais irrévocable; il prévint, en conséquence, le congrès de porter ses suffrages sur un autre que lui, et annonça la résolution de quitter pour toujours sa patrie, pour laquelle il semblait être un sujet d'inquiétude.

Une déclaration si formelle mettait le congrès dans l'impossibilité de faire de nouvelles instances, et Joachim Mosquera fut élu président.

Le congrès rendit ensuite un décret, dans lequel il était dit qu'on présenterait la nouvelle constitution au Venezuela, pour qu'il l'acceptât ou proposât les changements qu'il croirait nécessaires; mais que, dans aucun cas, on ne contraindrait sa détermination par la force des armes. Enfin, après avoir voté des remercîments au libérateur pour les services éminents qu'il avait rendus à la Colombie, l'assemblée termina ses séances le 11 mai 1830.

Bolivar, depuis long-temps, annonçait l'intention de quitter l'Amérique. Il partit de Bogota au milieu des témoignages de regret de toutes les autorités et des habitants. Il avait le projet de passer dabord à la Jamaïque, et de là en Angleterre; mais, arrivé à Carthagène, il y fixa sa résidence. Son départ ne fit qu'augmenter l'anarchie ; les insurgés de Venezuela montrèrent plus d'audace que jamais, et, en même temps, la province de Quito, en insurrection ouverte, annonçait aussi des projets d'indépendance.

Le nouveau président de la Colombie, Mosquera, était arrivé à Bogota le 12 juin, mais sa présence fut impuissante à calmer la fureur des partis. Les haines politiques s'envenimèrent bientôt au point que tous les moyens semblaient bons pour atteindre le but qu'on se proposait. Le général Sucre, l'ami de Bolivar, était tombé sous le poignard des assassins; et des insurrections militaires, qui déployaient une ardeur toujours croissante, rendaient tout gouvernement impossible. Mosquera, désespérant de vaincre tant d'obstacles réunis, se démit de sa présidence, et

(1) Lesur.

Caza del Avestruz en las Pampas.



CHASSE À L'AUTRUCHE DANS LES PAMPAS.

fut remplacé par Caïcedo, qui, bientôt après, céda le fauteuil à Uridaneta. Cependant le parti de Bolivar n'était pas éteint, surtout dans l'armée. On disait que, las enfin de voir l'anarchie grandir et menacer sans cesse la république, il allait arriver à Bogota, s'emparer du pouvoir et rétablir l'ordre, quand on apprit qu'une maladie de langueur le retenait dans une campagne, non loin de Sainte-Marthe. Il y mourut le 17 décembre 1830.

Les documents manquent, même aujourd'hui, pour porter un jugement certain sur cet homme célèbre. Les deux modèles qu'il se proposait constamment de suivre furent, dit-on, Washington et Napoléon.

Quoi qu'il en soit des projets ambitieux que lui ont attribués ses compatriotes, il est impossible de contester à Bolivar ses talents militaires et des vues politiques plus élevées que celles de ses ennemis. L'insistance qu'il mit à faire prévaloir le gouvernement unitaire montre qu'il avait senti le vice des constitutions fédératives; il avait vu, ce qui avait échappé à toute l'école politique républicaine et libérale de son temps, que le principe de la division une fois établi, nulle intelligence humaine n'en pouvait prévoir le terme, et nulle force en arrêter les excès.

Il serait téméraire de dire ce qui serait arrivé si Bolivar eût triomphé des fédéralistes; mais, à coup sûr, son système n'eût rien pu produire de plus désastreux que ce que nous voyons dans ces malheureux pays.

Peu de jours avant de mourir, il avait écrit une sorte de testament politique dans lequel il se montre également préoccupé du sort de la Colombie et de lui-même; de sorte que cette pièce ne peut éclairer l'historien sur le but véritable de la conduite du libérateur. Elle se terminait par le passage suivant :

« C'est avec doulenr que je le dis, je suis »victime de mes persécuteurs qui m'ont con»duit au tombeau. Je leur pardonne.

»Colombiens, je vous quitte! Mes der»nières prières sont pour la tranquillité de la »Colombie; et, si ma mort peut contribuer »à ce résultat désirable, en faisant disparaî»tre les animosités de partis, et en rame»nant l'union parmi vous, j'emporterai un »sentiment de satisfaction dans la tombe qui »va s'ouvrir pour moi (1). »

La mort de Bolivar, sujet de douleur pour les uns, motif de joie et d'espérance pour les autres, laissa les ennemis face à face, et l'on se disposa, de part et d'autre, à continuer la lutte qui durait déjà depuis si long-temps. Mais les unitaires, désormais sans chef et sans drapeau, perdirent chaque jour de leurs forces; ils allaient bientôt subir un dernier et définitif échec.

Les insurrections se succédèrent avec une telle rapidité, que l'histoire peut à peine suivre les changements qui s'opérèrent dans l'administration et dans les hommes. Uridaneta avait été renversé par les généraux Lopez et Obando; et bientôt Santander fut rappelé de son exil : ses titres, ses grades et ses droits civiques lui furent restitués, et il fut considéré, non-seulement par le peuple, mais par le congrès lui-même comme une victime du despotisme du libérateur. Tous les hommes politiques qui avaient été condamnés sous le gouvernement de Bolivar, soit à l'emprisonnement, soit à la déportation, réintégrés dans leurs droits et dans leurs fonctions, devinrent l'objet des faveurs de l'administration nouvelle.

De ce moment le fédéralisme ne rencontra plus d'obstacles; et la première conséquence de son triomphe fut la dissolution de la république. Depuis l'insurrection du Venezuela, le gouvernement de Bogota voyait son autorité méconnue dans la plus grande partie des provinces, et chaque jour la séparation définitive devint de plus en plus imminente. Elle eut lieu enfin.

Une convention des députés de l'ancienne province de la Nouvelle-Grenade, réunie à Bogota le 20 octobre 1831, publia, le 17 novembre de la même année, une déclaration d'indépendance conçue dans les termes suivants :

LOI FONDAMENTALE DE LA NOUVELLE GRENADE.

« Nous, les représentants des provinces

(1) Annuaire historique pour 1830. Lesur.

»centrales de la Colombie, assemblés en »convention ;

»Considérant que le peuple de l'ancienne »Venezuela s'est érigé en état indépendant;

»Considérant qu'en conséquence le peuple »de l'ancienne Nouvelle-Grenade est libre, »et qu'il est de son devoir de s'organiser et »de se constituer de la manière qui con- »vient le mieux à sa prospérité ;

»Considérant que les provinces centrales »de la Colombie possèdent toutes les ressour- »ces, le pouvoir et la force nécessaires pour »exister comme état indépendant et faire res- »pecter ses droits ;

»Considérant qu'il existe divers intérêts, »relations et devoirs qui, communs aux deux »peuples, doivent être réglés d'un consen- »tement réciproque ; et que, d'ailleurs, il est »utile de favoriser les traités d'union qui »assurent, d'une manière stable, une amitié »perpétuelle entre les deux peuples, pour »les rendre plus puissants contre leurs enne- »mis ;

»Considérant, enfin, qu'en prenant cette »résolution, il est de toute justice de donner »un témoignage de bonne foi envers nos »créanciers nationaux et étrangers :

»Art. 1. Les provinces centrales de la »Colombie forment un État sous le nom de »Nouvelle-Grenade ; il sera constitué et or- »ganisé par la présente convention.

»Art. 2. Les limites de cet État sont »les mêmes que celles qui, en 1810, sépa- »raient ce territoire de la Nouvelle-Gre- »nade des capitaineries générales de Vene- »zuela et de Guatimala, et des possessions »portugaises du Brésil. Les limites méri- »dionales seront définitivement tracées au »midi de la province de Pasto, aussitôt »qu'on aura décidé ce qu'il convient de »faire, au sujet des départements de l'Équa- »teur, d'Asuay et de Guayaquil. Un décret »particulier déterminera la conduite qu'on »devra suivre.

»Art. 3. Aucune population appartenant »de fait à d'autres États, et cherchant à s'en »séparer pour être incorporée dans la Nou- »velle-Grenade, ne sera admise. Et, *vice* »*versâ*, il ne sera permis à aucune partie »de la population de la Nouvelle-Gre- »nade de s'incorporer à d'autres États.

»La Nouvelle-Grenade ne reconnaîtra au- »cune acquisition, échange ou aliénation de »territoire, qu'autant qu'ils seront sanction- »nés par des traités publics contractés con- »formément au droit des gens, et ratifiés de »la manière ordonnée par la constitution.

»Art. 4. L'État de la Nouvelle-Grenade »est disposé à faire avec l'État de Vene- »zuela de nouveaux traités d'alliance ou »d'autres, pourvu qu'ils ne s'étendent pas »jusqu'à la renonciation au droit de souve- »raineté.

»Art. 5. Aussitôt qu'il sera possible, »l'État de la Nouvelle-Grenade commen- »cera, conjointement avec l'État de Vene- »zuela, la délimitation des limites territo- »riales, et les arrangements qui doivent être »pris au sujet des droits, intérêts et arran- »gements qui sont communs à toute la po- »pulation de la Colombie, prenant pour cet »effet les mesures qui, d'un consentement »mutuel, seront regardées comme les plus »convenables et les plus propres à établir »une bonne intelligence sur chacun de ces »objets.

»Art. 6. L'État de la Nouvelle-Grenade »reconnaît de la manière la plus solennelle, »et promet de payer aux créanciers du gou- »vernement, nationaux et étrangers, cette »partie de la dette qui lui appartient pro- »portionnellement ; il prendra, pour remplir »ce devoir, les moyens qui seront jugés les »plus efficaces.

»Donné à Bogota le 17 novembre 1831 »(vingt-unième année de l'indépendance).

»Le président de la Convention,

»*Signé* Ignacio Marquez,
»et soixante-deux députés. »

Cette déclaration, comme on le voit, en proclamant la séparation du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, ne concluait rien de définitif relativement à l'Équateur ; mais l'indépendance de cette dernière province résultait nécessairement du délaissement des deux autres. Le principe d'isolement fédéraliste est formulé, dans la pièce qu'on vient de lire, avec une précision, une netteté qui nous a engagé à la rapporter textuellement :

les bourgeois de Boston n'auraient pas mieux fait. Le 21 février 1832, une constitution nouvelle fut promulguée, et, le 9 mars, Santander élu président pour quatre ans. Toutes les nominations des hauts fonctionnaires causèrent une satisfaction générale, parce qu'elles portaient exclusivement sur des hommes connus par leurs opinions fédéralistes. Puis la Convention s'occupa d'un traité d'alliance avec les deux républiques de l'Équateur et de Venezuela. Il fut proposé qu'aucune des trois républiques ne pût traiter avec l'Espagne, sans l'assentiment des deux autres (décret du 10 mars 1832).

Le dernier article de ce projet est ainsi conçu : « On évitera *surtout* un gouvernement » central ; mais on pourra s'entendre pour » l'établissement d'un système fédéral, qui » sera préparé par une convention des di- » vers États ; les élections de ces délégués » auront pour base la population. »

Cette proposition d'un pacte fédéral fut acceptée, le 29 avril suivant, par le congrès de Venezuela réuni à Caraccas, sauf quelques modifications.

Mais des difficultés s'élevèrent bientôt entre la Nouvelle-Grenade et l'Équateur à propos de la délimitation du territoire. Chacune de ces deux puissances prétendait à la possession des provinces de Popayan, de Buenaventura et de Pasto, les seules qui permissent à la Nouvelle-Grenade de communiquer à la Mer-Pacifique. On en vint aux mains. Les troupes de la république de l'Équateur s'emparèrent d'abord de plusieurs places importantes ; mais elles ne tardèrent pas à être battues et dispersées par le général Obando. Dès lors tout espoir de s'approprier ces provinces étant perdu pour l'Équateur, elle y renonça solennellement ; et, le 8 décembre, un traité d'alliance, ayant pour bases principales le décret de Bogota du 18 mars, fut signé entre les deux républiques. Il reconnaissait formellement la réunion à la Nouvelle-Grenade des provinces en litige.

Cette difficulté levée, il en restait une autre non moins grave à régler entre les trois fractions de l'ancienne Colombie : une dette publique considérable avait été contractée par cette dernière, lors de la guerre de l'indépendance ; or, les guerres extérieures, et, bien plus encore, les discordes civiles, n'avaient cessé de déchirer cette république, et toutes les ressources étaient épuisées ; c'était à qui payerait le moins dans la dette commune. La Nouvelle-Grenade, celle des trois dont le sol offrait les plus grandes ressources, n'avait même pu développer assez son commerce et son industrie pour mettre ses recettes au niveau de ses dépenses.

Des contestations sans nombre s'élevèrent, et n'ont été terminées que plusieurs années plus tard ; depuis lors les États-Unis du sud ont continué de végéter, sans autre sujet de trouble que la misère de leurs habitants, les inquiétudes de leur dette, et les querelles intestines, qui dureront autant qu'eux-mêmes, trop heureux qu'aucun voisin puissant n'ait intérêt à contester leur valétudinaire existence.

Nous terminerons cette histoire de la Colombie par une courte notice sur les nouvelles républiques dans lesquelles elle a été divisée.

HISTOIRE DES RÉPUBLIQUES

DE LA NOUVELLE-GRENADE, DE L'ÉQUATEUR ET DE VENEZUELA.

NOUVELLE-GRENADE.

Elle a été formée de cinq des départements de l'ancienne république colombienne, savoir :

DÉPARTEMENT DE CUNDINAMARCA, comprenant les provinces de *Bogota*, d'*Antioquia*, de *Neyba* et de *Mariquita*.

DÉPARTEMENT DE CAUCA, formé des provinces de *Popayan*, *Pasto*, *Buenaventura* et *Choco*.

DÉPARTEMENT DE L'ISTHME, composé des provinces de *Panama* et de *Veragua*.

DÉPARTEMENT DU MAGDALENA, comprend les provinces de *Carthagène*, *Monpox*, *Santa-Maria*, *Rio-Hacha*.

DÉPARTEMENT DE BOYACA, formé des provinces de *Tunja*, de *Pamplona*, *Socorro* et *Casanare*.

La capitale de la république de la Nouvelle-Grenade est Bogota (autrefois Santa-Fé-de-Bogota), ville dont on évalue la population à quarante mille âmes. Elle est située au pied de deux montagnes, auxquelles elle doit l'avantage d'être garantie des ouragans de l'est, si redoutables dans ces contrées. Le ciel en est très-pluvieux et le climat extrêmement humide : on ne remarque pas cependant que cette humidité produise ici les maladies endémiques et épidémiques qui ravagent trop souvent d'autres points de l'Amérique du sud. Les tremblements de terre y sont très-fréquents et ont obligé d'adopter pour la construction des maisons une forme basse, qui donne à la ville un aspect particulier. La ville contient un grand nombre de places spacieuses, la plupart ornées de fontaines, et les rues principales sont garnies de trottoirs, que la saillie considérable des toits garantit de la pluie.

Bogota est le siége d'un archevêché, d'une université, d'une école normale d'enseignement mutuel, et de plusieurs colléges pour les deux sexes. Elle contient en outre divers établissements scientifiques, une bibliothèque publique, un musée d'histoire naturelle, etc. Enfin elle est la résidence du président de la république et de toutes les autorités supérieures.

Nous ne trouvons rien de remarquable à signaler dans le département de Cundinamarca, si ce n'est la singulière façon de voyager usitée dans la province d'Antioquia, que M. Balbi décrit dans les termes suivants :

« Les personnes aisées ont l'habitude de » se faire porter par des hommes qui ont une » chaise liée sur le dos : c'est ce que les ha» bitants disent : aller à dos d'hommes (*an*» *dar en carguero*), comme on dit : *aller à* » *cheval*. Aucune idée humiliante n'est atta» chée au métier de *carguero ;* les hommes » qui s'y livrent ne sont pas des Indiens, » mais des métis, quelquefois même des » blancs. Les *cargueros* portent communé» ment six à sept *arobas* (112 kilogram» mes). Quand on réfléchit, » dit M. de Humboldt, « a l'énorme fatigue à laquelle » ces malheureux sont exposés en marchant » ainsi chargés huit à neuf heures par jour, » dans un pays montueux ; quand on sait » qu'ils ont quelquefois le dos meurtri comme » des bêtes de somme, et que des voyageurs » ont quelquefois la cruauté de les aban» donner dans la forêt lorsqu'ils tombent » malades ; quand on pense qu'ils ne gagnent » dans un voyage d'Ibague à Cartago que » douze à quatorze piastres, ou soixante à » soixante-dix francs, dans l'espace de quinze » jours, quelquefois même de vingt-cinq à » trente jours, on a de la peine à concevoir

» comment le métier de *carguero*, un des » plus pénibles de ceux auxquels l'homme » puisse se livrer, est embrassé volontaire» ment par tous les jeunes hommes robustes » qui vivent au pied des montagnes. Malgré » cela, leur nombre est si grand au Choco, à » Ibague et à Medellin, que l'on en ren» contre quelquefois des files de cinquante à » soixante. »

De telles coutumes doivent, sans contredit, paraître étranges à un Européen, et ne peuvent se trouver que dans des lieux où l'esclavage a accoutumé les riches à une indolence extrême et les pauvres à une grande dégradation. Ce n'est pas à dire qu'un travail pénible soit dégradant en lui-même, mais, en ôtant à celui qui y est condamné tout moyen de cultiver ses facultés morales et intellectuelles, il le ravale et l'abrutit peu à peu.

PANAMA, dans le département de l'Isthme, dont elle est le chef-lieu, est une ville remarquable seulement par son commerce: on ne peut en évaluer la population à plus de dix mille habitants.

Le fleuve Magdalena donne son nom au département dont CARTHAGÈNE est la capitale. Cette ville est située sur l'un des points les plus beaux de l'Amérique. Elle est peuplée d'environ dix-huit mille habitants, et contient un évêché, un collége, une université et une école de navigation. L'aspect en est sombre et triste. Elle est l'une des villes les plus commerçantes de l'ancienne Colombie, et entretient des communications multipliées avec les ports de l'Europe, des Antilles et des États-Unis du nord.

Enfin, outre Tunja, ville qui, avant l'arrivée des Espagnols, était la capitale de la nation des Muyscas, et qui, aujourd'hui, n'offre plus que des ruines, nous citerons dans le département de BOYACA la petite ville de Sogamoso, célèbre par les sacrifices humains que les Muyscas y célébraient tous les quinze ans en l'honneur du soleil.

La superficie de la république de la Nouvelle-Grenade est de cent deux mille lieues carrées, et la population totale d'environ un million trois cent mille habitants; c'est à peu près douze habitants par lieue carrée.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR.

Cette république a été divisée en huit provinces: *Quito*, *Chimborazo*, *Imbabura*, *Guayaquil*, *Manabi*, *Cuença*, *Loxa* et *l'archipel de Gallapagos*. C'est là, suivant M. A. Balbi, tout ce qu'on sait en Europe des divisions actuelles de ce nouvel État. A l'exemple de cet habile géographe, nous nous contenterons de donner une notice abrégée sur les départements de la cidevant république colombienne, dont la république de l'équateur a été composée.

Le département de l'ÉQUATEUR comprenait les provinces de *Pichincha*, *Chimborazo* et *Imbabura*.

Le département de GUAYAQUIL était formé des provinces de Guayaquil et de Manabi.

Enfin le département de l'ASSUAY était composé des provinces de Cuença et Loxa.

La capitale de la république de l'Équateur est Quito, chef-lieu du département de l'Équateur, et capitale de l'ancien royaume de Quito. Cette ville, située à quatorze cent quatre-vingt toises au-dessus du niveau de la mer, non loin du célèbre volcan de Pichincha, est en général irrégulière et mal bâtie. La plupart des rues n'y sont pas pavées. Elle est le siége d'un évêché et d'une université, célèbre parmi celles de l'Amérique espagnole. Elle contient en outre un séminaire, un collége et une bibliothèque, qu'on estime être la plus riche de l'ancienne Colombie. La population de Quito est d'environ soixante-dix mille âmes.

Dans le même département, à peu de distance de la petite ville de Ambato, s'élève le Chimborazo, qui occupe le troisième rang en hauteur parmi les montagnes des deux Amériques.

Le département de GUAYAQUIL ne nous offre à considérer que la ville de Guayaquil, qui lui a donné son nom. C'est une ville importante à cause de sa position sur l'Océan. Elle possède un chantier de vaisseaux, célèbre parmi ceux de l'ancienne Amérique espagnole. On y trouve une école de navigation, un collége et un arsenal maritime.

La population de Guayaquil est de vingt-deux mille habitants.

La superficie de la république de l'Equateur est de cent seize mille quatre cent quatre-vingts lieues carrées, et la population ne s'élève pas à plus de six cent trente mille habitants, c'est-à-dire moins de six habitants par lieue carrée.

—

RÉPUBLIQUE DE VENEZUELA.

La république de Venezuela a été formée, lors du démembrement de la Colombie, des quatre départements dans lesquels avait été divisée l'ancienne capitainerie générale de Caraccas. Ces départements sont : le département de Zulia, comprenant les provinces de *Maracaïbo*, *Coro*, *Truxillo* et *Mérida*.

Le département de l'Orénoque, formé des provinces de *Varinas*, de l'*Apure* et de la *Guyane*.

Le département de Maturin, divisé en provinces de *Cumana*, *Barcelona* et l'île de *Margarita*.

Enfin le département de Venezuela, qui contient les deux provinces de *Caraccas* et *Carabobo*.

Caraccas est aujourd'hui la capitale de la république et du département, auquel elle donne son nom. C'est une ville peuplée d'environ quarante mille âmes, très-commerçante, mais ruinée souvent par les tremblements de terre. Nous avons vu dans le cours de cette histoire quel rôle important elle a joué dans les guerres de l'indépendance. Elle est le siége d'un archevêché, d'une université, d'une école normale d'enseignement mutuel, d'un collége, etc.

Maracaïbo, dans le département de Zulia, est peuplée de vingt mille habitants, et contient plusieurs chantiers de vaisseaux. Elle doit son importance à sa position sur le golfe du même nom, et aux trois forts qui la défendent.

Enfin Cumana, la dernière ville de la république que nous croyons devoir nommer, est loin d'avoir aujourd'hui la même importance qu'autrefois. Elle est située dans une baie magnifique. A peine compte-t-elle dix mille âmes dans ses murs.

Le territoire entier de la république de Venezuela présente une surface de cent vingt-six mille lieues carrées, et contient seulement huit cent cinquante mille habitants, à peu près sept habitants par lieue carrée.

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI.

Le territoire de la république actuelle du Chili, autrefois vice-royauté du même nom, est la partie de l'Amérique du sud comprise entre le 72° et le 77° de longitude occidentale, en y comprenant l'archipel de Chiloé; et les 25° et 44° de latitude australe.

Elle a pour bornes : au nord, le Rio-Salado, qui la sépare de la république de Bolivie; à l'est, les États-unis du Rio-de-la-Plata et la Patagonie; au sud, la Patagonie et l'archipel de Choros, qui en fait partie; à l'ouest le Grand-Océan (1).

Située entre les Andes et la mer du Sud, la république chilienne, dont la longueur totale est de cinquante lieues environ, n'a que très-peu de largeur. Cette largeur qui, dans quelques points, est à peine de vingt-cinq lieues, n'excède jamais soixante-dix.

(1) Balbi.

Aussi, les fleuves qui l'arrosent, extrêmement nombreux, n'ont-ils qu'un cours très-borné. Nous ne mentionnerons dans cette courte notice que le Rio-Salado (rivière salée), qui sépare le Chili de la Bolivie ; le Biobio, limite du Chili et de l'Araucanie, qui, jusqu'à ce jour, a échappé à la conquête des Européens ; et enfin le Maule, remarquable en ce que les incas avaient, dans les derniers temps de leur puissance, poussé leurs conquêtes jusque sur ses rives.

Nous avons dit, en faisant l'histoire du Pérou, que nulle part au monde les volcans n'étaient plus multipliés, et les tremblements de terre plus fréquents ; il faut excepter le Chili de cette loi.

Vingt volcans, toujours en combustion, couronnent la cîme de la chaîne des Andes, située sur le territoire Chilien, et il ne se passe guère d'années sans que trois ou quatre tremblements de terre viennent renverser ou ébranler jusque dans leurs fondements les maisons et les édifices de quelques villes. Nous ne parlons ici que des tremblements de terre proprement dits ; si nous comptions les simples secousses (*tremblores*), dont les ravages sont moins affreux, il faudrait en compter douze ou quinze pour chaque année.

Le climat du Chili est, en général, tempéré ; on doit penser néanmoins que, dans un pays de cinq cents lieues de longueur, du nord au sud, et entrecoupé de montagnes élevées et de vallées profondes, la température doit offrir de notables variations. Dans la partie centrale, qu'on peut regarder comme offrant un terme moyen, le thermomètre de Réaumur varie ordinairement entre dix-huit et vingt-deux degrés : il est rare qu'il monte jusqu'à vingt-quatre. La rareté des pluies est l'un des plus graves inconvénients de cette contrée ; toute la partie septentrionale, sur plus de trois cents lieues de longueur, en est totalement privée pendant six mois de l'année. Des rosées abondantes suppléent heureusement à cette aridité du ciel.

Le Chili contient des mines riches et nombreuses, qui fournissent de la houille, de l'or, du mercure, du cuivre, du fer, du plomb, de l'étain, etc. Le produit de ces mines forme l'une des branches principales du revenu public.

Conquête du Chili par les Espagnols.

Les Espagnols, maîtres du Pérou, avaient entendu parler d'une vaste contrée située au sud du royaume des incas, et, depuis deux règnes, soumis à ces princes : on leur avait raconté comment Loque Yupanqui, dixième inca, suivant la coutume de ses pères, avait enfin soumis à ses armes les peuples des bords de l'Océan-Pacifique, compris entre le Rio-Salado et le Maule. Les richesses minérales de cette contrée étaient, au dire des Indiens, plus prodigieuses que celles du Pérou. Il n'en fallait pas davantage pour enflammer les désirs des Espagnols et les engager à tenter de nouvelles conquêtes.

C'est sur ces entrefaites qu'Almagro avait reçu du roi d'Espagne le titre d'Adelantade et de gouverneur du pays situé au sud du Pérou, dans un espace de deux cents lieues. A peine investi de cette nouvelle dignité, le rival de Pizarre se mit en route pour son nouveau gouvernement. Il était accompagné, comme nous l'avons dit (1), du frère et de l'oncle de l'inca Manco, et suivi d'une armée de quinze mille Indiens et de cinq cent soixante-dix Espagnols ; il reçut, chemin faisant, les tributs des peuples soumis aux Incas, qui témoignaient le plus grand respect aux étrangers qu'ils voyaient accompagnés des proches parents de leur prince. Après bien des dangers et des fatigues, après avoir vaincu la résistance que lui opposaient quelques peuplades, il parvint enfin aux montagnes neigeuses. La rigueur du froid, jointe au manque de vivres, fatigua beaucoup son armée dans la marche qu'il fallut faire pour les franchir, et les Indiens surtout eurent beaucoup à souffrir dans ce passage. Ces hommes, inaccoutumés à la température du Péron, privés de vêtements et de tous les objets de campement nécessaires à les garantir des intempéries, ne résistèrent qu'avec peine à tant de causes de destruc-

(1) Voyez l'Histoire du Pérou.

tion. On arriva enfin dans la province Chilienne du Copiapo.

Almagro trouva les habitants de cette vallée en proie aux horreurs de la guerre civile : leur cacique, écarté du pouvoir par l'un de ses proches parents, était réduit à chercher dans les bois un asile contre la fureur de ses ennemis. L'arrivée des étrangers lui parut une occasion favorable de rentrer dans son droit légitime. Il vint donc trouver Almagro, et lui promit, pour prix de la protection qu'il réclamait de lui, la possession de tout le pays soumis à sa puissance. L'Adelantade n'eut garde de refuser un tel appui ; il s'empara de l'usurpateur, qu'il punit de mort, et réintégra le cacique dans l'exercice de son pouvoir. Dès lors il crut avoir des alliés fidèles dans les nombreux partisans de son protégé ; mais bientôt un exemple terrible, qu'il fut contraint de faire, en punissant de mort quelques Indiens qui avaient assassinés trois Espagnols, rompit cette bonne intelligence, et changea les dispositions bienveillantes des Chiliens en une haine implacable.

On s'avança dans le pays, d'abord sans rencontrer beaucoup de résistance ; mais, parvenus sur les bords du Rio Claro, les Espagnols, mis en déroute par une armée nombreuse d'indigènes, demandèrent à grands cris à retourner sur leurs pas. Almagro ne savait quel parti prendre, quand il apprit la révolte des Péruviens, les divisions qui avaient éclaté entre les Espagnols du Pérou, et les guerres civiles qui en étaient la suite. Dès lors son parti fut pris. C'était là une occasion de ressaisir les droits que lui avait ravis Pizarre : il résolut de ne pas la négliger.

Il fit donc annoncer à ses troupes qu'on allait retourner au Pérou, et bientôt on se mit en marche. Dans l'empressement qu'il avait d'arriver sous les murs de Cusco, cette capitale tant convoitée par chacun des deux chefs espagnols, Almagro voulut, malgré toutes les représentations qu'on put lui faire sur les dangers d'une telle entreprise, prendre pour le retour un chemin plus court que celui par lequel il était arrivé.

Il ne tarda pas à se repentir d'une détermination si téméraire; des routes impraticables, à peine connues, et partout couvertes de glace ; des ouragans épouvantables, qui ensevelissaient les hommes et les chevaux dans des tourbillons de neige ; un froid excessif, le manque des vêtements les plus indispensables et une famine affreuse furent les ennemis qu'il eut à vaincre dans cette longue et désastreuse traversée. Il y laissa dix mille Indiens, un grand nombre de ses meilleurs soldats, tous ses chevaux et tous ses équipages. C'était là un sinistre présage et une condition fâcheuse pour entreprendre la guerre qu'il se disposait à commencer. Nous ne redirons pas l'arrivée de l'Adelantade devant Cusco, ni ses victoires, ni ses revers, ni son supplice ; on peut voir ces détails dans l'histoire de la conquête du Pérou, que nous avons décrite plus haut.

Après la mort d'Almagro, François Pizarre résolut d'attacher son nom à la conquête du Chili.

Cent cinquante soldats, des prêtres, des femmes et quelques milliers d'Indiens furent destinés à cette expédition. On y joignit des animaux domestiques, des instruments aratoires, et tout ce qu'on supposait nécessaire à l'établissement de colonies : le commandement supérieur fut dévolu à Pierre Valdivia, officier espagnol, dont Pizarre estimait l'intelligence et le zèle.

Valdivia, parvenu sur les bords du Rio-Mapocho, l'un des affluents principaux du Maypo, jeta les fondements de la ville de Santiago [1541], qui fut depuis et est encore la capitale du Chili.

Mais bientôt les Espagnols eurent à souffrir des attaques des indigènes ; leurs plantations furent plusieurs fois détruites, et la nécessité d'être sans cesse sous les armes empêchait la culture des terres. Quoiqu'on eût enfin réussi à repousser les attaques des Indiens les plus proches, l'état de la colonie était loin d'être florissant.

Valdivia avait demandé à Vaca de Castro, alors gouverneur du Pérou, quelques renforts pour soutenir la colonie dans ces circonstances difficiles ; un détachement de cavalerie, envoyé par Castro [1543], en donnant un peu de courage aux Espagnols de Santiago, ne leur procura pas néanmoins tout le soulagement qu'ils en attendaient,

car une guerre d'extermination leur fut bientôt déclarée par tous les indigènes des environs. Parmi les adversaires les plus acharnés des colons, on doit compter les Copiapinos et les Quillotanes, qui ne cessèrent de faire aux nouveaux établissements tout le mal qu'ils purent; l'incendie, la dévastation, l'assassinat marquèrent partout leur passage, et les colons étaient chaque jour contraints de quitter la charrue pour courir aux armes.

Plusieurs années se passèrent dans ces alternatives cruelles, et il faut convenir que les Espagnols déployèrent dans ces circonstances un courage, une persévérance dignes des plus grands éloges. Coquimbo avait été fondée à l'embouchure du fleuve de ce nom; en 1547 les Araucans la bouleversèrent de fond en comble, et il fallut employer un temps précieux pour la relever de ses ruines. A ces calamités faillit se joindre la guerre civile, qui pouvait, dans de telles circonstances, causer la perte de la colonie entière. Valdivia était parti pour le Pérou, à l'effet de solliciter du président La Gasca les secours dont il avait besoin; il avait laissé, pour le remplacer pendant son absence, François de Villagra, l'un de ses officiers de confiance. Aussitôt après le départ de Valdivia, une conspiration éclata contre ce dernier; elle était tramée par de Hoz et Raméro, et avait pour but d'élever de Hoz à la dignité de gouverneur du Chili, qui lui avait été conférée antérieurement par la cour d'Espagne. Heureusement les deux conspirateurs, trahis par l'un de leurs complices, furent saisis, condamnés à mort, et exécutés sans délai. Cet acte de vigueur suffit à calmer le zèle du petit nombre de leurs partisans.

Valdivia ne tarda pas à revenir du Pérou, amenant avec lui des renforts considérables. Il se mit aussitôt en campagne, et étendit sa conquête jusqu'aux rives du Maule, limite extrême des possessions des Incas du côté du sud. Là ne s'arrêtait pas son ambition; continuant sa marche vers le sud, il défit successivement plusieurs peuplades indigènes, et, parvenu au 36° 43' de latitude méridionale, il fonda, en 1550, la ville de la Conception. Il ne tarda pas à être attaqué par des ennemis formidables, les Araucans, qui, renforcés des restes de tribus vaincues par les Espagnols, vinrent, au nombre de quatre ou cinq mille, lui présenter la bataille. Grâce à l'inexpérience de ces barbares, le courage et la tactique des Espagnols triomphèrent de leur nombre et de leur audace.

Poursuivant alors le cours de ses expéditions, Valdivia jeta dans les pays qu'il soumettait à ses armes les fondements des villes Impériales de Valdivia, Villarica et la Frontera; chacune d'elles était protégée par un fort, et mettait ainsi les colons indigènes qui travaillaient aux mines, à l'abri des insultes des Araucans et des tribus voisines.

Bientôt arrivèrent d'Espagne des religieux de différents ordres, entr'autres des dominicains et des franciscains, qui avaient pour but de porter la parole chrétienne dans les habitations reculées des indigènes; Valparaiso fut fondée, et la conquête de Valdivia prenait enfin quelque consistance, quand une nouvelle attaque des Araucans, plus furieuse encore que les précédentes, vint entraver momentanément le développement de la colonie [1553]. Ces barbares s'emparèrent d'abord du fort d'Arauco, qu'il détruisirent, et marchèrent en nombre sur les autres possessions espagnoles, appelant à leur aide tous les Indiens des alentours. Dans ce danger imminent, Valdivia, en personne, marcha à leur rencontre: un combat acharné fut livré le 2 décembre, dans lequel les Espagnols, accablés par le nombre des ennemis, furent entièrement défaits; la plupart des soldats périrent, et quelques Indiens à peine parvinrent à s'échapper, parmi les cinq mille auxiliaires que Valdivia avait joints à ses troupes. Ce dernier lui-même, saisi vivant par les Araucans, fut conduit en triomphe au milieu de l'armée victorieuse, et lié à un arbre avec un prêtre espagnol, compagnon de son infortune. Ces deux infortunés eurent à souffrir alors les traitements les plus barbares. Après avoir allumé un grand feu, les chefs s'approchèrent du prêtre, lui coupèrent des morceaux de chair, les firent immédiatement rôtir, et les dévorèrent à ses yeux; puis, revenant à leur victime, ils lui ôtèrent enfin la vie et en firent un horrible festin. Val-

divia, témoin de cette scène, attendait un sort pareil ; il adresse quelques prières au général des Araucans pour en obtenir la vie, pour prix de laquelle il promet à la nation entière une amitié éternelle, quand un guerrier, indigné de voir son chef hésiter un instant, assène sur la tête du général espagnol un coup de massue qui l'étend mourant sur la terre. Aussitôt la foule se précipite sur cette nouvelle pâture, et la dévore en un instant.

Ainsi périt cet homme célèbre, intrépide général, autant qu'administrateur habile, Cette mort, dans un tel moment, devait avoir les suites les plus funestes à la prospérité de la colonie.

La guerre continua avec la même fureur, et quelques mois s'étaient à peine écoulés, qu'une nouvelle déroute des Espagnols rendit les Araucans maîtres de la Conception, qu'ils détruisirent par les flammes. A ces désastres vint se joindre encore la querelle d'Aguirre et Villagran, deux généraux espagnols, qui se disputèrent le gouvernement, en l'absence de Jérôme Aldarète, successeur de Valdivia. Sur le point d'en venir aux mains, ils furent enfin touchés du résultat funeste que pouvaient avoir leurs dissensions, et s'en remirent au gouverneur du Pérou pour juger entre eux. Celui-ci, pour accorder les deux concurrents, nomma gouverneur don Garcia de Mendoza, son fils, qui arriva au Chili suivi de quelques renforts de cavalerie et d'infanterie, dont la colonie avait le plus grand besoin [1557]. Sans perdre de temps, le nouveau gouverneur fit ses dispositions pour repousser les indigènes. Après de légers avantages remportés sur eux, et qui eurent pour effet de relever le courage et l'espérance des Espagnols, Mendoza força les Araucans à accepter, sur les bords du Bio-Bio, une bataille générale, dans laquelle ils furent taillés en pièces ; à peine en échapa-t-il quelques-uns au massacre. Après cet échec, les Araucans tentèrent en vain de reprendre l'avantage, et Garcia reprit sur eux tout le territoire dont ils s'étaient emparés. Quelques mois plus tard, Caupolican, le chef audacieux de ces Indiens, et l'ennemi le plus redoutable aux Espagnols, tomba dans les mains de ces derniers et fut aussitôt mis à mort. On espérait par là terminer la guerre en privant les Araucans du chef auquel ils avaient le plus de confiance. Cet espoir ne fut pas réalisé ; les Araucans appelèrent de nouveau aux armes tous les Indiens des tribus voisines, et, à la tête d'une confédération formidable, vinrent encore une fois menacer les Espagnols ; mais enfin la bataille de Quipéo, dans laquelle les confédérés furent entièrement défaits et leurs chefs tués ou faits prisonniers, assura aux Esprgnols une possession définitive, et, pour la première fois depuis tant d'années, leur permit de prendre un peu de repos.

Garcia qui, l'année précédente, avait exploré une partie du littoral de la mer du sud, et découvert les îles Chiloé, donna ses soins à des découvertes nouvelles. Les fortifications, détruites pendant la guerre, furent relevées, les mines mises dans un meilleur état d'exploitation, et la province de Tucuman définitivement soumise et réunie à la vice-royauté du Pérou.

Sur ces entrefaites, Villagran fut nommé gouverneur du Chili, en remplacement de Garcia de Mendoza, élevé, pour ses éminents services, à la vice-royauté du Pérou. Ce gouverneur, à peine entré en fonctions, eut à soutenir une nouvelle guerre contre les restes de la tribu des Araucans qui, pendant plus de deux années encore, firent beaucoup de mal à la colonie, et furent enfin vaincus par le fils de Villagran, nommé gouverneur après la mort de son père [1565].

Vingt-trois années se passèrent depuis cette époque jusqu'à la nomination de Martin Garcia de Loyola à la dignité de gouverneur du Chili, pendant lesquelles nous n'avons à noter que quelques changements passagers dans l'administration, le remplacement de plusieurs gouverneurs, des guerres sans résultat contre les indigènes, et les deux tentatives que firent les Anglais, alors en guerre avec l'Espagne, contre Valparaiso, qu'ils pillèrent en 1578, et où ils essuyèrent un échec en 1586.

En 1597 les Araucans, ces ennemis acharnés des Espagnols, recommencèrent une guerre, dans laquelle ils remportèrent de

grands avantages, et qui mit la colonie entière à deux doigts de sa perte.

Le massacre des Espagnols à Caravala sur le Bio-Bio, dans lequel périrent presque tous les soldats de Loyola, remplit les Indiens d'enthousiasme, et bientôt l'espoir de reconquérir leur indépendance occasionna un soulèvement général parmi toutes les tribus. Les villes de Chillan et de la Conception furent pillées et détruites par l'incendie, et de tous côtés les Espagnols, traqués comme des bêtes fauves par un ennemi qui ne faisait pas de quartier, tombèrent pour la plupart dans le découragement. Un bon nombre prit le parti de retourner au Pérou, et l'émigration allait devenir générale, quand Viscara, arrivant du Pérou à la tête de nouvelles troupes, parvint enfin à arrêter le désastre en battant les Araucans en plusieurs rencontres.

Quinonès, successeur de Viscara, auquel sa vieillesse ne permettait pas de supporter plus long-temps les fatigues d'une telle guerre, continua la lutte contre les Araucans, qui semblaient se relever plus forts que jamais après chaque défaite. Le nouveau général ne put, quelques efforts qu'il fit dans la sanglante bataille de Yumpel, empêcher les ennemis de pénétrer jusqu'à Valdivia, qu'ils livrèrent aux flammes, après l'avoir pillée [novembre 1599]. Tous les habitants qui ne purent leur échapper par la fuite, furent impitoyablement massacrés; un grand nombre de femmes et d'enfants espagnols furent emmenés comme esclaves.

Ces désastres n'étaient que le prélude de ceux qui devaient fondre sur la colonie dans les années suivantes. De 1600 à 1604 les Arancans s'emparèrent successivement de Villarica, Impériale, Angol, Santa-Cruz, Chillan, la Conception et Valdivia à peine relevée de ses ruines, et dans lesquelles ils ne laissèrent pas pierre sur pierre.

Depuis lors, la guerre entre les colons et les Araucans dura presque sans interruption jusqu'en 1640, époque à laquelle don François Lopez de Zuniga, alors gouverneur du Chili, parvint enfin à conclure la paix. Aux termes de ce traité, le Bio-Bio était reconnu comme limite entre le territoire des Araucans et les possessions espagnoles; les Araucans s'engageaient, tout en conservant leur indépendance, à reconnaître la suzeraineté du roi d'Espagne, et à laisser aux missionnaires la liberté d'aller prêcher le christianisme dans leurs villages.

Ce traité maintint la paix entre les Européens et les indigènes, jusqu'à l'année 1655, époque à laquelle les Araucans, depuis longtemps irrités par les empiètements successifs des missionnaires, et des Espagnols qui les suivaient, rentrèrent de nouveau en campagne. La guerre qui suivit cette rupture dura, avec des chances diverses, jusqu'en 1724. Alors de nouvelles conventions, ayant pour bases le traité de 1640, furent acceptées par les parties belligérantes, et la paix qui s'en suivit se maintint, sans altercations sérieuses, jusqu'à l'année 1766, qui vit recommencer les hostilités.

Entre ces deux époques, les différents vice-rois qui se succédèrent au Chili déployèrent une activité merveilleuse, et effacèrent du sol presque toutes les traces de la dernière guerre. Les villes ruinées furent rebâties; un grand nombre de villes nouvelles sortirent de terre, comme par enchantement, et, du Bio-Bio au Rio Salado, marquèrent sur tous les points du sol la place des Européens, en même temps que le commerce et l'industrie prenaient une extension inaccoutumée.

La guerre de 1766 interrompit cette suite de prospérités. Elle fut déclarée par les Araucans, irrités de voir que le gouverneur du Chili, don Antoine Gonzaga, voulait les contraindre à construire des villes et à les habiter. Des combats multipliés furent livrés, dans lesquels les deux partis remportèrent successivement la victoire, sans obtenir néanmoins d'avantage décisif. Après plus de dix-neuf années, passées dans ces luttes interminables, et onéreuses pour les deux adversaires, des députés furent nommés de part et d'autre pour conclure un nouveau traité, qui fut accepté à Santiago en 1786. Outre les conditions stipulées dans les traités de 1640 et 1724, la convention de Santiago portait que les Araucans auraient dans la capitale du Chili un chargé d'affaires de leur nation, pour veiller à leurs intérêts et

à entretenir les rapports d'amitié et de commerce entre les deux peuples.

Depuis la paix de 1786 jusqu'au commencement de la guerre de l'indépendance en 1810, le Chili ne nous offre rien de remarquable à étudier. Disons seulement pour mémoire, qu'il fut administré pendant sept ans par Ambroise O'Higgins, Irlandais au service de l'Espagne, et que pendant cet espace de temps, le commerce, l'industrie et l'administration subirent des améliorations remarquables (1). O'Higgins réussit, en outre, pendant son administration, à réprimer les tentatives que les Indiens avaient faites pour s'emparer de Valdivia, ville qui, quoique située sur leur territoire, était néanmoins en la possession des Espagnols.

Avant d'entamer l'histoire de la guerre de l'indépendance, il convient de dire deux mots de l'organisation du Chili, sous la domination des Espagnols.

Cette organisation était ici la même à peu près que dans les autres colonies de l'Espagne dont nous avons raconté plus haut l'histoire. Le territoire était divisé en provinces, au nombre de treize, gouvernée chacune par un *corrigedor,* sorte de magistrat, moitié civil et moitié militaire, et, sur les derniers temps, nommé par le gouverneur.

Une audience royale jugeait en dernier ressort les causes, tant criminelles que civiles, quand celles-ci ne dépassaient pas une certaine somme. Au nombre des membres de cette cour suprême, se trouvait un fonctionnaire portant le titre de protecteur des Indiens.

Les affaires ecclésiastiques étaient soumises à deux évêchés, dont les siéges étaient, l'un à Santiago, l'autre à la Conception, et qui relevaient de l'archevêché de Lima. Enfin, comme chef suprême de toute la hiérarchie militaire et administrative, se trouvait le gouverneur, en même temps général en chef des troupes, président de l'audience royale et promoteur des *corregidors*.

Les conquérans du Chili, soumis aux mêmes luttes et aux mêmes dangers, guidés par les mêmes passions que les conquérants des autres parties de l'Amérique espagnole, établirent dans leurs possessions les mêmes mœurs et les mêmes rapports avec les peuples vaincus que nous avons décrits en faisant l'histoire du Pérou, de la Colombie et du Mexique; il serait oiseux d'y revenir. L'Espagne, épuisée par ses longues guerres, demandait à ses colons du Nouveau-Monde des ressources qui lui manquaient dans l'ancien, et ceux-ci, pour satisfaire en même temps aux besoins de la mère-patrie et à leur propre cupidité, faisaient peser sur les indigènes un joug de plus en plus écrasant. Enfin, le mépris que les Espagnols affectaient pour les créoles, descendants des colons primitifs, était ici le même que partout ailleurs, et rien n'était plus rare que de voir un emploi élevé occupé par un homme né sur le territoire américain. Cette humiliation des riches, ces souffrances des pauvres, étaient les premiers éléments de la révolte que nous allons voir éclater, et dont nous allons maintenant tracer l'histoire.

RÉVOLUTION ET GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.

L'insurrection des provinces de la Plata contre le gouvernement espagnol n'était vue avec indifférence par aucune des possessions de l'Espagne en Amérique. Quelques hommes au Chili s'en étaient vivement émus, et des émissaires secrets, envoyés, dit-on, par la junte de Buenos-Ayres en 1810, y semaient abondamment les germes de la révolte.

Ce n'était pas encore l'indépendance qu'on osait formuler; mais le mécontentement sourd qui précède d'ordinaire les grandes commo-

(1) Il ne faut pas s'abuser néanmoins sur ces développements de l'industrie, dont quelques auteurs nous ont parfois entretenus. Il doit être bien entendu que nous ne parlons ici que d'un perfectionnement relatif, et tel, que les nations les plus grossières de l'Europe le regarderaient comme un saut à reculons. Il n'y a pas bien long-temps que, dans certaines provinces, on se bornait, pour toute culture, à gratter la terre avec un morceau de bois recourbé, et jusqu'à ces dernières années, si l'on en croit le capitaine Fall, chaque ménage des gens du peuple ne connaissait d'autre farine que celle qu'on préparait à la maison, en broyant le froment entre deux pierres.

tions politiques, se répandait déjà de proche en proche, avec une rapidité bien propre à alarmer les hommes attachés à la mère-patrie. Les graves événements qui agitaient alors l'Europe préoccupaient tous les esprits, et si l'orgueil de quelques colons souffrait de l'abaissement de l'Espagne, il y en avait d'autres qui songeaient à tirer avantage des embarras où elle était plongée.

On était dans cet état de vague inquiétude, quand arrivèrent au Chili les commissaires, chargés par la junte de Madrid d'y maintenir l'autorité de Ferdinand VII. Carasco, qui en était alors gouverneur, crut devoir, dans ces graves circonstances, s'aider du conseil des hommes influents de la colonie. Par ses ordres, les notables de toutes les professions et les hauts fonctionnaires furent réunis en assemblée générale, pour aviser aux mesures à prendre; mais, ayant été soupçonné d'être partisan de la France, il fut bientôt déposé de ses fonctions, et une junte, composée de cinq membres, fut chargée de l'administration provisoire de la colonie. Cette junte, après avoir élevé le comte de Conquista à la dignité de gouverneur, et convoqué un congrès général, avait résigné ses fonctions.

Les députés au congrès, à peine élus, se rendirent en toute hâte à Santiago, lorsque, avant l'ouverture de leur session, Figueroa, officier espagnol dévoué à la cause de Ferdinand, dont il pressentait la chute prochaine, entra dans cette ville à la tête de quelques troupes, et somma les députés de se retirer dans leurs provinces respectives. Ce fut là le signal de la première attaque : le peuple ameuté fond aussitôt sur les royalistes, les disperse, et saisit Figueroa lui-même, qui fut aussitôt fusillé.

Le congrès, dès ses premières séances, adopta des mesures vigoureuses, et qui, pour la plupart, font honneur aux principes des membres qui le composaient. Au nombre des décrets qui furent promulgués alors, on doit compter en première ligne l'affranchissement progressif des esclaves. Il fut en effet déclaré que tous les enfants d'esclaves seraient désormais libres, dès le jour de leur naissance, et que, six mois après la promulgation du décret, tout esclave des pays étrangers, qui viendrait habiter le Chili, serait déclaré libre, dès qu'il aurait touché la terre. En outre, le gouvernement fut confié à des triumvirs, la liberté du commerce reconnue en principe, et enfin les colons mécontents du nouvel ordre de choses, obtinrent six mois pour se défaire de leurs propriétés, et quitter le pays, s'ils le jugeaient convenable Toutes ces mesures étaient encore prises au nom de Ferdinand VII, quoique, dès cette époque, il y eût déjà des hommes qui parlaient ouvertement de l'indépendance. En peu de temps, leur nombre augmenta sensiblement dans l'assemblée, et le commandement de l'armée fut confié par le congrès aux trois frères Carrera, chefs du parti des indépendants.

Dès qu'ils se virent maîtres des forces militaires, les trois frères, qu'on dépeint comme de jeunes hommes ambitieux et adonnés aux plaisirs, songèrent à exploiter à leur profit le mouvement qui se préparait. Le second d'entre eux, nommé José Miguel, le plus actif et le plus entreprenant, rassemble les troupes, marche à leur tête, arrête de sa propre autorité les officiers qu'il soupçonne d'être attachés à la cause royale, remplace les hauts fonctionnaires par ses amis et ses créatures, et crée d'un seul coup un gouvernement purement militaire, dont il se fait le chef [novembre 1811].

Cette usurpation de tous les pouvoirs, jointe aux exactions que les trois frères, comptant sur le dévouement de l'armée, exerçaient sur les industriels et les commerçants, suscitèrent un mécontentement général, dont les royalistes songèrent à profiter.

A la fin du mois de mars 1813, une division, envoyée du Pérou, s'empara successivement de Talcalhuano et de la Conception; mais elle fut, quelques jours après, arrêtée dans sa marche par José Miguel, qui, à la tête de cinq mille hommes, lui livra bataille à Talca, et la força de se retirer à Chillan [avril 1813]. Le général royaliste resta dans cette dernière ville jusqu'au mois de septembre suivant, époque à laquelle, ayant reçu de nouveaux renforts du vice-roi du Pérou, il put de nouveau présenter la bataille. Elle fut fatale à José Miguel, et les royalistes en-

vre les débris de l'armée vaincue; cette négligence le perdit.

San-Martin réunit à la hâte une nouvelle armée; et, le 5 avril, la bataille de Maïpa (1), dans laquelle les royalistes furent taillés en pièces, assura définitivement l'indépendance chilienne. On évalue à deux mille tués et trois mille prisonniers les pertes des Espagnols dans cette journée mémorable.

Pendant que les débris de l'armée espagnole regagnaient à grand'peine la Conception, Osorio, leur général, retournait à Lima, qu'il trouva encore dans la joie de sa victoire de Cancha-Rayada. De son côté, San-Martin partait pour Buenos-Ayres, où des fêtes brillantes lui étaient préparées.

Ces avantages remportés sur l'armée de terre n'étaient pas les seuls dont le Chili eût à se réjouir, et son escadre n'avait pas été moins heureuse que ses soldats : le 27 avril, l'un de ses vaisseaux avait mis en fuite deux bâtiments espagnols qui bloquaient Valparaiso, et, six mois plus tard, une frégate avait été prise devant Talcahuano par l'amiral Blanco, commandant de l'escadre chilienne.

Deux années, se passèrent sans que les positions respectives des partis ennemis fussent notablement changées; mais l'année 1820 fut témoin de nouveaux triomphes des indépendants. Dès le mois de janvier de cette annnée, Sanchez avait chassé les royalistes de la ville de Los Angelès, sur le territoire des Araucans, avec lesquels il conclut un traité d'alliance; et bientôt l'archipel de Chiloé et la place de Valdivia furent les seuls points qui restassent en la possession des Espagnols. Il était d'une grande importance, pour les Chiliens, de s'en emparer, car on ne pouvait espérer une paix durable qu'autant que l'ennemi serait à jamais éloigné des côtes. Valdivia, surtout, également fortifiée par l'art et par la nature, les laissait dans la crainte perpétuelle d'une nouvelle invasion; lord Cochrane réussit à s'en emparer. Ce marin célèbre était depuis plus d'un an au service du Chili, en qualité d'amiral; et, depuis cette époque, il avait fait plusieurs excursions sur la côte du Pérou, où il avait capturé plusieurs bâtiments appartenant au commerce espagnol, lorsqu'il conçut le projet de pénétrer dans Valdivia par la ruse. Cette entreprise, exécutée avec habileté, tant par les marins que par les soldats, réussit au delà de toutes les espérances. Les Espagnols, quoiqu'ils fussent en nombre supérieur, épouvantés de se voir subitement attaqués par l'escadre, en même temps que les troupes de débarquement s'avançaient contre la place, prirent la fuite sans presque opposer de résistance, et abandonnèrent aux vainqueurs la ville, avec l'immense matériel qu'elle contenait [3 février 1820]. Vingt-trois jours après cette expédition, qui avait jeté le Chili dans une joie inexprimable, Beauchef, officier français et colonel des troupes chiliennes, entrait victorieux à Osorio, qu'il trouva désertée par les Espagnols. L'archipel de Chiloé était désormais la dernière possession et le dernier refuge des royalistes.

Dès lors ils étaient peu à craindre, et une expédition fut projetée pour conquérir à l'indépendance le Pérou lui-même, qui, seul parmi toutes les colonies espagnoles, n'avait pas encore secoué le joug de la mère-patrie. Une escadre, commandée par l'amiral Cochrane et portant des troupes sous les ordres de San-Martin, mit à la voile de Valparaiso le 20 août 1820, et arriva le 7 septembre dans la baie de Pisco, où était fixé le rendez-vous général. Les troupes de débarquement s'emparèrent de Pisco sans coup férir, et apprirent bientôt que Lima venait de commencer l'insurrection qui devait affranchir le Pérou de la domination d'Espagne. L'armée chilienne, après avoir semé les germes de la révolte dans les environs de Pisco, remonta sur ses navires, arriva en vue de Callao le 26 octobre, et le débarquement des troupes eut lieu à Huaco dix jours après. Dans ce court intervalle, lord Cochrane avait réussi à s'emparer par surprise de *la Esmeralda*, le meilleur vaisseau que les Espagnols eussent alors en Amérique. Les détails des événements qui suivirent n'appartiennent pas à cette histoire. Rappelons seulement ici ce qui a été dit, à propos de l'histoire du Pérou, que l'indépendance de cette vice-royauté fut

(1) Ou Maypo.

Trajes de militar y de cazador en Colombia.



COSTUMES MILITAIRE ET DE CHASSEUR DANS LA COLOMBIE.

proclamée à Lima le 28 juillet 1821, et que le 3 août San-Martin était nommé protecteur de la liberté du Pérou, et chargé du commandement supérieur des troupes des insurgés.

Le Chili, libre désormais des craintes que lui avait inspirées l'Espagne, ne tarda pas à être, ainsi que tous les états qui s'étaient formés des colonies de cette puissance, en proie aux ambitions personnelles et aux fureurs de la guerre civile.

Depuis l'époque de l'expédition chilienne contre le Pérou jusqu'à la convocation du congrès, le 22 juillet 1822, diverses améliorations furent introduites dans l'administration intérieure du nouvel état, et une alliance offensive et défensive fut conclue avec la république colombienne.

O'Higgins, le jour de l'ouverture de la session du congrès, exposa, dans un rapport détaillé, l'état de la république; après quoi, rappelant à l'assemblée que nul pouvoir exceptionnel ne devait exister devant les délégués du peuple, il la priait de reprendre le pouvoir dont il avait été investi dans des temps moins propices. Le congrès accepta cette démission, et, trois jours après, conféra de nouveau à O'Higgins la dignité de directeur suprême. La constitution promulguée le 23 octobre offre trop de ressemblance avec celles dont nous avons donné l'analyse dans les histoires précédentes, pour que nous ayons besoin de la rapporter ici. Basée sur les mêmes principes, elle n'en différait que pour quelques détails peu importants, et devait produire des résultats analogues; c'est ce qui eut lieu, comme nous allons le voir dans un instant. Disons cependant, à la louange de cette constitution, qu'elle sanctionnait aussi l'abolition de l'esclavage.

Des mécontentements s'étaient manifestés dans plusieurs provinces, et principalement dans le Coquimbo, qui se plaignait qu'on négligeât l'exploitation de ses mines. Le général Freyre, qui commandait les forces de la république dans les provinces du sud, résolut de mettre à profit cette circonstance pour réaliser les projets ambitieux qu'il nourrissait depuis long-temps. Il s'était emparé de l'esprit de ses soldats, en plaignant le dénuement où on les laissait, dénuement qu'il attribuait à la mauvaise volonté du directeur : il crut que l'occasion d'agir était enfin arrivée. Aidé de plusieurs de ses amis, il souleva la province de Coquimbo ; et une junte, réunie par ses soins à la Conception, déclara, dans sa séance du 22 décembre, qu'à l'avenir *le Coquimbo et la Conception se regardaient comme complétement indépendants de la république chilienne.* La constitution du congrès de Santiago fut déclarée nulle et de nul effet, et O'Higgins déposé de ses fonctions de directeur. Freyre, à la tête des troupes des rebelles, marcha sans hésiter sur Santiago ; il fut rejoint, chemin faisant, par quelques corps de mécontents, et, entre autres, par les garnisons de Quillota et d'Aconcagua, sur lesquelles O'Higgins avait compté pour lui barrer le passage. Sur ces entrefaites, les amis que les insurgés comptaient dans la capitale se réunissaient et allaient enjoindre au directeur de résigner ses fonctions. Celui-ci accorda ce qu'on lui demandait, à condition qu'une junte serait formée pour recevoir sa démission et prendre la direction des affaires; et, sans plus tarder, il quitta la capitale et s'en fut à Valparaiso. Peu de temps après la retraite d'O'Higgins, Freyre fut promu à la dignité de directeur, et l'un de ses premiers soins fut de convoquer un nouveau congrès [juin 1823] qui changea la constitution.

L'administration de Freyre était loin d'avoir calmé les maux qu'on avait attribués à l'impéritie d'O'Higgins, et déjà des mécontentements se manifestaient de toutes parts, quand l'insuccès d'une tentative que Freyre avait faite sur l'archipel de Chiloé fit éclater une telle fermentation, que le congrès ne vit d'autre moyen, pour contenir les factions, que de confier momentanément la dictature au directeur [juillet 1824]. Cette mesure n'empêcha pas l'anarchie de poursuivre sa marche. Bientôt la confusion fut à son comble; dans la cité comme dans l'armée, les pouvoirs étaient méprisés, toute hiérarchie méconnue; et chacun, uniquement préoccupé de lui-même, s'embarrassait peu des maux de la patrie, pourvu qu'il vît son avantage dans un changement de personnes ou d'institutions.

Le congrès lui-même vit souvent ses délibérations empêchées par les cris des séditieux, qui, les armes à la main, entraient dans le lieu de ses séances pour lui dicter ses votes.

Dans un tel état de choses, la division des pouvoirs devenait un nouvel obstacle au rétablissement de l'ordre; il fallait une main unique pour réprimer la fureur des factions; quelques membres le sentirent, et, sur leur proposition, le congrès, par un décret du 17 mai 1825, confia de nouveau la dictature, pendant un mois, au directeur, et se déclara dissous.

A peine cette mesure était-elle prise, que de nouvelles insurrections éclatèrent, plus graves, plus redoutables qu'aucune de celles qu'on eût encore réprimées. Afin de satisfaire les rivalités locales, le congrès avait décidé que les trois provinces de Coquimbo, Santiago et la Conception, auraient chacune leur législature et leur gouvernement séparés. Ce décret, au lieu de calmer les partis, leur avait donné une activité nouvelle. L'assemblée de Valparaiso avait annulé les actes et ordonnances du gouvernement central, et le directeur suprême, un instant contraint de fuir de Santiago avec sa garde, ne parvint à rétablir l'ordre qu'en faisant arrêter et exiler les plus mutins.

En même temps, Freyre préparait une expédition nouvelle contre l'archipel de Chiloé, que Quintanella gouvernait alors pour l'Espagne. Quatre mille hommes de troupes, et une escadre, composée de deux frégates et quelques bricks, étaient destinés à cette entreprise.

L'escadre mit à la voile de Valdivia, le 2 janvier 1826, et, après plusieurs combats, dans lesquels les Chiliens restèrent presque constamment vainqueurs, Quintanella fut contraint, le 19 janvier, de signer une capitulation, d'après laquelle l'archipel entier tomba aux mains de la république chilienne.

A peine les Chiliens étaient-ils en possession de leur conquête, qu'elle leur suscita des embarras nouveaux. Les habitants de San-Carlos, à la suite d'une insurrection militaire, se réunissent en assemblée souveraine, et rendent le 25 mai un décret qui, sans prononcer la séparation d'avec la république, établit néanmoins pour l'archipel un gouvernement particulier, dont Manuel Fuentès est nommé chef, avec le titre d'intendant-gouverneur.

En même temps, l'intérieur de la république était en proie à une fermentation toujours croissante. Un nouveau congrès, réuni à Santiago, avait ouvert sa session le 4 juillet 1826; le 11 du même mois, pour satisfaire aux réclamations qui lui parvenaient de tous les points du territoire, il déclara, à la majorité de trente-quatre voix contre deux, que la forme du gouvernement serait désormais fédérative. Le 20 novembre suivant, un traité d'alliance offensive et défensive fut signé entre le Chili et la républiqne de Buenos-Ayres.

Les premiers jours de l'année 1827 virent éclater de nouveaux troubles. Le congrès, mécontent des ministres, les fait arrêter pendant une séance du conseil, destitue le directeur provisoire, et force le général Freyre à accepter de nouveau la dignité de directeur, qu'il avait résignée au commencement de la session; puis, après quelques jours, il revient sur cette décision, et porte contre Freyre les accusations les plus virulentes. L'anarchie est à son comble : le congrès attaque le pouvoir exécutif, les provinces blasphèment contre le congrès, dont elles méprisent les décrets sans cesse en contradiction les uns envers les autres. — La pitié ou le dégoût sont les seuls sentiments qu'on puisse éprouver en lisant une pareille histoire. — Le directeur, désespérant enfin de rien pouvoir organiser dans un tel état de choses, adressa au congrès sa démission dans les termes suivants : « Convaincu que je ne » possède pas le talent de commander sans » lois, ni de mettre l'ordre dans le chaos qui » afflige actuellement le Chili, mon devoir » est de demander que le congrès me dispense » de l'emploi le plus pénible dont il ait pu » me charger..... Je me soumettrai toujours » à sa puissance auguste, quand il s'agira » d'aller combattre; je me dévoue à tout, » mais je ne veux plus être employé dans le » gouvernement politique du pays (1). »

(1) Lesur.

Les choses en étaient à ce point, quand un fléau terrible vint ajouter au désordre moral un embarras nouveau. Des pluies extraordinaires, en précipitant du haut des Cordillières des torrents d'une impétuosité effroyable, renversèrent les villes, les hameaux, les usines qui se trouvaient sur leur passage, et aggravèrent encore la misère, qui depuis si long-temps désolait ces malheureuses contrées.

Dans le mois de février 1828 le congrès se réunit à Santiago, à l'effet de discuter une nouvelle constitution. Cette assemblée était, comme le reste de la population, désunie par la querelle des unitaires et des fédéralistes, et perdait un temps précieux dans de misérables disputes d'individus ou de localités. Le 1er mai, elle transféra le lieu de ses séances de Santiago à Valparaiso. Le seul motif qu'elle eût pour adopter cette mesure fut, dit-on, une question d'argent : les députés pensaient que Valparaiso, à cause du produit de sa douane, leur offrirait plus de sûreté pour le paiement de leurs émoluments. En écrivant de tels faits, on craint vraiment d'être accusé de calomnie. Le vice-président Pinto, qui, à défaut de président, exerçait alors le pouvoir exécutif, n'avait pas cru devoir suivre les législateurs; il était resté à Santiago.

Un peu de tranquillité semblait enfin vouloir renaître, quand une insurrection éclata tout-à-coup dans l'un des bataillons en garnison à San-Fernando, non loin de Santiago. Les mutins, après avoir séduit un régiment qu'on voulait leur opposer, marchent sur le palais du vice-président, qu'ils accusent de conspirer avec les unitaires et dont ils demandent à grands cris la destitution; ils culbutent les troupes que celui-ci avait envoyées à leur rencontre, et s'emparent enfin des faubourgs de la ville. Pinto allait donner la démission qu'on exigeait de lui, quand un intérêt de localité lui suscita des auxiliaires : les habitants de Santiago, sentant que le triomphe du fédéralisme allait ravir à leur cité son titre de capitale et les avantages commerciaux qui y étaient attachés, prirent le parti du vice-président. Le congrès, averti de ce qui se passait, s'était déclaré dans le même sens. Cette résistance inattendue porta l'hésitation dans les rangs des insurgés, qui consentirent enfin à rentrer dans le devoir, non, toutefois, sans avoir stipulé qu'aucune poursuite ne serait exercée contre eux à l'occasion de leur révolte.

Depuis la démission du général Freyre, il n'avait pas été nommé de président en titre, et c'est en qualité de vice-président que Pinto avait exercé la première magistrature. Après l'échauffourée dont il vient d'être question, le congrès sentit l'inconvénient de cet état provisoire, et éleva Pinto à la présidence. C'était la première fois que cette fonction était légalement exercée depuis la fondation de la république. Ce ne fut pas là néanmoins pour le nouveau dignitaire un titre suffisant au respect des partis. La province de la Conception, l'appui des fédéralistes, se déclara aussitôt en révolte ouverte contre le président et le congrès qui l'avait élu. Pinto, jugeant qu'il lui serait impossible de débrouiller un tel chaos, se détermina enfin à rentrer dans la vie privée, et envoya sa démission au congrès [20 octobre 1829]. Ce fut là comme le signal d'une insurrection générale : un grand nombre de provinces imitèrent aussitôt la Conception, et une junte, réunie à Santiago, à la tête de quelques centaines de mécontents, chassa violemment de son palais le vice-président Vienna; quelques jours plus tard celui-ci, poursuivi par les factieux, fut contraint de s'enfuir à Valparaiso.

Les insurgés furent bientôt renforcés par le général Prieto, qui, à la tête d'une troupe de vagabonds et de gens dont l'unique but était le pillage, arrivait en toute hâte de la province de la Conception dont il était gouverneur.

Un combat sanglant s'engagea sous les murs de Santiago, le 14 décembre, entre les partis ennemis. La victoire se déclara pour les troupes de la ville, et Prieto, vaincu, fut contraint de demander une capitulation. Il fut convenu, de part et d'autre, que le général Freyre prendrait le commandement des deux armées ennemies, avec le titre de capitaine-général; qu'il pourrait fixer le lieu du cantonnement des troupes comme il le

jugerait convenable ; et enfin, qu'une junte serait nommée à l'effet de convoquer un nouveau congrès.

Pendant l'insurrection, la populace de Santiago, qui soutenait les insurgés, avait pillé les magasins et les maisons des plus riches négociants de la ville, et n'avait pas même épargné la demeure du consul français (1). Le général Freyre, dès qu'il fut investi du pouvoir, s'était empressé de lui présenter des excuses.

Cependant, loin de ramener le calme et l'union entre les partis, la nomination de la junte provisoire ranima la fureur des factieux, et l'exaspération devint telle que Freyre fut contraint de se réfugier à Valparaiso avec les troupes qui restaient fidèles au gouvernement.

Les années suivantes ne nous offrent rien de remarquable à consigner ici, et ne diffèrent de celles dont nous avons tracé l'histoire que par le nom des ambitieux qui se sont disputé la prééminence. Nous nous serions même abstenu de pousser aussi loin cette narration, s'il nous eût été possible autrement de donner au lecteur une idée de l'état de la république chilienne. Il nous reste, pour en compléter l'histoire, à donner quelques détails sur les divisions administratives et les mœurs actuelles de ses habitants.

Le territoire actuel du Chili est divisé en huit provinces, subdivisées elles-mêmes en districts ; ces provinces sont :

SANTIAGO, dont la capitale est *Santiago*.
ACONCAGUA. . . . . *San-Felipe*.
COQUIMBO. . . . . *Coquimbo*.
COLCHAGUA. . . . . . . *San-Fernando*.
MAULE. . . . . *Cauquenes*.
CONCEPTION. . . . . *Conception*.
VALDIVIA. . . . . *Valdivia*.
CHILOÉ (archipel de). . . . *San-Carlos*.

La ville la plus importante du Chili est sa capitale, SANTIAGO, bâtie sur la rive gauche du Mapocho, ou Topocalma. M. Balbi, à qui nous empruntons ces détails géographiques, en évalue la population à 55,000 âmes. Elle est le siége d'un évêché, d'un institut, de plusieurs colléges, au nombre desquels il y en a deux destinés aux jeunes demoiselles ; elle contient une bibliothèque publique.

Dans la même province on doit remarquer encore VALPARAISO, qui, pendant les guerres de l'indépendance, a pris une extension quadruple de ce qu'elle était sous le gouvernement espagnol. On y compte 20,000 habitants. Elle possède une école à la Lancastre et quelques établissements littéraires. C'est à VALPARAISO que s'établit en 1811 la première imprimerie qu'ait possédée le Chili ; on y publia, dès 1812, le premier journal chilien.

SAN-FELIPE, dans la province d'Aconcagua, n'a pas plus de 8,000 habitants.

COQUIMBO, capitale de la province du même nom, et dans le district de laquelle se trouve une mine d'argent célèbre, contient environ 17,000 âmes.

LA CONCEPTION, plusieurs fois saccagée par les Indiens, et par les Araucans en particulier, comptait 10,000 habitants en 1835 ; mais le terrible tremblement de terre qui se fit sentir à cette époque l'a presque complétement ruinée, ainsi que beaucoup d'autres villes de la province.

VALDIVIA, remarquable par son port, l'un des plus beaux et des mieux fortifiés de l'Amérique du Sud, est cependant une très-petite ville. Elle ne compte pas dans ses murs plus de 5,000 âmes.

Les Araucans : Le territoire du Chili, dans les limites que nous lui avons fixées au commencement de cette histoire, n'appartient pas tout entier à la république de ce nom : la partie méridionale, à partir du Bio-Bio, est occupée, avons-nous dit, par des peuplades d'Indiens auxquels les Espagnols ont donné le nom d'Araucans, et qui, seuls parmi tous les peuples du continent américain que les Espagnols avaient essayé de réduire, ont réussi à force de persévérance et de courage à se soustraire au joug des Européens. Nous croyons qu'il ne sera pas sans intérêt de dire quelques mots des mœurs de ce peuple.

Les géographes et les historiens s'accor-

(1) La France avait envoyé un consul général auprès de la république chilienne dans le courant de l'année 1828.

dent à décrire le territoire habité par les Araucans comme riche en même temps par les mines nombreuses qu'il renferme, par l'activité de sa végétation, et par le nombre prodigieux d'animaux qui le parcourent, depuis les bords de la mer jusqu'aux cîmes élevées des Cordilières. Dans cette dernière catégorie, on doit compter au premier rang les troupeaux immenses de bœufs, de chevaux, de chèvres, d'ânes et de moutons à demi sauvages. Ces espèces précieuses ne sont pas naturelles au pays : elles ont été produites par les individus que les Espagnols y ont apportés au temps de la conquête.

L'art d'élever et de diriger ces troupeaux, la culture du blé, du maïs, du tabac, de la vigne et de quelques légumes nourriciers sont, avec leurs grossiers vêtements, à peu près les uniques fruits que les Araucans aient retirés du contact des Européens. Et c'en est assez néanmoins pour que leurs mœurs diffèrent en beaucoup de points de celles de leurs ancêtres. Certes, les guerriers qui ont dévoré Valdivia seraient bien surpris aujourd'hui de voir leurs fils en culotte courte, en grosse veste, un chapeau pointu sur la tête, enfourcher, en se jouant, ces chevaux fougueux qui leur causaient tant d'effroi, et tantôt voltiger rapidement, la lance au poing, les éperons aux pieds, autour d'un troupeau de mille bœufs, tantôt poursuivre à toute bride un taureau sauvage et l'arrêter avec le terrible *laço* (1).

On a vu dans le cours de cette histoire combien de fois les Espagnols eurent à lutter contre leurs terribles voisins. Les Araucans d'aujourd'hui ne sont pas moins guerriers que leurs pères, ni moins amis de leur indépendance, dont ils se glorifient; et, dans le mépris qu'ils affectent pour les Espagnols, qui, quoique bien supérieurs en nombre, n'ont pu réussir à les soumettre, ils ne les appellent jamais que les mauvais guerriers ou les assassins. Quand la guerre paraît nécessaire, le grand conseil s'assemble et en discute l'opportunité : s'il décide qu'il faut en appeler aux armes, on avertit aussitôt tous les hommes de la nation, et chacun s'empresse de se munir de lances, de flèches, de frondes et de massues, qui sont encore presque les seules armes dont ils se servent : ils ont pris des Espagnols l'usage du cheval, dont ils se servent avec une rare agilité; mais ils dédaignent les armes à feu, et la lance est leur arme favorite.

Le pays entier est divisé en quatre gouvernements, subdivisés eux-mêmes en provinces; et l'administration est dévolue à des familles dans lesquelles la fonction est héréditaire. Cette fonction est militaire autant que civile.

Les lois du mariage, chez les Araucans, offrent une analogie frappante avec celles de quelques peuples européens avant le christianisme. Le mari ne peut avoir qu'une seule femme légitime, mais il a la faculté d'entretenir autant de concubines qu'il en peut nourrir. Du reste, les femmes et les enfants sont complétement subordonnés au mari, qui a sur eux le droit de vie et de mort. En temps de paix, le mari, s'il n'est pas à la chasse, passe la plupart de son temps dans l'oisiveté, à boire le *chica* et à fumer, tandis que la femme, véritable bête de somme, laboure la terre, sème, récolte, fait les ustensiles de ménage, les habits de la famille, porte les fardeaux, panse les chevaux, etc. Ces usages, dont nous avons parlé déjà dans nos généralités sur les peuples de l'Amérique, ne sont pas, comme on sait, particuliers aux Araucans; on les retrouve chez presque tous les peuples non chrétiens. Énergique réponse à tous ceux qui soutiennent que l'amour de ses semblables et le désir de soulager les faibles sont innés dans le cœur de l'homme!

Depuis la cessation des hostilités avec les Espagnols, les Araucans ont lié quelques relations commerciales avec les villes voisines de leur territoire. Les femmes y apportent diverses productions de leur pays, des légumes, des fruits, etc... Les jeunes gens aussi viennent quelquefois offrir leurs services, comme guides, aux étrangers qui désirent visiter leur pays avec la permission des

(1) Le laço est une corde terminée par un nœud coulant. Lorsque le chasseur veut s'en servir pour arrêter un animal, il roule le laço en cercle, le fait tournoyer rapidement au-dessus de sa tête, et le lance au moment qu'il juge convenable. Il est rare, dit-on, qu'il manque son coup.

caciques. Ces derniers autorisent assez souvent les marchands du Chili et des autres pays civilisés à parcourir les hameaux de leur juridiction pour y vendre les objets nécessaires à la vie : des étoffes, des armes, du vin, de l'eau-de-vie, des haches et de menus objets de quincaillerie.

Quelques auteurs ont beaucoup vanté *la civilisation* des Araucans, parce qu'ils avaient, dit-on, quelques connaissances grossières en astronomie et en géométrie, mais on n'apporte aucune preuve certaine à l'appui de ces assertions; nous serions donc autorisé à nier qu'elles soient fondées. En admettant, néanmoins, qu'on n'ait pas exagéré la valeur de ces connaissances, nous ne saurions partager l'avis des écrivains qui ont accusé les Espagnols d'avoir *entravé* la civilisation des Araucans.

Certes, nous ne serons accusé par personne de nous être montré l'admirateur enthousiaste des conquérants espagnols de l'Amérique. Pour quelques vertus que nous avons louées en eux, nous avons eu trop souvent occasion de frapper impitoyablement sur leurs vices; mais, en conscience, peut-on les comparer aux Araucans? Les Espagnols, dit-on, étaient avides et cruels! Mais les Araucans étaient anthropophages. Les Espagnols étaient souvent débauchés; les Araucans sont polygames, et tuent leurs femmes pour le moindre motif. Ces derniers avaient des mots pour exprimer le point, la ligne et l'angle! De bonne foi, est-ce là de la science géométrique, et peut-on comparer de tels savants aux Espagnols qui avaient découvert le Nouveau-Monde?..... De quelle aveugle prévention ne faut-il donc pas être frappé pour comparer ensemble ces deux peuples!

Mœurs des Chiliens.

Quant aux mœurs des Chiliens descendants des Européens, elles sont, en général, les mêmes que celles des autres habitants de l'Amérique espagnole. On retrouve chez eux ce mélange de dévotion superstitieuse et d'habitudes de luxe, de mollesse et même de débauche que nous avons signalées dans L'usage des esclaves a imprimé au travail une sorte de honte dont la tradition s'efface difficilement, et qui persiste malgré les cliquetis de vertus républicaines dont les noms retentissent dans toutes les bouches depuis la première insurrection contre la mère-patrie. A force de répéter les noms des républicains de la Grèce et de Rome, on a presque oublié qu'on est chrétien, et que les vertus des héros qu'on admire sont souvent des vices, quand on les juge avec la morale évangélique. Aussi voyons-nous qu'à Santiago comme à Lima, le plaisir est la grande affaire. La guerre civile permanente s'y mêle sans obstacle à l'orgie, et l'on se presse, pour ainsi dire, de terminer une insurrection, afin de courir à la danse, et de ne pas perdre une *sapatera* ou un *pericon* (1). Si l'on en croit les voyageurs, nous n'avons pas d'idée, nous autres Français, des débauches qui marquent certaines époques de l'année dans cette partie de l'ancienne Amérique espagnole.

M. Garnot a tracé, dans son *Journal des Voyageurs,* le tableau suivant des scènes de carnaval dont il fut témoin au Chili; nous les mettons textuellement sous les yeux des lecteurs : « Peu de jours avant de quitter »Talcaguana, nous fûmes témoins des orgies »qui se passent dans le carnaval. Qui le croi»rait! en ce jour, les grâces du sexe perdent »de leurs charmes. Des objets enchanteurs, »les cheveux épars, la figure barbouillée d'un »mélange de terre, de farine, de noir de fumée »et même de b.... de vache, ressemblent à »des furies qui courent les unes après les »autres pour se jeter à la figure ce qu'elles »trouvent sous leur main, en criant : *chaïa.* »Ces farces durent trois jours; le dernier on »se rend à la campagne, et, sur le gazon, à »l'ombre du feuillage, on sert un modeste »repas : point de nappes, point de serviettes, »quelques couteaux et une ou deux four»chettes. Chacun se sert; les mains de la »beauté s'arment de gigots, et l'on dévore à »qui mieux mieux. On verse du vin à ra»sades, et les femmes, il est pénible de le »dire, rivalisent avec les hommes, qui ne »quittent le festin que lorsqu'ils n'ont plus

»rien à boire. Le repas fini, on se jette à la »figure les restes des sauces et la lie du vin, »puis on recommence de nouveau le *chaïa;* »et la fête se termine enfin en se rendant sur »le bord de l'eau, où les hommes s'empa»rent des demoiselles pour les y plonger.... »Les bacchanales n'étaient pas, sans doute, »plus crapuleuses... »

Il ne serait pas équitable, nous le reconnaissons, de juger un peuple entier sur un seul fait qui pourrait n'être qu'une exception dans sa vie entière; mais, quand on considère les autres habitudes des Chiliens, leur passion effrénée pour le jeu, leur propension à l'indolence et à l'oisiveté, la futilité de leurs plaisirs et la licence de mœurs que presque tous les voyageurs leur ont reprochée, on a peine à croire que jamais de tels hommes puissent s'élever à la hauteur de vues qui seule est capable de fonder les grandes nations.

Combien, dans les deux hémisphères, crient liberté et république, et qui ne savent ce qu'ils demandent! Combien n'y en a-t-il pas qui ignorent que la république sans la morale c'est l'oppression des faibles par les forts, et que la liberté sans la charité c'est la licence!

Or, la morale, la charité commandent de penser aux autres avant de penser à soi, et comment penser aux autres au milieu des préoccupations de ses propres jouissances? Un cœur rempli de l'amour d'une courtisanne n'a plus de place pour la patrie et l'humanité, et les problèmes sociaux sont difficiles pour une tête troublée par les fumées du vin ou par l'enivrement de la danse.

Pour quiconque veut un peu réfléchir, il est facile d'apercevoir la cause de l'épouvantable anarchie dont nous avons, dans les pages précédentes, esquissé rapidement le tableau. Défaut d'hommes dévoués et d'hommes capables parmi les gouvernants, défaut de moralité parmi les gouvernés, voilà la plaie qui dévore le Chili comme les autres républiques américaines. Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce sujet, car nous avons l'intention de terminer l'histoire des colonies espagnoles par quelques réflexions générales qui compléteront notre pensée à cet égard.

Ces défauts que nous reprochons aux Chiliens sont cependant, nous nous plaisons à le reconnaître, sinon compensés, au moins atténués par des qualités estimables: ils sont généralement hospitaliers et serviables. On vante l'empressement que mettent, même les plus pauvres, à offrir ce qu'ils possèdent, et nul étranger ne se présente chez eux sans recevoir tous les rafraîchissements dont il peut avoir besoin. On dit aussi que leurs rapports entre eux sont constamment empreints d'une grande politesse, marque extérieure de la bienveillance, et qu'ils montrent pour les vieillards une déférence et un respect dignes d'être imités par des peuples même plus avancés dans la civilisation.

L'industrie a fait peu de progrès dans la république chilienne. Pendant la domination des Espagnols elle était presque exclusivement bornée à l'exploitation des mines, et depuis cette époque, les guerres de l'indépendance et les guerres civiles n'ont cessé d'en arrêter l'essor. On a établi néanmoins quelques manufactures de drap, de flanelles, et des papeteries qui donnent d'assez bons produits, et plusieurs tanneries fournissent au commerce des cuirs et des peaux de bœufs, de veaux et de chèvres, dont on estime la qualité.

L'agriculture et les arts qui s'y rattachent ont paru depuis quelques années vouloir prendre un peu de développement. Les Cordilières nourrissent dans leurs vallées des troupeaux de bœufs immenses; les chevaux, les ânes, les moutons, les chèvres, importés par les premiers conquérants, ont pullulé outre mesure, et les races ont, en général, plutôt gagné que perdu à leur changement de climat.

Le sol produit l'olivier, la vigne, l'oranger, la canne à sucre, le citronnier, le cédrat, le tabac, le chanvre, le lin et les céréales de l'Europe. La plupart de ces végétaux ont été importés au Chili par les Espagnols. Il en est de même des légumes, qui ont prospéré dans la plus grande partie des localités, et fournissent la portion la plus importante de la nourriture des habitants des campagnes.

On voit que, malgré les terribles météores dont il est trop souvent bouleversé, le

sol du Chili pourrait nourrir une population nombreuse, et à l'abri de tous les besoins; mais il faudrait pour cela que ceux qui l'habitent comprissent que les hommes sont frères, que les misérables querelles, dont ils donnent depuis tant d'années le spectacle, sont pour le monde entier un scandale flagrant, et pour eux-mêmes une cause de ruine et de dissolution.

HISTOIRE DES PROVINCES DU RIO-DE-LA-PLATA

(BUENOS-AYRES, URUGUAY, PARAGUAY).

Toute l'étendue de territoire connue sous le nom de province du Rio-de-la-Plata a fait partie, jusqu'en 1778, de la vice-royauté du Pérou. A cette époque l'importance qu'avaient acquise ces possessions de l'Espagne, et la difficulté qu'éprouvait le vice-roi du Pérou de transmettre ses ordres dans des contrées si éloignées du siége de son gouvernement, engagèrent la cour d'Espagne à constituer la nouvelle vice-royauté de Buenos-Ayres, qui comprenait, outre la province de ce nom, la Patagonie, dont l'Espagne ne fut jamais maîtresse, le Paraguay, la Banda orientale ou province de l'Uruguay, et le Haut-Pérou, qui constitue aujourd'hui la république de Bolivia.

Nous avons fait l'histoire de cette dernière république; la Patagonie sera comprise dans la description de l'Amérique non soumise aux Européens; il ne sera donc ici question que des provinces de Buenos-Ayres, du Paraguay et de l'Uruguay.

Et comme les travaux des découvertes, les guerres contre les indigènes, les détails d'administration générale, sont ici à peu près les mêmes que dans les autres provinces espagnoles dont nous avons fait l'histoire, nous n'en parlerons que le plus succinctement possible: ce que nous en pourrions dire ne pouvant être pour le lecteur qu'une fastidieuse répétition.

Il est cependant une province, le Paraguay, dont l'histoire est instructive autant qu'intéressante, et sur laquelle nous devons nous appesantir avec d'autant plus de soin qu'elle a été en général écrite avec peu d'impartialité par les auteurs qui s'en sont occupés depuis la fin du siècle dernier. Pour ne pas embarrasser notre narration, nous n'en parlerons qu'après avoir terminé l'histoire des deux autres.

Le territoire des provinces dont nous nous occupons est compris entre les 55° et 72° de longitude occidentale et les 19° 30' et 41° de latitude sud.

Il a pour limites: au nord, la république de Bolivia et le Brésil; au sud, l'Océan-Atlantique et la Patagonie; à l'est, l'Océan-Atlantique et le Brésil; à l'ouest, le Chili.

Découverte et conquête. En 1515, Juan Dias de Solis, navigateur espagnol et grand pilote de Castille, envoyé par la couronne d'Espagne à la recherche d'un passage aux Indes-Orientales, découvrit, en explorant la côte de l'Amérique du Sud, l'embouchure du fleuve du Rio-de-la-Plata. Dans l'espoir de lier quelques relations avec les indigènes, il descendit à terre une partie de ses équipages; mais, attaqué à l'improviste par une peuplade de Guaranis, il fut impitoyablement massacré, ainsi que la plupart des hommes qui l'accompagnaient. L'expédition revint alors en Espagne.

Quelques années plus tard, une nouvelle expédition commandée par Cabot explora

les mêmes parages. Cabot, après avoir construit un fort sur les bords du Rio-de-la-Plata, remonta sur un vaisseau rasé le cours de ce fleuve. Arrivé à l'embouchure du Parana, il s'avança dans les terres dans une longueur de 35 lieues [1526], après quoi il retourna sur ses pas.

Deux années se passèrent pendant lesquelles Cabot s'appliqua à s'assurer le pays, en contenant les indigènes et en jetant les premiers éléments d'une colonie. Les sauvages avec lesquels il s'était mis en communication lui avaient fourni de l'or en assez grande quantité, et de l'argent en abondance. Ils disaient avoir recueilli ces métaux dans les eaux du grand fleuve. Cabot, pour s'assurer la bienveillance du roi d'Espagne, lui envoya ces produits de son voyage ; dès lors la cour crut avoir enfin trouvé la source des trésors du Nouveau-Monde. Ce fut à cette époque que le fleuve découvert par Solis, et qui jusque là avait porté le nom de ce navigateur, fut appelé Rio-de-la-Plata (rivière d'argent).

Mais les espérances qu'on avait conçues furent loin de se réaliser ; et Cabot, désespérant de recueillir les immenses richesses qu'il se promettait de sa conquête, prit le parti de retourner en Europe. Les cent vingt hommes qu'il laissa dans le fort furent bientôt après massacrés par les sauvages ; et le peu qui parvint à s'échapper se réfugia à l'île Sainte-Catherine.

Vers cette époque, Pierre de Mendosa, gentilhomme de Cadix qui possédait d'immenses richesses, obtint de Charles-Quint la permission de faire, à ses frais, des découvertes dans le Nouveau-Monde ; il reçut avant de partir le titre d'adelantade de tous les pays qu'il parviendrait à soumettre à la couronne d'Espagne.

L'expédition, composée de deux mille cinq cents hommes, montés sur quatorze vaisseaux, mit à la voile de Séville, et arriva après une traversée désastreuse dans les eaux du Rio-de-la-Plata [1535].

Mendosa jeta les fondements de Buenos-Ayres, du fort de Bonne-Espérance, et bientôt après fut contraint, pour cause de santé, de s'embarquer pour l'Europe. Il mourut pendant la traversée.

Deux ans plus tard, son frère Mendosa fondait sur les bords du fleuve Paraguay une ville à laquelle il donnait le nom de l'Assomption [1538].

En 1540 Nunez Gabeça de Vaça, nommé par Charles-Quint adelantade des nouvelles possessions de la Plata, en remplacement de Mendosa, débarqua sur les côtes du Brésil, après avoir touché à l'île de Sainte-Marguerite. Afin de connaître l'intérieur du pays, que personne jusque là n'avait encore exploré, Vaça renvoya ses vaisseaux à Buenos-Ayres et garda deux cent cinquante hommes, avec lesquels il résolut de gagner l'Assomption par terre. Ce voyage, dans lequel les Espagnols eurent à surmonter des obstacles immenses, fatigua beaucoup les troupes du gouverneur ; néanmoins il vint à bout de son entreprise, et découvrit, chemin faisant, des peuplades de Guaranis, qui avaient quelques connaissances de la culture. Ils labouraient la terre avec des ossements, cultivaient le maïs et le manioc, et élevaient plusieurs espèces d'animaux domestiques [1540-1541].

Le gouvernement du nouvel adelantade fut signalé par des améliorations dans l'administration et les rapports avec les indigènes. Il donna ses soins à l'exploration des contrées voisines ; établit une communication entre le Paraguay et le Pérou, et, conformément à la teneur de ses patentes, il prescrivit la liberté de commerce, fit tous ses efforts pour gagner les Indiens par la douceur et la persuasion, et se montra toujours disposé à réprimer les désordres des Espagnols. De là naquirent des plaintes nombreuses, et bientôt le mécontentement des colons fut tel qu'ils s'emparèrent de sa personne, et l'embarquèrent de vive force pour l'Espagne [1545].

Depuis cette époque jusqu'à la fin du dix-huitième siècle nous n'avons à consigner ici aucun fait d'une grande importance, si ce n'est l'érection de la province en vice-royauté [1778]. La conquête s'étendit peu à peu ; on fonda des villes, on importa des animaux domestiques, on encouragea la culture des terres, on établit des écoles, et l'administration fut régularisée. Divers ordres religieux avaient envoyé des missionnaires pour prêcher l'Évangile aux indigènes, mais aucun d'eux

n'obtint dans ces contrées autant de succès et de célébrité que les jésuites. Nous réservons ce que nous avons à dire des travaux de ces pères pour la notice sur le Paraguay, par laquelle nous terminerons cette histoire des provinces du Rio-de-la-Plata.

Il serait, je pense, fastidieux autant qu'inutile de raconter en détail les combats que les Espagnols eurent à livrer pour s'emparer du territoire et pour repousser les attaques de diverses tribus qui menacèrent mainte fois les établissements naissants d'une destruction complète. Qu'il nous suffise de noter au nombre des ennemis les plus acharnés des Espagnols la nation des Charruas, qui habitait le vaste territoire enfermé par l'Uruguay, le Rio-Negro, les montagnes de San-Ignacio, l'Océan-Atlantique et le Rio-de-la-Plata. C'est principalement pour maintenir ces ennemis implacables que fut construite en 1726 la ville de Monte-Video, qu'on appelait aussi San-Felipe. Cette ville fut érigée en chef-lieu de province en 1757.

Les Espagnols eurent en outre à soutenir des guerres contre les Européens, qui, à plusieurs reprises, essayèrent de s'emparer des colonies, et enfin les hostilités contre le Portugal, qui duraient presque sans interruption depuis la fondation des premiers établissements, ne furent terminées que par la paix du 11 octobre 1771, qui restitua aux Portugais le Rio-Grande et l'île Santa-Catharina; la colonie du Saint-Sacrement, fondée par ces derniers en 1679 sur la rive gauche du Rio-de-la-Plata, en face de Buenos-Ayres, les îles d'Annaben et de Fernando-del-Po furent, par le même traité, concédées aux Espagnols.

En 1804 l'Angleterre déclare la guerre à l'Espagne, et, deux ans après, le général Béresfort, commandant des troupes britanniques, entre dans Buenos-Ayres après une capitulation.

Les Anglais auraient possédé long-temps cette ville importante sans le courage d'un Français nommé Liniers, dont tous les auteurs s'accordent à louer le courage et la probité. Ce brave officier, à la tête des milices de la bande orientale, s'avança contre les Anglais, sur lesquels il remporta quelques faibles avantages, qui n'eurent pour résultat que de ranimer le courage de ses troupes. Bientôt il parvint à entretenir des intelligences avec les habitants de Buenos-Ayres, qui se soulevèrent unanimement contre les étrangers, et les forcèrent, après un combat opiniâtre, à évacuer leur ville, le 12 août 1807.

Un tel service valut à Liniers les marques les plus vives de la reconnaissance des Espagnols : dans leur enthousiasme ils le nommèrent par acclamation vice-roi en remplacement de Sobramonte, qui était alors à Monte-Video.

Six mois s'étaient à peine écoulés, que les Anglais, reprenant l'offensive, entraient en vainqueurs dans Monte-Video, et ce ne fut que le 5 août 1808 que la bataille de Buenos-Ayres les contraignit enfin à évacuer toutes les places espagnoles. Peu de temps après cette victoire, les Buenos-Ayriens donnèrent au monde un nouvel exemple de l'ingratitude du peuple envers ceux mêmes qui ont montré le plus de dévoument à sa cause : Liniers, que la cour d'Espagne avait élevé au grade de brigadier en récompense de ses services, accusé par quelques envieux de vouloir accaparer la confiance de la cour et capter la bienveillance du peuple, fut contraint, pour éviter la discorde civile, de se condamner à un exil volontaire : il se retira à Cordova. Nouvel argument contre ceux qui pensent que l'égoïsme doit être le mobile de tous les actes humains, et que l'espoir d'un avantage futur est seul capable de porter les hommes à sacrifier leur intérêt présent; aussi voit-on que parmi ceux qui se sont donnés comme réformateurs des peuples, tous les partisans de la doctrine qu'on a intitulée de l'intérêt bien entendu n'ont jamais manqué d'abandonner leur tâche aussitôt après les premiers efforts, et dès qu'ils voyaient qu'il fallait attendre trop long-temps les récompenses de leurs services.

L'agitation qui commençait à se manifester dans les possessions espagnoles des bords de la Plata ne laissait pas de causer quelques inquiétudes au gouvernement de Madrid, alors en guerre contre la France. Ferdi-

nand VII, pour satisfaire les ambitions qui commençaient à se montrer, et arrêter le mouvement des esprits, rendit, à la fin de janvier 1809, un décret par lequel il déclarait que ces provinces seraient désormais considérées comme partie intégrante du royaume d'Espagne, et conférait aux créoles les mêmes droits qu'aux Espagnols nés dans la mère patrie. Mais déjà l'esprit d'insurrection, quoique sans but nettement formulé, avait fait trop de progrès pour être arrêté par ces demi-mesures; il ne fit au contraire que grandir avec les malheurs de la métropole, et la nouvelle de l'invasion de l'Espagne par les Français lui donna bientôt l'occasion d'éclater.

Le 25 mai 1810, une assemblée, composée de cinq à six cents des principaux habitants de Buenos-Ayres dépose le vice-roi Baltazar de Cisneros, remet le gouvernement au Cabildo (1), qu'elle charge de réunir une junte à l'effet de convoquer les députés des provinces en congrès général.

Les partisans de Ferdinand VII sentirent dès lors que c'en était fait de l'autorité de ce prince si l'on ne parvenait à réprimer le mouvement révolutionnaire qui s'annonçait avec des symptômes de plus en plus alarmants. Liniers, fidèle à la cause de l'autorité royale, réunit quelques troupes et s'avança sur Buenos-Ayres avec le projet de faire rentrer les mutins dans le devoir. Mais sa petite armée fut bientôt mise en déroute, et lui-même étant tombé entre les mains des rebelles fut fusillé avec ses principaux officiers. Ce succès des Buenos-Ayriens doubla leur courage, et ils s'avancèrent résolument au devant des troupes que le vice-roi du Pérou avait dirigées contre eux.

Les deux armées se rencontrèrent à Suipacha, et la victoire, un instant indécise, se déclara enfin pour les insurgés. Tous les officiers supérieurs des troupes royales qui furent faits prisonniers de guerre furent impitoyablement passés par les armes. Après cette bataille importante les royalistes demandèrent à la junte une suspension d'armes, qui leur fut accordée.

Quelques mois après cette victoire, l'esprit fédéraliste de l'intérêt bien entendu, qui était le principe des réclamations adressées à la métropole, ne tarda pas à se manifester dans les provinces; chacune d'elles jugea convenable de nommer de sa propre autorité une junte particulière et d'envoyer à la junte centrale de Buenos-Ayres des députés pour représenter ses intérêts.

On pourrait croire que la nouvelle de ces événements devait enfin déterminer le gouvernement espagnol à prêter l'oreille aux réclamations que les députés des colons aux cortès avaient présentées le 3 décembre 1810; il n'en fut rien. Les hostilités continuèrent, et, dans les premiers jours de mars 1811, l'escadre royaliste de Monte-Video s'empara de trois vaisseaux de la flotte des indépendants.

Pendant ce temps, Saavedra et Moreno, l'un président, l'autre vice-président de la junte centrale, au lieu de réunir leurs efforts dans un but commun, perdaient le temps dans de vaines disputes de prééminence. Leurs discussions prirent bientôt un caractère d'animosité qui devint un exemple fâcheux pour toutes les classes de citoyens. Les nouvelles de la métropole devenaient plus alarmantes de jour en jour, et, tandis que les partisans de Ferdinand VII tâchaient d'exciter l'enthousiasme populaire en faveur de la cause du roi légitime, des agents de Joseph Bonaparte, alors maître de Madrid, semaient sourdement la haine et la discorde dans tous les rangs, et, soit qu'on considérât le pouvoir, soit qu'on jetât les yeux sur le peuple, on ne voyait partout qu'anarchie. Enfin la multiplicité des partis, l'indécision des meneurs jetaient même les plus actifs dans l'incertitude, et paralysaient tous les efforts.

Sur ces entrefaites, une junte nouvelle, élue sous l'influence de Saavedra, proclamait un plan de constitution provisoire et déguisait l'exil de Moreno sous le prétexte d'une mission diplomatique en Angleterre. Peu de temps après, les partisans de ce dernier, saisis en flagrant délit de conspiration, se

(1) J'ai dit ailleurs que le Cabildo était une sorte de conseil municipal chargé de discuter les intérêts de la cité.

les partis ennemis; il fut contraint lui-même d'aller demander asile sur une terre étrangère.

Ce fut alors qu'Élio arriva d'Espagne avec le titre de vice-roi. La junte ayant refusé de le reconnaître en cette qualité, il entreprit de la contraindre par la force des armes, et, ayant été repoussé de Buenos-Ayres, il s'enfuit dans la Banda orientale, où il comptait trouver des adhérents prêts à le maintenir dans son autorité. Ayant réuni quelques troupes, il s'avança de nouveau contre les rebelles, qui le battirent à plusieurs reprises. En désespoir de cause il crut devoir implorer l'assistance du gouvernement brésilien, qui mit le plus grand empressement à lui fournir des soldats. C'était là pour la cour de Rio-Janeiro une occasion de s'emparer de la Banda orientale, qu'elle convoitait depuis si long-temps. Les troupes brésiliennes étaient déjà sur le territoire en litige, lorsqu'Élio, sentant la faute qu'il avait commise en faisant intervenir un tel allié, proposa une suspension d'armes à la junte, qui l'accepta. Cet arrangement, qui dérangeait les plans des Brésiliens, fut l'occasion d'une rupture nouvelle, et, au lieu de se retirer, comme il était stipulé dans la convention, ils commirent de nombreux actes d'hostilité sur les bords du Rio-de-la-Plata. Heureusement pour les Buenos-Ayriens qu'une nouvelle suspension d'armes fut conclue peu de temps après.

La dernière junte ne satisfaisant pas encore l'opinion publique, qui ne savait, à vrai dire, à quoi s'arrêter, on résolut de changer encore une fois la forme du gouvernement et d'apporter des améliorations aux institutions.

Une assemblée des habitants se réunit dans Buenos-Ayres au commencement d'octobre 1811, et confia le pouvoir exécutif à trois de ses membres, Ribadavia, Jose Julian Perez et Vicente Lopez. Ce triumvirat modifia quelques détails administratifs, reconnut à Ferdinand VII le droit de souveraineté sur

exécutif fut confiée au cabildo.

Jusqu'ici l'insurrection n'avait jamais formulé pour but que les améliorations qu'elle demandait au gouvernement espagnol, et l'indépendance, désirée par quelques-uns, n'était encore hautement proclamée par personne; mais quand on vit la nouvelle assemblée, réunie en janvier 1813, décréter qu'à l'avenir les troupes buenos-ayriennes marcheraient sous un drapeau autre que celui de l'Espagne, que la justice ne serait plus rendue au nom du roi, et que l'effigie de ce dernier serait effacée de dessus les monnaies nationales, chacun put prévoir dans un avenir prochain le résultat définitif du soulèvement.

Il faut dire, à la louange de l'assemblée dont nous parlons, qu'elle osa, la première dans les provinces de l'Amérique du sud, consacrer en principe l'abolition de l'esclavage; elle décréta la liberté des enfants des esclaves nés depuis le commencement de l'insurrection, ou à naître à l'avenir. Pendant ces travaux de l'assemblée, les troupes qu'elle avait dirigées contre les forces royalistes du Haut Pérou remportaient, après plusieurs alternatives de succès et de revers, des avantages décisifs, et San Martin, à la tête d'une armée qu'il avait levée dans le Tucuman, était parvenu à occuper presque tout le Haut Pérou.

Monte-Video était toujours au pouvoir des Espagnols royalistes, et depuis l'évacuation de la Banda orientale par les Brésiliens, le siége avait été maintenu devant cette place par Rondeau et Artigas. Ce dernier, qui depuis s'est acquis une triste célébrité, avait été successivement chef de bandits, lieutenant dans l'armée royale, puis capitaine dans les rangs de l'indépendance, à laquelle il avait rendu de grands services en harcelant sans relâche les Espagnols avec ses guérillas. Une mésintelligence ne tarda pas à éclater entre Artigas et les autres chefs des indépendants, qui ne pouvaient supporter

ni l'arrogance de ses manières ni ses prétentions à la domination. Les contestations amenèrent bientôt une rupture ouverte, et Artigas, abandonnant la cause des Buenos-Ayriens, résolut dès lors de faire la guerre pour son propre compte. Il quitta le siége de Monte-Video avec tous les mauvais sujets qui voulurent bien le suivre. Cette défection n'empêcha pas les indépendants de se rendre maîtres de la place.

L'année 1815, commencée sous de si fâcheux auspices, devait être témoin de grands malheurs, inséparables de l'état d'anarchie et de désordre où se trouvaient toutes les provinces insurgées. L'armée du Haut-Pérou avait refusé d'obéir au décret de la junte qui élevait au grade de général en chef le colonel Alvéar, auquel on devait la prise de Monte-Video. Elle se souleva dès qu'elle apprit que ce même homme venait d'être nommé directeur suprême. Cette résistance de l'armée donna du courage aux ennemis du nouveau directeur, et bientôt deux partis furent en présence, dont l'un voulait maintenir Alvéar, tandis que l'autre s'obstinait à le remplacer par le général Rondeau. Ces dissensions donnèrent le temps à Artigas d'organiser ses forces, et bientôt, à la tête d'un corps de troupes considérables, il réussit à s'emparer de Santa-Fe et de Monte-Video, pendant que les chefs des indépendants se disputaient la prééminence. Son premier acte fut de se déclarer chef des Orientaux et protecteur d'Entre-Rios et Santa-Fe.

Pendant que le gouvernement de Buenos-Ayres perdait ainsi celles de ses provinces qui lui étaient du plus grand secours, il recevait du Pérou les nouvelles les plus fâcheucheuses : Pezuela, général espagnol, avait dans cette campagne repris Potosi, Tunja et Chuquisaca, et faisait chaque jour des progrès nouveaux. Il était urgent de prendre des mesures décisives. Le pouvoir exécutif ne sachant que faire, remit ses pouvoirs au cabildo, et celui-ci nomma directeur le général Rondeau, qui ne vit d'autre moyen d'éviter le joug espagnol qu'en sanctionnant par son adhésion l'usurpation d'Artigas. Il poussa même la prévenance pour ce dernier jusqu'au point de faire brûler par la main du bourreau les deux décrets qui avaient mis sa tête à prix au moment de sa trahison. Ces avances ne parurent pas à Artigas des garanties suffisantes des bonnes intentions du gouvernement à son égard, et la guerre continua. Alvéar, en butte à la haine des troupes qu'il commandait, s'était embarqué précipitamment sur une frégate anglaise.

Pendant l'année 1816, de nouveaux désastres augmentèrent encore l'anarchie. On sentit cependant qu'il fallait un gouvernement pour conduire le mouvement à son but, et une assemblée générale, réunie le 15 mars dans la ville de Tucuman, nomma directeur suprême dom Martin Puyredon, qui était alors au Pérou. Peu de temps après [9 juillet], la même assemblée proclama l'acte d'indépendance des provinces de la Plata.

Les circonstances dans lesquelles Puyredon prenait le pouvoir étaient extrêmement critiques : les provinces dans cette longue lutte, à force de changer de chefs et de systèmes, avaient perdu toute confiance aux hommes aussi bien qu'aux principes; chacune ne pensait qu'à elle-même, chacune ne calculait que son propre avantage, et la désunion était complète. On ne pouvait compter sur le Paraguay, qui, dès le commencement de l'insurrection, avait manifesté peu de sympathie pour la confédération et avait maintenant laissé ses destinées aux soins d'un seul homme; et il fallait, en outre, soutenir la guerre en même temps contre les partisans de l'Espagne et les Brésiliens, qui, voulant mettre à profit les dissensions dont étaient agitées les anciennes colonies espagnoles, envoyaient dans la Banda orientale un corps de dix mille hommes, commandé par le général Lecor. Bientôt ils pénétrèrent jusqu'au cœur même de cette province, et finirent par s'emparer de Monte-Video, sans autre obstacle que la résistance opiniâtre d'Artigas.

Les années suivantes se passèrent dans les mêmes agitations, dans les mêmes luttes et les mêmes inquiétudes. Les partis, n'ayant pour principes que les intérêts des individus qui les composaient, s'étaient, comme cela arrive toujours en l'absence d'un but com-

titre de gouverneur de la province de Buenos-Ayres; mais Rosas refusa formellement Ce ne fut que dans l'année 1835 qu'il se décida enfin à accepter la première magistrature. Il réussit bientôt à annuler complètement les pouvoirs législatif et judiciaire établis par la constitution, et convertit ainsi, par le fait, sa présidence en une véritable dictature; dans l'état où était alors le pays, c'était là peut-être ce qui pouvait lui arriver de plus heureux. Le despotisme de Rosas ne cessa depuis cette époque de restreindre les droits des Buenos-Ayriens dans des limites de plus en plus étroites, sans réussir néanmoins à ramener la concorde et la paix parmi les habitants de cette malheureuse contrée.

On sait qu'au moment où j'écris, le gouvernement de Buenos-Ayres est en guerre avec la France, à l'occasion d'avanies faites par ordre de Rosas à quelques-uns de nos compatriotes; je pense que cette affaire rentre plutôt dans les attributions des feuilles périodiques que dans le plan de cette notice; je m'abstiendrai donc d'en parler ici.

Il est fort difficile, comme on peut bien le supposer d'après la courte notice historique qu'on vient de lire, de tracer exactement les divisions administratives des provinces de la confédération de Rio-de-la-Plata. Sans cesse en guerre les unes contre les autres, changeant à tout moment de limites, de forme de gouvernement et d'administrateurs, à peine laissent-elles le temps de les regarder; c'est d'elles qu'on pourrait dire avec le poète :

Je n'ai fait que passer, il n'était déjà plus.

Pour faire leur portrait il faudrait avoir l'habileté de ces peintres qui ne font poser qu'une seule séance, et les *tirer au vol*. Aussi les géographes les plus estimés de nos jours n'ont-ils pu les décrire que conditionnellement et sans préjudice des changements opérés entre le moment dont on parle et le temps qu'il a fallu pour en parler. C'est ainsi que M. Balbi a saisi l'instant du passage de l'ex-république Argentine. Je suivrai la division qu'il a adoptée.

Cette république était divisée en quatorze états ou provinces, dans lesquelles l'auteur que je viens de citer comprend celle de Jujuy, qui depuis cette époque a proclamé son indépendance et s'est érigée en république; cette considération n'est pas d'une telle importance aujourd'hui qu'on doive rejeter son travail. Voici le nom de ces provinces et celui de leurs chefs-lieux :

Provinces.	Chefs-lieux.
BUENOS-AYRES	*Buenos-Ayres.*
ENTRE-RIOS.	*Baxada.*
CORRIENTES	*Corrientes.*
SANTA-FE.	*Santa-Fe.*
CORDOVA.	*Cordova.*
SANTIAGO DEL ESTERO.	*Santiago.*
TUCUMAN.	*San-Miguel de Tucuman.*
SALTA.	*Salta* ou *San-Felipe de Tucuman.*
CATAMARCA	*Catamarca.*
RIOJA.	*Rioja.*
SAN-JUAN.	*San-Juan (de la Frontera).*
SAN-LUIS.	*San-Luis (de la Punta).*
MENDOZA.	*Mendoza.*
JUJUY	*Jujuy.*

Les villes qui méritent pour nous une description particulière sont peu nombreuses. Nous nous contenterons de signaler :

Dans la province de BUENOS-AYRES : *Buenos-Ayres*, ville qui, sous l'administration espagnole, fut chef-lieu de la province du même nom, et, plus tard, capitale de la vice-royauté de Buenos-Ayres. Depuis la guerre de l'indépendance, elle a été successivement capitale de la république Argentine et des provinces réunies sous le nom de confédération de la Plata. C'est une ville importante par son commerce autant que par sa position géographique, qui en a fait l'une des places principales de l'Amérique du sud, et l'entrepôt de toutes les provinces de l'intérieur. L'objet principal du commerce de Buenos-Ayres est sans contredit le suif, la viande salée et séchée et le cuir de bœuf, dont on exporte chaque année une quantité prodigieuse. Cela n'a pas lieu de surprendre

Aguador de las inmediaciones de Buenos ayres.

Pl. 24.



PORTEUR D'EAU DES ENVIRONS DE BUENOS-AYRES.

quand on connaît quel nombre immense de bêtes à cornes parcourt les plaines arrosées par le Rio de la Plata et ses affluents.

Toutes les personnes qui ont visité Buenos-Ayres et ses environs s'étonnent de la prodigieuse quantité de viande qu'on y consomme. Pour en donner une idée au lecteur, je citerai le passage suivant du *Voyage à Buenos-Ayres* de M. Isabelle : « ..... A » l'heure de dîner, » dit cet auteur, « la » table d'hôte, occupée par vingt-cinq ou » trente Français, fut couverte de viandes » arrangées à toutes sauces. Cette vue m'ôta » entièrement l'appétit : d'énormes pièces » de bœuf occupaient le centre de la table, » tandis que les côtés étaient flanqués de » côtelettes, de grillades, de hachis, puis » encore des hachis, des grillades et des » côtelettes..... Comme je m'étonnais de » cette profusion de viande (il pouvait y en » avoir soixante-quinze livres sur la table !) » on me dit que l'arroba (quart de quintal ou » vingt-cinq livres) valait en ce moment » *une piastre papier*, environ quinze sous! » et que désormais il fallait me résigner à » m'en repaître comme les autres, sous peine » de pâtir, par cette raison que les légumes » n'étaient pas cultivés, que le poisson ne » valait rien et que le pain était fort cher; » et en effet, je remarquai sur la table, à » côté de ces quartiers de bœuf qui me dé- » goûtaient, des petits pains ronds de la » grosseur d'une pomme de reinette. »

Malheureusement pour sa prospérité commerciale, Buenos-Ayres n'a pas de port, et les gros navires ne peuvent monter plus haut que la baie de Barragan (Barrangon). Les discordes civiles ont empêché d'obvier à cet inconvénient, au moyen des travaux d'art qu'il serait facile d'exécuter. La ville, grande et bien bâtie, est, disent les voyageurs, insupportable par la régularité des constructions publiques et particulières. Toutes les maisons sont à un seul étage, et le plan de la ville est un rectangle de trois quarts de lieue de long sur une demi-lieue de large, et divisé en trois cent soixante *quadrats* ou *carrés* de maisons, séparés par des rues parfaitement alignées et qui se coupent à angle droit. Chaque quadrat est un carré régulier, ayant quatre cents pieds de côté. On conçoit qu'une telle disposition, qui a peut-être ses avantages quant à la facilité des communications, doit être d'une fatigante monotonie. Les principaux édifices publics sont les églises, au nombre de quinze, les deux hôpitaux, la salle des représentants, le tribunal de commerce, l'université, les forts,... etc. Des places publiques, pour la plupart vastes et bien percées, facilitent les communications et livrent à l'air une circulation facile.

Buenos-Ayres est le siége de plusieurs académies; elle contient des colléges et des lycées pour les jeunes gens des deux sexes, des écoles de commerce, une bibliothèque publique et divers autres établissements, propres à la propagation de l'instruction.

La population de la ville, estimée à quatre-vingt mille âmes, est ici, comme dans toutes les autres colonies espagnoles, composée des races espagnole, indienne et nègre, mélangées aujourd'hui à tel point les unes avec les autres, qu'il est difficile de trouver des individus de sang *pur*. Les métis, mélange des Européens et des indigènes, exercent en général les arts mécaniques, pour lesquels ils montrent beaucoup d'aptitude; ce sont eux aussi qui peuplent les campagnes des environs de Buenos-Ayres et viennent y apporter des denrées alimentaires de toutes sortes. Ils forment la masse effective de la population ouvière, et sont connus sous le nom de *Gauchos*, qui, aujourd'hui, est un titre au respect ou au moins à la crainte; car les *Gauchos*, dans les révolutions qui ont bouleversé ces contrées, se sont constamment montrés terribles pour le parti qui leur était opposé. Ils sont, en général, fédéralistes; et c'est sur eux que s'appuie principalemeut Rosas, le dictateur actuel. Le principal titre de ce dernier à l'estime et à l'admiration de ces terribles soutiens, est, dit-on, la prodigieuse habileté avec laquelle il dompte un cheval sauvage. Il est vrai que si l'on s'en rapporte à ce que disent quelques voyageurs sur ce sujet, Rosas est un écuyer-prodige, et laisse loin derrière lui Franconi et tous les *clowns* réunis de l'Europe. Ajoutons, pour être juste, qu'outre son talent pour l'équitation, le président offrait à ses

partisans des gages nombreux d'un fédéralisme à toute épreuve.

Les nègres et leurs descendants de toutes les nuances exercent aussi les travaux manuels, un grand nombre d'entre eux loue ses services en qualité de domestique. Ils tiennent à leurs maîtres par un lien étroit : c'est l'immoralité de ces deniers qu'ils servent en s'en faisant les confidents et les agens dévoués. Il faut cependant leur rendre justice et dire que, pendant la guerre de l'indépendance, aucune classe de soldats ne montra un courage égal à celui que déployèrent les nègres et les mulâtres.

Dans la province de CORRIENTES, je ne citerai que *Corrientes*, plus importante par sa position près du confluent du Paraguay et du Parana que par sa population, qui n'est que de trois mille âmes. C'était dans cette province qu'existait autrefois *Candélaria*, le chef-lieu des missions des jésuites, et qui a été détruite depuis long-temps avec les premiers villages fondés par ces pères.

Dans la province de CORDOVA : *Cordova*, célèbre autrefois par l'université qu'y avaient établie les jésuites, et qui aujourd'hui est sans aucune importance. Cordova est le siége d'un évêché; elle contient plusieurs manufactures de draps et de tissus de coton et de laine. On évalue sa population à quinze mille habitants.

Dans le TUCUMAN : *Tucuman*, célèbre dans les provinces-unies, pour avoir été le siége du congrès général qui déclara l'indépendance en 1816. Elle contient dix à douze mille âmes.

Dans la province de SALTA : *Salta*, peuplée de neuf mille individus, est renommée à cause des immenses pâturages dont elle est environnée, et qui nourrissent une quantité prodigieuse de mulets et d'autres animaux domestiques. Salta est la résidence de l'évêque du Tucuman.

Dans CATAMARCA : la ville de *Catamarca* n'offre rien par elle-même de remarquable, mais le territoire sur lequel elle est bâtie produit, dit M. Balbi, le meilleur et le plus beau coton que l'on connaisse dans le commerce.

Dans la province de SAN-JUAN : *San-Juan* peuplée d'environ seize mille habitants, et connue pour fournir aux autres provinces une grande partie des vins et des eaux-de-vie qu'on y consomme.

Dans MENDOZA : *Mendoza*, dont la population ne dépasse guères sept à huit mille âmes, fait un grand commerce de fruits et de vins.

Enfin dans la province de JUGUY, à présent république indépendante, il n'y a à noter aucune ville de quelque importance, sans même en excepter *Juguy*, sa capitale.

Fin de l'Histoire de la république Cisplatine (1).

Cette république de soixante-dix mille habitants fut à peine éclose que, suivant l'exemple des autres républiques de l'Amérique du Sud, elle se livra à l'agitation des partis et aux querelles d'intérêt personnel.

Un an ne s'était pas écoulé depuis la déclaration de son indépendance, que le président Rondeau était forcé, par un mouvement populaire, à changer les employés supérieurs de l'administration. Cette première révolte n'était que le prélude de ce qui devait arriver plus tard, et, pour ainsi dire, la prise de possession du *droit d'anarchie*, seul but d'activité que semblent s'être proposé les républiques américaines. Les révolutions de palais, les insurrections militaires, bouleversèrent bientôt les plans de ceux qui, fondés sur la richesse du sol et la position avantageuse de la république, rêvaient l'ordre, la paix et le bonheur. Ces agitations finirent néanmoins par se calmer un peu, et, depuis ces dernières années, quelque tranquillité semble enfin vouloir renaître ; une constitution nouvelle a été adoptée ; elle confie le pouvoir législatif à un congrès composé de deux chambres et le pouvoir exécutif à un président. Puissent se réaliser les espérances de prospérité, de bonheur et de concorde que cet état de choses fait naître dans quelques esprits! A dire franchement notre avis, nous ne pouvons vraiment l'espérer ; et, tôt ou

(1) On se rappelle ce qui a été dit (page 367, col. 1) sur le traité qui fonda cette république.

tard, il faudra bien que, là comme partout ailleurs, la doctrine de l'intérêt bien entendu porte enfin les seuls fruits qu'elle soit susceptible de produire.

Le territoire de la république a été divisé en neuf départements qui tous, sans exception, portent les noms de leurs chefs-lieux; ces départemens sont: *Monte-Video*, *Maldonado*, *Canelones*, *San-Jose*, *Colonia*, *Soriano*, *Paysandu*, *Duragno* et *Cerro-Largo*.

D'après M. Isabelle, la république entière ne possède en tout que trois villes, quinze bourgs et huit villages. Chacune de ces habitations, dit le même auteur, contient une école primaire publique, entretenue par le gouvernement. Nous croyons devoir nous borner à donner quelques détails sur Monte-Video, en même temps chef-lieu de département du même nom et capitale de la république.

Monte-Video est une ville très-avantageusement située sur une petite péninsule de la rive gauche du Rio-de-la-Plata. Elle a un port qui est sans contredit le meilleur de tous ceux de ces parages; et ce n'est pas là un mince avantage qu'elle possède sur Buenos-Ayres, dont elle n'approche pas pour la population. *Monte-Video* est l'une des villes anciennes des provinces-unies qui ont le plus souffert pendant la guerre de l'indépendance. Nous avons vu combien de temps son territoire a été sillonné alternativement par les armées brésiliennes, espagnoles et buenos-ayriennes, sans compter les ravages qu'y firent les terribles soldats d'Artigas. Aussi n'est-il pas étonnant que de vingt-six mille habitants qu'elle contenait jadis, à peine en reste-t-il douze mille aujourd'hui. Les troupeaux nombreux de chevaux, de mulets et de bœufs, devenus sauvages, que les habitans trouvèrent disséminés sur tous les points du sol, les déterminèrent à diriger leur industrie vers l'éducation des bestiaux, au grand détriment de l'agriculture. Le commerce des chevaux et des bêtes à cornes, la préparation et la vente des cuirs, sont, avec la salaison des viandes, l'occupation presque unique des habitants de la république, et les environs de *Monte-Video* ne le cèdent en rien aux autres départements pour ces sortes de produits. Il fut un temps où « la seule ville de *Monte-Video* contenait trente-trois établissements de salaison dans la plupart desquels on tuait cent bêtes par jour. » Je cite ce chiffre, qui pourra paraître exagéré, d'après l'autorité de M. Isabelle, qui en garantit l'exactitude. On pourra se figurer quelle prodigieuse quantité d'animaux pullule dans cette contrée, quand on saura que les troupeaux n'ont pas été sensiblement diminués par une telle consommation.

HISTOIRE DES MISSIONS DU PARAGUAY.

Etablissement. Dès les premières années de leur séjour dans les provinces dont nous venons de faire l'histoire, les *Jésuites* avaient fondé des colléges où ils enseignaient la philosophie et la théologie aux jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique. Ces colléges étaient en même temps des centres d'où partaient, dans toutes les directions, des missionnaires pour aller convertir les Indiens voisins des établissements espagnols. Pendant long-temps les succès des pères furent extrêmement bornés; à peine réussissaient-ils à convertir çà et là quelques sauvages, et le fruit principal qu'ils retiraient de leurs travaux était la permission de baptiser quelques hommes malades et quelques enfants près de mourir.

Ils s'aperçurent enfin que pour réussir dans l'entreprise à laquelle ils avaient consacré leur vie, il fallait employer des moyens plus efficaces: ils prirent le parti d'aller s'établir au milieu même des peuples sauvages qu'ils voulaient amener à la religion chrétienne.

Mais des obstacles sans nombre s'opposaient au succès de cette œuvre périlleuse: les indiens, le plus souvent disséminé dans les forêts, n'avaient aucun intérêt ni aucune envie d'entendre les instructions des prédicateurs;

leurs habitudes de vagabondage, leurs mœurs féroces, leur paresse naturelle non moins que leur stupide indifférence, étaient autant d'obstacles qu'il était difficile de surmonter. Comment espérer de faire comprendre une religion qui prescrit l'oubli des injures à des peuples dont la passion dominante était la guerre et l'anthropophagie? Comment astreindre au travail prescrit par le christianisme des hommes pour lesquels l'oisivité était le souverain bien? Comment leur faire accepter des dogmes dont nulle intelligence humaine ne peut pénétrer l'essence? comment même y fixer leur attention? Eux pour qui tout travail intellectuel était une fatigue plus insupportable que la fatigue corporelle elle-même, et qui, dans leur brutale ignorance, n'avaient pas un cercle d'idées plus étendu que leurs plus grossiers besoins.

Les jésuites parvinrent à surmonter ces difficultés en employant un moyen qu'on voudrait voir plus souvent mis en usage parmi les prédicateurs modernes. Au lieu de débuter avec les sauvages par des discussions métaphysiques, ils cherchèrent d'abord à leur faire sentir les avantages qu'apportait dans la société des hommes la connaissance de la morale chrétienne; ils vantèrent les commodités de la vie, l'agrément des relations pacifiques, la tranquillité dont jouissaient les peuples civilisés; et, rapprochant ce tableau de celui de la misère de leurs peuplades barbares, ils réussirent à fixer l'attention de ces hommes simples, et firent enfin quelques prosélytes, qui leur furent de puissants auxiliaires pour d'autres conversions. Bientôt le nombre des néophytes fut assez grand pour qu'on pût les réunir en bourgades. Alors on commença à leur enseigner la culture de la terre; et les missionnaires non seulement leur fournissaient les grains nécessaires à la semaille, mais ils les nourrissaient jusqu'à la récolte. Ces travaux n'empêchaient pas les Indiens de se livrer à la chasse et à la pêche, leurs occupations favorites; et la moisson, en répandant l'abondance dans le hameau, encourageait au travail ceux qui jusque là s'y étaient opiniâtrément refusés. En même temps on baptisait les enfants, on instruisait les adultes, et quand ils étaient suffisamment disposés on leur administrait les sacrements avec toute la pompe possible en de telles circonstances.

La ferveur que les missionnaires eurent occasion de remarquer chez un bon nombre de leurs néophytes les encouragea à étendre le cercle de leur œuvre civilisatrice : de nouvelles bourgades furent fondées; on leur donnait le nom de missions, doctrines ou réductions, et elles devinrent un puissant moyen de conversion pour les Indiens sauvages qui venaient les visiter.

Les premières réductions furent établies entre le cours supérieur de l'Uruguay et la partie inférieure du Parana, dans la province nommée depuis ce temps *Missions d'Entre-Rios*, qui, de nos jours, porte le nom de *Missions-Détruites;* de là elles s'étendirent graduellement, comme nous le dirons dans un instant.

Les missionnaires ne négligeaient aucun moyen pour retenir les sauvages qui venaient visiter les réductions. « Si vous voulez que » nous restions avec vous, donnez-nous bien » à manger (1), » disaient ces pauvres gens, et on leur donnait à manger sans rien exiger d'eux que de demeurer au milieu de leurs frères convertis au christianisme. Puis, aussitôt, on se mettait à les instruire, on leur demandait un petit travail qu'on avait soin de rendre le moins fatigant et le moins ennuyeux possible; on distribuait de petits présents à ceux qui s'étaient distingués par leur adresse ou qui avaient fait preuve de bonne volonté; c'étaient des couteaux, des hameçons, des aiguilles, des ciseaux et autres objets qui, tout en satisfaisant la puérile curiosité des Indiens, les accoutumaient peu à peu aux usages des peuples civilisés. En même temps, dès que l'un d'eux était malade, on allait le visiter, on lui prodiguait toutes les consolations et tous les soins possibles, et on lui fournissait gratuitement les remèdes dont il pouvait avoir besoin. Par toutes ces attentions on s'attirait la reconnaissance du malade et la bienveillance de ses amis et de ses proches.

Rien ne faisait présumer de nouveaux obs-

(1) Muratori.

tacles à l'affermissement et à l'extension des réductions, quand des attaques réitérées des Paulistes (1) du Brésil vinrent y porter l'alarme et la désolation. Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit plus haut (p. 246, col. 2) sur les Paulistes; il nous suffira de rappeler en deux mots leur histoire. Ils s'étaient fait connaître, avons-nous dit, dans toutes les provinces environnantes par leurs brigandages, leur inconduite et leurs déprédations; et dès qu'ils eurent acquis assez de forces, ils étendirent leurs excursions jusque dans des lieux très-éloignés de leur province. Ils avaient coutume, lorsqu'ils avaient besoin d'esclaves pour travailler aux mines ou cultiver les cannes à sucre, de faire des descentes dans quelques peuplades indiennes, dont ils enlevaient tous les individus qu'ils pouvaient saisir, après avoir pillé les provisions et massacré les guerriers qui leur opposaient quelque résistance. Les premières réductions n'étaient pas fort éloignées de Saint-Paul, aussi la prospérité des nouveaux établissements ne fut pas plutôt connue des Paulistes, qu'ils voulurent saisir la circonstance qui leur était offerte d'augmenter leurs richesses et le nombre de leurs esclaves. Ils firent dans les réductions des incursions fréquentes, et portèrent partout l'incendie le pillage et la mort. Près de la moitié des établissements furent ainsi bouleversés de fond en comble.

Les missionnaires, après plusieurs tentatives infructueuses pour mettre leurs néophytes à l'abri des attaques de ces barbares, résolurent enfin de transporter plus loin les bourgades et leurs habitants, et choisirent pour leur refuge les bords du Paraguay, à plus de cent lieues des établissements primitifs. Douze mille Indiens, environ, de tout sexe et de tout âge, suivirent les pères dans cette transmigration lointaine. Depuis cette époque, des réductions nouvelles furent établies entre le Paraguay et le Parana, et leur nombre augmenta tellement, que, dans la première année du dix-huitième siècle, on comptait dans cette province trente deux réductions, qui contenaient plus de cent vingt-un mille Indiens convertis au christianisme.

Les travaux des pères ne se bornaient pas à ces contrées; en même temps que les bords de l'Uruguay, du Parana et de Paraguay se peuplaient de nouveaux chrétiens, la parole évangélique était portée aux sauvages des pampas du Tucuman, à plus de trois cents lieues des établissements primitifs. Dès la fin du seizième siècle, un collége était fondé à Cordova.

A mesure que les réductions prenaient plus de consistance, les missionnaires avaient soin de stimuler l'activité des néophytes, et de soutenir leur courage par tous les moyens dont ils pouvaient disposer. Ils avaient fait venir d'Europe quelques jésuites qui avaient des connaissances dans les arts mécaniques et dans la construction; ils firent bâtir des églises et frappèrent les sens de leurs disciples par les cérémonies du culte qu'on célébrait avec toute la pompe possible. En même temps, tous les travaux de la vie journalière étaient prévus à l'avance, et comme encadrés dans les pratiques religieuses, qui rappelaient sans cesse aux nouveaux convertis leurs devoirs envers Dieu et envers leurs frères. Dès le matin, les enfants allaient à l'église, où ils chantaient des psaumes jusqu'au lever du soleil; alors commençait une messe, à laquelle tous les habitants de la bourgade étaient obligés de se rendre, à moins d'excuse valable. Puis chacun s'en allait à ses occupations. Souvent on se rendait au travail des champs processionnellement et en chantant des cantiques à la Vierge, dont on portait l'image sur un brancard orné de fleurs et de feuillages. Chaque soir, après la journée, la cloche annonçait la prière du soir, qui se faisait en commun à l'église; après quoi chacun rentrait chez soi pour se livrer au repos. Le dimanche était toujours célébré avec un grand recueillement et beaucoup de pompe: c'était le jour réservé pour les mariages et les baptêmes, qui avaient ainsi pour témoins la population entière. On avait aussi l'habitude, après la messe, d'admonester ceux qui, dans le courant de la semaine, avaient causé quelque scandale public, et on leur imposait des pénitences.

Par tous ces moyens réunis, les mission-

(1) Les Paulistes sont aussi appelés *Mamelucos* par quelques écrivains.

naires étaient parvenus à transformer des Indiens, autrefois féroces, en des hommes qu'on s'accorde à dépeindre comme doux, honnêtes et serviables. Quoiqu'ils fussent très-pauvres ils se montraient toujours d'une obligeance extrême quand il fallait soulager leurs frères. Un orage, une inondation, un incendie venait-il à détruire la récolte d'une mission et à ruiner les habitants, aussitôt les chrétiens des missions voisines s'empressaient d'apporter aux victimes du fléau tout ce qu'ils pouvaient distraire de leurs besoins les plus impérieux. Les procès devinrent de plus en plus rares et se terminaient presque toujours par des arbitres, et l'homicide était inconnu parmi ces peuples, jadis si implacables dans leurs haines, si terribles dans leurs vengeances. Les mêmes hommes qui, jadis, étaient inaccessibles à la pitié, prenaient maintenant plaisir à secourir les malades et les infirmes, et leur respect pour les vieillards et pour les cendres des morts était digne de servir d'exemple à quelques nations plus civilisées.

On ne saurait trop admirer les ingénieuses précautions que les jésuites avaient imaginées pour préserver ces hommes, encore mal affermis, des surprises de leur propre faiblesse. Pour les empêcher de retomber dans l'ivrognerie, à laquelle ils étaient si adonnés, on avait peu à peu proscrit l'usage des liqueurs spiritueuses, et l'on était parvenu ainsi à leur faire contracter des habitudes de sobriété telles, que la chica même n'était bue qu'avec modération. Mais c'était surtout pour éviter les désordres qui pouvaient résulter du mélange des sexes que la surveillance la plus exacte était nécessaire : à cet égard toutes les précautions avaient été prises avec une sollicitude paternelle : l'église était divisée en deux parties, destinées l'une aux hommes et l'autre aux femmes, et chaque nuit des agents, qui étaient ordinairement des néophytes sur le zèle desquels on pouvait compter, parcouraient les rues en tous sens, sous prétexte de veiller à la tranquillité publique, et de donner l'alarme en cas d'attaques de la part des Indiens sauvages ou des Paulistes. Ce n'est pas tout : l'exemple des Européens aurait pu détruire les germes semés avec tant de peine; les pères avaient obtenu du roi d'Espagne l'interdiction de l'entrée de leur mission pour tous les étrangers, à l'exception du gouverneur et des évêques. Si quelque Européen entrait par hasard dans une bourgade, il était aussitôt accosté par un homme grave et dévoué, qui se constituait son *cicerone* volontaire, le conduisait partout où il désirait aller, et ne le quittait jamais. Cette politesse excessive émerveillait parfois celui qui en était l'objet sans en connaître le but; mais le *cicerone* n'était autre chose qu'un surveillant.

Comme on avait remarqué l'influence prodigieuse que la musique exerçait sur ces peuples, on avait songé à tirer parti de cet art pour les amener au but qu'on se proposait. Existait-il dans le voisinage des missions quelques peuplades disséminées dans les bois, et qu'il était impossible de réunir pour lui faire entendre la parole chrétienne, un missionnaire, une croix à la main, s'en allait, parcourait les forêts en chantant des cantiques, et ne manquait jamais d'être suivi par quelques Indiens qu'attirait le charme de sa voix; puis, quand son auditoire était assez nombreux, il s'arrêtait et commençait une instruction sur les vertus chrétiennes, et vantait longuement les bienfaits que la religion a répandus sur les peuples qui l'ont embrassée. Il décrivait le plus simplement possible la civilisation européenne, leur racontait que les Européens, dont ils admiraient les arts, la force, la puissance, étaient comme eux errants dans les forêts avant d'avoir été éclairés par cette parole civilisatrice; il était rare que ses efforts fussent infructueux, et presque toujours, au contraire, il avait la consolation, quand il rentrait dans sa réduction, d'être suivi par un plus ou moins grand nombre d'Indiens.

La musique, qui servait si efficacement pour fixer l'attention des Indiens nomades, n'était pas employée avec moins de fruit pour soutenir l'ardeur des néophytes des réductions : on choisissait parmi les enfants ceux qui avaient la voix la plus pure, et on leur enseignait la musique vocale et instrumentale; on avait aussi formé pour chaque

missions des chapelles de musiciens qui, en ajoutant aux solennités du culte, contribuaient puissamment à ranimer l'ardeur des tièdes, par la solennité qu'elles ajoutaient aux pompes ordinaires des cérémonies religieuses.

Je ne puis résister au désir de faire connaître au lecteur quelques détails aussi curieux qu'intéressants sur la façon dont les Indiens des missions célébraient les principales fêtes de l'année : on y verra que ces fêtes, outre qu'elles étaient propres à élever l'âme des nouveaux chrétiens, tout en leur procurant une joie pure et pour ainsi dire enfantine, avaient, entre autres résultats, celui de soulager les pauvres, les malades et les infirmes.

« Lorsque la Fête-Dieu approche, » dit Muratori, « les Indiens se préparent à la célébrer le plus magnifiquement qu'il leur est » possible. Ils ornent l'église avec un soin » particulier, aussi bien que les places et les » rues par où la procession doit passer. La » pauvreté où ils vivent ne leur permettant pas d'employer autre chose à l'embellissement de la cérémonie que des ornements champêtres, ils les disposent d'une » manière si élégante et si diversifiée, qu'ils » forment un spectacle plus agréable que » celui de nos tapisseries, de nos peintures » et de nos argenteries. Les Indiens dressent » d'espace en espace dans les rues des arcs de » triomphe qui en occupent toute la largeur. Ils les revêtent de branches d'arbres entrelacées les unes dans les autres, » avec des bordures et des festons faits des » fleurs les plus agréables, et des plus beaux » fruits qui se trouvent dans la saison. Les » uns vont à la pêche des poissons les plus » estimés; les autres vont à la chasse, d'où » ils apportent des cerfs, des tigres, des » lions et d'autres animaux singuliers, qu'ils » suspendent avec symétrie à ces arcs de » triomphe; ils y joignent des paons et d'autres oiseaux que les caciques sont chargés » de fournir. Mais, surtout, ils ramassent le » plus qu'ils peuvent des oiseaux en vie les » plus remarquables par l'éclat et la diversité de leurs couleurs. Ces oiseaux se trouvent communément sur les bords et dans » les îles des grands fleuves, et principalement du Paraguay. Ce fleuve ne doit même » son nom qui, dans leur langue, signifie » *le fleuve des plumes*, qu'à la multitude » d'oiseaux rares et curieux qui naissent sur » ses rives. Les Indiens attachent aux arcs » de triomphe ces oiseaux par le pied avec » un cordon assez long pour qu'ils puissent, » en voltigeant de branche en branche, faire » briller leurs plus beaux plumages.

» Les Indiens placent encore le long des » rues de petits tigres vivants ou d'autres » bêtes féroces qu'ils ont prises dans des » piéges. Ils les attachent, de sorte qu'ils ne » puissent nuire à personne; c'est là, pour » eux, le comble de la magnificence.

» Le devant des maisons est orné à peu » près dans le même goût que les arcs de » triomphe, d'herbes odoriférantes, de fruits, » de fleurs, d'oiseaux, de tourtes et de gâteaux de toute espèce que les femmes cuisent exprès pour ce jour-là; le tout entremêlé en forme de festons, de trophées et » de diverses autres manières. On y voit » aussi quelques pièces de toile garnies de » plumes, qui, par la diversité de leurs couleurs ou par l'artifice de leur assortiment, » offrent un spectacle singulier, etc.

» Enfin, les Indiens disposent au-devant » de leurs maisons, dans des corbeilles fort » propres, le maïs et les autres graines dont » ils doivent ensemencer leurs terres, afin » que le Seigneur les bénisse, et les fasse » fructifier en raison des besoins de la peuplade.

» Lorsque la procession est rentrée dans » l'église, quelques chrétiens d'un âge mûr » et d'une fidélité à toute épreuve sont choisis » pour aller ramasser toutes les choses comestibles qu'on a fait servir à la décoration des arcs de triomphe et des maisons. » Elles sont distribuées par les missionnaires, » qui envoient d'abord aux malades tout ce » qu'il y a de plus délicat. Le reste est pour » les Indiens qui ont contribué davantage à » l'embellissement de la fête... On invite à » la fête tous les infidèles du voisinage, et il » arrive souvent que plusieurs, touchés de ce » majestueux spectacle, renoncent à leur vie » sauvage, et demandent à être admis dans

» la peuplade au rang des catéchumènes. »

On conçoit que les occupations des missionnaires, dans les réductions, devaient être fort multipliées, et qu'il fallait souvent, pour s'en acquitter, autant de courage que de zèle et de dévouement. Outre les prédications qu'ils avaient à faire et la célébration des offices, il fallait porter des secours corporels et spirituels à ceux que leurs occupations retenaient loin des bourgades, comme les gardeurs de troupeaux; il fallait instruire les enfants et entendre les confessions, qui sont ordinairement fort longues, et se répètent en général cinq à six fois par an pour chaque individu. La vie irrégulière des Indiens, leur gloutonnerie, leur ivrognerie et leur négligence absolue de tout soin hygiénique, a transmis dans ce peuple une faiblesse de constitution héréditaire; et ce n'est pas trop d'évaluer, moyennement, au cinquième de la population le nombre des malades de chaque réduction. Aussi le devoir, sans contredit le plus pénible, que les missionnaires eussent à remplir était-il d'assister les malades, dont ils étaient en même temps les médecins temporels et spirituels. Quand ils jugeaient que quelque médicament ou quelque aliment serait mal préparé dans la famille du malade, ils le faisaient préparer dans leur maison. Ce devoir d'assister les malades, pénible en temps ordinaire, l'était bien plus encore lorsque quelque épidémie ravageait la contrée, et ce cas se présentait souvent. On sait quels terribles ravages la petite vérole faisait parmi ces peuples avant la découverte de la vaccine.

A ces fonctions si diverses, les missionnaires joignaient encore celles d'instituteurs : chaque réduction avait une école où l'on enseignait aux enfants des caciques, à ceux des principaux habitants, et à ceux qu'on destinait à la chapelle des musiciens, la lecture, l'écriture, l'arithmétique et le chant. Ces enfants étaient destinés à fournir plus tard des fonctionnaires intelligents et dévoués aux diverses bourgades. Comme il était impossible d'instruire ainsi toute la population, et que, dans les relations commerciales, le besoin des éléments du calcul se faisait d'autant plus sentir qu'avant l'arrivée des Européens les Indiens de ces parages ne savaient pas compter, en général, au-dessus du nombre vingt, on avait pris l'habitude de faire répéter chaque dimanche, après l'office, la table de multiplication à tous les fidèles réunis à l'église.

Les missionnaires, lorsque les réductions furent solidement établies, étaient souvent aidés dans leurs travaux de conversion par leurs néophytes. Quand on connaissait, à quelque distance, une peuplade qu'on espérait pouvoir amener au christianisme, un missionnaire, ayant à la main un long bâton surmonté d'une croix, partait, accompagné de trente à quarante Indiens ou même davantage, qui venaient volontairement lui offrir leurs services Ils lui servaient en même temps d'escorte, d'interprètes, de guides et de pionniers (car il fallait souvent se frayer un passage, la hache à la main, à travers les forêts vierges). Il est arrivé souvent que ces néophytes ont rendu de grands services aux missionnaires : en effet, les Paulistes avaient parfois réussi à s'emparer de peuplades entières en contrefaisant le costume, les manières et le langage des missionnaires; il en était résulté une grande méfiance des sauvages contre tous les hommes qu'ils supposaient avoir quelque contact avec les Paulistes ou les Européens; et il ne fallait rien moins pour les tranquilliser sur les intentions du prédicateur, que les assurances réitérées des Indiens qui l'accompagnaient, et qui répétaient sans cesse que bien loin de vouloir les réduire en esclavage, le père n'avait d'autre désir que de leur rendre la vie plus douce et plus heureuse.

Quelquefois il arrivait aussi que des troupes de néophytes, ayant leur cacique à leur tête, s'en allaient seuls pendant la saison des pluies, qui ne leur permettait pas de cultiver la terre, à la recherche de peuplades dont ils tentaient la conversion. Cette ardeur de prosélytisme est l'un des faits qui doivent le plus surprendre quand on songe à l'indifférence stupide qu'on remarquait chez tous les Indiens, avant qu'ils connussent le christianisme.

—

Gouvernement spirituel et temporel. État des personnes. Institutions diverses. Les réductions, disséminées sur un si vaste territoire, étaient comprises dans quatre ou cinq diocèses. Les évêques de ces diocèses faisaient quelquefois des visites pastorales jusque dans les réductions les plus éloignées. C'était pour ces prélats des voyages aussi longs que fatigants. Celui de Buenos-Ayres avait, pour arriver aux premières réductions, à traverser près de deux cents lieues de pays dans lequel on ne trouvait aucun lieu habité pour prendre quelque repos ou se pourvoir des choses nécessaires à la vie.

Chaque réduction était desservie par un curé assisté d'un vicaire. L'un et l'autre, nommés par le gouverneur sur la présentation du provincial, recevaient l'investiture de l'évêque dans le diocèse de qui se trouvait la mission.

A bien considérer l'organisation que les jésuites avaient introduite dans les réductions du Paraguay, on voit qu'elles formaient réellement autant de petites républiques à peine dépendantes de la couronne d'Espagne. Il n'y avait dans toute la réduction qu'un seul magistrat, le corrégidor, qui fût nommé par le gouverneur de la province. La place de corrégidor, qni dans le commencement était toujours remplie par un Espagnol, a fini par être occupée exclusivement par les Indiens. Tous les autres fonctionnaires publics étaient nommés par les Indiens eux-mêmes, qui procédaient à l'élection le premier janvier de chaque année. La justice était rendue par deux alcades, sortes de juges de paix élus par le peuple, qui prononçaient sans appel dans presque toutes les affaires civiles. Il était défendu de plaider devant ces magistrats par avocat ou procureur; par ce moyen on évitait les lenteurs de justice qui ruinent les plaideurs de l'Europe, et presque tous les procès se terminaient à l'amiable. Les élections du peuple devaient être confirmées par le gouverneur. C'étaient donc véritablement les Indiens qui s'administraient eux-mêmes. Les curés et les vicaires, représentants du pouvoir moral, veillaient à ce que chacun remplît ses fonctions avec exactitude; et l'harmonie, produit de la charité mutuelle, régnait entre les administrateurs et les administrés.

Il est un fait que je ne veux pas omettre avant de terminer ce paragraphe, et qui prouve jusqu'à quel point l'esprit de fraternité s'était introduit parmi les Indiens des réductions. On sait que la plupart des peuples sauvages de cette partie de l'Amérique étaient anthropophages, et qu'ils avaient pour habitude, quand ils avaient fait quelques prisonniers de guerre, soit de les engraisser pour les manger ensuite, soit de les vendre comme esclaves aux peuplades voisines ou aux Européens. Il est arrivé souvent aux néophytes des missions d'aller auprès des sauvages qu'ils savaient posséder ainsi des prisonniers, et d'acheter ces derniers au prix même des objets auxquels ils tenaient le plus. Ils amenaient ensuite ces prisonniers dans la mission; on les instruisait, et, lorsqu'on les jugeait assez avancés dans la connaissance du christianisme, on leur administrait le baptême. Ce sacrement était pour eux le signe de la liberté; et, dès qu'ils l'avaient reçu, ils jouissaient de tous les droits des autres habitants de la bourgade.

En outre, ce que les premiers missionnaires avaient fait pour amener les premiers prosélytes, les réductions le faisaient à leur tour : si quelque peuplade sauvage voulait se former en réduction, et essayer pour ainsi dire de la vie civilisée, les réductions voisines lui envoyaient aussitôt tout ce qu'il fallait pour cultiver la terre et l'ensemencer la première année; on y joignait aussi des vivres et tout ce dont il était besoin jusqu'à ce que les nouveaux frères pussent se soutenir par leur propre travail. Ainsi la reconnaissance les disposait dès le premier jour à se rapprocher davantage de ceux qui les comblaient de bienfaits, et à entrer dans la communauté.

Pour la protection que la couronne d'Espagne accordait aux réductions, chaque néophyte du sexe masculin, âgé de plus de vingt ans et de moins de cinquante, devait lui payer annuellement un tribut d'une piastre. Ils étaient tenus, en outre, de marcher à la guerre quand le roi en aurait besoin. On

prévoit déjà quelle différence existait entre le sort des Indiens des réductions et celui des malheureux soumis au despotisme des conquérants des autres parties de l'Amérique. Chaque famille recevait, en entrant dans la réduction, une étendue de terre plus que suffisante pour subvenir aux besoins de tous les membres dont elle était composée. Le poisson, le gibier, les oiseaux, les fruits, le miel, fournissaient en outre d'abondantes ressources.

Il est difficile de se figurer combien d'obstacles avaient à vaincre, combien de fatigues avaient à essuyer les missionnaires qui fondaient une réduction. S'il était difficile de se faire entendre de ces sauvages et de leur faire accepter le christianisme, il ne l'était pas moins de les exercer aux travaux manuels qu'exigeait la fondation d'une colonie. A défaut d'autres maîtres, les jésuites étaient obligés d'enseigner les arts mécaniques et les diverses professions agricoles et manufacturières indispensables à la fondation de la colonie. Ils étaient tour-à-tour charrons, charpentiers, menuisiers, maçons, architectes, laboureurs, bergers, filateurs, charretiers, etc. Il fallait qu'ils montrassent tout à ces peuples ignorants et barbares, aussi bien l'éducation des bestiaux que les simples travaux d'aiguille.

Le plus souvent, pendant que le jésuite donnait sa leçon au prix d'une fatigue inouïe, le sauvage était là, à côté de lui, faisant à peine attention à ce qu'il lui montrait, et ne témoignant nul désir de soulager le père, ou seulement d'imiter son travail. Combien de patience ne fallut-il pas pour vaincre, à force de douceur et de persévérance, la mortelle apathie de ces peuples! De quelle charité ne faut-il pas être animé, pour surmonter tant de dégoûts et tant d'obstacles!

État des Indiens. Les Indiens des réductions étaient libres; et, chez eux, l'esclavage était complétement inconnu. La terre appartenait à la communauté, et chaque famille n'avait que l'usufruit des champs qui la faisaient vivre. A la mort du chef de famille, la communauté rentrait dans tous ses biens immeubles, et se chargeait de la veuve jusqu'à ce qu'elle eût trouvé un nouvel époux, si telle était son intention. Les enfants étaient entretenus également aux frais de la réduction jusqu'à l'époque où ils étaient en état de recevoir une ferme pour leur compte. Les fonctions publiques, déférées par le peuple, n'étaient pas un titre à l'oisiveté, ni à la paresse, ni à des priviléges qui stimulent l'égoïsme et provoquent l'abaissement des autres; c'étaient des devoirs auxquels on appliquait son intelligence et son temps, sans aucune autre rétribution que la considération publique et le témoignage de sa conscience.

Chaque mission contenait, outre l'église, au moins deux autres édifices publics : l'un était le bâtiment où demeuraient les missionnaires; le second était le magasin ou grenier public, dans lequel on gardait toutes les provisions de réserve destinées à parer aux disettes et à satisfaire aux besoins des plus imprévoyants et des plus nécessiteux.

Les monnaies d'or et d'argent étaient complétement inconnues des chrétiens des réductions; et peut-être ont-ils, en grande partie, dû la possibilité de fonder quelques établissements durables à l'absence des mines d'or et d'argent dans le territoire. Il est vraisemblable que, si les Espagnols eussent senti de l'or dans ces contrées, les défenses du roi auraient été insuffisantes pour les empêcher de les envahir. J'ai dit que l'entrée des réductions était interdite aux étrangers, dont on redoutait le mauvais exemple : cependant, comme il était nécessaire de tirer parti de certains produits de l'agriculture, de la chasse, etc., chaque année on avait coutume d'envoyer à Buenos-Ayres ou à Santa-Fé les marchandises dont on pouvait disposer, et qui consistaient en coton, peaux, miel, fruits, tabac, mathé (1), etc. Ces richesses étaient confiées à des hommes sûrs qui allaient les vendre, et qui en employaient le produit, partie à payer la capitation au

(1) Le mathé, ou herbe du Paraguay, est une plante dont on prend l'infusion à peu près comme celle du thé. On en fait une consommation considérable dans presque toute l'Amérique espagnole.

trésor royal, partie à acheter des instruments de mécanique ou d'agriculture pour le besoin de la colonie.

Pendant ce voyage des délégués de la communauté, leurs terres étaient cultivées par leurs voisins avec autant de soin que par eux-mêmes, et, à leur retour, ils trouvaient tout chez eux dans le même ordre que quand ils étaient partis.

J'ai déjà parlé de l'imprévoyance des Indiens et de la difficulté qu'on éprouvait de les astreindre à un travail assidu. Ces deux défauts étaient plus que suffisants pour que, chaque année, un grand nombre de ces pauvres gens fût exposé à manquer du nécessaire, soit qu'il eût négligé de semer ou de récolter, soit qu'il eût peu ménagé ses provisions. On prenait beaucoup de précautions pour éviter les funestes conséquences qui auraient pu résulter de ces défauts. Ainsi quand on avait avancé à un Indien le grain nécessaire pour faire sa semaille, on exigeait rigoureusement qu'après la récolte il restituât ce qu'il devait à la communauté. Sans cette précaution, peut-être aurait-on été réduit à n'avoir plus de quoi ensemencer les terres.

Cette négligence avait également forcé de leur retirer la propriété des bœufs dont ils se servaient pour le labourage. Il leur arrivait quelquefois de les laisser périr, faute d'une nourriture suffisante; d'autres fois ils les laissaient, par paresse, attachés au joug pendant des mois entiers, jusqu'à ce que la fatigue et la privation de sommeil les eussent fait périr. Il arriva même plus d'une fois qu'un Indien revenait des champs, après avoir tué l'un de ses bœufs pour satisfaire sa faim du moment. Le remède le plus efficace qu'on trouvât à ces défauts fut de leur prêter les bœufs dont ils avaient besoin et de les obliger à les ramener en bon état.

Outre ces précautions contre les négligences ou l'imprévoyance des Indiens, on avait établi des inspecteurs, pris parmi les plus dévoués et les plus intelligents d'entre eux. La fonction de ces inspecteurs était de veiller à ce que chacun ménageât tellement l'emploi de ses provisions, qu'il en eût pour jusqu'à la prochaine récolte. Ils leur donnaient des conseils sur l'économie domestique, et avaient même le droit d'imposer des punitions à ceux qui négligeaient de se conformer à leur avis.

Tous ces moyens, comme on pense bien, prévenaient bien des maux, mais n'empêchaient pas que, tous les ans, un grand nombre d'Indiens se trouvât dans la détresse. Or, que le fait vînt de leur faute ou d'un malheur imprévu, il n'en fallait pas moins y remédier.

Au lieu de condamner à la mendicité, et d'exposer ainsi à des habitudes de paresse des malheureux qui n'y étaient déjà que trop enclins, on avait réservé, sur les terres de la réduction, une portion considérable destinée à subvenir aux besoins des nécessiteux.

Ce terrain, appelé *tupambaë* (propriété de Dieu), était cultivé par les enfants âgés de moins de quinze ans, qui n'étaient pas employés dans les ateliers ni dans les écoles. Chaque matin, les petits ouvriers du *tupambaë* se réunissaient à l'église et partaient ensemble pour le travail, sous la direction de quelques Indiens intelligents et laborieux, après avoir fait la prière en commun et entendu la messe. Ils revenaient le soir, deux heures avant le coucher du soleil, pour assister à la prière et au catéchisme; après quoi chacun d'eux recevait pour son souper un morceau de pain et de la viande qu'il allait manger auprès de sa famille.

Tous les produits du *tupambaë*, coton, fruits, grains, légumes, etc., étaient portés dans les greniers publics. C'était la part des infirmes, des vieillards, des veuves, des orphelins, des malades et des pauvres. Ce fonds commun servait, en outre, à nourrir ceux que leurs emplois empêchaient de se livrer à la culture de la terre, et les familles de ceux qui étaient envoyés en mission pour la communauté ou bien le service du roi d'Espagne.

Ainsi, le premier usage que l'enfant apprenait à faire de ses forces physiques, était en même temps un acte de bienfaisance envers ses frères malheureux et de reconnaissance envers les hommes utiles. Admirable institution, qui consacrait les prémices du travail de l'enfance au soulagement des

malheureux ! Quelle école de charité pratique ! Quel lien d'amour et de reconnaissance ne devait-elle pas établir entre tous les membres de la société !

Devant de tels faits, que deviennent les rêveries de certains économistes modernes, qui, eux aussi, ont prêché l'égalité absolue et la communauté des biens? Qu'ils sont pâles et chétifs, ces prétendus *radicaux* philanthropes, qui veulent enserrer les peuples entre des bourreaux et des gendarmes, comme dans une ceinture de fer, pour les forcer, disent-ils, à être heureux! Le nom de Dieu ne touche leurs lèvres que quand ils blasphèment; et ils ne parlent de la religion que pour la maudire ou la mépriser. Voilà pourquoi leurs plans sont vains et stériles; voilà pourquoi le mépris des hommes honnêtes et la risée publique sont les seuls fruits qu'ils aient encore retirés de leurs projets insensés. La charité est absente de leur cœur, et ils l'éteignent avec soin dans le cœur de leurs adeptes. Ils y déposent les vices qui font le malheur des familles et la dest uction des empires; et ils s'étonnent après cela que leurs adeptes soient peu nombreux, désunis, et indisciplinables comme les brutes dont ils leur ont inculqué les penchants ! Aveugles, qui conduisez d'autres aveugles, ne savez-vous pas que l'Europe actuelle est fille de l'Évangile, et que hors de l'œuf où a été réchauffé son germe il n'y a plus, pour elle, que le vide et le néant ? Or, l'Évangile a dit : « Cherchez premièrement le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît. » Ayez l'histoire du Paraguay devant les yeux, et dites-nous si la constitution que vous tenez en réserve, pour le bonheur des générations futures, produira de meilleurs résultats que n'a fait ce simple mot jeté au milieu de troupes de sauvages : charité ? Sachez qu'on ne *force* pas les peuples, et que les communautés de biens n'ont jamais pu s'établir, jusqu'à présent, qu'à la condition de la communauté de croyances et du libre choix de ceux qui en ont fait partie; car la communauté de biens suppose la communauté de maux, à laquelle vous ne pensez pas, et pour vouloir la communauté de maux il faut être chrétien, et non pas simplement philosophe... Mais il est temps de revenir à notre sujet.

Chasse. — Les bœufs sauvages, les cerfs, dont on trouve plusieurs espèces, la vigogne, le guanaco, et d'autres animaux dont la chair est bonne à manger, étaient fort abondants dans le territoire des missions, et fournissaient aux Indiens une portion considérable de leur nourriture. Les flèches et le laço étaient les armes principales dont ils se servaient à la chasse, et leur dextérité à se servir de ces instruments était vraiment remarquable. Il est rare qu'un Indien manque un oiseau au vol ; et les bœufs, les cerfs et même quelquefois les tigres sont arrêtés par le laço avec une facilité merveilleuse.

Organisation militaire. — Ces mêmes armes leur servaient également à la guerre ; mais les jésuites y avaient ajouté l'usage des piques, des épées et des armes à feu. Chaque réduction contenait plusieurs compagnies de soldats, cavaliers et fantassins, qu'on exerçait, chaque semaine, au maniement des armes, à la discipline et aux évolutions militaires. Il est arrivé souvent que ces soldats, dressés par des prêtres, ont vaincu des forces supérieures en nombre, et qu'on aurait cru capables de les culbuter dès la première attaque. Non-seulement les Indiens sauvages avaient appris à les redouter; mais encore il est arrivé que les Paulistes et même les Portugais firent, à leurs dépens, l'expérience de leur habilité et de leur courage.

Il n'y avait que les soldats qui eussent le droit de se servir de ces armes, et on ne les leur confiait qu'en temps de guerre. En temps de paix, elles étaient renfermées dans l'arsenal public, aussitôt après les manœuvres, et des officiers spéciaux étaient chargés de les garder et de les entretenir.

Amour et respect que les Indiens témoignaient pour les missionnaires. — Les auteurs s'accordent, en général, à reconnaître que les missionnaires étaient devenus, de la part de leurs néophytes, l'objet d'une vénération et d'un amour vraiment filial. Dès qu'on apprenait, dans une réduction, que des missionnaires nouveaux étaient arrivés d Espagne à Buenos-Ayres, on se disputait l'honneur d'aller les chercher et de

leur servir de guides. L'arrivée des nouveaux pères était célébrée par les bourgades comme une fête publique ; et les vieillards entretenaient ces sentiments dans le cœur de la jeunesse, en lui représentant sans cesse l'état misérable et barbare des Indiens des réductions, avant qu'ils fussent arrivés à jouir des premiers bienfaits de la civilisation chrétienne. Il n'est pas jusqu'aux Indiens restés sauvages, qui n'aient aussi été touchés des procédés des missionnaires envers ceux qui ont consenti à les suivre. Ils savaient, en général, que, quand un missionnaire allait parmi eux, ce n'était nullement dans l'intention de leur faire du mal ; et, dans les derniers temps, il était rare qu'il fût mal accueilli de ceux qui avaient entendu parler des réductions, ou qui les avaient visitées.

Il semblerait que de tels travaux, suivis de tels résultats, auraient dû mettre les jésuites du Paraguay à l'abri des attaques de la calomnie et de la haine : il n'en fut point ainsi. Avant d'entreprendre, devant des lecteurs français, la justification de ces pères, nous sentons le besoin d'affirmer que l'opinion que nous exprimons ici nous a été dictée par les faits et nullement par une prévention aveugle. Si c'était ici le lieu de juger l'ordre célèbre des jésuites, nous dirions que nous sommes loin d'approuver la conduite de tous ses membres, et peut-être aurions-nous des reproches assez graves à adresser à quelques-uns d'entre eux ; mais nous croyons que, lorsqu'il est question d'un fait spécial, pour l'ordre des jésuites, comme pour toutes les corporations civiles ou religieuses, les fautes sont personnelles et ne sauraient, en aucun cas, retomber sur ceux qui ne les ont pas commises. Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, qu'il n'est ici question que des jésuites du Paraguay. Au reste, si quelque doute s'élevait sur notre véracité dans l'esprit de nos lecteurs, nous les prions de vouloir bien consulter les différents auteurs qui ont écrit l'histoire de l'administration des jésuites dans les réductions de l'Amérique méridionale. Ils verront là, à n'en pouvoir douter, que nous n'avons rien exagéré des bienfaits répandus par ces missionnaires sur les peuples qu'ils ont convertis. Ils verront surtout que ceux mêmes qui ont montré contre eux les préventions les plus défavorables, n'ont osé nier les faits que nous avons cités, et que leurs accusations portent uniquement sur des suppositions dénuées de preuves et même de vraisemblance. Nous citerons, entre autres, les auteurs anglais et protestants de l'Histoire Universelle : ces auteurs n'hésitent pas à qualifier d'admirable l'organisation civile et religieuse des réductions ; ils ne tâchent même pas d'affaiblir la valeur des travaux des missionnaires. Ils vantent les mœurs des Indiens convertis, comme un modèle à proposer aux nations chrétiennes ; on croirait que leur admiration et leur reconnaissance pour les hommes qui ont obtenu des résultats que tous les autres ont vainement cherchés, va être entière et sans arrière-pensée ; point du tout : suivant eux, les jésuites ne paraissent avoir été guidés que par une ambition démesurée. On pourrait demander si, de bonne foi, les jésuites qui ont converti, au prix de tant de dangers et de tant de peines, les sauvages du Nouveau-Monde, et qui sont morts loin de leur famille et de leur patrie, souvent victimes de leur zèle, et égorgés par des peuples barbares ; on pourrait demander, disons-nous, si ces hommes n'avaient pas lieu d'espérer un sort plus doux, une vie plus agréable, en jouissant, au milieu de la société européenne, des avantages que pouvaient leur procurer leurs talents supérieurs et leurs connaissances dont personne ne conteste la solidité ni l'étendue. Mais devant quelle invraisemblance peut reculer la haine ou la prévention !

D'autres auteurs ont reproché aux missionnaires du Paraguay d'avoir accoutumé les Indiens à l'obéissance, et de les avoir ainsi préparés au joug du despote qui, pendant vingt-cinq ans, les a tenus asservis. Nous demanderons s'il eût mieux valu laisser les Espagnols les réduire en esclavage et les condamner à périr dans les mines, comme cela est arrivé dans tous les pays autres que les réductions. Peut-être aussi aurait-on dû, suivant ces auteurs, déclarer aux Indiens qu'ils étaient libres et égaux devant

la loi, leur donner une charte comme celle de 1814 ou de 1830, ou une déclaration des droits comme celle de 1789, ou une constitution calquée sur le chef-d'œuvre anglo-américain. Peut-être aurait-on dû laisser la prévoyance sociale et la direction des affaires à des gens qui, comme les Guaranis, tuaient un bœuf pour le dîner de deux personnes, et qui ne pouvaient seulement prévoir qu'en mangeant le matin toutes les provisions de la journée, c'était s'exposer en même temps à une indigestion et à n'avoir rien pour le souper.

Ce n'est pas là notre avis; et nous pensons qu'en se chargeant de la direction suprême de ces sociétés d'enfants, les jésuites faisaient preuve d'intelligence, et remplissaient un devoir sacré. Et, d'ailleurs, qu'était-ce que ce despotisme qu'on reproche aux curés des bourgades? Nous les voyons sans cesse s'occuper de prévoir pour leurs administrés, et laisser l'administration de détail à des fonctionnaires élus par les administrés eux-mêmes. Nous voyons que, dans les premiers temps, les régidors étaient pris exclusivement parmi les Espagnols, qui avaient la confiance des pères, mais que, dès qu'il y eut des Indiens capables de remplir ces fonctions, elles leur furent constamment dévolues; il y avait donc intention d'élever peu à peu les Indiens aux emplois même les plus éminents de la vie civile, à mesure que leur intelligence se serait développée.

Les jésuites, dit-on, étaient si jaloux de leur autorité au Paraguay, qu'ils en interdisaient l'entrée à tous les Européens, et prenaient toutes les précautions imaginables pour empêcher que leurs néophytes se missent en contact avec les étrangers! Nous ne concevons pas un tel reproche de la part d'hommes raisonnables. Eh quoi! quand on avait pris tant de peine pour faire oublier à ces pauvres gens l'ivrognerie, la débauche, la paresse, et enfin tous les vices de la vie sauvage, fallait-il les envoyer à l'école des Européens ivrognes, débauchés et paresseux? Les jésuites étaient trop intelligents pour commettre une telle faute; ils avaient remarqué d'ailleurs que la conversion et la moralisation des Indiens des villes étaient beaucoup plus difficiles et moins durables que celles des sauvages les plus isolés. Du reste, il est un fait qui répond, selon moi, à tout ce qu'on a avancé contre les jésuites du Paraguay : que sont devenus, je le demande, les Indiens que les missionnaires laissèrent dans les réductions lorsqu'ils en furent chassés? Sans aucun doute ils devaient, une fois délivrés de l'administration tyrannique et absurde des pères, entrer dans une voie de prospérité dont rien n'arrêterait désormais l'essor; l'union, la concorde, les bonnes mœurs, devaient chaque jour prendre un nouvel empire; car les jésuites tenaient, dit-on, tout sous leur *éteignoir*; les progrès de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, devaient témoigner de l'intelligence, du dévouement, de la bonne gestion des successeurs des missionnaires. Qu'en est-il?.... En moins de cinquante ans, les neuf dixièmes des pauvres Indiens, réunis avec tant de peine, sont morts de misère et de fatigue, ou, dans la crainte du fouet et des exactions de leurs nouveaux maîtres, se sont enfuis au fond de leurs forêts sauvages (1).

Les jésuites, sans répandre de sang, attiraient, du fond des bois, les sauvages au christianisme et à la vie civilisée; leurs successeurs ont repoussé des chrétiens de la vie civilisée à la vie sauvage.

De quelle aveugle prévention ne faut-il pas être frappé pour ne pas voir de tels résultats! Il est évident, pour tout homme de bonne foi, que les jésuites du Paraguay ont été jugés sous l'influence de la haine à laquelle leur ordre a été en butte dans certaines parties de l'Europe, et particulièrement en France, depuis la dernière moitié du siècle dernier. Je déclare que, comme tant d'autres, j'ai nourri une grande haine contre cet institut célèbre; l'histoire de ses

(1) Des rélevés officiels ont constaté qu'en 1821 il n'existait plus que trois mille Indiens de trente mille que les pères avaient laissés dans les missions d'Entre-Rios lors de leur expulsion.

Le nombre des bestiaux avait décru dans la même proportion.

travaux au Paraguay m'a presque réconcilié avec lui.

Je ne terminerai pas ce plaidoyer en faveur des civilisateurs du Paraguay, sans mettre sous les yeux du lecteur le passage suivant, tracé par la plume éloquente de De Maistre.

« Quelque philosophe a-t-il jamais imaginé de quitter sa patrie et ses plaisirs pour » s'en aller dans les forêts à la chasse des » sauvages, les dégoûter de tous les vices » de la barbarie et leur donner une morale?.... Ce sont eux, cependant, ce » sont les missionnaires qui ont opéré cette » merveille si fort au dessus des forces et » même de la volonté humaine. Eux seuls » ont parcouru, d'une extrémité à l'autre, » le vaste continent de l'Amérique pour y » créer des hommes. Eux seuls ont fait ce » que la politique n'avait pas seulement osé » imaginer. Mais rien dans ce genre n'égale » les missions du Paraguay : c'est là que l'on » a vu, d'une manière plus marquée, l'autorité et la puissance exclusive de la religion » pour la civilisation des hommes. On a vanté ce prodige, mais pas assez : l'esprit du » dix-huitième siècle et un autre esprit, son » complice, ont eu la force d'étouffer, en » partie, la voix de la justice et même celle » de l'admiration. Un jour peut-être (car » on peut espérer que ces grands et nobles « travaux seront repris), au sein d'une ville » opulente assise sur une antique *savanne*, » le père de ces missionnaires aura une statue. On lira sur le piédestal :

» A L'OSIRIS CHRÉTIEN
» dont les envoyés ont parcouru la terre
» pour arracher les hommes à la misère,
» à l'abrutissement et à la férocité,
» en leur enseignant l'agriculture,
» en leur donnant des lois,
» en leur apprenant à connaître et à servir Dieu;
» apprivoisant ainsi le malheureux sauvage,
» NON PAR LA PUISSANCE DES ARMES,
» dont ils n'eurent jamais besoin,
» mais par la douce persuasion, les chants moraux
» ET LA PUISSANCE DES HYMNES,
» en sorte qu'on les crut des anges (1). »

Ce n'est pas à dire qu'il faille prendre à la lettre les descriptions que quelques historiens nous ont tracées du Paraguay. Il semblerait à entendre ces auteurs, que les jésuites eus-

(1) Si l'on m'objectait que le jugement du *catholique* de Maistre est suspect en pareille matière, j'en pourrais appeler au témoignage d'auteurs que personne, j'imagine, n'accusera de prévention religieuse :

« Le Paraguay, dit Montesquieu, peut nous » fournir un exemple de ces institutions singulières, » faites pour élever les peuples à la vertu. On a voulu » en faire un crime à la Société (des jésuites). Il est » glorieux pour elle d'avoir été la première qui ait » montré, dans ces contrées, l'idée de la religion » jointe à celle de l'humanité. En réparant les dévastations des Espagnols, elle a commencé à guérir » une des plus grandes plaies qu'ait encore reçues le » genre humain. Un sentiment exquis pour tout ce » qu'on appelle honneur, et son zèle pour la religion lui ont fait entreprendre de grandes choses » elle y a réussi (*De l'Esprit des Lois*, chap. VI).

Haller s'exprime ainsi sur le même sujet : « Les » ennemis de la Société dépriment ses meilleures » institutions. On l'accuse d'une ambition démesurée en la voyant former une espèce d'empire dans » des climats éloignés; mais quel projet est plus » beau et plus avantageux à l'humanité, que de ramasser des peuples dispersés dans les forêts de l'Amérique, et de les tirer de l'état sauvage, qui est » un état malheureux; d'empêcher leurs guerres » cruelles et destructives, de les éclairer des lumières » de la vraie religion, de les réunir dans une société » qui représente l'âge d'or par l'égalité des citoyens » et la communauté des biens? N'est-ce pas s'ériger » en législateur pour le bonheur des hommes? Une » ambition qui produit tant de biens est une passion louable. Aucune vertu n'arrive à cette pureté » qu'on veut exiger; les passions ne la déparent » point si elles servent de moyen pour obtenir le » bonheur public... etc. » (*Traité sur divers sujets intéressants de politique et de morale*, parag. 3.)

Voici ce que dit le matérialiste Buffon : Les » missions ont formé plus d'hommes dans les nations barbares que les armées victorieuses des » princes qui les ont subjuguées. Le Paraguay n'a été » conquis que de cette façon. La douceur, le bon » exemple, la charité et l'exercice de la vertu constamment pratiquée par les missionnaires, ont » touché les sauvages, et vaincu leur défiance et leur » férocité. Ils sont venus souvent d'eux-mêmes demander à connaître la loi qui rendait les hommes » si parfaits; ils se sont soumis à cette loi, et se sont » réunis en société. Rien ne fait plus d'honneur à la » religion que d'avoir civilisé ces nations et jeté les » fondements d'un empire, sans autres armes que » celles de la vertu. » (*Discours sur les variétés de l'espèce humaine.*)

Je pourrais citer bien des auteurs encore; je me contenterai d'extraire le passage suivant de l'astro-

sent fondé un puissant empire. Ce sont là des exagérations qui ont donné lieu aux critiques outrées des ennemis des pères. Ce que j'ai dit de l'histoire des missions montre plutôt les premiers développements de la civilisation chrétienne qu'un résultat définitif. Ce qu'il y a à admirer, c'est la transformation des sentiments des Indiens bien plus que leurs progrès dans les arts et dans les sciences; c'est *l'esprit* des institutions bien plus que les résultats atteints.

Avant de raconter comment eut lieu la destruction des missions des jésuites, jetons un coup d'œil rapide sur les événements principaux qui eurent quelque influence sur la fondation et la conservation de ces établissements.

Depuis le temps de la découverte, le Paraguay, la Banda-Orientale et le Rio-de-la-Plata avaient été régis par un seul gouverneur dépendant du vice-roi du Pérou; ce ne fut qu'en 1620 que le Paraguay reçut un gouverneur particulier. Cet état de choses dura jusqu'en 1778, époque à laquelle la province de Buenos-Ayres fut érigée en vice-royauté, ayant dans sa juridiction le Paraguay, la Banda-Orientale, le Tucuman, le Buenos-Ayres et le Haut-Pérou (actuellement république de Bolivia).

L'établissement des réductions n'avait pas eu lieu, comme on le pense bien, sans éprouver de grands et fréquents obstacles. Outre les agressions des Paulistes, dont nous avons parlé plus haut, et qui désolaient, de temps à autre, les bourgades qui se laissaient surprendre, les néophytes eurent à repousser par la force diverses attaques des Indiens et des Portuguais. Les Espagnols eux-mêmes ne furent pas les ennemis les moins redoutables qu'eurent à vaincre les pères: la plupart de ceux qui étaient venus s'établir sur les rives de la Plata étaient des aventuriers avides d'honneurs et de richesses, qui ne voyaient qu'avec jalousie une partie de ce qu'ils considéraient comme leur domaine soustraite à leur avidité par la persévérance et la fermeté des jésuites. Ils avaient donc, à différentes époques, excité la susceptibilité de la cour d'Espagne contre les établissements des missionnaires; et à force de les présenter, contre toute vraisemblance, comme tendant à s'affranchir de la domination de la métropole, ils avaient réussi à les rendre suspects. Cependant les jésuites, deux fois dépossédés par les gouverneurs espagnols, avaient réussi à rentrer dans les missions, quand une nouvelle occasion se présenta de faire revivre la haine que la cour nourrissait contre eux.

L'Espagne et le Portugal n'avaient presque jamais cessé d'être en guerre, à l'occasion des limites de leurs possessions de l'Amérique du Sud, quand intervint le traité de 1750, qui devait enfin terminer les hostilités. Il était stipulé par ce traité que les Portugais posséderaient le territoire des sept réductions situées sur la rive gauche de l'U-

nome LALANDE. Lalande! qui a écrit *qu'avec son télescope il voyait au ciel qu'il n'y a pas de Dieu*........
« Le nom de jésuite intéresse mon cœur, mon esprit et ma reconnaissance. On a beaucoup parlé de leur établissement dans le Nord, ce n'est qu'une chimère; mais elle a rappelé tous mes regrets sur l'aveuglement des gens en place en 1762. Non, l'espèce humaine a perdu pour toujours, et ne recouvrera jamais, cette réunion précieuse et étonnante de vingt mille sujets, occupés sans relâche et sans intérêt, de l'instruction, de la prédication, des missions, des conciliations, des secours aux mourants; c'est-à-dire des fonctions les plus chères et les plus utiles à l'humanité.

» La retraite, la frugalité, le renoncement aux plaisirs, faisaient de cette société le plus admirable assemblage de science et de vertu. Je les ai vus de près: *c'était un peuple de héros pour la religion et l'humanité.* La religion leur donnait des moyens que la philosophie ne fournit pas..... Parmi les calomnies absurdes que la rage des protestants et des jansénistes exhala contre eux, je remarquai *La Chalotais*, qui porta l'ignorance ou l'aveuglement jusqu'à dire, dans son réquisitoire, que les jésuites n'avaient pas produit de mathématiciens. Je faisais alors la table de mon astronomie; j'y mis un article sur les jésuites astronomes: le nombre m'étonna. J'eus occasion de voir La Chalotais, le 20 octobre 1773; je lui reprochai son injustice; il en convint.... mais les jésuites étaient perdus depuis long-temps. Deux ministres, Carvalho et Choiseul, ont détruit sans retour le plus bel ouvrage des hommes (les missions du Paraguay), dont aucun établissement sublunaire n'approchera jamais; l'objet éternel de mon admiration, de ma reconnaissance et de mes regrets. »

Indios de las Pampas, trajes modernos.

Pl. 25.



Lemaitre del. — Lerouge Sculp.

INDIENS DES PAMPAS (Costumes Modernes.)

AMERIQUE.

ruguay. Les missionnaires devaient quitter ce pays, et emmener avec eux leurs néophytes. Cette convention excita de vives réclamations de leur part ; et, dans un mémoire qu'ils adressèrent, à ce sujet, au roi d'Espagne, ils représentaient à ce monarque la perte que ferait la couronne d'Espagne en abandonnant un terrain défriché avec tant de peines et couvert maintenant de nombreuses plantations. Ils insistaient sur le désespoir des Indiens qui, depuis cent trente ans, étaient en possession de ce territoire, et qui se trouveraient, par le fait de la convention, obligés d'aller dans des lieux incultes recommencer leurs travaux de défrichement. Ces observations ne furent pas écoutées, et l'on signifia aux Jésuites qu'ils eussent à se conformer aux clauses du traité. Ils persistèrent dans leurs représentations, et la discussion se termina enfin par une véritable querelle. Des troupes furent dirigées contre les habitants des réductions, qui se disposèrent, de leur côté, à repousser la force par la force. Quoique les Indiens eussent contre eux en même temps les Portuguais et les Espagnols, ils ne laissèrent pas de courir aux armes, et quelques-uns des pères eux-mêmes dirigèrent, dit-on, la guerre avec tant de prudence et de valeur qu'ils s'acquirent une grande réputation. Sur ces entrefaites, la mort du roi Ferdinand laissa le trône à Charles III, qui crut devoir terminer la querelle en annulant le traité de 1750, et en laissant les Jésuites en possession du territoire qu'ils réclamaient. Cette décision fut le signal de la reprise des hostilités entre l'Espagne et le Portugal.

C'était alors le temps où les attaques des philosophes et des hérétiques Jansénistes contre la compagnie de Jésus étaient dans toute leur violence. Les accusations les plus graves avaient été portées non-seulement contre les individus, mais contre les doctrines de cette institution célèbre, et elles avaient eu pour résultat de faire chasser les Jésuites, successivement, du Portugal, de la France, de l'Espagne et de l'Autriche. Le ministre portugais Carvalho, marquis de Pombal, et Choiseul, aidé de madame de Pompadour, furent les deux principaux auteurs de cette expulsion. On pense bien que les ennemis des pères, tant en Europe qu'en Amérique, n'eurent garde de négliger une telle occasion : ils les accusèrent hautement d'exciter les Indiens des colonies espagnoles et portugaises à se révolter contre les Européens ; c'étaient eux, disaient-ils en outre, qui fomentaient la discorde entre les deux nations, dans la crainte où ils étaient que l'Espagne voulût de nouveau acheter la paix au prix de quelques-unes de leurs possessions. Le gouverneur ayant fait connaître au roi ces accusations et les craintes qu'il éprouvait à cet égard, celui-ci ordonna, par un édit du 2 janvier 1767, que les Jésuites fussent chassés des trois provinces de Tucuman, du Paraguay et du Rio-de-la-Plata. Une clause spéciale prononçait la confiscation de toutes les propriétés des pères. Ce décret reçut son exécution sans résistance, soit que les Jésuites ne voulussent pas se révolter, soit qu'ils n'aient pas eu le temps ou les moyens de se préparer à la guerre, soit enfin qu'ils crussent de leur devoir d'obéir sans murmures aux ordres de leur souverain. Ils furent tous reconduits en Europe sur des vaisseaux de l'État. Dès lors ceux qui, depuis tant d'années, convoitaient en vain les richesses du Paraguay pénétrèrent dans cette province comme en pays conquis, bien résolus de se dédommager de leur longue attente.

Administration des Espagnols. — Bientôt une administration fut installée, en tout semblable à celles qui exploitaient les autres colonies de l'Espagne ; et les Indiens, depuis si long-temps accoutumés à la direction paternelle des jésuites, furent contraints de plier la tête sous le joug de leurs oppresseurs. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit ailleurs sur la dureté des Espagnols envers les malheureux indigènes ; on sait que partout le désir du lucre engendre la même sécheresse du cœur et le même oubli des devoirs de l'humanité. On devine également que les résultats durent être ici les mêmes que ceux que nous avons observés dans les autres provinces, c'est-à-dire que la population indigène, qui, sous l'administration des jésuites, avait suivi un mouve-

ment constamment ascensionnel, ne tarda pas à décroître d'une manière sensible; et quelques années suffirent pour que le nombre des Indiens fût diminué de moitié. Nous verrons plus bas qu'après quarante ans à peine en restait-il un dixième.

Cet état de choses dura pendant toute la fin du dix-huitième siècle et les premières années du dix-neuvième; alors commença pour le Paraguay une ère nouvelle, non moins exceptionnelle au milieu de l'anarchie qui agitait les provinces environnantes, que ne l'avait été l'administration des jésuites pendant la domination des aventuriers espagnols. Avant d'entamer l'histoire de cette période, je dois avertir le lecteur que les documents sur l'état intérieur actuel du Paraguay sont extrêmement rares; la plupart de ceux qui ont été publiés sont écrits d'un point de vue qui permet difficilement d'apercevoir le but que s'est réellement proposé l'homme étonnant qui pendant vingt-cinq ans l'a tenu sous sa main de fer.

On ne doit donc accueillir qu'avec une extrême réserve les jugements qui ont été portés jusqu'à ce jour sur l'administration de cette contrée depuis l'époque de son insurrection contre l'Espagne.

Révolution. Le docteur Francia.— Le mouvement insurrectionnel de Buenos-Ayres n'avait pas encore pénétré jusque dans les populations du Paraguay, qui n'avaient aucune plainte à former contre leur gouverneur, Bernardo de Vélasco, homme dont on vantait la piété, l'humanité et la justice. La junte de Buenos-Ayres, sentant de quelle importance il était pour elie de gagner à la cause des insurgés un pays qui pouvait leur faire beaucoup de mal, en soutenant les tentatives de l'Espagne, envoya le général Belgrano à la tête de quelques troupes, dans le dessein de provoquer un soulèvement. Les Paraguayens, informés de cette tentative, bien loin de sympathiser avec les Buenos-Ayriens, coururent aux armes pour les repousser. Ils les rencontrèrent à quinze lieues de l'Assomption, et remportèrent sur eux une victoire qui les contraignit à sortir de la province.

On était alors en 1810. Un an s'était à peine écoulé que les idées d'indépendance, habilement semées par Belgrano sur son passage, commencèrent à germer dans les têtes d'un grand nombre de créoles. Le 14 mai 1811 ils s'assemblent en tumulte, déposent le gouverneur, et convoquent une junte composée d'un président, d'un sécretaire et de deux assesseurs.

Le sécretaire de la junte était Francia, homme d'un esprit vif et droit, d'un caractère ferme et résolu, que nous allons voir bientôt s'emparer du pouvoir suprême. Né à l'Assomption en 1757, d'une créole et d'un père français, il avait été élevé par les Franciscains, sous lesquels il avait obtenu le grade de docteur en théologie, il s'était fait ensuite recevoir avocat et avait exercé cette profession avec honneur et intégrité. On s'accorde, en général, à louer le désintéressement qu'il mit à se faire le défenseur des opprimés, le protecteur des faibles contre les forts. Ces qualités, jointes à un désintéressement qui ne se démentit pas même au jour de sa puissance, sont les seules à peu près que les auteurs lui accordent avant son entrée dans la carrière politique. Il était, disent-ils, impie, hypocrite, libertin et joueur.

Apeine fut-il élu membre de la junte qu'on put prévoir sa prochaine domination. Les collègues qu'on lui avait adjoints étaient des hommes incapables, livrés à une vie indolente ou dissipée, négligeant les affaires publiques pour leurs plaisirs, et sans aucune fermeté de caractère. Francia, qui dès lors méditait peut-être les plans qu'il réalisa plus tard, n'eut donc, pour se rendre indispensable, qu'à faire preuve de l'activité qui le distinguait, et finit par s'emparer de la direction des affaires. Ce premier point gagné, il ne restait plus qu'à légitimer le pouvoir de fait : il se mit donc à se plaindre auprès de la junte et des personnes influentes, de l'espèce de provisoire dans lequel on vivait. Il fallait, disait-il, discuter sérieusement la meilleure forme de gouvernement dans les circonstances actuelles, et constituer un pouvoir définitif; or une assemblée des délégués du peuple était seule compétente pour

arriver à ce but, etc.... La junte le crut, convoqua un congrès qui tint ses séances à l'Assomption, et décréta que le gouvernement serait républicain, et que le pouvoir exécutif serait confié à deux consuls dont les fonctions dureraient un an. Francia obtint sans peine d'être nommé premier consul ; Yégros, l'ancien président de la junte, fut le second ; mais sa nullité laissait son collègue seul chef du gouvernement. Le premier soin de celui-ci fut d'abord de rendre de moins en moins faciles les communications avec les provinces voisines, alors en insurrection permanente ; puis il s'attacha à apporter dans l'administration des réformes généralement désirées. Par ces moyens combinés il obtint une telle popularité, qu'à l'expiration de ses fonctions les députés des provinces modifièrent à son profit la forme du gouvernement et lui conférèrent la dictature pour trois années. C'était beaucoup ; mais là ne se bornait pas l'ambition de Francia : soit qu'il n'eût, comme quelques-uns l'ont avancé, que l'unique but de se perpétuer au pouvoir, soit, comme d'autres l'ont dit, qu'il sentît l'urgence d'une direction ferme et énergique pour suppléer à l'ignorance de la multitude et dompter les passions grossières du peuple qu'il avait à gouverner, il se fit, à l'expiration de son mandat, conférer la dictature à vie. Dès lors rien ne s'opposait plus à ses desseins.

Son premier soin fut de se concilier la bienveillance de l'armée, dans l'organisation de laquelle il apporta d'importantes améliorations. Il modifia les corps existants, en créa de nouveaux, et, par le soin qu'il mit à vivre presque continuellement au milieu des soldats, il ne tarda pas à compter parmi eux autant d'hommes dévoués que d'individus. Ces mesures prises, il eut entre les mains un instrument sûr, à l'aide duquel il put commencer l'exécution du système d'isolement qu'il avait long-temps médité. Des forts furent construits sur les limites du territoire, et la garde en fut confiée aux troupes qui avaient donné au dictateur les gages les plus certains de leur obéissance et de leur dévouement sans bornes. Elles avaient pour mission non-seulement de repousser les attaques à main armée, mais d'interdire l'entrée du pays à tous les étrangers. Ceux d'entre ces derniers qui tenteraient de franchir le passage ou qui seraient arrêtés sur le territoire, devaient être retenus prisonniers. Les mêmes mesures prohibitives furent également appliquées aux bâtiments de guerre ou de commerce qui voudraient remonter les fleuves au-delà des limites du Paraguay. Les habitants, de leur côté, avaient reçu la défense expresse de sortir du territoire sous quelque prétexte que ce fût, à moins d'en avoir obtenu la permission du dictateur lui-même.

Toutes ces précautions ne pouvaient avoir et n'avaient en effet d'autre but que de faire du pays une sorte d'île inaccessible aux idées qui bouleversaient les provinces environnantes. En cela le dictateur fit preuve de beaucoup d'habileté et de beaucoup de sagesse. Entouré comme il l'était par des États en fermentation permanente, le Paraguay, s'il eût eu avec eux des communications faciles, n'aurait pas tardé à se laisser gagner par leur exemple et, comme eux, aurait été bientôt en proie à la guerre civile et à l'anarchie. En outre, l'introduction des étrangers dans ce pays, qui jusque là n'avait pas fait de grands progrès dans les arts ni dans les sciences, aurait eu pour résultat d'exclure les habitants du commerce et de l'industrie ; car ils étaient incapables de lutter d'habileté avec les négociants et les industriels de l'Europe. Ces mesures préliminaires une fois établies, le dictateur songea à tirer du sol une partie des richesses qu'on pouvait attendre de sa fécondité. Voyant que par l'ignorance ou par la paresse des habitants une grande étendue de terrain restait inculte, et que des champs nombreux restaient stériles à cause des mauvais procédés de culture et du peu de soin qu'on mettait à approprier les plantations à la nature du sol, il défendit, sous des peines sévères, d'ensemencer ou de cultiver les terres avant qu'il n'eût prescrit le mode de culture et l'espèce de plantation qui convenaient.

Beaucoup de gens gémirent de cet acte de despotisme ; mais les résultats qu'on obtint

bientôt montrèrent à chacun de quel avantage il est pour une société d'être dirigée par un pouvoir habile et fort en même temps. Bientôt le sol changea d'aspect ; des landes stériles, des marais infects, se couvrirent de moissons et de gras pâturages ; et des troupeaux nombreux parcoururent des plaines jadis livrées aux animaux féroces ou venimeux. Des produits de première nécessité qu'on était autrefois contraint d'aller acheter aux peuples voisins furent récoltés dans le pays ; je citerai entr'autres le coton, qu'on tirait de la province de Corientes, et qui prospéra au-delà de toutes les espérances. L'abondance du coton força à établir des manufactures pour le préparer, le filer et le tisser ; ainsi prit naissance une industrie nouvelle qui affranchit le Paraguay d'un tribut considérable qu'il payait autrefois à ses voisins.

On pourrait croire que les grandes réformes auxquelles travaillait le dictateur absorbaient tous ses instants et l'empêchaient de se livrer aux travaux de détail ; il n'en n'est rien. Son infatigable activité pourvoyait à tout, et il était en même temps législateur, architecte, ingénieur et chef d'atelier. C'est lui qui promulguait les lois et qui veillait à leur exécution. C'est lui qui donnait le plan des machines et qui surveillait les ouvriers, distribuant à son gré l'éloge ou le blâme, la récompense ou le châtiment. Quelque ouvrier maladroit ne pouvait-il réussir à s'acquitter convenablement de la tâche qui lui avait été imposée, Francia le faisait venir, lui montrait la faute qu'il avait faite, et lui ordonnait de recommencer après l'avoir fait passer cinq ou six fois sous la potence en manière d'avertissement. Il était sûr après cela, disait-il, de la diligence et de l'application de l'homme.

Il établit des routes nouvelles entre les principales villes du territoire, et eut soin que les forts qu'il avait construits pussent communiquer ensemble avec toute la célérité possible. Il fonda la ville de Tevego sur le Paraguay, et rebâtit presque entièrement l'Assomption ; mais, à ce qu'il paraît, les plans de cette capitale ayant été maintes fois modifiés pendant la construction des rues et des édifices, elle est loin d'offrir la régularité que le dictateur cherchait à y établir.

Il paraît hors de doute que l'instruction au Paraguay est plus généralement répandue que dans aucun pays d'Europe. Des écoles publiques pour les enfants des deux sexes ont été fondées, et tous les habitants connaissent maintenant la lecture, l'écriture et les éléments du calcul. Il y a en outre à l'Assomption un lycée pour les études supérieures ; les élèves y sont tenus sur un pied tout-à-fait militaire.

Des peines sévères ont été portées contre l'oisiveté et la mendicité ; et le vol est puni avec tant de rigueur et de promptitude qu'on peut voyager, à ce qu'on assure, à toute heure du jour et de la nuit, sans aucun danger.

Ce sont là sans contredit des résultats admirables, quand on les compare à ce qui a été fait par les soi-disant réformateurs qui, depuis trente ans, s'arrachent les lambeaux des anciennes colonies de l'Espagne ; mais à quel prix ont-ils été obtenus ? Je n'affirmerai rien sur la sombre défiance qui peu à peu s'est, dit-on, emparée du dictateur. La torture, les supplices et la délation sont, à en croire quelques voyageurs, les seuls moyens qu'il ait mis en usage pour maintenir son autorité ; et, à leur avis, la vie des hommes n'était rien pour lui dès qu'un soupçon lui venait à l'esprit.

Sans admettre toutes les exagérations dans lesquelles me semblent être tombés quelques écrivains à ce sujet (1), je suis porté à croire qu'elles ne sont pas tout-à-fait dénuées de fondement. Je conçois que les jésuites aient pu convertir et discipliner les Indiens par le moyen de la douceur, et en se pliant jusqu'à un certain point à leurs goûts puérils ; je conçois qu'ils se soient faits petits auprès de ces hommes dont l'intelligence était petite ; mais les jésuites étaient des hommes pieux, auxquels personne n'a con-

(1) On a dit, par exemple que lorsque le dictateur parcourait l'Assomption, sa résidence habituelle, les habitants devaient rentrer chez eux, et fermer portes et fenêtres. Ce fait ne paraît pas suffisamment prouvé.

testé la simplicité de leur vie et la rigidité de leurs mœurs; et leur conduite à l'égard de leurs administrés leur était commandée par l'Évangile. Il n'en est point ainsi de Francia : tous les auteurs s'accordent à parler de son orgueil, de sa passion immodérée pour le jeu et pour les femmes, et de son mépris pour la religion, qui l'aurait contraint à combattre et à vaincre ces vices. Il n'est donc pas étonnant que les résultats que les jésuites cherchaient à obtenir par des moyens que leur dictait la charité aient été poursuivis par le dictateur avec colère; car la colère est la fille de l'orgueil, et quand l'une et l'autre possèdent le cœur de l'homme, à quels excès n'est-il pas capable de se porter! La philanthropie, cette charité des matérialistes, peut bien nous engager à faire à nos semblables le sacrifice d'une partie de notre superflu, mais jamais on ne l'a vue commander à ses adeptes l'abnégation des passions de leur chair; car elle est fille de ceux qui, disent-ils, ne croient qu'à l'existence de leur chair; et ce serait un non-sens de dire que la chair peut nier les instincts qui sont en elle-même.

Il ne serait pas impossible que Francia eût été mu par un bon sentiment quand il entreprit d'organiser son pays natal; on conçoit qu'avec une certaine portée dans l'esprit il ait apprécié à leur juste valeur les résultats de la propagation des idées qualifiées de libérales dans les anciennes colonies de l'Espagne, et que, par intérêt même pour ses concitoyens, il ait voulu les en préserver; mais on conçoit également que les résistances qu'il eut à vaincre aient à la fin enflammé sa colère, et que, dans son orgueil, il ait fini par mépriser ceux qui lui obéissaient, et détester ceux qui lui faisaient obstacle. Ainsi s'expliquerait le singulier mélange de bien et de mal dont cet homme offre l'assemblage. Mais revenons à notre sujet.

Il n'est pas étonnant que l'administration du dictateur, qui était une contradiction à tout ce qui se passait dans les provinces de la Plata, ait excité la crainte des insurgés de ces pays, à cause de l'enseignement que pouvaient en tirer les peuples. A peine le dictateur avait-il eu le temps d'organiser ses milices, qu'une armée, partie de Buenos-Ayres, marcha contre le Paraguay, dans le dessein de le conquérir à la confédération. « Cette armée, » dit M. Calcleugh, « pénétra sans obstacle très-avant dans le » pays, et elle n'était séparée de l'Assomp- » tion que de quelques journées de marche, » lorsqu'elle se trouva tout-à-coup circonve- » venue par les forces de Francia, dont, jus- » que là, elle n'avait aperçu aucun vestige. » Un trompette de l'armée du dictateur s'a- » vança vers le général des Buenos-Ayriens, » et lui déclara que l'intention de son maître » était d'éviter l'effusion du sang; que s'il » consentait à retirer ses troupes sans com- » mettre aucun acte d'hostilité il ne leur se- » rait fait aucun mal; mais que s'il s'obsti- » nait à poursuivre sa marche, les Para- » guayens sauraient bien le faire repentir » de sa témérité. » Stupéfait d'une déclaration si insolite, le général buenos-ayrien ne sut d'abord quel parti prendre : il craignait d'une part de céder à de vaines menaces, et d'un autre côté de s'exposer témérairement contre des forces dont rien ne pouvait lui faire présumer l'importance; il se détermina à battre en retraite, et rentra sur le territoire de Buenos-Ayres sans avoir recueilli d'autres fruits de son expédition.

Cette attaque à force ouverte fut la seule qu'eut à repousser Francia de la part des indépendants de la Plata; mais il eut à déjouer plusieurs complots ourdis contre son autorité et contre sa vie. La plus célèbre de ces conspirations, et celle qui fut conduite le plus près de l'exécution, fut la conspiration de 1820. Elle avait pour chef Yegros, l'ancien collègue de Francia, et un certain Valta-Varias, envoyé de Buenos-Ayres pour soulever le Paraguay en faveur des insurgés de cette province; mais l'un des conjurés ayant révélé le secret à son confesseur, celui-ci crut devoir avertir Francia. Quarante des conspirateurs, au nombre desquels était Yegros, furent immédiatement saisis, condamnés et fusillés. C'est à la suite de cette conspiration que le dictateur poussa les précautions et la défiance au point qui a soulevé l'indignation de tous les auteurs qui ont écrit

son histoire. C'est alors qu'il établit, dit-on, la torture, pour contraindre les parents et les amis à se dénoncer les uns les autres, et qu'il appliqua la peine de mort aux délits politiques avec une effrayante prodigalité. Il redoubla en même temps de précautions pour interdire l'entrée du territoire aux étrangers et resserra plus sévèrement que jamais ceux qu'il retenait avant cette époque (1). Il est juste de dire que la sévérité de ces mesures ne parut suggérée au dictateur que par la gravité des circonstances, et qu'il adoucit les rigueurs des peines à mesure que la soumission des habitants parut éloigner davantage le danger. Quelques auteurs prétendent même que la peine de mort fut, dans ces dernières années, presque entièrement effacée du code, et ne s'appliquait que dans des cas extrêmement rares.

Gouvernement. Les agents supérieurs placés immédiatement au-dessous du dictateur sont le ministre des finances, le ministre de la police, un ministre de la justice, et le défenseur des mineurs, tuteur de droit des orphelins et des esclaves affranchis, qui sont considérés comme mineurs.

Le territoire du Paraguay a été divisé en *cercles*, et chaque cercle, subdivisé lui-même en *parties*, est gouverné par un commandant, en rapport direct avec le dictateur; des agents inférieurs remplissent dans les *parties* de cercle les mêmes fonctions que le commandant exerce dans le cercle entier. Ces divers employés n'ont sous leur administration que les seuls créoles et les Européens, les Indiens étant subordonnés à des fonctionnaires spéciaux, qui tantôt communiquent directement avec le gouvernement tantôt avec les commandants.

Les *cabildos* ont vu peu à peu restreindre leurs attributions depuis l'introduction du régime dictatorial. Il paraît même que le cabildo de l'Assomption a été supprimé et remplacé par deux alcades, magistrats chargés de juger les causes civiles en premier ressort. On assure également qu'il n'existe point de code pénal au Paraguay, et que les peines sont laissées à la discrétion des juges et du dictateur. Le fouet, la prison, les travaux forcés sont les modes de répression le plus fréquemment employés. La peine de mort est appliquée ordinairement au meurtre, au vol à main armée, à la tentative d'invasion et aux délits politiques. Le mode d'exécution est la pendaison ou la fusillade. J'ai dit plus haut que, suivant quelques écrivains, cette dernière peine aurait été presque entièrement supprimée depuis quelques années.

Divisions administratives; population actuelle; etc. J'ai dit, il n'y a qu'un instant, que le Paraguay a été divisé en cercles: ces cercles sont au nombre de vingt; chacun d'eux porte le nom de la ville ou du bourg qui lui sert de chef-lieu. La ville principale est l'ASSOMPTION, capitale du Paraguay tout entier, et siége du gouvernement central. Elle est la résidence d'un évêque, et ne contient guère de monuments remarquables que la cathédrale, le palais du gouvernement et les casernes. M. Balbi évalue la population de l'Assomption à douze mille habitants. La ville la plus considérable après celle-ci est *Villa-Rica*, qui ne contient guère que quatre mille âmes. C'est dans les environs de *Villa-Rica* que l'on prépare la plus grande partie du *maté*, que l'on consomme dans l'Amérique méridionale, et

(1) Il est impossible de parler des rigueurs exercées envers les étrangers au Paraguay, sans faire mention de la détention qu'y subit notre célèbre compatriote M. Amédée de Bompland, le collaborateur de l'illustre M. de Humboldt. Ce savant avait fondé dans les missions détruites d'Entre-Rios un établissement pour la préparation du *maté*, ou herbe du Paraguay sur laquelle je donnerai plus bas quelques détails, quand le dictateur, supposant que, sous l'apparence modeste d'un industriel, M. de Bompland pourrait bien être un agent du gouvernement français, envoya pour le saisir un détachement de quatre cents hommes, qui détruisirent son établissement et l'amenèrent au Paraguay. Le dictateur n'usa envers son prisonnier d'aucun mauvais procédé; il lui assigna pour résidence un petit village nommé Santa-Maria-da-Fé, à deux journées de marche de la ville d'Ytapua, où le prisonnier eut la liberté d'exercer la médecine. Toutes les démarches qui furent faites soit par les consuls européens en Amérique, soit par les ministres de France, pour obtenir sa liberté, furent, pendant douze ans, sans résultat, et ce n'est qu'en 1833 que M. de Bompland fut enfin rendu à la science et à sa patrie.

sur lequel je dois donner quelques détails. Le *maté*, ou herbe du Paraguay, n'est autre chose que la feuille d'un arbre que l'on trouve dans tout le Paraguay, dans les anciennes missions de l'Uruguay, et même au Brésil ; mais nulle part elle ne se rencontre en aussi grande abondance, et n'a autant de qualité que dans les environs de Villa-Rica. La seule préparation que l'on fasse subir à ces feuilles pour les convertir en *maté* consiste à les torréfier, à les faire fermenter, et à les pulvériser ensuite. L'infusion sucrée ou non sucrée de ces feuilles ainsi préparées est d'un usage général au Brésil et dans toutes les anciennes possessions espagnoles. Elle remplace le thé des Anglais et des Anglo-Américains, et quoique, au dire des voyageurs, elle paraisse d'abord d'un goût désagréable, on s'y accoutume aisément. On la prend à toute heure du jour ; c'est le rafraîchissement obligé qu'on s'empresse d'offrir à chaque visiteur, et il n'est aucune classe de la société qui ne regarderait comme un véritable malheur la privation de cette infusion stimulante. Il n'est pas jusqu'aux porte-faix et aux blanchisseuses qui n'emportent en allant à leur ouvrage l'indispensable courge dans laquelle on la prépare.

« C'est un grand plaisir, » dit M. Isabelle, « pour les dames de Buenos-Ayres, » de voir l'embarras des étrangers auxquels » on offre pour la première fois le maté ; » cette liqueur, en effet, ne se prend pas » dans des tasses comme le thé ou le café, » mais dans la courge elle-même qui a servi » à faire l'infusion : il faut, à l'aide d'une » sorte de chalumeau de métal ou de jonc, » appelé *bombilla,* aspirer méthodiquement » le liquide sans se brûler la langue et sans » boucher la *bombilla* en faisant une trop » forte aspiration qui attirerait les feuilles » à l'extrémité du tube. » On évalue à cinquante ou soixante mille quintaux le maté qu'on exporte annuellement du Paraguay, dans le Brésil, le Rio-de-la-Plata, le Chili, le Haut et Bas-Pérou, et l'ancienne république de Colombie.

Les autres villes du Paraguay sont trop peu importantes pour qu'il soit besoin d'en d'en faire mention dans cette notice.

J'ai déjà dit ailleurs que le sol est extrêmement fertile ; qu'il suffise d'ajouter ici que les productions principales sont le blé, le manioc, la canne à sucre, les pistaches, le coton et le tabac ; on en tire aussi des bois fort estimés, pour les constructions et les usages de la marine.

La population totale du Paraguay peut être évaluée à environ deux cent cinquante mille âmes, et sa superficie est de vingt-sept mille lieues carrées.

RÉFLEXIONS GÉNÉRALES

SUR LES COLONIES DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE.

Maintenant que nous avons vu l'histoire de chacune des colonies espagnoles, il ne sera pas inutile, je pense, de jeter un coup d'œil sur leur ensemble. Cette vue rétrospective aidera à juger certains faits, certains rapports généraux, qui passent souvent inaperçus, ou qu'on ne démêle qu'avec difficulté au milieu des détails dont l'histoire de chacune des provinces est souvent embarrassée, surtout quand on veut la restreindre dans des limites aussi étroites que celles qui nous étaient posées par la nature même de cet ouvrage.

« La première conséquence, » dit Robertson, « qu'a eue pour l'Amérique l'établissement des Espagnols est la diminution aussi étonnante que déplorable du nombre des anciens habitants du Nouveau-Monde. » La résistance que la plupart des Indiens opposèrent à la conquête fut d'abord la cause de l'extermination.

Mais les guerres de la conquête, qui coûtèrent la vie à un si grand nombre d'indigènes, en détruisirent moins cependant que l'avarice impitoyable des aventuriers qui suivirent les premiers conquérants. Accoutumés à une vie errante et inoccupée, la plupart de ces pauvres malheureux Indiens ne put supporter l'esclavage et le travail excessif qu'exigeaient d'eux leurs nouveaux maîtres. Les uns succombèrent à la fatigue et aux privations, les autres au désespoir; beaucoup, assure-t-on, mirent fin par le suicide aux maux dont ils étaient accablés. C'est ainsi que la race indigène disparut en grande partie dans quelques contrées ; il y eut même des îles où il n'en est pas resté la moindre trace.

Aux causes de destruction que je viens d'énumérer il faut en ajouter d'autres, qui n'agirent pas avec moins de puissance : on a vu que toute l'activité des conquérants fut tournée d'abord vers les recherches des mines d'or et d'argent, et ces mines ne se trouvaient guère que dans les pays élevés et montagneux ; les Indiens, forcés par leurs vainqueurs de quitter leurs habitations des plaines, pour aller s'établir aux environs de ces mines, y trouvaient une double cause de mort dans la rigueur du climat, à laquelle ils n'étaient pas habitués, et dans l'insalubrité des travaux auxquels ils étaient rigoureusement astreints; de telle sorte que l'occupation paisible du territoire par les Espagnols devint une source de dépopulation plus active encore que n'avaient été les violences de la conquête. Ce n'est pas tout ; des maladies cruelles vinrent bientôt se joindre à tant de calamités, et au nombre des plus meurtrières on doit compter la petite-vérole, qui, dans ce climat où elle avait été jusqu'alors inconnue, sévissait avec une irrésistible intensité. Les malheureux qu'elle frappait échappaient rarement à la mort. Combien de fois ne vit-on pas des peuplades entières moissonnées par le fléau dévastateur !

Ces causes, il me semble, suffisent, et au-delà, pour expliquer la dépopulation rapide qui suivit l'arrivée des Espagnols dans quelques parties du Nouveau-Monde. Des auteurs prévenus, les uns mal intentionnés, les autres peu clairvoyants, ont attribué, sans hésiter, ce résultat à un système arrêté à l'avance par la cour d'Espagne. « C'était, » disent-ils, « parce qu'on désespérait de soumettre jamais les habitants des contrées conquises qu'on avait pris le parti de les exterminer, la mort et la terreur pouvant seules répondre de la docilité des indigè-

nes. » Mais la moindre réflexion suffit à montrer la fausseté de cette assertion. Nous avons vu que les Indiens furent constamment l'objet de la plus tendre sollicitude de la part de la reine Isabelle. La conservation de leur corps, le salut de leur âme, tels sont les mobiles de tous les actes de cette reine, et la substance de toutes ses recommandations à Colomb et à ceux de ses sujets qui s'établirent au Nouveau-Monde. Après sa mort ses successeurs se montrèrent en général les continuateurs fidèles de sa politique bienveillante. Il arriva même fort souvent que les Espagnols convaincus de mauvais traitements envers les Américains, furent sévèrement réprimés par le gouvernement de la métropole. Combien de fois n'avons-nous pas vu dans le cours de cette histoire des révoltes éclater parmi les colons, et qui n'avaient d'autre motif que la protection éclatante que les rois accordaient aux Indiens.

Malheureusement l'éloignement des colonies ne permettait pas au gouvernement espagnol de sévir comme il l'aurait voulu contre les infracteurs de ses lois, et les aventuriers, stimulés sans cesse par l'appât des immenses richesses qu'ils avaient devant les yeux, comptaient sur l'impunité, et traitaient en esclaves ceux que la religion leur enseignait de regarder comme leurs frères, et que les lois leur commandaient de respecter. Les gouverneurs eux-mêmes se montrèrent quelquefois complices des traitements horribles auxquels on soumettait les vaincus, et l'avarice et la cruauté des colons envers ceux-ci ne furent alors qu'une imitation des vices de leurs premiers magistrats. Les excès commis contre les Indiens sont donc des crimes individuels, et non la suite d'un plan infernal conçu à l'avance.

La dépopulation de l'Amérique espagnole a été attribuée par quelques écrivains à la religion catholique, sur laquelle on n'a pas craint de déverser à ce sujet les imputations les plus odieuses : il suffit, je pense, pour détruire ces accusations de citer l'autorité de Robertson, écrivain *protestant*, qui a consacré une grande partie d'une vie laborieuse à tracer l'histoire du Nouveau-Monde, opinion que j'ai exposée à propos de l'histoire du Mexique (1). Je renverrai au même chapitre ceux des lecteurs qui veulent connaître comment M. Michel Chevallier envisage cette grave question(2).

On s'abuserait étrangement néanmoins si l'on prenait à la lettre le mot de *dépopulation* dont se servent la plupart des auteurs pour apprécier les résultats de la conquête espagnole. Il ne faut pas oublier que le dix-huitième siècle, dans sa haine contre tout ce qui portait le caractère religieux, a prodigieusement exagéré les faits en appliquant à tout le continent de l'Amérique du sud ce qui ne convenait qu'à quelques-unes des Antilles et à quelques points des côtes du continent. Qu'on se rappelle à cet égard ce que j'ai dit en parlant du Mexique; une statistique récente montre que, dans cette ancienne colonie de l'Espagne, sur sept millions d'habitants environ, les Indiens de race pure sont au nombre de plus de quatre millions. Les métis, descendants des Espagnols et des Indiens, un million six cent mille.

Les créoles purs, onze cent mille.

Les zambi, métis des Indiens et des nègres, six cent mille.

Il est évident qu'une population, exterminée comme on dit qu'elle l'a été, n'aurait pu, en moins de trois siècles, s'élever à quatre millions. Et remarquons que les Mexicains furent le peuple qui opposa le plus de résistance à la conquête, et par conséquent celui qui dut perdre le plus grand nombre d'hommes. Nous ne possédons pas aussi exactement le chiffre de la population des autres parties de l'Amérique du Sud; mais tout porte à croire que la proportion des indigènes y est plus considérable encore qu'au Mexique; en supposant qu'elle fût égale, elle n'en détruirait pas moins les accusations qu'on a trop légèrement lancées contre les Espagnols.

Nous voyons que les métis, provenant du mélange des vainqueurs et des vaincus, forment ici le quart de la population entière. Qu'y a-t-il de pareil dans les colonies fondées par les autres nations de l'Europe? Les

(1) *Voyez* pages 180 et suiv.

(2) *Ibid.*

mêmes auteurs qui ont tant décrié les conquérants espagnols, portent aux nues la sagesse, la modération, l'esprit de liberté et d'égalité qui caractérisent les Anglo-Américains! Où sont, je le demande, les métis qui témoignent de l'amour de ces derniers pour les pauvres peaux-rouges ? Où sont les Indiens qu'ils ont civilisés? Montrez-moi dans l'urne électorale les bulletins déposés par les descendants de ceux qui habitaient le sol avant les philanthropes partisans de l'égalité, qui aujourd'hui le couvrent de leurs usines. Pendant que les prêtres d'une religion *absurde* fondaient le Paraguay et domptaient avec de simples cantiques les féroces habitants de la Californie, les logiciens, partisans d'une religion *éclairée*, détruisaient par la famine et l'ivrognerie les malheureux qui avaient avec eux quelque contact. Les descendants des sujets de Montézume sont aujourd'hui en majorité dans le pays qu'habitaient autrefois leurs ancêtres, et de toutes les nombreuses peuplades qui couvraient le sol des États-Unis, *pas une* n'a échappé à la rapacité des conquérants anglais. Il y a quelques années, les restes malheureux de deux tribus, jadis puissantes, végétaient encore sur le sol de l'union ; ni la foi des traités, ni la morale outragée, ni leurs humbles et touchantes supplications n'ont pu les préserver du sort de leurs frères, et pendant que les *sages* de l'union anglo-américaine vivent aujourd'hui tranquilles et heureux sur la terre arrosée des sueurs des Creeks et des Cherokees, ceux-ci meurent de faim dans les déserts incultes de l'Arkansas. De quelle aveugle prévention ne faudrait-il pas être frappé pour méconnaître de tels résultats !

Contrairement à ce qu'on a pu observer chez les puissances européennes de cette époque, les monarques espagnols sentirent dès les premiers temps de la découverte le besoin d'organiser une administration qui réglât les rapports des vainqueurs et des vaincus. La bulle du pape Alexandre VI avait donné, non à l'Espagne, mais à ses souverains, les pays découverts, et ceux-ci usèrent de leur puissance pour tenir constamment en bride les prétentions des ambitieux qui voulaient s'emparer de la direction des affaires et exploiter à leur profit le sol et ses habitants. A l'exception de quelques fonctions municipales sans influence véritable sur l'administration générale, tous les emplois dépendaient de la couronne, et le despotisme même de celle-ci tourna généralement à l'avantage des gouvernés et des Indiens eux-mêmes; je n'en voudrais pour preuve que les résultats que j'ai signalés plus haut.

On ne saurait trop s'étonner de l'étrange préoccupation des auteurs qui ont amèrement blâmé l'établissement des commanderies. Il est certain qu'aucune institution ne pouvait être plus favorable aux Indiens récemment soumis. L'espèce de servage auquel ils étaient astreints dans ces fermes seigneuriales, était pour eux une garantie bien plus qu'une charge onéreuse : tant qu'ils restèrent isolés, ils furent continuellement exposés aux insultes d'une soldatesque grossière et indisciplinée ; mais dès qu'ils furent attachés à une terre, ils eurent dans leur seigneur un protecteur obligé contre toutes les exactions ; au lieu d'avoir cent maîtres, ils n'en eurent plus qu'un seul.

Bientôt même la rigueur du servage fut adoucie à mesure qu'ils s'accoutumèrent à une vie régulière ; les commanderies furent peu à peu supprimées par l'extinction des possesseurs, et l'Indien eut la liberté presque complète de ses biens et de sa personne ; je dis presque complète, car, bien qu'il fût assimilé par la loi aux autres sujets de la couronne, une pensée prévoyante et toute paternelle le maintint dans une minorité véritable. Il leur fut interdit de faire des marchés pour une valeur excédant cinq piastres sans l'assistance du magistrat que la loi instituait leur tuteur. Cette mesure avait pour but de les garantir de la mauvaise foi des blancs. Par ces précautions et d'autres encore non moins sages, on parvint, sinon à leur assurer une existence aisée, au moins à les soustraire à la tyrannie et à l'oppression des Espagnols leurs voisins. Beaucoup d'entre eux parvinrent à amasser un petit pécule, d'autres devinrent propriétaires, et quelques-uns acquirent même des fortunes colossales. J'ai déjà dit, en faisant l'histoire du Mexique, quelles étaient les charges aux-

quelles étaient astreints les Indiens; il est inutile de revenir ici sur ce sujet. Je renvoie au même paragraphe pour ce qui concerne le commerce entre la métropole et ses colonies et la constitution du clergé.

On a vivement reproché à la couronne d'Espagne l'état d'abaissement et de barbarie dans lequel elle a soi-disant maintenu ses colonies pendant des siècles; ce reproche, pris absolument, ne saurait être maintenu sans injustice. Il est certain que si l'on compare le régime industriel et commercial de l'Amérique du Sud avant la guerre de l'indépendance avec ce que l'on voit à la même époque en Angleterre et dans quelques autres contrées de l'Europe, l'avantage ne sera pas pour la cour de Madrid; mais cette simple observation ne suffit pas; on est trop porté parmi nous à juger les travaux de l'Espagne en Amérique comme on juge les établissements des jésuites au Paraguay. La résistance que cette puissance a opposée aux idées philosophiques du dix-huitième siècle, l'a fait mettre au ban des derniers élèves des encyclopédistes, en sorte qu'ils auraient été désolés de trouver qu'elle eût fait en sa vie quelque chose de bon. Aussi voit-on la plupart des écrivains grossir avec complaisance les fautes du gouvernement et les crimes des particuliers, en même temps qu'ils parlent à peine des résultats obtenus. Il semblerait, à les entendre, que l'Espagne fût indigne de toute reconnaissance pour ses immenses travaux, dès qu'elle n'a pas initié les sauvages aux mystères de la philosophie. J'ai déjà plusieurs fois cité l'opinion de M. Michel Chevalier sur cette matière; j'invoquerai encore ici son témoignage, avec d'autant plus de confiance, qu'il ne sera par personne taxé de préoccupations catholiques. « L'Espagne, » dit cet auteur, « demeura stationnaire au milieu du développement de » l'Europe occidentale. Elle resta avec la » même foi, les mêmes lois, les mêmes » mœurs, les mêmes idées et les mêmes pratiques économiques, agricoles et commerciales, pendant que ses voisins du nord » faisaient peau nouvelle. Ses méthodes, » ses procédés, ses habitudes, qu'elle avait » importés dans les colonies, ne tardèrent » pas à être quelque chose de fort suranné, » relativement à ce qui existait dans le nord » de l'Europe; mais relativement au passé » de ces colonies, c'était quelque chose de » prodigieusement avancé. Les Indiens en » étaient de la civilisation à dix ou douze » siècles avant l'ère chrétienne. C'était déjà » un glorieux résultat que de les transporter » à l'origine du dix-huitième siècle, ou » même du dix-septième. Voilà ce que les » Espagnols ont fait, et ce que, seuls au » monde, ils ont eu la puissance d'exécuter. » C'est pourquoi la race indienne leur doit » une éternelle reconnaissance. Avant les » Espagnols, les Indiens suivaient un chemin de traverse aboutissant à un cul-de-sac. Les Espagnols les firent passer sur la » grande route de la civilisation européenne, » et les façonnèrent à aller droit. Les Espagnols prirent les Indiens à peu près cannibales, de cannibales ils en ont fait des » paysans; voilà où sont aujourd'hui les » peaux-rouges. Il importe médiocrement » qu'ils soient en arrière des peuples les » plus éclairés, s'ils sont sur la bonne voie » et s'ils marchent. Il y a pour eux des » moyens de regagner la distance, tout » comme il y en a pour d'autres paysans » russes, allemands, irlandais et même français, qui sont, eux aussi, de deux cents » ans en arrière. » Qu'on ne perde pas de vue que je n'ai ici l'intention d'excuser les fautes de personne; mais la franchise que j'ai mise à les signaler me donne le droit de dire toute ma pensée. Qui pourrait trouver mauvais que je veuille réhabiliter autant qu'il m'est donné de le faire ceux que je crois victimes d'une impardonnable préoccupation ou d'abominables calomnies?

J'ai reproché aux conquérants les actes de barbarie qui ternirent trop souvent l'éclat de leur gloire, et aux créoles leurs vices, leur paresse, leur ignorance et leur immoralité; pourquoi n'aurais-je pas rendu au gouvernement espagnol la justice qu'il mérite et qu'on lui rendra tôt ou tard? Heureusement je ne suis pas le premier dans cette voie. Déjà des plumes plus exercées que la mienne ont montré l'action bienfaisante des souverains de l'Espagne sur le sort des Indiens;

espérons que notre siècle réparera pleinement l'injustice de celui qui l'a précédé.

Oui, c'était une grande et belle tâche pour une nation catholique de porter les bienfaits de la religion et de la civilisation chrétienne à des hommes jusque là sauvages, errant dans les forêts, cannibales pour la plupart, et dont les plus *civilisés* se contentaient, au dire même de leurs admirateurs, d'immoler chaque année *quelques* victimes humaines à leurs dieux sanguinaires. Cette tâche, l'Espagne l'a noblement remplie. Elle était alors la première puissance maritime de l'Europe, et elle a employé ses efforts à une œuvre dont elle pouvait, après tout, se dispenser; œuvre qu'ont dédaignée toutes les autres nations européennes, et que ses détracteurs n'ont pas seulement comprise. Elle a, dit-on, tiré d'immenses trésors des mines du Nouveau-Monde! Mais ne pouvait-elle pas en faire son profit sans s'inquiéter du sort des Indiens? Elle n'aurait fait en cela que ce qu'ont fait les Anglais, qu'on porte aux nues. Parce que nous la voyons aujourd'hui pauvre et humiliée, nous sommes portés à croire qu'elle a toujours été ainsi, et que sa vie entière s'est écoulée dans de ridicules disputes de succession. Nous oublions qu'il fut un temps où près de quarante millions de sujets couvraient son territoire et que le sang de ses enfants a coulé durant un combat de huit siècles contre les ennemis du nom chrétien et de la civilisation européenne.

L'indépendance des colonies espagnoles fut, comme celle des colonies anglaises, motivée principalement par la jalousie des créoles contre les Européens que la métropole envoyait pour les gouverner. Depuis long-temps déjà des réclamations s'étaient fait entendre à ce sujet; mais on était loin encore de penser à rompre le lien qui unissait à la mère-patrie; il fallait pour cela qu'il eût été rongé par les théories du droit que formula le dix-huitième siècle. Les premiers et principaux chefs du mouvement insurrectionnel, au sud comme au nord de l'Amérique, furent des hommes imbus de ces doctrines; mais quelle différence entre les principes, les croyances, les mœurs et les tempéraments des deux peuples qui devaient les appliquer!

Les Anglo-Américains étaient protestants, accoutumés dès long-temps à tout juger par eux-mêmes, tant en religion qu'en politique. Outre leur doctrine sur la grâce, qui sépare les hommes en prédestinés et en damnés, en enfants du bien et en enfants du mal, ils avaient, pour excuser leur conduite envers les races indigènes, le grand principe que, toutes choses pouvant et devant être jugées par la raison individuelle, aucun axiôme de morale, de politique ou de philosophie n'est absolument bon ni absolument mauvais. La philosophie négative du dix-huitième siècle était dans leur cœur long-temps avant d'être formulée dans les écrits des encyclopédistes; c'était la conséquence rigoureuse de leur principe religieux. Aussi les voit-on, dès leurs premiers pas, poser pour but unique de la société la satisfaction matérielle de chacun de ses membres, et subalterniser la morale à la raison et aux caprices du plus grand nombre. Les Indiens les gênaient; ils les repoussent ou s'en débarassent avec des liqueurs fortes; l'esclavage des nègres leur était utile, ils le conservent en prenant toutes les précautions pour maintenir ces malheureux dans l'abrutissement de l'ignorance et des plus viles passions.

Les premiers cris d'affranchissement trouvèrent les colons anglais accoutumés dès long-temps à la vie publique : depuis bien des années ils se gouvernaient eux-mêmes, la suprématie de l'Angleterre n'était plus que nominale, et l'indépendance ne fut pour ainsi dire que la consécration d'un fait accompli. Il n'en était pas ainsi des Espagnols. Ceux-ci, nourris dans le catholicisme, avaient appris à respecter les dogmes de la religion et ses prescriptions morales. S'ils les violaient fréquemment, et c'est là un fait que je n'entreprendrai pas de contester, au moins les reconnaissaient-ils comme inattaquables en principe; s'ils faisaient le mal, ils passaient volontiers condamnation et ne cherchaient par aucun sophisme à excuser l'irrégularité de leurs mœurs. Ils savaient, en un mot, qu'au-dessus d'eux il y avait une loi qu'ils ne pouvaient violer sans crime et qu'ils n'a-

vaient le droit d'interpréter ni de juger. Leurs prédicateurs leur avaient appris que tous les hommes sont enfants de Dieu, qui les aime tous au même titre, et quelque esprit de sophisme dont on soit possédé, une telle croyance finit tôt ou tard par exiger des applications pratiques. Dès que les Espagnols avaient été paisiblement établis sur le sol et que la race conquise eut cessé la lutte, l'habitude d'être assis dans l'église côte à côte avec les Indiens, de réciter avec eux les mêmes prières, de participer aux mêmes sacréments, les portait à les regarder comme des frères malheureux bien plus que comme une race distincte et maudite. Ils avaient pour eux plus de compassion que de haine, et le mépris qu'ils leur témoignaient semblait s'adresser moins à leurs personnes qu'à leur ignorance et à leur grossièreté.

L'organisation civile et politique des colonies espagnoles n'était pas une moindre contradiction à ce que nous avons vu chez les colons anglais : ceux-ci, ai-je dit, à force d'empiétements sur le pouvoir de la métropole, avaient fini par en sentir à peine le joug ; ceux-là, au contraire, éloignés avec soin de toutes les fonctions importantes, avaient été complétement assujettis à la mère-patrie, et la direction imprimée par la cour de Madrid avait été toujours assez puissante pour les maintenir dans le devoir ; je n'en voudrais pour preuve que l'amélioration progressive du sort des indigènes, qui eut lieu, malgré les vices des créoles, et même des *chapetons* qu'on envoyait pour les gouverner. Cette exclusion des fonctions publiques, appliquée aussi bien aux descendants des conquérants qu'aux fils des aventuriers, les confondit tous presque en une même classe, vivant en dehors des affaires, vaniteuse, oisive, débauchée et superficielle, n'estimant la société que par les plaisirs qu'elle procurait, et dans laquelle le principal désir de chacun était de vivre heureux dans ses habits de soie et de se distinguer par son faste. C'est cette classe d'hommes efféminés, supérieure néanmoins en intelligence et en lumières aux nègres et aux indigènes encore grossiers, qui dut, lors de la guerre de l'indépendance, prendre la direction de la lutte et poser les bases des nouvelles institutions. Quel contraste avec leurs anciennes habitudes ! Des boudoirs élégants et voluptueux passer tout-à-coup à la vie tumultueuse des camps ! Changer les chants d'amour en de mâles harangues et appeler à la liberté des hommes qui n'en avaient jamais entendu prononcer le nom ! Ce n'était jusque là que par pur délassement d'esprit qu'ils avaient étudié les constitutions des peuples, et il leur fallait fonder les institutions d'un peuple nouveau. Jamais leurs pensées ne s'étaient élevées plus haut que les plaisirs les plus futiles, et ils avaient maintenant à résoudre les problêmes les plus ardus de la politique et de la philosophie, à prévoir l'avenir au milieu d'une lutte acharnée, à soulever l'enthousiasme populaire et à tracer en même temps la limite où il devait s'arrêter. Quelle tâche, et quels hommes pour la remplir ! Dès leurs premiers pas, ils parurent sentir leur insuffisance, et l'hésitation les saisit.

Il faut leur rendre la justice de reconnaître que leur début marqua la distance qui les séparait des Anglo-Américains. A peine le mot d'indépendance fut-il prononcé, que tous proclamèrent l'égalité des hommes ; et, du Texas jusqu'aux rives de la Plata, l'affranchissement des esclaves fut décrété en principe. Qu'on rejette tant qu'on voudra sur la nécessité cette grande et radicale mesure, elle n'en restera pas moins un fait en l'honneur des Espagnols du Nouveau-Monde; eux seuls parmi tous les colons européens en ont donné l'exemple. Je ne juge pas ici la sagesse et l'opportunité de cet acte ; j'apprécie seulement le sentiment qui l'a dicté.

Qui pourrait nier que l'assistance des noirs eût été utile aux habitants des États-Unis dans leur lutte contre la mère-patrie ? Et pourquoi ne les ont-ils pas affranchis ? C'est probablement qu'ils aimaient mieux rester tributaires de la Grande-Bretagne, que de renoncer aux avantages que l'esclavage leur procurait. Pour eux la liberté n'était rien sans la servitude des nègres; et l'intéret bien entendu, leur seul principe politique, leur enseignait que pour être heureux il fallait en même temps dénier tout droit aussi

bien à leurs supérieurs qu'à leurs esclaves. Ainsi le voulait la logique.

La consécration de l'égalité des Indiens et des nègres, l'un des premiers actes des insurgés espagnols, ne demandait aucune science de leur part : leur sentiment chrétien suffisait à le leur dicter, en même temps que le raisonnement le plus simple leur en montrait l'avantage pendant la lutte qu'ils avaient à soutenir; mais quand il fallut organiser le pouvoir ils se trouvèrent devant une difficulté insurmontable. Comment répartir les droits civils et politiques entre ces hommes accoutumés jusque là, les uns à la servitude, les autres à la rudesse d'une vie à demi sauvage?

Dans leur ignorance, ils crurent qu'ils n'avaient qu'à copier ce qui avait été fait aux États-Unis, dont chacun vantait à l'envi la prospérité toujours croissante. Ils ne virent pas que les constitutions de ces États, suffisantes, au moins pour un temps, à ce peuple philosophe et calculateur, ne pouvaient nullement convenir aux populations des colonies de l'Espagne. Les Anglo-Américains avaient rigoureusement exclu de leur association tout ce qui n'était pas d'origine européenne, et ne formaient qu'une seule classe d'hommes à peu près égaux entre eux, ayant les mêmes qualités et les mêmes vices, la même igorance et la même instruction. Leurs esclaves étaient rayés de la famille humaine, et il n'y avait chez eux rien de comparable aux Indiens des pampas des possessions espagnoles. On conçoit donc qu'ils aient pu, avec le moins d'inconvénient possible, éparpiller la puissance souveraine sur ces têtes mesurées au même niveau. C'est même le seul peuple chez qui la diffusion et la médiocrité des lumières aient pu permettre l'essai des théories gouvernementales du siècle dernier. Mais pour appeler tout-à-coup à la jouissance et à l'égalité des droits politiques des hommes tels que les Indiens, il fallait toute l'ignorance et la frivolité des créoles. Leur sentiment sans doute était bon ; mais, pour fonder et gouverner un peuple, un bon sentiment ne suffit pas : l'expérience ne tarda guère à le démontrer.

Sur quelque province que l'on porte les yeux, on voit que partout les ennemis de la suprématie de l'Espagne, unis d'abord par le besoin de la lutte, n'attendirent même pas qu'elle fût terminée pour se scinder en partis nombreux, ayant tous, non des principes divers, car ils ne semblaient pas même comprendre ce que c'était qu'un principe, mais réunis autour d'hommes qu'ils prenaient pour drapeau suivant les circonstances, divisés entre eux, la plupart du temps, par de simples questions de forme et trop souvent par des motifs d'ambition personnelle.

L'indépendance une fois assurée, ce fut bien pis encore. C'était au nom de la liberté qu'on avait rompu les liens qui unissaient les colonies à la métropole ; et ce mot, que ne comprenaient pas les chefs eux-mêmes, ne pouvait signifier dans la bouche de la multitude que l'indépendance individuelle. Pour les Indiens qu'on avait tenus jusque là en tutelle comme des enfants, aussi bien que pour les hommes de couleur habitués à la servitude, être libre c'était avoir le droit de vivre comme les créoles, les seuls hommes libres qu'ils eussent vus jusqu'alors : c'est-à-dire passer ses jours dans la mollesse et les plaisirs, sans autre limite que les bornes de sa fortune ou les prétentions rivales de ses voisins.

Aussi voit-on les égoïsmes se formuler plus nettement de jour en jour, à mesure que les événements leur fournissaient des occasions favorables. Ce sont d'abord les provinces qui veulent secouer le joug d'une capitale, dans la haine qu'elles portent à tout ce qui peut faire obstacle à leurs prétentions; et la lutte toujours et partout renouvelée des unitaires et des fédéralistes, n'est guère, en réalité, qu'une dispute de préséance entre une ville qui veut conserver ses avantages, et d'autres villes qui prétendent les partager. Aucun lien ne semble exister entre ces rivalités jalouses, et il n'est si chétive province qui, pour le moindre motif, ne soit prête à s'ériger en État indépendant. Puis viennent les chefs, qui jettent pêle-mêle leurs ambitions dans ces ambitions opposées, et apportent dans tant d'embarras un embarras nouveau. Chacun, à la tête de ses deux ou trois cents partisans,

lève son drapeau, se pose bravement devant la législature, dans laquelle il a toujours quelques compères, et formule ses conditions. S'il est le plus fort, on les accepte; le congrès prend la fuite. et le vainqueur installe un congrès nouveau, qui se met aussitôt à légiférer jusqu'à l'arrivée d'un successeur; et celui-ci, le plus souvent, n'est pas longtemps à se faire attendre. Si les insurgés sont vaincus, on les repousse à quelques lieues du siége du gouvernement, on fusille les plus mutins, ou bien on capitule avec eux, on leur accorde les honneurs de la guerre, et tout est fini jusqu'à ce qu'ils soient en nombre suffisant pour imposer leurs conditions à leur tour.

Et le peuple, témoin de ces discussions, ou, pour mieux dire, de ces disputes ridicules quand elles ne sont point sanglantes, finit pas ne plus rien comprendre aux conditions de la société, sinon que la raison est toujours au plus fort, et qu'en politique toute opinion est justement soutenable, pourvu qu'elle soit appuyée de bonne poudre et de canon de gros calibre. Ainsi la morale sociale s'obscurcit, les liens se relâchent, et les élans généreux perdent de jour en jour de leur fréquence et de leur vigueur, car on en voit l'inutilité. A ces désordres moraux viennent s'ajouter, comme conséquence nécessaire, des maux physiques non moins déplorables : l'anéantissement du crédit public, la gêne et quelquefois la ruine de l'industrie, de l'agriculture et du commerce suscitant de nouveaux soulèvements. L'anarchie a produit la misère, et la misère engendre à son tour l'anarchie. C'est un cercle vicieux.

Alors la soif du bien-être, toujours stimulée et jamais satisfaite, devient de jour en jour plus vive et plus exigeante; les plaintes, les rivalités, les haines se multiplient; et la vérité, suffoquée par les passions brutales que soulève l'égoïsme, est impuissante à faire entendre sa voix. Toute confiance se perd, et chacun, voyant que ni les chefs qu'il s'était choisis tour à tour, ni les formes diverses de gouvernement ne peuvent lui procurer le bonheur qu'on lui a dit être le seul but des sociétés humaines, finit par n'avoir plus confiance qu'en ses propres efforts; et un jour arrive enfin où l'observateur s'aperçoit qu'un peuple, digne jadis de quelque estime, malgré ses défauts et son ignorance, s'est, en quelques années, transformé en une foule désunie, turbulente, remuant sans principe et sans but, croyant que l'agitation c'est la marche, et que l'impatience, la défiance, la haine, la colère et la révolte sont les signes auxquels on reconnaît la liberté.

Ainsi nous voyons que l'esprit fédéraliste des États-Unis du nord, transporté dans l'Amérique du sud, a partout produit des résultats analogues. Il est même remarquable que les anciens colons espagnols ont atteint ces résultats plus complétement et plus promptement que leurs devanciers dans la voie de la civilisation trans-atlantique; leur inexpérience en est la cause. Émancipés avant l'âge, ils se sont précipités dans la carrière avec toute la fougue et l'étourderie de la jeunesse. Leurs maîtres marchaient d'un pas grave et mesuré, ils ont couru à perdre haleine; et, tandis que l'anarchie ne fait encore que gronder, sourde et menaçante, dans les entrailles de la société anglo-américaine, elle est à son apogée dans les républiques espagnoles.

Le remède à ces maux est, sinon difficile à dire, au moins difficile à appliquer. Il en est des républicains de l'Amérique comme de ces malades insensés, qui ne croient jamais être mieux portants que quand le délire les transporte, et nous serions mal venus, nous autres *vieux* Européens, à vouloir guérir ces *jeunes* et viriles existences d'un mal qu'elles prétendent ne point avoir.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que tous ces Catons avortés ne pourraient être remis dans la bonne voie que par un pouvoir fort et unique, dévoué surtout à la tâche qu'il aurait entreprise, secouant l'inertie, réprimant les ambitions, broyant d'une main ferme les rivalités de provinces, de villes et d'individus, et avant tout travaillant sans relâche à réformer les mœurs par une éducation nationale fondée sur la morale et la religion, qui seules, jusqu'à ce jour, se sont mon-

trées capables de fonder et de conserver les empires.

Sans ces conditions réunies, le cancer qui dévore l'Amérique est incurable. Un pouvoir fort sans dévouement, un pouvoir dévoué, mais sans force, sont également incapables de tarir la source de l'infection, et c'est là source qu'il faut d'abord attaquer.

AMÉRIQUE INDIGÈNE INDÉPENDANTE.

Malgré tous les efforts des Européens pour conquérir intégralement le sol de l'Amérique, il s'en faut de beaucoup qu'ils y soient parvenus. Il reste, de nos jours encore, sur les deux continents du Nouveau-Monde, d'immenses étendues de territoire à peine visitées par quelques voyageurs, et un grand nombre de nations ont sû se dérober par la fuite ou une résistance ouverte à la domination des étrangers. Parmi ces peuplades les unes vivent errantes dans les profondeurs des forêts, d'autres, réunies en bourgades, habitent les vastes solitudes du centre et les bords des grands fleuves ; d'autres enfin bravent, à l'abri des glaces polaires, la conquête des spéculateurs européens. Il en est peu qui n'aient eu quelque contact avec les Européens établis sur leur sol, et qui n'aient été plus ou moins modifiées par l'introduction de quelques armes ou de quelques produits de l'industrie de l'ancien monde : on en compte même un assez grand nombre qui, tout en vivant dans l'indépendance, viennent dans les villes apporter les fruits de leurs terres et les produits de leur chasse et de leur pêche.

Il serait trop long de les énumérer toutes ici ; nous nous contenterons de donner quelques détails sur deux d'entre elles, qui nous ont paru dignes de quelque intérêt.

LES ESQUIMAUX.

On a désigné sous le nom général d'Esquimaux des hommes réunis en peuplades peu nombreuses, disséminées sur toute l'extrémité nord de l'Amérique septentrionale, entre les 30° et 170° de longitude occidentale, et depuis le 55° environ de latitude nord jusqu'au 77°. On compte dans la même famille quelques tribus qui vivent dans l'Asie au-delà du détroit de Behring. Les géographes divisent les Esquimanx en un assez grand nombre de petites nations, suivant les lieux qu'ils habitent : comme c'est plutôt des mœurs des peuples que de la division géographique que nous nous occupons ici, nous ne parlerons que des principales. Avant d'entrer en matière, il ne sera pas inutile de jeter un rapide coup-d'œil sur le sol et le climat dont nous voulons décrire les habitants.

Il n'y a rien dans nos climats tempérés qui puisse nous donner une idée de l'aspect des terres voisines du pôle. La régularité avec laquelle se succèdent les saisons nous préserve de tout changement brusque de température, et nous passons pour ainsi dire sans nous en apercevoir des chaleurs de l'été aux rigueurs de l'hiver. Ces transitions n'existent pas pour les pays dont nous nous occupons ; peu de jours suffisent pour passer du froid le plus excessif à la chaleur la plus suffocante, et pendant cet été, qui dure de un à six mois, suivant les latitudes, le soleil ne quitte pas l'horizon. Par une conséquence naturelle l'hiver entier se passe sans qu'on aperçoive cet astre, et, de là, résulte ce froid excessif, auprès duquel nos hivers les plus rudes ne sont que des printemps délicieux. Il n'est pas rare d'y voir la température descendre au point de congeler le mercure du thermomètre, ce qui suppose un froid de 40° au-dessous de zéro. Durant ces longues nuits les hommes qui vivent dans

1 y 2 Trajes de los Esquimales. 3. Naturales de la América rusa.



1 ET 2. COSTUMES DES ESQUIMAUX. 3. HABITANT DE L'AMÉRIQUE RUSSE.

ces contrées n'ont d'autre lumière pour éclairer leurs travaux hors de leurs cabanes que la clarté de la lune, à laquelle viennent heureusement se joindre de fréquentes aurores boréales. L'hiver, d'ordinaire, commence au mois d'août par la chute d'une neige abondante, qui, six semaines après, couvre la terre de plusieurs pieds d'épaisseur; en même temps le froid devient de plus en plus vif, des brouillards s'élèvent de la surface de la mer, et retombent en un givre épais qui recouvre tous les corps, et les revêt des formes les plus bizarres. Ce phénomène continue jusqu'à ce que la surface des eaux, descendue à la même température que l'air athmosphérique, cesse enfin de s'évaporer; alors le froid sévit dans toute sa force, et l'Esquimau, retiré au fond de sa misérable cabane, attend, enveloppé dans d'épaisses et sales fourrures, qu'un rayon de lune lui permette d'aller poursuivre un lion de mer ou un bœuf musqué.

Dans le courant du mois de mai, un peu plus tôt ou un peu plus tard, suivant les latitudes, le soleil reparaît sur l'horizon; l'été commence. En peu de jours la chaleur est assez forte pour amollir les glaces épaisses amoncelées sur les montagnes; elle les dissout, les détache par parties, qui roulent avec la rapidité de l'éclair, s'entrechoquent, se brisent avec fracas, et dispersent au loin leurs fragments réduits en poudre. La chaleur devient étouffante, les torrents se précipitent de toutes parts, et l'atmosphère, constamment chargée de vapeurs humides, enveloppe dans un nuage épais la terre et ses habitants. Les Esquimaux alors, qui, dès les premiers dégels, étaient sortis de leurs huttes pour aller à la pêche, sont souvent obligés d'y rentrer pour se préserver de la piqûre des innombrables mousquites, qui obscurcissent maintenant l'atmosphère. Ils avaient passé la plupart de l'hiver dans les vapeurs d'une hutte infecte, il faut maintenant qu'ils vivent au milieu d'une fumée impénétrable, seul préservatif qu'ils connaissent contre ces insectes dévorants.

On conçoit sans peine que la végétation sous un tel climat doit être pauvre et rabougrie; quelques herbes, quelques mousses, quelques bruyères sont les seuls végétaux que l'on y rencontre; les arbres et les bois y sont, dans les hautes latitudes au moins, entièrement inconnus. Le règne animal s'y montre également rude et sauvage; le lièvre, le rat, le renard, la martre, le castor, l'hermine, le loup, la loutre et le blaireau, le renne et le bœuf musqué, qui errent dans quelques coins de cette terre désolée, sont presque les seuls quadrupèdes qui en peuplent les solitudes, et le terrible ours blanc se montre sur les bords de la mer, où il dispute à l'Esquimau les veaux et les lions marins dont ils font l'un et l'autre leur principale nourriture.

Toutes les contrées dont nous parlons ont été reconnues par une succession de navigateurs, qui, depuis la découverte du Nouveau-Monde, ont cherché un passage de l'Océan Atlantique au grand Océan. Leur but était d'éviter le circuit du Cap de Bonne-Espérance pour aller d'Europe aux Indes orientales, à la Chine et au Japon : jusqu'ici leurs tentatives ont été infructueuses. Parmi les marins qui se sont dévoués à ces périlleuses recherches, nous citerons Davis, qui, le premier, passa le détroit qui porte son nom. Hudson et Baffin, dans les premières années du dix-septième siècle, découvrirent la baie d'Hudson, la mer de Baffin et le détroit de Lancaster. Behring, prenant sa route par le grand Océan Boréal, franchit la chaîne des îles Aléoutes, et pénétra dans la mer de Behring et dans le détroit du même nom [1722]. Ce n'est que cent ans plus tard que Kotzebue et le capitaine Beechey poursuivirent sa découverte beaucoup plus à l'Est [1815 à 1828] pendant que le capitaine Ross, Parry et Franklin poursuivaient l'exploration de la mer polaire, et de l'archipel que M. Balbi nomme de Baffin-Parry.

Dans la notice abrégée qui va suivre, nous distinguerons les diverses peuplades d'Esquimaux en Esquimaux de l'Ouest et Esquimaux de l'Est. Elles portent toutes un grand caractère de ressemblance, et offrent dans leurs mœurs des analogies frappantes, quoiqu'elles soient disséminées sur un territoire extrêmement vaste. Elles vivent toutes principalement des produits de leur pêche, et

habitent les bords de la mer; leur industrie est presque nulle : il n'en est pas une qui ait su, comme les Lapons, asservir le renne et en faire un animal domestique.

ESQUIMAUX DE L'EST.

Nous comprenons sous la dénomination commune d'Esquimaux de l'Est les diverses peuplades répandues sur les terres de Baffin, de Boothia, dans le Groënland, le Labrador et la presqu'île Melville. Malgré leur éloignement les unes des autres, elles offrent dans leur constitution physique, leur manière de vivre et leurs mœurs, tant d'analogie, qu'une même description peut sans inconvénient s'appliquer à celles même que la distance des lieux paraîtrait devoir séparer.

Les parages dont il est question ont été principalement visités par des navigateurs anglais; ils s'accordent tous à reconnaître que le naturel de ces peuples est loin d'offrir le degré de férocité qui distingue certains peuples sauvages de l'Amérique dont il a été parlé plus haut. Ils vivent par petites tribus associées pour la chasse et la pêche, sans aucune espèce de hiérarchie, sans rien qui ressemble à un gouvernement. Le soin incessant de leur conservation et de leur subsistance absorbe tous leurs instants, et le travail auquel chacun est assujetti par le climat est le seul maître qu'ils connaissent.

Les diverses tribus n'éprouvent les unes pour les autres ni amitié ni haine; elles ne s'entr'aident pas dans leurs expéditions, mais ne se font pas non plus la guerre, et chacune, obligée, pour vivre, à un travail sans relâche, ne s'occupe aucunement des autres.

Les Esquimaux, en général, sont très-timides, et leurs premières entrevues avec les Européens annoncent de leur part une naïveté vraiment enfantine. Quelques signes d'amitié et de bienveillance qu'on leur fît en les abordant, ils ne s'approchaient qu'avec les plus gandes précautions : tantôt avançant quelques pas, pour reculer ensuite, comme épouvantés du danger qui les menaçait; puis revenant, toujours sur leurs gardes, ils priaient les étrangers de ne leur faire aucun mal et de quitter bien vite leur pays. « Allez-vous-en! allez-vous-en! ne nous tuez pas! », criaient-ils de loin à l'interprète groënlendais que le capitaine Ross envoyait à eux pour les rassurer, et ce ne fut qu'après un long colloque, dans lequel les interlocuteurs étaient séparés par un ruisseau, qu'ils consentirent enfin à se laisser approcher. Dès qu'ils eurent fait cette concession et que l'interprète, muni d'une planche, se fut mis en devoir de franchir le ruisseau, ils se mirent tout de suite à lui témoigner de loin leur bienveillance et leurs dispositions amicales, ce qu'ils faisaient en se tirant le nez et en répétant sans cesse : « Ne nous tuez pas! » Néanmoins, quand ils eurent vu celui-ci se tirer le nez plus fort qu'eux-mêmes, ils commencèrent à témoigner quelque confiance en ses promesses et entamèrent une conversation calme avec lui. . . .

La vue des vaisseaux les jeta d'abord dans un étonnement difficile à décrire. La plupart les prenaient pour des animaux amphibies, et leur effroi fut grand quand ils observèrent de loin les mouvements des voiles, qu'ils croyaient être les ailes du monstre. Ce ne fut pas sans de grandes difficultés qu'on parvint à les désabuser à cet égard, et qu'on les détermina à s'en approcher. Arrivés près des navires, leur surprise redoubla encore : dans ces latitudes boréales, où toute végétation est pauvre et réduite à quelques herbes, des mousses et des bruyères qui atteignent à peine la grosseur du doigt, qui pouvait leur donner l'idée d'un arbre? Le plus grand nombre d'entre eux n'avaient même jamais vu de bois, sinon quand la mer jetait sur le rivage quelques débris de vaisseaux, dont ils faisaient usage sans en connaître l'origine. Ils ne pouvaient en croire leurs yeux, ni le récit des étrangers; toutes choses étaient pour eux l'objet d'une grande curiosité, et surtout d'une grande convoitise : ils touchaient à tout avec une stupéfaction mêlée de crainte, et quand, à force d'explications, on était parvenu à leur faire comprendre l'usage d'un objet, ils exprimaient leur admiration par des exclamations mêlées de grands éclats de rire.

La vue d'un miroir surtout les jetait dans

une véritable extase : ils ne pouvaient comprendre qu'ils y vissent leur propre figure, et vingt fois ils regardaient derrière la glace pour s'assurer que ce n'était pas une illusion. Leur ignorance n'était pas moins grande en ce qui concernait le poids spécifique des choses : on en vit un qui essayait d'emporter une enclume ; le capitaine Ross dit que l'un des premiers Esquimaux qui visitèrent son navire voulait prendre à bord du vaisseau et emporter un mât de rechange.

La plupart se croyaient les seuls habitants du globe, et supposaient qu'il n'existait rien au sud, autre chose qu'un monceau de glace, et les navigateurs furent long-temps à leur persuader qu'il y avait des nations plus grandes, des pays plus fertiles et des climats plus doux.

Les voyageurs qui ont fréquenté les Esquimaux s'accordent à reconnaître qu'ils sont hospitaliers et serviables envers les étrangers. Ils s'empressent, en général, de rendre les services qu'on leur demande, et partagent volontiers leur nourriture avec leurs hôtes. Les craintes de la première entrevue une fois dissipées, ils deviennent familiers et même affectueux.

Les Anglais, qui avaient beaucoup ri d'abord de l'air grave avec lequel ils s'approchaient en se tirant le nez, ne furent pas médiocrement surpris des étranges marques de tendresse qu'ils en reçurent quelques jours plus tard : après avoir caressé de la main les habits et le dos de leurs nouveaux amis, ils se prirent tout-à-coup à frotter violemment leur nez contre celui des Anglais, ce qu'il fallait supporter le plus sérieusement du monde, malgré l'odeur de l'huile rance qui inondait leur visage et de l'horrible saleté dont il était recouvert. Le lieutenant Parry, assis sur un glaçon, se vit contraint de souffrir que plusieurs de ses nouvelles connaissances lui essuyassent à plusieurs reprises leurs mains sur la figure, après avoir craché dedans. C'était là, de leur part, la marque la plus haute de leur respect, de leur admiration et de leur amitié pour lui.

Tous les Esquimaux vivent presque exclusivement des produits de leur chasse et de leur pêche. Dès que vient l'été, chaque bourgade quitte les huttes d'hiver, et vient camper dans quelque lieu qu'elle juge abondamment pourvu de gibier, de vaux marins, de poissons et de baleines. Toute la saison chaude se passe ainsi, sous des tentes faites de peaux de daims ou d'autres animaux, soigneusement cousues ensemble. Ces tentes, dont le plan est à peu près un ovale de sept à huit pieds de large sur quinze à seize de long, ont pour unique charpente une perche de baleine, ou un grand os fixé verticalement dans la terre, et haut de douze à treize pieds. Autour de cette perche, à la hauteur de huit ou neuf pieds, sont attachées les peaux qui forment la tente elle-même. On y entre par l'extrémité la plus étroite, qui est constamment tournée au sud-ouest, et la porte est formée par deux os de baleine joints ensemble par des courroies. Le fond, à partir de la perche centrale est destiné à contenir le menu mobilier et le lit de la famille, composé de mousse et de plantes marines.

Les huttes d'hiver sont construites, tantôt en neige, tantôt avec des ossements de poissons recouverts de terre et de glace, tantôt enfin, comme chez les Esquimaux des terres de Baffin et de Boothia, en glace pure. Chaque bourgade contient de dix à vingt de ces huttes, disséminées sans aucun ordre, à peu de distance les unes des autres. Elles sont construites sur un plan à peu près uniforme : un passage long et tortueux, élargi vers la moitié de sa longueur pour former le chenil (1), conduit à une pièce généralement faite en demi-cercle ou en demi-ovale, suivant qu'elle est destinée à contenir une ou deux familles. Dans le premier cas, le diamètre de cette pièce est de sept à dix pieds; dans le second, elle a douze ou quinze pieds de long sur huit à dix de large. A l'un des bouts de cette chambre, se trouve le lit, qui n'est autre chose qu'un large banc de neige, haut de deux pieds et recouvert de peaux garnies de leur poil. Chaque hutte contient invariablement une lampe de pierre, qui brûle jour et nuit, et qui sert en même temps de cheminée, de chandelle et de fourneau; au-dessus d'elle,

(1) Chaque famille possède toujours un assez grand nombre de chiens.

est suspendue la marmite ou plat de pierre remplie d'huile, dans laquelle cuisent à la nage les tranches de phoque et les autres aliments de la famille : un autre vase, également suspendu non loin de la flamme, sert à fondre la neige, et fournit de l'eau pour la boisson et les autres besoins du ménage. La mèche de la lampe est une sorte de mousse très-touffue et très-longue, que l'on recueille pour cet usage, et, si l'on s'absente pour quelque temps, on a soin de suspendre à distance de a flamme un gros morceau de graisse de baleine, qui, fondant peu à peu, remplace l'huile usée par la combustion.

Le capitaine Ross a vu souvent les habitants de Boothia construire leurs huttes de glace ; et chaque fois il s'est, dit-il, émerveillé de la promptitude de cette construction. Après avoir sondé et nivelé le terrain, ils tracent le demi-cercle de l'enceinte, qui doit être établie sur une couche de neige solide, ayant au moins deux pieds d'épaisseur. Ils taillent ensuite, dans des morceaux de glace, des voussoirs de vingt à vingt-quatre pouces de long sur dix à douze pouces d'épaisseur à la grosse extrémité, et les ajustent les uns sur les autres, de manière à former un dôme d'une régularité surprenante, quand on songe à la pauvreté de leurs moyens d'exécution. Tout cela, dit Ross, est l'ouvrage de trois quarts-d'heure à peine. Dès que le dôme est fermé, on place dans l'enceinte les bancs et le lit de neige ; puis on ferme avec un morceau de glace humide et transparente l'ouverture qu'on laisse ordinairement à l'un des côtés de la hutte, et qui sert de fenêtre. Ce n'est qu'après avoir tout terminé qu'on procède à la construction du couloir dont j'ai parlé. On fait ensuite une ou plusieurs petites huttes supplémentaires pour serrer les ustensiles et les provisions.

Vêtements. — Les vêtements des Esquimaux sont à peu de chose près les mêmes sur tout le territoire dont nous parlons ici : ils consistent en une sorte de blouse ou de veste de peau allant du menton au milieu des cuisses, avec des manches qui descendent jusqu'à l'extrémité des doigts et un capuchon pour recouvrir la tête. Cette blouse, dont le poil est tourné en dehors, est entièrement doublée d'une autre peau ayant le poil tourné en dedans. Une paire de bottes, dont le poil est constamment à l'intérieur, recouvre les pieds et les jambes jusqu'au-dessus du genou. Les cuisses et la partie inférieure du tronc sont garanties par une culotte de peau de daim qui descend par-dessus les bottes jusqu'au-dessous du jarret. Ces vêtements, cousus très-proprement et très-solidement avec des nerfs d'animaux terrestres ou de gros poissons, sont quelquefois ornés de franges faites de nerfs effilés, de fragments d'os ou de dents d'animaux enfilés en chapelet.

Le costume des femmes n'est guère différent de celui des hommes : comme eux, elles portent la blouse à capuchon, la culotte et les bottes. Dans quelques peuplades, la blouse est terminée en pointe, en devant et en arrière. Il y en a d'autres où leur culotte ne descend que jusqu'au milieu de la cuisse, de sorte que la partie comprise entre l'extrémité de la culotte et le haut de la botte est tout-à-fait nue. Enfin les femmes du Labrador ont des bottes extrêmement larges, à cause de l'habitude où elles sont d'y porter leurs enfants.

Taille, figure. — La taille des Esquimaux est petite en général, et varie, pour les hommes, de quatre pieds dix à onze pouces, à cinq pieds trois pouces. Les femmes ne dépassent guère quatre pieds sept à neuf pouces.

Malgré la couche épaisse de graisse et de crasse qui leur couvre constamment la figure, ils ont bonne mine, une figure pleine et arrondie, le teint foncé et les joues animées, d'une couleur rosée qui dénote une santé robuste. Leurs yeux sont noirs, petits et légèrement relevés vers l'angle externe. Leur nez est petit et légèrement épaté ; leurs dents sont blanches et bien rangées chez les individus encore jeunes ; mais, passé trente-cinq à quarante ans, elles sont souvent usées : l'habitude où ils sont de s'en servir pour étirer les peaux dont ils font leurs vêtements et leurs bottes paraît en être la cause unique.

Ils ont tous des cheveux noirs, épais et luisants. La plupart les portent en désordre, ce qui ajoute encore à l'air de saleté empreint sur toute leur personne ; quelques tribus ce-

pendant semblent en prendre plus de soin.

On en trouve chez qui les femmes les divisent en deux nattes, qu'elles laissent tomber de chaque côté de la face. Les femmes de l'île de Winter et d'Igloulik les portent roulés comme deux véritables queues, liées par des lanières, dont les circonvolutions laissent voir entre leurs intervalles les poils d'une fourrure blanche qui sert de première enveloppe.

Ils n'ont, du reste, rien qui ressemble à nos peignes ou à nos brosses; aussi la vermine abonde-t-elle sur la tête de tous, grands et petits. Nous aurions tort de les en plaindre, c'est pour eux un passetemps agréable de se la chercher réciproquement et de la manger.

L'usage de se tatouer est fort commun chez les Esquimaux; mais ils n'en usent pas avec cette prodigalité qu'on remarque chez certains insulaires de l'Océanie. Quelques lignes dessinées sur la figure ou la face dorsale des mains, sont en général les seuls ornements de ce genre que se permettent les hommes. Les femmes portent presque toutes plusieurs lignes de tatouage sur les joues, et principalement sur le menton. Cette opération ne leur est faite que lorsqu'elles deviennent nubiles. Dans quelques contrées les femmes se font aussi tatouer les bras, les mains, le sein et les cuisses.

MOEURS. — *Mariage.* — Les Esquimaux se marient en général fort jeunes, souvent les conjoints sont fiancés dès leurs plus jeunes années; quelquefois même dès avant la naissance de la fille. Dans un grand nombre de tribus, le jeune homme qui désire épouser une fille, est obligé de l'emmener par violence vraie ou simulée, et ce n'est quelquefois qu'à force de coups qu'il parvient à la conduire à sa hutte. Le mariage n'est accompagné chez eux d'aucune solennité, et nulle cérémonie civile ou religieuse ne vient lui donner sanction; aussi vivent-ils à cet égard dans un état voisin de la promiscuité des sexes. Un homme peut avoir deux femmes, de même qu'une femme peut avoir deux maris. Ils divorcent sous le plus léger prétexte, et il ne faut souvent pour cela que le désir de l'un d'aller habiter un lieu qui déplaît à l'autre; la stérilité des femmes est aussi une cause fréquente de séparation. J'ai prononcé tout-à-l'heure le mot de promiscuité, et peut-être ne le trouvera-t-on pas trop fort en apprenant l'usage où ils sont de se prêter mutuellement leurs femmes pendant un voyage ou une absence. On doit peu s'étonner, après cela, du peu de retenue de ces dernières; aussi les voyageurs s'accordent-ils tous dans les tableaux qu'ils ont tracés de leurs mœurs. — « J'appréhende, » dit le lieutenant Parry, « de » ne pouvoir donner un très-favorable témoi» gnage en faveur de la chasteté des femmes » et de la délicatesse des maris sur ce point. » Quant aux derniers, il n'était point rare » d'en voir offrir leurs femmes en vente, » aussi facilement qu'une veste ou un cou» teau. On peut affirmer que dans aucun » pays la prostitution ne va aussi loin que » chez ces peuples. La conduite de la plupart » des femmes, quand les maris étaient ab» sents des huttes, témoignait clairement de » leur indifférence à leur égard, et de leur » entier laisser-aller relativement aux liens » nuptiaux. Le départ des hommes était gé» néralement le signal pour mettre de côté » la contrainte, que l'on reprenait bien vite » lors du retour, qu'elles se font annoncer » par les enfants, postés au dehors pour » avertir (1). »

Si l'on en excepte les Groënlandais, les Esquimaux traitent leurs femmes avec moins de dureté que beaucoup de peuples barbares, qui en font de véritables bêtes de somme. Les Esquimauses suivent leurs maris à la chasse et à la pêche, et prennent soin des détails intérieurs du ménage. L'hiver est pour elles un temps de repos presque complet; elles passent alors la plupart de leur temps assises sur leur lit, les jambes croisées, sans avoir autre chose à faire qu'à préparer les aliments et à prendre soin des enfants.

Ceux-ci ne sont guère sevrés avant l'âge de trente à trente-six mois; et jusqu'à ce qu'ils aient la force de suivre leurs parents dans leurs émigrations annuelles, ils restent

(1) *Voyage de Parry*, trad. de M. Albert Montémont.

exclusivement à la charge de la mère, qui les porte avec elle tantôt suspendus à des courroies, ou dans une espèce de sac attaché à son dos, tantôt enfin dans le capuchon de sa veste; j'ai dit plus haut que les femmes du Labrador portent les leurs dans leurs bottes. Pour accoutumer l'enfant à une nourriture plus substantielle que le lait, la mère mâche avec soin des aliments solides, qu'elle lui présente et qu'il vient lui sucer sur les lèvres. Il arrive souvent que les pères, au retour de la chasse ou de la pêche, prennent plaisir à les faire manger ainsi.

Les enfants sont pour leurs parents une véritable source de prospérité; dès l'âge de sept à huit ans, ils sont capables de pourvoir à leur subsistance, et à dix ans les garçons aident leurs pères dans leurs travaux. Aussi une postérité nombreuse est-elle regardée comme une fortune, et une femme veuve est toujours sûre de trouver des maris, pour peu qu'elle ait trois ou quatre enfants du premier.

Nourriture. — La nourriture de tous ces peuples est exclusivement de la chair de poisson, de phoque, de cheval ou de lion marin, auxquelles ils ajoutent celles du renne, du bœuf musqué, du daim et de quelques autres animaux dans la saison de la chasse. Toutes ces viandes sont mangées crues ou à moitié cuites dans la graisse ou dans l'huile de baleine. Ils sont généralement dans l'usage, quand ils ont tué un renne, de manger aussitôt les aliments renfermés dans son estomac. Ce ragoût, qui soulèverait de dégoût nos estomacs européens, est pour eux un grand régal, à en juger par l'avidité avec laquelle ils le dévorent. Du reste, ils sont d'une voracité prodigieuse, et quand les provisions abondent, ils passent la plupart de leur temps à manger. Douze ou quinze livres de veau marin suffisent à peine à la consommation journalière de chaque individu; et quand on songe que toutes ces chairs, déjà par elles-mêmes extrêmement grasses et indigestes, sont mangées crues ou cuites dans de l'huile de poisson, on est vraiment étonné que des estomacs humains puissent se prêter à un tel exercice. Si la rareté des provisions a forcé pendant quelque temps les habitants d'une bourgade à mettre un frein à son terrible appétit, et qu'on apprenne qu'un animal de grande taille vient d'être tué par l'un des habitants, c'est pour tous les autres l'occasion d'une réjouissance générale, qui se manifeste par des cris, des sauts, des éclats de rire, des visites mutuelles, des embrassades et des félicitations réciproques. Dès que la proie arrive au milieu de cette troupe affamée, chacun à l'envi se range à l'entour; on la déchire et l'on se met à dévorer jusqu'à ce que tout le monde soit distendu de nourriture. Leur manière de manger, dans ces occasions mémorables, n'est pas moins étonnante que leur voracité même : elle consiste à couper, à l'aide d'un couteau fait de corne de renne ou d'une dent de walrus, par bandes longues et minces, des morceaux de l'animal; on les roule ensuite en cylindre d'un pouce et demi à deux pouces de diamètre, puis l'un des convives en engouffre un bout dans sa bouche, le plus avant possible, tandis qu'un autre, saisissant l'extrémité restée au dehors, la coupe aussitôt à fleur des lèvres du mangeur pour la passer successivement à chacun des invités. Le plus souvent le repas commence par sucer le sang contenu dans les gros vaisseaux de la victime, chacun tour-à-tour lui plongeant sa tête dans le ventre; le sang qui recouvre leur face quand ils la retirent, joint à la couche de graisse et d'ordure dont elle est habituellement enduite, leur donne alors un aspect vraiment horrible.

Les Européens leur témoignèrent souvent la répugnance qu'ils éprouvaient à la vue de ces repas, et les engagèrent à modifier leur façon de les apprêter et de les prendre; mais les Esquimaux, loin de tenir compte de ces observations, ne firent que rire des scrupules des étrangers. « Plusieurs fois, » dit Parry, « on les vit, au contraire, prendre » un malin plaisir à offrir aux matelots, dont » ils voyaient le dégoût, des morceaux de » chair de veau marin dégouttants d'huile et » de saleté. »

Quand on songe au goût prononcé que tous les sauvages de l'Amérique témoignent pour les boissons européennes et les liqueurs fortes, on a lieu d'être étonné de voir que les Esquimaux accueillirent d'abord ces pré-

sentis avec beaucoup de froideur ; il fallut aux peuplades qui en font usage aujourd'hui une longue fréquentation des Européens pour vaincre la répugnance qu'elles avaient d'abord manifestée. Il en faut dire autant du pain. Ceux à qui l'on en donna le rejetèrent de leur bouche aussitôt après l'avoir un peu mâché ; ils ne conçoivent pas, disent-ils, que nous puissions nous habituer à une telle nourriture. Pour eux, la chair de phoque est le mets sans pareil, et l'huile de baleine le nectar véritable.

Chasse et pêche. — J'ai dit que la chasse et la pêche sont, avec les travaux qui s'y rapportent, les seules occupations des Esquimaux. Les instruments dont ils se servent pour ces usages sont extrêmement imparfaits et grossiers. Les trappes et autres piéges sont très-souvent employés par eux pour prendre les animaux assez rares qui vivent sur leur territoire. Ils saisissent aussi quelquefois à la course ceux dont ils n'ont à redouter ni les morsures, ni des coups violents.

Aucune des tribus d'Esquimaux qu'on a jusqu'ici visitées n'avait eu, comme les Lapons, l'industrie de faire du renne un animal domestique, et la chasse est le seul moyen qu'ils connaissent de s'en procurer. Comme ces animaux sont extrêmement agiles et fort sauvages, et que de misérables flèches ne pourraient les abattre à la distance à laquelle ils se laissent approcher, il faut avec eux agir de ruse : deux hommes, lorsqu'ils aperçoivent au loin une troupe de rennes, se recouvrent d'une peau de l'un de ces animaux, à laquelle les cornes et les os de la tête sont encore adhérents. Cette peau, une fois fixée sur la tête des chasseurs, dont l'un représente le train de devant, et l'autre le train de derrière, ils s'avancent ainsi jusqu'auprès du troupeau, et réussissent même souvent à se mêler aux rennes qui paissent, et ils peuvent alors facilement percer de leurs couteaux ou de leurs flèches ceux qui se trouvent à leur portée.

La chasse au bœuf musqué se fait à l'aide des chiens, qui sont extrêmement ardents et bien dressés à cet exercice. Ils poursuivent le bœuf sans relâche, ils le fatiguent et finissent par l'acculer enfin contre quelque roche, où ils lui livrent un combat à outrance, dans lequel ils sont souvent victimes. Le chasseur s'approche alors, et attaque l'animal avec ses flèches, qu'il décoche à courte distance ; mais on conçoit que l'imperfection de ces instruments, et leur faiblesse contre une bête de cette taille, doivent retarder longtemps encore la victoire : ce n'est qu'à force de réitérer les coups qu'on parvient à l'affaiblir, et il faut souvent, pour le terrasser, le tenir en échec pendant des heures entières. Aussitôt qu'il est abattu, les chiens le saisissent à la gorge, et le maître l'achève à coups de couteau. Puis, sans perdre de temps, il le dépouille, suce le sang qui était resté dans l'intérieur des gros vaisseaux, le dépèce et le coupe en quartiers, qu'il recouvre de neige pour venir les chercher à loisir dans ce magasin improvisé.

Je ne m'arrêterai pas à décrire la chasse de l'ours blanc ; elle est à peu près la même que celle du bœuf musqué.

Les moyens que les Esquimaux emploient pour la pêche ne sont pas moins imparfaits que ceux dont ils usent à la chasse. Ils ignorent l'usage du filet, et leurs lignes sont des lanières minces de peau, auxquelles sont attachés des hameçons en os ou en ivoire. Ils se servent aussi de la flèche, du bâton aigu armé d'une dent de walrus, et même de leur couteau, fait le plus souvent avec cette dernière substance. Ils savent attirer les veaux marins hors de l'eau, au moyen d'une peau gonflée d'air ou de mousse, qu'ils font mouvoir sur le rivage ; quand l'animal est sorti, l'un des pêcheurs, qui s'était tenu couché sur la glace, lui coupe aussitôt la retraite, et l'assomme en lui frappant la tête d'une pierre attachée à un manche de baleine ou de bois.

Je disais tout-à-l'heure qu'ils se servent de lignes à hameçons ; quelques tribus en emploient en outre une d'une espèce singulière : elle consiste en une lanière de cuir, munie d'un long manche, et à laquelle sont suspendues trois ou quatre boules d'os ou d'ivoire. Après avoir fait un trou dans la glace, un homme, tenant le manche par l'extrémité, agite les boules à un ou deux pieds de la surface de l'eau, tandis qu'un autre, apos-

té au bord du trou, et constamment sur ses gardes, perce d'une flèche ou d'un bâton aigu les poissons qui sautent hors de l'eau pour saisir l'appât.

Disposition au vol. — Tous les voyageurs s'accordent à reconnaître que les Esquimaux ont une grande propension à voler tous les objets qu'ils convoitent, et il faut, quand ils visitent les navires, user de la plus stricte surveillance à leur égard. Ils exécutent leurs larcins, sinon avec la dextérité des filous de l'Europe, au moins avec le même sang-froid. S'ils sont pris en flagrant délit ils rendent sans résistance les objets qu'on leur réclame, mais ne semblent éprouver aucune honte de leur mauvaise action, et ne deviennent pour cela ni moins entreprenants, ni plus timides. Il est probable que cette indifférence est plutôt le résultat de leur ignorance des lois de la propriété que d'une impudence qui ne se rencontre que parmi les hommes consommés dans le crime, et j'y vois bien plus un motif pour les excuser qu'un nouveau grief contre eux. Les femmes ne sont pas moins avides que les hommes, et souvent on fut obligé de fouiller dans leurs bottes pour en retirer les objets qu'elles avaient pris à la dérobée.

Chiens. — Les chiens sont les seuls animaux que les Esquimaux soient parvenus à associer à leurs travaux domestiques; aussi sont-ils nombreux dans chaque tribu. Ils sont en même temps pour leurs maîtres des compagnons fidèles et des associés laborieux et indispensables. Ils suivent constamment leurs maîtres à la chasse, mais c'est surtout par leurs qualités de bêtes de trait qu'ils se rendent utiles à la famille: ce sont eux qui tirent les traîneaux chargés des ustensiles de ménage, lorsque la bourgade quitte ses huttes d'hiver pour aller au loin à la chasse et à la pêche; ce sont eux encore qui remorquent sur le bord de la mer les canots remplis des provisions à l'époque du retour. Leur grande taille, égale à celle des loups, et leur force prodigieuse les rendent capables de supporter des fatigues auxquelles nulle autre espèce ne pourrait suffire, et tout en eux semble avoir été calculé pour résister à ces rudes climats: leur poil, long de trois ou quatre pouces, est encore épaissi dès le commencement de l'hiver par une toison de laine douce et serrée, et cette fourrure protectrice leur permet de supporter sans souffrir le froid le plus rigoureux. Ils ont de plus, dit Parry, une étonnante faculté de résistance au froid dans les parties du corps qui ne sont pas ainsi protégées. « Nous avons vu, » ajoute-t-il, » un jeune chien endormi, ayant sa patte » nue sur une ancre quand le thermomètre » marquait trente degrés au-dessous de zéro, » et un de nos chiens n'aurait pu supporter » un seul instant ce contact sans ressentir » une douleur immédiate et très-vive. » Il n'est pas jusqu'à leur effrayante voracité qui ne soit un véritable présent de la Providence; car dans ces climats, déshérités de la nature, il fallait que chaque être fût pourvu au plus haut degré des forces destinées à le conserver et à l'entretenir. Plusieurs fois des matelots anglais se sont amusés à leur présenter des oiseaux, qu'ils engloutissaient sans faire la moindre attention à la plume, et on en a vu dévorer des mouchoirs de poche qu'on leur jetait et même des morceaux de toile à voile sans en être le moins du monde incommodés.

On les attelle aux traîneaux au nombre de six ou huit, et même quelquefois de douze ou treize. Ils sont accouplés deux par deux, et l'attelage est précédé pour l'ordinaire de celui d'entre eux auquel on a reconnu le plus d'ardeur et le plus d'intelligence: celui-ci est attaché à une guide plus longue que les autres, et a pour fonction plutôt de guider le convoi que de tirer le fardeau. Le fouet du maître, qui atteint rarement les autres, ne le touche jamais, car il est accoutumé à obéir à la voix du conducteur dès que celui-ci lui parle en prononçant son nom. Les fardeaux que traînent ces attelages sont quelquefois considérables, et chaque chien ainsi attelé transporte habituellement un poids de cent-soixante à deux cents livres, avec une vitesse que le pas de l'homme le plus agile ne pourrait égaler, quelque accéléré qu'il fût. Les capitaines Lyon et Parry virent des chiens travailler sans re-

lâche pendant huit heures par jour, et traîner des fardeaux équivalant à cent soixante-dix-neuf livres pour chacun. Ils parcouraient l'espace de dix-neuf cent cinquante pas en dix minutes.

Traîneaux. — On ne saurait trop admirer avec quelle intelligence l'homme, quelque bas placé qu'il soit sur l'échelle de la civilisation, a su tirer parti des moindres ressources que lui offre le lieu qu'il habite. Quel est par exemple l'Européen qui ne serait fort embarrassé de construire un traîneau dans un lieu dépourvu de bois et de toute autre production végétale; sans fer et presque sans instrument dont il pût aider sa faiblesse? De tels obstacles ne sauraient arrêter les Esquimaux. A défaut de bois, ils se servent d'ossements unis ensemble par des courroies ; quelquefois ils prennent un poisson gelé, et si ces ressources leur manquent, un simple glaçon leur suffit pour transporter à la fois leur mobilier, leurs provisions, leur famille et eux-mêmes.

Canots. — Leur industrie ne s'est pas exercée avec moins de bonheur dans la confection de leurs canots ; nous nous imaginons volontiers qu'on ne saurait se passer, pour faire une barque, de planches et de clous, de marteaux, de rabots et de scies; les Esquimaux n'ont rien de tout cela, et ils voguent avec sécurité sur la mer; ils sillonnent les embouchures des fleuves rapides dans des embarcations qui contiennent leurs femmes, leurs enfants et toute leur fortune. Des côtes de baleine et quelques courroies leur suffisent pour construire la carcasse d'un esquif de douze à quinze pieds de long sur deux ou trois de large, et ils n'ont plus alors pour achever leur œuvre, qu'à appliquer sur cette charpente des peaux de grands poissons bien huilées, et solidement cousues ensemble. Ces barques singulières, d'un usage général chez toutes les peuplades qu'on a jusqu'ici visitées, peuvent, malgré leur apparente fragilité, porter dix à douze personnes. Lorsque les peaux de poisson qui en composent le corps et le plancher inférieur sont imbibées d'eau, elles deviennent transparentes comme du verre ; et plusieurs voyageurs avouent que leurs matelots eux-mêmes n'y montaient d'abord qu'avec une sorte d'effroi, qui divertissait beaucoup les naturels. Aussitôt qu'il rentre de la pêche ou d'une excursion par eau, l'Esquimau a grand soin de tirer son canot à terre, et de le hisser sur deux piles de pierres élevée de trois ou quatre pieds au-dessus du sol. Cette précaution a pour but de sécher la peau de poisson, et de l'empêcher de pourrir. C'est dans la même intention qu'on ne néglige jamais de l'enduire d'une bonne couche de graisse ou d'huile.

Danses. — D'après ce que j'ai dit il n'y a qu'un instant du dévergondage qui préside à l'union des sexes, on doit prévoir que les usages de la vie civile et les jeux publics doivent porter l'empreinte de cette démoralisation. Plusieurs fois en effet il arriva que les matelots eux-mêmes furent scandalisés à la vue des actes indécents que les hommes et les femmes se permirent devant eux dans leurs accès de gaité. Aussi leurs danses sont-elles le plus souvent empreintes de ce caractère de grossièreté. Je ne puis mieux en donner une idée qu'en citant les paroles mêmes du capitaine Ross, qui dépeint cette danse pour l'avoir vue lui-même. « Quand on fut à bord, » dit-il, « on réussit à décider deux jeunes » gens à donner un échantillon de leurs » danses. L'un d'eux commença par se tordre les traits et à rouler les yeux d'une » manière si exactement semblable aux effets » d'une attaque d'épilepsie, que l'on fut » convaincu que cet accident venait de lui » arriver, et que le chirurgien fut appelé. » On se rassura bientôt, toutefois, car le » danseur se mit aussitôt à exécuter une multitude de gestes et d'attitudes extraordinaires, qu'accompagnaient les plus hideuses grimaces, analogues en un point » aux jeux de cette espèce, dans des pays » tout différents et plus civilisés. Cette » danse abondait en allusions indécentes. Le » corps était généralement courbé et les » mains passaient sur les genoux. Après » quelques minutes le danseur se mit à crier : » *amnah, adjah!* et presque aussitôt le second acteur, qui avait jusque là regardé » en silence son compagnon, commença, » comme par inspiration, à se contourner le

» visage, à imiter les attitudes indécentes » du premier, et à chanter ensuite : *hedjan!* » *hedjan!* Quand ceci eut duré, avec une » énergie toujours croissante, pendant dix » minutes, l'air monta soudainement à l'aigu, » et ces mots : *wihi*, *wihi*, s'empilaient » avec la plus grande rapidité. Ils s'appro- » chèrent alors l'un de l'autre en avançant » leurs lèvres, en grinçant des dents, et dans » une extrême agitation, jusqu'à ce que » leurs nez se touchassent; et là finit par un » rire sauvage cette scène extraordinai- » re (1). »

Religion. — On doit bien penser, d'après ce qui précède, que les peuples plongés dans un tel état d'ignorance et de grossièreté doivent avoir perdu presque toute trace de croyances religieuses. On ne sait que peu de choses à cet égard sur les populations que nous venons de décrire; mais Krantz nous a transmis sur les traditions des Groënlandais des documents précieux, et qu'il est d'autant plus important de faire connaître qu'ils confirment et expliquent certains usages et certaines pratiques superstitieuses qu'on a eu occasion d'observer chez les autres Esquimaux.

Traditions des Groënlandais. — Les Groënlandais croient que le premier homme est venu de la terre, et que la femme étant sortie de son pouce, de ce couple a été engendré tout le genre humain. Toutes choses ont ensuite été introduites par l'homme dans le monde, et ce fut la femme qui y fit entrer la mort, en disant : Il faut bien que tous les hommes meurent pour faire place à leur postérité. — Après une longue suite d'années, un déluge détruisit tous les hommes à l'exception d'un seul, qui fit sortir de terre, en la frappant d'un bâton, une femme nouvelle, afin de repeupler le monde. — Lorsque les hommes auront vécu encore bien longtemps sur la terre, ils seront entièrement détruits; la terre elle-même sera déchirée, réduite en fragments et purifiée du sang des hommes par une inondation générale, qui la réduira en poussière, et quand cette poussière aura été ainsi bien lavée, elle sera séchée par un vent violent, qui la réunira de nouveau en une seule masse, d'une forme plus belle que celle de la terre. Et la terre nouvelle sera toujours couverte de verdure; il y régnera un printemps continuel, et l'Être d'en haut, en soufflant sur la cendre purifiée des morts, les ressuscitera pour qu'ils jouissent de toutes ces délices.

L'Être d'en haut est et sera toujours inconnu des hommes, qui ne savent ni son nom ni sa forme; mais il y a un Dieu immortel qui aime les hommes et les protége; celui-là a la forme d'un ours et quelquefois celle d'un homme à un seul bras. C'est lui qui révèle aux angekok, ou prêtres, les choses futures et leur donne leur pouvoir. Les Groënlandais le nomment Torngarsuk, et les autres Esquimaux Occoo-Ma; son empire est caché dans les entrailles de la terre. — Il y a aussi au fond de la mer un vaste palais habité par une méchante femme.

Les âmes vont dans trois demeures diverses en quittant le corps. La première de ces demeures est le ciel, situé au-dessus des nuages; c'est la région de la lune. Les âmes, réunies sous des tentes qui entourent un grand lac abondant en poisson et en gibier de toutes sortes, dansent et jouent aux boules. C'est ce lac qui, en débordant, occasione les pluies, et s'il rompait ses digues, un déluge nouveau ne manquerait pas d'arriver.

La seconde demeure est l'habitation de Torngarsuk lui-même; elle est située sous les rochers qui bornent la terre. Le soleil y brille sans cesse pur et sans nuages; on y trouve sans peine une grande quantité de rennes, d'eiders et de poissons variés, et l'on y mange des têtes de phoque, qui se renouvellent aussitôt qu'on les coupe.

Pour être admis dans ce séjour il faut avoir supporté de grandes peines et de grandes fatigues, ou avoir subi la mort en chassant les baleines ou autres monstres. C'est là que vont les femmes mortes pendant le travail de l'accouchement.

La troisième demeure est un lieu de tourments, d'expiation et de supplices. C'est le palais de la méchante femme, situé au fond de la mer; elle y vit seule avec son fils

(1) Ross. Trad. d'Alb. Montémont.

1. Vecino de Santiago de Chile. 2. Joven Peruana. 3 y 4. Esclavos Negros, en el Brasil.

Pl. 27



1. HABITANT DE SANTIAGO (CHILI). 2. JEUNE PÉRUVIENNE. 3 ET 4. ESCLAVES NÈGRES AU BRÉSIL.

Ouittikka, qui est aussi méchant qu'elle, et qu'elle envoie pour faire du mal aux hommes et les tourmenter. Les portes de cette demeure, où la vieille tient enchaînés les monstres marins, est gardée par des phoques et des chiens farouches. Sa lampe, qui brûle sans cesse, est alimentée par une cuve, dans laquelle nagent des oiseaux aquatiques. Enfin, les angekok parviennent quelquefois, par leurs conjurations, à pénétrer jusqu'à elle, et la forcent alors, avec des mauvais traitements, à leur confier ses secrets et ses maléfices.

La terre est environnée d'autres esprits d'un ordre subalterne et qui sont divisés en plusieurs classes. Les uns voltigent dans l'air; ils sont noirs et ténébreux, et se nourrissent des entrailles des âmes qu'ils peuvent saisir au passage; d'autres vivent dans l'eau, et dévorent les renards quand ils s'approchent pour prendre du poisson; il y en a, enfin, dans le feu même; ce sont des flammes voltigeantes, esprits qui habitaient sur la terre avant le déluge; les montagnes sont habitées par des nains très-industrieux et par des géants de douze pieds de haut.

Il y a un dieu de la guerre, qui a sous sa dépendance tous les esprits ennemis des hommes, et un dieu du vent, du beau temps et des glaces, et qui a été un homme autrefois.

L'homme a trois âmes : la première est une forme subtile et épurée du corps, qu'elle peut quitter pendant le sommeil et les maladies pour aller se réjouir avec les autres. C'est elle qui, après la mort, va habiter l'une des trois demeures. Les deux autres âmes sont le souffle et l'ombre. Les enfants ont une âme aussi, qui, lorsqu'ils meurent, va habiter un autre corps.

Les angekok s'initient eux-mêmes; ils commencent par jeûner, et ensuite ils invoquent Torngarsuk, afin d'en obtenir un esprit familier. Puis l'initié reste sans mouvement pendant trois jours entiers; il est alors réveillé par l'esprit, qui lui donne la science et le conduit visiter les trois demeures. — Lorsque l'angekok veut faire un de ces voyages mystérieux, il bat du tambour en s'agitant avec violence, et lorsqu'il est épuisé de fatigue, il se fait lier les mains au dos, la tête placée entre les jambes, et se fait mettre dans un lieu obscur; c'est alors que son âme se détache et va trouver l'esprit qui répond à toutes ses questions. Le temps le plus favorable pour entreprendre ces voyages est l'automne, parce que le ciel est alors plus près de la terre, et que les arcs-en-ciel fréquents sont pour l'âme un chemin commode.

Les Groënlandais ne sont pas guerriers; mais néanmoins tous leurs actes portent le cachet de la violence et de la brutalité. On lapide et l'on jette à la mer sans pitié ceux qui sont soupçonnés d'avoir, par maléfice, attiré quelque malheur sur la tribu. Les liens de parenté, même les plus proches et les plus étroits, ne mettent pas à l'abri de ces exécutions. Un Groënlandais, dit M. Boullaud, ne porte jamais secours à un autre s'il n'est de sa famille ou de sa société de chasse et de pêche, et si, dans sa barque, il est gêné par une femme ou un enfant, il les jette à l'eau. Les vengeances chez eux sont terribles, comme chez tous les peuples sauvages; une injure exige que l'offensé tue le coupable, et dans ces luttes le vainqueur ne manque pas de manger le foie ou le cœur du vaincu pour ôter le courage à sa famille.

Ici, comme dans les pays dont nous avons parlé plus haut, le mariage est la suite d'un enlèvement avec violence; la polygamie est admise, et le divorce pour la cause la plus légère universellement pratiqué. Une femme veuve et vieille, un vieillard abandonné, un enfant non encore sevré, sont enterrés vivants. Le capitaine Parry a vu dans la presqu'île Melville des usages qui se rapprochent beaucoup de ceux-ci. Une petite fille à la mamelle, dont la mère mourut, fut condamnée à périr de faim. Il ne dit rien de la pratique d'enterrer vivants les vieillards; mais il a remarqué, aussi bien que le capitaine Ross, le peu de respect qu'on leur témoigne et la dureté avec laquelle on les traite.

ESQUIMAUX DE L'OUEST.

Ces hommes, presque tous tributaires de la Russie, sont répandus sur la côte ouest de l'Amérique septentrionale, entre le 60e degré

35 minutes et le 71° degré 25 minutes latitude nord; ils ne diffèrent de ceux que nous venons de décrire que par quelques usages de peu d'importance réelle, et qu'il nous suffira d'énumérer brièvement ici.

Comme les Esquimaux de l'est, ils habitent les lieux voisins des embouchures des fleuves, les petits caps et les lieux qui leur paraissent favorables à la pêche; comme eux aussi ils ont l'habitude de quitter, quand vient la saison chaude, les bourgades qui, pendant l'hiver, leur servaient d'abri, et d'aller camper, sous des tentes de peau, dans le lieu choisi pour la chasse. Leurs huttes d'hiver diffèrent de celles des Esquimaux de l'est, en ce qu'elles sont généralement enfouies dans la terre à plus de moitié de leur hauteur. Elles ne sont jamais construites en glace pure, mais toujours, au contraire, en vieux bois ou en ossements de poissons, recouvertes de mousse, et quelquefois de glace ou d'un mélange de neige et de terre. Leur façon d'y vivre ne diffère en rien du reste de celle des autres Esquimaux; leurs vêtements ne diffèrent aussi que très-peu. Plusieurs peuplades sont dans l'usage de suspendre par derrière une sorte de queue, faite d'une touffe de cheveux, d'une aile d'oiseau ou d'une queue d'animal; c'est suivant eux l'ornement obligé d'un habillement complet.

Ils sont généralement un peu plus grands que les Esquimaux de l'est, et leur figure serait plus agréable, sans l'habitude où sont les hommes de porter à la lèvre inférieure un *ornement* qui les rend hideux pour les Européens. Cet ornement consiste en un morceau d'os ou d'ivoire, taillé pour cela, ou bien en une simple dent d'animal, ou bien encore en un gros grain de verre, enchâssé dans la lèvre même qu'on a percée d'outre en outre à cet effet. Cette perforation de la lèvre inférieure, entre autres inconvénients, a celui de laisser suinter continuellement la salive, même quand l'ornement est en place; elle ruisselle dès qu'il est enlevé.

Ils se nourrissent presque exclusivement aussi de poisson, de veau marin, d'huile et de gibier, pendant la saison de la chasse; mais on n'a pas remarqué chez eux la voracité que j'ai signalée en parlant des autres habitants de cette partie du pôle boréal.

Ils semblent être plus industrieux que ces derniers, si l'on en juge par les ornements dont ils couvrent leurs divers ustensiles de chasse et de pêche. Ces ornements consistent en des incrustations et quelquefois même en des essais de bas-reliefs, qui, tout grossiers qu'ils sont, indiquent dans leurs auteurs un certain goût pour le dessin. Ils fabriquent aussi des chaînes d'ivoire d'une construction très-ingénieuse et qui étonne, quand on songe à la grossièreté des instruments dont ils font usage. Ces chaînes sont taillées dans un seul morceau d'ivoire, dans lequel les anneaux sont découpés avec soin et assez régulièrement évidés; elles ont de dix-huit pouces à deux pieds de long, et le plus souvent le dernier anneau n'est évidé qu'en partie et terminé en forme de baleine. Cette dernière circonstance a fait penser au capitaine Beechey que peut-être ces chaînes, dont il ne prévoit pas l'usage, servaient dans la pêche de ce cétacée.

Le même navigateur suppose, avec raison, que les Esquimaux de l'est et ceux de l'ouest appartiennent tous à la même souche; il cite à l'appui de son opinion la conformité de langage qui existe entre tous ces peuples. Cette conformité est telle, que l'un des hommes de son équipage, natif de la baie d'Hudson, fut très-facilement compris des naturels qu'il trouva sur la rive gauche du fleuve Mackensie. Cette preuve, en effet, nous paraît convaincante. Il n'y a donc pas lieu, d'après cela, de s'étonner des similitudes de mœurs, d'usages et de superstitions de tous ces hommes.

PATAGONS.

On s'accorde à donner le nom de Patagonie à cette partie de l'Amérique du Sud comprise entre le 65° et le 78° degré de longitude occidentale, et entre le 36° et le 56° degré de latitude australe, en y comprenant l'archipel de Magellan, à cause de sa grande étendue et de sa grande proximité.

Elle est bornée au nord par le Rio-Negro, fleuve qui la sépare de la confédération de la Plata; à l'est par l'océan Atlantique, au sud

par le grand océan Austral, la république chilienne et l'Arancanie, dont elle est séparée par la crête de la grande Cordillière des Andes (1).

Quoqiue l'Espagne ait toujours prétendu à la possession de cette vaste contrée, on la regarde encore aujourd'hui comme n'appartenant en réalité à aucune puissance européenne. Aussi l'intérieur est-il resté inexploré jusqu'à ce jour. Toutes les descriptions qu'en ont données les voyageurs se rapportent uniquement aux côtes et aux parties voisines des établissements européens.

Le premier navigateur qui ait fréquenté ces parages lointains, est Magellan, gentilhomme portugais au service de l'Espagne, à jamais célèbre pour avoir découvert un passage de l'océan Atlantique à la mer du Sud par le détroit auquel on a donné son nom. Parti de Séville le 10 août 1519, à la tête de cinq caravelles que lui avait confiées l'empereur Charles-Quint, il toucha d'abord au Brésil, et, après avoir visité divers points de la côte de Patagonie il doubla enfin le cap des Vierges le 21 octobre 1520, et entra dans le détroit, qu'il traversa dans toute sa longueur. Le 28 novembre suivant il était dans la mer du Sud (2).

Depuis cette époque un assez grand nombre de voyageurs suivit la même route que l'illustre Espagnol ; mais les dangers de la navigation dans le détroit empêchèrent pendant près d'un siècle encore la facile communication entre les deux mers. Ce ne fut qu'en 1616 que Lemaire et Schouten, deux Hollandais, découvrirent le passage de Lemaire et doublèrent le cap Horn, ainsi appelé du nom de la ville où était né Schouten.

(1) Balbi.

(2) Magellan, après cette glorieuse découverte, n'eut pas le bonheur de revoir sa patrie : poursuivant sa route à l'ouest, il traversa l'Océan-Pacifique, en touchant les îles Infortunées, près de Taïti, et les îles des Larrons (Guham). Arrivé aux îles Philippines, il contracta alliance, au nom du roi d'Espagne, avec un roi de ce pays alors en guerre avec l'un de ses voisins; Magellan voulut aider son nouvel allié, et fut tué en combattant le 27 avril 1521. Son équipage rentra dans le port de San-Lucar le 7 septembre 1522, après avoir doublé le Cap de Bonne-Espérance. Il avait fait le tour entier de la terre en trente-sept mois.

Toute la côte orientale de cette partie de l'Amérique comprise entre le Rio-de-la-Plata et le détroit de Magellan offre ceci de de particulier qu'on n'y voit point d'arbres, à l'exception de quelques broussailles et de pêchers sauvages, apportés par les Espagnols, aux environs de Buenos-Ayres, et qui se sont perpétués, rares et chétifs, un peu au sud de de cette ancienne colonie. Ce manque absolu de bois à proximité de la mer sera sans doute l'un des plus grands obstacles à la fondation d'établissements européens dans ces parages. Il est vrai que l'intérieur du pays n'ayant pas encore été visité, on ne peut affirmer qu'il soit également dépourvu de cet objet de première nécessité pour les constructions civiles et maritimes.

En revanche, le terrain, léger et graveleux, produit ici comme dans les pampas une herbe haute, forte et touffue, couvrant des plaines immenses, que parcourent des troupeaux innombrables de bœufs et de chevaux sauvages provenant de ceux qui furent apportés en Amérique par les premiers colons espagnols, depuis le Rio-de-la-Plata jusqu'au détroit de Magellan.

Un grand nombre de fleuves viennent se jeter dans l'océan Atlantique. Outre le Rio-Negro, nous en citerons trois seulement, à cause de leur importance : ce sont le Port-Désiré, le Port-Saint-Julien et le Santa-Cruz; ces quatre fleuves sont pratiquables à leur embouchure, même pour les grands navires, et offrent par cela seul une grande ressource aux bâtiments qui ont besoin de réparations.

Nous avons vu que les pâturages de la Patagonie sont couverts de troupeaux de bœufs et de chevaux sauvages ; ces animaux ne sont pas les seuls d'origine européenne qui peuplent ces vastes contrées; on y trouve encore de grandes troupes de chiens, dont les pères, déserteurs des établissements espagnols, ont suivi dans ces solitudes les animaux échappés des étables ; ils sont redevenus sauvages, et trouvent une proie facile dans les veaux encore sans défense, et dans les cadavres des taureaux tués par les chasseurs. Il ne paraît pas qu'ils attaquent l'homme. Les vigognes, les civettes et les

jaguars se montrent aussi dans ces parages. Parmi les oiseaux de mer, qui y sont très-nombreux, nous ne citerons que les pinguins, à cause de leur singularité. « Ces animaux, » dit Anson, « sont de la taille et à peu près de » la forme d'une oie ; mais, au lieu d'ailes, » ils ont deux espèces de moignons, qui ne » peuvent leur servir qu'à nager. Leur bec » est étroit comme celui d'un albatros. Quand » ils sont debout ou qu'ils marchent, ils se » tiennent le corps droit et non en situa- » tion à peu près horizontale comme les au- » tres oiseaux. Cette particularité, jointe à » ce qu'ils ont le ventre blanc, a fourni au » chevalier Nalborough l'idée bizarre de les » comparer a des enfants qui portent des ta- » bliers blancs (1). »

La mer est peuplée sur ces côtes d'une prodigieuse quantité de veaux-marins et d'autres amphibies, au nombre desquels on doit remarquer l'éléphant de mer, qui mérite une description particulière. Le mâle est muni au devant du nez d'une substance cartilagineuse, longue d'environ cinq à six pouces, et qui rappelle un peu la forme d'une trompe d'éléphant ; c'est à cet organe que l'animal doit son nom. Les mâles, qui sont d'un tiers plus grands que les femelles, ont souvent jusqu'à vingt-deux ou vingt-trois pieds de longueur et plus de quatre pieds de diamètre. Ils ressemblent à peu près au veau marin, quant à leur forme générale ; mais leurs mœurs diffèrent de celles de ces derniers. Du 15 août au 15 septembre environ les mâles viennent à terre y attendre les femelles, qui n'arrivent que quelques jours plus tard pour mettre bas et s'accoupler. Deux mois après, quand les petits ont acquis assez de force pour suivre la troupe, elle retourne à la mer. Le même voyage se renouvelle en mars et en avril. Pendant tout le temps que ces animaux vivent à terre ils ne prennent absolument aucune nourriture ; aussi sont-ils très-maigres à la fin du séjour qu'ils y font.

Leur force et l'agilité prodigieuse qu'ils montrent quand ils sont dans l'eau, les rendent redoutables aux pêcheurs contre lesquels ils se défendent vigoureusement, surtout s'ils ont reçu quelque blessure ; mais dès qu'ils ont touché la terre, ils semblent avoir perdu toute vigueur et toute vivacité : leur apathie est telle alors qu'on peut impunément les approcher sans craindre leurs attaques ; à peine lèvent-ils la tête pour regarder celui qui les frappe, et font-ils quelque effort pour éviter le coup de massue qui va leur briser le crâne.

(1) Trad. d'Alb. Montémont.

Les habitants de ces contrées sont peu nombreux, et les voyageurs, qui s'accordent à porter à dix ou vingt individus le nombre d'hommes composant les troupes qu'ils ont rencontrées, ne les ont vus que très-rarement marcher plusieurs centaines ensemble. Il faut dire cependant que leur nombre est plus considérable dans les plaines voisines du territoire de Buénos-Ayres qu'en approchant du détroit de Magellan. Cela vient sans doute de ce que le climat y est moins rigoureux, et que les troupeaux de bœufs y sont plus nombreux et plus abondants que dans les régions plus méridionales.

On a long-temps disputé sur la taille réelle de ces peuples. Les premiers navigateurs qui les avaient visités s'étaient plu à leur attribuer des proportions gigantesques ; mais des relations plus récentes et plus exactes montrent ce qu'il faut penser de tous ces récits merveilleux. Aujourd'hui les voyageurs reconnaissent d'un accord unanime que la taille des Patagons varie de cinq pieds quatre à cinq pieds dix pouces. Wallis, qui les a mesurés lors de son voyage au cap de la Vierge, en 1766, dit que le plus grand nombre avaient de cinq pieds six pouces à cinq pieds huit pouces ; plusieurs avaient six pieds et un seul six pieds deux pouces. Bougainville, qui, dans le même temps, explorait aussi ces contrées, évalue la taille du plus grand nombre entre cinq pieds cinq pouces et cinq pieds dix pouces. Enfin, M. Dumont d'Urville, qui les a visités en mai 1838, se contente de dire qu'ils lui ont, en général, « semblé d'une haute taille, sans être gigantesque. » Il faut donc rejeter, au nombre des fables inventées à plaisir, les récits des voyageurs qui avaient vu, disaient-ils, des Patagons de neuf à dix pieds de haut. Ils sont,

en général, bien faits et robustes, et la couleur cuivrée de leur peau est la même que celle des autres naturels du continent américain. Ils ont tous, plus ou moins, l'habitude de se peindre la figure de couleurs éclatantes qu'ils disposent en dessins plus ou moins bizarres. Ordinairement le tour des yeux est encadré d'un cercle noir, rouge ou bleu, qui descend jusqu'à la pommette des joues, et le plus souvent la couleur de ce cercle n'est pas la même pour les deux côtés; tantôt il y en a un noir et l'autre rouge, tantôt l'un est rouge et l'autre blanc ou noir. A ce premier et principal ornement, ils ajoutent la peinture de la face entière, qui est recouverte de bandes transversales rouges, noires, jaunes ou blanches, suivant le goût des individus ou suivant les circonstances. Quelques hommes portent sur les bras des peintures analogues, et toutes les jeunes femmes qu'observa Wallis avaient les paupières peintes en noir. Cet usage de se peindre la face et diverses parties du corps, si commun parmi les indigènes de l'Amérique, mais qui nulle part n'est plus général que chez les Patagons, leur donne un aspect horrible, et un air féroce qu'a démenti jusqu'ici leur bienveillance envers tous les Européens qui les ont visités.

Nous avons vu de quelles précautions s'entourent les peuples voisins du pôle arctique pour se préserver des atteintes du froid; on pourrait croire que la rigueur du climat de la Patagonie a suscité des usages analogues à ses habitants : il n'en est rien. A la vérité la similitude entre les deux climats que nous comparons n'est que fort éloignée, et, pour l'Esquimau du pôle nord, la température de la Patagonie serait un véritable printemps; mais on n'a pas moins lieu de s'étonner que les peuples dont nous nous occupons n'aient pas montré plus de soin de leurs vêtements, quand on songe que pendant l'été que Bougainville passa dans le détroit de Magellan, le thermomètre ne monta que rarement à dix degrés au-dessus de zéro. La plupart de ceux que vit Byron étaient entièrement nus; quelques-uns avaient les épaules couvertes d'une simple peau d'animal, dont le poil était tourné en dedans. Ceux que visita Wallis étaient vêtus à peu près de la même manière. Il y en a qui ont le corps entouré de peaux nouées autour du corps par une ceinture de cuir; enfin Bougainville en trouva qui portaient un caleçon de peau attaché autour des reins par une courroie qui soutenait une peau de guanaco destinée à couvrir les épaules; mais, dit ce voyageur, la partie de cette peau destinée à garantir le haut du corps retombait sur les talons comme une sorte de tablier; de façon qu'ils sont entièrement nus depuis les épaules jusqu'à la ceinture.

A l'exception de quelques familles, qui vivent des produits de leur pêche dans le détroit de Magellan, et qui semblent être des individus dégénérés de la race que nous venons de décrire (1), les Patagons sont chasseurs ou pasteurs. Hommes et femmes passent pour ainsi dire leur vie à cheval, tantôt à garder des troupeaux de guanacos, qui, quelquefois, sont composés de plusieurs milliers de bêtes (2); tantôt à poursuivre les chevaux et les taureaux sauvages. Cette chasse est l'occupation principale de ceux qui avoisinent le territoire de Buenos-Ayres. Le seul but qu'ils se proposent est de s'emparer du suif et des peaux, qu'ils vendent aux négociants de cette province; quelquefois, pourtant, ils enlèvent la langue de l'animal, qui, convenablement préparée, est un objet de commerce important dans les anciennes colonies espagnoles. Le reste de l'animal, abandonné sur place, sert de pâture aux oiseaux de proie et aux troupes de chiens qui parcourent ces vastes plaines. Ces chasses se font de la manière suivante : des hommes à cheval cherchent un troupeau de bœufs sauvages; ils s'approchent autant qu'ils le peuvent des animaux isolés, et les poursuivent jusqu'à ce qu'ils puissent leur couper les jarrets à l'aide d'une lame recourbée adaptée à une perche. L'animal tombe aussitôt, et les chasseurs, sans s'arrêter, se mettent incontinent à la poursuite d'un autre, tandis qu'une troupe d'hommes qui les suit tue les bœufs abattus et les dépouille. On conçoit qu'une telle vie ait dû faire des Patagons

(1) Dumont-d'Urville, 1838.
(2) Morrell. Voyages de 1822.

d'excellents cavaliers ; aussi ne le cèdent-ils en rien, sous ce rapport, aux Gauchos des pampas de Buenos-Ayres. Ceux mêmes qui sont les plus éloignés de cette province ont acquis une grande habileté à dompter les chevaux, et presque tous ont adopté l'usage de la selle, de la bride et des éperons. Leur selle n'est, le plus souvent, autre chose qu'un morceau de cuir plié en plusieurs doubles ; la bride est une simple courroie passée dans la bouche du cheval, et, pour éperons, ils n'ont aux pieds que de longues chevilles de bois adaptées à des bottines ; mais, tout imparfaits qu'ils sont, ces objets leur suffisent pour dresser leur monture à une obéissance parfaite.

C'est principalement dans la chasse aux bœufs que l'on veut prendre vivants, que l'instinct des chevaux sert admirablement les maîtres, et l'on peut dire qu'il entre pour autant dans le succès que l'adresse même de ces derniers. Voici comment Anson décrit cette chasse : Deux hommes à cheval, armés de leurs *laços*, solidement fixés à la selle par l'une de leurs extrémités, poursuivent ensemble une vache ou un taureau sauvage; l'un d'eux, aussitôt qu'il est à portée lance le laço aux cornes de l'animal, qu'il manque rarement de saisir, et le suit en modérant la course de son cheval sur la rapidité de celle du taureau, de sorte que le laço n'est jamais trop tendu ; pendant ce temps, le second cavalier passe par derrière et jette à son tour le laço aux jambes de la bête, et, dans le même instant, les deux cavaliers sautent à terre, pendant que les chevaux s'arrêtent et tirent de toutes leurs forces les laços dans des sens opposés. La secousse renverse l'animal, les chevaux continuent de tirer et le mettent dans l'impossibilité d'agir, pendant que les chasseurs s'approchent et le garrottent si solidement qu'ils peuvent ensuite l'emmener, presque sans résistance. Le même moyen leur sert pour prendre les Guanacos, les autruches et même les jaguars; mais, pour les premiers de ces animaux, ils emploient plus souvent les boules (1).

J'ai dit plus haut quelle est l'incurie des Patagons pour ce qui concerne leur manière de se vêtir, on en peut dire autant de leur façon de se loger. Ils vivent le plus souvent sous des tentes de peaux. Ceux qui demeurent près du détroit de Magellan, où les arbres abondent, se construisent des cabanes avec des branches d'arbres fichées en terre et entrelacées par leur extrémité supérieure.

Leur nourriture consiste presque exclusivement en chair crue, ou à demi grillée. Ils y joignent parfois des herbes tendres et des racines. Quelques tribus, dont j'ai déja dit quelques mots, demeurent constamment au bord de la mer et se nourrissent de poissons et de coquillages. Comme leurs mœurs et leur constitution physique se rapprochent beaucoup de celles des habitants de la Terre-de-Feu, dont je vais parler dans un instant, il est inutile de m'étendre davantage sur ce sujet.

Les Patagons ne se sont jamais montrés hostiles aux Européens qui les ont visités ; tous les voyageurs, au contraire, s'accordent à se louer de leur accueil bienveillant et de la timidité qu'ils ont constamment montrée dans leurs rapports avec les étrangers. Si l'on en excepte un peu de propension au vol, bien pardonnable sans doute à des peuples élevés en dehors des lois et de la morale des nations civilisées, on n'a que peu de reproches à leur faire à cet égard. Leurs rapports entre eux ne semblent pas non plus indiquer la férocité que nous avons remarquée chez un trop grand nombre d'indigènes du même continent. Ils traitent leurs femmes en inférieures, mais non en esclaves, et se montrent, à cet égard, bien supérieurs à tous les habitants de la Terre-de-Feu, leurs voisins, qui ont transformé leurs compagnes en véritables bêtes de somme. On ne sait rien de leurs usages matrimoniaux, sinon qu'ils semblent être fort ja-

(1) J'ai dit, dans une autre partie de cet ouvrage, que le *laço* est une courroie de cuir ou une corde, longue de douze à vingt pieds, et terminée par un nœud coulant ; les *boules* en diffèrent en ce que l'extrémité qu'on lance à l'animal est terminée par un caillou ou une boule de métal. Cet instrument, qui tient la proie moins solidement que le premier est plus facile à lancer, surtout quand il s'agit de saisir les jambes autour desquelles il s'enroule.

loux, et prennent les plus grandes précautions pour soustraire les femmes jeunes aux regards des étrangers. Celles-ci, de leur côté, ont paru timides et modestes à ceux d'entre les navigatenrs qui ont eu l'occasion d'en approcher.

« Les Patagons, » dit M. Dumont d'Urville (1), « m'ont semblé d'un caractère » doux, paisible et sociable, et de mœurs » simples et fort indolentes. Sans être doués » de hautes facultés, je les crois éducables, » et susceptibles de recevoir jusqu'à un cer» tain point les bienfaits de la civilisation. »

Espérons, avec ce marin célèbre, qu'un jour viendra où quelque missionnaire charitable ira leur porter les lumières du christianisme, clef unique de la civilisation, à laquelle ils semblent heureusement disposés.

TERRE DE FEU.

Magellan, en traversant le détroit auquel on a donné son nom, appela *Terre-de-Feu* la grande île située au sud de ce passage; un volcan fumant qu'il aperçut à une grande distance fut, dit-on, la cause de cette appellation. On a depuis compris sous le même nom le groupe des îles qui entourent cette terre principale; on les nomme aussi archipel de Magellan. Outre la Grande-Terre, remarquable par son volcan, et le Sarmiento, la plus haute montagne de ces contrées, cet archipel comprend l'île que M. Balbi nomme *Occidentale,* et M. King *South-Désolation;* elle est située à l'extrémité occidentale du détroit. Non loin de la même extrémité, on rencontre l'île *Hanover* et l'*Archipel de la Reine-Adélaïde.* A l'orient se trouvent les îles *Clarence* et *Navarin.*

La Terre des États ou *Ile des États* est située à l'est de la Grande-Terre, dont elle est séparée par le fameux détroit de Lemaire; au sud se rencontre le groupe des îles *Hermite* et l'île Horn, célèbre par son cap méridional, que doubla le premier le navigateur qui lui a donné son nom; enfin, au sud de ce groupe est celui de Diego-Ramirez, dernière terre que les géographes attribuent à l'Amérique.

L'archipel dont on vient de lire une description sommaire embrasse une étendue de plus de cent cinquante lieues de l'est à l'ouest, et de plus de soixante-dix lieues du nord au sud. Un sol âpre et aride, des montagnes élevées, dépourvues de végétation dans la plus grande partie de leur surface, dont les sommets sont couverts d'une neige éternelle, et dont quelques-unes sont couronnées par des volcans; telle est le tableau que nous font les voyageurs de ces tristes contrées. Les seuls arbres qu'on y rencontre sont des bouleaux tortueux et rabougris, dont les plus hauts ne dépassent pas vingt-quatre pieds, et, parmi les quadrupèdes, la loutre et le chien sont les seuls dont on ait, jusqu'ici, signalé l'existence. Le climat, supportable en été, quand le vent vient du nord, est généralement très-froid quand, soufflant du sud, il a passé sur les glaces du pôle et les îles Schetland.

Les habitants de ces contrées, les plus voisins du pôle austral que l'on connaisse, paraissent être des Patagons dégénérés. Leur taille atteint à peine cinq pieds à cinq pieds deux pouces; ils ont le nez légèrement aplati, des yeux petits, la poitrine bien faite; mais leurs jambes sont généralement grêles et mal tournées, ce qui paraît tenir à l'habitude où ils sont de se tenir constamment accroupis au soleil ou autour du feu.

Ils sont dans l'usage, comme les Patagons, de se peindre la face et diverses parties du corps de couleurs diverses, disposées en dessins plus ou moins bizarres. Leur intelligence paraît être aussi obtuse, aussi dégradée que possible; réduite à la vie purement animale, ils n'ont, pour ainsi dire, d'humain que la forme, et passent la plupart de leur temps, assis sur leurs talons, à épier au bord de la mer les amphibies, les mollusques et les poissons, dont ils font leur nourriture presque exclusive. Toute leur industrie se borne à fabriquer des canots pour la pêche, quelques armes et quelques ornements; encore tous ces travaux sont-ils entièrement départis aux femmes, qui, comme je l'ai déjà dit, sont reléguées jusqu'à la condition de

(1) Rapport au ministre de la marine et des colonies, du 25 mai 1838.

véritables bêtes de somme. Leurs canots, qui ont de dix à quinze pieds de long sur vingt-deux à vingt-quatre pouces de large, sont faits de trois pièces d'écorce de bouleau, une pour le fond et une pour chaque côté; ces pièces sont jointes ensemble par des branches d'arbre, entrelacées avec assez d'adresse. Une couche de terre glaise, étendue au fond de cette barque grossière, sert en même temps de lest et d'âtre; on y entretient constamment du feu. — Ils ont pour armes des frondes, faites de peau ou de boyaux de veau marin; des piques, composées d'un manche de bois de huit à dix pieds de long et terminées à leur extrémité par un os aigu; et des javelots, faits de même que leurs piques, mais moins longs, et qu'ils dardent fort adroitement en les tenant par le milieu. On leur a vu aussi des arcs de bois dur et élastique, avec lesquels ils lancent des flèches dont la blessure est fort dangereuse : elles sont composées d'un morceau de bois fendu par une extrémité et armées d'un caillou aigu introduit dans la fente sans y être solidement fixé. Il résulte de cette disposition, que lorsque la flèche a pénétré dans les chairs, on peut bien la retirer, mais le caillou reste dans la plaie.

Leurs vêtements, non plus que ceux des Patagons, ne sont nullement en rapport avec la rigueur du climat sous lequel ils vivent. Il consiste pour les hommes en une simple peau de loutre, jetée sur les épaules, et qui, le plus souvent, descend à peine au milieu du dos; encore quelques-uns se dispensent-ils de ce faible préservatif et vont-ils entièrement nus. Les femmes sont mieux vêtues que les hommes; elles sont enveloppées d'une peau plus grande, qui les couvre avec décence; elles paraissent être fort pudiques, et leurs maris, très-jaloux, les surveillent avec beaucoup d'attention.

Les Européens qui les ont visités se louent en général de l'accueil qu'ils en ont reçu : ils s'approchent ordinairement des étrangers avec un mélange de défiance et de joie; ils chantent et étendent les bras en signe d'amitié, et une fois la première entrevue passée, ils abandonnent volontiers toute contrainte et montent sans défiance dans les vaisseaux. Le seul reproche grave qu'on eût à leur faire, est leur extrême propension au vol, défaut si commun parmi les sauvages, qu'il n'a plus lieu d'étonner aujourd'hui ceux qui les visitent.

Chez ces peuples, pas plus que chez les Patagons, on n'a trouvé des traces d'idées religieuses ni d'une forme quelconque de gouvernement.

FIN DE L'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE

LE MONDE

OU

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS

JUSQU'A NOS JOURS.

HISTOIRE

DE

L'OCÉANIE.

Cette partie du monde, la plus vaste de toutes si l'on considère sa superficie totale, la plus minime si l'on a égard à la surface des terres habitables qu'elle contient, est comprise entre le 91° longitude orientale et le 105° de longitude occidentale, et entre le 35° de latitude nord et le 56° latitude sud.

Elle a pour limites : *au nord*, l'Océan-Indien, le détroit de Malacca, la mer de la Chine, l'île Formose et le Grand-Océan, pris sous le 35° parallèle boréal; *à l'est*, le Grand-Océan, pris sous le 105° de longitude occidentale, et qui, au-delà, appartient à l'Amérique; *au sud*, le Grand-Océan, à partir du 56° latitude australe; *à l'ouest*, l'Océan-Indien, sous le 91° parallèle de longitude orientale.

Dans ces limites extrêmes sont comprises quelques îles, qui, par leur proximité de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, ont dû être considérées comme des dépendances de ces parties de la terre

L'extrême irrégularité qu'on remarque dans la position des îles nombreuses et du continent qui forment ensemble l'Océanie, ne permet guère de lui assigner une forme générale. Qu'il suffise de savoir, pour se faire une idée de son étendue, que le carré qui la circonscrirait ne devrait pas avoir moins de deux mille lieues de côté.

Nous ne nous arrêterons pas, pressé que nous sommes d'arriver à un sujet plus intéressant, à décrire minutieusement les mers, les golfes, les détroits, les caps et les presqu'îles de l'Océanie, ces détails appartiennent plutôt à la géographie qu'à l'histoire, et l'historien ne doit en faire mention qu'autant que cette description préliminaire est utile à l'intelligence de son sujet.

Quant aux fleuves, on doit penser qu'ils sont peu nombreux dans cette partie du monde. Outre le continent austral (Nouvelle-Hollande), à peine est-il quelques îles assez vastes pour que de grands cours d'eau puissent s'y former, et l'intérieur de ces îles n'est, aussi bien que le continent, encore que très-imparfaitement connu aujourd'hui. Les

mêmes raisons s'opposent à ce qu'on y rencontre de grands lacs. Il en est un cependant au nord-est de Bornéo, que M. Rienzi a visité dans son voyage autour du monde, et auquel il n'attribue pas moins de dix-huit lieues de circonférence ; c'est, jusqu'à ce jour, le plus grand qu'on ait rencontré dans l'Océanie. Les naturels le nomment *Kiney-Ballou*. Il est possible que la Nouvelle-Hollande en contienne de plus considérables ; mais les parties de ce continent explorées jusqu'à ce jour n'en ont fait connaître que deux, qui lui sont inférieurs en étendue. Ce sont les lacs *Georges* et *Alexandrina*, situés tous les deux dans le bassin de Murumbridge.

Les îles de l'Océanie se comptent par milliers. Dans ce nombre sont comprises *Bornéo*, la plus grande de toutes les îles connues, et la *Nouvelle-Guinée*, que M. Balbi nomme *Papouasie*, qui est la plus longue île de la terre. Après celles-ci les plus importantes sont : *Sumatra, Java, Luçon, Mindanao, Célèbes*, et, dans le groupe de la Nouvelle-Zélande, *Ika-Na-Mauwi* et *Tavaï-Pounammou*, auxquelles le géographe que je viens de citer donne les noms de *Tasmanie-du-Nord* et *Tasmanie-du-Sud*.

S'il n'est ici qu'un petit nombre d'îles remarquables par leur étendue, il en est une infinité qui méritent de fixer l'attention, quant à la nature de leur composition et à leur mode de formation. Un grand nombre doivent incontestablement leur existence à des éruptions volcaniques ; d'autres, plus nombreuses encore, méritent une description particulière ; je veux parler des îles de corail.

Iles de corail.

Il n'est personne parmi nous qui n'ait vu du corail ; mais il en est peu qui connaissent la nature de ce produit, dont on fait chez nous des hochets pour les enfants, et qui, dans les mers du sud, est l'effroi des navigateurs. Le corail est une matière calcaire lisse et dure, de couleur en général rouge, tirant quelquefois sur le jaune, et produite par une classe d'animaux de l'ordre des radiaires, auxquels il sert d'habitation. Ces animaux, réunis par myriades, commencent leurs constructions sur les bas-fonds solides, à quelques brasses de profondeur, et, à mesure qu'ils se multiplient, les étendent en largeur et en hauteur, tellement serrées, tellement entrelacées les unes avec les autres, qu'elles ne forment bientôt plus qu'une masse compacte, qui semble percée d'une infinité de trous. Bientôt cette masse solide apparaît à la surface de la mer, qu'elle ne dépasse jamais ; voilà une île, ou plutôt le squelette d'une île. Dès lors, tout accroissement en hauteur cesse, car l'eau est indispensable à la vie des zoophites, et c'est en surface seulement que le récif nouveau va désormais s'étendre. En même temps les oiseaux du ciel, qui viennent s'y reposer à la marée basse, et la mer elle-même, y apportent des graines de mousses et des plantes inférieures, qui croissent rapidement, se pourrissent et forment une couche de terreau capable de supporter et de nourrir les graines de plantes plus parfaites que le hasard, ou, pour mieux dire, la Providence, ne manque pas d'y envoyer. Des arbres s'élèvent, qui jonchent le sol de leurs feuilles et de leurs branches pourries, et le disposent de plus en plus, par cet engrais, à recevoir les graines qu'ils répandent autour d'eux. Les années s'écoulent, la végétation devient de jour en jour plus active et plus florissante ; le sol, peu à peu, sort de l'eau, exhaussé par les débris des végétaux réduits en poudre, et une demeure nouvelle est enfin préparée pour l'homme.

La théorie de la formation de ces îles a été, pendant long-temps, l'objet de discussions animées entre les savants. Les uns, les voyant constamment réunies par groupes, disaient qu'elles n'étaient que des terres basses envahies peu à peu, et détruites en partie par les vagues de l'Océan ; d'autres les regardaient comme des restes d'îles plus grandes bouleversées par des tremblements de terre ; et Cook, enfin, émit l'opinion qui vient d'être développée, et dont la vérité est hors de doute, depuis qu'on en a vu, pour ainsi dire, se former de toutes pièces, et les zoophites travailler sous l'œil même des observateurs.

« L'examen d'un banc de corail, durant » les différents flux d'une marée, est, » dit Hall (1), « d'un intérêt tout particulier. » Quand il y a quelque temps que la mer » s'est retirée, il est sec, et offre l'apparence » d'une roche compacte très-dure et très- » déchirée ; mais, à mesure que la mer monte » et que les flots commencent à le battre, les » vers à corail sortent des trous qui étaient » d'abord invisibles. Ces animaux sont en » grande abondance et de diverses formes et » grandeurs, et la quantité en est si prodi- » gieuse, qu'en peu d'instants la surface du » rocher semble être vivante et se mouvoir. » Le ver le plus commun a la forme d'une » étoile dont les branches ont quatre à six » pouces de longueur, et ses bras se meu- » vent rapidement dans tous les sens, pro- » bablement pour saisir sa nourriture. Il y » en a d'autres qui sont si immobiles, qu'on » les prendrait pour des fragments de roc. » Ceux-ci sont ordinairement de couleur som- » bre, et ont de quatre à cinq pouces de long » sur deux ou trois de circonférence. Quand » le corail est détaché d'un rocher que la mer » n'atteint pas, c'est une pierre solide ; mais, » si on le prend à un endroit que la marée » baigne chaque jour, on le trouve malléa- » ble et plein de vers de couleurs variées. » Quelques-uns, minces comme un fil, sont » d'un jaune éclatant, et ont plusieurs pieds » de longueur ; d'autres sont bleus. Il y en » a qui ont la forme de limaçon. On en re- » marque qui ont la forme d'une écrevisse ; » mais ils sont doux au toucher, et n'ont pas » plus de deux pouces de long.

» La croissance du corail paraît cesser » quand le ver n'est plus exposé à l'eau de » la mer. Ainsi un banc s'élève en chou- » fleur jusqu'à ce que son sommet ait atteint » le niveau des plus hautes marées. Les autres » parties, atteignant successivement la sur- » face et s'y arrêtant, forment avec le temps » une plate-forme unie dont les flancs sont » perpendiculaires. Toutefois, le banc s'ac- » croît toujours, et, ne pouvant monter da- » vantage, s'étend latéralement dans toutes » les directions ; et cet accroissement étant » aussi rapide au sommet qu'à la base, le » banc reste toujours à pic : voilà ce qui ex- » plique les circonstances qui rendent les » bancs de corail si dangereux pour la navi- » gation ; car, en premier lieu, on les voit » rarement dépasser l'eau ; ensuite leurs » flancs sont tellement à pic, que l'avant » d'un vaisseau peut donner sur le rocher » avant qu'aucun changement signalé par la » sonde n'avertisse du danger. »

(1) *Voyage autour du Monde.*

Je disais tout à l'heure que ces bancs de corail, transformés en îles, sont toujours réunis en groupes plus ou moins nombreux ; on le conçoit maintenant, puisque les animaux qui les forment se multiplient en quelque sorte par boutures, et se répandent de proche en proche. Les côtes nord-est de l'Australie (Nouvelle-Hollande), depuis le détroit de Torrès jusques et y compris la partie de la mer du sud qu'on a appelée *Mer-de-Corail*, sont parsemées d'une immense quantité de ces écueils, célèbres déjà par un grand nombre de naufrages. L'archipel *Dangereux* ou l'archipel des *Iles-Basses*, nommé aujourd'hui archipel de *Paumotou* par quelques géographes ; l'archipel *Central* ou des îles *Mulgrave*, et l'archipel des *Larrons* ou îles *Marianes*, sont les principaux groupes de l'Océanie qui soient dus à ces concrétions calcaires.

Nous ne nous arrêterons pas à décrire les montagnes de cette partie du monde, sur lesquels les géographes eux-mêmes sont loin d'être d'accord aujourd'hui. Quant aux déserts, si l'on en excepte quelques étendues de terrain situées sur la côte sud et ouest du continent austral (Nouvelle-Hollande), nous ne trouvons rien dans l'Océanie qui mérite véritablement ce nom.

Climat.

A l'exception de quelques îles de la Malaisie, dans lesquelles une chaleur intense, réunie à une extrême humidité du sol, est une cause fréquente de maladies, le climat de l'Océanie est en général salubre et favorable à l'homme. Quoique la plupart des îles de la Polynésie soient situées entre les tropiques, on n'y éprouve pas cependant

cette chaleur étouffante dont souffrent d'autres habitants du globe. Les vents alisés, qui soufflent presque continuellement dans ces parages, en sont la cause ; et, quand ils s'arrêtent, ils sont remplacés bientôt par des vents alternatifs de terre et de mer, qui entretiennent dans ces îles un printemps plutôt qu'un été perpétuel. Il n'est aucune terre de l'Océanie où le soleil darde ses rayons avec autant de violence que dans la partie intertropicale du continent austral. Pendant l'été, qui dure depuis octobre jusqu'en mai, et principalement en décembre, il n'est pas rare, dit-on, d'y voir le thermomètre de Réaumur monter à quarante degrés au-dessus de zéro. Si l'on en croit même quelques voyageurs, au nombre desquels est Collins, il est arrivé quelquefois que des prairies et des forêts ont pris feu spontanément. Il a été dit plus haut que les côtes occidentale et méridionale sont de véritables déserts ; on en peut dire autant d'une portion des côtes du nord. Mais à l'est, partie jusqu'ici la mieux connue, le climat est extrêmement sain, et le sol paraît d'autant plus fertile qu'on s'avance davantage dans l'intérieur des terres.

Minéralogie.

La minéralogie de l'Océanie n'est encore aujourd'hui que très-imparfaitement connue, et cependant on y trouve des métaux dont les mines surpassent en richesses toutes celles qui ont été signalées dans les autres parties du monde. Les mines d'or et de diamants de Bornéo sont de ce nombre. Il faut y ajouter les mines d'or de Timor, de Célèbes, de Sumatra, de Luçon et de Mindanao. On sait que l'île de Banca, qui appartient aux Hollandais, contient des mines d'étain qui rendent jusqu'à 58 pour cent, produit sans exemple jusqu'à ce jour. Le même métal se rencontre aussi à Linga, à Sumatra et à Célèbes. On tire du cuivre de ces deux dernières îles, ainsi que de Luçon, de Timor et de la Nouvelle-Hollande. Le plomb se trouve dans ce dernier continant et dans l'archipel des Philippines. Billiton, Sumatra, Célèbes et Bornéo fournissent du fer en abondance. Des mines fécondes de l'Australie (Nouvelle-Hollande) et de l'île de Diémen, on extrait de de la houille ; et le sel, enfin, est fourni par les Célèbes, Bali, Java et d'autres îles.

Végétaux.

Parmi les végétaux nombreux qui couvrent les îles de l'Océanie, il en est peu qu'on ne rencontre dans les continents entre lesquels elle est située. Les îles voisines des côtes de la Chine et de l'Inde produisent à peu près les mêmes arbres que ces dernières contrées ; tandis que la végétation des îles rapprochées du continent américain est identique à celle du versant occidental des Cordillères. Taïti et un grand nombre de terres intertropicales produisent le fameux arbre à pain, providence de ces contrées, et qui mérite une description particulière. Le fruit à pain est produit par un arbre qui atteint ordinairement la hauteur d'un chêne de grandeur moyenne. Il a des feuilles larges et ovales, longues souvent d'un pied et demi, et qui ont quelque analogie avec celles du figuier. Le fruit, gros le plus souvent comme le poing d'un homme, égale parfois la tête d'un enfant, et l'épiderme qui le recouvre est rude et granuleux, à peu près comme la surface d'une truffe. La chair, blanche comme la neige, et consistante à peu près comme de la mie de pain frais, est comprise entre l'épiderme et le trognon central. Les naturels l'apprêtent de trois manières différentes : la première consiste à la couper en tranches qu'on fait griller, ou bien on fait cuire le fruit entier dans une sorte de four, et on en mange la pulpe après avoir enlevé l'épiderme. Dans cet état, elle a un goût que Cook compare à celui de la mie de pain de froment mêlée à l'artichaut de Jérusalem. Quelquefois ils en font une sorte de bouillie, en la broyant avec un caillou, et en y ajoutant du lait de coco, ou en le mêlant avec des bananes ou des fruits mûrs de plane ; enfin ils en font du *mahie*. La préparation du mahie consiste à cueillir le fruit avant sa maturité complète, à le mettre en tas sous des feuilles, où il subit une première fermentation, qui lui donne une douceur désagréable ; puis on retire avec soin le trognon de

1 y 3. Trajes de los Naturales de Tonga Tabú. 2 y 4 Trajes de Nueva Zelandia.

Pl. 1.

1 2 3 4

Demoraine del.

Taillant Sculp.

1 ET 3. COSTUMES DES HABITANS DE TONGA TABOU. 2 ET 4. Id. DE LA NOUVELLE ZÉLANDE.

chaque fruit, et l'on place le reste dans un trou creusé en terre à cet effet dans chaque cabane, et le tout est recouvert de feuilles et de pierres. La seconde fermentation que le fruit éprouve alors lui donne un goût aigrelet, et il peut être conservé plusieurs mois sans s'altérer. C'est là la provision de la famille pendant toute la saison qui ne fournit pas de fruit à pain. Pour manger le mahie, on le retire du trou, et on le fait cuire au four après l'avoir enveloppé de feuilles. Cuit ainsi, il se conserve pendant cinq ou six semaines sans s'altérer. On le mange froid ou chaud, et c'est le mets qui, pour les naturels, remplace véritablement le pain à tous les repas.

Les îles des Amis, des Navigateurs et de Fidji (Viti) produisent des arbres qui se rapprochent plus de la végétation de l'archipel indien que ceux des îles situées plus à l'est. On y trouve des forêts épaisses dans lesquelles croissent des végétaux gigantesques; nous citerons seulement, dans cet aperçu général, le *corypha-umbraculifera*, palmier non moins remarquable par sa hauteur que par l'étendue de ses feuilles, qui servent aux naturels à couvrir les toits de leurs cabanes, et l'*abrusprecatorius*, qui fournit des fruits secs d'une grande dureté et d'un beau rouge, dont les habitants font des colliers et d'autres ornements.

Dans presque toutes les îles de la mer du Sud, les indigènes se nourrissent de patates, d'ignames, de choux caraïbes. Des fruits de toute sorte, suspendus presque en toute saison aux branches des arbres, leur donnent en outre une ressource qui ne manque jamais. Au nombre des plus remarquables, on doit citer le *spondias cytherea*, l'*inocarpus edulis*, et presque toutes les espèces de palmiers et de cocotiers; il ne faut pas oublier le *cycas circinalis*, dont les amandes grillées servent de nourriture à des tribus entières, qui préparent en outre avec la moelle du même arbre une sorte de sagou très-substantiel.

La Nouvelle-Guinée ou terre des Papous, n'offre pas de végétaux qui la distinguent; MM. Lesson et Dumont d'Urville y ont vu cependant, dans les forêts qu'ils ont visitées, des arbres dont la tige, de cent cinquante pieds de haut, était complétement dépourvue de branches, et dont le sommet était chargé de feuilles et de fruits.

Les îles Sandwich produisent le bois de Sandal (*Sandalum album*), qui est très-commun à Hawaï, l'une d'elles. Les archipels Caroline et Mulgrave n'offrent rien de remarquable dans les végétaux qui couvrent leur sol.

Aucune partie de l'Océanie ne peut lutter pour la richesse de la végétation avec les grandes îles de la Malaisie, Sumatra, Java, Bornéo, Célèbes et les Philippines. Le riz, le maïs, les melons, les cocos, l'arbre à pain, la canne à sucre, le figuier, le dattier, le grenadier, l'ananas, le manioc, le tamarin, l'oranger, le citronnier, le cacao, le magney, sorte d'artichaut, le caféier, le sagou, qui croissent dans la seule île de Java, parmi mille autres plantes utiles ou agréables, fournissent aux habitants une nourriture facile et abondante. On y rencontre encore le cotonnier, le bambou, qui, dans ces parages, atteint des dimensions prodigieuses, la vanille, le poivrier, le pastel, l'arum, le tabac, etc., etc.

La flore de Sumatra est à peu près la même que celle de Java, et les différences qu'on y remarque sont de trop peu d'importance pour que nous devions les mentionner ici. Il est une plante cependant, le *raflesia*, qu'on n'a encore rencontrée que dans ces deux îles, et dont nous devons une courte description. Le *raflesia*, plante parasite qui pousse sur le tronc et les racines du *cissus angustifolia*, ne produit ni branches ni feuilles, et consiste en un tronc de deux à six pouces de long couronné par une fleur qui est la plus grande que l'on connaisse. Suivant M. Arnold, qui le premier l'a décrite, elle n'a pas moins de deux pieds sept à huit pouces de diamètre et pèse quinze livres. Les pétales, épais et charnus, exhalent une odeur de viande remarquable et sont nourrissants. Elle ne fleurit qu'une seule fois dans l'année, et, au rapport des naturels, la plante entière met trois mois pour arriver de l'état de simple bouton à son développement complet.

Nous ne dirons rien de la végétation de Célèbes, des Moluques et des Philippines, si ce n'est qu'on y trouve en abondance des muscadiers, des poivriers, des girofliers, des mangliers, etc., et que les Hollandais concentrèrent pendant long-temps dans les Philippines presque tout le commerce des épiceries nécessaires à l'Europe.

Nous bornerons là cette courte énumération des richesses végétales de l'Océanie, nous réservant de donner, s'il en est besoin, d'autres détails sur les plantes utiles ou curieuses des pays que nous aurons à décrire.

Animaux.

Le règne animal de cette partie du monde ne se montre ni moins riche en espèces, ni moins varié que le règne végétal; outre les animaux dont on retrouve les types dans l'un ou l'autre continent, il en est qui diffèrent par leurs formes et leurs mœurs de toutes les espèces observées dans d'autres portions du globe. Partout les oiseaux sont nombreux; mais les archipels de la mer du Sud ne renferment en général qu'un petit nombre de quadrupèdes; il en est même où cette classe se réduit au chien ou au cochon, que l'homme a su partout réduire à l'état domestique. On conçoit aisément qu'il en doit être ainsi quand on pense que la plupart de ces îles nombreuses sortent d'hier des profondeurs de l'Océan.

L'archipel indien est sans contredit la partie de l'Océanie qui offre à notre admiration les êtres animés les plus variés et les plus gigantesques. Les forêts de Bornéo et de Sumatra nourrissent des tigres, des tapirs, des gibbons, en grand nombre; on y rencontre aussi l'éléphant de l'Inde plus grand, plus monstrueux encore que dans cette dernière contrée. Le buffle peuple les pâturages de toutes ces îles depuis Timor jusqu'à Formose. L'*unicorne* et le *bicorne* remplacent dans les bois les plus obscurs et dans les marécages de Java, de Bornéo et de Sumatra, le rhinocéros de l'Inde et de l'Afrique; tandis que dans les mêmes lieux vit le *chevrottin napu*, gazelle en miniature, qui n'a que quelques pouces de haut et ressemble par la légèreté de son allure, aussi bien que par sa forme svelte et élancée, à l'animal dont il porte le nom. Si le sol des forêts est peuplé d'une grande quantité de quadrupèdes, le sommet de leurs arbres séculaires n'en est pas moins abondamment pourvu. C'est là qu'on rencontre ces nombreuses familles de singes désignées sous le nom générique d'*orangs*, qui, dans la langue malaise, signifie homme. Leurs ventres démesurément gros, leur allure le plus souvent nonchalante, leur tête tristement penchée sur la poitrine, les feraient prendre pour des animanx dépourvus de toute vivacité si l'on ne voyait avec quelle prodigieuse agilité ils s'élancent au besoin de branche en branche et de cime en cime. Suspendus à leurs longs bras, ils impriment à tout le corps un mouvement oscillatoire rapide, le lancent dans l'espace comme avec une fronde, et ne manquent jamais de saisir la branche éloignée à laquelle ils avaient visé. Le galop du meilleur cheval est seul comparable à la rapidité de cette course aérienne, et tous les voyageurs qui en ont été témoins ne peuvent, disent-ils, dépeindre la surprise qu'elle leur a causée.

Les Moluques nourrissent aussi les *phalangés*, animaux à poche ventrale, contenant les mamelles de la mère, et destinée à porter les petits jusqu'à ce qu'ils aient la force de pourvoir à leurs besoins. Les casoars, oiseaux dépourvus comme l'autruche de la faculté de voler, mais qui n'ont pas même comme elles les touffes de plumes qui servent d'ornements à ses ailes. Les oiseaux de paradis de plusieurs espèces; des gallinacées aux formes étranges, au plumage éclatant, qu'on retrouve jusque dans la Nouvelle-Guinée.

Les reptibles de ces parages ne semblent pas moins extraordinaires que les quadrupèdes et les oiseaux. C'est aux Moluques que se rencontrent sur les arbres les dragons volants, sortes de chauves-souris-reptibles, qui portent pour ailes deux replis de la peau de leurs flancs étendus horizontalement sur leurs côtes disposées à cet effet. Ces mêmes îles sont la patrie du caméléon, dont les couleurs changeantes sont encore un pro-

problème pour la physiologie moderne.

Nulle part au monde les serpents et les couleuvres ne sont aussi nombreux qu'à Java, où l'on en compte plus de soixante-quinze espèces différentes, parmi lesquelles plusieurs vivent dans l'eau; la plupart sont vénimeuses; d'autres n'offrent pas moins de danger par leur taille et leur forme musculaire : à leur tête on doit placer le terrible typhon, boa constrictor de ces contrées, et qui broie dans ses replis les buffles et des animaux plus vigoureux encore. Une seule espèce de crocodiles habite les côtes de Java, et tout cet archipel jusqu'à Timor. Les familles des batraciens ne sont pas moins nombreuses dans tous les marécages de Java que celles dont nous venons de donner une faible idée.

Si l'on excepte le chien, une espèce de chauve-souris et quelques rares animaux, tous les quadrupèdes de la Nouvelle-Hollande (Australie) appartiennent à la famille des marsupiaux, c'est-à-dire que la femelle porte pendant un certain temps ses petits dans une poche qu'elle a sous le ventre. Les plus remarquables de ces animaux sont les kangurous, dont on compte dix à douze espèces. Le kangurou géant atteint jusqu'à six pieds de hauteur, et la plupart pèsent plus de deux cents livres; sa chair est très-bonne à manger. Le plus étonnant des animaux qui vivent dans le continent austral est sans contredit l'ornithorynque, qu'on rencontre à l'embouchure des fleuves, où il creuse des terriers de 25 à 50 pieds de profondeur. La structure de cet animal est tellement complexe, que malgré toutes les discussions des zoologistes à ce sujet, on n'a pu déterminer encore s'il doit être rangé parmi les mammifères ou les ovipares. Sa forme générale approche de celle du veau marin ; sa longueur moyenne est de 16 à 18 pouces; son corps est couvert de poils luisants et foncés; il a un bec approchant de la forme de celui d'un canard, pond des œufs et allaite ses petits. Il est amphibie, et sa nourriture consiste en vers marins, en mollusques et en petits poissons.

Les côtes de la Nouvelle-Hollande abondent en cétacés, en éléphants de mer et en phoques de beaucoup d'espèces, dont quelques-unes déjà paraissent être détruites par les pêcheurs, qui, chaque année, s'y rendent en grand nombre.

La classe des mammifères n'est pas la seule à la Nouvelle-Hollande qui offre à considérer des espèces particulières : on y trouve des oiseaux qu'on n'a rencontrés nulle part ailleurs, et parmi ceux qui lui sont communs avec les autres continents, il en est qui se distinguent de tous les individus de la même espèce par la seule couleur de leur plumage. C'est ainsi que le perroquet cacatoès, qui est blanc aux Moluques, est noir à la Nouvelle-Hollande; il en est de même du cygne, qui, sauf la couleur noire de jais de ses plumes, est en tout semblable à celui d'Europe. Les perroquets, dont les espèces sont très-nombreuses à la Nouvelle-Galle du Sud, fournissent quelques variétés qui vivent exclusivement du suc qu'elles puisent dans les fleurs des plantes, et leur langue offre à cet effet une disposition particulière : au lieu d'être pointue comme celles des autres oiseaux, elle est terminée par une infinité de petites papilles allongées et ressemblant à une houppe. Il y a des merles et quelques passereaux qui offrent la même disposition. Parmi les oiseaux curieux qu'on rencontre dans ces parages on doit citer le *ménure,* autrefois appelé lyre, à cause de la disposition de sa queue, qui représente exactement cet ancien instrument de musique; et le *moucherolle crépitant,* dont le cri ressemble au claquement d'un fouet.

Un grand nombre d'espèces de serpents, de lézards et de tortues pullulent dans les forêts de l'Australie ou en peuplent les rivages. Nous ne nommerons ici que le serpent noir et le serpent-fil, dont la morsure occasionne la mort en quelques minutes.

Enfin, l'embouchure des fleuves et les bords de la mer fournissent là, plus que partout ailleurs, des coquillages non moins remarquables par leur volume que par leurs formes élégantes et leurs couleurs variées.

DIVISIONS DE L'OCÉANIE.

L'Océanie a été divisée géographiquement en trois grandes parties : la *Malai-*

sie, l'*Australie* et la *Polynésie*. La première comprend toutes les îles que les anciens géographes nommaient archipel indien, archipel d'orient, ou grand archipel asiatique; la seconde a reçu le nom d'Australie, à cause du continent austral (autrefois Nouvelle-Hollande), qui en est la grande terre principale, et enfin la troisième désigne les îles innombrables situées à l'est des deux autres, et qui sont éparses sur toute la surface du grand océan. M. Balbi, considérant les positions respectives de ces trois divisions, a proposé de leur donner les noms d'OCÉANIE OCCIDENTALE, OCÉANIE CENTRALE et OCÉANIE ORIENTALE.

Passons sans plus tarder à l'histoire générale des habitants des contrées que nous venons de décrire.

HABITANTS.

Les géographes et les voyageurs sont loin d'être aujourd'hui d'accord sur l'origine de tous les peuples qui habitent l'Océanie; et des discussions, habilement soutenues par des hommes d'un mérite éminent, laissent encore le lecteur dans le doute sur bien des points de cette intéressante histoire. Il n'entre ni dans le plan, ni dans la nature de cet ouvrage de prendre parti dans ces combats scientifiques; nous nous bornerons donc à suivre les divisions adoptées par M. Balbi, que nous croyons propres à donner une idée exacte des diverses civilisations océaniennes.

M. Balbi pense qu'on peut diviser les Océaniens, quant à leur civilisation, en deux branches principales, dont l'une, qu'il appelle *Javano-Malaisienne*, comprend les Javanais et les Malais proprements dits; les montagnards de l'île de Java, qui habitent la partie de cette île, nommée Sunda; les Battas, de l'île de Sumatra; les Achinais, les insulaires de Bali; les Bimis, de Sumbaya; Les Bouguis et les Macassars, de Célèbes; les Tayales, les Bissayas, les Soulous et les Mindanao de l'archipel des Philippines.

La seconde branche, qui embrasse tout le reste de l'Océanie, se diviserait, d'après le même auteur, en trois foyers principaux: 1° le *foyer australien*, 2° le *foyer carolinien*, 3° le *foyer polynésien*. Chacun de ces noms désignerait assez exactement les pays où vivent le plus grand nombre de tribus que chacun d'eux embrasse.

Foyer javano-malaisien.

Le foyer Javano-Malaisien a eu pour point de départ la partie orientale de l'Inde, et s'est développé pendant des siècles hors de l'influence du centre primitif de civilisation d'où il était émané. On retrouve les traces de son influence depuis l'île de Madagascar jusqu'à l'île de Pâques, c'est-à-dire dans tout l'espace qui sépare l'Afrique du continent américain. Suivant M. Boulland, les similitudes de langage, d'institutions politiques ou religieuses, de mœurs et d'usages, qu'on retrouve dans toutes les fractions de l'Océanie, tiendraient non pas à l'influence du centre javano-malaisien, mais à une origine commune de tous les peuples répandus, après leur départ de l'Inde, sur toute l'étendue du Grand-Océan.

Quoi qu'il en soit, le peuple antique qui vint habiter les îles de la Malaisie paraît avoir eu en son pouvoir de puissants moyens de civilisation: il avait des dogmes religieux, et pratiquait un culte dont on retrouve d'imposants monuments dans plusieurs îles. Il connaissait l'art de cultiver la terre; celui d'extraire et de travailler les métaux, l'or, l'argent, le fer, le cuivre, etc.; il savait fabriquer des étoffes et dompter les animaux sauvages, les dresser à la vie domestique, et en faire des auxiliaires à tous les travaux de l'homme. Il avait institué des lois et un gouvernement en rapport avec les institutions qu'on retrouve chez toutes les nations continentales. Dans ces temps reculés, il connaissait les premiers éléments des sciences mathématiques, et se servait de l'écriture pour conserver et transmettre ses traditions. Suivant M. Crawfurt, c'est à Java qu'on doit placer la première habitation de ce peuple, que M. de Rienzi pense au contraire avoir habité la côte orientale de Bornéo.

La seconde branche, disséminée sur les îles innombrables de l'Australie et de la

:sie, privée de toutes communications centre primitif, dépourvue d'animaux iques et des métaux les plus indisles, perdit peu à peu les dogmes, la : et les grandes traditions de ses anet dégénéra, dans quelques points, ı la vie sauvage. Il est facile néande retrouver parmi les peuples sortis de ranche la trace d'un contact avec le primitif : ils parlent tous des langues t entr'elles une grande analogie ; chez ı retrouve des croyances et des pratiəligieuses à peu près les mêmes ; ils 'esque tous des gouvernements réguent établis, une hiérarchie sociale bien ɔinée ; ils connaissent plus ou moins e cultiver la terre, de se construire des tions adaptées au climat et aux lieux ; riquent des étoffes, construisent des ıes avec un art qui a étonné les Euroeux-mêmes, et ils les ornent de sulple plus souvent grossières, mais quels d'une perfection qu'on était loin ıdre de peuples étrangers à nos arts et rvus des instruments qui nous seraient ensables pour un tel travail.

ɪs allons examiner succinctement chales trois *foyers* qui composent cette ɑe.

yer australien.

foyer australien comprendrait, suivant ılbi, les peuples nègres les moins abruɪ premier rang desquels on doit placer abitants de la Nouvelle-Irlande, de la elle-Bretagne, de Santa-Cruz, d'une ; de l'archipel de Salomon, et quelques ades du groupe de la Nouvelle-Guinée ɔuasie). Cette branche est la seule qui ɔnservé l'art de faire la poterie, et la aussi, parmi tous les peuples de l'Océaqui connaisse l'usage de l'arc et des flèIls sont sculpteurs habiles, eu égard à ɛerfection de leurs moyens d'exécution, et ıt leurs canots et leurs maisons de figures rnements variés. M. Lesson, naturaliste ıgué, trouva à Dory et à Waigiou des lers en bois sculpté, et représentant têtes de Sphinx, analogues à ceux qu'on rencontre dans l'Égypte. Ces sculptures, comparées à celles qui avaient été trouvées sous les têtes des momies égyptiennes, et apportées en France, présentèrent une parfaite similitude. Cette coïncidence est d'une grande importance, en ce qu'elle confirme l'opinion de ceux qui regardent la civilisation de l'Inde comme ayant présidé aussi bien à la civilisation de l'Égypte qu'à celle de l'Océanie. Le même voyageur a retrouvé aussi au port Praslin l'usage de la flûte de Pan, composée de huit roseaux représentant huit notes.

Foyer carolinien.

Le foyer carolinien, que M. Lesson appelle mongol-pélagien, embrasse l'archipel des Carolines, les anciens habitants des Marianes, l'archipel de Palaos et les anciennes îles Mulgraves, que M. Balbi a nommés archipel central. Ces peuples sont les meilleurs navigateurs de tous ceux de la Polynésie et de l'Australie ; leurs barques, d'une construction particulière, sont légères et d'une marche supérieure ; mieux que tous les autres, ils savent se guider sur l'océan à l'aide du cours des astres et d'un instrument analogue à la boussole : ils sont guerriers intrépides et font usage d'un grand nombre d'instruments de destruction, au nombre desquels sont la fronde, les bâtons aigus et armés d'os pointus, les haches faites de coquillages : il ne paraît pas qu'ils connaissent l'arc et les flèches.

Ils sont, pour la fabrication des étoffes, très-au-dessus des habitants de la Polynésie et de l'Australie. Ils se servent à cet effet d'un véritable métier, et leur manière de travailler est très-analogne à celle qu'emploient nos tisserands. « On ne peut, » dit M. Lesson, « en voyant ces tissus formés » de fils soyeux de bananier, teints en jaune, » en noir, en rouge, entrelacés sur un mé» tier élégant, ornés de desseins qui annon» cent du goût, que faire remonter la source » d'un art aussi perfectionné à une race » plus anciennement civilisée et depuis » long-temps établie en corps de nation. » Pourquoi d'ailleurs les Carolins n'ont-ils

» jamais eu recours à l'écorce de l'arbre à » pain, si commun sur la plupart de leurs » îles, et qu'ils n'avaient qu'à battre avec » un maillet pour la convertir en étoffe ? » Cela tient à ce qu'ils ont retenu par la tra- » dition les principes d'un art très-perfec- » tionné dans leur patrie primitive, et que » leur industrie a sû en conserver l'usage » pour confectionner les seuls ajustements » nécessaires au climat qu'ils habitent. »

Un caractère qui, bien plus que leur industrie, distinguerait ces peuples des autres habitants de la Polynésie ; c'est que jusqu'ici on n'a pas remarqué qu'ils eussent aucun culte, et que, contrairement à ce qui se pratique chez leurs voisins, ils paraissent avoir horreur de l'adultère, et ne prostituent jamais leurs femmes aux étrangers. Si l'on en croit cependant quelques relations récentes de voyageurs qui les ont étudiés avec plus de soin que leurs devanciers, les éloges qui leur ont été donnés sous ce dernier rapport paraissent avoir été beaucoup exagérés.

Foyer polynésien.

Le foyer polynésien, suivant M. Balbi, embrasserait non-seulement les habitants des archipels de Tonga (des Amis), de Hamoa (des Navigateurs), de Cook, de Taïti (de la Société), de Mendana (Marquises), de Hawaï (Sandwich) et ceux des Sporades, qui appartiennent à la race malaisienne, mais encore les insulaires de la Tasmanie (Nouvelle-Zélande), et les peuplades nègres qui habitent l'archipel de Viti (Fidji). Tous ces peuples offrent une ressemblance frappante dans leurs usages, leurs mœurs et leurs pratiques religieuses.

Outre l'usage où ils sont de manger le fruit de l'arbre à pain, de faire cuire leurs viandes dans des fours creusés dans la terre et garnis de pierres échauffées au feu, de boire le kava ou ava (1), et de fabriquer pour se vêtir une sorte d'étoffe, ou pour mieux dire, de papier, en macérant et en battant avec un maillet strié les écorces de certains arbres, tels que l'arbre à pain (*artocarpus incisa*) et l'aouaté ou aouté (*broussonetia papyrifera*), ils sont tous soumis à une pratique morale, appelée tabou ou tapou, qui est la même, à quelques variations près, pour tous les peuples qui la reconnaissent. Le tabou est une institution trop importante dans l'histoire des Océaniens pour que nous ne nous croyions pas obligé de nous étendre assez longuement sur les pratiques qu'il commande.

Le tabou à la Nouvelle-Zélande.

« Avant l'arrivée des Européens dans les » îles de l'Océanie, » dit M. Lesson, « ces » peuples étaient esclaves de la terrible su- » perstition du *tabou,* qui leur imposait une » foule de privations et qui a coûté la vie à » tant d'hommes innocents. Cette loi bar- » bare défendait aux femmes, sous peine de » la vie, de manger du cochon, des bananes » et des cocos, de faire usage du feu allumé » par les hommes et d'entrer dans l'endroit » où ils mangent. Le prédécesseur du fameux » *Taméhaméha* était tellement tabou, » qu'on ne devait jamais le voir pendant le » jour, et que l'on mettait à mort impitoya- » blement quiconque l'aurait vu un instant, » ne fût-ce que par hasard. » M. Dumont d'Urville, notre savant et illustre voyageur, a rapporté sur cette institution singulière des détails que nous serions coupable de ne pas mettre ici sous les yeux du lecteur :

« Le tabou, ou plus correctement le tapou, à la Nouvelle-Zélande, dit M. d'Urville, est une superstition bizarre et vraiment caractéristique pour tous les peuples de la race polynésienne, depuis ces grandes îles jusqu'aux îles Haowaï, dont la direction suit une zône inclinée à la méridienne, et dont les habitants parlent tous une langue commune dans son origine. Sans nul doute, le but primitif du tabou fut d'apaiser la colère de la divinité et de se la rendre favorable, en s'imposant une privation volontaire, proportionnée à la grandeur de l'offense ou à la colère présumée du dieu..... Plus que tout autre habi-

(1) Nous parlerons plus bas de cette boisson, de la manière de la préparer et des circonstances dans lesquelles on en fait usage.

tant de la Polynésie, le Zélandais est aveuglément soumis aux superstitions du tabou, et cela sans avoir conservé en aucune façon l'idée du principe de morale sur lequel cette pratique était fondée. Il croit seulement que le tabou est agréable à l'atoua (dieu), et cela lui suffit comme motif déterminant. En outre, il est convaincu que tout objet, soit vivant, soit matière inanimée, frappé du tabou par un prêtre, se trouve dès lors au pouvoir immédiat de la divinité, et, par là même, interdit à tout profane contact. Quiconque porterait une main sacrilége sur un objet soumis à un pareil interdit, provoquerait le courroux de l'atoua, qui ne manquerait pas de l'en punir, en le faisant périr, non-seulement lui-même, mais encore celui ou ceux qui auraient violé le tabou. C'est ainsi que l'atoua se vengea, dit-on, sur le voyageur Nicholas du sacrilége que cet Anglais avait commis en maniant un pistolet taboué, pour avoir servi au chef Douatara, à l'époque de sa mort. Mais le plus souvent les naturels s'empressent de prévenir les effets du courroux céleste, en punissant sévèrement le coupable. S'il appartient à une classe élevée, il est exposé à être dépouillé de toutes ses propriétés, et même de son rang, pour être relégué dans les dernières classes de la société. Si c'est un homme du peuple ou un esclave, souvent la mort seule peut expier son offense.

» Pour concilier certaines idées de justice avec le respect dû aux réglements du tabou, le chef Toua me disait que ses compatriotes avaient arrêté que les étrangers seraient excusables d'y manquer quand ils se trouveraient pour la première fois chez eux; mais que leur faute ne serait pas tolérée dans un second voyage. Un mot du prêtre, un songe, ou quelque pressentiment involontaire, donnent-ils à penser à un naturel que son dieu est irrité, soudain il impose le tabou sur sa maison, sur son champ, sur sa pirogue, etc., c'est-à-dire qu'il se prive de l'usage de tous ces objets, malgré la gêne et la détresse auxquelles cette privation le réduit.

» Tantôt le tabou est absolu et s'applique à tout le monde, alors personne ne peut approcher de l'objet taboué sans encourir les peines les plus sévères; tantôt le tabou n'est que relatif, et n'affecte qu'une ou plusieurs personnes déterminées. L'individu soumis à l'interdiction du tabou est exclu de toute communication avec ses compatriotes; il ne peut se servir de ses mains pour prendre ses aliments. Appartient-il à la classe noble, un ou plusieurs serviteurs sont affectés à son service et participent à son état d'interdiction; n'est-il qu'un homme du peuple, il est obligé de ramasser ses aliments avec sa bouche, à la manière des animaux.

» On sent bien que le tabou sera d'autant plus solennel et plus respectable qu'il émanera d'un personnage plus important. L'homme du peuple, sujet à tous les tabous des divers chefs de la tribu, n'a guère d'autre pouvoir que de se l'imposer à lui-même. Le Rangatira, selon son rang, peut assujettir à son tabou ceux qui dépendent de son autorité directe. Enfin, la tribu tout entière respecte aveuglément les tabous imposés par le chef principal.

» D'après cela, il est facile de prévoir quelle ressource les chefs peuvent tirer de cette institution pour assurer leurs droits et faire respecter leurs volontés. C'est un *veto* d'une extension indéfinie, dont le pouvoir est consacré par un préjugé religieux de la nature la plus intime. A défaut de lois positives pour sceller leur puissance et de moyens directs pour appuyer leurs ordres, les chefs n'ont d'autre garantie que le tabou. Ainsi, qu'un chef craigne de voir les cochons, le poisson, les coquillages, etc., manquer dans sa tribu par une consommation imprévoyante et prématurée de la part de ses sujets, il imposera le tabou sur ces divers objets, et cela pour tout le temps qu'il jugera convenable. Veut-il écarter de sa maison ou de ses champs des voisins importuns, il taboue sa maison et ses champs. Désire-t-il s'assurer le monopole d'un navire européen, mouillé sur son territoire, un tabou partial écartera tous ceux avec qui il ne veut point partager un commerce aussi lucratif. Est-il mécontent du capitaine, a-t-il résolu de le priver de toute espèce de rafraîchissement, un tabou interdira l'accès du navire à tous les hommes de sa tribu. Au moyen de cette arme redoutable, et en ménageant adroitement l'em-

ploi, un chef peut amener ses sujets à une obéissance passive. Il est bien entendu que les chefs et les arikis, ou prêtres, savent toujours se concerter ensemble pour assurer aux tabous toute leur inviolabilité. D'ailleurs, les chefs sont souvent arikis eux-mêmes, ou du moins les arikis tiennent de très-près aux chefs par les liens du sang ou des alliances. Ils ont donc un intérêt tout naturel à se soutenir réciproquement. Le plus souvent ce tabou n'est qu'accidentel ou temporaire; alors certaines paroles prononcées, certaines formalités remplies, en déterminent l'action, comme elles en suspendent le pouvoir et en limitent la durée. Nous n'avons que très-peu de renseignements sur ces cérémonies; il est réservé sans doute aux missionnaires de lever un jour les ténèbres qui enveloppent ce sujet.

» Seulement il m'a semblé que pour détruire l'effet restrictif du tabou, le principe de la cérémonie consistait à attirer et à concentrer sur un objet déterminé, comme une pierre, une patate, un morceau de bois, toute la vertu mystique étendue d'abord sur tous les êtres taboués; puis, à cacher cet objet dans un lieu à l'abri de tout contact de la part des hommes.

» Jusqu'ici, M. Nicholas seul nous a cité un exemple de ces rits mystiques, ceux dont il fut témoin quand Wirria, après beaucoup d'instances, consentit à se dessaisir en sa faveur du peigne taboué qui avait servi à ce chef pour se couper les cheveux.

» Mais il faudrait des explications motivées de ces différents rits pour se faire une idée exacte des croyances religieuses de ce peuple.

» Certains objets sont essentiellement tabous ou sacrés par eux-mêmes, comme les dépouilles des morts, surtout de ceux qui ont occupé un rang distingué. Dans l'homme la tête l'est au plus haut degré, et par conséquent les cheveux, qui lui appartiennent. C'est une grande affaire pour ces insulaires que de se couper les cheveux; quand cette opération est terminée, on veille avec un soin extrême à ce que les cheveux coupés ne soient point abandonnés dans un lieu où l'on pourrait marcher dessus. L'individu tondu reste taboué durant quelques jours et ne peut toucher à ses aliments avec ses mains. M. Savage, qui ignorait la véritable cause de cette restriction, l'attribuait à un motif de propreté. Il en est de même de la personne qui vient d'être tatouée; car l'opération du *moko*, ou tatouage, entraîne également un tabou de trois jours. C'est pour la même raison que ces sauvages ne peuvent souffrir aucune provision dans leurs cabanes, surtout de celles qui viennent d'être animées, comme viande, poisson, coquillage, etc., etc.; car si leur tête venait à se trouver, même en passant, sous un de ces objets, ils s'imaginent qu'un pareil malheur pourrait avoir les suites les plus funestes pour eux. M. Savage, le premier, remarqua que ces insulaires ne s'asseyaient qu'avec beaucoup de répugnance sous des filets chargés de pommes-de-terre. Les premiers Européens qui les visitèrent mirent à profit cette superstition pour se débarrasser de l'importunité de leurs hôtes; pour cela ils n'eurent qu'à suspendre au plafond de leur cabane un morceau de viande; dès ce moment les naturels n'eurent garde d'en approcher.

» Ce préjugé est tellement enraciné chez eux, que certains chefs faisaient quelquefois difficulté de descendre dans les chambres des navires, parce qu'ils redoutaient qu'en ce moment on ne vînt à passer par-dessus leurs têtes en se promenant sur le pont. Jamais il ne leur arrive de prendre leurs repas dans l'intérieur de leurs cabanes, et ils ne peuvent souffrir que les Européens prennent chez eux cette liberté. Si ceux-ci ont besoin de se rafraîchir, ils sont obligés de sortir de la cabane pour avaler un verre d'eau ou de tout autre liquide.

» C'est un crime que d'allumer du feu dans un endroit où des provisions se trouvent déposées.

» Un chef ne peut se chauffer au même feu qu'un homme d'une condition inférieure; il ne peut pas même allumer son feu à celui d'un autre; tout cela sous peine d'encourir le courroux de l'atoua.

» Les malades atteints d'une maladie jugée mortelle, les femmes près d'accoucher, sont mis sous l'empire du tabou. Dès lors ces per-

sonnes sont reléguées sous de simples hangards en plein air et isolées de toute communication avec leurs parents ou amis. Certains aliments leur sont interdits; quelquefois ils sont condamnés pour plusieurs jours de suite à une diète absolue, persuadés que la moindre infraction à ces règles causerait à l'instant même leur mort. Les malades riches sont assistés par un certain nombre d'esclaves, qui, de ce moment, partagent toutes les conséquences de leur position; s'ils sont pauvres, ils sont réduits à la condition la plus déplorable et contraints de ramasser avec leur bouche les vivres qu'on leur porte. L'accès des cabanes ou des malades taboués est aussi rigoureusement interdit aux étrangers qu'aux naturels eux-mêmes.

» M. Nicholas nous dépeint ainsi l'état où se trouva Douatara, l'un des chefs de Rangui-Hou, du moment où sa maladie fut déclarée mortelle.

» L'atoua, disaient les naturels, s'était établi dans son estomac, et nul pouvoir humain n'eût pu l'en chasser. Douatara était rigoureusement séquestré de toute communication avec les profanes, et M. Nicholas eût été massacré sur-le-champ s'il eût voulu violer le tabou. Par une exception spéciale, M. Marsden (missionnaire) seul put jouir de ce privilége, à son double titre d'ariki et de tohounga (prophète); encore cela n'eut-il pas suffi s'il n'eût menacé les naturels de canonner Rangui-Hou, dans le cas où ils eussent persisté dans leur refus. L'atoua, disaient-ils, était occupé à dévorer les entrailles de Douatara, et ce chef périrait dès qu'elles seraient toutes dévorées. Pour mieux le soustraire à tout rapport avec les étrangers, ses amis voulaient le transporter à l'avance dans l'île isolée où il devait être inhumé; mais Douatara les en empêcha au moyen d'un pistolet dont il était armé et dont il les menaçait quand ils voulaient s'approcher de lui. Quelque temps avant sa mort, ses femmes et ses parents veillaient autour de lui et attendaient en silence l'instant où il allait expirer. Les prêtres ne le quittaient pas non plus; ils veillaient à l'accomplissement de toutes les cérémonies requises en pareille circonstance, et ne permettaient pas que rien se fît sans leur entremise.

» Tous les ustensiles qui ont servi à un mort, durant sa maladie, sont taboués et ne peuvent plus servir à nulle autre personne au monde : ils sont brisés ou déposés près du corps du défunt.

» A la mort de Douatara, les missionnaires furent obligés de renoncer aux vases dans lesquels ils lui avaient apporté des vivres ou des potions.

» Tout homme qui travaille à construire une pirogue ou une maison est soumis au tabou; mais en ce cas l'interdiction se borne à lui défendre de se servir de ses propres mains pour manger; il n'est pas exclu de la société de ses concitoyens.

» Les plantations de patates douces, ou koumaros, sont essentiellement tabou, et l'accès en est soigneusement interdit, à qui que ce soit, durant une certaine période de la crue. Des hommes sont préposés à leur garde et en éloignent tous les étrangers. Lorsque M. d'Urville visita le village de Kawa-Kawa, tout le crédit du missionnaire qui l'accompagnait ne put obtenir, dit-il, la permission de passer en vue de ces cultures sacrées.

» On se condamne au tabou, au départ d'une personne chérie, pour attirer sur elle la protection de l'atoua.

» Quand une tribu entreprend la guerre, une prêtresse se taboue; elle s'interdit toute nourriture pendant deux jours, le troisième elle accomplit certaines cérémonies pour attirer la bénédiction divine sur les armes de la tribu.

» C'est par le tabou que les Zélandais scellent un marché d'une manière inviolable: quand ils ont arrêté leur choix sur un objet qu'ils n'ont pas le moyen de payer sur-le-champ, ils y attachent un fil en prononçant le mot tabou; on est certain dès lors qu'ils viendront le reprendre dès qu'ils pourront en payer la valeur.

Enchantements.

» Les mêmes peuples croient fermement aux enchantements, qu'ils nomment *makoutou*. C'est une source intarissable de craintes

et d'inquiétudes pour ces malheureux insulaires, car c'est à cette cause qu'ils attribuent la plupart de leurs maladies et des morts qui arrivent dans leur tribu. Certaines prières adressées à l'atoua, certains mots prononcés d'une manière particulière, surtout certaines grimaces, certains gestes, sont les moyens par lesquels ces enchantements s'opèrent.

» Toutes les fois que les missionnaires, pour démontrer aux naturels l'absurdité de leurs croyances touchant le tabou ou le makoutou, leur ont offert d'en braver impunément les effets dans leurs propres personnes, les Zélandais ont répondu que les missionnaires, en leur qualité d'arikis et protégés par un dieu très-puissant, pourraient bien défier la colère des dieux du pays; mais que ceux-ci tourneraient leur courroux contre les habitants et les feraient périr sans pitié, si on leur faisait une semblable insulte. »

Le tabou dans la Polynésie.

Le tabou que M. Dumont d'Urville vient de décrire est le tabou tel qu'il est pratiqué à la Nouvelle-Zélande; nous savons que cette superstition se retrouve dans toutes les îles de la Polynésie. Voici ce que le navigateur que nous venons de citer rapporte du tabou des îles Marquises (archipel de Nouka-Hiva).

« Le tabou règne en souverain à Nouka-Hiva. Il frappe les aliments recherchés, comme les cochons, les tortues, les bonites, les dorades, réservés aux classes privilégiées, et ne laisse au reste des insulaires que des aliments communs, comme le fruit de l'arbre à pain, les cocos, les ignames et les poissons. Les premiers ne sont accessibles à aucun des individus des autres classes, pas même à leurs propres femmes, qui sont reléguées dans des logements particuliers. Les individus taboués, en revanche, peuvent aller partout et manger de tout; ce sont les personnages sacrés par excellence; on ne peut rien placer au-dessus de leurs têtes, et toute chose qui est trouvée en contravention avec cette loi ne doit plus servir à aucun usage profane. La vengeance de la personne dont le tabou a été insulté poursuit le violateur jusqu'à ce qu'il meure, et cette crainte du châtiment, jointe à l'habitude de l'enfance, en maintient partout l'observation.

» Si une femme s'oublie jusqu'à passer ou à s'asseoir sur un objet devenu tabou par le contact d'un individu taboué, cet objet doit être mis hors de l'usage ordinaire et la femme expier son crime par la mort. Si un homme tabou pose ses mains sur une natte à dormir, elle ne doit plus servir de couche, mais on peut en faire un habillement ou une voile de pirogue. Des modifications semblables ont été imaginées pour atténuer les immenses inconvénients du tabou. Il faut croire aussi, quoiqu'il n'en soit question nulle part, qu'on peut se faire pardonner les violations du tabou ou les racheter. Autrement, à chaque heure, par inadvertance ou par espiéglerie, on serait exposé à devenir violateur du tabou, c'est-à-dire, suivant la dénomination, *kikino*, et tout kikino est destiné à être sacrifié et mangé tôt ou tard. C'est bien la plus terrible des excommunications.

» Il y a certaines circonstances solennelles pour toute la tribu, comme la mort d'un guerrier ou d'un chef par exemple, dans lesquelles les individus taboués sont astreints à des privations très-rigoureuses : ils ne peuvent alors se livrer à la danse, ils doivent négliger d'oindre d'huile leurs cheveux et leurs corps, et s'abstenir d'aucun contact avec leurs femmes, dans les cases desquelles ils ne peuvent même entrer. »

Tatouage.

Le tatouage est une pratique non moins générale que le tabou dans les îles de l'Océanie. Certes il y a lieu de s'étonner, quoi qu'on en ait dit, de retrouver cette pratique à l'enfance de toutes les sociétés. On la voit en vigueur dans les temps antiques chez les peuples de l'Asie; les Gaulois, les habitants des îles britanniques au temps de Jules-César traçaient sur leur peau des dessins indélébiles; et les découvertes des trois derniers siècles nous montrent toutes les nations sauvages de l'Amérique et de l'Océanie dans

l'usage de se tatouer ou de peindre leurs corps de couleurs diverses. Quand on songe que presque tous les peuples attachent une idée religieuse à cette pratique, et que presque partout elle est accompagnée de sacrifices humains et d'antropophagie, on se demande si cette coïncidence est l'effet du hasard ou si elle n'est pas, au contraire, une marque de l'unité humaine et la tradition dégénérée d'un dogme primitif. N'est-ce pas là la trace de cette loi de l'expiation qui régit toutes les sociétés antérieures au christianisme et qui demandait à l'homme des souffrances, de la chair et du sang pour expier la grande faute qui, suivant la tradition de tous les peuples, marqua le début de l'humanité?

Nulle part au monde le tatouage n'est plus général ni plus religieusement observé que dans la Nouvelle-Zélande. C'est une opération douloureuse, surtout chez les peuples qui n'ont pour la pratiquer que des instruments aussi imparfaits que ceux dont se servent les habitants de l'Océanie (1).

« En me promenant un matin dans le village Ranguihou (dans la Nouvelle-Zélande), j'ai vu, dit M. d'Urville, Tuwi qui tatouait le fils de Tepahi, sur la fesse et sur la partie supérieure de la cuisse; cette opération était très-pénible. Elle s'effectuait au moyen d'un petit ciseau, fait avec l'os de l'aile d'un pigeon ou d'une poule sauvage. Ce ciseau avait environ quatre lignes de large et était fixé dans un manche de quatre pouces de long, de manière à former un angle aigu et à figurer une espèce de petit pic à une seule pointe. Avec le ciseau l'opérateur traçait toutes les lignes droites et spirales, en frappant sur la tête avec un morceau de bois d'un pied de long, à peu près comme un maréchal ouvre la veine d'un cheval avec la flamme. Un des bouts du bâton était taillé à plat pour enlever le sang à mesure qu'il coulait. Le ciseau paraissait à chaque coup traverser la peau et l'entailler comme un graveur taille une pièce de bois. Le ciseau était sans cesse plongé dans un liquide extrait d'un arbre particulier et ensuite mêlé avec de l'eau; c'est ce qui communique la couleur noire. J'observai une chair baveuse qui s'élevait dans quelques endroits qui avaient été taillés quelques mois auparavant. L'opération est si douloureuse que tout ce tatouage ne peut être supporté en une seule fois; il paraît qu'il faut plusieurs années avant que les chefs soient parfaitement tatoués. »

« Ces dessins, dit M. Lesson, paraissent étrangers à la race nègre, qui ne pratique que rarement le tatouage, toujours d'une manière imparfaite et grossière, et le remplace par des tubercules douloureux et de forme cônique que des incisions font élever sur la peau. Cette opération, dont le nom varie chez les divers peuples, est employée non-seulement comme ornement de fantaisie, mais paraît avoir pour objet la désignation des classes et des rangs. Le soin et la fidélité que ces insulaires apportent à reproduire ces dessins, sont une forte présomption pour croire que des motifs qui nous sont inconnus ou des idées dont la tradition s'est effacée y attachaient autrefois un sens. Les insulaires des Paumotous (îles basses) se couvrent le corps de figures tatouées; leurs voisins, les Taïtiens, en ont beaucoup moins, et surtout n'en placent jamais sur le visage. Ils se bornent, avec les habitants de Tonga, à y dessiner quelques traits légers, comme des cercles ou des étoiles, tandis que la plupart des naturels de l'archipel de Sandwich et la masse des peuplades de celui de Mendana et du groupe de la Nouvelle-Zélande ont le visage entièrement recouvert de traits, toujours disposés d'après des principes reçus et significatifs. »

M. Morineau nous apprend que dans l'archipel des Sandwich ce sont les mères qui sont chargées de tatouer leurs enfants. « Le tatouage en bas âge, dit cet auteur, a pour but d'indiquer l'extraction de l'individu. Ces marques, qui nous semblent si bizarres,

(1) Il n'est personne qui n'ait vu sur les bras de nos soldats ou de nos ouvriers des marques de tatouage. Ils pratiquent cette opération au moyen d'aiguilles bien acérées, avec lesquelles ils soulèvent obliquement l'épiderme, après les avoir trempées dans une solution de carmin. Pour tatouer en bleu, ils font d'abord la piqûre à sec et frottent ensuite la peau avec de la poudre à canon. Quoiqu'ils opèrent bien plus délicatement que les sauvages de la Mer du Sud, et surtout quoique le tatouage soit peu étendu, il arrive souvent que des accès de fièvre très-intenses sont la suite de cette opération.

font d'abord connaître à quelle tribu, à quelle famille il appartient; plus tard d'autres dessins servent à perpétuer le souvenir de quelque fait glorieux ou de quelque événement important. Les marques les plus ordinaires sont des raies en zig-zag sur les bras et les jambes. Beaucoup d'hommes de moyen-âge portent sur la poitrine ou sur les bras le nom de Tamehameha. Les femmes ont toutes un damier autour de la jambe droite, et, très-souvent, l'intérieur d'une main garni d'étoiles, d'anneaux, de croissants et d'autres figures; plusieurs même ont la langue tatouée. Les chèvres jouent un grand rôle dans le tatouage moderne; plusieurs indigènes en ont de dessinées sur toutes les parties du corps, et même sur le front, les joues et le nez. Du reste, cette coutume commence à s'affaiblir dans cet archipel; le roi n'est point tatoué, et les jeunes gens de sa suite ne le sont que fort légèrement.

Sacrifices humains.

Le tatouage, disions-nous tout-à-l'heure, a existé chez un grand nombre de nations, dont le dogme moral etait l'expiation et le sacrifice. Les sacrifices humains, qui sont l'expression la plus générale de ce dogme chez les peuples antiques autres que le peuple juif, se retrouvent dans toute leur puissance chez les Océaniens, de la mer de la Chine à l'île de Pâques, du trente-cinquième degré de latitude boréale jusqu'aux confins de la Nouvelle-Zélande. L'archipel Tonga, ou des Amis, est peut-être encore aujourd'hui le lieu du monde où cette abominable coutume est le plus en vigueur, et, avant leur conversion au christianisme, les îles Sandwich (archipel de Hawaï) et de la Société (archipel de Taïti) n'en offraient pas des exemples moins nombreux.

Comme nous nous proposons de donner, en faisant l'histoire de la Malaisie, quelques détails sur les sacrifices humains dans ces îles, nous nous contenterons ici de transcrire ce que dit M. Lesson sur les sacrifices qu'on faisait autrefois à Taïti, et qui peuvent donner une idée de ce qui se pratique dans toutes les îles Polynésiennes.

« Ces offrandes humaines étaient presque toujours prises dans la classe du peuple; ce n'était que dans des circonstances rares que l'on sacrifiait des femmes enceintes, et l'on dit même que les chefs ou le roi avaient soin de choisir des individus qui, sans amis ou sans parents, n'excitaient les regrets de personne, et dont la mort ne pouvait point occasioner de troubles.

« Souvent aussi on réservait pour cette sorte d'expiation publique ceux qui s'étaient fait remarquer par leur turbulence ou par des actes criminels. C'est au milieu des ombres de la nuit qu'on entourait la maison de la victime; on l'appelait, et à peine mettait-elle le pied sur le seuil de la cabane qu'elle recevait le coup mortel. D'autres fois, des hommes vigoureux s'élançaient sur elle, et alors le patient, résigné à son sort, et encore religieux adorateur de l'atoua qni désirait sa mort, faisait ce que les Taïtiens appelaient *hpapa* : c'est-à-dire qu'il se couchait et attendait avec calme le coup de casse-tête qui devait lui briser le crâne. Mais les odieuses divinités qui inspiraient aux Taïtiens, doux par caractère, des superstitions aussi barbares, ne se bornaient point à voir arroser les marches des *moraïs* (temples) avec le sang humain; elles leur inspiraient la pensée, tant leur aveuglement sacrilège les asservissait au culte affreux d'*Oro*, que le plus pur encens, que les offrandes les plus chères aux dieux étaient les angoisses de la douleur, les tortures d'un être souffrant et la longue agonie d'un malheureux se débattant contre les tourments sans cesse renaissants, jusqu'à ce qu'un trépas, vivement attendu, vînt l'y soustraire. Ainsi les victimes étaient souvent attachées aux arbres des moraïs, et là elles étaient frappées avec des bâtons pointus, couvertes de blessures mortelles, et expiraient dans une lente agonie, en adressant aux cieux des cris de douleur et de rage.

» Il arrive souvent que ces sacrifices sont offerts aux dieux pour obtenir le succès, ou connaître l'issue d'nne guerre commencée. Si quelque combat a déjà été livré, et qu'on ait pu s'emparer d'un chef ou seulement de son cadavre, il est offert à la divinité pour la rendre propice. »

« J'étais curieux, dit M. d'Urville, de connaître si décidément les Nouveaux-Zélandais mangeaient ceux qui sont tués dans le combat : c'est pourquoi je priai Chongui et Termarangai de me faire connaître ce qui a lieu sur le champ de bataille quand les ennemis en venaient aux mains, et surtout s'ils mangeaient ceux qui étaient tués. En réponse à mes questions, ils me firent le récit suivant :

« Quand le chef de l'un des partis est tué, son corps est aussitôt réclamé par ses ennemis, et, comme nous l'avons déjà dit, si le parti du chef est intimidé, le corps est aussitôt livré. Si le chef était marié, la femme est aussi réclamée, et sur-le-champ livrée aux mains de l'ennemi; elle est emmenée avec le corps de son mari et mise à mort. Si elle aimait son mari, elle se livre volontairement, ainsi que ses enfants, car elle désire que le vainqueur lui fasse subir, ainsi qu'à ses enfants, le même sort que son mari a éprouvé. Si le parti refuse de remettre la femme du chef, il est de nouveau attaqué par l'ennemi, qui ne renonce au combat qu'après s'être rendu maître de la femme, ou avoir tout-à-fait remporté la victoire.

» Quand ils ont pris possession d'un chef et de sa femme, après avoir tué celle-ci, les corps sont placés devant les chefs. L'Ariki, ou grand-prêtre, appelle alors les chefs afin de préparer le corps de l'homme pour leur dieu; la prêtresse, qui est aussi Ariki, ordonne aux femmes des chefs de préparer également le corps de la femme. Les corps sont ensuite placés sur des feux par les chefs et leurs femmes; car, étant taboués, ces corps ne peuvent être touchés par des hommes du peuple.

» Lorsque les corps sont préparés, les arikis prennent chacun un morceau de viande dans un petit panier qu'ils suspendent à deux bâtons plantés en terre, comme devant être la nourriture de leurs dieux, à qui ils vont offrir leurs prières et qu'ils vont consulter sur la guerre actuelle, afin que ces dieux aient la première part des sacrifices.

» Tandis que ces cérémonies s'accomplissent, tous les chefs sont assis en cercle autour des corps, dans un profond silence, le visage couvert de leurs mains et de leurs nattes, car il ne leur est pas permis de pénétrer ces mystères. Pendant ce temps, les arikis prient, et prennent de petits morceaux de la chair des sacrifices qu'ils mangent. Les arikis seuls ont le droit de manger de ces corps consacrés.

» Quand tous les rits sacrés sont accomplis, les arikis rapportent la réponse qu'ont faite leurs dieux à leurs prières et à leurs offrandes. Si ces prières et ces offrandes sont accueillies, le combat recommence immédiatement, et tous se nourrissent de la chair de ceux qui sont ensuite tués. Ils les mangent, non pas tant pour se repaître de leur chair que par gratification mentale, et pour donner une preuve authentique de leur vengeance contre leurs ennemis. »

Anthropophagie.

L'horrible coutume de manger de la chair humaine n'est pas moins générale dans toute l'Océanie, que celle de sacrifier des hommes aux dieux. Au nombre des cannibales les plus cruels, certains habitants de la Polynésie occupent le premier rang parmi toutes les nations connues. Les naturels de l'archipel de Nouka-Hiva, non contents de manger leurs prisonniers de guerre, dévorent, dit-on, en temps de disette, leurs parents âgés, leurs femmes et jusqu'à leurs enfants. Les habitants de l'archipel de Viti ou Fidji, sans pousser à ce point l'anthropophagie, sont néanmoins d'impitoyables mangeurs de chair humaine; ils surpassent de peu, néanmoins, ceux de l'archipel des Navigateurs et ceux des îles Carolines; et, avant l'introduction du christianisme dans leur île, les habitants tant vantés de l'île de Taïti, cette *nouvelle Cythère*, comme l'appelait Bougainville, ne le cédaient, sur ce point, à aucun de leurs voisins. Toutes les tribus de l'Australie paraissent être anthropophages; il en est de même de celles qui vivent dans la Nouvelle-Zélande, dans la nouvelle Calédonie, les archipels de Salomon, de la Louisiade et des Nouvelles-Hébrides, etc. Quant aux insulaires de la Malaisie, dont la plupart, même parmi les plus civilisés, nous présentent les

mêmes coutumes, nous en dirons quelques mots lorsque nous nous occuperons plus spécialement de leur histoire.

Religion.

Le mahométisme est dominant dans toutes les îles de la Malaisie. Quelques-unes, cependant ou quelques parties des plus grandes renferment des habitants presque entièrement livrés à la vie sauvage, et ne professant aucun culte. Il faut dire, néanmoins, que ces exceptions sont plus rares que partout ailleurs dans cette partie de l'Océanie. Le catholicisme compte un grand nombre de partisans dans les îles de l'archipel des Philippines soumises à la couronne l'Espagne, et dans la partie de Timor qui est sous la domination des Portugais, ainsi que dans quelques points de l'Australie et de la terre de Diémen, où les Anglais ont déporté les Irlandais catholiques. Mais la majorité des habitants des colonies anglaises de l'Australie appartiennent à l'église anglicane. Les établissements hollandais, principalement dans les Moluques, suivent généralement la religion calviniste. « Des missionnaires protes- » tants, américains et anglais, » dit M. Balbi, « ont converti au christianisme le plus grand » nombre des habitants des archipels de Taïti, » de Hawaï (Sandwich) et de Cook; mais » leurs pieux efforts n'ont pas été couronnés » du même succès dans la Tasmanie (Nou- » velle-Zélande) et dans l'archipel de Tonga » (des Amis). Bien différents des mission- » naires catholiques, et surtout jésuites, les » missionnaires protestants défendent à Sand- » wich, le jour du dimanche, d'allumer du » feu, de se baigner, d'aller à la chasse, de » se divertir. Selon lord Byron, ils ont arra- » ché à la culture des terres les indigènes des » cantons les plus éloignés, pour les faire bi- » vouaquer dans la capitale, où on leur ap- » prend à lire. Les missionnaires n'ont pas » été plus tolérants à Taïti, et il est à crain- » dre que leurs néophytes, dégoûtés de tant » de rigueurs, ne renoncent à une religion » dont ils ne peuvent apprécier la morale su- » blime. »

Un bon nombre de Chinois de Java et des îles voisines professent encore le bouddhisme, qui y a été importé du treizième au quatorzième siècle.

Le brahmanisme n'est plus suivi, dans les mêmes lieux, que par quelques tribus de nulle importance, mais qui ont conservé la force musculaire, la férocité, la rapacité voleuse et les sacrifices sanglants des sociétés primitives. Leurs ancêtres ont laissé sur le sol de Java de magnifiques temples de style indien, et relatifs aux divers cultes de Brahmah, de Shiva et de Bouddha. Tels sont les monuments en ruines de Brambanam, de Boro-Bodo, de Koulassan, de Singa-Sari, de Halang, qui couvrent quelquefois des surfaces très-étendues.

Enfin, le reste de la population s'est tellement fractionné en petites îles indépendantes les unes des autres, qu'il est impossible encore de saisir leurs traditions générales. Seulement la plupart croient qu'il y eut un temps de dieux terrestres, fils de dieux ou de déesses célestes, et d'où descendent encore aujourd'hui les races nobles. Puis est venu un temps de la formation des hommes par ces dieux secondaires; puis des destructions par l'eau, des déluges causés pas la colère des dieux, que suscitaient des outrages faits à leur dignité, et la salvation, au milieu du désastre général, d'un oiseau, ou d'un homme, ou d'un homme et d'une femme accompagnés de quelques animaux, comme chiens, cochons, poules, etc., et qui ont repeuplé ces îles. Ces nouveaux habitants se mirent à vivre en communication avec les dieux et les esprits, qui se trouvaient encore sur ces îles.

Des traditions morales montrent aussi une femme punie par son mari pour crime d'adultère, et des cérémonies expiatrices ou jeux institués en réparation de cette faute, avec promesse de retour d'hommes blancs sur des îles flottantes couvertes de fruits et d'animaux. — Un autre de ces dogmes moraux, qui se trouve dans les îles Tonga, près des populations nègres, rapporte la lutte de deux frères, dont l'un, l'aîné, paresseux, tua l'autre pour avoir le produit de son travail, et fut condamné par le dieu Tangalou, leur

père, à être noir, à avoir l'âme mauvaise, et à être privé de tout; tandis que la famille du mort fut envoyée à l'est sur des pirogues, et, blanche comme sa belle âme, fut destinée à devenir habile en toutes choses. (Dumont-d'Urville.)

Les Polynésiens reconnaissent une nombreuse hiérarchie d'Atouas ou Hotouas, depuis le dieu souverain et créateur, qui est Pô, la nuit, ou Kala-Foutonga, divinité femelle, terrible et céleste, jusqu'aux derniers Waïdouas, ou esprits des hommes. — Les uns et les autres peuvent sortir du Bolotou (ciel) pour apparaître sur la terre sous forme d'animaux ou de souffle, de rayons de soleil, etc., pour s'introduire dans les idoles et les images qu'on fait d'eux ou pour inspirer les prêtres, et conseiller leurs parents et leurs amis. (A. Boulland.)

« Les Nouveaux-Zélandais, dit M. Lesson, comme tous les Océaniens, quelle que soit leur théogonie, reconnaissent une trinité. Ils nomment leurs dieux *Atoua*, *Akoua*, pensent que les âmes des justes sont les bons génies (*Eatouas*); que les méchants ne deviennent pas meilleurs dans un autre monde, et que, sous l'attribut de *Tii*, ils sont investis du pouvoir de pousser l'homme au mal. Malgré des nuances légères, ne retrouvons-nous pas cet ensemble de faits dans ce que l'on sait du culte des autres peuplades? Et, soit que *Tarsa*, brisant la coquille qui le tenait emprisonné, s'en servît pour jeter les bases de la grande terre (*Fenoa-Nui*) ou île de Taïti, et en composât, avec les parcelles qui s'en détachèrent, les autres îles qui l'entourent; soit que *Tangaloa* tirât le monde (les îles de Tonga) de la mer en pêchant à la ligne, partout, chez les Océaniens, nous voyons établie une identité de croyance frappante, la divinisation des âmes, l'adoration de plusieurs sortes d'animaux et de certaines plantes, la puissance intellectuelle des prêtres et des augures, les sacrifices humains, les moraïs, les idoles, et l'anthropophagie, qui naquit de leurs préjugés religieux, mais qui s'est effacée de plusieurs îles abondantes en substances alimentaires, et qui s'est conservée intacte chez celles où la rigueur du climat ou la pauvreté du sol ont fait sentir le besoin d'une nourriture substantielle (1). Les îles de la Société avaient leur paradis où se rendaient les âmes heureuses des *Tavanas*, que l'esprit ailé emportait et purifiait; celles des *Mataboulès* des îles des Amis habitaient le délicieux séjour de *Bolotou*, d'où étaient bannies les âmes du vulgaire, qui mouraient en entier. » Nous retrouvons ici la trace de la séparation des hommes en deux grandes classes, l'une supérieure ayant une âme, l'autre inférieure et toute matérielle, à peine supérieurs à tous les animaux. C'est là la chaîne qui lie les peuples Océaniens aux grands centres de la civilisation de l'Inde.

« Les Nouveaux-Zélandais, poursuit M. Lesson, ont la ferme croyance qu'après leur mort les esprits de leurs pères planent sur l'*Hippah*, qui leur donna le jour, et se rendent à l'Élysée, qu'ils nomment Ata-Mira, en plongeant dans la mer au lieu appelé *Reinga*, vers le cap Nord. Ces âmes, au contraire, errent autour du *Pouke-Tapou* (montagne sacrée), et sont éternellement malheureuses, lorsque les corps qui les renfermaient ont été mangés sur le champ de bataille, que leurs têtes sont restées au pouvoir des ennemis, et que les cadavres sont ainsi privés de l'*oudoupa*, ou sépulture de leurs pères. »

Chaque élément, chaque race d'animaux, chaque île, chaque famille a son dieu particulier, objet des invocations. Des esprits de ténèbres sont aussi chargés de tourmenter les hommes.

Le Waïdouma ou âme, qui réside dans

(1) Nous rapportons cette opinion sur l'anthropophagie sans la partager. Nulle part au monde l'homme n'a fait sa nourriture *habituelle* de la chair de ses semblables. On voit, au contraire, que tous les actes de cannibalisme sont pour les peuples sauvages une sorte de solennité. S'il en était autrement, l'anthropophagie serait d'autant plus fréquente, qu'on observerait les hommes sous des climats plus rudes et plus ingrats, et, sous ce rapport, les Esquimaux devraient être les cannibales les plus féroces de la terre; or, nous voyons qu'il n'en est rien. Tous les Polynésiens, au contraire, nous offrent le spectacle de cette horrible coutume; et, de l'avis de tous les voyageurs, et de M. Lesson lui-même, il n'est aucune contrée sur le globe où les besoins de l'homme puissent être plus facilement satisfaits. L'anthropophagie a donc une cause plus élevée que la satisfaction d'un besoin grossier.

l'œil gauche, se sépare du corps au moment de la mort par une espèce de déchirement; il reste trois jours à voltiger autour du cadavre, puis il se rend au rocher de Reinga, où un atoua le saisit, et le conduit au *Rungui* pour y passer son temps en festins et en combats toujours glorieux, s'il a acquis de la gloire dans les combats; si, au contraire, il a succombé devant l'ennemi avec honte, l'atoua le jette dans le séjour des ténèbres de *Po-Poui.*

Celui qui mange son ennemi s'approprie non-seulement son corps, mais encore son Waïdoua; cela peut se faire, même en mangeant seulement son œil ou en buvant son sang.

Les Australiens sont les populations de l'Océanie les plus arriérées en civilisation. Ils croient généralement à une hiérarchie de dieux: le plus élevé, créateur du ciel et de la terre et appelé Ouden-Hi, est celui auquel vont se réunir les âmes après la mort.

Les prêtres, appelés Nambeo, et commandés par un chef, mâle dans certaines parties, femelle dans d'autres, sont tout-puissants, même sur les chefs.

Ceux-ci ont dix à cent femmes, dont on tue une ou plusieurs sur leurs tombes, tandis que leurs parents se coupent un doigt ou un orteil.

Un grand nombre d'entre eux sont circoncis. Ils sont anthropophages. — Le mariage, chez eux, est toujours le résultat de la violence: le jeune homme enlève une femme dans une tribu voisine, après l'avoir renversée à coups de bâton, et le plus souvent ensanglantée; une fois entrée dans sa cabane, la femme ne tente plus de s'évader. — Les enfants à la mamelle dont la mère meurt sont tués ou enterrés vivants. (Boulland.)

Institutions sociales. — Gouvernement.

Quelque point du monde océanique que l'on considère, on trouve partout institué un gouvernement plus ou moins féodal, mêlé quelquefois à la forme élective; d'autres fois, et le plus souvent, à la forme héréditaire. Partout une hiérarchie sévère est instituée; et, soit que la tribu ne compte que quelques membres et ne soit composée que de quelques familles, soit qu'elle soit plus nombreuse, et qu'elle étende sa domination sur un plus ou moins grand nombre d'îles, le chef jouit, en général, d'une grande autorité.

Les populations polynésiennes sont généralement divisées en trois classes: les nobles, comprenant les rois et leurs familles, les chefs et les possesseurs du sol, nommés Arikis, Ariis ou Eguis; puis viennent les conservateurs des traditions, des cérémonies, directeurs des travaux, conseillers, fermiers, quelquefois prêtres, propriétaires, chefs civils et militaires, mais le plus souvent sans propriétés, nommés Rana-Kiras, Rana-Tiras, Ranya-Tiras et Mataboulés. — Le peuple est composé de tous ceux qui servent les autres, soit comme ouvriers, soit comme esclaves, et qui portent le nom de Tanatas, Taatas, Tangatas ou Touas. — La plupart de ces classes se subdivisent en sous-classes, suivant les fonctions, et quand, dans la dernière il n'y a pas d'esclaves, c'est qu'ils ont été massacrés ou mangés comme prisonniers de guerre.

Dans toutes ces îles, les chefs sont traités avec le plus grand respect; il y en a même quelques-unes où l'on n'aborde le roi qu'à genoux. Dans la Malaisie, le plus souvent le chef est élu par les nobles, et son autorité est moindre que celle des rois des îles polynésiennes. Enfin, les noirs australiens, les plus dégradés de tous au physique et au moral, vont par tribus errantes, peu nombreuses, anthropophages, commandées par le plus ancien ou le plus courageux. (Boulland.)

Bien entendu qu'il n'est ici question que des peuplades placées hors de la domination des puissances européennes. Celles qui sont soumises à ces puissances, ou qui ont avec les Européens des rapports fréquents, ont été plus ou moins modifiées par ces contacts; ce n'est pas ici le lieu d'en parler.

Mariage.

La polygamie est pratiquée par toutes les nations océaniennes. Cependant le plus souvent les nobles seuls ont plusieurs femmes.

A Java, à Sumatra, à Célèbes et autres îles de la Malaisie, les hommes du peuple n'ont qu'une seule femme. Quelques peuplades même rejettent complétement la polygamie; on peut citer, entre autres, les Araforas de l'île de Mindanao, les Alforèses de Ceram, les habitants de quelques-unes des Philippines et ceux des îles de Nassau. Il y a des îles où certaines femmes nobles ne peuvent avoir un mari, mais seulement plusieurs hommes, car elles ne doivent appartenir à aucun, et le mariage suppose la possession de la femme, que le mari peut tuer s'il la trouve en faute. La société des Arréoys, de Taïti et celle des Aritoys, dans l'archipel des Carolines, étaient composées d'un grand nombre d'hommes et de femmes nobles vivant dans une promiscuité complète, et tuant les enfants dès l'instant de leur naissance. Le christianisme paraît avoir enfin détruit ces monstrueuses associations.

Quoique dans certaines îles les femmes soient admises à partager les charges du gouvernement, qu'elles y héritent des honneurs et de la puissance de leurs maris, et qu'elles puissent, dans d'autres, transmettre la noblesse à leurs enfants, il n'en est pas moins vrai de dire que les femmes océaniennes sont traitées en inférieures, sinon en esclaves. Dans toute la Polynésie il leur est défendu de manger avec leurs maris, et de toucher même aux mets disposés pour les repas de ces derniers. Il en est de même chez les Australiens, qui condament en outre leurs femmes à des travaux auxquels nous aurions scrupule d'astreindre nos bêtes de somme. Ces malheureuses sont chargées de tous les plus rudes travaux de la famille; ce sont elles qui, dans les voyages, portent les enfants et les fardeaux les plus lourds, pendant que leur maître marche tranquillement à côté d'elles, ayant à la main une simple flèche ou une autre arme légère. Arrivé au lieu du repos, le mari s'étend nonchalamment à l'ombre, pendant que la femme, sans prendre le temps d'essuyer sa sueur, court bien vite dans les environs pêcher du poisson ou des coquillages, grimpe sur les arbres pour y prendre des nids, ou y cueillir des fruits qu'elle apporte aussitôt à son maître. Celui-ci mange alors, sans s'inquiéter de la faim des autres, et à peine permet-il à sa femme de ronger les os auxquels il a laissé quelque morceau de viande, ou les coques de fruits auxquelles adhère encore un peu de pulpe nourrissante. Si, par hasard, elle se permettait de mettre la main sur quelque mets que son maître ne lui eût pas jeté, ou qu'à la dérobée elle essayât d'en manger quelqu'un pour soutenir ses forces, malheur à elle! le tyran avide et défiant qui l'observe vengerait bien vite à coups de pied et de bâton son appétit frustré et sa dignité méconnue. On doit peu s'étonner que, sous l'influence de pareils traitements, les femmes de l'Australie, qui, dans leurs jeunes années, ne sont pas dépourvues de charmes, perdent en quelques mois toute beauté et toute fraîcheur dès qu'elles sont mariées.

Les hommes de certaines îles paraissent attacher une grande importance à la fidélité de leurs femmes; mais il faut dire, néanmoins, que les Polynésiens et les Australiens ne font, en général, aucune difficulté de les prostituer aux étrangers pour quelques bagatelles. Les femmes, de leur côté, se prêtent volontiers à ce commerce infâme. Le plus souvent les jeunes filles peuvent, sans encourir de blâme, se livrer à la débauche avant le mariage. Un grand nombre d'insulaires de l'Océanie regarde comme louable l'action de la femme qui se tue à la mort de son mari, ou qui ne se remarie pas quand elle l'a perdu.

Pouvoir paternel.

Le plus souvent le pouvoir paternel est sans limites: le père a droit de vie et de mort sur ses enfants, surtout s'ils sont en bas-âge. Dans un grand nombre d'îles, les femmes qui ont déjà deux ou trois enfants, étouffent les autres aussitôt qu'ils sont nés; les petites filles surtout sont celles qu'on sacrifie de préférence. J'ai déjà dit que chez certains insulaires l'enfant non encore sevré est tué ou enterré vivant après la mort de sa mère.

Industrie.

L'industrie des peuples océaniens est auss

arriérée que leur état social, et l'on ne retrouve chez eux aucun de ces grands centres industriels qui distinguent certaines contrées de l'Europe. Les Malaisiens, sous ce rapport, très-supérieurs aux autres habitants du monde maritime, bornent leurs arts industriels à une agriculture facile, à la navigation de cabotage, à la pêche des poissons et des coquillages, et à l'exploitation des mines. A l'art d'extraire les métaux ils joignent celui de les travailler avec plus ou moins de perfection. Les habitants de Padang, dans l'île de Sumatra, les Redjans, les Achinais, etc., passent pour être des bijoutiers assez habiles; les ouvrages de filigranes sont, dit-on, ceux dans lesquels ils excellent. Quelques naturels de Bornéo et de Java savent tailler et polir le diamant; il y a aussi parmi eux des ébénistes qui travaillent le bois avec une rare perfection.

Après eux viennent les Polynésiens, renommés pour l'art avec lequel ils fabriquent les étoffes d'écorce de différents arbres. Les naturels de la Nouvelle-Zélande font avec le *phormium tenax* des manteaux qui ne manquent pas d'une certaine élégance. Les habitants de quelques îles savent disposer les plumes des oiseaux de manière à s'en faire des vêtements légers et remarquables par la variété et l'éclat de leurs couleurs. Presque tous, enfin, tressent des nattes d'une grande souplesse et d'une grande solidité, et qui servent tantôt de lit ou de manteau, tantôt de voiles pour les pirogues.

Si l'on en excepte l'art de faire de la poterie, qu'ils ont retenu de leurs ancêtres, et celui, plus difficile, de sculpter avec adresse leurs pirogues et leurs armes grossières, on peut dire que l'industrie des noirs australiens est à peu près nulle; il s'en faut même de beaucoup qu'ils soient tous assez avancés pour pratiquer les arts dont nous venons de parler. Quelques tribus de ces peuples, abruties jusqu'à la dernière limite que puisse atteindre l'homme, vivent dans les bois et couchent étendus sur la terre; il y en a même qui perchent sur les arbres à la façon des orangs-outangs et ne sortent de leur apathie bestiale que lorsqu'un ennemi les attaque ou que la faim les presse. En proie à la misère, à la vermine et aux maladies, plongés dans la dégradation physique, morale et intellectuelle, au fond de leurs forêts séculaires, ils sont la réfutation vivante des philosophes, qui, depuis la dernière moitié du dix-huitième siècle, se sont plu à nous vanter les douceurs de la vie sauvage, et n'ont envisagé la société que comme un moyen de nous ramener au bonheur de *l'homme de la nature !*

Après cet exposé général de l'histoire de l'Océanie, il nous reste à donner quelques détails sur les peuples de chacune des divisions de cette partie du monde.

Les limites de cette publication ne nous permettent pas de nous étendre sur chacun des archipels qui composent le monde maritime; nous nous contenterons de faire l'histoire des plus importants et des mieux connus. Les détails dans lesquels ce plan nous permettra d'entrer, joints aux généralités qu'on vient de lire, seront plus que suffisants pour se former une idée exacte de l'état des populations océaniennes.

MALAISIE OU OCÉANIE OCCIDENTALE.

La Malaisie ou Océanie occidentale est cette partie de l'Océanie qu'on désignait autrefois par le nom de grand archipel indien. C'est, sans contredit, la partie la plus riche, la plus belle et la plus fertile non-seulement de l'Océanie, mais encore peut-être de toutes les autres parties du monde. Outre les métaux précieux qu'on y rencontre, elle fournit

1 Naturales de las islas Viti. 2. Natural de Nueva Irlanda. 3 y 4. Naturales de Nueva Guinea.



Demoraine del.t Taillant Sculp.t

1. HABITANT DES ILES VITI. 2. Id. DE LA NOUVELLE IRLANDE. 3 ET 4. Id. DE LA NOUVELLE GUINÉE.



lance toutes les productions utiles à l'homme, et nulle part les besoins -ci ne peuvent être satisfaits avec ; travail.

ré cette fertilité de leur territoire, iis ne nous montrent pas cette indo-ette propension à l'oisiveté, que nous ons chez la plupart des habitants de e; ils sont en général des marins in-s, et depuis l'Australie jusqu'aux ippines, ce sont eux principalement chargés de transporter les produc-une île à l'autre et d'échanger entre rents peuples les produits de l'indus-chacun d'eux.

e Rienzi nous les dépeint comme in-t turbulents. « Ils aiment, dit-il, les ions lointaines, la guerre et la navi-les entreprises hasardeuses, les péril-ventures, les fêtes et le pillage, les les combats, la vengeance et la ga-. » Principalement préoccupés des de faire fortune, ils sont peu scru-sur le choix des moyens qui peuvent procurer; leur mauvaise foi et leur sont proverbiales, et nul peuple ne ir être comparé pour la ténacité dans ; et la férocité dans la vengeance. Ces istinctifs du caractère des Malais sont connus aujourd'hui des Européens itent ces contrées, qu'il a été défendu itaines de navire d'en prendre à leur our les besoins du service, plus de trois, dans les cas de la plus grande é. Des trahisons diaboliques, des mas-nattendus, exécutés avec une incroya-ace et qui furent souvent le prix de la ce qu'on avait mise en eux, ont né-ces réglements.

Caractères physiques.

Malais sont de taille moyenne; ils général bien faits, et chez eux l'obé-rare; ils ont la tête grosse, la bouche ande, le nez court et épaté; on en un certain nombre qui ont les yeux et obliques comme ceux des chinois; nt à ce qu'un grand nombre de ces s quittent le céleste empire pour venir faire le commerce et leur fortune dans les îles de la Malaisie. Le teint des Malais est le plus souvent jaune, tirant parfois sur le rouge des naturels de l'Amérique. Les femmes de Manille sont presque blanches. Un usage qui frappe d'étonnement l'Européen qui débarque dans ces contrées, c'est celui de se noircir les dents, qu'on retrouve dans toutes les îles malaisiennes. C'est vers l'âge de neuf à dix ans qu'on pratique aux enfants cette opéra-tion, qui a pour but, dit M. de Rienzi, de les empêcher d'avoir *des dents de chien*, c'est-à-dire des dents blanches. Comme il faut, pour que la couleur puisse tenir sur le tissu dentaire, qu'on le dépouille préalable-ment de l'émail qui le durcit et le conserve, on doit peu s'étonner de voir que les Malais perdent leurs dents avant l'âge. Cette diffor-mité, qui nous semble capitale, est pour eux de peu d'importance, tant elle est commune, et dans quelques îles même on a l'habitude de limer les dents. Les habitants de Sumatra les font recouvrir d'une plaque d'or.

La plupart des Malais ont coutume de mâcher un mélange de bétel, de chaux vive, de tabac et de noix d'arec; cette composition porte tantôt le nom de bétel, tantôt celui de siri; elle est très-astringente, mais moins encore que le *gambir*, dont l'usage n'est pas moins généralement répandu et qui a *l'avantage* de teindre en noir tout l'intérieur de la bouche.

Habitations.

Les maisons, ou, pour parler plus correc-tement, les cabanes des villageois des Philip-pines, de Java, de Sumatra, de Célèbes, etc., sont construites en bois et les murs ne sont autre choses que des sortes de claies de bam-bou. Le toit est fait de feuilles larges et so-lides. Elles sont divisées en deux chambres, dans l'une desquelles habitent le père et la mère, l'autre est réservée pour les enfants; elles sont généralement précédées d'une ga-lerie étendue sur toute la longueur de la fa-çade et destinée à prendre du repos après le travail de la journée; c'est aussi le lieu où les femmes vaquent d'ordinaire à leurs travaux domestiques. Ces maisons ne coûtent guère

plus de 10 francs; celles des chefs, qui sont composées de cinq à six pièces, coûtent rarement plus de 250 à 300 francs.

Les villages, qui contiennent de vingt à deux cents âmes, sont toujours abrités par des plantations épaisses, qui les dérobent aux ardeurs du soleil et aux regards du voyageur. Les villes offrent des constructions tout-à-fait analogues; elles sont percées de rues larges et bien alignées; au milieu se trouve, pour l'ordinaire, une grande place sur laquelle on voit la mosquée et le palais du gouverneur.

Les meubles sont beaucoup moins nombreux et moins compliqués que dans nos appartements d'Europe. Des nattes, des tapis et des oreillers en grand nombre, en font les principaux frais chez les nobles; les maisons du peuple, outre les ustensiles de ménage, contiennent des canapés recouverts de nattes et d'oreillers, et qui servent de lit. Nulle part on ne voit ni tables ni chaises, on ne s'assied qu'à terre, les jambes croisées, même pour prendre les repas. L'usage du couteau et de la fourchette est, sinon inconnu, au moins peu usité. Il faut dire néanmoins que, dans les parties possédées par les Européens, on trouve comme chez nous des glaces, des chaises, des tables et autres meubles; bon nombre même de Malaisiens de distinction commencent à adopter les appartements meublés à l'européenne.

Vêtements.

Les vêtements sont extrêmement simples. Dans la plupart des îles ils se composent pour les hommes du peuple d'une sorte de blouse ou plutôt de sac ouvert, appelé *sarong;* leur tête est généralement couverte d'un fichu de coton, dont l'arrangement n'est pas sans élégance. Les enfants des deux sexes sont entièrement nus jusqu'à l'âge de six ou sept ans.

Le costume des nobles consiste en une jupe d'étoffe de coton et d'une sorte de veste de coton ou de soie. Quand ils vont à la cour, l'étiquette veut que toute la partie supérieure du corps soit découverte jusqu'à la ceinture et teinte en blanc ou en jaune avec des poudres préparées exclusivement pour cet usage. Ils portent pour coiffure une espèce de bonnet arabe, ayant la figure d'un cône tronqué et de couleur blanche ou bleu de ciel.

Les femmes sont vêtues plus simplement encore que les hommes; elles sont ordinairement nues jusqu'aux hanches, et la partie inférieure du corps est couverte d'une jupe coupée avec assez de grâce. Les femmes nobles ne se distinguent de celles du peuple que par la finesse des tissus de leur jupe et par les ornements qu'elles y attachent.

La très-grande majorité des Malais marchent ordinairement pieds nus; quelques riches néanmoins et les classes nobles portent des sandales ou des souliers; il y en a même qui ont adopté l'usage du pantalon européen et des bottes.

Productions, agriculture, commerce, industrie.

La Malaisie produit du riz en abondance; c'est à Java principalement que s'en font les plus grandes récoltes, et cette île en exporte une grande quantité chaque année dans tous les archipels environnants. On en compte un grand nombre d'espèces; mais aucune d'elles n'a dans la Malaisie les qualités qu'on leur trouve dans l'Amérique, et principalement dans les Carolines. Cela tient probablement aux soins que les Américains apportent à la culture de cette plante.

Après le riz, on trouve encore un assez grand nombre de graminées et même de froment, mais il est de médiocre qualité.

Les arts et les manufactures tirent de la même contrée un grand nombre de produits précieux, tels que du coton, diverses sortes de filasses, propres à faire des cordes ou de grosses toiles, des arbres-à-papier, des joncs, des bambous, qui, par leur légèreté sont d'une grande utilité dans ces climats; ils y atteignent jusqu'à quarante ou cinquante pieds de haut et servent à faire des planches, des clôtures, des poteaux, des gouttières, etc. Les feuilles de quelques espèces remplacent assez bien le papier, d'autres brûlent facilement et servent de flambeaux. Nulle contrée n'est plus riche que la Malaisie en bois de construction; le plus remarquable est le

teck, dont la tige atteint quelquefois cent pieds de haut sur six à huit pieds de diamètre ; il est d'une grande utilité pour la construction des navires. Après lui viennent le lingoa, l'ébène, etc.

Il y a un arbre dont le fruit rend, par l'ébullition dans l'eau, une sorte de suif, qui pourrait être d'une grande utilité en Europe, et un autre qui contient tant de matières alcalines qu'il remplace le savon dans le blanchissage du linge.

L'indigo, dont on compte plusieurs espèces, est le plus précieux des arbres qui produisent des matières colorantes ; le carthame des teinturiers, le curcuma, le sappan, connu en Europe sous le nom de bois de Brésil, etc., croissent aussi dans la plupart des îles.

Au nombre des arbres qui produisent une substance alimentaire à l'homme, nous devons citer d'abord le sagoutier, espèce de palmier de vingt-cinq à trente pieds de haut, dont le bois contient entre ses fibres une farine d'un excellent goût ; il ne s'agit pour l'extraire que d'abattre l'arbre, de fendre le bois en morceaux assez minces, et de le faire macérer dans l'eau ; la farine se dépose au fond du vase et peut dès lors être employée comme les autres fécules. Une autre espèce de palmier produit des fruits avec lesquels on fait du vin et une espèce particulière de sucre.

Il serait trop long d'énumérer tous les fruits que produit la Malaisie ; nous nous contenterons de citer les bananes, les fruits de l'arbre-à-pain, que nous avons décrit dans nos généralités sur l'Océanie ; le mangoustan, dont le fruit est délicieux et très-rafraîchissant ; le dourian ; l'ananas, si commun à Java qu'il est empilé en monceaux devant les boutiques et qu'il ne se vend pas plus de 4 centimes à 20 centimes la pièce ; le café, la grenade, les melons d'eau, qui sont en grande abondance, et enfin le tamarin, dont les gouttes contiennent une pulpe acide et sucrée, qui, mêlée à l'eau, produit un limonade aussi salutaire qu'agréable ; on l'emploie en santé comme en maladie ; à certaine dose, elle est légèrement purgative.

Parmi les arbres à épiceries, proprement dits, nous nommerons seulement le poivrier, le giroflier, qui produit les clous de girofle, la muscade et le macis qui enveloppe la muscade. Le cacao et la canne à sucre sont cultivés avec succès.

La parfumerie et la médecine tirent aussi de grandes ressources des îles de la Malaisie : le benjoin, le bois de sandal, appartiennent à la première catégorie ; dans la seconde il faut compter le poivre cubèbe, le datura stramonium, le ricin, le gambir, employé comme astringent, la casse, le gingembre, la vanille, le cardamome et la cannelle, qui a été apportée de Ceylan.

Disons maintenant quelques mots sur chacune des îles principales comprises dans la partie de l'Océanie dont nous nous occupons.

SUMATRA (1).

Cette île, située précisément sous l'équateur, qui la coupe obliquement à peu près en deux parties égales, n'a pas moins de trois cent soixante-quinze lieues de long, sur une largeur qui varie de 24 à 90 lieues. Elle est traversée dans le sens de sa longueur par une chaîne de montagnes, dont quelques points, le mont Ophir, par exemple, sont élevés de plus de deux mille toises au-dessus du niveau de la mer. On y compte cinq volcans, qui produisent dans l'île de fréquents tremblements de terre. Les rivières y sont nombreuses ; mais en général leur cours est peu étendu.

La plus grande partie de la côte occidentale de Sumatra est couverte de marais qui la rendent fort malsaine, surtout pour les Européens ; mais d'autres contrées sont remarquables par la salubrité de leur climat, autant que par leur richesse de végétation. Malgré la position de cette île, la température y est modérée et n'approche pas de la chaleur qui suffoque certains habitants de l'Afrique ou de l'Asie ; il est rare, dit-on, que le thermomètre de Réaumur y dépasse vingt-quatre degrés au-dessus de zéro.

Le sol de Sumatra renferme du fer, de l'or, du cuivre, de l'étain, du charbon de terre et du soufre.

(1) M. de Rienzi écrit Soumadra, orthographe conforme à la prononciation des indigènes.

Ses productions végétales attestent par leur abondance et leur nombre la fertilité du sol, dont les trois quarts peut-être sont couverts de forêts presque impénétrables. Le riz, les cocotiers, les bambous, les palmiers de toute sorte, l'oranger, le citronnier, l'arbre-à-pain, etc., et diverses espèces de bois de teinture s'y rencontrent en grande abondance. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit plus haut sur ces productions. Rappelons ici que c'est à Sumatra que M. Arnold a trouvé le raflésia, qui a été décrit dans nos généralités sur l'Océanie.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les animaux qui peuplent ses forêts immenses; qu'il nous suffise de nommer l'éléphant, le rhinocéros, l'hippopotame, le tigre, l'ours noir, l'antilope, le sanglier, le daim, la civette, la loutre, etc., et un grand nombre d'espèces de singes, parmi lesquels on doit mentionner l'orang-outang. Les buffles, qui sont d'une grande taille, ont été réduits à l'état domestique. Parmi les reptiles, qui y sont aussi très-nombreux, nous ne mentionnerons que le grand crocodile, qui se trouve dans la plupart des rivières.

DES PEUPLES QUI HABITENT SUMATRA.

Il faut distinguer, parmi les habitants de Sumatra, ceux qui vivent sous des gouvernements indépendants, et ceux qui sont au pouvoir des Hollandais, les seuls Européens établis dans l'île.

Les États indépendants sont : le *royaume d'Achem* ou *Achin,* le *royaume de Siak* et le pays des *Battas*. Les Hollandais possèdent le *gouvernement de Padang*, le ci-devant empire de *Menangkarbou*, le *royaume* de *Palembang* et une partie du *pays des Lampongs* (Lampoungs).

PARTIE INDÉPENDANTE.

ROYAUME D'ACHIN. Ce royaume, qui, depuis les dernières années du seizième siècle jusqu'au milieu du dix-septième, était le plus florissant et le plus puissant de la Malaisie, est aujourd'hui bien déchu de sa splendeur. Le sultan, dont les ancêtres étendaient leur domination sur la moitié de l'île, et possédaient une grande partie de la presqu'île de Malacca, a vu les révoltes renfermer son autorité presque dans sa seule capitale et les pays environnants; et, à peine lui reste-t-il aujourd'hui quelques vaisseaux des cinq cents voiles qui composaient la marine de ses pères.

Achin, capitale du royaume, et résidence du sultan, est traversée dans toute sa longueur par une rivière couverte de bateaux de commerce et de pêche. Sa population ne s'élève pas aujourd'hui à plus de 18 à 20 mille habitants; elle était autrefois de plus du double.

LE ROYAUME DR SIAK, situé sur la partie moyenne de la côte orientale de Sumatra, est aujourd'hui en proie à la plus horrible anarchie : chacun de ses districts s'est érigé en province indépendante ayant chacune un chef particulier. La plupart des habitants des côtes n'ont guère d'autre profession que la piraterie. Siak, sa capitale, qui, ainsi que le royaume, reçoit son nom du fleuve qui la traverse, a beaucoup perdu aux guerres civiles qui déchirent le pays; c'est la résidence du sultan, dont aujourd'hui l'autorité est presque partout méconnue.

LE PAYS DES BATTAS, situé sur la côte occidentale et dans l'intérieur de l'île, est limité par le royaume d'Achin, le ci-devant empire de Menangkarbou, et le gouvernement hollandais de Padang. Les Battas sont, de tous les peuples connus, celui qui a le plus excité l'étonnement des philosophes. Aucun n'a pu comprendre l'alliage qu'ils y ont remarqué d'une certaine civilisation avec les coutumes des nations les plus sauvages. Comment se fait-il, en effet, qu'un peuple composé d'hommes dont la grande majorité sait *lire* et *écrire*, pratique légalement l'anthropophagie avec des circonstances horribles?

Quant à nous, si quelque chose nour surprend, c'est beaucoup moins ce mélange d'instruction et de barbarie que la préoccupation qui a empêché d'en apercevoir la cause. La lecture et l'écriture sont choses bonnes en soi, sans aucun doute, mais ne sont jamais que des instruments avec lesquels

on peut faire indifféremment le bien et le mal. Elles sont donc tout-à-fait impuissantes à rendre les hommes bons et honnêtes ; il faut, pour qu'elles produisent sur les peuples des effets salutaires, qu'elles soient mises au service de la justice, c'est-à-dire de la morale ; et c'est ce qu'aujourd'hui tout le monde ne voit pas. La morale des Battas leur dit qu'il est bien de manger un homme *vivant* dans telle ou telle circonstance ; ils répètent donc et ils écrivent que l'anthropophagie est légitime et juste ; et ils feront ainsi jusqu'à ce qu'une autre morale, c'est-à-dire une autre religion leur soit apprise.

L'anthropophagie chez les peuples dont nous parlons est entourée de circonstances tellement horribles que nous croyons devoir nous y arrêter un instant : elle ne s'exerce jamais, dit-on, que dans les cas prescrits par la loi et sur les hommes légalement condamnés. Le code prescrit de manger vivants : 1° les adultères ; 2° les voleurs de nuit ; 3° les prisonniers faits dans la guerre civile ; 4° ceux qui, étant de la même tribu, se marient ensemble ; car ils sont réputés alors être issus des mêmes ancêtres ; 5° ceux qui attaquent par surprise un homme ou une bourgade.

Quand l'accusé est convaincu, on prononce son arrêt, et les juges alors boivent chacun un coup, pratique qui équivaut à la signature de la sentence ; et celle-ci est exécutoire au bout de deux ou trois jours, temps nécessaire pour réunir une grande foule de peuple. Si le condamné est une femme adultère, on ne peut mettre l'arrêt à exécution qu'autant que ses parents veulent sanctionner son supplice par leur présence, et pour l'ordinaire ils ne s'y refusent pas. Sir Stamford Raffles nous donne en ces termes les détails de l'exécution :

« Il y a quelques années, un homme, »convaincu d'adultère, fut, conformément »à la loi du pays, condamné à être mangé. »Le supplice devait avoir lieu près de Tappa»nouli, on invita le résident anglais à y as»sister ; mais il refusa, et son suppléant s'y »rendit à sa place avec un officier indigène. »Arrivés au lieu de l'exécution, ils virent »une grande foule de peuple rassemblé : le »criminel était lié à un arbre les bras éten»dus. L'exécuteur de la sentence, chef d'un »certain rang, s'avance vers la victime, un »grand couteau à la main ; après lui venait »un homme portant un plat creux contenant »une préparation, sorte de sauce, que les »Malais nomment *samboul,* et qui est faite »avec du sel et d'autres ingrédients. L'exé»cuteur appela à haute voix le mari offensé, »et lui demanda quelle partie du corps de la »victime il désirait ; celui-ci désigna l'oreille »droite : l'exécuteur l'abattit aussitôt d'un »seul coup et la remit au mari, qui alla la trem»per dans la sauce et la mangea ensuite. Cela »fait, tous les assistants se jetèrent sur le corps »du supplicié, dont chacun coupa et mangea »la partie qui lui convint. Lorsqu'on eut en»levé ainsi une grande quantité de chair à »la victime, l'un d'eux lui enfonça un cou»teau dans le cœur ; mais c'était sans doute »par déférence pour les étrangers qui assis»taient au supplice, car jamais l'on ne donne »le coup de grâce aux condamnés. »

Il n'y a pas bien long-temps que les Battas ont renoncé à la coutume de manger leurs pères et mères quand ils étaient arrivés à un certain âge, ou que des infirmités leur interdisaient le travail. Ceux-ci, loin d'appréhender une fin si cruelle, fixaient eux-mêmes le jour et le lieu de leur mort. Après avoir choisi dans la campagne un arbre à leur convenance, ils avertissaient leurs enfants et leurs voisins. On se rendait tous ensemble à l'endroit marqué : alors le vieillard se suspendait par les mains à une branche horizontale de l'arbre qu'il avait choisi, pendant que les assistants commençaient aussitôt à chanter et à danser autour de lui en criant : *Quand le fruit est mûr il faut bien qu'il tombe ;* et, en effet, dès que la fatigue contraignait le malheureux à lâcher prise, il tombait lourdement, et la troupe affamée, se précipitant sur lui, le déchirait et le dévorait en un instant.

PARTIE HOLLANDAISE.

Le Gouvernement de Padang a pour capitale la ville de Padang, dont la population est d'environ 12 mille habitants. C'est la résidence du gouverneur et le centre d'un commerce assez actif.

Le ci-devant Empire de Menangkarbou est situé presque au centre de l'île. Il était autrefois très-riche et très-puissant ; mais sa splendeur diminua peu à peu jusqu'en 1780, époque à laquelle le pouvoir fut enfin partagé entre trois sultans, sorte de triumvirs : mais les Hollandais, après avoir vaincu l'une des sectes mahométanes (les Padris) qui aspirait à la domination, ont enfin conquis la suzeraineté du royaume, dont *Menangkarbou* est encore aujourd'hui la capitale.

Le Royaume de Palembang est très-fertile ; il a été jadis puissant, mais les Hollandais ont fini par s'en emparer, et en sont maîtres depuis 1821. *Palembang*, ville bâtie sur pilotis et qui compte environ vingt-cinq mille habitants, en est encore la capitale.

Mœurs et coutumes des Sumatriens.

L'industrie des Sumatriens est encore peu avancée ; dans quelques parties même elle semble avoir déchu depuis les guerres civiles qui ont déchiré toutes les provinces. On y travaille habilement l'or et l'argent, et particulièrement le filigrane.

La condition des femmes y est généralement fort dure ; elles sont, par leurs travaux pénibles, complétement assimilées aux esclaves, qui sont en grand nombre dans l'île.

La chasse est l'une des occupations favorites d'un grand nombre d'indigènes ; par un préjugé superstitieux ils ménagent respectueusement les tigres, qui sont les plus féroces du monde peut-être. Cela tient à ce qu'ils regardent ces animaux comme le lieu d'habitation de l'âme de leurs ancêtres.

Le goût du jeu est extrêmement répandu à Sumatra ; les plaisirs favoris des hommes du peuple sont les combats de coqs, dans lesquels, dit-on, ils vont jusqu'à parier, non-seulement leurs habits et tout ce qu'ils possèdent, mais encore leurs femmes et leurs filles. Un grand nombre d'entre eux pousse la passion de l'opium jusqu'à la fureur, et les excès qu'ils commettent lorsqu'ils sont ivres de cette substance ont forcé les Hollandais à permettre à chacun de courir sus à tous ceux qu'on rencontrerait en état d'ivresse. Le mahométisme est la religion la plus généralement répandue.

JAVA.

Il nous faudrait un long espace pour écrire l'histoire de cette île, qui, depuis un temps immémorial, est la principale de la Malaisie, et qui, aujourd'hui encore, est la possession la plus importante des Européens dans le monde maritime. Les monuments gigantesques dont on trouve de nos jours des traces imposantes indiquent que Java fut, dès la plus haute antiquité, ou une puissante colonie, ou même un centre de la civilisation indienne. La pyramide et les temples de Soukon et de Banion-Kouning rappellent les antiques monuments de l'Égypte. Le grand temple de Brambanam, celui de Boro-Bodo, couvrent des espaces immenses de terrain, et indiquent, par leur disposition, l'existence du culte brahmanique et du bouddhisme, tandis que le fini de leurs ornements montrent dans le peuple qui les a élevés une grande puissance de création, en même temps que des connaissances avancées dans les procédés techniques. On trouve dans tous les points de l'île des traces de cet ancien peuple qui a sculpté, pour ainsi dire, son passage sur les montagnes rocheuses, et semé les monuments par centaines dans les plaines et sur les plateaux. On parcourt quelquefois des plaines d'une immense étendue sur une terre jonchée de temples de toutes dimensions, de tombeaux, de statues, les unes mutilées, d'autres dans un état parfait de conservation ; des corniches, des colonnes, couvrent le sol autant que la vue peut s'étendre, et laissent le voyageur suspendu entre l'admiration et la surprise.

Depuis les dernières années du seizième siècle et les premières du dix-septième, les Hollandais sont établis dans cette île, qu'ils sont parvenus par des conquêtes et des traités à dominer complétement. Elle est divisée, depuis 1823, en vingt régences, sous la puissance immédiate du roi de Hollande, qui a succédé à l'ancienne compagnie hollandaise des Indes-Orientales. L'ancien empire de Matarem, qui, au quinzième siècle, avait étendu

sa domination sur l'île presque tout entière, n'est plus représenté, depuis le traité de 1755, que par deux districts ou résidences régies par deux princes javanais descendants des anciens empereurs, et tributaires aujourd'hui des Européens. « Les États de l'em»pereur actuel de Matarem et ceux du sultan »de Djokjokarta,» dit M. de Rienzi, « sont »enclavés l'un dans l'autre de manière à en »rendre la description difficile. La surface »de ces deux États, dépendant du gouver»neur-général des établissements hollandais »(lequel réside à Batavia, et a remplacé la »compagnie); leur surface réunie, dis-je, »est de quatre mille lieues carrées, et leur »population de un million six cent soixante »mille âmes, dont un million dans les États »de l'empereur, et six cent soixante mille »dans ceux du sultan.

» Sourakarta, capitale du premier, est » une grande ville, ou plutôt une réunion » de villages, dont la population est environ » de cent mille âmes.

» Djokjokarta est la capitale du second. » Sa construction est semblable à celle de » Sourakarta et sa population est également » de cent mille habitants; mais le palais » est très-inférieur au palais impérial »

La capitale des établissements hollandais à Java est Batavia, ville peuplée de cinquante-quatre mille âmes, et située sur la rivière Tjiliwong; on peut dire qu'elle est la ville la plus importante et la plus commerçante de tout l'ancien archipel indien. Elle était autrefois renommée pour son insalubrité; mais des travaux récents, exécutés par plusieurs gouverneurs, et principalement par Van der Capellen, ont détruit en grande partie cet inconvénient. On y voit quelques édifices remarquables, et elle possède une société des arts et des sciences et une école primaire, ainsi qu'un magnifique jardin de botanique.

Après Batavia, on peut encore citer comme importantes par leur population, leur commerce et leur industrie, les villes de Samarang, Sourabaya, dans les résidences des mêmes noms, Sourarakarta et Djokjokarta, dans le ci-devant empire de Matarem, dont nous avons parlé plus haut.

C'est dans la résidence de Kadou qu'existent les ruines magnifiques de Boro-Bodo.

Nous ne nous arrêterons pas long-temps à décrire les productions des règnes végétal et animal de Java. Moins riche en minéraux que Sumatra, elle est supérieure à cette dernière quant à la fécondité de son sol, qui produit toutes les plantes dont nous avons parlé dans les généralités sur la Malaisie. Si l'on en excepte l'éléphant, qui n'y existe pas à l'état sauvage, ses forêts et ses prairies ne sont pas peuplées d'un moins grand nombre d'espèces animales.

Mœurs et coutumes des Javanais (1).

Les Javanais, en général d'une taille au-dessous de la moyenne, ont le teint jaunâtre plus ou moins foncé. Ils sont pour la plupart hospitaliers, et leurs manières entre eux, aussi bien qu'envers les étrangers, sont marquées d'une assez grande bienveillance; ce qui ne les empêche pas d'être voleurs. Au moins les voyageurs, et M. de Rienzi entre autres, fait-il ce reproche aux classes inférieures.

La population de Java, qui s'élève très-approximativement à cinq millions d'individus est divisée ainsi qu'il suit.

Indigènes : environ.	4,475,000
Chinois :	400,000
Européens, Maures, Malais, etc.	125,000
Total	5,000,000

La religion la plus généralement répandue parmi les Javanais est aujourd'hui le mahométisme; mais, moins scrupuleux que leurs co-religionnaires de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, ils mangent sans remords les viandes défendues, et s'enivrent volontiers de vin et de liqueurs.

Les autres habitants de l'île suivent des cultes divers; il en est même quelques-uns qui sont restés adorateurs fidèles de Chiva, ou de Bouddha, divinités de leurs ancêtres, mais ils sont en petit nombre, et sont regardés comme idolâtres par les mahométans. Les Hollandais sont luthériens.

(1) Ou Javans.

Le divorce est admis pour le moindre motif, il s'achète à prix d'argent ; la somme qu'il faut payer pour l'obtenir varie, suivant les positions et les fortunes, de 100 à 250 francs.

Les Chinois, qui sont renommés dans tout l'archipel, à cause de leur goût pour le commerce et l'agriculture, sont en général fermiers ou négociants. Ici comme partout ailleurs, leur amour effréné du gain les fait braver tous les dangers et tous les obstacles.

Nous retrouvons à Java le même goût pour le jeu et pour les combats d'animaux que nous avons noté en parlant de Sumatra. Les porcs, les cailles, les faisans, et principalement les coqs, sont les champions ordinaires de ces luttes. Les combats de taureaux sont aussi fort communs dans les provinces de l'est. Enfin, le combat par excellence, et celui qui marque les grandes réjouissances publiques et attire une immense foule de peuple, est le combat du tigre royal contre un buffle furieux. Il arrive souvent que la victoire reste à ce dernier. Il faut dire, à la vérité, que les buffles de Java sont d'une taille énorme et d'une force prodigieuse.

Industrie.

Les Javanais sont principalement adonnés à la culture du riz, dont on connaît peut-être cent espèces dans leur île ; à la fabrication et à la teinture des étoffes de coton, arts dans lesquels ils se montrent fort habiles ; à la préparation du sel, qu'ils fournissent à un grand nombre d'insulaires de l'Océanie. Ils sont en outre orfèvres aussi habiles que les habitants de Sumatra, et font des ouvrages de menuiserie et d'ébénisterie remarquables par leur solidité, non moins que par leur élégance. Le papier qu'ils fabriquent avec l'écorce du *morus papyrifera*, arbre connu sous le nom de glougo, et par des procédés analogues à ceux qu'emploient les Polynésiens, est d'un grand usage à Java et dans les îles voisines. Enfin, ils sont tanneurs habiles et chasseurs intrépides. Un grand nombre d'entre eux vit aussi des produits de la pêche, qui sur les côtes est très-abondante et très-variée, puisqu'on y a compté plus de quatre cent cinquante espèces de poisson.

BORNÉO (1).

Cette île, la plus grande que l'on connaisse (2), est située entre le 7e degré latitude septentrionale et le 4e degré 30 minutes latitude australe, et entre le 106e degré 30 minutes et 116° 30 minutes de longitude orientale. Les dernières évaluations, parmi lesquelles il faut citer celle de M. de Rienzi, portent sa population à environ quatre millions d'habitants.

La difficulté qu'ont éprouvée jusqu'ici les voyageurs et les agents des puissances européennes à visiter l'intérieur de l'île, rendent difficile la description d'un grand nombre de ses parties ; nous nous bornerons donc à en tracer une esquisse rapide.

Parmi le grand nombre de productions du règne végétal que Bornéo fournit au commerce, à l'industrie et à la médecine, et qui sont presque les mêmes que celles des îles que nous venons de décrire, nous nous contenterons de citer le benjoin, substance gommo-résineuse, fournie par un arbre qui croît principalement sur les côtes septentrionales ; le camphre, extrait par distillation du bois, des feuilles et de l'écorce du camphrier, arbre aussi élevé et plus gros qu'aucun de ceux qui nous fournissent nos bois de construction ; et le poivre noir, fruit d'une plante sarmenteuse que l'on fait grimper sur les arbres fruitiers ; le sené médicinal, le gingembre, la sandaraque, le coton-de-soie, etc.

Au nombre des animaux qui peuplent les forêts de cette vaste contrée, il faut nommer le babi-roussa, ou cochon-cerf, qu'on a rendu domestique ; et, dans la nombreuse famille des singes, le singe vert, le simiang et surtout le pongo à tête pyramidale, dont les mâchoires sont si terribles et la force musculaire si considérable qu'il ne craint pas une douzaine d'hommes, et réussit souvent à terrasser

(1) « Les naturels, dit M. de Rienzi, appellent ce beau pays *Poulo-Kalémantan* ou *Tana-Bessar-Kalémantan*, c'est-à-dire, île Kalémantan ou la grande terre de Kalémantan. »

(2) La Nouvelle-Hollande, ou Australie proprement dite, a été long-temps regardée comme la plus grande de toutes les îles ; aujourd'hui l'on s'accorde à lui donner le nom de continent.

même l'éléphant. Parmi les oiseaux, on doit remarquer la salangane, sorte d'hirondelle qui construit son nid dans les grottes des montagnes; ce nid, dont la forme est à peu près celle des nids de nos hirondelles d'Europe, est moins gros cependant. Il est célèbre parmi les gastronomes chinois, qui en font des potages, des pâtés et autres mets que l'on ne sert guère que sur la table des riches; il y en a de plusieurs qualités : la première se vend jusqu'à vingt-quatre francs la livre. C'est une substance molle et mucilagineuse, composée probablement d'insectes préalablement élaborés par la salangane; M. de Rienzi, qui en a mangé, l'a trouvée extrêmement fade, mais très-nourrissante.

Nous avons déjà dit dans nos généralités que Bornéo contient des mines d'or et de diamants.

Les indigènes de cette île semblent tous issus de la souche des Dayas, à l'exception de quelques peuplades noires à cheveux crépus, et de qui descendent vraisemblablement les papouas des Philippines et de la Nouvelle-Guinée, qui leur sont néanmoins de beaucoup inférieurs en activité et en intelligence; on les nomme Dayers ou Igolotès. Ils ont l'habitude de consulter le vol de certains oiseaux quand ils entreprennent quelque action importante, et leur culte se réduit à rendre certains honneurs à la mémoire de leurs pères et à l'adoration du créateur du monde, qu'ils nomment Diouata. Quelque peu nombreux qu'ils soient aujourd'hui, ils paraissent avoir eu autrefois assez de puissance dans l'île; ce sont eux qui en ont chassé les Endamènes, qu'on ne trouve plus guère que dans quelques îles de la Malaisie.

Quant aux Dayas, ils ont une grande ressemblance physique avec les naturels de la Nouvelle-Zélande, des Carolines et d'un grand nombre des îles de la Polynésie. Ils pratiquent le tatouage, et sont généralement industrieux et adroits, mais paresseux à l'excès, colères et implacables dans leurs vengeances. Ils ont la réputation méritée d'être d'excellents forgerons et de confectionner des instruments de chasse et de guerre d'une qualité supérieure. Un grand nombre d'entre eux se livre à la navigation, à la culture et à l'exploitation des mines. Ils sont grands consommateurs de tabac, de bétel et d'opium, et le jeu pour eux est une passion irrésistible. L'état perpétuel d'hostilité dans lequel leurs villages vivent les uns à l'égard des autres, les a fait adopter un genre singulier de construction : toutes leurs maisons sont bâties en l'air sur des pieux, et l'on n'y parvient qu'à l'aide d'échelles, qu'on retire chaque soir avant de se livrer au repos.

Outre les Dayas, Bornéo contient un grand nombre d'indigènes de races diverses, dont la plupart semblent résulter de croisements multipliés. Les limites de cette notice ne nous permettent pas d'en faire une mention plus étendue, et d'ailleurs l'étude de toutes ces tribus vivant dans un état presque sauvage, et dont la plupart pratiquent encore aujourd'hui l'anthropophagie, ne nous offrirait ni intérêt ni instruction.

Bornéo fut découverte par Magellan, lors de son voyage autour du monde, en 1521. Quelques années après, les Portugais tentèrent d'y fonder des établissements sans pouvoir y réussir. Dans le courant du dix-septième siècle les Anglais ne furent pas plus heureux, et ce ne fut qu'en 1648 que les Hollandais, qui avaient fait une tentative également infructueuse en 1643, parvinrent enfin à établir un comptoir, avec le privilége de faire le commerce exclusif du poivre. Le sultan se réservait seulement la faculté d'en livrer cinquante mille livres aux Chinois, avec lesquels il était depuis long-temps en relations de négoce.

Depuis lors, après plusieurs alternatives de réussite et d'infortunes, les Hollandais s'établirent définitivement sur le sol, et, malgré plusieurs tentatives des Anglais, qui eurent lieu au commencement du XIXe siècle, ils se sont définitivemeut rendus maîtres en 1823 d'une assez grande étendue de la côte nord-ouest.

Bornéo est aujourd'hui partagée en une multitude de petits États sans grande importauce; le plus grand nombre sont gouvernés par des chefs indépendants; une partie reconnaît la suzeraineté du sultan de Soulou(1),

(1) Ou Sooloo. M. de Rienzi rejette ces deux noms, et écrit Holo.

et d'autres enfin sont sous la domination hollandaise.

Ces derniers, les seuls dont nous croyions devoir parler ici, sont divisés en deux provinces ou résidences, qui contiennent des États, les uns soumis aux Hollandais et administrés immédiatement par eux, les autres, en plus grand nombre, régis par des sultans, ou chefs indigènes, tributaires de la couronne hollandaise.

La première résidence, nommée *Résidence de la côte occidentale de Bornéo,* comprend :

1° Les États du sultan de *Sambas,* dont dépendent quelques petits princes tributaires;

2° Le pays de *Mumpawa,* célèbre par ses riches mines d'or;

3° Le royaume de *Pontianak,* dont la capitale, Pontianak, est la résidence du gouverneur hollandais et du sultan;

4° Le pays de *Landack*, qui produit des diamants et a fourni l'un des plus gros de ceux que l'on possède aujourd'hui.

5° Le pays de *Simpang*, dont le chef est vassal du prince de Matan;

6° Le pays de *Matan,* ancien empire de Succadana.

7° Enfin le *territoire du prince* de Kandawagan, qui dépend aussi du précédent.

La seconde résidence, nommée *Résidence des côtes méridionale et orientale de Bornéo,* comprend quelques États sous la domination immédiate des Hollandais, mais principalement les États du sultan Bangermassing, leur vassal fidèle, depuis le traité conclu par l'un de ses prédécesseurs, en récompense des services que la Hollande lui avait rendus en pacifiant ses États, lors de la guerre civile qui les désolait en 1787.

ARCHIPEL DES MOLUQUES.

Nous n'entrerons pas dans de grands détails sur cet archipel qui, possédé d'abord par la nation portugaise, est aujourd'hui presque entièrement sous la domination médiate ou immédiate des Hollandais.

Les îles nombreuses qui le composent ont été divisées par les géographes, et par M. Balbi particulièrement en trois groupes principaux, qui sont : le *groupe d'Amboine*, le *groupe de Banda* et le *groupe des Moluques* proprement dites.

Le *groupe d'Amboine* est le plus important de l'archipel entier. Amboine, l'une des onze îles qui le composent, est le siége de l'administration centrale des Hollandais et la résidence du gouverneur général. On y récolte des épices précieuses, et principalement des clous de girofle, qui forment à eux seuls l'objet d'un commerce très-étendu et très-lucratif. La ville d'Amboine, qui contient le palais du gouverneur, est petite, mais bien bâtie; les rues en sont propres et régulières et elle est peuplée de sept mille habitants environ.

Après Amboine, viennent Céram ou Sirang, et Bourou ou Booroo.

Le *groupe de Banda* est sous la direction du gouverneur de Nassau, ville capitale de l'île de Banda. Il est composé d'un grand nombre d'îles ou îlots, dont un assez grand nombre sont régis par des chefs tributaires des Hollandais. Ce groupe fournit principalement des noix muscades et du macis.

Le *groupe des Moluques* compte aussi des îles nombreuses, parmi lesquelles on en distingue treize principales. Gilolo est la plus grande, non-seulement du groupe, mais de toutes les Moluques. Son intérieur est peuplé d'indigènes gouvernés par des chefs indépendants. Le sultan de Tidor et celui de Ternate sont suzerains d'une partie des côtes.

L'archipel des Moluques, formé en grande partie d'îles volcaniques, est sujet à de fréquents et terribles tremblements de terre. On sait que les Hollandais, pendant long-temps, exercèrent sur toute cette partie de la Malaisie un despotisme intolérable, dans le but de s'assurer le monopole du commerce des épiceries. Ce n'est que depuis 1824 que le baron Van der Capellen a fait cesser les excursions périodiques qui avaient pour but, chaque année, d'arracher et de détruire, malgré les propriétaires indigènes ou Européens, tous les muscadiers et les girofliers qui excédaient la quantité nécessaire à la consommation et à la vente annuelle.

Toutes les côtes de l'archipel des Moluques, et la mer qui le sépare de la Nouvelle-

Hollande (Australie), sont peuplées d'une immense quantité de baleines et de cachalots qui pourraient devenir l'objet d'un commerce important, pour la Hollande ou quelque nation européenne qui voudrait s'adonner à cette pêche.

GROUPE DES CÉLÈBES.

Ce groupe, qui comprend la grande île de Célèbes et quelques autres d'une moindre importance, est, comme l'archipel des Moluques, entièrement soumis aux Hollandais, qui administrent directement quelques districts, et sont suzerains des chefs indigènes qui gouvernent les autres.

Dans l'île de Célèbes, la seule dont nous dirons quelques mots, on doit distinguer le *gouvernement de Macassar*, composé de toute la partie que les Hollandais tiennent en leur possession immédiate. Le nom de ce gouvernement vient de celui du ci-devant royaume de Macassar, dont aujourd'hui il ne reste pas vestige. Il est divisé en plusieurs résidences ou districts.

Les possessions médiates des Hollandais sont plus étendues que le gouvernement de Macassar. Elles appartiennent à un grand nombre de petits princes ou rois indigènes, vassaux de la Hollande, dont la plupart ne comptent que quelques milliers de sujets.

Les États principaux, d'après M. Balbi, sont ceux de Boni, Bony ou Bonij, d'Accajou, de Louhou, de Sidinring, de Mandhar, de Panète, de Soping, de Uncuila et de Goa.

ARCHIPEL DES PHILIPPINES.

Magellan, lors de sa première circumnavigation du globe, en 1521, découvrit ce vaste archipel, auquel il donna d'abord le nom d'archipel Saint-Lazare; c'est du roi d'Espagne Philippe II qu'il reçut plus tard son nom actuel. On évalue à plus de mille le nombre des îles et ilôts qui le composent; ces îles sont disséminées sur une étendue de mer qui n'a pas moins de trois cent cinquante lieues du nord au sud, et cent cinquante de l'est à l'ouest. Les plus importantes sont : Luçon, appelée aussi Manille ou Ybalon, Mindanao, Matsbate, Samar, Mindaro, Luban, Panay, Leyte, Bohol, Zébu, etc.

M. Balbi estime leur population totale à deux millions six cents quarante mille habitants; mais M. Morello, qui les visita en 1830 ne la porte qu'à deux millions, ainsi répartis : soixante-dix mille Chinois, sept mille Espagnols, cent dix-huit mille de race mêlée, et le reste d'indigènes. Ces derniers sont des Malais qui habitent principalement les côtes, et des Papouas, qui occupent plus spécialement l'intérieur des terres.

Les îles de tout l'archipel semblent pour la plupart d'origine volcanique; leur sol est âpre et montagneux, un grand nombre de volcans en ignition continuelle tiennent les habitants de certaines îles dans de perpétuelles alarmes. Les tremblements de terre qu'ils occasionnent, fréquents et terribles, bouleversent de temps à autre le sol tout entier, et engloutissent les villages, les hommes et les animaux sous des amas de décombres.

Des pluies périodiques, qui commencent en mai et finissent en septembre, sont suivies d'une chaleur très-grande quoique supportable; et ces alternatives donnent à la terre une extrême fécondité. Les végétaux y produisent en tout temps des fleurs et des fruits; mais les espèces y sont moins nombreuses que dans les Moluques et les autres îles dont nous avons parlé plus haut, et qui sont plus rapprochées de l'équateur.

On y récolte en abondance du riz, du café, du sucre, du cacao, de l'indigo, du tabac de très-bonne qualité, du bois de sandal, des bois de teinture, de l'ébène, etc.; mais les épiceries et le poivre n'ont pu jusqu'ici y être naturalisés.

Quoique les Espagnols soient censés possesseurs de toutes ces îles, ils ne sont maîtres en réalité que des côtes du plus grand nombre, et beaucoup d'indigènes ont jusqu'ici conservé leur indépendance.

La partie soumise à l'Espagne nous présente une organisation analogue à celle que nous avons vue dans les colonies de cette puissance en Amérique. Un capitaine-général, un lieutenant royal et un tribunal

suprême, qui porte le nom d'audience, en sont les agents principaux.

Le gouvernement ecclésiastique est confié à un archevêque, ayant sous sa direction quatre évêques et un clergé nombreux, composé aussi bien d'indigènes ou de métis que d'Espagnols.

Les divisions administratives de *la capitainerie générale des Philippines* sont des alcadies, ou provinces, au nombre de vingt-sept, parmi lesquelles seize sont comprises dans l'île Luçon, la seule dont nous croyions devoir parler. Ces dernières, dont nous donnerons seulement les noms, sont : Tondo, Bulacan, Pampanga, Pangasinan, Ylocos-del-Norte, Cagayan, Zambales, Bataan, Nueva-Leija, Tabayas, Albay, Camarines, Laguna-de-Bay, Balangas et Cavite.

Nous nous contenterons, pour donner une idée générale de ces possessions de l'Espagne en Océanie, de rapporter les détails suivants sur Manille, tels que les a donnés M. Perrotet, notre savant compatriote.

« Manille, capitale de l'île Luçon et de la capitainerie générale des Philippines, est située près de l'embouchure du Passig, au fond de la belle et vaste baie à laquelle elle donne son nom. L'activité et le mouvement continuel des embarcations, partant d'une rive à l'autre; la quantité innombrable de bâtiments de commerce qui sont mouillés dans la rade; tout respire grandeur et richesse. La superbe rivière qui coule au milieu de la ville la divise en deux parties, dont l'une est appelée *la ville de guerre* et l'autre *la ville marchande*. Cette dernière est beaucoup plus étendue que l'autre, où cependant le gouverneur fait sa résidence. Dans la ville de guerre, les édifices sont plus grands, plus solides, et généralement les maisons sont mieux bâties que dans la ville marchande. Tout y est d'une propreté remarquable; le fort y est bien tenu et forme une espèce de fer-à-cheval. On communique d'une partie de la ville à l'autre au moyen d'un superbe pont en pierres, dans le genre de ceux de Paris; il est même beaucoup mieux pavé, ainsi que les rues adjacentes, que les ponts et les rues de la capitale de la France. Les maisons sont toutes bâties en pierres de taille, et sont toutes entourées, au premier étage, d'une galerie fermée de châssis en écaille de nacre, qui sont construits de manière à ce qu'en les ouvrant on puisse les glisser sur les côtés. Cette galerie est encore fermée extérieurement par des jalousies; c'est un lieu de promenade très-agréable lorsque le mauvais temps empêche de sortir. Les rues sont droites et fort larges. Le palais du capitaine-général, la cathédrale et deux des principaux couvents, sont les plus beaux édifices. Plusieurs églises sont très-richement décorées. Manille est le siége de l'archevêché et de l'audience; elle a un théâtre, un collége, plusieurs écoles et une société patriotique, fondée en 1781. Elle possède plusieurs fabriques et quelques manufactures, et son commerce d'échange est très-important. Les Chinois et autres habitants des îles environnantes viennent y verser les produits de leur sol et de leurs manufactures. Les Européens en font autant de leur côté, pour obtenir, en échange, les objets que leur refuse leur patrie. Mais ce sont surtout les Chinois qui exploitent cette branche de l'industrie; on pourrait presque dire qu'ils font exclusivement le commerce intérieur, tant en gros qu'en détail. Les voitures sont encore plus communes à Manille qu'à Java; on ne sort presque jamais à pied. La promenade a lieu depuis six heures du soir jusqu'à la nuit, et plus tard. Les promenades pour les carrosses sont au dehors de la ville de guerre. On les voit couvertes à certaines heures, comme les Champs-Élysées et le bois de Boulogne, de toutes sortes d'équipages. On ne saurait indiquer d'une manière positive la population de cette grande ville, parce qu'on ne connaît pas exactement la délimitation de ses vastes faubourgs; c'est ce qui rend admissibles les opinions les plus disparates entre des auteurs estimables, qui ne lui accordent que dix mille âmes, en ne comptant que la ville proprement dite, ou la ville de guerre, et M. Hamilton, qui la porte jusqu'à cent soixante-quinze mille âmes, en y comprenant les faubourgs. D'après des calculs approximatifs que nous avons faits, dit M. Balbi, sur des documents que nous avons sous les yeux, il nous semble

qu'on ne s'éloignerait pas beaucoup de la vérité en estimant à près de cent quarante mille le nombre de ses habitants. En admettant cette estimation, Manille serait la ville la plus peuplée de toutes celles de l'Océanie (1). »

C'est en 1571 que les Espagnols s'emparèrent de Luçon, malgré la résistance des Tagales. La même année ils jetèrent les fondements de Manille. Bientôt les Chinois, ces juifs de l'Orient, attirés par le désir du lucre et des opérations commerciales, arrivèrent en foule dans cet établissement nouveau ; trois fois, depuis 1603 jusqu'en 1709, ils furent expulsés violemment de la capitale pour des conspirations contre les Espagnols, dont deux furent même suivies de commencement d'exécution. Aujourd'hui ils sont en grand nombre dans les Philippines, et principalement dans Luçon.

Les troubles qui agitèrent l'Espagne en 1823 retentirent jusque dans ces colonies lointaines : des idées d'indépendance, excitées probablement par la réussite des colons espagnols de l'Amérique, se répandirent parmi les métis et les Espagnols indigènes, et un complot fut ourdi dans le but d'affranchir les Philippines de toute sujétion envers l'Espagne. Le 2 juin, les conjurés s'emparent de l'une des portes de la ville, marchent sur l'arsenal, mettent en fuite le capitaine-général, et ils espéraient réussir, quand le colonel Santa-Romana, à la tête des troupes royales, les contraignit à rentrer dans le devoir. Sans la fermeté que déploya cet officier dans cette circonstance décisive, le monde aurait peut-être aujourd'hui dans cette partie de l'Océanie le désolant spectacle d'une république taillée sur le modèle américain.

Les parties de Luçon qui ont conservé leur indépendance sont peuplées d'indigènes soumis à un grand nombre de petits chefs portant divers titres. La plupart de ces peuplades sont encore sauvages, et quelques-unes ont conservé des mœurs féroces et l'anthropophagie.

(1) Balbi, *Abr. de Géogr.*, 1838.

Disons, pour terminer cet aperçu sur la Malaisie, que les Portugais, qui, durant le seizième siècle, étaient puissants dans ce vaste archipel, n'y possèdent plus aujourd'hui que la côte nord-est de l'île de Timor et les deux petites îles de Sabrao ou Adinara et Solor. La capitale de leurs établissements est Diélé ou Dillé, dans l'île de Timor.

Quant aux Anglais, ils ne possèdent rien dans cette partie du monde, à moins qu'à l'exemple de quelques auteurs, au nombre desquels il faut compter M. de Rienzi, on ne regarde le petit groupe de Singhapour (1) comme appartenant à la Malaisie.

On sait que la compagnie anglaise de l'Inde a acheté du roi de Hollande et des princes malais de Djohor l'île de Singhapour pour y former un comptoir ouvert à toutes les nations. L'établissement, fondé en 1818 par un noyau d'une centaine de Malais, comptait en 1830 près de dix-sept mille habitants européens, malais, arabes, arméniens, indous, chinois, siamois, javanais, caffres, etc.

(1) L'île de Singhapour affecte une forme elliptique. Elle est située à l'extrémité orientale du détroit de Malacca. Elle a environ dix lieues dans sa plus grande longueur et cinq dans sa plus grande largeur.

L'établissement anglais embrasse un circuit de cent milles environ, dans lequel sont compris à peu près cinquante îlots déserts. Elle n'est séparée du continent que par le détroit du même nom.

Ce canal était autrefois le passage habituel des Indes à la Chine. Mais le front méridional de Singhapour regarde une vaste chaîne d'îles situées à environ neuf milles, toutes désertes ou peuplées seulement de quelques tribus sauvages. C'est le canal formé par ces îles qui sert aujourd'hui à la grande communication commerciale entre les parties occidentales de l'Asie, la Chine et l'Océanie. (Rienzi.)

AUSTRALIE OU OCÉANIE CENTRALE.

L'Océanie centrale comprend, outre l'Australie proprement dite, ou continent austral, qu'on nommait autrefois Nouvelle-Hollande, un assez grand nombre d'archipels ou groupes d'îles, dont quelques-unes offrent une étendue considérable. Les principaux de ces groupes sont le groupe de la Papouasie, dont la plus grande terre est la Nouvelle-Guinée ou terre des Papouas; l'archipel de la Nouvelle-Bretagne, l'archipel de Salomon, l'archipel de Lapérouse (Santa-Cruz), l'archipel nommé de Spiritu-Santo par Quiros, qui l'a découvert, et qui est connu depuis Bouguainville et Cook sous les noms de grandes Cyclades ou Nouvelles-Hébrides; M. Balbi propose de lui donner le nom de Quiros; le groupe de la Nouvelle-Calédonie, le groupe de la Tasmanie ou Nouvelle-Zélande (1), dont les deux îles principales, séparées par le détroit de Cook, sont Icana-Mauwi (Ika-Na-Mauwi ou Eaheinomauwe) et Tawaï-Paunammon, que M. Balbi propose de nommer Tasmanie du nord et Tasmanie du sud; enfin, la Diéménie ou île de Van-Diémen.

Nous ne nous arrêterons pas à décrire longuement les productions végétales et animales de cette partie du monde; ce que nous en avons dit dans nos généralités suffit pour en donner une idée assez exacte, et les limites qui nous sont imposées par la nature de cet ouvrage nous prescrivent d'éviter avec soin toute répétition.

Les îles de l'Océanie centrale sont en général peuplées par des hommes de la race nègre océanienne ou Papouas. On trouve cependant dans quelques-unes, comme la Nouvelle-Guinée par exemple, des tribus errantes d'hommes de la race malaise, et c'est cette dernière qui peuple exclusivement les deux îles principales de la Nouvelle-Zélande (Tasmanie).

(1) Quelques auteurs placent la Nouvelle-Zélande dans la Polynésie.

Ces hommes, généralement moins abrutis que les nègres, vivent néanmoins dans un état complétement sauvage.

Ils sont divisés en un grand nombre de petites tribus, sans cesse en guerre les unes contre les autres, et pratiquent l'anthropophagie.

Les Nègres ou Papouas de quelques îles sont dans un état de dégradation aussi absolue que possible. Il y a des tribus qui vivent dans les bois ou sur les bords de la mer, sans lois, sans morale, sans hiérarchie, sans culte, et n'ont conservé d'humain que la forme et le langage; d'autres connaissent encore quelques rudiments d'organisation, et rendent dans des temples grossiers une sorte de culte à un être suprême, ou, pour mieux dire, à des idôles monstrueuses, grossièrement taillées de leurs mains. Ceux-ci se trouvent principalement dans la Nouvelle-Guinée, la Nouvelle-Irlande et l'archipel de Lapérouse (Santa-Cruz). Au nombre des plus dégradés sont les Papouas du continent austral, dont nous aurons occasion de parler en faisant l'histoire des colonies fondées par les Anglais dans cette grande terre.

CONTINENT AUSTRAL.

(AUSTRALIE OU NOUVELLE-HOLLANDE.)

Cette terre, qui est la plus étendue de toute l'Océanie, a plus de mille lieues de l'ouest à l'est, et sa largeur moyenne est de quatre cent cinquante à cinq cents lieues. On n'en connaît encore aujourd'hui que les côtes, et quelques points de celles-ci n'ont même été que très-imparfaitement explorés jusqu'à ce jour.

Le sol offre généralement un aspect triste et monotone, quoique cependant plusieurs parties, dans la zône occupée par les colonies anglaises, présentent une grande richesse de végétation. Le climat y varie suivant les

latitudes; ainsi, dans toute la région intertropicale, les chaleurs sont longues et aussi insupportables que dans certains points de l'Afrique, tandis que dans la zône méridionale, on peut discerner des saisons analogues aux nôtres. La partie comprise entre celles-ci offre des alternatives de sécheresse et de pluie, qui, tantôt brûlent les végétaux et font périr de soif les animaux de l'intérieur des terres, tantôt improvisent des torrents qui entraînent tout ce qui se rencontre sur leur passage.

Il ne faut pas oublier que la contrée que nous décrivons, étant à peu près située à nos antipodes, les saisons y sont disposées tout-à-fait contrairement aux nôtres : notre été y correspond à l'hiver et réciproquement; de même nous avons la nuit quand ils ont le jour, et il est dix heures du soir chez eux quand il est midi chez nous.

Au nombre des productions minéralogiques du sol, nous ne citerons que le charbon de terre, dont on a trouvé des mines inépuisables; quoique ce charbon ne soit pas d'une excellente qualité, il pourrait néanmoins devenir l'objet d'un commerce considérable, si la navigation à la vapeur prenait quelque extension dans les îles de la Malaisie.

NOUVELLE-GALLES MÉRIDIONALE.

Les Anglais, qui, suivant leur coutume invariable, se sont emparés du continent dont nous parlons, quoiqu'il ait été découvert en grande partie par des navigateurs hollandais et français, ont donné le nom de Nouvelle-Galles du Sud, ou Nouvelle-Galles méridionale, à la partie orientale de l'Australie, adjacente à leurs premiers établissements. Cette contrée s'étend sur une longueur de plus de mille lieues depuis le détroit de Bass jusqu'au détroit de Torrès, et la profondeur du côté de l'ouest n'en a pas encore été fixée.

Ce fut en 1787 que l'Angleterre, qui venait de perdre ses colonies américaines, songea à vider ses prisons sur quelque coin du continent austral. En conséquence, une escadre, sous les ordres du commodore Philips, aborda à Botany-Bay le 20 janvier 1788, après huit mois et dix-sept jours de traversée.

Sept cent cinquante-sept condamnés ou *convicts,* parmi lesquels cinq cent soixante-cinq hommes et cent quatre-vingt-douze femmes, étaient le noyau de la colonie nouvelle. Ils étaient accompagnés de deux cent soixante hommes libres, colons, administrateurs, médecins ou soldats.

La richesse de la végétation, qui avait fait donner au point de débarquement le nom de Botany-Bay (baie de la botanique), avait déterminé à y fonder l'établissement nouveau; mais un examen plus attentif ne tarda pas à en montrer l'insuffisance. On transporta donc hommes et bagages un peu plus au nord, et ce fut sur une anse du magnifique port Jakson qu'on dressa les tentes et que fut fondée la ville de Sydney. Tout prospéra à souhait, et sept ans s'étaient à peine écoulés, que la population de la colonie, augmentée par des émigrants volontaires et par de nouveaux convois de condamnés, montait déjà à près de cinq mille âmes. Cette progression n'a cessé de suivre la même marche, et la population de la Nouvelle-Galles du Sud, d'après le recensement de 1825, s'élevait à soixante mille individus, dont un tiers environ de condamnés.

Voici en quels termes Cuningham retrace les principaux faits qui marquent les termes de cette progression : « En décembre 1789, un an après la fondation de la colonie, la première récolte eut lieu à Paramatta; en 1790, le premier planteur, James Ruse, prit possession de sa terre; en 1791, douze prisonniers furent établis sur les bords de l'Hawkesbury, et en 1793, ils donnèrent douze cens boisseaux de blé au gouvernement; en 1796, on joua la première comédie; en 1803, le premier de nos journaux, *la Gazette de Sydney,* fut publiée; le premier suicide eut lieu dans la même année, un homme s'étant pendu dans la geôle; en 1805, M. James Underwood construisit le premier vaisseau colonial; en 1806, le Hawkesbury déborda pour la première fois, et il y eut presque disette; le premier recensement général fut fait en 1810, et les rues de Sydney reçurent leurs noms; en 1813,

on fonda la foire de Paramatta, et en 1817, la banque de Sydney ; en 1825, on condamna pour la première fois pour rupture de promesse de mariage, et 1826 vit ouvrir le premier concert. »

Aujourd'hui Sydney, capitale de la colonie, est une jolie ville européenne, peuplée de plus de seize mille habitants ; nous ne pouvons mieux faire, pour la décrire, que de rapporter ici ce qu'en dit l'auteur que nous venons de citer. «... Près du port, où le terrain est très-précieux, les maisons sont ordinairement contiguës comme en Angleterre ; mais, en général, les plus belles habitations de Sydney sont construites dans le goût des *cottages* isolés, en pierres blanches ou en briques blanchies. Elles ont un étage ou deux, des *viranda* en avant, et elles sont encloses par une jolie palissade de bois, bordées quelquefois de haies de géranium bien taillées. Derrière ces habitations se trouve ordinairement un jardin commode, orné de fleurs, et où abondent les délicatesses de la cuisine. Dans l'enceinte qui entoure immédiatement la maison, on lâche ordinairement les chiens, quand vient la nuit, pour écarter les mauvais sujets..... Les rues sont larges et non pavées ; mais leur terrain durable et la sécheresse habituelle du climat rendent le pavé inutile. Une suite élégante de lampes, placées diagonalement par intervalles de cinquante pas, à raison de la blancheur des maisons et de la clarté du ciel, produisent une illumination qui égale celle de la plupart des rues les mieux éclairées de Londres. Bien que toutes les figures que vous voyez là soient anglaises, et que vous n'y entendiez pas d'autre langue que l'anglais, vous êtes averti que vous êtes dans un pays tout différent, par le nombre de perroquets et autres oiseaux, au chant et au plumage étranger, que l'on voit suspendu devant la plupart des portes. Les détachements de condamnés qui vont à leur travail ou qui en reviennent sur une file simple, et ceux qui marchent isolés, sont remarquables avec leur pantalon et leur blouse de laine blanche de Paramatta. Quelquefois on rencontre la chaîne, qui passe avec un cliquetis attristant. Au coin des rues, devant un grand nombre de portes, on voit des étalages de fruits, où abondent, dans leur saison, les oranges, les limons, les citrons, les figues, les raisins, les pêches, les prunes, les abricots, etc., et le tout se vend à des prix très-modérés.

» Quand, au premier jour du débarquement, on parcourt les rues de Sydney, on se sent saisi de réflexions très-naturelles en reconnaissant la sécurité avec laquelle on peut aller et venir au milieu d'une foule d'individus qui ont subi ou subissent encore le châtiment dont la loi punit leurs crimes, et qui sont bannis souvent pour des forfaits énormes, dont les coupables vous feraient fuir d'horreur en Angleterre. Vous êtes coudoyé à gauche par quelque intrépide voleur de grand chemin, et, à droite, un brigand plus invétéré encore vous heurte l'épaule, tandis qu'un escroc vous barre le chemin et que vous êtes suivi d'un filou, tous actuellement *retirés* de leur industrie primitive et qui s'acquittent avec beaucoup de tranquillité des travaux qui leur sont imposés, ou suivent avec calme le sentier tout uni que leur a tracé une industrie honnête (1). »

Les rues de Sydney et les routes des campagnes environnantes sont parcourues journellement par un grand nombre de voitures de transport, de cabriolets et même d'élégants équipages ; des diligences bien servies transportent aussi les voyageurs d'un point à l'autre de la colonie, et tous les jours il en part plusieurs de Sydney pour divers chefs-lieux de comtés.

La Nouvelle-Galles du Sud peut être divisée en deux parties ; l'une soumise aux Anglais, l'autre appartenant encore aux peuplades sauvages, que la civilisation britannique n'a pas eu le temps d'exterminer. M. Balbi distingue dans la partie anglaise les colonies dont les arrondissements respectifs se touchent, et les colonies isolées qui se trouvent à une grande distance l'une de l'autre.

Les premières sont actuellement divisées,

(1) Malgré ces éloges qu'il donne ici aux *convicts*, Cunningham convient ailleurs que leur moralisation a fait peu de progrès et que les vols sont très-fréquents à Sydney. Nous citerons plus bas l'opinion de plusieurs auteurs anglais sur le même sujet.

1. Naturales de las islas de Sandwicht. 2. *idem* de las islas Célebes. 3. *idem* de la isla de Madison. 4. *idem* de la isla Gambier.

Pl. 3.



Demoraine del.t *Taillant Sculp.t*

1. HABITANT DES ILES SANDWICH. 2. Id. DES ILES CÉLÈBES. 3. Id. DE L'ILE MADISON. 4. Id. DE L'ILE GAMBIER.

OCÉANIE.

dit le même auteur, en dix-neuf comtés, nommés : *Cumberland*, *Campden*, *Argyle*, *Westmoreland*, *Northumberland*, *Roxburg*, *Durham*, *Saint-Vincent*, *Gloucester*, *Cook*, *Hemter*, *Philips*, *Murray*, *King*, *Georgia*, *Bathurst*, *Wellington*, *Bligh*, *Brisbane*.

Le comté de Cumberland, dans lequel est située Sidney, contient encore une petite ville importante par l'accroissement qu'elle a pris ces dernières années : nous voulons parler de Paramatta, dont la population est aujourd'hui de trois mille âmes. Elle possède une manufacture de draps et une école fondée pour l'éducation et la civilisation des indigènes, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Après le comté de Cumberland, nous citerons seulement celui de Bathurst, dont la capitale, Bathurst, assise sur le fleuve Macquarie, est la première ville qui ait signalé la prise de possession des Anglais au-delà des Montagnes-Bleues.

Elle est peuplée environ de trois mille âmes, et possède un club de chasseurs, un collège et une *Société littéraire*. Une Société littéraire dans une ville de trois mille ci-devant voleurs ou descendants de voleurs, au-delà des Montagnes-Bleues!

« La salubrité extraordinaire du climat de la Nouvelle-Galles du Sud, dit Cunningham, doit être d'une haute importance aux yeux de tout émigrant européen; les fièvres rémittentes, intermittentes, scarlatines, le typhus, la variole, la rougeole, la coqueluche et le croup y sont inconnus. La dyssenterie est l'affection la plus répandue et la plus fatale maladie que nous connaissions, et néanmoins elle cause rarement la mort des gens qui vivent sobrement. »

MODE DE COLONISATION. — GOUVERNEMENT. — DIVISION DE LA SOCIÉTÉ DE LA NOUVELLE-GALLES DU SUD. — ÉTAT MORAL DES DÉPORTÉS.

Les défrichements se font de trois manières différentes; ou par des émigrants libres qui ont acheté du gouvernement des concessions de terres, ou par des convicts libérés, ou par des bandes de convicts sous la direction des agents du gouvernement.

Les premiers sont entièrement libres de choisir le lieu de leur plantation, et pour commencer leurs travaux, ils louent des ouvriers, au nombre desquels se trouvent souvent des Papouas qui viennent gagner dans la colonie de quoi satisfaire leur goût pour l'eau-de-vie et les liqueurs fortes. Ils sont d'une grande utilité dans les établissements nouveaux, à cause de la subtilité avec laquelle ils savent retrouver le bétail dans les forêts où il s'égare, et de leur dextérité à prendre le gibier de toute sorte.

Les concessions faites aux convicts libérés sont toujours situées en dehors des propriétés des autres colons : on les envoie dans les forêts, qu'ils défrichent, et comme avant-coureurs de l'industrie Européenne. Cette mesure a l'avantage de les soustraire à la tentation du vol, qu'ils éprouvent sans cesse au milieu des établissements en plein rapport, et de rassurer les anciens planteurs, qui redoutent toujours de pareils voisins. Quant aux convicts, les travaux les plus pénibles leur sont dévolus, au moins pendant un certain temps; des surveillants ne quittent jamais leurs cantonnements, et sont chargés d'empêcher les fuites dans la forêt, qui sont néanmoins assez fréquentes, et de stimuler les travailleurs par des encouragements ou des châtiments corporels.

» La Nouvelle-Galles du Sud et l'île de Van-Diémen, dit Cunningham, sont sous la juridiction d'un gouverneur général, qui réside dans la première de ces colonies, et qui a sous ses ordres, pour l'une et pour l'autre, un lieutenant-gouverneur. Ces agents sont toujours des militaires. Le gouverneur est assisté par un conseil exécutif, semblable à celui de l'Inde, et qu'il est obligé de consulter sur tous les points de quelque importance.

» Il est cependant aussi autorisé à agir sous sa responsabilité propre, pourvu qu'il fasse connaître au gouverneur de la métropole ses raisons pour avoir pris ce parti. Le conseil législatif se compose surtout des officiers du gouvernement, auxquels sont adjoints deux propriétaires de terres, un marchand et le

chief-justice (premier juge), comme président. Ce conseil impose les taxes, et fait des lois dans l'intérêt de la colonie, pourvu que le président certifie que ces lois sont conformes à l'esprit de la législation anglaise.

» Les tribunaux sont composés comme en Angleterre, et le jury a pour base, comme dans ce pays, la propriété ; mais on n'y admet les individus qui ont été déportés que quand ils ont été réhabilités par un pardon absolu. Le nombre des jurés est le même qu'en Angleterre, et leur décision doit être pareillement unanime. Les magistrats punissent suivant le code anglais les délits commis par les hommes libres ; mais les convicts, pour les mêmes fautes, sont punis presque arbitrairement. Chaque magistrat des districts a trois *constables* sous ses ordres, ainsi qu'un *fouetteur* pour infliger les peines corporelles. Les constables sont souvent des convicts libérés ; mais ils s'acquittent de leurs fonctions aussi honorablement qu'en Angleterre.

» Un secrétaire du gouvernement est chargé de la correspondance, et un trésorier colonial recueille les taxes et les revenus du gouvernement. L'établissement ecclésiastique se compose de douze membres du clergé anglican sous la surintendance d'un archidiacre, qui dépend de l'évêque de Calcutta (1). »

Les habitants de la Nouvelle-Galles du Sud se divisent d'abord en deux grandes catégories : les *currency* et les *sterling*, ou ceux qui sont nés de parents déportés dans la colonie, et ceux qui y sont venus librement (2). Les premiers, sans être précisément repoussés des seconds, sont cependant, de la part de ces derniers, l'objet d'une sorte de mépris instinctif. Il paraît, néanmoins, que leurs mœurs sont meilleures qu'on n'aurait eu lieu de l'espérer d'individus nés de parents accoutumés au crime. Il ne faut pas s'exagérer les éloges que quelques auteurs prodiguent à cette classe d'habitants. Par bonnes mœurs, ils entendent généralement le respect des propriétés d'autrui ; mais ils conviennent que les filles currency font bon marché de la chasteté, et qu'elles n'en trouvent pas moins, pour cela, à se marier parmi leurs semblables. Après les currency viennent les *légitimes*, c'est-à-dire, dit Cunningham, « ceux qui ont des raisons *légales* pour visiter l'Australie, » et les *illégitimes* sont ceux qui sont exempts de ce stigmate. Les *mérinos purs*, poursuit le même auteur, sont une variété de cette dernière espèce, et ils se vantent d'être le sang le plus pur de la colonie. Il y a aussi les *titrés*, ou les déportés qui ont la marque ; et les *non-titrés*, qui ne portent ni marque ni aucun caractère extérieur de leur état. Les titrés ont tous des caractères *officiels*, comme employés par le gouvernement à entretenir les rues, à faire des briques, à défricher, etc.

La classe des hommes libres se divise encore en ceux qui sont venus librement dans la colonie ; on les appelle *émigrants ;* les *émancipittes*, au contraire, sont ceux qui sont arrivés convicts, et ont terminé le temps de leur punition.

Quant aux règles de l'étiquette observées dans la société australienne, laissons encore parler Cunningham :

« Nos cercles fashionables tiennent plus à l'étiquette que ceux de Londres même : les règles de la préséance sont si rigoureusement observées, que la paix de la colonie fut sérieusement compromise, il y a peu d'années, parce qu'un bal s'était ouvert avant que la femme qui donnait le *ton* eût paru.

» Des dîners suivis de thés, des soirées et de petits soupers où les dames sont admises, sont d'usage ici, et la danse et la musique font les frais de la réception. Rien ne saurait égaler l'orgueil et la hauteur de notre *ultra-aristocratie*, qui dépasse de beaucoup en ce point la noblesse de l'Angleterre..

» Un jour je me promenais avec une de mes connaissances, quand nous rencontrâmes deux de ces hommes de rang, dont l'un causa à part avec mon compagnon, et l'autre resta près de moi. Comme je connaissais cette personne de vue, et que je savais qu'elle venait

(1) Cunningham écrivait ces lignes avant 1830. Depuis quelques années, l'archidiaconat de Sydney a été érigé en évêché.

(2) Ces noms, dit Cunningham, leur furent pour la première fois donnés par un facétieux quartier-maître de régiment ; car alors la *livre sterling* était supérieure à la *livre currency*.

d'une campagne située du côté où je voulais me diriger, je l'interrogeai sans cérémonie sur l'état de la route. Quelle fut donc ma surprise, quand, se reculant et se redressant d'un air incomparable de hauteur : « Sur ma parole, me répondit-il, monsieur, je ne vous connais pas. » Comme je n'étais pas encore au courant de la morgue coloniale, je crus, tout naturellement, que quelque mauvais plaisant m'avait fait à la craie, sur le dos, la marque des déportés, ce qui arrive quelquefois ; mais j'appris bientôt que mon seul tort était d'avoir apostrophé cet homme, qui n'était autre qu'un officier subalterne d'infanterie retiré dans le pays. »

Quant à la moralité des déportés de la Nouvelle-Galles du Sud et de l'île de Van-Diémen (1), écoutons ce que dit, à ce sujet, un émigrant établi à Hobart-Town :

« N'ajoutez aucune foi à ce qu'on dit en Angleterre de la réforme qui s'opère dans les mœurs et les habitudes des déportés ; ils sont aussi dérangés et aussi paresseux que peuvent l'être les filous et les vagabonds du Royaume-Uni. Seulement la tentation au crime est diminuée par l'absence comparative du besoin (2), et il leur est plus difficile de le commettre, parce qu'ils sont soumis à une discipline sévère. Voilà les uniques raisons pour lesquelles les vols et les autres délits sont moins nombreux qu'en Angleterre. En résumé, ceux qui n'ont pas besoin, pour vivre agréablement, de beaucoup de société, ou qui ne sont pas très-délicats sur le choix de leurs liaisons, ne sauraient mieux faire que de se transporter ici. C'est une terre promise pour les agriculteurs et les bons artisans ; et même, sans avoir une industrie spéciale, quiconque voudra travailler ne peut manquer d'y trouver des moyens d'existence. »

(1) La colonie de l'île Van-Diémen a été établie en 1803 par quelques déportés, accompagnés d'un détachement de soldats. Ils fondèrent la ville de Hobart-Town, capitale actuelle de l'établissement.

(2) Cette observation de l'auteur anglais est très-juste. Combien n'y-t-il pas, parmi nous, de malheureux qui sont poussés, par la faim, à commettre leur premier crime, et qui, une fois entrés dans la voie, marchent de faute en faute jusqu'à l'échafaud ! Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'avec une bonne nourriture on peut moraliser un peuple ; mais je crois que le besoin est une source incessante de tentations qu'il est du devoir de tout gouvernement de tarir autant que possible.

RAPPORTS DES COLONS AVEC LES INDIGÈNES.

Je ne saurais exprimer combien m'est pénible l'obligation où je suis de juger encore une fois la conduite de la nation anglaise à l'égard des peuples qui sont tombés sous sa domination. Ici, comme à l'occasion des colonies de l'Amérique du nord, je n'aurai pas de compliments à faire, et je crains qu'à force d'être répété, mon blâme ne paraisse dicté par une prévention aveugle. On a tant dit, dans ces derniers temps, que l'Angleterre était la première nation de l'Europe dans l'art d'élever des colonies, que je puis avoir mauvaise grâce devant bon nombre de lecteurs de contredire ainsi le sentiment général. Je dirai néanmoins toute ma pensée, en priant ceux qui liront ce peu de mots de ne pas me juger avant de m'avoir entendu. J'aurai soin, du reste, de ne citer aucun des faits qui accusent la nation anglaise sans nommer les auteurs qui les ont rapportés, et Cunningham sera celui que je citerai le plus souvent, à cause de la réputation d'impartialité qu'il a justement méritée.

« Aimez votre prochain comme vous-» même, et faites-lui comme vous voudriez » qu'il vous fût fait à vous-même, » telle est la règle infaillible qui juge les rois et les bergers, les nations comme les plus obscurs citoyens ; tel est le PRINCIPE, le principe véritable duquel il faut partir toutes les fois qu'on veut émettre une opinion sur un homme, aussi bien que sur un peuple.

Fonder une colonie d'après ce principe, c'est considérer les peuples barbares qu'on réduit à l'obéissance comme des frères malheureux qu'on a pour devoir d'élever à un état social meilleur. On doit alors leur enseigner la religion et les lois de morale et de justice qui en découlent ; on doit voir en eux des enfants à diriger et à protéger, quels que soient d'ailleurs leurs vices et leur mutinerie.

Il faut ne jamais oublier que leurs défauts

eux-mêmes, fruits de leur éducation antérieure, leur donnent des droits nouveaux à la pitié et à l'indulgence; et si parfois on est contraint d'employer envers eux des châtiments sévères, ils doivent s'arrêter aux limites posées par la charité.

Hors de là il n'y a plus qu'usurpation et violence, la loi du plus fort triomphe; nulle règle n'existe plus entre les vainqueurs et les vaincus, et l'extermination seule peut garantir une occupation paisible.

Ces bases posées, voyons quels rapports furent établis entre les colons de l'Australie et les indigènes.

Il a été dit que les nègres de la Nouvelle-Hollande sont les plus dégradés peut-être de tous les hommes qu'on a trouvés dans les îles de l'Australie. La plupart d'entre eux vivent sans habitations fixes, sans vêtements, sans religion, sans chefs et sans lois. Beaucoup pratiquent l'anthropophagie, et sont dans l'usage de tuer, au moment de leur naissance, les enfants qu'ils ne veulent pas élever. Si une femme met au monde deux jumeaux, il y en a constamment un de sacrifié; c'est l'aîné, pour l'ordinaire : ce qui n'empêche pas que les enfants qu'ils conservent ne soient élevés avec beaucoup d'affection et même de tendresse. Quant aux femmes elles-mêmes, elles sont traitées avec une dureté sans exemple, et condamnées, pendant toute leur vie, aux plus pénibles travaux. C'est là probablement la cause qui fait que celles même qui étaient assez jolies dans leur jeunesse, deviennent, en vieillissant, d'une horrible laideur. Suivant Cunningham, les plus arriérés sont ceux qui habitent à quelques centaines de milles dans le rayon de Sidney.

Ce n'est pas à dire qu'on doive regarder ces hommes comme radicalement incapables de s'élever à un état meilleur. L'auteur que je viens de citer, et qui les a étudiés avec soin, dit au contraire qu'ils sont « vifs, enjoués et intelligents, et qu'on a constaté qu'ils apprennent à lire, à écrire, etc., presque aussi vite que les Européens. » Ce n'est donc pas en alléguant leur stupidité incurable qu'on pourra se disculper de les avoir laissés croupir dans leur ignorance et dans leur barbarie. On ne pourra pas davantage s'excuser sur leur *méchanceté* native, car ils se montrent en général confiants envers les Européens qui ne les ont pas trompés. « Mais, dit Cunningham, si vous les trompez une fois, ils ne vous croiront plus, et n'auront jamais confiance en vous. » D'un autre côté, M. Dawson, qui les a beaucoup fréquentés, cite plusieurs exemples qui montrent combien ils sont susceptibles de reconnaissance et sensibles aux bons traitements. Suivant cet auteur, on pourrait les attirer facilement à la vie civilisée, pour peu qu'on voulût les traiter avec douceur et bonté. La paresse qu'on leur a reprochée, et qui est si concevable dans leur malheureux état moral, ne semble pas non plus incurable. Les naturels de quelques tribus, et spécialement de celles du comté de Newcastle et de la côte méridionale, sont obligeants, dociles, et disposés à travailler, pourvu que ce ne soit pas avec excès. Ceux du comté de Cumberland travaillent avec beaucoup d'activité, et moissonnent aussi vite que les Européens. (Cunningham.)

Il est donc hors de doute que les sauvages de l'Australie, aussi bien que ceux de l'Amérique, sont susceptibles de civilisation. Il ne faudrait, pour cela, que de la patience et de la charité; mais, nous sommes fâché de le dire, ces vertus paraissent aussi éloignées du cœur des administrateurs de la colonie anglaise que de celui des déportés eux-mêmes. Comme ce jugement pourrait paraître sévère, laissons parler M. Dawson, qui a consacré ses soins à étudier la question qui nous occupe : « Il est affligeant, dit-il, qu'après un » demi-siècle de relations suivies avec un » peuple chrétien, ces malheureux soient en» core dans le même état d'ignorance et de » dégradation où ils étaient primitivement; » je crains même que l'influence de notre » établissement dans le pays n'ait empiré » leur condition. Leur contact avec les Eu» ropéens leur a fait perdre peu à peu les qua» lités qu'ils avaient auparavant, et leur a » fait contracter nos vices. Rien aussi n'est » plus révoltant pour les voyageurs nouvel» lement débarqués, que de voir ces malheu» reux Australiens réduits à un état voisin » de la brute par l'usage immodéré de l'eau» de-vie, auquel les Européens, poussés par

» une sordide cupidité, les encouragent, au » lieu de les en détourner. »

Il y a des accusations tellement graves, qu'on ne saurait les répéter sans la plus grande circonspection, et c'est en laissant la responsabilité à M. de Rienzi, qui le rapporte, et qui, du reste, semble très-impartial en cette matière, que je me décide à écrire le fait suivant : « Il y a quelques années, dit cet auteur, les gazettes de Sidney faisaient allusion à un projet d'empoisonner les aborigènes, qui vivent sur les bords du lac Hunter, comme un moyen efficace de se débarrasser de ces voisins incommodes. » Dans le pays de Van Diémen on traite les indigènes comme s'ils étaient hors la loi. Le *Times colonial* disait, dans le numéro du 6 juillet 1827 : « La semaine dernière, les » colons établis au-delà de la seconde ligne » de l'ouest, ont tué un nombre *immense* » de noirs. On les avait cernés *pendant* » *qu'ils étaient assis* autour de leurs feux, » et on les canardait à une distance de trente » pas. » Le même auteur rapporte qu'un avocat anglais, défendant devant le tribunal de Sidney un de ses compatriotes accusé de meurtre avec préméditation sur la personne d'un indigène, soutint qu'un sauvage était proscrit par la loi naturelle, et que, par conséquent, le meurtre commis sur lui ne pouvait être considéré comme un crime ! ! !

Ainsi ce ne sont pas les convicts seulement qu'on peut accuser de ces horreurs; il n'est pas possible ici, comme dans l'Amérique espagnole, par exemple, de rejeter les excès commis sur la grossièreté de colons faméliques; ce sont *les hautes classes* qui soutiennent en principe, et dans un simple intérêt d'exploitation, la légitimité de la spoliation et du meurtre !! Le gouvernement lui-même autorise ces abominations : pourvu que la colonie rapporte beaucoup d'argent, qu'importe aux Anglais que de misérables noirs périssent abrutis, brûlés par les liqueurs fortes, ou déchirés par les balles des défricheurs? On fait bien mourir de faim les Irlandais parce qu'ils sont catholiques, à plus forte raison doit-on être sans pitié pour des sauvages !

« Un acte du conseil, » dit Cunningham, « décide que partie des gages des ser» viteurs (indigènes) doit être payée en eau» de-vie, *parce qu'on a reconnu que la* » *perspective de ce salaire est le meilleur* » *stimulant à leur présenter; car ils tra-* » *vaillent comme des bêtes de somme* » *jusqu'à ce qu'ils aient amassé assez* » *de dollards pour aller faire une dé-* » *bauche complète au cabaret, et ils* » *feront trente milles et plus pour aller* » *le chercher*. Tandis que le paiement en » eau-de-vie, leur permettant de boire sans » perdre le temps en courses lointaines, ils » ne sortent pas de l'établissement. » Le crime de la destruction et de l'abrutissement des Australiens ne peut donc plus être rejeté sur les particuliers seulement; il est sanctionné et légalisé par *acte* du conseil, par l'administration supérieure de la colonie; c'est un système. On aurait pu défendre de leur vendre de l'eau-de-vie; on *ordonne*, au contraire, de leur en donner en paiement; et pourquoi? pour *éviter au planteur la perte du temps* nécessaire pour aller jusqu'à la taverne ! Rien ne manque à cette ordonnance : elle peint d'un trait les administrés et les magistrats.

Ce n'est donc pas sans raison que M. Buxton, reprochant aux Anglais leur conduite envers tous les naturels des pays où ils avaient fondé des colonies, tenait le discours suivant à la tribune des communes d'Angleterre : « Nous les dépouillons de leurs » terres, de leurs biens, et, petit à petit » nous les exterminons. La chambre pourrait » se rappeler que la vie et la fortune de » quatre à cinq millions d'âmes ont été ainsi » sacrifiées autrefois aux Indes-Orientales; » qu'au Cap de Bonne-Espérance la popu» lation des indigènes s'élevait à un million » d'habitants; que l'Australie et la Poly» nésie en comptaient plus de deux millions : » eh bien, partout où l'influence britannique » s'est manifestée, la population des naturels » a beaucoup diminué. En 1803, l'Angleterre » prit possession de l'île de Van-Diémen, et, » depuis, la population indigène a été dé» truite. La dernière acquisition faite par » l'Angleterre, au Cap de Bonne-Espérance, » n'avait pas plus de deux arpents d'éten-

» due, et, maintenant, à force de porter la » destruction parmi les naturels, elle y pos- » sède CENT VINGT MILLE LIEUES CARRÉES. »

Ainsi, extermination de ceux qui résistent, abrutissement de ceux qui se soumettent, tel est, en deux mots, la règle de conduite adoptée par les Anglais envers les naturels de leurs colonies.

Et ce qu'il y a de remarquable, c'est que le système a toujours été le même depuis que les enfants de la Grande-Bretagne se mêlent de colonisation. Que l'on considère les puritains, les pélerins, comme ils s'appelaient humblement, les *saints* comme les ont appelés leurs fils, qui ont colonisé l'Amérique du Nord, ou qu'on porte les yeux sur les ignobles égoûts des prisons de Londres, déportés pour leurs forfaits sur les côtes de l'Australie, on ne voit aucune différence. Pour les uns et les autres le but était le même, et les moyens pour l'atteindre n'ont pas varié. Les uns et les autres ont dit aux naturels : « Il vous faut mourir; car nous voulons vos terres! ou, si vous ne voulez mourir, il faut que vous soyez ravalés par l'ivrognerie jusqu'au rang de la brute; car quelle excuse aurions-nous auprès de ceux qui nous reprocheraient nos spoliations si nous ne pouvions leur dire : les sauvages sont les plus avilis des hommes? De la civilisation ils ne sont capables de comprendre que les vices : ils ne méritent donc ni bienveillance, ni égards, ni pitié. »

Il n'est pas étonnant qu'avec un pareil système l'Angleterre ait réussi à fonder des colonies lucratives. Quel est l'homme qui, ayant pour but de gagner de l'argent, n'y parvienne tôt ou tard, pourvu qu'il ne regarde pas à la moralité des moyens qu'il emploie; et combien parmi nous ne voyons nous pas de gens dont la fortune a comblé tous les vœux par cela seul qu'ils fermaient l'oreille aux cris de détresse des malheureux qu'ils écrasaient sur leur route? Leurs pareils envient leur sort; les honnêtes gens les méprisent. On ne doit donc pas être plus surpris de voir les dissidences qui existent entre les publicistes quant à l'appréciation de la conduite de l'Angleterre dans ses travaux de colonisation : ceux qui ne voient dans la société qu'un moyen d'exploitation des faibles par les forts, admirent son génie et la portent aux nues; ceux qui croient, au contraire, que tous les hommes sont frères, et que le devoir des grands est de protéger et d'élever les petits, ont en abomination les moyens exécrables qu'elle n'a jamais, depuis quelques siècles, hésité à mettre en œuvre pour acquérir de l'or et de la puissance.

Pour être juste, je ne dois pas terminer ce paragraphe sans rapporter ce que dit Cunningham sur les *efforts* qui ont été faits pour civiliser les indigènes. Voici comment s'exprime cet auteur :

« Nous avions ici, à Jakson, une institu- »tion fondée par un des gouverneurs, où les »enfants des naturels étaient élevés, et d'où »ils sortaient à l'âge de puberté, sachant »très-bien lire et écrire; mais comme ils »étaient tous unis les uns aux autres, et que »cette cohésion avait maintenu en eux leurs »instincts et leurs idées premières, ils repre- »naient leurs vieilles habitudes dès qu'ils »étaient rendus à la liberté. Depuis, un autre »gouverneur a pensé qu'il valait mieux les »diviser; les garçons sont placés dans l'asile »des orphelins blancs, et les filles dans celui »des orphelines. Là, mêlés avec une nom- »breuse population blanche, ces enfants »prendront graduellement les manières de »leurs compagnons. »

A cette institution, on vient d'ajouter le vote d'une somme annuelle de *cinq cents livres sterling* (12,375 fr. 00 c.) pour l'entretien de DEUX missionnaires méthodistes, chargés par la société des missions de Londres de prêcher l'évangile aux indigènes.

Je laisse à apprécier au lecteur les fruits qu'on doit espérer de ces deux institutions combinées. D'une part, une maison pour les enfants située dans une ville, et qu'il faut que les sauvages viennent chercher d'eux-mêmes; et, d'un autre côté, DEUX missionnaires pour convertir les sauvages épars dans une étendue de territoire double à peu près de celui de la France. Ce n'est pas ainsi que l'entendaient ceux qui ont converti le Paraguay; si les jésuites eussent attendu tranquillement que les habitants des Pampas vinssent leur demander le baptême; si, en

outre, chaque père eût eu besoin, pour vivre, comme les missionnaires méthodistes, d'une maison confortable, d'une femme et d'une rente annuelle de plus de six mille francs, je ne doute pas que les Guaranis fussent restés long-temps encore dans l'état sauvage (1).

Je terminerai ces courtes réflexions par le résumé suivant. Il y a deux sortes de colonisation : la colonisation chrétienne et civilisatrice, ayant pour but le salut des sauvages, leur initiation à la morale évangélique et aux pratiques sociales qui en découlent, et pour moyen la charité.

La colonisation anti-chrétienne, dont le but unique est l'acquisition des richesses et l'exploitation, au profit du plus fort, du sol et des habitants quels qu'ils soient; les moyens de celle-ci sont la colère, la violence et le meurtre.

Chacun pourra juger dans laquelle de ces deux catégories le système anglais doit être placé.

(1) La dépense annuelle d'un missionnaire catholique est, si je m'en souviens bien, de 500 fr. environ. A ce compte, avec les 12375 fr. destinés à l'entretien des deux apôtres méthodistes, on entretiendrait vingt-quatre missionnaires catholiques.

POLYNÉSIE OU OCÉANIE ORIENTALE.

Je ne répéterai pas ce que j'ai dit plus haut dans les généralités sur la Polynésie; ce qu'il nous reste de vraiment intéressant à apprendre sur cette partie du monde maritime sera, je pense, suffisamment décrit dans l'histoire de la principale des îles qui la composent.

TAÏTI.

Taïti, la plus grande, la plus riche et la plus fertile des îles de l'archipel de la Société, dont elle fait partie, et de la Polynésie entière, a été visitée pour la première fois, en 1606, par Quiros, navigateur espagnol, parti de Lima dans l'intention de découvrir de nouvelles terres. Il avait imposé à sa découverte le nom de *Sagittaria ;* mais le peu de précision des renseignements qu'il donna sur la position de l'île, fit qu'elle resta long-temps encore ignorée, et lorsque Wallis la retrouva, cent soixante-un ans plus tard, il la nomma île du roi Georges III, et en prit possession au nom de l'Angleterre, comme s'il eût été le premier Européen qui l'eût aperçue. Bougainville, navigateur français, y toucha huit mois après le départ de Wallis : il crut d'abord, comme ce dernier, être le premier qui l'eût découverte; mais des renseignements qu'il reçut plus tard des naturels lui firent connaître le séjour qu'y avait fait avant lui le capitaine anglais. Il la décrivit à son retour sous le nom de Nouvelle-Cythère (1), à cause des mœurs voluptueuses de ses habitants. Enfin Cook y aborda à chacun de ses trois grands voyages autour du monde (de 1769 à 1778), et décrivit dans leur plus grand détail les mœurs et les usages des Taïtiens avant leur conversion au christianisme. Voici en quels termes Kotzebue, qui la visita en 1824, nous dépeint le sol et le climat de cette *reine de la mer du Sud* et de l'archipel dont elle fait partie :

« Les îles de la Société, dont Taïti est la » plus grande, sont, comme beaucoup » d'autres, ou des fragments d'un conti» nent méridional englouti par un trem» blement de terre, ou une masse de ro» chers qu'un feu souterrain a lancés du » fond la mer, et qui, après s'être couverts

(1) Tous ces noms ont aujourd'hui été remplacés par celui de Taïti, que lui donnent les naturels. On a écrit long-temps O'Taïti.

des précautions pour se garantir de leur rapacité. Il ne paraît pas cependant que le vol fût dans leurs habitudes ordinaires; car la plus grande confiance régnait dans leurs relations réciproques, et chaque maison, ouverte à tout venant, n'opposait aucune fermeture qui pût garantir le propriétaire contre l'avidité de ses voisins. Il est vraisemblable que la nouveauté des objets qu'ils voyaient sur les navires était pour eux une tentation à laquelle ils essayaient d'autant moins de résister qu'ils connaissaient moins les lois de la propriété généralement adoptées en Europe.

Les nobles et les grands avaient généralement un plus ou moins grand nombre de femmes. Les hommes du peuple se contentaient le plus souvent d'une seule.

Les enfants étaient complétement à la discrétion de leurs parents, qui pouvaient les tuer, sans que personne songeât à leur en faire un reproche. Quant aux femmes elles-mêmes, elles étaient, à ce qu'il paraît, assez doucement traitées par leurs maris; mais, néanmoins, elles n'étaient considérées que comme des êtres inférieurs; il leur était défendu de manger en présence de leurs maîtres, et leurs repas, qu'elles apprêtaient elles-mêmes, ne se composaient le plus souvent que des mets les plus grossiers. La viande, le poisson, et les fruits délicats étaient presque exclusivement destinés aux hommes. Par une singulière contradiction, c'était la femme qui transmettait la noblesse à ses enfants, et le pouvoir royal, lui-même, pouvait échoir à la plus proche parente du roi défunt. Le respect du lien conjugal n'était pas, à ce qu'il paraît, la vertu la plus respectée du beau sexe. Le mari pouvait punir de mort sa femme infidèle, à moins, ce qui arrivait fréquemment, qu'il ne lui eût accordé la permission. Ces permissions n'étaient jamais attendues longtemps par les étrangers, et le plus souvent même elles leur étaient offertes moyennant le plus mince cadeau, un clou, par exemple.

Cette faible contrainte des femmes mariées n'existait nullement pour les jeunes filles, qui pouvaient, sans craindre le blâme, se livrer à la débauche la plus effrénée.

Elles n'avaient pas pour cela moins de prix aux yeux de leurs compatriotes qui voulaient les épouser. La licence des mœurs était telle parmi ces peuples, qu'ils n'avaient pas même, au dire des voyageurs, l'idée la plus simple de la décence; des faits rapportés par Wallis, Cook et Bougainville, mettent cette assertion hors de doute. Nous verrons plus bas qu'aujourd'hui même qu'ils sont convertis à la religion méthodiste, ils ne sont guère plus retenus.

Voici en quels termes Cook décrit les rapports des sexes et les lois du mariage :

« Si un jeune homme et une jeune fille habitent ensemble, le jeune homme donne au père quelques-unes des choses réputées nécessaires dans le pays, tels que des cochons, des étoffes et des pyrogues; la quantité de de ces objets est proportionnée au temps qu'il passe avec sa maîtresse. Si le père croit qu'on ne l'a pas assez payé, il ne craint pas de reprendre sa fille et de la livrer à un autre qu'il suppose être plus libéral : l'homme, de son côté, peut toujours former un nouveau choix. Si sa maîtresse devient grosse, il est le maître de tuer l'enfant et de continuer sa liaison avec la mère, ou de l'abandonner; mais, s'il adopte l'enfant et ne lui ôte pas la vie, il est censé marié, et il garde communément sa femme le reste de ses jours. Aux yeux des Taïtiens, ce n'est pas un crime de prendre une concubine plus jeune et de l'établir dans sa maison; il est toutefois bien commun de les voir changer de femmes, et c'est chose si ordinaire qu'ils en parlent d'un ton fort léger. »

Nous avons dit plus haut qu'il existait à Taïti une association de jeunes gens nobles des deux sexes, connue sous le nom de Société des Arréoys, et dans laquelle la promiscuité complète des sexes était érigée en principe. Les femmes qui en faisaient partie, pour ne pas altérer leurs charmes et interrompre leurs débauches, tuaient leurs enfants avant qu'ils fussent nés.

Ceux qui venaient au monde vivants étaient impitoyablement mis à mort au moment de leur naissance. Une société semblable existe aux îles Marianes; elle s'appelle Société des Urritoys ou Arritoys.

Les jeux les plus fréquents et les plus recherchés des Taïtiens étaient le chant, la

musique et la danse. Leur musique était en général grave et monotone, sans être cependant désagréable; elle exprimait assez fidèlement les idées voluptueuses empreintes dans toutes les imaginations. Quant aux danses, elles étaient souvent accompagnées de gestes ou de mouvements dont l'indécence révoltait les matelots eux-mêmes. Certaines solennités étaient célébrées par des représentations théâtrales, véritables drames, nommés *Heivas*, et qui, le plus souvent, avaient pour sujets des actions guerrières.

Parmi les usages des Taïtiens, on doit noter celui de prendre le *hava* ou kava, qui est général dans la plupart des archipels de la Polynésie. Voici comment M. Sainson décrit la préparation de cette liqueur et les cérémonies auxquelles elle donne lieu.

« Le chef Tahofa, dit M. Sainson, m'engagea un matin à l'accompagner sur l'île Onéata (archipel Tonga), où ses gens se livraient à la pêche. Mon ami Lesson consentit à être de la partie...

» Arrivés sur une petite île où brillait la plus fraîche verdure, nous fîmes halte, et nous vîmes, aux préparatifs qui se faisaient, qu'il s'agissait d'un kava. C'était la première occasion qui se présentait à nous d'être témoins d'un acte si fréquent, et, selon les circonstances, si solennel quelquefois dans la vie des insulaires. Jamais ils ne se dispensent de prendre cette boisson le matin; et, si quelque grave événement, comme une guerre, un conseil, des funérailles réunissent les naturels, l'assemblée débute toujours par un Kava. Le chef principal y préside, et les droits de préséance y sont réglés avec la plus sévère étiquette.

» ... Nous étions assis sur l'herbe, formant un cercle allongé; Tahofa occupait le haut bout, M. Lesson et moi à sa droite. En face du chef, au bout opposé, un de ses principaux mataboulés se fit apporter un plat rond en bois et à trois pieds; l'intérieur de ce plat, enduit d'un vernis blanc, attestait qu'il avait long-temps servi au noble usage pour lequel il était uniquement réservé.

» Derrière ce grave fonctionnaire, une troupe de jeunes garçons se pressa sans ordre; on leur distribua aussitôt des morceaux de racine de kava, qu'ils soumirent à une mastication vigoureuse. Cette opération terminée, les racines mâchées sont réunies dans un plat; on jette dessus une sorte de filasse par poignées et une certaine quantité d'eau; alors le mataboulé principal retourne et presse avec ses mains le séduisant mélange jusqu'à ce qu'il en juge le degré de force suffisant. Pendant ce temps les autres mataboulés font, avec des feuilles de bananier, des tasses extrêmement élégantes. Les choses en étaient à ce point, lorsqu'on nous pria de replier nos jambes à la façon des indigènes. Nous obéîmes volontiers; puis un homme se leva, se plaça debout au milieu du cercle, et la distribution commença.

» Le serviteur qui avait composé cet étrange nectar, en remplissait les tasses; il en passa une à l'homme du milieu, qui la porta au chef; celui-ci avala le breuvage et jeta la coupe. Le Ganimède tenait déjà une autre tasse pleine; Tahofa nomma celui qui devait la recevoir d'après son rang, en prononçant : *Avema Finau* (donne à Finau). Le chef désigné frappa des mains en signe d'assentiment, puis il but et jeta le vase. Notre tour arriva, et nous nous soumîmes de bonne grâce au cérémonial. La boisson favorite de Touya nous sembla d'abord peu agréable; le goût en est amer, et elle laisse dans la gorge un sentiment de chaleur comme nos liqueurs fortes; pourtant l'habitude peut la faire trouver supportable. J'eus occasion de renouveler plusieurs fois cet acte de complaisance et de respect pour les usages de nos hôtes, et l'idée que j'ai conservée du kava, malgré son étrange fabrication, n'est pas une idée de dégoût. »

Le kava ne se prend pas toujours impunément par ceux qui n'y sont pas habitués; il produit alors assez souvent une ivresse pénible. Les hommes qui en font un usage immodéré sont, dit-on, reconnaissables à leur face hébété, à leurs yeux rouges, et, très-fréquemment, aux maladies herpétiques qui leur couvrent la peau.

Toutes les idées religieuses des Taïtiens se bornaient à la connaissance d'un être supérieur et d'un génie du mal. Au-dessous du

grand Dieu du ciel existent un grand nombre de dieux inférieurs qu'ils invoquent dans leurs prières. Des idoles de bois, grossièrement taillées, se trouvaient dans les *moraïs* ou temples publics, ainsi que dans beaucoup d'habitations particulières.

Nous avons dit plus haut que, malgré la douceur habituelle de leurs mœurs, les Taïtiens, comme les autres habitants de l'Océanie, dans toutes les occasions importantes, faisaient à leurs dieux des sacrifices humains. La victime, désignée par un chef ou par un prêtre, était prise habituellement dans les derniers rangs du peuple ou parmi les criminels. Il n'est pas certain, même, que dans certaines circonstances ils ne se livrassent à l'anthropophagie.

Les Taïtiens avaient une grande vénération pour leurs parents décédés; « ils en conservent long-temps les cadavres, dit Bougainville, étendus sur une espèce d'échafaud recouvert d'un hangar. L'infection qu'ils répandent n'empêche pas les femmes d'aller pleurer à côté du corps une partie du jour, et d'oindre d'huile de cocos les froides reliques de leur affection. Celles dont nous étions connus nous ont laissé quelquefois approcher de ce lieu consacré aux mânes; *emoé* (il dort), nous disaient-elles. Lorsqu'il ne reste plus que les squelettes, on les transporte dans la maison, et j'ignore combien de temps on les y conserve. Je sais seulement, parce que je l'ai vu, qu'alors un homme considéré dans la nation vient y exercer son ministère sacré, et que, dans ces lugubres cérémonies, il porte des ornements assez recherchés. »

Il est inutile de répéter ce que nous avons dit du *tabou* dans nos considérations générales; qu'il suffise de savoir que cette interdiction était usitée à Taïti comme dans les autres îles de la Polynésie.

La distinction des classes de la société était extrêmement rigoureuse parmi ces insulaires, et les nobles y tenaient beaucoup à la prééminence que leur assurait leur rang, et ils avaient droit de vie et de mort sur les gens attachés à leur service. Quant au roi, il était l'objet d'une vénération qui allait presque jusqu'à l'idolâtrie. « Le roi, dit Kook, a dans chaque district des maisons qui lui appartiennent, et il n'entre jamais dans la maison d'aucun de ses sujets. Si un accident l'oblige à s'écarter de cette règle, on brûle la maison qu'il a honorée de sa présence, ainsi que tous les meubles qu'elle renferme. Non-seulement ses sujets se découvrent devant lui jusqu'à la ceinture; mais, lorsqu'il est quelque part, on dresse dans les environs un poteau garni d'une pièce d'étoffe auquel ils rendent les mêmes honneurs. Les naturels des deux sexes se découvrent également jusqu'à la ceinture devant ses frères; mais les femmes seules se découvrent devant les femmes du sang royal. » L'on ne pouvait approcher de lui qu'en marchant incliné presque jusqu'à terre pendant un espace de quinze à vingt pas.

Telles étaient les mœurs des Taïtiens avant l'arrivée des Européens dans leur île. Nous les avons dépeintes d'après les relations des auteurs les plus impartiaux, avec autant de détails que nous l'ont permis les limites de cet ouvrage. Presque tous les voyageurs, séduits sans doute par le tableau de la mollesse et des voluptés auxquelles étaient abandonnés ces peuples; émerveillés de la douceur du climat et de la fécondité du sol, ont cru retrouver l'âge d'or dans cette île *fortunée*, et nous en ont donné des descriptions séduisantes. Comment ces avantages, quelque grands qu'ils soient, ont-ils pu leur faire oublier l'abjection des femmes, le meurtre des enfants, l'esclavage, le droit de vie et de mort et les sacrifices humains? Je suis fâché de le dire, de telles admirations sont étranges de la part d'hommes qui ont reçu le baptême, et qui, en leur qualité de chrétiens, ne devraient pas ignorer que les hommes sont frères, qu'ils doivent s'aimer les uns les autres, et que la vie du plus petit d'entre eux est sacrée devant Dieu, comme celle des rois et des conquérants de la terre.

En 1797, un navire anglais laissa à Taïti et dans plusieurs autres archipels de l'Océanie, des missionnaires protestants chargés de convertir ces peuples. Nous ne raconterons pas leurs travaux, non plus que les guerres civiles qui éclatèrent à l'occasion de l'intronisation du nouveau culte; qu'il suffise de savoir que dès l'année 1815 tout l'archipel

de la Société était entièrement converti au protestantisme.

Si les premiers navigateurs qui fréquentèrent ces parages pouvaient revenir au monde et les visiter aujourd'hui, ils seraient bien surpris du changement étrange qui s'est opéré dans les mœurs de leurs *joyeux* Taïtiens. Que dirait surtout Bougainville, le grand admirateur de la *Nouvelle-Cythère*, s'il assistait au spectacle dont Kotzebue fut témoin en 1824, et qu'il a décrit dans une relation dont nous allons extraire quelques passages ?

Le navigateur russe, arrivé le samedi en vue de Taïti, fut émerveillé tout d'abord de l'accueil affectueux qu'il reçut des habitants de l'île. Ceux-ci accoururent au vaisseau, comblèrent de marques d'amitié tous les hommes de l'équipage, et ne les quittèrent qu'à regret quand le soir fut venu. Les Russes s'attendaient, pour le lendemain, à une nouvelle visite ; « mais, dit Kotzebue, à notre grande surprise, une solitude de mort régnait parmi toutes les habitations, et, lorsque le soleil fut déjà haut, nous ne vîmes aucun insulaire. Ces chaudes amitiés de la veille nous semblaient s'être bien refroidies. Enfin nous obtînmes, d'une chaloupe qui nous fut envoyée avec des provisions, l'explication de cette énigme.

» Les Taïtiens célébraient le dimanche ; pour cette raison ils ne quittaient pas leurs demeures, où ils restaient couchés sur le ventre, lisant la bible et hurlant de toute la force de leurs poumons. Mettant de côté toute occupation, ils consacraient, disaient-ils, la journée à la prière. »

Kotzebue se décida alors à descendre à terre pour voir M. Wilson, principal missionnaire de cet endroit, et qui depuis vingt ans demeure dans l'île. Chemin faisant, il s'aperçut que toutes les portes étaient fermées, les rues totalement désertes, et le silence de mort qui régnait autour de lui n'était interrompu que par les prières à haute voix qu'on entendait à travers les clôtures des habitations. L'heure du service divin approchant, M. Wilson pria le capitaine russe d'y assister, ce que celui-ci accepta avec plaisir. Nous allons le laisser parler lui-même.

« L'église, dit-il, est un beau bâtiment, long d'environ vingt brasses et large de dix, construit du léger bois de charpente propre au climat, et peint en blanc à l'extérieur, ce qui forme un agréable contraste avec la verdure environnante. Les nombreuses et larges fenêtres ne sont pas vitrées, parce qu'une libre circulation de l'air est ici désirable dans toutes les saisons.

» Le toit, fait de roseaux ingénieusement tressés et recouvert d'immenses feuilles, suffit pour garantir les fidèles de la pluie. Il n'y a ni clocher ni horloge. L'intérieur de l'église est une vaste salle dont les murs sont entretenus dans un état d'extrême propreté ; elle est remplie d'une multitude de bancs, placés en longues files, de telle sorte, que les assistants peuvent facilement voir la chaire qui s'élève au centre. Lorsque nous entrâmes, l'église était encombrée de monde ; les hommes étaient assis d'un côté et les femmes de l'autre. Presque tous avaient devant eux un livre d'hymnes, et le plus profond silence régnait dans l'assemblée. Près de la chaire, où monta M. Wilson, se trouvait un banc réservé à MM. Bonnet et Tyrman, et où je pris également place.

» Malgré l'air sérieux et la dévotion apparente des Taïtiens, il est impossible à un Européen qui les voit pour la première fois dans leurs habits du dimanche de s'empêcher de rire. J'ai déjà fait mention du haut prix qu'ils attachent à nos vêtements ; ils s'en affublent bien ou mal avec plus de fierté que nos dames ne portent des diamants et des cachemires, ou nos messieurs des croix ou des cordons. Comme ils ne connaissent nullement nos modes, ils ne font aucune espèce d'attention à la coupe des habits, même l'usure et l'ancienneté ne diminuent en rien à leurs yeux la valeur d'un costume ; une décousure, un trou, n'ôtent rien à son élégance.

» Les Taïtiens, trouvant un habillement complet trop coûteux, se contentent d'une seule pièce ; quiconque peut se procurer un uniforme anglais, ou même un habit civil, va avec le reste du corps nu, à l'exception d'une ceinture, qu'on porte généralement ici. L'heureux propriétaire d'un gilet ou d'une paire de culottes, croit sa garde-robe

très-bien montée. Quelques-uns n'ont qu'une simple chemise, et d'autres, tout accablés de chaleur qu'ils sont, aimeraient mieux étouffer que de quitter le manteau de drap épais, seul vêtement européen qu'ils aient pu se procurer. On n'aperçoit que rarement des souliers, des bottes ou des bas, et les habits, la plupart trop étroits et trop courts, font le plus singulier effet qu'on puisse imaginer. Presque tous ceux qui les portent peuvent à peine remuer les bras, et sont obligés de les étendre comme les ailes d'un moulin à vent, tandis que leurs coudes se montrent à travers les fentes des coutures. Qu'on se représente une assemblée de gens parfaitement satisfaits de la convenance de leur mise, et portant, pour que la chose soit encore plus comique, une expression de sérieux imperturbable sur leurs physionomies, et alors on croira qu'il m'était difficile d'être fort recueilli en leur présence. L'accoutrement des femmes, quoique moins ridicule, n'était pas moins pittoresque; quelques-unes portaient des chemises d'hommes, blanches ou rayées; d'autres étaient enveloppées dans des pièces de toile. Leurs cheveux étaient coupés à la racine même, d'après une mode introduite dans l'île par les missionnaires, et leurs têtes couvertes avec de petits chapeaux européens de la forme la plus laide, et ornés de rubans ou de fleurs fabriqués à Taïti. Mais la plus précieuse partie d'une sorte de costume, était une robe de couleur, signe indubitable d'opulence et sujet d'une vanité sans bornes. »

L'hilarité qu'avait excitée chez le voyageur la vue de ces accoutrements grotesques, ne tarda pas, dit-il, à être changée en un sentiment pénible quand il réfléchit à ce qu'était autrefois ce peuple et à ce qu'il est aujourd'hui. La population, qui, d'après le calcul de Forster, s'élevait à cent quarante-quatre mille individus, est aujourd'hui réduite à dix mille au plus, par l'usage immodéré des liqueurs fortes (1), par la débauche et par la propagation incroyable des maladies vénériennes, qui infectent, à ce qu'il paraît, les trois cinquièmes au moins de la population. La gaîté d'autrefois a fait place à des méditations interminables, à de continuelles prières et à une vie contemplative presque toujours insuffisante à calmer les passions et à diriger la plupart des hommes, comme le prouvent les faits que j'ai énoncés plus haut et qui sont attestés par la plupart des navigateurs, et par Beechey, de la relation de qui je citerai dans un instant quelques passages.

Toute activité semble anéantie, et les Taïtiens actuels, au lieu d'oublier ce que la vie de leurs pères avait de contraire à la morale chrétienne, n'en ont presque retenu que les vices. « Ils savent à peine aujourd'hui, dit le voyageur que je citais tout-à-l'heure, tresser leurs nattes, fabriquer leur étoffe-papier ou cultiver quelques racines. Ils se contentent des fruits de l'arbre-à-pain, que le sol produit spontanément et en quantité plus que suffisante pour leur population si réduite. Leur marine, qui excitait l'étonnement des Européens, a entièrement disparu (1). Ils ne construisent plus que de misérables petits canots, avec lesquels ils pêchent dans le voisinage des îles de corail, et font leurs plus longs voyages dans des chaloupes d'Amérique ou d'Europe qu'ils ont achetées. Quant aux moyens de produire par eux-mêmes ces commodités des nations civilisées auxquelles ils attachent tant de prix, ils les ignorent encore autant que jamais. Ils possèdent des brebis et d'excellent coton; mais aucun rouet à filer, aucun métier de tisserand n'a encore été mis en activité parmi eux. Ils préfèrent acheter leur drap et leur calicot à l'étranger pour de l'or ou des perles; un de nos marins vendit une vieille chemise pour cinq piastres. Des chevaux et toute espèce de bétail leur ont été amenés; mais le peu qui en reste est

(1) Tous les voyageurs sont unanimes pour reconnaître la propension presque invincible des Taïtiens de tous les rangs pour les liqueurs alcooliques.

(1) Forster, qui fut témoin des préparatifs de guerre de Taïti contre l'un des cantons de l'île Eiméo, lors de la seconde relâche de Kook, en avril 1774, a porté, dans un calcul ingénieux et qui paraît modéré, les forces maritimes de la plus grande des péninsules de Taïti à douze cents pirogues de guerre, pouvant porter chacune cinquante hommes, et à six cents pirogues plus petites, destinées à porter les vivres et les munitions.

1 y 2. Naturales de la Australasia. 3. *idem* de la isla Masacre. 4. *idem* de Vanicoro.

1

2

3

4

Demoraine del. *Taillant Sculp.*

1 ET 2. HABITANS DE L'AUSTRALIE. 3. Id. DE L'ILE MASSACRE. 4. Id. DE VANIKORO.

tombé en la possession des étrangers et devenu si rare, qu'on nous demanda cent piastres d'un bœuf dont nous avions besoin pour approvisionner le vaisseau. La reine seule possède une paire de chevaux, mais elle ne s'en sert jamais. L'île entière ne possède qu'un seul forgeron, quoique l'assistance de la forge pourrait être si utile à la réparation des outils de fer, qui ont remplacé les outils de pierre, autrefois en usage. » Tous ces détails sur la pauvreté industrielle de l'île sont complétement confirmés par Beechey et d'autres voyageurs.

« Par ordre des missionnaires, poursuit Kotzebue, la flûte, dont le son était jadis le signal d'innocents plaisirs, ne se fait plus entendre. On ne souffre plus à Taïti d'autre musique que la psalmodie; danses, combats simulés, représentations théâtrales, rien de tout cela n'est maintenant permis. Chaque amusement est puni comme un péché chez ce peuple jadis livré à de continuels plaisirs. Un indigène de nos amis se mit un jour à chanter pour témoigner la joie qu'il ressentait d'un présent qu'il venait de recevoir; mais aussitôt ses camarades lui demandèrent avec une grande frayeur s'il pensait aux conséquences de cette action, dans le cas où il serait entendu des missionnaires. »

Cette contrainte, qui pèse sur tous les habitants et a empreint toutes leurs habitudes d'une teinte de tristesse et de monotonie, n'est pas parvenue, jusqu'à présent, à effacer le souvenir des anciens plaisirs, et ce que nous dit Beechey, qui visita Taïti en 1826, montre combien peu leurs mœurs anciennes ont été modifiées par le christianisme qu'on leur enseigne. Après avoir décrit son arrivée dans l'île, l'accueil bienveillant qu'il reçut de la reine régente, et la visite que cette princesse, accompagnée de sa cour, alla faire à bord de son vaisseau, Beechey continue ainsi :

« Le même jour nous reçûmes une invitation à passer la soirée chez la régente, dans sa demeure de Papiete, lieu très-romantique, situé à une mille du lieu où nous étions mouillés. Nous arrivâmes à la résidence royale, qui était un de ces spacieux hangars, mentionnés si souvent par tous les voyageurs. Il avait environ cent pieds de long sur trente-cinq de large, et était de forme ovale, avec un toit de chaume, soutenu sur de petits bâtons placés fort près les uns des autres. Au moyen du clair de lune nous découvrîmes vers le milieu de l'édifice une petite porte, sous laquelle nous entrâmes, et aussitôt nous nous trouvâmes dans l'obscurité. Tandis que nous cherchions notre route à tâtons, les os de nos jambes heurtèrent plus d'une fois les bambous qui divisaient la pièce en plusieurs compartiments. Grâce aux rayons de la lune, qui pénétraient par les interstices des murs, nous reconnûmes que l'une de ces divisions était occupée par des hommes et des femmes de la basse classe. Nous marchâmes donc dans une direction contraire, et nous arrivâmes bientôt dans le salon royal, que nous trouvâmes éclairé par une lumière jaunâtre et triste, provenant d'un chiffon qui brûlait sur le bord d'une coquille de coco, à moitié remplie d'huile. A notre grande surprise, un silence profond régnait dans l'appartement; mais bientôt, la salutation d'usage : « Comment vous portez-vous? » arriva de tous côtés à nos oreilles, prononcée successivement par un grand nombre d'hommes athlétiques, favoris de sa majesté, qui se réveillèrent les uns après les autres.

» Nous découvrîmes enfin la reine régente, couchée sur une natte qui avait été étendue pour elle sur l'herbe sèche, dont tout le plancher était couvert. Autour d'elle, sur des nattes aussi, reposaient plusieurs intéressantes jeunes femmes, et, sur un lit de bois, nous aperçûmes Aboo-Rai et Aimatta (1). Notre entrée mit en mouvement toute cette nombreuse compagnie; les uns cherchant à se procurer une seconde lumière, et les autres à nous trouver des nattes, tandis qu'Aboo-Rai, s'enveloppant de sa couverture, nous amena sa princesse, la jolie Aimatta, et poussa la politesse à notre égard bien au-delà de ce que nous pouvions attendre d'un si jeune mari.

(1) Aimatta était la sœur du jeune roi, elle avait alors seize à dix-sept ans, et était mariée depuis peu à Aboo-Rai, son oncle. C'est elle qui est maintenant reine de Taïti depuis la mort du roi son frère.

» Craignant d'avoir mal compris l'invitation que nous avions reçue pour le soir, nous commençâmes à faire des excuses, et à nous défendre d'avoir eu l'intention de troubler ainsi le repos général. Mais, à ce qu'il paraît, il n'y avait aucunement de notre faute : c'était la reine, qui, se trouvant fatiguée et oubliant tout-à-fait son invitation, avait voulu se livrer au sommeil plus tôt que de coutume. Lorsque nous arrivâmes, elle était à peine assez reposée pour prendre part à un amusement quelconque; mais elle nous fit un accueil amical, et ordonna qu'une danse fût exécutée pour nous divertir. C'était là une faveur sur laquelle nous ne comptions guère, car de tels amusements étaient défendus par une loi sous des peines sévères contre les acteurs et même contre les spectateurs. Pour cette raison, il fallut que les choses se passassent sans bruit, et que la flûte indigène jouât l'air assez bas, de manière que rien de ce divertissement profane ne parvînt aux oreilles de l'officier de police, qui faisait le beau sur le rivage avec une jaquette de soldat et un sabre rouillé. La danse terminée, nous écoutâmes avec plaisir les simples airs des femmes de la reine, qui chantaient fort bien, et qui, en habiles improvisatrices, savaient appliquer les paroles du chant au cas particulier de chaque individu.

» Tandis que nos yeux et nos oreilles étaient ainsi occupés, il se passait dans le même appartement des scènes d'une nature bien différente, qui auraient convaincu le plus grand sceptique de l'immoralité ignoblement brutale de ces peuples; et, s'il eût réfléchi que c'était dans la demeure royale, en présence de la personne qui est à la tête de l'Église et de l'État, il aurait conclu, comme l'a fait Turnbull, ou que leurs relations avec les Européens ont tendu à les avilir plutôt qu'à relever leur condition (1), ou qu'ils violaient à plaisir, et pour les tourner en dérision, des lois qu'ils regardaient comme ridiculement sévères. »

Ce serait être injuste envers les missionnaires de Taïti, que de borner ici le tableau qui précède. Ils ont aboli l'idolâtrie, la polygamie et les sacrifices humains; ils ont donné aux hommes plus de respect pour leurs femmes en les forçant de les admettre à leur table; ils ont fait cesser en partie le scandale de la prostitution à bord des navires, et détruit la société des arréoys. Ce sont là des résultats qu'il ne faut pas manquer de signaler. Sans doute on a à leur reprocher la sécheresse et la dureté judaïque de l'enseignement qu'ils ont fait à ces peuples; sans doute ils auraient pu leur enseigner tout ce que le christianisme renferme de principes d'activité et d'idées civilisatrices; mais ces reproches s'adressent bien plus au protestantisme lui-même qu'aux hommes qui sont chargés de le prêcher. Dénués de toute autorité pour interpréter les saintes écritures, que peuvent faire ceux-ci pour en donner l'intelligence à leurs néophytes? D'après leur principe lui-même, qui n'admet aucune autorité légitime, et déclare que tout homme peut tirer de la lettre des livres sacrés les enseignements qui lui semblent convenables, les prédicateurs protestants, à quelque secte qu'ils appartiennent, doivent logiquement se borner à l'enseignement de la lettre. Et que peuvent comprendre des sauvages à la lettre sur laquelle les plus grands docteurs protestants eux-mêmes n'ont pu parvenir à se mettre d'accord? Aussi voit-on qu'ils se contentent de prendre des idées chrétiennes tout justement ce qu'on leur en a expliqué; le reste est pour eux comme non avenu.

Gouvernement actuel.

Les missionnaires, tout-puissants dans l'île entière, y ont établi une sorte de gouvernement constitutionnel, avec un roi héréditaire et une chambre des représentants ayant l'initiative des lois, et pouvant les promulguer sans la sanction du pouvoir royal. Cette assemblée a décrété un code qui avait été rédigé par les missionnaires, les seuls capables, quelque peu versés qu'ils soient dans

(1) Ce jugement, suivant nous, serait trop sévère. Les coutumes dont parle Beechey existaient à Taïti avant l'introduction des Européens dans l'île. C'est bien assez du reproche de ne pas les avoir fait oublier. (*Note de l'auteur.*)

la législation, de comprendre quelque chose aux institutions démocratiques de l'Europe et de l'Amérique. A en juger par quelques discours des principaux orateurs taïtiens, leurs opinions, même les plus contradictoires, sont exposées avec un calme, une aménité qu'on aimerait à retrouver plus souvent dans les législateurs de pays plus civilisés. Souhaitons qu'ils conservent long-temps encore leur naïveté vraiment enfantine, et que les ambitions personnelles ne viennent pas bientôt semer dans leur société, déjà si faible, les haines invétérées, les disputes, les dissensions et les guerres civiles dont nous avons vu de si tristes exemples, et de si cruels effets dans les prétendues républiques américaines.

Nous bornerons ici ce que nous avions à dire sur l'Océanie. Quelques personnes s'étonneront peut-être de voir que, contrairement à l'usage suivi par quelques écrivains estimables, nous n'avons parlé ni de l'archipel Sandwich (Hawaï), dans lequel le célèbre Kook succomba sous les coups des sauvages; ni de Tonga-Tabou, ni de l'archipel de Vanicoro, aujourd'hui archipel Lapérouse, que le naufrage de cet illustre navigateur a rendu fameux dans ces dernières années; mais, qu'aurions-nous, en réalité, à dire d'intéressant sur ces îles, aussi bien que sur des milliers d'autres, qui sont disséminées à la surface de l'immense Océan du Sud? Leur sol et leurs productions ne diffèrent en rien de ceux que nous avons décrits; et, quant à leurs habitants, ce sont toujours les mêmes hommes, avec les mêmes mœurs et les mêmes coutumes, à cela près de quelques variations légères, suffisamment indiquées dans nos généralités sur l'Océanie et sur chacune de ses divisions géographiques. Nous ne ferions donc qu'une répétition oiseuse, et sans intérêt comme sans fruit pour le lecteur.

CONCLUSION.

Nous disions, en commençant ce travail, que l'histoire est l'expérience des peuples; quel enseignement aurons-nous tiré de celle-ci?

On pourrra, si je ne me trompe, DES FAITS que nous avons observés, déduire les conclusions suivantes :

1°. PARTOUT où le christianisme est ignoré, l'esclavage, la polygamie, le mépris de la femme et l'infanticide sont regardés comme choses justes et légitimes.

Le christianisme est donc seul capable de civiliser les hommes :

SEUL il élève la femme et l'enfant, et défend de les traiter en esclaves; seul il commande de ne voir dans un ennemi vaincu qu'un frère malheureux qu'il faut aimer et protéger.

Seul il efface les distinctions provenant de la naissance ou des richesses, et fait des vertus chrétiennes une condition de l'exercice du pouvoir.

Seul il prescrit aux gouvernants de se faire les serviteurs des gouvernés.

SEUL il COMMANDE aux hommes de s'aider, de se supporter, de s'aimer mutuellement, de S'UNIR, en un mot, comme les membres d'une même famille, sans distinction de forts ni de faibles, de riches ni de pauvres, de savants ni d'ignorants, de grands ni de petits; et de travailler, chacun selon ses forces, à la venue du jour où, suivant la parole de l'Évangile, il n'y aura plus sur la terre qu'un seul bercail et un seul pasteur.

2°. Le principe protestant de l'intérêt bien entendu, que nous avons vu être la base unique de la civilisation anglo-américaine, ayant

pour conséquence de fractionner de plus en plus les sociétés et de DIVISER de plus en plus les hommes, est directement contraire au christianisme, et, par conséquent, anti-civilisateur autant que possible.

En effaçant du cœur de ses adeptes tout sentiment de charité et de justice, il a été mille fois plus funeste aux sauvages de l'Amérique et de l'Océanie, que les horribles excès des aventuriers espagnols eux-mêmes.

Et, dans ceux en qui le gouvernement de l'Espagne, malgré sa soif immodérée de richesses, avait vu des frères à éclairer et des malheureux à protéger, il n'a su montrer à la race anglaise que des faibles à exploiter ou des bêtes féroces à détruire.

FIN DE L'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE ET DE L'OCÉANIE

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

HISTOIRE DU MEXIQUE.

HISTOIRE DE GUATEMALA

(ÉTATS DE LA CONFÉDÉRATION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE).

HISTOIRE DU BRÉSIL.

HISTOIRE DU BRÉSIL DEPUIS SA DÉCOUVERTE PAR LES PORTUGAIS JUSQU'A NOS JOURS.

INSTITUTIONS.

HISTOIRE DE LA GUYANE.

HISTOIRE DU PÉROU.

Histoire du Pérou sous la domination des Espagnols.

HISTOIRE DES MISSIONS DU PARAGUAY.

AMÉRIQUE INDIGÈNE INDÉPENDANTE.

LES ESQUIMAUX.

ESQUIMAUX DE L'EST.

ESQUIMAUX DE L'OUEST.

OCÉANIE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Indication du placement des Gravures.

AMÉRIQUE.

OCÉANIE.

CORRECTIONS IMPORTANTES.

Page 3, colonne 1re, ligne 22, *au lieu de* indigents, *lisez* indigènes.
Page 34, colonne 1er, ligne 1re, *au lieu de* d'Angleterre, *lisez* d'Écosse.
Page 94, colonne 2, ligne 29, *au lieu de* baisser, *lisez* abaisser.
Page 114, colonne 1re, ligne 21, *au lieu de* parlez, *lisez* partez.
Page 365, colonne 2, ligne 29, *au lieu de* ce Paraguay, *lisez* le Paraguay.
Page 426, colonne 1re, ligne 35, *au lieu de* brancnies, *lisez* branches.

a Virgile [illegible]

Le même Editeur publie.

ATLAS UNIVERSEL

DE

GÉOGRAPHIE HISTORIQUE,

COMPOSÉ

de 101 Cartes coloriées grand in-quarto jésus,

Indiquant les limites et divisions du territoire des diverses nations aux principales époques de leur histoire, avec une notice sur les lieux où il s'est passé quelques faits remarquables,

PAR M. A. HOUZÉ,

Membre de la Société de Géographie, et Auteur de la Géographie universelle.

Prix de l'Atlas complet, cartonné, 24 francs.

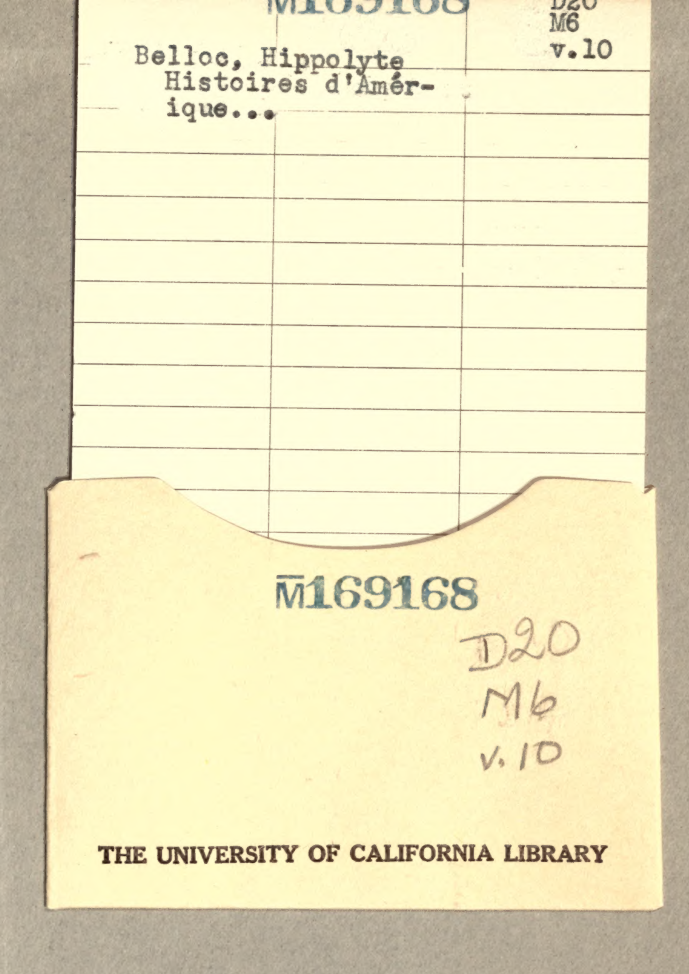
Comme les cartes de cet Atlas sont destinées à faciliter la lecture et l'intelligence de tous les ouvrages historiques publiés jusqu'à ce jour, chaque partie se vend séparément comme il suit:

Atlas pour l'Hist. de la Terre-Sainte, 14 cartes gr. in-4°, jés., col.			3	50
Atlas pour l'Hist. de France, 30 cartes dont 2 doubl.	*id.*	*id.*	7	»
Atlas pour l'Hist. d'Angleterre, 10 cartes.	*id.*	*id.*	2	50
Atlas pour l'Hist. de Grèce et d'Italie, 16 cartes.	*id.*	*id.*	4	»
Atlas pour l'Hist. d'Espagne et Portugal, 8 cartes.	*id.*	*id.*	2	»
Atlas pour l'Hist. d'Allemagne, Prusse, Autriche et Suisse, 12 c.			3	»
Atlas pour l'Hist. de Russie, de Pologne, Suède et Danemark, 4 c.			1	»
Atlas pour l'Hist. de l'Asie et de l'Afrique, 4 cartes.			1	»
Atlas pour l'Hist. de l'Amérique et de l'Océanie, 3 cartes dont une double.			1	»

Ces Atlas sont cartonnés, à l'exception des trois derniers, qui se vendent en feuilles

(3)

PARIS. IMPRIMÉ PAR BÉTHUNE ET PLON.


M169168
D20
M6
v.10
Belloc, Hippolyte
Histoires d'Amérique...
M169168
D20
M6
v.10
THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY